

NTERPRETATION BU

D'INTERPRÉTATION

SJECT:

REFERENCE.

INCOME TAX ACT

Specified Personal Corporations — 1971 Undistributed Income on Hand

SERIAL NO. IT-

IT-101

DATE: May 16, 1973

Subsection 196(4) (also subsection 57(3) of

the ITAR)

OBJET:

LOI DE L'IMPÔT SUR LE REVENU

Corporations personnelles désignées – 1971 Revenu en main non réparti

No DE SÉRIE: IT-101

DATE: le 16 mai 1973.

RENVOI: Paragraphe 196(4) (Aussi le paragraphe 57(3) des

RAIR)

Dividends received or deemed to have been received by a specified personal corporation (as defined in subsection 57(11) of the ITAR) after its 1971 taxation year and before January 1, 1972 need not be included in computing the corporation's 1971 undistributed income on hand since such dividends are included in the income of the corporation's shareholders by virtue of subsection 57(3) of the ITAR.

Les dividendes reçus ou réputés avoir été reçus par une corporation personnelle désignée (définie au paragraphe 57(11) des RAIR) après son année d'imposition 1971 et avant le 1^{er} janvier 1972 n'ont pas à être compris dans le calcul du revenu en main non réparti en 1971 de la corporation puisque de tels dividendes sont compris dans le revenu des actionnaires de la corporation en vertu du paragraphe 57(3) des RAIR.

Digitized by the Internet Archive in 2023 with funding from University of Toronto

INTERPRETATION BULLETII

D'INTERPRÉTATION

SUBJECT:

INCOME TAX ACT

Conversion of Property From or To Inventory

OBJET:

LOI DE L'IMPÔT SUR LE REVENU
Conversion de biens de ou à l'inventaire

SERIAL NO: IT-102 DATE: May 24, 1973
REFERENCE: Section 9 (Also subsections 39(1) and 40(1))

NO DE SÉRIE: IT-102 DATE: le 24 mai 1973
RENVOI: Article 9 (aussi paragraphes 39(1) et (40)1))

- 1. This Bulletin discusses the income tax implications where property acquired by a taxpayer as a capital property and used in producing income from the property itself or from a business later becomes inventory of that taxpayer, and vice versa. The Bulletin has application to dispositions after 1971 of such "converted" properties whether or not the conversion takes place before or after December 31, 1971.
- 2. Inventory is defined in subsection 248(1) for the purpose of the Act as being "a description of property the cost or value of which is relevant in computing a taxpayer's income from a business for a taxation year". Pursuant to paragraph 54(b), Capital property means "any depreciable property of the taxpayer and any property (other than depreciable property), any gain or loss from the disposition of which would, if the property were disposed of, be a capital gain or capital loss, as the case may be, of the taxpayer".
- 3. The determination of whether a conversion has occurred depends on the facts in each case. However in cases similar to those that follow, a conversion, as contemplated in paragraph 1 above, generally is considered not to have taken place:
 - (a) Where property purchased primarily for purposes of resale at a profit is temporarily withdrawn from inventory (say for a period not exceeding one taxation year) and used for some other purpose, it is considered to continue to form part of the inventory of the taxpayer. This category includes goods provided to salesmen for demonstration to customers (e.g. demonstrators or courtesy cars in an automobile dealership business), goods temporarily withdrawn from inventory for the business use of employees, and goods placed on rental for short periods.

- 1. Le présent Bulletin traite des effets produits, en matière d'impôt sur le revenu, lorsque des biens que le contribuable acquiert comme biens en immobilisations et dont il se sert afin de tirer un revenu de ces biens eux-mêmes ou d'une entreprise, sont plus tard intégrés à l'inventaire de ce contribuable, ou vice-versa. Le présent Bulletin traite des dispositions de tels biens "convertis" après 1971, que la conversion ait eu lieu ou non avant ou après le 31 décembre 1971.
- 2. Aux fins de la Loi, l'inventaire est, selon le paragraphe 248(1), "la description des biens dont le prix ou la valeur entre dans le calcul du revenu qu'un contribuable tire d'une entreprise pour une année d'imposition". Selon l'alinéa 54b), les biens en immobilisations comprennent "tous biens amortissables du contribuable et tous biens (autres que des biens amortissables), dont la disposition, s'il y avait disposition, se traduirait pour le contribuable par un gain ou une perte en capital, suivant le cas".
- 3. Pour établir s'il y a eu conversion, il faut étudier les faits de chaque cas particulier. Toutefois, dans les cas qui ressemblent à ceux qui suivent, on ne considère généralement pas qu'il y a eu conversion, telle que celle-ci est décrite au paragraphe 1 ci-dessus:
 - a) Lorsqu'un bien acheté principalement dans le but d'être revendu avec bénéfice est temporairement retiré de l'inventaire (par exemple, pour une période n'excédant pas une année d'imposition) et est utilisé à une autre fin quelconque, on considère que le bien en question continue de faire partie de l'inventaire du contribuable. Cette catégorie comprend les marchandises mises à la disposition de vendeurs à des fins de démonstration aux clients (par exemple, les véhicules de démonstration ou les véhicules disponibles à titre gracieux dans une entreprise de vente d'automobiles), les marchandises temporairement retirées de l'inventaire pour être utilisées par les employés dans leur travail et les marchandises louées pendant de courtes périodes.

- b) Where property is acquired primarily for the purpose of using that property to produce income in the taxpayer's business, it is regarded as capital property even though identical or similar property is held in inventory for resale. This category includes equipment owned by a dealer in equipment and leased to others that is replaced only if worn out or obsolete.
- c) Where the cost of property used in the taxpayer's business as a capital property was originally charged to an inventory account because its use was not known at the time of acquisition, that property is regarded as having been initially acquired as a capital property. Where inventory is similarly misclassified as capital property, it is regarded as being initially acquired as inventory.

The conversions contemplated in this Bulletin ally have the following characteristics:

- a) The change from the originally intended use as capital property to use as inventory or vice versa probably was unexpected at the time the property was acquired.
- b) The period from the date of acquisition to the date of conversion is almost certain to be in excess of one year and generally longer.
- c) The change in use is not a normal or frequent occurrence.

aples are a subdivision of farm land for re-sale, and a val from inventory of an equipment manufacturer machine to be used in the manufacturer's action process.

al Property Converted to Inventory

Where capital property used for the purpose of icing income from the property itself or from a ess is converted to inventory, a disposition is not dered to have taken place at the date of conversion. he purpose of computing the trading profit on a disposition of that inventory, the fair market value e property at the date of conversion will be the cost e inventory. However, in calculating the gain or loss ne disposition of the property under subsection , the adjusted cost base, as defined by paragraph of the Act, is based on the original actual cost of roperty and not on its fair market value at the date nversion. To the extent that the gain or loss as lated under subsection 40(1) has been included in uting the business income of the taxpayer, the nt so included reduces the capital gain or loss on isposition pursuant to subsection 39(1).

- b) Lorsqu'un bien est acquis principalement en vue de l'utiliser dans l'entreprise du contribuable pour lui faire produire un revenu, on le considère comme un bien en immobilisations, même si un bien identique ou semblable fait partie de l'inventaire à des fins de revente. Cette catégorie comprend le matériel que possède un marchand de matériel, qu'il loue à d'autres et ne remplace qu'en cas d'usure ou de désuétude.
- c) Lorsque le coût d'un bien utilisé par le contribuable dans son entreprise comme un bien en immobilisations était à l'origine imputé à un compte d'inventaire parce que son utilisation n'était pas connue au moment de l'acquisition, on considère ce bien comme ayant été acquis, à l'origine, comme un bien en immobilisations. De la même façon, lorsqu'un élément d'inventaire est classé par erreur comme un bien en immobilisation, on le considère comme ayant été acquis, à l'origine, à titre d'élément d'inventaire.
- 4. Les conversions dont traite le présent Bulletin ont en général les caractéristiques suivantes:
 - a) A l'origine, on entendait utiliser le bien comme un bien en immobilisations, puis on l'a utilisé comme élément d'inventaire, ou vice-versa, et ce changement n'était probablement pas prévu au moment de l'acquisition du bien.
 - b) Il est presque certain que la période entre la date d'acquisition et la date de conversion est supérieure à une année, si elle n'est pas plus longue encore.
 - c) Un tel changement d'utilisation ne se produit ni normalement, ni fréquemment.

Voici des exemples de ce qui précède: une subdivision du terrain d'une exploitation agricole à des fins de revente et le retrait de l'inventaire d'un fabricant de matériel d'une machine que ce fabricant utilise dans son processus de production.

Conversion de biens en immobilisations à l'inventaire

5. Lorsqu'un bien en immobilisations utilisé en vue de produire un revenu tiré du bien lui-même ou d'une entreprise fait l'objet d'une conversion à l'inventaire, on ne considère pas qu'une disposition a eu lieu à la date de la conversion. Afin de calculer le bénéfice tiré de l'échange lors d'une disposition ultérieure de cet élément d'inventaire, la juste valeur marchande du bien en question à la date de la conversion est tenue comme étant le coût de l'élément d'inventaire. Toutefois, au moment de calculer le gain ou la perte résultant de la disposition du bien en vertu du paragraphe 40(1), le prix de base rajusté, selon la définition qu'en donne l'alinéa 54a) de la Loi, est basé sur le coût réel du bien à l'origine et non sur sa juste valeur marchande à la date de la conversion. Dans la mesure où le bien ou la perte, calculé en vertu du paragraphe 40(1), a été compris dans le calcul du revenu d'entreprise du contribuable, le montant ainsi compris réduit le gain ou la perte en capital lors de la disposition, conformément au paragraphe 39(1).

IT-102

6. The following example illustrates the effect of the foregoing provisions:

Assume:

Cost of a parcel of farm land acquired	
in 1925	\$ 10,000
Fair market value of the property on Valuation Day	
Fair market value of the property in 1973	100,000
when it was converted to inventory	125,000
Selling price of property in 1975	160,000
Results on Sale in 1975:	
Business income (subsection 9(1)):	
Proceeds on sale	\$160,000
Less: Cost of the property (fair market	
value at the date of conversion)	125,000
Business income	\$ 35,000
Taxable capital gains:	
(i) Gain on disposition of the property	
(paragraph 40(1)(a)):	
Proceeds of disposition	\$160,000
Less: the adjusted cost base of the	
property (calculated in accor-	
dance with the Income Tax Application Rules, 1971)	100,000
Gain on Disposition	60,000
(ii) Capital gain on the disposition (paragraph 39(1)(a)):	
Gain on disposition (as determined	
above)	\$ 60,000
Less: amount included in income (not to exceed the gain on	
disposition)	35,000
Capital gain on disposition	\$ 25,000

7. Where the converted property was a depreciable property, no capital cost allowance may be claimed in respect of the property for the taxation year in which the conversion is made or in any subsequent year. In the year of disposition, the class in which the property was carried for the purpose of capital cost allowance is credited with the amount determined under subparagraph 13(21)(f)(ii). The "capital cost" referred to in that subparagraph is, of course, calculated without reference to the fair market value at the date of conversion. Any recapture of capital cost allowance or terminal allowance resulting from the disposition is calculated in the normal manner in the year of disposition.

Part Conversions and Part Dispositions

8. Where only a part of a capital property is converted to inventory (e.g. one-half of a parcel of farming land is developed for sale as residential building sites), for the purpose of computing business income on a subsequent sale the cost of the converted portion is the fair market value at the time of conversion of that portion. In

6. L'exemple suivant montre l'effet des dispositions qui précèdent.

Supposons que

Supposons que:	
Le coût d'une partie du terrain d'une exploitation agricole acquise en 1925 est de La juste valeur marchande du bien au Jour de l'évaluation est de La juste valeur marchande du bien en 1973, lorsqu'il a été converti à l'inventaire, est de Le prix de vente du bien en 1975 est de	\$ 10,000 100,000 125,000 160,000
Résultats de la vente en 1975:	
Revenu d'entreprise (paragraphe 9(1)):	
Produit de la vente	\$160,000
Moins: Coût du bien (juste valeur marchande à la date de la conversion) Revenu d'entreprise	125,000 \$ 35,000
Gains en capital imposables:	
(i) Gain lors de la disposition du bien (alinéa 40(1)a)):	
Produit de la disposition	\$160,000
Moins: le prix de base rajusté du bien (calculé conformément aux Règles de 1971 concernant l'application de l'impôt sur le revenu)	100,000
Gain résultant de la disposition	\$ 60,000
(ii) Gain en capital lors de la disposition (alinéa 39(1)a)):	
Gain lors de la disposition (établi ci-dessus)	\$ 60,000
Moins: le montant inclus dans le revenu (n'excédant pas le gain lors de la disposition)	35,000
Gain en capital lors de la disposition	\$ 25,000
Cam on capital lors do la disposition	4 25,000

7. Lorsque le bien converti était un bien susceptible de dépréciation, aucune déduction pour amortissement ne peut être réclamée à l'égard de celui-ci pour l'année d'imposition durant laquelle la conversion a été faite ou pour toute autre année ultérieure. Pendant l'année de la disposition, on crédite le montant établi en vertu du sous-alinéa 13(21)f)(ii) à la catégorie dont faisait partie le bien aux fins de la déduction pour amortissement. Le "coût en capital" mentionné dans ce sous-alinéa est évidemment calculé sans tenir compte de la juste valeur marchande à la date de conversion. Toute récupération de la déduction pour amortissement ou de la déduction finale résultant de la disposition est calculée de la manière normale dans l'année de la disposition.

Conversions partielles et dispositions partielles

8. Lorsque seulement une partie d'un bien en immobilisations, est converti à l'inventaire (par exemple, lorsque la moitié d'une pièce de terrain d'une exploitation agricole est aménagée à des fins de vente sous forme de site de construction résidentielle), aux fins du calcul du revenu d'entreprise lors d'une vente subséquente, le coût de la portion convertie est la 2 IT-102

- (b) Where property is acquired primarily for the purpose of using that property to produce income in the taxpayer's business, it is regarded as capital property even though identical or similar property is held in inventory for resale. This category includes equipment owned by a dealer in equipment and leased to others that is replaced only if worn out or obsolete.
- (c) Where the cost of property used in the taxpayer's business as a capital property was originally charged to an inventory account because its use was not known at the time of acquisition, that property is regarded as having been initially acquired as a capital property. Where inventory is similarly misclassified as capital property, it is regarded as being initially acquired as inventory.
- 4. The conversions contemplated in this Bulletin generally have the following characteristics:
 - (a) The change from the originally intended use as capital property to use as inventory or vice versa probably was unexpected at the time the property was acquired.
 - (b) The period from the date of acquisition to the date of conversion is almost certain to be in excess of one year and generally longer.
 - (c) The change in use is not a normal or frequent occurrence.

Examples are a subdivision of farm land for re-sale, and a removal from inventory of an equipment manufacturer of a machine to be used in the manufacturer's production process.

Capital Property Converted to Inventory

5. Where capital property used for the purpose of producing income from the property itself or from a business is converted to inventory, a disposition is not considered to have taken place at the date of conversion. For the purpose of computing the trading profit on a later disposition of that inventory, the fair market value of the property at the date of conversion will be the cost of the inventory. However, in calculating the gain or loss on the disposition of the property under subsection 40(1), the adjusted cost base, as defined by paragraph 54(a) of the Act, is based on the original actual cost of the property and not on its fair market value at the date of conversion. To the extent that the gain or loss as calculated under subsection 40(1) has been included in computing the business income of the taxpayer, the amount so included reduces the capital gain or loss on the disposition pursuant to subsection 39(1).

- b) Lorsqu'un bien est acquis principalement en vue de l'utiliser dans l'entreprise du contribuable pour lui faire produire un revenu, on le considère comme un bien en immobilisations, même si un bien identique ou semblable fait partie de l'inventaire à des fins de revente. Cette catégorie comprend le matériel que possède un marchand de matériel, qu'il loue à d'autres et ne remplace qu'en cas d'usure ou de désuétude.
- c) Lorsque le coût d'un bien utilisé par le contribuable dans son entreprise comme un bien en immobilisations était à l'origine imputé à un compte d'inventaire parce que son utilisation n'était pas connue au moment de l'acquisition, on considère ce bien comme ayant été acquis, à l'origine, comme un bien en immobilisations. De la même façon, lorsqu'un élément d'inventaire est classé par erreur comme un bien en immobilisation, on le considère comme ayant été acquis, à l'origine, à titre d'élément d'inventaire.
- 4. Les conversions dont traite le présent Bulletin ont en général les caractéristiques suivantes:
 - a) A l'origine, on entendait utiliser le bien comme un bien en immobilisations, puis on l'a utilisé comme élément d'inventaire, ou vice-versa, et ce changement n'était probablement pas prévu au moment de l'acquisition du bien
 - b) Il est presque certain que la période entre la date d'acquisition et la date de conversion est supérieure à une année, si elle n'est pas plus longue encore.
 - c) Un tel changement d'utilisation ne se produit ni normalement, ni fréquemment.

Voici des exemples de ce qui précède: une subdivision du terrain d'une exploitation agricole à des fins de revente et le retrait de l'inventaire d'un fabricant de matériel d'une machine que ce fabricant utilise dans son processus de production.

Conversion de biens en immobilisations à l'inventaire

5. Lorsqu'un bien en immobilisations utilisé en vue de produire un revenu tiré du bien lui-même ou d'une entreprise fait l'objet d'une conversion à l'inventaire, on ne considère pas qu'une disposition a eu lieu à la date de la conversion. Afin de calculer le bénéfice tiré de l'échange lors d'une disposition ultérieure de cet élément d'inventaire, la juste valeur marchande du bien en question à la date de la conversion est tenue comme étant le coût de l'élément d'inventaire. Toutefois, au moment de calculer le gain ou la perte résultant de la disposition du bien en vertu du paragraphe 40(1), le prix de base rajusté, selon la définition qu'en donne l'alinéa 54a) de la Loi, est basé sur le coût réel du bien à l'origine et non sur sa juste valeur marchande à la date de la conversion. Dans la mesure où le bien ou la perte, calculé en vertu du paragraphe 40(1), a été compris dans le calcul du revenu d'entreprise du contribuable, le montant ainsi compris réduit le gain ou la perte en capital lors de la disposition, conformément au paragraphe 39(1).

IT-102 3

6. The following example illustrates the effect of the foregoing provisions:

Assume:

Cost of a parcel of farm land acquired in 1925 Fair market value of the property on Valuation Day	\$ 10,000 100,000
Fair market value of the property in 1973 when it was converted to inventory Selling price of property in 1975	125,000
Results on Sale in 1975:	
Business income (subsection 9(1)):	
Proceeds on sale	\$160,000
Less: Cost of the property (fair market value at the date of conversion) Business income	125,000 \$ 35,000
Taxable capital gains:	
(i) Gain on disposition of the property (paragraph 40(1)(a)):	
Proceeds of disposition	\$160,000
Less: the adjusted cost base of the property (calculated in accordance with the Income Tax Application Rules, 1971)	100,000
Gain on Disposition	60,000
(ii) Capital gain on the disposition (paragraph 39(1)(a)):	
Gain on disposition (as determined above)	\$ 60,000
Less: amount included in income (not to exceed the gain on	25.000
disposition)	35,000
Capital gain on disposition	\$ 25,000

7. Where the converted property was a depreciable property, no capital cost allowance may be claimed in respect of the property for the taxation year in which the conversion is made or in any subsequent year. In the year of disposition, the class in which the property was carried for the purpose of capital cost allowance is credited with the amount determined under subparagraph 13(21)(f)(ii). The "capital cost" referred to in that subparagraph is, of course, calculated without reference to the fair market value at the date of conversion. Any recapture of capital cost allowance or terminal allowance resulting from the disposition is calculated in the normal manner in the year of disposition.

Part Conversions and Part Dispositions

8. Where only a part of a capital property is converted to inventory (e.g. one-half of a parcel of farming land is developed for sale as residential building sites), for the purpose of computing business income on a subsequent sale the cost of the converted portion is the fair market value at the time of conversion of that portion. In

6. L'exemple suivant montre l'effet des dispositions qui précèdent.

Supposons que:

pupposition day.	
Le coût d'une partie du terrain d'une exploitation agricole acquise en 1925 est de La juste valeur marchande du bien au Jour de l'évaluation est de La juste valeur marchande du bien en 1973, lorsqu'il a été converti à l'inventaire, est de Le prix de vente du bien en 1975 est de	\$ 10,000 100,000 125,000 160,000
Résultats de la vente en 1975:	
Revenu d'entreprise (paragraphe 9(1)):	
Produit de la vente	\$160,000
Moins: Coût du bien (juste valeur marchande à la date de la conversion) Revenu d'entreprise	125,000 \$ 35,000
Gains en capital imposables:	
(i) Gain lors de la disposition du bien (alinéa 40(1)a)):	
Produit de la disposition	\$160,000
Moins: le prix de base rajusté du bien (calculé conformément aux Règles de 1971 concernant l'application de l'impôt sur le revenu)	100,000
Gain résultant de la disposition	\$ 60,000
(ii) Gain en capital lors de la disposition (alinéa 39(1)a)):	
Gain lors de la disposition (établi ci-dessus)	\$ 60,000
Moins: le montant inclus dans le revenu (n'excédant pas le	

7. Lorsque le bien converti était un bien susceptible de dépréciation, aucune déduction pour amortissement ne peut être réclamée à l'égard de celui-ci pour l'année d'imposition durant laquelle la conversion a été faite ou pour toute autre année ultérieure. Pendant l'année de la disposition, on crédite le montant établi en vertu du sous-alinéa 13(21)f)(ii) à la catégorie dont faisait partie le bien aux fins de la déduction pour amortissement. Le "coût en capital" mentionné dans ce sous-alinéa est évidemment calculé sans tenir compte de la juste valeur marchande à la date de conversion. Toute récupération de la déduction pour amortissement ou de la déduction finale résultant de la disposition est calculée de la manière normale dans l'année de la disposition.

gain lors de la disposition)

Gain en capital lors de la disposition

35,000

\$ 25,000

Conversions partielles et dispositions partielles

8. Lorsque seulement une partie d'un bien en immobilisations, est converti à l'inventaire (par exemple, lorsque la moitié d'une pièce de terrain d'une exploitation agricole est aménagée à des fins de vente sous forme de site de construction résidentielle), aux fins du calcul du revenu d'entreprise lors d'une vente subséquente, le coût de la portion convertie est la 4 IT-102

addition, where in a taxation year part of the converted property is disposed of, the cost (for the purpose of computing business income) of the part disposed of is such portion of the cost as may reasonably be regarded as attributable to that part. For the purpose of calculating the capital gain or loss on disposal of the converted property (or part thereof) or of the part of the property not converted, the adjusted cost base of the property disposed of will be computed in accordance with the provisions of section 43 of the Act.

Inventory Converted to Capital Property

9. Where inventory of a business is converted to capital property to be used for the purpose of producing income from the property itself or from a business, a disposition is not considered to have taken place at the date of conversion in use. For the purpose of computing the income of the taxpayer in the year of conversion, the original cost of the property is deducted from the cost of sales for that year. Where the property is being converted to a depreciable property of the taxpayer, an equal amount is included in the appropriate capital cost allowance class. Where the property is subsequently disposed of, that disposition will be treated in accordance with the provisions of the Act relating to the disposition of a capital property.

juste valeur marchande de cette portion au moment de la conversion. De plus, lorsqu'au cours d'une année d'imposition, une partie du bien converti fait l'objet d'une disposition, le coût (aux fins du calcul du revenu d'entreprise) de la partie dont on a disposé est la portion du coût qui peut raisonnablement être attribuée à cette partie. Afin de calculer le gain ou la perte en capital lors de la disposition du bien converti (ou d'une partie de celui-ci) ou de la partie du bien qui n'a pas été convertie, le prix de base rajusté du bien dont on a disposé doit être calculé conformément aux dispositions de l'article 43 de la Loi.

Eléments d'inventaire convertis en biens en immobilisations

9. Lorsqu'un élément d'inventaire d'une entreprise est converti en biens en immobilisations afin qu'ils soient utilisés pour produire un revenu tiré des biens eux-mêmes ou d'une entreprise, on ne considère pas qu'une disposition a eu lieu à la date du changement d'utilisation. Afin de calculer le revenu du contribuable pour l'année de la conversion, le coût original du bien est déduit du coût des ventes effectuées pendant l'année en question. Lorsque le bien fait l'objet d'une conversion en un bien amortissable du contribuable, un montant égal est inclus dans la catégorie appropriée de la déduction pour amortissement. Lorsqu'on disposera plus tard du bien, cette disposition sera traitée conformément aux dispositions de la Loi se rapportant à la disposition de biens en immobilisations.

INTERPRETATION

BULLETIN

SUBJECT: INCOME TAX ACT

Conversion of Property from or to Inventory

OBJET:

LOI DE L'IMPÔT SUR LE REVENU Conversion de biens de ou à l'inventaire

SERIAL NO: REFERENCE: IT-102R DATE: May 16, 1977

Section 9 (also subsections 39(1) and 40(1))

Nº DE SÉRIE:

IT--102R

DATE: le 16 mai 1977

RENVOL

Article 9 (aussi paragraphes 39(1) et 40(1))



This bulletin replaces and cancels Interpretation Bulletins IT 102 issued on May 24, 1973, and IT-263 issued on November 10, 1975.

- 1. This bulletin comments on the income tax implications where property, acquired by a taxpayer as a capital property and used in producing income from the property itself or from a business, later becomes
- inventory of that taxpayer, or vice versa. The bulletin has application to dispositions after 1971 of such "converted" properties whether the conversion took place before or after December 31, 1971. The bulletin does not deal with situations where personal-use property of a taxpayer is converted to a business use or where business-use property is converted to personal use. Where such property is capital property, the rules in section 45 apply relating to the value at which such property is deemed to have been acquired or disposed of for the purpose of computing a capital gain or loss and, if the property is depreciable property, the rules in subsection 13(7) govern in respect of capital cost allowance and recapture. The bulletin is also not applicable to transfers of property from one taxpayer to another where the transfer may result in a change in the
- Inventory is defined in subsection 248(1) for the purpose of the Act as being "a description of property the cost or value of which is relevant in computing a taxpayer's income from a business for a taxation year". Pursuant to paragraph 54(b), capital property means "any depreciable property of the taxpayer, and any property (other than depreciable property), any gain or loss from the disposition of which would, if the property were disposed of, be a capital gain or a capital loss, as the case may be, of the taxpayer".

nature of the use of the property.

- The determination of whether a conversion has occurred depends on the facts in each case. However, in cases similar to those that follow, a conversion, as contemplated in 1 above, generally is considered not to have taken place:
 - (a) Where property purchased primarily for purposes of resale at a profit is temporarily withdrawn from inventory (say for a period not exceeding 12

1. Le présent bulletin traite des effets fiscaux produits lorsque des biens qu'un contribuable a acquis comme biens en immobilisations et dont il s'est servi pour tirer un revenu de ces biens eux-mêmes ou d'une entreprise sont plus tard intégrés à l'inventaire de ce contribuable, ou vice-versa. Ce bulletin s'applique aux dispositions après 1971 de tels biens «convertis», que la conversion ait eu lieu avant ou après le 31 décembre 1971. L'on ne traite pas dans le cadre de ce bulletin des biens à usage personnel d'un contribuable qui sont convertis en biens à usage commercial ni des biens à usage commercial qui sont convertis en biens à son usage personnel. Lorsque lesdits biens sont des biens en immobilisations, les règles prévues à l'article 45 s'appliquent en ce qui concerne la valeur pour laquelle les biens sont réputés avoir été acquis ou cédés aux fins du calcul du gain ou de la perte en capital; si les biens sont amortissables, les règles prévues au paragraphe 13(7) s'appliquent à la déduction pour amortissement et à la récupération. Le présent bulletin ne s'applique pas non plus au transfert de biens d'un contribuable à un autre lorsque le transfert peut modifier la nature de l'usage des biens.

Le présent bulletin annule et remplace les Bulletins d'interpré-

tation IT-102 du 24 mai 1973 et IT 263 du 10 novembre

- 2. Aux fins de la Loi, l'inventaire est, selon le paragraphe 248(1), «la description des biens dont le prix ou la valeur entre dans le calcul du revenu qu'un contribuable tire d'une entreprise pour une année d'imposition». Selon l'alinéa 54b), les biens en immobilisations comprennent «tous les biens amortissables du contribuable et tous les biens (autres que des biens amortissables) dont la disposition, s'il y avait disposition, se traduirait pour le contribuable par un gain ou une perte en capital, suivant le cas.»
- 3. Pour établir s'il y a eu conversion, il faut étudier les faits de chaque cas particulier. Toutefois, dans les cas qui ressemblent à ceux qui suivent, on n'estime généralement pas qu'il y a eu conversion, telle que celle-ci est décrite au numéro
 - a) Lorsqu'un bien acheté principalement dans le but d'être revendu avec bénéfice est temporairement retiré de l'inventaire (par exemple, pour une période n'excédant

PUBLIÉ AVEC L'AUTORISATION DU SOUS-MINISTRE DU REVENU NATIONAL POUR L'IMPÔT

PUBLISHED UNDER THE AUTHORITY OF THE DEPUTY MINISTER OF NATIONAL REVENUE FOR TAXATION 2 IT-102R

months) and used for some other purpose, it is considered to continue to form part of the inventory of the taxpayer. (But see the exception described in 16 below relating to stock in trade of a taxpayer that is rented by him temporarily.) This category includes goods provided to salesmen for demonstration to customers (e.g., demonstrators or courtesy cars in an automobile dealership) and goods temporarily withdrawn from inventory for the business use of employees.

- (b) Where property is acquired primarily for the purpose of using it to produce income in the taxpayer's business, it is regarded as capital property even though identical or similar property is held in inventory for resale. This category includes equipment owned by a dealer in equipment that is leased to others and replaced only when worn out or obsolete. Where equipment is withdrawn from leasing prior to that time and is sold as used equipment in accordance with the taxpayer's normal business operations, see the comments in 4 below.
- (c) Where the cost of property used in the taxpayer's business as a capital property was originally charged to an inventory account because its use was not known at the time of acquisition, that property is regarded as having been initially acquired as a capital property. Where inventory is similarly misclassified as capital property, it is regarded as being initially acquired as inventory.

Capital Property Converted to Inventory

- 4. Where capital property is converted to inventory, it is necessary to distinguish the situation where the occurrence is an unusual event and the situation where the conversion is part of the ordinary business operations of the taxpayer. An example of the former is where a taxpayer has owned land for a number of years which he used in a farming business and then decides to undertake a subdivision of the land and sell it piecemeal as serviced building lots. An example of the latter situation is the automobile dealer who has a leasing division and who, as part of his normal business practice. transfers cars from the leasing division to the used-car sales division after the cars have been leased for a few years. The comments in 5 to 9 below refer to the case where the conversion of property from capital property to inventory is an unusual event and the comments in 10 and 11 below refer to such conversions that are an integral part of the taxpayer's business.
- 5. Where capital property is converted to inventory in circumstances where the conversion is not part of the taxpayer's ordinary business operations, a disposition of

- pas 12 mois) et est utilisé à une autre fin quelconque, on estime que le bien en question continue de faire partie de l'inventaire du contribuable. (Toutefois, voir l'exception décrite au numéro 16 ci-après concernant les marchandises qu'un contribuable loue temporairement.) Cette catégorie comprend les marchandises mises à la disposition de vendeurs à des fins de démonstration aux clients (par exemple, les véhicules de démonstration ou les véhicules disponibles à titre gracieux dans une entreprise de vente d'automobiles) et les marchandises temporairement retirées de l'inventaire pour être utilisées par les employés dans leur travail.
- b) Lorsqu'un bien est acquis principalement en vue d'être utilisé dans l'entreprise du contribuable pour produire un revenu, on le considère comme un bien en immobilisations, même si un bien identique ou semblable fait partie de l'inventaire à des fins de revente. Cette catégorie comprend le matériel que possède un marchand de matériel, qu'il loue à d'autres et ne remplace qu'en cas d'usure ou de désuétude. Si le matériel cesse d'être loué avant cela et est vendu comme matériel usagé, conformément aux pratiques commerciales habituelles du contribuable, voir les observations du numéro 4 ci-après.
- c) Lorsque le coût d'un bien utilisé par le contribuable dans son entreprise comme un bien en immobilisations a été à l'origine imputé à un compte d'inventaire parce que son utilisation n'était pas connue au moment de l'acquisition, on estime que ce bien a été acquis, à l'origine, comme un bien en immobilisations. De la même façon, lorsqu'un élément d'inventaire est classé par erreur comme un bien en immobilisations, on le considère comme ayant été acquis, à l'origine, à titre d'élément d'inventaire.

Conversion de biens en immobilisations à l'inventaire

- 4. Lorsque des biens en immobilisations sont convertis à l'inventaire, il est nécessaire de distinguer entre la situation où cela ne se produit que rarement et la situation où la conversion constitue une pratique commerciale régulière du contribuable. Le premier cas correspond à l'exemple suivant: depuis un certain nombre d'années, un contribuable possède un fonds de terre qu'il utilise pour une entreprise agricole. Tout à coup, il décide de morceler son fonds de terre pour le vendre séparément en terrains viabilisés. Le deuxième cas correspond à l'exemple suivant: un marchand d'automobiles exploite une division de location. Le transfert des automobiles de la division de location à la division d'automobiles usagées, après que les automobiles ont été louées pendant quelques années, constitue une pratique courante de son entreprise. Les observations contenues au numéros 5 à 9 ci-après concernent le cas où la conversion de biens en immobilisations à l'inventaire constitue un évènement inhabituel. Les observations contenues aux numéros 10 et 11 ci-après concernent les conversions qui font partie intégrante de l'entreprise du contribuable.
- 5. Lorsque des biens en immobilisations sont convertis à l'inventaire dans des circonstances où la conversion ne fait pas partie de l'exploitation normale de l'entreprise du contri-

IT -102R

property, within the meaning of paragraphs 54(c) and 13(21)(c), does not take place or is not deemed to take place. For the purpose of computing the trading profit on a later disposition of that inventory, the fair market value at the date of conversion is considered to be the cost of the inventory. However, in calculating the gain or loss on the disposition of the property pursuant to subsection 40(1) the adjusted cost base, as defined in paragraph 54(a), is based on the original cost of the property (subject to the ITAR rules for property owned on December 31, 1971) and not on its fair market value at the date of the conversion. To the extent that the gain as calculated under subsection 40(1) has been included in computing the business income of the taxpayer, the amount so included reduces the capital gain on the disposition in accordance with the rule in paragraph 39(1)(a). If the calculation under subsection 40(1) produces a loss on the disposition of the property, the amount of the capital loss to the taxpayer is the amount of the loss so calculated minus the amount of the business loss, if any, deductible in computing the taxpayer's income. (See also 9 below for an alternative method of computing the capital gain or capital loss.)

6. The following example illustrates the effect of the provisions referred to in 5 above.

Assumptions:

Assumption	15.	
Cost of fa Fair mark	\$ 10,000	
	et value of the property in 1973 as converted to inventory (plan of	\$100,000
subdivisio	n filed)	125,000
	rvicing and selling building lots	40,000
Proceeds	from sale of lots in 1975	200,000
Gains on di	sposition of property in 1975	
Business i	ncome (subsection 9(1))	
Proceed	s of disposition	\$200,000
Less:	Cost of the property (fair market value at the date of conversion), \$125,000, plus cost of servicing and selling the property, \$40,000	165,000
	Business income	\$ 35,000
Capital ga	tins	
	n on disposition of the property ragraph 40(1)(a))	
Proceed	s of disposition	\$200,000
Less:	Adjusted cost base of the property (calculated in accordance with the Income Tax Application Rules, 1971), \$100,000, plus cost of servicing	
	and selling the property, \$40,000	140,000
	Gain on disposition	\$ 60,000

buable, cela ne constitue pas ni n'est réputé constituer une disposition de biens au sens des alinéas 54c) et 13(2)c). Afin de calculer le bénéfice d'exploitation lors d'une disposition ultérieure de cet élément d'inventaire, la juste valeur marchande à la date de la conversion est tenue comme étant le coût de l'élément d'inventaire. Toutefois, au moment de calculer le gain ou la perte résultant de la disposition du bien en vertu du paragraphe 40(1), le prix de base rajusté, selon la définition qu'en donne l'alinéa 54a) de la Loi, est basé sur le coût du bien à l'origine (sous réserve des règles des RAIR concernant les biens détenus au 31 décembre 1971) et non sur sa juste valeur marchande à la date de la conversion. Dans la mesure où le gain calculé en vertu du paragraphe 40(1) a été compris dans le calcul du revenu d'entreprise du contribuable, le montant compris réduit le gain en capital lors de la disposition, conformément à l'alinéa 39(1)a). Si d'après le calcul effectué en vertu du paragraphe 40(1) une perte résulte de la disposition du bien, le montant de la perte en capital du contribuable est le montant de la perte calculée moins le montant de la perte commerciale, le cas échéant, qui est déductible lors du calcul du revenu du contribuable. (Voir aussi au numéro 9 ci-après une autre façon de calculer le gain ou la perte en capital.)

6. L'exemple suivant montre l'effet des dispositions mentionnées au numéro 5.

Hypothèse:

Coût d'un fonds de terre agricole acquis en 1925 Juste valeur marchande du bien au Jour de	\$ 10,000
l'évaluation	100,000
Juste valeur marchande du bien en 1973, lorsqu'il a été converti à l'inventaire (plan du	
morcellement produit)	125,000
Coût de la viabilisation et de la vente des terrains	40,000
Produit de la vente des terrains en 1975	200,000
Gains sur la disposition du bien en 1975	
Revenu d'entreprise (paragraphe 9(1))	
Produit de la disposition	\$200,000
Moins: Coût du bien (juste valeur marchande à la date de la conversion) \$125,000 plus le coût de la viabilisation et de la vente du bien \$40,000	165,000
Revenu d'entreprise	\$ 35,000
Gains en capital	
(i) Gain lors de la disposition du bien (alinéa 40(1)a)):	
Produit de la disposition	\$200,000
Moins: prix de base rajusté du bien (calculé conformément aux Règles de 1971 concernant l'application de l'impôt sur le revenu) \$100,000, plus le coût de viabilisation et de vente du bien, \$40,000	140,000
, ,	
Gain résultant de la disposition	\$ 60,000

(ii) Capital gain on the disposition (paragraph 39(1)(a))

Gain on disposition (as determined above) \$ 60,000

Less: amount of business income

35,000

Capital gain on disposition

\$ 25,000

- 7. A depreciable property that is converted to inventory (as described in 5 above) continues to be depreciable property of the taxpayer but, by virtue of Regulation 1102(1)(b), ceases to be depreciable property of a prescribed class. Therefore, in calculating the undepreciated capital cost of the class in which the property was carried at any time after the conversion, the capital cost of the converted property is not included. This will ordinarily result in the effective recapture of all the capital cost allowance taken on the property before conversion since the accumulated capital cost allowance taken on the property remains in the calculation. (See also 9 below for an alternative method of calculating the recapture or terminal loss.)
- Where only a part of a capital property is converted to inventory (e.g., one half of a parcel of farming land is developed for sale as residential building lots), for the purpose of computing business income on the subsequent sale of the property the cost of the converted portion is considered to be equal to the fair market value of that portion at the date of conversion. Similarly, where in a taxation year a part only of the converted property is disposed of, the cost (for the purpose of computing income) of the part disposed of is such portion of the total cost of all the converted property as may reasonably be attributable to that part. For the purpose of calculating the capital gain or loss on disposal of part of the converted property or of the part of the property not converted, the adjusted cost base of the property disposed of will be computed in accordance with the provisions of section 43 of the Act.
- It is recognized that, in certain circumstances, the procedure described in 5 to 8 above may produce a result that is different from the result that would have existed if the property converted from a capital property to inventory was considered to have been disposed of on the day of conversion at its fair market value at that time. The Act does not recognize a conversion of this kind to be a disposition of property but if a taxpayer wishes to take the view that a notional disposition of the property took place at the date of the conversion, a reporting of the capital gain or capital loss on that basis will be accepted by the Department. If this option is adopted, the amount of the capital gain or capital loss will be determined at the date of the conversion of the property, on the basis that the fair market value of the property at that time represents the proceeds of disposition of the property. The amount of the capital gain or capital loss so determined will then be reported for

(ii) Gain en capital lors de la disposition (alinéa 39(1)a))

Gain lors de la disposition (établi ci-dessus)

\$ 60,000

Moins: montant du revenu d'entreprise

35,000

Gain en capital lors de la disposition

\$ 25,000

- 7. Un bien amortissable qui est converti à l'inventaire (de la façon décrite au numéro 5) continue d'être un bien amortissable du contribuable mais, en vertu du règlement 1102(1)b), il cesse de constituer un bien amortissable d'une catégorie prescrite. Donc, lors du calcul de la fraction non amortie du coût en capital de la catégorie à laquelle le bien a été porté à n'importe quel moment après la conversion, le coût en capital du bien converti ne doit pas être inclus. Cela aura habituellement pour résultat la récupération de toute déduction pour amortissement appliquée au bien avant la conversion, puisque la déduction cumulative pour amortissement appliquée au bien est comprise dans le calcul. (Voir aussi au numéro 9 une autre façon de calculer la récupération ou la perte résiduelle.)
- 8. Lorsque seulement une partie d'un bien en immobilisations est converti à l'inventaire (par exemple, lorsque la moitié d'un fonds de terre agricole est aménagée à des fins de vente sous forme de terrains pour construction résidentielle), le coût de la fraction convertie est réputé, aux fins du calcul du revenu d'entreprise lors d'une vente subséquente, être égal à la juste valeur marchande de cette fraction au moment de la conversion. Aussi, lorsqu'au cours d'une année d'imposition une partie seulement du bien converti fait l'objet d'une disposition, le coût (aux fins du calcul du revenu) de la partie dont on a disposé est la fraction du coût total de tout bien converti qui peut raisonnablement être attribuée à cette partie. Afin de calculer le gain ou la perte en capital lors de la disposition d'une partie du bien converti ou de la partie du bien qui n'a pas été convertie, le prix de base rajusté du bien dont on a disposé doit être calculé conformément aux dispositions de l'article 43 de la Loi.
- 9. On reconnait que dans certains cas la procédure décrite aux numéros 5 à 8 peut donner un résultat différent de celui qui serait obtenu si le bien converti de bien en immobilisations à l'inventaire était réputé avoir été cédé le jour de la conversion à sa juste valeur marchande cette journée-là. Bien qu'en vertu de la Loi une telle conversion ne constitue pas une disposition de bien, si le contribuable désire considérer qu'une disposition imaginaire du bien a eu lieu le jour de la conversion le Ministère accepte que le gain ou la perte en capital soit déclaré pour cette raison. Si le contribuable choisit d'agir de cette façon, le montant du gain ou de la perte en capital sera établi à la date de la conversion et on estime que la juste valeur marchande du bien à ce moment-là représente le produit de la disposition du bien. Le montant du gain ou de la perte en capital ainsi établi sera ensuite déclaré, aux fins de l'impôt, pour l'année d'imposition de la disposition réelle du bien. Lorsque le bien converti était un bien amortissable, la fraction non amortie du coût en capital, au lieu d'être réduite du coût

IT - 102R

income tax purposes in the year of the actual disposition of the property. Where the property converted is depreciable property, the underpreciated capital cost, instead of being reduced by the capital cost (as described in 7 above) will be reduced, at the time of conversion, by the lesser of the fair market value of the property at that time (viewed as the proceeds of disposition) and the capital cost. The effect of this may be to reduce the amount of the recapture or to create a terminal loss. A notional disposition of this kind has no effect on the amount of the trading profit or loss on the disposition of the inventory which is calculated by comparing the fair market value at conversion (the cost) with the proceeds of sale (as in 5 above).

10. Where a taxpayer is a dealer in a certain type of property (normally automobiles or machinery and equipment), no capital gain is recognized when such property that was acquired for leasing purposes rather than as stock in trade is transferred to inventory to be sold. Such property would initially be treated as depreciable property subject to capital cost allowance at the appropriate rate. When the property is transferred to inventory, the cost for purposes of computing the trading gain or loss is either the undepreciated capital cost of the property or the price that would have been paid at that time if the property had been purchased in an arm's length transaction, depending on the costing procedure consistently followed by the taxpayer. This cost is also taken to be the proceeds of disposition of the depreciable property for purposes of paragraph 13(21)(f). Inasmuch as the date of disposition of such property normally follows quite closely after the date of conversion, it is acceptable, for capital cost allowance purposes, to treat the conversion of the property as being the disposition of the property.

11. As an alternative to the procedure described in 10 above, a dealer may choose not to classify as depreciable property automobiles or items of machinery and equipment acquired for leasing purposes but instead to carry such property in his inventory from the date of acquisition to the date of disposition. For purposes of valuing such property in an inventory, it is normally an acceptable practice to value the property at the amount that would have been its undepreciated capital cost if the property had been classified as depreciable property.

Inventory Converted to Capital Property

12. Where property that has formed part of a taxpayer's inventory has been reclassified as a capital property, it is necessary to determine whether this conversion of the property is permanent in nature or is temporary only. An example of a permanent conversion would be the removal from an equipment manufacturer's inventory of a machine to be used in the manufacturer's production process. An example of a temporary conversion from inventory to capital property would be a building constructed by a building contractor for sale but, because of current market conditions, rented on a

en capital (comme il est expliqué au numéro 7), sera réduite, au moment de la conversion, du moindre de la juste valeur marchande du bien à ce moment-là (considérée comme le produit de la disposition) et du coût en capital. Cela aura peut-être pour effet de réduire le montant de la récupération ou de créer une perte résiduelle. Une telle disposition imaginaire n'affecte en rien le montant du bénéfice ou de la perte commerciale lors de la disposition de l'inventaire, montant que l'on calcule en comparant la juste valeur marchande au moment de la conversion (le coût) au produit de la vente (comme au numéro 5).

10. Lorsqu'un contribuable est marchand d'un certain genre de biens (habituellement des automobiles ou des machines et du matériel), on ne tient compte d'aucun gain en capital si de tels biens, acquis pour fins de location plutôt que de revente, sont transférés à l'inventaire pour être vendus. De tels biens assujettis à une déduction pour amortissement au taux approprié. Lorsque les biens sont transférés à l'inventaire, le fraction non amortie du coût en capital des biens ou le prix qui aurait été payé à ce moment-là si les biens avaient été acquis au cours d'une transaction sans lien de dépendance, suivant la façon dont le contribuable établit normalement les prix de revient. Aux fins de l'alinéa 13(21)f), ce coût constitue aussi le produit de la disposition des biens amortissables. Pourvu que la date de la disposition de tels biens suive normalement d'assez près la date de la conversion, on peut, aux fins de la déduction pour amortissement, considérer la

11. Au lieu de suivre la procédure décrite au numéro 10, un marchand peut décider de ne pas classer comme biens amortissables les automobiles ou les machines et le matériel qu'il a acquis en vue de les louer, mais plutôt d'inclure ces biens dans son inventaire à partir de la date de leur acquisition jusqu'à la date de leur disposition. Aux fins de l'évaluation de tels biens dans un inventaire, il est normalement acceptable de les évaluer au montant qui aurait constitué la fraction non amortie de leur coût en capital s'ils avaient été classés comme biens amortissables.

Éléments d'inventaire convertis en biens en immobilisations

12. Lorsque des biens qui faisaient partie de l'inventaire d'un contribuable ont été reclassifiés comme biens en immobilisations, on doit établir si cette conversion des biens est de nature permanente ou temporaire. Le fait de retirer de l'inventaire d'un fabricant de matériel une machine devant être utilisée dans l'activité de production du fabricant constitue un exemple de conversion permanente. Un exemple de conversion temporaire de l'inventaire à un bien en immobilisations est le cas d'un entrepreneur en construction qui construit un immeuble en vue de le vendre mais qui, à cause des conditions actuelles du marché, le loue à court terme jusqu'à ce qu'il

IT-102R

short-term basis until a sale at a better price could be made. The comments in 15 below refer to a situation where there has been a permanent conversion from inventory to a capital property and the comments in 16 below are applicable to temporary conversions of this kind.

- 13. In the case of a building contractor, there are indications that a property has been permanently converted from inventory to capital property where the contractor's original intention was to sell the building soon after it was completed but
 - (a) there is now clear evidence that this is no longer his intention;
 - (b) the building has been used as a capital asset for a period of time which is more consistent with investing than trading;
 - (c) the contractor has made no attempt in the past to sell the building nor is there any indication that he plans to do so in the near future; and
 - (d) the contractor has himself been using the building for purposes of his business, or
 - (e) the contractor has leased the building on a long-term basis.

It should be noted that criteria (b) and (c) and in some cases (d) will not by themselves indicate a conversion from inventory to capital property.

- 14. Also in regard to building contractors, the following factors would suggest that any conversion from inventory to capital property was intended to be temporary only:
 - (a) a building constructed by a contractor is rented but there are indications that the contractor has not altered his original intention of making a profit from the sale of the building;
 - (b) a building is leased on a short-term basis and the lessee is given an option to purchase the building at the end of the lease; or
 - (c) an apartment block is constructed as a condominium with units being offered for sale upon registration of the condominium.
- 15. Where property in the inventory of a business has been converted to a capital property in circumstances where the conversion should be viewed as permanent in nature, a disposition of the property is not considered to have taken place at that time. For the purpose of computing the income of the taxpayer in the year of conversion, the cost of sales in that year should be reduced by whatever amount was charged to that account in respect of the converted property. Normally this amount would be the cost of the property but may be a market value if the converted property was carried in the inventory at a market value. The amount by which cost of sales for the year was reduced would be taken to be the capital cost of the capital property. If the property was converted to a depreciable property, that amount would be included in the appropriate class

puisse obtenir un meilleur prix de vente. Les observations du numéro 15 traitent de la situation où il y a eu conversion permanente de l'inventaire à un bien en immobilisations. Les observations du numéro 16 concernent les conversions temporaires de ce genre.

- 13. Dans le cas d'un entrepreneur en construction, certains indices démontrent que le bien a été converti en permanence de l'inventaire à un bien en immobilisations, par exemple lorsque le constructeur avait au départ l'intention de vendre l'édifice peu après l'avoir terminé, mais que:
 - a) il est maintenant évident qu'il a changé d'avis,
 - b) la période au cours de laquelle l'immeuble a été détenu comme actif immobilisé laisse voir davantage l'intention de l'utiliser comme bien en immobilisations plutôt que de le vendre.
 - c) l'entrepreneur n'a aucunement tenté de vendre l'immeuble et qu'il ne semble pas projeter de le vendre dans un avenir rapproché,
 - d) l'entrepreneur utilise lui-même l'immeuble dans le cadre de son entreprise, ou
 - e) l'entrepreneur a loué l'édifice à long terme.

Il est à remarquer que les critères b) et c) et, dans certains cas, d) ne sont pas en eux-mêmes des indices de conversion de biens d'inventaire en biens en immovilisations.

- 14. De plus, en ce qui concerne les entrepreneurs en construction, les facteurs suivants laissent croire que toute conversion de l'inventaire à un bien en immobilisations devait être seulement temporaire:
 - a) un édifice construit par l'entrepreneur est loué mais selon certains indices, le constructeur n'a pas changé son intention de retirer un bénéfice de la vente de l'édifice;
 - b) un édifice est loué à court terme et le locataire a l'option d'acheter l'édifice lorsque le bail prendra fin; ou
 - c) un immeuble à appartements est construit comme copropriété et les unités sont mises en vente lorsque la copropriété est enregistrée.
- 15. Lorsqu'un bien faisant partie de l'inventaire d'une entreprise a été converti en un bien en immobilisations dans des circonstances où la conversion devrait être considérée comme permanente, on n'estime pas qu'une disposition du bien a eu lieu à ce moment-là. Aux fins du calcul du revenu du contribuable pour l'année de la conversion, il faudrait déduire du coût des ventes dans l'année tout montant imputé à ce compte à l'égard du bien converti. Habituellement, ce montant constituerait le coût du bien mais il peut être une valeur marchande si le bien converti figurait dans l'inventaire à une valeur marchande. Le montant de la réduction du coût des ventes pour l'année constituerait le coût en capital du bien en immobilisations. Si le bien était converti en un bien amortissable, ce montant serait inclus dans la catégorie appropriée aux fins de la déduction pour amortissement. Advenant la disposition du bien, les règles habituelles concernant la disposition

IT-102R

for purposes of capital cost allowance. On the eventual disposition of the property, the normal rules relating to the disposition of a capital property would be applicable.

16. Where stock in trade is transferred temporarily from the taxpayer's inventory for the purpose of renting the property on a short-term basis, such as in the case of a building contractor referred to in 14 above, the property may be classed as capital property while it is being rented. As in the case of a permanent conversion from inventory to capital property, the cost of sales in that year should be reduced by whatever amount was charged to that account in respect of the converted property and that amount is viewed as the capital cost of the capital property. If the property remains on hand at the end of the taxpayer's fiscal period, capital cost allowance at the appropriate rate may be claimed. When the property is sold, the class in which it has been carried as a depreciable property will be credited with the lower of the capital cost, as determined above, and the selling price of the property. This amount will also be added to the cost of sales for the year in which the property was sold and the selling price will be included in the sales for the year. Any recapture or terminal loss will be calculated in accordance with the ordinary rules.

17. Where a property described in 16 above is a condominium building, it is likely that certain units only will be rented. Such rentals may relate to the period prior to registration of the condominium when persons who have made commitments to buy units are granted occupancy rights on a rental basis until title to the units can be conveyed to them. Other units may also be rented on a temporary basis when the prospects of immediate sales are not promising. Where a taxpayer chooses to treat the renting of such units as being a temporary conversion from inventory to depreciable property, the procedure described in 16 above applies to the cost or other transfer value only of the units rented and not of the whole building.

d'un bien en immobilisations s'appliqueraient.

16. Lorsque des marchandises sont transférées temporairement de l'inventaire du contribuable en vue de la location à court terme du bien, tout comme dans le cas de l'entrepreneur au numéro 14 ci-dessus, le bien peut être classé comme bien en immobilisations pendant qu'il est loué. De la même façon que dans le cas d'une conversion permanente de l'inventaire à un bien en immobilisations, il faudrait déduire du coût des ventes dans l'année tout montant ayant été imputé à ce compte à l'égard du bien converti et ce montant est considéré comme le coût en capital du bien en immobilisations. Si le contribuable possède encore le bien à la fin de son exercice financier, il peut réclamer une déduction pour amortissement au taux approprié. Lorsque le bien est vendu, il faut porter au crédit de la catégorie dans laquelle le bien figurait comme bien amortissable le moins élevé du coût en capital, tel qu'établi plus haut, et du prix de vente du bien. Ce montant sera aussi ajouté au coût des ventes pour l'année au cours de laquelle le bien a été vendu et le prix de vente sera inclus dans les ventes pour l'année. Toute récupération ou perte résiduelle sera

17. Lorsqu'un bien décrit au numéro 16 ci-dessus est un immeuble en copropriété, il se peut que certaines unités seulement soient louées. De telles locations peuvent s'appliquer à la période avant l'enregistrement de la copropriété, alors que les personnes qui se sont engagées à acheter des unités peuvent occuper les lieux selon une entente de location jusqu'à ce que les titres de propriété des unités puissent leur être remis. D'autres unités peuvent aussi être louées temporairement lorsque des acheteurs éventuels ne veulent pas signer un engagement. Lorsque le contribuable décide de considérer la location de ces unités comme une conversion temporaire de l'inventaire à un bien amortissable, la procédure décrite au numéro 16 ci-dessus ne s'applique qu'au coût ou à toute autre valeur de transfert des unités louées et non de tout l'immeuble.



KULLET

INTERPRETATION INTERPRETATION

INCOME TAX ACT SUBJECT

Conversion of Property, Other than Real Property, from or to Inventory

LOI DE L'IMPÔT SUR LE REVENU Conversion de biens, autres qu'un bien immeuble, de ou

NO IT-102R2

DATE July 22, 1985

REFERENCE Section 9 (also section 45, subsection 13(7) and 248(1), and paragraphs 13(2)

DATE le 22 juillet 1985 Nº IT-102R?

et alinéas 13(21)c) et 54a), b) et c))

The comments in this bulletin apply for taxation commencing after its issue date. IT-102R will continue t apply for taxation years commencing before that date. Proposals contained in the Notices of Ways and Means Motions of May 9 and May 23, 1985 are not considered in

- I. This bulletin deals with conversions of business property, other than real property either from inventory to capital property or from capital property to inventory, without a change in ownership thereof. The bulletin does not deal with the rules in section 45 concerning the determination of capital gains or losses or with the rules in subsection 13(7) concerning capital cost allowance and its recapture. See IT-218 for the Department's views on profit on the sale of real property other than a principal
- 2. Inventory is defined in subsection 248(1) as being "a description of property the cost or value of which is ness for a taxation year". Capital property is defined in paragraph 54(b) as being "any depreciable property of the taxpayer, and any property (other than depreciable propwould, if the property were disposed of, be a capital gain or a capital loss, as the case may be, of the taxpayer".
- 3. Capital property, whether or not depreciable property of a prescribed class, that is used for the purpose of earning income from a business or property is not, as a general rule, converted to inventory simply because it is put on the market for sale. Accordingly, where capital property is sold, the sales proceeds will ordinarily be treated as proceeds of disposition of capital property for all purposes of the Act. It is, however, the Department's position that exceptions to this general rule will occur.
- 4. Where a taxpayer both selfs and either rents or leases property of the same kind, it is the Department's position that all proceeds from the sale of property that has been rented or leased constitutes income of the taxpayer from the sale of inventory unless

les énoncées dans le présent bulletin s'appliquent aux mees d'imposition qui ont commencé après sa date de publication. Le Bulletin d'interprétation IT-102R continuera de s'appliquer aux années d'imposition commencées avant cette contenues dans les Avis de motions des voies et movens du 9 mai

- 1. Le présent bulletin traite de la conversion de biens d'entrement de propriétaire, cessent d'être des biens en immobilisations pour devenir des éléments d'inventaire ou vice-versa. Le bulletin ne traite pas des règles énoncées à l'article 45 au sujet de la détermination des gains ou des pertes en capital, ni des règles du paragraphe 13(7) concernant la déduction pour amortissement et sa récupération. Consulter le IT-218 relativement au
- 2. L'inventaire est défini au paragraphe 248(1) comme étant «la description des biens dont le prix ou la valeur entre dans le calcul du revenu qu'un contribuable tire d'une entreprise pour une année d'imposition». Les biens en immobilisations sont sables du contribuable et tous les biens (autres que des biens traduirait pour le contribuable par un gain ou une perte en capital, suivant le cas».
- 3. Les biens en immobilisations, qu'il s'agisse ou non de lorsque des biens en immobilisations sont vendus, le produit de comporte des exceptions.
- 4. Lorsqu'un contribuable vend et loue (à court terme ou à terme ou à long terme comme un revenu que le contribuable tire



2 IT-102R2

(a) the taxpayer operates a separate and clearly distinguishable leasing division, including the keeping of separate records,

(b) specific property is set aside by the taxpayer for either renting or leasing and is factually so used, and

(c) properties that are so rented or leased are normally sold for an amount that is less than their cost to the taxpaver.

Where the conditions in (a) to (c) above are complied with, the ultimate disposal of property used for renting or leasing will be treated as the disposal of capital property.

- 5. It is recognized that a taxpayer whose business consists only of the renting or leasing of property is, from time to time, required to renew such property by selling it after it has been rented or leased for a period of time, and purchasing new property. In these circumstances, where the proceeds from the disposal of each individual property normally exceed the taxpayer's cost thereof, the proceeds from the sale of all of the taxpayer's property that has been rented or leased will be considered to be received by the taxpayer on account of income rather than capital.
- 6. Notwithstanding 4 and 5 above, where, at any time, a particular property is leased
 - (a) without option to purchase,
 - (b) for a sufficiently long period of time so that the anticipated sales price of the particular property at the time of expiry of the lease will not ordinarily exceed its cost to the lessor, and
- (c) the particular property is not ordinarily replaced by other property during the currency of the lease, the lessor may, from that time, treat the particular property as capital property rather than inventory for all purposes of the Act.
- 7. The facts of each case will determine whether or not a conversion of property, as described in 1 above has occurred. For example, a conversion is generally not considered to have taken place where
 - (a) property that was purchased primarily for resale is temporarily withdrawn from inventory and used in a business to earn income, for example demonstrator or courtesy vehicles by a car dealer, salesmen's samples or the use of equipment by employees in carrying out their business responsibilities, or
 - (b) the cost of property was incorrectly classified in the accounts of a business and has been reclassified to reflect the use made of the property, as capital property or inventory, as the case may be, since it was acquired.

- a) si le contribuable exploite une division de location séparée qui peut être distinguée clairement de la division des ventes, notamment par la tenue de livres distincts,
- b) si des biens précis sont mis de côté par le contribuable aux fins de la location à court terme ou à long terme et sont effectivement utilisés à cette fin, et
- c) si les biens ainsi loués à court terme ou à long terme sont normalement vendus à un prix inférieur à leur coût pour le contribuable.

Lorsque les conditions indiquées aux alinéas a) à c) ci-dessus sont remplies, la disposition ultime des biens utilisés pour la location à court terme ou à long terme doit être traitée comme la disposition de biens en immobilisations.

- 5. Il est reconnu qu'un contribuable dont l'entreprise consiste uniquement à louer des biens est, de temps à autre, obligé de renouveler ces biens en les vendant après les avoir loués à court terme ou à long terme pendant une certaine période, et d'acheter de nouveaux biens. Dans de tels cas, lorsque le produit de la disposition de chaque bien dépasse normalement le coût de chacun pour le contribuable, le produit de la vente de tous les biens du contribuable qui ont été loués à court terme ou à long terme sera considéré comme ayant été reçu par le contribuable à titre de revenu plutôt que de capital.
- 6. Nonobstant les numéros 4 et 5 ci-dessus, lorsque, à un moment quelconque, un bien en particulier est loué
 - a) sans option d'achat,
 - b) pendant une période suffisamment longue pour que le prix de vente prévu de ce bien au moment de l'expiration du bail ne dépasse ordinairement pas son coût pour le bailleur, et
 - c) le bien en question n'est ordinairement pas remplacé par un autre bien pendant la durée du bail,

le bailleur peut, à partir de ce moment, traiter le bien particulier, aux fins de la Loi, comme un bien en immobilisations, plutôt qu'un élément d'inventaire.

- 7. Les circonstances de chaque cas détermineront s'il y a eu ou non une conversion des biens décrits au numéro 1 ci-dessus. Par exemple, on n'estime généralement pas qu'il y a eu conversion dans les cas suivants:
 - a) lorsqu'un bien acheté principalement pour être revendu est temporairement retiré de l'inventaire et utilisé dans une entreprise pour gagner un revenu, par exemple, les véhicules de démonstration ou les véhicules disponibles à titre gracieux dans une entreprise de vente d'automobiles, les échantillons utilisés par les vendeurs ou le matériel utilisé par les employés dans l'exercice de leurs fonctions pour l'entreprise, ou
 - b) lorsque le coût d'un bien a été imputé à des comptes de la mauvaise catégorie d'une entreprise et a été reclassé pour tenir compte de l'usage que l'on en fait depuis son acquisition, c'est-à-dire comme bien en immobilisations ou comme élément d'inventaire, selon le cas.

IT-102R2

Capital Property Converted to Inventory

8. Where capital property is converted to inventory, the action of conversion does not constitute a disposition within the meaning of paragraphs 13(21)(c) and 54(c). It is, however, recognized that the ultimate disposition of a property that was so converted may give rise to a gain or loss on capital account, a gain or loss on income account or a gain or loss that is partly capital and partly income. Accordingly, with respect to capital property that has been converted to inventory, taxpayers may calculate capital gains or losses, if any, on the basis that a notional disposition of such property occurred on the date of conversion. The amount of such a notionally determined capital gain or loss in respect of a property will be the difference between its adjusted cost base, as defined in paragraph 54(a), (subject to the ITAR rules for property held on December 31, 1971) and its fair market value on the date of conversion. These notionally determined capital gains or losses will be considered to give rise to taxable capital gains or allowable capital losses for the taxation year during which the actual disposition of the relevant property occurs and will be required to be so reported in that same year. The amount of any income gain or loss arising on actual disposition of the converted property will be determined in accordance with generally accepted accounting principles on the basis that its initial inventory value is its fair market value on the date of conversion.

Inventory Converted to Capital Property

- 9. Where at any time a taxpayer finds it necessary to convert a particular property from inventory to capital property, its capital cost for all purposes of the Act will be its inventory value at that time. Such a conversion might occur, for example, where a particular property in inventory
 - (a) is required for lease in the leasing division of a taxpayer described in 4 above,
 - (b) has been leased by any taxpayer under the conditions described in 6 above, or
 - (c) is otherwise used by the taxpayer as a fixed asset of the business.
- 10. The conversion of a unit of merchandise from inventory to capital property, as envisaged by 9 above, is not considered to be either a disposition or an acquisition. Therefore, on such a conversion, the application of the half-rate capital cost allowance rules in the first year of ownership will be based on the actual date of acquisition rather than the date of conversion.

Conversion de biens en immobilisations à l'inventaire

8. Lorsque des biens en immobilisations sont convertis à l'inventaire, cette conversion ne constitue pas une disposition la disposition ultime d'un bien ainsi converti peut entraîner un gain ou une perte à titre de capital, un gain ou une perte à titre de revenu ou un gain ou une perte qui est partiellement à titre de bien en immobilisations a été converti à l'inventaire, le contribuable peut calculer un gain ou une perte en capital, le cas échéant, comme si une disposition du bien était survenue à la date de la conversion. Le montant du gain ou de la perte en capital qui est déterminé en fonction de ce concept est la différence entre son prix de base rajusté, suivant la définition donnée à l'alinéa 54a) (les RAIR avant toutefois préséance pour les biens détenus le 31 décembre 1971), et sa juste valeur marchande à la date de la conversion. Ces pertes et ces gains en capital conceptuels seront considérés comme entraînant des gains en capital imposables ou des pertes en capital déductibles pour l'année d'imposition pendant laquelle la disposition du bien en question aura effectivement lieu et devront être déclarés pour cette dernière année. Le montant du gain ou de la perte à titre de revenu qui découle de la disposition réelle du bien converti est déterminé selon les principes comptables généralement reconnus, en prenant comme valeur initiale à l'inventaire la juste valeur marchande du bien à la date de la conversion.

Éléments d'inventaire convertis en biens en immobilisations

- 9. Lorsque, à un moment quelconque, un contribuable juge nécessaire de convertir en un bien en immobilisations un élément particulier de son inventaire, son coût en capital, aux fins de la Loi, est la valeur de ce bien qui figure à l'inventaire à la même date. Une telle conversion peut notamment se produire lorsqu'un élément particulier d'inventaire:
 - a) est requis pour être loué dans la division de location d'un contribuable décrit au numéro 4 ci-dessus,
 - b) a été loué à long terme par un contribuable quelconque dans les conditions décrites au numéro 6 ci-dessus, ou
 - c) est autrement utilisé par le contribuable comme une immobilisation corporelle de l'entreprise.
- 10. La conversion d'une unité de marchandise de l'inventaire en un bien en immobilisations, de la façon envisagée au numéro 9 ci-dessus, n'est considérée ni comme une disposition, ni comme une acquisition. C'est pourquoi, dans les cas de conversion de ce genre, l'application des règles qui permettent une déduction pour amortissement de 50 % au cours de la première année de possession du bien sera fondée sur la date d'acquisition réelle plutôt que sur la date de conversion.



INTERPRETATION

BULLETIN

D'INTERPRETATION

SUBJECT

INCOME TAX ACT Union Dues Deductible in Computing

SERIAL NO REFERENCE

IT-103

DATE:

May 29, 1973

Subparagraph 8(1)(i)(iv) (also subparagraph

8(1)(i)(v) and subsection 8(5)).

Income from an Office or Employment

LOI DE L'IMPÔT SUR LE REVENU OBJET:

> Cotisations annuelles déductibles dans le calcul du revenu d'une charge ou d'un emploi.

Nº DE SÉRIE: IT-103 DATE: le 29 mai 1973

Sous-alinéa 8(1)i)(iv) (également sous-alinéa RENVOI:

8(1)i)(v) et paragraphe 8(5))

- 1. This Bulletin replaces and cancels Interpretation Bulletin No. IT-41, dated November 9, 1971.
- In this Bulletin.

"trade union" or "union" means any organization of employees formed for the purpose of regulating relations between employers and employees.

"annual dues" means annual dues paid by a member to maintain his membership in a trade union, and does not include initiation fees or special assessments made during a year on some or all members of the trade union.

- 3. The Income Tax Act provides that a member of a trade union, in computing income from his office or employment, may deduct annual dues to the extent that he has not been reimbursed or is not entitled to be reimbursed in respect thereof. Annual dues of a member of a trade union are not deductible, however, to the extent that they are, in effect, levied.
 - (a) for or under a superannuation fund or plan,
 - (b) for or under a fund or plan for annuities, insurance or similar benefits, or
 - (c) for any other purpose not directly related to the ordinary operating expenses of the trade union to which they were paid.
- 4. The Income Tax Act also includes a general limitation on deductions from income in that they must be reasonable in the circumstances.
- Amounts coming under (a) above that are paid into an employee's superannuation fund or plan that has been accepted for registration by this Department may still be deductible under other provisions of the Act.
- Annual dues levied specifically for purposes such as the creation and maintenance of a building fund or for a fund for the payment of funeral expenses would come within the exclusion under (c) above.
- 7. Where a trade union incurs reasonable costs in prosecuting a legal strike such as rental of strike headquarters, telephone expenses, publicity and advertising expenses and travelling expenses and provides,

- Le présent Bulletin remplace et annule le Bulletin d'interprétation nº IT-41, du 9 novembre, 1971
- Dans le présent Bulletin.

"syndicat ouvrier" ou "syndicat" signifie toute organisation d'employés formée pour régler les relations entre employeurs et employés,

"cotisations annuelles" signifie les cotisations annuelles payées par un membre du syndicat pour y conserver son adhésion, mais ne comprend pas les droits d'entrée ni les cotisations spéciales payées au cours d'une année par certains des membres du syndicat ou chacun de ceux-ci.

- 3. La Loi de l'impôt sur le revenu prévoit qu'un membre d'un syndicat pourra déduire, dans le calcul du revenu de sa charge ou de son emploi, les cotisations annuelles dans la mesure où il n'a pas été remboursé ou n'a pas droit à être remboursé à leur égard. Cependant, les cotisations annuelles d'un syndiqué ne sont pas déductibles dans la mesure où elles sont effectivement prélevées
 - a) aux fins ou en vertu d'une caisse ou d'un régime de pensions de retraite,
 - aux fins ou en vertu d'une caisse ou d'un régime d'annuités, d'assurance ou de prestations semblables,
 - à toute autre fin n'ayant pas un rapport direct avec les frais ordinaires de fonctionnement du syndicat ouvrier auquel elles ont été payées.
- 4. La Loi de l'impôt sur le revenu établit également une limite générale aux déductions du revenu, en indiquant que celles-ci doivent être raisonnables, compte tenu des circonstan-
- Les sommes tombant sous a) ci-dessus, qui sont payées à une caisse ou un régime de pensions de retraite d'employés que notre Ministère a accepté à l'enregistrement, peuvent toutefois être déductibles en vertu d'autres dispositions de la Loi.
- 6. Les cotisations annuelles payées précisément dans des buts tels que la création et le maintien d'une caisse de construction ou d'une caisse d'indemnité funéraire, tomberaient dans les exclusions prévues en c) ci-dessus.
- Lorsqu'un syndicat supporte des frais raisonnables entraînés par la tenue d'une grève légale, tels que la location de bureaux à l'usage des dirigeants de la grève, les frais de téléphone, de publicité et de réclame, de déplacements et

during such strike, relief payments to members in need but to which they are not entitled as a contractual right, such costs will be viewed as being related to the ordinary operating expenses of the trade union. For this reason, the part of the annual dues of a member that is levied for the purpose of providing for the current or anticipated costs of prosecuting legal strikes of the union is, if reasonable in the circumstances, deductible for tax purposes. Special assessments made during a year on some or all members of a trade union to provide funds for the prosecution of a strike are not annual dues. Such assessments, therefore, are not deductible for tax purposes.

8. A union member is to file with his T1 return a receipt from his trade union showing the amount of annual dues paid that is deductible under these provisions of the Income Tax Act. The receipt should be substantially in the following form:

Name of Union	
Local Number	
Ta to to south a sout Ct. 3.	

It is hereby certified:

That ____

was a member of this Union in 19__, and that out of the annual dues (not including initiation fees or any special assessments made during the year) paid by him for the calendar year of the sum of

\$_____is the amount considered to be deductible by him for tax purposes;

That no part of the above amount was levied for or under a superannuation fund or plan, a fund or plan for annuities, insurance or similar benefits or for any purpose not directly related to the ordinary operating expenses of the Union.

Secretary or other Authorized Officer.

- 9. It would be preferable if these certificates either were printed on the letterhead of, or bore the seal of, the issuing union or local thereof.
- 10. Where, by an arrangement between the employer and the union, the employer is willing to report the amount of the deductible annual dues on the employees' T4 slips, such procedure will be accepted by this Department provided the following conditions are met:
 - (a) the amounts, identified as "Union Dues" are to be shown in the shaded area of the T4 slip directly below Boxes (G) to (J); and
 - (b) a "certification" in the form set out below, is to be completed and duly signed by authorized officers of the employer and the union, and filed with the employer's T4-T4A return.
- 11. The "certification" mentioned in (b) above follows:

lorsque, pendant une telle grève, il verse à ses membres dans le besoin des indemnités de soutien qui ne leur sont pas dûes par contrat, de tels frais seront considérés comme étant directement rattachés aux frais ordinaires de fonctionnement du syndicat. Pour cette raison, la part des cotisations annuelles d'un syndiqué qui est prélevée pour acquitter les frais courants ou éventuels entraînés par la tenue de grèves légales du syndicat est déductible aux fins de l'impôt, si elle est raisonnable dans les circonstances. Les cotisations spéciales payées au cours d'une année par certains ou par tous les membres d'un syndicat afin de constituer un fonds en vue de la tenue d'une grève ne sont pas des cotisations annuelles. Ces cotisations ne sont donc pas déductibles aux fins de l'impôt.

8. Un syndiqué doit produire avec sa déclaration T1 un reçu émanant de son syndicat et indiquant le montant des cotisations annuelles payées qui sont déductibles en vertu de ces dispositions de la Loi de l'impôt sur le revenu. Le reçu devra se présenter en substance sous la forme suivante:

Nom du syndicat	
Numéro de section	

Il est certifié, par la présente,

Que_

était membre de ce syndicat en 19__ et que, sur les cotisations annuelles payées par lui pour l'année civile, (non compris les droits d'entrée ni les cotisations spéciales payées dans l'année), la somme de

est le montant qu'il peut déduire aux fins de l'impôt:

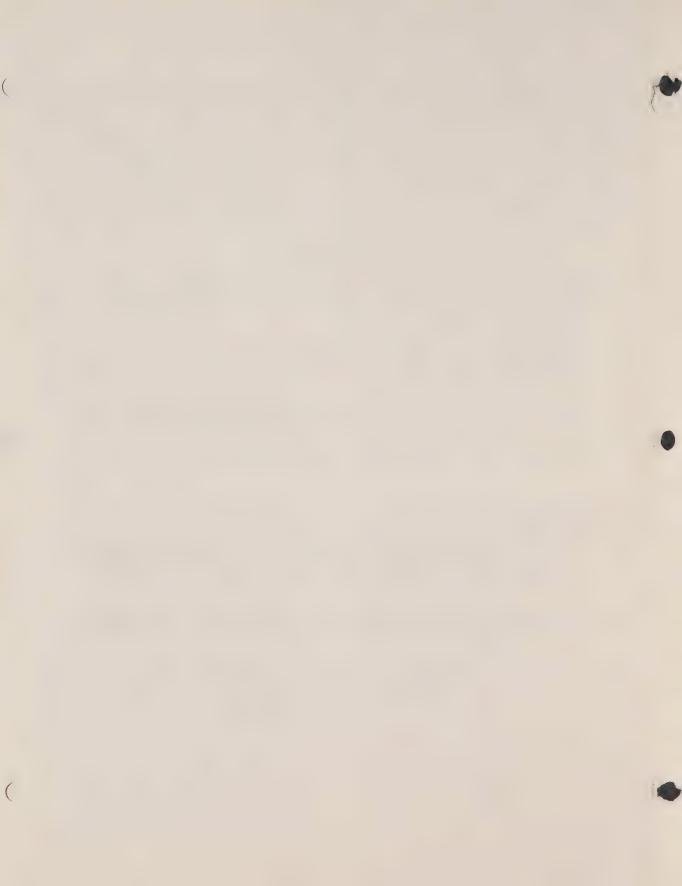
Qu'aucune partie de la somme ci-dessus n'a été prélevée aux fins ou en vertu d'une caisse ou d'un régime de pensions de retraite, d'une caisse ou d'un régime de rentes, d'assurance ou de prestations semblables, ou à toute autre fin n'ayant pas un rapport direct avec les frais ordinaires de fonctionnement du syndicat.

Secrétaire ou autre dirigeant autorisé.

- 9. Il serait préférable que ces certificats soient imprimés sur le papier à en-tête du syndicat ou qu'il porte le sceau du syndicat ou du local qui les émet.
- 10. Si, à la suite d'un accord entre l'employeur et le syndicat, celui-là accepte de déclarer le montant des cotisations annuelles déductibles sur les feuillets T4 des employés, le Ministère acceptera une telle procédure à condition que:
 - a) les montants, identifiés par la mention "Cotisations syndicales", soient indiqués dans la partie ombrée du feuillet T4, juste sous les cases (G) à (J), et que
 - b) un "certificat" comme celui qui est établi ci-dessous soit rempli et dûment signé par les dirigeants autorisés de l'employeur et du syndicat, et soit produit avec la déclaration T4-T4A de l'employeur.
- 11. Le "certificat" mentionné en b) ci-dessus est le suivant:

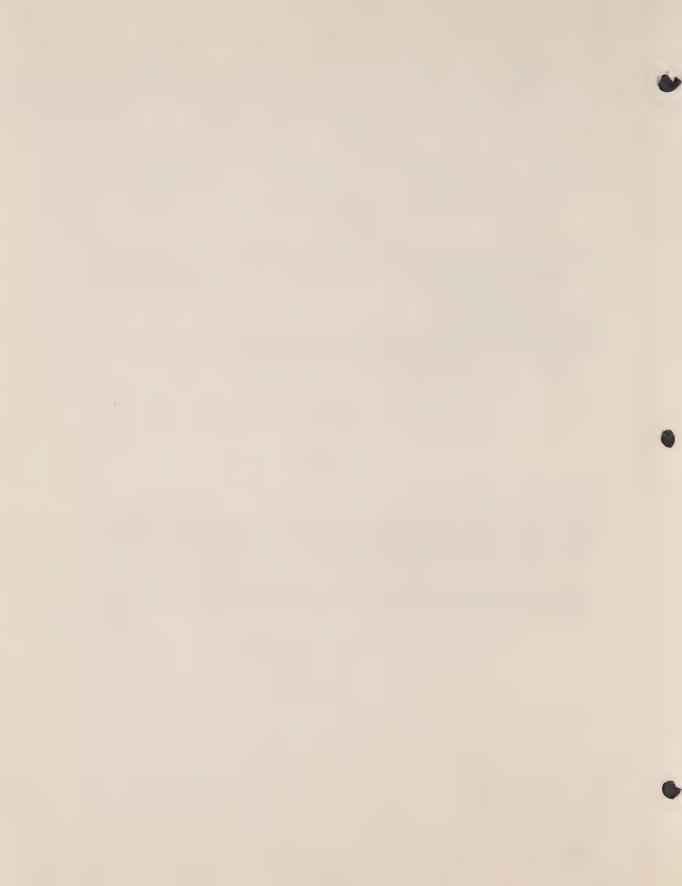
CERTIFICATION

Re: Deductions for Union Due for 19	nown on forms T4 Supplementary issued by(Name of Employer)	-
	reported on forms T4 Supplementary for 19_as "Union Dues" in s s and that this amount has been remitted to (Name of Union	
Date1	Signature of Authorized Officer	
	Position or Office	
CERTIFICATION BY UNION		
I hereby certify: THAT the amount shown as "Union Dues" by the above-mentioned employer in the designated area on forms T4 Supplementary for each employee represents the annual dues in respect of each employee's membership in the above-mentioned Union that were paid in 19—and that are considered deductible for Income Tax purposes;		
THAT no part of the amount was levied under a superannuation fund or plan, a fund or plan for annuities, insurance or similar benefits or for any other purpose not directly related to the ordinary operating expenses of the Union.		
Date	Signature of Authorized Officer	
	Position or Office	-



CERTIFICAT

Sujet:	délivrées par		syndicales indiquées sur les formules T4 Supplémentaire
	pour 19		(Nom de l'employeur)
ATTES	STATION DE L'EMPI	OYEUR	
	ifie par les présentes:		
"cotisa	tions syndicales" dans	s la partie ombrée	formules T4 Supplémentaire pour 19comme étant des es sous les cases (G) à (J) est de \$ et que ces sommes ont
	(Nom du s	(ndicat)	
Date _		19	
			Signature d'un dirigeant autorisé
			Poste ou charge
ATTES	STATION DU SYNDI	CAT	
QUE l'endro annuell	it désigné sur la form les relatives à l'adhésio	ule T4 Supplémei n de chaque empl	s "cotisations syndicales" par l'employeur susmentionné à ntaire à l'égard de chaque employé représente les cotisations oyé au Syndicat susmentionné, qui ont été payées en 19— et aux fins de l'impôt sur le revenu;
QUE aucune partie de cette somme n'a été prélevée en vertu d'une caisse ou d'un régime retraite, d'une caisse ou d'un régime de rentes, d'assurance ou de prestations semblables ou à n'ayant pas un rapport direct avec les frais ordinaires de fonctionnement du syndicat.		d'assurance ou de prestations semblables ou à toute autre fin	
Date		19	
			Signature d'un dirigeant autorisé
			Poste ou charge



INTERPRETATION BULLETIN

SUBJECT INCOME TAX ACT

Dues Paid to a Union or to a Parity or Advisory

Committee

NO IT-103R DATE November 4, 1988 REFERENCE

Subparagraphs 8(1)(i)(iv) and (vi) (also sub-

Application

This bulletin replaces and cancels Interpretation Bulletin IT-103, dated May 29, 1973. Current revisions are designated by vertical lines.

Summary

This bulletin deals with the deduction an employee is entitled to claim in respect of dues paid to a union or to a parity or advisory committee. The restrictions on the amount that may be claimed are outlined and discussed. The bulletin also describes an acceptable form of receipt required to be filed with an employee's income tax return to substantiate a claim or, where the dues are reported on the employees' T4 slips, the certifications to be filed with the employer's T4-T4A return.

Discussion and Interpretation

- 1. In this bulletin,
 - "trade union" or "union" means any organization of employees formed for the purpose of regulating relations between employers and employees;
 - "annual dues" means annual dues paid by a member to maintain membership in a trade union, and does not include initiation fees or special assessments made during a year on some or all members of the trade union. The Department has accepted the Federal Court - Trial Division's conclusion in the Darrel H. Lucas case of 1987 that amounts only need to be capable of recurring in order to be considered "annual" for purposes of subparagraph 8(1)(i)(iv) and that the additional amount paid by Mr. Lucas was not a special assessment but an increase in annual dues;
 - "parity or advisory committee" means a body, usually consisting of representatives of employers and employees, set up under provincial laws to oversee
- The Act provides that a member of a trade union, in computing income from office or employment, may deduct annual dues to the extent that the member has not been reimbursed and is not entitled to be reimbursed in

BULLETIN D'INTERPRÉTATION

OBJET LOI DE L'IMPÔT SUR LE REVENU

Cotisations payées à un syndicat ou à un comité pari-

DATE

RENVOI Les sous-alinéas 8(1)i)(iv) et (vi) (également le paragra-

Application

Le présent bulletin remplace et annule le Bulletin d'interprétation IT-103 du 29 mai 1973. Les révisions sont indiquées par des traits verticaux.

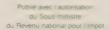
Resume

Le présent bulletin traite de la déduction à laquelle un employé a paritaire ou consultatif. Le bulletin expose et étudie les restrictions s'appliquant au montant que l'employé peut déduire. Il sur les feuillets T4 des employés, les attestations qui doivent être produites avec la déclaration T4-T4A de l'employeur.

Discussion et interprétation

- 1. Dans ce bulletin,
 - «syndicat ouvrier» ou «syndicat» signifie toute organisation d'employés formée pour régler les relations entre
 - «cotisations annuelles» signifie les cotisations annuelles pavées par un membre du syndicat pour y conserver son adhésion, mais ne comprend pas les droits d'entrée ni les cotisations spéciales payées au cours d'une année par certains des membres ou tous les membres du syndicat. Le Ministère a accepté la conclusion de la Division de première Lucas, en 1987, selon laquelle il suffit que les montants puissent revenir périodiquement pour pouvoir être considérés comme «annuels» aux fins du sous-alinéa 8(1)(1)(iv), et le montant supplémentaire payé par M. Lucas n'était pas une cotisation spéciale, mais plutôt une augmentation des cotisations annuelles;
 - «comité paritaire ou consultatif» signifie un groupement, qui comprend habituellement des représentants des employeurs et des employés, établi en vertu des lois provinciales afin de surveiller l'application des conventions collectives.
- La Loi de l'impôt sur le revenu prévoit qu'un membre d'un syndicat peut déduire, dans le calcul du revenu de sa charge ou de son emploi, les cotisations annuelles dans la mesure où il n'a pas été remboursé et n'a pas le droit d'être remboursé à cet égard.





2 IT-103R

respect thereof. Annual dues of a member of a trade union are not deductible, however, to the extent that they are, in effect, levied

- (a) for or under a superannuation fund or plan,
- (b) for or under a fund or plan for annuities, insurance or similar benefits, or
- (c) for any other purpose not directly related to the ordinary operating expenses of the trade union to which they were paid.
- 3. The Act also provides that, for 1985 and subsequent taxation years, dues which are required by provincial law to be paid by an employee to a parity or advisory committee or similar body, may be deducted in computing the employee's income from an office or employment to the extent the employee has not been reimbursed and is not entitled to be reimbursed in respect thereof. Such dues are not deductible to the extent they are levied for the purposes described in 2(a) or (b) above or any other purpose not directly related to the ordinary operating expenses of the committee or similar body to which they were paid.
- 4. Amounts coming under 2(a) above that are paid into an employee's superannuation fund or plan that has been accepted for registration by this Department may still be deductible under other provisions of the Act.
- 5. Dues levied specifically for purposes such as the creation and maintenance of a building fund or for a fund for the payment of funeral expenses are not considered directly related to the ordinary operating expenses of a parity or advisory committee or similar body or a trade union to which they were paid.
- 6. Where a trade union incurs reasonable costs in prosecuting a legal strike (such as rental of strike headquarters, telephone expenses, publicity and advertising expenses and travelling expenses) and, during such strike provides relief payments to members in need but to which they are not entitled as a contractual right, such costs will be viewed as being related to the ordinary operating expenses of the trade union. For this reason, the part of the annual dues of a member that is levied for the purpose of providing for the current or anticipated costs of prosecuting legal strikes of the union is, if reasonable in the circumstances, deductible for tax purposes and not excluded under 2(c) above. Levies made during a year on some or all members of a trade union to provide funds for the prosecution of a legal strike of the union will be considered to be annual dues provided that such levies are capable of recurring and have not been designated by the union as special assessments. On the other hand any such levies designated as special assessments are not annual dues and are, therefore, not deductible.

Cependant, les cotisations annuelles d'un syndiqué ne sont pas déductibles dans la mesure où elles sont effectivement prélevées

- a) aux fins ou en vertu d'une caisse ou d'un régime de pension de retraite,
- b) aux fins ou en vertu d'une caisse ou d'un régime de rentes, d'assurance ou de prestations semblables ou
- c) à toute autre fin n'ayant pas un rapport direct avec les frais ordinaires de fonctionnement du syndicat ouvrier auquel elles ont été payées.
- 3. La Loi prévoit également, pour 1985 et les années d'imposition suivantes, qu'un employé peut déduire, dans le calcul du revenu de sa charge ou de son emploi, les cotisations qu'il verse à un comité paritaire ou consultatif ou à un groupement semblable comme l'exige la loi provinciale dans la mesure où il n'a pas été remboursé et n'a pas le droit d'être remboursé à leur égard. Ces cotisations ne sont pas déductibles dans la mesure où elles sont prélevées aux fins des numéros 2a) ou b) ci-dessus ou à toute autre fin n'ayant pas un rapport direct avec les frais ordinaires de fonctionnement du comité ou d'un groupement semblable auquel elles ont été payées.
- 4. Les sommes dont il question au numéro 2a) ci-dessus, qui sont payées à une caisse ou à un régime de pension de retraite d'employés dont le Ministère a accepté l'enregistrement, peuvent toutefois être déductibles en vertu d'autres dispositions de la Loi.
- 5. Les cotisations payées précisément dans des buts tels que la création et le maintien d'une caisse de construction ou d'une caisse d'indemnité funéraire ne sont pas considérées comme directement liées aux frais ordinaires de fonctionnement du comité paritaire ou consultatif ou d'un groupement semblable ou du syndicat ouvrier auquel elles ont été payées.
- 6. Lorsqu'un syndicat supporte des frais raisonnables entraînés par la tenue d'une grève légale (tels que la location de bureaux à l'usage des dirigeants de la grève, les frais de téléphone, de publicité et de réclame, et les frais de déplacement), et lorsque, pendant une telle grève, il verse à ses membres dans le besoin des indemnités de soutien qui ne leur sont pas dues par contrat, de tels frais seront considérés comme étant directement rattachés aux frais ordinaires de fonctionnement du syndicat. Pour cette raison, la part des cotisations annuelles d'un syndiqué qui est prélevée pour acquitter les frais courants ou éventuels entraînés par la tenue de grèves légales du syndicat est déductible aux fins de l'impôt, si elle est raisonnable dans les circonstances et ne fait pas l'objet d'une exclusion en vertu de 2c) cidessus. Les prélèvements faits pendant l'année sur la rémunération des membres ou d'une partie des membres d'un syndicat et destinés à constituer un fonds en vue de la tenue d'une grève légale du syndicat seront considérés comme des cotisations annuelles s'ils sont susceptibles de revenir périodiquement et s'ils n'ont pas été indiqués par le syndicat comme étant des cotisations spéciales. Par contre, les prélèvements semblables qui sont indiqués par le syndicat comme étant des cotisations spéciales ne constituent pas des cotisations annuelles et ne sont donc pas déductibles.

IT-103R

7. A receipt from a union member's trade union showing the amount of annual dues paid that is deductible under the Act must be filed with the member's T1 return. The receipt should be substantially in the following form:

Name of Union
Local Number

It is hereby certified that:

______was a member of this Union in
19___, and that out of the annual dues (not including initiation fees or any special assessments made during the year) paid by the member for the calendar year, the sum of \$______ is the amount considered deductible by the member for income tax purposes.

No part of the above amount was levied for or under a superannuation fund or plan, a fund or plan for annuities, insurance or similar benefits or for any purpose not directly related to the ordinary operating expenses of the Union.

Secretary or other Authorized Officer.

- 8. It would be preferable if these receipts either are printed on the letterhead of, or bear the seal of, the issuing union or local thereof.
- 9. A receipt for dues which are required under the laws of a province to be paid to a parity or advisory committee or similar body must be filed with the employee's T1 return. The receipt should identify the committee or similar body receiving the dues, the employee's name, the taxation year, the nature and amount of the payment, and the position of the responsible officer who has been authorized by the committee or similar body to sign the receipt. The receipt should also include a certificate stating that no part of the dues are levied for or under a superannuation fund or plan, a fund or plan for annuities, insurance or similar benefits or for any purpose not directly related to the ordinary operating expenses of the committee or similar body.
- 10. Where, by an arrangement between an employer and a union, the employer is willing to report the deductible amounts of the annual dues paid by the employees on the employees' T4 slips, such a procedure will be accepted by this Department provided the following conditions are met:
 - (a) the amounts are reported in the designated box for union dues of the T4 slips;
 - (b) a "certification", in the form set out in Appendix I, is to be completed and duly signed by authorized officers of the employer and the union, and filed with the employer's T4-T4A return; and

7. Un syndiqué doit produire avec sa déclaration T1 un reçu émanant de son syndicat et indiquant le montant des cotisations annuelles payées qui sont déductibles en vertu de la Loi de l'impôt sur le revenu. Le reçu devra essentiellement avoir la présentation suivante :

Nom du syndicat
Numéro de section
Il est certifié, par la présente,
Que était membre de ce syndicat en
19 et que sur les cotisations annuelles qu'il a payées pour
l'année civile, (non compris les droits d'entrée ni les cotisa-
tions spéciales payées dans l'année), la somme de
\$ est le montant qu'il peut déduire aux fins
de l'impôt.

Qu'aucune partie de la somme ci-dessus n'a été prélevée aux fins ou en vertu d'une caisse ou d'un régime de pension de retraite, d'une caisse ou d'un régime de rentes, d'assurance ou de prestations semblables, ou à toute autre fin n'ayant pas un rapport direct avec les frais ordinaires de fonctionnement du syndicat.

Secrétaire ou autre agent autorisé.

- 8. Il serait préférable que ces reçus soient imprimés sur le papier à en-tête du syndicat ou qu'ils portent le sceau du syndicat ou de la section qui les émet.
- 9. L'employé doit produire avec sa déclaration T1 un reçu des cotisations qu'il a versées à un comité paritaire ou consultatif ou à un groupement semblable, comme l'exige la loi provinciale. Ce reçu doit donner le nom du comité ou du groupement semblable auquel ont été versées les cotisations, le nom de l'employé, l'année d'imposition, la nature et le montant du paiement et le poste de l'agent que le comité ou le groupement semblable a autorisé à signer le reçu. Celui-ci doit également être accompagné d'un certificat déclarant qu'aucune partie de la cotisation n'a été prélevée aux fins ou en vertu d'une caisse ou d'un régime de rentes, d'assurance ou de prestations semblables ou à toute autre fin n'ayant pas un rapport direct avec les frais ordinaires de fonctionnement du comité ou d'un groupement semblable.
- 10. Si, à la suite d'un accord entre l'employeur et le syndicat, l'employeur accepte de déclarer le montant des cotisations annuelles déductibles sur les feuillets T4 des employés, le Ministère acceptera une telle procédure à condition que :
 - a) les montants soient inscrits dans la case réservée aux cotisations syndicales sur les feuillets T4:
 - b) une «attestation» comme celle qui est établie à l'Annexe I soit remplie et dûment signée par les agents autorisés de l'employeur et du syndicat, et soit produite avec la déclaration T4-T4A de l'employeur; et

4 IT-103R

- (c) the union does not issue receipts for the deductible annual dues.
- 11. In lieu of a receipt, and if the employer agrees, dues paid by an employee to a parity or advisory committee or similar body may be reported on the employees' T4 slips in the designated box for union dues. If such a procedure is used, a "certification" in the form set out in Appendix II is to be completed and duly signed by authorized officers of the employer and the recipient of the dues, and filed with the employer's T4-T4A return. The parity or advisory committee must not issue receipts for the deductible dues where this procedure is used.
- c) le syndicat ne délivre pas de reçus pour les cotisations annuelles déductibles.
- 11. Si l'employeur l'autorise, au lieu d'un reçu, on peut inscrire dans la case réservée aux cotisations syndicales des feuillets T4 les cotisations que verse un employé à un comité paritaire ou consultatif ou à un groupement semblable. Si l'on a recours à cette procédure, il faut faire remplir et dûment signer une «attestation» comme celle qui est établie à l'Annexe II par les agents autorisés de l'employeur et de l'organisme qui reçoit les cotisations et produire cette attestation avec la déclaration T4-T4A de l'employeur. Lorsqu'on a recours à cette procédure, le comité paritaire ou consultatif ne doit pas émettre de reçus pour les cotisations déductibles.

Annexe I

Appendix I

CERTIFICATION

ATTESTATION

Re: Forms T4 Supplementary issued by for 19.	Objet : Formules T4 Supplémentaire délivrées pa
(Name of Employer)	(Nom de l'employeur)
CERTIFICATION BY EMPLOYER I hereby certify that the total of the amounts reported on forms T4 Supplementary for 19_ as "Union Dues" is \$ and that \$ of this amount has been remitted to, Local (Name of Union)	ATTESTATION DE L'EMPLOYEUR Je certifie, par la présente. Que le total des sommes déclarées sur les formules T4 Supplementaire pour 19_ à titre de «cotisations syndicales» est ces et que, de ce total, \$ ont é remis à, section (Nom du syndicat)
Date19 Signature of Authorized Officer	Date19 Signature d'un agent autoris
Position or Office	Poste ou charge
CERTIFICATION BY UNION I hereby certify that: The amount shown above as having been remitted to	ATTESTATION DU SYNDICAT Je certifie, par la présente. Que la somme indiquée ci-dessus comme ayant été remise
superannuation fund or plan, a fund or plan for annuities, insurance or similar benefits or for any other purpose not directly related to the ordinary operating expenses of the Union.	caisse ou d'un régime de pension de retraite, d'une caisse ou d'u régime de rentes, d'assurance ou de prestations semblables ou toute autre fin n'ayant pas un rapport direct avec les frais ordina res de fonctionnement du syndicat.
No receipt will be issued by this Union in respect of the annual dues covered by this certification.	Que ce syndicat ne délivrera aucun reçu à l'égard des cotisation annuelles dont il est question dans cette attestation.
Date 19	Date19
Signature of Authorized Officer	Signature d'un agent autoris
Position or Office	Poste ou charge

Appendix II

CERTIFICATION

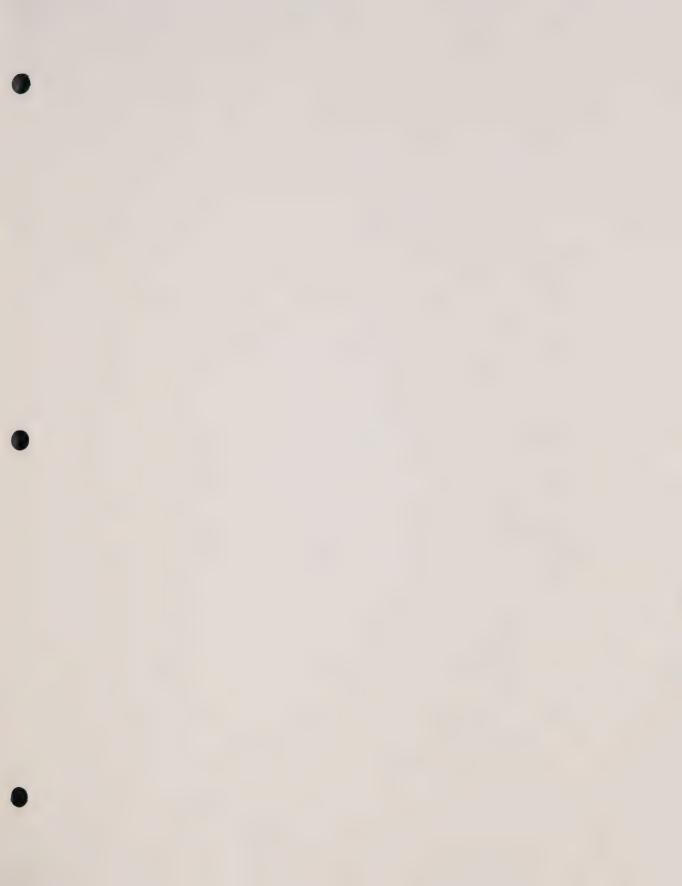
CERTIFICATION
Re: Forms T4 Supplementary issued byfor 19
(Name of Employer)
CERTIFICATION BY EMPLOYER I hereby certify that the total of the amounts reported on forms T4 Supplementary for 19 as "Union Dues" is \$ and that \$ of this amount has been remitted to (Name of Parity or Advisory Committee)
Date 19 Signature of Authorized Officer
Position or Office
CERTIFICATION BY PARITY OR ADVISORY COMMITTEE I hereby certify that: The amount shown above as having been remitted to is the aggre-
(Name of Parity or Advisory Committee)
gate of the dues paid to the committee in 19 _ on behalf of each employee and that are considered deductible for income tax purposes.
No part of the above amount was levied for or under a superannuation fund or plan, a fund or plan for annuities, insurance or similar benefits or for any other purpose not directly related to the ordinary operating expenses of the Parity or Advisory Committee.
No receipt will be issued by this Parity or Advisory Committee in respect of the dues covered by this certification.
Date 19Signature of Authorized Officer
Position or Office

Annexe II

ATTESTATION

Objet : Formules T4 Supplémentaire délivrées par pour 19.
(Nom de l'employeur)
ATTESTATION DE L'EMPLOYEUR Je certifie, par la présente, Que le total des sommes déclarées sur les formules T4 Supplémentaire pour 19 à titre de «cotisations syndicales» est de \$ et que, de ce total, \$ ont été remis à
(Nom du comité paritaire ou consultatif)
Date19
Signature d'un agent autorisé
Poste ou charge
ATTESTATION DU COMITÉ PARITAIRE OU CONSULTATIF Je certifie, par la présente, Que la somme indiquée ci-dessus comme ayant été remise à
(Nom du comité paritaire ou consultatif)
est le total des cotisations payées au comité en 19_ au nom de chaque employé, qui sont considérées comme déductibles aux fins de l'impôt sur le revenu.
Qu'aucune partie de cette somme n'a été prélevée en vertu d'une caisse ou d'un régime de pension de retraite, d'une caisse ou d'un régime de rentes, d'assurance ou de prestations semblables ou à toute autre fin n'ayant pas un rapport direct avec les frais ordinaires de fonctionnement du comité paritaire ou consultatif.
Que ce comité paritaire ou consultatif ne délivrera aucun reçu à l'égard des cotisations dont il est question dans cette attestation.
Date19Signature d'un agent autorisé

Poste ou charge





MINISTÈRE DU REVENU NATIONAL IMPÔT

INTERPRETATION BULLETIA

D'INTERPRÉTATION

SUBJECT:

INCOME TAX ACT
Deductibility of Fines and Penalties

OBJET:

LOI DE L'IMPÔT SUR LE REVENU Déductibilité des amendes et des pénalités

SERIAL NO:

IT-104 DATE: May 30, 1973

REFERENCE: Paragraph 18(1)(a) (also paragraph

14(5)(b) and section 67)

- 1. This Bulletin replaces and cancels Interpretation Bulletin No. IT-40 dated November 5, 1971.
- 2. The courts have repeatedly held that a fine or penalty is not an "outlay or expense made for the purpose of gaining or producing income" and does not meet the requirement of the exception to the prohibition in paragraph 18(1)(a). For the same reason a fine or penalty cannot be an eligible capital expenditure as defined by paragraph 14(5)(b).
- 3. Particularly with respect to judicial and statutory penalties, the principle adhered to by the courts is that fines and penalties are punishments for things wrongfully done and that it would be against public policy to allow the deduction of such penalties or fines even if a profit resulted
- 4. Accordingly, fines and penalties incurred by taxpayers are not generally allowable as deductions in computing income for tax purposes. However, in some circumstances, fines levied by private organizations arising from the taxpayer's efforts to earn taxable income may be allowed as deductions from income.
- 5. Following are the rules which apply to the usual types of fines and penalties for tax purposes.

Judicial and Statutory Fines and Penalties

6. Fines or penalties which arise out of judicial proceedings are not allowed as deduction from income. These are fines or penalties such as those imposed on taxpayers by a court of law for carrying on illegal businesses and for breach or infractions of any public law or those imposed as a result of the application of statutes, including municipal by-laws. For instance, penalties under the Income Tax Act, penalties in respect of goods impounded or confiscated by customs officers, and penalties for failure to deduct or withhold unemployment insurance are not deductible in computing income.

Fines and Penalties Levied by Professional and Similar Organizations

7. Certain organizations recognized by statute as the governing bodies of specific businesses, professions or trades are empowered to levy fines and penalties against their members for infractions of their own rules. Professional institutes and stock exchanges are examples of such organizations. The penalties or fines imposed by

Nº DE SÉRIE: IT-104 DATE: le 30 mai 1973
RENVOI: Alinéa 18(1)a) (aussi alinéa 14(5)b) et article 67)

- 1. Le présent Bulletin remplace et annulle le Bulletin d'interprétation n° IT-40 du 5 novembre 1971.
- 2. Les tribunaux ont jugé maintes fois qu'une amende ou une pénalité n'est pas une "somme déboursée en vue de gagner ou de produire un revenu" et ne satisfait pas aux exigences de l'exception à l'interdiction de l'alinéa 18(1)a). Pour la même raison, une amende ou pénalité n'est pas une dépense en immobilisation admissible, comme le prévoit l'alinéa 14(5)b).
- 3. Notamment en ce qui concerne les pénalités judiciaires ou statutaires, le principe auquel les tribunaux ont adhéré porte que les amendes et les pénalités sont des châtiments pour des choses faites à tort et qu'il serait contraire à la politique publique d'admettre la déduction de telles pénalités ou amendes même si un profit en résultait.
- 4. En conséquence, les amendes ou pénalités encourues par les contribuables ne sont généralement pas admissibles comme déductions dans le calcul du revenu aux fins de l'impôt. Cependant, en certaines circonstances, les amendes imposées par les organisations privées et découlant des efforts du contribuable en vue de gagner un revenu imposable peuvent être admises comme déductions du revenu.
- 5. Voici les règles applicables aux genres habituels d'amendes et de pénalités aux fins de l'impôt.

Amendes et pénalités judiciaires et statutaires

6. Les amendes ou pénalités qui découlent de poursuites judiciaires ne sont pas admises comme déduction du revenu. Elles constituent des amendes ou des pénalités imposées aux contribuables par une cour de justice pour l'exploitation d'une entreprise illégale et pour tout manquement ou infraction à une loi publique ou elles sont imposées par suite de l'application des lois, y compris les règlements municipaux. Par exemple, les pénalités imposées en vertu de la Loi de l'impôt sur le revenu, les pénalités imposées par les agents de douanes à l'égard de marchandises saisies ou confisquées et les pénalités pour omission de déduire ou retenir les cotisations d'assurance-chômage ne sont pas déductibles dans le calcul du revenu.

Amendes et pénalités imposées par les organisations professionnelles et les organisations semblables

7. Certaines organisations reconnues par la loi comme organismes régisseurs d'entreprises, de professions ou de métiers déterminés sont autorisées à imposer des amendes ou pénalités à leurs membres pour des infractions à leurs propres règles. Les instituts professionnels et les bourses sont des exemples de ces organisations. Les pénalités ou amendes

these organizations will be viewed as a punishment or deterrent in connection with the infraction and will not be deductible from income.

Penalties Related to the Earning of Taxable Income

- 8. Associations in which persons with common business or vocational interests participate for the collective benefit of that interest (e.g. trade associations, farmers' associations and similar bodies) often set standards of performance to be met or quotas to be reached in the operations of their members and, pursuant to voluntary agreements, impose penalties on delinquents. Where the penalties imposed by these organizations are clearly related to the earning of taxable income from business or property, they will ordinarily be allowed as a deduction from income.
- 9. Similarly, taxpayers may incur penalties for failure to fulfill obligations under private contracts to which they are a party. Normally, such penalties would be considered allowable deductions where they were incurred in the course of earning taxable income. Legal damages incurred by a taxpayer in the ordinary course of business or resulting from a risk normally inherent therein are allowable deductions, provided they are reasonable in the circumstances.

imposées par ces organisations doivent être considérées comme une punition ou un moyen préventif à l'égard de l'infraction et ne sont pas déductibles du revenu.

Pénalités relatives au gain d'un revenu imposable

- 8. Les associations dans lesquelles des personnes ayant en commun des intérêts d'affaires ou professionnels participent pour l'avantage collectif de cet intérêt (par exemple, les associations d'artisans, les associations de cultivateurs et les organismes semblables) établissent souvent des normes de rendement à satisfaire ou des quotas à atteindre dans les opérations de leurs membres et, en vertu de conventions volontaires, imposent des pénalités aux contrevenants. Lorsque les pénalités imposées par ces organisations ont clairement trait au gain d'un revenu imposable tiré de biens ou d'une entreprise, elles doivent ordinairement être admises comme déductions du revenu.
- 9. De même, les contribuables peuvent encourir des pénalités pour omission de respecter des obligations en vertu de contrats privés auxquels ils participent. Normalement, ces pénalités seront considérées comme des déductions admissibles lorsqu'elles ont été encourues dans le cadre du gain d'un revenu imposable. Les dommages-intérêts encourus par un contribuable dans le cours ordinaire des affaires ou résultant d'un risque inhérant normalement à l'entreprise sont des déductions admissibles, pourvu qu'elles soient raisonnables dans les circonstances.

BULLETIN

DINTERRETATION

at the Atlanta M

SUBJECT

INCOME TAX ACT
Deductibility of Fines or Penalties

OBJET

LOI DE L'IMPÔT SUR LE REVENU Déductibilité des amendes ou pénalités

DATE

NO: IT-104R

INAR DATE:

June 5, 1978

REFERENCE:

Paragraph 18(1)(a)

No: IT-104R RENVOI: Alinéa 18(1 le 5 juin 1978

ot: Alinea (8(1)a)

This bulletin replaces and cancels Interpretation Bulletin IT-104 dated May 30, 1973. Current revisions are designated by vertical lines.

1. A fine or penalty is generally imposed as a punishment of the offender considered as a responsible person owing obedience to the law and is intended to act as a deterrent. A fine or penalty may be levied by the judiciary, by virtue of statutes and municipal by-laws, by professional organizations or trade associations, and under private contracts. The Department's views on the tax treatment of the usual types of fines or penalties are as set out in the paragraphs that follow.

Judicial and Statutory Fines or Penalties

- 2. Judicial and statutory fines and penalties are those imposed by a court of law for a breach or an infraction of any public law, including the carrying on of an illegal business, or those imposed as a result of application of statutes (e.g. the Income Tax Act or Customs Act).
- 3. The courts have repeatedly held that judicial and statutory fines and penalties are not outlays or expenses incurred for the purpose of producing income from a business or property as required under paragraph 18(1)(a), notwithstanding that the incurrence of such fines or penalties may have resulted in a profit. Furthermore, the courts have reasoned that even if it could be established that such fines or penalties were incurred for that purpose, allowing them as deductions in computing the income of the offender would reduce the intended impact as a punishment and deterrent and thus be contrary to public policy. Accordingly, these fines or penalties do not qualify as either a deduction in computing income from a business or property under paragraph 18(1)(a) or as an eligible capital expenditure as defined in paragraph 14(5)(b).
- 4. The Department recognizes however that exceptional circumstances may exist where judicial and statutory fines or penalties can be established to have been incurred for the purpose of producing income from a business, and where the deduction of such fines or penalties, following the case of Day & Ross Limited vs The Queen, would not

Le présent bulletin remplace et annule le bulletin d'interprétation IT-104 du 30 mai 1973. Les traits verticaux indiquent les dernières révisions.

1. Une amende ou pénalité est généralement un châtiment imposé au contrevenant que l'on considère comme une personne responsable devant obéir à la loi et elle a pour but de dissuader les gens. Une amende ou pénalité peut être imposée par les pouvoirs judiciaires, en vertu de lois et de règlements municipaux, par des organisations professionnelles ou des corps de métier et en vertu de contrats privés. Les numéros qui suivent indiquent la position du Ministère sur le traitement fiscal des types courants d'amende ou de pénalité.

Amendes et pénalités judiciaires et statutaires

- 2. Les amendes et pénalités judiciaires et statutaires sont celles qu'impose un tribunal pour un manquement ou une infraction à toute loi publique, y compris l'exploitation d'une entreprise illégale, ou celles imposées par suite de l'application des lois (par exemple la Loi de l'impôt sur le revenu ou la Loi sur les douanes).
- 3. Les tribunaux ont jugé maintes fois que les amendes et pénalités judiciaires et statutaires ne sont pas des sommes déboursées en vue de produire un revenu à partir d'une entreprise ou d'un bien conformément à l'alinéa 18(1)a), même si le fait d'encourir ces amendes ou pénalités peut avoir entraîné un bénéfice. De plus, les tribunaux ont expliqué que même si l'on pouvait établir que ces amendes ou pénalités avaient été encourues à cette fin, accepter leur déduction dans le calcul du revenu du contrevenant réduirait l'effet de châtiment et de dissuasion recherché et serait donc contraire à l'intérêt public. Par conséquent, ce genre d'amende ou de pénalité n'est admissible ni comme déduction dans le calcul du revenu tiré d'une entreprise ou d'un bien en vertu de l'alinéa 18(1)a), ni comme dépense en immobilisations admissible tel que définie à l'alinéa 14(5)b).
- 4. Toutefois, le Ministère reconnaît que dans des situations exceptionnelles, l'on peut établir que les amendes ou pénalités judiciaires et statutaires ont été encourues dans le but de tirer un revenu d'une entreprise et que ces amendes ou pénalités à la suite de l'affaire Day & Ross Limited c la Reine, «ne violent pas outrageusement l'intérêt public». Il faut prendre en considéra-

constitute an "outrageous transgression of public policy". As the question of whether exceptional circumstances exist involves the consideration of diverse and often complex criteria, it is not possible to set out specific criteria which must exist in each case. However, the following are the major factors that the Department will consider in determining whether exceptional circumstances exist and if all the requirements of (a) and (b) following are met, subject to the comments in 5 and 6 below, the fines or penalties generally warrant a deduction in computing income from a business:

(a) the incurrence of fines or penalties is a normal risk of carrying on business and even though reasonable care is exercised in avoiding them, the imposition of such fines or penalties is inevitable and beyond the control of the taxpayer and his employees;

- (b) the breach or infraction of the law giving rise to the fine or penalty does not result from negligence, ignorance or deliberate disobedience of the law, does not endanger public safety and the offence is not one of moral turpitude (e.g. fines or penalties levied under the Weights & Measures Act, Lord's Day Act, Income Tax Act, Customs Act and Excise Tax Act, or speeding tickets and pollution fines are not deductible).
- 5. For purposes of 4(a) above, where fines or penalties are a normal risk in carrying on business but the risk is accepted as an expedient way for realizing savings in expenses that would otherwise have been necessary in avoiding fines or penalties, provided such control is considered practical, it is the Department's view that these fines or penalties are not inevitable and not beyond the control of the taxpayer.
- 6. The requirements referred to in 4(b) above concerning endangering public safety and moral turpitude are normally considered to have been met where
 - (a) the purpose of the fine is merely compensatory, as opposed to discouraging people from engaging in certain kinds of activities, and the amount of the fine bears a reasonable relation to the compensation required to remedy the harm caused; or
 - (b) legal means are available for avoiding the imposition of fines or penalties, such as in the case of overweight fines where special permits are available.
- 7. A statutory penalty includes a penalty imposed under subsection 50(4) of the Excise Tax Act on default in payment of excise and federal sales tax, even though the penalty is computed in a manner similar to interest. In contrast, a 'penalty' imposed on default in payment of taxes levied by a municipality (e.g. property and business taxes) is not considered to be in the nature of a penalty and is deductible in computing income from a business or property provided the taxes themselves are deductible. Interpretation Bulletin IT-398 entitled 'Payments required by the Anti-Inflation Administrator' comments on which payments are considered to be in the nature of penalties.

tion des critères variés et souvent complexes pour déterminer s'il s'agit d'une situation exceptionnelle; on ne peut établir de critères précis s'appliquant à chaque cas. Toutefois, le Ministère tiendra compte des facteurs importants suivants pour déterminer s'il s'agit d'une situation exceptionnelle et si toutes les exigences exposées en a) et b) ci-après sont satisfaites, compte tenu des observations en 5 et 6 ci-dessous, les amendes ou pénalités peuvent en général être déduites dans le calcul du revenu d'une entreprise:

- a) Si des amendes et des pénalités sont un risque ordinaire à courir dans l'exploitation de l'entreprise et que l'imposition de ces amendes ou pénalités est inévitable et hors du contrôle du contribuable et de ses employés même s'il prend des précautions raisonnables pour les éviter,
- b) le manquement ou l'infraction à la loi qui a entraîné l'amende ou la pénalité ne résulte pas de négligence, d'ignorance ni d'une violation volontaire de la loi, ne menace pas la sécurité publique et n'est pas une faute de turpitude morale (par exemple, les amendes ou pénalités imposées en vertu de la Loi sur les poids et mesures, de la Loi sur le dimanche, de la Loi de l'impôt sur le revenu, de la Loi sur les douanes et la Loi sur la taxe d'accise, ou les contraventions pour excès de vitesse et les amendes pour pollution ne sont pas déductibles).
- 5. Aux fins de 4 a) ci-dessus, si des amendes ou pénalités constituent un risque ordinaire dans l'exploitation de l'entreprise mais si le contribuable accepte ce risque afin d'éviter les dépenses qu'il devrait sinon engager pour éviter des amendes ou pénalités, le Ministère estime que, si un tel contrôle est considéré réalisable, ces amendes ou pénalités ne sont pas inévitables ni hors du contrôle du contribuable.
- 6. Les exigences mentionnées en 4 b) ci-dessus au sujet de la menace à la sécurité publique et de la turpitude morale sont habituellement considérées comme ayant été satisfaites:
 - a) si l'amende n'existe que comme compensation, plutôt que pour décourager d'entreprendre certaines activités, et si le montant de l'amende est raisonnablement lié à la compensation nécessaire pour réparer le mal causé, ou
 - b) s'il existe une disposition de la loi permettant au contribuable d'éviter de payer des amendes ou pénalités, comme l'achat de permis spéciaux pour excédent de poids.
- 7. Une pénalité statutaire comprend les pénalités imposées en vertu du paragraphe 50(4) de la Loi sur la taxe d'accise pour défaut de paiement de la taxe d'accise et de la taxe de vente fédérale, même si la pénalité est calculée de façon semblable à un intérêt. Par contre, une «pénalité» imposée pour défaut de paiement de taxes perçues par une municipalité (par exemple, taxe foncière et taxe commerciale) n'est pas considérée avoir la nature d'une pénalité et peut être déduite dans le calcul du revenu tiré d'une entreprise ou d'un bien à condition que les taxes elles-mêmes soient déductibles. Pour savoir quels sont les paiements ayant nature de pénalité, consultez le bulletin d'interprétation IT-398 intitulé «Paiements demandés par le directeur de la Commission de la lutte contre l'inflation».

IT-104R 3

Fines and Penalties Levied by Professional and Similar Organizations

8. Certain organizations recognized by statute as the governing bodies of specific businesses, professions or trades are empowered to levy fines and penalties against their members for infractions of their own rules. Professional institutes and stock exchanges are examples of such organizations. The penalties or fines imposed by these organizations will be viewed as a punishment or deterrent in connection with the infraction and will not be deductible from income

Fines and Penalties Levied by Trade Organizations and Similar Bodies

9. Associations in which persons with common business or vocational interests participate for the collective benefit of that interest (e.g. trade associations, farmers' associations and similar bodies) often set standards of performance to be met or quotas to be reached in the operations of their members and, pursuant to voluntary agreements, impose penalties on delinquents. Where the penalties imposed by these organizations are clearly related to the earning of income from business, they will ordinarily be allowed as a deduction.

Penalties Levied under Private Contracts

10. Taxpayers may incur penalties for failure to fulfill obligations under private contracts to which they are a party. Such penalties are normally considered allowable deductions where they were incurred for the purpose of earning income from a business. For example, a penalty imposed on a contractor by his principal for failure to complete a contract on schedule would be deductible in computing business income. In contrast, a penalty paid on prepayment of a mortgage is not deductible pursuant to paragraph 18(1)(b) (and does not qualify as an eligible capital expenditure by virtue of subparagraph 14(5)(b)(iv)), unless the penalty is incurred in the course of carrying on a business (e.g. trader in mortgages).

Amendes et pénalités imposées par les organisations professionnelles et les organisations semblables

8. Certaines organisations reconnues par la Loi comme organismes de régie de certaines activités, professions ou de métiers déterminés sont autorisées à imposer des amendes et pénalités à leurs membres pour des infractions à leurs propres règles. Les instituts professionnels et les bourses sont des exemples de telles organisations. Les pénalités ou amendes imposées par ces organisations seront considérées comme une punition ou un moyen préventif à l'égard de l'infraction et ne seront pas déductibles du revenu.

Amendes et pénalités imposées par les corps de métier et les organisations semblables

9. Les associations qui regroupent des personnes ayant des intérêts communs dans leur profession ou leur entreprise dans le but de promouvoir collectivement ces intérêts (par exemple, les corps de métier, associations d'agriculteurs et organisations semblables) établissent souvent des normes de rendement ou des contingents à atteindre pour les entreprises de leurs membres et, à la suite d'accords volontaires, imposent des pénalités à ceux qui ne les respectent pas. Lorsque les pénalités qu'imposent ces organisations sont clairement liées au but de tirer un revenu d'une entreprise, elles seront habituellement acceptées comme déductions.

Pénalités imposées en vertu de contrats privés

10. Les contribuables peuvent encourir des pénalités pour avoir omis de respecter leurs obligations en vertu de contrats privés auxquels ils participent. Normalement, ces pénalités seront considérées comme des déductions admissibles lorsqu'elles ont été encourues dans le but de tirer un revenu d'une entreprise. Par exemple, une pénalité imposée à un entrepreneur par son mandant pour défaut de compléter le contrat dans les délais prévus pourrait être déduite dans le calcul du revenu de l'entreprise. Par contre, une pénalité payée lors du paiement anticipé d'une hypothèque n'est pas déductible en vertu de l'alinéa 18(1)b) (et n'est pas admise comme dépense en immobilisations admissible en vertu du sous-alinéa 14(5)b)(iv)), à moins que la pénalité ne soit imposée dans le cadre de l'exploitation d'une entreprise (par exemple, un courtier en hypothèque).



L L D I L C T

INCOME TAX ACT

Deductibility of Fines or Penalties

NO REFERENCE TT-104R2 DAIL May 28, 1993

Paragraph 18(1)(a) (also subsections 18(9.1), 40(1) and 127(9), paragraphs 14(5)(b), 18(1)(b), 18(1)(t) and 20(1)(c) of the Act and section 2902 of the *Income Tax Regista*

ORIFT

LOUDE L'IMPÔT SUR LE REVENU

Déductibilité des amendes ou pénalités

PINVOI

IT-104R2 part le 28 mai 1993

L'alinéa 18(1)a) (aussi les paragraphes 18(9,1),
 40(1) et 127(9); les alinéas 14(5)b), 18(1)b),
 18(1)t) et 20(1)c) de la Loi et l'article 2902 du

Règlement de l'impôt sur le revenu)

Application

This bulletin replaces and cancels Interpretation Bulletin IT-104R dated June 5, 1978.

Summary

This bulletin discusses the deductibility of fines and penalties imposed by the courts on taxpayers by virtue of federal or provincial statutes and municipal by-laws, by professional organizations or trade associations, and under private contracts. A fine or penalty is generally imposed as a punishment of the offender and is intended to act as a deterrent. As such, fines and penalties are normally not deductible in computing income from a business or property because they are not laid out for the purpose of earning income. Furthermore, even where an income-earning purpose for such expenses is present, the courts have held that considerations of public policy may also apply to deny a deduction. However, as is also explained in the bulletin, certain fines and penalties may be deductible under exceptional circumstances.

Discussion and Interpretation

Judicial and Statutory Fines or Penalties

- 1. Judicial and statutory fines and penalties are those imposed by a court of law or other competent tribunal for a breach of any public law, including carrying on an illegal business, or those imposed as a result of the application of statutes (for example, the *Income Tax Act, Customs Act, Competition Act* or provincial business practices legislation).
- 2. Fines or penalties have been held as a finding of fact in various court decisions not to be outlays or expenses incurred for the purpose of gaining or producing income from a business or property; see, for example, the decision of the Exchequer Court in MNR v. Pooler and Co. Ltd. [1962] CTC 527, 62

Application

Le présent bulletin annule et remplace le Bulletin d'interprétation IT-104R du 5 juin 1978.

Résumé

Le présent bulletin traite de la déductibilité des amendes et des pénalités infligées par les tribunaux aux contribuables en application soit de lois fédérales ou provinciales, soit de règlements municipaux, soit de règlements établis par des organismes professionnels ou des corps de métier ou encore en vertu de contrats privés. En règle générale, une amende ou une pénalité est infligée à un contrevenant à titre de sanction et constitue une forme de dissuasion. En conséquence, l'amende ou la pénalité n'est pas ordinairement prise en compte dans le calcul du revenu d'une entreprise ou d'un bien parce qu'il ne s'agit pas d'un débours engagé en vue de produire un revenu. Même si c'était le cas, les tribunaux ont décidé que l'on peut tenir compte de l'intérêt public pour refuser une déduction. Cependant, comme le précise le présent bulletin, certaines amendes ou pénalités peuvent être déductibles dans des cas exceptionnels.

Discussion et interprétation

Amendes et pénalités judiciaires et statutaires

- 1. Les amendes ou pénalités judiciaires et statutaires sont celles qu'inflige tout tribunal judiciaire ou tout autre tribunal compétent pour un manquement à toute loi publique, y compris l'exploitation d'une entreprise illégale. Ces amendes ou pénalités peuvent être aussi infligées en vertu des lois, notamment de la Loi de l'impôt sur le revenu, de la Loi sur les douanes, de la Loi sur la concurrence et des lois provinciales sur les pratiques de commerce.
- 2. Plusieurs tribunaux ont statué que les amendes et pénalités ne sont pas des dépenses engagées en vue de tirer un revenu d'une entreprise ou d'un bien (voir, par exemple, la décision de la Cour de l'Échiquier dans l'affaire MRN c. Pooler and Co. Ltd., [1962] CTC 527, 62 DTC 1321). En outre, les tribunaux ont estimé que même



DTC 1321. Furthermore, the courts have reasoned that even if it could be established that judicial and statutory fines or penalties were incurred for an income-earning purpose, allowing them as deductions in computing the income of the offender would reduce the intended impact as a punishment and deterrent and would therefore be contrary to public policy. (See: Luscoe Products Ltd. v. MNR (1956), 16 Tax A.B.C. 239, 57 DTC 32.) Accordingly, judicial and statutory fines or penalties do not generally qualify as a deduction in computing income from a business or property under paragraph 18(1)(a), or as an eligible capital expenditure as defined in paragraph 14(5)(b) or as an outlay or expense for the purpose of making a disposition of capital property under subsection 40(1).

- 3. Paragraph 2 above sets out the usual result, but judicial and statutory fines or penalties may nevertheless be deductible in exceptional circumstances; see, for example, the case of *Day & Ross Ltd. v. The Queen*, reported at [1976] CTC 707, 76 DTC 6433 (FCTD). Where the expense satisfies all of the following tests and factors, fines or penalties for relatively minor matters, such as licensing infractions, may be deducted in computing income from a business or property:
 - (a) the fine or penalty can be shown to have been laid out for the purpose of earning income:
 - (b) the nature and circumstances of the penalized conduct are such that allowing the deduction of the expense would not be contrary to public policy;
 - ty is a normal risk of carrying on the business or earning the income and even though due care is exercised, the violation resulting in the imposition of the fine or penalty is inevitable and beyond the control of the taxpayer and the taxpayer's employees:
 - (d) the breach of the law giving rise to the fine or penalty does not result from negligence, ignorance or deliberate disobedience of the law and does not endanger public safety; and
 - (e) deduction of the expense is not otherwise prohibited under the Act, for example, it is not a capital outlay, it is not incurred to earn tax-exempt income and the expense is not in excess of a reasonable amount.

si l'on pouvait établir que des amendes ou pénalités judiciaires et statutaires constituent des dépenses engagées dans le but de gagner un revenu, permettre leur déduction dans le calcul du revenu diminuerait l'effet de sanction et de dissuasion recherché et serait, donc, contraire à l'intérêt public. (Voir la cause *Luscoe Products Ltd. c. MRN* (1956), 16 Tax A.B.C. 239, 57 DTC 32.) En conséquence, les amendes ou pénalités judiciaires et statutaires ne sont habituellement pas admissibles comme déductions dans le calcul du revenu tiré d'une entreprise ou d'un bien conformément à l'alinéa 18(1)a), comme dépenses en immobilisations admissibles au sens de l'alinéa 14(5)b) ou comme débours ou dépenses engagés en vue de disposer d'un bien en immobilisation conformément au paragraphe 40(1).

- 3. Le numéro 2 ci-dessus présente les cas les plus courants, mais si l'on s'en remet au principe établi dans l'affaire Day & Ross Ltd. c. La Reine, [1976] CTC 707, 76 DTC 6433 (Cour fédérale, Division de première instance), les amendes ou pénalités judiciaires et statutaires peuvent néanmoins être déductibles dans des cas exceptionnels. Les amendes ou les pénalités liées à des affaires relativement mineures, comme les infractions liées aux permis, peuvent être déduites des revenus d'une entreprise ou d'un bien si elles répondent aux critères et aux contrôles suivants:
 - a) on peut démontrer que l'amende ou la pénalité a été engagée en vue de gagner un revenu;
 - b) la nature et les circonstances de l'infraction reprochée font en sorte que permettre la déduction de l'amende ou de la pénalité ne serait pas contraire à l'intérêt public;
 - c) ce genre d'amende ou de pénalité est un risque normal associé à l'exploitation de l'entreprise ou à la production du revenu, même si l'on fait preuve d'une diligence raisonnable; l'infraction entraînant une telle amende ou pénalité est inévitable et est indépendante de la volonté du contribuable et de ses employés;
 - d) l'infraction à l'origine de l'amende ou de la pénalité n'a pas été commise par négligence, par ignorance ou par une violation délibérée de la loi et ne menace pas la sécurité publique;
 - e) la déduction de la dépense n'est pas, par ailleurs, interdite en vertu de la Loi; en d'autres termes, il ne s'agit pas d'une dépense de capital, ni d'une dépense engagée en vue de gagner un revenu exempté d'impôt et le montant de celle-ci est raisonnable.

- 4. For purposes of 3(c) above, where fines or penalties are a normal risk in carrying on business but the risk is accepted as an expedient way for realizing savings in expenses that would otherwise have been necessary in avoiding fines or penalties, these fines or penalties are not inevitable and not beyond the control of the taxpayer. In determining what is within the taxpayer's control, practical considerations will be taken into account based on the facts of each case. However, fines and penalties for most common violations, including pollution and speeding offenses, will not satisfy this condition of deductibility.
- 5. For the purposes of 3(b) and (d) above, a breach or infraction of the law which gives rise to a fine or penalty is not generally considered to endanger public safety nor is the deduction of the amount of the fine or penalty normally considered contrary to public policy provided that:
 - (a) the purpose of the fine is merely compensatory, as opposed to discouraging people from engaging in certain kinds of activities, and the amount of the fine bears a reasonable relation to the compensation required to remedy the harm caused; or
 - (b) legal means are available for avoiding the imposition of fines or penalties, such as in the case of overweight fines for trucks where advance overweight permits are readily available.
- 6. A penalty imposed under subsection 79(1) of the Excise Tax Act (or its predecessor) on default in payment of excise and federal sales tax is a statutory penalty, which is normally non-deductible, even though the penalty is computed in a manner similar to interest; see the decision in Horton Steel Works Ltd. v. MNR, [1972] CTC 2147, 72 DTC 1123 (TRB.). Penalties paid because of late or deficient payments of Goods and Services Tax or provincial sales tax are also not normally deductible. However, interest paid on late or deficient payments of GST, sales tax or excise tax that relate to a business or property will be deductible in computing income of a taxpayer from that business or property. Paragraph 18(1)(t) prohibits a deduction for any amount paid or payable under the Income Tax Act, including any taxes, interest or penalties. Penalties imposed under tax, customs, corporations acts or other legislation for failure to maintain books and records or for failure to file returns or other information are also not deductible, since such penalties could not satisfy the conditions set out in 3 above. In contrast, a "penalty"

- 4. Aux fins du point 3c) ci-dessus, si des amendes ou pénalités sont inhérentes à l'exploitation d'une entreprise et que le contribuable accepte d'assumer le risque parce que c'est le moyen le plus indiqué pour éviter des dépenses qu'il aurait engagées afin de se soustraire aux amendes ou aux pénalités, celles-ci ne sont ni inévitables ni indépendantes de la volonté du contribuable. Il faut tenir compte de considérations d'ordre pratique pour déterminer les limites de ce que peut contrôler un contribuable donné. Toutefois, les amendes et les pénalités découlant des infractions les plus courantes, notamment la pollution et les excès de vitesse, ne sont pas déductibles.
- 5. Aux fins des points 3b) et d) ci-dessus, les infractions ou les manquements à la loi qui donnent lieu à une amende ou à une pénalité ne sont généralement pas réputés constituer une menace pour la sécurité publique, et la déduction des amendes ou des pénalités n'est pas considérée comme contraire à l'intérêt public dans les cas suivants :
 - a) si l'amende n'existe que comme compensation, plutôt que pour décourager d'entreprendre certaines activités, et si le montant de l'amende est raisonnablement lié à la compensation nécessaire pour réparer le préjudice causé;
 - b) s'il existe une disposition de la loi permettant au contribuable d'éviter de payer des amendes ou des pénalités comme l'achat de permis spéciaux pour excédent de poids en ce qui concerne les camions lorsque ces permis sont en vente.
- 6. Toute pénalité infligée en vertu du paragraphe 79(1) de la Loi sur la taxe d'accise (ou de la loi qu'elle remplace) pour défaut de paiement de la taxe d'accise ou de la taxe de vente fédérale constitue une pénalité statutaire, qui est habituellement non déductible, même si elle est calculée d'une façon semblable aux intérêts (voir la décision dans la cause Horton Steel Works Ltd. c. MRN, [1972] CTC 2147, 72 DTC 1123 (Commission de révision de l'impôt)). La pénalité payée en raison du versement tardif ou incomplet de la taxe sur les produits et services ou d'une taxe de vente provinciale n'est habituellement pas déductible, elle aussi. Toutefois, les intérêts versés sur des versements tardifs ou incomplets de la taxe sur les produits et services, de la taxe de vente ou de la taxe d'accise qui sont reliées à une entreprise ou à un bien sont déductibles dans le calcul du revenu du contribuable provenant de cette entreprise ou de ce bien. L'alinéa 18(1)t) ne permet pas la déduction de tout montant, payé ou payable, en vertu de la Loi de l'impôt sur le revenu que ce soit l'impôt, les intérêts ou les pénalités. Ne sont pas déductibles non plus les pénalités infligées pour défaut de tenir des livres ou des registres ou de

imposed on default in payment of taxes levied by a municipality (for example, property and business taxes) is not considered to be in the nature of a penalty and is deductible in computing income from a business or property provided the taxes themselves are deductible.

Fines and Penalties Levied by Professional and Similar Organizations

7. Certain organizations recognized by statute as the governing bodies of specific businesses, professions or trades are empowered to levy fines and penalties against their members for infractions of their own rules. Provincial law societies, accounting institutes, colleges of physicians and stock exchanges are examples of such organizations. The penalties or fines imposed by these organizations will normally be imposed as a punishment or deterrent in connection with the infraction and will not be deductible from income.

Fines or Penalties Levied by Trade Organizations and Similar Bodies

8. Associations in which persons with common business or vocational interests participate for the collective benefit of those interests (such as trade associations, farmers' associations and similar bodies) often set standards of performance to be met in the operations of their members and, pursuant to voluntary agreements, impose penalties on delinquents. Where the penalties imposed by these organizations are clearly related to the earning of income from business, they will ordinarily be allowed as a deduction

Penalties Levied under Private Contracts

9. Taxpayers may incur penalties for failure to fulfil obligations under private contracts to which they are a party. Such penalties are normally considered allowable deductions where they were incurred for the purpose of earning income from a business. For example, a penalty imposed on a contractor by his principal for failure to complete a contract on schedule would be deductible in computing business income. Subject to the provisions of new subsection 18(9.1) discussed in 10 below, a penalty paid on prepayment of a mortgage would not be deductible pursuant to paragraph 18(1)(b), unless the penalty is incurred in the course of carrying on a business (for example, trading in mortgages). Such a penalty also does not qualify as an eligible capital expenditure by

produire des déclarations et autres renseignements en application des lois, notamment celles sur l'impôt, sur les douanes, sur les sociétés ou sur toute autre loi, puisque de telles pénalités ne satisfont pas aux conditions énumérées au numéro 3 ci-dessus. Par contre, une pénalité infligée pour défaut de paiement d'une taxe municipale (p. ex., les taxes foncières et les taxes d'affaires) n'entre pas dans la catégorie des pénalités et peut être déduite du revenu d'une entreprise ou d'un bien lorsque la taxe en question est déductible.

Amendes et pénalités infligées par les organisations professionnelles et les organismes semblables

7. Certaines organisations reconnues par la loi comme organismes de régie de certaines activités, de professions ou de corps de métier déterminés sont autorisées à infliger des amendes et pénalités à leurs membres pour des infractions à leurs propres règles. Les associations du barreau des provinces, les ordres de comptables, les collèges de médecins et les bourses sont des exemples de telles organisations. Les amendes ou pénalités infligées par ces organisations constituent ordinairement une sanction ou une forme de dissuasion et ne seront pas déductibles du revenu.

Amendes et pénalités infligées par les corps de métier et les organisations semblables

8. Les associations qui regroupent des personnes ayant des intérêts communs dans leur profession ou leur entreprise dans le but de promouvoir collectivement ces intérêts (p. ex., les corps de métier, les associations d'agriculteurs et les organisations semblables) établissent souvent des normes de rendement ou des quotas à respecter pour les entreprises de leurs membres et, en vertu de règlements librement consentis, infligent des pénalités aux contrevenants. Lorsque les pénalités qu'infligent ces organisations visent clairement la capacité à tirer un revenu d'une entreprise, elles seront habituellement acceptées comme déductions.

Pénalités infligées en vertu de contrats privés

9. Les contribuables peuvent s'exposer à des pénalités pour avoir omis de respecter leurs obligations en vertu de contrats privés auxquels ils sont partie. Normalement, ces pénalités seront considérées comme des déductions admissibles lorsqu'elles ont été engagées dans le but de tirer un revenu d'une entreprise. Par exemple, une pénalité infligée à un entrepreneur par son mandant pour ne pas avoir réalisé un contrat dans les délais prévus pourrait être déduite lors du calcul du revenu de l'entreprise. En vertu des dispositions du nouvel alinéa 18(9.1) traité au numéro 10 ci-dessous, une pénalité payée lors du paiement anticipé d'un prêt hypothécaire n'est pas déductible conformément à l'alinéa 18(1)b) (et n'est pas acceptée comme dépense en immobilisations admissible conformément au sous-alinéa 14(5)b)(iy)) à moins

virtue of subparagraph 14(5)(b)(iv). However, a mortgage prepayment penalty incurred by a taxpayer for the purpose of making a disposition of a capital property is a cost of disposition under subsection 40(1) and therefore may be added to the taxpayer's adjusted cost base for the property in determining the capital gain or loss on the disposition. A mortgage prepayment penalty may also qualify as an eligible moving expense for the purposes of subsection 62(3); see the current version of IT-178, *Moving Expenses*.

10. Subsection 18(9.1) applies in certain cases to a penalty or bonus payable by reason of the repayment before maturity of all or part of the principal of an outstanding debt obligation. It may also apply to a fee or penalty paid to reduce the rate of interest payable on such an obligation. If paid after 1984, these amounts are considered prepaid interest and, provided the other requirements of paragraph 20(1)(c) are satisfied, are deductible in computing a taxpayer's income from business or property over the period that the interest rate is to be reduced, or over the period that would have been (but for the prepayment) the remaining term of the debt obligation. For the recipient, these payments are interest income if paid after July 12, 1990.

Fines or Penalties in Scientific Research and Experimental Development

11. Fines or penalties are listed as "prescribed expenditures" in clause 2902(a)(i)(H) of the Regulations. As a result, any type of fine or penalty is excluded from the definition of "qualified expenditure" for scientific research and experimental development in subsection 127(9) and is not allowable for investment tax credit purposes.

If you have any comments concerning the matters discussed in this bulletin, please send them to:

Director, Technical Publications
Division
Legislative and Intergovernmental
Affairs Branch
Revenue Canada, Taxation
875 Heron Road
Ottawa, Ontario
K1A 0L8

qu'elle n'ait été infligée dans le cadre de l'exploitation d'une entreprise (p. ex., un commerce de prêts hypothécaires). Toutefois, la pénalité encourue par un contribuable pour le paiement anticipé d'un prêt hypothécaire en vue de la disposition d'un bien en immobilisation constitue un coût de disposition conformément au paragraphe 40(1) et peut, par conséquent, être ajoutée au prix de base rajusté du bien pour déterminer le gain ou la perte en capital qu'a entraîné la disposition du bien. Une pénalité pour le paiement anticipé d'un prêt hypothécaire peut aussi être déductible en tant que frais de déménagement admissibles en vertu du paragraphe 62(3) (voir la dernière version du IT-178, Frais de déménagement).

10. L'alinéa 18(9.1) s'applique dans certains cas à une pénalité ou à une gratification versée en raison du remboursement anticipé d'une partie ou de la totalité du solde à payer du principal d'un titre de créance. Cet alinéa peut aussi s'appliquer à des frais ou à des pénalités payés en vue de réduire le taux d'intérêt sur un titre de ce genre. Si ces montants sont payés après 1984, ils sont considérés comme étant des intérêts payés d'avance et, pourvu que les autres exigences de l'alinéa 20(1)c) soient satisfaites, ils sont déductibles dans le calcul du revenu du contribuable qu'il tire d'une entreprise ou d'un bien pour la période pendant laquelle le taux d'intérêt doit être réduit ou pour la période qui resterait à couvrir au titre de créance, si ce n'avait été du remboursement. Pour les personnes qui recoivent ces paiements, ces derniers sont des revenus d'intérêts s'ils ont été payés après le 12 juillet 1990.

Amendes ou pénalités aux fins de la recherche scientifique et du développement expérimental

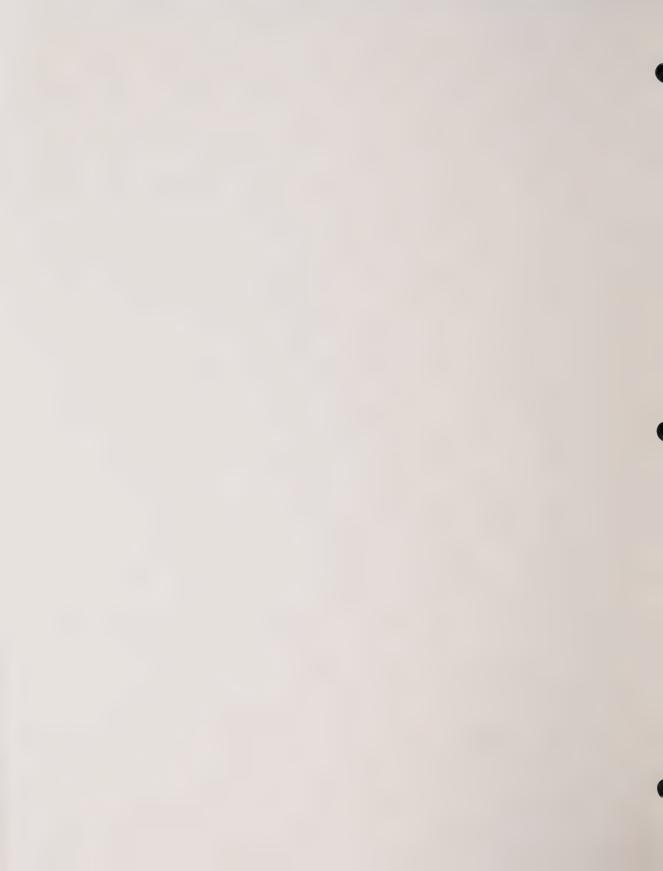
11. Les amendes ou pénalités sont comprises à la définition de «dépenses prescrites» à la division 2902a)(i)(H) du Règlement. Il en résulte que tout genre d'amende ou de pénalité est exclu de la définition de «dépenses admissibles» aux fins de la recherche scientifique et du développement expérimental au paragraphe 127(9) et n'est pas admissible aux fins du crédit d'impôt à l'investissement.

Si vous avez des commentaires à formuler sur les sujets traités dans ce bulletin, veuillez les faire parvenir au :

Directeur, Division des publications techniques Direction générale des affaires législatives et intergouvernementales Revenu Canada, Impôt 875, chemin Heron Ottawa (Ontario) K1A 0L8







BULLETIN

D'INTERPRÉTATION

INTERPRETATION

SUBJECT: INCOME TAX ACT
Administrative Costs of Pension Plans

Frais d'administration des régimes de pensions

OBJET: LOI DE L'IMPÔT SUR LE REVENU

SERIAL NO: IT-105 DATE: May 30, 1973
REFERENCE: Paragraph 20(1)(q) (Also Section 18)

No DE SÉRIE: IT-105 DATE: le 30 mai 1973 RENVOI: Alinéa 20(1)a) (Aussi l'article 18)

This Bulletin replaces and cancels Interpretation Bulletin No. IT-8, dated April 22, 1971.

The deductible amount of an employer's current service contribution to a registered pension plan is limited by the provisions of paragraph 20(1)(q) of the Act and section 2700 of the Income Tax Regulations.

This limitation applies only to the amount being paid into the fund by the employer. It does not apply to expense incurred by the employer in connection with the administration of the plan, as these are not amounts paid into the fund. Such costs are a deductible business expense and are not prohibited by any provision of Section 18 of the Act as long as they are reasonable in the circumstances.

Le présent bulletin remplace et annule le Bulletin d'Interprétation n° IT-8 du 22 avril 1971.

Le montant déductible de la contribution de l'employeur à un régime enregistré de pensions à l'égard du service courant est limité par les dispositions de l'alinéa 20(1)q) de la loi et de Règlement 2700 des Règlements de l'impôt sur le

Cette limitation ne s'applique qu'au montant versé dans le fonds par l'employeur. Elle ne s'applique pas aux frais faits par l'employeur en ce qui a trait à l'administration du régime, puisque ceux-ci ne sont pas des montants versés dans le fonds. Ces frais sont une dépense déductible de l'entreprise et ils ne sont prohibés par aucune des dispositions de l'article 18 de la loi, pourvu qu'ils soient raisonnables dans les circonstances.



INTERPRETATION

8111111111

SUBJECT: INCOME TAX ACT Crown Corporation Employees Abroad

LOI DE L'IMPÔT SUR LE REVENU OBJET: Les employés des sociétés de la Couronne en service à l'étranger

DATE: June 4, 1973 SERIAL NO: IT-106 REFERENCE: Subsection 250(1)

Nº DE SÉRIE:

IT-106

DATE: le 4 juin 1973

Paragraphe 250(1) RENVOI:

- 1. This Bulletin replaces and cancels Interpretation Bulletin No. IT-2 dated December 2, 1970.
- 2. Officers and servants of Canada and officers and servants of a province are among those, described in subsection 250(1) of the Income Tax Act, who are considered to be residents of Canada, and who are therefore taxed as such, even though they live and work outside Canada.
- 3. The term "officer or servant of Canada" or "officer or servant of a province" includes any officer or employee of a federal or provincial crown corporation or agency if, in the statute under which it is organized or established its officers and employees are given the status of servants of Her Majesty or are designated as being part of the public service of Canada or the province. If the corporation or agency is designated as an agent of Her Majesty without specific mention being made as to the status of its officers and employees, they will be assumed to be officers or servants of Canada or a province, as the case may be.
- 4. The general rule laid down in subsection 250(1) is that an officer or servant of Canada or a province is considered to be a resident of Canada if he received representation allowances or if he was factually resident or deemed to be resident in Canada immediately before his appointment or employment by Canada or the province. The spouse of such an officer or servant is also deemed to be a resident of Canada if she (or he) was living with him (or her) at any time in the year and had been a resident in any previous year. The children of such an officer or servant are also deemed to be residents of Canada if they were wholly dependent on the officer or servant for support and were under 21 years of age at any time during the year or were over 21 and either dependent by reason of infirmity or in full-time attendance at school or university. If the officer or servant ceases to be such and thereupon becomes resident abroad he is deemed to have been a resident of Canada only during that part of the year that was prior to the cessation. The same provision applies to his spouse and children if they had been deemed to be residents (subsection 250(2)).
- 5. As deemed residents all such persons are treated in all respects as regards income tax as if they were actually

- 1. Le présent bulletin remplace et annule le bulletin d'interprétation IT-2 du 2 décembre 1970.
- 2. Les fonctionnaires et les préposés du Canada et les fonctionnaires et les préposés d'une province font partie des employés, mentionnés dans le paragraphe 250(1) de la Loi de l'impôt sur le revenu, qui sont considérés comme étant des résidents du Canada et qui sont par conséquent imposés comme tels même s'ils vivent et travaillent hors du Canada.
- 3. L'expression "fonctionnaire ou préposé du Canada" ou "fonctionnaire ou préposé d'une province" comprend tout fonctionnaire ou employé d'une société ou d'un organisme fédéral ou provincial de la Couronne si, selon la loi en vertu de laquelle il est institué ou établi, ses fonctionnaires et employés ont le statut de préposé de Sa Majesté ou sont désignés comme faisant partie de la Fonction publique du Canada ou d'une province. Si la société ou l'organisme est désigné mandataire de Sa Majesté sans que ne soit précisé le statut de ses fonctionnaires et de ses employés, ces derniers seront considérés comme étant des fonctionnaires ou des préposés du Canada ou d'une province, suivant le cas.
- 4. En règle générale, selon le paragraphe 250(1) tout fonctionnaire ou préposé du Canada ou d'une province est censé être résident du Canada s'il a reçu des frais de représentation ou s'il résidait effectivement au Canada ou était réputé résident du Canada immédiatement avant sa nomination ou son emploi par le Canada ou la province. Le conjoint d'un tel fonctionnaire ou préposé est également réputé résident du Canada s'il vivait avec l'autre conjoint à un moment quelconque de l'année et s'il a résidé au Canada dans toute année antérieure. Les enfants d'un tel fonctionnaire ou préposé sont également considérés comme résidents du Canada s'ils étaient entièrement à la charge du fonctionnaire ou du préposé et avaient moins de 21 ans à un moment quelconque de l'année ou avaient plus de 21 ans et étaient entièrement à charge à cause d'une infirmité ou parce qu'ils fréquentaient à plein temps l'école ou l'université. Si un fonctionnaire ou un préposé cesse de remplir ces conditions et qu'il devienne ainsi résident à l'étranger, il ne sera considéré comme ayant été résident du Canada que pour la période de l'année qui précède ce changement. La même prescription s'applique à son conjoint et à ses enfants s'ils avaient été considérés comme des résidents (paragraphe 250(2)).
- 5. Comme résidents supposés, toutes ces personnes sont traitées en tous points, en ce qui concerne l'impôt sur le

resident in Canada and they must file returns and pay tax accordingly. On the other hand, an officer or employee of a crown corporation or agency who is not an officer or servant of Canada or a province and who qualifies as a non-resident of Canada in all other respects, is also treated as a non-resident for income tax purposes and does not normally have to file a return.

- 6. An officer or employee of a crown corporation or agency who is required to perform the duties of his office or employment outside Canada for an extended period of time should carefully consider his tax position. He should ask the corporation or agency for advice as to whether or not he is an officer or servant of Canada, or of a province, and as to whether or not he would be taxable as a resident of Canada, under subsection 250(1) when serving abroad. It should be borne in mind that a person claiming to be a non-resident for income tax purposes may be required to substantiate his claim. An officer or employee of a crown corporation or agency intending to make such a claim by reason of the fact that he is not an officer or servant of Canada or a province should ask the corporation or agency to provide him with suitable evidence to that effect.
- 7. Any crown corporation or agency requiring assistance in determining whether its officers and employees are officers or servants of Canada, or of a province, may write to the Director, Technical Interpretations Division, Department of National Revenue Taxation, 875 Heron Road, Ottawa, K1A OL8. Reference should be made to the statute under which the corporation or agency was organized or established and to the number of officers and employees likely to be affected by subsection 250(1) of the Act.

- revenu, comme résidant effectivement au Canada et elles doivent produire des déclarations et payer l'impôt en conséquence. D'un autre côté, un fonctionnaire ou un employé d'une société ou d'un organisme de la Couronne qui n'est pas un fonctionnaire ou un préposé du Canada ou d'une province et qui a qualité de non-résident du Canada à tous les autres points de vue, est également traité comme non-résident aux fins de l'impôt sur le revenu et n'a pas normalement à produire de déclaration.
- 6. Les fonctionnaires ou les employés d'une société ou d'un organisme de la Couronne que l'on envoie en service commandé hors du Canada pour une période prolongée devraient examiner avec soin leur position vis-à-vis de l'impôt. Ils devraient se renseigner auprès de la société ou de l'organisme pour savoir s'ils sont ou non des fonctionnaires ou des préposés du Canada ou d'une province et s'ils sont ou non imposables comme résidents du Canada en vertu du paragraphe 250(1) pendant leur séjour à l'étranger. Il faut bien se rappeler que l'on peut exiger d'une personne qui se déclare nonrésidente aux fins de l'impôt sur le revenu qu'elle établisse le bien-fondé de sa réclamation. Tout fonctionnaire ou employé d'une société ou d'un organisme de la Couronne qui a l'intention de faire une telle réclamation en raison du fait qu'il n'est pas fonctionnaire ou préposé du Canada ou d'une province devrait demander à la société ou à l'organisme de lui fournir les preuves documentaires voulues.
- 7. Toute société ou tout organisme de la Couronne qui a besoin de conseils pour déterminer si ses fonctionnaires et ses employés sont des fonctionnaires ou des préposés du Canada ou d'une province, peut écrire au Directeur de la Division des Interprétations techniques, Ministère du Revenu national, Impôt, 875, chemin Heron, Ottawa, K1A 0L8. Prière de préciser la loi en vertu de laquelle la société ou l'organisme a été institué ou établi, ainsi que le nombre de fonctionnaires et d'employés susceptibles d'être visés par le paragraphe 250(1) de la Loi de l'impôt sur le revenu.

TERPRETATION BULLETIN

D'INTERPRÉTATION

SUBJECT: INCOME TAX ACT
Crown Corporation Employees Abroad

OBJET: LOI DE L'IMPÔT SUR LE REVENU

Les employés des sociétés de la Couronne en service à l'étranger

NO: IT-106R DATE: December 28, 1982
REFERENCE: Subsection 250(1)

No: IT-106R DATE: le 28 décembre 1982 RENVOI: Paragraphe 250(1)

This bulletin replaces and cancels IT-106 dated June 4, 1973. Current revisions are designated by vertical lines.

- 1. Subsection 250(1) describes various categories of individuals and deems them to be resident in Canada. Accordingly, such individuals are taxable under subsection 2(1). Officers and servants of Canada and officers and servants of a province who live and work outside Canada are deemed to be resident in Canada by virtue of paragraph 250(1)(c) if the circumstances discussed in 3 below are applicable.
- 2. The term "officer or servant of Canada" or "officer or servant of a province" includes any officer or employee of a federal or provincial crown corporation or agency if, in the statute under which it is organized or established, its officers and employees are given the status of servants of Her Majesty or are designated as being part of the public service of Canada or the province. If the corporation or agency is designated as an agent of Her Majesty without specific mention being made as to the status of its officers and employees, they will be assumed to be officers or servants of Canada or a province, as the case may be.
- 3. Officers or servants of Canada or a province are, by virtue of paragraph 250(1)(c), deemed to be resident in Canada throughout a taxation year if they received representation allowances or if they were resident in Canada or if they were deemed to be resident in Canada (e.g. members of the Canadian Forces who had been serving abroad) immediately prior to their appointment or employment by Canada or the province. The spouse of such an officer or servant is also deemed to be resident in Canada throughout a taxation year if he or she had been resident in Canada in any previous year and was living with said officer or servant at any time during the year. The children of such an officer or servant are also deemed to be resident in Canada if they were wholly dependent on the officer or servant for support and were under 21 years of age at any time during the year or were over 21 and dependent either by reason of infirmity or because they were in full-time attendance at a school or university.

Le présent bulletin remplace et annule le bulletin IT-106 du 4 juin 1973. Les révisions sont indiquées par un trait vertical.

- 1. Le paragraphe 250(1) décrit diverses catégories de particuliers qui sont réputés être des résidents du Canada et qui, par conséquent, sont imposables en vertu du paragraphe 2(1). Les fonctionnaires et les représentants du Canada et les fonctionnaires et les représentants d'une province qui résident et travaillent à l'extérieur du Canada sont, en vertu de l'alinéa 250(1)c), réputés être des résidents du Canada dans les circonstances décrites au numéro 3 ci-dessous.
- 2. L'expression «fonctionnaire ou représentant du Canada» ou «fonctionnaire ou représentant d'une province» comprend tout fonctionnaire ou employé d'une société de la Couronne ou d'un organisme fédéral ou provincial si, selon la loi en vertu de laquelle ce dernier est institué ou établi, les fonctionnaires ou employés ont le statut de représentants de Sa Majesté ou sont désignés comme faisant partie de la Fonction publique du Canada ou d'une province. Si la société ou l'organisme est désigné mandataire de Sa Majesté sans que ne soit précisé le statut de ses fonctionnaires et de ses employés, ces derniers seront considérés comme des fonctionnaires ou des représentants du Canada ou d'une province, suivant le cas.
- 3. Les fonctionnaires ou les représentants du Canada ou d'une province sont, en vertu de l'alinéa 250(1)c), réputés être des résidents du Canada pendant toute une année d'imposition, s'ils ont reçu des frais de représentation, s'ils résidaient au Canada ou s'ils étaient réputés être des résidents du Canada (par ex., les membres des Forces canadiennes en service à l'étranger) immédiatement avant leur nomination ou leur emploi par le Canada ou par une province. Le conjoint d'un tel fonctionnaire ou représentant est aussi réputé être un résident du Canada pendant toute une année d'imposition, s'il a résidé au Canada au cours d'une année antérieure et s'il vivait avec ledit fonctionnaire ou représentant à une date quelconque de l'année. Les enfants d'un tel fonctionnaire ou représentant sont aussi réputés être des résidents du Canada, s'ils étaient entièrement à la charge de ce dernier et étaient âgés de moins de 21 ans à un moment quelconque de l'année ou s'ils étaient âgés de plus de 21 ans, mais étaient des personnes à charge en raison d'une infirmité ou parce qu'ils fréquentaient l'école ou l'université à plein temps.

- 4. An officer or servant referred to in 3 above is deemed to be resident in Canada throughout a taxation year regardless of where he lives or performs the services. If at any time in a taxation year, such officer or servant ceases to be a person so described, then subsection 250(2) deems that person to have been resident in Canada only during the part of the year preceding that time. Subsection 250(2) also applies to deem the spouse and children of the officer or servant to have been resident in Canada only during the part of the year preceding that time if they had been deemed to be resident in Canada before that time. After an officer or servant ceases to be a person referred to in 3 above, the residency status will depend on the factors outlined in 4 to 12 of IT-221R2.
- 5. Individuals who are deemed to be resident in Canada are required to file Canadian income tax returns and pay tax accordingly. In addition to federal income tax, such individuals must pay, in lieu of provincial income tax, the additional tax as described in subsection 120(1). An officer or employee of a crown corporation or agency who is not an officer or servant of Canada or of a province and who is absent from Canada for 2 years or longer will be presumed to have become a non-resident of Canada provided that the requirements for non-resident status outlined in 6 to 12 of IT-221R2 are satisfied. Non-residents do not normally have to file income tax returns in Canada.
- An officer or employee of a crown corporation or agency who is required to perform the duties of an office or employment outside Canada for an extended period of time should carefully consider his tax position. The corporation or agency should be asked to provide advice as to whether or not he is an officer or servant of Canada, or of a province, and whether or not tax would be payable as a resident in Canada under subsection 250(1) when serving abroad. It should be borne in mind that a person claiming to be a non-resident for income tax purposes may be required to substantiate such a claim. In this connection, reference should be made to IT-221R2 which sets out the requirements for achieving non-resident status. An officer or employee of a crown corporation or agency who intends to make such a claim by reason of the fact that he is not an officer or servant of Canada or a province should ask the corporation or agency to provide him with suitable evidence to that effect.
- 7. Any crown corporation or agency requiring assistance in determining whether its officers and employees are officers or servants of Canada, or of a province, may write to the Director General, Non-Corporate Rulings and Publications Directorate, Department of National Revenue, Taxation, 875 Heron Road, Ottawa, K1A 0L8. Reference should be made to the statute under which the corporation or agency was organized or established and to the number of officers and employees likely to be affected by subsection 250(1) of the Act.

- 4. Un fonctionnaire ou un représentant décrit en 3 ci-dessus est réputé être un résident du Canada pour toute une année d'imposition peu importe où il habite ou exécute ses fonctions. Lorsque, à une date quelconque d'une année d'imposition, un fonctionnaire ou un représentant cesse d'être une personne ainsi décrite, il sera réputé en vertu du paragraphe 250(2) n'avoir été un résident du Canada que durant la partie de l'année précédant ce changement. En vertu du paragraphe 250(2), le conjoint et les enfants du fonctionnaire ou représentant sont également réputés avoir été des résidents du Canada seulement durant la partie de l'année précédant le changement, s'ils étaient réputés être des résidents du Canada avant cette date. Une fois qu'un fonctionnaire ou un représentant cesse d'être une personne visée au numéro 3 ci-dessus, son statut de résident dépend des facteurs décrits aux numéros 4 à 12 du Bulletin IT-221R2.
- 5. Les particuliers qui sont réputés être des résidents du Canada sont tenus de produire une déclaration d'impôt sur le revenu du Canada et de payer l'impôt en conséquence. En plus de l'impôt sur le revenu fédéral, ces particuliers doivent payer, au lieu de l'impôt sur le revenu provincial, le supplément d'impôt décrit au paragraphe 120(1). Un fonctionnaire ou un employé d'une société ou d'un organisme de la Couronne qui n'est pas un fonctionnaire ou un représentant du Canada ou d'une province et qui est absent du Canada pendant au moins 2 ans sera présumé être devenu un non-résident du Canada, s'il satisfait aux exigences du statut de non-résident décrites aux numéros 6 à 12 du Bulletin IT-221R2. Les non-résidents ne sont normalement pas tenus de produire de déclaration d'impôt sur le revenu au Canada.
- 6. Un fonctionnaire ou un employé d'une société ou d'un organisme de la Couronne que l'on envoie en service commandé hors du Canada pour une période prolongée devrait examiner avec soin sa situation fiscale. Il devrait se renseigner auprès de la société ou de l'organisme de la Couronne pour savoir s'il est un fonctionnaire ou un représentant du Canada ou d'une province et si l'impôt sera payable comme résident du Canada en vertu du paragraphe 250(1) pendant son séjour à l'étranger. Il faut bien se rappeler que l'on peut exiger d'une personne qui se déclare non résidante aux fins de l'impôt sur le revenu qu'elle établisse le bien-fondé d'une telle réclamation. À cette fin, consulter le bulletin d'interprétation IT-221R2 qui décrit les exigences relatives au statut de non-résident. Un fonctionnaire ou un employé d'une société ou d'un organisme de la Couronne qui a l'intention de faire une telle déclaration parce qu'il n'est ni fonctionnaire ni représentant du Canada ou d'une province devrait demander à la société ou à l'organisme de lui fournir les preuves voulues.
- 7. Toute société ou tout organisme de la Couronne qui a besoin de conseils pour déterminer si ses fonctionnaires et ses employés sont des fonctionnaires ou des représentants du Canada ou d'une province peut écrire au Directeur général, Direction des Décisions ne concernant pas les corporations et des publications, Ministère du Revenu national, Impôt, 875, chemin Heron, Ottawa, K1A 0L8. Prière de préciser la loi en vertu de laquelle la société ou l'organisme de la Couronne a été institué ou établi ainsi que le nombre de fonctionnaires et d'employés susceptibles d'être visés par le paragraphe 250(1) de la Loi.

SUBJECT: INCOME TAX ACT

Crown Corporation Employees Abroad

NO.: IT-106R2 DATE: February 15, 1991

REFERENCE: Subsection 250(1) (also subsection 2(1))

OBJET: LOI DE L'IMPÔT SUR LE REVENU

Employés des sociétés d'État en service à l'étranger

N°: **IT-106R2** DATE: Le 15 février 1991 RENVOI: Le paragraphe 250(1) (aussi le paragraphe 2(1))

19N 1 2 1991

Application

NKar

This bulletin replaces and cancels IT-106R dated December 28, 1982. Current revisions are designated by vertical lines.

Summary

This bulletin deals with employees of federal or provincial Crown corporations or agencies who live and work outside Canada. Such employees may be deemed to be resident in Canada and thus subject to Canadian income tax on their income from all sources.

Discussion and Interpretation

- 1. Subsection 250(1) deems various categories of individuals to be resident in Canada. However, individuals who are resident in Canada on the basis of the factors outlined in 4 to 12 of IT-221R2 (factual residents in Canada) cannot be deemed residents in Canada by virtue of subsection 250(1). Deemed residents in Canada, like factual residents in Canada, are taxable under subsection 2(1). Officers and servants of Canada and officers and servants of a province who are absent from Canada and are not factual residents in Canada are deemed to be resident in Canada by virtue of paragraph 250(1)(c) if the circumstances discussed in 3 below are applicable.
- 2. The term "officer or servant of Canada" or "officer or servant of a province" includes any officer or employee of a federal or provincial Crown corporation or agency if, in the statute under which it is organized or established, its officers and employees are given the status of servants of Her Majesty or are designated as being part of the public service of Canada or the province. If the corporation or agency is designated as an agent of her Majesty without specific mention being made as to the status of its officers and employees, they

Application

Ce bulletin annule et remplace le Bulletin d'interprétation IT-106R du 28 décembre 1982. Les dernières révisions sont indiquées par des traits verticaux.

Résumé

Ce bulletin traite des employés des sociétés ou des organismes d'État (du chef du Canada ou d'une province) qui vivent et travaillent à l'extérieur du Canada. Ces employés peuvent être réputés résider au Canada et sont donc assujettis à l'impôt canadien sur leur revenu de toutes provenances.

Discussion et interprétation

- 1. Le paragraphe 250(1) décrit différentes catégories de particuliers qui sont réputés résider au Canada. Toutefois, les particuliers qui sont résidents du Canada en vertu des facteurs exposés aux numéros 4 à 12 du IT-221R2 (résidents de fait du Canada) ne peuvent pas être réputés résidents conformément au paragraphe 250(1). Les résidents réputés du Canada, comme les résidents de fait du Canada, sont donc imposables en vertu du paragraphe 2(1). Les représentants et les fonctionnaires du Canada, ainsi que les représentants et les fonctionnaires d'une province, qui sont absents du Canada et qui ne sont pas des résidents de fait du Canada sont réputés être des résidents canadiens en vertu de l'alinéa 250(1)c) si les conditions énoncées au numéro 3 ci-dessous sont remplies.
- 2. L'expression «représentant ou fonctionnaire du Canada» et l'expression «représentant ou fonctionnaire d'une province» comprennent tout représentant et tout employé d'une société ou d'un organisme d'État (du chef du Canada ou d'une province) si, dans la loi en vertu de laquelle la société est constituée ou en vertu de laquelle l'organisme est établi, les agents ou les employés de la société ou de l'organisme obtiennent le statut d'employés ou de préposés de Sa Majesté ou s'il y est indiqué qu'ils font partie de la fonction publique du Canada ou de la province. Si la société ou l'organisme sont désignés comme un



will be assumed to be officers or servants of Canada or a province, as the case may be.

- 3. Officers or servants of Canada or a province who are not factual residents in Canada are, by virtue of paragraph 250(1)(c), deemed to be resident in Canada throughout a taxation year if they received representation allowances, or if immediately prior to their appointment or employment by Canada or the province, they were
 - (a) resident in Canada or
 - (b) deemed to be resident in Canada (e.g., members of the Canadian Forces who were not factual residents in Canada and had been serving abroad).

The spouse of an officer or servant described in paragraph 250(1)(c) is, if not a factual resident in Canada, also deemed by paragraph 250(1)(e) to be resident in Canada throughout a taxation year if he or she was resident in Canada in any previous year and was living with said officer or servant at any time during the year. The children of such an officer or servant are, if they are not factual residents in Canada, also deemed by paragraph 250(1)(f) to be resident in Canada if they were dependent on the officer or servant for support and were

- (c) under 18 years of age at any time during the year, or
- (d) 18 years of age or over throughout the year and dependent either by reason of physical or mental infirmity.
- 4. An officer or servant referred to in 3 above who is not a factual resident in Canada is deemed to be resident in Canada throughout a taxation year regardless of where the officer or servant lives or performs the services. If such an officer or servant ceases to be described in 3 above at any time in a taxation year, then subsection 250(2) deems that person to have been resident in Canada only during the part of the year preceding that time. Subsection 250(2) also applies to deem the spouse and children of the officer or servant to have been resident in Canada only during the part of the year preceding that time if they had been deemed to be resident in Canada before that time. After an officer or servant ceases to be a person referred to in 3 above, the residency status will depend on the factors outlined in 4 to 12 of IT-221R2.
- 5. Individuals who are deemed to be resident in Canada are required to file Canadian income tax returns and pay tax accordingly. In addition to federal income tax, such individuals must pay, in lieu of provincial income tax,

représentant de Sa Majesté sans que le statut des représentants et des employés de la société ou de l'organisme soit expressément indiqué, les représentants et les employés sont réputés être des représentants ou des fonctionnaires du Canada ou d'une province, selon le cas.

- 3. Les représentants ou les fonctionnaires du Canada ou d'une province qui ne sont pas des résidents de fait du Canada sont réputés, en vertu de l'alinéa 250(1)c), être des résidents du Canada durant toute une année d'imposition s'ils ont reçu des frais de représentation ou si, immédiatement avant leur nomination ou leur emploi par le Canada ou par la province, ils étaient
 - a) des résidents du Canada ou
 - b) réputés être des résidents du Canada (p. ex., des membres des Forces canadiennes qui n'étaient pas des résidents de fait du Canada et qui étaient en poste à l'étranger).

Le conjoint d'un représentant ou d'un fonctionnaire visés par l'alinéa 250(1)c) qui n'est pas résident de fait du Canada est également réputé, en vertu de l'alinéa 250(1)e), avoir été un résident du Canada durant toute une année d'imposition s'il avait été résident du Canada au cours d'une année antérieure et qu'il a vécu avec le représentant ou le fonctionnaire à une date quelconque de l'année. De plus, en vertu de l'alinéa 250(1)f), les enfants d'un tel représentant ou fonctionnaire qui n'étaient pas résidents de fait du Canada sont eux aussi réputés être des résidents canadiens s'ils dépendaient du représentant ou du fonctionnaire pour leur subsistance et qu'ils étaient âgés

- c) de moins de 18 ans à un moment quelconque de l'année ou
- d) de 18 ans et plus pendant toute l'année et qu'ils étaient à la charge de la personne en raison d'une infirmité physique ou mentale.
- 4. Un représentant ou un fonctionnaire au sens indiqué au numéro 3 ci-dessus qui n'est pas un résident de fait du Canada est réputé avoir été résident du Canada durant une année d'imposition entière, quel que soit le lieu où il vit ou remplit ses fonctions. Si, à une date quelconque d'une année d'imposition, un tel représentant ou fonctionnaire cesse de faire partie d'une des catégories décrites au numéro 3 ci-dessus, il est réputé, en vertu du paragraphe 250(2), avoir été un résident du Canada uniquement durant la partie de l'année qui a précédé cette date. De plus, en vertu du même paragraphe, le conjoint et les enfants du représentant ou du fonctionnaire sont réputés, s'ils étaient réputés avoir été résidents du Canada avant cette date, avoir cessé d'être résidents du Canada à cette date. Après qu'un représentant ou un fonctionnaire cesse d'être une personne visée par le numéro 3 ci-dessus, son statut de résident ou de nonrésident dépendra des facteurs exposés aux numéros 4 à 12 du IT-221R2.
- 5. Les particuliers qui sont réputés être des résidents du Canada sont tenus de produire des déclarations de revenus au Canada et de payer l'impôt en conséquence. En plus de l'impôt fédéral sur le revenu, ces particuliers doivent payer, au lieu de l'impôt

the additional tax as described in subsection 120(1). An officer or employee of a Crown corporation or agency who is not an officer or servant of Canada or of a province and who is absent from Canada for 2 years or longer will be presumed to have become a non-resident of Canada provided that the requirements for non-resident status outlined in 6 to 12 of IT-221R2 are satisfied. Non-residents do not normally have to file income tax returns in Canada.

- 6. An officer or employee of a Crown corporation or agency who is required to perform the duties of an office or employment outside Canada for an extended period of time should carefully consider his or her tax position. The corporation or agency should be asked to provide advice as to whether or not he or she is an officer or servant of Canada, or of a province, and whether or not tax would be payable as a resident in Canada under subsection 250(1) when serving abroad. It should be borne in mind that a person claiming to be a non-resident for income tax purposes may be required to substantiate such a claim. In this connection, reference should be made to IT-221R2 which sets out the requirements for achieving non-resident status. An officer or employee of a Crown corporation or agency who intends to make such a claim by reason of the fact that he or she is not an officer or servant of Canada or a province should ask the corporation or agency to provide suitable evidence to that effect.
- 7. Any Crown corporation or agency requiring assistance in determining whether its officers and employees are officers or servants of Canada, or of a province, may write to the Director General, Rulings Directorate, Department of National Revenue, Taxation, 875 Heron Road, Ottawa, K1A 0L8. Reference should be made to the statute under which the corporation or agency was organized or established and to the number of officers and employees likely to be affected by subsection 250(1) of the Act.

provincial sur le revenu, le supplément d'impôt indiqué au paragraphe 120(1). Un représentant ou un employé d'une société ou d'un organisme d'État qui n'est pas un représentant ou un fonctionnaire du Canada ou d'une province et qui est absent du Canada pendant au moins deux ans est présumé être devenu un non-résident du Canada, s'il satisfait aux exigences du statut de non-résident énoncées aux numéros 6 à 12 du IT-221R2. Les non-résidents ne sont normalement pas tenus de produire de déclarations de revenus au Canada.

- Un représentant ou un employé d'une société ou d'un organisme d'État que l'on envoie en service commandé hors du Canada pour une période prolongée devrait examiner avec soin sa situation fiscale. Il devrait se renseigner auprès de la société ou de l'organisme pour savoir s'il est ou non un fonctionnaire ou représentant du Canada ou d'une province et s'il devra payer l'impôt comme résident du Canada en vertu du paragraphe 250(1) pendant son service à l'étranger. Il faut bien se rappeler que, si une personne se dit non résidante aux fins de l'impôt sur le revenu, elle peut être obligée d'établir le bien-fondé d'une telle affirmation. À cette fin, veuillez consulter le IT-221R2 qui expose les exigences relatives au statut de non-résident. Un représentant ou un employé d'une société ou d'un organisme d'État qui a l'intention de faire une telle affirmation parce qu'il n'est ni fonctionnaire ni représentant du Canada ou d'une province devrait demander à la société ou à l'organisme de lui fournir des preuves appropriées.
- 7. Toute société et tout organisme d'État qui a besoin de conseils pour déterminer si ses représentants et ses employés sont des représentants ou des fonctionnaires du Canada ou d'une province peuvent écrire au Directeur général, Direction des décisions, ministère du Revenu national, Impôt, 875, chemin Heron (Ottawa) K1A 0L8. Il faut alors préciser la loi en vertu de laquelle la société ou l'organisme d'État a été constitué ou établi, ainsi que le nombre de représentants et d'employés susceptibles d'être visés par le paragraphe 250(1) de la Loi.



NTERPRETATION

MINISTÈRE DU REVENU NATIONAL, IMPÔT

SUBJECT

INCOME TAX ACT

Costs of Disposition of Capital Property

Affected by the Median Rule

SERIAL NO: REFERENCE: IT-107 June 14, 1973 DATE: Paragraph 26(3)(c) of the Income Tax

Application Rules, 1971 (ITAR)

OB IET

LOI DE L'IMPÔT SUR LE REVENU

Coûts de la disposition de biens en immobilisations

touchés par la règle de la médiane

Nº DE SÉRIE:

IT-107

le 14 juin 1973 DATE:

RENVOI:

Alinéa 26(3)c) des Règles de 1971 concernant l'appli-

cation de l'impôt sur le revenu. (RAIR)

- 1. The term "proceeds of disposition" in paragraph 26(3)(c) of the ITAR means gross proceeds before deduction of any outlays and expenses in connection with the disposition such as commission and brokerage. However, the adjusted cost base and such outlays and expenses are aggregated in calculating gains and losses.
- 2. Thus, as illustrated below, a capital loss can arise where the median amount under subsection 26(3) of the ITAR is the proceeds of disposition of capital property that is neither depreciable property nor an interest in a partnership.

Example

Assume:

Actual cost of capital property (in this	
case, shares)	\$100.00
Fair market value on Valuation Day	\$120.00
Proceeds of sale (before deduction of brokerage of \$1.50)	\$114.00
The median amount under ITAR 26(3) is \$114.00	

Calculation of capital loss:

Adjusted cost base (median amount)	\$1	14.00
Add brokerage (subparagraph 40(1)(b)(i))		1.50
	1	15.50
Deduct proceeds of disposition (gross)	_1	14.00
Capital loss	\$	1.50

- 1. L'expression "produit de la disposition" à l'alinéa 26(3)c) des RAIR désigne le produit brut avant la déduction de tous débours et dépenses en rapport avec la disposition, comme les commissions et les frais de courtage. Toutefois, le prix de base rajusté, les débours et les dépenses sont réunis lors du calcul des gains et des pertes.
- 2. Ainsi, comme dans l'exemple ci-après, il peut se produire une perte en capital lorsque le montant fixé par la règle de la médiane en vertu du paragraphe 26(3) des RAIR constitue le produit de la disposition d'un bien en immobilisations qui n'est ni un bien amortissable ni une participation dans une société.

Coût réel du bien en immobilisations (dans ce

Déduire le produit de la disposition (brut)

Perte en capital

Exemple

Hypothèses:

cas, actions)

Juste valeur marchande au Jour de l'évaluation	\$120.00			
Produit de la vente (avant déduction des frais de courtage de \$1.50)	\$114.00			
Montant fixé par la règle de la médiane en vertu des RAIR 26(3): \$114.00				
Calcul de la perte en capital:				
Prix de base rajusté (montant selon la règle de				
la médiane)	\$114.00			
Plus frais de courtage (sous-alinéa 40(1)b)(i))	1.50			
	115.50			

\$100.00

114.00

\$ 1.50



MINISTÈRE DU REVENU NATIONAL, IMPÔT

INTERPRETATION

BULLETIN

SUBJECT:

INCOME TAX ACT Unpaid Amounts

OBJET:

LOI DE L'IMPÔT SUR LE REVENU Sommes impayées

SERIAL NO-REFERENCE: IT-109 June 15, 1973 DATE: Section 78 (also subsection 153(1) and paragraph 18(1)(e))

IT-109 le 15 juin 1973 Nº DE SÉRIE: DATE: Article 78 (Voir aussi le paragraphe 153(1) et RENVOL.

l'alinéa 18(1)e))

- 1. This Bulletin cancels and replaces Interpretation Bulletin IT-19 dated July 13, 1971.
- 2. Section 78 of the Income Tax Act provides rules in certain circumstances where a taxpayer who reports his income on an accrual basis has failed to pay, in a taxation year, an amount he has charged to expense in that year. Special rules are provided where the amount in question is in respect of unpaid salary, wages or other remuneration.

Unpaid Amounts (Other Than Employee Remuneration)

- 3. The provisions of subsection 78(1) apply when all the following factors are present:
 - (a) the amount owing is in respect of a deductible outlay or expense, other than salary, wages or other remuneration from an office or employment,
 - (b) the amount was unpaid at the end of the taxation year in which it was incurred and is still unpaid at the end of the second taxation year following that year (unless the circumstances are as set out in subsection 78(2) which deals with corporations that are wound up), and
 - (c) the taxpayer and the person to whom the amount is owing were not dealing at arm's length, both at the time the expense was incurred and at the end of the taxpayer's second taxation year following the one in which the expense was incurred.
- 4. In the foregoing circumstances, the amount so unpaid is included in the taxpayer's income for the third taxation year following that in which the outlay or expense was incurred. This is so even though the amount is paid in that third taxation year or in a later one, unless an agreement is filed pursuant to paragraph 78(1)(b), as outlined below.

Unpaid Amounts in Respect of Employee Remuneration

5. Subsections 78(3) and (4) deal specifically with those situations where the amount owing by a debtor to a creditor consists of salary, wages or other remuneration in respect of an office or employment and the

- 1. Le présent Bulletin annule et remplace le Bulletin d'interprétation IT-19 du 13 juillet 1971.
- 2. L'article 78 de la Loi de l'impôt sur le revenu prescrit les règles s'appliquant dans certaines circonstances à l'égard d'un contribuable qui déclare son revenu selon la comptabilité d'exercice et qui a omis de payer, au cours d'une année d'imposition, une somme qu'il a imputée à ses dépenses pour cette année-là. Des règles spéciales s'appliquent lorsque la somme en cause a trait à un traitement, un salaire ou une autre rémunération impayée.

Sommes impayées (autre que la rémunération d'un employé)

- 3. Les dispositons du paragraphe 78(1) s'appliquent lorsque se trouve présents tous les facteurs suivants:
 - a) La somme due a trait à des dépôts ou dépenses déductibles autres qu'un traitement, salaire ou autre rémunération pour une charge ou un emploi,
 - b) La dépense n'a pas été payée à la fin de l'année d'imposition durant laquelle elle a été engagée et n'a pas encore été payée à la fin de la deuxième année d'imposition suivant cette année-là (à moins que les circonstances ne soient celles qui sont exposées au paragraphe 78(2) qui s'applique aux corporations liquidées) et
 - c) le contribuable et la personne à qui la somme est due traitaient avec un lien de dépendance, à la fois au moment où la dépense a été engagée et à la fin de la deuxième année d'imposition du contribuable suivant celle durant laquelle la dépense a été engagée.
- 4. Dans de telles circonstances, la somme impayée doit être incluse dans le revenu du contribuable pour la troisième année d'imposition qui suit celle durant laquelle les débours ou dépenses ont été engagés. Il en sera ainsi même si la somme est payée durant la troisième année d'imposition ou au cours d'une année suivante, à moins qu'un accord ne soit produit en conformité de l'alinéa 78(1)b), comme il est expliqué ci-après.

Sommes impayées de rémunération d'un employé

5. Les paragraphes 78(3) et (4) traitent expressément des situations où la somme due par un débiteur à un créancier représente un traitement, un salaire ou une autre rémunération pour une charge ou un emploi et où la somme en cause n'a pas 2 IT-109

amount remains unpaid at the end of the taxation year following that in which the expense was incurred. The differences in tax treatment between these amounts and other unpaid amounts under section 78 are illustrated by the example in Appendix A.

Filing An Agreement

- 6. Where a debtor and a creditor file an agreement in the prescribed form, the unpaid amount in question is deemed to have been paid by the debtor and loaned back by the creditor, with all the tax consequences that flow therefrom. Where the unpaid amount in an agreement is in respect of salary, wages or other remuneration, the debtor (employer) is required to remit to the Receiver General such amount of income tax as he would have been required by section 153 to deduct and remit had he actually paid the amount owing to the creditor (employee). In ordinary circumstances, where a debtor and a creditor file a prescribed agreement within the time limits prescribed by paragraph 78(3)(b), it is not the Department's policy to levy a penalty in respect of withholding tax requirements, provided that the amount so withheld is remitted on or before the fifteenth day of the month following the month in which the election is filed.
- 7. Where a debtor and a creditor file an agreement after the time period specified in subsection 78(1) or (3), as the case may be, that agreement is valid but the debtor is required by subsection 78(6) to include in his income for the second or third taxation year following, as the case may be, an amount equal to 25% of the amount owing to the creditor.

Problems Involving Section 78

- 8. The nature of some of the problems involving section 78 and the manner in which they are dealt with by the Department are outlined below.
- (a) Debtor and Creditor on the Accrual Basis:
 - In circumstances where an unpaid amount exists between a debtor and a creditor not dealing at arm's length and where both taxpayers account for income on the accrual basis and bring the unpaid amount into income account, it is the practice of the Department not to invoke section 78 except in circumstances where the unpaid amount in question appears to be part of a tax avoidance scheme which perhaps might involve:
 - (i) the claiming of a reserve under paragraph
 20(1)(1) or (n) or a deduction under paragraph
 20(1)(p) in respect of the unpaid amount, or
 - (ii) the deferment of tax under Part XIII of the Act where the creditor is a non-resident.

As well, if an unpaid amount is reported as income in the year of accrual by a taxpayer who is on the cash basis, section 78 is not applied to the paying corporation.

encore été payée à la fin de la première année d'imposition qui suit celle durant laquelle les dépenses ont été engagées. Vous trouverez à l'annexe A un exemple du traitement fiscal différent qu'accorde l'article 78 à ces sommes, par rapport aux autres sommes impayées.

Production d'un accord

- 6. Lorsqu'un débiteur et un créancier produisent un accord en la forme prescrite, la somme impayée en cause est réputée avoir été payée par le débiteur et prêtée à nouveau par le créancier, avec toutes les conséquences fiscales que cela comporte. Lorsque la somme impayée qui fait l'objet d'un accord se rapporte à un traitement, un salaire ou une autre rémunération, le débiteur (l'employeur) est tenu de verser au Receveur général la somme d'impôt sur le revenu qu'il aurait été tenu, en vertu de l'article 153, de déduire et de verser s'il avait réellement payé la somme due au créancier (l'employé). Dans des circonstances ordinaires, lorsque le débiteur et le créancier produisent un accord en la forme prescrite et dans les délais mentionnés à l'alinéa 78(3)b), la politique du Ministère consiste à ne pas imposer de pénalité en ce qui concerne les exigences des retenues d'impôt, à la condition que la somme ainsi retenue soit versée au plus tard le 15ième jour du mois qui suit celui durant lequel le choix a été exercé.
- 7. Lorsqu'un débiteur et un créancier produisent un accord après l'expiration du délai mentionnée au paragraphe 78(1) ou (3), selon le cas, cet accord demeure valable, mais le débiteur est tenu par le paragraphe 78(6) de comprendre dans son revenu pour la deuxième ou la troisième année d'imposition suivante, selon le cas, un montant égal à 25% de la somme due au créancier.

Problèmes concernant l'article 78

- 8. Il est traité ci-après de la nature de certains des problèmes soulevés par l'article 78 et de la pratique du Ministère à leur égard.
- a) Débiteur et créancier utilisent la comptabilité d'exercice:

 Dans les circonstances où il existe une somme impayée entre un débiteur et un créancier qui traitent avec un lien de dépendance et que les deux contribuables en cause déclarent leur revenu selon la comptabilité d'exercice et comprennent la somme impayée dans le calcul de leur revenu, la pratique du Ministère consiste à ne pas appliquer l'article 78, sauf lorsque la somme impayée en question semble faire partie d'un stratagème d'évitement fiscal pouvant comporter:
 - (i) la réclamation d'une réserve en vertu des alinéas 20(1)I) ou n) ou d'une déduction en vertu de l'alinéa 20(1)p) à l'égard de la somme impayée ou
 - (ii) la remise à plus tard de l'impôt en vertu de la Partie XIII de la Loi, si le créancier est un non-résident.

De plus, si la somme impayée est déclarée à titre de revenu pour l'année d'échéance par un contribuable qui utilise la comptabilité de caisse, l'article 78 ne s'applique pas à la corporation qui a payé la somme en cause. IT-109

(b) "Payment" by Promissory Note:

For purposes of section 78, an ordinary promissory note is regarded as a promise to pay a debt at a later date and not as payment of the debt on the date on which the note was issued.

(c) Purchase of Inventory:

Unpaid debts incurred for the purchase of inventory, to the extent that such inventory is not charged as a deduction in the computation of income of the debtor, are not considered to be subject to subsection 78(1).

(d) Non-Resident Withholding Tax Requirements:

Where paragraph 78(1)(b) of the Act is applicable in respect of an amount shown on the books of a Canadian taxpayer as being due by him to a non-resident with whom he does not deal at arm's length, and that amount is one which, if paid, would be subject to non-resident withholding tax, such a tax becomes applicable at the time when the amount is deemed, by virtue of filing an agreement, to have been paid by the Canadian taxpayer.

Because subparagraph 78(1)(b)(ii) provides that the amount due is deemed to have become a loan from the non-resident to the Canadian taxpayer, any payments made by the latter at a later date on account of that indebtedness is regarded as payment on account of the deemed loan and, therefore, as not being subject to non-resident withholding tax.

(e) Unpaid Amount vs. Reserve:

Paragraph 18(1)(e) provides that no deduction shall be made in respect of an amount transferred or credited to a reserve, contingent account, or sinking fund except as expressly permitted by the Act. In order that an expense which is unpaid at the end of a taxation year may be deductible for tax purposes, the liability so created in respect of that expense must constitute a genuine liability of the taxpayer. If such an unpaid amount does not constitute a genuine liability, no deduction is allowed. In order for a genuine liability to exist, there must be an enforceable claim by the creditor with a reasonable expectation that the debt will in fact be paid by the debtor. In the case of salaries, wages, bonuses, etc., which are accrued at the end of a fiscal period but are not allocated to specific employees at that time, it is the Department's view that these amounts constitute a reserve under paragraph 18(1)(e) unless they are allocated within the following taxation year.

(f) Identification of Payments with Amounts Unpaid: Where a balance unpaid in respect of a particular expense consists of several unpaid amounts of the same nature, payments (as they relate to these unpaid amounts) are considered as applying against the oldest amount outstanding, in the absence of evidence to the contrary.

b) "Paiement" par billet à ordre:

Aux fins de l'article 78, un billet à ordre ordinaire est considéré comme étant une promesse de payer une dette à une date ultérieure et non comme étant le paiement à la date d'émission du billet.

c) Achat de stocks:

Les dettes impayées qui sont engagées pour l'achat de stocks, dans la mesure où ces stocks ne sont pas appliqués à titre de déduction lors du calcul du revenu du débiteur, ne sont pas considérées comme étant assujetties au paragraphe 78(1).

d) Exigences en matière de retenues d'impôt sur les nonrésidents:

Lorsque l'alinéa 78(1)b) de la Loi s'applique à une somme indiquée dans les livres d'un contribuable canadien comme étant due par lui à un non-résident avec lequel il a un lien de dépendance et que la somme en question, si elle était payée, serait assujettie aux retenues d'impôt sur les non-résidents, cet impôt devient exigible à la date à laquelle la somme est réputée, vu la production d'un accord, avoir été payée par le contribuable canadien.

Le sous-alinéa 78(1)b)(ii) stipulant que la somme due est réputée être devenue un prêt fait par le non-résident au contribuable canadien, tout paiement fait ultérieurement par ce dernier à l'égard de cette dette est considérée comme un paiement à valoir sur le présumé prêt et, par conséquent, comme n'étant pas assujetti aux retenues d'impôt sur les non-résidents.

e) Somme impayée par opposition à réserve:

L'alinéa 18(1)e) stipule qu'aucune déduction ne peut être réclamée à l'égard d'une somme transférée ou créditée à un compte de réserve, à un compte de prévoyance ou à une caisse d'amortissement, sauf ce qui est expressément permis par la Loi. Pour qu'une dépense impavée à la fin d'une année d'imposition puisse être déductible aux fins de l'impôt, l'obligation ainsi créée relativement à cette dépense doit constituer une obligation véritable du contribuable. Si la somme impayée en cause ne constitue pas une obligation véritable, aucune déduction n'est admise. Pour qu'il existe une véritable obligation, il doit y avoir une réclamation exécutoire par le créancier et il doit sembler raisonnablement probable que la dette sera réellement payée par le débiteur. Dans le cas d'un traitement, d'un salaire, d'une gratification, etc., qui s'accumulent jusqu'à la fin d'un exercice financier, mais ne sont pas alors attribués à des employés en particulier, le Ministère est d'avis que ces sommes constituent une réserve en vertu de l'alinéa 18(1)e) à moins qu'ils ne soient attribués au cours de l'année d'imposition suivante.

f) Identification des paiements avec les sommes impayées:

Lorsqu'un solde impayé relativement à une dépense donnée consiste en plusieurs sommes de même nature, ces paiements (s'ils se rapportent à ces sommes impayées) sont considérés comme étant affectés au paiement de la plus ancienne somme due, en l'absence d'une preuve du contraire.

(g) Transient Labour:

Occasionally, an employer of transient labour may make a payment out of an unclaimed wages account after paragraph 78(3)(a) has operated to include in his income the unpaid amount in respect of that employee's wages. In these circumstances, a deduction for the amounts so paid is allowed as a deduction from the employee's income in the year of payment.

g) Main-d'oeuvre itinérante:

A l'occasion, un employeur de main d'oeuvre itinérante peut faire un paiement sur un compte de salaires non réclamés après avoir appliqué l'alinéa 78(3)a), afin d'inclure dans son revenu la somme impayée relativement au salaire de l'employé en question. Dans ces circonstances, on admettra la déduction des sommes ainsi payées du revenu de l'employeur pour l'année durant laquelle le paiement a été fait.

INTERPRETATION

D'INTERPRÉTATION

SUBJECT: INCOME TAX ACT Unpaid Amounts

OBJET: LOI DE L'IMPÔT SUR LE REVENU Sommes impayées

NO: IT-109R

DATE: March 25, 1981

REFERENCE: Section 78 (also section 80, subsections 88(1) and 153(1) and paragraph 18(1)(e))

1. This bulletin cancels and replaces Interpretation Bulletin IT-109 dated June 15, 1973. Current revisions are designated by vertical lines.

2. Section 78 of the Act provides rules that apply in certain circumstances where a taxpayer who reports his income on an accrual basis has failed to pay an amount he has charged to expense. Special rules are also provided where the amount in question is in respect of unpaid salary, wages or other remuneration.

Unpaid Amounts (Other Than Employee Remuneration)

3. The provisions of subsection 78(1) apply when all the following factors are present:

(a) the amount owing is in respect of a deductible outlay or expense, other than salary, wages or other remuneration from an office or employment,

(b) the amount was unpaid at the end of the taxation year in which it was incurred and is still unpaid at the end of the second taxation year following that year (unless the circumstances are as set out in subsection 78(2) which deals with corporations that are wound up), and

(c) the taxpayer and the person to whom the amount is owing were not dealing at arm's length, both at the time the expense was incurred and at the end of the taxpayer's second taxation year following the one in which the expense was incurred.

4. In the foregoing circumstances, the amount so unpaid is included in the taxpayer's income for the third taxation year following that in which the outlay or expense was incurred. This is so even though the amount is paid in that third taxation year or in a later one, unless an agreement is filed pursuant to paragraph 78(1)(b), as outlined below.

5. For the purposes of subsections 78(1) and (2), "a deductible outlay or expense" does not include an outlay or expense in respect of inventory, eligible capital property or capital property, including depreciable property.

No: IT-109R

DATE: le 25 mars 1981

RENVOI: Article 78 (aussi l'article 80, les paragraphes 88(1) et 153(1) et l'alinéa 18(1)e))



1. Le présent bulletin annule et rémplace le Bulletin d'interprétation IT-109 du 15 juin 1973. Les traits verticaux indiquent les changements apportés.

2. L'article 78 de la Loi prescrit les règles s'appliquant dans certaines circonstances à l'égard d'un contribuable qui déclare son revenu selon la comptabilité d'exercice et qui a omis de payer une somme qu'il a imputée à ses dépenses. Des règles spéciales s'appliquent lorsque la somme en cause a trait à un traitement, salaire ou autre rémunération impayé.

Sommes impayées (autres que la rémunération d'un employé)

3. Les dispositions du paragraphe 78(1) s'appliquent lorsque toutes les conditions suivantes sont réunies:

a) La somme due a trait à des débours ou dépenses déductibles autres qu'un traitement, salaire ou autre rémunération pour une charge ou un emploi.

b) La somme n'avait pas été payée à la fin de l'année d'imposition durant laquelle elle avait été engagée et n'a pas encore été payée à la fin de la deuxième année d'imposition suivant cette année-là (à moins que les circonstances ne soient celles que prévoit le paragraphe 78(2), qui s'applique aux corporations liquidées) et

c) le contribuable et la personne à qui la somme est due traitaient avec lien de dépendance, à la fois au moment où la dépense a été engagée et à la fin de la deuxième année d'imposition du contribuable suivant celle durant laquelle la dépense a été engagée.

4. Dans les circonstances susmentionnées, la somme impayée doit être incluse dans le revenu du contribuable pour la troisième année d'imposition qui suit celle durant laquelle les débours ou dépenses ont été engagés. Il en sera ainsi même si la somme est payée durant la troisième année d'imposition ou au cours d'une année ultérieure, à moins qu'un accord ne soit produit en conformité de l'alinéa 78(1)b), comme il est expliqué ci-après.

5. Aux fins des paragraphes 78(1) et (2), l'expression «des débours ou dépenses déductibles» ne comprend pas les débours ou dépenses relatives à des stocks, biens en immobilisations admissibles ou biens en immobilisations, les biens amortissa-

IT-109R

Outlays or expenses which qualify as Canadian or foreign exploration and development expenses under subsection 66(15), Canadian exploration expense under subsection 66.1(6) or Canadian development expense under subsection 66.2(5) are also beyond the scope of these provisions.

Unpaid Amounts in Respect of Employee Remunera-

- 6. Subsections 78(3) and (4) deal specifically with those situations where the amount owing by a debtor to a creditor consists of salary, wages or other remuneration in respect of an office or employment and the amount remains unpaid at the end of the taxation year following that in which the expense was incurred. The differences in tax treatment between these amounts and other unpaid amounts under section 78 are illustrated by the example in Appendix A.
- 7. For the purposes of subsections 78(3) and (4), "salary, wages or other remuneration" refers to any amount that would, if received by the creditor, be included in computing income under subdivision a of Division B of Part I of the Act. It does not include amounts that would, if received by the creditor, be included in computing income under paragraph 56(1)(a) such as retiring allowances or death benefits; however, such amounts could be subject to subsections 78(1) and (2) where the relationship with the creditor is not at arm's length.

Non-Deductibility of Actual Payment

8. It should be noted that notwithstanding that an amount has been included in a taxpayer's income under paragraphs 78(1)(a) or 78(3)(a), there is no provision in the Act which would allow the taxpayer to claim a deduction if and when he actually pays the unpaid amount. The Department allows such a deduction only in the case referred to in 12(g), below.

Filing an Agreement

9. Where a debtor and a creditor file an agreement in the prescribed form, the unpaid amount in question is deemed to have been paid by the debtor and loaned back by the creditor, with all the tax consequences that flow therefrom. For instance, if the creditor had claimed a reserve under paragraphs 20(1)(l) or (n) or a deduction under paragraph 20(1)(p), the deemed payment will disqualify subsequent claims for reserves in respect of that amount, or will result in an income inclusion under paragraph 12(1)(i), as the case may be. Where the unpaid amount in an agreement is in respect of salary, wages or other remuneration, the debtor (employer) is required to remit to the Receiver General such amount of income tax as he would have been required by section 153 to deduct and remit had he actually paid the amount owing to the creditor (employee). In ordinary circumstances, where a debtor and a creditor file a prescribed agreement within the time limits prescribed by paragraph 78(3)(b), it is not the bles y compris. Les débours et dépenses qui constituent des frais d'exploration et d'aménagement au Canada ou à l'étranger en vertu du paragraphe 66(15), des frais d'exploration au Canada en vertu du paragraphe 66.1(6) ou des frais d'aménagement au Canada en vertu du paragraphe 66.2(5) ne tombent pas non plus sous le coup de ces dispositions.

Sommes impayées de rémunération d'un employé

- 6. Les paragraphes 78(3) et (4) traitent expressément des situations où la somme due par un débiteur à un créancier représente un traitement, un salaire ou une autre rémunération pour une charge ou un emploi et où la somme en cause n'a pas encore été payée à la fin de la première année d'imposition qui suit celle durant laquelle les dépenses ont été engagées. Vous trouverez à l'annexe A un exemple du traitement fiscal différent qu'accorde l'article 78 à ces sommes, par opposition aux autres sommes impayées.
- 7. Aux fins des paragraphes 78(3) et (4), l'expression «traitement, salaire ou autre rémunération» signifie toute somme qui, si elle était reçue par le créancier, entrerait dans le calcul du revenu en vertu de la sous-section a de la section B de la Partie I de la Loi. Ne sont pas comprises les sommes qui, si elles étaient reçues par le créancier, entreraient dans le calcul du revenu en vertu de l'alinéa 56(1)a), comme des allocations de retraite ou des prestations consécutives au décès. Les paragraphes 78(1) et (2) pourraient toutefois s'appliquer à ces montants s'il y avait lien de dépendance avec le créancier.

Non-déductibilité du paiement

8. Il est à remarquer que même si une somme a été incluse dans le revenu du contribuable en vertu de l'alinéa 78(1)a) ou 78(3)a), aucune disposition de la Loi n'accorde une déduction au contribuable au moment où celui-ci paie la somme due, s'il la paie. Le Ministère accorde une telle déduction uniquement dans le cas exposé en 12 g) ci-dessous.

Production d'un accord

9. Lorsqu'un débiteur et un créancier produisent un accord selon la forme prescrite, la somme impayée en cause est réputée avoir été payée par le débiteur et prêtée à nouveau par le créancier, avec toutes les conséquences fiscales que cela comporte. Si, par exemple, le créancier a déduit une réserve en vertu de l'alinéa 20(1)1) ou n) ou opéré une déduction en vertu de l'alinéa 20(1)p), le paiement réputé empêchera toute réserve ultérieure à l'égard de cette somme ou obligera à inclure le paiement dans le revenu en vertu de l'alinéa 12(1)i), selon le cas. Lorsque la somme impayée qui fait l'objet d'un accord se rapporte à un traitement, un salaire ou une autre rémunération, le débiteur (l'employeur) est tenu de verser au Receveur général la somme d'impôt sur le revenu qu'il aurait été tenu, en vertu de l'article 153, de déduire et de verser s'il avait réellement payé la somme due au créancier (l'employé). Dans des circonstances ordinaires, lorsque le débiteur et le créancier produisent un accord selon la forme prescrite et dans les délais mentionnés à l'alinéa 78(3)b), la politique du Ministère consiste à ne pas

IT-109R 3

Department's policy to levy a penalty in respect of withholding tax requirements, provided that the amount so withheld is remitted on or before the fifteenth day of the month following the month in which the election is filed.

- 10. Where a debtor and a creditor file an agreement after the time period specified in subsection 78(1) or (3), as the case may be, that agreement is valid but the debtor is required by subsection 78(6) to include in his income for the second or third taxation year following, as the case may be, an amount equal to 25% of the amount owing to the creditor. An agreement in prescribed form may be filed under subsection 78(6) provided that the necessary reassessments of both debtor and creditor may be made within the four year period referred to in subsection 152(4).
- 11. Once filed pursuant to section 78, an agreement between debtor and creditor may not be withdrawn or rescinded.

Problems Involving Section 78

- 12. The nature of some of the problems involving section 78 and the manner in which they are dealt with by the Department are outlined below.
 - (a) Debtor and Creditor on the Accrual Basis: In circumstances where an unpaid amount exists between a debtor and a creditor not dealing at arm's length and where both taxpayers account for income on the accrual basis and bring the unpaid amount into income account, it is the practice of the Department not to invoke section 78 except in circumstances where the unpaid amount in question appears to be part of a tax avoidance scheme which perhaps might involve:
 - (i) the claiming of a reserve under paragraph 20(1)(l) or (n) or a deduction under paragraph 20(1)(p) in respect of the unpaid amount, or
 - (ii) the deferment of tax under Part XIII of the Act where the creditor is a non-resident.

As well, if an unpaid amount is reported as income in the year by a taxpayer who is on the cash basis, section 78 is not applied to the paying corporation.

(b) "Payment" by Promissory Note: For purposes of section 78, an ordinary

For purposes of section 78, an ordinary promissory note is regarded as a promise to pay a debt at a later date and not as payment of the debt on the date on which the note was issued unless the agreement between the parties clearly indicates that the note has been accepted as absolute payment, as discussed in IT-436.

(c) Forgiveness of Debt:

As stated in 23 of IT-293R, where an amount has been included in income under section 78, the rules in section 80 will not be applied to that amount.

imposer de pénalité en ce qui concerne les exigences de retenue d'impôt, à condition que la somme ainsi retenue soit versée au plus tard le 15e jour du mois qui suit celui durant lequel le choix a été exercé.

- 10. Lorsqu'un débiteur et un créancier produisent un accord après l'expiration du délai mentionné au paragraphe 78(1) ou (3), selon le cas, cet accord demeure valable, mais le débiteur est tenu par le paragraphe 78(6) d'inclure dans son revenu pour la deuxième ou la troisième année d'imposition suivante, selon le cas, un montant égal à 25% de la somme due au créancier. Un accord selon la forme prescrite peut être produit conformément au paragraphe 78(6), pourvu que les nouvelles cotisations nécessaires puissent être établies à l'égard du débiteur et du créancier durant la période de quatre ans précisée au paragraphe 152(4).
- 11. Une fois produit, un accord entre un débiteur et un créancier en vertu de l'article 78 ne peut faire l'objet d'un retrait ou d'une révocation.

Problèmes concernant l'article 78

- 12. Il est traité ci-après de la nature de certains des problèmes soulevés par l'article 78 et de la pratique du Ministère à leur égard.
 - a) Débiteur et créancier utilisant la comptabilité d'exercice:

Lorsqu'il existe une somme impayée entre un débiteur et un créancier qui traitent avec lien de dépendance et que les deux contribuables en cause déclarent leur revenu selon la comptabilité d'exercice et incluent la somme impayée dans le calcul de leur revenu, le Ministère n'applique pas l'article 78, sauf lorsque la somme impayée en question semble faire partie d'un stratagème d'évitement fiscal pouvant comporter:

- (i) la déduction d'une réserve en vertu de l'alinéa 20(1)l) ou n) ou une déduction en vertu de l'alinéa 20(1)p) à l'égard de la somme impayée ou
- (ii) le report de l'impôt en vertu de la Partie XIII de la Loi, si le créancier est un non-résident.

De plus, si la somme impayée est déclarée à titre de revenu pour l'année par un contribuable qui utilise la comptabilité de caisse, l'article 78 ne s'applique pas à la corporation qui doit payer cette somme.

b) «Paiement» par billet à ordre:

Aux fins de l'article 78, un billet à ordre ordinaire est considéré comme une promesse de payer une dette à une date ultérieure et non comme le paiement à la date d'émission du billet, à moins que l'accord entre les parties ne précise que le billet a été accepté à titre de paiement absolu, comme l'indique le Bulletin IT-436.

c) Remise de dette:

Comme l'indique le numéro 23 du Bulletin IT-293R, lorsqu'une somme a été incluse dans le revenu conformément à l'article 78, les règles prévues à l'article 80 ne s'y appliquent pas. (d) Non-Resident Withholding Tax Requirements: Where paragraph 78(1)(b) of the Act is applicable in respect of an amount shown on the books of a Canadian taxpayer as being due by him to a non-resident with whom he does not deal at arm's length, and that amount is one which, if paid would be subject to non-resident withholding tax, such a tax becomes applicable at the time when the amount is deemed, by virtue of filing an agreement, to have been paid by the Canadian taxpayer.

Because subparagraph 78(1)(b)(ii) provides that the amount due is deemed to have become a loan from the non-resident to the Canadian taxpayer, any payments made by the latter at a later date on account of that indebtedness is regarded as payment on account of the deemed loan and, therefore, as not being subject to non-resident withholding tax.

(e) Unpaid Amounts vs. Reserve:

Paragraph 18(1)(e) provides that no deduction shall be made in respect of an amount transferred or credited to a reserve, contingent account or sinking fund except as expressly permitted by the Act. In order that an expense which is unpaid at the end of a taxation year may be deductible for tax purposes, the liability so created in respect of that expense must constitute a genuine liability of the taxpayer. If such an unpaid amount does not constitute a genuine liability, no deduction is allowed. In order for a genuine liability to exist, there must be an enforceable claim by the creditor with a reasonable expectation that the debt will in fact be paid by the debtor. In the case of salaries, wages, bonuses, etc., which are accrued at the end of a taxation year but are not paid to specific employees at that time, the Department will generally not seek to invoke paragraph 18(1)(e) where the following conditions are met:

- (i) the payment of the amount is the subject of an agreement with the employees or at least a formal announcement, such as a director's resolution, which has been made known to the employees prior to the end of the taxation year in which the amount is accrued.
- (ii) the amount, at least in total for all employees, is determined prior to the end of that taxation year or is based on a formula established prior to that time under which the amount will be determinable as soon as the financial statements for that taxation year are available.
- (iii) the employees have a reasonable expectation of payment of the amount so determined or determinable,
- (iv) the specific amounts which are payable to each employee are allocated as soon as the financial statements for that taxation year are available; and

d) Exigences en matière de retenues d'impôt sur les non-résidents:

Lorsque l'alinéa 78(1)b) de la Loi s'applique à une somme indiquée dans les livres d'un contribuable canadien comme étant due par lui à un non-résident avec lequel il a un lien de dépendance et que la somme en question, si elle était payée, serait assujettie aux retenues d'impôt de non-résidents, cet impôt devient exigible à la date à laquelle la somme est réputée, vu la production d'un accord, avoir été payée par le contribuable canadien.

Étant donné que le sous-alinéa 78(1)b)(ii) stipule que la somme due est réputée être devenue un prêt fait par le non-résident au contribuable canadien, tout paiement fait ultérieurement par ce dernier à l'égard de cette dette est considéré comme un paiement à valoir sur le prêt réputé et, par conséquent, comme n'étant pas assujetti aux retenues d'impôt de non-résidents.

e) Somme impayée par opposition à réserve:

L'alinéa 18(1)e) stipule qu'aucune déduction ne peut être opérée à l'égard d'une somme transférée ou créditée à un compte de réserve, à un compte de prévoyance ou à un caisse d'amortissement, sauf si c'est expressément permis par la Loi. Pour qu'une dépense impayée à la fin d'une année d'imposition puisse être déductible aux fins de l'impôt. l'obligation ainsi créée relativement à cette dépense doit constituer une obligation véritable du contribuable. Si la somme impayée en cause ne constitue pas une obligation véritable, aucune déduction n'est admise. Pour qu'il existe une véritable obligation, il doit y avoir une réclamation exécutoire par le créancier et il doit sembler raisonnablement probable que la dette sera réellement payée par le débiteur. Dans le cas de traitements, de salaires, de gratifications, etc., qui s'accumulent jusqu'à la fin d'une année d'imposition, mais qui ne sont pas alors versés à des employés en particulier, le Ministère n'applique habituellement pas l'alinéa 18(1)e) si les conditions suivantes sont satisfaites:

- (i) Le paiement de la somme fait l'objet d'un accord avec les employés ou, au moins, d'une annonce officielle comme une résolution des administrateurs dont les employés ont été informés avant la fin de l'année d'imposition durant laquelle la somme s'est accumulée,
- (ii) la somme, ou tout au moins le montant total pour tous les employés, est établie avant la fin de l'année d'imposition pertinente ou est calculée d'après une formule, établie auparavant, en vertu de laquelle la somme doit être déterminée dès que les états financiers pour cette année d'imposition-là deviennent disponibles,
- (iii) les employés peuvent raisonnablement s'attendre à recevoir la somme ainsi déterminée ou à déterminer.
- (iv) la somme précise à payer à chaque employé doit être attribuée dès que les états financiers pour l'année d'imposition en cause deviennent disponibles; et

IT-109R

(v) the amounts are paid within a reasonable time (the Department considers the reversal of such accruals in the accounts of the employer in subsequent years to be evidence that a genuine intention to pay the amount did not exist, especially where a pattern of such reversals can be established). In addition, the Department will normally not seek to invoke paragraph 18(1)(e) where the accrued bonuses set up but not paid at the end of a fiscal year are paid in the following fiscal year.

(f) Identification of Payments with Amounts Unpaid:

Where a balance unpaid in respect of a particular expense consists of several unpaid amounts of the same nature, payments (as they relate to these unpaid amounts) are considered as applying against the oldest amount outstanding, in the absence of evidence to the contrary.

(g) Transient Labour:

Occasionally, an employer of transient labour may make a payment out of an unclaimed wages account after paragraph 78(3)(a) has operated to include in his income the unpaid amount in respect of that employee's wages. In these circumstances, a deduction for the amounts so paid is allowed as a deduction from the employer's income in the year of payment.

(h) Winding-Up:

Where a deductible outlay or expense is owing at the time of a winding-up (which qualifies under subsection 88(1)) by the subsidiary to the parent or by the parent to the subsidiary, subsections 78(1) and (2) will not be applied except in cases where the debtor is on the accrual basis of reporting income and the creditor is on the cash basis. In this latter case, the subsections will also not be applied where the cash basis taxpayer reports the receivable as income by the end of its taxation year in which the winding-up occurs. Where a deductible outlay or expense is owing at the time of such a winding-up by the subsidiary to a person other than the parent, section 78 will not be applied provided the Department can be assured to its satisfaction that the unpaid amounts will be paid by the parent prior to the respective dates on which subsections 78(1) or (3) would have become operative had the subsidiary not been wound-up.

(i) Sale of Property:

Where a taxpayer sells property at a time when a deductible outlay or expense remains unpaid and the purchaser assumes the obligation to pay the unpaid amount as full or partial consideration for the purchase, section 78 will not be applied to the taxpayer if the purchaser pays the unpaid amount prior to the respective dates on which subsections 78(1) or (3) become operative.

(v) les sommes doivent être payées dans un délai raisonnable (le Ministère estime que l'annulation des sommes accumulées dans les comptes de l'employeur, au cours des années ultérieures, prouve que ce dernier n'avait pas vraiment l'intention de payer la somme, surtout si l'on peut déterminer que ces annulations suivent une constante). En outre, le Ministère n'applique habituellement pas l'alinéa 18(1)e) lorsque les bonis accumulés, établis mais non distribués à la fin de l'exercice financier, sont versés l'année suivante.

f) Identification des paiements avec les sommes impayées:

Lorsqu'un solde impayé relatif à une dépense donnée consiste en plusieurs sommes de même nature, ces paiements (s'ils se rapportent à ces sommes impayées) sont considérés comme étant affectés au paiement de la plus ancienne somme due, en l'absence d'une preuve du contraire.

g) Main-d'oeuvre itinérante:

À l'occasion, un employeur de main-d'oeuvre itinérante peut faire un paiement sur un compte de salaires non réclamés après avoir appliqué l'alinéa 78(3)a), afin d'inclure dans son revenu la somme impayée relative au salaire de l'employé en question. Dans ces circonstances, on admettra la déduction des sommes ainsi payées du revenu de l'employeur pour l'année durant laquelle le paiement a été fait.

h) Liquidation:

Lorsqu'un débours ou une dépense déductible est dû, au moment d'une liquidation (admissible en vertu du paragraphe 88(1)), par la filiale à la corporation mère, ou par la corporation mère à la filiale, les paragraphes 78(1) et (2) ne s'appliquent pas sauf si le débiteur déclare son revenu selon la comptabilité d'exercice tandis que le créancier utilise la comptabilité de caisse. Dans ce dernier cas, les paragraphes mentionnés ne s'appliquent pas non plus si le contribuable qui utilise la comptabilité de caisse déclare la créance comme revenu à la fin de l'année d'imposition durant laquelle la liquidation a lieu.

Lorsqu'un débours ou une dépense déductible est dû au moment d'une telle liquidation par une filiale à une personne autre que la corporation mère, l'article 78 ne s'applique pas pourvu que l'on puisse garantir à la satisfaction du Ministère que la corporation mère versera les sommes impayées avant les dates respectives où les paragraphes 78(1) ou (3) seraient devenus applicables si la filiale n'avait pas été liquidée.

i) Vente de biens:

Lorsqu'un contribuable vend des biens à un moment où un débours ou une dépense déductible demeure impayé et que l'acheteur prend sur lui de payer la somme due en contrepartie entière ou partielle de l'achat, l'article 78 ne s'applique pas au contribuable si l'acheteur verse la somme impayée avant les dates respectives où les paragraphes 78(1) ou (3) deviennent applicables.

APPENDIX A

Example Illustrating the Differences Between Subsections 78(1) and 78(3)

	Unpaid Amounts – Other Than Salary, etc. Subsection 78(1)	Unpaid Amounts — Salary, Wages and Other Remuneration Subsection 78(3)
End of taxation year* in which expense is incurred	Dec. 31/72	Dec. 31/72
If amount is still unpaid as at	Dec. 31/74	Dec. 31/73
End of taxation year* in which the amount will be added back to income	Dec. 31/75	Dec. 31/74
If agreement is filed on or before (where the debtor is an individual)	Apr. 30/76	Apr. 30/74
If agreement is filed on or before (where the debtor is a corporation)	June 30/76	June 30/74
Unpaid amount will be deemed to have been paid and loaned back on	Jan. 1/75	Jan. 1/74
Nature of outlay or expense to which the subsection applies.	Non-arm's length transactions only	Arm's length and non-arm's length transactions

^{*&}quot;Taxation year" as defined in the Act means, in the case of a corporation, a fiscal period, and in the case of an individual, a calendar year. In the above example the taxation years are considered to have twelve months, but where this is not so, appropriate adjustments would have to be made.

ANNEXE A

Exemple illustrant les différences entre les paragraphes 78(1) et 78(3)

	Sommes impayées – Autre qu'un traitement, etc. Paragraphe 78(1)	Sommes impayées – Traitement, salaire et autre rémunération Paragraphe 78(3)
Fin de l'année d'imposition* au cours de laquelle la dépense est engagée	31 décembre 1972	31 décembre 1972
Si la somme n'a pas encore été payée le	31 décembre 1974	31 décembre 1973
Fin de l'année d'imposition* au cours de laquelle la somme sera rajoutée au revenu	31 décembre 1975	31 décembre 1974
(Quand le débiteur est un particulier) si l'accord est produit au plus tard le	30 avril 1976	30 avril 1974
(Quand le débiteur est une corporation) si l'accord est produit au plus tard le	30 juin 1976	30 juin 1974
La somme impayée sera réputée avoir été payée et prêtée à nouveau le	1 ^{er} janvier 1975	1 ^{er} janvier 1974
Nature des débours ou dépenses auxquels le paragraphe s'applique	Transactions faites avec lien de dépendance seulemen	Transactions faites nt avec ou sans lien de dépendance

^{*}L'expression "année d'imposition", au sens que lui donne la Loi, désigne, dans le cas d'une corporation, l'exercice financier et, dans le cas d'un particulier, l'année civile. Dans l'exemple précédent, on considère que les années d'imposition couvrent douze mois, mais, si tel n'est pas le cas, il faut apporter les redressements appropriés.





APPENDIX A

6

Example Illustrating the Differences Between Subsections 78(1) and 78(3)

	Unpaid Amounts — Other Than Salary, etc. Subsection 78(1)	Unpaid Amounts – Salary, Wages and Other Remuneration Subsection 78(3)
End of taxation year* in which expense is incurred	Dec. 31/72	Dec. 31/72
If amount is still unpaid as at	Dec. 31/74	Dec. 31/73
End of taxation year* in which the amount will be added back to income	Dec. 31/75	Dec. 31/74
If agreement is filed on or before (where the debtor is an individual)	Apr. 30/76	Apr. 30/74
If agreement is filed on or before (where the debtor is a corporation)	June 30/76	June 30/74
Unpaid amount will be deemed to have been paid and loaned back on	Jan. 1/75	Jan. 1/74
Nature of outlay or expense to which the subsection applies	Non-arm's length transactions only	Arm's length and non-arm's length transactions

^{*&}quot;Taxation year" as defined in the Act means, in the case of a corporation, a fiscal period, and in the case of an individual, a calendar year. In the above example the taxation years are considered to have twelve months, but where this is not so, appropriate adjustments would have to be made.

ANNEXE A

Exemple illustrant les différences entre les paragraphes 78(1) et 78(3)

	Sommes impayées — qu'un traitement, Paragraphe 78(etc.	Sommes impay Traitement, sa et autre rémuné Paragraphe 78	laire ration
Fin de l'année d'imposition* au cours de laquelle la dépense est engagée	31 décembre	1972	31 décembre	1972
Si la somme n'a pas encore été payée le	31 décembre	1974	31 décembre	1973
Fin de l'année d'imposition* au cours de laquelle la somme sera rajoutée au revenu	31 décembre	1975	31 décembre	1974
ou				
(Quand le débiteur est un particulier) si l'accord est produit au plus tard le	30 avril	1976	30 avril	1974
(Quand le débiteur est une corporation) si l'accord est produit au plus tard le	30 juin	1976	30 juin	1974
La somme impayée sera réputée avoir été payée et prêtée à nouveau le	1 ^{er} janvier	1975	1 ^{er} janvier	1974
Nature des débours ou dépenses auxquels le paragraphe s'applique	Transactions faites av		Transactions f avec ou sans li de dépendance	en

^{*}L'expression "année d'imposition", au sens que lui donne la Loi, désigne, dans le cas d'une corporation, l'exercice financier et, dans le cas d'un particulier, l'année civile. Dans l'exemple précédent, on considère que les années d'imposition couvrent douze mois, mais, si tel n'est pas le cas, il faut apporter les redressements appropriés.



INTERPRETATION BULLETIN BULLETIN D'INTERPRÉTATION

Protosamin plicano

INCOME TAX ACT

Unpaid Amounts

IT-109R2 DATE: April 23, 1993

NO: REFERENCE: Section 78 (also Part XIII, sections 21, 80, 150, subsections 18(9), 66(15), 66.1(6). 66.2(5), 66.4(5), 88(1), 152(4) and 248(1) definition of "salary deferral arrangement". and paragraphs 12(1)(i), 18(1)(e), 20(1)(1), 21 (n), and (p))

LOI DE L'IMPÔT SUR LE REVENU

Sommes impayées

NO. IT-109R2 DATE - le 23 avril 1993

> L'article 78 (aussi la partie XIII; les articles 21, 80 et 150; les paragraphes 18(9), 66(15), 66.1(6), 66.2(5), 66.4(5), 88(1) et 152(4); la définition de l'expression «entente d'échelonnement du traitement» au paragraphe 248(1) et les alinéas 12(1)i, 18(1)e, 20(1)l, n et p)

Application

This bulletin replaces and cancels Interpretation Bulletin 109R, dated March 25, 1981. Current revisions are indicated by vertical lines.

Summary

This bulletin deals with the provisions of the Act applicable to accrued expenses that, after a specified period of time, remain unpaid. The commentary below discusses the rules for unpaid expenses arising out of non-arm's length transactions and the special rules for unpaid employee remuneration and other amounts. The tax consequences to both the debtor and the creditor for such unpaid expenses and the Department's position concerning other problems related to these provisions are also discussed.

Discussion and Interpretation

Unpaid Amounts (Other Than Unpaid Employee **Remuneration and Other Amounts)**

- 1. Except as noted in 3 below, the provisions of subsection 78(1) apply to a deductible outlay or expense owing by a taxpayer if
 - (a) the amount is unpaid at the end of the second taxation year following the taxation year in which the outlay or expense was incurred, and
 - (b) the taxpayer and the person to whom the amount is owing were not dealing at arm's length, both at the time the expense was incurred and at the end of the second taxation year following the taxation year in which the expense was incurred.

In such cases, the amount owing is included in the taxpayer's income for the third taxation year following the taxation year in which the outlay or expense was incurred. This is so even if the amount is paid in

Application

RENTOI

Ce bulletin annule et remplace le Bulletin d'interprétation IT-109R du 25 mars 1981. Les dernières révisions sont indiquées par des traits verticaux.

Résumé

Ce bulletin traite des dispositions de la Loi qui s'appliquent lorsque des dépenses engagées demeurent impayées après une période de temps précise. Les observations ci-dessous mettent en lumière les règles concernant les dépenses impayées provenant de transactions avec lien de dépendance et les règles spéciales concernant la rémunération d'un employé et les autres montants impayés. Les conséquences fiscales de telles dépenses impayées pour le débiteur de même que pour le créancier ainsi que la position du Ministère à propos de certains autres problèmes reliés à ces dispositions y sont

Discussion et interprétation

Sommes impayées (autres que la rémunération d'un employé et les autres montants impayés)

- 1. Les dispositions du paragraphe 78(1) s'appliquent à un débours ou à une dépense déductible, sauf à ceux qui sont mentionnés au numéro 3 ci-dessous, qu'un contribuable doit si
 - a) la somme n'avait pas été payée à la fin de la deuxième année d'imposition suivant l'année d'imposition où le débours ou la dépense avait été engagé et
 - le contribuable et la personne à qui la somme est due traitaient avec lien de dépendance, à la fois au moment où la dépense a été engagée et à la fin de la deuxième année d'imposition du contribuable suivant celle où la dépense a été engagée.

Dans de tels cas, la somme due doit être incluse dans le revenu du contribuable pour la troisième année d'imposition qui suit celle où le débours ou la dépense a été engagé. Il en est ainsi même si la somme est payée



that third taxation year, or in a later one, **unless** an agreement is filed under paragraph 78(1)(b), as discussed in 6 below.

- 2. An exception to the above occurs where such an outlay or expense is owing by a corporation that is wound up before the end of the second taxation year following the taxation year in which the expense was incurred. In this case subsection 78(2) applies and the amount owing is included in the corporation's income in the year it is wound up.
- 3. For the purposes of subsection 78(1) and (2) a **deductible outlay or expense** does not include an outlay or expense
 - (a) for salary, wages or other remuneration (see 11 below),
 - (b) for a superannuation or pension benefit, or a retiring allowance (see 14 below),
 - (c) for inventory, eligible capital property, or capital property, including depreciable property, or
 - (d) qualifying as a Canadian or foreign exploration and development expense under subsection 66(15), a Canadian exploration expense under subsection 66.1(6), a Canadian development expense under subsection 66.2(5), or a Canadian oil and gas property expense under subsection 66.4(5).
- 4. Unpaid interest is ordinarily subject to the rules discussed above unless a taxpayer elects to capitalize the interest under section 21. Where a taxpayer so elects, the provisions of section 78 do not apply. Also, if an amount is unpaid at the end of a taxation year and is not deductible in that year by virtue of subsection 18(9), section 78 does not apply.
- 5. If an unpaid amount is included in a taxpayer's income under paragraph 78(1)(a), there is no provision in the Act which allows the taxpayer to claim a deduction when the amount is actually paid.

Filing an Agreement

6. Where a debtor and a creditor file an agreement in prescribed form, the unpaid amount in question is deemed to have been paid by the debtor and loaned back by the creditor, with all the tax consequences that flow therefrom. For example, if a creditor has claimed a reserve under paragraph 20(1)(1) or (n),

durant la troisième année d'imposition ou au cours d'une année ultérieure, à moins qu'un accord ne soit produit conformément à l'alinéa 78(1)b), comme il est expliqué au numéro 6 ci-dessous.

- 2. Il existe une exception à ce qui a été mentionné ci-dessus lorsqu'une corporation doit de tels débours ou dépenses et qu'elle est liquidée avant que ne se termine la deuxième année d'imposition suivant l'année d'imposition dans laquelle la dépense a été engagée. Dans un tel cas, le paragraphe 78(2) s'applique et la somme due est ajoutée au revenu de la corporation l'année où elle est liquidée.
- 3. Aux fins des paragraphes 78(1) et (2), l'expression «des débours ou dépenses déductibles» ne comprend pas les débours ou dépenses relatifs :
 - a) à des traitements, à des salaires ou à d'autres rémunérations (voir le numéro 11 ci-dessous);
 - à des prestations de retraite ou d'autres pensions ou à des allocations de retraite (voir le numéro 14 ci-dessous);
 - c) à des stocks, à des biens en immobilisation admissibles ou à des biens en immobilisation, y compris les biens amortissables;
 - d) à des frais d'exploration et d'aménagement au Canada ou à l'étranger, en vertu du paragraphe 66(15), à des frais d'exploration au Canada, en vertu du paragraphe 66.1(6), à des frais d'aménagement au Canada, en vertu du paragraphe 66.2(5) et à des frais à l'égard de biens canadiens relatifs au pétrole et au gaz, en vertu du paragraphe 66.4(5).
- 4. L'intérêt impayé fait habituellement l'objet des règles mentionnées ci-dessus à moins que le contribuable n'ait effectué un choix visant à capitaliser cet intérêt conformément à l'article 21. Lorsqu'un contribuable fait ce choix, les dispositions de l'article 78 ne s'appliquent pas. De plus, si un montant est impayé à la fin de l'année d'imposition et s'il n'est pas déductible au cours de cette année-là, conformément au paragraphe 18(9), il ne fait pas non plus l'objet des dispositions de l'article 78.
- 5. Même si une somme a été incluse dans le revenu du contribuable en vertu de l'alinéa 78(1)a), il n'existe aucune disposition de la Loi qui permette une déduction au contribuable au moment où cette somme est effectivement payée.

Production d'un accord

6. Lorsqu'un débiteur et un créancier produisent un accord selon la formule prescrite, la somme impayée en cause est réputée avoir été payée par le débiteur et prêtée à nouveau par le créancier, avec toutes les conséquences fiscales qu'une telle transaction entraîne. Si, par exemple, le créancier a déduit une réserve en vertu de l'alinéa

the deemed payment disqualifies any subsequent claim for a reserve for that amount. Also, if a creditor has treated an unpaid amount as a bad debt and has claimed a deduction under paragraph 20(1)(p), the deemed payment results in an income inclusion under paragraph 12(1)(i).

- 7. An agreement in prescribed form may be filed under paragraph 78(1)(b) provided the necessary reassessments, of both the debtor and creditor, can be made within the period referred to in subsection 152(4). If the agreement is filed after the time period specified in paragraph 78(1)(b), the agreement is still valid. However, in this case, subsection 78(3) requires the debtor to include 25 per cent of the amount owing to the creditor in income for the third taxation year following the taxation year in which the outlay or expense was incurred.
- 8. Section 78 may apply to an outlay or expense incurred by a partnership. In such cases the Department will accept an agreement filed on behalf of the partnership only if
 - (a) the agreement is filed on or before the first day which is the earliest of the days on which a return is required by section 150 to be filed by one of the partners, and
 - (b) the return for that partner is for the taxation year that includes the last day of the third taxation year of the partnership following the taxation year in which the outlay or expense was incurred.
- 9. If an agreement between a debtor and creditor is filed under section 78, it cannot be withdrawn or rescinded.

Unpaid Employee Remuneration and Other Amounts

10. Subsection 78(4) provides specific rules for an expense that is a salary, wage or other remuneration from an office or employment. If such an expense is not paid within 180 days of the end of the taxation year in which it was incurred, subsection 78(4) applies and the amount owing is deemed not to have been an expense incurred in the year and is not deductible. However, if the amount owing is actually paid after that time, it is deductible in the taxation year it is paid as the amount is deemed to be an expense incurred in that year. In applying these rules, the Department considers a payment made on the 180th day to have been made within the time limit and subsection 78(4) does not apply. Also, this

20(1)1) ou n), le paiement réputé ne permettra pas une déduction de toute réserve ultérieure à l'égard de cette somme. De plus, si le créancier a traité une somme impayée comme une mauvaise créance et qu'il a demandé une déduction en vertu de l'alinéa 20(1)p), le paiement réputé obligera l'inclusion de cette somme dans le revenu en vertu de l'alinéa 12(1)i).

- 7. Un accord selon la formule prescrite peut être produit conformément au paragraphe 78(1)b), pourvu que les nouvelles cotisations nécessaires puissent être établies à l'égard du débiteur et du créancier durant la période précisée au paragraphe 152(4). Si l'accord est produit après l'expiration du délai mentionné au paragraphe 78(1)b), cet accord demeure valable. Toutefois, dans ce cas, le débiteur est tenu par le paragraphe 78(3) d'inclure dans son revenu pour la troisième année d'imposition qui suit celle dans laquelle le débours ou la dépense a été engagé un montant égal à 25 pour 100 de la somme due au créancier.
- 8. L'article 78 peut s'appliquer à des débours ou dépenses engagés par une société. Dans de tels cas, le Ministère n'acceptera un accord produit au nom de la société que
 - a) s'il est produit au plus tard à la date qui coïncide avec le premier jour de la période où l'un des associés est tenu de produire une déclaration, en vertu de l'article 150 et
 - si la déclaration de cet associé est produite pour l'année d'imposition qui comprend la dernière journée de la troisième année d'imposition de la société suivant l'année d'imposition au cours de laquelle les débours ou dépenses ont été engagés.
- 9. Si un accord entre un débiteur et un créancier est produit en vertu de l'article 78, il ne peut faire l'objet d'un retrait ou d'une révocation.

Rémunération d'un employé et autres montants impayés

10. Le paragraphe 78(4) prévoit des règles précises où la somme due représente un traitement, un salaire ou une autre rémunération provenant d'une charge ou d'un emploi. Si une telle somme n'a pas encore été payée le 180^e jour suivant la fin de l'année d'imposition au cours de laquelle la dépense a été engagée, le paragraphe 78(4) s'applique et la somme due est réputée ne pas être une dépense engagée dans l'année; elle n'est donc pas déductible cette année-là. Toutefois, si la somme due est effectivement payée après ce jour, elle sera déductible au cours de l'année d'imposition où elle a été payée et elle est réputée être une dépense engagée cette année-là. En appliquant ces règles de cette façon, le Ministère est d'avis qu'un paiement effectué le 180^e jour suivant la fin

subsection applies to both arm's length and non-arm's length transactions.

- 11. For the purposes of subsection 78(4) salary, wages or other remuneration refers to an amount other than
 - (a) a reasonable vacation or holiday pay, or
 - (b) a deferred amount payable under a salary deferral arrangement as defined in subsection 248(1)

that, if received, would be included in the recipient's income under Subdivision a of Division B of Part I of the Act.

- 12. Subsection 78(5) provides that if both subsections 78(1) and 78(4) apply to the same transaction, such as where an unpaid salary is payable to an employee who does not deal at arm's length with the employer, then the rules in subsection 78(4) will apply.
- 13. The comments in 10, 11 and 12 above concerning salary, wages or other remuneration apply to taxation years commencing after February 25, 1986. Prior taxation years were governed by rules similar to those for other unpaid amounts under section 78. For example, salaries and wages that were unpaid at the end of a taxation year were required to be paid by the end of the following taxation year; otherwise, the amount owing was included in the creditor's income in the second taxation year following that in which the expense was incurred. To avoid this result a provision existed for filing an agreement in a manner similar to that for other unpaid amounts as discussed above under "Filing an Agreement."
- 14. The rules for salaries, wages or other remuneration in subsection 78(4) have been extended to certain **other amounts**. These rules apply also to amounts incurred after July 1990 that are in respect of a **superannuation or pension benefit or a retiring allowance** if the expense is not paid within 180 days of the end of the taxation year in which it was incurred. Expenses for such amounts incurred before this date are not subject to these rules. However, the general provisions of 78(1) may apply if the expense arose from a non-arm's length transaction.

de l'année d'imposition a été versé dans les délais réglementaires et le paragraphe 78(4) ne s'applique pas. De plus, ce paragraphe s'applique tout aussi bien aux transactions sans lien de dépendance qu'aux transactions avec lien de dépendance.

- 11. Aux fins du paragraphe 78(4), l'expression «**traitement, salaire ou autre rémunération**» signifie toute somme autre :
 - a) qu'une paie raisonnable de vacances ou de congés;
 - b) qu'un montant différé payable en vertu d'une «entente d'échelonnement du traitement», selon la définition du paragraphe 248(1),

qui, si elle était reçue par le créancier, serait incluse dans le calcul de son revenu conformément à la sous-section a de la section B de la partie I de la Loi.

- 12. Le paragraphe 78(5) prévoit que lorsque les paragraphes 78(1) et (4) s'appliquent tous les deux à la même transaction, par exemple, dans le cas où un traitement impayé est payable à un employé qui a un lien de dépendance avec l'employeur, les règles énoncées au paragraphe 78(4) s'appliqueront.
- 13. Les observations des numéros 10, 11 et 12 ci-dessus concernant les traitements, les salaires et les autres rémunérations s'appliquent aux années d'imposition commençant après le 25 février 1986. Les années d'imposition antérieures étaient régies par des règles semblables à celles qui régissaient d'autres sommes impayées conformément à l'article 78. Par exemple, les traitements et les salaires, impayés à la fin d'une année d'imposition, devaient être payés à la fin de l'année d'imposition suivante, sinon ces sommes dues devaient être ajoutées dans le calcul du revenu du créancier la deuxième année postérieure à celle où ils avaient été engagés. Afin d'éviter que cette situation se produise, il existait des dispositions, mentionnées ci-dessus sous la rubrique «Production d'un accord», permettant de produire un accord de la même manière que dans le cas d'autres sommes impayées.
- 14. Les règles concernant les traitements, les salaires et les autres rémunérations au paragraphe 78(4) ont été étendues à certaines **autres sommes**. Ces règles s'appliquent aussi aux sommes qui représentent des dépenses engagées après juillet 1990 à l'égard **de prestations de retraite ou d'autres pensions** ou **d'allocations de retraite** si elles n'ont pas été payées le 180^e jour suivant la fin de l'année d'imposition au cours de laquelle elles ont été engagées. Les dépenses concernant ces montants engagées avant juillet 1990 ne sont pas assujetties à ces règles. Toutefois, si ces sommes provenaient de transactions avec liens de dépendance, les dispositions générales du paragraphe 78(1) pourraient s'appliquer.

Problems Involving Section 78

15. Certain problems involving section 78 and the manner in which they are dealt with by the Department are discussed below.

(a) Debtor and Creditor on the Accrual Basis

Generally, where an unpaid amount exists between a debtor and creditor who are not dealing at arm's length and both taxpayers account for income on the accrual basis, subsection 78(1) will not be invoked. An exception occurs where the unpaid amount in question appears to be part of a tax avoidance scheme which, for example, may involve transactions such as

- claiming a reserve under paragraph 20(1)(1) or (n), or a deduction under paragraph 20(1)(p), or
- deferring tax under Part XIII of the Act where the creditor is a non-resident.

Also, subsection 78(1) will not be applied to the debtor taxpayer if an unpaid amount is reported as income in the year by a creditor who is on the cash basis of reporting income.

(b) Payment by Promissory Note

For the purposes of section 78, an ordinary promissory note is regarded as a promise to pay a debt at a later date, and not as payment of the debt on the date on which the note was issued. This is so unless the agreement between the parties clearly indicates that the note was accepted as absolute payment, as discussed in the current version of IT-436, Reserves—Where Promissory Notes are Included in Disposal Proceeds.

(c) Forgiveness of Debt

As discussed in the current version of IT-293, *Debtor's Gain on Settlement of Debt*, if an amount is included in income under section 78, the rules in section 80 will not be applied to that amount.

(d) Non-Resident Withholding Tax Requirements

There may be circumstances where an amount owing by a Canadian taxpayer is due to a non-resident with whom the taxpayer does not deal at arm's length, and if paid, the amount owing would be subject to non-resident withholding tax. In these circumstances, if an agreement pursuant to paragraph 78(1)(b) is filed for such an amount, the amount is subject to non-resident withholding tax at the time it is deemed to have been paid by the Canadian taxpayer. Where the agreement is filed within the

Problèmes concernant l'article 78

15. Certains des problèmes soulevés par l'article 78 et la pratique du Ministère à leur égard sont traités ci-dessous.

a) **Débiteur et créancier utilisant la comptabilité d'exercice** En règle générale, lorsqu'il existe une somme impayée entre un débiteur et un créancier qui traitent avec lien de dépendance et que les deux contribuables en cause

dépendance et que les deux contribuables en cause déclarent leur revenu selon la méthode de comptabilité d'exercice, le paragraphe 78(1) ne sera pas appliqué. Il y a exception lorsque la somme impayée en question semble faire partie d'un stratagème d'évitement fiscal pouvant, par exemple, impliquer une transaction telle que :

- la déduction d'une réserve, en vertu de l'alinéa 20(1)1) ou n), ou une déduction, en vertu de l'alinéa 20(1)p), ou
- le report de l'impôt en vertu de la partie XIII de la Loi, si le créancier est un non-résident.

De plus, si la somme impayée est déclarée comme revenu pour l'année par un contribuable qui utilise la méthode de comptabilité de caisse, le paragraphe 78(1) ne s'appliquera pas au contribuable qui doit payer cette somme.

b) Paiement par billet à ordre

Aux fins de l'article 78, un billet à ordre ordinaire est considéré comme une promesse de payer une dette à une date ultérieure et non comme le paiement de la dette à la date d'émission du billet. Il en est ainsi à moins que l'accord entre les parties ne précise que le billet a été accepté comme paiement absolu, comme l'indique la dernière version du IT-436, Réserves – Lorsque des billets à ordre sont inclus dans le produit de disposition.

c) Remise de dette

Comme l'indique la dernière version du IT-293, *Gain d'un débiteur provenant d'un règlement de dette*. lorsqu'une somme a été incluse dans le revenu conformément à l'article 78, les règles prévues à l'article 80 ne s'y appliquent pas.

d) Exigences en matière de retenues d'impôt sur les non-résidents

Il peut survenir des circonstances où un contribuable canadien doit une somme à un non-résident avec lequel il a un lien de dépendance et que la somme en question, si elle était payée, serait assujettie aux retenues d'impôt des non-résidents. Dans ce cas, si un accord en vertu de l'alinéa 78(1)b) est produit à l'égard de cette somme, elle est assujettie aux retenues d'impôt des non-résidents à la date où la somme est réputée avoir été payée par le contribuable canadien. Si l'accord est produit dans les délais prescrits, le Ministère n'imposera pas la pénalité prévue

prescribed time limits, it is not the Department's practice to levy a penalty or interest in respect of the withholding tax requirements provided that the amount of tax is remitted on or before the fifteenth day of the month following the month in which the agreement is filed. As subparagraph 78(1)(b)(ii) deems the amount owing to be a loan from the non-resident to the Canadian taxpayer, any subsequent payments made by the Canadian taxpayer on account of that indebtedness are regarded as loan repayments and, therefore, are not subject to non-resident withholding tax.

Also, the provisions of section 78 apply to a deductible amount owing to a non-resident who does not deal at arm's length with the Canadian taxpayer even though the amount, such as a copyright royalty, is not subject to non-resident withholding tax.

(e) Unpaid Amounts vs. Reserve

Paragraph 18(1)(e) provides that a deduction is not allowed for an amount as, or on account of, a reserve, a sinking fund, or a contingent liability unless it is expressly permitted by the Act. In order for an expense that remains unpaid at the end of a taxation year to be deductible for tax purposes, it must constitute a genuine liability of the taxpayer. If such an unpaid amount does not constitute a genuine liability, no deduction is allowed. For a genuine liability to exist, there must be an enforceable claim by the creditor with a reasonable expectation that the debt will in fact be paid by the debtor. Therefore, if paragraph 18(1)(e) applies to a particular unpaid amount, section 78 does not apply.

(f) Identification of Payments with Amounts Unpaid Where a particular expense remains unpaid and is made up of several unpaid amounts of the same nature, any payments received for these unpaid amounts are considered to apply first to the oldest amount outstanding unless the facts clearly indicate otherwise.

(g) Winding-Up

Where a deductible outlay or expense is owing by a subsidiary to a parent, or by a parent to a subsidiary, at the time a corporation is wound up pursuant to subsection 88(1), subsections 78(1) and (2) will only be applied if the debtor taxpayer is on the accrual basis of reporting income and the creditor is on the cash basis. Also, in such cases, these subsections will not be applied if the cash-basis taxpayer reports the receivable as income by the end of its taxation year in which the winding-up occurs. At the time of winding-up, if a deductible outlay or expense is

en matière de retenues d'impôt ni ne calculera les intérêts prescrits, à condition que le montant d'impôt ait été payé au plus tard le 15^e jour du mois suivant le mois où l'accord est produit. Étant donné que le sous-alinéa 78(1)b)(ii) stipule que la somme due est réputée être devenue un prêt que le non-résident a fait au contribuable canadien, tout paiement fait ultérieurement par ce dernier à l'égard de cette dette est considéré comme un paiement à valoir sur le prêt réputé et, par conséquent, comme n'étant pas assujetti aux retenues d'impôt des non-résidents

De plus, une somme déductible due à un non-résident qui a un lien de dépendance avec le contribuable canadien fait l'objet des dispositions de l'article 78, indépendamment du fait que la somme ne soit pas assujettie aux retenues d'impôt des non-résidents comme, par exemple, les redevances de droits d'auteur.

e) Somme impayée par opposition à réserve

L'alinéa 18(1)e) stipule qu'aucune déduction ne peut être permise à l'égard d'un montant au titre d'une provision, d'une éventualité ou d'un fonds d'amortissement, à moins qu'elle ne soit expressément permise par la Loi. Pour qu'une dépense qui demeure impayée à la fin d'une année d'imposition puisse être déductible aux fins de l'impôt, elle doit constituer une obligation véritable du contribuable. Si la somme impayée en cause ne constitue pas une obligation véritable, aucune déduction n'est admise. Pour qu'il existe une véritable obligation, il doit y avoir une réclamation exécutoire par le créancier et il doit sembler raisonnablement probable que la dette sera réellement payée par le débiteur. Donc, si l'alinéa 18(1)e) s'applique à une somme impayée en particulier, l'article 78 ne s'applique pas.

f) Identification des paiements avec les sommes impayées Lorsqu'un solde impayé relatif à une dépense donnée consiste en plusieurs sommes impayées de même nature, tous les paiements reçus (s'ils se rapportent à ces sommes impayées) sont considérés comme étant affectés au paiement de la plus ancienne somme due, en l'absence d'une preuve du contraire.

g) Liquidation

Lorsqu'un débours ou une dépense déductible est dû, au moment d'une liquidation, conformément au paragraphe 88(1), par la filiale à la corporation mère ou par la corporation mère à la filiale, les paragraphes 78(1) et (2) ne s'appliquent pas, sauf si le débiteur déclare son revenu selon la méthode de comptabilité d'exercice et que le créancier utilise la méthode de comptabilité de caisse. De plus, dans de tels cas, ces paragraphes ne s'appliquent pas non plus si le contribuable qui utilise la méthode de comptabilité de caisse déclare la créance comme revenu à la fin de l'année d'imposition où la liquidation a lieu.

owing by the subsidiary to a person other than the parent, section 78 will not be applied provided the Department is assured, to its satisfaction, that the unpaid amounts will be paid by the parent before the dates on which subsections 78(1) or (4) would otherwise have become operative had the subsidiary not been wound up.

(h) Sale of Property

Where a taxpayer sells a property at a time when a deductible outlay or expense remains unpaid, and the purchaser assumes the obligation to pay the unpaid amount as full or partial consideration for the purchase, section 78 will not be applied to the taxpayer if the purchaser pays the unpaid amount before the date on which subsection 78(1) becomes operative.

If you have any comments regarding the matters discussed in this bulletin, please send them to:

Director, Technical Publications
Division
Legislative and Intergovernmental
Affairs Branch
Revenue Canada, Taxation
875 Heron Road
Ottawa, Ontario
K1A 0L8

Lorsqu'un débours ou une dépense déductible est dû, au moment d'une liquidation, par une filiale à une personne autre que la corporation mère, l'article 78 ne s'applique pas pourvu que l'on puisse garantir à la satisfaction du Ministère que la corporation mère versera les sommes impayées avant les dates où les paragraphes 78(1) ou (4) seraient autrement devenus applicables si la filiale n'avait pas été liquidée.

h) Vente de biens

Lorsqu'un contribuable vend des biens à un moment où un débours ou une dépense déductible demeure impayé et que l'acheteur prend sur lui de payer la somme due en contrepartie entière ou partielle de l'achat, l'article 78 ne s'applique pas au contribuable si l'acheteur verse la somme impayée avant la date où le paragraphe 78(1) devient applicable.

Si vous avez des commentaires à formuler sur les sujets traités dans ce bulletin, veuillez les faire parvenir au :

> Directeur, Division des publications techniques Direction générale des affaires législatives et intergouvernementales Revenu Canada, Impôt 875, chemin Heron Ottawa (Ontario) K1A 0L8



INTERPRETATION

BULLETIN

D'INTERPRÉTATION

SUBJECT:

INCOME TAX ACT

Charitable Donation and Like Receipts: Tickets and Special Fund-Raising Events

SERIAL NO:

IT-110

DATE:

June 19, 1973

Paragraph 110(1)(a)

OBJET:

LOI DE L'IMPÔT SUR LE REVENU

Reçus de dons de charité et reçus assimilés:

Billets et événements spéciaux pour

recueillir des fonds

Nº DE SÉRIE: IT-110

DATE:

le 19 juin 1973

RENVOI: Alinéa 110(1)a)

- 1. This Bulletin replaces and cancels Interpretation Bulletin No. IT-6 dated April 15, 1971.
- 2. Subparagraphs 110(1)(a)(i) and (ii) of the Income Tax Act permit a deduction from income, within specified limits, for gifts made to registered Canadian charitable organizations or registered Canadian amateur athletic associations if supported by "official receipts" issued in accordance with Part XXXV of the Income Tax Regulations.
- 3. It is the Department's view that payments made to purchase tickets for dinners, balls, concerts, shows or other like functions or events are not gifts or donations within the usual meaning of these words even though a portion of the payments may accrue to such an organization. Official receipts therefor should not be issued for such payments.
- 4. There may be cases where the organization, as part of its fund raising campaign, sponsors some function or event that is not part of the conduct of its charitable, educational, religious, or amateur athletic activities and the patrons are notified that the amount they will be paying to the organization covers not only tickets or admission to the functions or event but also a gift or donation to the organization. In these circumstances the amount of the gift would be the payment to the organization reduced by the greater of
 - (a) the fair market value of the ticket or admission to the function or event, or
 - (b) a reasonable part of the total cost of the function or event.
- 5. There may be other cases in which a donation is solicited by an organization which agrees to provide some right to attend, without further payment, performances or other functions put on by the organization itself. In these circumstances the gift, if any, will be the amount paid less the fair market value of the rights or privileges obtained by the donor.
- 6. The organization that issues receipts for these gifts or donations must substantiate the basis used for

- 1. Le présent Bulletin remplace et annule le Bulletin d'interprétation no IT-6 du 15 avril 1971.
- 2. Les sous-alinéas 110(1)a)(i) et (ii) de la Loi de l'impôt sur le revenu permettent d'opérer une déduction sur le revenu, sous réserve de certaines limites, à l'égard des dons faits à des organisations de charité canadiennes enregistrées ou à des associations canadiennes enregistrées d'athlétisme amateur lorsque celles-ci sont appuyées par des "reçus officiels" délivrés conformément à la Partie XXXV des Règlements de l'impôt sur le revenu.
- 3. Le Ministère est d'avis que les montants versés en vue d'acheter des billets pour un dîner, un bal, un concert, un spectacle ou d'autres événements ou cérémonies semblables ne sont pas des dons au sens usuel du terme, même si une partie des recettes peut revenir à une telle organisation. On ne doit donc pas délivrer de reçu officiel pour ces montants.
- 4. Il peut y avoir des cas où l'organisation de charité, dans le cadre d'une campagne de financement, organise un événement ou une cérémonie qui n'entre pas dans la ligne de ses objectifs charitables, éducatifs, religieux, ou des activités d'athlétisme amateur et dise aux donateurs que les montants qu'ils verseront à l'organisation de charité non seulement défraient les billets ou l'entrée à l'événement ou à la cérémonie, mais constituent aussi un don à l'organisation. Dans ces circonstances, le montant du don serait le montant versé à l'organisation moins le plus élevé.
 - a) de la juste valeur marchande du billet ou de l'entrée à l'événement ou à la cérémonie, ou
 - b) d'une partie raisonnable du coût total de l'événement ou de la cérémonie.
- 5. Il peut y avoir d'autres cas où l'organisation sollicitant un don consent à accorder un certain droit d'assister, sans autre paiement, à des représentations ou à d'autres cérémonies tenues sous les auspices de l'organisation elle-même. Dans ces circonstances le don, s'il en est, consistera dans le montant versé moins la juste valeur marchande des droits ou privilèges obtenus par le donateur.
- 6. L'organisation qui délivre des reçus pour ces dons doit en justifier le bien-fondé et les montants à considérer comme

2 IT-110

determining the amounts to be treated as gifts in the hands of the donors to the satisfaction of the Department before issuing its receipts. Applications for this purpose should be addressed to:

Department of National Revenue, Taxation, 875 Heron Road, Ottawa, Ontario K1A 0L8
Attention: Charitable and Non-Profit Organizations Section.

Failure to comply with these instructions could result in non-renewal of the organization's registration under the Income Tax Act for subsequent years.

dons entre les mains des donateurs, d'une manière acceptable au ministère, avant de délivrer des reçus. Les demandes, à cette fin, doivent être adressées au:

Ministère du Revenu national, Impôt 875, chemin Heron Ottawa (Ontario) K1A 0L8 A l'attention de la section des Oeuvres de charité et des Organisations sans but lucratif

Le fait de ne pas se conformer à ces instructions pourrait entraîner le non-renouvellement de l'enregistrement de l'organisation en vertu de la Loi de l'impôt sur le revenu pour les années à venir.

REVENU CANADA, IMPOT Publication

SUBJECT: INCOME TAX ACT

Charitable Donation and Like Receipts: Tickets and Special Fund-Raising Events

NO: IT-110R

DATE: February 20, 1984

REFERENCE: Paragraph 110(1)(a)

OBJET: LOI DE L'IMPÔT SUR LE REVENU

Reçus de dons de charité et reçus assimilés: Billets et événements spéciaux pour recueillir des fonds

DATE: le 20 février 1984

RENVOI: Alinéa 110(1)a)

This bulletin replaces and cancels Interpretation Bulletin IT-110 dated June 19, 1973.

- 1. Subparagraphs 110(1)(a)(i) and (ii) of the Income Tax Act permit a deduction from income, within specified limits, for gifts made to registered charities or registered Canadian amateur athletic associations, if supported by "official receipts" issued in accordance with Part XXXV of the Income Tax Regulations.
- 2. In order to raise funds for use in achieving its purposes and aims, an organization may sponsor some function or event such as a dinner, ball, concert or show. Attendance or participation in the function or event requires the payment of amounts all or part of which may be purported to be gifts or donations to the organization.
- 3. A gift, for the purposes of paragraph 110(1)(a), is a voluntary transfer of property without consideration. Accordingly, prior to issuance of receipts for gifts, it is incumbent upon the organization to be satisfied that each amount for which it will issue a receipt represents a voluntary transfer of property from a donor for which the donor expects to receive no consideration. That is, it must be evident that the donors have voluntarily paid amounts demonstrably in excess of the fair market value of the ticket or admission to the function or event. The amount of the gift or donation is the payment to the organization reduced by the fair market value of the ticket or admission to the function or event.
- 4. The fair market value of the price of admission to a fund-raising dinner, ball, concert or show should be determined by making a comparison to the regular or usual charge for attendance at the same or a similar function or event for which a donation is not solicited. In the absence of a comparable event, the value is the estimated price that would have been charged for a function or event of this sort carried out as a profit-making venture.

Le présent bulletin annule et remplace le Bulletin d'interprétation IT-110, du 19 juin 1973.

- 1. Les sous-alinéas 110(1)a)(i) et (ii) de la Loi de l'impôt sur le revenu permettent d'effectuer une déduction du revenu, sous réserve de certaines limites, pour des dons faits à des organismes de charité enregistrés ou à des associations canadiennes enregistrées de sport amateur, lorsque ceux-ci sont appuyés par des «reçus officiels» délivrés conformément à la Partie XXXV du Règlement de l'impôt sur le revenu.
- 2. Pour recueillir des fonds qui serviront à atteindre ses buts et objectifs, un organisme peut commanditer des cérémonies ou des événements comme des dîners, des bals, des concerts ou des spectacles. Les personnes qui désirent assister ou participer à la cérémonie doivent verser des sommes qui, en totalité ou en partie, peuvent être considérées comme des dons à l'organisme.
- 3. Aux fins de l'alinéa 110(1)a), un don est une cession volontaire de biens, sans contrepartie. Par conséquent, avant de délivrer des reçus pour des dons, l'organisme doit s'assurer que chaque somme pour laquelle il délivre ce reçu est un transfert volontaire de biens d'un donateur qui ne s'attend pas à recevoir de contrepartie. En d'autres termes, il doit être évident que les donateurs ont volontairement versé des sommes manifestement supérieures à la juste valeur marchande du billet ou du prix d'entrée pour la cérémonie ou l'événement. Le montant du don correspond au paiement versé à l'organisme moins la juste valeur marchande du billet ou du prix d'entrée pour la cérémonie ou l'événement.
- 4. On détermine la juste valeur marchande du prix d'entrée à un dîner, à un bal, à un concert ou à un spectacle servant à recueillir des fonds en comparant le prix demandé au prix habituel pour l'entrée à cette même cérémonie ou à une cérémonie du même genre, pour laquelle aucun don n'est sollicité. En l'absence d'événement comparable, la valeur est le prix estimatif qui aurait été demandé pour une cérémonie ou un événement de ce genre qui aurait eu lieu dans le cadre d'une entreprise à but lucratif.

2

- 5. Where goods or services are acquired from or through a charity or an amateur athletic association no part of the purchase price will qualify as a gift or donation despite the fact that some or all of the proceeds accrue to such organization. Goods or services acquired by auction or as a result of some other sales method are considered to have a fair market value equal to the price paid to obtain them. This would include any cost for admission to an exhibition or sales event.
- 6. The fair market value of a bet or a ticket to participate in a game, raffle or lottery is the actual price paid by the purchaser in return for participation in the particular game of chance or draw. Under no circumstances may the amount of a bet or the purchase price of a ticket or any part of it be claimed as a donation. Furthermore, where donors are induced to give a "donation" to a charity by the offer of, for example, a lottery ticket, or where a person is entitled to a lottery ticket only if money is also donated to the charity, no receipt may be issued for either the lottery ticket or the donation. Where a large percentage of those acquiring lottery tickets did not in fact make any further contribution to the charity, this is considered to be prima facie evidence that the lottery was not an inducement.
- 7. No receipt for a gift or donation should be issued where the price of admission to a dinner, ball, concert or show includes participation in a lottery or draw for prizes or awards which have more than a nominal value. Any payment which might be considered in excess of the fair market value of the price of admission for the event is presumed to be consideration for participation in the lottery or draw.
- 8. A report to the Department on the basis used for determining amounts described in 4 above to be treated as gifts in the hands of the donors is no longer a condition required to be met prior to the issuance of receipts. The organization must exercise reasonable care in computing any amount for which a receipt is issued and must be prepared to substantiate the basis used if requested to do so by the Department. Notice of intention to revoke the registration of a registered charity or a registered Canadian amateur athletic association may be given under subsection 168(1) where the charity or association has issued a receipt for a gift or donation that contains false information.

- 5. Lorsque des biens ou des services sont acquis d'un organisme de charité ou d'une association de sport amateur, ou par leur entremise, aucune partie du prix d'achat ne constitue un don, même si une partie ou la totalité du produit de la vente est remise à l'organisme. Les biens ou les services acquis à une vente aux enchères ou à toute autre vente sont réputés avoir une juste valeur marchande égale au prix payé pour les obtenir. Cette définition comprend le prix d'entrée à une exposition ou à une vente.
- 6. La juste valeur marchande d'un pari ou d'un billet pour participer à un jeu, à un tirage ou à une loterie est le prix réel payé par l'acheteur pour la participation au jeu de hasard ou au tirage en question. L'argent ayant en tout ou en partie servi à un pari ou à l'achat d'un billet ne peut en aucune circonstance être déduit comme don. En outre, lorsque le donateur est amené à faire un «don» à un organisme de charité en échange, par exemple, d'un billet de loterie ou lorsqu'une personne ne peut obtenir un billet de loterie que si elle fait un don en argent à l'organisme de charité, aucun reçu ne peut être délivré pour le billet de loterie ou pour le don. Lorsqu'un fort pourcentage des personnes qui ont acheté des billets de loterie n'ont pas donné d'autres sommes à l'organisme de charité, le Ministère considère cela comme preuve que la loterie n'était pas une incitation.
- 7. Aucun reçu ne peut être délivré à l'égard d'un don lorsque le prix d'entrée à un dîner, à un bal, à un concert ou à un spectacle comprend la participation à une loterie ou à un tirage de prix qui a une valeur supérieure à une valeur nominale. Tout paiement qui peut être considéré comme ayant été fait en sus de la juste valeur marchande du prix d'entrée est réputé être une contrepartie pour la participation à la loterie ou au tirage.
- 8. L'organisme n'est plus tenu, pour délivrer des reçus, d'envoyer au Ministère un rapport sur la détermination des montants, mentionnés au numéro 4, qui doivent être considérés comme des dons faits par les donateurs. Il doit calculer, avec tout le soin possible, les montants pour lesquels des reçus sont délivrés et pouvoir justifier ses calculs si le Ministère lui demande de le faire. Un organisme de charité ou une association de sport amateur qui a délivré un reçu renfermant de faux renseignements peut être avisé du fait que le Ministère a l'intention, conformément au paragraphe 168(1), d'annuler son enregistrement à titre d'organisme de charité enregistré ou d'association canadienne enregistrée de sport amateur.

BULLETIN

Government
REVENU CANADA IMPOT Publications

INTERPRETATION

SUBJECT: INCOME TAX ACT

Deductible Gifts and Official Donation

Receipts

NO. IT-110R2

DATE: May 14, 1986

REFERENCE: Paragraph 110(1)(a) (also Part XXXV of the

Regulations)

NR68 -T51

This bulletin cancels and replaces IT-110R dated February 20, 1984.

PART I - DEDUCTIBLE GIFTS

- 1. The Canadian tax system encourages taxpayers to support the activities of registered charities by allowing the deduction of gifts made to such charities in computing a donor's taxable income. Paragraph 110(1)(a) of the Act permits a deduction from income, within specified limits, for gifts made to registered charities (and certain other donees listed therein), if supported by official receipts issued in accordance with the Regulations (see 17 below).
- 2. The purpose of this bulletin is to describe the types of gifts to registered charities that are deductible, the types of payments that are not, and to explain the difference so that both contributors and recipients of contributions may determine whether a particular contribution is deductible. In order to understand the principles involved, one must begin with the realization that to be deductible, the contribution must be in the form of an outright gift.

General Rule

- 3. A gift, for purposes of paragraph 110(1)(a), is a voluntary transfer of property without valuable consideration. A gift is made in any circumstance where all three of the conditions listed below are satisfied.
 - (a) Some property usually cash is transferred by a donor to a registered charity.

NOTE: Contributions of services (i.e., time, skills, effort) which are not property do not qualify. There is nothing to prohibit a charity from paying for services and later accepting the return of all or a portion of the payment as a gift — provided it is returned voluntarily. The donor must, in such an arrangement, account for the taxable income that would be realized either as remuneration (in which case the charity may be obliged to issue a T-4 slip) or as business income.

OBJET: LOI DE L'IMPÔT SUR LE REVENU
Dons déductibles et reçus officiels de dons

Nº IT-110R2 DATE: le 14 mai 1986

RENVOI: Alinéa 110(1)a) (aussi la Partie XXXV du

Alinéa 110(1)a) (aussi la Par Règlement)
AUG 0 7 1986

Le présent bulletin annuté d'rémplace le Bulletin IT-110R du 20 février1984.

PARTIE I - DONS DÉDUCTIBLES

- 1. Le régime fiscal canadien encourage les contribuables à appuyer les activités des organismes de charité enregistrés en permettant au donateur d'effectuer une déduction dans le calcul de son revenu imposable pour des dons faits à des organismes de ce genre. L'alinéa 110(1)a) de la Loi permet une déduction du revenu, sous réserve de certaines limites, pour des dons faits à des organismes de charité enregistrés (et à certains autres donataires qui sont énumérés dans cet alinéa), lorsque ces dons sont appuyés de reçus officiels délivrés conformément au Règlement (voir le numéro 17).
- 2. Ce bulletin vise à décrire les types de dons à des organismes de charité enregistrés qui sont déductibles et les types de paiements qui ne le sont pas, puis à expliquer la différence, de sorte que tant les donateurs que les bénéficiaires des contributions puissent déterminer si une contribution particulière est déductible. Afin de comprendre les principes en cause, il faut d'abord savoir que la contribution, pour être déductible, doit être un don absolu.

Règle générale

- 3. Aux fins de l'alinéa 110(1)a), un don est un transfert volontaire de biens sans contrepartie pécuniaire ou autre. Il y a don chaque fois que sont réunies les trois conditions énumérées cidessous.
 - a) Certains biens, généralement des espèces, sont transférés par un donateur à un organisme de charité enregistré. REMARQUE: La prestation de services (par exemple du temps, des compétences, des efforts) qui ne représentent pas des biens n'est pas admissible. Il n'y a rien qui empêche un organisme de charité de payer pour des services qui lui sont fournis et d'accepter ultérieurement la restitution de la totalité ou d'une partie du paiement à titre de don, pourvu que l'argent soit restitué volontairement. Dans le cadre d'un arrangement de ce genre, le donateur doit rendre compte du revenu imposable qui serait réalisé comme rémunération (auquel cas l'organisme de charité peut être obligé de délivrer un feuillet T4) ou comme revenu d'entreprise.



(b) The transfer is voluntary. Any legal obligation on the payor would cause the transfer to lose its status as a gift.

(c) The transfer is made without expectation of return. No valuable (see 13 below) consideration — no benefit of any kind — to the donor or to anyone designated by the donor may result from the payment.

Exceptions

- 4. In most cases, the foregoing general rule will be applied to determine whether a particular payment is a gift or whether it is some other form of non-deductible contribution; however, in recognition of certain widely accepted fund-raising practices, the Department is prepared to consider a gift to have been made in the following circumstances.
- 5. For many years the Department has permitted the difference between the purchase price of a ticket to attend a "dinner, ball, concert or show" and the fair market value of the food, entertainment etc., available to a ticket purchaser to be considered a gift. This exception to the general rule will not be extended to anything that is not a dinner, ball, concert, show or a like event. A "like event" is an event which provides services and consumable goods, the equivalent of which are readily available in the marketplace and which by their very nature are necessarily purchased with the intention that they be used on a specific date in the near future by the ticket purchaser (and guests) and which, if not used, have no resale value.
- 6. To calculate the gift portion, the charity may consider that two payments have been received: one for the fair market value of admission and the second as a gift to the charity.
- 7. The fair market value of admission to a fund-raising dinner, ball, concert or show should be determined by making a comparison to the regular or usual charge for attendance at the same or a similar function or event for which a donation is not solicited. In the absence of a comparable event, the value is the estimated price that would have been charged for a function or event of this sort carried out as a profit-making venture.
- 8. Official receipts for a gift or donation are not to be issued where the price of admission to a dinner, ball, concert or show includes participation in a lottery or draw for prizes or awards which have more than a nominal value. Any payment which might be considered in excess of the fair market value of the price of admission for the event is presumed to be consideration for participation in the lottery or draw.
- 9. Other exceptions to the rule in 3 above are discussed in separate publications. For example, a gift of a life insurance policy and subsequent premiums may also

- b) Le transfert est volontaire. Toute obligation juridique du payeur annulerait le don.
- c) Le transfert s'effectue sans perspective de rendement. Le donateur ou toute personne désignée par lui ne doit s'attendre à voir aucune contrepartie pécuniaire (voir numéro 13) ou autre avantage quelconque résulter du paiement.

Exceptions

- 4. Dans la plupart des cas, la règle générale qui précède sera appliquée pour déterminer si un paiement particulier est un don ou s'il s'agit d'un autre type de contribution non déductible; toutefois, compte tenu de certaines pratiques généralement admises qui visent à réunir des fonds, le Ministère est prêt à prendre en considération un don qui aurait été fait dans les circonstances suivantes.
- 5. Pendant de nombreuses années, le Ministère a permis que soit considérée comme un don la différence entre le prix d'achat d'un billet pour assister à un «dîner, bal, concert ou spectacle» et la juste valeur marchande de la nourriture, du spectacle, etc., offerts au détenteur du billet. Cette exception à la règle générale ne saurait s'étendre à ce qui serait autre chose qu'un dîner, un bal, un concert, un spectacle ou un événement du genre. Un «événement du genre» est un événement qui permet l'acquisition de services et de biens de consommation, dont des équivalents se trouvent facilement sur le marché, qui, de par leur nature même, sont nécessairement achetés dans le but d'être utilisés à une date précise dans un avenir rapproché par le détenteur du billet (et les invités) et qui, s'ils ne sont pas utilisés, n'ont aucune valeur de revente.
- 6. Afin de calculer la fraction représentant le don, l'organisme de charité peut considérer que deux paiements ont été reçus: un pour la juste valeur marchande de l'entrée et l'autre à titre de don à l'organisme de charité.
- 7. On détermine la juste valeur marchande du prix d'entrée à un dîner, à un bal, à un concert ou à un spectacle destiné à réunir des fonds, en comparant le prix demandé au prix habituel pour l'entrée à cette même cérémonie ou à une cérémonie du genre où aucun don n'est sollicité. En l'absence d'un événement comparable, la valeur est le prix estimatif qui aurait été demandé pour une cérémonie ou un événement du genre qui aurait eu lieu dans le cadre d'une entreprise à but lucratif.
- 8. Aucun reçu officiel ne doit être délivré pour un don lorsque le prix d'entrée à un dîner, à un bal, à un concert ou à un spectacle comprend la participation à une loterie ou à un tirage de prix qui a une valeur supérieure à une valeur nominale. Tout paiement qui peut être considéré en sus de la juste valeur marchande du prix d'entrée est réputé être une contrepartie de la participation à la loterie ou au tirage.
- 9. Les autres exceptions à la règle énoncée en 3 ci-dessus sont étudiées dans d'autres publications. Par exemple, le don d'une police d'assurance-vie et des primes subséquentes peut égale-

IT-110R2

qualify as a gift. For further information consult IT-244R2, "Gifts of Life Insurance Policies as Charitable Donations".

10. Certain tuition fees to religious schools (excluding post-secondary) and portions of fees to religious and secular schools (excluding post-secondary) may be considered gifts. For further information consult Information Circular 75-23, "Tuition Fees and Charitable Donations Paid to Privately Supported Secular and Religious Schools".

Inducements

- 11. The general rule that no benefit of any kind may be made available to a donor does not include items of little or no value. Many charities, in response to a donation, give the donor a small token as a gesture of appreciation. These items (e.g., a single flower, a pamphlet, a plastic or paper pin or tag, envelope seals) have no resale value, and, accordingly, such inducements are to be ignored; they do not disqualify the gift. However, an amount paid for chocolate bars, cookies, light bulbs, etc., is not a gift.
- 12. Where a donor receives from a charity something of more than nominal value (e.g., a work of art, records, tapes) as an inducement for making a contribution, no official receipt may be issued. This is so even if the amount of the contribution exceeds the value of the inducement. Since the contributor has received consideration in return for his contribution, he has not legally made a gift.
- 13. In summary, the Department would find no reason to question a donation in circumstances where an inducement was offered, provided:
 - the inducement was of little or no value either by comparison to similar items widely available in the marketplace or by the establishment of a value through the marketing of the item by the charity.
 An item "of little or no value" would have no resale value.
 - in cases where the value of the inducement is more than nominal, any donation made was entirely separate from and unrelated to any purchase made. It should be noted that the sale of items at cost or less than cost by a charity with the expectation that a donation would thereby be encouraged would jeopardize the resultant donations to the extent that the Department would view the transactions as related.

Separation of Purchase and Gift

14. In certain circumstances, a donor can both purchase something from a charity and make a gift. There must be two separate transactions which are independent of each

ment être admissible. Pour plus de renseignements, consulter le Bulletin d'interprétation IT-244R2, «Dons de polices d'assurance-vie comme dons de charité».

10. Certains frais de scolarité versés à des écoles religieuses (à l'exclusion des établissements postsecondaires) et une part des frais versés aux écoles religieuses et laîques (à l'exclusion des établissements postsecondaires) peuvent être considérés comme des dons. Pour plus de renseignements, consulter la Circulaire d'information 75-23, «Frais de scolarité et dons de charité versés à des écoles laîques privées et à des écoles religieuses».

Marques d'appréciation

- 11. La règle générale selon laquelle aucun avantage de quelque nature que ce soit ne peut être offert au donateur n'englobe pas les articles n'ayant que peu ou pas de valeur. En réponse à un don reçu, de nombreux organismes de charité remettent au donateur un petit symbole de leur appréciation. Ces articles (par exemple une fleur, une brochure, une épingle ou une étiquette en papier ou en plastique, des cachets d'enveloppes) n'ont aucune valeur de revente et, en conséquence, on ne doit tenir aucun compte de ces marques d'appréciation; le don demeure admissible. Toutefois, le montant payé pour des tablettes de chocolat, des petits gâteaux, des ampoules, etc. ne représente pas un don.
- 12. Lorsqu'un donateur reçoit d'un organisme de charité un objet ayant plus qu'une valeur nominale (par exemple une oeuvre d'art, des disques, des bandes magnétiques) à titre de marque d'appréciation pour avoir fait une contribution, aucun reçu officiel ne peut être délivré. Il en est ainsi même si le montant de la contribution dépasse la valeur de la marque d'appréciation. Puisque le donateur a reçu une contrepartie pour sa contribution, il n'a pas fait un don sur le plan juridique.
- 13. En résumé, le Ministère n'aurait aucune raison de contester un don lorsqu'une marque d'appréciation a été offerte, pourvu que:
 - la marque d'appréciation n'ait que peu ou pas de valeur par comparaison à des articles similaires que l'on peut se procurer facilement sur le marché ou grâce à l'établissement d'une valeur dans le cadre de la mise en marché de l'article par l'organisme de charité. Un article ayant «peu ou pas de valeur» n'aurait aucune valeur de revente.
 - dans les cas où la valeur de la marque d'appréciation est plus que symbolique, tout don qui a été fait soit entièrement distinct de l'achat effectué et n'ait aucun rapport avec celui-ci. Il faut remarquer que dans le cas où l'organisme de charité vendrait des articles au prix coûtant ou à un prix moindre dans l'espoir d'obtenir un don en échange, les dons qui en résulteraient seraient compromis dans la mesure où le Ministère considérerait que les transactions sont liées.

Distinction entre achat et don

14. Dans certaines circonstances, un donateur peut à la fois acheter quelque chose d'un organisme de charité et faire un don. Il doit s'agir de deux transactions distinctes et n'avoir aucun

4 IT-110R2

other. Where the donor can only purchase the item if he also makes a contribution, that contribution is not a gift and an official receipt may not be issued for it.

15. Where, however, anyone can purchase the item without making any other payment, an additional contribution made by a purchaser is a gift and an official receipt may be issued for the additional contribution but not the purchase price. Whether or not one transaction is dependent upon the other is a question of fact.

Non-Deductible Contributions

- 16. The following are examples (not an all-inclusive list) of payments or contributions that do not qualify as gifts. Accordingly, a registered charity may not issue official receipts for income tax purposes in respect of such amounts. If you have any doubts about a particular proposal, you should consult your District Taxation Office.
 - (a) The payment of a basic fee for admission to an event or to a program, whether on behalf of the payor, a dependant of the payor, or someone designated by the payor is not deductible as a charitable donation regardless of whether the payment of the fee was voluntary. Examples include:
 - fees to a day-care or nursery school facility, fees to pay for participation in an exercise or training or like program or membership that conveys a right to attend or to be admitted to a program,
 - contributions made to offset a charity's costs of providing services (such as food and lodging at a seminar, encounter group, therapy class).
 - (b) The payment of membership fees that convey the right to attend events, receive literature, receive services or be eligible for entitlements of any material value. In this regard, the right to vote at meetings and to receive reports of the charity's activities unless such reports are otherwise available for a fee are not considered to be of any material value.
 - (c) A payment for a lottery ticket or other chance to win a prize is not a gift. However, a lottery may be run in conjunction with a fund-raising campaign without prejudicial effect if the lottery tickets can be purchased without any requirement that ticket purchasers also make a donation to the fund-raising campaign. Official receipts may then be issued for such donations to the fund-raising campaign, but not for the purchase of lottery tickets. An amount which would otherwise be a gift, such as a portion of the price of admission discussed in 5 above, would no longer qualify as such if the price of admission entitles anyone, at no additional cost, to receive a chance to win a prize.

rapport. Quand le donateur ne peut acheter l'article que s'il fait également une contribution, cette contribution n'est pas un don et aucun reçu officiel ne peut être délivré.

15. Toutefois, lorsque n'importe qui peut acheter l'article sans effectuer d'autre paiement, une contribution supplémentaire de l'acheteur représente un don et un reçu officiel peut être délivré pour la contribution supplémentaire, mais pas pour le prix d'achat. La question de savoir si une transaction dépend d'une autre est une question de fait.

Contributions non déductibles

- 16. Voici une liste non exhaustive d'exemples de paiements ou de contributions qui ne sont pas admissibles comme dons. Il va de soi qu'un organisme de charité enregistré ne peut délivrer de reçus officiels aux fins de l'impôt sur le revenu dans ces circonstances. Si vous avez des doutes au sujet d'une proposition particulière, vous devez consulter votre bureau de district d'impôt.
 - a) Le paiement d'un prix d'entrée de base à un événement ou à un programme, qu'il soit fait au nom du payeur, d'une personne à la charge du payeur ou d'une personne désignée par le payeur, n'est pas déductible comme don de charité indépendamment du fait que le paiement était volontaire ou non. Voici des exemples:
 - les frais d'inscription à une garderie ou à une prématernelle, les frais de participation à un programme d'exercices ou de formation ou à un programme similaire, ou les frais d'adhésion qui donnent le droit d'assister ou d'être admis à un programme,
 - les contributions pour compenser les coûts de prestation de services de l'organisme de charité (notamment les repas et l'hébergement dans le cadre de colloques et de diverses réunions de groupe).
 - b) Le paiement de frais d'adhésion qui donne le droit d'assister à des événements, de recevoir de la documentation et d'obtenir des services ou qui offre des droits d'une valeur importante. À cet égard, le droit de voter à des réunions et de recevoir les rapports d'activités de l'organisme de charité, à moins qu'il ne soit possible d'obtenir ces rapports autrement pour un montant déterminé, n'est pas considéré comme ayant une valeur importante.
 - c) Un paiement pour l'achat d'un billet de loterie ou la participation à un autre jeu de hasard afin de gagner un prix n'est pas un don. Toutefois, une loterie peut être organisée parallèlement à une campagne destinée à réunir des fonds, sans que cela soit préjudiciable à la campagne, si les billets de loterie peuvent être achetés sans que les acheteurs soient également tenus de verser un don dans le cadre de la campagne. Des reçus officiels peuvent alors être délivrés pour tout don lié à la campagne destinée à réunir des fonds, mais pas pour l'achat de billets de loterie. Un montant qui serait autrement considéré comme un don, par exemple la fraction du prix d'un billet d'entrée dont nous avons parlé au numéro 5 ci-dessus, ne serait plus admissible comme tel si le prix d'entrée permet à tous les participants, sans frais supplémentaires, de se voir offrir par la même occasion la possibilité de gagner un prix.

IT-110R2 5

- (d) Donations of services may not be acknowledged by issue of an official receipt. As discussed in the "General Rule" section of this bulletin, a contribution of services (i.e.,time, skills, effort) does not qualify. A gift must involve property.
- (e) Payments to a charity for goods or services, as discussed in the "General Rule" section of this bulletin, may not be acknowledged by issue of an official receipt for all or any part of the payments. This rule applies even when the buyer pays an amount in excess of fair market value to enhance the profit of the charity. However, as discussed earlier, it does not apply if the donor only receives an item of "little or no value".
- (f) Gifts directed to a person designated by a donor. A charity may not issue an official receipt for income tax purposes if the donor has directed the charity to give the funds to a specified person or family as opposed to a program. In reality, such a gift is made to the person or family and not to the charity. Donations made to charities can be subject to a general direction but decisions regarding specific beneficiaries of one of its established programs must be the exclusive responsibility of the charity.
- (g) Gifts directed to a foreign affiliate or foreign charity are not deductible gifts. Where a donor directs a charity to send a gift to another charity, that other charity must be a registered Canadian charity. Since a foreign charity cannot qualify to be a registered Canadian charity, such a gift is normally not a deductible contribution and an official receipt for income tax purposes must not be issued. (NOTE: Information Circular 84-3R, "Gifts in Right of Canada" lists the few foreign charities to which tax deductible gifts can be made).

PART II - OFFICIAL DONATION RECEIPTS

Contents

- 17. A charity may issue official receipts only while it is registered and must not receipt funds that it will not itself be responsible for spending. Part XXXV of the Regulations requires that each official receipt it issues to acknowledge a donation must contain at least the following:
 - a statement that it is an official receipt for income tax purposes
 - the charity's registration number, name and address in Canada as recorded with Revenue Canada, Taxation
 - the place or locality where the receipt was issued

- d) Les dons de services ne peuvent être reconnus sur présentation d'un reçu officiel. Comme il est mentionné dans la partie de ce bulletin intitulée «Règle générale», la prestation de services (par exemple du temps, des compétences, des efforts) n'est pas admissible. Un don doit mettre en cause des biens.
- e) Les paiements faits à un organisme de charité pour des biens ou services, comme il est mentionné dans la partie de ce bulletin intitulée «Règle générale», ne peuvent être reconnus sur présentation d'un reçu officiel pour la totalité ou une partie des paiements. Cette règle s'applique, même lorsque l'achateur paie un montant supérieur à la juste valeur marchande du bien afin d'augmenter le bénéfice de l'organisme de charité. Cependant, comme il a été dit précédemment, la règle ne s'applique pas lorsque le donateur reçoit uniquement un article ayant «peu ou pas de valeur».
- f) Dons destinés à une personne désignée par le donateur. Un organisme de charité ne peut délivrer un reçu officiel aux fins de l'impôt sur le revenu si le donateur a demandé à cet organisme de donner les fonds à une personne ou à une famille bien précise, par opposition à un programme. En réalité, ce don est fait à la personne ou à la famille visée et non à l'organisme de charité. Les dons qui sont faits à des organismes de charité peuvent être assujettis à des directives générales, mais les décisions relatives aux bénéficiaires précis de l'un de leurs programmes incombent exclusivement aux organismes mêmes.
- g) Les dons destinés à une corporation étrangère affiliée ou à un organisme de charité étranger ne sont pas des dons déductibles. Lorsqu'un donateur donne instruction à un organisme de charité d'acheminer un don à un autre organisme de charité, ce dernier doit être un organisme de charité canadien enregistré. Étant donné qu'un organisme de charité étranger ne peut être admissible comme organisme de charité canadien enregistré, ce don ne constitue pas une contribution déductible et un reçu officiel aux fins de l'impôt sur le revenu ne doit pas être délivré. (REMAR-QUE: La Circulaire d'information 84-3R, «Dons du chef du Canada» énumère les quelques organismes de charité étrangers auxquels des dons déductibles peuvent être faits).

PARTIE II - REÇUS OFFICIELS DE DONS

Contenu

- 17. Un organisme de charité ne peut délivrer des reçus officiels que s'il est enregistré et il ne doit pas donner de reçus pour des fonds dont il ne déterminera pas lui-même l'affectation. Selon la Partie XXXV du Règlement, chaque reçu officiel qu'il délivre pour accuser réception d'un don doit contenir au moins les renseignements suivants:
 - un énoncé précisant que le reçu est un reçu officiel aux fins de l'impôt sur le revenu;
 - le numéro d'enregistrement, le nom et l'adresse de l'organisme de charité au Canada, selon les registres de Revenu Canada, Impôt;
 - le lieu ou l'endroit où le reçu a été délivré;

6 IT-110R2

- the day on which or the year during which the donation was received or, where property other than cash is received, the actual date of receipt
- the day on which the receipt was issued when it differs from the date of the donation
- amount of the gift
- the name and the address of the donor.

Each such receipt must be prepared at least in duplicate (since charities are required to keep on file a copy of every official receipt issued), must be signed by an authorized person, and must bear its own serial number. In addition, where the donation is a gift of property other than cash, the fair market value of the property at the time the gift was made, as well as the date of the gift, a description of the property, and the name and address of the appraiser (if any) of the property, is required. For further information consult IT-297R, "Gifts in Kind to Charity and Others".

18. Some charities issue an extra copy of the official receipt or issue a temporary receipt. Where this is done, such extra copy or temporary receipt is not to include the registration number of the charity and must contain a notation to the effect that "this copy is for your information only and is not an official receipt for income tax purposes".

Control of Receipts

19. Charities are expected to guard against the unauthorized use of official receipts. Most charities arrange through a printer for a supply of blank, serially-numbered receipts to be on hand at any given time. The charity must control the use of its receipts and, in the event of lost or stolen receipts, should notify Revenue Canada, Taxation. It may be necessary in such circumstances to cancel the registration number and obtain a new one from the Department.

Facsimile Signatures

- 20. The use of a facsimile signature is permitted under the following conditions:
 - the receipts are distinctively imprinted (usually by a commercial printer) with the name, address, and registration number of the charity,
 - receipts are serially numbered by a printing press or numbering machine, and
 - all unused receipt forms are kept at the charity's Canadian addresses.

The requirements with respect to the contents of official receipts as discussed above are applicable whether or not a facsimile signature is used.

Lost or Spoiled Receipts

21. To replace a lost official receipt, a charity may issue a replacement which must contain all required information (see 17 above) plus a notation to the effect that "this cancels and replaces receipt # (insert the serial number of

- le jour même ou l'année où le don a été reçu ou, lorsque des biens autres qu'en espèces ont été reçus, le jour réel du don;
- le jour où le reçu a été délivré, lorsqu'il diffère du jour du don;
- le montant du don;
- le nom et l'adresse du donateur.

Chaque reçu de ce genre doit être établi au moins en deux exemplaires (puisque les organismes de charité doivent verser au dossier un duplicata de chaque reçu officiel délivré), doit être signé par une personne autorisée et doit porter son propre numéro de série. En outre, lorsque le don est un don de biens autres que des espèces, la juste valeur marchande du bien au moment où le don a été fait, la date du don, une description du bien ainsi que le nom et l'adresse de l'évaluateur du bien (s'il y a lieu) sont nécessaires. Pour plus de renseignements, consulter le Bulletin d'interprétation IT-297R, «Dons en nature à une oeuvre de charité et autres».

18. Certains organismes de charité délivrent une copie supplémentaire de leur reçu officiel ou un reçu temporaire. Ces derniers ne doivent pas porter le numéro d'enregistrement de l'organisme et doivent porter une mention comme suit: «La présente copie ne vous est remise qu'à titre d'information et ne constitue pas un reçu officiel aux fins de l'impôt sur le revenu».

Contrôle des recus

19. Les organismes de charité sont censés se protéger contre l'utilisation non autorisée des reçus officiels. La plupart des organismes de charité prennent des dispositions par l'entremise d'un imprimeur pour avoir à tout moment des formules vierges de reçus à numérotage consécutif. L'organisme de charité est obligé de contrôler l'utilisation de ses reçus et, lorsque des reçus sont perdus ou volés, il doit aviser Revenu Canada, Impôt. Il peut être nécessaire dans ces circonstances d'annuler le numéro d'enregistrement et d'en obtenir un nouveau auprès du Ministère.

Fac-similés de signature

- 20. L'utilisation d'un fac-similé de signature est permise dans les conditions suivantes:
 - les reçus portent une impression distincte (faite généralement par un imprimeur commercial) comprenant le nom, l'adresse et le numéro d'enregistrement de l'organisme de charité;
 - les reçus sont numérotés en série au moyen d'une presse à imprimer ou d'une machine à numéroter; et
 - tous les reçus utilisés sont conservés à l'adresse canadienne de l'organisme de charité.

Les exigences relatives au contenu des reçus officiels, comme il est mentionné ci-dessus, s'appliquent sans égard à l'utilisation d'un fac-similé de signature.

Reçus perdus ou abimés

21. Pour remplacer un reçu officiel perdu, un organisme de charité peut délivrer un nouveau reçu qui doit contenir tous les renseignements nécessaires (voir le numéro 17 ci-dessus), plus une note précisant que «le reçu annule et remplace le reçu n°

IT-110R2 7

the lost receipt)". The charity's copy of the lost receipt must be retained and marked "cancelled". In the case of a spoiled receipt, all copies must be retained and marked "cancelled", and another receipt may then be issued.

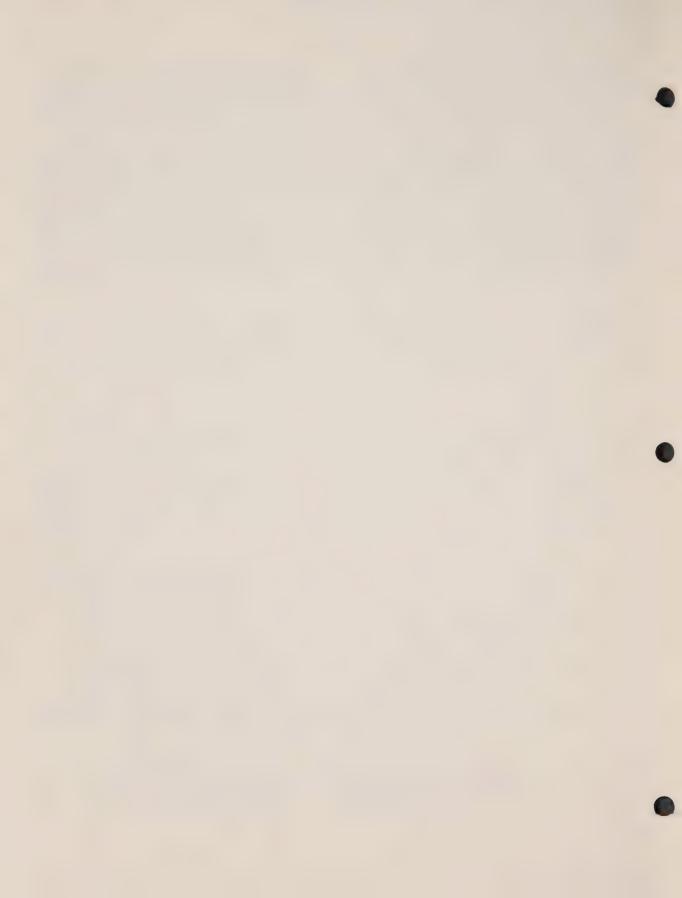
Date of Issue/Date of Donation

22. The "date of issue" is the date on which the receipt was prepared. There are no regulations requiring the issuance of official donation receipts within a particular time frame, but it is suggested that they be issued at least by the last day of February following the year during which the gift was made. The more important date is the date of the donation. Gifts received after the end of the year may not be added to the prior year's donations unless the gift was postmarked in the previous year.

(ajouter le numéro de série du reçu perdu)». Le duplicata du reçu perdu de l'organisme de charité doit être conservé et porter l'inscription «Annulé». Lorsqu'un reçu a été abîmé, toutes les copies doivent être conservées et porter l'inscription «Annulé», et un autre reçu peut alors être délivré.

Date de délivrance/date du don

22. La «date de délivrance» est la date d'établissement du reçu. Aucun règlement n'exige la délivrance des reçus officiels de dons dans un délai particulier, mais il est recommandé que ceux-ci soient délivrés au moins au plus tard le dernier jour du mois de février qui suit l'année du don. La date du don est la plus importante. Les dons reçus après la fin de l'année peuvent ne pas être ajoutés aux dons de l'année antérieure, à moins que le don ne porte le cachet de la poste de l'année précédente.



Reve

INTERPRETATION BULLETIN

BULLETIN D'INTERPRÉTATION

SUBJECT: SPECIAL RELEASE

Deductible Gifts and Official Donation Receipts

OBJET : COMMUNIOUÉ SPÉCIAL

Dons déductibles et recus officiels de dons

NO.: IT-110R2 DATE: January 27, 1989

REFERENCE: Sections 110.1 and 118.1 (also Part

XXXV of the Regulations)

NO: IT-110R2 DATE: le 27 janvier 1989
RENVO Les articles 110.1 et 118.1 (aussi la partie

XXXV du Règlement)

Tax Reform

This Special Release comments on the amendments to the Act resulting from Tax Reform.

Application

The purpose of this Special Release is to revise Interpretation Bulletin IT-110R2 dated May 14, 1986 to reflect amendments to the Act resulting from Tax Reform.

For 1987 and prior taxation years, charitable donations, as well as gifts to the Crown and certain gifts of cultural property, were allowed as deductions in computing a tax-payer's taxable income within specified limits. For individuals (other than those who have taken a vow of perpetual poverty and claimed a deduction under subsection 110(2)) these deductions are now replaced by a two-tier non-refundable and non-transferable federal tax credit commencing in 1988. A reference herein to individuals includes trusts.

Effective for 1988 and subsequent years, individuals may claim such a tax credit at the lowest federal income tax rate (17 percent for 1988) on the first \$250 of the amount of the total gifts made in a year and a similar tax credit at the highest federal income tax rate (29 percent for 1988) on the balance in excess of this threshold. The terms "total gifts", "total Crown gifts" and "total cultural gifts", which are relevant in determining an individual's tax credit, are defined in subsection 118.1(1). The rules which permit a deduction in computing taxable income for gifts by corporations remain unchanged, but the relevant provisions for corporations have been moved to section 110.1.

Bulletin Revisions

- 1. Paragraph 1 is cancelled and replaced by the following:
 - "1. The Canadian tax system encourages taxpayers to support the activities of registered charities by allowing gifts made to such charities to qualify as a deduction in computing a corporation's taxable income or, in the case of an individual, for 1988 and

Réforme fiscale

Ce communiqué spécial porte sur les modifications apportées à la Loi, par suite de la réforme fiscale.

Application

Ce communiqué spécial a pour objet de modifier le Bulletin d'interprétation IT-110R2 du 14 mai 1986 pour tenir compte des modifications apportées à la Loi par suite de la réforme fiscale.

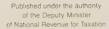
En 1987 et au cours des années d'imposition antérieures, les dons de charité, ainsi que les dons à l'État et certains dons de biens culturels, donnaient droit à des déductions dans le calcul du revenu imposable d'un contribuable, compte tenu de limites spécifiées. En ce qui concerne les particuliers, (à l'exception de ceux qui ont fait voeu de pauvreté perpétuelle et ont demandé une déduction en vertu du paragraphe 110(2)), ces déductions sont remplacées, à compter de 1988, par un crédit d'impôt fédéral non remboursable et non transférable à deux niveaux. Dans le présent bulletin, toute référence à des particuliers comprend les fiducies.

À compter des années 1988 et suivantes, les particuliers peuvent demander ce crédit d'impôt au plus bas taux d'impôt fédéral sur le revenu (17 pour 100 en 1988) sur les premiers 250 \$ du montant total des dons effectués au cours d'une année et un crédit d'impôt semblable au plus haut taux d'impôt fédéral sur le revenu (29 pour 100 en 1988) sur le solde dépassant ce seuil. Les termes «total des dons», «total des dons à l'État» et «total des dons de biens culturels», qui sont applicables lors de la détermination du crédit d'impôt d'un particulier, sont définis au paragraphe 118.1(1). Les règles qui permettent de déduire, dans le calcul du revenu imposable, les dons effectués par une corporation n'ont pas changé, mais les dispositions qui s'appliquent aux corporations se trouvent maintenant à l'article 110.1.

Révisions au Bulletin

- 1. Le numéro 1 est abrogé et remplacé par ce qui suit :
 - «1. Le régime fiscal canadien encourage les contribuables à appuyer les activités des organismes de charité enregistrés en permettant à une corporation d'effectuer une déduction dans le calcul de son revenu imposable ou, dans le cas d'un particulier, pour les années 1988 et suivantes, de créer un





2 IT-110R2

subsequent taxation years, to create a non-refundable and non-transferable federal tax credit deductible against Part I tax otherwise payable. Paragraph 110.1(1)(a) permits a deduction in computing a corporation's taxable income, within specified limits, for gifts made to registered charities (and certain other donees listed therein), if supported by official receipts issued in accordance with the Regulations (see 17 below). Subsection 118.1(3) provides a formula for determining the amount of the deduction from Part I tax otherwise payable that is available in respect of an individual's total gifts. This amount is calculated by applying the lowest Part I tax rate for the year (17 percent for 1988) to the lesser of \$250 and the individual's total gifts for the year. To that amount is added the highest Part I tax rate (29 percent for 1988) applied to the portion of the individual's total gifts for the year in excess of \$250. Subsection 118.1(2) provides that a gift shall not be included in computing a tax credit under section 118.1 unless the making of the gift is proven by filing a receipt containing prescribed information. The maximum charitable donations in a year that are eligible for the deduction in the case of corporations and for the two-tier tax credit in the case of individuals cannot exceed 20 percent of a taxpayer's net income. However, no such limit applies to total Crown gifts or total cultural gifts made by an individual and to gifts of a similar nature made by a corporation."

- 2. Paragraph 2 is cancelled and replaced by the following:
 - "2. The purpose of this bulletin is to describe the types of donations that qualify as gifts to registered charities, and the types of payments that do not qualify, so that both donors and recipients of donations may determine whether a particular donation will qualify as a gift for purposes of the Act. To qualify, the donation must be in the form of an outright gift."
- 3. The first sentence in paragraph 3 is cancelled and replaced by the following:
 - "A gift, for purposes of sections 110.1 and 118.1, is a voluntary transfer of property without valuable consideration."
- 4. Paragraph 4 is cancelled and replaced by the following:
 - "4. In most cases, the foregoing general rule will be applied to determine whether a particular payment is a gift or some form of non-qualifying contribution; however, in recognition of certain widely accepted fund-raising practices, the Department is prepared to consider a gift to have been made in the following circumstances."

crédit d'impôt non remboursable et non transférable, déductible de l'impôt de la partie I autrement exigible, pour les dons faits à des organismes de ce genre. L'alinéa 110.1(1)a) permet une déduction dans le calcul du revenu imposable d'une corporation, sous réserve de certaines limites, pour des dons faits à des organismes de charité enregistrés (et à certains autres donataires qui sont énumérés dans cet alinéa), lorsque ces dons sont appuyés de reçus officiels délivrés conformément au Règlement (voir le numéro 17). Le paragraphe 118.1(3) contient une formule servant au calcul du montant de la déduction de l'impôt de la partie I exigible qu'un particulier peut demander à l'égard du total des dons qu'il a effectués. Ce montant est déterminé en appliquant le plus bas taux d'impôt de la partie I pour l'année (17 pour 100 en 1988) au moins élevé des deux montants suivants : 250 \$ ou le total des dons du particulier pour l'année. À ce montant est ajouté le plus haut taux d'impôt de la partie I (29 pour 100 en 1988) appliqué à la portion du total des dons du particulier pour l'année qui est supérieure à 250 \$. Le paragraphe 118.1(2) prévoit qu'aucun don ne peut être inclus dans le calcul d'un crédit d'impôt en vertu de l'article 118.1 s'il n'est pas attesté par un reçu contenant les renseignements prescrits. Le montant maximum de dons de charité qu'une corporation peut déduire pour une année et qui donne droit au crédit d'impôt à deux niveaux, dans le cas des particuliers, ne doit pas dépasser 20 pour 100 du revenu net du contribuable. Cependant, cette limite ne s'applique pas au total des dons à l'État ni au total des dons de biens culturels fait par un particulier et aux dons d'une nature semblable fait par une corporation.»

- 2. Le numéro 2 est abrogé et remplacé par ce qui suit :
 - «2. Ce bulletin vise à décrire les genres de dons admissibles comme dons à des organismes de charité enregistrés et les genres de paiements qui ne le sont pas, puis à expliquer la différence, de sorte que tant les donateurs que les bénéficiaires des dons puissent déterminer si un don particulier est admissible comme don aux fins de la Loi. Pour être admissible, le don doit être un don absolu,»
- 3. La première phrase du numéro 3 est abrogée et remplacée par ce qui suit :
 - «Aux fins des articles 110.1 et 118.1, un don est un transfert volontaire de biens sans contrepartie pécuniaire ou autre.»
- 4. Le numéro 4 est abrogé et remplacé par ce qui suit :
 - «4. Dans la plupart des cas, la règle générale qui précède sera appliquée pour déterminer si un paiement particulier est un don ou un genre de contribution non admissible; toutefois, compte tenu de certaines pratiques généralement admises qui visent à réunir des fonds, le Ministère est prêt à prendre en considération un don qui aurait été fait dans les circonstances suivantes.»

IT-110R2 3

- 5. The heading preceding paragraph 16 is cancelled and replaced by the following:
 - "Non-Qualifying Contributions".
- 6. The first sentence in paragraph 16(a) is cancelled and replaced by the following:

"The payment of a basic fee for admission to an event or to a program, whether on behalf of the payor, a dependant of the payor, or someone designated by the payor does not qualify as a charitable donation regardless of whether or not the payment of the fee was voluntary."

7. The first sentence in paragraph 16(d) is cancelled and replaced by the following:

"Contributions of services may not be acknowledged by the issue of an official receipt."

- 8. Paragraph 16(g) is cancelled and replaced by the following:
 - "(g) Gifts directed to a foreign affiliate or foreign charity are not qualifying contributions. Where a donor directs a charity to send a gift to another charity, that other charity must normally be a registered Canadian charity. Since a foreign charity cannot qualify to be a registered Canadian charity, such a gift is normally not a qualifying contribution and an official receipt for income tax purposes must not be issued. (NOTE: Information Circular 84-3R3, "Gifts in Right of Canada" lists the few foreign charities to which qualifying gifts can be made)."

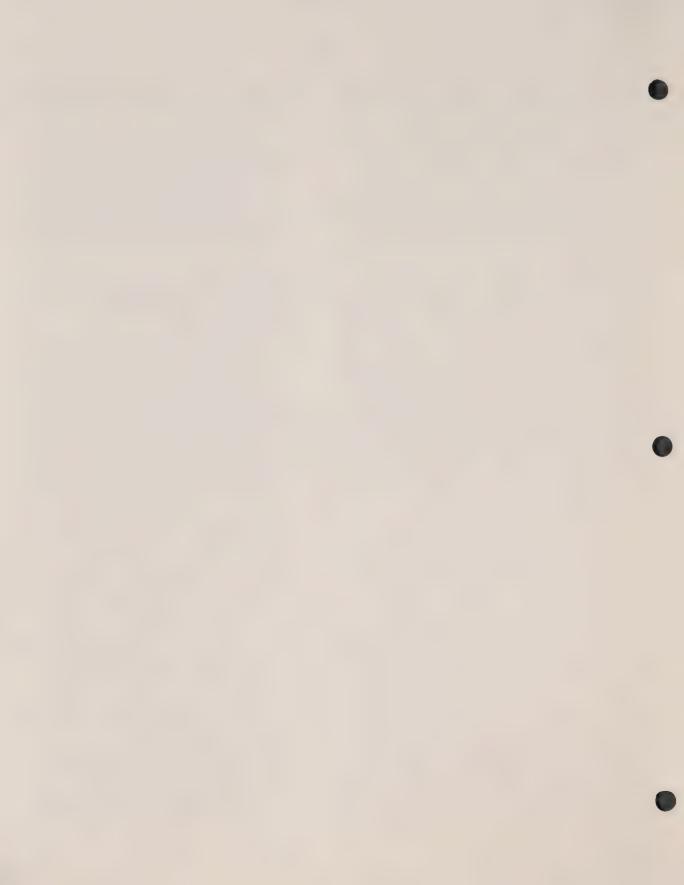
5. Le titre qui précède le numéro 16 est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«Contributions non admissibles».

6. La première phrase du numéro 16a) est abrogée et remplacée par ce qui suit :

«Le paiement d'un prix d'entrée de base à un événement ou à un programme, qu'il soit fait au nom du payeur, d'une personne à la charge du payeur ou d'une personne désignée par le payeur, n'est pas admissible comme don de charité indépendamment du fait que le paiement était volontaire ou non.»

- 7. La première phrase du numéro 16d) est abrogée et remplacée par ce qui suit :
 - «Les prestations de services ne peuvent être reconnues sur présentation d'un recu officiel.»
- 8. Le numéro 16g) est abrogé et remplacé par ce qui suit :
 - «g) Les dons destinés à une corporation étrangère affiliée ou à un organisme de charité étranger ne sont pas des dons admissibles. Lorsqu'un donateur donne instruction à un organisme de charité d'acheminer un don à un autre organisme de charité, ce dernier doit normalement être un organisme de charité canadien enregistré. Étant donné qu'un organisme de charité étranger ne peut être admissible comme organisme de charité étranger ne peut être admissible e constitue normalement pas une contribution admissible e un reçu officiel aux fins de l'impôt ne doit pas être délivré. (REMARQUE: La Circulaire d'information 84-3R3, «Dons du chef du Canada» énumère les quelques organismes de charité étrangers auxquels des dons admissibles peuvent être faits).»



INTERPRETATION

BULLETIN

SUBJECT:

INCOME TAX ACT
Annuities Purchased from
Charitable Organizations

SERIAL NO:

IT-111

DATE:

June 27, 1973

Paragraph 110(1)(a) (also paragraphs

56(1)(d) and 60(a))

OB IET

LOI DE L'IMPÔT SUR LE REVENU Annuités achetées d'oeuvres de charité

Nº DE SÉRIE:

IT-111

DATE:

le 27 juin 1973

PENVOL:

Alinéa 110(1)a) (Aussi les alinéas 56(1)d) et 60a))

- 1. This Bulletin replaces and cancels Interpretation Bulletin No. IT-14 dated June 24, 1971.
- 2. Certain registered Canadian charitable organizations solicit interested individuals to make an irrevocable contribution of capital to the charitable organization in exchange for immediate guaranteed payments to the individual for life at a specified rate depending on life expectancy. Such arrangements are considered to be annuity contracts for the purpose of the Income Tax Act, and the payments to the annuitant are included in computing his income under paragraph 56(1)(d). Paragraph 60(a) provides for the deduction from income of the capital element of the annuity payments as determined by Part III of the Income Tax Regulations.
- 3. Because of his charitable interest in the organization the individual sometimes pays more for the annuity than the total amount expected to be received as annuity payments. In such cases the Department is prepared to take the view that the excess of the purchase price over the amount so expected to be returned is a gift and the individual is entitled to deduct the amount of the gift to the extent allowed by paragraph 110(1)(a) provided an official receipt is produced in accordance with Part XXXV of the Income Tax Regulations. No portion of each annuity payment is taxable in the hands of the individual in these circumstances.
- 4. Attached is a table by which the total amount expected to be received as annuity payments under immediate life annuities can be calculated for these purposes. The annual payments are multiplied by the number of yearly instalments expected at the age of the annuitant at the time of making the arrangement and this provides the total amount expected to be received. The annuitant's age is determined by subtracting the calendar year of his birth from the calendar year in which the arrangement is made. However, where the annual payments on the annuity commence after 1971, subparagraph 300(2)(a)(iii) of the Income Tax Regulations requires his age, as so determined, to be reduced by two years.

- 1. Ce Bulletin remplace et annule le Bulletin d'interprétation No. IT-14 du 24 juin 1971.
- 2. Certaines oeuvres de charité canadiennes enregistrées sollicitent des contributions irrévocables en capital en échange de paiements immédiats et garantis en faveur des intéressés leur vie durant, à un taux précisé qui dépend de l'expectative de vie. Aux fins de la Loi de l'impôt sur le revenu, ces arrangements sont considérés comme des contrats d'annuité et les paiements au rentier sont compris dans le calcule de son revenu en vertu de l'alinéa 56(1)d). L'alinéa 60a) prévoit la déduction, du revenu, de l'élément capital des paiements d'annuités comme l'établit la Partie III des Règlements de l'impôt sur le revenu.
- 3. A cause de son intérêt charitable envers l'oeuvre, le particulier verse parfois plus pour l'annuité que le montant total qu'il s'attend à recevoir en paiements d'annuités. En pareils cas, le Ministère est prêt à considérer comme don l'excédent du prix d'achat sur le montant attendu en retour, et le particulier aura le droit de déduire le montant du don dans la mesure permise par l'alinéa l 10(1)a), à condition qu'un reçu officiel soit délivré conformément à la Partie XXXV des Règlements de l'impôt sur le revenu. Dans ces circonstances, nulle partie de chaque paiement d'annuité est imposable entre les mains de la personne.
- 4. La table ci-annexée servira à calculer le montant total prévu à titre de paiement d'annuité en vertu des rentes viagères immédiates. Les paiements annuels sont multipliés par le nombre de versements annuels qui sont prévus à l'âge du détenteur de l'annuité au moment de conclure l'arrangement; cela donne le montant total que l'on peut s'attendre à recevoir. On détermine l'âge du rentier en soustrayant l'année civile de sa naissance de l'année civile au cours de laquelle l'arrangement est conclu. Cependant, lorsque les arrérages annuels débutent après 1971, le sous-alinéa 300(2)a)(iii) des Règlements de l'impôt sur le revenu exige que l'âge du rentier, ainsi déterminé, soit réduit de deux ans.

2 IT-111

- 5. Where the annuity payments are guaranteed for a certain period, where the commencement of the payments is delayed, where there is more than one annuitant or where any other conditions exist making the application of the above table for immediate life annuities inappropriate, the calculation may be sought from the District Taxation Office.
- 6. The foregoing comments apply to contracts of this nature entered into in any province of Canada.
- 5. Lorsque les paiements d'annuités sont garantis pour une certaine période, lorsque le début des paiements est retardé, lorsqu'il y a plus d'un détenteur d'annuité ou lorsque d'autres conditions rendent inappropriée l'application de la table ci-jointe aux rentes viagères immédiates, le calcul peut être obtenu du bureau de district d'impôt.
- 6. Les observations ci-dessus s'appliquent aux contrats de ce genre qui sont conclus dans n'importe quelle province du Canada.

3

-ORDINARY LIFE ANNUITIES RENTES VIAGÈRES ORDINAIRES

Male		Female	Number of Yearly Instalments Expected Nombre de versements	Male		Female	Number of Yearly Instalments Expected Nombre de versements
Homme	Ages	Femme	annuels prévus	Нотте	Ages	Femme	annuels prévus
5		10	65.1	60		65	17.6
6		11	64.2	61		66	16.9
7		12	63.2	62		67	16.2
8		13	62.3	63		68	15.6
9 _		14	61.4	64 _		_ 69 _	15.0
10		15	60.5	65		70	14.4
11		16	59.6	66		71	13.8
12		17	58.6	67		72	13.2
13		18	57.7	68		73	12.7
14		_ 19	56.8	69 _		_ 74_	12.1
15		20	55.8	70		75	11.6
16		21	54.9	71		76	11.1
17		22	54.0	72		77	10.6
18		23	53.0	73		78	10.1
19 <u> </u>		_ 24	52.1	74		_ 79_	9.6
21		26	51.2 50.2	75 76		80	9.2
22		27	49.3	76 77		81 82	8.7 8.3
23		28	49.3	78		83	8.3 7.9
24 _		_ 29	47.5	79 _		_ 84_	7.5
25		30	46.5	80		_ 85	7.1
26		31	45.6	81		86	6.7
27		32	44.7	82		87	6.4
28		33	43.8	83		88	6.0
29		_ 34	42.8	84 _		89	5.7
30		35	41.9	85		90	5.4
31		36	41.0	86		91	5.1
32		37	40.1	87		92	4.8
33		38	39.2	88		93	4.5
34		_ 39	38.3	89		94	4.3
35		40	37.4	90		95	4.0
36		41	36.5	91		96	3.8
37		42	35.6	92		97	3.6
38		43	34.7	93		98	3.3
39 _		_ 44	33.9	94 _		99	3.1
40		45	33.0	95		100	2.9
41		46	32.1	96		101	2.7
42		47	31.3	97		102	2.5
43		48	30.4	98		103	2.3
44		_ 49	29.6	99		104	2.1
45		50	28.8	100		105	1.9
46 47		51 52	28.0 27.2	101 102		106 107	1.7 1.6
48		53	26.4	102		107	1.4
49		_ 54	25.6	104		109	1.4
50	<u> </u>	55	24.8	105		110	1.0
51		56	24.0	106		111	.9
52		57	23.2	107		112	.7
53		58	22.5	108		113	.7
54		_ 59	21.8	109		_ 114	5
55		60	21.0				
56		61	20.3				
57		62	19.6				
58		63	18.9				
59 _		64	18.2				



INTERPRETATION

SUBJECT: INCOME TAX ACT

Annuities Purchased from Charitable Organi-

OBJET: LOI DE L'IMPÔT SUR LE REVENU Rentes achetées d'oeuvres de charité

NO: IT-111R

DATE: February 27, 1984 REFERENCE: Paragraph 110(1)(a) (also paragraphs 56(1)(d), 60(a), 149.1(1)(a) and (b) and subsections 149.1(3) and (4))

No: IT-111R DATE: le 27 février 1984 RENVOI: Alinea 110(1)a) (aussi les alinéas 56(1)d), 60a), 149 (1)a) et b) et paragraphes 149.1(3) et (4))

This bulletin replaces and cancels IT-111 dated June 27. 1973. Current revisions are indicated by vertical lines.

1. Certain registered charities solicit interested individuals to make an irrevocable contribution of capital to the charity in exchange for immediate guaranteed payments to the individual for life at a specified rate depending on life expectancy. Such arrangements are considered to be annuity contracts for purposes of the Income Tax Act and the annuity payments are included in computing the annuitant's income under paragraph 56(1)(d). Paragraph 60(a) provides for the deduction from income of the capital element of the annuity payments as determined by Part III of the Income Tax Regulations.

- 2. While a charitable organization, as defined in paragraph 149.1(1)(b), may enter into such arrangements without jeopardizing its registered status, a charitable foundation, as defined in paragraph 149.1(1)(a), may not do so. The registration of a charitable foundation may be revoked if the foundation has, at any time since June 1, 1950, incurred debts other than certain debts described in subsections 149.1(3) and (4). The Department considers an undertaking to make annuity payments to be a debt incurred by the charity which, in the case of a charitable foundation, is cause for the revocation of its registration.
- 3. Because of a charitable interest in the organization an individual sometimes pays more for the annuity than the total amount expected to be received as annuity payments. In such cases the Department is prepared to take the view that the excess of the purchase price over the amount so expected to be returned is a gift and the individual is entitled to deduct the amount of the gift to the extent allowed by paragraph 110(1)(a) provided an official receipt is produced in accordance with Part XXXV of the Income Tax Regulations. No portion of any annuity payment is taxable in the hands of the individual in these circumstances.

Le présent bulletin annule et remplace le Bulletin d'interprétation IT-111 du 27 juin 1973. Les révisions sont indiquées par des traits verticaux.

- 1. Certains organismes de charité enregistrés sollicitent des contributions irrévocables en capital en échange de paiements immédiats et garantis aux personnes intéressées leur vie durant, à un taux précis qui est établi en fonction de l'espérance de vie. Aux fins de la Loi de l'impôt sur le revenu, ces arrangements sont considérés comme des contrats de rente et les paiements de rente sont inclus dans le calcul du revenu du rentier en vertu de l'alinéa 56(1)d). L'alinéa 60a) prévoit la déduction du revenu de la partie des paiements de rente qui représent le capital comme l'établit la Partie III du Règlement de l'impôt sur le revenu.
- Alors qu'une oeuvre de charité, selon la définition énoncée à l'alinéa 149.1(1)b), peut conclure de tels arrangements sans compromettre son statut d'oeuvre enregistrée, une fondation de charité, selon la définition énoncée à l'alinéa 149.1(1)a), ne le peut pas. L'enregistrement d'une fondation de charité peut être annulé si la fondation a, à une date quelconque depuis le 1er juin 1950, contracté des dettes autres que les dettes décrites aux paragraphes 149.1(3) et 149.1(4). Le Ministère considère l'engagement à faire des paiements de rente comme une dette contractée par l'organisme de chartié, ce qui, dans le cas d'une fondation de charité, justifie l'annulation de son enregistrement.
- 3. En raison de l'intérêt charitable qu'il manifeste pour l'organisme, un particulier verse parfois pour la rente un montant supérieur au montant total qu'il s'attend de recevoir en paiements de rente. En pareil cas, le Ministère est disposé à considérer comme don l'excédent du prix d'achat sur le montant attendu en retour et le particulier a le droit de déduire le montant du don dans la mesure permise par l'alinéa 110(1)a), à condition qu'un reçu officiel soit délivré conformément à la Partie XXXV du Règlement de l'impôt sur le revenu. Dans ces circonstances, aucun montant d'un paiement de rente n'est imposable pour le particulier.

IT-111R

- Attached is a table by which the total amount expected to be received as annuity payments under immediate life annuities can be calculated for these purposes. The annual payments are multiplied by the number of future yearly instalments expected at the age of the annuitant at the time of making the arrangement and this provides the total amount expected to be received.
- Where the annuity payments are guaranteed for a certain period, where the commencement of the payments is delayed, where there is more than one annuitant or where any other conditions exist that make the application of the above table for immediate life annuities inappropriate, the calculation may be sought from the District Taxation Office.
- 6. The foregoing comments apply to contracts of this nature entered into in any province of Canada.

- 4. La table ci-annexée servira à calculer le montant total qu'un particulier peut s'attendre de recevoir en paiements de rente en vertu des rentes viagères immédiates. Les paiements annuels sont multipliés par le nombre de versements annuels futurs qui sont prévus à l'âge du rentier au moment de conclure l'arrangement; cela donne le montant total que le rentier peut s'attendre de recevoir.
- 5. Lorsque les paiements de rente sont garantis pour une certaine période, lorsque le début des paiements est retardé, lorsqu'il y a plus d'un rentier ou lorsque d'autres conditions rendent inappropriée l'application de la table ci-annexée pour rentes viagères immédiates, le calcul peut être obtenu du bureau de district d'impôt.
- 6. Les observations ci-dessus s'appliquent aux contrats de ce genre qui sont conclus dans n'importe quelle province du Ca-

nitant's ge at encement of gement e du err au ent de clure
encement of gement e du ier au ent de
of gement e du fer au ent de
gement e du er au ent de
e du er au ent de
er au ent de
ent de
clure
igemeni
35
36
37
38
39
10
11
12
13
14
15
16
17
8
19
50
51
52
51
54
55
56
57
8
59

Rentes viagères ordinaires

Annuitant's	Number of	Number of
Age at	Yearly	Yearly
Commencement	Instalments	Instalments
of	Expected:	Expected:
Arrangement	Male	Female
Âge du	Nombre de	Nombre de
rentier au	versements	versements
moment de	annuels	annuels
conclure	prévus:	prévus:
l' arrangement	Homme	Femme
35	42.6	47.5
36	41.7	46.5
37	40.7	45.6
38	39.8	44.6
39	38.8	43.6
40	37.9	42.7
41	37.0	41.7
42	36.0	40.8
43	35.1	39.8
44	34.2	38.8
45	33.3	37.9
46	32.4	37.0
47	31.5	36.0
48	30.6	35.1
49	29.7	34.1
50	28.8	33.2
51	28.0	32.3
52	27.2	31.3
51	26.3	30.4
54	25.5	
55	24.7	29.5
56		28.6
57	23.9	27.7
58	23.1	26.8
	22.4	26.0
59	21.6	25.1

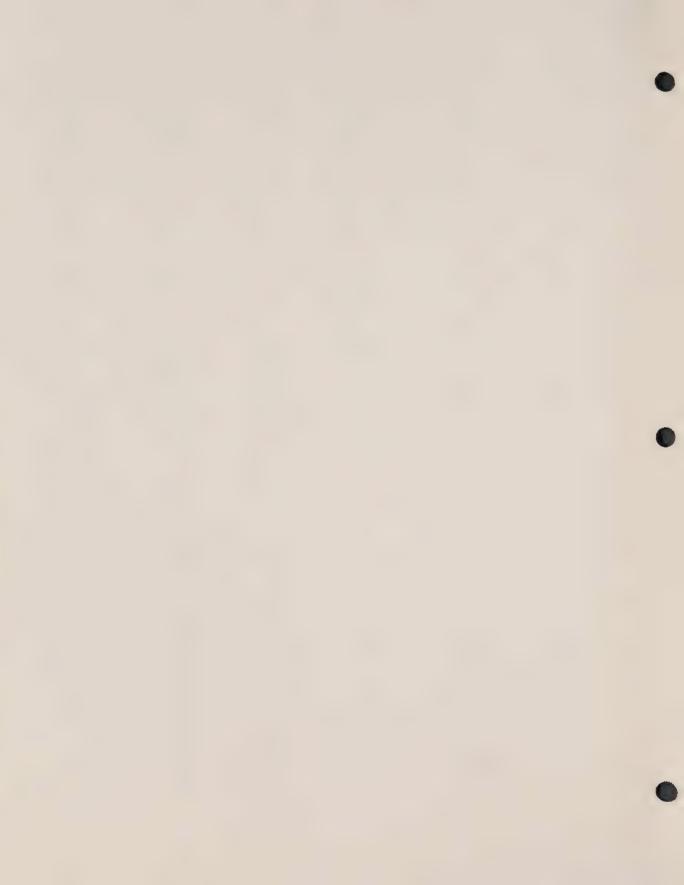
IT-111R

3

Annuitant's Age at	Number of Yearly	Number of Yearly	Annuitant's Age at	Number of Yearly	Number of Yearly
Commencement	Instalments	Instalments	Commencement	Instalments	Instalments
of	Expected:	Expected:	of	Expected:	Expected:
Arrangement	Male	Female	Arrangement	Male	Female
Âge du	Nombre de	Nombre de	Âge du	Nombre de	Nombre de
rentier au	versements	versements	rentier au	versements	versements
moment de	annuels	annuels	moment de	annuels	annuels
conclure	prévus:	prévus:	conclure	prévus:	prévus:
l'arrangement	Homme	Femme	l'arrangement	Homme	Femme
60	20.8	24.2	85	5.7	6.4
61	20.1	23.4	86	5.3	6.0
62	19.3	22.6	87	4.9	5.6
63	18.6	21.7	88	4.6	5.2
64	17.9	20.9	89	4.2	4.9
65	17.2	20.1	90	3.9	4.6
66	16.5	19.3	91	3.6	4.3
67	15.8	18.5	92	3.3	4.0
68	15.1	17.7	93	3.0	3.8
69	14.4	16.9	94	2.7	3.6
70	13.8	16.1	95	2.5	3.5
71	13.1	15.3	96	2.3	3.3
72	12.5	14.5	97	2.1	3.1
73	11.9	13.8	98	1.9	3.0
74	11.3	13.1	99	1.8	2.8
75	10.7	12.3	100	1.7	2.7
76	10.1	11.6	101	1.5	2.5
77	9.6	11.0	102	1.4	2.3
78	9.0	10.3	103	1.3	2.2
79	8.5	9.7	104	1.2	2.0
80	8.0	9.1	105	1.1	1.9
81	7.5	8.5	106	1.1	1.7
82	7.0	7.9	107	1.0	1.5
83	6.6	7.4	108	0.9	1.4
		6.9	109	0.9	1.3
84	6.2	6.9	109	0.9	1.:

Source: 1971 Individual Annuity Mortality Table

Source: 1971 Individual Annuity Mortality Table



MINISTÈRE DU REVENU NATIONAL, IMPÔT

INCOME TAX ACT

Revision of Capital Cost Allowance

Claims

SERIAL NO-REFERENCE: IT-112 DATE: July 10, 1973

Paragraph, 20(1)(a) (Also subsection 13(5), 13(6) and 111(1) and section 152)

- 1. This Bulletin replaces and cancels Interpretation Bulletin No. IT-13 issued on June 11, 1971.
- 2. From time to time, the Department of National Revenue receives requests from taxpayers to permit a revision of capital cost allowance claims for previous taxation years. As well, the situation often arises where a revision results from a re-assessment by the Department. This bulletin outlines the types of revision which generally occur and the circumstances under which requests for a revision will be accepted by the Department.
- 3. Under paragraph 20(1)(a) of the Income Tax Act, a taxpayer has the right to deduct, in computing income for tax purposes, such amounts of capital cost allowance (up to the maximum allowed by regulation) as is desired. Since this section permits taxpayers to select the amount of allowance to be deducted, the Department will not make revisions of such claims without the taxpayer's written request.

Re-assessments

- 4. Where a taxpayer has charged to expense in a year the cost of property which should have been capitalized, that expense will be disallowed to the taxpayer by virtue of paragraph 18(1)(b). In such cases, the taxpayer will be asked if he wishes to make a revised capital cost allowance claim for the year in order to claim capital cost allowance on the cost of the property that should have been capitalized.
- 5. Where an upward re-assessment of tax is made in a year through adjustments other than outlined in the above paragraph, and a taxpayer has not claimed maximum capital cost allowances in all classes in that year, the taxpayer will be advised of the circumstances and asked if he wishes to make a revised claim for that year.
- 6. Where a taxpayer has claimed more capital cost allowance than is permissible for one class of property and less than the maximum allowed for another class, the Department would ordinarily be required to re-assess tax on the excess allowance claimed over the maximum for the former class. In these circumstances the taxpayer

LOI DE L'IMPOT SUR LE REVENU OBJET: Révision des réclamations de l'amortissement du coût en capital Covernment Publications le 10 juillet 1973 Nº DE SÉRIE: RENVOI: Alinea 20(1)a) (Aussi les paragraphes 13(5), 13(6) et 111(1) et l'article 152) UNITE

- 1. Le présent Bulletin remplace et annule le Bulletin d'interprétation Nº IT-13 du 11 juin 1971.
- 2. De temps à autre, le Ministère du Revenu national, reçoit des demandes de contribuables en vue de permettre une l révision des réclamations d'amortissement du coût en capital à l'égard d'années d'imposition antérieures. Il arrive souvent aussi, qu'une révision découle de l'établissement d'une nouvelle cotisation par le Ministère. Le présent bulletin expose les genres de révision qui se présentent le plus souvent et les circonstances où les demandes de révision seront acceptées par le Ministère.
- 3. En vertu de l'alinéa 20(1)a) de la Loi de l'impôt sur le revenu, au contribuable est admis à déduire, dans le calcul du revenu aux fins de l'impôt, les montants d'amortissement du coût en capital (jusqu'au maximum alloué par règlement) qu'il désire réclamer. Étant donné que cet article permet aux contribuables de choisir le montant d'amortissement à déduire, le Ministère ne révisera pas ces réclamations sans avoir reçu au préalable une demande de la part du contribuable.

Nouvelles cotisations

- 4. Lorsque, pour une année, un contribuable a imputé aux dépenses le coût d'un bien qu'il aurait dû capitaliser, le contribuable se verra refuser cette déduction en vertu de l'alinéa 18(1)b). Dans un tel cas, le Ministère demandera au contribuable s'il désire présenter une réclamation revisée d'amortissement du coût en capital pour ladite année afin de réclamer l'amortissement du coût en capital à l'égard du coût du bien qu'il aurait dû capitaliser.
- 5. Lorsqu'une nouvelle cotisation d'impôt plus élevée est établie à l'égard d'une année au moyen d'un redressement autre que celui mentionné à l'alinéa ci-dessus, et qu'un contribuable n'a pas réclamé le maximum de l'amortissement du coût en capital dans toutes les catégories pour cette année-là, on informera le contribuable des circonstances et on lui demandera s'il désire présenter une réclamation révisée pour ladite année.
- 6. Si un contribuable a réclamé un amortissement du coût en capital supérieur à l'amortissement permis pour une catégorie de biens et inférieur à l'amortissement permis pour une autre catégorie, le Ministère serait habituellement tenu d'établir une nouvelle cotisation d'impôt sur amortissement en trop qui a été réclamés en sus du maximum pour l'ancienne catégorie.

will be asked whether he wishes to have some part of the excessive allowance transferred to the latter class.

Errors in Classification

7. Where there is a misclassification of depreciable property by a taxpayer, revision of the capital cost allowance schedules will ordinarily be made for all years which can be re-assessed within the limitations imposed by subsection 152(4). It should be noted however, that where depreciable property has been misclassified by a taxpayer or should have, but has not, been reclassified by him pursuant to a change in the Act or Regulations, and an allowance in respect of the capital cost of that property has been claimed and allowed under the incorrect class, subsection 13(6) provides that the Minister of National Revenue may direct that, for years prior to the year specified in the direction, the misclassified property be deemed to have been property of the class in which it was originally classified, and then be deemed to have been transferred to its proper class at the beginning of the specified year. Subsection 13(5) sets out the mechanics under which transfers of misclassified property are dealt with in such circumstances.

Revisions Requested In Taxable Years

8. If a taxpayer requests a revision of capital cost allowances claimed in a year which was assessable to tax. such requests will only be acceded to if the time has not expired for filing a notice of objection in respect of that year (i.e. - 90 days from the day of mailing of the notice of assessment for that year). If however, circumstances are such that the request for revision of capital cost allowance claimed in a year accompanies a request for a similar and opposite change in some other "permissive" deduction (such as a special mortgage reserve calculated under section 33, or scientific research expenditures of a capital nature calculated under paragraph 37(1)(b) of the Act), the result of which is that no change occurs in the assessed tax for that year (or any other year for which the 90 day time-limit has expired), such requests will ordinarily be acceded to.

Revision Requested In Non-Taxable Years

9. Where a taxpayer requests a revision of capital cost allowance claimed in a year which was assessable to a "nil" income tax (because of a loss in that year, the application of a loss of another year, or the fact that income was exempt from tax in that year), such requests will be allowed only if there is no resulting change in the tax assessed for the year or any other year of the taxpayer for which the time has expired for filing a notice of objection.

Requests For Revision

10. It should be noted that there is no provision in the Income Tax Act for the filing of amended income tax

Dans ces circonstances, on demandera au contribuable s'il désire qu'une partie de l'amortissement excédentaire soit transféré à la dernière catégorie.

Erreurs de classification

7. Lorsqu'un contribuable place des biens susceptibles de dépréciation dans une mauvaise catégorie, il sera procédé d'ordinaire à une révision des tableaux d'amortissement du coût en capital pour toutes les années qui peuvent faire l'objet d'une nouvelle cotisation, dans les limites imposées par le I paragraphe 152(4). Toutefois, il faut signaler que si des biens susceptibles de dépréciation ont été placés par le contribuable dans une mauvaise catégorie ou auraient dû avoir été reclassifiés par lui, conformément à un changement dans la Loi ou les Règlements, mais ne l'ont pas été, et qu'un amortissement relatif au coût en capital de ces biens ait été réclamé et admis en vertu d'une catégorie inexacte, le paragraphe 13(6) stipule que le Ministre du Revenu national peut ordonner que, pour les années antérieures à l'année précisée dans la directive, les biens placés dans la mauvaise catégorie soient réputés avoir été des biens de la catégorie dans laquelle ils étaient classés initialement et avoir été transférés à la catégorie appropriée au début de l'année en cause. Le paragraphe 13(5) énonce les modalités de transfert des biens placés dans une mauvaise catégorie en pareilles circonstances.

Révisions demandées à l'égard d'années imposables

8. Si un contribuable demande une révision des amortissements du coût en capital qui ont été réclamés au cours d'une année imposable, une telle demande sera agréée seulement si le délai alloué pour produire un Avis d'opposition à l'égard de cette année n'est pas expiré (c.-à-d. 90 jours à partir du jour de l'expédition de l'Avis de cotisation pour cette année-là). Toutefois, si la demande de révision de l'amortissement du coût en capital réclamée dans une année accompagne une demande de changements semblables et opposés à l'égard d'une autre déduction "admise" (comme une réserve spéciale pour hypothèque calculée en vertu de l'article 33, ou des dépenses de capital pour des recherches scientifiques calculées en vertu de l'alinéa 37(1)b) de la Loi), et que cette demande n'entraîne aucun changement dans la cotisation d'impôt à l'égard de cette année-là (ou de toute autre année pour laquelle le délai de 90 jours a expiré), ces demandes seront ordinairement agréées.

Révision demandée à l'égard d'années non imposables

9. Lorsqu'un contribuable demande une révision de l'amortissement du coût en capital réclamé à l'égard d'une année où la cotisation d'impôt sur le revenu était "néant" (à cause d'une perte au cours de cette année-là, de l'imputation d'une perte d'une autre année, ou du fait que le revenu était exempté de l'impôt au cours de cette année-là), une telle demande ne sera admise que si elle n'entraîne aucun changement dans la cotisation d'impôt du contribuable pour l'année ou pour une autre année à l'égard de laquelle le délai prévu pour la production d'un Avis d'opposition est expiré.

Demandes de révision

10. Il faut signaler que la Loi de l'impôt sur le revenu ne renferme aucune disposition prévoyant la production de

IT-112

returns (except where a loss is to be carried back to the previous year or an option is exercised in a subsequent taxation year). Where a taxpayer wishes to request a revision of prior years' capital cost allowance claims within the limits described above, he should forward a letter to the Director of the District Taxation Office in which he files his income tax returns. This letter should set out the pertinent information concerning the requested revisions along with amended capital cost allowance schedules and any other schedules which are affected by the revision.

déclarations modifiées d'impôt sur le revenu (sauf lorsqu'une perte doit être reportée à l'année précédente ou qu'une option est exercée dans une année d'imposition postérieure). Lorsqu'un contribuable désire demander une révision des réclamations d'amortissement du coût en capital d'années antérieures, dans les limites mentionnées ci-dessus, il doit expédier une lettre au directeur du bureau de district d'impôt où il produit ses déclarations d'impôt sur le revenu. Cette lettre doit renfermer les renseignements pertinents concernant les révisions demandées ainsi que des tableaux modifiés d'amortissement du coût en capital et tous autres tableaux qui sont touchés par la révision.

3



MINISTÈRE DU REVENU NATIONAL. IMPÔT

INTERPRETATION BULLETIN

D'INTERPRÉTATION

SUBJECT:

INCOME TAX ACT

Revision of Capital Cost Allowance

Claims

SERIAL NO:

IT-112 DATE: July 10, 1973
Paragraph 20(1)(a) (Also subsection

Paragraph 20(1)(a) (Also subsection 13(5), 13(6) and 111(1) and section 152)

OBJET:

LOI DE L'IMPOT SUR LE REVENU

Révision des réclamations de l'amortissement du

coût en capital

Nº DE SÉRIE:

IT-112 DATE: le 10 juillet 1973

Alinéa 20(1)a) (Aussi les paragraphes 13(5), 13(6) et 111(1) et l'article 152)

- 1. This Bulletin replaces and cancels Interpretation Bulletin No. IT-13 issued on June 11, 1971.
- 2. From time to time, the Department of National Revenue receives requests from taxpayers to permit a revision of capital cost allowance claims for previous taxation years. As well, the situation often arises where a revision results from a re-assessment by the Department. This bulletin outlines the types of revision which generally occur and the circumstances under which requests for a revision will be accepted by the Department.
- 3. Under paragraph 20(1)(a) of the Income Tax Act, a taxpayer has the right to deduct, in computing income for tax purposes, such amounts of capital cost allowance (up to the maximum allowed by regulation) as is desired. Since this section permits taxpayers to select the amount of allowance to be deducted, the Department will not make revisions of such claims without the taxpayer's written request.

Re-assessments

- 4. Where a taxpayer has charged to expense in a year the cost of property which should have been capitalized, that expense will be disallowed to the taxpayer by virtue of paragraph 18(1)(b). In such cases, the taxpayer will be asked if he wishes to make a revised capital cost allowance claim for the year in order to claim capital cost allowance on the cost of the property that should have been capitalized.
- 5. Where an upward re-assessment of tax is made in a year through adjustments other than outlined in the above paragraph, and a taxpayer has not claimed maximum capital cost allowances in all classes in that year, the taxpayer will be advised of the circumstances and asked if he wishes to make a revised claim for that year.
- 6. Where a taxpayer has claimed more capital cost allowance than is permissible for one class of property and less than the maximum allowed for another class, the Department would ordinarily be required to re-assess tax on the excess allowance claimed over the maximum for the former class. In these circumstances the taxpayer

- 1. Le présent Bulletin remplace et annule le Bulletin d'interprétation Nº IT-13 du 11 juin 1971.
- 2. De temps à autre, le Ministère du Revenu national, reçoit des demandes de contribuables en vue de permettre une révision des réclamations d'amortissement du coût en capital à l'égard d'années d'imposition antérieures. Il arrive souvent aussi, qu'une révision découle de l'établissement d'une nouvelle cotisation par le Ministère. Le présent bulletin expose les genres de révision qui se présentent le plus souvent et les circonstances où les demandes de révision seront acceptées par le Ministère.
- 3. En vertu de l'alinéa 20(1)a) de la Loi de l'impôt sur le revenu, au contribuable est admis à déduire, dans le calcul du revenu aux fins de l'impôt, les montants d'amortissement du coût en capital (jusqu'au maximum alloué par règlement) qu'il désire réclamer. Étant donné que cet article permet aux contribuables de choisir le montant d'amortissement à déduire, le Ministère ne révisera pas ces réclamations sans avoir reçu au préalable une demande de la part du contribuable.

Nouvelles cotisations

- 4. Lorsque, pour une année, un contribuable a imputé aux dépenses le coût d'un bien qu'il aurait dû capitaliser, le contribuable se verra refuser cette déduction en vertu de l'alinéa 18(1)b). Dans un tel cas, le Ministère demandera au contribuable s'il désire présenter une réclamation revisée d'amortissement du coût en capital pour ladite année afin de réclamer l'amortissement du coût en capital à l'égard du coût du bien qu'il aurait dû capitaliser.
- 5. Lorsqu'une nouvelle cotisation d'impôt plus élevée est établie à l'égard d'une année au moyen d'un redressement autre que celui mentionné à l'alinéa ci-dessus, et qu'un contribuable n'a pas réclamé le maximum de l'amortissement du coût en capital dans toutes les catégories pour cette année-là, on informera le contribuable des circonstances et on lui demandera s'il désire présenter une réclamation révisée pour ladite année.
- 6. Si un contribuable a réclamé un amortissement du coût en capital supérieur à l'amortissement permis pour une catégorie de biens et inférieur à l'amortissement permis pour une autre catégorie, le Ministère serait habituellement tenu d'établir une nouvelle cotisation d'impôt sur amortissement en trop qui a été réclamés en sus du maximum pour l'ancienne catégorie.

will be asked whether he wishes to have some part of the excessive allowance transferred to the latter class.

Errors in Classification

7. Where there is a misclassification of depreciable property by a taxpayer, revision of the capital cost allowance schedules will ordinarily be made for all years which can be re-assessed within the limitations imposed by subsection 152(4). It should be noted however, that where depreciable property has been misclassified by a taxpayer or should have, but has not, been reclassified by him pursuant to a change in the Act or Regulations, and an allowance in respect of the capital cost of that property has been claimed and allowed under the incorrect class, subsection 13(6) provides that the Minister of National Revenue may direct that, for years prior to the year specified in the direction, the misclassified property be deemed to have been property of the class in which it was originally classified, and then be deemed to have been transferred to its proper class at the beginning of the specified year. Subsection 13(5) sets out the mechanics under which transfers of misclassified property are dealt with in such circumstances.

Revisions Requested In Taxable Years

8. If a taxpayer requests a revision of capital cost allowances claimed in a year which was assessable to tax. such requests will only be acceded to if the time has not expired for filing a notice of objection in respect of that year (i.e. - 90 days from the day of mailing of the notice of assessment for that year). If however, circumstances are such that the request for revision of capital cost allowance claimed in a year accompanies a request for a similar and opposite change in some other "permissive" deduction (such as a special mortgage reserve calculated under section 33, or scientific research expenditures of a capital nature calculated under paragraph 37(1)(b) of the Act), the result of which is that no change occurs in the assessed tax for that year (or any other year for which the 90 day time-limit has expired), such requests will ordinarily be acceded to.

Revision Requested In Non-Taxable Years

9. Where a taxpayer requests a revision of capital cost allowance claimed in a year which was assessable to a "nil" income tax (because of a loss in that year, the application of a loss of another year, or the fact that income was exempt from tax in that year), such requests will be allowed only if there is no resulting change in the tax assessed for the year or any other year of the taxpayer for which the time has expired for filing a notice of objection.

Requests For Revision

10. It should be noted that there is no provision in the Income Tax Act for the filing of amended income tax

Dans ces circonstances, on demandera au contribuable s'il désire qu'une partie de l'amortissement excédentaire soit transféré à la dernière catégorie.

Erreurs de classification

7. Lorsqu'un contribuable place des biens susceptibles de dépréciation dans une mauvaise catégorie, il sera procédé d'ordinaire à une révision des tableaux d'amortissement du coût en capital pour toutes les années qui peuvent faire l'objet d'une nouvelle cotisation, dans les limites imposées par le paragraphe 152(4). Toutefois, il faut signaler que si des biens susceptibles de dépréciation ont été placés par le contribuable dans une mauvaise catégorie ou auraient dû avoir été reclassifiés par lui, conformément à un changement dans la Loi ou les Règlements, mais ne l'ont pas été, et qu'un amortissement relatif au coût en capital de ces biens ait été réclamé et admis en vertu d'une catégorie inexacte, le paragraphe 13(6) stipule que le Ministre du Revenu national peut ordonner que, pour les années antérieures à l'année précisée dans la directive, les biens placés dans la mauvaise catégorie soient réputés avoir été des biens de la catégorie dans laquelle ils étaient classés initialement et avoir été transférés à la catégorie appropriée au début de l'année en cause. Le paragraphe 13(5) énonce les modalités de transfert des biens placés dans une mauvaise catégorie en pareilles circonstances.

Révisions demandées à l'égard d'années imposables

8. Si un contribuable demande une révision des amortissements du coût en capital qui ont été réclamés au cours d'une année imposable, une telle demande sera agréée seulement si le délai alloué pour produire un Avis d'opposition à l'égard de cette année n'est pas expiré (c.-à-d. 90 jours à partir du jour de l'expédition de l'Avis de cotisation pour cette année-là). Toutefois, si la demande de révision de l'amortissement du coût en capital réclamée dans une année accompagne une demande de changements semblables et opposés à l'égard d'une autre déduction "admise" (comme une réserve spéciale pour hypothèque calculée en vertu de l'article 33, ou des dépenses de capital pour des recherches scientifiques calculées en vertu de l'alinéa 37(1)b) de la Loi), et que cette demande n'entraîne aucun changement dans la cotisation d'impôt à l'égard de cette année-là (ou de toute autre année pour laquelle le délai de 90 jours a expiré), ces demandes seront ordinairement agréées.

Révision demandée à l'égard d'années non imposables

9. Lorsqu'un contribuable demande une révision de l'amortissement du coût en capital réclamé à l'égard d'une année où la cotisation d'impôt sur le revenu était "néant" (à cause d'une perte au cours de cette année-là, de l'imputation d'une perte d'une autre année, ou du fait que le revenu était exempté de l'impôt au cours de cette année-là), une telle demande ne sera admise que si elle n'entraîne aucun changement dans la cotisation d'impôt du contribuable pour l'année ou pour une autre année à l'égard de laquelle le délai prévu pour la production d'un Avis d'opposition est expiré.

Demandes de révision

10. Il faut signaler que la Loi de l'impôt sur le revenu ne renferme aucune disposition prévoyant la production de

returns (except where a loss is to be carried back to the previous year or an option is exercised in a subsequent taxation year). Where a taxpayer wishes to request a revision of prior years' capital cost allowance claims within the limits described above, he should forward a letter to the Director of the District Taxation Office in which he files his income tax returns. This letter should set out the pertinent information concerning the requested revisions along with amended capital cost allowance schedules and any other schedules which are affected by the revision.

déclarations modifiées d'impôt sur le revenu (sauf lorsqu'une perte doit être reportée à l'année précédente ou qu'une option est exercée dans une année d'imposition postérieure). Lorsqu'un contribuable désire demander une révision des réclamations d'amortissement du coût en capital d'années antérieures, dans les limites mentionnées ci-dessus, il doit expédier une lettre au directeur du bureau de district d'impôt où il produit ses déclarations d'impôt sur le revenu. Cette lettre doit renfermer les renseignements pertinents concernant les révisions demandées ainsi que des tableaux modifiés d'amortissement du coût en capital et tous autres tableaux qui sont touchés par la révision.



BULLETIN

Publication VENU CANADA.

D'INTERPRÉTATION

INTERPRETATION

SUBJECT: INCOME TAX ACT
Revision of Capital Cost Allowance Claims
and Other Permissive Deductions

NO: IT-112R

DATE: March 20, 1978

REFERENCE: Paragraph 20(1)(a) (also sections 33 and 152, subsections 13(5), 13(6) and 111(1) and paragraph 37(1)(b)).

OBJET: LOI DE L'IMPÔT SUR LE REVENU

Révision des réclamations de la déduction pour amortissement et d'autres déductions admissibles.

No: IT-112R

DATE: le 20 mars 1978

RENVO! Alinéa 20(1)a) (aussi les articles 33 et 152, les paragraphes 13(5), 13(6) et 111(1) et l'alinéa 37(1)b)).

AFK 24 1978

This bulletin cancels and replaces Interpretation Bulletin IT-112 dated July 10, 1973. Current revisions are designated by vertical lines.

- 1. From time to time, Revenue Canada, Taxation receives requests from taxpayers to permit a revision of capital cost allowance claims for previous taxation years. As well, the situation often arises where a revision results from a reassessment by the Department. This bulletin outlines the types of revisions which generally occur and the circumstances under which requests for a revision will be accepted by the Department. The comments in this bulletin apply equally to other permissible deductions, e.g. special mortgage reserves calculated under section 33 or scientific research expenditures of a capital nature calculated under paragraph 37(1)(b).
- 2. A reference to the words "reassessment of tax" or "taxes payable" in this Bulletin includes in the case of a self-employed individual a reference to contributions required under the Canada Pension Plan Act.
- 3. Under paragraph 20(1)(a) of the Income Tax Act, a taxpayer has the right to deduct, in computing income for tax purposes, such amounts of capital cost allowance (up to the maximum allowed by regulation) as is desired. Since this paragraph permits taxpayers to select the amount of allowance to be deducted, the Department will not make revisions of such claims without the taxpayer's written request.

Reassessments

- 4. Where a taxpayer has charged to expense in a year the cost of property which should have been capitalized, that expense will be disallowed to the taxpayer by virtue of paragraph 18(1)(b). In such cases, the taxpayer will be asked if he wishes to make a revised capital cost allowance claim for the year in order to claim capital cost allowance on the cost of the property that should have been capitalized.
- 5. Where an upward reassessment of tax is made in a year through adjustments other than those outlined in 4

Le présent bulletin annule et remplace le bulletin d'interprétation IT-112 du 10 juillet 1973. Les révisions sont indiquées par des lignes verticales.

- 1. De temps à autre, Revenu Canada, Impôt reçoit des demandes d'autorisation de la part des contribuables en vue de réviser des réclamations de déduction pour amortissement à l'égard d'années d'imposition antérieures. Il arrive souvent aussi qu'une révision découle de l'établissement d'une nouvelle cotisation par le Ministère. Le présent bulletin expose les genres de révisions les plus courants et les circonstances dans lesquelles les demandes de révision seront acceptées par le Ministère. Les observations contenues dans ce bulletin s'appliquent également à d'autres déductions admissibles, comme les réserves spéciales au titre d'une hypothèque, calculées selon les dispositions de l'article 33, ou les dépenses en immobilisations faites pour recherches scientifiques, calculées selon l'alinéa 37(1)b).
- 2. Les expressions ''nouvelle cotisation d'impôt'' ou ''impôts payables'' dont il est fait mention dans ce bulletin se rapportent également, lorsqu'il s'agit d'un particulier travaillant pour son propre compte, aux contributions requises en vertu de la Loi sur le Régime de pensions du Canada.
- 3. En vertu de l'alinéa 20(1)a) de la Loi de l'impôt sur le revenu, un contribuable peut déduire, dans le calcul de son revenu aux fins de l'impôt, les montants de coût en capital qu'il désire réclamer, (jusqu'au maximum autorisé par le règlement.) Étant donné que cet alinéa permet au contribuable de choisir le montant de déduction à réclamer, le Ministère ne révisera pas ce genre de réclamation sans avoir reçu au préalable une demande écrite de la part du contribuable.

Nouvelles cotisations

- 4. Lorsque, pour une année, un contribuable a imputé aux dépenses le coût d'un bien qu'il aurait dû capitaliser, le contribuable se verra refuser cette déduction en vertu de l'alinéa 18(1)b). Dans ce cas le Ministère demandera au contribuable s'il désire présenter une réclamation révisée de déduction pour amortissement pour ladite année afin de réclamer une déduction pour amortissement sur le coût du bien qu'il aurait dû capitaliser.
- 5. Lorsqu'une nouvelle cotisation d'impôt plus élevée est établie à l'égard d'une année, au moyen d'un redressement autre

IT-112R

above, and a taxpayer has not claimed maximum capital cost allowances in all classes in that year, the taxpayer will be advised of the circumstances and asked if he wishes to make a revised claim for that year.

6. Where a taxpayer has claimed more capital cost allowance than is permissible for one class of property and less than the maximum allowed for another class, the Department would ordinarily be required to reassess tax on the excess allowance claimed over the maximum for the former class. In these circumstances the taxpayer will be asked whether he wishes to have some part of the excessive allowance transferred to the latter class.

Errors in Classification

7. Where there is a misclassification of depreciable property by a taxpayer, revision of the capital cost allowance schedules will ordinarily be made for all years which can be reassessed within the limitations imposed by subsection 152(4). It should be noted however, that where depreciable property has been misclassified by a taxpayer or should have, but has not, been reclassified by him pursuant to a change in the Act or Regulations, and an allowance in respect of the capital cost of that property has been claimed and allowed under the incorrect class, subsection 13(6) provides that the Minister of National Revenue may direct that, for years prior to the year specified in the direction, the misclassified property be deemed to have been property of the class in which it was originally classified, and then be deemed to have been transferred to its proper class at the beginning of the specified year. Subsection 13(5) sets out the mechanics under which transfers of misclassified property are dealt with in such circumstances (Interpretation Bulletins IT-186 and IT-190).

Property Subject to "Certification"

8. A taxpayer may acquire depreciable property of one class which after "certification" or "acceptance" by a designated Minister or other body then qualifies for inclusion in another class providing for a faster write-off (e.g. a motion picture film otherwise property of class 10(q) becomes property of class 12(n) after certification as a certified feature film). Where this is the case and the taxpayer's year-end intervenes between the date of acquisition of the property and the date "certification" or "acceptance" in respect of that property is given, it is the Department's policy to allow the taxpayer, after the date of certification or acceptance, to treat the property as property of the class providing for the faster write-off, effective from the date of acquisition. The taxpayer may then make revised claims for additional capital cost allowance for all prior taxation years affected that are not statute-barred to reassessment, unless the comments in 10 below with regard to statute-barred years apply.

que celui mentionné au numéro 4 et qu'un contribuable n'a pas réclamé le maximum de déduction pour amortissement dans toutes les catégories pour cette année-là, on informera le contribuable des circonstances et on lui demandera s'il désire présenter une réclamation révisée pour ladite année.

6. Si un contribuable a réclamé une déduction pour amortissement d'un montant supérieur à celui qui est permis pour une catégorie de biens et inférieur au maximum permis pour une autre catégorie, le Ministère est habituellement tenu d'établir une nouvelle cotisation d'impôt sur le montant de déduction réclamée en sus du maximum prévu pour la première catégorie. Dans ces circonstances, on demandera au contribuable s'il désire qu'une partie de la déduction excédentaire soit transférée à la dernière catégorie.

Erreurs de classification

7. Lorsqu'un contribuable classe des biens amortissables dans une mauvaise catégorie, il faut d'ordinaire réviser les tableaux de déduction pour amortissement pour toutes les années qui peuvent faire l'objet d'une nouvelle cotisation, dans les limites imposées au paragraphe 152(4). Toutefois, il faut signaler que si les biens amortissables ont été classés par le contribuable dans une mauvaise catégorie ou auraient dû être reclassés par lui, conformément à un changement dans la Loi ou les Règlements, mais ne l'ont pas été et qu'une déduction pour amortissement de ces biens a été réclamée et admise en vertu d'une catégorie inexacte, le paragraphe 13(6) stipule que le Ministre du Revenu national peut ordonner que, pour les années antérieures à l'année précisée dans la directive, les biens classés dans la mauvaise catégorie soient réputés être des biens de la catégorie dans laquelle ils avaient été classés initialement et qui ont été transférés dans la bonne catégorie au début de l'année précisée. Le paragraphe 13(5) énonce les modalités de transfert des biens classés dans une mauvaise catégorie en pareil cas (Bulletins d'interprétation IT-186 et IT-190).

Bien assujetti à une "attestation"

8. Un contribuable peut faire l'acquisition d'un bien amortissable appartenant à une catégorie, lequel, après "attestation" ou "autorisation" d'un Ministre désigné ou d'un autre organisme, peut alors faire partie d'une autre catégorie, permettant ainsi un amortissement plus rapide (par ex. un film qui est autrement un bien de catégorie 10(q) devient un bien de catégorie 12(n) après avoir été désigné comme film long-métrage portant visa. Lorsque ce cas se présente et que la fin de l'année financière du contribuable se situe entre la date d'acquisition et la date d'"attestation" ou d'"autorisation" du bien, c'est la politique du Ministère de permettre au contribuable, après la date d'attestation ou d'autorisation, de considérer le bien comme un bien de la catégorie prévoyant un amortissement plus rapide, à compter de la date de l'acquisition. Le contribuable peut alors faire réviser ses réclamations de déduction supplémentaire pour amortissement à l'égard de toutes les années d'imposition antérieures impliquées qui ne sont pas frappées de prescription par rapport à l'établissement d'une nouvelle cotisation, à moins que les observations faites au numéro 10 ci-dessous concernant les années frappées de prescription ne s'appliquent.

IT-112R

Revisions Requested in Taxable Years

9. If a taxpayer requests a revision of capital cost allowances claimed in a year which was assessable to tax, such requests will only be acceded to if the time has not expired for filing a notice of objection in respect of that year (i.e. 90 days from the day of mailing of the notice of assessment or reassessment for that year) unless the comments in 8 above apply. If however, circumstances are such that the request for revision of capital cost allowance claimed in a year accompanies a request for a similar and opposite change in some other "permissive" deduction (such as a special mortgage reserve calculated under section 33, or scientific research expenditures of a capital nature calculated under paragraph 37(1)(b) of the Act), the result of which is that no change occurs in the assessed tax for that year (or any other year for which the 90 day time-limit has expired), such requests will ordinarily be acceded to.

Revisions Requested in Non-Taxable Years

10. Where a taxpayer requests a revision of capital cost allowance claimed in a taxation year for which a notification that no tax is payable had been issued (e.g. because of a non-capital loss in that year, the application of a noncapital loss of another year, or the fact that income was exempt from tax in that year), such request will be allowed provided there is no change in the tax payable for the year or any other year, including one that is statute-barred, for which the time has expired for filing a notice of objection. Such request will not be allowed, however, where after February 24, 1977 the Minister has issued a notice of determination pursuant to subsection 152(1.1). A taxpayer who wishes to revise the capital cost allowance in a year for which a notice of determination has been issued should do so within 90 days from the day of mailing the notice of determination for that year.

Requests for Revision

11. It should be noted that there is no provision in the Income Tax Act for the filing of amended income tax returns (except where a loss is to be carried back to the previous year or an option is exercised in a subsequent taxation year). Where a taxpayer wishes to request a revision of prior years' capital cost allowance claims within the limits described above, he should forward a letter to the Director of the District Taxation Office in which he files his income tax returns. This letter should set out the pertinent information concerning the requested revisions along with amended capital cost allowance schedules and any other schedules which are affected by the revision.

Révisions demandées à l'égard d'années imposables

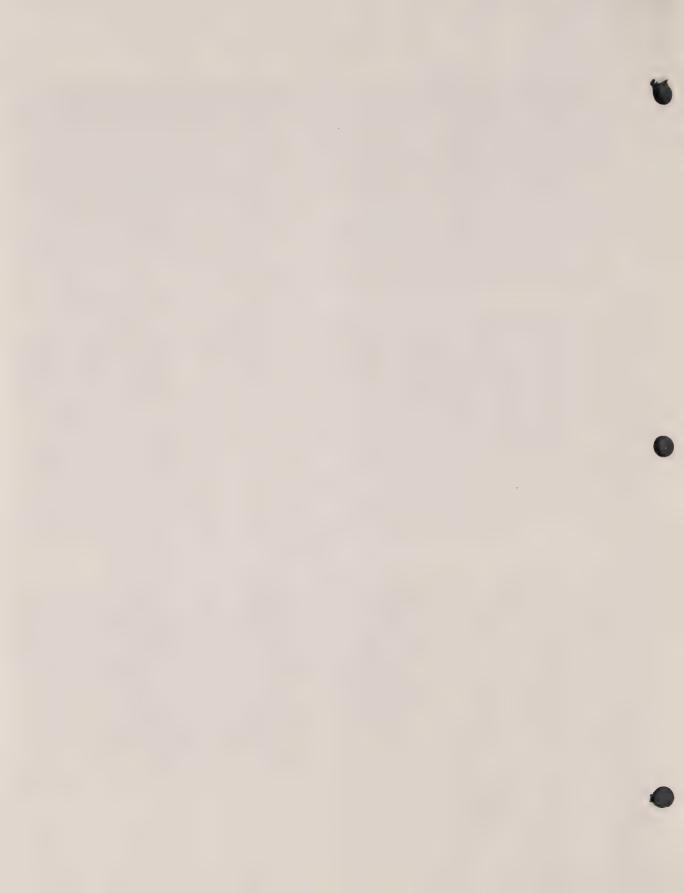
9. Si un contribuable demande une révision d'une déduction pour amortissement réclamée dans une année imposable, une telle demande ne sera agréée que si le délai prévu pour produire un avis d'opposition à l'égard de cette année n'a pas expiré (soit avant 90 jours à partir du jour de l'expédition de l'avis de cotisation ou de nouvelle cotisation pour cette année-là), à moins que les commentaires en 8 ci-dessus ne s'appliquent. Toutefois, si la demande de révision de la déduction pour amortissement réclamée dans une année accompagne une demande de changement semblable et opposé à l'égard d'une autre déduction "admise" (comme une réserve spéciale au titre d'une hypothèque, calculée en vertu de l'article 33, ou des dépenses en immobilisations pour des recherches scientifiques, calculées en vertu de l'alinéa 37(1)b) de la Loi) et que cette demande n'entraîne aucun changement dans la cotisation d'impôt pour cette année-là (ou toute autre année pour laquelle de délai de 90 jours a expiré), ces demandes seront ordinairement agréées.

Révisions demandées à l'égard d'années non imposables

10. Lorsqu'un contribuable demande une révision d'une déduction pour amortissement dans une année d'imposition pour laquelle a été émis un avis stipulant qu'aucun impôt n'est payable (par ex. à cause d'une perte autre qu'une perte en capital cette année-là, l'imputation d'une perte autre qu'une perte en capital d'une autre année ou le fait que le revenu était exempté de l'impôt cette année-là), une telle demande sera agréée, à condition qu'elle n'entraîne aucun changement dans la cotisation d'impôt pour l'année ou toute autre année, y compris une année frappée de prescription, pour laquelle le délai de production d'un avis d'opposition a expiré. Cependant, une telle demande ne sera pas agréée si, après le 24 février 1977, le Ministre a émis un avis de détermination conformément au paragraphe 152(1.1). Un contribuable qui désire réviser la déduction pour amortissement d'une année pour laquelle un avis de détermination a été émis doit le faire dans un délai de 90 jours, à compter de la date d'expédition de l'avis de détermination pour cette année-là.

Demandes de révision

11. Il faut signaler que la Loi de l'impôt sur le revenu ne renferme aucune disposition prévoyant la production de déclarations modifiées d'impôt sur le revenu (sauf lorsqu'une perte doit être reportée à l'année précédente ou qu'une option est exercée dans une année d'imposition postérieure). Lorsqu'un contribuable désire demander une révision d'une réclamation de déduction pour amortissement d'années antérieures, dans les limites mentionnées ci-dessus, il doit expédier une lettre au directeur du bureau de district d'impôt où il produit ses déclarations d'impôt sur le revenu. Cette lettre doit renfermer les renseignements pertinents concernant les révisions demandées ainsi que des tableaux modifiés de déduction pour amortissement et tous autres tableaux qui sont touchés par la révision.



INTERPRETATION

BULLETIN

MINISTÈRE DU REVENU NATIONAL, IMPÔT

D'INTERPRÉTATION

SUBJECT: INCOME TAX ACT

Benefits to Employees - Stock Options

SERIAL NO:

IT-113

DATE: July 26, 1973

REFERENCE:

Section 7 (also paragraph 6(1)(a) and section 44 of the Income Tax Application

Rules, 1971 (ITAR)

This Bulletin replaces and cancels Interpretation Bulletin No. IT-23 dated August 6, 1971. Changes are indicated by a vertical rule.

- 1. Section 7 applies in respect of 1972 and subsequent taxation years to determine whether an employee has received a taxable benefit and the year in which the benefit should be taxed in cases where the employee has entered into an agreement with the corporation that employs him, a corporation with which the employing corporation does not deal at arm's length, or a trustee acting under the direction of either corporation whereby the employee is entitled to acquire shares in either corporation at less than fair market value. Section 7 remains applicable where a person who was an employee at the time he obtained a right to acquire shares ceases to be an employee before the value of the benefit is determined by his exercising or transferring the right.
- 2. The rights of an individual employee who is a party to the agreement, or on whose behalf the agreement is entered into, must be clearly ascertainable and absolute in the specified circumstances. Section 7 is not applicable where shares are issued at the sole discretion of the corporation such as a salary bonus to an employee in the form of shares; nor is the section applicable if the employee enters into an agreement with an individual (other than a trustee) who agrees to sell shares owned by him, even though the individual is an officer of the employing corporation or of a corporation with which the employing corporation does not deal at arm's length.
- 3. In the opening words "to sell or issue shares" in section 7 the word "sell" is interpreted as meaning to sell at a fixed or ascertainable price but not as including an outright gift. If an employing corporation agrees to sell to an employee, at less than fair market value, shares of another corporation with which it does not deal at arm's length, the employee will be subject to tax pursuant to section 7 in respect of the benefit he received; but if the shares are given to the employee for no consideration, section 7 does not apply and the benefit to the employee is taxable under paragraph 6(1)(a).
- 4. The word "issue" means to issue treasury shares of a corporation, including an issue of treasury shares for no PUBLISHED UNDER THE AUTHORITY OF THE DEPUTY MINISTER OF NATIONAL REVENUE FOR TAXATION

OBJET: TOLDE LYN

LOI DE L'IMPÔT SUR LE REVENU

Avantages aux employés – Options d'achat

d'actions

Covernment

Nº DE SÉRIE: IT-113

DATE:

Publications le 26 juillet 1973

RENVOI:

11-113

Article 7 (aussi l'alinéa 6(1)a) et l'article 44 des

Règles de 1971 cono mant l'application de l'impôt

Sur le revenue de la Pullatin de Pullatin

Ce Bulletin remptace et annule le Bulletin d'interprétation n° IT-23 du 6 août 1971. Changements sont indiqués par un trait marginal.

- 1. L'article 7 s'applique pour 1972 et les années d'imposition suivantes quand il s'agit de déterminer si un employé a reçu un avantage imposable et l'année au cours de laquelle cet avantage doit être imposé dans les cas où l'employé a conclu avec la corporation qui l'emploie, une corporation avec laquelle la corporation qui l'emploie a un lien de dépendance ou un fiduciaire agissant sur les ordres de l'une ou l'autre corporation, une convention prévoyant que l'employé a le droit d'acquérir des actions de l'une ou de l'autre à un prix inférieur à la juste valeur marchande. L'article 7 continue de s'appliquer lorsqu'une personne qui était un employé au moment où elle a obtenu le droit d'acquérir des actions cesse d'être un employé avant que la valeur de l'avantage ne soit déterminée par l'exercice où le transfert de son droit.
- 2. Les droits d'un employé qui participe à la convention ou au nom de qui la convention a été conclue doivent être clairement établis et absolus dans les circonstances particulières. L'article 7 ne s'applique pas si l'émission des actions est laissée uniquement à la discrétion de la corporation, comme dans le cas d'une prime de traitement accordée à un employé sous forme d'actions; il ne s'applique pas non plus si l'employé a conclu une convention avec un particulier (autre qu'un fiduciaire) qui est disposé à vendre des actions qu'il détient, même si ce particulier est un dirigeant de la corporation qui l'emploje ou d'une corporation avec laquelle la corporation qui l'emploje a un lien de dépendance.
- 3. En ce qui concerne les mots "de vendre ou d'attribuer un certain nombre d'actions", au début de l'article 7, il faut donner au mot "vendre" le sens de vendre à un prix fixe ou à un prix déterminable, mais non pas le sens de don pur et simple. Si une corporation convient de vendre à l'un de ses employés, à un prix inférieur à la juste valeur marchande, des actions d'une autre corporation avec laquelle elle a un lien de dépendance, l'employé est imposable, conformément à l'article 7, à l'égard de l'avantage qu'il reçoit, mais si les actions sont données à l'employé sans contrepartie, l'article 7 ne s'applique pas et l'avantage que touche l'employé est imposable en vertu de l'alinéa 6(1)a).
- 4. Le mot "attribuer" veut dire attribuer des actions de trésorerie d'une corporation, y compris l'attribution d'actions PUBLIÉ AVEC L'AUTORISATION DU SOUS-MINISTRE DU REVENU NATIONAL POUR L'IMPÔT

monetary consideration. Therefore section 7 applies where an employing corporation agrees to issue to an employee its own shares, or to have issued those of a corporation with which it does not deal at arm's length, at less than fair market value or for no monetary consideration. However, if the corporation merely issues its shares to an employee as a bonus and not pursuant to an agreement, section 7 does not apply and the benefit is taxable under paragraph 6(1)(a).

- 5. If an employee acquires shares pursuant to an agreement the provisions of which prohibit him from transferring the shares for a period of time, it is considered that the employee has "acquired" the shares within the meaning of section 7. The value of the shares is considered to be the fair market value at the time of acquisition less an appropriate discount in respect of the restriction.
- 6. Receipt by an employee of a stock option or other right to acquire shares does not in itself give rise to income in the hands of the employee. Having obtained such a right, however, the employee will be considered to receive income when one of the events described in paragraphs 7(1)(a), (b) (c) or (d) occurs.
- 7. Section 7 is only applicable where the benefit received by the employee is received by him in respect of, in the course of, or by virtue of his employment. It does not apply to benefits received in his capacity as a shareholder. By the definitions of "employee" and "office" in subsection 248(1), corporate directors are considered to be employees.
- 8. An employee who is deemed to receive a taxable benefit under section 7 in any taxation year ending after 1971 and before 1974 may elect in the year of the deemed receipt to pay a special tax on the amount of the benefit under section 44 of the ITAR. Essentially the election is the same as was available for benefits received in 1971 and prior taxation years pursuant to subsections 85A(2) and (3) of the pre-1972 Act.
- 9. Where an election as described in paragraph 9 above is not made, or cannot be made because of the time limitation, the general averaging provisions provided by section 118 of the Act may apply. Also, forward averaging in the form of an income averaging annuity contract is available to the employee pursuant to section 61.
- 10. Employees' stock options do not come within the definition of capital property under paragraph 54(b) since an income gain rather than a capital gain arises on their disposition. It follows that employees' stock options in existence on December 31, 1971 have no "cost" under subsection 26(3) of the ITAR.

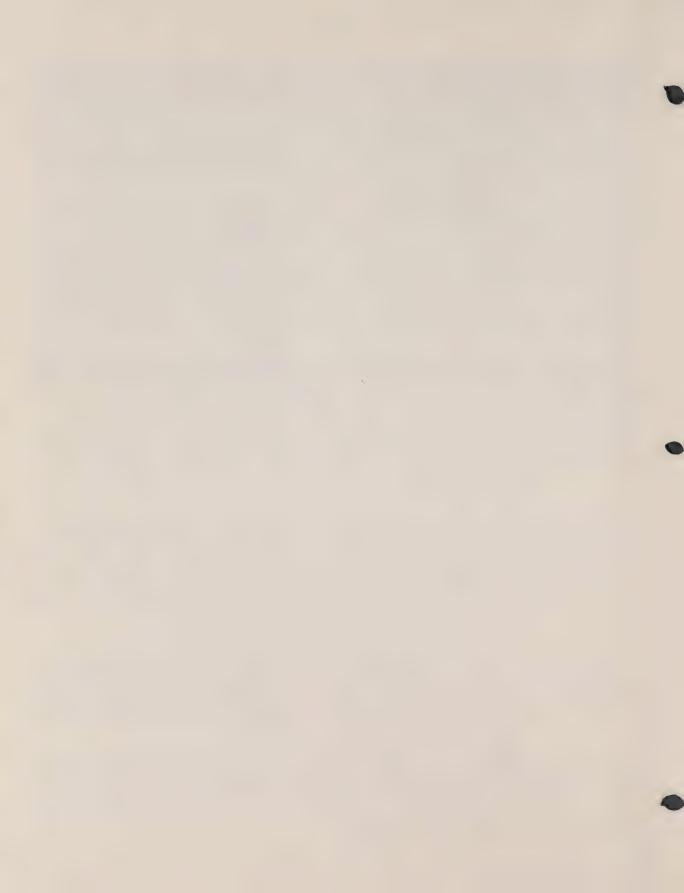
- de trésorerie sans contrepartie monétaire. Par conséquent, l'article 7 s'applique lorsqu'une corporation consent à attribuer à un employé de ses propres actions, ou s'arrange pour attribuer celles d'une corporation avec laquelle elle a un lien de dépendance, à un prix inférieur à la juste valeur marchande ou sans contrepartie. Une fois de plus, lorsqu'une corporation attribue simplement à un employé de ses propres actions à titre de gratification et non en vertu d'une convention, l'article 7 ne s'applique pas et l'avantage est imposable en vertu de l'alinéa 6(1)a).
- 5. Si un employé acquiert des actions en vertu d'une convention dont les dispositions lui interdisent le transfert des actions pendant un certain temps, on considère que l'employé a "acquis" les actions au sens de l'article 7. On estime que la valeur des actions est la juste valeur marchande au moment de l'acquisition, moins un escompte approprié en raison de cette restriction.
- 6. Le seul fait qu'un employé bénéficie d'une option ou d'un autre droit d'acquérir des actions ne crée pas un revenu entre ses mains. Cependant, après avoir obtenu un tel droit, l'employé sera censé recevoir un revenu lorsque l'un des cas exposés aux paragraphes 7(1)a), b), c) ou d) se produira.
- 7. L'article 7 ne s'applique que si l'avantage que reçoit l'employé est reçu par lui à l'égard, au cours ou dans le cadre de son emploi. Il ne s'applique pas aux avantages reçus à titre d'actionnaire. Selon les définitions d'"employé" et de "charge" au paragraphe 248(1), les administrateurs de corporation sont considérés comme des employés.
- 8. Un employé qui est réputé recevoir avantage imposable en vertu de l'article 7 au cours de n'importe quelle année d'imposition terminée après 1971 et avant 1974 peut choisir, pour l'année où il est réputé avoir reçu cet avantage, de payer un impôt spécial à l'égard du montant de l'avantage en vertu des dispositions de l'article 44 des Règles de 1971 concernant l'application de l'impôt sur le revenu. En substance, le choix est le même que pour les avantages reçus en 1971 et au cours des années d'imposition précédentes en vertu des paragraphes 85A(2) et (3) de l'ancienne loi.
- 9. Lorsqu'il n'y a pas exercice d'un choix comme on le dit au paragraphe 9 ci-dessus ou lorsque le choix ne peut pas être exercé pour des questions de temps, l'établissement général de la moyenne prévu à l'article 118 de la loi peut s'appliquer. L'employé peut également, en vertu de l'article 61, bénéficier de l'étalement sur les années suivantes sous la forme d'un contrat de rente à versements invariables.
- 10. Les options d'achat d'actions des employés ne tombent pas sous la définition des biens en immobilisations en vertu de l'alinéa 54b) puisqu'il se produit plutôt en gain de revenu qu'un gain en capital lors de leur disposition. Il s'ensuit que les options d'achat d'actions des employés existant le 31 décembre 1971 n'ont pas de "coût" en vertu du paragraphe 26(3) des Règles de 1971 concernant l'application de l'impôt sur le revenu.

IT-113

- 11. By virtue of paragraph 53(1)(j), the amount of the income gain included in computing income under section 7 when the option is exercised in a taxation year after 1971 is added to the price actually paid by the employee for the shares (which are capital property) to determine their adjusted cost base for the purpose of computing any capital gain or loss on subsequent disposition of the shares. Subsection 26(16) of the ITAR provides that the "actual cost" of a share owned by an individual on December 31, 1971, and acquired by him before that time pursuant to an agreement as described in subsection 85A(1) of the pre-1972 Act is the greater of the amount paid for the share and its fair market value at the time of acquisition.
- 12. Commissions, brokerage fees or transfer taxes that would be payable on a disposition of shares are not taken into account in measuring the amount of any benefit under section 7 but they do, of course, enter into the calculation of the capital gain or loss, as the case may be, on the actual disposition of the shares by the employee.
- 13. The comments in paragraphs 2 to 8 inclusive above also apply in respect of benefits deemed to have been received under section 85A of the pre-1972 Act in 1971 and prior taxation years.

- 11. En vertu de l'alinéa 53(1)j), le montant du gain de revenu, lors du calcul du revenu en vertu de l'article 7 lorsque l'option est exercée dans une année d'imposition postérieure à 1971, est ajouté au prix effectif payé par l'employé pour les actions (qui sont des biens en immobilisations) pour déterminer leur prix de base rajusté afin de calculer tout gain ou perte en capital pour la disposition ultérieure des actions. Le paragraphe 26(16) des Règles de 1971 concernant l'application de l'impôt sur le revenu prévoit que le "coût effectif" d'une action que possède un particulier le 31 décembre 1971 et qu'il a acquise avant cette date au terme d'une convention telle qu'énoncée au paragraphe 85A(1) de l'ancienne loi est la plus élevée des sommes suivantes: le montant payé pour l'action ou sa juste valeur marchande au moment de l'acquisition.
- 12. Il n'est pas tenu compte des commissions, des droits de courtage ou des taxes de transfert qui auraient été exigibles lors de la disposition d'actions, dans le calcul du montant de tout avantage en vertu de l'article 7, mais évidemment, ils entrent dans le calcul du gain ou de la perte en capital, selon le cas, lors de la disposition effective des actions par l'employé.
- 13. Les remarques données aux alinéas 2 à 8 inclusivement s'appliquent également aux avantages réputés touchés en vertu de l'article 85A de l'ancienne loi, au cours des années d'imposition 1971 et précédentes.

3



BULLETIN INTERPRETATION

D'INTERPRÉTATION

SUBJECT:

INCOME TAX ACT

Benefits to Employees - Stock Options

OBJET:

LOI DE L'IMPÔT SUR LE REVENU

Avantages aux employés - Options d'achat

d'actions

SERIAL NO: REFERENCE IT-113

DATE: July 26, 1973

Section 7 (also paragraph 6(1)(a) and

section 44 of the Income Tax Application

Rules, 1971 (ITAR)

Nº DE SÉRIE IT-113 DATE: le 26 juillet 1973

RENVOI:

Article 7 (aussi l'alinéa 6(1)a) et l'article 44 des Règles de 1971 concernant l'application de l'impôt

sur le revenu)

This Bulletin replaces and cancels Interpretation Bulletin No. IT-23 dated August 6, 1971. Changes are indicated by a vertical rule.

- 1. Section 7 applies in respect of 1972 and subsequent taxation years to determine whether an employee has received a taxable benefit and the year in which the benefit should be taxed in cases where the employee has entered into an agreement with the corporation that employs him, a corporation with which the employing corporation does not deal at arm's length, or a trustee acting under the direction of either corporation whereby the employee is entitled to acquire shares in either corporation at less than fair market value. Section 7 remains applicable where a person who was an employee at the time he obtained a right to acquire shares ceases to be an employee before the value of the benefit is determined by his exercising or transferring the right.
- 2. The rights of an individual employee who is a party to the agreement, or on whose behalf the agreement is entered into, must be clearly ascertainable and absolute in the specified circumstances. Section 7 is not applicable where shares are issued at the sole discretion of the corporation such as a salary bonus to an employee in the form of shares; nor is the section applicable if the employee enters into an agreement with an individual (other than a trustee) who agrees to sell shares owned by him, even though the individual is an officer of the employing corporation or of a corporation with which the employing corporation does not deal at arm's length.
- 3. In the opening words "to sell or issue shares" in section 7 the word "sell" is interpreted as meaning to sell at a fixed or ascertainable price but not as including an outright gift. If an employing corporation agrees to sell to an employee, at less than fair market value, shares of another corporation with which it does not deal at arm's length, the employee will be subject to tax pursuant to section 7 in respect of the benefit he received; but if the shares are given to the employee for no consideration, section 7 does not apply and the benefit to the employee is taxable under paragraph 6(1)(a).
- 4. The word "issue" means to issue treasury shares of a corporation, including an issue of treasury shares for no

Ce Bulletin remplace et annule le Bulletin d'interprétation nº IT-23 du 6 août 1971. Changements sont indiqués par un trait marginal.

- 1. L'article 7 s'applique pour 1972 et les années d'imposition suivantes quand il s'agit de déterminer si un employé a reçu un avantage imposable et l'année au cours de laquelle cet avantage doit être imposé dans les cas où l'employé a conclu avec la corporation qui l'emploie, une corporation avec laquelle la corporation qui l'emploie a un lien de dépendance ou un fiduciaire agissant sur les ordres de l'une ou l'autre corporation, une convention prévoyant que l'employé a le droit d'acquérir des actions de l'une ou de l'autre à un prix inférieur à la juste valeur marchande. L'article 7 continue de s'appliquer lorsqu'une personne qui était un employé au moment où elle a obtenu le droit d'acquérir des actions cesse d'être un employé avant que la valeur de l'avantage ne soit déterminée par l'exercice où le transfert de son droit.
- 2. Les droits d'un employé qui participe à la convention ou au nom de qui la convention a été conclue doivent être clairement établis et absolus dans les circonstances particulières. L'article 7 ne s'applique pas si l'émission des actions est laissée uniquement à la discrétion de la corporation, comme dans le cas d'une prime de traitement accordée à un employé sous forme d'actions; il ne s'applique pas non plus si l'employé a conclu une convention avec un particulier (autre qu'un fiduciaire) qui est disposé à vendre des actions qu'il détient, même si ce particulier est un dirigeant de la corporation qui l'emploie ou d'une corporation avec laquelle la corporation qui l'emploie a un lien de dépendance.
- 3. En ce qui concerne les mots "de vendre ou d'attribuer un certain nombre d'actions", au début de l'article 7, il faut donner au mot "vendre" le sens de vendre à un prix fixe ou à un prix déterminable, mais non pas le sens de don pur et simple. Si une corporation convient de vendre à l'un de ses employés, à un prix inférieur à la juste valeur marchande, des actions d'une autre corporation avec laquelle elle a un lien de dépendance, l'employé est imposable, conformément à l'article 7, à l'égard de l'avantage qu'il reçoit, mais si les actions sont données à l'employé sans contrepartie, l'article 7 ne s'applique pas et l'avantage que touche l'employé est imposable en vertu de l'alinéa 6(1)a).
- 4. Le mot "attribuer" veut dire attribuer des actions de trésorerie d'une corporation, y compris l'attribution d'actions

monetary consideration. Therefore section 7 applies where an employing corporation agrees to issue to an employee its own shares, or to have issued those of a corporation with which it does not deal at arm's length, at less than fair market value or for no monetary consideration. However, if the corporation merely issues its shares to an employee as a bonus and not pursuant to an agreement, section 7 does not apply and the benefit is taxable under paragraph 6(1)(a).

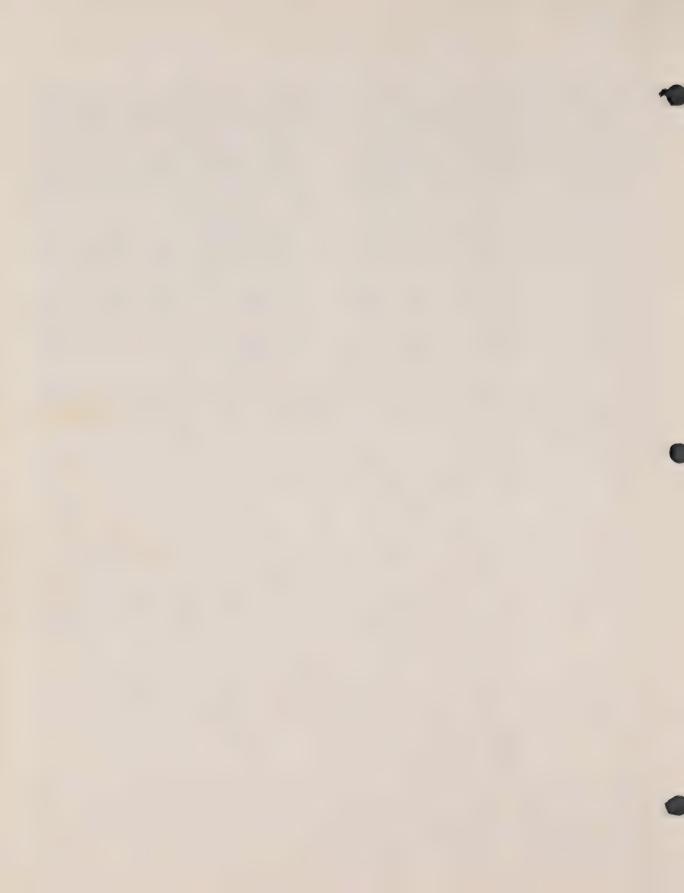
- 5. If an employee acquires shares pursuant to an agreement the provisions of which prohibit him from transferring the shares for a period of time, it is considered that the employee has "acquired" the shares within the meaning of section 7. The value of the shares is considered to be the fair market value at the time of acquisition less an appropriate discount in respect of the restriction.
- 6. Receipt by an employee of a stock option or other right to acquire shares does not in itself give rise to income in the hands of the employee. Having obtained such a right, however, the employee will be considered to receive income when one of the events described in paragraphs 7(1)(a), (b) (c) or (d) occurs.
- 7. Section 7 is only applicable where the benefit received by the employee is received by him in respect of, in the course of, or by virtue of his employment. It does not apply to benefits received in his capacity as a shareholder. By the definitions of "employee" and "office" in subsection 248(1), corporate directors are considered to be employees.
- 8. An employee who is deemed to receive a taxable benefit under section 7 in any taxation year ending after 1971 and before 1974 may elect in the year of the deemed receipt to pay a special tax on the amount of the benefit under section 44 of the ITAR. Essentially the election is the same as was available for benefits received in 1971 and prior taxation years pursuant to subsections 85A(2) and (3) of the pre-1972 Act.
- 9. Where an election as described in paragraph 9 above is not made, or cannot be made because of the time limitation, the general averaging provisions provided by section 118 of the Act may apply. Also, forward averaging in the form of an income averaging annuity contract is available to the employee pursuant to section 61
- 10. Employees' stock options do not come within the definition of capital property under paragraph 54(b) since an income gain rather than a capital gain arises on their disposition. It follows that employees' stock options in existence on December 31, 1971 have no "cost" under subsection 26(3) of the ITAR.

- de trésorerie sans contrepartie monétaire. Par conséquent, l'article 7 s'applique lorsqu'une corporation consent à attribuer à un employé de ses propres actions, ou s'arrange pour attribuer celles d'une corporation avec laquelle elle a un lien de dépendance, à un prix inférieur à la juste valeur marchande ou sans contrepartie. Une fois de plus, lorsqu'une corporation attribue simplement à un employé de ses propres actions à titre de gratification et non en vertu d'une convention, l'article 7 ne s'applique pas et l'avantage est imposable en vertu de l'alinéa 6(1)a).
- 5. Si un employé acquiert des actions en vertu d'une convention dont les dispositions lui interdisent le transfert des actions pendant un certain temps, on considère que l'employé a "acquis" les actions au sens de l'article 7. On estime que la valeur des actions est la juste valeur marchande au moment de l'acquisition, moins un escompte approprié en raison de cette restriction.
- 6. Le seul fait qu'un employé bénéficie d'une option ou d'un autre droit d'acquérir des actions ne crée pas un revenu entre ses mains. Cependant, après avoir obtenu un tel droit, l'employé sera censé recevoir un revenu lorsque l'un des cas exposés aux paragraphes 7(1)a), b), c) ou d) se produira.
- 7. L'article 7 ne s'applique que si l'avantage que reçoit l'employé est reçu par lui à l'égard, au cours ou dans le cadre de son emploi. Il ne s'applique pas aux avantages reçus à titre d'actionnaire. Selon les définitions d'"employé" et de "charge" au paragraphe 248(1), les administrateurs de corporation sont considérés comme des employés.
- 8. Un employé qui est réputé recevoir avantage imposable en vertu de l'article 7 au cours de n'importe quelle année d'imposition terminée après 1971 et avant 1974 peut choisir, pour l'année où il est réputé avoir reçu cet avantage, de payer un impôt spécial à l'égard du montant de l'avantage en vertu des dispositions de l'article 44 des Règles de 1971 concernant l'application de l'impôt sur le revenu. En substance, le choix est le même que pour les avantages reçus en 1971 et au cours des années d'imposition précédentes en vertu des paragraphes 85A(2) et (3) de l'ancienne loi.
- 9. Lorsqu'il n'y a pas exercice d'un choix comme on le dit au paragraphe 9 ci-dessus ou lorsque le choix ne peut pas être exercé pour des questions de temps, l'établissement général de la moyenne prévu à l'article 118 de la loi peut s'appliquer. L'employé peut également, en vertu de l'article 61, bénéficier de l'étalement sur les années suivantes sous la forme d'un contrat de rente à versements invariables.
- 10. Les options d'achat d'actions des employés ne tombent pas sous la définition des biens en immobilisations en vertu de l'alinéa 54b) puisqu'il se produit plutôt en gain de revenu qu'un gain en capital lors de leur disposition. Il s'ensuit que les options d'achat d'actions des employés existant le 31 décembre 1971 n'ont pas de "coût" en vertu du paragraphe 26(3) des Règles de 1971 concernant l'application de l'impôt sur le revenu.

IT-113

- 11. By virtue of paragraph 53(1)(j), the amount of the income gain included in computing income under section 7 when the option is exercised in a taxation year after 1971 is added to the price actually paid by the employee for the shares (which are capital property) to determine their adjusted cost base for the purpose of computing any capital gain or loss on subsequent disposition of the shares. Subsection 26(16) of the ITAR provides that the "actual cost" of a share owned by an individual on December 31, 1971, and acquired by him before that time pursuant to an agreement as described in subsection 85A(1) of the pre-1972 Act is the greater of the amount paid for the share and its fair market value at the time of acquisition.
- 12. Commissions, brokerage fees or transfer taxes that would be payable on a disposition of shares are not taken into account in measuring the amount of any benefit under section 7 but they do, of course, enter into the calculation of the capital gain or loss, as the case may be, on the actual disposition of the shares by the employee.
- 13. The comments in paragraphs 2 to 8 inclusive above also apply in respect of benefits deemed to have been received under section 85A of the pre-1972 Act in 1971 and prior taxation years.

- 11. En vertu de l'alinéa 53(1)j), le montant du gain de revenu, lors du calcul du revenu en vertu de l'article 7 lorsque l'option est exercée dans une année d'imposition postérieure à 1971, est ajouté au prix effectif payé par l'employé pour les actions (qui sont des biens en immobilisations) pour déterminer leur prix de base rajusté afin de calculer tout gain ou perte en capital pour la disposition ultérieure des actions. Le paragraphe 26(16) des Règles de 1971 concernant l'application de l'impôt sur le revenu prévoit que le "coût effectif" d'une action que possède un particulier le 31 décembre 1971 et qu'il a acquise avant cette date au terme d'une convention telle qu'énoncée au paragraphe 85A(1) de l'ancienne loi est la plus élevée des sommes suivantes: le montant payé pour l'action ou sa juste valeur marchande au moment de l'acquisition.
- 12. Il n'est pas tenu compte des commissions, des droits de courtage ou des taxes de transfert qui auraient été exigibles lors de la disposition d'actions, dans le calcul du montant de tout avantage en vertu de l'article 7, mais évidemment, ils entrent dans le calcul du gain ou de la perte en capital, selon le cas, lors de la disposition effective des actions par l'employé.
- 13. Les remarques données aux alinéas 2 à 8 inclusivement s'appliquent également aux avantages réputés touchés en vertu de l'article 85A de l'ancienne loi, au cours des années d'imposition 1971 et précédentes.



REVENU CANADA, IMPOT

Coverum ni Publications

SUBJECT:

INCOME TAX ACT Benefits to Employees - Stock Options LOI DE L'IMPÔT SUR LE REVENU Avantages aux employés - Options d'achat d'actions

DATE: December 26, 1980 NO: IT-113R REFERENCE: Section 7 (also paragraph 6(1)(a))

DATE: le 26 décembre 1980 No: IT-113R

RENVOI: Article 7 (et également alinéa 6(1)a))

This Bulletin replaces and cancels Interpretation Bulletin No. IT-113 dated July 26, 1973. Current revisions are designated by vertical lines.

- Subject to the provisions of subsection 7(1.1), as described in 12 below, section 7 applies to determine whether an employee has received a taxable benefit, and the year in which the benefit should be taxed, in cases where a corporation or a trustee acting under the direction of the corporation, has agreed to sell or issue shares of the capital stock of the corporation or of a corporation with which it does not deal at arm's length, to an employee of the corporation or of a corporation with which it does not deal at arm's length. Section 7 remains applicable where a person who was an employee at the time he became entitled to acquire the shares ceases to be an employee before the value of the benefit is determined by his exercising or transferring the right to acquire the shares. However, section 7 is not applicable if an individual (other than a trustee acting under the direction of the corporation) agrees to sell shares owned by him to the employee, even though the individual is an officer or employee of the employing corporation or of a corporation with which the employing corporation does not deal at arm's length.
- The word "issue" means to deliver unissued shares of a corporation, including to deliver unissued shares for no monetary consideration. Therefore section 7 applies where an employing corporation agrees to sell or issue to an employee its own shares or to sell or have issued those of a corporation with which it does not deal at arm's length, at less than fair market value or for no monetary consideration.
- 3. Section 7 applies where a corporate employer issues shares to an employee as a salary bonus or under a stock bonus plan.
- Receipt by an employee of a stock option or other right to acquire shares (hereafter referred to as a stock option) does not in itself give rise to income in the hands of the employee. Having obtained such a right, however, the employee will be considered to receive income when one of the events described in paragraphs 7(1)(a), (b), (c) or

Le présent bulletin annule et remplace le Bulletin d'interprétation nº IT-113 du 26 juillet 1973. Les révisions effectuées sont indiquées par des traits marginaux.

- Sous réserve des dispositions du paragraphe 7(1.1) décrites au numéro 12 ci-dessous, l'article 7 s'applique lorsqu'il s'agit de déterminer si un employé a reçu un avantage imposable et dans quelle année cet avantage doit être imposé, dans le cas où une corporation ou un fiduciaire agissant sous la direction de cette dernière a consenti à vendre ou à émettre des actions du capital-actions de la corporation ou d'une corporation avec laquelle elle a un lien de dépendance à un employé de la corporation ou d'une corporation avec laquelle elle a un lien de dépendance. L'article 7 continue de s'appliquer lorsqu'une personne qui était un employé au moment où elle a obtenu le droit d'acquérir les actions cesse de l'être avant que la valeur de l'avantage ne soit déterminée par suite de l'exercice ou du transfert de son droit d'acquérir les actions. Toutefois, l'article 7 ne s'applique pas lorsqu'un particulier (autre qu'un fiduciaire agissant sous la direction de la corporation) consent à vendre à l'employé les actions qu'il possède, même si ce particulier est un agent ou un employé de la corporation ou d'une corporation avec laquelle cette dernière a un lien de dépendance.
- Le terme «attribuer» signifie émettre des actions non émises d'une corporation, y compris émettre des actions non émises sans contrepartie monétaire. L'article 7 s'applique donc lorsqu'une corporation consent à vendre ou à émettre à un employé ses propres actions ou à vendre ou à faire émettre celles d'une corporation avec laquelle elle a un lien de dépendance à un prix inférieur à leur juste valeur marchande ou sans contrepartie monétaire.
- 3. L'article 7 s'applique lorsqu'un employeur qui est une corporation émet des actions à un employé à titre de gratification en sus de son salaire ou en vertu d'un régime de gratifications en actions.
- Le fait qu'un employé bénéficie d'une option d'achat ou d'un autre droit d'acquérir des actions (ici appelé option d'achat) ne donne pas lieu, en soi, à un revenu entre ses mains. Toutefois, ayant obtenu un tel droit, l'employé sera réputé recevoir un revenu lorsqu'une des situations décrites aux paragraphes 7(1)a), b), c) ou d) se présentera, sauf lorsque les

- (d) occurs, except where the provisions of subsection 7(1.1) are applicable. (See 12 below).
- 5. Where a benefit is deemed by subsection 7(1) to have been conferred on an employee by the sale or issue of shares, paragraph 7(3)(b) provides that no corporation is entitled to claim the amount of the benefit as a deduction in computing its income.
- 6. If an employee acquires shares pursuant to an agreement the provisions of which prohibit him from transferring the shares for a period of time, it is considered that the employee has "acquired" the shares within the meaning of section 7. The value of the shares is considered to be the fair market value at the time of acquisition less an appropriate discount in respect of the restriction.
- 7. An employee who exercises a stock option and enters into an agreement to pay for the shares over an extended period may or may not acquire the shares within the meaning of paragraph 7(1)(a) at the time the option is exercised. The date of acquisition of the shares in these circumstances is a question of fact and law. Generally, acquisition will be considered to have taken place when title passes or, if title remains with the vendor as security for the unpaid balance, when all the incidents of title (such as possession, use and risk) pass. (See also IT-170R, paragraphs 17 to 19).
- 8. A stock option agreement sometimes provides that an employer may elect to pay cash in lieu of issuing shares. Subsection 7(1) has no application where the employer so elects and, in such cases, the amount of cash received by the employee is taxable under subsection 5(1).
- 9. Section 7 is only applicable where the benefit received by the employee is received by him in respect of, in the course of, or by virtue of his employment. It does not apply to benefits received in his capacity as a shareholder. By the definitions of "employee" and "office" in subsection 248(1), corporate directors are considered to be employees.
- 10. Where a corporation undertakes a reorganization pursuant to sections 85.1 or 86, or an amalgamation pursuant to section 87, and as a consequence of such an event, an existing employee stock option agreement terminates or is cancelled and is replaced by a new agreement that provides for the purchase of shares of the reorganized or amalgamated corporation, paragraph 7(1)(b) is not considered to apply to deem a benefit to have been received by the employees at the time of the reorganization or amalgamation. Similarly, where a corporation cancels an existing stock option plan in order to establish a new plan, the employee who relinquishes his rights under the old plan and receives in exchange an option under the new plan is not considered to have received a benefit under paragraph 7(1)(b).

- dispositions du paragraphe 7(1.1) s'appliqueront. (Voir le n⁰ 12 ci-dessous.)
- 5. Lorsqu'un avantage est réputé en vertu du paragraphe 7(1) avoir été accordé à un employé en raison de la vente ou de l'émission d'actions, l'alinéa 7(3)b) précise qu'aucune corporation n'a le droit de demander une déduction au titre de ce montant dans le calcul de son revenu.
- 6. Si un employé acquiert des actions en vertu d'une convention dont les dispositions lui interdisent de les transférer pendant un certain temps, on considère qu'il les a «acquises» au sens de l'article 7. Leur valeur est censée être leur juste valeur marchande au moment de leur acquisition, moins un escompte approprié à cause de la restriction de la convention.
- 7. Un employé qui exerce une option d'achat d'actions et conclut une entente selon laquelle il paiera les actions au cours d'une assez longue période peut ou peut ne pas acquérir ces actions au sens de l'alinéa 7(1)a) au moment où il exerce cette option. Dans ces circonstances, la date d'acquisition des actions est une question de fait et de droit. Généralement, l'acquisition sera considérée comme ayant eu lieu au moment de la cession du titre ou, si le vendeur conserve le titre comme garantie du solde impayé, lorsque tous les attributs du titre (tels que la possession, l'utilisation et le risque) seront transférés. (Voir également les numéros 17 à 19 du IT-107R).
- 8. Une convention d'option d'achat d'actions précise parfois qu'un employeur peut choisir de verser des espèces au lieu d'émettre des actions. Le paragraphe 7(1) ne s'applique pas lorsqu'un employeur exerce un tel choix et dans ce genre de cas, le montant en espèces que l'employé reçoit est imposable en vertu du paragraphe 5(1).
- 9. L'article 7 ne s'applique que lorsque l'avantage que l'employé a reçu lui a été conféré en raison ou dans le cadre de son emploi. Il ne s'applique pas aux avantages reçus en qualité d'actionnaire. Selon la définition des termes «employé» et «charge» au paragraphe 248(1), les administrateurs de corporation sont considérés comme des employés.
- 10. Lorsqu'une corporation procède à une réorganisation conformément à l'article 85.1 ou 86, ou à une fusion conformément à l'article 87, et que par suite de cet événement, la convention d'option d'achat d'actions existante d'un employé se termine ou est annulée et remplacée par une autre qui prévoit l'achat d'actions de la corporation réorganisée ou fusionnée, l'alinéa 7(1)b) n'est pas considéré comme étant applicable pour qu'un avantage soit réputé avoir été reçu par les employés au moment de la réorganisation ou de la fusion. De la même façon, lorsqu'une corporation annule un régime d'option d'achat d'actions existant en vue d'en établir un nouveau, l'employé qui abandonne ses droits en vertu de l'ancien régime et reçoit, en échange, une option en vertu du nouveau, n'est pas considéré comme ayant reçu un avantage en vertu de l'alinéa 7(1)b).

- 11. The general averaging provisions provided by section 118 of the Act may apply in respect of an amount that is taxable under section 7. Also, forward averaging in the form of an income averaging annuity contract is available to the employee pursuant to section 61.
- 12. Under subsection 7(1.1), an exception to the provisions of subsection 7(1) is made where, after March 31. 1977, a Canadian-controlled private corporation (as defined in paragraph 125(6)(a)) agrees to sell or issue shares of the capital stock of the corporation or of the capital stock of a Canadian-controlled private corporation with which it does not deal at arm's length to an employee of the corporation or of a Canadian-controlled private corporation with which it does not deal at arm's length and the employee does not dispose of the shares acquired under the agreement (otherwise than as a consequence of his death) within two years from the date on which the shares were acquired. In such circumstances, no benefit under paragraph 7(1)(a) is deemed to arise upon the acquisition of shares by the employee provided that immediately after the agreement was made, the employee was dealing at arm's length with the corporations involved, that is, the corporation that agreed to sell or issue the shares, the corporation in respect of whose shares the agreement was made and the corporation of which he is an employee. On the other hand, if the employee disposes of the shares (otherwise than on death) within the two-year period, a benefit under paragraph 7(1)(a) will be included in his income in the year in which he disposed of the shares.
- 13. Where a corporation is a Canadian-controlled private corporation at the time of its agreement to sell or issue shares as described in 12 above, subsection 7(1.1) will apply even though the corporation has ceased to be a Canadian-controlled private corporation prior to the issuance of the shares pursuant to the agreement.
- 14. If an employee acquires shares of a corporation pursuant to a right to which subsection 7(1.1) is applicable and if the corporation undertakes a reorganization pursuant to sections 85.1 or 86, or an amalgamation pursuant to section 87 within two years from the date on which he acquired the shares, the Department considers that subsection 7(1.1) will apply provided the new shares received on the reorganization or amalgamation in exchange for the previously-held shares are held for the remainder of the required two-year period.
- 15. Employees' stock options do not come within the definition of capital property under paragraph 54(b) since an income gain rather than a capital gain arises on their disposition.
- 16. By virtue of paragraph 53(1)(j), the amount of the income gain included in computing income under section 7 when the shares are acquired in a taxation year after 1971 is added to the price actually paid by the employee

11. Les dispositions relatives à l'établissement de la moyenne générale stipulées à l'article 118 de la Loi peuvent s'appliquer à l'égard d'un montant qui est imposable en vertu de l'article 7. En outre, un employé peut, conformément à l'article 61, utiliser la méthode d'étalement d'un montant sur les années suivantes sous la forme d'un contrat de rente à versements invariables.

3

- 12. En vertu du paragraphe 7(1.1), une exception est faite aux dispositions du paragraphe 7(1) lorsqu'après le 31 mars 1977, une corporation privée dont le contrôle est canadien (telle qu'elle est définie à l'alinéa 125(6)a)) consent à vendre ou à émettre des actions de son capital-actions ou du capital-actions d'une corporation privée dont le contrôle est canadien, avec laquelle elle a un lien de dépendance, à un employé de la corporation ou d'une corporation privée dont le contrôle est canadien, avec laquelle elle a un lien de dépendance, et l'employé ne dispose pas des actions qu'il a acquises en vertu de la convention (autrement que par son décès) dans les deux ans de la date de leur acquisition. Dans un tel cas, aucun avantage en vertu de l'alinéa 7(1)a) n'est réputé être reçu par l'employé lorsqu'il acquiert les actions, pourvu qu'immédiatement après la signature de la convention, ce dernier n'ait eu aucun lien de dépendance avec les corporations en question, c'est-à-dire la corporation qui a consenti à vendre ou à émettre les actions, celle dont les actions ont fait l'objet de la convention et la corporation qui l'emploie. D'autre part, si l'employé dispose des actions (autrement que par son décès) dans les deux ans de leur acquisition, un avantage en vertu de l'alinéa 7(1)a) sera inclus dans son revenu de l'année de la disposition.
- 13. Lorsqu'une corporation est une corporation privée dont le contrôle est canadien au moment où elle consent à vendre ou à émettre des actions, comme on le décrit au numéro 12 ci-dessus, le paragraphe 7(1.1) s'appliquera, mème si elle a cessé d'être une corporation privée dont le contrôle est canadien avant l'attribution des actions conformément à la convention.
- 14. Si un employé acquiert des actions d'une corporation conformément à un droit auquel le paragraphe 7(1.1) s'applique et si la corporation procède à une réorganisation en vertu de l'article 85.1 ou 86, ou à une fusion en vertu de l'article 87, dans les deux ans de la date à laquelle il a acquis les actions, le Ministère considère que le paragraphe 7(1.1) s'appliquera à condition que l'employé détienne, pour le reste de la période requise de deux ans, les nouvelles actions qu'il a reçues lors de cette réorganisation ou de cette fusion en échange de celles qu'il détenait précédemment.
- 15. Les options d'achat d'actions ne sont pas comprises dans la définition des biens en immobilisations en vertu de l'alinéa 54b), étant donné que lors de leur disposition, il en résulte un revenu et non un gain en capital.
- 16. En vertu de l'alinéa 53(1)j), le montant inclus dans le calcul du revenu en vertu de l'article 7, lorsque les actions sont acquises au cours d'une année d'imposition postérieure à 1971, est ajouté au prix que l'employé a réellement payé pour les actions

for the shares (which are capital property) to determine their adjusted cost base for the purpose of computing any capital gain or loss on subsequent disposition of the shares. Subsection 26(16) of the ITAR provides that the "actual cost" of a share owned by an individual on December 31, 1971, and acquired by him before that time pursuant to an agreement as described in subsection 85A(1) of the pre-1972 Act is the greater of the amount paid for the share and its fair market value at the time of acquisition.

- 17. Commissions, brokerage fees or transfer taxes that would be payable on a disposition of shares are not taken into account in measuring the amount of any benefit under section 7 but they do, of course, enter into the calculation of the capital gain or loss, as the case may be, on the actual disposition of the shares by the employee.
- 18. An employee stock option is not subject to the provisions of subsection 48(1) when the employee ceases to be a resident of Canada. However, the non-resident is taxable in Canada under subsection 115(1) in respect of the benefit received when the option is subsequently exercised.

(qui sont des biens en immobilisations) pour l'établissement de leur prix de base rajusté aux fins du calcul de tout gain ou perte en capital lors d'une disposition ultérieure. Le paragraphe 26(16) des RAIR précise que le «coût effectif» d'une action que détient un particulier le 31 décembre 1971 et qu'il a acquise avant cette date conformément à une convention décrite au paragraphe 85A(1) de la Loi qui était en vigueur avant 1972 est le plus élevé des montants suivants: le montant qui a été payé pour cette action et la juste valeur marchande de cette dernière au moment de son acquisition.

- 17. Les commissions, les frais de courtage ou les taxes sur le transfert qui seraient payables lors d'une disposition d'actions n'entrent pas en ligne de compte lors du calcul du montant de tout avantage en vertu de l'article 7, mais ils sont évidemment inclus dans le calcul du gain ou de la perte en capital, selon le cas, lorsque l'employé dispose effectivement des actions.
- 18. Une option d'achat d'actions accordée à un employé n'est pas assujettie aux dispositions du paragraphe 48(1) lorsque ce dernier cesse de résider au Canada. Toutefois, le non-résident doit payer de l'impôt au Canada en vertu du paragraphe 115(1) à l'égard d'un avantage qu'il reçoit lorsqu'il exerce ultérieurement son option.

REVENU CANADA

INTERPRETATION DULLE IN D'INTERPRÉ

SUBJECT: INCOME TAX ACT
Benefits to Employees - Stock Options

OBJET: LOI DE L'IMPÔT SUR LE REVENU Avantages aux employés — Options d'achat d'actions

NO. IT-113R2

DATE: October 11, 1985

REFERENCE: (Section 7 and paragraph 110(1)(d) (also paragraph 6(1)(a))

CA | NR 68 - I 51

This Bulletin replaces and cancels Interpretation Bulletin No. IT-113R dated December 26, 1980. Current revisions are designated by vertical lines.

Proposals contained in the Notices of Ways and Means Motions of May 9 and May 23, 1985 are not considered in this release.

- 1. Section 7 applies in determining the benefit, if any, to an employee to whom a corporation agrees to sell or issue shares. Subject to subsection 7(1.1), discussed in 11 below. section 7 has application where a particular corporation, or a trustee acting under its direction, has agreed to sell or issue shares of that corporation or shares of another corporation with which it does not deal at arm's length to an employee of either the particular corporation or of any corporation with which it does not deal at arm's length. Where a person was an employee at the time of receiving a right to acquire shares, but subsequently ceased to be an employee at a time prior to the exercise or transfer of that right when the value of any benefit is determined, section 7 will nevertheless apply in determining the benefit to that person. However, section 7 is not applicable where an individual (other than a trustee acting under the direction of a corporation) who owns shares, agrees to sell those shares to an employee of a corporation, even if that individual is an officer or employee of the employing corporation or of another corporation with which the employing corporation does not deal at arm's length.
- 2. The word "issue" means to deliver unissued shares of a corporation, including to deliver unissued shares for no monetary consideration. Therefore section 7 applies where an employing corporation agrees to sell or issue to an employee its own shares or to sell or have issued those of a corporation with which it does not deal at arm's length, at less than fair market value or for no monetary consideration.
- 3. Section 7 applies where a corporate employer issues shares to an employee as a salary bonus or under a stock bonus plan.

N° IT-113R2 DATE: le 11 octobre 1985 RENVOI (Article 7 et alinéa 110(1)d) (également alinéa 6(1)a))

NOV 131985

tion IT-113R du 26 décembre 1980. Les révisions effectuées sont indiquées par des traits verticaux.

Le présent bulletin ne tient pas compte des propositions contenues dans les Avis de motions des voies et moyens du 9 mai et du 23 mai 1985.

- 1. L'article 7 s'applique lorsqu'il s'agit de déterminer, le cas échéant, l'avantage accordé à un employé auquel une corporation consent à vendre ou à émettre des actions. Sous réserve du paragraphe 7(1.1), expliqué au numéro 11 ci-après, l'article 7 s'applique lorsqu'une corporation particulière, ou un fiduciaire agissant sous la direction de la corporation, a consenti de vendre ou d'émettre des actions de cette corporation, ou des actions d'une autre corporation avec laquelle elle a un lien de dépendance, à un employé de la corporation particulière ou de toute corporation avec laquelle elle a un lien de dépendance. Lorsqu'une personne, qui était un employé au moment où elle a obtenu le droit d'acquérir des actions, cesse de l'être à un moment antérieur à l'exercice ou au transfert de ce droit lorsque la valeur de tout avantage est déterminée, l'article 7 s'appliquera néanmoins lorsqu'il s'agit de déterminer l'avantage de cette personne. Toutefois, l'article 7 ne s'applique pas lorsqu'un particulier (autre qu'un fiduciaire agissant sous la direction de la corporation), détenteur d'actions, consent à vendre ces actions à un employé d'une corporation, même si ce particulier est un cadre ou un employé de la corporation ou d'une autre corporation avec laquelle cette dernière a un lien de dépendance.
- 2. Le terme «attribuer» signifie émettre des actions non émises d'une corporation, y compris émettre des actions non émises sans contrepartie monétaire. L'article 7 s'applique donc lorsqu'une corporation consent à vendre ou à émettre à un employé ses propres actions ou à vendre ou à faire émettre celles d'une corporation avec laquelle elle a un lien de dépendance à un prix inférieur à leur juste valeur marchande ou sans contrepartie monétaire.
- 3. L'article 7 s'applique lorsqu'un employeur qui est une corporation émet des actions à un employé à titre de gratifications en sus de son salaire ou en vertu d'un régime de gratifications en actions.



IT-113R2

4. Receipt by an employee of a stock option or other right to acquire shares (hereafter referred to as a stock option) does not in itself give rise to income in the hands of the employee. Having obtained such a right, the employee will be considered to receive income only when one of the events described in paragraphs 7(1)(a), (b), (c) or (d) occurs.

- 5. Where a benefit is deemed by subsection 7(1) to have been conferred on an employee by the sale or issue of shares, paragraph 7(3)(b) provides that no corporation is entitled to claim the amount of the benefit as a deduction in computing its income.
- 6. If an employee acquires shares pursuant to an agreement the provisions of which prohibit transfer of the shares for a period of time, the employee is considered to have "acquired" the shares within the meaning of section 7. The value of the shares is considered to be the fair market value at the time of acquisition less an appropriate discount in respect of the restriction.
- 7. An employee who exercises a stock option and enters into an agreement to pay for the shares over an extended period may or may not acquire the shares within the meaning of paragraph 7(1)(a) at the time the option is exercised. The date of acquisition of the shares in these circumstances is a question of fact and law. Generally, acquisition will be considered to have taken place when title passes or, if title remains with the vendor as security for the unpaid balance, when all the incidents of title (such as possession, use and risk) pass. (See also IT-170R, paragraphs 17 to 19).
- 8. A stock option agreement sometimes provides that an employer may elect to pay cash in lieu of issuing shares. Subsection 7(1) has no application where the employer so elects and, in such cases, the amount of cash received by the employee is taxable under subsection 5(1).
- 9. Section 7 is applicable only if the benefit received by the employee is received in respect of, in the course of, or by virtue of employment. It does not apply to benefits received in the recipient's capacity as a shareholder. By the definitions of "employee" and "office" in subsection 248(1), corporate directors are considered to be employees.
- 10. Where a corporation undertakes a reorganization pursuant to section 85.1 or 86, or an amalgamation pursuant to section 87, and as a consequence of such an event, an existing employee stock option agreement terminates or is cancelled and is replaced by a new agreement that provides for the purchase of shares of the reorganized or amalgamated corporation, paragraph 7(1)(b) is not considered to apply to deem a benefit to have been received by the employees at the time of the reorganization or amalgamation. Similarly, where a corporation cancels an exist-

- 4. Le fait qu'un employé bénéficie d'une option d'achat ou d'un autre droit d'acquérir des actions (ici appelé option d'achat) ne donne pas lieu, en soi, à un revenu entre ses mains. Ayant obtenu un tel droit, l'employe ne sera réputé recevoir un revenu que lorsqu'une des situations décrites aux paragraphes 7(1)a), b), c) ou d) se présentera.
- 5. Lorsqu'un avantage est réputé, en vertu du paragraphe 7(1), avoir été accordé à un employé en raison de la vente ou de l'émission d'actions, l'alinéa 7(3)b) précise qu'aucune corporation n'a le droit de demander une déduction au titre de ce montant dans le calcul de son revenu.
- 6. Si un employé acquiert des actions en vertu d'une convention dont les dispositions interdisent leur transfert pendant un certain temps, on considère qu'il les a «acquises» au sens de l'article 7. Leur valeur est censée être leur juste valeur marchande au moment de leur acquisition, moins un escompte approprié à cause de la restriction de la convention.
- 7. Un employé qui exerce une option d'achat d'actions et conclut une entente selon laquelle il paiera les actions au cours d'une assez longue période peut ou peut ne pas acquérir ces actions au sens de l'alinéa 7(1)a) au moment où il exerce cette option. Dans ces circonstances, la date d'acquisition des actions est une question de fait et de droit. Généralement, l'acquisition sera considérée comme ayant eu lieu au moment de la cession du titre ou, si le vendeur conserve le titre comme garantie du solde impayé, lorsque tous les attributs du titre (tels la possession, l'utilisation et le risque) seront transférés. (Voir également les numéros 17 à 19 du IT-170R).
- 8. Une convention d'option d'achat d'actions précise parfois qu'un employeur peut choisir de verser des espèces au lieu d'émettre des actions. Le paragraphe 7(1) ne s'applique pas lorsqu'un employeur exerce un tel choix et, dans ce genre de cas, le montant en espèces que l'employé reçoit est imposable en vertu du paragraphe 5(1).
- 9. L'article 7 ne s'applique que si l'avantage que l'employé a reçu a été conféré en raison ou dans le cadre d'un emploi. Il ne s'applique pas aux avantages reçus par le bénéficiaire en qualité d'actionnaire. Selon la définition des termes «employé» et «charge» au paragraphe 248(1), les administrateurs de corporation sont considérés comme des employés.
- 10. Lorsqu'une corporation procède à une réorganisation conformément à l'article 85.1 ou 86, ou à une fusion conformément à l'article 87, et que par suite de cet événement, la convention d'option d'achat d'actions existante d'un employé se termine ou est annulée et remplacée par une autre qui prévoit l'achat d'actions de la corporation réorganisée ou fusionnée, l'alinéa 7(1)b) n'est pas considéré comme étant applicable de façon qu'un avantage soit réputé avoir été reçu par les employés au moment de la réorganisation ou de la fusion. De la même façon, lorsqu'une corporation annule un régime d'option d'achat

IT-113R2

ing stock option plan in order to establish a new plan, the employee who relinquishes rights under the old plan and receives in exchange an option under the new plan is not considered to have received a benefit under paragraph 7(1)(b).

- 11. Under subsection 7(1.1), an exception to the provisions of subsection 7(1) is made where, after March 31, 1977, a Canadian-controlled private corporation (as defined in paragraph 125(7)(b)) agrees to sell or issue shares of the capital stock of the corporation or of the capital stock of a Canadian-controlled private corporation with which it does not deal at arm's length to an employee of the corporation or of a Canadian-controlled private corporation with which it does not deal at arm's length and the employee does not dispose of the shares acquired under the agreement (otherwise than as a consequence of death) within two years from the date on which the shares were acquired. In such circumstances, no benefit under paragraph 7(1)(a) is deemed to arise upon the acquisition of shares by the employee provided that immediately after the agreement was made, the employee was dealing at arm's length with the corporations involved, that is, the corporation that agreed to sell or issue the shares, the corporation in respect of whose shares the agreement was made and the employing corporation. On the other hand, if the employee disposes of the shares (otherwise than on death) within the two-year period, a benefit under paragraph 7(1)(a) will be included in income in the year in which the shares are disposed. However, a deduction may be available under paragraph 110(1)(d). (See 14 below).
- 12. Where a corporation is a Canadian-controlled private corporation at the time of its agreement to sell or issue shares as described in 11 above, subsection 7(1.1) will apply even though the corporation has ceased to be a Canadian-controlled private corporation prior to the issuance of the shares pursuant to the agreement.
- 13. If an employee acquires shares of a corporation pursuant to a right to which subsection 7(1.1) is applicable and if the corporation undertakes a reorganization pursuant to section 85.1 or 86 or an amalgamation pursuant to section 87 within two years from the date on which the shares were acquired, the Department considers that subsection 7(1.1) will apply provided the new shares received on the reorganization or amalgamation in exchange for the previously-held shares are held for the remainder of the required two-year period.
- 14. Stock options granted after February 15, 1984 may be eligible for a deduction under paragraph 110(1)(d) in computing taxable income when the stock option is exercised or disposed of and an amount is included in income pursuant to section 7. This deduction under paragraph 110(1)(d), of one-half of the amount calculated pursuant to subsection 7(1) may be made provided the following conditions are met:
 - (i) the employer corporation or a corporation

d'actions existant en vue d'en établir un nouveau, l'employé qui abandonne ces droits en vertu de l'ancien régime et reçoit, en échange, une option en vertu du nouveau, n'est pas considéré comme ayant reçu un avantage en vertu de l'alinéa 7(1)b).

- 11. En vertu du paragraphe 7(1.1), une exception est faite aux dispositions du paragraphe 7(1) lorsqu'après le 31 mars 1977, une corporation privée dont le contrôle est canadien (telle qu'elle est définie à l'alinéa 125(7)b)) consent à vendre ou à émettre des actions de son capital-actions ou du capital-actions d'une corporation privée dont le contrôle est canadien, avec laquelle elle a un lien de dépendance, à un employé de la corporation ou d'une corporation privée dont le contrôle est canadien, avec laquelle elle a un lien de dépendance, et l'employé ne dispose pas des actions qu'il a acquises en vertu de la convention (autrement que par son décès) dans les deux ans de la date de leur acquisition. Dans un tel cas, aucun avantage en vertu de l'alinéa 7(1)a) n'est réputé être reçu par l'employé lorsqu'il acquiert les actions, pourvu qu'immédiatement après la signature de la convention, ce dernier n'ait eu aucun lien de dépendance avec les corporations en question, c'est-à-dire la corporation qui a consenti à vendre ou à émettre les actions, celle dont les actions ont fait l'objet de la convention et la corporation qui l'emploie. D'autre part, si l'employé dispose des actions (autrement que par décès) dans les deux ans de leur acquisition, un avantage en vertu de l'alinéa 7(1)a) sera inclus dans son revenu de l'année de la disposition. Il peut toutefois avoir droit à une déduction en vertu de l'alinéa 110(1)d). (Voir 14 ci-dessous).
- 12. Lorsqu'une corporation est une corporation privée dont le contrôle est canadien au moment où elle consent à vendre ou à émettre des actions, comme on le décrit au numéro 11 ci-dessus, le paragraphe 7(1.1) s'appliquera, même si elle a cessé d'être une corporation privée dont le contrôle est canadien avant l'attribution des actions conformément à la convention.
- 13. Si un employé acquiert des actions d'une corporation conformément à un droit auquel le paragraphe 7(1.1) s'applique et si la corporation procède à une réorganisation en vertu de l'article 85.1 ou 86, ou à une fusion en vertu de l'article 87 dans les deux ans de la date à laquelle les actions ont été achetées, le Ministère considère que le paragraphe 7(1.1) s'appliquera à condition que l'employé détienne, pour le reste de la période requise de deux ans, les nouvelles actions qu'il a reçues lors de cette réorganisation ou de cette fusion en échange de celles qu'il détenait précédemment.
- 14. Les options d'achat d'actions accordées après le 15 février 1984 peuvent faire l'objet d'une déduction en vertu de l'alinéa 110(1)d), lors du calcul du revenu imposable, lorsqu'elles sont exercées ou cédées et qu'un montant est inclus dans le revenu conformément à l'article 7. Cette déduction effectuée en vertu de l'alinéa 110(1)d), d'un montant égal à la moitié de l'avantage conformément au paragraphe 7(1), peut être autorisée pourvu que les conditions suivantes soient réunies:
 - (i) la corporation ou une corporation avec laquelle

- not dealing at arm's length with the employer corporation is the corporation agreeing to sell or issue the shares,
- (ii) the shares are, at the time of sale or issue, qualifying shares (equity shares) as defined in subsection 192(6) provided this subsection were read without the words "taxable Canadian" and "after June 30, 1983 and before 1987",
- (iii) at the time the option is granted, the exercise price is not less than the fair market value of the share, at that time, and
- (iv) immediately after the option is granted, the employee is dealing at arm's length with the corporations involved, that is, the corporation that agreed to sell or issue the shares, the corporation in respect of whose shares the agreement was made and the employing corporation.
- 15. Employees' stock options do not come within the definition of capital property under paragraph 54(b) since an income gain rather than a capital gain arises on their disposition.
- 16. By virtue of paragraph 53(1)(j), the amount of the income gain included in computing income under section 7 when the shares are acquired in a taxation year after 1971 is added to the price actually paid by the employee for the shares (which are capital property) to determine their adjusted cost base for the purpose of computing any capital gain or loss on subsequent disposition of the shares. This addition to the adjusted cost base of the shares is made even where a deduction is taken by the individual pursuant to the provisions of paragraph 110(1)(d).
- 17. Subsection 26(16) of the ITAR provides that the "actual cost" of a share owned by an individual on December 31, 1971, and acquired before that time pursuant to an agreement as described in subsection 85A(1) of the pre-1972 Act is the greater of the amount paid for the share and its fair market value at the time of acquisition.
- 18. Commissions, brokerage fees or transfer taxes that would be payable on a disposition of shares are not taken into account in measuring the amount of any benefit under section 7 but they do, of course, enter into the calculation of the capital gain or loss, as the case may be, on the actual disposition of the shares by the employee.
- 19. An employee stock option is not subject to the provisions of subsection 48(1) when the employee ceases to be a resident of Canada. However, the non-resident is taxable in Canada under subsection 115(1) in respect of the benefit received when the option is subsequently exercised. It should also be noted that a non-resident filing a return under subsection 115(1) may be entitled to a deduction under paragraph 110(1)(d) in computing taxable income.

- cette dernière a un lien de dépendance est celle qui consent à vendre ou à émettre les actions,
- (ii) les actions sont, au moment de la vente ou de l'émission, des actions admissibles (actions participantes) selon la définition donnée au paragraphe 192(6), pourvu que ledit paragraphe soit lu sans les mots «canadienne imposable» et «après le 30 juin 1983 et avant 1987»,
- (iii) au moment où l'entente est conclue, le prix d'acquisition n'est pas inférieur à la juste valeur marchande de l'action, à ce moment-là, et
- (iv) immédiatement après la conclusion de l'entente l'employé n'a pas de lien de dépendance avec les corporations concernées, c'est-à-dire la corporation qui a consenti à vendre ou à émettre les actions, la corporation à l'égard des actions de laquelle l'entente a été conclue et la corporation dont il est un employé.
- 15. Les options d'achat d'actions ne sont pas comprises dans la définition des biens en immobilisations en vertu de l'alinéa 54b), étant donné que lors de leur disposition, il en résulte un revenu et non un gain en capital.
- 16. En vertu de l'alinéa 53(1)j), le montant inclus dans le calcul du revenu en vertu de l'article 7, lorsque les actions sont acquises au cours d'une année d'imposition postérieure à 1971, est ajouté au prix que l'employé a réellement payé pour les actions (qui sont des biens en immobilisations) pour l'établissement de leur prix de base rajusté aux fins du calcul de tout gain ou perte en capital lors d'une disposition ultérieure. Ce montant est ajouté au prix de base rajusté des actions, même quand le particulier reçoit une déduction conformément aux dispositions de l'alinéa 110(1)d).
- 17. Le paragraphe 26(16) des RAIR précise que le «coût effectif» d'une action que détient un particulier le 31 décembre 1971 et acquise avant cette date conformément à une convention décrite au paragraphe 85A(1) de la Loi qui était en vigueur avant 1972 est le plus élevé des montants suivants: le montant qui a été payé pour cette action et la juste valeur marchande de cette dernière au moment de son acquisition.
- 18. Les commissions, les frais de courtage ou les taxes sur le transfert qui seraient payables lors d'une disposition d'actions n'entrent pas en ligne de compte lors du calcul du montant de tout avantage en vertu de l'article 7, mais ils sont évidemment inclus dans le calcul du gain ou de la perte en capital, selon le cas, lorsque l'employé dispose effectivement des actions.
- 19. Une option d'achat d'actions accordée à un employé n'est pas assujettie aux dispositions du paragraphe 48(1) lorsque ce dernier cesse de résider au Canada. Toutefois, le non-résident doit payer de l'impôt au Canada en vertu du paragraphe 115(1) à l'égard d'un avantage qu'il reçoit lorsqu'il exerce ultérieurement son option. Il convient également de noter qu'un non-résident qui produit une déclaration en vertu du paragraphe 115(1) peut avoir droit à une déduction en vertu de l'alinéa 110(1)d) lorsqu'il calcule son revenu imposable.

INTERPRETATION BULLETIN

SUBJECT:

INCOME TAX ACT Benefits to Employees - Stock Options

LOI DE L'IMPÔT SUR LE REVENU

BULLETIN D'INTERPRÉTATION

Avantages aux employés – Options d'achat d'actions

NO IT-113R3

DATE: November 30, 1987

REFERENCE:

Section 7 (also section 85.1, subsections 5(1), 87(4), 115(1) and 192(6), paragraphs 53(1)(j), 54(b), 110(1)(d) and (d.1) and 125(7)(b) of the Act; subsection 26(16) of the Income Tax Application Rules, 1971 (ITAR) and section 6204 of the Regulations)

Nº IT-113R3

DATE: le 30 novembre 1987

RENVOI:

Article 7 (également l'article 85.1, les paragraphes 5(1), 87(4), 115(1) et 192(6) et les alinéas 53(1)j), 54b), 110(1)d), 110(1)d,1) et 125(7)b) de la Loi; le paragraphe 26(16) des Règles de 1971 concernant l'application de l'impôt sur le revenu (RAIR) et l'article 6204 du

Règlement)

Application

This bulletin replaces and cancels IT-113R2 dated October 11, 1985. Current revisions are designated by vertical

Summary

This bulletin deals with the rules for determining the benefit derived from exercising or disposing of an employment-related stock option arrangement. Generally, an employee who exercises such an option is required to include as employment income, in the taxation year in which the shares are acquired, the amount by which the value of the shares received exceeds the amount paid or payable for them. However, the benefit from exercising a stock option granted to an employee by a Canadian-controlled private corporation must be included as employment income only in the year that the shares are sold. The disposition of a stock option itself will usually require the employee to include as employment income, in the year of disposition, the proceeds from the disposition.

The bulletin also deals with the deduction, in computing taxable income, of one-half of the stock option benefit included in calculating income from employment where an employee exercises or disposes of a qualifying stock option granted after February 15, 1984.

Discussion and Interpretation

Subject to subsection 7(1.1), discussed in 12 below, section 7 has application where a particular corporation, or a trustee acting under its direction, has agreed to sell or issue shares of that corporation or shares of another corporation with which it does not deal at arm's length to an employee of either the particular corporation or of any corporation with which it does not deal at arm's length. Where a person was an employee at the time of receiving a right to acquire shares but subsequently ceased to be an employee at a time prior to the exercise or transfer of that right when the value of any benefit is determined, section 7 will nevertheless apply in determining the benefit to that person. However, section 7 is not applicable where an individual (other than a trustee acting under the direction of a corporation) who owns shares agrees to sell those

Application

Le présent bulletin annule et remplace le IT-113R2 du 11 octobre 1985. Les révisions sont indiquées par des traits verticaux.

Résumé

Le présent bulletin traite des règles pour déterminer l'avantage qui découle de l'exercice ou de la disposition d'un arrangement d'option d'achat d'actions relié à l'emploi. D'habitude, un employé qui exerce une telle option est tenu d'inclure comme revenu d'emploi, pour l'année d'imposition où les actions sont acquises, le montant de l'excédent de la valeur des actions reçues sur le montant payé ou payable pour ces actions. Toutefois, l'avantage découlant de l'exercice d'une option d'achat d'actions accordé à un employé par une corporation privée dont le contrôle est canadien doit être inclus comme revenu d'emploi uniquement dans l'année où les actions sont vendues. Si un employé dispose d'une option d'achat d'actions il sera habituellement tenu d'inclure comme revenu d'emploi, dans l'année de la disposition, le produit de sa disposition.

Le bulletin traite aussi de la déduction, dans le calcul du revenu imposable, de la moitié de l'avantage tiré de l'option d'achat d'actions qui avait été inclus dans le calcul du revenu d'emploi lorsqu'un employé exerce une option d'achat d'actions accordée après le 15 février 1984 ou dispose d'une telle option.

Discussion et interprétation

Sous réserve du paragraphe 7(1.1), dont il est question au numéro 12 ci-dessous, l'article 7 s'applique lorsqu'une corporation particulière, ou un fiduciaire agissant sous la direction de la corporation, a consenti à vendre ou à émettre des actions de cette corporation, ou des actions d'une autre corporation avec laquelle elle a un lien de dépendance, à un employé de la corporation particulière ou de toute corporation avec laquelle elle a un lien de dépendance. Si une personne, qui était un employé au moment où elle a obtenu le droit d'acquérir des actions, cesse de l'être à un moment antérieur à l'exercice ou au transfert de ce droit lorsque la valeur de tout avantage est déterminée, l'article 7 s'appliquera néanmoins pour déterminer l'avantage de cette personne. Toutefois, l'article 7 ne s'applique pas lorsqu'un particulier (autre qu'un fiduciaire agissant sous la direction d'une corporation), détenteur d'actions, consent à vendre ces actions à un



IT-113R3

shares to an employee of a corporation, even if that individual is an officer or employee of the employing corporation or of another corporation with which the employing corporation does not deal at arm's length.

- 2. An "agreement to sell or issue shares", as referred to in subsection 7(1), is referred to in this bulletin as a "stock option." The word "issue" means to deliver unissued shares of a corporation, including to deliver unissued shares for no monetary consideration. Therefore section 7 applies where an employing corporation agrees to sell or issue to an employee its own shares, or to sell or have issued those of a corporation with which it does not deal at arm's length, at less than fair market value or for no monetary consideration.
- 3. Section 7 applies where a corporate employer issues shares to an employee as a salary bonus or under a stock bonus plan.
- 4. Receipt by an employee of a stock option does not in itself give rise to income in the hands of the employee. Having obtained such a right, the employee will be considered to receive income only when one of the events described in paragraphs 7(1)(a), (b), (c) or (d) occurs.
- 5. Where a benefit is deemed by subsection 7(1) to have been conferred on an employee by the sale or issue of shares, paragraph 7(3)(b) provides that no corporation is entitled to claim the amount of the benefit as a deduction in computing its income.
- 6. If an employee acquires shares pursuant to an agreement the provisions of which prohibit transfer of the shares for a period of time, the employee is considered to have "acquired" the shares within the meaning of section 7. The value of the shares is considered to be the fair market value at the time of acquisition less an appropriate discount in respect of the restriction.
- 7. An employee who exercises a stock option and enters into an agreement to pay for the shares over an extended period may or may not acquire the shares within the meaning of paragraph 7(1)(a) at the time the option is exercised. The date of acquisition of the shares in these circumstances is a question of fact and law. Generally, acquisition will be considered to have taken place when title passes or, if title remains with the vendor as security for the unpaid balance, when all the incidents of title (such as possession, use and risk) pass (see also IT-170R).
- 8. A stock option agreement sometimes provides that an employer may elect to pay cash in lieu of issuing shares. Subsection 7(1) has no application where the employer so elects and, in such cases, the amount of cash received by the employee is taxable under subsection 5(1).

employé d'une corporation, même si ce particulier est un cadre ou un employé de la corporation ou d'une autre corporation avec laquelle cette dernière a un lien de dépendance.

- 2. L'entente en vue d'émettre ou de vendre des actions à laquelle il est fait référence au paragraphe 7(1) s'appelle dans ce bulletin une «option d'achat d'actions». Le terme «émettre» signifie mettre en circulation des actions non émises d'une corporation, que ce soit avec ou sans contrepartie monétaire. L'article 7 s'applique donc lorsqu'une corporation consent à vendre ou à émettre à un employé ses propres actions ou à vendre ou à faire émettre celles d'une corporation avec laquelle elle a un lien de dépendance, à un prix inférieur à leur juste valeur marchande ou sans contrepartie monétaire.
- 3. L'article 7 s'applique lorsqu'un employeur qui est une corporation émet des actions à un employé à titre de gratifications en sus de son salaire ou en vertu d'un régime de gratifications en actions.
- 4. Le fait qu'un employé bénéficie d'une option d'achat d'actions ne donne pas lieu, en soi, à un revenu entre ses mains. Ayant obtenu un tel droit, l'employé ne sera réputé recevoir un revenu que lorsqu'une des situations décrites aux paragraphes 7(1)a), b), c) ou d) se présentera.
- 5. Lorsqu'un avantage est réputé, en vertu du paragraphe 7(1), avoir été accordé à un employé en raison de la vente ou de l'émission d'actions, l'alinéa 7(3)b) précise qu'aucune corporation n'a le droit de demander une déduction au titre de ce montant dans le calcul de son revenu.
- 6. Si un employé acquiert des actions en vertu d'une convention dont les dispositions interdisent leur transfert pendant un certain temps, on considère qu'il les a «acquises» au sens de l'article 7. Leur valeur est censée être leur juste valeur marchande au moment de leur acquisition, moins un escompte approprié à cause de la restriction de la convention.
- 7. Un employé qui exerce une option d'achat d'actions et conclut une entente selon laquelle il paiera les actions au cours d'une assez longue période n'acquiert pas nécessairement ces actions au sens de l'alinéa 7(1)a) au moment où il exerce cette option. Dans ces circonstances, la date d'acquisition des actions est une question de fait et de droit. Généralement, l'acquisition sera considérée comme ayant eu lieu au moment de la cession du titre ou, si le vendeur conserve le titre comme garantie du solde impayé, lorsque tous les attributs du titre (tels la possession, l'utilisation et le risque) seront transférés. (Voir également le IT-170R.)
- 8. Une convention d'option d'achat d'actions précise parfois qu'un employeur peut choisir de verser des espèces au lieu d'émettre des actions. Le paragraphe 7(1) ne s'applique pas lorsqu'un employeur exerce un tel choix et, dans un tel cas, le montant en espèces que l'employé reçoit est imposable en vertu du paragraphe 5(1).

- 9. Section 7 applies only if the right to acquire shares as conferred by the agreement is received in respect of, in the course of or by virtue of employment. It does not apply to rights to acquire shares received in the recipient's capacity as a shareholder. Pursuant to the definitions of "employee" and "office" in subsection 248(1), corporate directors are considered to be employees.
- 10. Where an employee has transferred or otherwise disposed of rights under a stock option to a person with whom the employee was dealing at arm's length, a benefit is, by virtue of paragraph 7(1)(b), deemed to have been received by the employee in the taxation year in which the disposition was made. Were it not for subsection 7(1.4), such a benefit would be triggered where, as a consequence of an amalgamation or merger, an employee simply exchanges rights under a stock option that had been acquired from a predecessor corporation for rights under a stock option acquired from the corporation resulting from the amalgamation or merger. Subsection 7(1.4) applies where
 - (a) an amalgamation or merger occurs after 1984,
 - (b) the employee receives in exchange for the stock option of the predecessor corporation no consideration other than a stock option (referred to in this paragraph as the "new stock option") from the corporation resulting from the amalgamation or merger, and
 - (c) under the new stock option, the corporation resulting from the amalgamation or merger agrees to issue or sell to the employee shares of its capital stock or of the capital stock of a corporation with which it does not deal at arm's length.

Provided the conditions described in (a), (b) and (c) above are met,

- (d) the employee is deemed not to have disposed of the stock option of the predecessor corporation nor to have acquired the new stock option,
- (e) the new stock option is deemed to be the same as and a continuation of the stock option of the predecessor corporation, and
- (f) the amalgamated or merged corporation is deemed to be the same corporation as and a continuation of each predecessor corporation.

Although subsection 7(1.4) applies where the exchange of stock options occurs as a consequence of an amalgamation or merger which takes place after 1984, it was the Department's position, prior to 1985, that where a corporation undertook a reorganization pursuant to section 85.1 or 86 or an amalgamation pursuant to section 87, and as a consequence of such an event, an existing stock option terminated or was cancelled and was replaced by a new stock option that provided for the purchase of shares of the reorganized or amalgamated corporation, paragraph 7(1)(b) did not apply to deem a benefit to have been received by the employee at the time of the reorganization or amalgamation. By reason of the fact that the wording of subsection 7(1.4) limits its application to situations where

- 9. L'article 7 ne s'applique que si le droit d'acquérir des actions qui est accordé par la convention est conféré en raison ou dans le cadre d'un emploi. Il ne s'applique pas aux droits d'acquérir des actions que le bénéficiaire a reçus en sa qualité d'actionnaire. Selon la définition des termes «employé» et «charge» qui est donnée au paragraphe 248(1), les administrateurs de corporation sont considérés comme des employés.
- 10. Lorsqu'un employé a transféré des droits en vertu d'une option d'achat d'actions à une personne avec qui il n'avait aucun lien de dépendance, ou en a par ailleurs disposé en faveur de cette personne, un avantage est réputé avoir été reçu par l'employé dans l'année d'imposition de la disposition, en vertu de l'alinéa 7(1)b). Sans le paragraphe 7(1.4), un avantage semblable serait occasionné lorsque, par suite d'une fusion ou d'une unification, un employé ne fait qu'échanger des droits en vertu d'une option d'achat d'actions qui avaient été acquis d'une corporation remplacée contre des droits en vertu d'une option d'achat d'actions qui ont été acquis de la corporation créée par la fusion ou l'unification. Le paragraphe 7(1.4) s'applique lorsque
 - a) la fusion ou l'unification se produit après 1984,
 - b) l'employé ne reçoit, en échange de l'option d'achat d'actions de la corporation remplacée, aucune contrepartie autre qu'une option d'achat d'actions (appelée «nouvelle option d'achat d'actions» au présent numéro) de la corporation créée par la fusion ou l'unification et
 - c) en vertu de la nouvelle option d'achat d'actions, la corporation créée par la fusion ou l'unification consent à émettre ou à vendre à l'employé des actions de son capitalactions ou du capital-actions d'une corporation avec laquelle elle a un lien de dépendance.

S'il est satisfait aux conditions décrites en a), b) et c),

- d) l'employé est réputé ne pas avoir disposé de l'option d'achat d'actions de la corporation remplacée et de ne pas avoir acquis la nouvelle option d'achat d'actions,
- e) la nouvelle option d'achat d'actions est réputée être la même que l'option d'achat d'actions de la corporation remplacée et la continuation de celle-ci et
- f) la corporation fusionnée ou unifiée est réputée être la même corporation que chaque corporation remplacée et continuation de celles-ci.

Même si le paragraphe 7(1.4) s'applique lorsque l'échange des options d'achat d'actions résulte d'une fusion ou d'une unification qui se produit après 1984, la position du Ministère avant 1985 était que, lorsqu'une corporation procédait à une réorganisation conformément aux articles 85.1 ou 86, ou à une fusion conformément à l'article 87, et que par suite de cet événement une option d'achat d'actions existante se terminait ou était annulée et était remplacée par une nouvelle option d'achat d'actions qui prévoyait l'achat d'actions de la corporation réorganisée ou fusionnée, l'alinéa 7(1)b) ne s'appliquait pas de façon qu'un avantage soit réputé avoir été reçu par l'employé au moment de la réorganisation ou de la fusion. Comme le libellé du paragraphe 7(1.4) restreint son application aux situations de fusion ou d'unification, les dispositions du paragraphe 7(1.4) ne

IT-113R3

amalgamations or mergers have occurred, the provisions of subsection 7(1.4) do not apply in respect of transactions envisaged by section 85.1 or 86 which occur after 1984.

- 11. Where a corporation cancels an existing stock option plan in order to establish a new stock option plan, the Department considers that an employee who relinquishes rights under the cancelled plan and receives in exchange therefor rights under the new plan is not thereby deemed to have received a benefit under paragraph 7(1)(b).
- 12. Subsection 7(1.1) provides an exception to paragraph 7(1)(a) where a Canadian-controlled private corporation, as defined in paragraph 125(7)(b), agrees to sell or issue shares of the capital stock of either

(a) the corporation, or

(b) a Canadian-controlled private corporation with which it does not deal at arm's length,

to an employee of the corporation or of a Canadiancontrolled private corporation with which it does not deal at arm's length and, at the time that is immediately after the agreement was made, the employee was dealing at arm's length with

- (c) the corporation,
- (d) the Canadian-controlled private corporation the share of the capital stock of which was agreed to be sold by the corporation, and
- (e) the Canadian-controlled private corporation by which the employee was employed.

Where a share is acquired after May 22, 1985 by an employee and subsection 7(1.1) is applicable, the benefit, if any, under paragraph 7(1)(a) will not be included in the employee's income until the year in which the employee disposes of or exchanges the share. However, as explained in 16 below, the employee may then be entitled to a deduction in computing taxable income. Also, see 18 below for an addition to the adjusted cost base of the share to determine the capital gain or loss on the share. Where a share was acquired before May 23, 1985 by an employee and subsection 7(1.1) was applicable, the benefit under paragraph 7(1)(a) is not required to be included in the employee's income at all unless

- (f) the employee disposes of the share within two years from the date of its acquisition, and
- (g) the disposal occurs otherwise than as a consequence of the employee's death.

Where a disposal within the two-year period referred to in (f) occurs, the benefit under paragraph 7(1)(a) will be included in the employee's income for the year in which the disposal occurs (see also 16 below). Where a disposal occurs after the end of that two-year period, any gain on the disposal will be a capital gain.

13. Where a corporation is a Canadian-controlled private corporation at the time of its agreement to sell or issue shares as described in 12 above, subsection 7(1.1) will apply even though the corporation has ceased to be a Canadian-controlled private corporation prior to the issuance of the shares pursuant to the agreement.

s'appliquent pas à l'égard des transactions prévues aux articles 85.1 ou 86 qui ont lieu après 1984.

- 11. Lorsqu'une corporation annule un régime d'option d'achat d'actions existant pour en établir un nouveau, le Ministère estime qu'un employé qui abandonne des droits en vertu du régime annulé et reçoit, en échange, des droits en vertu du nouveau régime n'est pas pour autant réputé avoir reçu un avantage en vertu de l'alinéa 7(1)b).
- 12. Le paragraphe 7(1.1) prévoit une exception à l'alinéa 7(1)a) lorsqu'une corporation privée dont le contrôle est canadien, telle que définie à l'alinéa 125(7)b), consent à vendre ou à émettre des actions du capital-actions
 - a) de la corporation ou
 - b) d'une corporation privée dont le contrôle est canadien, avec laquelle elle a un lien de dépendance,

à un employé de la corporation ou d'une corporation privée dont le contrôle est canadien, avec laquelle elle a un lien de dépendance et que, immédiatement après la signature de la convention, l'employé n'a aucun lien de dépendance avec

- c) la corporation,
- d) la corporation privée dont le contrôle est canadien dont des actions du capital-actions seront vendues par la corporation, conformément à la convention, et
- e) la corporation privée dont le contrôle est canadien qui l'employait.

Lorsqu'une action est acquise après le 22 mai 1985 par un employé et que le paragraphe 7(1.1) s'applique, l'avantage en vertu de l'alinéa 7(1)a), le cas échéant, ne sera pas inclus dans le revenu de l'employé avant l'année de la disposition ou de l'échange de l'action. Toutefois, comme il est expliqué au numéro 16 ci-dessous, l'employé pourra avoir droit à une déduction dans le calcul de son revenu imposable. Voir également le numéro 18 ci-dessous qui traite d'un montant ajouté au prix de base rajusté de l'action pour la détermination du gain ou de la perte en capital à l'égard de l'action. Lorsqu'une action a été acquise par un employé avant le 23 mai 1985 et que le paragraphe 7(1.1) s'appliquait, l'avantage en vertu de l'alinéa 7(1)a) n'a pas besoin d'être inclus du tout dans le revenu de l'employé sauf si

- f) l'employé dispose de l'action dans les deux ans de la date de son acquisition et
- g) la disposition a lieu autrement que par suite du décès de l'employé.

Dans le cas d'une disposition qui a lieu dans la période de deux ans mentionnée en f), l'avantage en vertu de l'alinéa 7(1)a) sera inclus dans le revenu de l'employé pour l'année de la disposition (voir le numéro 16 ci-dessous). Lorsqu'une disposition a lieu après cette période de deux ans, tout gain réalisé au moment de la disposition est un gain en capital.

13. Lorsqu'une corporation est une corporation privée dont le contrôle est canadien au moment où elle consent à vendre ou à émettre des actions, comme il est décrit au numéro 12 ci-dessus, le paragraphe 7(1.1) s'applique, même si la corporation a cessé d'être une corporation privée dont le contrôle est canadien avant l'émission des actions conformément à la convention.

14. Subsection 7(1.5) applies where, as a consequence of (a) an amalgamation or merger to which subsection 87(4) applies, or

(b) a share for share exchange to which subsection

85.1(1) applies

occurring after 1984, an employee acquires a share (referred to in this paragraph as the "new share") of a Canadian corporation in exchange for a share (referred to in this paragraph as the "old share") of a Canadian corporation. For purposes of the Act, such an exchange constitutes a disposition of the old share and an acquisition of the new share. For the purposes of subsection 7(1.1) and paragraph 110(1)(d.1), where subsection 7(1.5) is applicable,

- (c) a disposition of the old share (for shares acquired after May 22, 1985 read as "a disposition or exchange of the old share") and an acquisition of the new share are deemed not to have occurred,
- (d) the new share is deemed to be the same as, and a continuation of, the old share and is deemed to have been issued under the same agreement as was the old share, and
- (e) the purchaser (within the meaning of section 85.1) or the new corporation (within the meaning of section 87), as the case may be, is deemed to be the same as, and a continuation of, the corporation that issued the old share.

Although subsection 7(1.5) applies where the events described in (a) and (b) above occur after 1984, it was the Department's position, prior to 1985, that subsection 7(1.1) applied in circumstances similar to those described above provided that the new share was held for the remainder of the required two-year period following either a reorganization pursuant to section 85.1 or 86 or an amalgamation pursuant to section 87, that occurred within that two-year period. By reason of the fact that subsection 7(1.5) makes no reference to section 86, subsection 7(1.5) will not apply in respect of transactions governed by section 86 which occur after 1984.

- 15. Where, after February 15, 1984, an employee has been granted a stock option by a corporation and has acquired shares thereunder, the benefit, if any, which the employee is, by virtue of subsection 7(1), deemed to have received must be included in the employee's income for the taxation year in which the shares were acquired. Under paragraph 110(1)(d) the employee may, in computing taxable income for that taxation year, deduct one-half of the amount of the benefit provided the following conditions are met:
 - (a) the employer corporation or a corporation not dealing at arm's length with the employer corporation is the corporation agreeing to sell or issue the shares, (b) where the shares are issued or sold after May 22, 1985 they must be prescribed shares, as described in section 6204 of the Regulations, at the time of their issue or sale. Where the shares were issued or sold prior to May 23, 1985 or were issued prior to 1986 under the terms of an agreement in writing entered

14. Le paragraphe 7(1.5) s'applique lorsque, par suite

a) d'une fusion ou d'une unification visée par le paragraphe 87(4) ou

b) d'un échange d'une action contre une action visé par le paragraphe 85.1(1)

qui a lieu après 1984, un employé acquiert une action (appelée «nouvelle action» au présent numéro) d'une corporation canadienne en échange d'une action (appelée «ancienne action» au présent numéro) d'une corporation canadienne. Pour l'application de la Loi, un pareil échange constitue une disposition de l'ancienne action et une acquisition de la nouvelle action. Aux fins du paragraphe 7(1.1) et de l'alinéa 110(1)d.1), lorsque le paragraphe 7(1.5) s'applique,

- c) une disposition de l'ancienne action (pour les actions acquises après le 22 mai 1985, lire «une disposition ou un échange de l'ancienne action») et une acquisition de la nouvelle action sont réputées ne pas avoir eu lieu,
- d) la nouvelle action est réputée être la même que l'ancienne action et la continuer et est réputée avoir été émise en vertu de la même convention que l'ancienne action et
- e) l'acheteur (au sens de l'article 85.1) ou la nouvelle corporation (au sens de l'article 87), selon le cas, est réputé être la même corporation que celle qui a émis l'ancienne action et la continuer.

Même si le paragraphe 7(1.5) s'applique lorsque les événements décrits en a) et b) ci-dessus ont lieu après 1984, la position du Ministère avant 1985 était que le paragraphe 7(1.1) s'appliquait dans des circonstances semblables à celles décrites ci-dessus, pourvu que la nouvelle action soit détenue pour le reste de la période requise de deux ans à la suite d'une réorganisation en vertu des articles 85.1 ou 86 ou d'une fusion en vertu de l'article 87 qui se produisait au cours de cette période de deux ans. Comme le paragraphe 7(1.5) ne mentionne pas l'article 86, le paragraphe 7(1.5) ne s'applique pas aux transactions relevant de l'article 86 qui ont lieu après 1984.

- 15. Lorsque, après le 15 février 1984, un employé s'est vu accorder une option d'achat d'actions par une corporation et qu'il a acquis des actions en vertu de cette option, l'avantage, s'il y a lieu, que l'employé est réputé avoir reçu en vertu du paragraphe 7(1) doit être inclus dans le revenu de l'employé pour l'année d'imposition de l'acquisition des actions. En vertu de l'alinéa 110(1)d), l'employé peut déduire un montant égal à la moitié de l'avantage lorsqu'il calcule son revenu imposable pour cette année d'imposition, pourvu que les conditions suivantes soient remplies:
 - a) la corporation qui l'emploie ou une corporation avec laquelle cette dernière a un lien de dépendance est celle qui consent à vendre ou à émettre les actions,
 - b) les actions émises ou vendues après le 22 mai 1985 doivent être des actions prescrites, comme il est décrit à l'article 6204 du Règlement, au moment de leur émission ou de leur vente. Les actions émises ou vendues avant le 23 mai 1985 ou émises avant 1986 en vertu des modalités d'une convention conclue par écrit avant le 23 mai 1985, doivent,

into before May 23, 1985 they must, at the time of their sale or issue, have been qualifying shares as described in subsection 192(6), except that for this purpose subsection 192(6) as it read prior to May 23, 1985 is to be read without the words "taxable Canadian" and "after June 30, 1983 and before 1987",

6

(c) at the time the option is granted, the exercise price is not less than the fair market value of the share, at that time, and

(d) immediately after the option is granted, the employee is dealing at arm's length with the corporations involved, that is, the corporation that agreed to sell or issue the shares, the corporation in respect of whose shares the agreement was made and the employing corporation.

The Notice of Ways and Means Motion of June 5, 1987 provides that subsection 7(1.4), discussed in 10 above, will apply for purposes of paragraph 110(1)(d) with respect to rights exchanged on an amalgamation or merger occurring after 1984. Furthermore, for stock options granted after February 15, 1984 and disposed of after May 22, 1985 paragraph 110(1)(d) will apply on the disposition of a stock option itself provided that the stock option meets the requirements set out in (a), (c) and (d) above and that the shares would have been prescribed shares, as described in section 6204 of the Regulations, if they had been issued or sold to the taxpayer at the time the stock option was disposed of. For stock options granted after February 15, 1984 and disposed of prior to May 23, 1985, it is the Departement's position that paragraph 110(1)(d) would apply provided that the conditions in (a), (c) and (d) above were met and those in (b) above would have been met if the shares had been issued or sold to the taxpayer at the time the stock option was disposed of.

16. Where an employee

- (a) has been granted a stock option by a Canadian-controlled private corporation in circumstances such that subsection 7(1.1) applies (see 12 above),
- (b) has acquired a share after May 22, 1985 pursuant to that stock option,
- (c) has disposed of or exchanged that share, and
- (d) is, by virtue of subsection 7(1.1) deemed under subsection 7(1) to have received a benefit which was included in the employee's income for the taxation year in which the share was disposed of or exchanged,

the employee may, in computing taxable income for the taxation year referred to in (d) above, deduct an amount under paragraph 110(1)(d.1) equal to one-half of the benefit provided that

- (e) the share was not disposed of or exchanged, otherwise than as a consequence of the employee's death, within two years after the date that the employee acquired it, and
- (f) no amount has been deducted under paragraph 110(1)(d) in respect of the benefit in computing the employee's taxable income for the year.

au moment de leur vente ou de leur émission, avoir été des actions admissibles, comme il est décrit au paragraphe 192(6), sauf qu'à cette fin les mentions «canadienne impo sable» et «après le 30 juin 1983 et avant 1987» doivent être supprimées du libellé du paragraphe 192(6) tel qu'il se présentait avant le 23 mai 1985,

c) au moment où l'entente est conclue, le prix d'acquisition n'est pas inférieur à la juste valeur marchande de l'action à ce moment-là et

d) immédiatement après la conclusion de l'entente, l'employé n'a pas de lien de dépendance avec les corporations en cause, c'est-à-dire la corporation qui a consenti à vendre ou à émettre les actions, la corporation dont les actions sont visées par l'entente et la corporation dont il est un employé.

L'Avis de motion des voies et moyens du 5 juin 1987 indique que le paragraphe (7.4), dont il est question en 10 ci-dessus, s'appliquera aux fins de l'alinéa 110(1)d) à l'égard des droits échangés lors d'une fusion ou d'une unification qui survient après 1984. De plus, pour ce qui est des options d'achat d'actions accordées après le 15 février 1984 et dont il a été disposé après le 22 mai 1985, l'alinéa 110(1)d) s'appliquera lors de la disposition d'une option d'achat d'actions pourvu que l'option d'achat d'actions rencontre les exigences indiquées en a), c) et d) cidessus et que les actions aient été des actions prescrites, comme il est dit au numéro 6204 du Règlement, si elles avaient été émises ou vendues au contribuable au moment où il a été disposé de l'option d'achat d'actions. Pour ce qui est des options d'achat d'actions accordées après le 15 février 1984 et dont il a été disposé avant le 23 mai 1985, le Ministère considère que l'alinéa 110(1)d) s'applique, pourvu que les conditions en a), c) et d) ci-dessus soient respectées et que celles qui figurent en b) ci-dessus auraient été respectées si les actions avaient été émises ou vendues au contribuable au moment où il a été disposé de l'option d'achat d'actions.

Lorsqu'un employé

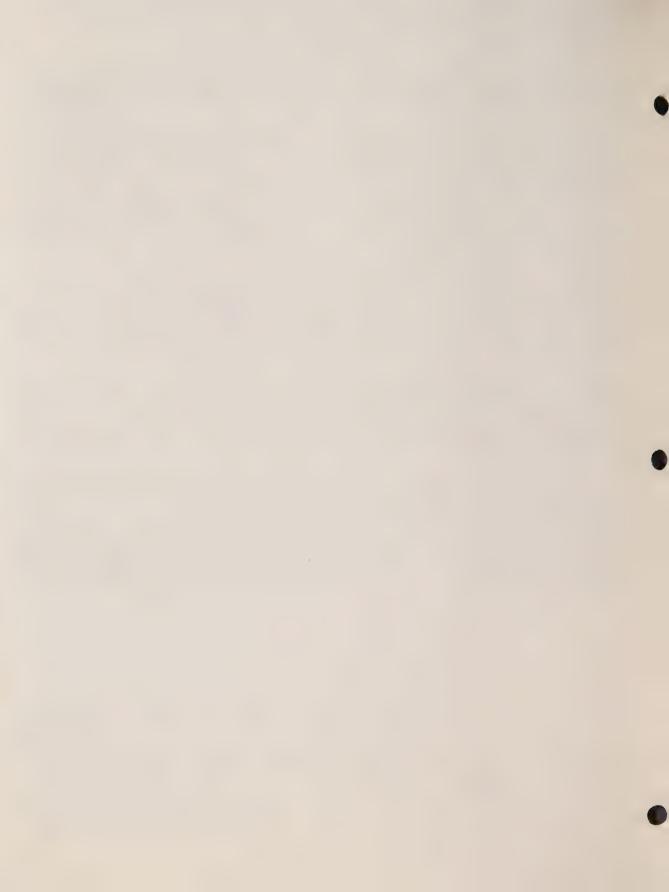
- a) s'est vu accorder une option d'achat d'actions par une corporation privée dont le contrôle est canadien dans des circonstances visées par le paragraphe 7(1.1) (voir le numéro 12 ci-dessus),
- b) a acquis une action après le 22 mai 1985 en vertu de cette option d'achat d'actions,
- c) a disposé de cette action ou l'a échangée et
- d) est, en vertu du paragraphe 7(1.1), réputé en vertu du paragraphe 7(1) avoir reçu un avantage qui était inclus dans son revenu pour l'année d'imposition de la disposition ou de l'échange de l'action,

l'employé peut, en vertu de l'alinéa 110(1)d.1), déduire un montant égal à la moitié de l'avantage lorsqu'il calcule son revenu imposable pour l'année d'imposition mentionnée en d) ci-dessus, pourvu que

- e) l'action n'ait pas fait l'objet d'une disposition ou d'un échange autrement que par suite du décès de l'employé, dans les deux ans de la date de son acquisition par l'employé et
- f) qu'aucun montant n'ait été déduit en vertu de l'alinéa 110(1)d) à l'égard de l'avantage dans le calcul du revenu imposable de l'employé pour l'année.

- 17. Employees' stock options are not capital property (see paragraph 54(b)) since an income gain rather than a capital gain arises on their disposition.
- 18. By virtue of paragraph 53(1)(j), the amount of the income gain included in computing income under section 7 when the shares are acquired in a taxation year after 1971 is added to the price actually paid by the employee for the shares (which are capital property) to determine their adjusted cost base for the purpose of computing any capital gain or loss on disposition of the shares. This addition to the adjusted cost base of the shares is made even where a deduction is taken by the individual pursuant to the provisions of paragraph 110(1)(d) or (d.1).
- 19. Subsection 26(16) of the ITAR provides that the "actual cost" of a share owned by an individual on December 31, 1971, and acquired before that time pursuant to an agreement as described in subsection 85A(1) of the pre-1972 Act is the greater of the amount paid for the share and its fair market value at the time of acquisition.
- 20. Commissions, brokerage fees or transfer taxes that would be payable on a disposition of shares are not taken into account in measuring the amount of any benefit under section 7 but they do, of course, enter into the calculation of the capital gain or loss, as the case may be, on the actual disposition of the shares by the employee.
- 21. An employee stock option is not subject to the provisions of subsection 48(1) when the employee ceases to be a resident of Canada. However, the non-resident is taxable in Canada under subsection 115(1) in respect of the benefit received when the option is subsequently exercised. It should also be noted that a non-resident filing a return under subsection 115(1) may be entitled to a deduction under paragraph 110(1)(d) or (d.1) in computing taxable income.

- 17. Les options d'achat d'actions des employés ne sont pas des biens en immobilisation (voir l'alinéa 54b)), étant donné que lors de leur disposition il en résulte un revenu et non un gain en capital.
- 18. En vertu de l'alinéa 53(1)j), le montant du gain inclus dans le calcul du revenu en vertu de l'article 7, lorsque les actions sont acquises au cours d'une année d'imposition postérieure à 1971, est ajouté au prix que l'employé a réellement payé pour les actions (qui sont des biens en immobilisation) pour l'établissement de leur prix de base rajusté aux fins du calcul de tout gain ou perte en capital lors d'une disposition. Ce montant est ajouté au prix de base rajusté des actions, même quand le particulier reçoit une déduction conformément aux dispositions des alinéas 110(1)d) ou d.1).
- 19. Le paragraphe 26(16) des RAIR précise que le «coût effectif» d'une action que détient un particulier le 31 décembre 1971 et acquise avant cette date conformément à une convention décrite au paragraphe 85A(1) de la Loi qui était en vigueur avant 1972 est le plus élevé des montants suivants : le montant qui a été payé pour cette action et la juste valeur marchande de cette dernière au moment de son acquisition.
- 20. Les commissions, les frais de courtage ou les taxes sur le transfert qui seraient payables par suite d'une disposition d'actions n'entrent pas en ligne de compte dans le calcul du montant de tout avantage en vertu de l'article 7, mais ils sont évidemment inclus dans le calcul du gain ou de la perte en capital, selon le cas, lorsque l'employé dispose effectivement des actions.
- 21. Une option d'achat d'actions accordée à un employé n'est pas assujettie aux dispositions du paragraphe 48(1) lorsque ce dernier cesse de résider au Canada. Toutefois, le non-résident doit payer de l'impôt au Canada en vertu du paragraphe 115(1) à l'égard d'un avantage qu'il reçoit lorsqu'il exerce ultérieurement son option. Il convient également de noter qu'un non-résident qui produit une déclaration en vertu du paragraphe 115(1) peut avoir droit à une déduction en vertu des alinéas 110(1)d) ou d.1) lorsqu'il calcule son revenu imposable.



INTERPRETATION

BULLETIN

D'INTERPRÉTATION

SUBJECT: INCOME TAX ACT

Discounts, Premiums and Bonuses on Debt

Obligations

SERIAL NO: IT-114 DATE: August 3, 1973

REFERENCE: Subsection 9(1) (Also subsection 16(2),

16(3) and 39(3), and paragraphs 18(1)(f),

20(1)(c), and 20(1)(f))

1. The treatment for tax purposes of a discount, premium or bonus on the redemption, issue or transfer of a debt obligation depends on the facts in each particular situation. Both the nature of the discount, premium or bonus and the nature of the activities of the lender and the borrower must be examined. The purpose of this Bulletin is to indicate the tax consequences to the lender and the borrower in a number of different situations.

2. The term "discount" in the context of this Bulletin refers both to a discount from the principal amount of an obligation on the issue thereof, and to a discount which might arise on a subsequent purchase because of fluctuations in the market value of the particular obligation. Similarly, the term "premium" refers to a premium on issue and to a premium arising subsequent to issue because of market fluctuations. The term "bonus" means an amount payable at maturity in addition to the face amount of an obligation, and also to an amount that may become payable in addition to the face amount should the borrower wish to retire the debt before maturity.

Interest Distinguished

- 3. A discount on the issue of a debt obligation which does not carry a stated interest rate normally, if not always, is interest. The Courts have held, however, that where a loan is made at or in excess of a reasonable commercial rate of interest as is applicable to a reasonably sound security there is no presumption that a discount at which the loan is made is in the nature of interest. The true nature of a discount therefore must be ascertained from all the circumstances of each particular case. As a general rule the amount of a discount is regarded as the equivalent of interest where it is reasonable to regard it as such and
 - (a) the discount arose on the original issue of the obligation, and
 - (b) the debt was either a non-interest-bearing obligation or carried an interest rate substantially lower than the market rate at the time of issue.

The question as to the true nature of a bonus which becomes payable at maturity pursuant to the terms of the obligation is resolved by applying tests similar to OBJET: LOI DE L'IMPÔT SUR LE REVENU
Rabais, primes et gratifications relatifs aux titres
qui constituent une dette

Nº DE SÉRIE: IT-114 DATE: le 3 août 1973

RENVOI: Paragraphe 9(1) (Aussi les paragraphes 16(2), 16(3) et 39(3), et les alinéas 18(1)f), 20(1)c) et

20(1)f))

- 1. La manière de considérer, aux fins de l'impôt, un rabais, une prime ou une gratification lors du rachat, de l'émission ou du transfert de titres qui constituent une dette dépend des faits afférents à chaque cas particulier. Le type de rabais, de prime ou de gratification et le caractère des activités du prêteur et de l'emprunteur doivent faire l'objet d'étude. Le présent bulletin a pour but d'indiquer quelles seront les conséquences fiscales pour le prêteur et l'emprunteur dans un certain nombre de situations différentes.
- 2. Le mot "rabais" dans le contexte du présent bulletin a trait à la fois au rabais sur le principal d'un titre lors de l'émission de celui-ci et au rabais qui pourrait survenir lors d'un achat subséquent par suite de fluctuations de la valeur marchande du titre particulier. D'autre part, le mot "prime" a trait à une prime lors de l'émission et à une prime survenant à la suite de l'émission par suite des fluctuations du marché. Le mot "gratification" signifie une somme payable à l'échéance en sus de la valeur nominale d'un titre, et également une somme qui peut devenir payable en plus de la valeur nominale si l'emprunteur désire amortir la dette avant son échéance.

Distinction entre les intérêts

- 3. Un rabais lors de l'émission d'un titre qui constitue une dette et qui ne comporte pas d'intérêt déclaré sera normalement, sinon toujours, un intérêt. Les tribunaux ont soutenu, toutefois, que lorsqu'un prêt est consenti à un taux d'intérêt commercial raisonnable ou excédant celui-ci à l'égard d'un type particulier de prêt raisonnablement sûr, on ne présume pas que le rabais afférant au prêt représente un intérêt. La véritable nature d'un rabais, par conséquent, peut être déterminée en tenant compte de toutes les circonstances entourant chaque cas particulier. En règle générale, le montant d'un rabais sera considéré comme étant l'équivalent d'un intérêt lorsqu'il peut raisonnablement être considéré comme tel et que
 - a) le rabais provient de la première émission du titre, et
 - b) la créance était soit un titre ne comportant aucun intérêt ou un titre comportant un taux d'intérêt considérablement inférieur au taux du marché au moment de l'émission.

Pour déterminer la nature véritable d'une gratification qui devient payable à l'échéance conformément aux modalités du titre, il faut appliquer des critères semblables à ceux qui sont those mentioned above. A bonus paid prior to maturity, whether it is a flat amount or calculated as a percentage of principal prepayment or as an amount in lieu of interest for a certain period, is not regarded as interest unless it is stated to be such in the debt obligation.

- 4. Where it is found that the amount of a discount or bonus is in the nature of interest, the normal rules concerning the inclusion of interest in computing the income of the lender and concerning the deduction of interest expense in computing the income of the borrower are applied. For the purposes of paragraphs 18(1)(f) and 20(1)(f), no amount in respect of such a discount or bonus is regarded as being payable on account of the principal amount of the obligation. The provisions of subsection 20(14) of the Act are also applicable where the security is transferred between taxpayers during its currency.
- 5. The comments which follow refer only to those situations where the amount of a discount or bonus, as the case may be, is not in the nature of interest.

Position of the Creditor

Original Lenders

- 6. Where a taxpayer makes an original loan he is usually in a position to require that it be made at a discount, or that he receive a bonus at the time of repayment of the loan, in addition to the payment of interest during its currency. If the ordinary business of such a taxpayer is or includes the lending of money, the discount or bonus is, of course, included in his income.
- 7. Even where the taxpayer's business is not or does not include the lending of money, it is the Department's view that negotiating the terms of a loan and making it are commercial transactions akin to the transactions of a money-lender, and that the making of even a single loan may well be termed "an adventure in the nature of trade". The general rule therefore is that a realized discount or bonus received by a taxpayer in connection with a loan made by him is included in his income.
- 8. Ordinarily, amounts in respect of a discount or bonus are included in income only after the whole amount of the issue price of the obligation has been recovered, but if the taxpayer wishes to recognize the discount or bonus on the basis that part of it is received at the time each payment on account of principal is received, that basis is acceptable. If, instead of holding the obligation to maturity the original lender sells or otherwise disposes of it, the amount of any discount realized on the disposition is also included in income. Where a bonus is received because a borrower exercises his right to prepay part or all of the principal of a debt obligation and the debt arose from the making of a loan, then the bonus is dealt with in the same manner as any other discount or bonus as outlined above.

- exposés ci-dessus. Une gratification payée avant l'échéance, qu'il s'agisse d'une somme fixe ou d'une somme représentant un pourcentage du paiement anticipé de principal ou un montant tenant lieu d'intérêts pour une période déterminée, n'est pas considérée comme étant de l'intérêt à moins qu'il ne soit ainsi spécifié dans le titre constituant une dette.
- 4. Lorsqu'on constate que le montant d'un rabais ou d'une gratification représente un intérêt, les règles habituelles concernant l'inclusion de l'intérêt dans le calcul du revenu du prêteur et concernant la déduction des dépenses d'intérêt dans le calcul du revenu de l'emprunteur s'appliqueront. Aux fins des alinéas 18(1)f) et 20(1)f), aucune somme relative à un tel rabais ou gratification ne sera considérée comme étant payable à l'égard du principal du titre. Les dispositions du paragraphe 20(14) de la Loi seront également applicables lorsque le titre est transféré entre des contribuables avant son échéance.
- 5. Les observations suivantes ont trait uniquement aux cas où le montant d'un rabais ou d'une gratification, selon le cas, ne présente pas un intérêt.

Situation du créancier

Premiers prêteurs

- 6. Lorsqu'un contribuable consent un premier prêt, il peut habituellement exiger que ce prêt comporte un rabais ou une gratification au moment du remboursement du prêt, en plus de l'intérêt avant son échéance. Si les affaires ordinaires d'un tel contribuable consistent ou comprennent les prêts d'argent, le rabais ou la gratification doit, évidemment, être inclus dans son revenu.
- 7. Même lorsque les affaires d'un contribuable ne consistent pas ou ne comprennent pas le prêt d'argent, le Ministère considère que négocier les conditions d'un prêt et le consentir constituent des opérations commerciales semblables aux opérations d'un bailleur de fonds et que, accorder même un seul prêt peut très bien être considéré comme étant un projet comportant "un risque de caractère commercial". Par conséquent, la règle générale est qu'un rabais ou une gratification reçue par un contribuable relativement à un prêt qu'il a consenti sera inclus dans son revenu.
- 8. Ordinairement, les sommes relatives à un rabais ou à une gratification seront incluses dans le revenu seulement après le recouvrement du plein montant du prix d'émission du titre, mais si le contribuable désire considérer qu'une partie du rabais ou de la gratification est reçue lors de chaque paiement se rapportant au principal, cette façon de procéder sera acceptée. Si, au lieu de garder le titre jusqu'à l'échéance, le premier prêteur le vend ou le cède, le montant d'un rabais quelconque obtenu lors de la disposition du titre sera également inclus dans le revenu. Lorsqu'une gratification est reçue parce que l'emprunteur a exercé son droit de rembourser complètement ou en partie le principal d'un titre qui constitue une dette et que la créance provient d'un prêt, alors la gratification sera traitée de la même façon que tout autre rabais ou gratification, selon les règles susmentionnées.

- 9. Where a taxpayer makes a loan at a premium (where the amount actually loaned is in excess of the principal amount) the general rule is that the amount of the premium is deductible in computing income of the original lender. Such deduction however may only be claimed at maturity of the obligation or at the time the obligation is disposed of for an amount less than the issue price.
- 10. It should be noted that the comments in paragraphs 6 to 9 above are applicable only where the original lender was in a position to negotiate the terms of the particular debt obligation. In the case of a public issue of a bond, debenture or mortgage bond, for example, the treatment for tax purposes of any discount, premium or bonus related thereto is determined according to the guidelines set forth below under the headings "Traders or Dealers" and "Investors".

Traders or Dealers

- 11. Where the purchasing of debt obligations to resell or to hold until maturity either forms part of the taxpayer's ordinary business or constitutes a business in itself, the amount of any realized discount is included in computing the taxpayer's income. Similarly, the amount of any premiums may be deducted in computing the taxpayer's income. The amount of any discount is ordinarily included in computing income at the time the debt obligation is redeemed or disposed of in some other manner. In the case of those obligations that are redeemed by instalment payments, the amount of any discount may be included in the income of the taxpayer only after he has recovered the whole amount that he paid for the obligation; but if he wishes to bring the discount into income on the basis that part of it is received at the time each payment on account of principal is received, the basis is acceptable. The amount of any premium, however, is only deductible in computing income at maturity of the obligation or at the time it is disposed of in some other manner for an amount less than the issue price.
- 12. The amount of any bonus received at the maturity of an obligation, or received prior to maturity due to the exercise by the borrower of a right to repay principal before maturity, is also included in computing the income of a taxpayer who is in the business of dealing in debt obligations.
- 13. In deciding whether the purchasing of debt obligations constitutes a business activity, regard may be had to the following factors which tend to indicate the carrying on of a business:
 - (a) the ownership of a fairly large number of purchased obligations,
 - (b) the sale of some of the purchased obligations rather than holding them all to maturity,

- 9. Si un contribuable fait un prêt à prime (lorsque le montant réellement prêté excède le principal) la règle générale veut que la fraction de la prime soit déductible dans le calcul du revenu du premier prêteur. Cette déduction, toutefois, peut seulement être réclamée à l'échéance du titre ou lorsque le titre fait l'objet d'une disposition pour un montant moindre que le prix d'émission.
- 10. On doit remarquer que les observations contenues dans les paragraphes 6 à 9 ci-dessus s'appliquent seulement lorsque le premier prêteur était en mesure de négocier les conditions afférentes à un titre particulier qui constitue une dette. Dans le cas d'une émission publique d'une obligation ou d'une obligation hypothécaire, par exemple, la manière de considérer, aux fins de l'impôt, un rabais, une prime ou une gratification quelconque ayant trait à celles-ci sera déterminée selon les règles exposées ci-dessous, sous les rubriques "Commerçants ou Négociants" et "Investisseurs".

Commerçants ou Négociants

- 11. Lorsque l'achat de titres qui constituent une dette en vue de les revendre ou de les garder jusqu'à l'échéance fait partie des affaires ordinaires du contribuable ou bien constitue une entreprise en soi, le montant de tout rabais obtenu doit être inclus dans le calcul du revenu du contribuable. D'autre part, le montant de toute prime peut être déduit dans le calcul du revenu du contribuable. Le montant de tout rabais sera ordinairement inclus dans le calcul du revenu au moment où est racheté le titre qui constitue une dette ou au moment où on en a disposé de toute autre manière. Dans le cas des titres qui sont rachetés par versements, le montant de tout rabais peut être inclus dans le revenu du contribuable seulement après qu'il a recouvré le montant total qu'il a payé pour le titre; s'il désire inclure le rabais dans son revenu, en considérant qu'il en reçoit une partie lors de chaque paiement reçu qui se rapporte au principal, cette façon de procéder sera acceptable. Le montant de toute prime, cependant, n'est déductible dans le calcul du revenu qu'à l'échéance du titre ou au moment où le titre fait l'objet de disposition de toute autre manière pour un montant inférieur au prix d'émission.
- 12. Le montant de toute gratification reçue à l'échéance d'un titre, ou avant l'échéance, si l'emprunteur a exercé son droit de rembourser le principal avant l'échéance, sera aussi inclus dans le calcul du revenu d'un contribuable dont les affaires consistent à faire le commerce des titres qui constituent une dette.
- 13. Lorsqu'on veut déterminer si l'achat de titres qui constituent une dette est une activité commerciale, il faut tenir compte des facteurs suivants qui tendent à indiquer s'il y a exploitation d'une entreprise:
 - a) le titre de propriété d'un assez grand nombre de titres achetés,
 - b) la vente de certains des titres achetés au lieu de les garder jusqu'à l'échéance,

- (c) the borrowing of a substantial portion of the funds used for the purchase of debt obligations,
- (d) the extent to which the taxpayer has advertised or otherwise made it known that he is willing to purchase obligations,
- (e) the amount of time the taxpayer devoted to investigating prospective purchases, making collections and keeping records, and
- (f) the creation of a partnership of two or more persons for the purpose of purchasing debt obligations.
- 14. Although no one of the above factors, alone, may be sufficient to characterize the activities of a taxpayer as a business, the combination of a number of those factors may well be sufficient for that purpose.

Investors

- 15. The following are some of the circumstances in which a taxpayer may more properly be classed as an "investor" rather than as an "original lender" or a "trader or dealer":
 - (a) the investment in debt obligations was made from funds derived from savings rather than borrowings,
 - (b) the investment in debt obligations is only a minor part of a taxpayer's normal income earning activity, or
 - (c) purchases of debt obligations are made only infrequently.
- 16. If the taxpayer's activities can be classified as those of an investor, the amount of any realized discount or bonus is treated as a capital gain. Conversely, the amount of any premium is treated as a capital loss either at the maturity of the obligation or at the date of disposition thereof. The amount of the particular taxable capital gain or the allowable capital loss as the case may be is determined in the normal manner under the provisions of subdivision c of Division B of the Act.

Certain Obligations Issued at a Discount

17. Special rules in subsections 16(2) and (3) of the Act apply in the case of a bond, debenture, bill, note, mortgage, hypothec or similar obligation issued by a person exempt from tax under section 149 of the Act, a non-resident person not carrying on business in Canada, or a government, municipality or municipal or other public body performing a function of government. Where such an obligation is issued at a discount the amount of the discount, in certain circumstances, is included in computing the income of the first owner of the obligation who is a resident of Canada. The criteria to determine whether the discount on a particular obligation is included in computing income vary according to the date of issue of the obligation. In the case

- c) l'emprunt d'une proportion considérable de fonds utilisés pour acheter des titres qui constituent une dette.
- d) la mesure dans laquelle le contribuable a annoncé ou fait connaître par ailleurs son intention d'acheter des titres,
- e) le temps que consacre le contribuable à l'étude des perspectives d'achat, aux perceptions et à la tenue de registres, et
- f) la création d'une société de deux ou de plusieurs personnes dans le but d'acheter des titres qui constituent une dette.
- 14. Bien qu'un seul des facteurs susmentionnés puisse être insuffisant pour attribuer aux activités d'un contribuable le caractère d'une entreprise, la combinaison d'un certain nombre de ces facteurs peut très bien suffire à cette fin.

Investisseurs

- 15. Les explications suivantes font état de certaines des circonstances selon lesquelles un contribuable peut être mieux classé à titre "d'investisseur" que de celui de "premier prêteur" ou de "commerçant ou négociant":
 - a) les placements en titres qui constituent une dette ont été effectués au moyen de fonds provenant d'épargnes plutôt que d'emprunts,
 - b) l'investissement en titres qui constituent une dette est seulement une partie infime de l'activité normale productive de revenu d'un contribuable, ou
 - c) les achats de titres qui constituent une dette sont faits rarement.
- 16. Si les activités d'un contribuable peuvent être classées comme étant celles d'un investisseur, le montant de tout rabais ou gratification obtenu est considéré comme étant un gain en capital. Inversement, le montant de toute prime est considéré comme étant une perte en capital soit à l'échéance du titre ou à la date de sa disposition. Le montant du gain en capital imposable ou de la perte en capital déductible, selon le cas, est déterminé de la façon habituelle, en vertu des dispositions de la sous-section c de la section B de la Loi.

Certains titres émis à rabais

17. Des régles spéciales énoncées aux sous-alinéas 16(2) et 16(3) de la Loi s'appliquent dans le cas d'une obligation, d'un effet, d'un billet, d'un mortgage, d'une hypothèque ou de tout autre titre semblable émis par une personne exonérée de l'impôt en vertu de l'article 149 de la Loi, par une personne qui ne réside pas au Canada et qui n'y exploite pas d'entreprise ou par un gouvernement, une municipalité ou un organisme public, municipal ou autre, exerçant des fonctions gouvernementales. Lorsqu'un titre de ce genre a été émis à rabais, le montant du rabais, dans certaines circonstances, est inclus dans le calcul du revenu du premier propriétaire du titre qui réside au Canada. Les critères pour déterminer si le rabais afférent à un titre particulier est inclus dans le calcul du revenu varient selon la date d'émission du titre. Dans le cas d'un titre émis

of an obligation issued after June 18, 1971, the amount of the discount is included in computing income if the yield from the obligation, expressed in terms of an annual rate on the amount for which the obligation was issued, exceeds 4/3 of the stipulated annual rate of interest thereon. In the case of an obligation issued after December 20, 1960 and before June 19, 1971, the amount of the discount is included in income only if the yield is greater than 4/3 of the stipulated interest rate and that interest rate is less than 5%.

18. It should be noted that where the above conditions exist the full amount of the discount on the issue of a particular obligation is included in computing income of the first owner of the obligation who is a resident of Canada for the taxation year in which he became the owner thereof. This is so notwithstanding that the discount may not have been realized in that year and notwithstanding that the amount ultimately realized in respect of the discount may be less than the amount of the discount at the time of issue of the obligation.

Position of the Debtor

Original Borrower

19. For 1972 and subsequent taxation years, paragraph 20(1)(f) of the Act permits the issuer to deduct all or 1/2 the amount of a discount paid in the year in respect of an interest-bearing obligation (bond, debenture, bill, note, mortgage, hypothec or similar obligation) issued after June 18, 1971. Where an obligation is redeemed by instalments rather than by a lump sum at maturity, the issuer may claim a deduction in respect of a discount when the aggregate of the payments made on account of principal exceed the amount for which the obligation was issued. It is important to note that a discount may be deducted only by the issuer of an obligation in the event that he repays the debt. No deduction may be claimed where the debt is assigned to another person.

20. If the obligation was issued at a discount of 3% or less and the annual yield does not exceed 4/3 of the stated interest rate, the issuer may deduct in the year in which an amount is paid in satisfaction of the principal amount of the obligation, the least of

- (a) the amount paid
- (b) the amount by which the principal amount of the obligation exceeds the amount for which the obligation was issued, and
- (c) the amount by which the aggregate of the amounts actually paid, in the year or in any preceding year, in satisfaction of the principal amount exceeds the amount for which the obligation was issued.

If the obligation was issued at a discount greater than 3%, or if the annual yield exceeds 4/3 of the stated interest rate, then the amount deductible is 1/2 of the amount determined under (a), (b) or (c) above, as the case may be. Sample calculations of the yield on a debt

après le 18 juin 1971, le montant du rabais est inclus dans le calcul du revenu si le rendement du titre, exprimé en pourcentage annuel de la somme pour laquelle il a été émis, dépasse les quatre-tiers du taux d'intérêt annuel déclaré du titre. Dans le cas d'un titre émis après le 20 décembre 1960 et avant le 19 juin 1971, le montant du rabais est inclus dans le revenu seulement si le rendement est supérieur aux quatre-tiers du taux d'intérêt annuel déclaré et si ce taux d'intérêt est inférieur à 5%.

18. On doit noter que lorsque les conditions susmentionnées existent, le plein montant du rabais, lors de l'émission d'un titre particulier, est inclus dans le calcul du revenu du premier propriétaire du titre qui réside au Canada pendant l'année d'imposition dans laquelle il est devenu propriétaire du titre. Tel est le cas, nonobstant le fait que le rabais n'a peut-être pas été obtenu dans l'année et que le montant finalement obtenu relativement au rabais peut être inférieur au montant du rabais à la date d'émission du titre.

Situation du debiteur

Premier emprunteur

19. Pour l'année d'imposition 1972 et les années subséquentes, l'alinéa 20(1)f) de la Loi permet à l'émetteur de déduire la totalité ou une demie de la fraction du rabais versée dans l'année relativement à un titre comportant intérêt (obligation, effet, billet,mortgage, hypothèque ou tout autre titre semblable) émis après le 18 juin 1971. Lorsqu'un titre est racheté par versements plutôt qu'au moyen d'une somme forfaitaire à l'échéance, l'émetteur peut réclamer une déduction relativement à un rabais, lorsque les paiements globaux versés à valoir sur le principal excèdent la somme pour laquelle le titre a été émis. Il faut noter qu'un rabais peut être déduit seulement par l'émetteur d'un titre dans le cas où il rembourse la créance. Aucune déduction ne peut être réclamée lorsque la créance est attribuée à une autre personne.

20. Si le titre a été émis à un rabais de 3% ou moins et que le rendement annuel ne dépasse pas les 4/3 du taux d'intérêt déclaré, l'émetteur peut, dans l'année où un montant est versé en acquittement du principal du titre, déduire le moins élevé des montants suivants:

- a) le montant versé
- b) le montant dont le principal du titre excède le montant nominal du titre, et
- c) le montant dont l'ensemble des sommes effectivement versées, en acquittement du principal, dans l'année ou dans toute année antérieure, excède la valeur nominale du titre.

Si le titre a été émis à un rabais supérieur à 3% ou si le rendement annuel dépasse les 4/3 du taux d'intérêt déclaré, alors la somme déductible est 1/2 de la somme déterminée en vertu de a), b) ou c) ci-dessus, selon le cas. Des échantillons de calcul du rendement d'un titre qui constitue une dette aux fins

obligation for the purposes of paragraph 20(1)(f) (and subsection 16(2) and (3) — see paragraph 17 above) are shown in an appendix to this Bulletin.

- 21. Thus, if a corporation purchases its own bond at a price less than the principal amount, but greater than the amount for which the bond was issued, the amount of the discount is limited to that which was actually paid, i.e., the excess purchase price over the amount for which the bond was issued. The discount (or 1/2 thereof) is deductible when it is actually paid, either when the issuer redeems the obligation or when the issuer purchases the obligation for cancellation prior to the redemption date.
- 22. In the event that a debtor purchases or redeems his own bond or similar obligation at a price in excess of the principal amount, such excess amount does not qualify as a deduction in computing income under paragraph 20(1)(f). However, where the taxpayer's business consists of or includes the making of loans and the money was borrowed for the purpose of making such loans, the excess of the purchase price over the principal amount of the obligation may be deducted in full. In any other case the excess of the purchase price over the principal amount is neither deductible in computing income nor a capital loss unless subsection 39(3) applies. Conversely, where an obligation is purchased for cancellation at a price less than the issue price, the full amount of the gain is included in computing the income of a taxpayer in the money-lending business and in any other case the gain is not regarded as income nor is it regarded as a capital gain unless subsection 39(3) applies.
- 23. Paragraph 18(1)(f) provides that no deduction may be made in computing income from a business or property in respect of an amount paid or payable as or on account of the principal amount of any obligation described in paragraph 20(1)(f) except as expressly permitted by the latter paragraph. The term "principal amount" is defined in subsection 248(1) of the Act as the maximum amount payable on account of the obligation by the issuer thereof, otherwise than as or on account of interest or as or on account of any bonus (called a "premium" in subsection 248(1)) payable by the issuer conditional upon the exercise by the issuer of a right to redeem the obligation before the maturity thereof.
- 24. Paragraph 18(1)(f) does not prohibit the deduction of a discount which is regarded as the equivalent of interest as outlined in paragraph 3 above. Where the discount is regarded as the equivalent of interest, the ordinary rules concerning the deductibility of interest in computing income from a business or property govern.
- 25. Where a bonus is payable on the early repayment of an obligation, such bonus orinarily is not allowed as a deduction in computing the income of the borrower. If,

- de l'alinéa 20(1)f) (et des paragraphes 16(2) et (3) voir l'alinéa 17 ci-dessus) figurent à l'appendice annexé au présent bulletin.
- 21. Ainsi, si une corporation achète ses propres titres à un prix inférieur au principal, mais supérieur à la somme pour laquelle l'obligation a été émise, le montant du rabais est limité au montant qui a été réellement payé, c'est-à-dire, au prix d'achat excédentaire dépassant le montant pour lequel l'obligation a été émise. Le rabais (ou 1/2 de celui-ci) est déductible lorsqu'il est réellement payé, soit lorsque l'émetteur rachète le titre ou lorsqu'il achète le titre pour le toucher avant la date de rachat.
- 22. Dans le cas où un débiteur achète ou rachète sa propre obligation ou un titre semblable à un prix qui excède le principal, cette somme excédentaire n'est pas admise à titre de déduction lors du calcul du revenu en vertu de l'alinéa 20(1)f), Toutefois, lorsque l'entreprise d'un contribuable est ou comprend les prêts d'argent et que l'argent a été emprunté afin de consentir de tels prêts, l'excédent du prix d'achat sur le principal du titre peut être déduit au complet. Dans tout autre cas, l'excédent du prix d'achat sur le principal n'est pas déductible dans le calcul du revenu et il ne peut non plus y avoir de perte en capital à moins que le paragraphe 39(3) ne s'applique. Réciproquement, lorsqu'il y a achat d'un titre moyennant un prix inférieur au prix d'émission, le plein montant du gain entre dans le calcul du revenu du contribuable dont l'entreprise consiste dans le prêt d'argent; dans tout autre cas, le gain n'est pas considéré comme un revenu, pas plus qu'il n'est considéré comme un gain en capital à moins que le paragraphe 39(3) ne s'applique.
- 23. L'alinéa 18(1)f) prévoit qu'aucune déduction ne peut être effectuée dans le calcul du revenu tiré d'une entreprise ou d'un bien relativement à une somme payée ou payable à titre ou au titre du principal d'un titre donné, mentionné à l'alinéa 20(1)f), sauf dans le mesure où cet alinéa le permet expressément. Le mot "principal" est défini au paragraphe 248(1) de la Loi comme étant la somme maximale payable à l'égard du titre par celui qui l'a émis, autrement qu'à titre ou au titre des intérêts ou d'une gratification (appelée "prime" au paragraphe 248(1)) payable par l'émetteur s'il exerçait son droit de racheter le titre avant l'échéance.
- 24. L'alinéa 18(1)f) n'interdit pas la déduction d'un rabais considéré comme étant l'équivalent de l'intérêt, tel qu'il a été exposé à l'alinéa 3 ci-dessus. Dans le cas d'un rabais qui est considéré comme étant l'équivalent de l'intérêt, les règles ordinaires concernant la possibilité de déduire l'intérêt dans le calcul du revenu tiré d'une entreprise ou d'un bien sont applicables.
- 25. Lorsqu'une gratification est payable sur le paiement anticipé d'un titre, cette gratification n'est pas ordinairement admissible à titre de déduction dans le calcul du revenu de

however, the borrower is engaged in the business of lending money and the borrowed money was used to make loans, the amount of any bonus on the early repayment of a debt obligation may be deducted in full.

- 26. The issuer may not deduct any amount in respect of a discount on an obligation issued prior to June 19, 1971 except in very restricted circumstances. A deduction in respect of the discount may be claimed where the taxpayer's business consisted of or included the making of loans and the particular debt obligation was issued for the purpose of deriving funds for the making of such loans.
- 27. A deduction may also be claimed in respect of a discount on a mortgage issued prior to June 19, 1971 where the taxpayer is a trader or dealer in real estate and the proceeds of the loan were used to purchase property acquired for resale and the loan was clearly a temporary accommodation or short-term borrowing. This is the case, for example, where the borrowed money was used to pay for the property that was mortgaged and the mortgage has been assumed by the person who purchased the property from the dealer.
- 28. Where a deduction may be claimed as outlined in paragraphs 26 and 27 above, the full amount of the discount is deductible. It is important to remember that this treatment only applies in respect of obligations issued before June 19, 1971. The treatment of discounts on all obligations issued after that date is discussed in paragraphs 19 to 23 above.
- 29. The amount of a premium on the issue of an obligation is included in computing income of the issuer where he is in the business of lending money. In any other case the amount of a premium is not regarded as income; nor is it regarded as a capital gain unless subsection 39(3) applies.

Where Debt Assumed

30. Where an obligation that has been issued after June 18, 1971 by one taxpayer has been assumed by another in connection with the sale of property or otherwise, neither the original issuer of the debt obligation nor the person who assumed the debt is entitled to a deduction in respect of any discount thereon. Paragraph 20(1)(f) is only applicable where the original issuer of the debt obligation either redeemed the debt at maturity or purchased the obligation prior to maturity for cancellation.

Convertible Obligations

31. Corporations sometimes issued debt obligations the terms of which entitle the holder to convert the obligation into shares of the common stock of the corporation. Where the corporation issues shares in exchange for the cancellation of the debt, it is the

l'emprunteur. Si, toutefois, l'emprunteur exploite une entreprise de prêts d'argent et que l'argent emprunté sert à consentir des prêts, le montant de toute gratification afférente au paiement anticipé d'un titre qui constitue une dette peut être déduit au complet.

- 26. L'émetteur ne peut pas déduire une somme relativement à un rabais sur un titre émis antérieurement au 19 juin 1971, sauf en certains cas très limités. Une déduction peut être demandée à l'égard du rabais lorsque l'entreprise du contribuable est ou comprend les prêts d'argent et lorsque ce titre qui constitue une dette a été émis dans le but d'obtenir des fonds pour faire ces prêts.
- 27. Une déduction peut également être réclamée relativement à un rabais sur une hypothèque émise avant le 19 juin 1971 lorsque le contribuable est un commerçant ou un négociant en immeubles, que le produit du prêt a servi à acheter un bien acquis pour la revente et que le prêt était clairement un arrangement provisoire ou un emprunt à court terme. Tel sera le cas, par exemple, lorsque l'argent emprunté a servi à payer le bien qui était hypothéqué et que l'hypothèque a été assumée par la personne à qui le négociant a vendu les biens.
- 28. Dans chacun des cas mentionnés aux alinéas 26 et 27 ci-dessus, le plein montant du rabais est déductible. On doit se rappeler qu'un tel traitement s'applique seulement aux titres émis avant le 19 juin 1971. Le traitement des rabais sur tous les titres émis après cette date est exposé aux alinéas 19 à 23 ci-dessus.
- 29. Le montant d'une prime lors de l'émission d'un titre sera inclus dans le calcul du revenu de l'émetteur lorsque son entreprise consiste à prêter de l'argent. Dans tout autre cas, le montant d'une prime n'est pas considéré comme étant un revenu ni comme un gain en capital, à moins que le paragraphe 39(3) ne s'applique.

Lorsque la dette est assumée

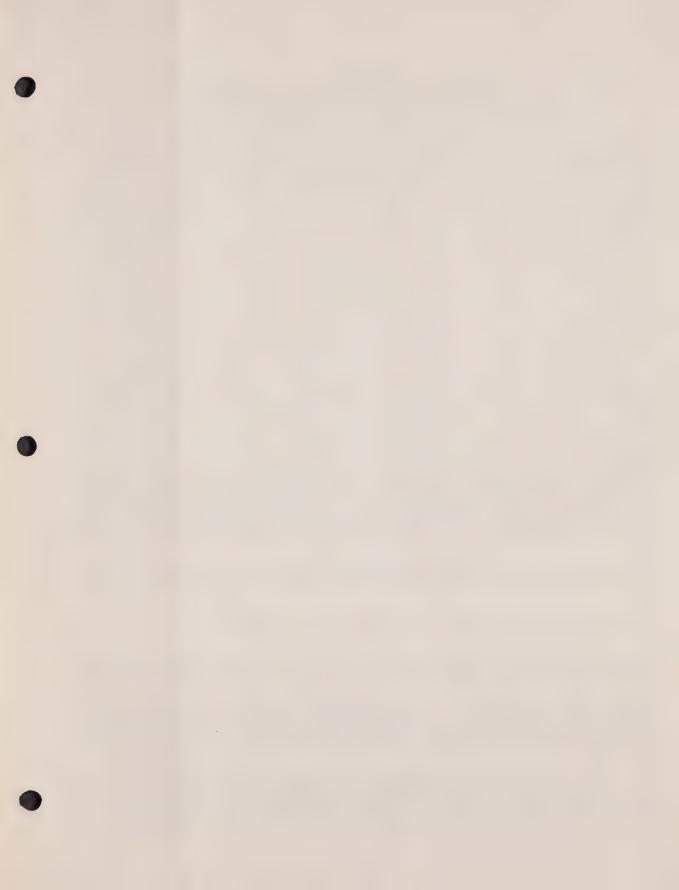
30. Lorsqu'un titre qui a été émis après le 18 juin 1971 par un contribuable a été assumé par un autre contribuable relativement à la vente d'un bien ou autrement, ni l'émetteur original du titre qui constitue une dette, ni la personne qui a assumé cette créance n'a le droit à une déduction concernant tout rabais afférent à ce titre. L'alinéa 20(1)f) s'applique uniquement lorsque le premier émetteur du titre qui constitue une dette ou bien rachète ce titre à l'échéance, ou bien l'achète avant l'échéance pour le toucher.

Titres convertibles

31. Les corporations émettent parfois des titres qui constituent une dette, à des conditions qui permettent au détenteur de les convertir en actions ordinaires de la corporation. Lorsqu'une corporation émet des actions en échange de l'annulation de la dette, le Ministère est d'avis que la dette est

Department's view that the debt is repaid for a consideration equal to the principal amount of the debt. The amount of any discount from the principal amount which might have arisen on the issue of the obligation is treated in accordance with general rules discussed throughout this Bulletin.

remboursée au moyen d'une contrepartie égale au principal de la dette. Le montant de tout rabais sur le principal qui peut avoir été accordé lors de l'émission du titre est traité conformément aux règles générales exposées dans le présent bulletin.



APPENDIX

Sample Calculations of Yield on Debt Obligations for the Purposes of Paragraph 20(1)(f) and Subsections 16(2) and (3) of the Act

	1	2	3	4	5
Face Amount of Debt	100	100	100	100	100
Stated Interest Rate	6%	6%	6%	6%	6%
Term	5 yrs.	5 yrs.	5 yrs.	5 yrs.	5 yrs.
Redemption Price at Maturity (principal amount)	100	102	100	Note 1	Note 2
Redemption Price Prior to Maturity	N/A	N/A	102 After Two yrs.	N/A	N/A
Issue Price	97	100	97	97	97
YIELD —					
Interest – Expressed on issue price	6.19%	6.00%	6.19%	6.19%	N/A
Discount – Expressed on issue price					
(Note 3)	0.61%	0.40%	2.50%	1.02%	N/A
Total Yield	6.80%	6.40%	8.69%	7.21%	7.13%
INTEREST — Expressed on					
principal amount	6.00%	5.88%	6.00%	6.00%	6.00%
4/3 of Interest	8.00%	7.84%	8.00%	8.00%	8.00%

Where the yield from a debt obligation, as calculated above, exceeds 4/3 of the stated interest rate, only $\frac{1}{2}$ of the excess of the principal amount over the issue price is deductible in computing the income of the issuer of the obligation when the obligation is redeemed. Also, where the issuer of the obligation is a person exempt from tax, a non-resident person not carrying on business in Canada or a government body, the excess of the principal amount over the issue price is included in computing the income of the first owner of the obligation who is a resident of Canada for the taxation year in which he became the owner thereof.

Note 1

In Case 4 the obligation is redeemed by instalements of \$20 per year on account of the face amount of the debt over the five year term.

Note 2

In Case 5 the obligation is redeemed by annual equal instalments of principal and interest.

Note 3

In Cases 1 and 2 the percentage yield attributable to the discount is determined by finding the percentage at which the present value of the redemption price equals the amount for which the obligation was issued (e.g. in Case 1 the present value of \$100 due in five years at 0.61% equals \$97).

In Case 3 the yield which is relevant in the application of paragraph 20(1)(f) and subsections 16(2) and (3) is the highest rate obtainable either on maturity or conditional upon the exercise of the early payment option. In this case the highest rate will be obtained if the obligation is redeemed in two years at \$102. The yield attributable to the discount therefore is 2.50%, the annual discount rate which when applied to the redemption price of \$102 due in 2 years will result in a present value of \$97, the issue price.

In Case 4 the yield factor attributable to the discount is determined by finding the percentage (1.02%) at which the present value of the stream of five installments of \$20 equals the amount for which the obligation was issued, \$97.

In Case 5 the yield is found by first determining the equal annual payment necessary to repay a loan of \$100 in five years at 6% interest and then determining the rate at which that equal annual payment would liquidate a debt of \$97 in five years.

APPENDICE

Échantillon de calculs du rendement de titres qui constituent une dette aux fins de l'alinéa 20(1)f) et des paragraphes 16(2) et 16(3) de la Loi

	1	2	3	4	5
Valeur nominale de la créance	100	100	100	100	100
Taux d'intérêt déclaré	6%	6%	6%	6%	6%
Conditions	5 ans	5 ans	5 ans	5 ans	5 ans
Prix de rachat à l'échéance (principal)	100	102	100	Rem. 1	Rem. 2
Prix de rachat avant l'échéance	S/O	S/O	102 après 2 ans	S/O	S/O
Prix d'émission	97	100	97	97	97
RENDEMENT:					
Intérêt – Exprimé d'après le prix d'émission	6.19%	6.00%	6.19%	6.19%	S/O
Rabais — Exprimé selon le prix d'émission					
(Remarque 3)	.61%	.40%	2.50%	1.02%	S/O
Rendement total	6.80%	6.40%	8.69%	7.21%	7.13%
INTÉRÊT — Exprimé d'après					
le principal	6.00%	5.88%	6.00%	6.00%	6.00%
4/3 de l'intérêt	8.00%	7.84%	8.00%	8.00%	8.00%

Lorsque le rendement provenant d'un titre qui constitue une dette, tel qu'il est calculé ci-dessus, excède les 4/3 du taux d'intérêt déclaré, seulement 1/2 de l'excédent du principal sur le prix d'émission est déductible dans le calcul du revenu de l'émetteur du titre, lorsqu'il est racheté. De plus, lorsque l'émetteur du titre est une personne exonérée d'impôt, un non-résident n'exploitant pas d'entreprise au Canada ou un organisme gouvernemental, l'excédent du principal sur le prix d'émission est inclus dans le calcul du revenu du premier propriétaire du titre qui est un résident du Canada pour l'année d'imposition pendant laquelle il est devenu propriétaire du titre.

Remarque 1

Dans l'exemple 4 le titre est racheté par versements annuels de \$20 applicable à la valeur nominale de la créance au cours d'une période de cinq ans.

Remarque 2

Dans l'exemple 5, le titre est racheté par versements annuels égaux comprenant le principal et l'intérêt.

Remarque 3

Dans les exemples 1 et 2, le pourcentage du rendement attribuable au rabais est déterminé en trouvant le pourcentage auquel la valeur actuelle du prix de rachat égale le montant pour lequel le titre a été émis (par exemple, dans l'exemple 1, la valeur actuelle de \$100 exigible en 5 ans au taux de 0.61% est égale à \$97.00).

Dans l'exemple 3, le rendement qui a trait à l'application de l'alinéa 20(1)f) et des paragraphes 16(2) et 16(3) est le taux le plus élevé qu'on puisse obtenir soit à l'échéance, soit sous réserve de l'exercice du droit de paiement anticipé. Dans ce cas, le taux le plus élevé sera obtenu si le titre est racheté en deux ans au prix de \$102. Le rendement attribuable au rabais est par conséquent 2.50%, le taux du rabais annuel qui, lorsqu'il est appliqué au prix de rachat de \$102 exigible en deux ans donnera une valeur actuelle de \$97, le prix d'émission.

Dans l'exemple 4, le facteur du rendement attribuable au rabais est déterminé en trouvant le pourcentage (1.02%) auquel la valeur actuelle d'une série de cinq versements de \$20 est égale au montant du prix d'émission du titre, \$97.

Dans l'exemple 5, le rendement est déterminé en trouvant le versement annuel égal qui est nécessaire pour rembourser un prêt de \$100 en cinq ans à un taux d'intérêt de 6% et ensuite en déterminant le taux auquel ce montant annuel égal liquiderait une dette de \$97 en cinq ans.



INTERPRETATION

BULLETI

SUBJECT: INCOME TAX ACT Fractional Interests in Shares OBJET: LOI DE L'IMPÔT SUR LE REVENU Participation fractionnaire dans des actions

SERIAL NO: IT-115R DATE: September 15, 1975

DATE: le 15 septembre 1975

REFERENCE: Section 51 (also section 47, and subsection

ENVOI: Article 51 (également article 47 et paragraphe 26(8) des Règles de 1971 concernant l'application de

Section 51 (also section 17)
26(8) of the Income Tax Application Pales
LIBRARY

Limpôt sur le revenu (RAIR))

Nº DE SÉRIE: IT-115R

This bulletin replaces and cancels Interpretation Bulletin IT-115 dated August 9, 1973.

- 1. Before May 7, 1974 section 51 applies to a conversion of shares, bonds, debentures or notes of a corporation (known as convertible properties) into shares of one or more classes of the same corporation provided that the terms of the former property conferred on the holder the right to make the exchange. After May 6, 1974 section 51 is further restricted to a conversion of a convertible property that is a capital property, in which the shares or fractions of shares received are of one class, and no other consideration is received. However, where a taxpayer receives cash or other consideration as a result of such a conversion, in lieu of a fraction of a share,
 - (a) the Department's policy is not to deny the application of the provisions of section 51 to the whole shares or fractions of a share received on the conversion, and
 - (b) where section 51 is used in this circumstance a partial disposition of the property being converted is considered to occur in the year of conversion.
- 2. A taxpayer who, in lieu of a fraction of a share, receives cash or other property, or both, of which the total amount or value does not exceed \$200, may, if he desires.
 - (a) ignore the computation of any gain or loss on the partial disposition, and
 - (b) reduce the adjusted cost base of the shares received on the conversion by such total amount or

Thus such a taxpayer must compute the gain or loss only when

- (c) the amount or value of cash or other property received exceeds \$200, or
- (d) he wishes to include the gain or loss in the computation of his income.

Example

3. One method by which a gain may be computed follows, but any reasonable method is acceptable:

Ce bulletin remplace et annule le Bulletin d'interprétation IT-115 du 9 août 1973.

- 1. Avant le 7 mai 1974, l'article 51 de la Loi s'appliquait à une conversion d'actions, d'obligations ou de billets d'une corporation (définis comme biens convertibles) en actions d'une ou de plusieurs catégories de la même corporation pourvu que les conditions d'émission de ces biens donnent au détenteur le droit d'effectuer l'échange. Après le 6 mai 1974 l'article 51 ne s'appliquera plus qu'à un échange de biens convertibles qui consistent en des biens en immobilisations, où le contribuable reçoit des actions ou des fractions d'une seule classe sans aucune autre contrepartie. S'il advient cependant qu'un contribuable reçoive une somme en espèces ou toute autre contrepartie en remplacement d'une fraction d'une
 - a) la politique du Ministère n'est pas d'empêcher l'application de l'article 51 aux actions ou fractions d'actions reçues lors de l'échange et
 - b) pour appliquer l'article 51 dans un tel cas, une disposition partielle des biens convertis est réputée avoir lieu au cours de l'année de la conversion.
- 2. Si au lieu d'une fraction d'une action un contribuable reçoit des espèces ou quelque autre bien, ou les deux à la fois, dont le montant total ou la valeur n'est pas en sus de \$200, ce contribuable peut, s'il le désire,
 - a) ne pas tenir compte du calcul de tout gain ou de toute perte relativement à la disposition partielle et
 - b) déduire du prix de base rajusté des actions reçues lors de l'échange, ce montant ou cette valeur totale.

Le contribuable ne sera donc tenu de calculer le gain ou la perte que

- c) si le montant ou la valeur des espèces ou de tout autre bien reçu est en sus de \$200 ou
- d) s'il désire inclure le gain ou la perte dans le calcul de son revenu.

Exemple

3. Une méthode de calcul du gain est exposée ci-dessous; toute autre méthode raisonnable serait acceptable:

Assumptions

- (a) A taxpayer holds 80 preferred shares, par value \$10 each, having an adjusted cost base (ACB) of \$720. The shares are trading at \$11 at the date of conversion.
- (b) The preferred shares are convertible into common shares on the basis of .32 common for one preferred.
- (c) In lieu of issuing fractional shares, the company pays cash based on the closing market price of a common share on the day before the conversion, which is \$35. Thus the taxpayer is entitled to 25.6 common shares $(.32 \times 80)$ and receives 25 common shares and \$21 in cash $(.6 \times $35)$.

Calculation of gain on fraction of share

Proceeds \$21.00

Less portion of ACB applied —
fraction of common share for
which cash received
total number of common shares
receivable on conversion (including
any fraction)

or

Adjusted cost base of 25 common shares received

\$720 - \$16.88 = \$703.12

$$\frac{.6}{25.6}$$
X \$720 = 16.88

Gain \$ 4.1

Note: If the alternative treatment described in paragraph 2 were used, the adjusted cost base of the 25 common shares would be \$699 (\$720 - \$21).

4. For calculating a gain or loss where a taxpayer, after 1971, disposes of some identical property he owned on December 31, 1971 and some he acquired subsequently, he must compute the ACB of the pre-1972 property under subsection 26(8) of the ITAR and of the post-1971 property under section 47 of the Act. This creates two separate pools of identical property. Dispositions after 1971 are regarded as dispositions from the pre-1972 pool until it is exhausted. However, for simplicity, where a taxpayer has a pre-1972 and a post-1971 pool of identical shares and the post-1971 pool contains a fraction of a share (e.g., a fraction received as a stock dividend), the disposition of the fraction, after 1971, may be considered to be a disposition from the post-1971 pool even though the pre-1972 pool is not exhausted at that time.

Hypothèse

- a) Un contribuable détient 80 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune qui ont un prix de base rajusté (PBR) de \$720. Les actions se vendent \$11 au moment de la conversion.
- b) Les actions privilégiées sont convertibles en actions ordinaires à raison de .32 action ordinaire pour une action privilégiée.
- c) Au lieu d'émettre des actions fractionnaires, la compagnie verse une somme en espèces d'après le cours de clôture d'une action ordinaire le jour précédant l'échange, soit \$35. Ainsi le contribuable a droit à 25.6 actions ordinaires (.32×80) et reçoit 25 actions ordinaires et \$21 en espèces (.6×\$35).

Calcul du gain sur une fraction d'action

Produit \$21.00

Moins la partie du PBR appliquée —
fraction d'action ordinaire pour
laquelle des espèces ont été versés
montant total d'actions ordinaires
à recevoir lors de l'échange (y compris toute fraction)

ou

Prix de base rajusté de 25 actions ordinaires reçues

$$$720 - $16.88 = $703.12$$

Nota: Si l'on a recours à la méthode facultative expliquée au numéro 2, le prix de base rajusté des 25 actions ordinaires s'établit à \$699 (\$720 - \$21).

4. Pour calculer un gain ou une perte, un contribuable disposant après 1971 des mêmes biens qu'il possédait au 31 décembre 1971, auxquels s'ajoutent des biens acquis après cette date, doit calculer le PBR des biens antérieurs à 1972 en vertu du paragraphe 26(8) des RAIR et celui des biens postérieurs à 1971 en vertu de l'article 47 de la Loi. Cela crée deux groupes distincts de biens identiques. Les dispositions postérieures à 1971 sont considérées comme des dispositions de biens antérieurs à 1972 jusqu'à l'écoulement de tout de groupe. Cependant, pour simplifier les choses, lorsqu'un contribuable possède un groupe d'actions identiques antérieures à 1972 et un groupe d'actions identiques postérieures à 1972 et que le groupe de biens postérieurs à 1971 comprend une fraction d'une action (par exemple, une fraction reçue comme dividende en action), la disposition de la fraction après 1971, peut être considérée comme une disposition provenant du groupe postérieur à 1971, même si le groupe antérieur à 1972 n'est pas alors épuisé.

Canasla Haxolion Liv

DEPARTMENT OF NATIONAL REVENUE, TAXATION

BULLETIN

MINISTÈRE DU REVENU NATIONAL, IMPÔT

D'INTERPRÉTATION

SUBJECT:

INCOME TAX ACT

Rights to Subscribe to Common Shares

OBJET:

LOI DE L'IMPÔT SUR LE REVENU

Droits de souscription d'actions ordinaires

Publication

SERIAL NO:

IT-116R DATE: September 15, 1975

Paragraph 15(1)(f) (also subparagraphs RENVOI: 115(1)(b)(iii) and (iv) and subsection 115(3))

Nº DE SÉRIE: IT-116R

DATE: le 15 septembre 1975

Alinéa 15(1)f) (voir aussi les sous-alinéas 115(1)b)(iii) et (iv) et le paragraphe 115(3))

LIBRARY

SEP 8 5 1074

UNIVERS CONTROL

This bulletin replaces and cancels Interpretation Bulletin IT-116 dated August 9, 1973.

- 1. Pursuant to paragraph 15(1)(f), when the right to buy additional common shares is conferred on all holders of common shares, no amount or value is thereby included in computing the shareholder's income. Subsection 248(1) defines a common share as "a share the holder of which is not precluded upon the reduction or redemption of the capital stock from participating in the assets of the corporation beyond the amount paid up thereon plus a fixed premium and a defined rate of dividend".
- 2. Where rights to subscribe for common shares are issued by a Canadian corporation it may be that certain non-resident shareholders are barred from subscribing for such shares. This situation may be caused by restrictions in a Canadian law or because the corporation did not comply with the securities regulations in the country where the non-resident shareholders reside. In these circumstances, paragraph 15(1)(f) is still considered to apply provided that rights are in fact issued to the non-resident shareholders and they are entitled to sell such rights.
- 3. It may happen that a shareholder does not receive rights to subscribe for additional common shares solely for the reason that his holdings are too small to entitle him to sufficient rights to purchase a full share. For example, a holding of five shares may entitle the owner to purchase one additional share and a shareholder may only own four shares. In these circumstances, paragraph 15(1)(f) is considered to be applicable if the rights so withheld are issued to a trustee who sells them and pays the proceeds, less expenses, on a pro rata basis to the shareholders concerned.
- 4. Rights to buy additional common shares are normally capital property having no cost (unless they are purchased) and thus a capital gain may arise if they are disposed of rather than exercised.

Ce Bulletin remplace et annule le Bulletin d'interprétation IT-116 du 9 août 1973.

- 1. Suivant l'alinéa 15(1)f), lorsque tous détenteurs d'actions ordinaires se voient attribuer le droit d'acheter d'autres actions ordinaires, aucun montant ni valeur n'est par là inclus dans le calcul du revenu des actionnaires. Le paragraphe 248(1) définit une action ordinaire comme "une action dont le détenteur n'est pas empêché, lors de la réduction ou du rachat du capital-actions, de participer dans l'actif de la corporation au-delà de la somme versée pour cette action, d'une prime fixe et d'un taux déterminé de dividende".
- 2. Advenant que les droits de souscription d'actions ordinaires soient émis par une corporation canadienne, il peut se présenter des cas où certains actionnaires non-résidents soient empêchés de souscrire ces actions. Ceci peut provenir des restrictions d'une loi canadienne ou du fait que la corporation ne se conformait pas aux règlements sur les valeurs en vigueur dans le pays où réside les actionnaires non-résidents. Dans ces circonstances, l'alinéa 15(1)f) est encore réputé s'appliquer pourvu que les droits soient effectivement émis à des actionnaires non-résidents et ils sont autorisés à les vendre.
- 3. Il peut se présenter des cas où un actionnaire n'acquiert pas de droits de souscription de nouvelles actions ordinaires, pour la seule raison que son avoir en actions est trop petit pour lui permettre d'avoir les droits suffisants pour acheter une action complète. Par exemple, un avoir de cinq actions peut autoriser leur propriétaire à acheter une action supplémentaire; or, un actionnaire peut ne détenir que quatre actions. Dans ce cas, les dispositions de l'alinéa 15(1)f) sont réputées pouvoir s'appliquer si les droits ainsi refusés reviennent à l'actionnaire après qu'un fiduciaire, à qui ils ont été émis, les lui vende le produit, moins les dépenses, répartis sur une base proportionnelle entre les actionnaires concernés.
- 4. Les droits à l'achat de nouvelles actions ordinaires sont normalement des biens en immobilisations n'ayant pas de coût (à moins qu'ils aient été achetés) et de ce fait, ils peuvent donner lieu à des gains en capitaux au cas où ils sont cédés plutôt qu'exercés.



INTERPRETATION BULLETIN

BULLETIN D'INTERPRÉTATION

SUBJECT: INCOME TAX ACT

Rights to Buy Additional Shares

OBJET LOI DE L'IMPÔT SUR LE REVENUvernment Droits d'achat d'actions supplémentaires

NO.: IT-116R2 DATE: January 12, 1990

REFERENCE: Paragraph 15(1)(c) (also definition of "share" in subsection 248(1)).

Nº IT-116R2 DATE le 12 janvier 1990 L'alinéa 15(1)c) (aussi la définition d'«action» au paragraphe 248(1))

Application

This bulletin replaces and cancels Interpretation Bulletin IT-116R dated September 15, 1975. The provisions of paragraph 15(1)(c) discussed in this bulletin are applicable to benefits conferred after June 1988. Current revisions are designated by vertical lines.

Summary

This bulletin deals with the tax treatment of benefits derived by existing owners of common shares of a corporation who have been offered rights to buy additional shares. If these rights have any value, the value must be included in the shareholder's income unless the right to purchase the additional shares has been offered to all owners of common shares of the corporation.

Discussion and Interpretation

- 1. Pursuant to paragraph 15(1)(c), when the right to buy additional shares is conferred on all owners of common shares of a corporation, no amount or value is thereby included in computing the shareholder's income. Subsection 248(1) defines a share as "a share or fraction thereof of the capital stock of a corporation."
- 2. Where rights to buy additional shares are issued by a Canadian corporation it may be that certain non-resident shareholders are barred from subscribing for such shares. This situation may be caused by restrictions in a Canadian law or because the corporation did not comply with the securities regulations in the country where the non-resident shareholders reside. In these circumstances, paragraph 15(1)(c) is still considered to apply provided that rights are in fact issued to the non-resident shareholders and they are entitled to sell such rights. Where paragraph 15(1)(c) is applicable, non-residents will not be subject to withholding tax pursuant to Part XIII of the Act on the value of such rights issued to them.

As in the non-resident situation discussed above, residents of one or more provinces may be barred from buying additional shares because of restrictions in provincial law or as a result of securities regulations not having been met

Application

Ce bulletin annule et remplace le IT-116R du 15 septembre 1975. Les dispositions de l'alinéa 15(1)c) qui y sont expliquées s'appliquent aux avantages accordés après juin 1988. Les dernières révisions sont indiquées par des traits verticaux.

Résumé

Ce bulletin porte sur le traitement fiscal des avantages obtenus par les détenteurs existants d'actions ordinaires d'une corporation qui se sont vu offrir des droits d'achat d'actions supplémentaires. Si les droits ont une valeur, celle-ci doit être incluse dans le calcul du revenu de l'actionnaire, à moins que le droit d'acheter d'autres actions ait été offert à tous les détenteurs d'actions ordinaires de la corporation.

Discussion et interprétation

- 1. En vertu de l'alinéa 15(1)c), lorsque le droit d'achat d'autres actions est conféré à tous les détenteurs d'actions ordinaires d'une corporation, il n'y a aucun montant ou aucune valeur à inclure dans le calcul du revenu de l'actionnaire pour ce droit. Le paragraphe 248(1) définit le terme «action» comme «une action ou une fraction d'action du capital-actions d'une corporation».
- 2. Lorsqu'une corporation canadienne émet des droits d'achat d'actions supplémentaires, il peut arriver que certains actionnaires non résidants soient empêchés de souscrire aux nouvelles actions, par exemple en raison de restrictions d'une loi canadienne ou parce que la corporation ne s'est pas conformée aux règlements régissant les valeurs mobilières dans le pays où habitent les actionnaires non résidants. En pareilles circonstances, l'alinéa 15(1)c) reste applicable si les droits sont effectivement émis aux actionnaires non résidants et si ceux-ci peuvent les vendre. Dans les cas où l'alinéa 15(1)c) s'applique, les non-résidents ne sont pas assujettis à la retenue d'impôt en vertu de la partie XIII de la Loi pour la valeur des droits qui leur ont été ainsi émis.

Comme il a été expliqué ci-dessus au sujet des non-résidents, il est possible que des résidents d'une ou de plusieurs provinces soient empêchés d'acheter des actions supplémentaires en raison de restrictions d'une loi provinciale ou parce que des règlements



2 IT-116R2

in a particular province. Paragraph 15(1)(c) is also applicable provided that the rights are in fact issued to the common shareholders who are barred from subscribing by provincial law or securities regulations and the shareholders are entitled to sell such rights.

- 3. It may happen that a shareholder does not receive rights to buy additional shares solely for the reason that the shareholder's holdings are too small to entitle that individual to sufficient rights to purchase a full share. For example, a holding of five shares may entitle the owner to purchase one additional share and a shareholder may only own four shares. In these circumstances, paragraph 15(1)(c) is considered to be applicable if the rights so withheld are issued to a trustee who sells them and pays the proceeds, less expenses, on a pro rata basis to the shareholders concerned.
- 4. Rights to buy additional shares are normally capital property having no cost (unless they are purchased). Thus a capital gain may arise if they are disposed of rather than exercised.

- régissant les valeurs mobilières n'ont pas été respectés dans une province donnée. L'alinéa 15(1)c) s'applique également en pareil cas si les droits sont effectivement émis aux détenteurs d'actions ordinaires qui ne peuvent pas souscrire aux nouvelles actions en raison d'une loi provinciale ou de règlements régissant les valeurs mobilières et si ces détenteurs d'actions ont le droit de vendre les droits qui leur ont été ainsi émis.
- 3. Il peut arriver qu'un actionnaire ne reçoive pas de droits d'achat d'actions supplémentaires pour la seule raison que son portefeuille est trop petit pour lui permettre d'avoir des droits suffisants pour acheter une action entière. À titre d'exemple, un portefeuille de cinq actions donne le droit au détenteur d'acheter une action supplémentaire, et un actionnaire ne peut détenir que quatre actions. En pareilles circonstances, l'alinéa 15(1)c) s'applique si les droits retenus sont émis à un fiduciaire et si celui-ci les vend puis répartit proportionnellement le produit de la vente, diminué des dépenses, entre les actionnaires concernés.
- 4. Les droits d'achat d'actions supplémentaires constituent normalement des biens en immobilisation n'ayant pas de coût (sauf s'ils sont achetés) et, conséquemment, peuvent donner lieu à un gain en capital s'ils sont cédés au lieu d'être exercés.

Government

SUBJECT: INCOME TAX ACT

Surplus - Capital Surplus on Hand and Paid-up Capital Deficiency

SERIAL NO: IT-117R

DATE: August 30, 1976

REFERENCE: Paragraphs 89(1)(1) and 89(1)(d)

OBJET: LOI DE L'IMPÔT SUR LE REVENU

Surplus - Surplus de capital en main et insuffisance

du capital versé

DATE: le 30 août 1976 NODE SÉRIE: IT-117R

RENVOI: Alinéas 89(1)1) et 89(1)d)

Le présent bulletin annule et remplace le bulletin d'interpré-

This bulletin cancels and replaces Interpretation Bulletin IT-117, issued on Aug. 9, 1973.

1. The rules in the Act concerning corporate distributions of corporations resident in Canada to shareholders differ significantly from the rules in the pre-1972 Act. Because of these new concepts, the Act contains a number of special provisions regarding the calculation and distribution of corporate surpluses accumulated prior to 1972.

2. The Act contains certain provisions, the effect of which, is to crystallize a corporation's position at the end of its 1971 taxation year for the dual purpose of ascertaining the corporation's pre-1972 surplus balances and of determining the amount which may be paid to shareholders as a tax-free return of capital. These provisions essentially require the preparation of a corporate balance sheet on a tax basis at the end of the corporation's 1971 taxation year.

3. The excess of the tax values of a corporation's assets over its liabilities (the shareholders' equity on a tax basis) is referred to as "tax equity". The amount of tax equity is then divided into various classifications representative of the sources from which a corporation's net assets were derived, namely:

(a) paid-up capital;

(b) undistributed income on hand, if any, at the end of the corporation's 1971 taxation year as calculated under the provisions of the pre-1972 Act, from the commencement of the 1950 taxation year to the end of the 1971 taxation year;

(c) 1971 capital surplus on hand, if any, at the end of the corporation's 1971 taxation year; and

(d) paid-up capital deficiency of the corporation, if any, at the end of its 1971 taxation year.

1971 Capital Surplus on Hand

4. Unlike paid-up capital and undistributed income, 1971 capital surplus on hand of a corporation at the end of its 1971 taxation year is not calculated with reference to independent factors. Rather, it is determined as the residual amount of tax equity after deducting from tax

tation IT-117 émis le 9 août 1973. 1. Les règles de la Loi concernant les répartitions faites par des corporations résidant au Canada à leurs actionnaires sont

sensiblement différentes des règles de la Loi en vigueur avant 1972. A cause de ces nouveaux concepts, la Loi renferme un certain nombre de dispositions spéciales visant le calcul et la

répartition des surplus de corporations accumulés avant 1972.

2. La Loi renferme certaines dispositions qui ont pour effet de fixer la situation d'une corporation à la fin de son année d'imposition 1971 dans le double but de déterminer les soldes excédentaires de la corporation antérieurs à 1972 et d'établir la somme qui peut être payée aux actionnaires comme remboursement de capital exonéré d'impôt. Ces dispositions exigent principalement l'élaboration d'un bilan fiscal de la corporation aux fins de l'impôt à la fin de l'année d'imposition 1971 de la corporation.

3. L'excédent de la valeur fiscale de l'actif d'une corporation sur son passif (l'avoir des actionnaires aux fins de l'impôt) est appelé "masse fiscale". Le montant de la masse fiscale est alors divisé suivant les diverses sources desquelles l'actif net de la corporation est dérivé, soit:

a) le capital versé;

b) le revenu en main non réparti, s'il en est, à la fin de l'année d'imposition 1971 de la corporation, calculé en vertu des dispositions de la Loi en vigueur avant 1972, du début de l'année d'imposition 1950 à la fin de l'année d'imposition 1971;

c) le surplus de capital en main en 1971, s'il en est, à la fin de l'année d'imposition 1971 de la corporation; et

d) l'insuffisance du capital versé de la corporation, s'il en est, à la fin de son année d'imposition 1971.

Surplus de capital en main en 1971

4. Contrairement au capital versé et au revenu non réparti, le surplus de capital en main en 1971 d'une corporation à la fin de son année d'imposition 1971 n'est pas calculé par rapport à des facteurs indépendants. Il est plutôt déterminé comme étant le montant résiduel de la masse fiscale après déduction, equity the aggregate of the paid-up capital and the undistributed income on hand of the corporation (as calculated under the provisions of the pre-1972 Act from 1950 to 1971) at the end of its 1971 taxation year.

- 5. While the 1971 capital surplus on hand at the end of a corporation's 1971 taxation year is simply the amount as calculated above, this amount is subject to change in subsequent taxation years. To determine the 1971 capital surplus on hand at any time after May 6, 1974, the following amounts are included in the computation:
 - (a) Gains made on the disposition of capital property owned by the corporation on December 31, 1971, to the extent that they relate to the period before December 31, 1971, are added in determining the 1971 capital surplus on hand when the gain is realized. The amount of such a gain is calculated as follows:
 - (i) The amount of the gain is the amount by which the lesser of the fair market value on Valuation Day and the proceeds of disposition exceeds the actual cost of the property (determined with reference to subsections 89(4) and 89(5) and paragraph 87(2)(t) and subsections 26(15), (17) and (21) to (27) inclusive of the Income Tax Application Rules, 1971 (ITAR)) to the corporation. (89(1)(1)(ii))
 - (ii) The actual cost of depreciable property owned since before the corporation's 1949 taxation year is deemed to be the depreciated cost of the property at the beginning of the 1949 taxation year.

 (89(4))
 - (iii) The actual cost to a new corporation (which resulted from an amalgamation which took place after 1971) of capital property which was owned or deemed to be owned as a result of the operation of paragraph 89(5)(b) by a predecessor corporation on December 31, 1971 is deemed to be the actual cost to the predecessor corporation. (87(2)(t))
 - (iv) The increase in capital surplus is deemed to be nil if the property disposed of is:
 - A. A share in a wholly-owned subsidiary, if the disposition occurred by virtue of a winding-up to which subsection 88(1) applied and the winding-up commenced after May 29, 1973.
 - B. A share in a Canadian corporation, which was controlled, within the meaning of subsection 186(2), by the corporation immediately before the disposition and

de la masse fiscale, du total du capital versé et du revenu en main non réparti de la corporation (calculé en vertu des dispositions de la Loi en vigueur avant 1972 de 1950 à 1971) à la fin de son année d'imposition 1971.

- 5. Bien que le surplus de capital en main en 1971 à la fin de l'année d'imposition 1971 d'une corporation soit simplement le montant calculé ci-dessus, ce montant est susceptible de modification au cours des années d'imposition suivantes. Pour établir le surplus de capital en main en 1971 à tout époque après le 6 mai 1974, les montants suivants sont compris dans le calcul:
 - a) Les gains réalisés lors de la disposition de biens en immobilisations possédés par la corporation le 31 décembre 1971, dans la mesure où ils concernent la période antérieure au 31 décembre 1971, sont ajoutés lors de l'établissement du surplus de capital en main en 1971 au moment la réalisation du gain. Le montant de ce gain est calculé de la façon suivante:
 - (i) Le montant du gain est la fraction du moins élevé des deux montants suivants: la juste valeur marchande au jour de l'evaluation et le produit de la disposition; qui est en sus du coût effectif du bien, déterminé avec rapport aux paragraphes 89(4) et 89(5) et à l'alinéa 87(2)t) et aux paragraphes 26(15), (17) et (21) à (27) inclus, des Règles de 1971 concernant l'application de l'impôt sur le revenu, 1971 (RAIR)), pour la corporation.
 - (ii) Le coût effectif d'un bien amortissable possédé depuis avant l'année d'imposition 1949 de la corporation est réputé être le coût amorti du bien au début de l'année d'imposition 1949.

(89(4))

(iii) Le coût effectif, pour une nouvelle corporation (créée à la suite d'une fusion qui a eu lieu après 1971), d'un bien en immobilisations qui appartenait ou était présumé appartenir, à la suite de la transaction de l'alinéa 89(5)b), à la corporation remplacée le 31 décembre 1971 est réputé être le coût effectif pour la corporation remplacée.

(87(2)t))

(iv) L'augmentation du surplus de capital est réputée être nulle si le bien faisant l'objet de la disposition est:

A. une action d'une filiale possédée en propriété exclusive, si la disposition a eu lieu du fait d'une liquidation visée par le paragraphe 88(1) et que la liquidation a commencé après le 29 mai 1973.

B. une action d'une corporation canadienne, qui était contrôlée, au sens du paragraphe 186(2), par la corporation immédiatement avant la disposition et qui a été l'objet d'une disposition après

was disposed of after 1971 to a person with whom the corporation was not dealing at arm's length immediately after the disposition.

- C. A share of a corporation disposed of after May 6, 1974 on an amalgamation (other than such a disposition referred to in subsection 26(21) of ITAR) where the corporation controlled (within the meaning of subsection 186(2)) the predecessor immediately before and the new corporation immediately after the amalgamation. (89(5)(a))
- (v) No capital surplus will arise on a disposition, under subsection 85(1), of a capital property owned by the corporation on December 31, 1971 to another corporation. (89(5)(b))
- (vi) The actual cost of any class of shares acquired on an amalgamation prior to 1972 to which section 85I of the former Act applied, is deemed to be:

actual cost of shares converted on the amalgamation the fair market value of shares of that class received on amalgamation the fair market value of all shares received by the corporation on amalgamation

(ITAR 26(15))

(vii) The actual cost of property received prior to 1972 as a dividend in kind is deemed to be the fair market value of the property when received.

(ITAR 26(17))

- (viii) The actual cost of shares of any class received prior to 1972 as a stock dividend is the amount that was deemed by subsection 81(3) of the former Act to have been a dividend. (ITAR 26(17))
- (ix) On certain transactions occurring after May 6, 1974 (or December 31, 1971) subsections 26(21) to (27) of ITAR deem that there was no disposition or acquisition of capital properties and that the new property is deemed to be the old property altered in form only. The purpose of these subsections is to allow the taxpayer to continue to avail himself of the tax free zone (applicable to the old property) in the ultimate disposition of the new property. However, as a consequence, there will be no addition to capital surplus as a result of the following transactions:

1971 à une personne avec laquelle la corporation avait un lien de dépendance immédiatement après la disposition.

3

C. une action d'une corporation qui a été d'objet d'une disposition après le 6 mai 1974 lors d'une fusion (autre qu'une disposition mentionnée au paragraphe 26(21) des RAIR) où la corporation contrôlait (au sens que donne à cette expression le paragraphe 186(2)) la corporation remplacée immédiatement avant la fusion et la nouvelle corporation immédiatement après la fusion. (89(5)a))

- (v) Aucun surplus de capital ne proviendra d'une disposition, en vertu du paragraphe 85(1), d'un bien en immobilisations appartenant à la corporation le 31 décembre 1971 en faveur d'une autre corporation. (89(5)b))
- (vi) Le coût effectif d'actions d'une catégorie quelconque acquises lors d'une fusion avant 1972 au sens de l'article 85I de l'ancienne Loi, est réputé être:

coût effectif des actions converties X lors de la fusion

la juste valeur marchande des actions de cette catégorie reçues lors de la fusion

la juste valeur marchande de la totalité des actions reçues par la corporation lors de la fusion

(paragraphe 26(15) des RAIR)

(vii) Le coût effectif d'un bien reçu avant 1972 au titre d'un dividende en nature est réputé être la juste valeur marchande de ce bien à la date où il a été reçu.

(paragraphe 26(15) des RAIR)

- (viii) Le coût effectif d'actions d'une catégorie quelconque reçues avant 1972 à titre de dividende en actions est le montant qui était réputé, selon le paragraphe 81(3) de l'ancienne Loi, avoir été un dividende. (paragraphe 26(17) des RAIR)
- (ix) Lors de certaines transactions qui ont eu lieu après le 6 mai 1974 (ou le 31 décembre 1971), les paragraphes 26(21) à 26(27) des RAIR présument qu'il n'y a pas eu de disposition ou d'acquisition de biens en immobilisations et que le nouveau bien est réputé être l'ancien bien modifié dans sa forme seulement. Le but de ces paragraphes est de permettre au contribuable de continuer de se prévaloir de la merge d'exemption (applicable à l'ancien bien) lors de la dernière disposition du nouveau bien. Toutefois, en conséquence, aucune addition ne sera faite au surplus de capital par suite des transactions suivantes:

- A. On an amalgamation after May 6, 1974 where a shareholder of a predecessor has disposed of his shares of one class of the capital stock of a predecessor corporation for shares of one class of the new corporation.
- B. On an amalgamation after May 6, 1974 where the old property was an option to acquire shares of a predecessor corporation and the new property is an option to acquire shares in the new corporation, provided no other consideration was received for the old property.
- C. On an amalgamation after May 6, 1974 where the old property was a debt obligation of a predecessor corporation and the new property is a debt obligation of the new corporation, provided no other consideration was received for the old property. D. On a conversion of property after December 31, 1971 to which section 51 applies and the old property was a share, bond, debenture or note and the new property is shares of one class of the capital stock of the corporation.
- E. On a conversion of bonds after May 6, 1974 to which section 77 applies and the old property was a bond and the new property is a bond from the same debtor.
- F. On a share for share exchange after May 6, 1974 to which subsection 85.1(1) applies and the old property was a share and the new property is a share of another corporation.
- G. On a reorganization of capital after May 6, 1974 to which section 86 applies and the old property was a share of a class of a corporation and the new property is a share of another class of the corporation.

(ITAR 26(21) - (27))

(b) As a corollary to paragraph 5(a) above, losses incurred on the disposition of capital property (other than depreciable property) owned by the corporation on December 31, 1971, to the extent that they relate to the period before December 31, 1971, are deducted in determining the 1971 capital surplus on hand when the loss is sustained. The amount of the loss is the amount by which the actual cost exceeds the greater of the fair market value of the property on Valuation Day and the corporation's proceeds of disposition. As with the determination of capital gains, there are special rules provided by subsection 89(5), paragraph 87(2)(t) and subsections 26(15), (17) and (21) to (27) inclusive of ITAR which are applicable in determining the amount of the capital loss to be

- A. Lorsque, après le 6 mai 1974, il y a eu une fusion et qu'un actionnaire d'une corporation remplacée a disposé de ses actions d'une catégorie en échange d'actions d'une catégorie de la nouvelle corporation.
- B. Lorsque, après le 6 mai 1974, il y a eu une fusion et que l'ancien bien était une option relative à l'acquisition d'actions d'une corporation remplacée et que le nouveau bien est une option relative à l'acquisition d'actions de la nouvelle corporation, à la condition qu'aucune contrepartie n'ait été reçue pour l'ancien bien.
- C. Lorsque, après le 6 mai 1974, il y a eu une fusion et que l'ancien bien était une dette obligataire d'une corporation remplacée et que le nouveau bien est une dette obligataire de la nouvelle corporation, à la condition qu'aucune contrepartie n'ait été reçue pour l'ancien bien.
- D. Lorsque, après le 31 décembre 1971, il y a eu conversion de biens à laquelle s'applique l'article 51 et que l'ancien bien était une action, une obligation, une débenture ou un billet et que le nouveau bien est constitué d'actions d'une catégorie du capital-actions de la corporation.
- E. Lorsque, après le 6 mai 1974, il y a eu conversion d'obligations à laquelle s'applique l'article 77 et que l'ancien bien était une obligation et que le nouveau bien est également une obligation du même débiteur.
- F. Lorsque, après le 6 mai 1974, il y a eu un échange d'actions au pair, auquel s'applique l'alinéa 85.1(1), et que l'ancien bien était une action et que le nouveau bien est également une action d'une autre corporation.
- G. Lorsque, après le 6 mai 1974, il y a eu un remaniement de capital, auquel s'applique l'article 86, et que l'ancien bien était une action d'une catégorie d'une corporation et que le nouveau bien est une action d'une autre catégorie de la corporation.

(Paragraphes 26(21) à 26(27) des RAIR)

b) En conséquence du numéro 5a) qui précède, les pertes subies lors de la disposition de biens en immobilisations (autres que des biens amortissables) possédés par la corporation le 31 décembre 1971, dans la mesure où elles se rapportent à une période antérieure au 31 décembre 1971, sont déduites lors de l'établissement du surplus de capital en main en 1971 lorsque la perte est subie. Le montant de la perte est l'excédent du coût effectif sur le plus élevé des montants suivants: la juste valeur marchande du bien au jour de l'évaluation et le produit tiré de la disposition par la corporation. Comme pour la détermination des gains en capital, certaines règles spéciales stipulées au paragraphe 89(5), à l'alinéa 87(2)t) et aux paragraphes 26(15), (17) et (21) à (27) inclus des RAIR s'appliquent lorsqu'il s'agit de déterminer le montant de la perte en capital à déduire. Voir le numéro 5a)(iii) à (ix) ci-dessus

deducted. See paragraph 5(a)(iii)-(ix) above for a description of the rules and the circumstances to which they apply. (89(1)(1)(xiv))

- (c) Gains made on the disposition of capital property after the end of the corporation's 1971 taxation year on property owned by it then, or acquired by it thereafter and disposed of it prior to 1972, are added in determining the capital surplus on hand. The gain is equal to the amount by which the proceeds of disposition exceeds the actual cost (without reference to ITAR) of the property to the corporation. (89(1)(1)(iii))
- (d) As a corollary to paragraph 5(c) above, losses incurred on the disposition of capital property (other than depreciable property) after the end of the corporation's 1971 taxation year on property owned by it then, or acquired by it thereafter and disposed of by it prior to 1972 are deducted in computing the 1971 capital surplus on hand when the loss is sustained. The amount of the loss is the amount by which the actual cost (without reference to ITAR) to the corporation exceeds the proceeds of disposition. (89(1)(1)(xv))
- (e) Subparagraph 89(1)(1)(v) provides that a portion of an amount payable to a corporation in consideration for the sale of eligible capital property is added in the computation of the corporation's 1971 capital surplus at any time subsequent to the taxation year in which the amount became payable if:
 - (i) the eligible capital property sold was held by the corporation in respect of a business carried on by the corporation throughout the period from January 1, 1972, to the time of disposition of the property; it is not necessary that the property itself be held on January 1, 1972, but that it be held in respect of a business carried on by the taxpayer on that date:
 - (ii) the corporation was a private corporation at some time prior to the taxation year in which the proceeds of disposition of the property became payable to the corporation; and (iii) the property was sold prior to 1984.

The amount to be added in the computation of the corporation's 1971 capital surplus on hand is the difference between 1/2 of the actual proceeds and 1/2 of the proceeds deemed to be received under section 21 of the Income Tax Application Rules, 1971. For example, where an amount of \$100 becomes payable to a corporation in 1972, only 40% of that amount is deemed to be payable under section 21; and therefore, \$30 is added in com-

pour une description des règles et des circonstances dans lesquelles elles s'appliquent.

(89(1)1)(xiv)

- (c) Les gains réalisés lors de la disposition de biens en immobilisations après la fin de l'année d'imposition 1971 d'une corporation sur des biens appartenant alors à la corporation ou acquis par elle par la suite et dont elle a disposé avant 1972 sont ajoutés lorsque l'on détermine le surplus de capital en main. Le gain est égal à la fraction du produit tiré de la disposition qui est en sus de son coût effectif (en faisant abstraction des RAIR) supporté par la corporation. (89(1)1)(iii)
- d) En conséquence du numéro 5c) qui précède, les pertes subies lors de la disposition de biens en immobilisations (autres que des biens amortissables) après la fin de l'année d'imposition 1971 d'une corporation relativement à des biens appartenant alors à la corporation ou acquis par elle par la suite et dont elle a disposé avant 1972, sont déduites lors du calcul du surplus de capital en main en 1971 lorsque la perte est subie. Le montant de la perte est la fraction de son coût effectif (en faisant abstraction des RAIR) pour la corporation qui est en sus du produit tiré de la disposition. (89(1)1)(xv))
- e) Le sous-alinéa 89(1)l)(v) prévoit qu'une fraction d'un montant payable à une corporation en contrepartie de la vente d'un bien en immobilisations admissible est ajoutée lors du calcul du surplus de capital en 1971 de la corporation à toute époque après l'année d'imposition au cours de laquelle le montant est devenu payable si
 - (i) le bien en immobilisations admissible vendu était détenu par la corporation relativement à une entreprise qu'elle a exploitée pendant toute la période allant du 1^{er} janvier 1972 jusqu'au moment de la disposition du bien; il n'est pas nécessaire que le bien lui-même soit détenu le 1^{er} janvier 1972, mais il doit être détenu relativement à une entreprise exploitée par le contribuable à cette date,
 - (ii) la corporation était une corporation privée à une époque quelconque avant l'année d'imposition au cours de laquelle le produit de la disposition du bien est devenu payable à la corporation, et si (iii) le bien a été vendu avant 1984.
- Le montant à ajouter lors du calcul du surplus de capital en main en 1971 de la corporation est égal à la différence qui existe entre la 1/2 du produit effectif et la 1/2 du produit réputé être reçu en vertu de l'article 21 des Règles de 1971 concernant l'application de la Loi de l'impôt sur le revenu. Par exemple, lorsqu'un montant de \$100 devient payable à une corporation en 1972, seulement 40% de ce montant est réputé être payable en vertu de l'article 21 et, par conséquent, la somme de \$30 est

puting the corporation's 1971 capital surplus on hand as of the commencement of the corporation's taxation year following that in which the amount became payable. If the property sold is a government right (within the meaning assigned by paragraph 21(3)(a) of ITAR) the amount added is the difference between 1/2 of the actual proceeds and 1/2 of the proceeds deemed to be received under section 21 of ITAR plus the amount included in the tax equity of the corporation by virtue of subparagraph (89(1)(h)(ii.1).

(89(1)(1)(v))

(f) 1971 capital surplus on hand is increased by the excess of the sale price of goodwill and similar properties (properties that would have been eligible capital property if they had been disposed of after 1971) owned by the corporation at the end of its 1971 taxation year or acquired by it thereafter and sold prior to 1972, over any amount included in tax equity in respect of the property by virtue of subparagraph 89(1)(h)(ii.1). (89(1)(1)(vi))

(g) The amount of any dividend received from another corporation that was not included in computing income by virtue of subsection 83(1) of the Act, minus such portion thereof that was payable out of the other corporation's tax-paid undistributed surplus on hand, is added, when received, in the computation of the recipient corporation's 1971 capital surplus on hand. Although the amount determined above generally will be the amount that was payable out of the other corporation's 1971 capital surplus on hand, this will not be so where the other corporation had made an excessive election under subsection 83(1). This fact, however, does not preclude the recipient corporation from including in its 1971 capital surplus on hand the full excess of the amount of the dividend received over the amount payable out of the other corporation's tax-paid undistributed surplus on hand.

(89(1)(1)(iv))

(h) 1971 capital surplus on hand is increased by a portion of the proceeds of certain resource properties (referred to in paragraphs 59(2)(c), (d) or (e)) owned by the corporation on December 31, 1971. The increase is the excess of amounts that have become due to the corporation from the sale of resource properties over the relevant percentage (as determined by subsection 59(4)) of the amount receivable by the corporation in respect of that disposition. Essentially, this means that the untaxed portion (in the case of non-Canadian resource properties) and that portion which does not reduce cumulative Canadian development expense (in the case of Canadian resource properties) are added to ajoutée lors du calcul du surplus de capital en main en 1971 de la corporation au début de l'année d'imposition de la corporation qui suit celle au cours de laquelle le montant est devenu pavable. Si le bien vendu est un droit gouvernemental (au sens donné par l'alinéa 21(3)a) des RAIR), le montant ajouté est la différence entre la 1/2 du produit effectif et la 1/2 du produit réputé être reçu en vertu de l'article 21 des RAIR plus le montant inclus dans la masse fiscale de la corporation en vertu du sous-alinéa 89(1)h)(ii.1).

(89(1)1)(v)

f) Le surplus de capital en main en 1971 est augmenté d'un montant égal à l'excédent du prix de vente de l'achalandage et de biens semblables (biens qui auraient été des biens en immobilisations admissibles s'ils avaient été l'objet d'une disposition après 1971), appartenant à la corporation à la fin de son année d'imposition 1971 ou acquis par elle par la suite et vendus avant 1972, sur tout montant inclus dans la masse fiscale à l'égard des biens en vertu du sous-alinéa 89(1)h)(ii.1). (89(1)l)(vi)

g) Le montant de tout dividende provenant d'une autre corporation, qui n'était pas compris dans le calcul du revenu en vertu du paragraphe 83(1) de la Loi, moins la fraction de ce montant qui était payable sur le surplus en main, non réparti et libéré d'impôt de l'autre corporation, est compris, dès lors qu'il est reçu, dans le calcul du surplus de capital en main en 1971 de la corporation qui reçoit le dividende. Bien que le montant déterminé ci-dessus soit généralement le montant qui était payable sur le surplus de capital en main en 1971 de l'autre corporation, ce ne pas le cas lorsque l'autre corporation a exercé un choix qui produit des excédents en vertu du paragraphe 83(1). Toutefois, ce fait n'empêche pas la corporation qui reçoit le dividende d'inclure dans son surplus de capital en main en 1971 tout l'excédent du montant du dividende reçu sur le montant payable sur le surplus en main, non réparti et libéré d'impôt de l'autre corporation.

(89(1)1)(iv)

h) Le surplus de capital en main en 1971 est augmenté d'une fraction du produit de certains avoirs miniers (mentionnés aux alinéas 59(2)c), d) ou e)) appartenant à la corporation le 31 décembre 1971. L'augmentation est égale à la fraction des sommes devenues exigibles par la corporation à l'égard de la vente d'avoirs miniers qui est en sus du pourcentage afférent (déterminé par le paragraphe 59(4)) de la somme à recevoir par la corporation à l'égard de cette disposition. Au fond, ceci signifie que la fraction non imposée (dans le cas des avoirs miniers non canadiens) et la fraction qui ne réduit pas les frais cumulatifs d'aménagement au Canada (dans le cas d'avoirs miniers canadiens) sont ajoutées au surplus de capital en main en 1971 lorsqu'elles deviennent exigibles. Dans le cas

1971 capital surplus on hand when they become due. In the event the resource property was owned by the corporation at the end of its 1971 taxation year, or acquired by it thereafter, and disposed of prior to 1972, the full amount receivable is added to 1971 capital surplus on hand. (89(1)(1)(vii) and (viii))

- (i) 1971 capital surplus on hand is increased by an amount equal to any deductions from income made by virtue of paragraphs 29(1)(b) or 29(2)(b) where a corporation in a farming business had a basic herd at the end of its 1971 taxation year. The addition takes place at the commencement of the corporation's taxation year following that in which the deductions from income were made. This adjustment is necessary because the value of a basic herd is excluded from the initial capital surplus on hand amount as a result of being excluded from the tax equity calculation (a basic herd is not a capital property as defined by paragraph 54(b)). (89(1)(1)(ix))
- (j) 1971 capital surplus on hand is increased by the excess of the proceeds of a life insurance policy on the death of the insured, received by the corporation after the end of its 1971 taxation year and before 1972 over the amount included in tax equity (the cash surrender value at the end of its 1971 taxation year) and the amount of subsequent premiums paid before 1972.

 (89(1)(1)(x))
- (k) Where a dividend is deemed to have been paid on a particular class of shares by virtue of subsections 84(2), (3) or (4) the 1971 capital surplus on hand is increased by the lesser of the amount of the dividend and the amount by which the paid-up capital of the particular shares exceeds the paid-up capital limit of the corporation at the time the dividend is paid.

(89(1)(l)(xi) and 89(1)(d)(vii))

- (1) Where the corporation has purchased any of its shares in the open market after 1971 and section 181 is applicable in respect of the transaction, the 1971 capital surplus on hand is increased by the amount by which the paid-up capital of the shares purchased exceeds the paid-up capital limit of the corporation immediately before the purchase, (89(1)(1)(x)) and 89(1)(d)(x)
- (m) Where a prospector has received shares as described in subsection 35(1) after 1971 and if that person alone, or together with persons with whom he does not deal at arm's length, controlled the corporation immediately after receiving the shares, 1971 capital surplus on hand of the corporation is reduced to the extent of the paid-up capital of the shares so issued.

(89(1)(1)(xvi) and 89(1)(d)(iii))

où l'avoir minier appartenait à la corporation à la fin de son année d'imposition 1971, ou avait été acquis par elle par la suite et avait fait l'objet d'une disposition avant 1972, la totalité de la somme à recevoir est ajoutée au surplus en main en 1971.

7

(89(1)1)(vii) et (viii))

i) Le surplus de capital en main en 1971 est augmenté, lorsqu'une corporation exploitant une entreprise agricole avait un troupeau de base à la fin de son année d'imposition 1971, d'une somme égale à toutes déductions du revenu faites en vertu des alinéas 29(1)b) ou 29(2)b). L'addition a eu début de l'année d'imposition de la corporation suivant celle dans laquelle les déductions du revenu ont été faites. Ce rajustement est nécessaire parce que la valeur du troupeau de base est exclue du montant initial du surplus de capital en main du fait qu'elle est exclue du calcul de masse fiscale (un troupeau de base n'est pas un bien en immobilisations au sens de l'alinéa 54b)). (89(1)1)(ix)

j) Le surplus de capital en main en 1971 est augmenté de la fraction du produit d'une police d'assurance sur la vie lors du décès de l'assuré, reçue par la corporation après la fin de son année d'imposition 1971 et avant 1972, qui est en sus du montant inclus dans la masse fiscale (la valeur de rachat à la fin de son année d'imposition 1971) et du montant des primes subséquentes payées avant 1972.

(89(1)1)(x)

k) Lorsqu'un dividende est réputé avoir été payé relativement à une catégorie précise d'actions en vertu des paragraphes 84(2), (3) ou (4), le surplus de capital en main en 1971 est augmenté d'un montant égal au moins élevé des montants suivants: Le dividende et l'excédent du capital versé des actions données sur le plafond du capital versé de la corporation au moment où le dividende a été payé,

(89(1)1)(xi) et 89(1)d)(vii))

1) Lorsque la corporation a acheté certaines de ses actions sur le marché libre après 1971 et que l'article 181 de la Loi est applicable à la transaction, le surplus de capital en main en 1971 est augmenté de l'excédent du capital versé des actions achetées sur le plafond du capital versé de la corporation immédiatement avant l'achat.

(89(1)1)(xi) et 89(1)d)(x)

m) Lorsqu'un prospecteur a reçu des actions décrites au paragraphe 35(1) après 1971 et seul, ou avec d'autres personnes avec lesquelles il a un lien de dépendance, il contrôlait la corporation immédiatement après avoir reçu les actions, le surplus de capital en main en 1971 de la corporation est réduit jusqu'à concurrence du capital versé des actions ainsi émises.

(89(1)1)(xvi) et 89(1)d)(iii))

- (n) Where a corporation (the acquiring corporation) has issued shares or incurred a debt as consideration for the purchase of shares of the capital stock of a second corporation (the acquired corporation), the corporation's 1971 capital surplus on hand may be reduced with respect to calculations of that surplus made after November 18, 1974. The reduction in 1971 capital surplus on hand will occur only in the following circumstances:
 - (i) at any time before the shares were issued or the debt incurred, any particular person, or group of persons to whom those shares were issued or the the debt was owed;
 - A. controlled the acquired corporation, or B. beneficially owned more than 50% of its paid-up capital, and
 - (ii) at any time before the particular time (that is, the time 1971 capital surplus on hand is being calculated), the particular person, or group of persons referred to in (i);
 - A. controlled the acquiring corporation,
 - B. beneficially owned more than 50% of its paid-up capital, or
 - C, held debt of the acquiring corporation in excess of its paid-up capital at a time when more than 50% of its paid-up capital was owned by;
 - (1) the particular person,
 - (2) the group of persons,
 - (3) persons related to the particular person or any member of that group of particular persons, or
 - (4) any combination of persons referred to in (1), (2) and (3).

The amount of reduction in 1971 capital surplus on hand, where the above circumstances are applicable, is the lesser of the increase in the paid-up capital (pursuant to paragraph 89(1)(c)), by virtue of the issue of the shares, and the amount by which the increase in paid-up capital (by virtue of the issue of the shares and pursuant to paragraph 89(1)(c)) plus the fair market value of non-share consideration exceeds the lesser of the paid-up capital of the shares acquired and the paid-up capital limit of the acquired corporation at the time of the acquisition.

(89(1)(1)(xvi) and 89(1)(d)(iv.1))

- (o) Where the circumstances described in (i) and (ii) of paragraph 5(n) above exist and where the acquisition of shares took place prior to November 19, 1974, the amount of the reduction in 1971 capital surplus on hand is the lesser of:
 - (i) the amount determined under clause 89(1)(c)(ii)(B) by virtue of the issue of the shares (this is the excess of issue price over par or stated value), and

- n) Lorsqu'une corporation (la corporation acquérante) a émis des actions ou contracté une dette en contrepartie de l'achat d'actions du capital-actions d'une seconde corporation (la corporation acquise), le surplus de capital en main en 1971 de la corporation peut être réduit à l'égard des calculs de ce surplus faits après le 18 novembre 1974. La réduction du surplus de capital en main en 1971 n'aura lieu que dans les situations suivantes:
 - (i) à une date quelconque avant l'émission des actions ou avant que la dette soit contractée, toute personne donnée, ou groupe de personnes à qui les actions ont été émises ou qui a contracté la dette
 - A. contrôlait la corporation acquise, ou
 - B. détenait un droit de jouissance sur plus de 50% de son capital versé, ou en était le bénéficial owner et
 - (ii) à une date quelconque avant la date donnée (c'est-à-dire, le moment du calcul du surplus de capital en main), la personne donnée, ou le groupe de personnes visé en (i)
 - A. contrôlait la corporation acquérante,
 - B. détenait un droit de jouissance sur plus de 50% de son capital versé, ou en était le beneficial owner ou
 - C. détenait la dette de la corporation acquérante en sus de son capital versé à une date où plus de 50% de son capital versé était possédé par
 - (1) cette personne donnée,
 - (2) ce groupe de personnes,
 - (3) des personnes liées à cette personne donnée ou à tout membre de ce groupe de personnes, ou
 - (4) toute combinaison de personnes mentionnées en (1), (2) et (3).

Le montant de la réduction du surplus de capital en main en 1971, lorsque les circonstances susmentionnées s'appliquent, égale le moins élevé des montants suivants: l'augmentation du capital versé (conformément à l'alinéa 89(1)c)) par suite de l'émission des actions, et la fraction de l'augmentation du capital versé (par suite de l'émission des actions et conformément à l'alinéa 89(1)c)) et de la juste valeur marchande de la contrepartie non composée d'actions qui est en sus du moins élevé des deux montants suivants: le capital versé des actions acquises et le plafond du capital versé de la corporation acquise, à la date de l'acquisition.

(89(1)l)(xvi) et 89(1)d)(iv,1)

- o) Lorsque les circonstances décrites en (i) et (ii) de l'alinéa 5n) ci-dessus se présentent et lorsque l'acquisition des actions a eu lieu avant le 19 novembre 1974, le montant de la réduction du surplus de capital en main en 1971 est égal au moins élevé des deux montants suivants:
 - (i) le montant déterminé en vertu de la disposition 89(1)c)(ii)(B) par suite de l'émission des actions (ceci représente l'excédent du prix d'émission sur la valeur au pair ou valeur établie) et,

(ii) the amount by which the increase in paid-up capital (by virtue of the issue of the shares and pursuant to paragrpah 89(1)(c)) plus the fair market value of non-share consideration exceeds the lesser ofthe paid-up capital of the shares acquired and the paid-up capital limit of the acquired corporation on November 18, 1974.

(89(1)(1)(xvi), 89(1)(d)(iv.1) and 89(6))

(p) Where the circumstances described in (i) and (ii) of paragraph 5(n) above exist and where the acquiring corporation has incurred a debt as consideration for the purchase of shares of the capital stock of the acquired corporation after November 18, 1974 and that debt is subsequently converted into stock of the acquiring corporation, the following formula expresses the reduction in the 1971 capital surplus pursuant to paragraph 84.1(1)(d)

Reduction in capital surplus is equal to the lesser of:

(i) the portion of the debt converted at the particular time; and

(ii) the excess of the amount of the debt converted at the particular time and the amount converted previously over the debt limit of the corporation in respect of that debt. (84.1(1)(d))

- (q) The amount of the deduction computed under paragraphs 5(o) and (p) above will be altered if the taxpayer has madé an election pursuant to section 84.2 before July 1976. If such an election is made:
 - (i) the provisions of subsection 89(6) will not apply and the amount in part (i) of paragraph 5(0) above will be equal to the paid-up capital of the corporation by virtue of the issue of the shares; and
 - (ii) the reference in paragraph 5(p) above to "after November 18, 1974" will be deleted.

If such an election is made, no direction shall be made under subsection 247(1) in respect of any amount received on a disposition or a reduction in the paid-up capital of the shares or debt acquired after the date of the election.

(89(6) and 84.2)

(r) The amount determined pursuant to paragraphs 5(n) to 5(q) above, inclusive, is reduced by the amount that is deemed to be a dividend paid by virtue of subsection 84(1) on the issue of those shares by the acquiring corporation and the reduction in 1971 capital surplus on hand referred to in paragraph 5(s) below.

(89(1)(1)(xvi) and 89(1)(d)(iv.1))

(s) Where a corporation acquires property between December 31, 1971 and May 6, 1974, or after November 18, 1974 and the rules in section 85 apply to the acquisition, the 1971 capital surplus on

(ii) la fraction de l'augmentation du capital versé (par suite de l'émission des actions et conformément à l'alinéa (89(1)c)) et de la juste valeur marchande de la contrepartie non composée d'actions qui est en sus du moins élevé des deux montants suivants: le capital versé des actions acquises et le plafond du capital versé de la corporation acquise, le 18 novembre 1974.

9

(89(1)l)(xvi), 89(1)d)(iv.1) et 89(6)

p) Lorsque les circonstances décrites en (i) et (ii) au numéro 5n) ci-dessus existent et lorsque la corporation acquérante a contracté une dette en contrepartie de l'achat d'actions du capital-actions de la corporation acquise, après le 18 novembre 1974, et cette dette a été par la suite convertie en actions de la corporation acquérante, la formule suivante décrit la réduction du surplus de capital en 1971 conformément à l'alinéa 84.1(1)d)

La réduction du surplus de capital est égale au moins élevé des deux montants suivants:

- (i) la partie de la dette convertie à la date donnée, et
- (ii) l'excédent du montant de la dette convertie à la date donnée et du montant converti à une date antérieure sur le plafond de la dette de la corporation à l'égard de cette dette. (84.1(1)d))
- q) Le montant de la déduction calculé en vertu des numéros 50) et p) ci-dessus sera modifié si le contribuable a fait un choix conformément à l'article 84.2 avant juillet 1976. Si un choix a été fait:
 - (i) les dispositions du paragraphe 89(6) ne s'appliqueront pas et le montant à la partie (i) du numéro 50) ci-dessus sera égal au capital versé de la corporation par suite de l'émission des actions, et
 - (ii) l'expression "après le 18 novembre 1974" dans le numéro 5p) sera annulée.

Si un choix est fait, il ne doit être donné aucune directive en vertu du paragraphe 247(1) à l'égard de toute somme reçue lors de la disposition ou d'une réduction du capital versé des actions acquises ou de la dette contractée après la date du choix.

(89(6) et 84.2)

r) Le montant déterminé conformément aux numéros 5n) à 5q) inclus, ci-dessus, est réduit du montant considéré comme dividende versé en vertu du paragraphe 84 (1) lors de l'émission de ces actions par la corporation acquérante et de la réduction du surplus de capital en main en 1971 visé au numéro 5s) ci-dessous.

(89(1)l)(xvi) et 89(1)d)(iv.1))

s) Lorsqu'une corporation acquiert un bien entre le 31 décembre 1971 et le 6 mai 1974 ou après le 18 novembre 1974 et que les règles de l'article 85 s'appliquent à l'acquisition, le surplus de capital en main en 1971 est

hand is reduced by the paid-up capital of the shares issued in exchange for the property acquired, less

- (i) the excess of the cost of the property to the corporation (determined under the provisions of Section 85) over the aggregate of the fair market value of any consideration (other than the shares) given in exchange for the property and the amount of any debt incurred by virtue of the corporation's acquisition of the property; and
- (ii) the excess of the paid-up capital of the shares issued in exchange for the property over the amount by which the fair market value of the corporation's net assets increased by virtue of the acquisition of the property (such amount is deemed to be a dividend under subsection 84(1)).

(89(1)(1)(xvii) and 89(1)(d)(iv))

This reduction is applicable only when 1971 capital surplus is being determined after November 18, 1974.

(t) Where there has been an amalgamation after 1971 and one of the predecessor corporations owned any shares of the capital of another of the predecessor corporations, 1971 capital surplus on hand is reduced by an amount by which the paid-up capital of the shares owned by the predecessor corporation immediately prior to the amalgamation exceeds the adjusted cost base of the shares at the same time.

(87(3)(a), 89(1)(d)(iii) and 89(1)(l)(xvi))

- (u) Where there has been an amalgamation, the 1971 capital surplus on hand of the new corporation is increased by the excess of the aggregate 1971 capital surplus on hand minus the aggregate paid-up capital deficiencies of predecessor corporations. (87(2)(r) and 89(1)(1)(iv))
- (v) Where there has been an amalgamation, the 1971 capital surplus on hand of the new corporation is reduced by the excess of the aggregate paid-up capital deficiencies minus the aggregate 1971 capital surpluses on hand of predecessor corporations.

(87(2)(s), 89(1)(d)(iii)and 89(1)(1)(xvi))

(w) Where there has been an amalgamation, the 1971 capital surplus on hand of the new corporation is reduced by the amount by which the paid-up capital of the new corporation exceeds the aggregate paid-up capital of predecessor corporations, excluding from that aggregate the paid-up capital of shares of the capital stock of a predecessor corporation held by another predecessor corporation. (87(2)(s,1), 89(1)(d)(iii) and 89(1)(1)(xvi))

réduit du capital versé des actions émises en échange du bien acquis, moins

- (i) la fraction du prix du bien pour la corporation (déterminée en vertu des dispositions de l'article 85) qui est en sus de la juste valeur marchande de toute contrepartie (autre que les actions) donnée en échange du bien et du montant de toute dette contractée par suite de l'acquisition du bien par la corporation et
- (ii) la fraction du capital versé des actions émises en échange du bien qui est en sus du montant par lequel la juste valeur marchande de l'actif net de la corporation a été augmentée par suite de l'acquisition du bien (ce montant est considéré comme un dividende en vertu du paragraphe 84(1)).

(89(1)l)(xvii) et 89(1)d)(iv))

Cette réduction s'applique seulement lorsque le surplus de capital en 1971 est déterminé après le 18 novembre 1974.

t) Lorsqu'il y a eu fusion après 1971 et que l'une des corporations remplacées était propriétaire d'actions du capital-actions d'une autre des corporations remplacées, le surplus de capital en main en 1971 est réduit de la fraction du capital versé des actions appartenant à la corporation remplacée, immédiatement avant la fusion, qui est en sus du prix de base rajusté de ces actions à la même date.

(87(3)a), 89(1)d)(iii) et 89(1)l)(xvi))

- u) Lorsqu'il y a eu fusion, le surplus de capital en main en 1971 de la nouvelle corporation est augmenté de l'excédent du total du surplus de capital en main en 1971 moins le total des insuffisances du capital versé des corporations remplacées.
- (87(2)r) et 89(1)l)(iv))
- v) Lorsqu'il y a eu fusion, le surplus de capital en main en 1971 de la nouvelle corporation est réduit de l'excédent du total des insuffisances du capital versé moins le total des surplus de capital en main en 1971 des corporations remplacées,

(87(2)s), 89(1)d)(iii) et 89(1)l)(xvi))

w) Lorsqu'il y a eu fusion, le surplus de capital en main en 1971 de la nouvelle corporation est réduit de la fraction du capital versé de la nouvelle corporation qui est en sus du total du capital versé des corporations remplacées, excluant de ce total le capital versé des actions du capital-actions d'une corporation remplacée détenu par une autre corporation remplacée.

(87(2)(s.1), 89(1)d)(iii) et 89(1)l)(xvi))

(x) Dividends paid by a corporation out of its 1971 capital surplus on hand reduce that capital surplus at the time the dividend became payable.

(89(1)(l)(xviii))

6. The calculation of 1971 capital surplus on hand has changed substantially as a result of 1974-75 amendments to the Act. In some instances, the changes result in a retroactive elimination of 1971 capital surplus on hand (as it was calculated prior to May 6, 1974). In this situation, and where the corporation has declared a dividend out of the previously calculated 1971 capital surplus on hand before November 19, 1974, the corporation will not be subject to the penalty tax imposed by Part III of the Act.

Paid-up Capital Deficiency

- 7. In contrast to 1971 capital surplus on hand, where the aggregate of the paid-up capital and the undistributed income on hand (as calculated under the provisions of the pre-1972 Act from 1950 to 1971) exceeds the tax equity at the end of a corporation's 1971 taxation year, the amount of the excess is referred to as a paid-up capital deficiency. The amount of any paid-up capital deficiency is deducted from the corporation's paid-up capital to determine the amount which may be distributed tax-free to shareholders as a return of capital. The excess of a corporation's paid-up capital over the paid-up capital deficiency is referred to as the corporation's paid-up capital limit.
- 8. In computing the paid-up capital deficiency at any time after May 6, 1974, as a general rule the same adjustments are required to be made as are required in the calculation of 1971 capital surplus on hand. Of course, where an amount is added in the computation of 1971 capital surplus, it is deducted in the computation of paid-up capital deficiency and vice versa. There are three exceptions to this general rule. Two of the exceptions involve adjustments to a corporation's paid-up capital deficiency that do not affect the calculation of its 1971 capital surplus on hand. The third exception is concerned with the timing of a particular adjustment.
- 9. The exceptions mentioned above are as follows:

 (a) Business and farming losses sustained by a corporation in taxation years ending before 1972 to the extent that such losses have been deducted under paragraph 111(1)(a) or (c) in computing the taxable income for any year after 1971 reduce the corporation's paid-up capital deficiency at any time after the commencement of the taxation year following that in which the loss was deducted.
 (89(1)(d)(ix))

- x) Les dividendes payés par une corporation sur son surplus de capital en main en 1971 réduisent ce surplus de capital au moment où les dividendes sont devenus payables.

 (89(1)1)(xviii))
- 6. Le calcul du surplus de capital en main en 1971 a beaucoup changé par suite des modifications de 1974-1975 apportées à la Loi. Dans certains cas, les changements entrainent l'élimination rétroactive du surplus de capital en main en 1971 (comme il était calculé avant le 6 mai 1974). Dans ce cas, et lorsque la corporation a déclaré un dividende a partir du surplus de capital en main en 1971 déjà calculé avant le 19 novembre 1974, la corporation ne sera pas soumise à la pénalité fiscale imposée par la Partie III de la Loi.

Insuffisance du capital versé

- 7. Par opposition au surplus de capital en main en 1971, lorsque le total du capital versé et du revenu en main non réparti (calculé en vertu des dispositions de la Loi en vigueur avant 1972 de 1950 à 1971) excède la masse fiscale à la fin de l'année d'imposition 1971 d'une corporation, le montant de l'excédent est appelé l'insuffisance du capital versé. Le montant de toute insuffisance du capital versé est déduit du capital versé de la corporation pour établir le montant qui peut être réparti libre d'impôt aux actionnaires à titre de remboursement de capital. L'excédent du capital versé sur l'insuffisance du capital versé d'une corporation est appelé le plafond du capital versé de la corporation.
- 8. Lors du calcul de l'insuffisance du capital versé en tout temps après le 6 mai 1974, il faut, en règle générale, apporter les mêmes redressements que lors du calcul du surplus de capital en main en 1971. Evidemment, lorsqu'un montant est ajouté lors du calcul du surplus de capital en 1971, il est soustrait lors du calcul de l'insuffisance du capital versé, et inversement. Il y a trois exceptions à cette règle générale. Deux de ces exceptions comprennent des redressements apportés à l'insuffisance du capital versé de la corporation qui n'influent pas sur le calcul du surplus de capital en main en 1971. La troisième exception se rapporte à la date d'un redressement donné.
- 9. Les exceptions mentionnées ci-dessus sont les suivantes:
 a) Les pertes commerciales et agricoles subies par une corporation au cours d'années d'imposition se terminant avant 1972, dans la mesure où ces pertes ont été déduites en vertu de l'alinéa 111(1)a) ou c) lors du calcul du revenu imposable pour toute année après 1971, réduisent l'insuffisance du capital versé de la corporation à toute époque après le début de l'année d'imposition suivant celle au cours de laquelle la perte a été déduite.
 (89(1)d)(ix))

- (b) Where the corporation has reduced its paid-up capital in any manner whatever after its 1971 taxation year, paid-up capital deficiency is reduced by the amount by which the reduction in the paid-up capital exceeds all amounts paid to shareholders on the reduction. (89(1)(d)(viii))
- (c) The reduction in 1971 capital surplus mentioned in paragraph 5(s) above occurs when the 1971 capital surplus on hand of the corporation is being calculated at a time after November 18, 1974; however, the amount obtained as a result of transactions described in paragraph 5(s) above is an addition to paid-up capital deficiency when the amount of paid-up capital deficiency is being determined at any time after May 6, 1974. (89(1)(d)(iv))
- b) Lorsque la corporation a réduit son capital versé d'une façon quelconque après son année d'imposition 1971, l'insuffisance du capital versé est réduite de la fraction du montant de la réduction du capital versé qui excède toutes les sommes versées aux actionnaires lors de cette réduction.

(89(1)d)(viii))

c) La réduction du surplus de capital en 1971 mentionnée au numéro 5s) ci-dessus se présente lorsqu'on calcule le surplus de capital en main en 1971 à une époque quelconque après le 18 novembre, 1974; toutefois le montant déterminé selon les transactions décrites au numéro 5s) ci-dessus est une addition à l'insuffisance de capital versé quand le montant d'insuffisance de capital versé est en train d'être déterminé à un moment quelconque après le 6 mai 1974. (89(1)d)(iv))

D'INTERPRÉTATION

INCOME TAX ACT
Alimony and Maintenance

OBJET:

LOI DE L'IMPÔT SUR LE REVENU
Pensions alimentaires et allocations indemnitaires

SERIAL NO:

SUBJECT

IT-118R

DATE: August 30, 1976

Paragraphs 60(b) and (c) (also sections 56.1 and 60.1; subsection 109(4); and paragraphs

56(1)(b), 56(1)(c) and 212(1)(f))

Nº DE SÉRIE: TT-118R

DATE: le 30 août 1976

RENVOI:

Alinéas 60b) et c) (également les articles 56.1 et 60.1; le paragraphe 109(4); et les alinéas 56(1)b),

56(1)c) et 212(1)f))

Government Publications

This bulletin replaces and cancels Interpretation Bulletin No. IT-118 dated August 21, 1973.

- 1. An amount paid is deductible by the payer in the year paid under paragraph 60(b) and is included in computing income of the payer's spouse or former spouse in that year under paragraph 56(1)(b) if all the following requirements are met:
 - (a) the amount is paid as alimony or other allowance for the maintenance of the spouse (or former spouse), children of the marriage, or both (see paragraphs 6 and 7 below);
 - (b) the spouses (or former spouses) are living apart at the time the payment is made and throughout the remainder of the year pursuant to a divorce, judicial separation, or written separation agreement;
 - (c) the amount is paid pursuant to a decree, order, or judgment of a competent tribunal or pursuant to a written agreement (see paragraph 8 below);
 - (d) the payment is one of a series payable on a periodic basis (see paragraphs 9 to 12 below); and
 - (e) the amount is paid or deemed to be paid to the spouse or former spouse (see paragraphs 13 to 16 below).
- 2. Where an amount paid does not meet all the requirements in paragraph 1 above, it may be deductible by the payer under paragraph 60(c) and included in computing income of the payer's spouse under paragraph 56(1)(c). To qualify under paragraphs 60(c) and 56(1)(c), all the following requirements must be met:
 - (a) the amount is paid as an allowance for the maintenance of the spouse, children of the marriage, or both (see paragraphs 6 and 7 below);
 - (b) the spouses are living apart at the time the payment is made and throughout the remainder of the year;
 - (c) the amount is paid pursuant to an order of a competent tribunal (see paragraph 8 below);
 - (d) the payment is one of a series payable on a periodic basis (see paragraphs 9 to 12 below); and

Ce bulletin annule et remplace le Bulletin d'interprétation nº IT-118 du 21 août 1973.

- 1. Toute somme payée peut être déduite par un contribuable au cours de l'année où elle a été payée en vertu de l'alinéa 60b) et elle est comprise dans le calcul de l'impôt du conjoint ou de l'ex-conjoint du contribuable au cours de cette année en vertu de l'alinéa 56(1)b), s'il est satisfait à toutes les exigences suivantes:
 - a) le montant est payé comme pension alimentaire ou autre allocation pour subvenir aux besoins du conjoint (de l'ex-conjoint), des enfants issus du mariage, ou des deux (voir numéros 6 et 7 ci-après):
 - b) les conjoints ou ex-conjoints doivent vivre séparés au moment où le paiement a été fait et durant le reste de l'année en vertu d'un divorce, d'une séparation judiciaire ou d'un accord écrit de séparation;
 - c) le paiement a été fait en vertu d'un arrêt, d'une ordonnance ou d'un jugement rendu par un tribunal compétent ou en vertu d'un accord écrit (voir numéro 8 ci-après);
 - d) Le paiement fait partie d'une série de paiements payables périodiquement (voir les numéros 9 à 12 ci-après); et
 - e) le montant est payé ou considéré payé au conjoint ou à l'ex-conjoint (voir numéros 13 à 16 ci-après).
- 2. Lorsqu'un montant payé ne rencontre pas toutes les exigences du numéro 1 di-dessus, il peut être déductible par le contribuable en vertu de l'alinéa 60c) et compris dans le calcul de l'impôt du conjoint du contribuable en vertu de l'alinéa 56(1)c). Pour être admis en vertu des alinéas 60c) et 56(1)c), il faut qu'il rencontre toutes les exigences suivantes:
 - a) le montant est payé comme allocation pour l'entretien du conjoint, des enfants issus du mariage, ou des deux (voir les numéros 6 et 7 ci-après);
 - b) les conjoints vivent séparés au moment où le paiement est fait et durant le reste de l'année;
 - c) le montant est payé en vertu d'une ordonnance d'un tribunal compétent (voir numéro 8 ci-après);
 - d) le paiement fait partie d'une série de paiements payables périodiquement (voir les numéros 9 à 12 ci-après);

- (e) the amount is paid or deemed to be paid to the spouse (see paragraphs 13 to 16 below).
- 3. For the purposes of the provisions of the Act discussed in this bulletin, a common-law husband or wife does not qualify as a spouse.
- 4. Comments on personal exemptions that may be claimed under section 109 in a year in which a change in marital status occurs appear in Interpretation Bulletin IT-191 "Residents of Canada: Personal Exemptions". In any year subsequent to a year in which there is a divorce or separation, if a taxpayer is entitled to a deduction under paragraph 60(b) or 60(c) in a taxation year for a payment for maintenance of a spouse or child, he cannot claim a marital deduction for that spouse or a deduction for the child as a dependant in that year.
- 5. Where a taxpayer is required by a court order or an agreement to pay an allowance for maintenance, and also to sell the family residence to his spouse (or former spouse) with payment for the residence to be effected by a reduction in the allowance otherwise payable, the amount to be included in computing income by the recipient and deducted by the payer is the net amount actually paid (allowance otherwise payable less amount withheld in respect of the sale of the residence).

Allowance

- 6. In order to meet the requirements in paragraphs 1(a) and 2(a) above, an amount must be paid as an allowance. For purposes of the provisions of the Act discussed in this bulletin, an allowance is a specified sum of money which has been determined in advance of payment by the court or the parties as being the required recurring payment to be made by the payer in respect of the maintenance of the persons described in paragraph 1(a) or 2(a) above. Once paid, it is at the complete disposition of the recipient who is not required to account for it. A requirement for payment or reimbursement of an actual maintenance expense (e.g., medical, educational, heating, hydro, mortgage payment, etc.), whether or not recurring, does not qualify as a requirement to pay an allowance (but see also paragraph 13(b) below).
- 7. The Department considers that a specified sum of money that is subject to adjustment by the Consumer Price Index or some similar formula or index may qualify as an allowance even though the exact future amounts payable are not specified in the order or agreement.

Payments Pursuant to an Order or Agreement

8. In some cases, payments of periodic maintenance allowances are made prior to the date of a decree, order, or judgment of a competent tribunal or a written agreement, and such document is made to include such

- e) le montant est payé ou réputé payé au conjoint (voir les numéros 13 à 16 ci-après).
- 3. Aux fins des dispositions de la Loi dont il est question dans le présent bulletin, un concubin ou une concubine n'est pas admis comme conjoint.
- 4. Le Bulletin d'interprétation IT-191 (Résidents du Canada: exemptions personnelles) contient des remarques sur les exemptions personnelles qui peuvent être demandées en vertu de l'article 109 pour une année au cours de laquelle il y a eu un changement de statut matrimonial. Pour toute année subséquente à celle d'un divorce ou d'une séparation, si un contribuable a droit à une déduction en vertu de l'alinéa 60b) ou 60c) à l'égard d'un paiement pour subvenir aux besoins d'un conjoint ou d'un enfant, il ne peut pas réclamer une exemption de marié pour le conjoint ni une exemption pour l'enfant en tant que personne à charge pour cette année-là.
- 5. Lorsqu'un contribuable est tenu par une ordonnance de la cour ou un accord de verser une allocation indemnitaire et également de vendre la résidence familiale à son conjoint (ou à son ancien conjoint), le paiement de la résidence étant effectué par une réduction de l'allocation autrement payable, le montant à être inclus par le bénéficiaire dans le calcul du revenu et à être déduit par le contribuable est le montant net versé réellement (allocation autrement payable moins le montant retenu pour la vente de la résidence).

Allocations indemnitaires

- 6. De façon à rencontrer les exigences des numéros la) et 2a) ci-dessus, un montant doit être payé comme allocation. Aux fins des dispositions de la Loi dont il est question dans le présent bulletin, une allocation est une somme précise d'argent qui a été déterminée avant le paiement par la cour ou les parties comme étant le paiement régulier requis qui est effectué par le contribuable pour l'entretien des personnes désignées au numéro 1a) ou 2a) ci-dessus. Une fois payé, il est à l'entière disposition du bénéficiaire qui n'est pas tenu d'en rendre compte. Une exigence visant le paiement ou le remboursement d'une dépense précise d'entretien (par exemple, frais médicaux, instruction, chauffrage, électricité, hypothèque, etc.), qu'il soit régulier ou non, n'est pas reconnue comme exigence de verser une allocation (mais voir également le numéro 13b) ci-après).
- 7. Le Ministère considère qu'une somme précise d'argent qui est soumise à un rajustement selon l'indice des prix à la consommation, ou une formule semblable, peut être admise comme allocation même si les montants exacts qui devront être payés ne sont pas précisés dans l'ordonnance ou l'accord.

Paiements faits en vertu d'une ordonnance ou d'un accord

8. Dans certains cas, des paiements d'allocation indemnitaire périodiques sont faits avant la date d'un arrêt, d'une ordonnance ou d'un jugement rendu par un tribunal compétent ou d'un accord écrit, et un tel document est rédigé de façon à

IT-118R

payments in respect of a prior period. Since such amounts are paid prior to any order or agreement, they are not considered to be paid pursuant to the subsequent document and do not meet the requirement in paragraph 1(c) or 2(c) above. (See also paragraph 10 below.)

Payments on a Periodic Basis

- 9. The phrase "payable on a periodic basis" in paragraphs 1(d) and 2(d) above is interpreted to mean "payments which are made periodically, recurring at fixed times, not at variable periods, not in the exercise of the discretion of one or more individuals, but from some antecedent obligation".
- 10. Where a lump sum payment is made in place of several periodic payments not yet due but imposed under a court order or agreement, such a payment does not qualify under paragraph 60(b) or 60(c) as "periodic". Also, where an amount in respect of a period prior to the order or agreement requiring the payment to be made is paid after the date of such order or agreement, such an amount does not qualify because it was not payable on a periodic basis (see also paragraph 8 above). However, a lump sum paid in a taxation year is regarded a qualifying as a periodic payment where it can be identified as being on account of amounts payable periodically that were due after the date of the order and had fallen into arrears.
- 11. Where, under a court order or an agreement, a specified sum of money is to be paid and settlement may be effected wholly or in part by regular payments on account, the specific wording in the order or agreement dictates whether such payments can properly be considered as "periodic" under paragraph 60(b) or 60(c), or simply as instalments of the sum payable. Generally speaking, such regular payments qualify under these paragraphs when
 - (a) the total sum or that part of it that is to be subject to regular payments is stated to be an allowance for the purpose of the support and maintenance of the spouse and/or children,
 - (b) each regular payment is consistent with that purpose, and
 - (c) they are spread over an extended period.

An annual payment required by a court order or agreement is regarded as payable on a periodic basis if a series of such payments is to be made.

12. An amount paid pursuant to a court order or agreement which requires a taxpayer to pay a periodic allowance for only part of the year may still qualify as "periodic". For example, a monthly allowance for the maintenance of a child of the marriage is not disqualified because it is not required to be paid for two months of the year when the child is residing with the paying taxpayer.

comprendre de tels paiements relatifs à une période antérieure. Comme ces montants sont payés avant toute ordonnance ou accord, ils ne sont pas considérés avoir été payés en vertu du document subséquent et ne rencontrent pas les exigences du numéro 1c) ou 2c) ci-dessus. (Voyez aussi le numéro 10 ci-après.)

3

Paiements périodiques

- 9. L'expression "payable périodiquement", mentionnée aux numéros 1d) et 2d) ci-dessus, veut dire "paiements qui sont faits périodiquement, revenant à des périodes fixes, non à des périodes variables, non à la discrétion d'un ou de plusieurs particuliers, mais en raison de quelque obligation antérieure".
- 10. Lorsque le paiement d'une somme globale est fait au lieu de plusieurs paiements périodiques qui ne sont pas encore dus, mais qui sont imposés en vertu d'une ordonnance de la cour ou d'un accord, un tel paiement n'est pas admis en vertu de l'alinéa 60b) ou 60c) comme étant "périodique". Également, lorsqu'un montant relatif à une période antérieure à l'ordonnance ou l'accord, qui exige que le paiement soit fait, est versé après la date d'une telle ordonnance ou accord, celui-ci n'est pas admis car il n'était pas payable périodiquement (voir également le numéro 8 ci-dessus). Cependant, lorsqu'une somme globale payée au cours d'une année d'imposition peut être reconnue comme l'étant en raison d'un montant payable périodiquement qui était dû après la date de l'ordonnance et constituait un arriéré, il est considéré comme étant un paiement périodique.
- 11. Lorsque, en vertu d'une ordonnance de la cour ou d'un accord, une somme précise d'argent doit être versée et qu'un règlement peut être effectué, en tout ou en partie par des versements réguliers, le libellé précis de l'ordonnance ou de l'accord détermine si oui ou non de tels paiements peuvent être dûment considérés comme étant "périodiques", en vertu de l'alinéa 60b) ou 60c) ou simplement comme acomptes provisionnels sur la somme à payer. En général, de tels paiements réguliers sont admis en vertu de ces alinéas si
 - a) il est dit que la somme totale, ou la partie de cette dernière qui est assujettie à des versements réguliers, est une allocation pour le soutien ou l'entretien du conjoint et(ou) des enfants;
 - b) chaque versement régulier est effectué à cette fin; et
 - c) les versements sont échelonnés sur une période prolongée.

Un paiement annuel exigé par une ordonnance de la cour ou un accord est considéré comme payable périodiquement si une série de ces paiements doit être effectuée.

12. Un montant versé en vertu d'une ordonnance de la cour ou d'un accord qui exige le paiement par le contribuable d'une allocation périodique seulement pour une partie de l'année peut être quandmême périodique. Par exemple, une allocation mensuelle pour l'entretien d'un enfant du mariage est admise même si elle n'est pas payable pendant deux mois de l'anné lorsque l'enfant demeure avec ce contribuable.

Payments to Third Parties

- 13. For purposes of the requirements set out in paragraphs 1(e) and 2(e) above, the Department considers that an amount is paid to the spouse or former spouse if:
 - (a) the amount is actually paid to such spouse;
 - (b) the amount is paid to a third party and deducted from the amount payable to the spouse with the express or implied concurrence of such spouse (in these circumstances the payment to the third party is regarded as constructively received by the spouse or former spouse. See also the comments in paragraph 15 below); or
 - (c) the amount is paid to the court or an agency of the court pursuant to a court order.
- 14. Sections 60.1 and 56.1 deem a taxpayer to have paid to his spouse or former spouse (and such spouse is deemed to have received) all or part of the amount of a periodic maintenance allowance where it is, in fact, paid to a third party (including any child of the marriage) for the benefit of such spouse or the children of the marriage in the custody of such spouse, if it was so payable and so paid (after May 6, 1974) pursuant to an obligation created after May 6, 1974, in a new or varied decree, order, judgment, or written agreement. For example, an order or agreement made after May 6, 1974, may provide that an allowance for maintenance of children of the marriage will be paid directly to their grandparents where the children are in the custody of the separated spouse but are being looked after by the grandparents. In such a situation, the payments made to the grandparents pursuant to the order or agreement are deemed to be paid to, and received by, the separated spouse.
- 15. It should be noted that sections 60.1 and 56.1 affect only the requirements set out in paragraphs 1(e) and 2(e) above. For amounts to qualify under paragraph 60(b), 60(c), 56(1)(b), or 56(1)(c), the other requirements in paragraphs 1(a) to (d) or 2(a) to (d) above, as applicable, must also be met. For example, in order to qualify under these provisions of the Act, an amount must be paid as an allowance (see paragraph 6 above). This means that payments made to creditors of the spouse in respect of specific living expenses (e.g., medical, rent, or mortgage) in compliance with the court order or separation agreement and in addition to any maintenance allowance payments thereunder do not qualify. The difference between this type of payment and the type of payment described in paragraph 13(b) above is illustrated by the following example:
- Agreement A requires a husband to pay \$300 a month to his separated wife as an allowance for the maintenance of the wife and children and also to pay \$200 a month directly to a private school attended by the children in respect of their fees,
- Agreement B requires a husband to pay \$500 a month to his separated wife as a maintenance allowance. This agreement provides that, initially, payment of this

Paiement à des tiers

- 13. Aux fins des exigences indiquées aux numéros 1e) et 2e) ci-dessus, le Ministère considère qu'un montant est payé au conjoint ou à l'ex-conjoint si:
 - a) le montant est de fait payé à ce conjoint;
 - b) le montant est payé à une tierce personne et déduit du montant payable au conjoint, avec son consentement formel ou tacite (dans de telles circonstances, le paiement à la tierce personne est considéré comme reçu implicitement par le conjoint ou l'ex-conjoint. Voir également les commentaires au numéro 15 ci-après); ou
 - c) le montant est payé à la cour ou à un organisme de la cour conformément à une ordonnance de la cour.
- 14. Selon les articles 60.1 et 56.1, un contribuable est considéré avoir payé à son conjoint ou ex-conjoint (et ce conjoint est considéré avoir recu) la totalité ou une partie du montant d'une allocation périodique d'entretien lorsque celle-ci est, dans les faits, payée à une tierce personne (comprenant tout enfant issu du mariage) au profit de ce conjoint ou des enfants issus du mariage sous la garde de ce conjoint, si ce montant était ainsi payable et a été ainsi payé (après le 6 mai 1974) en vertu d'une obligation créée après le 6 mai 1974, dans un arrêt, une ordonnance, un jugement ou un accord écrit nouveau ou modifié. Par exemple, un arrêt ou accord fait après le 6 mai 1974 peut prévoir qu'une allocation pour l'entretien des enfants issus du mariage sera payée directement à leurs grands-parents lorsque les enfants sont sous la garde du conjoint séparé mais que ce sont les grands-parents qui s'en occupent. Dans une telle situation, les paiements faits aux grands-parents conformément à l'arrêt ou l'accord sont considérés être payés au conjoint séparé et reçus par lui.
- 15. Il faut remarquer que les articles 60.1 et 56.1 n'affectent que les exigences indiquées aux paragraphes 1e) et 2e) ci-dessus. Afin que des montants soient admis en vertu des paragraphes 60b), 60c), 56(1)b) ou 56(1)c), il faut également qu'il soit satisfait, s'il y a lieu, aux autres exigences indiquées aux numéros 1a) à d) ou 2a) à d) ci-dessus. Par exemple afin d'être admis en vertu de ces dispositions de la Loi, un montant doit être payé comme allocation (voir numéro 6 ci-dessus). Cela signifie que les paiements faits à des créanciers du conjoint pour des frais de subsistance précis (par exemple, frais médicaux, loyer ou hypothèque) conformément à l'ordonnance de la cour ou à l'accord de séparation, et en plus de toutes les allocations indemnitaires d'entretien qui sont mentionnées, ne sont pas admis. La différence qui existe entre ce genre de paiement et le genre de paiement désigné au numéro 13b) ci-dessus peut être illustré comme suit:
- L'accord A exige qu'un mari verse \$300 par mois à son épouse comme allocation pour l'entretien de l'épouse et des enfants et également qu'il paie \$200 par mois directement à une école privée fréquentée par les enfants, comme frais de scolarité.
- L'accord B exige que le mari paie \$500 par mois à son ex-épouse comme allocation d'entretien. Cet accord prévoit qu'au début le paiement de ce montant consistera en \$300

IT-118R

amount will consist of \$300 paid directly to the wife and \$200 paid directly to a private school attended by the children in respect of their fees, but that the wife may, at any time, change this arrangement and require that the \$500 be paid directly to her to do with as she wishes.

Under Agreement A, the monthly amount of \$200 paid directly to the school does not qualify as an allowance (see paragraph 6 above). This is a payment of specific expenses. Under Agreement B, however, the \$200 paid directly to the school is considered to be constructively received by the wife (see paragraph 13(b) above) and the entire \$500 is considered to be an allowance since it is at the complete disposition of the wife who is not required to account for it (see paragraph 6 above).

16. Where payments continue to be made after the death of the payee or deemed payee (i.e., the spouse or former spouse), they are not deductible by the payer whether they are made to the estate, the children, or anyone else. However, if the payer is not entitled to a deduction under paragraph 60(b) or (c) in the year, he may be entitled to a deduction for a child as a dependant in that year pursuant to the provisions of section 109. Also, if custody of the child reverts to him on the death of the spouse or former spouse, the payer may be entitled to a deduction for child care expenses in accordance with the provisions of section 63.

Non-Resident Recipients

17. Maintenance allowance payments to a non-resident spouse or former spouse are subject to non-resident withholding tax in accordance with paragraph 212(1)(f) of the Act. That paragraph is considered to apply only to those payments which, if the recipient were a resident, would be required to be included in his income under paragraph 56(1)(b) or 56(1)(c) of the Act, subject to any overriding effect of a tax agreement or convention with the country of residence of the recipient.

18. Where a resident taxpayer is required, by a decree, order, judgment, or agreement, to remit the full amount of the maintenance allowance to a non-resident payee and to be himself responsible for payment of the non-resident withholding tax, the tax is computed as 15/85ths or 25/75ths, as the case may be, of the amount remitted. The resulting tax paid by the taxpayer in these circumstances is deductible in the computation of his income, provided the amount in respect of which the tax is so paid otherwise qualifies under paragraph 60(b) or 60(c).

payés directement à l'épouse et \$200 payés directement à une école privée fréquentée par les enfants pour les frais de scolarité, mais que l'épouse peut, n'importe quand, changer cet accord et exiger que les \$500 lui soient payés directement, afin qu'elle en dispose comme elle veut.

5

En vertu de l'accord A, le montant mensuel de \$200 payés directement à l'école n'est pas admis comme allocation (voir numéro 6 ci-dessus). Ce montant est considéré comme un paiement de dépenses précises. Toutefois, en vertu de l'accord B, les \$200 payés directement à l'école sont considérés comme étant reçus implicitement par l'épouse (voir numéro 13b) ci-dessus) et les \$500 sont considérés être une allocation car ils sont à l'entière disposition de l'épouse qui n'est pas obligée d'en rendre compte (voir numéro 6 ci-dessus).

16. Lorsqu'on continue à verser des paiements après de décès du bénéficiaire ou du bénéficiaire réputé (c'est-à-dire, le conjoint ou l'ex-conjoint), lesdits paiements ne sont pas déductibles par le contribuable, qu'ils aient été faits à la succession, aux enfants ou à toute autre personne. Toutefois, si le contribuable n'a pas droit à une déduction en vertu de l'alinéa 60b) ou 60c), dans cette année, il peut avoir droit à une déduction pour l'enfant à titre de personne à charge pour cette année-là en vertu des dispositions de l'article 109. De même si la garde de l'enfant lui revient après le décès du conjoint ou de l'ex-conjoint, le contribuable peut avoir droit à une déduction pour des frais de garde de l'enfant conformément aux dispositions de l'article 63.

Bénéficiaires non résidants

17. Conformément à l'alinéa 212(1)f) de la Loi, l'allocation indemnitaire d'un conjoint ou d'un ancien conjoint non résidant est assujettie à la retenue d'impôt de non résidents. Cet alinéa est censé ne s'appliquer qu'aux versements qui, advenant que le bénéficiaire soit une personne résidante, devraient être compris dans son revenu en vertu de l'alinéa 56(1)b) ou 56(1)c) de la Loi, sous réserve de tout effect dérogatoire d'un accord ou convention fiscale avec le pays de résidence du bénéficiare.

18. Si en vertu d'un arrêt, d'une ordonnance, d'un jugement ou d'un accord, un résident est tenu de verser le plein montant de la pension alimentaire à un bénéficiaire non résidant et d'être lui-même responsable du paiement de la retenue fiscale d'un non résident, l'impôt est calculé à raison des 15/85° ou des 25/75°, selon le cas, du montant versé. L'impôt résultant de ce calcul versé par le contribuable dans les dites circonstances est déductible dans le calcul de son revenu à condition que le montant à l'égard duquel l'impôt est ainsi versé soit admis en vertu de l'article 60b) ou 60c).



INTERPRETATION

REVENU CANADA, IMPOT

BULLETIN

D'INTERPRÉTATION

SUBJECT

INCOME TAX ACT Alimony and Maintenance

OBJET:

LOI DE L'IMPÔT SUR LE REVENU Pensions alimentaires et allocations indemnitaires

NO. IT-118R2

DATE: March 22, 1985

REFERENCE:

Paragraphs 60(b), (c) and (c.1) (also sections 56.1 and 60.1, subsection 109(4), and paragraphs 56(1)(b), 56(1)(c), 56(1)(c.1), and 212(1)(f)).

C.F. 1

- 51

This bulletin replaces and cancels Interpretation Bulletin IT-118R dated August 30, 1976. Current revisions are designated by vertical lines.

- 1. An amount paid is deductible by the payer in the year paid under paragraph 60(b) and is included in computing income of the payer's spouse or former spouse in that year under paragraph 56(1)(b) if all the following requirements are met:
 - (a) the amount is paid as alimony or other allowance for the maintenance of the spouse (or former spouse), children of the marriage, or both (see 6 and 7 below);
 - (b) the spouses (or former spouses) are living apart at the time the payment is made and throughout the remainder of the year pursuant to a divorce, judicial separation, or written separation agreement;
 - (c) the amount is paid pursuant to a decree, order, or judgment of a competent tribunal or pursuant to a written agreement (see 8 below);
 - (d) the payment is one of a series payable on a periodic basis (see 9 to 12 below); and
 - (e) the amount is paid or deemed to be paid to the spouse or former spouse (see 16 to 19 below).
- 2. Where an amount paid does not meet all the requirements in 1 above, it may be deductible by the payer under paragraph 60(c) and included in computing income of the payer's spouse under paragraph 56(1)(c). To qualify under paragraphs 60(c) and 56(1)(c), all the following requirements must be met:
 - (a) the amount is paid as an allowance for the maintenance of the spouse, children of the spouse, or both (see 6 and 7 below);
 - (b) the spouses are living apart at the time the payment is made and throughout the remainder of the year;
 - (c) the amount is paid pursuant to an order of a competent tribunal (see 8 below);
 - (d) the payment is one of a series payable on a periodic basis (see 9 to 12 below); and
 - (e) the amount is paid or deemed to be paid to the spouse (see 16 to 19 below).

N° IT-118R2

DATE: le 22 mars 1985

Publications

RENVOL Alinéas 60b), c) et c.1) (également les articles 56.1 et 60.1, le paragraphe 109(4), et les alinéas 56(1)b), 156(1)c), 56(1)c.1) et 212(1)f))

60.1,

Le présent bulletin annule et remplace le Bulletin d'interprétation IT-118R du 30 août 1976. Les modifications sont indiquées par des traits verticaux.

- 1. Toute somme payée peut être déduite par le contribuable au cours de l'année où elle a été payée, en vertu de l'alinéa 60b), et elle est comprise dans le calcul du revenu du conjoint ou de l'ex-conjoint du contribuable au cours de cette année en vertu de l'alinéa 56(1)b), s'il satisfait à toutes les exigences suivantes:
 - a) le montant doit être payé comme pension alimentaire ou autre allocation pour subvenir aux besoins du conjoint (ou de l'ex-conjoint), des enfants issus du mariage, ou des deux (voir les numéros 6 et 7 ci-après);
 - b) les conjoints ou ex-conjoints doivent vivre séparés au moment où le paiement a été fait et durant le reste de l'année en vertu d'un divorce, d'une séparation judiciaire ou d'un accord écrit de séparation;
 - c) le paiement doit être fait en vertu d'un arrêt, d'une ordonnance ou d'un jugement rendu par un tribunal compétent ou en vertu d'un accord écrit (voir le numéro 8 ci-après);
 - d) le paiement doit faire partie d'une série de paiements à payer périodiquement (voir les numéros 9 à 12 ci-après); et
 - e) le montant doit être payé ou réputé payé au conjoint ou à l'ex-conjoint (voir les numéros 16 à 19 ci-après).
- 2. Lorsqu'un montant payé ne satisfait pas à toutes les exigences du numéro 1 ci-dessus, il peut être déductible par le contribuable en vertu de l'alinéa 60c) et compris dans le calcul du revenu du conjoint du contribuable en vertu de l'alinéa 56(1)c). Pour être admis en vertu des alinéas 60c) et 56(1)c), il faut qu'il satisfasse à toutes les exigences suivantes:
 - a) le montant doit être payé comme allocation pour l'entretien du conjoint, des enfants du conjoint, ou des deux (voir les numéros 6 et 7 ci-après);
 - b) les conjoints doivent vivre séparés au moment où le paiement est fait et durant le reste de l'année;
 - c) le montant doit être payé en vertu d'une ordonnance d'un tribunal compétent (voir le numéro 8 ci-après);
 - d) le paiement doit faire partie d'une série de paiements à payer périodiquement (voir les numéros 9 à 12 ci-après); et
 - e) le montant doit être payé ou réputé payé au conjoint (voir les numéros 16 à 19 ci-après).



2 IT-118R2

- 3. For the purposes of the provisions of the Act discussed in this bulletin, a party to a common-law relationship does not qualify as a spouse or former spouse. Applicable to payments under an order made after December 11, 1979, an amount paid by a party to a common-law relationship is deductible by the payer under paragraph 60(c.1) and is included in computing income of the recipient under paragraph 56(1)(c.1). The same treatment will also apply with respect to orders made before December 12, 1979, provided the parties have so agreed in writing, and will apply for the taxation year in which the agreement is made and subsequent years. To qualify under paragraphs 60(c.1) and 56(1)(c.1), all the following requirements must be met:
 - (a) the amount is paid as an allowance for the maintenance of the recipient, children of the recipient, or both (see 6 and 7 below);
 - (b) the recipient and the payer are living apart at the time the payment is made and throughout the remainder of the year;
 - (c) the amount is paid pursuant to an order made in accordance with the laws of a province by a competent tribunal:
 - (d) the payment is one of a series payable on a periodic basis (see 9 to 12 below); and
 - (e) the amount is paid or deemed to be paid to the recipient who is an individual within a prescribed class of persons under provincial laws which recognize a support obligation with respect to the parties to a common-law relationship on a breakdown of their relationship (see also 16 to 19 below).

At the time of publication, the only prescribed class of persons consists of persons described in subclause 14(b)(i) of the Family Law Reform Act of Ontario who were parties to proceedings giving rise to an order under Ontario law.

4. Comments on personal exemptions that may be claimed under section 109 in a year in which a change in marital status occurs appear in IT-191R, "Residents of Canada: Personal Exemptions". In any year subsequent to a year in which there is a divorce or separation, if a taxpayer is entitled to a deduction under paragraph 60(b) or (c) in a taxation year for a payment for alimony or maintenance of a spouse or child, the taxpayer cannot claim a marital deduction for that spouse or a deduction for the child as a dependant in that year. Similarly, effective for the 1984 and subsequent taxation years, a taxpayer entitled to a deduction under paragraph 60(c.1) for child support payments in a year will not be entitled to claim, as a dependant in that year, any child supported by such payments.

- 3. Aux fins des dispositions de la Loi dont il est question dans ce bulletin, un membre d'une union de fait n'est pas admis comme conjoint ou ex-conjoint. Si les paiements sont faits en vertu d'une ordonnance rendue après le 11 décembre 1979, le montant versé par un membre d'une union de fait peut être déduit par le payeur en vertu de l'alinéa 60c.1) et est compris dans le revenu du bénéficiaire en vertu de l'alinéa 56(1)c.1). Si l'ordonnance a été rendue avant le 12 décembre 1979, le même traitement s'appliquera, pourvu que les parties en conviennent par écrit et il s'appliquera pour l'année d'imposition où l'entente aura été conclue et pour les années ultérieures. Pour satisfaire aux dispositions des alinéas 60c.1) et 56(1)c.1), toutes les conditions suivantes doivent être remplies:
 - a) le montant doit être payé comme allocation pour l'entretien du bénéficiaire, des enfants du bénéficiaire, ou des deux (voir les numéros 6 et 7 ci-après);
 - b) le bénéficiaire et le payeur doivent vivre séparés au moment où le paiement est fait et durant le reste de l'année;
 - c) le montant doit être payé en vertu d'une ordonnance rendue par un tribunal compétent conformément aux lois d'une province;
 - d) le paiement doit faire partie d'une série de paiements à payer périodiquement (voir les numéros 9 à 12 ci-après); et
 - e) le montant doit être payé ou réputé payé au bénéficiaire qui est un particulier appartenant à une catégorie prescrite de personnes prévue dans la loi de cette province qui reconnaît aux membres d'une union de fait une obligation en matière de soutien lors de la rupture de cette union (voir également les numéros 16 à 19 ci-après).

À la date de publication, la seule catégorie prescrite de personnes est composée des personnes visées au sous-alinéa 14b)(i) de la Loi portant réforme du droit de la famille de l'Ontario et qui étaient les parties d'une procédure à l'issue de laquelle une ordonnance est rendue en conformité avec la législation de la province de l'Ontario.

4. Le Bulletin d'interprétation IT-191R, «Résidents du Canada: exemptions personnelles» renferme des remarques sur les exemptions personnelles qui peuvent être demandées en vertu de l'article 109 pour une année où il y a un changement d'état civil. Pour toute année subséquente à celle d'un divorce ou d'une séparation, si un contribuable a droit à une déduction en vertu de l'alinéa 60b) ou 60c) dans une année d'imposition pour un paiement de pension alimentaire ou d'allocation indemnitaire visant à subvenir aux besoins d'un conjoint ou d'un enfant, il ne peut pas demander une exemption de marié pour le conjoint ni une exemption pour l'enfant en tant que personne à charge pour cette année-là. De façon similaire, pour les années d'imposition 1984 et suivantes, un contribuable autorisé à déduire, en vertu de l'alinéa 60c.1), des paiements pour le soutien d'un enfant pour une année n'a pas le droit de déclarer à sa charge un enfant visé par de tels paiements pour cette année-là.

IT-118R2 3

5. Where a taxpayer is required by a court order or an agreement to pay an allowance for alimony or maintenance, and also to sell the family residence to the taxpayer's spouse (or former spouse or former party to a common-law union) with payment for the residence to be effected by a reduction in the allowance otherwise payable, the amount to be included in computing income by the recipient and deducted by the payer is the net amount actually paid (allowance otherwise payable less amount withheld in respect of the sale of the residence).

Allowance

- 6. In order to meet the requirements in 1(a), 2(a) and 3(a) above, an amount must be paid as an allowance. For purposes of the provisions of the Act discussed in this bulletin, an allowance is a specified sum of money which has been established in advance of payment by the court or the parties as being the required recurring payment to be made by the payer in respect of the maintenance of the persons described in 1(a), 2(a) or 3(a) above. Once paid, it is at the complete disposition of the recipient. A requirement for payment or reimbursement of an actual maintenance expense (e.g., medical, educational, heating, hydro, mortgage payment, etc.), whether or not recurring, does not qualify as a requirement to pay an allowance. However, refer to the discussion on third party payments in 16(b) below for constructive receipt, and in 20 below for payments that are deemed to be allowances.
- 7. The Department considers that a specified sum of money that is subject to adjustment in accordance with changes in the Consumer Price Index or some similar formula or index may qualify as an allowance even though the exact future amounts payable are not specified in the order or agreement. However, an amount that is payable by reference to a proportion of the payer's income, variations in mortgage payments or similar formula does not qualify as an allowance, since it is not a limited predetermined sum.

Payments Pursuant to an Order or Agreement

8. Although periodic payments made prior to the date of a decree, order, judgment or written separation agreement cannot be considered to be paid "pursuant to" it, they may nevertheless qualify for purposes of 1(b) and (c) or 3(c) above if made after 1983. Subsections 60.1(3) and 56.1(3) provide that such payments made in the year of the order or agreement or in the immediately preceding year that otherwise qualify are deemed to be paid and received pursuant to the order or agreement where the document provides that they are to be so considered.

5. Lorsqu'un contribuable doit, en vertu d'une ordonnance d'un tribunal ou d'un accord, verser une pension alimentaire ou une allocation indemnitaire et également vendre la résidence familiale à son conjoint (ou à son ex-conjoint ou à son ex-conjoint de fait, le paiement de la résidence se faisant par voie d'une réduction de l'allocation par ailleurs payable, le montant à inclure par le bénéficiaire dans le calcul de son revenu et à déduire par le payeur est le montant net réellement versé (allocation par ailleurs payable, moins le montant retenu pour la vente de la résidence).

Allocation

- De façon à satisfaire aux exigences des numéros 1a), 2a) et 3a) ci-dessus, un montant doit être payé comme allocation. Aux fins des dispositions de la Loi dont il est question dans ce bulletin, une allocation est une somme précise d'argent qui a été déterminée par le tribunal ou les parties, avant le paiement, et qui sera le paiement régulier à faire par le contribuable pour subvenir aux besoins des personnes désignées en 1a), 2a) ou 3a) ci-dessus. Une fois payée, l'allocation est à l'entière disposition du bénéficiaire. L'exigence de payer ou de rembourser une dépense précise d'entretien (par exemple des frais médicaux, des études, le chauffage, l'électricité, un paiement hypothécaire, etc.), que le paiement soit régulier ou non, n'est pas reconnue comme une exigence de verser une allocation. Se reporter toutefois au numéro 16b) sur les paiements à des tiers qui sont considérés comme recus implicitement, ainsi qu'au numéro 20 sur les paiements qui sont réputés être des allocations.
- 7. Le Ministère considère qu'une somme précise d'argent qui est soumise à un rajustement, selon les fluctuations de l'indice des prix à la consommation ou d'une formule semblable, peut être admise comme allocation même si les montants exacts qui devront être payés ne sont pas précisés dans l'ordonnance ou l'accord. Toutefois, un montant à payer qui est déterminé par rapport au revenu du payeur, aux variations des paiements hypothécaires ou à une formule similaire ne peut être admis comme allocation, puisqu'il ne constitue pas une somme limitée déterminée au préalable.

Paiements en vertu d'une ordonnance ou d'un accord

8. Bien que les paiements périodiques faits avant un décret, une ordonnance, un jugement ou un accord écrit de séparation ne peuvent pas être considérés comme faits «en vertu» d'un tel décret, d'une telle ordonnance, d'un tel jugement ou d'un tel accord écrit de séparation, selon le cas, ils peuvent être reconnus comme satisfaisant aux exigences de déductibilité mentionnées plus haut en 1b) et c) ou 3c), s'ils sont faits après 1983. Les paragraphes 60.1(3) et 56.1(3) portent que les paiements périodiques faits au cours de l'année d'une ordonnance ou d'un déductibles par ailleurs sont réputés payés et reçus en vertu d'une telle ordonnance ou d'un tel accord écrit de séparation, s'il est prévu qu'ils doivent être considérés ainsi dans l'ordonnance ou dans l'accord en question.

4 IT-118R2

Payments on a Periodic Basis

- 9. The phrase "payable on a periodic basis" in 1(d), 2(d) and 3(d) above is interpreted to mean "payments which are made periodically, recurring at fixed times, not at variable periods, not in the exercise of the discretion of one or more individuals, but from some antecedent obligation" (see also 20 below).
- 10. Where a lump-sum payment is made in place of several periodic payments not yet due but imposed under a court order or agreement, such a payment does not qualify as "periodic". Also, where an amount in respect of a period prior to the order or agreement requiring the payment to be made is paid after the date of such order or agreement, such an amount does not qualify because it was not payable on a periodic basis (see also 8 above). A lump-sum paid in a taxation year is regarded as qualifying as a periodic payment only where it can be identified as being the payment of amounts payable periodically that were due after the date of the order and had fallen into arrears. For greater certainty, a commuted lump-sum payment to obtain a release from a liability imposed by an order or agreement whether such liability be in respect of arrears of maintenance payments, future payments, or both, does not qualify because it was not made in accordance with the agreement.
- 11. An annual payment required by a court order or agreement is regarded as payable on a periodic basis if a series of such payments is to be made.
- 12. An amount paid pursuant to a court order or agreement which requires a taxpayer to pay a periodic allowance for only part of the year may still qualify as "periodic". For example, a monthly allowance for the maintenance of a child of the marriage is not disqualified because it is not required to be paid for two months of the year when the child is residing with the paying taxpayer.

Alimony Payable for a Limited Period

13. It is not necessary for periodic payments of alimony or maintenance to continue throughout the remainder of the life of the recipient in order to be deductible under paragraph 60(b), (c) or (c.1). Provided all the requirements in 1, 2 or 3 above, as applicable, are met, periodic payments for a limited period (such as until remarriage or until the recipient is qualified to enter the work-force) qualify for deduction under these paragraphs.

Paiements périodiques

- 9. L'expression «à payer périodiquement» aux numéros 1d), 2d) et 3d) ci-dessus veut dire «paiements qui sont faits périodiquement, revenant à des périodes fixes et non à des périodes variables, et qui sont faits non à la discrétion d'un ou de plusieurs particuliers, mais en raison d'une quelconque pas obligation antérieure». (Voir également le numéro 20 ci-dessous).
- 10. Lorsque le paiement d'une somme globale est fait au lieu de plusieurs paiements périodiques qui ne sont pas encore dus, mais qui sont imposés en vertu d'une ordonnance d'un tribunal ou d'un accord, un tel paiement n'est pas admis comme «périodique». Également, lorsqu'un montant relatif à une période antérieure à l'ordonnance ou à l'accord qui exige que le paiement soit fait est versé après la date d'une telle ordonnance ou d'un tel accord, ce montant n'est pas admis car il n'était pas à payer périodiquement (voir également le numéro 8 ci-dessus). Une somme globale payée au cours d'une année d'imposition n'est considérée comme un paiement périodique que si elle peut être reconnue comme un paiement de montants à payer périodiquement qui étaient dus après la date de l'ordonnance et qui constituaient un arriéré; toutefois il faut préciser qu'un versement global échangé contre l'obligation imposée par une ordonnance ou un accord, que cette obligation se rapporte à un arriéré de paiements de soutien, à des paiements futurs, ou aux deux, n'est pas admis puisqu'il n'a pas été effectué en vertu de l'ac-
- 11. Un paiement annuel exigé par une ordonnance du tribunal ou un accord est considéré comme payable périodiquement si une série de ces paiements doit être effectuée.
- 12. Un montant versé en vertu d'une ordonnance du tribunal ou d'un accord qui exige que le contribuable paie une allocation périodique seulement pour une partie de l'année peut quand même être considéré comme «périodique». Par exemple, une allocation mensuelle pour subvenir aux besoins d'un enfant issu du mariage est admise, même si elle n'a pas à être payée pendant les deux mois de l'année où l'enfant demeure avec ce contribuable.

Pension alimentaire payable durant une période limitée

13. Il n'est pas nécessaire que les paiements périodiques de pension alimentaire ou d'allocation indemnitaire se poursuivent durant le reste de la vie du bénéficiaire pour qu'ils soient déductibles en vertu de l'alinéa 60b), c) ou c.1). Pourvu que soient satisfaites toutes les exigences précisées aux numéros 1, 2 ou 3 ci-dessus, selon celles qui s'appliquent, les paiements périodiques faits pendant une période limitée (par exemple jusqu'au remariage du bénéficiaire ou jusqu'à ce que celui-ci puisse joindre les rangs de la population active) peuvent être déduits en vertu de ces alinéas.

IT-118R2 5

Specified Sum Payable on a Periodic Basis

14. Where, under a court order or an agreement, a specified sum of money is to be paid and payment is required to be made in whole or in part by regular instalments, such regular instalments normally do not qualify under paragraphs 60(b), (c) or (c.1) and are not income of the recipient.

Where Payments Excessive

15. Alimony or maintenance is generally a sum not in excess of an amount sufficient to maintain the recipient and/or children in the style to which they were accustomed prior to the breakdown of the marriage or commonlaw union. Where the periodic payments are considerably in excess of maintenance requirements, there is a presumption that the whole amount is a payment of capital, regardless of the wording used in the agreement, if the payments are to be made over a short period only.

Payments to Third Parties

- 16. For purposes of the requirements set out in 1(e), 2(e) and 3(e) above, the Department considers that an amount is paid to the spouse, the former spouse or the party to a common-law relationship, respectively, if
 - (a) the amount is actually paid to such person;
 - (b) the amount is paid to a third party and deducted from the amount payable to such person with the express or implied concurrence of such person (in these circumstances the payment to the third party is regarded as constructively received by the spouse, the former spouse or the party to a common-law relationship, but see also the comments in 18 below); or
 - (c) the amount is paid to the court or an agency of the court for the benefit of such person pursuant to a court order.
- 17. Under subsections 60.1(1) and 56.1(1), a taxpayer is deemed to have paid, and the spouse or former spouse of the taxpayer is deemed to have received, all or part of a specific periodic maintenance allowance even though it is paid to a third party (including any child of the marriage) if
 - (a) the amount was paid after May 6, 1974 and pursuant to a decree, order or judgment of a competent tribunal made or varied after that date,
 - (b) the amount paid was for the benefit of the spouse or former spouse or children in the custody of that individual, and
 - (c) the spouse or former spouse was living apart from the taxpayer at the time that the payment was made and during the remainder of the year.

These provisions also apply after December 11, 1979 in respect of an order made after that date by a competent tribunal in accordance with the laws of a province that recognize an obligation for maintenance of an individual

Somme précise à payer par versements périodiques

14. Lorsque, en vertu d'une ordonnance d'un tribunal ou d'un accord, une somme précise d'argent doit être versée et que le règlement doit se faire, en tout ou en partie, par des versements périodiques, ces derniers ne sont généralement pas admis en vertu des alinéas 60b), c) ou c.1) et ne constituent pas un revenu du bénéficiaire.

Paiements trop élevés

15. La pension alimentaire ou l'allocation indemnitaire est généralement une somme ne dépassant pas un montant suffisant pour subvenir aux besoins du bénéficiaire, des enfants ou de l'un et des autres, en leur permettant de mener le train de vie auquel ils étaient accoutumés avant la rupture du mariage ou de l'union de fait. Lorsque les versements périodiques dépassent considérablement ce qui est nécessaire au soutien, il y a lieu de supposer que le montant complet est un paiement de capital, quel que soit le libellé de l'accord, si les paiements ne sont effectués que durant une courte période.

Paiements à des tiers

- 16. Aux fins des exigences indiquées aux numéros 1e), 2e) et 3e) ci-dessus, le Ministère considère qu'un montant est payé au conjoint, à l'ex-conjoint ou à l'autre membre de l'union de fait si:
 - a) le montant est effectivement payé à cette personne;
 - b) le montant est payé à une tierce personne et déduit du montant payable à la personne en cause, avec son consentement formel ou tacite (dans ces cas, le paiement à la tierce personne est considéré comme reçu implicitement par le conjoint, l'ex-conjoint ou l'autre membre de l'union de fait; voir également les commentaires au numéro 18 ci-après);
 - c) le montant est payé au tribunal ou à un organisme de la cour pour le compte de cette personne, conformément à une ordonnance du tribunal.
- 17. En vertu des paragraphes 60.1(1) et 56.1(1), le contribuable est réputé avoir payé à son conjoint ou ex-conjoint la totalité ou une partie d'une allocation indemnitaire périodique déterminée, et un tel paiement est réputé reçu par son conjoint ou ex-conjoint, même lorsque le montant a été payé à un tiers (y compris un enfant issu du mariage) si
 - a) le montant a été payé après le 6 mai 1974 et en vertu d'un décret, d'une ordonnance ou d'un jugement d'un tribunal compétent arrêtés ou modifiés après cette date,
 - b) le montant a été payé au profit du conjoint ou exconjoint ou des enfants sous la garde du conjoint ou exconjoint, et
 - c) le conjoint ou ex-conjoint vivait séparé du contribuable lorsque le paiement a été fait et a continué de vivre séparé de lui le reste de l'année.

Ces dispositions s'appliquent aussi dans le cas d'une ordonnance rendue par un tribunal compétent après le 11 décembre 1979 conformément aux lois d'une province qui reconnaissent une obligation de soutien envers une personne mentionnée en described in 3(e) above and the children in the custody of such person. By written agreement the parties may cause the same provisions to apply to such orders made after May 6, 1974 and before December 12, 1979 but only in respect of payments made in the year in which the agreement is made and in subsequent years.

18. It should be noted that subsections 60.1(1) and 56.1(1) affect only the requirements set out in 1(e), 2(e) and 3(e) above. For amounts to qualify under paragraph 60(b), 60(c), 60(c.1), 56(1)(b), 56(1)(c) or 56(1)(c.1), the other requirements in 1 to 3 above, as applicable, must also be met. For example, in order to qualify under these provisions of the Act, an amount must be paid as an allowance (see 6 above). This means that, subject to the deeming provisions discussed in 20 below, payments made to creditors of the person referred to in 17 above in respect of specific living expenses (e.g., medical, rent, or mortgage) in compliance with the court order or separation agreement and in addition to any maintenance allowance payments thereunder do not qualify. The difference between this type of payment and the type of payment described in 16(b) above is illustrated by the following example:

- Agreement A requires a husband to pay \$300 a month to his separated wife as an allowance for the maintenance of the wife and children and also to pay \$200 a month directly to a private school attended by the children in respect of their fees.
- Agreement B requires a husband to pay \$500 a month to his separated wife as a maintenance allowance. This agreement provides that, initially, payment of this amount will consist of \$300 paid directly to the wife and \$200 paid directly to a private school attended by the children in respect of their fees, but that the wife may, at any time, change this arrangement and require that the \$500 be paid directly to her to do with as she wishes.

Under Agreement A, the monthly amount of \$200 paid directly to the school does not qualify as an allowance (see 6 above). This is a payment of specific expenses. Under Agreement B, however, the \$200 paid directly to the school is considered to be constructively received by the wife (see 16(b) above) and the entire \$500 is considered to be an allowance since it is at the complete disposition of the wife (see 6 above).

19. Where payments continue to be made after the death of the payee or deemed payee (i.e., the spouse, former spouse or common-law partner), they are not deductible by the payer whether they are made to the estate, the children, or anyone else. However, if not entitled to a deduction under paragraph 60(b), (c) or (c.1) in the year, the payer may be entitled to a deduction for a child as a dependant in that year pursuant to the provisions of sec-

- 3e) ci-dessus et envers les enfants sous la garde d'une telle personne. Les mêmes dispositions peuvent aussi s'appliquer dans le cas d'une ordonnance rendue après le 6 mai 1974 et avant le 12 décembre 1979 si les parties concluent par écrit un accord à cet effet, mais seulement en ce qui a trait aux paiements faits dans l'année de l'accord ou les années suivantes.
- 18. Il faut remarquer que les paragraphes 60.1(1) et 56.1(1) ne touchent que les exigences indiquées aux numéros 1e), 2e) et 3e) ci-dessus. Pour que des montants soient admis en vertu des alinéas 60b), 60c), 60c.1), 56(1)b), 56(1)c) ou 56(1)c.1), il faut également que soient satisfaites les autres exigences indiquées aux numéros 1 à 3 selon le cas. Par exemple, afin d'être admis en vertu de ces dispositions de la Loi, un montant doit être payé comme allocation (voir le numéro 6 ci-dessus). Cela signifie que, sous réserve des dispositions de présomption expliquées au numéro 20, les paiements faits à des créanciers de la personne mentionnée en 17 ci-dessus pour des frais de subsistance précis (par exemple, les frais médicaux, le loyer ou des paiements hypothécaires), conformément à l'ordonnance du tribunal ou à l'accord de séparation et en plus de tous les paiements d'allocations indemnitaires qui y sont mentionnés, ne sont pas admis. La différence qui existe entre ce genre de paiement et le genre de paiement désigné au numéro 16b) ci-dessus peut être illustrée comme suit:
- L'accord A exige qu'un mari verse 300 \$ par mois à son épouse dont il est séparé, comme allocation pour le soutien de l'épouse et des enfants, et qu'il paie 200 \$ par mois de frais de scolarité directement à une école privée fréquentée par les enfants.
- L'accord B exige que le mari paie 500 \$ par mois à son épouse dont il est séparé, comme allocation indemnitaire. Cet accord prévoit, au départ, que le paiement sera de 300 \$ directement à l'épouse et de 200 \$ directement à une école privée fréquentée par les enfants pour les frais de scolarité, mais que l'épouse peut, n'importe quand, changer cet accord pour que les 500 \$ lui soient payés directement et qu'elle en dispose comme elle veut.

En vertu de l'accord A, le montant mensuel de 200 \$ payé directement à l'école n'est pas admis comme allocation (voir le numéro 6 ci-dessus). Ce montant est considéré comme un paiement d'une dépense précise. Par contre, en vertu de l'accord B, les 200 \$ payés directement à l'école sont considérés comme reçus implicitement par l'épouse (voir le numéro 16b) ci-dessus) et les 500 \$ sont considérés comme une allocation car ils sont à l'entière disposition de l'épouse.

19. Lorsque les paiements continuent après le décès du bénéficiaire ou du bénéficiaire réputé (c'est-à-dire le conjoint, l'exconjoint ou l'autre membre de l'union de fait), ils ne sont pas déductibles pour le payeur, qu'ils soient faits à la succession, aux enfants ou à toute autre personne. Toutefois, bien que n'ayant pas droit à une déduction en vertu de l'alinéa 60b), 60c) ou 60c.1) cette année-là, le payeur peut avoir droit à une déduction pour l'enfant à titre de personne à charge pour cette

tion 109. Also, if custody of the child reverts to the payer on the death of the spouse, former spouse or common-law partner, there may be entitlement to a deduction for child care expenses in accordance with the provisions of section 63.

20. Pursuant to subsections 60.1(2) and 56.1(2), certain payments made after 1983 will be deemed to have been paid and received as an allowance payable on a periodic basis for purposes of 6, 9 and 18 above. Such payments must be made pursuant to a stipulation contained in a court order, decree or judgment or a written agreement that subsections 60.1(2) and 56.1(2) are to apply in respect of expenditures such as medical bills, mortgage payments or tuition fees (but see exclusions below), incurred in the year or the preceding year for the maintenance of the payer's spouse, former spouse or children in the custody of such persons. At the time that the expenditure was incurred and throughout the remainder of the year, the spouses or former spouses must have been living apart. These provisions will also apply to payments made after 1983 on behalf of an individual described in 3(e) above, if made pursuant to a court order made under the laws of a province that recognizes a support obligation for the maintenance of such a person and children in the custody of such a person. However, the following payments are specifically excluded from qualifying for deduction:

(a) amounts paid on account of an expenditure in respect of a residence of the payer, and

(b) amounts paid on account of an expenditure for the purchase of tangible property except an expenditure on account of:

- a medical or educational expense or an expense for the maintenance of the owner-occupied home of the spouse, former spouse or common-law partner, or
- (ii) expenditures in respect of the purchase or improvement of the owner-occupied home of the spouse, former spouse or common-law partner, including any payment of principal or interest on any debt incurred to finance the purchase or improvement, but not to exceed 20% of the original principal amount of any debt incurred to finance the purchase or improvement.

Non-Resident Recipients

21. Alimony or maintenance allowance payments to a non-resident spouse, former spouse or party to a common-law relationship, are subject to non-resident tax in accordance with paragraph 212(1)(f) of the Act. That paragraph is considered to apply only to those payments which, if the recipient were a resident, would be required to be included in income under paragraph 56(1)(b), 56(1)(c) or 56(1)(c.1) of the Act, subject to any overriding effect of a tax agreement or convention with the country of residence of the recipient.

année-là en vertu des dispositions de l'article 109. De même, si la garde de l'enfant lui revient après le décès du conjoint, de l'ex-conjoint ou de l'autre membre de l'union de fait, le contribuable peut avoir droit à une déduction pour des frais de garde d'enfants, conformément aux dispositions de l'article 63.

- 20. En vertu des paragraphes 60.1(2) et 56.1(2), certains paiements faits après 1983 sont réputés payés et reçus comme une allocation à payer périodiquement, aux fins des numéros 6, 9 et 18. De tels paiements doivent être faits en exécution d'une ordonnance, d'un décret ou d'un jugement des tribunaux ou d'un accord écrit de séparation où il est spécifié que les paragraphes 60.1(2) et 56.1(2) doivent s'appliquer aux dépenses telles que les dépenses attribuables à des frais médicaux, des paiements hypothécaires ou des frais de scolarité (voir ci-après les exceptions), qui sont supportées dans l'année de l'ordonnance, du décret, du jugement ou de l'accord écrit de séparation, selon le cas, ou dans l'année précédente, pour l'entretien du conjoint ou ex-conjoint du payeur ou des enfants sous la garde de son conjoint ou ex-conjoint. Il faut que les conjoints ou ex-conjoints aient été séparés lorsque les dépenses ont été supportées et qu'ils aient vécu ainsi le reste de l'année. Ces paragraphes s'appliquent aussi aux paiements faits après 1983 pour le compte d'une personne mentionnée en 3e) ci-dessus, s'ils ont été faits en exécution d'une ordonnance rendue par les tribunaux en vertu d'une loi d'une province qui reconnaît une obligation de soutien pour l'entretien d'une telle personne et des enfants sous sa garde. Voici toutefois les paiements qui sont expressément non déductibles:
 - a) les montants payés à l'égard d'une dépense pour une résidence du payeur, et
 - b) les montants payés à l'égard d'une dépense pour l'achat de biens corporels, sauf les paiements pour:
 - (i) des soins médicaux, des études ou l'entretien du logement de type propriétaire-occupant du conjoint ou ex-conjoint ou du conjoint de fait,
 - (ii) l'achat ou l'amélioration du logement de type propriétaire-occupant du conjoint ou exconjoint ou du conjoint de fait, y compris tout paiement du capital ou des intérêts d'un emprunt contracté pour financer l'achat ou l'amélioration de ce logement, sans dépasser 20 % du montant du capital initial d'une telle dette.

Bénéficiaires non résidants

21. Conformément à l'alinéa 212(1)f) de la Loi, la pension alimentaire ou l'allocation indemnitaire versée à un conjoint, à un ex-conjoint ou à l'autre membre d'une union de fait qui est un non-résident est assujettie à l'impôt sur les non-résidents. Cet alinéa est censé s'appliquer aux seuls versements qui, si le bénéficiaire était une personne résidante, devraient être compris dans son revenu en vertu de l'alinéa 56(1)b), 56(1)c) ou 56(1)c.1) de la Loi, sous réserve de tout effet dérogatoire d'un accord ou d'une convention en matière de fiscalité avec le pays de résidence du bénéficiaire.

8 IT-118R2

22. Where a resident taxpayer is required, by a decree, order, judgment, or agreement, to remit the full amount of the alimony or maintenance allowance to a non-resident payee and to be responsible for payment of the non-resident tax, it will be necessary to compute the gross amount on which tax is to be levied and the tax payable by applying the following formula in which the tax rate percentage is expressed as a whole number.

Tax payable =
$$\frac{\text{tax rate}}{100 \text{ minus tax rate}} \times \text{payment}$$

For example, if the rate is 15% and the payment is \$850, the computation is

$$\frac{15 \times \$850 = \$150}{\$5}$$
 and the gross amount, which is de-

ductible from income provided the payment otherwise qualifies under 60(b), 60(c) or 60(c.1), is \$850 plus \$150, or \$1,000.

22. Lorsque, en vertu d'un arrêt, d'une ordonnance, d'un jugement ou d'un accord écrit de séparation, un contribuable résidant est tenu de verser le plein montant de la pension alimentaire ou de l'allocation indemnitaire à un bénéficiaire non résidant et est responsable du paiement de l'impôt des non-résidents applicable, il faut calculer le montant brut qui est imposable et l'impôt à payer en appliquant la formule suivante où le taux d'impôt est un nombre entier.

Impôt à payer =
$$\frac{\text{Taux d'impôt}}{100 \text{ moins taux d'impôt}} \times \text{paiement}$$

Par exemple, si le taux est de 15 % et le paiement de 850 \$, le calcul est:

$$\frac{15}{85}$$
 × 850 \$ = 150 \$, et le montant brut qui est déducti-

ble du revenu pourvu que le paiement remplisse par ailleurs les conditions visées aux alinéas 60b), c) ou c.1), est de 850 \$ plus 150 \$, ou 1 000 \$.

INTERPRETATION BULLETIN BULLETIN D'INTERPRÉTATION

INCOME TAX ACT SUBJECT

Alimony and Maintenance

NO.: IT-118R3 DATE: December 21, 1990

REFERENCE: Paragraphs 60(b), (c), and (c.1) (also sections 56.1 and 60.1, subsections 56(12) and 118(5), and paragraphs 56(1)(b), (c), and (c.1) and 212(1)(f).

LOI DE L'IMPÔT SUR LE REVENU OBJET

Pensions alimentaires et allocations

indemnitaires

DATE: Le 21 décembre 1990 IT-118R3

Les alinéas 60b), c) et c.1) (aussi les articles 56.1 et RENVOI: 60.1, les paragraphes 56(12) 118(5) et les alinéas

56(1)b), c) et c.1) et 212(1)f)

Application

This bulletin replaces and cancels Interpretation Bulletin IT-118R2 dated March 22, 1985. Current revisions are designated by vertical lines.

Summary

This bulletin discusses the deductibility of alimony and maintenance payments and the specific criteria that must be satisfied in order for such payments to qualify for a deduction. A payer of alimony or maintenance is permitted a deduction for periodic payments made as an allowance pursuant to a decree, order, judgment or written agreement for the maintenance of the recipient, children of the recipient or both. If the payer is permitted a deduction for the payment of alimony or maintenance, the paver's spouse, former spouse or former commonlaw partner is generally required to include the amount in income.

Discussion and Interpretation

1. Any amount deductible by a taxpayer (the payer) under paragraph 60(b), (c) or (c.1) as alimony or maintenance is required to be included in the income of the taxpayer's spouse, former spouse or former commonlaw partner (who may be referred to as the recipient) as the case may be, under paragraph 56(1)(b), (c) or (c.1). Only the rules from the payer's perspective are discussed herein but the reader must be aware that whenever the payer is entitled to an income deduction the recipient has a corresponding income inclusion (except as noted in 8 below).

Alimony Payments

2. A payer may deduct payments made to a spouse or former spouse under paragraph 60(b) if all the following requirements are met:

Application

Nº

Ce bulletin annule et remplace le Bulletin d'interprétation IT-118R2 du 22 mars 1985. Les dernières révisions sont indiquées par des traits verticaux.

Résumé

Ce bulletin traite de la déductibilité des paiements à titre de pension alimentaire ou d'allocation indemnitaire et des conditions précises qui doivent être remplies afin d'en permettre la déduction. Un particulier qui fait des paiements à titre de pension alimentaire ou d'allocation indemnitaire a droit à une déduction si les paiements font partie d'une série de paiements à faire périodiquement à titre d'allocation versés en vertu d'un arrêt, d'une ordonnance, d'un jugement ou d'un accord écrit pour subvenir aux besoins du bénéficiaire, des enfants du bénéficiaire, ou à la fois du bénéficiaire et des enfants du bénéficiaire. Lorsque le payeur peut se prévaloir de la déduction des paiements à titre de pension alimentaire ou d'allocation indemnitaire, le conjoint, l'ex-conjoint ou l'ex-conjoint de fait doit normalement les inclure dans son revenu.

Discussion et interprétation

Tout montant qui est déductible par un contribuable (le payeur) en vertu des alinéas 60b), c) ou c.1) à titre de pension alimentaire ou d'allocation indemnitaire doit être ajouté au revenu du conjoint, de l'ex-conjoint ou de l'ex-conjoint de fait du contribuable (appelé le bénéficiaire), selon le cas, en vertu des alinéas 56(1)b), c) ou c.1). Seules les règles concernant le payeur sont traitées dans ce bulletin, mais le lecteur devrait être conscient que, lorsque le payeur a droit à une déduction, le bénéficiaire se verra ajouter un montant correspondant à son revenu (sauf dans les cas indiqués au numéro 8 ci-dessous).

Paiements de pension alimentaire

2. Un payeur peut déduire, en vertu de l'alinéa 60b), des paiements versés à son conjoint ou à son ex-conjoint, si toutes les conditions suivantes sont remplies :



- (a) the amount is paid as alimony or other allowance (see 6 to 10 below for the meaning of "allowance") for the maintenance of the spouse or former spouse, children of the marriage, or both;
- (b) the spouses or former spouses are living apart at the time the payment is made and throughout the remainder of the year and were separated pursuant to a divorce, judicial separation, or written separation agreement;
- (c) the amount is paid pursuant to a decree, order, or judgment of a competent tribunal or pursuant to a written agreement; and
- (d) the amount is payable on a periodic basis (see 12 to 14 below for the meaning of "periodic payments").

Maintenance Payments

- 3. A payer may deduct payments made to a separated spouse under paragraph 60(c) if all the following requirements are met:
 - (a) the amount is paid as an allowance (see 6 to 10 below) for the maintenance of the spouse, children of the spouse, or both;
 - (b) the spouses are living apart at the time the payment is made and throughout the remainder of the year;
 - (c) the amount is paid pursuant to an order of a competent tribunal; and
 - (d) the amount is payable on a periodic basis (see 12 to 14 below).

Payments to Former Common-Law Partners

- 4. A payer may deduct payments made to a former common-law partner by virtue of paragraph 60(c.1) if all the following requirements are met:
 - (a) the amount is paid as an allowance (see 6 to 10 below) for the maintenance of the recipient, children of the recipient, or both;
 - (b) the recipient and the payer are living apart at the time the payment is made and throughout the remainder of the year;
 - (c) the amount is payable on a periodic basis (see 12 to 14 below);
 - (d) the amount is paid pursuant to an order made after February 10, 1988 in accordance with the laws of a province or territory (see note below for special application to Ontario orders) by a competent tribunal (or before February 11, 1988 provided the parties have jointly elected in writing before the end of the year that paragraphs 60(c.1) and 56(1)(c.1) will apply to all such amounts paid); and

- a) la somme a été versée à titre de pension alimentaire ou d'autre allocation (voir les numéros 6 à 10 ci-dessous pour la signification du mot «allocation») pour subvenir aux besoins du conjoint ou de l'ex-conjoint, des enfants issus du mariage, ou à la fois du conjoint et des enfants issus du mariage,
- b) les conjoints ou les ex-conjoints vivaient séparés à la date où le paiement a été fait et ont vécu séparés durant le reste de l'année, et ils étaient séparés en vertu d'un divorce, d'une séparation judiciaire ou d'un accord écrit de séparation.
- c) la somme a été versée en vertu d'un arrêt, d'une ordonnance ou d'un jugement rendu par un tribunal compétent ou en vertu d'un accord écrit et
- d) la somme est versée de façon périodique (voir les numéros 12 à 14 ci-dessous pour la signification de «paiements périodiques»).

Paiements d'allocation indemnitaire

- 3. Un payeur peut déduire, en vertu de l'alinéa 60c), des paiements versés à son conjoint dont il vivait séparé, si toutes les exigences suivantes sont remplies :
 - a) la somme doit avoir été versée à titre d'allocation (voir les numéros 6 à 10 ci-dessous) pour subvenir aux besoins du conjoint, des enfants du conjoint, ou à la fois du conjoint et des enfants du conjoint,
 - b) les conjoints vivaient séparés à la date où le paiement a été fait et ont vécu séparés durant le reste de l'année,
 - c) la somme a été versée en vertu d'une ordonnance d'un tribunal compétent et
 - d) la somme est versée de façon périodique (voir les numéros 12 à 14 ci-dessous).

Paiements versés à des conjoints de fait

- 4. Un payeur peut déduire, en vertu de l'alinéa 60c.1), des paiements versés à un ex-conjoint de fait, si toutes les conditions suivantes sont remplies :
 - a) la somme a été versée à titre d'allocation (voir les numéros 6 à 10 ci-dessous) pour subvenir aux besoins du bénéficiaire, des enfants du bénéficiaire ou à la fois du bénéficiaire et des enfants du bénéficiaire.
 - b) le bénéficiaire et le payeur vivaient séparés à la date où le paiement a été fait et ont vécu séparés jusqu'à la fin de l'année,
 - c) la somme est versée de façon périodique (voir les numéros 12 à 14 ci-dessous),
 - d) la somme est versée en vertu d'une ordonnance rendue par un tribunal compétent après le 10 février 1988 conformément aux lois d'une province ou d'un territoire (voir la note ci-dessous pour les ordonnances rendues en conformité avec les lois de l'Ontario) ou avant le 11 février 1988, pourvu que les parties aient fait un choix conjoint par écrit avant la fin de l'année pour que les alinéas 60c.1) et 56(1)c.1) s'appliquent à toutes les sommes versées, et

(e) the amount is paid by an individual of the opposite sex who, before the date of the order, cohabited with the recipient in a conjugal relationship, or is the natural parent of a child of the recipient.

Note: The criteria in (d) above will be met if the amount is paid pursuant to an order made after December 11, 1979 in accordance with the laws of Ontario by a competent tribunal (or earlier provided the parties have jointly elected in writing before the end of the year that paragraphs 60(c.1) and 56(1)(c.1) will apply to all such amounts paid).

Court Orders and Written Agreements

5. A court order is a decree, order or judgment made by a court or other competent tribunal. Nothing less than a concrete pronouncement, decree or direction of a tribunal empowered to make an order will constitute an order as required by paragraphs 60(b), (c) and (c.1). A written separation agreement is a written document under which a person agrees to make regular payments to maintain his or her spouse or former spouse, children of the marriage, or both. The agreement must be duly signed and dated by both parties and must specifically state that the parties have agreed to live separate and apart from one another. Informal writings such as correspondence and memoranda between a husband and a wife, or between their respective solicitors, will not be considered a valid written separation agreement.

MEANING OF ALLOWANCE

6. For the purposes of paragraphs 60(b), (c) and (c.1) (as discussed in 2 to 4 above) an allowance is a specified sum of money which has been established in advance of payment by the court or the parties as being the required payment to be made by the payer to a spouse, former spouse or former common-law partner for the maintenance of the recipient, or a child of the recipient or both. A key factor in determining whether a payment is an allowance is whether the recipient has discretion as to the use of the amount (see 7 below).

Discretion as to the Use of the Amount

7. **Prior to March 28, 1986** – Prior to the Supreme Court of Canada decision in *Jean Paul Gagnon v. The Queen* [1986] 1 CTC 410, 86 DTC 6179, payments made to a recipient for "earmarked expenses" (i.e. where the recipient has no discretion as to the use of the payments) were not considered to be allowances and thus were not deductible by the payer (except as provided by subsec-

e) la somme a été versée par un particulier de sexe opposé qui, avant la date de l'ordonnance, vivait avec le bénéficiaire dans une situation assimilable à une relation conjugale, ou qui est le père naturel ou la mère naturelle d'un enfant du bénéficiaire.

Note: La condition au point d) ci-dessus sera remplie si la somme est versée en vertu d'une ordonnance rendue par un tribunal compétent après le 11 décembre 1979 en conformité avec les lois de l'Ontario (ou antérieurement, pourvu que les parties aient fait un choix conjoint par écrit avant la fin de l'année pour que les alinéas 60c.1) et 56(1)c.1) s'appliquent à toutes les sommes versées).

Ordonnances d'un tribunal ou accords écrits

5. Une ordonnance d'un tribunal est un arrêt, une ordonnance ou un jugement rendu par une cour ou par tout autre tribunal compétent. Rien de moins qu'une déclaration officielle, qu'un arrêt ou qu'une direction d'un tribunal habilité a rendre une ordonnance ne constituera une ordonnance tel qu'il est exigé aux alinéas 60b), c) et c.1). Un accord de séparation écrit est un document par lequel une personne consent à faire des paiements réguliers pour subvenir aux besoins de son conjoint, de son ex-conjoint, des enfants issus du mariage, ou à la fois de son conjoint, de son ex-conjoint et des enfants issus du mariage. L'accord doit être dûment signé et daté par les deux parties et doit absolument préciser que les ex-conjoints ont convenu de vivre séparés l'un de l'autre. Des écrits informels tels que la correspondance et les notes entre les conjoints ou entre leurs avocats respectifs ne seront pas admissibles comme un accord de séparation écrit.

SIGNIFICATION DU MOT «ALLOCATION»

6. Aux fins des alinéas 60b), c) et c.1) (tel qu'il a été mentionné aux paragraphes 2 à 4 ci-dessus), une allocation est une somme d'argent précise que le tribunal ou les parties ont déterminé à l'avance comme étant le paiement que doit faire le payeur à son conjoint, à son ex-conjoint ou à son ex-conjoint de fait pour subvenir aux besoins du bénéficiaire, des enfants du bénéficiaire, ou à la fois du bénéficiaire et des enfants du bénéficiaire. Le fait de savoir si le bénéficiaire peut utiliser la somme reçue à sa discrétion est un facteur-clé lorsque vient le moment de déterminer si un paiement constitue une allocation (voir le numéro 7 ci-dessous).

Utilisation de la somme reçue à la discrétion du bénéficiaire

7. **Avant le 28 mars 1986** – Avant le jugement de la Cour suprême du Canada dans la cause *Jean Paul Gagnon c. la Reine* [1986] 1 CTC 410, 86 DTC 6179, les paiements versés à un bénéficiaire pour des dépenses précises n'étaient pas considérés comme des allocations, puisque le bénéficiaire ne pouvait pas utiliser les montants à sa discrétion (sauf dans le cas mentionné au paragraphe 60.1(2) – voir le numéro 18

tion 60.1(2) – see 18 below). This is referred to as the pre-*Gagnon* definition of allowance.

March 28, 1986 – December 31, 1987 – The Gagnon decision had the effect of broadening the meaning of allowance to encompass amounts for particular items which the recipient could dispose of for his or her benefit, notwithstanding restrictions imposed as to the manner of disposing of them ("Gagnon definition of allowance"). For example, the Gagnon decision allowed amounts paid directly to the recipient for mortgage payments, property taxes, utilities, medical expenses, etc. to be deductible to the payer as an allowance that was otherwise deductible under paragraph 60(b), (c) or (c.1). The Gagnon definition of allowance applies to court orders or written agreements entered into or last amended after the time of this decision (March 27, 1986) and before 1988.

For 1988 and Subsequent Years – Subsection 56(12) specifically provides that for court orders or written agreements entered into after 1987 the pre-*Gagnon* definition of allowance will apply.

8. Subsection 56(12) provides special rules for the 1986 and 1987 taxation years to payments made pursuant to orders made before the *Gagnon* decision. For these payments, the *Gagnon* definition of allowance applies, entitling the payer to claim a deduction of the maintenance type payments discussed in 6 above under paragraph 60(b), (c), or (c.1). However, a corresponding amount is not required to be included in the income of the recipient under paragraph 56(1)(b), (c), or (c.1) for the 1986 and 1987 taxation years.

Amount Subject to Adjustment

9. A specified sum of money that is subject to adjustment in accordance with some reasonable formula or index (e.g. a percentage of payer's income or the cost of living index) may qualify as an allowance even though the exact future amounts payable are not specified in the order or agreement.

Offset of Amount Payable

10. A taxpayer may be required by a court order or written agreement to pay an allowance for alimony or maintenance, and also to sell the family residence to the recipient with payment for the residence to be effected by a partial or full offset of the allowance payable for an applicable period of time. In such cases, the amount which would otherwise be deductible in computing the

ci-dessous). Donc, le payeur ne pouvait pas demander de déduction pour ces paiements-là. Cette définition d'allocation est appelée «définition du mot "allocation" d'avant le jugement *Gagnon*».

Du 28 mars 1986 au 31 décembre 1987 - Le jugement Gagnon a eu pour effet d'étendre la signification du mot «allocation» afin d'y inclure les sommes versées à des fins particulières et dont le bénéficiaire pouvait disposer à sa guise, même s'il existait des restrictions quant à la manière dont ces sommes pouvaient être disposées (cette définition d'allocation est appelée «définition du mot "allocation" découlant du jugement Gagnon». Par exemple, le jugement Gagnon permet au payeur de déduire les sommes versées directement au bénéficiaire pour des versements d'hypothèque, d'impôt fonciers, de factures de services d'utilité publique, de frais médicaux, etc., comme une allocation qui était autrement déductible en vertu des alinéas 60b). c) ou c.1). Cette définition d'allocation s'applique aux ordonnances d'un tribunal ou aux accords écrits survenus ou modifiés pour la dernière fois après la date du jugement (le 27 mars 1986) et avant le 1^{er} janvier 1988.

Pour 1988 et les années suivantes – Le paragraphe 56(12) stipule que la définition d'allocation d'avant le jugement *Gagnon* prévaudra pour toutes les ordonnances d'un tribunal ou à tous les accords écrits survenus après le 31 décembre 1987.

8. Le paragraphe 56(12) prévoit des règles spéciales pour les années d'imposition 1986 et 1987 à l'égard des paiements faits en vertu d'ordonnances d'un tribunal survenus avant le jugement *Gagnon*. Dans ces cas-là, la définition du mot «allocation» découlant du jugement *Gagnon* s'applique, permettant ainsi au payeur de demander une déduction à l'égard de paiements semblables à une allocation indemnitaire, dont il est question au numéro 6 ci-dessus, en vertu de l'alinéa 60b), c) ou c.1). Toutefois, il ne sera pas nécessaire d'ajouter une somme correspondante dans le revenu du bénéficiaire selon l'alinéa 56(1)b), c) ou c.1) pour les années d'imposition 1986 et 1987.

Somme faisant l'objet d'un rajustement

9. Une somme d'argent précise qui fait l'objet d'un rajustement, selon une formule ou un indice raisonnable (p. ex., un pourcentage du revenu du payeur ou l'indice du coût de la vie), peut être admise comme allocation, même si les montants exacts qui devront être payés ne sont pas précisés dans l'ordonnance ou dans l'accord.

Retenue d'une somme payable

10. En vertu d'une ordonnance d'un tribunal ou d'un accord écrit, un contribuable peut être obligé de verser une allocation à titre de pension alimentaire ou d'allocation indemnitaire et de vendre également la résidence familiale au bénéficiaire. Le paiement de la résidence se fait par une retenue d'une partie ou de la totalité du montant de l'allocation payable pendant une période de temps appropriée. Dans un tel cas, le

taxpayer's income (and included in computing the recipient's income) for such allowance is the gross amount of the allowance with no adjustment for the amount of offset.

Payments Made Prior to Date of Order or Agreement

11. Although payments made prior to the date of a decree, order, judgment or written separation agreement cannot be considered to be paid "pursuant to" it, they may nevertheless qualify for deduction under paragraph 60(b), (c) or (c.1). Subsection 60.1(3) provides that such payments made in the year of the order or agreement or in the immediately preceding year that otherwise qualify are deemed to be paid pursuant to the order or agreement where the document provides that they are to be so considered.

PAYMENTS ON A PERIODIC BASIS

- 12. In order for amounts to be deductible to the payer under paragraph 60(b), (c) or (c.1) they must be payable on a periodic basis for the maintenance of the recipient and/or a child of the recipient. The December 21, 1989 Federal Court of Appeal decision in *McKimmon v. The Queen* 89 DTC 6088 listed the criteria that should be considered in making the distinction between **periodic payments** made as an allowance for maintenance which are deductible under paragraph 60(b), (c) or (c.1) and payments made as instalments of a lump or capital sum which are not deductible. Some of the more important criteria are:
 - (a) Length of periods at which payments are made Amounts paid weekly or monthly are easily characterized as allowances for maintenance. Where the payments are at longer intervals the issue becomes less clear. If payments are made at intervals of greater than one year it is unlikely that the payment will qualify as an allowance for maintenance.
 - (b) Whether payments are for an indefinite period or fixed term An allowance for maintenance will more commonly provide for its continuance either for an indefinite period or to some event (such as the coming of age of a child) which will cause a material change in the needs of the recipient. Sums payable over a fixed term, on the other hand, may be more readily seen as being of a capital nature.

montant qui serait par ailleurs déductible dans le calcul du revenu du contribuable (et à inclure dans le calcul du revenu du bénéficiaire) à l'égard de l'allocation est le montant brut de l'allocation, sans rajustement pour le montant de la retenue.

Paiements faits avant la date d'une ordonnance ou d'un accord

11. Bien que les paiements faits avant la date d'un arrêt, d'une ordonnance, d'un jugement ou d'un accord écrit de séparation ne puissent pas être considérés comme faits «en vertu» d'un tel décret, d'une telle ordonnance, d'un tel jugement ou d'un tel accord écrit de séparation, ils peuvent être admissibles, néanmoins, à une déduction en vertu des alinéas 60b), c) ou c.1). Le paragraphe 60.1(3) prévoit que ces paiements faits dans l'année d'une ordonnance ou d'un accord, ou dans l'année précédente, qui sont par ailleurs admissibles, sont réputés avoir été faits et reçus en vertu de l'ordonnance ou de l'accord, s'il est prévu dans l'acte en question qu'ils doivent être considérés ainsi.

PAIEMENTS PÉRIODIQUES

- 12. Pour que des sommes soient déductibles en vertu des alinéas 60b), c) ou c.1) pour un payeur, elles doivent être versées périodiquement pour subvenir aux besoins du bénéficiaire, des enfants du bénéficiaire, ou à la fois du bénéficiaire et des enfants du bénéficiaire. Le jugement rendu le 21 décembre 1989 par la Cour d'appel fédérale dans la cause *McKimmon c. La Reine* dresse la liste des critères qui devraient être considérés lorsque vient le temps de faire la distinction entre les **paiements périodiques** <u>faits en tant qu'allocation indemnitaire</u> et qui sont déductibles en vertu des alinéas 60b, c) ou c.1) et les paiements <u>faits en tant que versements à valoir sur un montant forfaitaire ou sur un montant de capital</u>, lesquels ne sont pas déductibles. Quelques-uns des critères les plus importants sont les suivants:
 - a) Longueur des périodes auxquelles les paiements sont faits Les sommes versées de façon hebdomadaire ou mensuelle peuvent être facilement catégorisées comme allocations indemnitaires. Lorsque les paiements sont faits à des intervalles plus longues, la question à savoir si ce sont des allocations indemnitaires devient moins claire. Si les paiements sont faits à des intervalles de plus d'un an, il est peu probable qu'ils puissent être admissibles en tant qu'allocations indemnitaires.
 - b) Si les paiements sont faits durant une période illimitée ou durant une période déterminée Une allocation indemnitaire prévoit habituellement qu'elle se continue soit durant une période illimitée ou jusqu'à ce qu'un événement (comme lorsqu'un enfant atteint sa majorité) vienne changer de façon importante les besoins du bénéficiaire. Les sommes payables durant une période déterminée, par contre, peuvent être perçues plus facilement comme étant de nature capital.

- (c) Amount of payments relative to the income and living standards of both the payer and recipient Where payments are in excess of an amount sufficient to maintain the recipient and/or children in the style to which they were accustomed prior to the breakdown of the marriage or commonlaw union, they will not likely be viewed as an allowance for maintenance. The chance of such amounts qualifying as an allowance for maintenance is even less likely where the payments are made over a short period of time. Where the payment is no greater than required to maintain the recipient's standard of living it is more likely to qualify as an allowance for maintenance.
- (d) Whether the payments purport to release the payer from any future obligations to pay maintenance If there is such a release the payments will normally not be considered an allowance for maintenance.
- 13. An amount paid as a single lump sum will generally not qualify as being payable on a periodic basis and hence not be deductible. For example,
 - (a) a lump sum payment made in place of several periodic payments not yet due but imposed under a court order or agreement, and
 - (b) an amount paid pursuant to an order or agreement requiring that a payment be made in respect of a period prior to the date of that order or agreement,

would not qualify as periodic payments. However, a lump sum paid in a taxation year is regarded as qualifying as a periodic payment where it can be identified as being the payment of amounts payable periodically that were due after the date of the order and had fallen into arrears.

14. An amount paid pursuant to a court order or agreement which requires a taxpayer to pay a periodic allowance for only part of the year may still qualify as "periodic". For example, a monthly allowance for the maintenance of a child of the marriage is not disqualified because it is not required to be paid for two months of the year when the child is residing with the paying taxpayer.

PAYMENTS TO THIRD PARTIES

15. Subsection 60.1(1) deals with periodic payments made pursuant to a decree, court order, judgment or written agreement to, or for the benefit of the payer's spouse or former spouse and/or the children in the cus-

- c) Le montant des paiements en relation avec le revenu et le train de vie du payeur et du bénéficiaire - Lorsque les paiements dépassent un montant suffisant pour permettre au bénéficiaire, aux enfants du bénéficiaire ou à la fois au bénéficiaire et aux enfants du bénéficiaire de mener un train de vie auquel ils étaient habitués avant la rupture du mariage ou de la situation assimilable à une relation conjugale, ces paiements ne seront pas admissibles comme paiements versés à titre d'allocation indemnitaire. Les possibilités que de tels paiements soient admissibles en tant qu'allocations sont plus faibles si les paiements ont été effectués sur une courte période. Lorsque les paiements ne dépassent pas un montant suffisant pour permettre au bénéficiaire de mener le train de vie auquel il était habitué, ils seront plus facilement perçus comme des paiements versés à titre d'allocation indemnitaire.
- d) Si les paiements font en sorte de libérer le payeur de son obligation future de verser des allocations indemnitaires Si une telle libération existe, les paiements ne seront habituellement pas considérés comme ayant été versés au titre d'allocation indemnitaire.
- 13. Une somme versée qui tient lieu de paiement forfaitaire ne pourra habituellement pas être considérée comme payable de façon périodique et, donc, ne pourra pas être déductible. Par exemple,
 - a) un paiement forfaitaire fait à la place de plusieurs paiements périodiques qui ne sont pas encore échus, mais qui sont imposés en vertu d'une ordonnance d'un tribunal ou d'un accord et
 - b) une somme versée, en vertu d'une ordonnance ou d'un accord qui prévoit qu'un paiement doit être fait à l'égard d'une période antérieure à la date de l'ordonnance ou de l'accord,

ne seraient pas considérés comme paiements périodiques. Toutefois, un paiement forfaitaire fait au cours d'une année d'imposition est considéré comme un paiement périodique s'il peut être reconnu comme le paiement de sommes payables périodiquement qui venaient à échéance après la date de l'ordonnance et qui constituaient un arriéré.

14. Une somme versée en vertu d'une ordonnance d'un tribunal ou d'un accord qui exige que le contribuable paie une allocation périodique seulement pour une partie de l'année peut quand même être considérée comme un paiement périodique. Par exemple, une allocation mensuelle qui est versée pour subvenir aux besoins d'un enfant issu du mariage est admise, même si cette allocation n'a pas à être payée pendant les deux mois de l'année où l'enfant demeure avec le payeur.

PAIEMENTS À DES TIERS

15. Le paragraphe 60.1(1) traite des paiements périodiques versés, en vertu d'un arrêt, d'une ordonnance, d'un jugement ou d'un accord écrit, à un conjoint, à un ex-conjoint, ou au profit d'un conjoint ou d'un ex-conjoint, ou à des enfants

tody of such person. The payments are deemed, for the purposes of paragraphs 60(b), (c) and (c.1), to be paid by the payer and received by the payer's spouse or former spouse. This deeming provision allows the payer to obtain a deduction for these payments where they otherwise meet the requirements of paragraph 60(b), (c) or (c.1) (e.g. the comments in 6 to 10 above regarding the meaning of an allowance will have to be satisfied). Subsection 60.1(1) is also applicable to third party payments made on behalf of a former common-law partner or children in the custody of such individual if paid pursuant to an order made in accordance with the laws of Ontario after 1985 or an order made in accordance with the laws of any other province or territory after February 10, 1988.

16. As noted in 15 above, even though subsection 60.1(1) deems the payment to be paid to and received by the recipient, the payment must still be an "allowance" in order to be deductible. Third party payments, made in compliance with a court order or separation agreement, for specific living expenses of the recipient (or the children in the recipient's custody) such as medical, rent or mortgage expenses will not be deductible to the payer if the payments are in addition to any maintenance allowance specified in the order or agreement. This is because the recipient does not have discretion as to the use of the amount (see note below). Such third party payments would only be deductible if the amount is deducted from the maintenance otherwise payable with the express or implied concurrence of the recipient. To illustrate this distinction consider the following examples:

Example 1

Separation Agreement A requires a husband to pay \$1,200 a month to his wife as an allowance for the maintenance of the wife and children and also to pay \$300 a month directly to a private school attended by the children in respect of their fees.

Under Agreement A, the monthly amount of \$300 paid directly to the school does not qualify as an allowance because the wife does not have any discretion as to the use of the amount and the amount is in addition to the spousal maintenance payment specified in the agreement (see note below).

Example 2

Separation agreement B requires a husband to pay \$1,500 a month to his wife as a maintenance allowance. This agreement provides that, initially, payment of this amount will consist of \$1,200 paid directly to the wife and \$300 paid directly to a private school attended by the children in respect of

confiés à la garde de cette personne. Ces paiements sont réputés, aux fins des alinéas 60b), c) et c.1), avoir été pavés par le contribuable et avoir été recus par le conjoint ou l'ex-conjoint. Cette disposition de présomption permet au payeur d'obtenir une déduction pour ces paiements, là où ils satisfont aux conditions énoncées aux alinéas 60b), c) ou c.1) (c.-à-d., les observations contenues aux numéros 6 à 10 ci-dessus concernant la signification d'une allocation devront être respectées). Le paragraphe 60.1(1) s'applique aussi aux paiements faits à des tiers pour un ex-conjoint de fait ou pour des enfants confiés à la garde de cette personne, si ces paiements ont été versés en vertu d'une ordonnance rendue après 1985 par un tribunal compétent conformément aux lois de l'Ontario ou à une ordonnance rendue après le 10 février 1988 conformément aux lois d'une autre province ou d'un territoire.

16. Comme il est mentionné au numéro 14 ci-dessus, même si selon le paragraphe 60.1(1) le paiement est réputé avoir été versé par le contribuable et avoir été reçu par le bénéficiaire, il n'en demeure pas moins que le paiement doit toujours être une «allocation» pour qu'il soit déductible. Les paiements faits à des tiers, conformément à une ordonnance ou à un accord de séparation, pour des frais de subsistance précis du bénéficiaire (ou des enfants à la charge du bénéficiaire), tels que les frais médicaux, les loyers ou les versements d'hypothèque, ne seront pas déductibles par le payeur s'ils sont en sus de toute allocation indemnitaire précisée dans l'ordonnance ou dans l'accord. Il en est ainsi puisque le bénéficiaire n'a pas la possibilité d'utiliser cette somme à sa discrétion (voir la note ci-dessous). Ces paiements faits à des tiers ne seront déductibles que si le montant est réduit du montant total de l'allocation indemnitaire autrement payable, avec l'accord explicite ou implicite du bénéficiaire. Afin d'illustrer cette distinction, considérez ces deux exemples.

Exemple 1

L'accord de séparation A prévoit qu'un mari doit verser 1 200 \$ par mois à son épouse, à titre d'allocation pour le soutien de celle-ci et des enfants, et qu'il doit payer 300 \$ par mois de frais de scolarité directement à une école privée fréquentée par les enfants.

Selon l'accord A, la somme mensuelle de 300 \$ versée directement à l'école n'est pas admissible comme allocation, puisque l'épouse n'a pas la possibilité d'utiliser cette somme à sa discrétion et que ce montant est en surplus du montant d'allocation indemnitaire précisé dans l'accord et versé à l'épouse (voir la note ci-dessous).

Exemple 2

L'accord de séparation B prévoit qu'un mari doit verser 1 500 \$ par mois à son épouse à titre d'allocation indemnitaire. L'accord prévoit que, au départ, une somme de 1 200 \$ sera versée directement à l'épouse et que des frais de scolarité de 300 \$ seront versés directement à une école privée fréquentée par les enfants, mais que

their fees, but that the wife may, at any time, change this arrangement and require that the entire \$1,500 be paid directly to her to do with as she wishes.

Under Agreement B the \$300 paid directly to the school is considered to be an allowance because the amount has been deducted from the amount of maintenance otherwise payable with the express concurrence of the wife. The wife is considered to have discretion as to its use, i.e. she can change the arrangement to make the entire \$1,500 payable to her.

Note: The third party payment referred to in example 1 above would be deductible to the payor if made pursuant to a court order or written agreement entered into or last amended after March 27, 1986 (Gagnon decision) and before 1988 – see 7 above.

- 17. It may be that a court considers it necessary, under the particular circumstances of a separation or divorce, to order that payments be made directly to the court for forwarding to the ultimate recipient spouse. These are normally not "earmarked" expenses (as discussed in 16 above) but rather general maintenance allowances and under subsection 60.1(1) are deemed to be paid to the recipient spouse.
- 18. Subsection 60.1(2) permits the payer to deduct payments made either
 - (a) directly to a spouse or former spouse or
 - (b) to a third party for the benefit of such person or the children in their custody.

for specific expenses that are required to be paid pursuant to a decree, court order, judgment or written agreement. This is achieved by deeming the payments to be paid and received by the spouse or former spouse of the payer as an allowance payable on a periodic basis. Subsection 60.1(2) will also permit a deduction for such payments made on behalf of a former common-law partner or children in the custody of such person if paid pursuant to an order made in accordance with the laws of Ontario after 1985, or an order in accordance with the laws of any other province or territory after February 10, 1988.

An exception to the rules in subsection 60.1(2) provides that the following amounts are specifically excluded from its application (and are thus not deductible):

(a) expenditures on a "self-contained domestic establishment" ("dwelling") as defined in subsection 248(1), in which the payer resides,

l'épouse peut, à n'importe quel moment, changer cet accord pour que la totalité des 1 500 \$ lui soit versée directement et qu'elle puisse en disposer comme elle l'entend.

Selon l'accord B, les 300 \$ versés directement à l'école sont considérés comme une allocation, puisque le montant a été réduit du montant total de l'allocation indemnitaire autrement payable avec l'accord explicite de l'épouse. L'épouse peut donc utiliser le montant à sa discrétion, c'est-à-dire qu'elle peut changer les modalités de l'accord et faire en sorte que la totalité des 1 500 \$ lui soit versé directement.

Note: Le paiement fait à un tiers auquel il est fait mention dans l'exemple 1 serait déductible par le payeur s'il a été versé conformément à une ordonnance ou à un accord écrit survenus ou modifiés pour la dernière fois après le 27 mars 1986 (date du jugement Gagnon) et avant 1988 – voir le numéro 7 ci-dessus.

- 17. Il se peut qu'un tribunal considère nécessaire, d'après les circonstances particulières de la séparation ou du divorce, d'ordonner que les paiements soient effectués directement au tribunal qui les fera ensuite parvenir au bénéficiaire. Ces paiements ne sont pas habituellement destinés à des dépenses précises (tel qu'il est mentionné au numéro 16 ci-dessus) mais sont plutôt des allocations indemnitaires normales, et le paragraphe 60.1(1) considère que ces paiements ont été versés directement au bénéficiaire.
- 18. Le paragraphe 60.1(2) permet au contribuable de déduire certains paiements faits
 - a) directement au conjoint ou à l'ex-conjoint ou
 - b) à un tiers au profit du conjoint ou de l'ex-conjoint, ou des enfants à la charge de cette personne.

pour des dépenses précises qui doivent être payées conformément à un arrêt, à une ordonnance, à un jugement rendu par un tribunal ou à un accord écrit. Ceci est accompli en considérant les paiements à être versés par le contribuable et à être reçus par le conjoint ou l'ex-conjoint du contribuable comme une allocation payable périodiquement. Le paragraphe 60.1(2) permet aussi la déduction de tels paiements faits pour le compte d'un ex-conjoint de fait ou des enfants confiés à la garde d'une telle personne, si les paiements ont été versés en vertu d'une ordonnance rendue conformément aux lois de l'Ontario, après 1985, ou en vertu d'une ordonnance rendue conformément aux lois d'une autre province ou d'un territoire, après le 10 février 1988.

Une exception aux règles énoncées au paragraphe 60.1(2) stipule que les montants suivants sont précisément exclus des paiements déductibles :

a) les dépenses relatives à un «établissement domestique autonome» («habitation») telle que cette expression est définie au paragraphe 248(1) que le payeur habite et

- (b) expenditures on tangible property unless the expenditure is on account of the following deductible expenses:
 - (i) a medical or educational expense or an expense incurred for the maintenance of the dwelling in which the spouse or former spouse resides (including mortgage payments, property taxes, utility payments, etc.), or
 - (ii) expenditures for the purchase or improvement of the dwelling in which the spouse or former spouse resides. In this regard, the maximum deduction is 20% of the original principal amount of the loan or indebtedness incurred to finance the purchase or improvement.

In order for these provisions to apply, the decree, order, judgment or written agreement must specifically state that subsections 60.1(2) and 56.1(2) are to apply to the above payments.

19. The difference between subsection 60.1(1), as discussed in 15-17 above, and subsection 60.1(2) as discussed in 18 above, is that under subsection 60.1(1) payment of the third party amount is only deemed to have been received by the spouse, former spouse or former common-law partner as the case may be. The payment must then satisfy the requirements to qualify as an allowance (6 to 10 above) and must be periodic (12 to 14 above). On the other hand, if all the requirements in subsection 60.1(2) have been satisfied as noted in 18 above, the payment is automatically deemed to be received by the spouse, former spouse or former common-law partner as an allowance payable on a periodic basis. Therefore, it is much easier for a third party payment to qualify under 60.1(2) as long as it is specified in the agreement or order that the parties intend the payments to be governed by subsections 60.1(2) and 56.1(2).

OTHER COMMENTS

Personal Exemptions and Tax Credits

20. Applicable for 1988 and subsequent taxation years, in the year in which a separation or divorce occurs, a taxpayer may claim either maintenance payments as deductions under paragraph 60(b), (c) or (c.1) in computing income or those tax credits under 118(1) to which the taxpayer would otherwise be entitled. However, in years subsequent to the separation or divorce, if the taxpayer is entitled to a deduction under paragraph 60(b), (c) or (c.1), he or she cannot claim the married tax credit under paragraph 118(1)(a) or claim the dependant tax credit under paragraph 118(1)(d) in that year. For taxation years before 1988 the same restrictions apply except that, instead of the married and dependant tax credits, personal

- b) les dépenses en vue de l'acquisition de biens corporels, sauf les dépenses suivantes :
 - (i) les frais médicaux, les frais d'études et les dépenses relatives à une habitation où réside le conjoint ou l'ex-conjoint (y compris les paiements d'hypothèque, les impôts fonciers, les factures de services d'utilité publique, etc.) ou
 - (ii) les dépenses en vue de l'acquisition ou de la rénovation d'une habitation où réside le conjoint ou l'ex-conjoint. À cet égard, la déduction maximale est de 20 pour 100 du montant du principal initial de la dette ou du prêt contracté en vue de financer l'achat ou l'amélioration.

Pour que ces dispositions s'appliquent, l'arrêt, l'ordonnance, le jugement ou l'accordécrit doivent préciser que les paragraphes 60.1(2) et 56.1(2) s'appliquent aux paiements mentionnés ci-dessus.

19. La différence entre le paragraphe 60.1(1), tel qu'il est mentionné aux numéros 15 à 17 ci-dessus, et le paragraphe 60.1(2), tel qu'il est mentionné au numéro 18 ci-dessus, est que, en vertu du paragraphe 60.1(1), le paiement fait à un tiers n'est que présumé avoir été reçu par le conjoint, l'ex-conjoint ou l'ex-conjoint de fait, selon le cas. Le paiement doit ensuite satisfaire aux conditions qui le rendent admissible comme allocation (voir les numéros 6 à 10 ci-dessus) et doit être périodique (voir les numéros 12 à 14 ci-dessus). D'autre part, lorsque toutes les conditions énoncées au paragraphe 60.1(2) ont été satisfaites, tel qu'il est mentionné au numéro 18 ci-dessus, le paiement est automatiquement présumé avoir été reçu par le conjoint, l'ex-conjoint ou l'ex-conjoint de fait comme une allocation payable périodiquement. Donc, il est plus facile pour un paiement fait à des tiers d'être admissible en vertu du paragraphe 60.1(2) en autant que les parties précisent dans l'arrêt ou dans l'accord que les paiements seront régis par les paragraphes 60.1(2) et 56.1(2).

AUTRES OBSERVATIONS

Exemptions personnelles et crédits d'impôt

20. Pour les années d'imposition 1988 et suivantes, et dans l'année où la séparation ou le divorce survient, un contribuable peut demander soit les paiements à titre d'allocation indemnitaire en tant que déduction en vertu du paragraphe 60b), c) ou c.1) dans le calcul de son revenu ou les crédits d'impôt en vertu du paragraphe 118(1) auxquels le contribuable aurait par ailleurs droit. Toutefois, dans les années suivant l'année de la séparation ou du divorce, si le contribuable peut bénéficier d'une déduction en vertu du paragraphe 60b), c) ou c.1), il ne peut pas demander le crédit d'impôt de marié selon l'alinéa 118(1)a) ou le crédit d'impôt pour enfants à charge selon l'alinéa 118(1)b) pour l'année. Pour les années d'imposition antérieures à 1988, la même

exemptions were claimed under paragraphs 109(1)(a) and (d) respectively. (For a further discussion of personal tax credits see the current version of IT-513 for 1988 and subsequent taxation years and, for personal exemptions, the current version of IT-191 for taxation years prior to 1988.)

Payments Made After Death of Recipient

21. Where payments continue to be made after the death of the payee they are not deductible by the payer whether they are made to the estate, the children, or anyone else. However, if not entitled to a deduction under paragraph 60(b), (c) or (c.1) in the year, the payer may be entitled to a dependant tax credit for a child in that year pursuant to the provisions of subsection 118(1). Also, if custody of the child reverts to the payer on the death of the spouse, former spouse or former common-law partner, there may be entitlement to a deduction for child care expenses in accordance with the provisions of section 63.

Non-Resident Recipients

- 22. Alimony and maintenance allowance payments made to a non-resident spouse, former spouse or former common-law partner, are subject to non-resident tax in accordance with paragraph 212(1)(f) of the Act. That paragraph is considered to apply only to those payments which, if the recipient were a resident, would be required to be included in income under paragraph 56(1)(b), (c) or (c.1) of the Act., subject to any overriding effect of a tax agreement or convention with the country of residence of the recipient (see the current version of Information Circular 76-12, Applicable Rate of Part XIII Tax on Amounts Paid or Credited to Persons in Treaty Countries).
- 23. Where a resident taxpayer is required, by a decree, order, judgment, or agreement, to remit the full amount of the alimony or maintenance allowance to a non-resident payee and to be responsible for payment of the non-resident tax, it will be necessary to compute the gross amount on which tax is to be levied and the tax payable by applying the following formula in which the tax rate percentage is expressed as a whole number.

Tax payable =
$$\frac{\tan x \text{ rate}}{100 \text{ minus tax rate}} \times \text{payment}$$

For example, if the rate is 15% and the payment is \$850, the computation is $^{15}/85$ x \$850 = \$150 and the gross amount, which is deductible from income provided the payment otherwise qualifies under paragraph 60(b), (c) or (c.1), is \$850 plus \$150, or \$1,000. The amount of tax withheld must be remitted to the Receiver General in

restriction s'applique sauf que, au lieu du crédit d'impôt de marié ou du crédit d'impôt pour enfants à charge, les exemptions personnelles pouvaient être demandées en vertu des alinéas 109(1)a) et b), respectivement. (Pour de plus amples renseignements concernant les crédits d'impôt personnels, veuillez vous reporter à la dernière version du IT-513 pour les années d'imposition 1988 et suivantes, et pour les exemptions personnelles pour les années d'imposition antérieures à 1988, veuillez consulter la dernière version du IT-191.)

Paiement faits après le décès du bénéficiaire

21. Lorsque les paiements continuent après le décès du bénéficiaire, ils ne sont pas déductibles par le payeur, qu'ils soient versés à la succession, aux enfants ou à une autre personne. Toutefois, même si le payeur n'a pas droit à une déduction en vertu de l'alinéa 60b), c) ou c.1) pour l'année visée, il peut avoir droit à un crédit d'impôt pour enfants à charge pour un enfant dans cette année-là, en vertu du paragraphe 118(1). Également, si le payeur obtient la garde de l'enfant après le décès du conjoint, de l'ex-conjoint ou de l'ex-conjoint de fait, il peut avoir droit à une déduction pour des frais de garde d'enfants conformément à l'article 63.

Bénéficiaires non résidants

- 22. Selon l'alinéa 212(1)f) de la Loi, la pension alimentaire ou l'allocation indemnitaire versée à un conjoint, à un ex-conjoint ou à un ex-conjoint de fait non résidant est assujetti à l'impôt des non-résidents. Cet alinéa s'applique uniquement aux paiements qui seraient à inclure dans le revenu en vertu de l'alinéa 56(1)b), c) ou c.1) de la Loi si le bénéficiaire était un résident, sous réserve de tout effet dérogatoire d'un accord fiscal ou d'une convention fiscale avec le pays de résidence du bénéficiaire (voir la dernière version de la Circulaire d'information 76-12, Taux applicable de l'impôt de la partie XIII sur les sommes payées ou créditées aux personnes qui vivent dans les pays ayant conclu une convention fiscale avec le Canada).
- 23. Lorsque, en vertu d'un décret, d'une ordonnance, d'un jugement ou d'un accord, un contribuable résidant est tenu de verser le plein montant de la pension alimentaire ou de l'allocation indemnitaire à un bénéficiaire non résidant et qu'il doit payer l'impôt des non-résidents qui s'applique, il faut calculer le montant brut imposable et l'impôt à payer au moyen de la formule ci-dessous, dans laquelle le taux d'impôt est exprimé comme un nombre entier.

Par exemple, si le taux est de 15 pour 100 et le paiement de 850 \$, le calcul est le suivant : 15/85 x 850 \$ = 150 \$ et le montant brut, qui est déductible du revenu si le paiement est par ailleurs admissible conformément à l'alinéa 60b), c) ou c.1), est de 850 \$ plus 150 \$, soit 1 000 \$. L'impôt retenu doit être versé au Receveur général, conformément aux lignes

accordance with guidelines provided in Part II of the current version of Information Circular 77-16, Non-Resident Income Tax.

directrices énoncées dans la partie II de la dernière version de la Circulaire d'information 77-16, *Impôt des non-résidents*.



INTERPRETATION

RILLETIN

MINISTÈRE DU REVENU NATIONAL, IMPÔT

SUBJECT:

INCOME TAX ACT Loans to Shareholders

OBJET:

LOI DE L'IMPÔT SUR LE REVENUVernment Publications

SERIAL NO-REFERENCE:

IT-119R DATE: November 25, 1974 Subsection 15(2) (also subsections 15(1), 15(7), 112(1) and 214(3) and paragraph

RENVOI:

20(1)(i))

Nº DE SÉRIE: IT-119R

Prêts aux actionnaires

DATE: le 25 novembre 1974 Paragraphe 15(2) (aussi les paragraphes 15(1),

15(7), 112(1) et 214(3) et l'alinéa 20(1)i))

This bulletin cancels and replaces Interpretation Bulletin IT-119 issued on August 28, 1973.

- 1. The amount of a loan that a corporation makes to a shareholder who is an individual is included in his income in the taxation year in which the loan was made, unless the loan comes within the exceptions for certain types of loans mentioned in paragraph 15(2)(a) or the exception based on repayment under the conditions mentioned in paragraph 15(2)(b). Where the shareholder is a corporation, the amount of the loan is deemed to have been received as a dividend.
- 2. The phrase 'a taxation year' appearing in the opening words of subsection 15(2) is considered to refer to that of the shareholder. If the taxation years of the lending corporation and the shareholder do not coincide, the date on which the loan was made determines the taxation year of the shareholder in which a loan is taxed under this subsection.
- 3. The operation of subsection 15(2) is not affected by the content of the corporation's surplus at the time a loan is deemed to be income to the shareholder.

Exceptions - Loans for Specific Purposes

- 4. To come within the exceptions in paragraph 15(2)(a), the shareholder must be able to establish that the loan comes within the provisions of one of subparagraphs 15(2)(a)(i) to (iv) and that bona fide arrangements were made at the time the loan was made for repayment within a reasonable time. In considering whether any arrangements for repayment were bona fide, the extent to which they have been carried out by the shareholder will be reviewed, and, if the shareholder is in default under the arrangements, any unusual circumstances that might have hindered him from carrying them out.
- 5. Subparagraph 15(2)(a)(i) refers to shareholders generally, while the other subparagraphs refer only to shareholders who are also officers or servants of the corporation. The term 'officer' includes a director of a corporation.
- 6. The phrase 'dwelling house' in subparagraph 15(2) (a)(ii) includes a country house, a summer cottage, a

Ce bulletin annule et remplace le Bulletin d'interprétation IT-119 paru le 28 août 1973.

- 1. Le montant d'un prêt consenti par une corporation à un actionnaire qui est un particulier est compris dans le revenu de ce dernier pour l'année d'imposition au cours de laquelle le prêt a été consenti, à moins qu'il ne soit visé par les exceptions de l'alinéa 15(2)a) applicables à certains genres de prêts ou par l'exception fondée sur le remboursement prévu à l'alinéa 15(2)b). Lorsque l'actionnaire est une corporation, le montant du prêt est réputé avoir été reçu à titre de dividende.
- 2. L'expression 'année d'imposition' au début du paragraphe 15(2) est réputée s'entendre de l'année d'imposition de l'actionnaire. Si les années d'imposition de la corporation prêteuse et de l'actionnaire ne coıncident pas, la date à laquelle le prêt a été consenți détermine l'année d'imposition de l'actionnaire au cours de laquelle un prêt peut être imposé en vertu de ce paragraphe.

MAY d. This in 3. La composition du surplus de la corporation à l'époque où un prêt est réputé eur me revenu de l'actionnaire ne modifie en rien l'application du paragraphe 15(2)

Exceptions - Prêts à des fins déterminées

- 4. Pour tomber sous le coup des exceptions de l'alinéa 15(2)a), l'actionnaire doit pouvoir démontrer que le prêt est assujetti aux dispositions d'un des sous-alinéas 15(2)a)(i) à (iv) et, qu'au moment où le prêt a été consenti, il a été convenu. de bonne foi, de modalités de remboursement dans un délai raisonnable. Pour juger de la bonne foi de l'actionnaire, on tiendra compte de la mesure dans laquelle il a respecté ses obligations et, s'il est en défaut, on examinera aussi les circonstances exceptionnelles qui ont pu l'empêcher de respecter ses engagements.
- 5. Le sous-alinéa 15(2)a)(i) traite des actionnaires en général, tandis que les autres sous-alinéas ne traitent que des actionnaires qui sont aussi des cadres ou employés de la corporation. Le mot 'cadre' peut s'entendre d'un administrateur d'une corporation.
- 6. L'expression 'maison d'habitation' sous-alinéa 15(2)a)(ii) comprend une maison de campagne, un chalet

self-contained suite in an apartment block, or a unit in a duplex. The officer or servant must actually occupy the dwelling house unless exceptional circumstances intervene, such as death, illness, fire, or transfer to another locality. Where the dwelling house is part of a building, such as a unit in a duplex or apartment house, the amount of the loan must not exceed the cost of that part of the building that actually constitutes the dwelling house.

7. Subparagraph 15(2)(a)(iii) provides an exception for loans made to enable or assist an officer or servant to purchase shares of the corporation. To come within the provisions of the subparagraph, the shares must be purchased from the corporation.

Exceptions - Repayment of Loans

- 8. To qualify for the exception in paragraph 15(2)(b), a loan must be repaid within one year from the end of the taxation year of the corporation that made the loan, and the repayment must not be a part of a series of loans and repayments.
- 9. Whether a repayment of a shareholder's loan is part of a series of loans and repayments is largely a question of fact, Normally, where there are only a few loans and repayments in a shareholder's account in the year, they are not considered to be such a series. In these cases, repayments are first applied in settlement of the oldest loan outstanding, unless the taxpayer instructs the Department to the contrary. However, where a shareholder temporarily repays a loan account that was outstanding throughout most of a corporation's taxation year, for example, repays the loan at or near the end of that year and reborrows the funds from the corporation shortly after the end of the year, the Department views these transactions as part of a series of loans and repayments. If a series of loans and repayments is established, the shareholder is not entitled to any deduction under paragraph 20(1)(j), except as outlined in paragraph 15 below.
- 10. The giving of a promissory note by an indebted shareholder or the assumption of his debt by another person does not constitute repayment of a loan made by a corporation to that shareholder.
- 11. A loan need not necessarily be repaid in money to meet the requirements of paragraph 15(2)(b). Repayment may be wholly or in part by a bona fide transfer of real or personal property by the shareholder to the corporation. A transfer of property constitutes repayment only to the extent of the fair market value of the property transferred.

Corporate Shareholders

12. A corporate shareholder of a taxable Canadian corporation, or of a corporation resident in Canada

d'été, un appartement autonome dans un collectif d'habitation ou un logement dans un duplex. Le cadre ou l'employé doit effectivement demeurer dans la maison d'habitation à moins de circonstances exceptionnelles, notamment un décès, une maladie, un incendie ou une mutation qui entraîne son déplacement. Lorsque la maison d'habitation n'est qu'une partie du bâtiment, notamment un logement dans un duplex ou un collectif d'habitation, le montant du prêt ne doit pas dépasser le coût de cette partie du bâtiment qui constitue effectivement la maison d'habitation.

7. Le sous-alinéa 15(2)a)(iii) prévoit une exception à l'égard des prêts effectués dans le but de permettre à un cadre ou à un employé d'acheter des actions de la corporation. Aux termes des dispositions du sous-alinéa, les actions doivent être achetées de la corporation.

Exceptions - Remboursement de prêts

- 8. Pour répondre aux exigences de l'exception prévue à l'alinéa 15(2)b), le prêt doit être remboursé dans les douze mois suivant la fin de l'année d'imposition de la corporation prêteuse et le remboursement ne doit pas faire partie d'une suite de prêts et de remboursements.
- 9. Que le remboursement d'un prêt fasse partie d'une suite de prêts et de remboursements est surtout une question de fait. Habituellement, lorsque le compte d'un actionnaire fait uniquement état de quelques prêts et remboursements au cours de l'année, ils ne sont pas réputés faire partie d'une telle suite de transactions. En pareils cas, les remboursements servent d'abord au règlement du plus ancien prêt en souffrance, à moins que le contribuable n'indique au Ministère d'agir autrement. Toutefois, lorsqu'un actionnaire rembourse temporairement un emprunt qui a été en souffrance pendant la plus grande partie de l'année d'imposition de la corporation, par exemple, lorsqu'il rembourse l'emprunt à la fin ou peu avant la fin de cette année-là et emprunte de nouveau les fonds de la corporation peu après la fin de l'année, le Ministère juge que ces transactions font partie d'une suite de prêts et de remboursements. S'il est établi qu'il y a une suite de prêts et de remboursements, l'actionnaire ne peut se prévaloir d'aucune des déductions prévues à l'alinéa 20(1)j), sauf dans les circonstances exposées au numéro 15 ci-après.
- 10. Le fait qu'un actionnaire redevable d'une dette donne un billet à ordre ou qu'une autre personne prenne sa dette en charge n'équivaut en rien au remboursement du prêt consenti par la corporation à cet actionnaire.
- 11. Il n'est pas nécessaire que le remboursement d'un emprunt soit effectué en argent pour répondre aux exigences de l'alinéa 15(2)b). Le remboursement peut être effectué en totalité ou en partie au moyen d'un transfert authentique de biens immeubles ou personnels par l'actionnaire à la corporation. Le transfert d'un bien ne constitue un remboursement que dans la mesure de la juste valeur marchande du bien transféré.

Corporations actionnaires

12. Lorsqu'une corporation actionnaire d'une corporation canadienne imposable ou d'une corporation résidant au

(other than a non-resident-owned investment corporation) and controlled by it, which is required to include a deemed dividend in income in a year under subsection 15(2), may deduct an amount equal to the dividend in computing its taxable income under subsection 112(1) of the Act.

Deduction from Income for Repayment of a Loan Previously Taxed

- 13. A shareholder (or a former shareholder) who is an individual and has repaid all or part of a loan, the amount of which was included in his income for a previous year under subsection 15(2), may deduct the amount of the repayment in computing his income for the year in which the repayment was made under paragraph 20(1)(j), provided that the repayment was not made as a part of a series of loans and repayments.
- 14. Where a corporate shareholder (or a former one) has repaid all or part of a loan which was included in income as a deemed dividend for a previous year pursuant to subsection 15(2), it may deduct the amount of the repayment in computing income for the year in which the repayment was made, under paragraph 20(1)(j), to the extent that the shareholder was not allowed to deduct an amount in respect of the deemed dividend in that previous year under subsection 112(1) of the Act, and provided that the repayment was not made as part of a series of loans and repayments.

Series of Loans and Repayments

- 15. If a shareholder has a running loan account (i.e., an account with more than a few loans and repayments during the year), the Department's position is that any repayments of the loan balance are 'made as a part of a series of loans and repayments' for purposes of subsection 15(2) and paragraph 20(1)(j). In these cases, the Department will continue the practice of examining the year-end balances (adjusted for temporary repayments described in paragraph 9 above) in such accounts with any net increase in the balance being considered a loan made to the shareholder in the year (subject to comments in paragraph 2 above) and any net decrease being considered a repayment made by the shareholder in the year. Although there is a series of loans and repayments for purposes of paragraph 20(1)(j), a net decrease in the year-end balance of the loan account is allowed as a deduction from income of the shareholder in the year the decrease occurs if it otherwise qualifies as a repayment under paragraph 20(1)(j). If a taxpayer requests that a decrease (or part of it) be applied to reduce an amount that may be subject to tax in the immediately preceding year, the Department will accede to that request but will not also allow a deduction under paragraph 20(1)(j) for that amount.
- 16. To illustrate the foregoing, assume that the following changes occurred in the running loan account of a

Canada et contrôlée par elle (autre qu'une corporation de placements appartenant à des non-résidents) est tenue d'inclure un dividende réputé dans le revenu d'une année en vertu des dispositions du paragraphe 15(2), la corporation actionnaire peut déduire un montant égal au dividende dans le calcul de son revenu imposable en vertu du paragraphe 112(1) de la Loi.

3

Déduction du revenu en raison du remboursement d'un prêt antérieurement imposé

- 13. Un actionnaire (ou un ancien actionnaire) qui est un particulier et qui a remboursé la totalité ou une partie d'un prêt, compris dans son revenu d'une année antérieure en vertu des dispositions du paragraphe 15(2), peut déduire le montant du remboursement lors du calcul de son revenu pour l'année au cours de laquelle le remboursement a été effectué en vertu de l'alinéa 20(1)j), pourvu que ce remboursement n'ait pas fait partie d'une suite de prêts et de remboursements.
- 14. Lorsqu'une corporation actionnaire (ou une ancienne corporation actionnaire) a remboursé la totalité ou une partie d'un prêt inclus dans son revenu, à titre de dividende réputé d'une année antérieure en vertu du paragraphe 15(2), elle peut, conformément à l'alinéa 20(1)j), déduire le montant du remboursement lors du calcul de son revenu de l'année au cours de laquelle le remboursement a été effectué, dans la mesure où il ne lui a pas été permis de déduire un montant relatif au dividende réputé durant cette année antérieure en vertu du paragraphe 112(1) de la Loi, et pourvu que le remboursement n'ait pas fait partie d'une suite de prêts et de remboursements.

Suite de prêts et de remboursements

- 15. Si un actionnaire a un compte courant d'emprunts (c.-à-d. un compte faisant état de nombreux prêts et remboursements au cours de l'année), le Ministère considère que tout remboursement du solde de l'emprunt fait 'partie d'une suite de prêts et de remboursements' aux fins du paragraphe 15(2) et de l'alinéa 20(1)j). En pareils cas, le Ministère continuera d'examiner les soldes de fin d'année (redressés en raison de remboursements temporaires mentionnés au numéro 9 ci-dessus) de pareils comptes et toute augmentation nette de ces soldes sera considérée comme un prêt consenti à l'actionnaire au cours de l'année (sous réserve des observations du numéro 2 ci-dessus) et toute diminution nette sera considérée comme un remboursement effectué par l'actionnaire durant l'année. Même s'il y a une suite de prêts et de remboursements aux fins de l'alinéa 20(1)j), une diminution nette du solde de fin d'année du compte d'emprunts est admise en déduction du revenu de l'actionnaire pour l'année pendant laquelle la diminution est survenue, si elle répond par ailleurs aux autres exigences d'un remboursement en vertu de l'alinéa 20(1)j). Si un contribuable demande qu'une diminution (ou une partie de cette dernière) soit appliquée en réduction d'un montant qui peut être assujetti à l'impôt dans l'année précédente, le Ministère accédera à la demande, mais n'admettra pas en plus une déduction à l'égard de ce montant en vertu de l'alinéa 20(1)j).
- 16. Pour illustrer ce qui précède, supposons que les modifications suivantes aient été apportées au compte courant

shareholder of a corporation having a December 31 year-end:

Balance, beginning of 1970		N/C	
Net in	crease	in — 1970	\$4,100
>>	97	- 1971	6,900
99	22	- 1972	9,300
Net d	ecrease	in - 1973	2,300
2.7	22	- 1974	2.700

Assuming that the loans were not exempted by paragraph 15(2)(a), the net increases in 1970 and 1971 are income to the shareholder in those years, after their non-repayment by the end of 1971 and 1972 respectively has been ascertained. The \$9,300 increase in 1972 is subject to tax in 1972 and deductions of \$2,300 and \$2,700 are allowable in 1973 and 1974, under paragraph 20(1)(j). If the shareholder requests that the \$2,300 decrease in 1973 be applied to reduce the amount taxable in 1972 to \$7,000, this would be allowed but no deduction in 1973 under paragraph 20(1)(j) would be allowed.

17. Some charges to a shareholder's running loan account may not strictly be loans, but payments made by the corporation on behalf of the shareholder or advances against future salaries, rents or dividends. The Department will extend the treatment outlined in paragraph 15 to all such items in the account. However, if a taxpayer wishes to separate the transactions into two separate accounts (one comprising loans and repayments, and the other the items mentioned above and repayments), the Department will follow the treatment outlined in paragraph 15 for the loans and repayments but will consider any excess of the items mentioned above over repayments in the year as an appropriation of funds in the year pursuant to subsection 15(1) of the Act. In these cases, there is no provision in the Act for a deduction upon repayment of such appropriations in a subsequent taxation year.

Non-Resident Corporation and Shareholders

18. As provided in subsection 15(7), the provisions of subsection 15(2) are applicable in computing the income of a Canadian shareholder whether or not the lending corporation was resident in Canada or carried on business in Canada.

19. Where a corporation resident in Canada makes a loan to a non-resident shareholder and the provisions of subsection 15(2) would be applicable in computing his income if he were resident in Canada, then, by virtue of the provisions of subsection 214(3), the amount that would have been deemed to be income pursuant to subsection 15(2) is deemed to have been paid to him as a dividend. Consequently, the non-resident shareholder is liable to pay income tax under Part XIII of the Act of 25 per cent (reduced to 15 per cent until 1976 and thereafter in certain circumstances) of the amount of the dividend deemed to have been paid to him. Should the

d'emprunts de l'actionnaire d'une corporation dont l'année prend fin de 31 décembre:

Solde au de	ébut de 19	70	néant
Augmentat	tion nette e	n 1970	\$4,100
22	"	1971	6,900
>>	>>	1972	9,300
Diminution	nette en l	1973	2,300
27	27	1974	2.700

Si nous supposons que les emprunts n'étaient pas exemptés par l'alinéa 15(2)a), les augmentations nettes de 1970 et 1971 constituent un revenu de l'actionnaire pour ces années-là après qu'il a été établi qu'ils n'ont pas été remboursés à la fin de 1971 et 1972 respectivement. L'augmentation de \$9,300 en 1972 est assujettie à l'impôt en 1972 et des déductions de \$2,300 et \$2,700 sont admissibles en 1973 et 1974, en vertu de l'alinéa 20(1)j). Si l'actionnaire demandait que la diminution de \$2,300 de 1973 serve à réduire à \$7,000 le montant imposable en 1972, cette demande serait acceptée mais il ne lui serait permis de faire aucune déduction en 1973 en vertu de l'alinéa 20(1)j).

17. Il est possible que certaines sommes imputées au compte courant d'emprunts d'un actionnaire ne soient pas à strictement parler des emprunts, mais qu'elles constituent des paiements faits par la corporation au nom de l'actionnaire ou des avances sur les traitements, loyers ou dividendes ultérieurs. Le Ministère étendra le traitement exposé au numéro 15 à tous les éléments semblables du compte. Toutefois, si le contribuable désire répartir les transactions entre deux comptes distincts (l'un comprenant des prêts et remboursements et l'autre les éléments mentionnés ci-dessus et des remboursements), le Ministère appliquera le traitement exposé au numéro 15 aux emprunts et remboursements mais considérera tout excédent des éléments mentionnés ci-dessus sur les remboursements effectués dans l'année comme étant une attribution de fonds dans l'année, conformément au paragraphe 15(1) de la Loi. En pareils cas, la Loi ne renferme aucune disposition prévoyant une déduction à l'occasion du remboursement de semblables attributions au cours d'une année d'imposition subséquente.

Corporation et actionnaires non-résidents

18. Comme il est prévu au paragraphe 15(7), les dispositions du paragraphe 15(2) s'appliquent au calcul du revenu d'un actionnaire canadien, que la corporation prêteuse ait ou non résidé au Canada ou y ait ou non exploité une entreprise.

19. Lorsqu'une corporation résidant au Canada consent un prêt à un actionnaire non résidant et que les dispositions du paragraphe 15(2) s'appliqueraient au calcul du revenu de l'actionnaire s'il résidait au Canada, en vertu des dispositions du paragraphe 214(3), le montant qui serait réputé être un revenu en vertu du paragraphe 15(2) est réputé avoir été payé à l'actionnaire non résidant à titre de dividende. Par conséquent, l'actionnaire non résidant est tenu de payer un impôt sur le revenu conformément à la Partie XIII de la Loi, égal à 25 pour cent (réduit à 15 pour cent d'ici 1976 et par la suite selon certaines circonstances) du montant du dividende qu'il est réputé avoir reçu. Dans le cas où un dividende est réputé avoir

dividend be deemed to have been paid by a corporation that has a degree of Canadian ownership within the meaning of subsection 257(1), then the non-resident shareholder is liable to pay income tax of 20 per cent (reduced to 10 per cent until 1976 and thereafter in certain circumstances) of the amount of the dividend deemed to have been received by him pursuant to the provisions of subsections 212(2) and (3). In either case, section 215 requires the lending corporation to remit the income tax to the Receiver General for Canada on behalf of the non-resident shareholder.

- 20. A loan that a corporation makes to a non-resident shareholder in a particular taxation year cannot be determined to be a deemed dividend to him until one year after the end of the particular year. If tax must be remitted, the Department's policy is not to levy a penalty in respect of the withholding tax requirements provided that the tax is remitted on or before the 15th day of the 13th month following the end of the particular taxation year.
- 21. Paragraphs 15 to 18 discuss the Department's practice of examining year-end balances when it is evident that a shareholder's loan account is a series of loans and repayments. It is pointed out that any net increase in the year-end balances will be considered a loan to the shareholder in the year and any net decrease will be considered a repayment by the shareholder in the year. The following example illustrates the computations that may be required when a corporation's taxation year does not coincide with its shareholder's taxation year.

été payé par une corporation qui est dans une certaine mesure d'appartenance canadienne aux termes du paragraphe 257(1), l'actionnaire non résidant est alors redevable d'un impôt sur le revenu, égal à 20 pour cent (réduit à 10 pour cent d'ici 1976 et par la suite selon certaines circonstances) du montant du dividende qu'il est réputé avoir reçu en vertu des dispositions des paragraphes 212(2) et (3). Dans les deux cas, l'article 215 exige que la corporation prêteuse remette l'impôt sur le revenu au Receveur général du Canada au nom de l'actionnaire non résidant.

- 20. Lorsqu'un prêt est consenti par une corporation à un actionnaire non résidant au cours d'une année particulière d'imposition, il faut qu'il s'écoule au moins un an après l'année en question pour qu'il puisse être établi qu'il s'agit d'un dividende réputé. Si l'impôt doit être versé, la politique du Ministère n'est pas d'imposer une pénalité pour défaut d'effectuer les retenues fiscales prescrites, pourvu que l'impôt soit versé au plus tard le 15e jour du 13e mois suivant la fin de l'année visée.
- 21. Les nos 15 à 18 expliquent que le Ministère continuera à examiner les soldes de fin d'année, si le compte d'emprunt d'un actionnaire constitue une série d'emprunts et de remboursements; on y souligne que toute augmentation nette de ces soldes sera considérée comme un prêt consenti à l'actionnaire au cours de l'année et que toute diminution nette sera considérée comme un remboursement effectué par l'actionnaire durant l'année. L'exemple qui suit illustre les calculs qui peuvent s'imposer si la fin de l'année d'imposition d'une corporation ne coincide pas avec celle de l'année d'imposition de son actionnaire.

Exemple:

Example:

Mr. Plum is the 100% owner of Plum Contracting Ltd. Monsieur X est l'unique propriétaire de la société A Ltée. Plum Contracting Ltd. has a March 31 year end L'exercice de la société A se termine le 31 mars.

The activity in Mr. Plum's shareholder's account can be summarized as follows: En résumé, le compte d'actionnaire de M. X fait l'objet des transactions suivantes:

		Dr. D	(Cr.)	Balance Solde
Jan. 1/71 1 ^{er} janvier 1971				Nil Néant
Apr. 1 - Dec. 31/71 1er avril au 31 déc. 1971	cash advances avances en espèces	10,500		10,500
Jan. 1 – Mar. 31/72cash advances1er janvier au 31 mars 1972avances en espèces	11,000			
Mar. 31/72 31 mars 1972	salary traitement		8,500	13,000
Apr. 1 – Dec. 31/72 1er avril au 31 déc. 1972	cash advances avances en espèces	12,000		25,000
Jan. 1 – Mar. 31/73 1 ^{er} janvier au 31 mars 1973	cash advances avances en espèces	3,000		

		Dr. D	(Cr.) C	Solde
Mar. 31/73 31 mars 1973	salary traitement	•	15,000	13,000
Apr. 1 — Dec. 31/73 1er avril au 31 déc. 1973	cash advances avances en espèces	14,000		27,000
Jan. 1 – Mar. 31/74 1er janvier au 31 mars 1974	cash advances avances en espèces	3,500		
Mar. 31/74 31 mars 1974	salary traitement		18,000	
Mar. 31/74 31 mars 1974	dividend dividende		10,000	2,500
Apr. 1 — Dec. 31/74 1er avril au 31 déc. 1974	cash advances avances en espèces	5,500		8,000
Mar. 31/75 31 mars 1975	salary traitement		4,000	4,000

- (i) Taxation year ending March 31, 1972
- Mr. Plum's loan account increased by \$13,000 during the year
- of this amount, \$10,500 is considered to have been loaned to Mr. Plum in 1971 and the remaining \$2,500 in 1972.
- (ii) Taxation year ending March 31, 1973
- none of the \$13,000 loaned to Mr. Plum in the previous taxation year is considered to have been repaid during the year
- pursuant to subsection 15(2), \$10,500 is included in Mr. Plum's 1971 income and \$2,500 is included in his 1972 income.
- (iii) Taxation year ending March 31, 1974
- Mr. Plum's loan account decreased by \$10,500 during the year
- as the balance of Mr. Plum's loan account increased between March 31, 1973 and December 31, 1973, the \$10,500 repayment is considered to have been made in 1974.
- (iv) Taxation year ending March 31, 1975
- Mr. Plum's loan account increased by \$1,500 during the year
- as the balance in Mr. Plum's loan account decreased between December 31, 1974 and March 31, 1975, the \$1,500 loan is considered to have been made in 1974
- in computing his 1974 income, Mr. Plum is allowed a deduction of \$9,000 (\$10,500 repayment less \$1,500 loan) pursuant to paragraph 20(1)(j).

- (i) Année d'imposition se terminant le 31 mars 1972
- Le compte d'emprunt de M. X a augmenté de \$13,000 pendant l'année
- Sur ce montant, M. X est réputé avoir reçu un prêt de \$10,500 en 1971 et de \$2,500 en 1972.
- (ii) Année d'imposition se terminant le 31 mars 1973
- M. X est réputé n'avoir remboursé dans l'année aucune fraction des \$13,000 empruntés durant l'année d'imposition précédente
- En vertu du paragraphe 15(2), M. X doit inclure les \$10,500 dans son revenu pour 1971 et les \$2,500 dans son revenu pour 1972.
- (iii) Année d'imposition se terminant le 31 mars 1974
- Le compte d'emprunt de M. X a diminué de \$10,500 durant l'année
- Comme le solde du compte d'emprunt de M. X a augmenté entre le 31 mars et le 31 décembre 1973, ce dernier est réputé avoir remboursé les \$10,500 en 1974.
- (iv) Année d'imposition se terminant le 31 mars 1975
- Le compte d'emprunt de M. X a augmenté de \$1,500 durant l'année
- Comme le solde du compte d'emprunt de M. X a diminué entre le 31 décembre 1974 et le 31 mars 1975, ce dernier est réputé avoir reçu un prêt de \$1,500 en 1974
- Lors du calcul de son revenu pour 1974, M. X peut déduire \$9,000 (le remboursement de \$10,500 moins l'emprunt de \$1,500) en vertu de l'alinéa 20(1)j).

REVENU CANADA. IMPÔT Publications

SUBJECT: INCOME TAX ACT

Loans to Shareholders and Certain Persons Connected to Shareholders

NO: IT-119R2

August 11, 1980

REFERENCE: Subsection 15(2) (also subsections 15(1), 15(2.1), 15(7), 112(1) and 214(3) and paragraph 20(1)(j))

OBJET: LOI DE L'IMPÔT SUR LE REVENU

Prêts aux actionnaires et à certaines personnes rattachées à un actionnaire

No: IT-119R2

DATE: le 11 août 1980

RENVOI: Paragraphe 15(2) (également les paragraphes 15(1), 15(2.1), 15(7), 112(1), et 214(3) et l'alinéa 20(1)(j)).

This bulletin cancels and replaces IT-119R issued on November 25, 1974 and IT-248 issued on September 2, 1975. Current revisions are designated by vertical lines.

1. Various matters concerning loans to shareholders and certain persons connected to shareholders are discussed under the following main headings:

	Paragraphs
General	2 to 12
Meaning of Loan	13 to 16
Exceptions: Loans for Specific Purposes	
General	17 to 19
Dwelling house	20 to 23
Acquisition of shares	24
Exception: No Series, Repayment	
Within One Year	25 to 30
Deduction of Repayment if Not Part	
of a Series	31 to 33
Application of subsection 15(2) and	
paragraph 20(1)(i) - Where A Series	34 to 36

For comments on interest-free and low-interest loans to shareholders and employees subject to section 80.4 see IT-421.

General

- The amount of a loan made before April 1, 1977 by a corporation to a shareholder, including a corporate shareholder, is included in the shareholder's income in the taxation year in which the loan is made unless the loan comes within the exception for certain types of loans mentioned in paragraph 15(2)(a) or the exception based on repayment under the conditions mentioned in paragraph 15(2)(b). Applicable to loans made after March 31, 1977, the above general rule was modified to apply to loans made:
 - (a) by a particular corporation, a corporation to which that particular corporation is related or a partnership of which either or both of the corporations is a member (hereinafter referred to as the "lender"), and

Le présent bulletin annule et remplace le Bulletin d'interprétation IT-119R du 25 novembre 1974 et le Bulletin d'interprétation IT-248 du 2 septembre 1975. Les révisions sont indiquées d'un trait vertical.

1. Différentes questions ayant trait aux prêts aux actionnaires et à certaines personnes rattachées à des actionnaires sont discutées sous les principaux titres suivants:

	Numeros
Généralités	2 à 12
Signification de prêt	13 à 16
Exceptions: Prêts à des fins déterminées	
Généralités	17 à 19
Maison d'habitation	20 à 23
Acquisition d'actions	24
Exception: Pas de série de prêts et de	
remboursements; remboursement dans un délai	
d'un an	25 à 30
Déduction d'un remboursement s'il ne s'agit pas	
d'une série d'emprunts	31 à 33
Application du paragraphe 15(2) et de l'alinéa	
20(1)j) - Dans le cas d'une série de prêts	34 à 36

Le IT-421 renferme des commentaires sur les prêts à intérêt réduit ou nul consentis à des actionnaires et à des employés, visés par l'article 80.4.

Généralités

- 2. Le montant d'un prêt consenti avant le ler avril 1977 par une corporation à un actionnaire, y compris un actionnaire constitué en corporation, est inclus dans le revenu de cet actionnaire pour l'année d'imposition au cours de laquelle le prêt a été consenti, à moins qu'il ne soit visé par les exceptions de l'alinéa 15(2)a) applicables à certains genres de prêts ou par l'exception fondée sur le remboursement prévu à l'alinéa 15(2)b). Dans le cas de prêts consentis après le 31 mars 1977, la règle générale qui précède a été modifiée pour s'appliquer aux prêts consentis:
 - a) par une corporation donnée, une corporation à laquelle elle est liée ou une société dont l'une ou l'autre des corporations ou les deux font partie (ci-après désignée comme le «prêteur»),

- (b) to a person, other than a corporation resident in Canada, who is a shareholder of the particular corporation or who is connected with a shareholder of the particular corporation (hereinafter referred to as the "borrower").
- 3. Section 251 provides the rules for determining when corporations are related and is discussed in IT-419.
- 4. The phrase "a taxation year" appearing in the opening words of subsection 15(2) is considered to refer to that of the borrower. If the taxation years of the lender and the borrower do not coincide, the date on which the loan was made determines the taxation year of the borrower in which a loan is taxed under this subsection. Where the borrower is a partnership (see 5 below) the term "taxation year" is considered to mean the fiscal period of the partnership. Similarly, where the lender is a partnership, the "taxation year" referred to in paragraph 15(2)(b) is considered to mean the fiscal period of that partnership.
- 5. Because subsection 15(2) relates to the computation of a taxpayer's income and the general rule in paragraph 96(1)(a) requires that a taxpayer's income from a partnership be computed as if the partnership were a separate person, the word "person" in subsection 15(2) is considered to include a partnership notwithstanding that a partnership is not in fact a person. Similarly, "taxpayer" in paragraph 20(1)(j) is considered to include a partnership where a loan subject to subsection 15(2) has been included in computing the partnership's income and the loan is subsequently repaid by the partnership.
- 6. Subsection 15(2.1) provides that, with two exceptions, all persons who do not deal at arm's length with a shareholder of a particular corporation are connected with that shareholder for the purposes of subsection 15(2). The two exceptions are a foreign affiliate of the particular corporation or a foreign affiliate of a person resident in Canada with which the particular corporation does not deal at arm's length. The definition of foreign affiliate in paragraph 95(1)(d) is considered equally applicable for the purposes of subsection 15(2.1). For a discussion of the Department's view on arm's length see IT-419.
- 7. As provided in subsection 15(7), the provisions of subsection 15(2) are applicable in computing a taxpayer's income under Part I whether or not the lender was resident in Canada or carried on business in Canada.
- 8. In respect of loans made after March 31, 1977, subsection 15(8) provides that subsection 15(2) is not applicable to a loan made by a non-resident person to another non-resident person.
- 9. Where the lender is a corporation, the operation of subsection 15(2) is not affected by the content of the corporation's surplus at the time a loan is deemed to be income of the borrower.

- b) à une personne, autre qu'une corporation résidant au Canada, qui est un actionnaire de la corporation donnée ou qui est rattachée à un actionnaire de la corporation donnée (ci-après désigné comme étant «l'emprunteur»).
- 3. L'article 251 prévoit les règles pour déterminer si les corporations sont liées et ces règles sont expliquées dans le IT-419.
- 4. L'expression «année d'imposition» au début du paragraphe 15(2) est réputée s'entendre de l'année d'imposition de l'emprunteur. Si les années d'imposition du prêteur et de l'emprunteur ne coincident pas, la date où le prêt a été consenti détermine l'année d'imposition de l'emprunteur au cours de laquelle un prêt peut être imposé en vertu de ce paragraphe. Lorsque l'emprunteur est une société (voir le numéro 5 ci-dessous), l'expression «année d'imposition» est réputée s'entendre de l'exercice financier de cette société. De même, si le prêteur est une société, l'«année d'imposition» mentionnée à l'alinéa 15(2)b) est réputée s'entendre de l'exercice financier de cette société.
- 5. Étant donné que le paragraphe 15(2) se rapporte au calcul du revenu d'un contribuable et que la règle générale énoncée à l'alinéa 96(1)a) exige que le revenu d'un contribuable provenant d'une société soit calculé comme si la société était une personne distincte, le mot «personne» au paragraphe 15(2) est réputé comprendre une société même si une société n'est pas, de fait, une personne. De même, l'expression «contribuable» à l'alinéa 20(1)j) est réputée comprendre une société si le prêt visé par le paragraphe 15(2) a été inclus dans le calcul du revenu de la société et si le prêt est, par la suite, remboursé par la société.
- 6. Le paragraphe 15(2.1) prévoit, à deux exceptions près, que toutes les personnes qui ont un lien de dépendance avec un actionnaire d'une corporation donnée sont rattachées à cet actionnaire aux fins du paragraphe 15(2). Les deux exceptions sont une corporation étrangère affiliée à la corporation donnée ou une corporation étrangère affiliée à une personne résidant au Canada avec laquelle la corporation donnée a un lien de dépendance. La définition que donne l'alinéa 95(1)d) d'une corporation étrangère affiliée est réputée s'appliquer également aux fins du paragraphe 15(2.1). Pour connaître l'opinion du Ministère sur les sens de l'expression »sans lien de dépendance», voir le IT-419.
- 7. Comme il est prévu au paragraphe 15(7), les dispositions du paragraphe 15(2) s'appliquent au calcul du revenu d'un contribuable assujetti à la Partie I, que le prêteur soit ou non un résident du Canada ou y exploite une entreprise.
- 8. En ce qui a trait aux prêts consentis après le 31 mars 1977, le paragraphe 15(8) prévoit que le paragraphe 15(2) ne s'applique pas aux prêts consentis par un non-résident à un autre non-résident.
- 9. Si le prêteur est une corporation, la composition du surplus de la corporation à la date où un prêt est réputé être un revenu de l'emprunteur ne modifie en rien l'application du paragraphe 15(2).

- 10. Subsection 15(2) applies to non-resident borrowers unless the lender is also non-resident. For non-resident borrowers, paragraph 214(3)(a), for purposes of Part XIII, deems amounts which would be included in income pursuant to subsection 15(2), if Part I were applicable, to have been paid to the non-resident as a dividend upon which an income tax under subsection 212(2) is applicable. Section 215 requires the lender to withhold and remit the income tax to the Receiver General for Canada. Where there is no series of loans and repayments, so that a loan made to a non-resident borrower in a particular taxation year cannot be determined to be a deemed dividend to him until one year after the end of the taxation year of the lender in which the loan was made, the Department's practice is not to levy a penalty in respect of the requirements for remittance of the tax provided that the tax is remitted on or before the 15th day of the 13th month following the end of the lender's taxation year in which the loan was made. Where there is a series of loans and repayments (see 34 to 36 below), the tax is based on the net increase in the loan account during the lender's taxation year. A penalty in respect thereof is not levied provided that the tax is remitted on or before the 15th day of the month following the end of the lender's taxation year in which the net increase occurred.
- 11. The Act does not provide for a refund of the tax paid on the subsection 214(3)(a) deemed dividend should the borrower subsequently repay the loan and the Department is therefore unable to permit such a refund.
- 12. Because paragraph 214(3)(a) is for the purposes of Part XIII only, where the lender is a private corporation the deemed dividend does not qualify as a dividend paid by the corporation for purposes of subparagraph 129(1)(a)(i).

Meaning of Loan

- 13. Whether a bona fide loan exists is a question of fact. Notwithstanding that the more usual characteristics of a true loan (for examples, see IT-222R and IT-258) may be absent, under a given set of facts, any debtor/creditor relationship could constitute a loan for the purposes of subsection 15(2). The Department's view on the more common items are set out in 14 to 16 below.
- 14. Some borrowers may have running loan accounts which could contain charges for payments made by the lender to a third party on the borrower's behalf or advances against future salaries, rents or dividends. Although such charges may not be true loans, they will be afforded the subsection 15(2) treatment outlined in 34 to 36 below if the borrower so requests in writing. This treatment will be allowed notwithstanding that the account does not contain at least one true loan. Some accounts may contain both true loans and repayments and charges such as those outlined above and the repayments

10. Le paragraphe 15(2) s'applique aux emprunteurs qui sont des non-résidents, à moins que le prêteur ne soit également un non-résident. Dans le cas d'emprunteurs non résidants, en vertu de l'alinéa 214(3)a), aux fins de la Partie XIII, les sommes qui auraient été incluses dans le calcul du revenu en vertu du paragraphe 15(2) sont réputées, si la Partie I était applicable, avoir été versées à un non-résident à titre de dividende auquel s'applique un impôt sur le revenu en vertu du paragraphe 212(2). L'article 215 exige que le prêteur retienne et remette l'impôt sur le revenu au Receveur général du Canada. S'il ne s'agit pas d'une série de prêts et de remboursements, de sorte qu'un prêt consenti à un emprunteur non résidant dans une année d'imposition donnée ne puisse être reconnu comme un dividende présumé pour l'emprunteur qu'une année après la fin de l'année d'imposition du prêteur au cours de laquelle le prêt à été consenti, le Ministère a l'habitude de ne pas imposer de pénalité à l'égard de l'obligation des versements de l'impôt, pourvu que l'impôt soit payé au plus tard le 15^e jour du 13^e mois suivant la fin de l'année d'imposition du prêteur au cours de laquelle le prêt a été consenti. Dans le cas d'une série de prêts et de remboursements (voir les numéros 34 à 36 ci-dessous), l'impôt est calculé sur l'augmentation nette du compte de prêts pendant l'année d'imposition du prêteur. Aucune pénalité n'est imposée à cet égard, pourvu que l'impôt soit versé au plus tard le 15e jour du mois suivant la fin de l'année d'imposition du prêteur au cours de laquelle l'augmentation nette a eu lieu.

- 11. La Loi ne prévoit pas de remboursement de l'impôt payé sur le dividende réputé selon l'alinéa 214(3)a) si l'emprunteur rembourse ultérieurement le prêt et le Ministère ne peut donc permettre un tel remboursement.
- 12. Étant donné que l'alinéa 214(3)a) ne sert qu'aux fins de la Partie XIII, lorsque le prêteur est une corporation privée, le dividende réputé n'est pas admis comme un dividende payé par la corporation aux fins du sous-alinéa 129(1)a)(i).

Signification de prêt

- 13. Pour déterminer si un prêt a été consenti de bonne foi, il faut examiner les faits. Bien que les caractéristiques les plus courantes d'un prêt authentique (voir les exemples donnés dans les IT-222R et IT-258) puissent n'être pas apparentes, dans des circonstances données, la relation entre un créancier et un débiteur pourrait justifier l'existence d'un prêt aux fins du paragraphe 15(2). Le point de vue du Ministère sur les éléments les plus fréquents est exposé aux numéros 14 à 16 ci-dessous.
- 14. Il arrive que certains emprunteurs ont des comptes courants de prêts qui peuvent inclure des imputations pour des paiements faits par le prêteur à une tierce partie au nom de l'emprunteur ou pour des avances au titre de traitements, loyers ou dividendes à venir. Bien que ces imputations ne soient pas des prêts authentiques, elles seront visées par les dispositions du paragraphe 15(2), expliquées aux numéros 34 à 36 ci-dessous, si l'emprunteur le demande par écrit. Cette manière de faire sera admise, même si le compte ne contient pas un seul prêt authentique. Certains comptes peuvent inclure à la fois des prêts authentiques et des remboursements et des imputations comme celles décrites

of these charges. If the borrower wishes to separate such transactions into two separate accounts (one containing true loans and repayments and the other containing non-loan items as mentioned above and repayments), the Department will follow the 15(2) treatment for the true loans and their repayment only. Any excess of the non-loan items over repayments in the year will be considered a benefit or appropriation of funds in the year taxable pursuant to subsection 15(1). In these latter cases, there is no provision in the Act for a deduction upon repayment of such a benefit or appropriation in a subsequent taxation year.

- 15. Whether the purchase of a borrower's bond or debenture constitutes a loan to which the provisions of subsection 15(2) can apply is a question of fact. For example, where the lender purchases the bond or debenture at fair market value on the open market from a vendor who deals at arm's length with the lender and borrower, the Department takes the view that subsection 15(2) is not applicable. On the other hand, where the lender acquires the bond or debenture directly from the borrower, the Department takes the view that subsection 15(2) may be applicable.
- 16. The following items are not normally considered loans for the purposes of subsection 15(2) and may be subject to the provisions of subsection 15(1) under which they would be included in a shareholder's income for the taxation year in which the debt was incurred:
 - (a) trade accounts receivable,
 - (b) amounts owing in respect of the purchase of property other than inventory from the corporation
 - (c) amounts owing in respect of rent for the use of a corporation's asset, and
 - (d) interest owing in respect of a loan from the corporation.

Exceptions: Loans for Specific Purposes - 15(2)(a)

Genera

4

- 17. To come within the exceptions in paragraph 15(2)(a), the borrower must be able to establish that the loan comes within the provisions of one of subparagraphs 15(2)(a)(i) to (iv) and that bona fide arrangements were made at the time the loan was obtained for repayment of the loan within a reasonable time. In considering whether any arrangements for repayment were bona fide, the extent to which they have been carried out by the borrower will be reviewed, and, if the borrower is in default under the arrangements, any unusual circumstances that might have hindered him from carrying them out. Whether the time period allowed for repayment is "within a reasonable time" is a question of fact. In a given situation, one of the factors the Department will consider is the normal commercial practice which would prevail in a similar situation.
- 18. The exceptions in subparagraphs 15(2)(a)(ii) to (iv) apply only where a specific loan was made for a qualified

- ci-dessus, ainsi que le remboursement de ces même imputations. Si l'emprunteur désire faire la distinction entre ces transactions dans deux comptes distinctes (un pour les prêts authentiques et remboursements et l'autre pour les éléments susmentionnés et leurs remboursements), le Ministère n'appliquera les dispositions du paragraphe 15(2) qu'aux prêts authentiques et à leurs remboursements. Tout excédent des éléments qui ne sont pas des prêts sur les remboursements dans l'année sera considéré être un avantage ou une attribution de fonds imposable en vertu du paragraphe 15(1). Dans ce dernier cas, il n'y aucune disposition dans la Loi prévoyant une déduction du remboursement d'un tel avantage ou attribution dans une année d'imposition subséquente.
- 15. Pour déterminer si l'achat d'une obligation ou d'une débenture de l'emprunteur constitue un prêt auquel peuvent s'appliquer les dispositions du paragraphe 15(2), il faut examiner les faits. Par exemple si le prêteur achète l'obligation ou la débenture à sa juste valeur marchande sur le marché libre d'un vendeur qui négocie sans lien de dépendance avec le prêteur et l'emprunteur, le Ministère considère que le paragraphe 15(2) ne s'applique pas. D'un autre côté, si le prêteur fait l'acquisition de l'obligation ou de la débenture directement de l'emprunteur, le Ministère considère que le paragraphe 15(2) peut s'appliquer.
- 16. Les éléments suivants ne sont pas ordinairement considérés comme des prêts aux fins du paragraphe 15(2) et ils peuvent être visés par les dispositions du paragraphe 15(1) selon lesquelles ils seraient inclus dans le revenu de l'actionnaire pour l'année d'imposition au cours de laquelle la dette a été contractée:
 - a) les comptes-clients,
 - b) les montants dus à l'égard de l'achat de biens, autres que le stock, appartenant à la corporation,
 - c) les montants dus à l'égard de loyer pour l'utilisation de biens de la corporation, et
 - d) l'intérêt dû à l'égard d'un prêt consenti par la corporation.

Exceptions: Prêts à des fins déterminées - 15(2)a)

Généralités

17. Pour être visé par les exceptions de l'alinéa 15(2)a), l'emprunteur doit pouvoir démontrer que l'emprunt est assujetti aux dispositions d'un des sous-alinéas 15(2)a)(i) à (iv) et que, au moment où le prêt a été consenti, il a été convenu, de bonne foi, de modalités de remboursement dans un délai raisonnable. Pour juger de la bonne foi de l'emprunteur, il faut tenir compte de la mesure dans laquelle il a respecté ses obligations et, s'il est en défaut, il faut examiner aussi les circonstances exceptionnelles qui ont pu l'empêcher de respecter ses engagements. Pour déterminer si la période fixée pour le remboursement constitue un «délai raisonnable» il faut étudier les faits. Dans une situation donnée, un des facteurs que le Ministère considèrera est la pratique commerciale ordinaire qui prévaut dans une situation semblable.

18. Les exceptions prévues aux sous-alinéas 15(2)a)(ii) à (iv) ne s'appliquent que si un prêt déterminé a été consenti pour une

purpose and is used for that purpose. Where a borrower also has other loans that do not qualify for one of these exceptions, he must be able to demonstrate that the part of his total loan balance consisting of the specific loan that was used for the excepted purpose meets all of the conditions necessary to qualify for that exception. This would normally require that any loan which qualifies for one of the exceptions in subparagraphs 15(2)(a)(ii) to (iv) be maintained in a separate account.

19. Subparagraph 15(2)(a)(i) applies to borrowers generally whereas the other subparagraphs apply only to borrowers who are also officers or servants of the lender. The term "officer" includes a director of a corporation.

Dwelling House

- 20. The phrase "dwelling house" in subparagraph 15(2)(a)(ii) includes a country house, a summer cottage, a self-contained suite in an apartment block, or a unit in a duplex. The officer or servant must actually occupy the dwelling house unless exceptional circumstances intervene, such as death, illness, fire, or transfer to another locality. Where the dwelling house is part of a building, such as a unit in a duplex or apartment house, the amount of the loan must not exceed the cost of that part of the building that actually constitutes the dwelling house.
- 21. Whether a loan has been made to "enable or assist" the borrower to purchase or erect a dwelling house is a question of fact. The Department considers that a loan made for the purpose of refinancing a dwelling house is not made to enable or assist the borrower to purchase or erect a dwelling house unless at the time of the original purchase or at the commencement of the erection commitments were made between the two parties to the effect that the lender would provide the financing. In determining whether such commitments were made, all relevant facts and evidence will be considered including: formal documentation of the commitment; the nature of the original financing which should have the characteristics of usual interim financing, e.g. demand bank loan; the time lag between the date of the original financing and the date of the loan; and, the reasons why the original financing was not by the lender.
- 22. The words to "purchase or erect" are not considered to include repairs, alterations, renovations or additions made to a dwelling house previously purchased, or previously erected, by the officer or servant.
- 23. Where the officer or servant clearly establishes at the time the loan is made that he purchased or erected the dwelling for his own occupation, the fact that the dwelling is not registered in his name does not, in and by itself, prevent the loan from being excepted by the provision of subparagraph 15(2)(a)(ii). Similarly, the fact that sub-

fin admissible et a été utilisé à cette fin. Si un emprunteur a aussi fait d'autres emprunts qui ne sont pas visés par une de ces exceptions, il doit pouvoir démontrer que la fraction de son solde total d'emprunts qui représente le prêt déterminé qui a été utilisé aux fins visées par des exceptions, respecte toutes les conditions nécessaires pour être visé par cette exception. Il faudrait ordinairement qu'un prêt qui peut être visé par une des exceptions mentionnées aux sous-alinéas 15(2)a)(ii) à (iv) soit tenu dans un compte distinct.

19. Le sous-alinéa 15(2)a)(i) s'applique aux emprunteurs en général, tandis que les autres sous-alinéas ne s'appliquent qu'aux emprunteurs qui sont aussi des cadres ou employés du prêteur. L'expression «cadre» peut s'entendre d'un administrateur d'une corporation.

Maison d'habitation

- 20. L'expression «maison d'habitation» au sous-alinéa 15(2)a)(ii) comprend une maison de campagne, un chalet d'été, un appartement autonome dans un collectif d'habitation ou un logement dans un duplex. Le cadre ou l'employé doit effectivement demeurer dans la maison d'habitation, à moins de circonstances exceptionnelles, notamment un décès, une maladie, un incendie ou une mutation qui entraîne son déplacement, Lorsque la maison d'habitation n'est qu'une partie du bâtiement, notamment un logement dans un duplex ou un collectif d'habitation, le montant du prêt ne doit pas dépasser le coût de la partie du bâtiement qui constitue effectivement la maison d'habitation.
- 21. Pour déterminer si le prêt a été consenti pour «permettre» à l'emprunteur d'acheter ou de faire construire une maison d'habitation, il faut examiner les faits. Le Ministère considère qu'un prêt consenti aux fins du refinancement d'une maison d'habitation n'est pas consenti pour permettre à l'emprunteur d'acheter ou de faire construire une maison d'habitation, à moins que, à la date de l'achat original ou au début de la construction, des engagements n'aient été pris entre les deux parties selon lesquels le prêteur assurerait le financement. Pour déterminer si de tels arrangements ont été pris, tous les faits pertinents et les preuves doivent être considérés, y compris les documents officiels de l'engagement; la nature du financement original qui devrait comporter les caractéristiques d'un financement provisoire habituel, par exemple un prêt bancaire à demande; l'intervalle entre la date du financement original et la date du prêt; et les raisons pour lesquelles le financement original n'avait pas été fait par le prêteur.
- 22. L'expression «acheter ou faire construire» n'est pas réputée comprendre les réparations, les modifications, les rénovations ou les additions effectuées à une maison d'habitation achetée ou construite antérieurement par le cadre ou l'employé.
- 23. Si le cadre ou l'employé établit clairement, à la date où le prêt est consenti, qu'il achète ou fait construire la maison d'habitation pour l'occuper lui-même, le fait que la maison d'habitation ne soit pas enregistrée à son nom n'empêche pas, en soi, que l'emprunt soit visé par les exceptions du sous-alinéa 15(2)a)(ii). De la même manière, le fait que, à une date ultérieure à celle où

sequent to the time the loan is made, the dwelling is registered in the name of someone other than the officer or servant does not, in and by itself, cause the officer or servant's loan to become non-excepted.

Acquisition of Shares

- 24. For loans made after March 31, 1977, subparagraph 15(2)(a)(iii), provides an exception for loans made by a corporation to its officer or servant to enable or assist that officer or servant
 - (a) to purchase shares of the corporation from the corporation, or
 - (b) to purchase shares of a corporation related to the lending corporation from that corporation related to the lending corporation.

For loans made before April 1, 1977, the exception is applicable only for (a) above. The shares so purchased by the officer or servant may be either previously unissued shares or previously issued shares acquired by the issuing corporation and made available for resale by it. In all cases, the shares so purchased are to be held by the officer or servant for his own benefit.

Exception: No Series, Repayment Within One Year - 15(2)(b)

- 25. In general terms, paragraph 15(2)(b) provides that if the loan is repaid within one year from the end of the lender's taxation year in which it was made and if the repayment is not part of a series of loans and repayments, the loan is not included in the borrower's income by subsection 15(2).
- 26. Where a borrower "repays" a loan near the end of the year and shortly after the end of that year reborrows the funds from the lender, the Department takes the view that there is no bona fide repayment.
- 27. The giving of a promissory note by a borrower or the assumption of the borrower's debt by another person does not constitute repayment of a loan made by a lender to that borrower.
- 28. A loan need not necessarily be repaid in money. Repayment may be wholly or in part by a bona fide transfer to the lender of real or personal property by the borrower. A transfer of property constitutes repayment only to the extent of the fair market value of the transferred property at the time of the transfer.
- 29. Repayments are considered to apply first to the oldest loan outstanding ("first-in, first-out basis") unless the facts clearly indicate otherwise. However, where there is a series of loans and repayments, the repayments in a particular lender's taxation year are netted with the loans in that year to determine one amount which, for the purposes of subsection 15(2) and paragraph 20(1)(j) only, is either a loan or repayment (see 35 and 36 below).

le prêt a été consenti, la maison d'habitation soit enregistrée au nom de quelqu'un d'autre que le cadre ou l'employé ne fait pas, en soi, que l'emprunt du cadre ou de l'employé cesse d'être visé par les exceptions.

Acquisition d'actions

- 24. Dans le cas de prêts consentis après le 31 mars 1977, le sous-alinéa 15(2)a)(iii) prévoit une exception à l'égard des prêts effectués dans le but de permettre à un cadre ou à un employé
 - a) d'acheter, de la corporation, des actions de la corporation, ou
 - b) d'acheter, d'une corporation liée à la corporation prêteuse, des actions de cette corporation liée à la corporation prêteuse.

Dans le cas de prêt consenti avant le 1^{er} avril 1977, l'exception ne s'applique qu'en a) ci-dessus. Les actions ainsi achetées par un cadre ou un employé peuvent être des actions non émises antérieurement ou des actions émises antérieurement acquises par la corporation qui les a émises et offertes en vente de nouveau. Dans tous ces cas, les actions ainsi achetées doivent être détenues par le cadre ou l'employé pour son propre bénéfice.

Exception: Pas de série de prêts et de remboursement; remboursement dans un délai d'un an - 15(2)b)

- 25. De façon générale, l'alinéa 15(2)b) prévoit que, si le prêt est remboursé dans l'année suivant la fin de l'année d'imposition du prêteur au cours de laquelle il a été consenti et si le remboursement n'a pas été fait dans le cadre d'une série de prêts et de remboursements, le prêt n'est pas inclus dans le revenu de l'emprunteur en vertu du paragraphe 15(2).
- 26. Si un emprunteur «rembourse» un emprunt à une date rapprochée de la fin de l'année et, peu après la fin de cette mème année, emprunte de nouveau un montant au prêteur, le Ministère juge qu'il ne s'agit pas d'un remboursement de bonne foi.
- 27. Le fait qu'un emprunteur redevable d'une dette donne un billet à ordre ou qu'une autre personne prenne sa dette en charge n'équivaut en rien au remboursement du prêt consenti par le prêteur à cet emprunteur.
- 28. Il n'est pas nécessaire que le remboursement d'un emprunt soit effectué en argent. Le remboursement peut être effectué en totalité ou en partie au moyen d'un transfert authentique au prêteur de biens personnels ou de biens immeubles de l'emprunteur. Le transfert d'un bien ne constitue un remboursement que jusqu'à concurrence de la juste valeur marchande du bien transféré.
- 29. Les remboursements sont considérés comme s'appliquant d'abord au prêt le plus ancien en souffrance («méthode du premier entré, premier sorti»), à moins que les faits n'indiquent clairement le contraire. Cependant, dans le cas d'une série de prêts et de remboursements, les remboursements dans l'année d'imposition d'un prêteur donné sont déduits des prêts consentis dans cette même année, pour déterminer un seul montant qui, uniquement aux fins du paragraphe 15(2) et de l'alinéa 20(1)j), constitue un prêt ou un remboursement (voir les numéros 35 et 36 ci-dessous).

Whether Repayment is Part of a Series of Loans and Repayments

30. Whether a repayment of a borrower's loan is part of a series of loans and repayments is a question of fact. Normally where there is only one loan, or a few loans, and a few repayments made during a lender's taxation year the Department considers there is no such series. However, notwithstanding that there may be only one loan and one repayment in each of a lender's taxation years, it may still be a series of loans and repayments. Where a borrower has a running loan account (eg. an account with several loans and one or more repayments) the Department assumes that any repayment is part of a series of loans and repayments unless there is clear evidence to the contrary.

Deduction of Repayment If Not Part of a Series -20(1)(j)

- 31. Paragraph 20(1)(j) provides that a borrower who has repaid all or part of a loan, the amount of which was included in income for a previous year under subsection 15(2), may deduct the amount of the repayment in computing income for the year in which the repayment is made except:
 - (a) Where the recipient is a corporation, to the extent that the amount of the loan was deductible from income in computing taxable income in the year the loan was made or
 - (b) Where the repayment is made as a part of a series of loans and repayments.

However, notwithstanding that there is a series of loans and repayments, it is the Department's practice to allow a deduction where there is a decrease in the loan account as explained in 34 below.

- 32. The comments in 25 to 30 above also apply in determining whether there is a repayment or whether a repayment is part of a series of loans and repayments for the purposes of the deduction of a loan repayment as provided for in paragraph 20(1)(j).
- 33. As paragraph 20(1)(j) refers to a "taxpayer" and the Act defines a "taxpayer" as including a "person" and a "person" as including his legal representatives after death, the deduction under this paragraph can be claimed by the original taxpayer's estate in the year the repayment is made if the deceased has included the amount of the loan in his income in a previous year or years.

Application of Subsection 15(2) and Paragraph 20(1)(j) Where "A Series"

34. Where there is a series of loans and repayments (see 30 above), paragraph 15(2)(b) does not apply. Assuming that the loans (net increase - see 36 below) do not come within the excepting provisions of paragraph 15(2)(a),

Comment déterminer si un remboursement fait partie d'une série d'emprunts et de remboursements

30. Pour déterminer si le remboursement de l'emprunt d'un emprunteur fait partie d'une série d'emprunts et de remboursements, il faut examiner les faits. Ordinairement s'il s'agit d'un seul emprunt, ou de quelques emprunts, et de quelques remboursements effectués au cours de l'année d'imposition du prêteur, le Ministère juge qu'il ne s'agit pas d'une série. Cependant, malgré qu'il puisse n'y avoir qu'un seul emprunt et qu'un seul remboursement dans chacune des années d'imposition du prêteur, il pourrait néanmoins s'agir d'une série d'emprunts et de remboursements. Lorsqu'un emprunteur a un compte courant d'emprunts (c.-à-d. un compte faisant état de nombreux emprunts et d'un ou plusieurs remboursements), le Ministère considère que tout remboursement fait partie d'une série d'emprunts et de remboursements, à moins d'une preuve évidente du contraire.

Déduction du remboursement s'il ne s'agit pas d'une série d'emprunts - 20(1)j)

- 31. L'alinéa 20(1)j) prévoit qu'un emprunteur qui a remboursé la totalité ou une partie d'un emprunt, dont le montant était inclus dans le revenu d'une année antérieure en vertu du paragraphe 15(2), peut déduire le montant du remboursement dans le calcul de son revenu pour l'année où le remboursement a été effectué, sauf:
 - a) si le bénéficiaire est une corporation, dans la mesure où le montant du prêt était déductible du revenu dans le calcul du revenu imposable dans l'année où le prêt a été consenti, ou
 - b) si le remboursement a été effectué comme faisant partie d'une série d'emprunts et de remboursements.

Cependant, même s'il s'agit d'une série d'emprunts et de remboursements, le Ministère a l'habitude de permettre une déduction s'il y a une diminution dans le compte de prêts comme il est expliqué au numéro 34 ci-dessous.

- 32. Les commentaires des numéros 25 à 30 ci-dessus s'appliquent aussi pour déterminer s'il s'agit d'un remboursement ou si le remboursement fait partie d'une série d'emprunts et de remboursements aux fins de la déduction du remboursement d'un emprunt selon les dispositions de l'alinéa 20(1)j).
- 33. Étant donné que l'alinéa 20(1)j) fait mention d'un «contribuable» et que la Loi définit le terme «contribuable» comme comprenant une «personne», et le terme «personne» comme comprenant ses représentants légaux après son décès, la déduction en vertu dudit alinéa peut être demandée par la succession du contribuable lui-même pour l'année où le remboursement a été effectué, si la personne décédée a inclus le montant de l'emprunt dans son revenu d'une année ou d'années antérieures.

Application du paragraphe 15(2) et de l'alinéa 20(1)j) - Dans le cas d'une série de prêts

34. S'il s'agit d'une série de prêts et de remboursements (voir le numéro 30 ci-dessus), l'alinéa 15(2)b) ne s'applique pas. En supposant que les prêts (augmentation nette - voir le numéro 36 ci-dessous) ne sont pas visés par les exceptions prévues par

they are includable in income pursuant to the opening words of subsection 15(2) without allowing one year for possible repayment. Although there is a series of loans and repayments, a repayment (net decrease - see 35 below) is allowed as a deduction if it otherwise qualifies under paragraph 20(1)(j). If a taxpayer requests that a decrease (or part of it) be applied to reduce any amount that may be subject to tax in the immediately preceding taxation year, the Department will accede to that request but will not also allow a deduction under paragraph 20(1)(j) for that amount.

35. To determine the amount includable or deductible in computing the income of a particular taxation year of the borrower, the practice is as follows. For the purposes of subsection 15(2) and paragraph 20(1)(j), the Department examines the balance in the loan account at the end of the lender's taxation year with any net increase being considered a loan and any net decrease being considered a repayment (see also 29 above). In determining a net decrease, any non-bona fide repayment as described in 26 above is not included. Where the lender and borrower's taxation years do not coincide, the net increase or net decrease so determined is analysed to ascertain in which taxation year or taxation years of the borrower the net increase or net decrease arose. A net increase, or the appropriate portion thereof, arising in a particular taxation year of the borrower is included in his income for that particular taxation year. A net decrease, or the appropriate portion thereof, arising in a particular taxation year of the borrower is allowed as a deduction in computing income for that particular taxation year. The foregoing is illustrated in the example in 36 below.

36. Example:

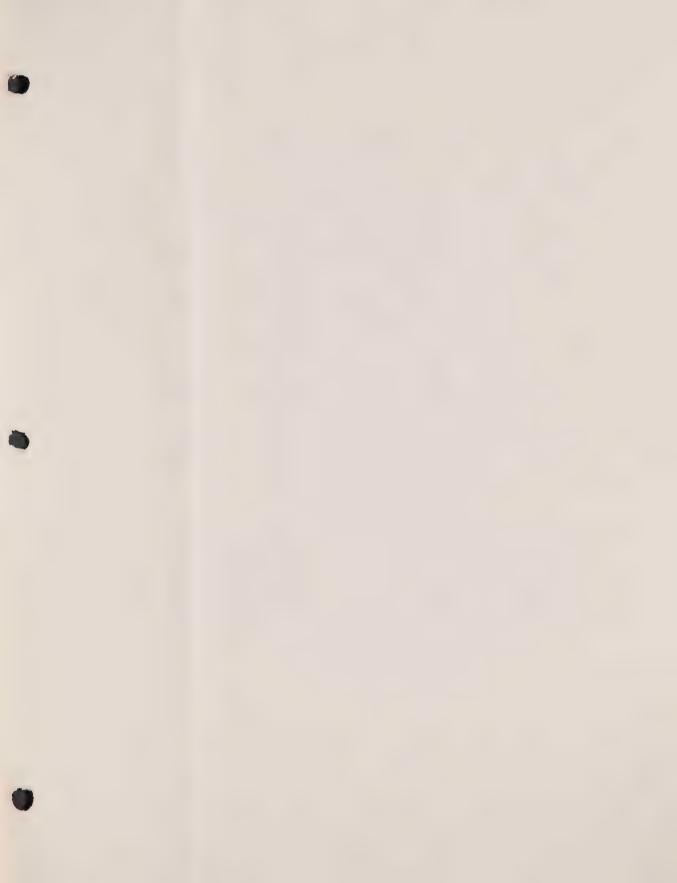
Mr. X is the 100% owner of X Ltd. which has a March 31 year end. It is assumed that the activity in Mr. X's loan account supports the conclusion that there is a series of loans and repayments. The respective fiscal year end and calendar year end balances are as follows:

l'alinéa 15(2)a), ils peuvent être inclus dans le revenu conformément aux premiers mots du paragraphe 15(2), sans que soit accordée une année pour remboursement possible. Même s'il s'agit d'une série de prêts et de remboursements, un remboursement (diminution nette - voir le numéro 35 ci-dessous) est admis comme déduction si par ailleurs il est admissible en vertu de l'alinéa 20(1)j). Si un contribuable demande qu'une diminution (ou une fraction de la diminution) soit appliquée pour réduire tout montant qui serait assujetti à l'impôt dans l'année d'imposition précédente, le Ministère acceptera cette demande, mais n'accordera pas, en outre, de déduction en vertu de l'alinéa 20(1)j) pour ce montant.

35. Pour déterminer le montant à inclure ou à déduire dans le calcul du revenu d'une année d'imposition donnée de l'emprunteur, la pratique est la suivante. Le Ministère examine le solde du compte de prêts à la fin de l'année d'imposition du prêteur en le comparant, aux fins du paragraphe 15(2) et de l'alinéa 20(1)j) à toute augmentation nette qui est réputée être un prêt et toute diminution nette qui est réputée être un remboursement (voir aussi le numéro 29 ci-dessus). Pour déterminer une diminution nette, tout remboursement qui n'est pas de bonne foi, comme il est expliqué au numéro 26 ci-dessus, ne peut être inclus. Si les années d'imposition du prêteur et de l'emprunteur ne coincident pas, l'augmentation nette ou la diminution nette ainsi déterminée est analysée pour déterminer dans quelle année ou quelles années d'imposition de l'emprunteur, l'augmentation nette ou la diminution nette a eu lieu. L'augmentation nette ou une fraction appropriée de cette augmentation, qui a lieu dans une année d'imposition donnée de l'emprunteur, est incluse dans son revenu pour cette année d'imposition donnée. La diminution nette ou une fraction appropriée de cette diminution, qui a lieu dans une année d'imposition donnée de l'emprunteur, est admise comme déduction dans le calcul du revenu pour cette année d'imposition donnée. Tout ce qui précède est illustré dans l'exemple donné au numéro 36 ci-dessous.

36. Exemple:

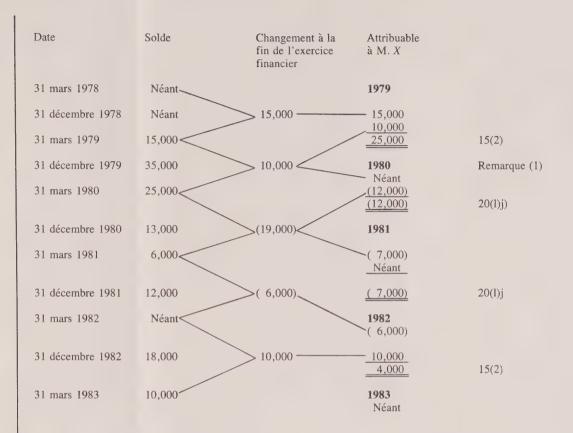
M.X est propriétaire à 100% de X Ltée qui a sa fin d'exercice financier le 31 mars. Supposons que les opérations du compte de prêts de M. X appuient la conclusion selon laquelle il s'agit d'une série de prêts et de remboursements. Les soldes à la fin de l'exercice financier et à la fin de l'année civile sont respectivement les suivants:



Date	Balance	Fiscal Year End Change	Allocable to Mr. X	
March 31, 1978	Nil		1979	
Dec. 31, 1978	Nil	<u></u>	15,000	
March 31, 1979	15,000		25,000	15(2)
Dec. 31, 1979	35,000	10,000	1980 Nil	Note (1)
March 31, 1980	25,000		(12,000) (12,000)	20(l)(j)
Dec. 31, 1980	13,000	(19,000)	1981	
March 31, 1981	6,000		(7,000) Nil	
Dec. 31, 1981	12,000	(6,000)	(7,000)	20(1)(j)
March 31, 1982	Nil <		1982 (6,000)	
Dec. 31, 1982	18,000	10,000	10,000	15(2)
March 31, 1983	10,000		1983 Nil	

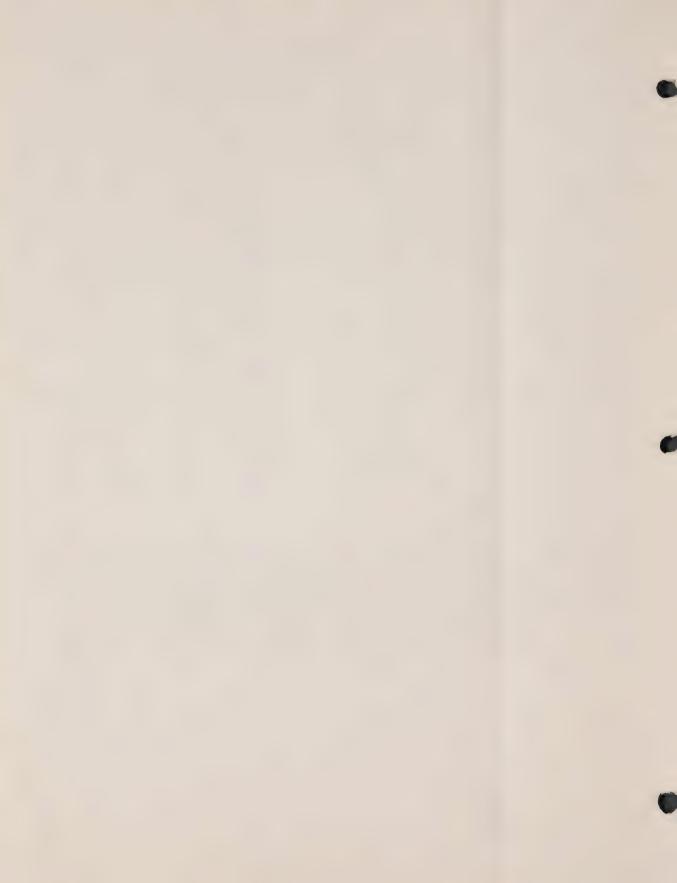
Note: (1) Instead of reassessing 1979 and 1980 the two amounts could be netted to tax \$13,000 in 1979 with no 20(1)(j) deduction in 1980.

(2) As noted in 34 above, where the account contains a series of loans and repayments, it will not be necessary to wait one year from the end of the lender's taxation year before including the loan in the borrower's income under subsection 15(2). However, this amount should only be included in the borrower's income where the net increase or net decrease can be established for the borrower's complete taxation year. Some delay may be necessary where the lender's taxation year differs from the borrower's taxation year.



Remarques: (1) Au lieu d'établir une nouvelle cotisation en 1979 et en 1980, les deux montants pourraient être ramenés à \$13,000 en 1979 et il n'y aurait aucune déduction en vertu de l'alinéa 20(1)j) en 1980.

(2) Tel que mentionné au numéro 34 ci-dessus, lorsque le compte consiste en une série de prêts et de remboursements, il ne sera pas nécessaire de laisser s'écouler le délai d'une année après la fin de l'année d'imposition du prêteur avant d'inclure le montant du prêt dans le revenu de l'emprunteur en vertu du paragraphe 15(2). Cependant, ce montant ne devrait être inclus dans le revenu de l'emprunteur que si l'augmentation ou la diminution nette peut être établie pour l'année d'imposition complète de l'emprunteur. Un délai peut être nécessaire lorsque l'année d'imposition du prêteur diffère de celle de l'emprunteur.



SUBJECT:

INCOME TAX ACT

INTERPRETATION

Debts of Shareholders, Certain Persons Con-

nected with Shareholders, etc.

NO. IT-119R3

DATE: October 12, 1984

REFERENCE

Subsection 15(2) (also subsections 15(2.1), 15(7), 15(8), 212(1) and 214(3) and para-

graph 20(1)(j))

7 1 . . 68 -1+1

This bulletin succeeds IT-119R2 issued on August 11, 1980 and reflects amendments to the Act made by 1980-81-82-83, c. 140, applicable with respect to loans made and indebtedness incurred after 1981. IT-119R2 is still valid in respect of loans made in 1981 and prior years to shareholders and certain persons connected with shareholders.

1. Various matters concerning loans to or indebtedness of shareholders, certain persons connected with shareholders, etc. are discussed under the following main headings:

	Paragraphs
General	2 to 11
Exceptions: Loans Made or	
Indebtedness Incurred for	
Specific Purposes	40 45
General	12 to 15
Dwelling	16 to 18
Acquisition of Shares	19
Exception: No Series and	
Repayment Within One Year	20 to 24
Whether Repayment is Part of a	
Series of Loans and Repayments	
or Other Transactions and	
Repayments	25 to 26
Deduction of Repayment If Not	
Part of a Series	27 to 30
Application of Subsection	
15(2) and Paragraph 20(1)(j)	
Where There Is a Series	31 to 33

For comments concerning taxable benefits arising from interest-free or low-interest loans or debt to individuals, corporations and shareholders, see IT-421R.

LOI DE L'IMPÔT SUR LE REVENU OBJET:

Dettes des actionnaires et de certaines personnes ratta-

chées à un actionnaire

Nº IT-119R3 le 12 octobre 1984

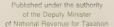
Paragraphe 15(2) (également les paragraphes 15(2.1), RENVOI: 15(7), 15(8), 212(1) et 214(3) et l'alinéa 20(1)j))

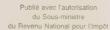
Le présent bulletin fait suite au Bulletin d'interprétation IT-119R2, du 11 août 1980, et reflète les modifications apportées à la Loi par 1980-81-82-83, chap. 140, applicables aux prêts consentis et aux dettes contractées après 1981. Le Bulletin d'interprétation IT-119R2 est encore valide pour les prêts consentis en 1981 et pendant les années antérieures à des actionnaires et à certaines personnes rattachées à un actionnaire.

1. Différentes questions ayant trait, par exemple, aux prêts à des actionnaires et à certaines personnes rattachées à un actionnaire, ou à des dettes contractées par eux, sont examinées sous les grands titres suivants:

	Numéros
Généralités Exceptions: Prêts consentis ou dettes contractées à des fins déterminées	2 à 11
Généralités Habitation Acquisition d'actions	12 à 15 16 à 18 19
Exception: Pas de série, remboursement dans un délai d'un an appartenance d'un remboursement à une	20 à 24
série de prêts et de remboursements ou d'autres transactions et de remboursements	25 et 26
Déduction d'un remboursement s'il ne fait pas partie d'une série Application du paragraphe 15(2) et	27 à 30
de l'alinéa 20(1)j) dans le cas d'une série	31 à 33

Le IT-421R renferme des commentaires concernant les avantages imposables reçus par des particuliers, des corporations et des actionnaires découlant de prêts ou de dettes à intérêt réduit ou nul.







General

- 2. A person or partnership, described in 3 below, who has in a taxation year after 1981 received a loan from or become indebted to
 - (a) a particular corporation,
 - (b) any other corporation related to the particular corporation, or
 - (c) a partnership of which the particular corporation or a corporation related thereto is a member,

will be required to include the amount of the loan or indebtedness in income for the year unless the loan or indebtedness comes within the exceptions for certain types of loans described in paragraph 15(2)(a) or the exception based on repayment as described in paragraph 15(2)(b).

- 3. The "person or partnership" referred to in 2 above is a person (other than a corporation resident in Canada) or a partnership (other than a partnership each member of which is a corporation resident in Canada) which is
 - (a) a shareholder of the particular corporation in 2(a) above,
 - (b) connected with a shareholder of the particular corporation (see 6 below),
 - (c) a member of a partnership that is a shareholder of the particular corporation, or
 - (d) a beneficiary of a trust that is a shareholder of the particular corporation.
- 4. Section 251 provides the rules for determining when corporations are related (see 2(b) and (c) above) and is discussed in IT-419.
- 5. The phrase ''a taxation year'' in subsection 15(2) is considered to refer to that of the borrower or debtor. If the taxation years of the lender or creditor and the borrower or debtor do not coincide, the date on which the loan was made or the debt arose determines the taxation year of the borrower or debtor in which a loan or debt is taxed under this subsection. Where the borrower or debtor is a partnership, the term ''taxation year'' is considered to mean the fiscal period of the partnership. Similarly, where the lender or creditor is a partnership the ''taxation year'' referred to in paragraph 15(2)(b) is considered to mean the fiscal period of that partnership.
- 6. Subsection 15(2.1) provides that, with two exceptions, all persons who do not deal at arm's length with a shareholder of a particular corporation are connected with that shareholder for the purposes of subsection 15(2). The two exceptions are a foreign affiliate of the particular corporation or a foreign affiliate of a person resident in Canada with which the particular corporation does not deal at arm's length. The definition of foreign affiliate in paragraph 95(1)(d) is considered equally applicable for the purposes of subsection 15(2.1). For a discussion of the Department's views on arm's length, see IT-419.

Généralités

- 2. Une personne ou une société décrite au numéro 3 ci-dessous qui a, au cours d'une année d'imposition subséquente à 1981, recu un prêt ou est devenue débitrice
 - a) d'une corporation donnée,
 - b) de toute autre corporation liée à une corporation donnée, ou
 - c) d'une société dont la corporation donnée ou une corporation liée à celle-ci est membre,

doit înclure le montant du prêt ou de la dette dans le revenu de l'année, à moins qu'il ne soit visé par les exceptions relatives à certains genres de prêts ou de dettes mentionnées à l'alinéa 15(2)a) ou par l'exception fondée sur le remboursement exposée à l'alinéa 15(2)b).

- 3. La personne ou la société dont il est question au numéro 2 est une personne (autre qu'une corporation résidant au Canada) ou une société (autre qu'une société dont chaque membre est une corporation résidant au Canada) et qui est
 - a) un actionnaire de la corporation donnée mentionnée en 2a) ci-dessus,
 - b) rattachée à un actionnaire de la corporation donnée (voir le numéro 6 ci-dessous),
 - c) un membre d'une société qui est actionnaire de la corporation donnée, ou
 - d) un bénéficiaire d'une fiducie qui est actionnaire de la corporation donnée.
- 4. L'article 251 prévoit les règles qui servent à déterminer si les corporations sont liées (voir 2b) et 2c) ci-dessus). Ces règles sont expliquées dans le Bulletin d'interprétation IT-419.
- 5. L'expression «année d'imposition» utilisée au paragraphe 15(2) est réputée s'entendre de l'année d'imposition de l'emprunteur ou du débiteur. Si les années d'imposition du prêteur et de l'emprunteur ou du créancier et du débiteur ne coïncident pas, la date à laquelle le prêt a été consenti ou la dette contractée détermine l'année d'imposition de l'emprunteur ou du débiteur au cours de laquelle un emprunt ou une dette est imposé(e) en vertu de ce paragraphe. Lorsque l'emprunteur ou le débiteur est une société, l'expression «année d'imposition» est réputée s'entendre de l'exercice financier de cette société. De même, si le prêteur ou le créancier est une société, l'«année d'imposition mentionnée» à l'alinéa 15(2)b) est réputée s'entendre de l'exercice financier de cette société.
- 6. Le paragraphe 15(2.1) prévoit, à deux exceptions près, que toutes les personnes qui ont un lien de dépendance avec un actionnaire d'une corporation donnée sont rattachées à cet actionnaire aux fins du paragraphe 15(2). Les deux exceptions sont une corporation étrangère affiliée à la corporation donnée ou une corporation étrangère affiliée à une personne résidant au Canada avec laquelle la corporation donnée a un lien de dépendance. La définition que l'alinéa 95(1)d) donne d'une corporation étrangère affiliée est réputée s'appliquer également aux fins du paragraphe 15(2.1). Pour connaître l'opinion du Ministère sur les sens de l'expression «sans lien de dépendance», voir le IT-419.

- 7. As provided in subsection 15(7), the provisions of subsection 15(2) are applicable in computing the income under Part I of a person or partnership, described in 3 above, whether or not the lender or creditor, described in 2(a) to (c) above, was resident in Canada or carried on business in Canada.
- 8. As provided in subsection 15(8), the provisions of subsection 15(2) are not applicable to indebtedness between non-resident persons.
- 9. Subsection 15(2) applies to non-resident borrowers or debtors unless the lender or creditor is also non-resident. For non-resident borrowers or debtors, paragraph 214(3)(a), for purposes of Part XIII, deems amounts which would be included in income pursuant to subsection 15(2), if Part I were applicable, to have been paid to the non-resident as a dividend upon which an income tax under subsection 212(2) is applicable. Section 215 requires the lender or creditor to withhold and remit the income tax to the Receiver General. Where there is no series of loans or other transactions and repayments, so that a non-resident who has received a loan or become indebted in a particular taxation year cannot be deemed to have received a dividend until one year after the end of the taxation year of the lender or creditor, it is the Department's practice to levy no penalty in respect of the requirement for remittance of the tax provided that the tax is remitted on or before the 15th day of the 13th month following the end of the taxation year of the lender or creditor in which the loan was made or the indebtedness was incurred. Where there is a series of loans or other transactions and repayments (see 31 to 33 below), the tax is based on the net increase of the indebtedness during the taxation year of the lender or creditor. A penalty in respect thereof is not levied provided that the tax is remitted on or before the 15th day of the month following the end of the lender's or creditor's taxation year in which the net increase occurred.
- 10. The Act does not provide for a refund of the tax paid on the paragraph 214(3)(a) deemed dividend if the borrower or debtor subsequently repays the loan or debt and the Department is therefore unable to permit such a refund.
- 11. Because paragraph 214(3)(a) applies only for purposes of Part XIII, if the lender or creditor is a private corporation the deemed dividend does not qualify as a dividend paid by the corporation for purposes of subparagraph 129(1)(a)(i).

Exceptions: Loans Made or Indebtedness Incurred for Specific Purposes

General

12. In order to come within the exceptions in paragraph 15(2)(a), the borrower or debtor must be able to establish that the loan or debt comes within the provisions of one of

7. Comme il est prévu au paragraphe 15(7), les dispositions du paragraphe 15(2) s'appliquent au calcul du revenu, en vertu de la Partie I, d'une personne ou d'une société décrite au numéro 3 ci-dessus, que le prêteur ou le créancier décrit dans 2a) à c) ci-dessus — soit ou non un résidant du Canada ou y exploite ou non une entreprise.

3

- 8. Comme il est prévu au paragraphe 15(8), les dispositions du paragraphe 15(2) ne s'appliquent pas aux dettes contractées entre personnes non résidantes.
- 9. Le paragraphe 15(2) s'applique aux emprunteurs ou aux débiteurs qui sont des non-résidents, à moins que le prêteur ou le créancier ne soit également un non-résident. Dans le cas d'emprunteurs ou de débiteurs non résidents. l'alinéa 214(3)a) établit, aux fins de la Partie XIII, que les sommes qui auraient été incluses dans le calcul du revenu en vertu du paragraphe 15(2), si la Partie I était applicable, sont réputées avoir été versées à un non-résident à titre de dividende auquel s'applique un impôt sur le revenu en vertu du paragraphe 212(2). L'article 215 exige que le prêteur ou le créancier retienne l'impôt sur le revenu et le remette au Receveur général. S'il ne s'agit pas d'une série de prêts ou d'autres transactions et de remboursements, de sorte qu'un non-résident qui a reçu un prêt ou contracté une dette dans une année d'imposition donnée ne peut être réputé avoir reçu un dividende qu'une année après la fin de l'année d'imposition du prêteur ou du créancier, le Ministère a l'habitude de ne pas imposer de pénalité à l'égard de l'obligation de faire des versements d'impôt, pourvu que l'impôt soit versé au plus tard le 15e jour du 13e mois suivant la fin de l'année d'imposition du prêteur ou du créancier au cours de laquelle le prêt a été consenti ou la dette contractée. Dans le cas d'une série de prêts ou d'autres transactions et de remboursements (voir les numéros 31 à 33 ci-dessous), l'impôt est calculé sur l'augmentation nette de la dette pendant l'année d'imposition du prêteur ou du créancier. Aucune pénalité n'est imposée à cet égard, pourvu que l'impôt soit versé au plus tard le 15e jour du mois qui suit la fin de l'année d'imposition du prêteur ou du créancier au cours de laquelle l'augmentation nette a eu lieu.
- 10. La Loi ne prévoit pas de remboursement de l'impôt payé sur le dividende réputé selon l'alinéa 214(3)a) si l'emprunteur ou le débiteur rembourse ultérieurement le prêt ou la dette. Le Ministère ne peut donc permettre un tel remboursement.
- 11. Étant donné que l'alinéa 214(3)a) ne s'applique qu'aux fins de la Partie XIII, si le prêteur ou le créancier est une corporation privée, le dividende réputé n'est pas admis comme dividende payé par la corporation aux fins du sous-alinéa 129(1)a)(i).

Exceptions: Prêts consentis ou dettes contractées à des fins déterminées

Généralités

12. Pour être visé par les exceptions de l'alinéa 15(2)a), l'emprunteur ou le débiteur doit pouvoir démontrer que la dette ou l'emprunt est assujetti(e) aux dispositions d'un des sous-alinéas

subparagraphs 15(2)(a)(i) to (iv) and that bona fide arrangements were made, at the time the loan was made or the indebtedness arose, for repayment thereof within a reasonable time. In considering whether any arrangements for repayment were bona fide, the Department will review the extent to which they have been carried out by the borrower or debtor and, if the borrower or debtor is in default thereunder, any unusual circumstances that might have hindered the debtor from carrying them out. Whether the time period allowed for repayment is "within a reasonable time" is a question of fact. In a given situation, one of the factors the Department will consider is the normal commercial practice which would prevail in a similar situation.

- 13. The exceptions in subparagraphs 15(2)(a)(ii) to (iv) apply only where a specific loan was made or specific indebtedness arose for a qualified purpose and is used for that purpose. Where a borrower or debtor also has other loans or indebtedness that do not qualify for one of these exceptions, it must be demonstrable that the part of the total balance of loans and/or indebtedness consisting of the specific loan or indebtedness that was used for the excepted purpose meets all of the conditions necessary to qualify for that exception. This would normally require that any loan or indebtedness which qualifies for one of the exceptions in subparagraphs 15(2)(a)(ii) to (iv) be maintained in a separate account.
- 14. The exception in subparagraph 15(2)(a)(i) applies to borrowers or debtors generally whereas the exceptions in the other subparagraphs apply only to borrowers or debtors who are also employees of the lender or creditor, or, in the case of subparagraph 15(2)(a)(ii), the spouse of such an employee. Since the term employee is defined to include officer, a director of a corporation is an employee.
- 15. Trade debts that are accounted for separately and arise in the ordinary course of business from the sale of goods by the creditor to a shareholder on the same terms for payment as sales to other customers of the creditor will not be subject to subsection 15(2) (provided those terms are complied with), because of the exception in paragraph (a) thereof. Notwithstanding that trade debts may not be paid according to the creditor's normal terms of payment, if such debts are settled within twelve (12) months of their incurrence, the Department will consider that bona fide arrangements were made at the time the indebtedness arose.

Dwelling

16. The word "dwelling" in subparagraph 15(2)(a)(ii) includes a house, apartment in a duplex or apartment building, a condominium, cottage, mobile home, trailer or houseboat. The employee must actually inhabit the dwelling unless exceptional circumstances intervene, such as death, illness, fire, or transfer of the employee or

15(2)a)(i) à (iv) et que, au moment où le prêt a été consenti ou la dette contractée, il a été convenu, de bonne foi, de modalités de remboursement dans un délai raisonnable. Pour juger de l'authenticité de ces arrangements, le Ministère tient compte de la mesure dans laquelle le débiteur ou l'emprunteur les a respectés; si celui-ci n'a pas respecté ses engagements, le Ministère examine si des circonstances exceptionnelles ont pu l'en empêcher. Pour déterminer si la période fixée pour le remboursement constitue un délai raisonnable, il faut étudier les faits. Dans une situation donnée, un des facteurs que le Ministère considère est la pratique commerciale qui a ordinairement cours dans une situation semblable.

- 13. Les exceptions prévues aux sous-alinéas 15(2)a)(ii) à (iv) ne s'appliquent que si un prêt déterminé a été consenti ou si une dette déterminée a été contractée pour une fin admissible et a été utilisé(e) à cette fin. Si un emprunteur ou un débiteur a aussi fait des emprunts ou contracté d'autres dettes qui ne sont pas visées par une de ces exceptions, il doit pouvoir être démontré que la fraction de son solde d'emprunts ou de dettes qui représente l'emprunt ou la dette déterminé(e) qui a été utilisé(e) aux fins visées par des exceptions satisfait à toutes les conditions nécessaires pour être visée par cette exception. Il faut ordinairement qu'un emprunt ou une dette qui peut être visé(e) par une des exceptions mentionnées aux sous-alinéas 15(2)a)(ii) à (iv) soit tenu(e) dans un compte distinct.
- 14. L'exception mentionnée au sous-alinéa 15(2)a)(i) s'applique aux emprunteurs ou aux débiteurs en général, tandis que les exceptions mentionnées dans les autres sous-alinéas ne s'appliquent qu'aux emprunteurs ou aux débiteurs qui sont aussi des employés du prêteur ou du créancier, ou encore, dans le cas du sous-alinéa 15(2)a)(ii), au conjoint d'un tel employé. Comme, d'après la définition, le terme «employé» comprend un cadre ou un fonctionnaire, un administrateur d'une corporation est également un employé.
- 15. Les dettes commerciales comptabilisées séparément contractées dans le cours normal des affaires et qui découlent de la vente de biens à un actionnaire par un créancier, aux mêmes conditions de paiement que les ventes de ce créancier à d'autres clients, ne sont pas assujetties au paragraphe 15(2) (pourvu que les conditions de paiement soient respectées), par suite de l'exception prévue à l'alinéa a) de ce paragraphe. Bien que les dettes commerciales puissent ne pas être payées aux conditions normales de paiement exigées par le créancier, le Ministère considère que des arrangements de bonne foi ont été conclus au moment où les dettes ont été contractées si les dettes sont réglées dans un délai de 12 mois après avoir été contractées.

Habitation

16. Le terme «habitation» utilisé au sous-alinéa 15(2)a)(ii) comprend une maison, un appartement situé dans un duplex ou un immeuble d'appartements, un condominium, un chalet, une maison mobile, une roulotte ou une péniche. L'employé doit effectivement demeurer dans l'habitation, à moins de circonstances exceptionnelles, notamment d'un décès, d'une maladie,

spouse to another locality. The exception in subparagraph 15(2)(a)(ii) will not apply to a loan made or indebtedness incurred, as referred to therein, that exceeds the amount that is the cost to the employee or the employee's spouse of a dwelling acquired for the employee's habitation. For example, where the employee or the employee's spouse acquires a property that consists of two or more self-contained housing units, one of which is inhabited by the employee and the other(s) can be used to earn income, the exception in subparagraph 15(2)(a)(ii) will apply only if the loan or indebtedness is no greater than the proportionate cost of the one housing unit so inhabited. Similarly, where the employee or the employee's spouse acquires a tract of land on which is located a house which the employee inhabits, the exception in subparagraph 15(2)(a)(ii) will apply only if the loan or indebtedness is no greater than an amount that is the aggregate of the cost of the house itself and the proportionate cost of an area of the land that is reasonably required for the use and enjoyment of the house.

17. Whether a loan has been made or indebtedness has arisen to "enable or assist" the borrower or debtor, or the spouse of the borrower or debtor, to acquire a dwelling is a question of fact. The Department considers that a loan made or indebtedness arising for the purpose of refinancing a dwelling is not to enable or assist the borrower or debtor or the spouse of the borrower or debtor to acquire a dwelling unless, at the time of the acquisition, commitments were made between the two parties to the effect that the lender or creditor would provide the financing. In determining whether such commitments were made, all relevant facts and evidence will be considered, including formal documentation of the commitment, the nature of the original financing which should have the characteristics of usual interim financing, (e.g. demand bank loan, the time lag between the date of the original financing and the date of the loan) and the reasons why the original financing was not by the lender or creditor.

18. Loans made or indebtedness arising in respect of repairs, alterations, renovations or additions made to a dwelling are not considered to qualify for the exception under subparagraph 15(2)(a)(ii).

Acquisition of Shares

19. Where the lender or creditor is a corporation, subparagraph 15(2)(a)(iii) provides an exception where the loan was made or the indebtedness arose in respect of an employee of the corporation to enable or assist the employee to acquire fully paid shares of that corporation from the corporation or to acquire fully paid shares of a corporation related to the corporation from that related corporation. The shares so acquired by the employee may be either previously unissued shares or previously issued shares acquired by the issuing corporation and made available by it for resale. In all cases, the shares so acquired are to be held by the employee for his own benefit.

d'un incendie ou d'une mutation de l'employé ou de son conjoint à une autre localité. L'exception prévue au sous-alinéa 15(2)a)(ii) ne s'applique pas à un prêt consenti ni à une dette contractée, dont il y est question, qui excède le coût d'acquisition pour l'employé ou pour son conjoint d'une habitation destinée à son propre usage. Par exemple, lorsque l'employé ou son conjoint acquiert une propriété qui comprend deux logements autonomes ou plus, que l'employé en habite un et que les autres peuvent servir à produire un revenu, l'exception prévue au sous-alinéa 15(2)a)(ii) ne s'applique que si l'emprunt ou la dette ne dépasse pas le coût du logement habité par l'employé, calculé proportionnellement à l'ensemble de la propriété. De même, lorsque l'employé ou son conjoint acquiert un lopin de terre où se trouve une maison que l'employé habite, l'exception prévue au sous-alinéa 15(2)a)(ii) ne s'applique que si l'emprunt ou la dette ne dépasse pas le total du coût de la maison ellemême et du coût (calculé de manière proportionnelle) de la superficie de terrain qui est raisonnablement requise pour la maison.

17. Pour déterminer si le prêt a été consenti ou si la dette a été contractée pour «permettre» à l'emprunteur ou au débiteur, ou à son conjoint, d'acquérir une habitation, il faut examiner les faits. Le Ministère considère qu'un prêt consenti ou qu'une dette contractée pour le refinancement d'une habitation n'est pas consenti pour permettre à l'emprunteur ou au débiteur, ou à son conjoint, d'acquérir une habitation, à moins que, à la date de l'acquisition, des engagements selon lesquels le prêteur ou le créancier assurerait le financement n'aient été conclus entre les deux parties. Pour déterminer si de tels engagements ont été conclus, il faut considérer toutes les preuves et les faits pertinents, notamment les documents officiels des engagements, la nature du financement original qui devrait comporter les caractéristiques d'un financement provisoire habituel (par exemple, un prêt bancaire à vue; l'intervalle entre la date du financement original et la date du prêt), et les raisons pour lesquelles le financement original n'avait pas été fait par le prêteur ou le créancier.

18. Les prêts consentis ou les dettes contractées à l'égard de réparations, de modifications, de rénovations d'une habitation, ou d'ajouts apportés à celle-ci, ne sont pas considérés comme admissibles à l'exception prévue au sous-alinéa 15(2)a)(ii).

Acquisition d'actions

19. Lorsque le prêteur ou le créancier est une corporation, le sous-alinéa 15(2)a)(iii) prévoit une exception dans les cas où le prêt a été consenti ou la dette contractée à l'égard d'un employé de la corporation pour lui permettre d'acquérir de la corporation des actions entièrement libérées de cette corporation ou d'acquérir d'une corporation liée à cette corporation des actions entièrement libérées de la corporation liée. Les actions ainsi acquises peuvent être ou bien des actions non émises ou bien des actions émises précédemment que la corporation émettrice a acquises et qu'elle a remises en vente. Dans tous les cas, les actions ainsi acquises doivent être détenues par l'employé pour son propre bénéfice.

Exception: No Series and Repayment Within One Year

- 20. Paragraph 15(2)(b) provides that if the loan or indebtedness is repaid within one year from the end of the taxation year of the lender or creditor in which the loan was made or the indebtedness arose and if the repayment is not part of a series of loans or other transactions and repayments, the loan or indebtedness is not included in the income of the borrower or debtor by subsection 15(2).
- 21. It is the Department's view that a bona fide repayment has not been made where a loan or debt is "repaid" near the end of the year and shortly after the end of that year is re-borrowed from the same or a related lender or re-incurred with the same or a related creditor.
- 22. The giving of a promissory note by a borrower or debtor or the assumption of the debt by another person does not constitute repayment of a loan received or a debt incurred by that borrower or debtor.
- 23. A loan or debt need not necessarily be repaid in money. Repayments may be made wholly or in part, by a bona fide transfer to the lender or creditor of real or personal property by the borrower or debtor. A transfer of property constitutes repayment only to the extent of the fair market value of the transferred property at the time of the transfer.
- 24. Repayments are considered to apply first to the oldest loan or debt outstanding ("first-in, first-out basis") unless the facts clearly indicate otherwise. However, where there is a series of loans or other transactions and repayments, the repayments to a particular lender or creditor in a taxation year are netted with the loans received from or debts incurred with that lender or creditor in that year to determine one amount which, for the purposes of subsection 15(2) and paragraph 20(1)(j) only, will represent either a loan or indebtedness received or a repayment made in the year (see 32 and 33 below).

Whether Repayment Is Part of a Series of Loans or Other Transactions and Repayments

25. It is a question of fact whether a repayment of a loan or indebtedness is part of a series of loans or other transactions and repayments. In most cases, where there are only a few loans or other transactions and a few repayments made during a taxation year of a lender or creditor, the Department usually considers there is no such series. However, notwithstanding that only one loan or other transaction and one repayment may occur in each taxation year of a lender or creditor, a series of loans or other transactions and repayments may still be in evidence if, for example, a repayment is of a temporary nature, i.e. the

Exception: Pas de série; remboursement dans un délai d'un an

- 20. L'alinéa 15(2)b) prévoit que, si l'emprunt ou la dette est remboursé(e) dans un délai d'un an après la fin de l'année d'imposition du prêteur ou du créancier au cours de laquelle le prêt a été consenti ou la dette contractée et si le remboursement n'a pas été fait dans le cadre d'une série de prêts ou d'autres transactions et de remboursements, l'emprunt ou la dette n'est pas inclus(e) dans le revenu de l'emprunteur ou du débiteur en vertu du paragraphe 15(2).
- 21. Le Ministère juge qu'il n'y a pas eu de remboursement authentique si le montant d'un emprunt ou d'une dette est remboursé vers la fin de l'année et emprunté de nouveau, peu après la fin de la même année, au même prêteur ou à un prêteur lié, ou si la dette est contractée de nouveau auprès du même créancier ou d'un créancier lié.
- 22. Le fait qu'un emprunteur ou un débiteur donne un billet à ordre ou qu'une autre personne prenne sa dette en charge n'équivaut en rien au remboursement de l'emprunt effectué par cet emprunteur ou de la dette contractée par ce débiteur.
- 23. Il n'est pas nécessaire que le remboursement d'un emprunt ou d'une dette soit fait en argent. Il peut être effectué en totalité ou en partie au moyen d'un transfert authentique de biens personnels ou de biens immeubles de l'emprunteur ou du débiteur au prêteur ou au créancier. Le transfert d'un bien ne constitue un remboursement que jusqu'à concurrence de la juste valeur marchande du bien au moment du transfert.
- 24. Les remboursements sont considérés comme s'appliquant d'abord au prêt le plus ancien ou à la dette la plus ancienne en souffrance («méthode du premier entré, premier sorti»), à moins que les faits n'indiquent clairement le contraire. Cependant, dans le cas d'une série de prêts ou d'autres transactions et de remboursements, les remboursements à un prêteur ou à un créancier donné dans une année d'imposition sont déduits des prêts reçus de ce prêteur ou des dettes contractées auprès de ce créancier dans cette même année, pour trouver un seul montant qui, uniquement aux fins du paragraphe 15(2) et de l'alinéa 20(1)j), représente un prêt reçu ou une dette contractée ou un remboursement effectué pendant l'année (voir les numéros 32 et 33 ci-dessous).

Appartenance d'un remboursement à une série de prêts ou d'autres transactions et de remboursements

25. Pour déterminer si le remboursement d'un emprunt ou d'une dette fait partie d'une série de prêts ou d'autres transactions et de remboursements, il faut examiner les faits. Dans la plupart des cas, s'il s'agit seulement de quelques prêts ou autres transactions et de quelques remboursements effectués dans une année d'imposition d'un prêteur ou d'un créancier, le Ministère juge qu'il ne s'agit pas d'une série. Cependant, malgré qu'il n'y ait qu'un seul prêt ou qu'une seule autre transaction et qu'un seul remboursement dans chacune des années d'imposition du prêteur ou du créancier, il peut s'agir d'une série de prêts ou d'autres transactions et de remboursements si, par exemple, le

loan or debt is repaid near the end of the year and shortly after the end of the year is remade or re-incurred. Where it is determined that an account constitutes a series of loans or other transactions and repayments in this manner, increases and decreases in the account balance will be treated as in 32 and 33 below (in the same way as running accounts which are discussed in 26 below) except that temporary repayments as above will not be recognized as a decrease in the account balance.

26. Persons affected by subsection 15(2) may have loan accounts, drawings accounts or accounts of similar nomenclature that contain several charges in respect of loans, payments made to third parties on behalf of the shareholder, advances against future salaries, rents or anticipated dividends or other charges, and one or more repayments. Where a shareholder has only one account embodying a number of the above features (a running loan account), the Department assumes that any repayment is part of a series of loans or other transactions and repayments unless there is clear evidence to the contrary. The application of subsection 15(2) and paragraph 20(1)(j) to such accounts is described in 31 and 32 below.

Deduction of Repayment If Not Part of a Series

- 27. Paragraph 20(1)(j) provides that a borrower or debtor who has repaid all or part of a loan or indebtedness that was included in income for a preceding year under subsection 15(2) may deduct the amount of the repayment in computing income for the year in which the repayment is made except
 - (a) where the borrower was a corporation, to the extent that the amount of the loan was deductible from its income for the purpose of computing taxable income in the year the loan was made, or
 - (b) where the repayment is made as a part of a series of loans or other transactions and repayments.

However, notwithstanding that there is a series of loans or other transactions and repayments, it is the Department's practice to allow a deduction where there is a decrease in the shareholder's account balance as explained in 32 below.

- 28. The comments in 20 to 26 above also apply in determining whether there is a repayment or whether a repayment is a part of a series of loans or other transactions and repayments for the purposes of the deduction of a repayment as provided for in paragraph 20(1)(j).
- 29. As paragraph 20(1)(j) refers to a "taxpayer" and the Act defines a "taxpayer" as including a "person" and a "person" as including a legal representative after death, the deduction under this paragraph can be claimed by the original taxpayer's estate in the year the repayment is made if the deceased included the amount of the loan or indebtedness in income in a preceding taxation year.

remboursement n'est que temporaire (par ex., l'emprunt ou la dette est remboursé(e) vers la fin de l'année et contracté de nouveau peu après la fin de l'année). Quand il sera établi qu'un compte se rapporte à une série de prêts ou d'autres transactions et de remboursements de ce genre, les augmentations et les diminutions du solde seront traitées de la manière exposée dans les numéros 32 et 33 ci-dessous (de la même manière que les comptes courants, dont il est question au numéro 26), sauf que les remboursements temporaires dont il vient d'être question ne seront pas acceptés en diminution du solde.

26. Les personnes touchées par le paragraphe 15(2) peuvent avoir des comptes d'emprunts, des comptes de prélèvements ou d'autres comptes semblables qui comprennent plusieurs inscriptions débitrices à l'égard d'emprunts, de paiements effectués à des tiers pour le compte de l'actionnaire, d'avances sur des salaires à venir, de loyers ou de dividendes anticipés ou d'autres inscriptions débitrices, ainsi qu'un ou plusieurs remboursements. Quand un actionnaire n'a qu'un seul compte qui réunit un certain nombre des caractéristiques précédentes (compte courant d'emprunts), le Ministère considère que tout remboursement fait partie d'une série d'emprunts ou d'autres transactions et de remboursements, à moins de preuve évidente du contraire. L'application du paragraphe 15(2) et de l'alinéa 20(1)j) à ces comptes est décrite dans les numéros 31 et 32.

Déduction du remboursement s'il ne fait pas partie d'une série

- 27. L'alinéa 20(1)j) prévoit qu'un emprunteur ou un débiteur qui a remboursé la totalité ou une partie d'un emprunt ou d'une dette, dont le montant était inclus dans le revenu d'une année antérieure en vertu du paragraphe 15(2), peut déduire le montant du remboursement dans le calcul de son revenu pour l'année où le remboursement a été effectué, sauf
 - a) si l'emprunteur était une corporation, dans la mesure où le montant de l'emprunt était déductible de son revenu dans le calcul du revenu imposable pour l'année où l'emprunt a été contracté, ou
 - b) si le remboursement a été effectué dans le cadre d'une série d'emprunts ou d'autres transactions et de remboursements.

Cependant, même s'il s'agit d'une série d'emprunts ou d'autres transactions et de remboursements, le Ministère a l'habitude de permettre une déduction s'il y a diminution du solde du compte de l'actionnaire, comme il est expliqué au numéro 32 ci-dessous.

- 28. Les commentaires des numéros 20 à 26 ci-dessus s'appliquent aussi pour déterminer s'il s'agit d'un remboursement ou si le remboursement fait partie d'une série d'emprunts ou d'autres transactions et de remboursements aux fins de la déduction du remboursement selon les dispositions de l'alinéa 20(1)j).
- 29. Étant donné que l'alinéa 20(1)j) fait mention d'un «contribuable» et que la Loi définit ce terme comme désignant une personne, et le terme «personne» comme comprenant un représentant légal après le décès, la déduction en vertu de cet alinéa peut être demandée par la succession du contribuable lui-même pour l'année où le remboursement a été effectué, si la personne décédée a inclus le montant de l'emprunt ou de la dette dans son revenu d'une année antérieure.

g IT-119R3

30. Paragraph 20(1)(j) will be considered to apply to a partnership where a loan or indebtedness subject to subsection 15(2) has been included in computing the income of the partnership in a preceding year and the loan or indebtedness is subsequently repaid by the partnership.

Application of Subsection 15(2) and Paragraph 20(1)(j) Where "a Series"

- 31. Where there is a series of loans or other transactions and repayments (see 25 and 26 above) paragraph 15(2)(b) does not apply. Assuming that the loans or indebtedness (net increase + see 32 below) do not come within the excepting provisions of paragraph 15(2)(a), they are to be included in income pursuant to the opening words of subsection 15(2) without allowing the one year for possible repayment. Although there is a series of loans or other transactions and repayments, a repayment (net decrease - see 32 below) is allowed as a deduction if it otherwise qualifies under paragraph 20(1)(j). If a taxpayer requests, in writing, that a decrease (or part of it) be applied to reduce any amount that may be subject to tax in the immediately preceding taxation year, the Department will accede to that request to the extent that the decrease would otherwise be deductible under paragraph 20(1)(j) but will not also allow a deduction under paragraph 20(1)(j) for that amount.
- 32. To determine the amount to be either included under subsection 15(2) or deducted under paragraph 20(1)(i) in computing the income of a particular taxation year of the borrower or debtor, the Department compares the balances in the account at the beginning and end of the taxation year of the lender or creditor. A net increase in the account during the year is considered as a loan or indebtedness and a net decrease as a repayment (see also 24 above). As stated in 25 above, however, a temporary repayment that is not considered by the Department to be a bona fide repayment (21 above) will not be recognized as a decrease of the account balance. If the taxation years of the lender or creditor and the borrower or debtor do not coincide, the net increase or net decrease is analyzed to ascertain the taxation year or years of the borrower or debtor in which the net increase or net decrease arose. A net increase, or the appropriate portion thereof, arising in a particular taxation year of the borrower or debtor is included in income of that particular taxation year. A net decrease, or the appropriate portion thereof, arising in a particular taxation year of the borrower or debtor is allowed as a deduction in computing income of that particular taxation year to the extent that the amount is a repayment of an amount that has been included in income under subsection 15(2) in a preceding taxation year. The foregoing is illustrated by the example in 33 below.

30. On peut considérer que l'alinéa 20(1)j) s'applique à une société quand un emprunt ou une dette visé(e) par le paragraphe 15(2) a été inclus(e) dans le calcul du revenu de la société pour une année précédente et que la société rembourse ultérieurement l'emprunt ou la dette.

Application du paragraphe 15(2) et de l'alinéa 20(1)j) dans le cas d'une série

- 31. S'il s'agit d'une série d'emprunts ou d'autres transactions et de remboursements (voir les numéros 25 et 26 ci-dessous), l'alinéa 15(2)b) ne s'applique pas. En supposant que les emprunts ou les dettes (augmentation nette - voir le numéro 32 ci-dessous) ne sont pas visés par les exceptions prévues dans l'alinéa 15(2)a), ils sont à inclure dans le revenu conformément aux premiers mots du paragraphe 15(2), sans que soit accordée une année pour remboursement possible. Même s'il s'agit d'une série d'emprunts ou d'autres transactions et de remboursements, un remboursement (diminution nette - voir le numéro 32 ci-dessous) est admis comme déduction s'il est pas ailleurs admissible en vertu de l'alinéa 20(1)j). Si un contribuable demande par écrit qu'une diminution (ou une fraction de la diminution) soit appliquée pour réduire tout montant qui serait assujetti à l'impôt dans l'année d'imposition précédente, le Ministère acceptera cette demande dans la mesure où la diminution serait déductible par ailleurs en vertu de l'alinéa 20(1)j), mais n'accordera pas, en outre, de déduction en vertu de l'alinéa 20(1)j) pour ce montant.
- 32. Pour déterminer le montant à inclure en vertu du paragraphe 15(2) ou à déduire en vertu de l'alinéa 20(1)j) dans le calcul du revenu d'une année d'imposition donnée de l'emprunteur, le Ministère compare le solde du compte au début et à la fin de l'année d'imposition du prêteur ou du créancier. Une augmentation nette de ce compte au cours de l'année est considérée comme un prêt ou une créance, tandis qu'une diminution nette est considérée comme un remboursement (voir également le numéro 24). Cependant, comme il a été mentionné au numéro 25, un remboursement temporaire que le Ministère ne considère pas comme un remboursement authentique (numéro 21) n'est pas reconnu comme constituant une diminution du solde. Quand les années d'imposition du prêteur et de l'emprunteur ou du créancier et du débiteur ne coïncident pas, l'augmentation ou la diminution nette ainsi déterminée est analysée pour déterminer dans quelle(s) année(s) d'imposition de l'emprunteur ou du débiteur l'augmentation ou la diminution nette a eu lieu. L'augmentation nette ou une fraction appropriée de cette augmentation, qui a lieu dans une année d'imposition donnée de l'emprunteur ou du débiteur, est incluse dans son revenu pour cette année d'imposition donnée. La diminution nette ou une fraction appropriée de cette diminution, qui a lieu dans une année d'imposition donnée de l'emprunteur ou du débiteur, est admise comme déduction dans le calcul du revenu pour cette année d'imposition donnée, dans la mesure où ce montant est le remboursement d'un montant qui a été inclus dans le revenu d'une année d'imposition antérieure conformément au paragraphe 15(2). Tout ce qui précède est illustré dans l'exemple donné au numéro 33 ci-dessous.

REVENU CANADA, IMPÔT

INTERPRETATION

BULLETIN

D'INTERPRÉTATION

SUBJECT:

SPECIAL RELEASE

Debts of Shareholders, Certain Persons Connected with Shareholders, etc.

NO. IT-119R3

DATE: March 31, 1987

REFERENCE:

OBJET: COMMUNIQUÉ SPÉCIAL

Dettes des actionnaires, de certaines personnes rattachées à un actionnaire, etc.

N° IT-119R3

DATE: le 31 mars 1987

RENVOI

The last sentence of paragraph 31 is deleted. This revision reflects a change in practice under which the Department will no longer permit a decrease in, or a repayment of, indebtedness in a particular taxation year to be applied to reduce an amount that would otherwise have been included in computing income for the immediately preceding year. This change has application in respect of indebtedness incurred in taxation years commencing after the date of this Special Release.

La dernière phrase du numéro 31 est supprimée. Cette révision fait suite à un changement dans les pratiques du Ministère selon lesquelles une diminution ou un remboursement d'une dette au cours d'une année d'imposition donnée ne pourra plus être appliqué pour réduire un montant qui aurait par ailleurs été inclus dans le calcul du revenu de l'année précédente. Ce changement s'applique aux dettes engagées durant les années d'imposition qui commencent après la date du présent communiqué spécial.







33. Example:

X is the 100% owner of X Ltd. which has a March 31 year end. It is assumed that the activity in X's account supports the conclusion that there is a series of loans or other transactions and repayments. The respective fiscal yearend and calendar year-end balances are as follows:

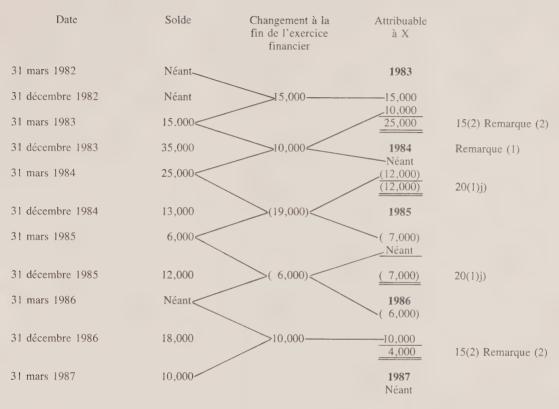
Date	Balance	Fiscal Year- End Change	Allocable to X	
March 31, 1982	Nil		1983	
Dec. 31, 1982	Nil	>15,000	-15,000 -10,000	
March 31, 1983	15,000		25,000	15(2) Note (2)
Dec. 31, 1983	35,000	>10,000	1984 —Nil	Note (1)
March 31, 1984	25,000		$\frac{(12,000)}{(12,000)}$	20(1)(j)
Dec. 31, 1984	13,000	>(19,000)	1985	
March 31, 1985	6,000		(7,000) Nil	
Dec. 31, 1985	12,000	>(6,000)	(7,000)	20(1)(j)
March 31, 1986	Nil		1986 (6,000)	
Dec. 31, 1986	18,000	>10,000	<u>10,000</u> <u>4,000</u>	15(2) Note (2)
March 31, 1987	10,000		1987 Nil	

Note: (1) Instead of reassessing 1983 and 1984 the two amounts could be netted to tax \$13,000 (\$25,000 - \$12,000) in 1983 with no 20(1)(j) deduction in 1984.

⁽²⁾ As noted in 31 above, where the account contains a series of loans or other transactions and repayments, it will not be necessary to wait one year from the end of the taxation year of the lender or creditor before including the loan or debt in the income of the borrower or debtor under subsection 15(2). However, this amount should only be included in the income of the borrower or debtor when the net increase or decrease can be established for the complete taxation year of the borrower or debtor. Some delay may be necessary where the taxation year of the lender or creditor debtor.

33. Exemple:

X possède en exclusivité X Ltée, dont l'exercice financier se termine le 31 mars. Supposons que les inscriptions au compte de X appuient la conclusion selon laquelle il s'agit d'une série de prêts ou d'autres transactions et de remboursements. Les soldes de la fin de l'exercice financier et de la fin de l'année civile sont respectivement les suivants:



Remarques:

- (1) Au lieu d'établir une nouvelle cotisation en 1983 et en 1984, on pourrait ramener les deux montants à 13 000 \$ (25 000 \$ 12 000 \$) en 1983; il n'y aurait aucune déduction en vertu de l'alinéa 20(1)j) en 1984.
- (2) Tel que mentionné au numéro 31 ci-dessus, lorsque le compte comprend une série de prêts ou d'autres transactions et de remboursements, il n'est pas nécessaire de laisser s'écouler le délai d'une année après la fin de l'année d'imposition du prêteur ou du créancier avant d'inclure le montant de l'emprunt ou de la dette dans le revenu de l'emprunteur ou du débiteur en vertu du paragraphe 15(2). Cependant, ce montant ne doit être inclus dans le revenu de l'emprunteur ou du débiteur que si l'augmentation ou la diminution nette peut être établie pour l'année d'imposition complète de l'emprunteur ou du débiteur. Un délai peut être nécessaire lorsque l'année d'imposition du prêteur ou du créancier diffère de celle de l'emprunteur ou du débiteur.



BULLETIN

D'INTERPRÉTATION

SUBJECT: INCOME TAX ACT
Principal Residence

OBJET: LOI DE L'IMPÔT SUR LE REVENU
Résidence principale
Unblicatione

SERIAL NO: IT-120R DATE: December 6, 1976

REFERENCE: Paragraph 54(g), (Also sections 45 and 54.1, subsection 40(2), section 26.1 of the Income Tax Application Rules (ITAR) and Part XXIII of the Regulations).

Nº DE SÉRIE: IT-120R

DATE: le 6 décembre 1976

RENVOI: Alinéa 54g) (également les articles 45 et 54.1, paragraphe 40(2), article 26.1 des Règles concernant l'application de l'impôt sur le revenu (RAIR) et Partie XXIII des Règlements)

This bulletin replaces and cancels Interpretation Bulletin IT-120 dated September 14, 1973. The matters covered in paragraph 5 of IT-120 will be dealt with in another bulletin.

tation IT-120 du 14 septembre 1973. Le sujet traité au numéro 5 du bulletin IT-120 sera abordé dans un bulletin ultérieur.

1. La plupart des résidences satisferont à la définition de

1. The vast majority of residences will meet the definition of "principal residence" contained in paragraph 54(g) of the Act with the result that any gain on the disposition thereof will be exempt from tax. Various matters concerning principal residences are discussed under the following headings:

1. La plupart des résidences satisferont à la définition de "résidence principle" que renferme l'alinéa 54g) de la Loi; par conséquent, tout gain réalisé lors de la disposition de ces résidences sera exempté de l'impôt. Le présent bulletin traitera de différentes questions concernant les résidences principales sous les rubriques suivantes:

Le présent bulletin annule et remplace le Bulletin d'interpré-

	Paragraphs
- Qualification as a Principal Residence	2
Housing Unit	3
Co-operative Housing Corporation	4
Ownership of Property	5, 6
Meaning of "Ordinarily Inhabited"	7
Designation as a Principal Residence	8
 Land Contributing to Use and Enjoyment of Principal Residence 	9 to 11
- Calculation of Gain on Disposition	12, 13
- Land Used in a Farming Business	14 to 18
 Disposition of Part of a Principal Residence 	19
- Complete Changes in Use	20 to 25
- Partial Changes in Use	26
No Structural Changes to Residence	27 to 29
Structural Changes to Residence	30
 Disposition of a Principal Residence by a Non-Resident 	31

· · · · · · · · · · · · · · · · · · ·	Numeros
- Admissibilité comme résidence principale	2
Logement	3
Coopérative d'habitation constituée e corporation	4
.* Proit de propriété d'un bien	5,6
Signification de l'expression "normale ment habité"	÷- 7
Désignation comme résidence principale	8
 Fonds de terre facilitant l'usage et l jouissance de la résidence principale 	a 9 à 11
Calcul du gain réalisé lors de la disposition	n 12, 13
 Fonds de terre servant à une entrepris agricole 	e 14 à 18
 Disposition d'une partie de la résidence principale 	e 19
- Changement complet de l'usage	20 à 25
 Changements partiels dans l'usage 	26
Aucun changement dans la structure d la résidence	e 27 à 29
Changements dans la structure de l résidence	a 30
 Disposition d'une résidence principale pa un non-résident 	ar 31

Qualification as a Principal Residence

- 2. To qualify as the principal residence of a taxpayer, the property in question must be
 - (a) a housing unit, a leasehold interest therein or a share of the capital stock of a co-operative housing corporation,
 - (b) owned by him solely or jointly (i.e., as joint tenant or tenant-in-common or, in Quebec, coowner) with another person,
 - (c) ordinarily inhabited by him in the year (except in circumstances described in paragraphs 7 and 21 below), and
 - (d) designated where necessary (see paragraph 8) by him as his only principal residence for that particular year.

A taxpayer's principal residence need not be located in Canada.

Housing Unit

3. The term "housing unit" as used in paragraph 54(g) of the Act includes a house, apartment in a duplex or apartment building or condominium, cottage, mobile home, trailer or houseboat and the land upon which the housing unit stands (including any adjoining land that contributes to the use and enjoyment of the housing unit).

Co-operative Housing Corporation

(4) The term "co-operative housing corporation" means an association, incorporated subject to the terms and conditions of the legislation governing such incorporation, and formed and operated for the purpose of providing its members with the right to inhabit, by reason of ownership of shares therein, a housing unit owned by the corporation. To qualify as a principal residence, a share in such a corporation must have been acquired by a taxpayer solely to acquire the right to inhabit a housing unit owned by the corporation.

Ownership of Property

5. The designation of a residence as a principal residence can be made only where there is sole or joint ownership of a housing unit, a leasehold interest therein, or a share of the capital stock of a co-operative housing corporation. Where a taxpayer and his spouse own a residence jointly (i.e., as joint tenants or tenants-incommon or, in Quebec, co-owners) and realize a gain on the disposition of that residence, each will have a gain on the disposition of that property and each must designate his respective interest in the housing unit or share as being his principal residence in order to have some part. or all, of his portion of the total gain free from tax under paragraph 40(2)(b) or (c) of the Act. In these cases, if both spouses designate their respective interest in the housing unit or share as being their principal residence, then any second residence owned by the taxpayer or his spouse (or both) may not be designated

Admissibilité comme résidence principale

- 2. Pour avoir qualité de résidence principale d'un contribuable, le bien en cause doit:
 - a) consister en un logement, un droit de tenure à bail y afférent ou une action du capital-actions d'une coopérative d'habitation constituée en corporation,
 - b) appartenir au contribuable exclusivement ou conjointement (c'est-à-dire en qualité de "joint tenants" ou de "tenants-in-common" ou, au Québec, de copropriétaires) avec une autre personne,
 - c) être normalement habité pendant l'année par le contribuable (sauf dans les circonstances exposées aux numéros 7 et 21 ci-dessous) et
 - d) être désigné par le contribuable, au besoin (voir numéro 8), comme étant sa seule résidence principale pour une année donnée.

La résidence principale d'un contribuable ne doit pas nécessairement être située au Canada.

Logement

3. Le mot "logement", dans l'acceptation que lui donne l'alinéa 54g) de la Loi, comprend une maison, un appartement dans un duplex, dans un immeuble locatif ou dans un condominium, un chalet, une maison mobile, une roulotte ou une maison flottante, ainsi que le fonds de terre sur lequel est situé le logement (y compris un fonds de terre contigu qui facilite l'usage et la jouissance du logement).

Coopérative d'habitation constituée en corporation

4. L'expression "coopérative d'habitation constituée en corporation" signifie une association, dont la constitution en corporation est assujettie aux modalités et conditions de la législation la régissant, qui est formée et exploitée en vue de conférer à ses membres (en raison des actions qu'ils détiennent dans la corporation) le droit d'habiter un logement que possède la corporation. Pour être admise à titre de résidence principale, une action dans une corporation de ce genre doit avoir été acquise par un contribuable dans le seul but d'avoir droit d'habiter un logement de cette corporation.

Droit de propriété d'un bien

5. La désignation d'une résidence comme résidence principale n'est possible que si la personne possède, exclusivement ou conjointement avec une autre, un logement, un droit de tenure à bail y afférent ou une action du capital-actions d'une coopérative d'habitation constituée en corporation. Lorsqu'un contribuable et son conjoint possèdent conjointement une résidence (c'est-à-dire en qualité de "joint tenants", de "tenants-in-common" ou, au Québec, de copropriétaires) et qu'ils réalisent un gain lors de la disposition de ladite résidence, chacun aura réalisé un gain lors de la disposition dudit bien et chacun doit désigner sa participation respective dans le logement ou dans l'action comme sa résidence principale, de façon à ce qu'une partie ou que l'ensemble de sa part du gain total soit libéré de l'impôt en vertu de l'alinéa 40(2)b) ou c) de la Loi. Dans ces cas, c'est-à-dire si les deux conjoints désignent leur participation respective dans le logement ou l'action comme étant leur résidence principale, toute

as a principal residence during the period of time that the first residence is designated as a principal residence by both spouses. However, where one spouse is the sole owner of one residence and the other spouse is the sole owner of a second residence, then both residences may be eligible for principal residence status during the same period of time if the other conditions described in this bulletin are met.

6. Where a housing unit, a leasehold interest therein, or a share of the capital stock of a co-operative housing corporation is included in the assets of a partnership, the partnership itself is not entitled to the principal residence exemption. However, provided the other requirements of paragraph 54(g) are met, the Department considers that the property may qualify for the principal residence exemption in the hands of one or more of the partners to the extent of that part of the gain on its disposition which is actually allocated to them pursuant to the partnership agreement.

Meaning of "Ordinarily Inhabited"

- 7. The question of whether a taxpayer has "ordinarily inhabited" a residence during a taxation year is determined by the facts in each particular case. Where the taxpayer claiming the principal residence status has occupied the residence for only a short period of time during a taxation year (such as a seasonal residence occupied during a taxpayer's vacation or a house which was sold early or bought late in a taxation year), it is the Department's view that the taxpayer "ordinarily inhabited" that residence in the year, provided that the principal reason for owning the property was not for the purpose of gaining or producing income therefrom. In circumstances where a taxpayer receives incidental rental income from a seasonal residence, such property is not considered to be owned for the purpose of gaining or producing income therefrom. In addition, if the proposed amendment to subparagraph 54(g)(i) contained in Bill C-97 (first reading June 30, 1976) becomes law, a residence owned by a taxpayer that is not inhabited by him but is ordinarily inhabited by his spouse, his former spouse, or his child who during the year was wholly dependent upon him for support and who was
 - (a) under 21 years of age,
 - (b) 21 years of age or over and dependent by reason of mental or physical infirmity, or
 - (c) 21 years of age or over and in full-time attendance at a school or university,

may qualify with respect to 1972 and subsequent taxation years as the taxpayer's principal residence.

Designation as a Principal Residence (Form T2091)

8. Paragraph 54(g) and Regulation 2301 provide special rules on the designation of a housing unit, a

autre résidence dont le contribuable ou son conjoint (ou les deux) sont propriétaires ne peut être désignée comme résidence principale pendant la période durant laquelle la première résidence est désignée comme principale résidence par les deux conjoints. Toutefois, lorsqu'un des conjoints est l'unique propriétaire d'une résidence et l'autre est l'unique propriétaire d'une deuxième résidence, les deux résidences peuvent être admissibles au statut de résidence principale, et ce durant la même période, si les autres conditions exposées dans le présent bulletin sont remplies.

(6) Lorsqu'un logement, un droit de tenure à bail y afférent ou une action du capital-actions d'une coopération d'habitation constituée en corporation sont compris dans les éléments d'actif d'une société, la société elle-même n'a pas droit à l'exemption à l'égard de la résidence principale. Toutefois, pourvu que les autres exigences de l'alinéa 54g) soient satisfaites, le Ministère considère que le bien peut être admis à l'exemption à l'égard de la résidence principale entre les mains d'un ou de plusieurs associés jusqu'à concurrence de la fraction du gain qui, lors de la disposition de la résidence principale, leur est effectivement attribuée aux termes de l'accord de société.

Signification de "normalement habité"

- 7. La question de savoir si un contribuable a "normalement habité" une résidence pendant une année d'imposition dépend des faits propres à chaque cas. Si le contribuable que désire tirer profit du statut de résidence principale a occupé la résidence seulement pendant une courte période au cours d'une année d'imposition (par exemple, dans le cas d'une résidence occupée sur une base saisonnière durant les vacances du contribuable ou d'une maison qui a été vendue tôt ou achetée tard dans l'année d'imposition), le Ministère estime que le contribuable a "normalement habité" la résidence en question dans l'année, à condition que le bien n'ait pas été acquis principalement dans le but de gagner un revenu dudit bien ou de lui faire produire un revenu. Dans le cas où un contribuable tire un revenu de location fortuit d'une résidence habitée sur une base saisonnière, le bien en question n'est pas considéré comme un bien détenu dans le but d'en tirer un revenu ou de lui faire produire un revenu. De plus, si l'amendement au sous-alinéa 54g)(i) proposé dans le Bill C-97 (dont la première lecture a été faite le 30 juin 1976) est adopté, la résidence d'un contribuable qui n'est pas habitée par ce dernier mais qui est normalement habitée par son conjoint, son ex-conjoint ou son enfant qui était, durant l'année, entièrement à sa charge et qui était
 - a) âgé de moins de 21 ans,
 - b) âgé de 21 ans ou plus et à la charge de ce dernier en raison d'une infirmité mentale ou physique, ou
 - c) âgé de 21 ans ou plus et fréquentant l'école ou l'université à plein temps.

peut être reconnue comme la résidence principale du contribuable pour 1972 et les années d'imposition subséquentes.

Désignation comme résidence principale (Formule T2091)

8. L'alinéa 54g) de la Loi et l'article 2301 des Règlements prévoient des règles spéciales pour la désignation comme

leasehold interest therein, or a share of the capital stock of a cooperative housing corporation as a principal residence. Although it is provided that an otherwise eligible residence is not a principal residence for a taxation year unless it is designated as such in the taxpayer's income tax return for the year in which the disposition or the granting of an option to acquire the property occurs, the Department's 'administrative position is that this designation need not be filed with the taxpayer's income tax return unless a taxable capital gain on the disposition of a principal residence occurs after deducting the exempt portion of the gain or unless the taxpayer wishes to file the designation in respect of property disposed of to his spouse or a "spouse trust". In the latter case, if the taxpayer is not required to file a return in the year of disposition (to his spouse or the "spouse trust"), he should make the designation with respect to the requisite years and retain it so that it may, if necessary, be filed with the return of the spouse or spouse trust in the year when that person disposes of the property. The designation may be made on form T2091, attached to this bulletin. This form is also contained in a package of supplementary schedules for computing capital gains, which is available at any District Taxation Office.

Land Contributing to Use and Enjoyment of Principal Residence

- 9. Land upon which a principal residence stands and adjoining land that contributes to a taxpayer's use and enjoyment of his residence qualify as part of a principal residence. No proof of such use and enjoyment is required in respect of one acre of land or less (which includes the area on which the structure is situated).
- 10. Where the total area of the surrounding land exceeds one acre, the excess is considered to be part of the principal residence where it can reasonably be regarded as necessary for the use and enjoyment of the residence. The purpose of this provision is to prevent taxpayers from claiming principal residence status on speculative land purchases. However, it is not intended to preclude a taxpayer from having a principal residence which includes land in excess of one acre as is sometimes the case in smaller communities. In determining whether land in excess of one acre is necessary for the use and enjoyment of a housing unit, the Department will consider factors such as the size and character of the housing unit, the use of the land in excess of one acre, the location of the residence on the lot, whether a municipal or provincial law requires residential lots to be in excess of one acre, whether the land can reasonably be severed into two or more viable portions, the zoning of the property at the time of purchase and sale, and other relevant factors.

résidence principale d'un logement, d'une tenure à bail y afférente ou d'une action du capital-actions d'une coopérative d'habitation constituée en corporation. Même s'il est stipulé qu'une résidence autrement admissible n'est pas une résidence principale pour une année d'imposition à moins qu'elle n'ait été désignée comme telle dans la déclaration d'impôt sur le revenu du contribuable pour l'année où survient la disposition ou l'octroi d'un droit d'achat de la propriété, selon la politique administrative du Ministère, cette désignation n'a pas à être signalée dans la déclaration d'impôt sur le revenu du contribuable à moins qu'un gain en capital imposable provenant de la disposition de la résidence principale n'ait été réalisé après déduction de la partie exempte du gain ou à moins que le contribuable ne désire déclarer la désignation du bien dont il a disposé en faveur de son conjoint ou d'une "fiducie au profit du conjoint". Dans ce dernier cas, si le contribuable n'est pas obligé de produire une déclaration au cours de l'année de la disposition (en faveur de son conjoint ou d'une "fiducie au profit du conjoint"), il doit effectuer la désignation à l'égard des années où il est tenu de produire une déclaration et la conserver afin qu'elle puisse être présentée, si nécessaire, avec la déclaration de son conjoint ou de la fiducie au profit du conjoint pour l'année où cette personne dispose du bien. On peut faire la désignation en remplissant une formule T2091 dont un exemplaire est joint au présent bulletin. Cette formule fait également partie d'un ensemble d'annexes supplémentaires servant au calcul des gains en capital, que l'on peut se procurer à tous les bureaux de district d'impôt.

Fonds de terre facilitant l'usage et la jouissance de la résidence principale

- 9. Le fonds de terre sur lequel est située une résidence principale et le fonds de terre contigu qui facilite au contribuable l'usage et la jouissance de sa résidence peuvent être admis comme partie de la résidence principale. Il n'est pas nécessaire de prouver cet usage et cette jouissance s'il s'agit d'un fonds de terre d'une acre ou moins (ce qui comprend la surface couverte par le bâtiment).
- 10. Lorsque la superficie totale du fonds de terre contigu est supérieure à une acre. l'excédent est considéré comme faisant partie de la résidence principale s'il peut raisonnablement être jugé nécessaire à l'usage et à la jouissance de la résidence. Cette disposition a pour but d'empêcher les contribuables de demander le statut de résidence principale pour des achats fonciers de nature spéculative. Elle n'a cependant pas pour but d'empêcher les contribuables de demander le statut de résidence principale qui comprend un fonds de terre supérieur à une acre, comme il arrive parfois dans les agglomérations de moindre envergure. Au moment d'établir si un fonds de terre supérieur à une acre est nécessaire à l'usage et à la jouissance d'un logement, le Ministère tiendra compte de facteurs tels que les dimensions et le genre de logement, l'usage du fonds de terre supérieur à une acre, la situation de la résidence sur le terrain, le fait qu'un règlement municipal ou une loi provinciale exige que les terrains résidentiels soient supérieurs à une acre ou que le fonds de terre puisse raisonnablement être divisé en deux ou plusieurs portions valables, le zonage du bien au moment de l'achat et de la vente et d'autres facteurs pertinents.

- 11. A severance restriction imposed by zoning regulations, municipal or provincial laws may or may not be relevant in determining whether land in excess of one acre is necessary to the use and enjoyment of a principal residence. Where the location of the residence is zoned residential and the restriction was in effect when the subdivision was approved as well as when the taxpayer acquired and sold the residence, it is considered relevant. On the other hand, a severance restriction is not considered relevant to such determination where, for example:
 - (a) severance of agricultural land is prohibited to preserve the land for farming use,
 - (b) severance of land is permitted only if approval is obtained from municipal or provincial authorities, or
 - (c) severance of land is prohibited to prevent any development, pending the formulation of an area plan by the responsible authorities.

Calculation of Gain on Disposition

12. Paragraph 40(2)(b) of the Act provides that a taxpayer may deduct the amount determined by the following formula from his gain on the disposition (or deemed disposition) of his principal residence in a taxation year:

1 + the number of taxation years ending after 1971 for which the property was his principal residence and during which he was resident in Canada

Capital
X gain on disposition

dence and during which he was resident in Canada the number of taxation years ending after 1971 during which he

owned the property

Thus, where a residence has always been the principal residence of a taxpayer since 1971, the total amount of the gain is exempt from tax. While only one residence may be designated by a taxpayer for any given taxation year, the above formula recognized the fact that he may have two principal residences in the same taxation year (e.g., where one residence is sold and another is acquired in the same year). The effect of the "1+" in the above formula is to treat both residences as a principal residence in the same year, but only one residence may be designated as such for that year. The terms "for which" and "during which" in the above formula refer to the whole or any part of a taxation year.

13. A residence which is used primarily for the personal use or enjoyment of a taxpayer or persons related to him, or an option to acquire a residence which would, if acquired, be so used, is "personal-use property". As such, a loss on the disposition thereof is deemed to be nil by virtue of subparagraph 40(2)(g)(iii).

11. Une restriction de séparation imposée par les règlements de zonage, les règlements municipaux ou les lois provinciales peut s'avérer ou non pertinente lorsqu'il s'agit de décider si le fonds de terre supérieur à une acre est nécessaire à l'usage et à la jouissance d'une résidence principale. Si le secteur où se trouve la résidence est considéré comme une zone résidentielle et si la restriction était en vigueur lorsque la subdivision a été approuvée de même que lorsque le contribuable a acheté et vendu la résidence, ladite restriction est jugée pertinente. D'autre part, une restriction de séparation n'est pas considérée comme un élément pertinent dans cette question si, par exemple:

a) la séparation du fonds de terre est interdite afin d'en conserver la vocation agricole;

- b) la séparation du fonds de terre n'est permise que dans les cas où elle est approuvée par le conseil municipal ou le gouvernement provincial; ou
- c) la séparation du fonds de terre est interdite afin d'empêcher toute exploitation en attente de la formulation d'un projet régional par les autorités compétentes.

Calcul du gain lors de la disposition

12. L'alinéa 40(2)b) de la Loi stipule qu'un contribuable peut déduire du gain qu'il a réalisé lors de la disposition (ou de la disposition présumée) de sa résidence principale au cours d'une année d'imposition, le montant établi à l'aide de la formule suivante:

1 + le nombre d'années d'imposition prenant fin après 1971 pendant lesquelles ce bien a été sa résidence principale et au cours desquelles il a résidé au Canada

Gain en capital

X réalisé lors de la disposition

5

Le nombre d'années d'imposition prenant fin après 1971 pendant lesquelles il a été propriétaire de ce bien

De cette façon, lorsqu'une résidence a toujours été la résidence principale d'un contribuable depuis 1971, le gain total est exempté de l'impôt. Bien qu'un contribuable ne puisse désigner qu'une seule résidence pour une année d'imposition donnée, la formule qui précède tient compte du fait qu'il peut avoir deux résidences principales au cours de la même année d'imposition (par exemple, lorsqu'une résidence est vendue et qu'une autre résidence est acquise au cours de la même année). Dans la formule qui précède, "1 +" a pour effet de traiter les deux résidences comme la résidence principale au cours de la même année, tout en ne désignant qu'une seule résidence à cet effet pour l'année en question. Les expressions "pendant lesquelles" et "au cours desquelles" que renferme la formule ci-dessus se rapportent à l'ensemble ou à toute partie d'une année d'imposition.

13. Une résidence qui sert avant tout à l'usage ou à la jouissance personnelle d'un contribuable ou de ses parents, ou une option d'achat d'une résidence qui serait, une fois acquise, utilisée à ces fins, constitue "un bien à usage personnel". En soi, une perte résultant de la disposition de ce bien est réputée nulle en vertu du sous-alinéa 40(2)g)(iii).

Land Used in a Farming Business

- 14. Where a taxpayer's principal residence is situated on land used in a farming business carried on by him, he may calculate a capital gain on the disposition of such property by either one of the methods described in the following paragraphs.
- 15. Firstly, he may divide the land into two portions: one containing the principal residence and adjoining land which may reasonably be regarded as contributing to the taxpayer's use and enjoyment of the residence (see comments in paragraphs 10 and 11 where this land exceeds one acre), and the other containing the remainder of the land, part or all of which is used in the farming business carried on by him. Under this method, a reasonable part of the proceeds of disposition and a reasonable part of the adjusted cost base are allocated between the two portions of land in order that a gain may be determined for each portion of the land. The portion of the total gain that relates to the principal residence (including such adjoining land) is eligible for a reduction under paragraph 40(2)(b) as described in paragraph 12 above, while any gain relating to the remainder of the property is taxable in the usual manner. In the following example, it is assumed that a taxpayer resident in Canada has sold his ten-acre farm on which his principal residence was situated and that the area of land reasonably attributable to his principal residence was one acre.

Fonds de terre servant à une entreprise agricole

- 14. Lorsque la résidence principale d'un contribuable est située sur un fonds de terre utilisé dans le cadre d'une entreprise agricole qu'il exploite, il peut calculer le gain en capital tiré de la disposition dudit bien à l'aide de l'une des méthodes décrites dans les paragraphes qui suivent.
- 15. Premièrement, il peut diviser le fonds de terre en deux parties: la première comprenant la résidence principale et le fonds de terre contigu qui peut raisonnablement être considéré comme facilitant au contribuable l'usage et la jouissance de la résidence (les numéros 10 et 11 précédents traitent des cas où ce fonds de terre est supérieur à une acre) et l'autre comprenant le reste du fonds de terre, dont une partie ou l'ensemble est utilisé dans le cadre de l'entreprise agricole qu'il exploite. Selon cette méthode, une fraction raisonnable du produit de la disposition et une fraction raisonnable du prix de base rajusté sont réparties entre les deux parties du fonds de terre de façon à ce que l'on puisse déterminer un gain sur chaque partie du fonds de terre. La fraction du gain total qui se rapporte à la résidence principale (y compris le fonds de terre contigu) peut faire l'objet d'une réduction en vertu de l'alinéa 40(2)b), comme nous l'avons expliqué au numéro 12 ci-dessus, alors que tout gain se rapportant au reste du bien est imposable selon les règles habituelles. Dans l'exemple qui suit, nous supposons qu'un contribuable qui réside au Canada a vendu une ferme de dix acres sur laquelle était située sa résidence principale et que la superficie du fonds de terre qui peut raisonnablement être attribuée à sa résidence principale est d'une acre.

Proceeds of Disposition	Principal Residence	Farm Land	Total
Land House	\$ 3,000 10,000	\$27,000	\$30,000 10,000
Barn Silo	and the second of the second o	17,000 3,000	17,000 3,000
	\$13,000	\$47,000	\$60,000
Adjusted Cost Base			
Land House	\$ 2,000 7,000	\$18,000	\$20,000 7,000
Barn Silo		13,000 2,000	13,000 2,000
	\$ 9,000	\$33,000	\$42,000
Gain on Disposition	\$ 4,000	\$14,000	\$18,000
Less: Reduction of Gain under Paragraph 40(2)(b)	4,000		4,000
Capital Gain (one-half is taxable)	NIL	\$14,000	\$14,000

	Résidence principale	Fonds de terre agricole	Total
Produits de la disposition Fonds de terre Maison	\$ 3,000 10,000	\$27,000	\$30,000 10,000
Grange Silo		17,000 3,000	17,000 3,000
	\$13,000	\$47,000	\$60,000
Prix de base rajusté			
Fonds de terre Maison	\$ 2,000 7,000	\$18,000	\$20,000 7,000
Grange		13,000	13,000
Silo	\$P\$\$\$\$0\$\$\$P\$	2,000	2,000
	\$ 9,000	\$33,000	\$42,000
Gain tiré de la disposition	\$ 4,000	\$14,000	\$18,000
Moins: Réduction du gain			
en vertu de l'alinéa 40(2)b)	4,000		4,000
Gain en capital (dont la			
moitié est imposable)	NÉANT	\$14,000	\$14,000

- 16. Under the second method he may elect to compute the gain on the disposition of his farm land and principal residence without making any allocation of the proceeds or the adjusted cost base. This election must be made in accordance with Regulation 2300 which provides that a letter signed by the taxpayer be attached to the return of income required to be filed by him for the year in which the disposition of the property took place. The letter should contain the following information:
 - (a) a statement that the taxpayer is electing under subparagraph 40(2)(c)(ii) of the Act,
 - (b) a statement of the number of taxation years after 1971 for which the property was the taxpayer's principal residence and during which he was resident in Canada, and
 - (c) a description of the property sufficient to identify it with the property designated as his principal residence.
- 17. The gain referred to above on the disposition of the farm property may then be decreased by the aggregate of \$1,000 plus \$1,000 for each taxation year specified in (b) above. In the above example, assuming that the tax-payer had occupied his house as a principal residence from July 30, 1972 to June 30, 1977, his gain on the sale of the farm land would be determined as follows:

- 16. Selon la seconde méthode, le contribuable peut choisir de calculer le gain provenant de la disposition de son fonds de terre agricole et de sa résidence principale sans faire la répartition du produit ou du prix de base rajusté. Ce choix doit être exercé conformément à l'article 2300 des Règlements qui exige qu'une lettre portant la signature du contribuable soit jointe à la déclaration de revenu qu'il est tenu de produire pour l'année au cours de laquelle la disposition du bien a eu lieu. La lettre en question doit présenter les renseignements suivants:
 - a) une déclaration comme quoi le contribuable exerce un choix en vertu du sous-alinéa 40(2)c)(ii) de la Loi,
 - b) un relevé du nombre d'années d'imposition postérieures à 1971 pendant lesquelles le bien était la résidence principale du contribuable et au cours desquelles il résidait au Canada, et
 - c) une description du bien suffisamment détaillée pour pouvoir l'identifier au bien désigné comme sa résidence principale.
- 17. Le gain susmentionné tiré de la disposition du bien agricole peut ensuite être réduit par le total formé de \$1,000 plus \$1,000 pour chaque année d'imposition indiquée en b) ci-dessus. Dans l'exemple qui précède, en supposant que le contribuable ait occupé sa maison comme résidence principale du 30 juillet 1972 au 30 juin 1977, le gain qu'il aurait tiré de la vente du fonds de terre agricole serait établi comme suit:

Proceeds of Disposition	\$60,000
Adjusted cost base	42,000
Gain on Disposition	\$18,000
Less: Reduction of Gain	
under subparagraph 40(2)(c)(ii)	
$(\$1,000 + 6 \times \$1,000)$	7,000
Capital Gain (one-half is taxable)	\$11,000

18. The exemption of \$1,000 per year is not reduced where a portion of the residence is used as a business asset; however, the gain otherwise calculated on the business portion of the residence, or any capital cost allowance recovery thereon cannot be reduced by the \$1,000 exemption.

Disposition of Part of a Principal Residence

19. Where a portion of a principal residence is disposed of, as in the case of the granting of an easement or the severance of a parcel of land that forms part of a taxpayer's principal residence (see above comments under "Land Contributing to Use and Enjoyment of a Principal Residence"), the taxpayer may designate the part of the principal residence disposed of as his principal residence and thus reduce all, or some part, of his gain under paragraph 40(2)(b) or (c) of the Act. It is the Department's view in these circumstances that a taxpayer has made the above-mentioned designation in respect of the entire property that is his principal residence and not just the area that is disposed of. The effect of this is that, when the remainder of the principal residence is disposed of, it too will be recognized as the taxpayer's principal residence for the years during which he designated the part that was disposed of as his principal residence.

Complete Changes in Use

Principal Residence Converted to Income-Producing Property

20. When a residence is rented or used in a business and thus converted to an income-producing property, the taxpayer is deemed by subsection 45(1) to have disposed of the property at its fair market value. A gain on such deemed disposition may be reduced under paragraph 40(2)(b) or (c), as described previously. (Subsection 45(1) also deems the taxpayer to have reacquired the property - both land and building - at that fair market value, and the taxpayer may thus claim capital cost allowance on the deemed reacquisition cost of the residence building). However, the taxpayer may elect under subsection 45(2) to be deemed not to have commended to use his property for the purpose of producing income, and where such election is made there is no deemed disposition and reacquisition where an election previously made is rescinded, a deemed disposition at fair market value occurs on the first day of the year in which the election is rescinded.

Produit de la disposition Prix de base rajusté	\$60,000 42,000
Gain tiré de la disposition	\$18,000
Moins: Réduction du gain	
en vertu du sous-alinéa	
40(2)c)(ii)	
$(\$1,000 + 6 \times \$1,000)$	7,000
Gain en capital (dont la	
moitié est imposable)	\$11,000

18. L'exemption de \$1,000 par année n'est pas réduite lorsqu'une partie de la résidence est utilisée comme installation commerciale; toutefois, on ne peut pas soustraire l'exemption de \$1,000 du gain autrement calculé sur la partie commerciale de la résidence, ou de toute récupération de la déduction pour amortissement sur ce bien.

Disposition d'une partie d'une résidence principale

19. Lorsqu'un contribuable dispose d'une partie de sa résidence principale, par exemple, lors de la concession d'un droit d'usage ou de la séparation d'un lopin de terre qui fait partie de sa résidence principale (voir les observations précédentes sous la rubrique "Fonds de terre facilitant l'usage et la jouissance d'une résidence principale"), le contribuable peut désigner la partie de la résidence principale dont il a disposé comme étant sa résidence principale et, de cette façon, annuler ou réduire son gain en vertu de l'alinéa 40(2)b) ou c) de la Loi. Dans de telles circonstances, le Ministère estime que le contribuable a fait la désignation précitée à l'égard de la totalité du bien qui constitue sa résidence principale et non pas seulement à l'égard de la partie dont il a disposé. Par conséquent, lorsque le contribuable disposera de l'autre partie de sa résidence principale, elle aussi sera reconnue comme étant sa résidence principale pour les années durant lesquelles il a désigné la partie dont il avait disposé antérieurement comme étant sa résidence principale.

Changement complet de l'usage

Résidence principale convertie en un bien destiné à produire un revenu

20. Lorsqu'une résidence est louée ou utilisée dans le cadre d'une entreprise et, de cette façon, convertie en un bien produisant un revenu, le contribuable est réputé avoir disposé de ce bien à sa juste valeur marchande en vertu du paragraphe 45(1). Le gain découlant de cette disposition présumée peut être réduit conformément aux dispositions de l'alinéa 40(2)b) ou c), tel qu'il a été expliqué auparavant. (En vertu du paragraphe 45(1), le contribuable est également réputé avoir acquis de nouveau le bien, c'est-à-dire le fonds de terre et le bâtiment, à sa juste valeur marchande, et il peut donc réclamer la déduction pour amortissement sur le coût de réacquisition présumé du bâtiment.) Toutefois, le contribuable peut choisir, en vertu du paragraphe 45(2), d'être réputé ne pas avoir commencé à utiliser son bien dans le but de lui faire produire un revenu. Dans un tel cas, il n'y a pas de disposition présumée, ni de nouvelle acquisition présumée. Si le contribuable revient sur son choix, il se produit une disposition présumée pour la juste valeur marchande du bien le premier jour de l'année au cours de laquelle le choix est annulé.

- 21. During the years when an election is in force, the owner may designate the residence to be his principal residence, but not for more than four years (except where section 54.1 applies as discussed in the following paragraph), even though he did not "ordinarily inhabit" the property during those years. This rule applies., for example, to an individual who moves out of his residence with the intention of returning to it at a later date and in the meantime uses it for the purpose of earning rental income. In these cases, the individual must be resident, or deemed to be resident, in Canada during the years the property was rented for the designation of the property as a principal residence to be of use to him (see formula in paragraph 12 above). During the period covered by the election under subsection 45(2), all income (net of applicable expense except capital cost allowance) is subject to tax.
- 22. Section 54.1 removes the four-year limitation referred to in the preceding paragraph for taxation years which are covered by the election under subsection 45(2) and during which the individual does not ordinarily inhabit the property as a consequence of the relocation of his place of employment, provided that
 - (a) the employer is not related to the individual,(b) the property is at least 25 miles further from

his new work location than his subsequent place or places of residence, and

(c) the individual resumes ordinary habitation of the property, during the term of his employment by that employer or before the end of the taxation year following the year in which such employment terminates, or dies during the term of such employment.

If the proposed amendment to subsection 54.1(1) contained in Bill C-97 (first reading, June 30, 1976) becomes law, the spouse of the relocated individual who owns an interest in the property will also be entitled to this treatment.

- 23. Subsection 45(2) provides that an election must be filed in a taxpayer's return of income for the year in which the change of use occurred. The proper method for filing such an election is to include in the return a letter signed by the taxpayer describing the property in respect of which the election is being made and stating that he is electing under subsection 45(2) of the Act in respect of that property. Where a taxpayer intended to elect under subsection 45(2) but failed to do so at the time of filing his return of income for the year in which the change of use occurred, the Department will ordinarily accept as a valid election a letter from the taxpayer to the effect that he had so elected, provided that the taxpayer has not claimed any capital cost allowance on the property subsequent to the change in use.
- 24. Where prior to 1972, a residence was ordinarily inhabited by an individual who had subsequently, but before 1972, commenced to use the property for

- 21. Au cours des années pendant lesquelles un choix est en vigueur, le propriétaire peut désigner la résidence comme sa résidence principale, mais seulement pour une période maximale de quatre ans (sauf si l'article 54.1 s'applique comme il est expliqué au numéro suivant), même s'il n'a pas "normalement habité" cette résidence durant ces années. Cette règle s'applique, par exemple, à un particulier qui quitte sa résidence dans l'intention d'y retourner plus tard et qui, pendant ce temps, en tire un revenu de location. En pareil cas, le particulier doit être un résident ou réputé être résident du Canada durant les années où le bien est loué, pour que la désignation du bien comme résidence principale lui soit de quelque utilité (voir la formule exposée au numéro 12 ci-dessus). Au cours de la période visée par le choix exercé en vertu du paragraphe 45(2), tout revenu (moins les dépenses afférentes, sauf la déduction pour amortissement) est assujetti à l'impôt.
- 22. L'article 54.1 supprime la restriction de quatre ans mentionnée au numéro précédent dans le cas des années d'imposition visées par le choix exercé en vertu du paragraphe 45(2) et durant lesquelles le particulier n'habite pas normalement sa propriété en raison du changement du lieu de son emploi, à condition:
 - a) que l'employeur ne soit pas lié au particulier,
 - b) que la propriété soit située au moins à 25 milles plus loin de son nouveau lieu de travail que sa ou ses résidences subséquentes, et
 - c) que le particulier recommence à habiter normalement cette propriété, pendant la durée de son emploi chez cet employeur ou avant la fin de l'année d'imposition qui suit celle où se termine cet emploi, ou qu'il meurt pendant la durée de son emploi chez cet employeur.
- Si l'amendement au paragraphe 54.1(1) proposé dans le Bill C-97 (dont la première lecture a été faite le 30 juin 1976) est adopté, le conjoint de la personne dont le lieu du travail a changé, qui possède un intérêt dans la propriété, pourra également bénéficier de cette mesure.
- 23. Le paragraphe 45(2) exige que le choix soit présenté dans la déclaration de revenu que le contribuable produit pour l'année au cours de laquelle le changement de l'usage s'est produit. Pour présenter ce choix, le contribuable doit inclure dans sa déclaration une lettre signée par lui, décrivant le bien visé par le choix et indiquant qu'il exerce un choix en vertu du paragraphe 45(2) de la Loi à l'égard de ce bien. Lorsqu'un contribuable avait l'intention d'exercer un choix en vertu du paragraphe 45(2), mais qu'il ne l'a pas fait au moment de produire sa déclaration de revenu pour l'année où le changement de l'usage s'est produit, le Ministère considère habituellement comme valable un choix présenté sous forme de lettre dans laquelle le contribuable indique qu'il a exercé le choix en question, à la condition que celui-ci n'ait pas réclamé de déduction pour amortissement à l'égard du bien en question après le changement d'usage.
- 24. Si avant 1972, une résidence était normalement habitée par un particulier qui par la suite, mais avant 1972, a commencé à utiliser la propriété aux fins de lui faire produire

income-producing purposes, if the individual elects pursuant to section 26.1 of the ITAR in his return of income for 1974 of 1975, the change of use is deemed to have occurred on January 1, 1972, and the individual is deemed to have elected under subsection 45(2) in respect thereof in his return of income for 1972. Where an individual so elects, no capital cost allowance may be claimed in respect of the property for 1974 and subsequent taxation years while the election remains in force. When the individual ultimately disposes or is deemed to dispose of the property, all capital cost allowance previously claimed on it remains subject to recapture.

Income-Producing Property Converted to Principal Residence

25. When an income-producing property is converted to a principal residence and an election under subsection 45(2) is not in force in respect of the property (see paragraph 20), there is a deemed disposition and reacquisition of the property at fair market value at that time. Any gain on the deemed disposition of the income-producing property is subject to tax according to the rules relating to the disposition of capital property and to the recapture of capital cost allowance. The right to elect under subsection 45(2) does not apply to the conversion of an income-producing property to a non-income producing property.

Partial Changes in Use

26. Partial change in use of a taxpayer's principal residence will be dealt with administratively in accordance with the comments in the following paragraphs.

No Structural Changes to Residence

- 27. In some cases, the business or rental use of a principal residence will be ancillary to the main use of the residence, such as the rental of one or two rooms to boarders, the use of a room for the care of children or for an office or a work area, etc. In these cases, provided that the taxpayer has set aside and used a certain area of his principal residence solely for the purpose of earning income, he may claim a deduction for a reasonable portion of expenditures for maintenance of the residence. In the event that he does not claim capital cost allowance on any portion of the residence, it is the Department's view that a change in use of the property has not occurred and that the entire residence maintains its nature as a principal residence provided it so qualifies otherwise.
- 28. A taxpayer who qualifies under paragraph 27 above, except that he claimed capital cost allowance on part of his residence prior to 1972, may claim the entire residence as a principal residence for 1972 and subsequent years as long as it meets all other tests. Any recapture of capital cost allowance claimed prior to

un revenu, et si le particulier exerce un choix dans sa déclaration de 1974 ou de 1975 conformément à l'article 26.1 des RAIR, le changement dans l'usage est réputé avoir eu lieu le 1^{er} janvier 1972 et le particulier est réputé avoir exercé un choix en vertu du paragraphe 45(2) à l'égard de ce changement dans sa déclaration de 1972. Si un particulier exerce un tel choix, aucune déduction pour amortissement ne peut être réclamée à l'égard de la propriété pour les années d'imposition 1974 et subséquentes, pendant que le choix demeure en vigueur. Lorsqu'en fin de compte le particulier dispose ou est réputé disposer de la propriété, toute déduction pour amortissement réclamée auparavant à l'égard de cette propriété demeure assujettie à une récupération.

Bien productif de revenu converti en résidence principale

25. Lorsqu'un bien produisant un revenu est converti en résidence principale et qu'aucun choix en vertu du paragraphe 45(2) ne prévaut à l'égard du bien en question (voir le numéro 20), il se produit une disposition présumée et une nouvelle acquisition du bien à sa juste valeur marchande à cette date. Tout gain tiré de la disposition présumée du bien productif de revenu est assujetti à l'impôt en conformité des règles concernant la disposition des biens en immobilisations et la récupération de la déduction pour amortissement. Le droit aux choix en vertu du paragraphe 45(2) ne s'applique pas à la conversion d'un bien produisant un revenu en un bien ne produisant pas un revenu.

Changements partiels dans l'usage

26. Les changements partiels dans l'usage de la résidence principale d'un contribuable sont assujettis aux mesures administratives habituelles, conformément aux observations énoncées dans les numéros qui suivent.

Aucun changement dans la structure de la résidence

- 27. Dans certains cas, l'utilisation commerciale ou locative d'une résidence principale sera liée à l'usage principal de la résidence, par exemple la location d'une ou deux chambres à des pensionnaires, l'utilisation d'une pièce pour la garde d'enfants ou pour un bureau, ou encore pour un espace de travail, etc. Dans tels cas, pourvu que le contribuable ait réservé et utilisé un certain espace de sa résidence principale uniquement dans le but de gagner un revenu, il peut réclamer la déduction d'une fraction raisonnable des dépenses engagées pour l'entretien de la résidence. S'il ne réclame pas de déduction pour amortissement sur une partie quelconque de la résidence, le Ministère estimera qu'il ne s'est produit aucun changement dans l'usage du bien et que la résidence entière peut conserver son statut de résidence principale pourvu qu'elle satisfasse aux autres exigences.
- 28. Un contribuable qui répond aux exigences énoncées dans le numéro 27 ci-dessus sauf qu'il a réclamé une déduction pour amortissement à l'égard d'une partie de sa résidence avant 1972, peut réclamer une déduction pour la résidence entière au titre de résidence principale pour 1972 et les années subséquentes pourvu que toutes les autres conditions soient respectées. Il

1972 must be accounted for when the residence is disposed of, or is deemed to be disposed of, after 1971.

29. In the event that a taxpayer wishes to claim capital cost allowance on the area used solely for the purpose of earning income, a change in use of the property is considered to have taken place in the year the room or rooms are converted to business or rental use and the property is deemed to have been disposed of at its fair market value at that time. In these cases paragraph 45(1)(c) deems the taxpayer to have disposed of the property for proceeds equal to

amount of use made for income-producing purposes

amount of total use made of the property fair market value X of the principal residence at that time

The basis for determining the amount of use made for income-producing purposes is generally the number of rooms or square footage used for such purposes. However, where some other method produces a more reasonable result, that method is acceptable. Where the residence qualified as a principal residence during the years up to the time of its partial conversion to business use, any gain that occurred to that date is exempt from tax by virtue of paragraph 40(2)(b). At the time of the partial conversion to business use, it is necessary to establish the value of the business portion of the property upon which capital cost allowance may be based. At such time as the residence is sold or the room or rooms are converted back to personal use, any gain attributable to the room or rooms during the period of their business use is subject to tax as a capital gain in the usual manner. In addition, any recapture of capital cost allowance is subject to tax in the year the conversion or sale occurred.

Structural Changes to Residence

30. In other cases, the business or rental use of a principal residence will be substantial and of a more permanent nature, such as the conversion of the front half of a house to a store, the conversion of a portion of a house into a self-contained domestic establishment for earning rental income (a duplex, triplex, etc.), and alterations to a residence to accommodate separate business premises, etc. In these cases, a taxpayer will be allowed to claim the proportionate share of maintenance costs as well as capital cost allowance on the area used for income-producing purposes. Regardless of whether or not capital cost allowance is claimed, it is the Department's view that the nature of such property has changed and that a partial change in use has occurred within the meaning of paragraph 45(1)(c) (see paragraph 29 for method of determining the amount of use made for income-producing purposes). In these cases, any increase in the value of the area of the residence while

faut rendre compte de toute récupération de la déduction pour amortissement réclamée avant 1972 lorsque la résidence fait l'objet d'une disposition réelle ou présumée après 1971,

29. Si le contribuable désire réclamer une déduction pour amortissement à l'égard de l'espace utilisé uniquement aux fins de gagner un revenu, on considère qu'il s'est produit un changement dans l'usage du bien au cours de l'année pendant laquelle la ou les pièces ont été converties à un usage commercial ou locatif et on présume qu'il y a alors une disposition du bien à la juste valeur marchande dudit bien à cette date. Dans un cas, l'alinéa 45(1)c) stipule que le contribuable est réputé avoir disposé du bien pour un produit égal à la fraction représentée par

l'usage aux fins de produire un revenu l'usage total du bien

la juste valeur marchande X de la résidence principale à cette date

11

L'usage consacré à la production d'un revenu est généralement établi d'après le nombre de pièces ou la surface en pieds carrés consacré à cette fin. Toutefois, si quelque autre méthode donne un résultat plus raisonnable, elle sera acceptée. Si la résidence était admise comme résidence principale dans les années précédant le moment où elle a été partiellement convertie à un usage commercial, tout gain qui en a résulté jusqu'à cette date est exempté de l'impôt en vertu de l'alinéa 40(2)b). Au moment de la conversion partielle à un usage commercial, il faut établir la valeur de la partie du bien utilisée commercialement et selon laquelle on pourra calculer la déduction pour amortissement. Au moment où la résidence est vendue ou au moment où la ou les pièces sont converties de nouveau à un usage personnel, tout gain tiré de la ou des pièces pendant qu'elles étaient utilisées commercialement est assujetti à l'impôt à titre de gain en capital, de la façon habituelle. De plus, toute récuperation de la déduction pour amortissement est assujettie à l'impôt dans l'année pendant laquelle la conversion ou la vente a eu lieu.

Changements dans la structure de la résidence

30. Dans d'autres cas, l'utilisation commerciale ou locative d'une résidence principale sera de nature plus importante et permanente, comme dans le cas de la conversion de la moitié antérieure d'une maison en un magasin, de la conversion d'une partie d'une maison en établissement domestique autonome en vue de gagner un revenu de location (duplex, triplex, etc.) et des modifications apportées à une résidence afin d'aménager des installations commerciales distinctes, etc. Dans de tels cas, on permettra au contribuable de réclamer une fraction proportionnelle des frais d'entretien ainsi qu'une déduction pour amortissement à l'égard de l'espace utilisé en vue de produire un revenu. Qu'une déduction pour amortissement soit réclamée ou non, le Ministère estime que la nature d'un tel bien s'est modifiée et qu'il s'est produit un changement partiel de l'usage, tel qu'il est défini à l'alinéa 45(1)c) (voir au numéro 29 la méthode à suivre pour établir l'usage consacré aux fins de produire un revenu). Dans ces cas, toute augmentation, pendant cet usage, de la valeur de l'espace qui, dans la

used for income-producing purposes will be a capital gain subject to tax in the usual manner. The remainder of the residence will be eligible for principal residence status if the taxpayer so designates that portion of the property.

Disposition of a Principal Residence by a Non-Resident

31. Where a non-resident person wishes to obtain a certificate in accordance with section 116 of the Act in respect of a proposed disposition of his residence, he is required to make a payment of 25% of the amount specified in paragraph 116(2)(a) or furnish security acceptable to the Department before the certificate will be issued. In cases where some part or all of the gain on disposition of his residence will be exempt from tax by virtue of paragraph 40(2)(b) or (c), the Department will accept, as security under paragraph 116(2)(b), a letter signed by the taxpayer containing a calculation of the expected amount of any capital gain on the disposition (after taking into consideration any reduction under paragraph 40(2)(b) or (c)). This letter should be attached to form T2062, "Notice by a Non-Resident of Canada Concerning Disposition or Proposed Disposition of Canadian Property", which is available at District Taxation Offices for use by non-residents proposing to dispose of taxable Canadian property. A payment to the Receiver General for Canada of 25% of the amount (if any) of the above capital gain as or on account of tax for the year must be forwarded with the letter.

résidence, sert à produire un revenu, sera considérée comme un gain en capital assujetti à l'impôt de la façon habituelle. Le reste de la résidence sera admissible au statut de résidence principale si le contribuable désigne cette partie du bien comme telle.

Disposition d'une résidence principale par un non-résident

31. Lorsqu'un non-résident désire obtenir un certificat conformément à l'article 116 de la Loi à l'égard de la disposition prévue de sa résidence, il est tenu de verser 25% du montant indiqué à l'alinéa 116(2)a) ou de fournir au Ministère une garantie acceptable avant que le certificat soit délivré. Dans le cas où une partie ou la totalité du gain tiré de la disposition de la résidence du contribuable est exemptée de l'impôt en vertu de l'alinéa 40(2)b) ou c), le Ministère accepte, à titre de garantie en vertu de l'alinéa 116(2)b), une lettre portant la signature du contribuable et faisant état d'un calcul du montant prévu de tout gain en capital tiré de la disposition (en tenant compte de toute réduction possible en vertu de l'alinéa 40(2)b) ou c)). La lettre susmentionnée doit être jointe à la formule T2062 "Avis par un non-résident du Canada de la disposition ou de la disposition éventuelle de biens canadiens" qu'on peut se procurer dans les bureaux de district d'impôt et qui est réservée à l'usage des non-résidents qui se proposent de disposer de biens canadiens imposables. Avec la lettre, il faut envoyer au Receveur général du Canada un paiement représentant 25% du montant (si montant il y a) du gain en capital susmentionnée en acquittement ou au titre d'un impôt pour l'année.



Revenue Canada Taxation Revenu Canada Impôt

T2091

rs(A)

rs(B)

Designation of a Principal Residence

- For use by an individual (or trust) to designate a residence as a principal residence in accordance with subparagraph 54(g)(iii) of the Income Tax Act and section 2301 of the Income Tax Regulations.
- This form need not be filed unless a capital gain on the disposition of a principal residence occurs after deducting the exempt portion of the gain.
- To qualify as your principal residence the property in question must be:
 - (a) a housing unit, a leasehold interest therein or a share of the capital stock of a co-operative housing corporation,
 - (b) owned by you solely or jointly (i.e. as joint tenants or tenants-in-common or, in Quebec, co-owners) with another person,
 - (c) ordinarily inhabited by you in the year, and
 - (d) designated where necessary by you as your only principal residence for that particular year.

In addition, where you have previously made an election under subsection 45(2) of the Income Tax Act to be deemed not to have changed the use of your property, you may designate the residence to be your principal residence for up to 4 additional years even though you did not ordinarily inhabit the residence during those years.

• Where a capital gain on the disposition of your principal residence occurs, one completed copy of this form should be filed with your income tax return for the year in which the disposition or the granting of an option to acquire the principal residence occurred.

NAME OF TAXPAYER (Print)	OCIAL	INSUF	RANCE	NUMBER	(If applic
	- 1	1	1 1	1	1 1
PRESENT ADDRESS			1		1
Particulars of Property Designated					
Number of years (or part years) after 1971 during which you owned the property $ -$					
Number of years (or part years) after 1971 during which you were a resident of Canada and for which the property is designated as your principal residence (See "Designation")	n" be	elow).			
Proceeds of Disposition \$	-				
Deduct: Adjusted Cost \$					
Outlays and Expenses	-				
Amount of gain before deducting exempt portion \$\$	\$_			((C)
The exempt portion of the gain is $\frac{\text{Yrs}(B) + 1}{\text{Yrs}(A)} \times \$$ (C) =	-			(D)
Amount of gain after deducting exempt portion — (C) minus (D) * ** Transfer this amount to column 4 under Personal Use Property on the "Statement of Capital Disposition"			a		*
Designation					

C	Designation	
I hereby designate the property described above to have my principal residence for the following taxation years:		(Specify years designated)
Date	Signature	

Revenu Canada Revenue Canada Taxation

72091

Désignation de la résidence principale

- A l'usage d'un particulier (ou d'une fiducie) pour désigner une résidence comme étant sa résidence principale en conformité du sous-alinéa 54 g) (iii) de la Loi de l'impôt sur le revenu et de l'article 2301 des Règlements de l'impôt sur le revenu.
- Il n'est pas nécessaire de produire la présente formule à moins qu'il n'y ait gain en capital lors de la disposition d'une résidence principale, après déduction de la fraction exempte du gain.
- Pour être considéré comme résidence principale, le bien en cause doit:
 - a) être un logement, une tenure à bail dans un logement ou une action du capital-actions d'une coopérative d'habitation constituée en corporation;
 - b) vous appartenir en propre ou conjointement (c.-à-d., à titre de joint tenants ou de tenants-in-common ou, au Québec, à titre de co-propriétaires) avec une autre personne;
 - c) être normalement habité par vous au cours de l'année, et
 - d) être désigné au besoin par vous comme votre seule résidence principale pour cette année-là.

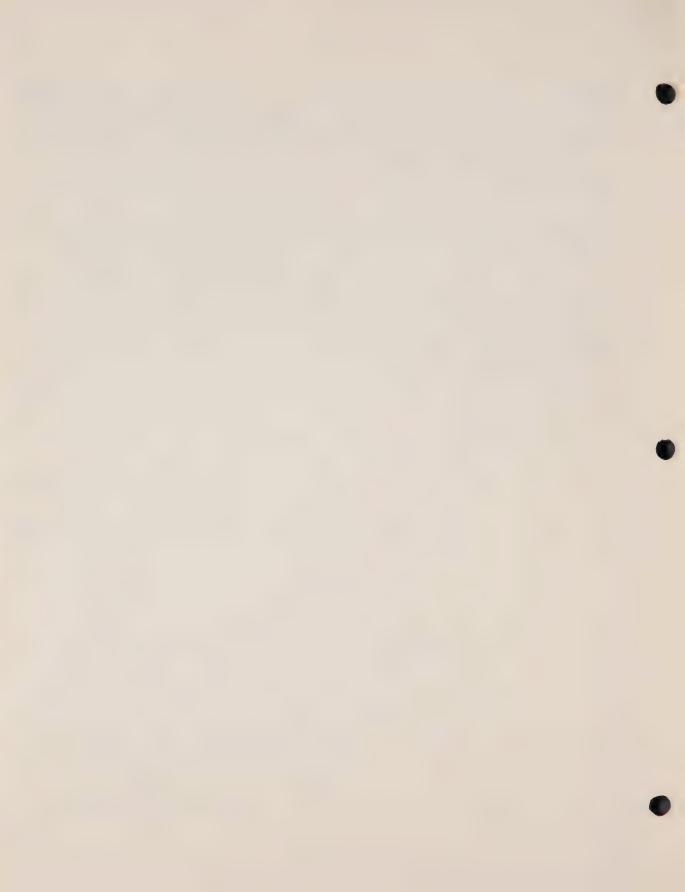
En outre, lorsque vous avez déjà fait un choix, en vertu du paragraphe 45(2) de la Loi de l'impôt sur le revenu, selon lequel vous êtes réputé ne pas avoir changé l'usage de votre bien, vous pouvez désigner la résidence comme votre résidence principale pendant quatre autres années au maximum, même si vous n'avez pas normalement habité la résidence pendant ces années-là.

• Si vous réalisez un gain en capital lors de la disposition de votre résidence principale, vous devez produire avec votre déclaration d'impôt un exemplaire rempli de la présente formule pour l'année de la disposition ou du choix d'acquérir la résidence

principale.			
NOM DU CONTRIBUABLE (En majuscules)	Nº D'ASSURA	ANCE SOCIALE	(S'il y a lieu)
ADRESSE ACTUELLE			
			
Détails sur le bien désigné			
Nombre d'années (ou fractions d'années) <i>après 1971</i>			
durant lesquelles vous avez été propriétaire du bien			ans (A)
Nombre d'années (ou fractions d'années) <i>après 1971</i> durant lesquelles vous avez résidé a	ı		
au Canada et pour lesquelles le bien est désigné comme votre résidence principale			
(Voir la "Désignation" ci-dessous)			ans (B)
Produit de la disposition \$\$			
Déduies Coût sainté			
Déduire: Coût rajusté \$			
Débours et dépenses			
Montant du gain avant la déduction de la fraction exempte \$	\$	((C)
			~ <i>,</i>
La fraction exempte du gain est $\frac{\text{ans (B)} + 1}{\text{ans (A)}} \times \$$ (C)		([2)
ans (A)			,
Montant du gain après déduction de la partie exempte: (C) moins (D)	ė	ه	k
			,•
* Inscrire ce montant dans la colonne 4, à la rubrique ''Bien à usage personnel'', de l'''Etat des dis _l	positions de bier	s en immobili	sations".
Désignation			
Je désigne par les présentes le bien décrit ci-dessus comme ma résidence principale pour les années d'imposition suivantes:			
	Préciser les années	s désignées)	
Date			

Signature -





Government Publication

REVENU CANADA, IMPOT

SUBJECT: INCOME TAX ACT Principal Residence

OBJET: LOI DE L'IMPÔT SUR LE REVENU Résidence principale

NO: IT-120R2

DATE:February 23, 1981

No. IT-120R2

DATE: le 23 février 1981

REFERENCE: Paragraph 54(g), (also sections 45 and 54.1. subsection 40(2) and section 26.1 of the Income Tax Application Rules (ITAR))

RENVOI: Alinéa 54g) (également les articles 45 et 54.1, le paragraphe 40(2) et l'article 26.1 des Règles concernant l'application de l'impôt sur le revenu (RAIR)).

EPK 10 1851

ques suivantes:

This bulletin replaces and cancels Interpretation Bulletins IT-120R dated December 6, 1976 and IT-399 dated November 14, 1977.

1. The vast majority of residences will meet the definition of "principal residence" contained in paragraph 54(g) of the Act with the result that any gain on the disposition thereof will be exempt from tax. Various matters concerning principal residences are discussed under the following headings

1. La plupart des résidences satisfont à la définition de «résidence principale» que renferme l'alinéa 54g) de la Loi: par conséquent, tout gain réalisé lors de la disposition de ces résidences sera exempté de l'impôt. Ce bulletin traite de différentes questions concernant les résidences principales sous les rubri-

Ce bulletin annule et remplace les Bulletins d'interprétation

IT-120R du 6 décembre 1976 et IT-399 du 14 novembre 1977.

the following headings:	Paragraphs
Qualification as a Dringing!	
Qualification as a Principal Residence	3
Housing Unit	4
Co-operative Housing	**
Corporation	5
Ownership of Property	6, 7
Meaning of "Ordinarily	0, 7
Inhabited'	8
Designation as a Principal	· ·
Residence	9
Land Contributing to Use	
and Enjoyment of Principal	
Residence	10
Land in Excess of One Acre	11
Disposition of Bare Land	12
Severance Restrictions	13
Disposition of Part of a	
Principal Residence	14
Calculation of Gain on	
Disposition	15-17
More Than One Principal	
Residence in a Taxation Year	18
Vacant Land - Construction of	
Principal Residence	19
Principal Residence on Land	
Used in a Farming Business	20-25
Loss on Disposition	26
Complete Change in Use	27-32
Income Producing property	
Converted to Principal	
Residence	33
Partial Change in Use	34

	Numéros
Admissibilité comme résidence	
principale	3
Logement	4
Coopérative d'habitation constituée	
en corporation	5
Droit de propriété d'un bien	6, 7
Signification de l'expression	
«normalement habitée»	8
Désignation comme résidence	
principale	9
Fonds de terre facilitant l'usage et la	
jouissance de la résidence	
principale	10
Fonds de terre supérieur à un acre	11
Disposition d'un terrain non bâti	12
Restrictions de morcellement	13
Disposition d'un partie de la	
résidence principale	14
Calcul du gain réalisé lors de la	
disposition	15 - 17
Plus d'une résidence principale dans une	
année d'imposition	18
Terrain vacant - Construction d'une	
résidence principale	19
Résidence principale sur un fonds de	
terre servant à une entreprise	
agricole	20 - 25
Perte à la disposition	26
Changement complet de l'usage	27 -32
Bien produisant un revenu converti	
en résidence principale	33
Changements partiels dans l'usage	34
Changements partiers dans i usage	34

No Structural Changes to Residence	35-3
Structural Changes to	
Residence	3
Principal Residence Outside	
Canada	3
Non-Resident Owners	40-4
Disposition of Principal Residence	
by Non-Resident Owner	4:

2. Most principal residences are located in Canada and are owned by individuals resident in Canada. However, in some cases a residence not located in Canada may qualify as a principal residence. Furthermore, in certain circumstances, a non-resident owner may be able to benefit from the principal residence exemption in respect of a residence located in Canada. While this bulletin applies generally to any principal residence, certain comments relate specifically to its application to a principal residence located outside Canada or to a non-resident owner of a principal residence in Canada. (See 39 to 42 below).

Qualification as a Principal Residence

3. To qualify as the principal residence of a taxpayer under paragraph 54(g):

- (a) the property must be a housing unit, a leasehold interest in a housing unit or a share of the capital stock of a co-operative housing corporation acquired for the sole purpose of acquiring the right to inhabit a housing unit owned by the corporation. (A housing unit described above is referred to in this bulletin in short as a "residence");
- (b) the property must be owned by him solely or jointly with another person, i.e., as joint tenant or tenant in common or, in Quebec, as co-owner;
- (c) the residence must be ordinarily inhabited in the year by him, his spouse or former spouse or his child provided the child was wholly dependant on him for support and was
 - (i) under 21 years of age
 - (ii) 21 years of age or over and dependant by reason of mental or physical infirmity, or
 - (iii) 21 years of age or over and in full-time attendance at a school or university.

If the residence was not ordinarily inhabited in a given year, it may still qualify as a principal residence and in this regard see the comments in 28 to 32 below; and

(d) the property must be designated by him as his only principal residence for that particular year.

Land up to a total area of one acre and in some cases exceeding one acre may form part of a principal residence. (See 10 to 14 below)

Aucun changement dans la structure	
de la résidence	35 - 37
Changements dans la structure	
de la résidence	38
Résidence principale à l'extérieur	
du Canada	39
Propriétaire non résidant	40 - 41
Disposition d'une résidence	
principale par un propriétaire	
non résidant	42

2. La plupart des résidences principales sont situées au Canada et appartiennent à des particuliers résidant au Canada. Cependant, dans certains cas, une résidence située à l'extérieur du Canada peut être admise comme résidence principale. En outre, dans certaines circonstances, un propriétaire non résidant peut profiter de l'exemption de résidence principale pour une résidence située au Canada. Bien que ce bulletin s'applique, en général, à toute résidence principale, certains commentaires se rapportent de façon précise à son application à une résidence principale située à l'extérieur du Canada ou au propriétaire non résidant d'une résidence principale située au Canada (Voir les numéros 39 à 42 ci-dessous).

Admissibilité comme résidence principale

- 3. Pour avoir qualité de résidence principale d'un contribuable, en vertu de l'alinéa 54g):
 - a) Le bien doit être un logement, un droit de tenure à bail afférent à un logement ou une action du capital-actions d'une coopérative d'habitation constituée en corporation acquise pour la seule fin d'avoir le droit d'habiter un logement dont la corporation est propriétaire. (Les logements décrits ci-dessus sont désignés dans ce bulletin comme étant une «résidence»);
 - b) le bien doit appartenir au contribuable exclusivement ou conjointement avec une autre personne, c'est-à-dire en qualité de «joint tenants» ou de «tenants-in-common» ou, au Québec, de copropriétaires;
 - c) la résidence doit être normalement habitée pendant l'année par le contribuable, par son conjoint ou son ex-conjoint, ou son enfant, pourvu qu'il soit complètement à la charge du contribuable pour son entretien et qu'il ait
 - (i) moins de 21 ans,
 - (ii) 21 ans ou plus et soit à charge en raison d'une infirmité mentale ou physique, ou
 - (iii) 21 ans ou plus et qu'il fréquente à plein temps une école ou une université.

Si la résidence n'était pas normalement habitée dans une année donnée, elle peut quand même être admise comme résidence principale; voir, à cet égard, les commentaires des numéros 28 à 32 ci-dessous; et

d) le bien doit être désigné par le contribuable comme étant sa seule résidence principale pour cette année-là.

Un fonds de terre d'une superficie totale d'un acre et, en certains cas, de plus d'un acre, peut faire partie de la résidence principale. (Voir les numéros 10 à 14 ci-dessous).

IT 120 – R2

Housing Unit

4. The term "housing unit" includes a house, apartment in a duplex, or apartment building or condominium, cottage, mobile home, trailer or houseboat.

Co-operative Housing Corporation

5. The term "co-operative housing corporation" means an association, incorporated subject to the terms and conditions of the legislation governing such incorporation and formed and operated for the purpose of providing its members with the right to inhabit, by reason of ownership of shares therein, a housing unit owned by the corporation. To qualify as a principal residence, a share in such a corporation must have been acquired by a taxpayer solely to acquire the right to inhabit a housing unit owned by the corporation.

Ownership of Property

- 6. The designation of a residence as a principal residence can be made only where there is sole or joint ownership. The meaning of "ownership" is dealt with in IT-437 entitled Ownership of Dwelling Property. Where a residence is owned jointly, for example by a taxpayer and his spouse, and a gain is realized on the disposition of that residence, both the taxpayer and his spouse will have a gain on the disposition of that property. If either (or both) of them wishes to have his portion of the gain qualify for exemption under paragraph 40(2)(b) or (c), that person would have to designate his respective interest in the residence as his principal residence. In these cases, if both spouses choose to designate their respective interests in the residence as being their principal residences, then any second residence owned by the taxpayer or his spouse (or both) may not be designated as a principal residence during the period of time that the first residence is designated as a principal residence by both spouses. However, where one spouse is the sole owner of one residence and the other spouse is the sole owner of a second residence, then both residences may be eligible for principal residence status during the same period of time if the other conditions described in 3 above are met.
- 7. Where a housing unit, a leasehold interest therein, or a share of the capital stock of a co-operative housing corporation is included in the assets of a partnership, the partnership itself is not entitled to the principal residence exemption. However, provided the other requirements of paragraph 54(g) are met and subject to the provisions of section 103, the Department considers that the property may qualify for the principal residence exemption in the hands of one or more of the partners to the extent of that part of the gain on its disposition which is actually allocated to them pursuant to the partnership agreement.

Logement

4. L'expression «logement', comprend une maison, un appartement dans un duplex, dans un immeuble locatif ou dans un condominium, un chalet, une maison mobile, une roulotte ou une maison flottante.

3

Coopérative d'habitation constituée en corporation

5. L'expression «coopérative d'habitation constituée en corporation» signifie une association dont la constitution en corporation est assujettie aux modalités et conditions de la législation régissant les constitutions en corporations, qui est formée et exploitée en vue de conférer à ses membres, en raison des actions qu'ils détiennent dans la corporation, le droit d'habiter un logement dont la corporation est propriétaire. Pour être admise comme résidence principale, une action dans une corporation de ce genre doit avoir été acquise par un contribuable dans le seul but d'avoir droit d'habiter un logement possédé par cette corporation.

Droit de propriété d'un bien

- 6. La désignation d'une résidence comme résidence principale n'est possible que si la personne la possède exclusivement ou conjointement avec une autre. Le Bulletin d'interprétation IT-437, intitulé Propriété d'habitation, traite du sens de l'expression «droit de propriété». Lorsqu'une résidence est possédée conjointement, par exemple par un contribuable et son conjoint, et qu'un gain est réalisé lors de la disposition de cette résidence, le contribuable et son conjoint réalisent chacun un gain à ce moment-là. Si chacun d'eux ou les deux désirent voir leur part du gain admis à l'exemption en vertu de l'alinéa 40(2)b) ou c), chacun doit désigner sa participation respective dans le logement comme étant sa résidence principale. Dans ces cas, c'est-à-dire si les deux conjoints désignent leur participation respective dans le logement comme étant leur résidence principale, toute autre résidence dont le contribuable ou son conjoint (ou les deux) sont propriétaires ne peut être désignée comme résidence principale pendant la période où la première résidence est désignée comme résidence principale par les deux conjoints. Toutefois, lorsqu'un des conjoints est l'unique propriétaire d'une résidence et l'autre est l'unique propriétaire d'une deuxième résidence, les deux résidences peuvent avoir qualité de résidence principale, et ce durant la même période, si les autres conditions exposées au numéro 3 ci-dessus sont remplies.
- 7. Lorsqu'un logement, un droit de tenure à bail y afférent ou une action du capital-actions d'une coopérative d'habitation constituée en corporation sont compris dans les éléments d'actif d'une société la société elle-même n'a pas droit à l'exemption pour résidence principale. Toutefois, pourvu que les autres exigences de l'alinéa 54g) soient satisfaites, et sous réserve des dispositions de l'article 103, le Ministère considère qu'un ou plusieurs associés peuvent avoir droit à l'exemption pour résidence principale jusqu'à concurrence de la fraction du gain qui, lors de la disposition de la résidence principale, leur est effectivement attribuée aux termes de l'accord de société.

Meaning of "Ordinarily Inhabited"

The question of whether a residence was "ordinarily inhabited" during a taxation year by a taxpayer, his spouse or former spouse, or a child of the taxpaver must be resolved on the facts in each particular case. Where the residence has been occupied by such a person for only a short period of time during a taxation year (such as a seasonal residence occupied during a taxpayer's vacation or a house which was sold early or bought late in a taxation year), it is the Department's view that he "ordinarily inhabited" that residence in the year, provided that the principal reason for owning the property was not for the purpose of gaining or producing income therefrom. In circumstances where a taxpayer receives incidental rental income from a seasonal residence, such property is not considered to be owned for the purpose of gaining or producing income therefrom.

Designation as a Principal Residence (Form T2091)

Paragraph 54(g) and Regulation 2301, provide special rules on the designation of a housing unit, a leasehold interest therein, or a share of the capital stock of a cooperative housing corporation as a principal residence. Although it is provided that an otherwise eligible residence is not a principal residence for a taxation year unless it is designated as such in the taxpayer's income tax return for the year in which the disposition or the granting of an option to acquire the property occurs, the Department's administrative position is that this designation need not be filed with the taxpayer's income tax return unless a taxable capital gain on the disposition of a principal residence occurs after deducting the exempt portion of the gain or unless the taxpayer wishes to file the designation in respect of property disposed of to his spouse or a "spouse trust". In the latter case, if the taxpayer is not required to file a return in the year of disposition (to his spouse or the "spouse trust"), he should make the designation with respect to the requisite years and retain it so that it may, if necessary, be filed with the return of the spouse or spouse trust in the year when that person disposes of the property. The designation may be made on form T2091 (Rev. 79) which is contained in a package of supplementary schedules for computing capital gains, that is available at any District Taxation Office.

Land Contributing to Use and Enjoyment of Principal Residence

10. Land upon which a principal residence stands and adjoining land that contributes to a taxpayer's use and enjoyment of his residence qualify as part of a principal residence. No proof of such use and enjoyment is normally required in respect of one acre of land or less (which includes the area on which the structure is situated) except where a portion of that land was used to earn income from business or property. Where a taxpayer has claimed a

Signification de «normalement habitée»

8. La question de savoir si une résidence a «normalement été habitée» pendant une année d'imposition par un contribuable, son conjoint ou son ex-conjoint, ou par un enfant à sa charge, dépend des faits propres à chaque cas. Si la résidence a été occupée par une de ces personnes pendant une courte période au cours d'une année d'imposition (par exemple, dans le cas d'une résidence saisonnière occupée durant les vacances du contribuable ou d'une maison qui a été vendue tôt ou achetée tard dans l'année d'imposition), le Ministère estime que le contribuable a «normalement habité» la résidence en question dans l'année, à condition que le bien n'ait pas été acquis principalement dans le but d'en tirer un revenu ou de lui faire produire un revenu. Dans le cas où un contribuable tire un revenu de location occasionnel d'une résidence saisonnière, le bien n'est pas considéré comme un bien détenu dans le but d'en tirer un revenu ou de lui faire produire un revenu.

Désignation comme résidence principale (Formule T2091)

9. L'alinéa 54g) de la Loi et l'article 2301 du Règlement prévoient des règles spéciales pour la désignation comme résidence principale d'un logement, d'un droit de tenure à bail v afférent ou d'une action du capital-actions d'une coopérative d'habitation constituée en corporation. Même s'il est stipulé qu'une résidence autrement admissible n'est pas une résidence principale pour une année d'imposition, à moins qu'elle n'ait été désignée comme telle dans la déclaration d'impôt sur le revenu du contribuable pour l'année où a lieu la disposition ou l'octroi d'un droit d'achat de la propriété, le Ministère est d'avis que cette désignation n'a pas à être signalée dans la déclaration d'impôt sur le revenu du contribuable, à moins qu'un gain en capital imposable provenant de la disposition de la résidence principale n'ait été réalisé après déduction de la partie exempte du gain ou à moins que le contribuable ne désire appliquer la désignation à un bien dont il a disposé en faveur de son conjoint ou d'une «fiducie au profit du conjoint». Dans ce dernier cas, si le contribuable n'est pas obligé de produire une déclaration au cours de l'année de la disposition (en faveur de son conjoint ou d'une «fiducie au profit du conjoint»), il doit effectuer la désignation à l'égard des années où il est tenu de produire une déclaration et la conserver afin qu'elle puisse être présentée, si nécessaire, avec la déclaration de son conjoint ou de la fiducie au profit du conjoint pour l'année où cette personne dispose du bien. On peut faire la désignation en remplissant une formule T2091 (Rev. 79) qui fait partie d'un ensemble d'annexes supplémentaires servant au calcul des gains en capital, que l'on peut se procurer à tous les bureaux de district d'impôt.

Fonds de terre facilitant l'usage et la jouissance de la résidence principale

10. Le fonds de terre sur lequel est située une résidence principale et le fonds de terre attenant, qui facilitent au contribuable l'usage et la jouissance de sa résidence, ont qualité de partie de la résidence principale. Il n'est pas nécessaire de prouver cet usage et cette jouissance s'il s'agit d'un fonds de terre d'un acre ou moins (ce qui comprend la surface couverte par le bâtiment), sauf si une fraction de ce fonds de terre a été utilisée pour tirer un revenu d'entreprise ou de bien. Si un contribuable a déduit des

IT 120 - R2

portion of expenses related to the land (such as property taxes or mortgage interest) in computing income, the allocation of such expenses for this purpose should be indicative of the extent to which the land is considered by the taxpayer to have been used to earn income.

Land in Excess of One Acre

- 11. Where the total area of the surrounding land exceeds one acre, the excess is not considered to be part of the principal residence unless the taxpayer can demonstrate that it was necessary for the use of the residence. The excess land must be "needed" in order for the building to function properly as a principal residence and not simply be "desirable". Some examples of situations where land in excess of one acre could be "necessary" are:
 - (a) where municipal or provincial laws require residential lots to be in excess of one acre and, in some cases, where severance restrictions apply (see 13 below);
 - (b) where the size or character of a housing unit together with its location on the lot make such excess land essential to its use and enjoyment as a residence;
 - (c) where the location of a housing unit requires such excess land in order to provide the taxpayer with access to and from public roads.

However, in such cases, it is always a question of fact as to whether all, or only part, of that excess land is "necessary" to the use and enjoyment of the housing unit as a residence.

Disposition of Bare Land

12. Where a taxpayer's housing unit (building) is situated on land in excess of one acre and he sells part, or all, of that excess (other than land on which the building stands) the land sold is not considered to be part of the principal residence unless the buildings can no longer be used as a residence due to the land sale. The sale has, in effect, demonstrated that the land sold was not necessary to the use and enjoyment of the building as a residence.

Severance Restrictions

- 13. A severance restriction imposed by zoning regulations or by municipal or provincial laws may or may not be relevant in determining whether land in excess of one acre is necessary to the use and enjoyment of a principal residence. Where the location of the residence is zoned residential and the restriction was in effect when the subdivision was approved as well as when the taxpayer acquired and sold the residence, it is considered relevant. On the other hand, a severance restriction is not considered relevant to such determination where, for example:
 - (a) severance of agricultural land is prohibited to preserve the land for farming use,

dépenses reliées au fonds de terre (comme un impôt foncier ou un intérêt hypothécaire) dans le calcul de son revenu, l'attribution de ces dépenses à cette fin devrait indiquer la mesure dans laquelle le fonds de terre est considéré par le contribuable comme ayant été utilisé pour gagner un revenu.

Fonds de terre supérieur à un acre

- 11. Lorsque la superficie totale du fonds de terre attenant est supérieure à un acre, l'excédent n'est pas considéré comme faisant partie de la résidence principale, à moins que le contribuable ne puisse démontrer qu'il est nécessaire à l'usage de la résidence. L'excédent du fonds de terre doit être «nécessaire», et non simplement «désirable», pour que le bâtiment puisse faire convenablement fonction de résidence principale. Voici quelques exemples de cas où un fonds de terre supérieur à un acre serait «nécessaire»:
 - a) lorsqu'un règlement municipal ou une loi provinciale exige que les terrains résidentiels soient supérieurs à un acre et, en certains cas, lorsque des restrictions de morcellement s'appliquent (voir le numéro 13 ci-après);
 - b) lorsque la dimension ou le caractère d'un logement, ainsi que son emplacement sur le terrain, rendent cet excédent essentiel à son usage et à sa jouissance comme résidence;
 - c) lorsque l'emplacement d'un logement rend nécessaire cette étendue de terrain pour permettre au contribuable d'avoir accès aux chemins publics.

Cependant, dans ces circonstances il s'agit toujours d'une question de faits lorsqu'on doit déterminer si la totalité ou une fraction de l'excédent du fonds de terre est «nécessaire» à l'usage et à la jouissance du logement comme résidence.

Disposition d'un terrain non bâti

12. Lorsque le logement (bâtiment) d'un contribuable est situé sur un fonds de terre ayant une superficie supérieure à un acre et qu'il vend une fraction ou la totalité de l'excédent (autre que le terrain sur lequel repose le bâtiment), le terrain vendu n'est pas considéré comme faisant partie de la résidence principale sauf si le bâtiment ne peut plus être utilisé comme résidence par suite de la vente du terrain. Autrement la vente du terrain aurait, en fait, démontré que le fonds de terre vendu n'était pas nécessaire à l'usage et à la jouissance du logement comme résidence.

Restrictions de morcellement

- 13. Une restriction de morcellement imposée par des règlements de zonage, des règlements municipaux ou des lois provinciales peut s'avérer pertinente ou non lorsqu'il s'agit de décider si le fonds de terre supérieur à un acre est nécessaire à l'usage et à la jouissance d'une résidence principale. Si le secteur où se trouve la résidence considéré comme une zone résidentielle et si la restriction était en vigueur lorsque la subdivision a été approuvée, de même que lorsque le contribuable a acheté et vendu la résidence, cette restriction est jugée pertinente. D'autre part, une restriction de morcellement n'est pas considérée comme un élément pertinent dans cette question si, par exemple:
 - a) le morcellement du fonds de terre est interdit afin d'en conserver la vocation agricole;

- (b) severance of land is permitted only if approval is obtained from municipal or provincial authorities, or
- (c) severance of land is prohibited to prevent any development pending the formulation of an area plan by the responsible authorities.

Disposition of Part of a Principal Residence

14. Where a portion of a principal residence is disposed of by the granting of an easement or the expropriation of a portion of the land that forms part of a taxpayer's principal residence (see 10, 11 and 13 above) the taxpayer may designate the part of the principal residence disposed of as his principal residence and thus reduce all, or some part, of his gain under paragraph 40(2)(b) or (c) of the Act. It is the Department's view in these circumstances that a taxpayer makes the above-mentioned designation in respect of the entire property that is his principal residence and not just the area that is disposed of. The effect of this is that, when the remainder of the principal residence is disposed of, it too will be recognized as the taxpayer's principal residence for the years during which he designated the part that was disposed of as his principal residence and no other residence may be designated by him for those years. However, where a portion of the land on which a housing unit is situated is disposed of in any manner, other than by expropriation or by granting of an easement, the Department will normally not permit such designation unless the portion disposed of forms part of a total parcel of land that does not exceed one acre.

Calculation of Gain on Disposition

- 15. Paragraph 40(2)(b) was amended effective April 1, 1977 with the result that the formula for calculation of the principal residence exemption differs as between dispositions occurring before April 1, 1977 and those occurring after March 31, 1977.
 - (a) For dispositions after March 31, 1977 paragraph 40(2)(b) of the Act provides that a taxpayer may deduct the amount determined by the following formula from his gain on the disposition (or deemed disposition) of any property that was his principal residence at any time after the acquisition date:
- 1 + the number of taxation years ending after the acquisition date for which the property was his principal residence and during which he was resident in Canada the number of taxation years ending after the acquisition date during which he owned the property

Capital
X gain on
disposition

b) le morcellement du fonds de terre n'est permis que dans les cas où il est approuvée par le conseil municipal ou le gouvernement provincial: ou

c) le morcellement du fonds de terre est interdit afin d'empêcher toute exploitation avant la formulation d'un projet régional par les autorités compétentes.

Disposition d'une partie de la résidence principale

14. Lorsqu'un contribuable dispose d'une partie de sa résidence principale par la concession d'un droit d'usage ou par l'expropriation d'une fraction de terrain qui fait partie de sa résidence principale (voir les numéros 10, 11 et 13 ci-dessus), le contribuable peut désigner la partie de la résidence principale dont il a disposé comme étant sa résidence principale et, de cette façon, annuler ou réduire son gain en vertu de l'alinéa 40(2)b) ou c) de la Loi. Dans ces circonstances, le Ministère estime que le contribuable fait la désignation susmentionnée à l'égard de la totalité du bien qui constitue sa résidence principale et non pas seulement à l'égard de la partie dont il a disposé. Par conséquent, lorsque le contribuable disposera de l'autre partie de sa résidence principale, elle aussi sera reconnue comme étant sa résidence principale pour les années durant lesquelles il a désigné la partie dont il avait disposé antérieurement comme étant sa résidence principale et il ne pourra désigner aucune autre résidence pour ces mêmes années. Cependant, si la disposition d'une fraction d'un fonds de terre sur lequel un logement est situé se fait autrement que par la concession d'un droit d'usage ou par l'expropriation, le Ministère ne permet pas ordinairement cette désignation, à moins que la fraction qui fait l'objet de la disposition ne fasse partie d'un lot entier dont la superficie n'est pas supérieure à un acre.

Calcul du gain lors de la disposition

- 15. L'alinéa 40(2)b) a été modifié à partir du 1er avril 1977, de sorte que la formule pour le calcul de l'exemption de la résidence principale est différente pour les aliénations ayant lieu avant le 1er avril 1977 et pour celles qui ont lieu après le 31 mars 1977.
 - a) Dans le cas des aliénations après le 31 mars 1977, l'alinéa 40(2)b) de la Loi stipule qu'un contribuable peut déduire du gain qu'il a réalisé lors de la disposition (ou de la disposition présumée) d'un bien qui était sa résidence principale à une date quelconque après la date d'acquisition, le montant établi au moyen de la formule suivante:
- 1 +le nombre d'années d'imposition se terminant après la date d'acquisition pendant lesquelles le bien a été sa résidence principale et au cours desquelles il a résidé au Canada

le nombre d'années d'imposition se terminant après la date d'acquisition pendant lesquelles il a été propriétaire du bien Gain en capital

x réalisé lors de la disposition IT 120 – R2

(b) For dispositions prior to April 1, 1977 the law provides that a taxpayer may deduct the amount determined by the following formula from his gain on the disposition (or deemed disposition) of his principal residence in a taxation year:

1 + the number of taxation years
ending after 1971 for which the
property was his principal residence
and during which he was resident in Canada
the number of taxation years ending after
1971 during which he owned the property

X Capital gain
on disposition

For purposes of (a) above the "acquisition date" is defined to be the later of December 31, 1971 and the date on which the individual last acquired or reacquired the residence or is deemed to have last acquired or reacquired it. The words "taxation year....for which" and "taxation years...during which" in the above formulae refer to the whole or any part of a taxation year.

16. The formula in (a) above produces a different result from that in (b) in those cases where the individual is deemed to have reacquired the residence because of a change in use under the provisions of paragraph 45(1)(a) or (c) even though ownership never changes. Where a residence is an individual's principal residence for all years after 1971 that he owned it, regardless of when he disposed of it the full capital gain is exempt from tax provided that the individual was resident in Canada throughout that period. The effect of the aforementioned amendments of the law is illustrated by the examples in 17 helow.

17. Example A - Assume the following facts:

An individual acquired a residence in 1972 at a cost of \$30,000 and used it as his principal residence until sometime in 1974 when he rented it to a tenant; its fair market value at the date of change in use was \$40,000. In February, 1977 the residence was sold for \$61,000.

Results:

1974 - The taxpayer is deemed by subsection 45(1) to have disposed of the residence and to have immediately reacquired it at \$40,000 on the date when the change in use occurred. If the residence is designated as his principal residence for the years 1972 to 1974, the \$10,000 gain in 1974 would be exempt in full because

 $\frac{1+3(1972 \text{ to } 1974)}{3(1972 \text{ to } 1974)}$ X \$10,000 is greater than \$10,000

1977 - The exempt portion of the \$21,000 gain on the actual disposition would be determined as follows:

 $\frac{1+3 (1972 \text{ to } 1974)}{6 (1972 \text{ to } 1977)} X \$21,000 = \$14,000$

b) Dans le cas des aliénations antérieures au 1er avril 1977, la loi stipule qu'un contribuable peut déduire du gain qu'il a réalisé lors de la disposition (ou de la disposition présumée) de sa résidence principale au cours d'une année d'imposition, le montant établi au moyen de la formule suivante:

1 + le nombre d'années d'imposition se terminant après 1971 pendant lesquelles le bien a été sa résidence principale et au cours desquelles il a résidé au Canada

Gain en capital réalisé lors de la disposition

le nombre d'années d'imposition se terminant aprés 1971 pendant lesquelles il a été propriétaire du bien

Aux fins de a) ci-dessus, la «date d'acquisition» s'entend de la dernière des dates suivantes: le 31 décembre 1971 ou la date a laquelle le particulier a acquis la résidence pour la dernière fois ou l'a acquise de nouveau ou est réputé l'avoir acquise pour la dernière fois ou l'avoir acquise de nouveau. Les expressions «années d'imposition... pendant lesquelles» et «années d'imposition... au cours desquelles» dans les formules ci-dessus se rapportent à l'ensemble ou à toute fraction d'une année d'imposition.

16. La formule a) ci-dessus donne un résultat différent de celle utilisée en b) dans les cas où le particulier est réputé avoir acquis de nouveau la résidence à cause d'un changement dans l'usage en vertu de l'alinéa 45(1)a) ou c), même si le droit de propriété ne change jamais. Si une résidence a été la résidence principale d'un particulier pendant toutes les années après 1971 où il en a eu la propriété, peu importe la date de la disposition le gain en capital en entier est exempté d'impôt, pourvu que le particulier ait été résident du Canada pendant toute la période. Les effets des modifications susmentionnées apportées à la Loi sont illustrés par les exemples au numéro 17 ci-dessous.

17. Exemple A - Supposons les faits suivants:

Un particulier a acquis une résidence en 1972 au coût de \$30,000 et il l'a utilisée comme résidence principale jusqu'à une date quelconque en 1974 où il l'a louée; la juste valeur marchande à la date du changement d'usage était de \$40,000. En février 1977, la résidence a été vendue \$61,000.

Résultats:

1974 - Le contribuable est réputé, en vertu du paragraphe 45(1), avoir disposé de la résidence et l'avoir acquise de nouveau immédiatement à \$40,000 à la date où le changement d'usage a eu lieu. Si la résidence était désignée comme sa résidence principale pour les années 1972 à 1974, le gain de \$10,000 en 1974 serait exempté en entier parce que

 $\frac{1+3(1972 \text{ à } 1974)}{3(1972 \text{ à } 1974)}$ X \$10,000 est plus élevé que \$10,000

1977 - La fraction exemptée du gain de \$21,000 lors de la disposition réelle serait déterminée comme suit:

 $\frac{1+3(1972 \text{ à } 1974)}{6(1972 \text{ à } 1977)} X \$21,000 = \$ 14,000$

IT 120 – R2

Example B - Assume same facts as in Example A except that the actual disposition occurs on a date after March 31, 1977 - i.e. July 1, 1977

Results:

8

1974 - The gain would be exempt in full as described in Example A.

1977 - No portion of the \$21,000 gain on the disposition would be exempt because the property was not the taxpayers principal residence at any time after the "acquisition date" as defined in 15 above, i.e. the date in 1974 when he commenced to rend the property.

More Than One Principal Residence in a Taxation Year

18. While only one residence may be designated by a taxpayer for any given taxation year, the above formula recognizes the fact that he may have two principal residences in the same taxation year (e.g., where one residence is sold and another is acquired in the same year). The effect of the "one plus" in the above formula is to treat both residences as a principal residence in the same year, but only one residence may be designated as such for that year.

Vacant Land - Construction of Principal Residence

19. Where a taxpayer acquires land in one year and constructs a residence on it in another year, he may not designate the property as his principal residence until the taxation year in which he commences to ordinarily inhabit the residence. The prior years, when he owned only the vacant lot (or the lot with a residence under construction) would not be included in the numerator of the formula in paragraph 40(2)(b). However, in determining the number of years during which the taxpayer owned the "property" referred to in the denominator of the formula, all years commencing with the year during which he acquired the vacant land would be included. Therefore, it is possible that when the principal residence is later disposed of only part of the gain may be exempted under paragraph 40(2)(b). For example, where a taxpayer acquired vacant land for \$15,000 in 1972, constructed a residence on it costing \$45,000, which he started to ordinarily inhabit in October 1975, and disposed of his principal residence for \$90,000 during 1977, the taxpayer would realize a capital gain of \$30,000 of which \$20,000

 $(\underbrace{1+3}_{\epsilon} \times 30,000)$ would be exempt.

Principal Residence on Land Used in a Farming Business

20. Where a taxpayer is an individual whose principal residence is situated on land used in a farming business, and the business was carried on by the taxpayer at any time (whether before 1972 or after 1971) prior to disposition, he may calculate his capital gain on the disposition of such property by either one of two methods described in the following paragraphs.

Exemple B - Supposons les mêmes faits que dans l'exemple A, sauf que la disposition réelle a eu lieu à une date après le 31 mars 1977, soit le 1er juillet 1977.

Résultats:

1974 - Le gain serait exempté en entier comme il est dit dans l'exemple A.

1977 - Aucune fraction du gain de \$21,000 lors de la disposition ne serait exemptée parce que le bien n'a été la résidence principale du contribuable en aucun temps après la «date d'acquisition» selon la définition du numéro 15 ci-dessus, c'est-à-dire après la date en 1974 où il a commencé à louer le bien.

Plus d'une résidence principale dans une année d'imposition

18. Bien qu'un contribuable ne puisse désigner qu'une seule résidence pour une année d'imposition donnée, la formule qui précède tient compte du fait qu'il peut avoir deux résidences principales au cours de la même année d'imposition (par exemple, lorsqu'une résidence est vendue et qu'une autre est acquise au cours de la même année). Dans la formule qui précède, «un plus» a pour effet de traiter les deux résidences comme résidence principale au cours de la même année, tout en ne désignant qu'une seule résidence à cet effet pour l'année en question.

Terrain vacant - Construction d'une résidence principale

19. Si un contribuable acquiert un fonds de terre une année et y construit une résidence une autre année, il ne peut pas désigner le bien comme étant sa résidence principale avant l'année d'imposition au cours de laquelle il commence à l'habiter normalement. Les années précédentes, où il ne possédait qu'un terrain vacant (ou un terrain sur lequel une résidence était en construction) ne seraient pas ajoutées au numérateur de la formule donnée à l'alinéa 40(2)b). Cependant, pour déterminer le nombre d'années pendant lesquelles le contribuable a possédé le «bien» mentionné au dénominateur de la formule, toutes les années à partir de l'année où il a acquis le terrain vacant seraient incluses. Par conséquent il est possible que, lors de la disposition ultérieure de la résidence principale, seule une fraction du gain soit exemptée en vertu de l'alinéa 40(2)b). Par exemple, si un contribuable a payé un terrain vacant \$15,000 en 1972, y a construit une résidence de \$45,000 qu'il a commencé à habiter normalement en octobre 1975 et qu'il a vendue comme résidence principale au montant de \$90,000 au cours de 1977, le contribuable réaliserait un gain en capital de \$30,000 dont \$20,000

 $(\frac{1+3}{6} \times 30,000)$ seraient exemptés.

Résidence principale sur un fonds de terre servant à une entreprise agricole

20. Si le contribuable est un particulier dont la résidence principale est située sur un fonds de terre utilisé dans le cadre d'une entreprise agricole qu'il a exploitée lui-même à une date quelconque avant la disposition (soit avant 1972, soit après 1971), il peut calculer son gain en capital lors de la disposition de ce bien selon l'une ou l'autre des deux méthodes décrites aux numéros suivants.

IT 120 - R2

21. First Method - The individual may regard the land as being divided into two portions; one containing the principal residence and adjoining land which may reasonably be regarded as contributing to the taxpaver's use and enjoyment of the residence (see 11 to 14 above where this land exceeds one acre), and the other containing the remainder of the land, part or all of which is used in the farming business carried on by him. Under this method, a reasonable part of the proceeds of disposition and a reasonable part of the adjusted cost base are allocated between the two portions of land in order that a gain may be determined for each portion of land. The portion of the total gain that relates to the principal residence (including such adjoining land) is eligible for a reduction under paragraph 40(2)(b) as described in 15 and 16 above, while any gain relating to the remainder of the property is taxable in the usual manner. In the following example, it is assumed that a taxpaver resident in Canada has sold his ten-acre farm on which his principal residence was situated and that the area of land reasonably attributable to his principal residence was one acre.

	Principal Residence	Farm Land	Total
Proceeds of Disposition			
Land House	\$ 3,000 10,000	\$27,000	\$30,000 10,000
Barn Silo	10,000	17,000 3,000	17,000 3,000
	\$13,000	\$47,000	\$60,000
Adjusted Cost Base Land House	\$ 2,000 7,000	\$18,000	\$20,000 7,000
Barn Silo	7,000	13,000 2,000	13,000 2,000
	\$ 9,000	\$33,000	\$42,000
Gain on Disposition	n\$ 4,000	\$14,000	\$18,000
Less: Reduction of Gain under Paragraph 40(2)(b) 4,000		4,000
Capital Gain (one-half is taxable)	NIL	\$14,000	\$14,000

21. Première méthode - Le particulier peut considérer le fonds de terre comme étant divisé en deux parties: la première comprenant la résidence principale et le fonds de terre attenant qui peut raisonnablement être considéré comme facilitant au contribuable l'usage et la jouissance de la résidence (voir les numéros 11 à 14 ci-dessus qui traitent des cas où ce fonds de terre est supérieure à un acre) et l'autre comprenant le reste du fonds de terre, dont une partie ou l'ensemble est utilisé dans le cadre de l'entreprise agricole qu'il exploite. Selon cette méthode, une fraction raisonnable du produit de la disposition et une fraction raisonnable du prix de base rajusté sont attribuées aux deux parties du fonds de terre de façon à ce que l'on puisse déterminer un gain sur chaque partie du fonds de terre. La fraction du gain total qui se rapporte à la résidence principale (y compris le fonds de terre attenant) peut faire l'objet d'une réduction en vertu de l'alinéa 40(2)b), comme nous l'avons expliqué aux numéros 15 et 16 ci-dessus, tandis que tout gain se rapportant au reste du bien est imposable selon les règles habituelles. Dans l'exemple qui suit, nous supposons qu'un contribuable qui réside au Canada a vendu une ferme de dix acres sur laquelle était située sa résidence principale et que la superficie du fonds de terre qui peut raisonnablement être attribuée à sa résidence principale est d'un acre.

	Résidence principale	Fonds de terre agricole	Total
Produits de la disposition			
Fonds de terre Maison	\$ 3,000 10,000	\$27,000	\$30,000 10,000
Grange	,	17,000	17,000
Silo		3,000	3,000
	\$13,000	\$47,000	\$60,000
Prix de base rajusté			
Fonds de terre	\$ 2,000	\$18,000	\$20,000
Maison Grange	7,000	13,000	7,000 13,000
Silo		2,000	2,000
	\$ 9,000	\$33,000	\$42,000
Gain tiré de la disposition	\$ 4,000	\$14,000	\$18,000
Moins: réduction du gain en vertu de			
l'alinéa 40(2)b)	4,000		4,000
Gain en capital (dont	i		
imposable)	NEANT	\$14,000	\$14,000

- 22. In the above example the number of acres was used as the method to achieve a reasonable allocation of proceeds of land between principal residence and farm land. The Department will consider alternative methods of allocating proceeds if the taxpayer can demonstrate that the overall result is a more reasonable one than that derived by the method illustrated above.
- 23. Second Method The individual may elect to compute the gain on the disposition of his farm land and principal residence without making any allocation of the proceeds or the adjusted cost base. This election must be made in accordance with Regulation 2300 which provides that a letter signed by the taxpayer be attached to the income tax return required to be filed by him for the year in which the disposition of the property took place. The letter should contain the following information:
 - (a) a statement that the taxpayer is electing under subparagraph 40(2)(c)(ii) of the Act;
 - (b) a description of the property sufficient to identify it with the property designated as his principal residence: and
 - (i) For the disposition after March 31, 1977 -(c) a statement of the number of taxation years ending after the "acquisition date" for which the property was the taxpayer's principal residence and during which he was resident in Canada: The term "Acquisition date" has the meaning described in 15 above.
 - (ii) For dispositions prior to April 1, 1977 a statement of the number of taxation years ending after 1971 for which the property was his principal residence and during which he was resident in Canada.
- 24. The gain referred to above on the disposition of the farm property may then be decreased by the aggregate of \$1,000 plus \$1,000 for each taxation year specified in 23(c) above. In the example in 21 above, assuming that the taxpayer had occupied his house as a principal residence from July 30, 1972 to June 30, 1977, his gain on the sale of the farm property would be determined as follows:

Proceeds of disposition \$60,000 Adjusted cost base 42,000 Gain on Disposition \$18,000 Less: Reduction of Gain under subparagraph 40(2)(c)(ii)

 $$1,000 + (6 \times $1,000)$ 7,000

Capital Gain (one-half is taxable) \$11,000

25. The exemption of \$1,000 per year is not reduced where a portion of the residence is used as a business property. However, the gain otherwise calculated on the business portion of the residence, or any capital cost allowance recovery thereon, cannot be reduced by the \$1,000 exemption.

- 22. Dans l'exemple ci-dessus, le nombre d'acres a été utilisé comme méthode pour obtenir une répartition raisonnable du produit de la disposition de fonds de terre entre la résidence principale et l'entreprise agricole. Le Ministère acceptera de considérer d'autres méthodes de répartition du produit de la disposition si le contribuable peut démontrer que le résultat final est plus raisonnable que celui atteint par la méthode ci-dessus.
- 23. Deuxième méthode Le contribuable peut choisir de calculer le gain provenant de la disposition de son fonds de terre agricole et de sa résidence principale sans faire la répartition du produit ou du prix de base rajusté. Ce choix doit être exercé conformément à l'article 2300 du Règlement qui exige qu'une lettre portant la signature du contribuable soit jointe à la déclaration de revenu qu'il est tenu de produire pour l'année au cours de laquelle la disposition du bien a eu lieu. Cette lettre doit renfermer les renseignements suivants:
 - a) une déclaration stipulant que le contribuable exerce un choix en vertu du sous-alinéa 40(2)c)(ii) de la Loi;
 - b) une description suffisante de la propriété pour pouvoir reconnaître cette dernière comme la propriété désignée être sa résidence principale; et
 - (i) Pour les dispositions après le 31 mars 1977 une déclaration du nombre d'années d'imposition se terminant après la «date d'acquisition» pendant lesquelles le bien a été la résidence principale du contribuable et au cours desquelles il était résident du Canada: l'expression «date d'acquisition» a le sens qui lui est donné au numéro 15 ci-dessus.
 - (ii) Pour les dispositions avant le 1er avril 1977 une déclaration du nombre d'années d'imposition se terminant après 1971 pendant lesquelles le bien a été sa résidence principale et au cours desquelles il était un résident du Canada.
- 24. Le gain susmentionné tiré de la disposition du bien agricole peut ensuite être réduit par le total formé de \$1,000, plus \$1,000 pour chaque année d'imposition indiquée en 23 c) ci-dessus. Dans l'exemple du numéro 21 ci-dessus, en supposant que le contribuable ait occupé sa maison comme résidence principale du 30 juillet 1972 au 30 juin 1977, le gain qu'il aurait tiré de la vente du fonds de terre agricole serait établi comme suit:

Produit de la disposition	\$60,000
Prix de base rajusté	42,000
Gain tiré de la disposition	\$18,000
Moins: réduction du gain	
en vertu du sous-alinéa 40(2)c)(ii)	
\$1,000 + (6 X \$1,000)	7,000
Gain en capital (dont la moitié est	\$11,000
imposable)	

25. L'exemption de \$1,000 par année n'est pas réduite lorsqu'une partie de la résidence est utilisé comme installation commerciale; cependant on ne peut pas soustraire l'exemption de \$1,000 du gain calculé par ailleurs sur la partie commerciale de la résidence, ou de toute récupération de la déduction pour amortissement sur ce bien.

IT 120 - R2

Loss on Disposition

26. A residence which is used primarily for the personal use or enjoyment of a taxpayer or persons related to him, or an option to acquire a residence which would, if acquired, be so used, is "personal-use property". As such, a loss on the disposition thereof is deemed to be nil by virtue of subparagraph 40(2)(g)(iii).

Complete Change in Use - Principal Residence Converted to Income-Producing Property

- 27. When a residence is rented or used in a business and thus converted to an income-producing property, the tax-payer is deemed by paragraph 45(1)(a) to have disposed of the property at its fair market value. A gain on such deemed disposition may be reduced under paragraph 40(2)(b) or (c), as described previously. (Paragraph 45(1)(a) also deems the taxpayer to have reacquired the property, both land and building, at that fair market value, and the taxpayer may thus claim capital cost allowance on the deemed reacquisition cost of the residence building).
- 28. Where, after 1971, a taxpayer commenced to use his residence for income producing purposes, he may elect under subsection 45(2) to be deemed not to have commenced to use his property for the purpose of producing income, and where such election is made there is no deemed disposition and reacquisition. Where an election previously made is rescinded, a deemed disposition at fair market value occurs on the first day of the year in which the election is rescinded.
- 29. Where prior to 1972, a residence was ordinarily inhabited by an individual who had subsequently, but before 1972, commenced to use the property for income-producing purposes, if the individual elects pursuant to section 26.1 of the ITAR in his return of income for 1974 or 1975, the change of use is deemed to have occurred on January, 1, 1972, and the individual is deemed to have elected under subsection 45(2) in respect thereof in his return of income for 1972. Where an individual so elects under ITAR 26.1, no capital cost allowance may be claimed in respect of the property for 1974 and subsequent taxation years while the election remains in force. When the individual ultimately disposes, or is deemed to dispose, of the property, all capital cost allowance previously claimed on it remains subject to recapture.
- 30. Subsection 45(2) provides that an election must be filed in a taxpayer's return of income for the year in which the change of use occurred. The proper method for filing such an election is to include in the return a letter signed by the taxpayer describing the property in respect of which the election is being made and stating that he is electing under subsection 45(2) of the Act in respect of that property. Where an election is rescinded in a particular year the taxpayer should give notice in a similar manner in his

Perte à la disposition

26. Une résidence qui sert avant tout à l'usage ou à la jouissance personnelle d'un contribuable ou d'un parent, ou une option d'achat d'une résidence qui serait, une fois acquise, utilisée à ces fins, constitue «un bien à usage personnel». La perte résultant de la disposition de ce bien est réputée nulle en vertu du sous-alinéa 40(2)g)(iii).

11

Changement complet de l'usage - Résidence principale convertie en un bien produisant un revenu

- 27. Lorsqu'une résidence est louée ou utilisée dans le cadre d'une entreprise et, de cette façon, convertie en un bien produisant un revenu, le contribuable est réputé avoir disposé de ce bien à sa juste valeur marchande en vertu de l'alinéa 45(1)a). Le gain découlant de cette disposition présumée peut être réduit en vertu de l'alinéa 40(2)b) ou c), comme il a été expliqué auparavant. En vertu de l'alinéa 45(1)a), le contribuable est également réputé avoir acquis de nouveau le bien, soit le fonds de terre et le bâtiment, à sa juste valeur marchande, et il peut donc demander la déduction pour amortissement sur le coût de réacquisition présumée du bâtiment.
- 28. Si, après 1971, le contribuable a commencé à utiliser sa résidence dans le but de lui faire produire un revenu, il peut choisir en vertu du paragraphe 45(2) d'être réputé ne pas avoir commencé à utiliser son bien dans le but de lui faire produire un revenu et s'il fait ce choix, il n'y a pas de disposition présumée, ni de nouvelle acquisition présumée. Si le contribuable revient sur son choix, une disposition présumée du bien à sa juste valeur marchande a lieu le premier jour de l'année où le choix est annulé.
- 29. Si, avant 1972, une résidence était normalement habitée par un particulier qui, par la suite, mais avant 1972, a commencé à utiliser la propriété aux fins de lui faire produire un revenu, et si le particulier a exercé un choix dans sa déclaration de 1974 ou de 1975, conformément à l'article 26.1 des RAIR, le changement dans l'usage est réputé avoir eu lieu le 1er janvier 1972 et le particulier est réputé avoir exercé un choix en vertu du paragraphe 45(2) à l'égard de ce changement dans sa déclaration de 1972. Si un particulier exerce ce choix, aucune déduction pour amortissement ne peut être demandée à l'égard du bien pour les années d'imposition 1974 et suivantes, pendant que le choix demeure en vigueur. Si, en fin de compte, le particulier dispose ou est réputé avoir disposé du bien, toute déduction pour amortissement demandée auparavant à l'égard de ce bien demeure assujettie à une récupération.
- 30. Le paragraphe 45(2) exige que le choix soit présenté dans la déclaration de revenu que le contribuable produit pour l'année où le changement dans l'usage s'est produit. Pour présenter ce choix, le contribuable doit inclure dans sa déclaration une lettre signée par lui, décrivant le bien visé par le choix et indiquant qu'il exerce un choix en vertu du paragraphe 45(2) de la Loi à l'égard de ce bien. Si le contribuable annule son choix dans une année donnée, il doit le mentionner de la même manière dans sa déclaration de cette année-là. Si un contribuable avait l'inten-

12 IT 120 – R2

return for that year. Where a taxpayer intended to elect under subsection 45(2) but failed to do so at the time of filing his return of income for the year in which the change of use occurred, the Department will ordinarily accept as a valid election a letter from the taxpayer to the effect that he had so elected, provided that the taxpayer has not claimed any capital cost allowance on the property subsequent to the change in use.

- 31. During the years when an election is in force, the owner may designate the residence to be his principal residence, but not for more than four years (except where section 54.1 applies as discussed in the following paragraph), even though he did not "ordinarily inhabit" the property during those years. This rule applies, for example, to an individual who moves out of his residence with the intention of returning to it at a later date and in the meantime uses it for the purpose of earning rental income. In these cases, the individual must be resident, or deemed to be resident, in Canada during the years the property was rented for the designation of the property as a principal residence to be of full benefit to him (see formula in paragraph 15 above). During the period covered by the election under subsection 45(2), all income (net of applicable expense except capital cost allowance) is subject to tax. The Department's view is that a taxpayer who has elected under subsection 45(2) in respect of a property which was his principal residence, has rescinded that election on the first day of the taxation year in which he claims capital cost allowance in respect of the property.
- 32. Section 54.1 removes the four year limitation referred to in the preceding paragraph for taxation years which are covered by the election under subsection 45(2) and during which the individual does not ordinarily inhabit the property as a consequence of the relocation of his or his spouse's place of employment, provided that
 - (a) the employer is not related to the individual or his spouse
 - (b) the property is at least 25 miles further from his, or his spouse's, new work location than is his subsequent place or places of residence, and
 - (c) the individual resumes ordinary habitation of the property, during the term of his, or his spouse's, employment by that same employer or before the end of the taxation year following the year in which such employment terminates, or the taxpayer dies during the term of such employment.

Two corporations that are members of the same corporate group, or are otherwise related, are not considered to be the "same employer"

Income-Producing Property Converted to Principal Residence

33. When an income-producing property is converted to a principal residence and an election under subsection 45(2) is not in force in respect of the property (see 28 above), there is a deemed disposition and reacquisition of the property at fair market value at that time. Any gain on the

tion d'exercer un choix en vertu du paragraphe 45(2), mais ne l'a pas fait au moment de produire sa déclaration de revenu pour l'année où le changement dans l'usage s'est produit, le Ministère considére habituellement comme valable un choix présenté sous forme de lettre dans laquelle le contribuable indique qu'il a exercé le choix en question, à la condition que celui-ci n'ait pas demandé de déduction pour amortissement à l'égard de ce bien après le changement dans l'usage.

- 31. Au cours des années pendant lesquelles un choix est en vigueur, le propriétaire peut désigner la résidence comme sa résidence principale, mais seulement pour une période maximale de quatre ans, (sauf si l'article 54.1 s'applique comme il est expliqué au numéro suivant), même s'il n'a pas «normalement habité» cette résidence durant ces années. Cette règle s'applique, par exemple, à un particulier qui quitte sa résidence dans l'intention d'y retourner plus tard et qui, pendant ce temps, en tire un revenu de location. En pareil cas, le particulier doit être un résident ou réputé être un résident du Canada durant les années où le bien est loué pour que la désignation du bien comme résidence principale lui soit pleinement avantageuse (voir la formule indiquée au numéro 15 ci-dessus). Au cours de la période visée par le choix exercé en vertu du paragraphe 45(2), tout revenu (moins les dépenses afférentes, sauf la déduction pour amortissement) est assujetti à l'impôt. Le Ministère considère qu'un contribuable qui a exercé un choix en vertu du paragraphe 45(2) à l'égard d'un bien qui était sa résidence principale a annulé ce choix le premier jour de l'année d'imposition dans laquelle il demande la déduction pour amortissement à l'égard de ce bien.
- 32. L'article 54.1 supprime la restriction de quatre ans mentionnée au numéro précédent dans le cas des années d'imposition visées par le choix exercé en vertu du paragraphe 45(2) et durant lesquelles le particulier n'habite pas normalement la résidence en raison du changement du lieu de son emploi ou du lieu d'emploi de son conjoint, à condition:
 - a) que l'employeur ne soit pas lié au particulier ou à son conjoint,
 - b) que le bien soit situé au moins à 25 milles plus loin de son nouveau lieu de travail ou du nouveau lieu de travail de son conjoint que sa ou ses résidences subséquentes, et
 - c) que le particulier recommence à habiter normalement cette résidence pendant la durée de son emploi ou de l'emploi de son conjoint chez ce même employeur ou avant la fin de l'année d'imposition qui suit celle où se termine cet emploi, ou qu'il meurt pendant la durée de son emploi chez cet employeur.

Deux corporations qui sont membres d'un même groupe constitué en corporation ou qui sont autrement reliées ne sont pas considérées comme étant le «même employeur».

Bien produisant un revenu converti en résidence principale

33. Lorsqu'un bien produisant un revenu est converti en résidence principale et qu'aucun choix en vertu du paragraphe 45(2) n'est en vigueur à l'égard du bien (voir le numéro 28 ci-dessus), une disposition présumée et une nouvelle acquisition du bien à sa juste valeur marchande ont lieu à cette date-là. Tout gain tiré

deemed disposition of the income-producing property is subject to tax according to the rules relating to the disposition of capital property and to the recapture of capital cost allowance. The right to elect under subsection 45(2) does not apply to the conversion of an income-producing property to a non-income producing property.

Partial Change in Use

34. Partial change in use of a taxpayer's principal residence will be dealt with administratively in accordance with the comments in 35 to 38 below.

No Structural Changes to Residence

35. In some cases, the business or rental use of a principal residence will be ancillary to the main use of the residence, such as the rental of one or two rooms to boarders. the use of a room for the care of children or for an office or a work area, etc. In these cases, provided that the taxpayer has set aside and used one or more rooms of his principal residence solely for the purpose of earning income, he may claim a reasonable portion of expenditures for maintenance of the residence. Provided that the taxpaver does not claim capital cost allowance on any portion of the residence, it is the Department's view that a change in use of the property has not occurred and that the entire residence maintains its nature as a principal residence assuming it so qualifies otherwise.

36. A taxpayer who qualifies under 35 above, except that he claimed capital cost allowance on part of his residence prior to 1972, may claim the entire residence as a principal residence for 1972 and subsequent years, provided that no capital cost allowance was claimed after 1971 and as long as the residence meets all other tests. Any capital cost allowance claimed prior to 1972 is subject to the usual recapture provisions at the time of the disposition or deemed disposition of the residence.

37. In the event that a taxpayer wishes to claim capital cost allowance on the area used solely for the purpose of earning income, a change in use of the property is considered to have taken place in the year that one or more rooms are converted to business or rental use and that portion of the property is deemed to have been disposed of at its fair market value at that time. In these cases paragraph 45(1)(c) would be applied to compute the deemed proceeds of the income-producing portion as follows:

Amount of use made for income-producing purposes x Fair market value Amount of total use made of the property

of the principal residence at that time de la disposition présumée du bien produisant un revenu est assujetti à l'impôt conformément aux règles concernant la disposition des biens en immobilisations et la récupération de la déduction pour amortissement. Le droit au choix en vertu du paragraphe 45(2) ne s'applique pas à la conversion d'un bien produisant un revenu en un bien ne produisant pas de revenu.

Changements partiels dans l'usage

34. Les changements partiels dans l'usage de la résidence principale d'un contribuable sont assuiettis aux mesures administratives habituelles, conformément aux observations énoncées dans les numéros 35 à 38 ci-dessous

Aucun changement dans la structure de la résidence

35. Dans certains cas, l'utilisation commerciale ou locative d'une résidence principale est liée à l'usage principale de la résidence, par exemple la location d'une ou de deux chambres à des pensionnaires, l'utilisation d'une pièce pour la garde d'enfants ou pour un bureau, ou encore pour un espace de travail, etc. Dans ces cas, pourvu que le contribuable ait réservé et utilisé une ou plusieurs pièces de sa résidence principale uniquement dans le but de gagner un revenu, il peut demander la déduction d'une fraction raisonnable des dépenses engagées pour l'entretien de la résidence. S'il ne demande pas de déduction pour amortissement sur une partie quelconque de la résidence, le Ministère considère qu'il ne s'est produit aucun changement dans l'usage du bien et que la résidence entière peut conserver son statut de résidence principale, pourvu qu'elle v soit admise par ailleurs.

36. Un contribuable qui satisfait aux conditions énoncées au numéro 35 ci-dessus si ce n'est qu'il a demandé une déduction pour amortissement à l'égard d'une partie de sa résidence avant 1972, peut demander une déduction pour toute la résidence comme résidence principale pour 1972 et les années subséquentes, pourvu qu'il n'ait pas demandé de déduction pour amortissement après 1971 et que toutes les autres conditions soient respectées. Toute déduction pour amortissement demandée avant 1972 est assujettie aux dispositions relatives à la récupération à la date de la disposition ou de la disposition présumée de la

37. Si le contribuable désire demander une déduction pour amortissement à l'égard de l'espace utilisé uniquement aux fins de gagner un revenu, on considère qu'il y a eu un changement dans l'usage du bien au cours de l'année pendant laquelle une ou plusieurs pièces ont été converties à un usage commercial ou locatif et cette fraction du bien est réputée avoir fait l'objet d'une disposition à sa juste valeur marchande à cette date-là. Dans ce cas, l'alinéa 45(1)c) s'applique au calcul du produit de la disposition présumée de la fraction du bien produisant un revenu comme suit:

Valeur de l'usage aux fins de produire un revenu

Valeur de l'usage total du bien

La juste valeur marchande de la résidence principale à cette date

IT 120-R2

The basis for determining the amount of use made for income-producing purposes is generally the number of rooms or square footage used for such purposes. However, where some other method produces a more reasonable result, that method is acceptable. Where the residence qualified as a principal residence during the years up to the time of its partial conversion to business use, any gain that occured to that date is exempt from tax by virtue of paragraph 40(2)(b). At the time of the partial conversion to business use, it is necessary to establish the value of the business portion of the property upon which capital cost allowance may be based. At such time as the residence is sold or the room or rooms are converted back to personal use, any gain attributable to the room or rooms during the period of their business use is subject to tax as a captial gain in the usual manner. In addition, any recapture of capital cost allowance is subject to tax in the year the conversion or sale occurred.

Structural Changes to Residence

38. In other cases, the business or rental use of a principal residence will be substantial and of a more permanent nature, such as the conversion of the front half of a house to a store, the conversion of a portion of a house into a self-contained domestic establishment for earning rental income (a duplex, triplex, etc.), and alterations to a residence to accommodate separate business premises, etc. In these cases, a taxpayer will be allowed to claim the proportionate share of maintenance costs as well as capital cost allowance on the area used for income-producing purposes. Regardless of whether or not capital cost allowance is claimed in these cases, it is the Department's view that the nature of such property has changed and that a partial change in use has occurred within the meaning of paragraph 45(1)(c) (see 37 above for method of determining the amount of use made for income-producing purposes). In these cases, any increase in the value of an area of the residence while used for income-producing purposes will be a capoital gain subject to tax in the usual manner. The remainder of the residence will be eligible for principal residence status if the taxpayer so designates that portion of the property.

Principal Residence Outside Canada

39. As indicated in 2 above, it is possible for a residence outside Canada to qualify as a principal residence. Whether or not a particular residence so qualifies will depend on the facts of each case. Where an individual owns a residence outside Canada at a time when he becomes resident in Canada, the provisions of subsection 48(3) normally apply to deem him to have acquired the residence at that time at its fair market value. If, prior to becoming resident in Canada, the taxpayer has rented the residence to a tenant, the property will not qualify as a principal residence. On the other hand, if the property was not rented until after the taxpayer became resident in

La valeur de l'usage consacré à la production d'un revenu est généralement établie d'après le nombre de pièces ou la surface en pieds carrés consacré à cette fin. Cependant, toute autre méthode qui donnerait un résultat plus raisonnable serait acceptée. Si la résidence était admise comme résidence principale dans les années précédant la date où elle a été partiellement convertie à un usage commercial, tout gain réalisé jusqu'à cette date est exempté de l'impôt en vertu de l'alinéa 40(2)b). Au moment de la conversion partielle à un usage commercial, il faut établir la valeur de la partie du bien utilisée commercialement et selon laquelle on pourra calculer la déduction pour amortissement. Au moment où la résidence est vendue ou au moment où la ou les pièces sont converties de nouveau à un usage personnel, tout gain tiré des pièces pendant qu'elles étaient utilisées commercialement est assujetti à l'impôt à titre de gain en capital, de la façon habituelle. De plus, toute récupération de la déduction pour amortissement est assujettie à l'impôt dans l'année où la conversion ou la vente a eu lieu.

Changements dans la structure de la résidence

38. Dans d'autres cas, l'utilisation commerciale ou locative d'une résidence principale est de nature plus importante et permanente, comme dans le cas de la conversion de l'avant d'une maison en un magasin, de la conversion d'une partie de maison en établissement domestique autonome en vue de gagner un revenu de location (duplex, triplex, etc.) et de modifications apportées à une résidence afin d'aménager des installations commerciales distinctes, etc. Dans ces cas, on permet au contribuable de demander une fraction proportionnelle des frais d'entretien, ainsi qu'une déduction pour amortissement à l'égard de l'espace utilisé en vue de produire un revenu. Qu'une déduction pour amortissement soit demandée ou non, le Ministère considère que la nature du bien a été modifiée et qu'un changement partiel dans l'usage a eu lieu selon le sens de l'alinéa 45(1)c) (voir au numéro 37 ci-dessus la méthode à suivre pour établir la valeur de l'usage consacré aux fins de produire un revenu). Dans ces cas toute augmentation, pendant cet usage, de la valeur de l'espace qui, dans la résidence, sert à produire un revenu, est considérée comme un gain en capital assujetti à l'impôt de la façon habituelle. Le reste de la résidence est admis comme résidence principale si le contribuable désigne cette partie du bien comme telle.

Résidence principale à l'extérieur du Canada

39. Comme il est mentionné au numéro 2 ci-dessus, il est possible qu'une résidence à l'extérieur du Canada soit admise comme résidence principale. Pour déterminer si une résidence donnée est admissible, il faut examiner les faits de chaque cas. Si un particulier possède une résidence à l'extérieur du Canada à la date où il devient résident du Canada, les dispositions du paragraphe 48(3) s'appliquent ordinairement et il est réputé avoir acquis la résidence à cette date à sa juste valeur marchande. Si, avant de devenir résident du Canada, le contribuable a loué la résidence à un locataire, le bien ne peut pas être admis comme résidence principale. D'autre part, si le bien n'a pas été loué avant que le contribuable ne devienne résident du Canada,

Canada it could so qualify but only if he, his spouse or his child ordinarily inhabited it after he became a resident, and the other provisions of the law are met.

Non-Resident Owner

40. A non-resident individual who owns a residence in Canada may designate it as his principal residence for any taxation year in which the residence was ordinarily inhabited by him (or by any other person described in 3(c) above) or for certain taxation years in respect of which an election under subsection 45(2) is in force, provided that the residence meets the other requirements of paragraph 54(g). However, it should be noted that while a residence may be designated as a principal residence for a particular year, the principal residence exemption provided by paragraphs 40(2)(b) and (c) is limited by reference to the number of taxation years ending after the acquisition date (as defined in 15 above) and during which the taxpaver was resident in Canada. Therefore, while a continuing resident of Canada may be able to benefit fully from designating a residence as his principal residence throughout the period while it is rented (up to four years or for a longer period where section 54.1 applies), in the case of a non-resident the exemption will be limited to those vears in which he was at some time resident in Canada plus the extra year provided by the "one plus" factor in subparagraph 40(2)(b)(i) or the extra \$1,000 exemption provided by the "\$1,000 plus" factor in clause 40(2)(c)(ii)(A). However, notwithstanding these limitations, an election under subsection 45(2) may, in and by itself, be to the advantage of such a taxpayer since under that provision he is deemed not to have commenced to use the property for the purpose of gaining or producing income. As a consequence the non-resident who so elects does not become liable, at the time of a change in use, for tax on any capital gain which might otherwise arise as a result of the deemed disposition provisions in paragraph 45(1)(a). (See 28 to 31 above).

41. Where a non-resident has rented his principal residence in Canada and elected under subsection 45(2) in respect of that residence he may not deduct capital cost allowance in respect of the residence for purposes of section 216 (See IT-393 for further discussion of section 216).

Disposition of a Principal Residence by a Non-Resident Owner

42. Where a non-resident person wishes to obtain a certificate in accordance with section 116 of the Act in respect of a proposed disposition of his residence, he is required to make a payment of 25% of the amount specified in paragraph 116(2)(a) or furnish security acceptable to the Department before the certificate will be issued. In cases where some part, or all, of the gain on disposition of his residence will be exempt from tax by virtue of paragraph 40(2)(b) or (c), the Department will

il pourrait être admissible, mais seulement si le contribuable, son conjoint ou son enfant l'ont habité normalement après que le contribuable est devenu un résident et si les autres dispositions de la loi sont respectées.

Propriétaire non résidant

40. Un particulier non résidant qui possède une résidence au Canada peut la désigner comme sa résidence principale pour toute année d'imposition où la résidence a été habitée normalement par lui (ou par toute autre personne mentionnée au numéro 3c) ci-dessus) ou pour certaines années d'imposition à l'égard desquelles un choix en vertu du paragraphe 45(2) est en vigueur. pourvu que la résidence satisfasse aux autres exigences de l'alinéa 54g). Cependant, il faut souligner que, même si une résidence peut être désignée comme résidence principale pour une année donnée, l'exemption de résidence principale prévue par les alinéas 40(2)b) et c) est limitée au nombre d'années d'imposition se terminant après la date d'acquisition (selon la définition du numéro 15 ci-dessus) et au cours desquelles le contribuable était résident du Canada. Par conséquent, même si un résident permanent du Canada peut profiter pleinement de la désignation d'une résidence comme sa résidence principale pendant la période où elle est louée (jusqu'à quatre années ou pour une période plus longue si l'article 54.1 s'applique), dans le cas d'un non-résident, l'exemption est limitée aux années où il était à une date quelconque résident du Canada, plus l'année supplémentaire prévue par l'élément «un plus» du sous-alinéa 40(2)b)(i) ou de l'exemption supplémentaire de \$1,000 prévue par l'élément «\$1,000 plus» dans la disposition 40(2)c)(ii)(A). Cependant, nonobstant ces limites, un choix en vertu du paragraphe 45(2) peut, en soi, être avantageux pour ce contribuable puisque, en vertu de ce paragraphe, il est réputé ne pas avoir commencé à utiliser le bien aux fins de tirer un revenu ou de lui faire produire un revenu. En conséquence, le non-résident qui fait ce choix ne devient pas assujetti, à la date du changement d'usage, à l'impôt sur un gain en capital qui pourrait par ailleurs être réalisé à la suite de la disposition présumée en vertu de l'alinéa 45(1)a). (Voir les numéros 28 à 31 ci-dessus).

41. Il faut souligner que si un non-résident a loué sa résidence principale au Canada et a exercé un choix en vertu du paragraphe 45(2) à l'égard de cette résidence, il ne peut pas demander la déduction pour amortissement à l'égard de la résidence aux fins de l'article 216 (voir IT-393 pour des explications supplémentaires du l'article 216).

Disposition d'une résidence principale par un propriétaire non résidant

42. Lorsqu'un non-résident désire obtenir un certificat conformément à l'article 116 de la Loi à l'égard de la disposition prévue de sa résidence, il est tenu de verser 25% du montant indiqué à l'alinéa 116(2)a) ou de fournir au Ministère une garantie acceptable avant que le certificat soit délivré. Dans le cas où une partie ou la totalité du gain tiré de la disposition de la résidence du contribuable est exemptée de l'impôt en vertu de l'alinéa 40(2)b) ou c), le Ministère accepte, comme garantie en vertu de l'alinéa 116(2)b), une lettre portant la signature du

16 IT 120 – R2

accept, as security under paragraph 116(2)(b), a letter signed by the taxpayer containing a calculation of the expected amount of any capital gain on the disposition (after taking into consideration any reduction under paragraph 40(2)(b) or (c)). This letter should be attached to form T2062, "Notice by a Non-Resident of Canada Concerning Disposition or Proposed Disposition of Canadian Property", which is available at District Taxation Offices for use by non-residents proposing to dispose of taxable Canadian property. A payment to the Receiver General of Canada of 25% of the amount (if any) of the above capital gain as or on account of tax for the year must be forwarded with the letter. See Information Circular 72-17R2 for further information concerning Section 116.

contribuable et faisant état d'un calcul du montant prévu de tout gain en capital tiré de la disposition (en tenant compte de toute réduction possible en vertu de l'alinéa 40(2)b) ou c)). La lettre susmentionnée doit être jointe à la formule T2062 - «Avis par un non-résident du Canada de la disposition ou de la disposition éventuelle de biens canadiens» qu'on peut se procurer dans les bureaux de district d'impôt et qui est réservée à l'usage des non-résidents qui se proposent de disposer de biens canadiens imposables. Avec cette lettre, il faut envoyer au Receveur général du Canada un paiement représentant 25% du montant (si montant il y a) du gain en capital susmentionné à valoir sur un impôt ou au titre d'un impôt pour l'année. Voir la Circulaire d'information 72-17R2 pour de plus amples renseignements concernant l'article 116.

REVENU CANADA, IMPOT

SUBJECT: INCOME TAX ACT Principal Residence

OBJET: LOI DE L'IMPÔT SUR LE REVENU Résidence principale

NO: IT-120R3

DATE: February 16, 1984

REFERENCE: Paragraph 54(g) (also sections 45 and 54.1, subsections 40(2) and 40(6) of the Act and section 26.1 of the Income Tax Application Rules (ITAR))

No. IT-120R3

DATE: le 16 février 1984

RENVOI: Alinéa 54g) (également les articles 45 et 54.1, les paragraphes 40(2) et 40(6) de la Loi et l'article 26.1 des Règles concernant l'application de l'impôt sur le revenu (RAIR))

This bulletin replaces and cancels IT-120R2 dated February 23, 1981. Current revisions are designated by vertical lines.

1. The purpose of this bulletin is to explain the "principal residence" legislation contained in the Act. The majority of residences will meet the definition of principal residence contained in paragraph 54(g) of the Act with the result that most gains on the disposition thereof will be tax exempt. Various matters concerning principal residences are discussed under the following headings:

Paragraphs Qualification as a Principal Residence 3-4 Housing Unit 5 Co-operative Housing Corporation 6 Ownership of Property 7-8 Meaning of "Ordinarily Inhabited'' 9 Designation as a Principal Residence Land Contributing to Use and Enjoyment of Principal Residence 11 Land in Excess of 1/2 Hectare 12 Disposition of Bare Land 13 Severance Restrictions 14 Disposition of Part of a Principal Residence 15 Calculation of Gain on Dispositions after March 31, 1977 16 Calculation of Gain on Dispositions After 1981 17 - 18More Than One Principal Residence in a Taxation Year 19 Vacant Land - Construction of Principal Residence 20 Principal Residence on Land Used in a Farming Business 21-26

Ce bulletin annule et remplace le Bulletin d'interprétation IT-120R2 du 23 février 1981. Les révisions sont indiquées par un trait vertical.

1. Le présent bulletin a pour objet d'expliquer les dispositions de la Loi relatives à la «résidence principale». La plupart des résidences satisfont à la définition de résidence principale que renferme l'alinéa 54g) de la Loi. Par conséquent, la majorité des gains réalisés lors de la disposition de ces résidences seront exemptés de l'impôt. Ce bulletin traite de différentes questions concernant les résidences principales sous les rubriques suivantes:

	Numéros
Admissibilité comme résidence	
principale	3-4
Logement	5
Co-opérative d'habitation constituée	
en corporation	6
Droit de propriété d'un bien	7-8
Signification de l'expression	
«normalement habitée»	9
Désignation comme résidence	
principale	10
Fonds de terre facilitant l'usage	
et la jouissance de la résidence	
principale	11
Fonds de terre supérieur à 1/2	
hectare	12
Disposition d'un terrain non bâti	13
Restrictions de morcellement	14
Disposition d'une partie de la	
résidence principale	15
Calcul du gain réalisé lors de la	
disposition, après	
le 31 mars 1977	16
Calcul du gain réalisé lors de la	
disposition, après 1981	17-18
Plus d'une résidence principale dans	
une année d'imposition	19
Terrain vacant - Construction d'une	
résidence principale	20
Résidence principale sur un fonds de	
terre servant à une entreprise	
agricole	21-26

Loss on Disposition	27
Complete Change in Use	28-33
Income-Producing Property	
Converted to Principal	
Residence	34
Partial Change in Use	35
No Structural Changes to	
Residence	36-38
Structural Changes to	
Residence	39
Principal Residence Outside	
Canada	40
Non-Resident Owners	41-42
Disposition of a Principal	
Residence by a Non-Resident	
Owner	43

2. Most principal residences are located in Canada and are owned by individuals resident in Canada. However, in some cases a residence not located in Canada may qualify as a principal residence. Furthermore, in certain circumstances, a non-resident owner may be able to benefit from the principal residence exemption in respect of a residence located in Canada. While this bulletin applies generally to any principal residence, certain comments relate specifically to its application to a principal residence located outside Canada or to a non-resident owner of a principal residence in Canada (see 40 to 43 below).

Qualification as a Principal Residence

- 3. To qualify as the principal residence of a taxpayer under paragraph 54(g):
 - (a) the property must be a housing unit, a leasehold interest in a housing unit or a share of the capital stock of a co-operative housing corporation acquired for the sole purpose of acquiring the right to inhabit a housing unit owned by the corporation (a housing unit described above is referred to in this bulletin in short as a "residence");
 - (b) the property must be owned solely or jointly with another person, i.e., as joint tenant or tenant in common or, in Quebec, as co-owner;
 - (c) the residence must be ordinarily inhabited in the year by the taxpayer, the taxpayer's spouse or former spouse or child provided the child was wholly dependant on the taxpayer for support and was
 - (i) under 21 years of age,
 - (ii) 21 years of age or over and dependent by reason of mental or physical infirmity, or
 - (iii) 21 years of age or over and in full-time attendance at a school or university.

If the residence was not ordinarily inhabited in a given year, it may still qualify as a principal residence and in this regard see the comments in 29 to 33 below; and

Perte à la disposition	27
Changement complet de l'usage	28-33
Bien produisant un revenu converti	
en résidence principale	34
Changements partiels dans l'usage	35
Aucun changement dans la structure	
de la résidence	36-38
Changement dans la structure	
de la résidence	39
Résidence principale à l'extérieur	
du Canada	40
Propriétaire non résidant	41-42
Disposition d'une résidence	
principale par un propriétaire	
non résidant	43

2. La plupart des résidences principales sont situées au Canada et appartiennent à des particuliers résidant au Canada. Cependant, dans certains cas, une résidence située à l'extérieur du Canada peut être admise comme résidence principale. En outre, dans certaines circonstances, un propriétaire non résidant peut profiter de l'exemption de résidence principale pour une résidence située au Canada. Bien que ce bulletin s'applique, en général, à toute résidence principale, certains commentaires se rapportent de façon précise à son application à une résidence principale située à l'extérieur du Canada ou au propriétaire non résidant d'une résidence principale située au Canada (voir les numéros 40 à 43 ci-dessous).

Admissibilité comme résidence principale

- 3. Pour avoir qualité de résidence principale d'un contribuable, en vertu de l'alinéa 54g):
 - a) le bien doit être un logement, un droit de tenure à bail afférent à un logement ou une action du capital-actions d'une coopérative d'habitation constituée en corporation acquise pour la seule fin d'avoir le droit d'habiter un logement dont la corporation est propriétaire. (Les logements décrits ci-dessus sont désignés dans ce bulletin comme étant une «résidence»):
 - b) le bien doit appartenir au contribuable exclusivement ou conjointement avec une autre personne, c'est-à-dire en qualité de «joint tenant» ou de «tenant-in-common» ou, au Québec, de copropriétaire;
 - c) la résidence doit être normalement habitée pendant l'année par le contribuable, par son conjoint ou son exconjoint, ou son enfant pourvu que l'enfant soit complètement à la charge du contribuable pour son entretien et qu'il ait
 - (i) moins de 21 ans,
 - (ii) 21 ans ou plus et soit à charge en raison d'une infirmité mentale ou physique, ou
 - (iii) 21 ans ou plus et qu'il fréquente à plein temps une école ou une université.

Si la résidence n'était pas normalement habitée dans une année donnée, elle peut quand même être admise comme résidence principale; voir, à cet égard, les commentaires des numéros 29 à 33 ci-dessous; et

- (d) for a particular year after 1981, the property must have been designated by the taxpayer in prescribed form and manner to be the taxpayer's principal residence for that particular year and no other such residence may have been so designated for that particular year by
 - (i) the taxpayer,
 - (ii) a person who was throughout the year his spouse (other than a spouse who was throughout the year living apart from, and was separated pursuant to a judicial separation or written agreement from, the taxpayer),
 - (iii) a person who was a child of the taxpayer (other than a child who was during the year a married person or who was 18 years of age or over), or
 - (iv) where the taxpayer was, during the year, neither a married person nor a person 18 years of age or over, by a person who was
 - (A) the taxpayer's mother or father, or
 - (B) the taxpayer's brother or sister who was not during the year a married person or a person 18 years of age or over.

For a particular year prior to 1982 the requirements of (d) above do not apply and the taxpayer need only designate the property as the only principal residence for that year in addition to meeting the requirements of (a) to (c) above.

4. Land up to a total area of 1/2 hectare and, in some cases, exceeding 1/2 hectare may form part of a principal residence (see 11 to 15 below). Throughout this bulletin where the reference to "1/2 hectare" is used it should be read as a reference to "one acre" whenever the determination of a principal residence relates to a year prior to 1982.

Housing Unit

5. The term "housing unit" includes a house, apartment in a duplex, or apartment building or condominium, cottage, mobile home, trailer or houseboat.

Co-operative Housing Corporation

6. The term "co-operative housing corporation" means an association, incorporated subject to the terms and conditions of the legislation governing such incorporation and formed and operated for the purpose of providing its members with the right to inhabit, by reason of ownership of shares therein, a housing unit owned by the corporation. To qualify as a principal residence, a share in such a corporation must have been acquired by a taxpayer solely to acquire the right to inhabit a housing unit owned by the corporation.

d) pour une année donnée après 1981, le bien doit avoir été désigné par le contribuable, selon la forme et la manière prescrites, comme étant sa résidence principale pour cette année-là et aucun autre residence du genre ne peut avoir été désignée de la sorte pour l'année en question par

3

- (i) le contribuable,
- (ii) une personne qui a été son conjoint pendant toute l'année (autre qu'un conjoint qui, pendant toute l'année, vivait séparé du contribuable en vertu d'une séparation légale ou d'un accord écrit),
- (iii) un enfant du contribuable (autre qu'un enfant qui, pendant l'année, était marié ou avait 18 ans ou plus), ou
- (iv) lorsque le contribuable n'était pas, pendant l'année, une personne mariée ni une personne âgée de 18 ans ou plus, par une personne qui était
 - (A) la mère ou le père du contribuable, ou
 - (B) le frère ou la soeur du contribuable qui n'était pas, pendant l'année, une personne mariée ou âgée de 18 ans ou plus.

Pour une année donnée avant 1982, les exigences énoncées en d) ci-dessus ne s'appliquent pas et le contribuable doit uniquement désigner le bien comme étant sa seule résidence principale pour cette année-là, en plus de répondre aux exigences énoncées en a) à c) ci-dessus.

4. Un fonds de terre d'une superficie totale de 1/2 hectare et, dans certains cas, de plus de 1/2 hectare, peut faire partie de la résidence principale (voir les numéros 11 à 15 ci-dessous). Dans le présent bulletin, lorsque la mention «1/2 hectare» est utilisée, elle équivaut à la mention «un acre», lorsque la détermination d'une résidence principale s'applique à une année antérieure à 1982.

Logement

5. L'expression «logement» comprend une maison, un appartement dans un duplex, dans un immeuble locatif ou dans un immeuble en copropriété (condominium), un chalet, une maison mobile, une roulotte ou une maison flottante.

Coopérative d'habitation constituée en corporation

6. L'expression «coopérative d'habitation constituée en corporation» signifie une association dont la constitution en corporation est assujettie aux modalités et conditions de la législation régissant les constitutions en corporations, qui est formée et exploitée en vue de conférer à ses membres, en raison des actions qu'ils détiennent dans la corporation, le droit d'habiter un logement dont la corporation est propriétaire. Pour être admise comme résidence principale, une action dans une corporation de ce genre doit avoir été acquise par un contribuable dans le seul but d'avoir droit d'habiter un logement possédé par cette corporation.

Ownership of Property

- 7. The designation of a residence as a principal residence can be made only where there is sole or joint ownership. The meaning of "ownership" is dealt with in IT-437, "Ownership of Dwelling Property". Where a residence is owned jointly by a taxpayer and the taxpayer's spouse, and a gain is realized on the disposition of that residence, both the taxpayer and the spouse will have a gain on the disposition of that property. For years after 1981, where one of the spouses designates a jointly owned residence as a principal residence, the other spouse should also designate that residence since no other residence qualifies as a principal residence. This is because, after 1981, the law provides that there may be only one principal residence per family unit. For years prior to 1982, there was no such restriction and one spouse could designate the jointly owned residence while the other could designate another residence whether or not that was also jointly owned.
- 8. Where a housing unit, a leasehold interest therein, or a share of the capital stock of a co-operative housing corporation is included in the assets of a partnership, the partnership itself is not entitled to the principal residence exemption. However, provided the other requirements of paragraph 54(g) are met and subject to the provisions of section 103, the Department considers that the property may qualify for the principal residence exemption in the hands of one or more of the partners to the extent of that part of the gain on its disposition which is actually allocated to them pursuant to the partnership agreement.

Meaning of "Ordinarily Inhabited"

9. The question of whether a residence was "ordinarily inhabited" during a taxation year by a taxpayer, the taxpayer's spouse or former spouse, or a child of the taxpayer must be resolved on the facts in each particular case. Where the residence has been occupied by such a person for only a short period of time during a taxation year (such as a seasonal residence occupied during a taxpayer's vacation or a house which was sold early or bought late in a taxation year), it is the Department's view that the taxpayer "ordinarily inhabited" that residence in the year, provided that the principal reason for owning the property was not for the purpose of gaining or producing income therefrom. In circumstances where a taxpayer receives incidental rental income from a seasonal residence, such property is not considered to be owned for the purpose of gaining or producing income therefrom.

Designation as a Principal Residence (Form T2091)

10. Paragraph 54(g) and Regulation 2301, provide special rules on the designation of a housing unit, a leasehold interest therein, or a share of the capital stock of a cooperative housing corporation as a principal residence. Although it is provided that an otherwise eligible residence is not a principal residence for a taxation year unless it is designated as such in the taxpayer's income tax return

Droit de propriété d'un bien

- La désignation d'une résidence comme résidence principale est possible seulement lorsqu'il y a propriété unique ou propriété en commun. Le Bulletin d'interprétation IT-437 intitulé "Propriété d'habitation" traite de la signification de "propriété". Lorsqu'il y a réalisation d'un gain à la cession d'une résidence possédée en commun par un contribuable et son conjoint, le contribuable et son conjoint ont chacun un gain à la cession de ce bien. Pour les années postérieures à 1981, lorsqu'un conjoint désigne comme résidence principale une résidence qu'il possède en commun avec l'autre conjoint, ce dernier doit aussi désigner cette résidence comme résidence principale. la loi prévoyant que, après 1981, il peut y avoir une seule résidence principale par unité familiale. Dans le cas des années antérieures à 1982, cette restriction n'existait pas et un conjoint pouvait désigner la résidence qu'il possédait en commun avec l'autre conjoint et ce dernier pouvait désigner une autre résidence qu'elle soit possédée en commun ou non.
- 8. Lorsqu'un logement, un droit de tenure à bail y afférent ou une action du capital-actions d'une coopérative d'habitation constituée en corporation est compris dans les éléments d'actif d'une société, la société elle-même n'a pas droit à l'exemption pour résidence principale. Toutefois, pourvu que les autres exigences de l'alinéa 54g) soient satisfaites, et sous réserve de dispositions de l'article 103, le Ministère considère qu'un ou plusieurs associés peuvent avoir droit à l'exemption pour résidence principale jusqu'à concurrence de la fraction du gain qui, lors de la disposition de la résidence principale, leur est effectivement attribuée aux termes de l'accord de société.

Signification de «normalement habitée»

9. La question de savoir si une résidence a «normalement été habitée» pendant une année d'imposition par un contribuable, son conjoint ou son ex-conjoint, ou par un enfant à sa charge, dépend des faits propres à chaque cas. Si la résidence a été occupée par une de ces personnes pendant une courte période au cours d'une année d'imposition (par exemple, dans le cas d'une résidence saisonnière occupée durant les vacances du contribuable ou d'une maison qui a été vendue tôt ou achetée tard dans l'année d'imposition), le Ministère estime que le contribuable a «normalement habité» la résidence en question dans l'année, à condition que le bien n'ait pas été acquis principalement dans le but d'en tirer un revenu ou de lui faire produire un revenu. Dans le cas où un contribuable tire un revenu de location occasionnel d'une résidence saisonnière, le bien n'est pas considéré comme un bien détenu dans le but d'en tirer un revenu ou de lui faire produire un revenu.

Désignation comme résidence principale (Formule T2091)

10. L'alinéa 54g) de la Loi et l'article 2301 du Règlement prévoient des règles spéciales pour la désignation comme résidence principale d'un logement, d'un droit de tenure à bail y afférent ou d'une action du capital-actions d'une coopérative d'habitation constituée en corporation. Même s'il est stipulé qu'une résidence autrement admissible n'est pas une résidence principale pour une année d'imposition, à moins qu'elle n'ait

for the year in which the disposition or the granting of an option to acquire the property occurs, the Department's administrative position is that this designation need not be filed with the taxpayer's income tax return unless a taxable capital gain on the disposition of a principal residence occurs after deducting the exempt portion of the gain or unless the taxpayer wishes to file the designation in respect of property disposed of to the taxpayer's spouse or a "spouse trust". In the latter case, if the taxpayer is not required to file a return in the year of disposition (to the spouse or the "spouse trust"), the designation should be made with respect to the requisite years and retained so that it may, if necessary, be filed with the return of the spouse or spouse trust in the year when that person disposes of the property. The designation may be made on form T2091 which is contained in a package of supplementary schedules for computing capital gains, that is available at any District Taxation Office.

Otherwise on dispositions to spouse as

Land Contributing to Use and Enjoyment of Principal Residence

11. Land upon which a principal residence stands and adjoining land that contributes to a taxpayer's use and enjoyment of the residence qualify as part of a principal residence. No proof of such use and enjoyment is normally required in respect of 1/2 hectare of land or less (which includes the area on which the structure is situated) except where a portion of that land was used to earn income from business or property. Where a taxpayer has claimed a portion of expenses related to the land (such as property taxes or mortgage interest) in computing income, the allocation of such expenses for this purpose should be indicative of the extent to which the land is considered by the taxpayer to have been used to earn income.

Land in Excess of 1/2 Hectare

- 12. Where the total area of the land exceeds 1/2 hectare, the excess is not considered to be part of the principal residence unless the taxpayer can demonstrate that it was necessary for the use of the residence. The excess land must be "needed" in order for the building to function properly as a principal residence and not simply be "desirable". Some examples of situations where land in excess of 1/2 hectare could be "necessary" are:
 - (a) where municipal or provincial laws require residential lots to be in excess of 1/2 hectare and, in some cases, where severance restrictions apply (see 14 below):
 - (b) where the size or character of a housing unit together with its location on the lot make such excess land essential to its use and enjoyment as a residence;

été désignée comme telle dans la déclaration d'impôt sur le revenu du contribuable pour l'année où a lieu la disposition ou l'octroi d'un droit d'achat de la propriété, le Ministère est d'avis que cette désignation n'a pas à être signalée dans la déclaration d'impôt sur le revenu du contribuable, à moins qu'un gain en capital imposable provenant de la disposition de la résidence principale n'ait été réalisé après déduction de la partie exempte du gain ou à moins que le contribuable ne désire appliquer la désignation à un bien dont il a disposé en faveur de son conjoint ou d'une «fiducie au profit du conjoint» Dans ce dernier cas, si le contribuable n'est pas oblige de produire une déclaration au cours de l'année de la disposition (en faveur de son conjoint ou d'une «fiducie au profit du conjoint»), il doit effectuer la désignation à l'égard des années où il est tenu de produire une déclaration et la conserver afin qu'elle puisse être présentée, si nécessaire, avec la déclaration de son conjoint ou de la fiducie au profit du conjoint pour l'année où cette personne dispose du bien. On peut faire la désignation en remplissant une formule T2091 qui fait partie d'un ensemble d'annexes supplémentaires servant au calcul des gains en capital, que l'on peut se procurer à tous les bureaux de district d'impôt. autiment pour les dispositions en faveur autiment pour les dispositions en faveur du conjoint ou d'une étiducie en fableur du

Fonds de terre facilitant l'usage et la jouissance de la rési-

11. Le fonds de terre sur lequel est située une résidence principale et le fonds de terre attenant, qui facilitent au contribuable l'usage et la jouissance de sa résidence ont qualité de partie de la résidence principale. Il n'est pas nécessaire de prouver cet usage et cette jouissance s'il s'agit d'un fonds de terre d'un 1/2 hectare ou moins (ce qui comprend la surface couverte par le bâtiment), sauf si une fraction de ce fonds de terre a été utilisée pour tirer un revenu d'entreprise ou de bien. Si un contribuable a déduit des dépenses reliées au fonds de terre (comme un impôt foncier ou un intérêt hypothécaire) dans le calcul de son revenu, l'attribution de ces dépenses à cette fin devrait indiquer la mesure dans laquelle le fonds de terre est considéré par le contribuable comme ayant été utilisé pour gagner un revenu.

Fonds de terre supérieur à 1/2 hectare

- 12. Lorsque la superficie totale du fonds de terre est supérieure à 1/2 hectare, l'excédent n'est pas considéré comme faisant partie de la résidence principale, à moins que le contribuable ne puisse démontrer qu'il est nécessaire à l'usage de la résidence. L'excédent du fonds de terre doit être «nécessaire», et non simplement «désirable», pour que le bâtiment puisse faire convenablement fonction de résidence principale. Voici quelques exemples de cas où un fonds de terre supérieur à 1/2 hectare serait «nécessaire»;
 - a) lorsqu'un règlement municipal ou une loi provinciale exige que les terrains résidentiels soient supérieurs à 1/2 hectare et, en certains cas, lorsque des restrictions de morcellement s'appliquent (voir le numéro 14 ci-après);
 - b) lorsque la dimension ou le caractère d'un logement, ainsi que son emplacement sur le terrain, rendent cet excédent essentiel à son usage et à sa jouissance comme résidence;

(c) where the location of a housing unit requires such excess land in order to provide the taxpayer with access to and from public roads.

However, in such cases, it is always a question of fact as to whether all, or only part, of that excess land is "necessary" to the use and enjoyment of the housing unit as a residence.

Disposition of Bare Land

13. Where a taxpayer's housing unit (building) is situated on land in excess of 1/2 hectare and part, or all of that excess (other than land on which the building stands) is sold, the land sold is not considered to be part of the principal residence unless the buildings can no longer be used as a residence due to the land sale. The sale has, in effect, demonstrated that the land sold was not necessary to the use and enjoyment of the building as a residence.

Severance Restrictions

- 14. A severance restriction imposed by zoning regulations or by municipal or provincial laws may or may not be relevant in determining whether land in excess of 1/2 hectare is necessary to the use and enjoyment of a principal residence. Where the location of the residence is zoned residential and the restriction was in effect when the subdivision was approved, as well as when the taxpayer acquired and sold the residence, it is considered relevant. On the other hand, a severance restriction is not considered relevant to such determination where, for example:
 - (a) severance of agricultural land is prohibited to preserve the land for farming use;
 - (b) severance of land is permitted only if approval is obtained from municipal authorities; or
 - (c) severance of land is prohibited to prevent any development pending the formulation of an area plan by the responsible authorities.

Disposition of Part of a Principal Residence

15. Where a portion of a principal residence is disposed of by the granting of an easement or the expropriation of a portion of the land that forms part of a taxpayer's principal residence, the taxpayer may designate the part of the principal residence disposed of as the principal residence and thus reduce all, or some part, of the gain under paragraph 40(2)(b) or (c) of the Act. It is the Department's view in these circumstances that a taxpayer makes the above-mentioned designation in respect of the entire property that is the principal residence and not just the area that is disposed of. The effect of this is that, when the remainder of the principal residence is disposed of, it too will be recognized as the taxpayer's principal residence for the years during which the part that was disposed of as the principal residence was designated and no other residence may be designated by the taxpayer for those years. c) lorsque l'emplacement d'un logement rend nécessaire cette étendue de terrain pour permettre au contribuable d'avoir accès aux chemins publics

Cependant, dans ces circonstances il s'agit toujours d'une question de faits lorsqu'on doit déterminer si la totalité ou une fraction de l'excédent du fonds de terre est «nécessaire» à l'usage et à la jouissance du logement comme résidence.

Disposition d'un terrain non bâti

13. Lorsque le logement (bâtiment) d'un contribuable est situé sur un fonds de terre ayant une superficie supérieure à 1/2 hectare et qu'il vend une fraction ou la totalité de l'excédent (autre que le terrain sur lequel repose le bâtiment), le terrain vendu n'est pas considéré comme faisant partie de la résidence principale sauf si le bâtiment ne peut plus être utilisé comme résidence par suite de la vente du terrain. Autrement, la vente du terrain aurait, en fait, démontré que le fonds de terre vendu n'était pas nécessaire à l'usage et à la jouissance du logement comme résidence.

Restrictions de morcellement

- 14. Une restriction de morcellement imposé par des règlements de zonage, des règlements municipaux ou des lois provinciales peut s'avérer pertinente ou non lorsqu'il s'agit de décider si le fonds de terre supérieur à 1/2 hectare est nécessaire à l'usage et à la jouissance d'une résidence principale. Si le secteur où se trouve la résidence est considéré comme une zone résidentielle et si la restriction était en vigueur lorsque la subdivision a été approuvée, de même que lorsque le contribuable a acheté et vendu la résidence, cette restriction est jugée pertinente. D'autre part, une restriction de morcellement n'est pas considérée comme un élément pertinent dans cette question si, par exemple:
 - a) le morcellement du fonds de terre est interdit afin d'en conserver la vocation agricole;
 - b) le morcellement du fonds de terre n'est permis que dans les cas où il est approuvé par le conseil municipal; ou c) le morcellement du fonds de terre est interdit afin d'empêcher toute exploitation avant la formulation d'un projet régional par les autorités compétentes.

Disposition d'une partie de la résidence principale

15. Lorsqu'un contribuable dispose d'une partie de sa résidence principale par la concession d'un droit d'usage ou par l'expropriation d'une fraction du terrain qui fait partie de sa résidence principale, le contribuable peut désigner la partie de la résidence principale dont il a disposé comme étant sa résidence principale et, de cette façon, annuler ou réduire son gain en vertu de l'alinéa 40(2)b) ou c) de la Loi. Dans ces circonstances, le Ministère estime que le contribuable fait la désignation susmentionnée à l'égard de la totalité du bien qui constitue sa résidence principale et non pas seulement à l'égard de la partie dont il a disposé. Par conséquent, lorsque le contribuable disposera de l'autre partie de sa résidence principale, elle aussi sera reconnue comme étant sa résidence principale pour les années durant lesquelles il a désigné la partie dont il avait disposé antérieurement comme étant sa résidence principale et il ne pourra désigner aucune autre résidence pour ces mêmes années.

However, where a portion of the land on which a housing unit is situated is disposed of in any manner, other than by expropriation or by granting of an easement, the Department will normally not permit such designation unless the portion disposed of forms part of a total parcel of land that does not exceed 1/2 hectare.

Calculation of Gain on Dispositions After March 31,

16. Paragraph 40(2)(b) of the Act provides that a taxpayer may deduct the amount determined by the following formula from the gain on the disposition (or deemed disposition) of any property that was the taxpayer's principal residence at any time after the "acquisition date": 1 + the number of taxation years ending after the acquisition date for which the property was the principal residence and during which the taxpayer was resident in Canada Capital gain the number of taxation years ending after the acquisition date during which the taxpayer

owned the property

on disposition

The "acquisition date" is defined to be the later of December 31, 1971 and the date on which the taxpayer last acquired or reacquired the residence or is deemed to have last acquired or reacquired it. The words "taxation year . . . for which" and "taxation years . . . during which" in the above formula refers to the whole or any part of a taxation year.

Calculation of Gain on Dispositions After 1981

17. Where a family unit has more than one residence each of which is designated as a principal residence for the 1981 and prior years, it is advisable to determine the fair market value at December 31, 1981 for any such residence which cannot be claimed as a principal residence for 1982 or a subsequent year because of the new rules. When such a non-principal residence is sold, paragraph 40(6)(b) states that the post-1981 gain cannot exceed the gain computed as if the residence has been bought for the fair market value on December 31, 1981. In this connection, only years for which the property was designated as a principal residence after 1981 are counted in the numerator described in subparagraph 40(2)(b)(i) which must be read without the words "one plus".

Cependant, si la disposition d'une fraction d'un fonds de terre sur lequel un logement est situé se fait autrement que par la concession d'un droit d'usage ou par l'expropriation, le Ministère ne permet pas ordinairement cette désignation, à moins que la fraction qui fait l'objet de la disposition ne fasse partie d'un lot entier dont la superficie n'est pas supérieure à 1/2 hectare.

Calcul du gain lors de la disposition après le 31 mars 1977

16. L'alinéa 40(2)b) de la Loi stipule qu'un contribuable peut déduire du gain qu'il a réalisé lors de la disposition (ou de la disposition présumée) d'un bien qui était sa résidence principale à une date quelconque après la «date d'acquisition», le montant établi au moyen de la formule suivante:

1 + le nombre d'années d'imposition se terminant après la date d'acquisition pendant lesquelles le bien a été sa résidence principale et au cours desquelles il a résidé au Canada le nombre d'années d'imposition se terminant après la date d'acquisition pendant lesquelles il a été propriétaire du bien

Gain en capital réalisé lors de la disposition

7

La «date d'acquisition» s'entend de la dernière des dates suivantes: le 31 décembre 1971 ou la date à laquelle le particulier a acquis la résidence pour la dernière fois ou l'a acquise de nouveau ou est réputé l'avoir acquise pour la dernière fois ou l'avoir acquise de nouveau. Les expressions «années d'imposition. . . . pendant lesquelles» et «années d'imposition. . . . au cours desquelles» dans la formule ci-dessus se rapportent à l'ensemble ou à toute fraction d'une année d'imposition.

Calcul du gain lors de la disposition après 1981

17. Lorsqu'une unité familiale possède plus d'une résidence et que chacune d'elles est désignée comme résidence principale pour l'année 1981 et les années antérieures, il est recommandé d'établir la juste valeur marchande, au 31 décembre 1981, des résidences en question qui ne peuvent être désignées comme résidence principale pour l'année 1982 ou une année subséquente, en raison des nouvelles règles qui ont été adoptées. Lors de la vente d'une résidence de ce genre qui n'est pas une résidence principale, l'alinéa 40(6)b) stipule que le gain réalisé après l'année 1981 ne peut dépasser le gain calculé comme si la résidence avait été achetée à sa juste valeur marchande le 31 décembre 1981. À cet égard, seules les années pendant lesquelles le bien était désigné comme résidence principale, après 1981, sont calculées dans le numérateur décrit au sous-alinéa 40(2)b)(i), qui doit être lu sans les mots «un plus».

18. The effect of the aforementioned provision is illustrated in the following example. Assume:

In 1972, a wife acquired a house for \$40,000 and her husband acquired a cottage for \$20,000. On December 31, 1981 these properties had fair market values of \$54,000 and \$29,000 respectively. In 1984, the house was sold for \$60,000, and, in 1985, the cottage was sold for \$30,000. The house is designated as the wife's principal residence for the years 1972 to 1984 inclusive. The cottage is designated as the husband's principal residence for the years 1972 to 1981 inclusive and 1985.

Results - House

Since the house was designated as the wife's principal residence for all years in which she owned it, the full gain is exempt.

Results - Cottage

Pre — 1982: For the same reasons		
as above, the full gain is exempt		NIL
Post - 1981: Gain determined without		
reference to subsection 40(6):		
Actual gain (\$30,000 - \$20,000)	\$10,000	
Minus		
$1 + 11 (1972 \text{ to } 1981 + 1985) \times \$10,000$	8,570	
14 (1972 to 1985)		
Capital gain per paragraph 40(2)(b)	\$ 1,430	
Subsection 40(6) limitation:		
Gain after December 31, 1981		
(\$30,000 - \$29,000)	\$1,000	
Minus		
1 (1985) × \$1.000	\$ 250	
4 (1982 to 1985)		
Gain cannot exceed	\$ 750	
Gain is therefore restricted to		\$750
Total gain subject to tax		\$750

More Than One Principal Residence in a Taxation Year

19. While only one residence may be designated by a taxpayer for any given taxation year, the formula in paragraph 40(2)(b) recognizes the fact that the taxpayer may have two principal residences in the same taxation year (e.g. where one residence is sold and another is acquired in the same year). The effect of the "one plus" in the formula is to treat both residences as a principal residence in the same year, but only one residence may be designated as such for that year.

Vacant Land - Construction of Principal Residence

20. Where a taxpayer acquires land in one year and constructs a residence on it in another year, the property may not be designated as a principal residence until the taxation year in which the taxpayer commences to ordinarily inhabit the residence. The prior years, when the taxpayer owned only the vacant lot (or the lot with a residence under construction), would not be included in

18. Les effets de la disposition susmentionnée sont illustrés par l'exemple ci-dessous. Supposons les faits suivants:

En 1972, une épouse a acheté une maison pour la somme de 40 000 \$ et son mari a acheté un chalet à 20 000 \$. Le 31 décembre 1981, ces biens avaient une juste valeur marchande de 54 000 \$ et de 29 000 \$, respectivement. En 1984, la maison a été vendue 60 000 \$, et en 1985, le chalet a été vendu 30 000 \$. La maison est désignée comme résidence principale de l'épouse pour les années 1972 à 1984 inclusivement. Le chalet est désigné comme résidence principale du mari pour les années 1972 à 1981 inclusivement, ainsi que pour l'année 1985.

Résultats - Maison

Étant donné que la maison était désignée comme résidence principale de l'épouse pour toutes les années pendant lesquelles elle en a été propriétaire, le gain est exempté en entier.

Résultats - Chalet

Avant 1982 — Pour les mêmes motifs, le gain est exempté en entier Après 1981 — Gain établi sans renvoi au paragraphe 40(6):		NIL
Gain réel (30 000 \$ - 20 000 \$)	10 000 \$	
Moins		
1 + 11 (1972 à 1981 + 1985)) × 10 000 \$ 14 (1972 à 1985)	8 570	
Gain en capital d'après l'alinéa 40(2)b)	1 430 \$	
Restriction du paragraphe 40(6):		
Gain après le 31 décembre 1981		
(30 000 \$ - 29 000 \$)	1 000 \$	
Moins		
1 (1985) × 1 000 \$ 4 (1982 à 1985)	250	
Le gain ne peut dépasser	750 \$	
Le gain est donc limité à		750 \$
Gain total assujetti à l'mpôt		750 \$

Plus d'une résidence principale dans une année d'imposition

19. Bien qu'un contribuable ne puisse désigner qu'une seule résidence pour une année d'imposition donnée, la formule énoncée à l'alinéa 40(2)b) tient compte du fait qu'il peut avoir deux résidences principales au cours de la même année d'imposition (par exemple, lorsqu'une résidence est vendue et qu'une autre est acquise au cours de la même année). Dans la formule, «un plus» a pour effet de traiter les deux résidences comme résidence principale au cours de la même année, tout en ne désignant qu'une seule résidence à cet effet pour l'année en question.

Terrain vacant - Construction d'une résidence principale

20. Si un contribuable acquiert un fonds de terre une année et y construit une résidence une autre année, il ne peut pas désigner le bien comme étant sa résidence principale avant l'année d'imposition au cours de laquelle il commence à l'habiter normalement. Les années précédentes, où il ne possédait qu'un terrain vacant (ou un terrain sur lequel une résidence était en construction) ne seraient pas ajoutées au numérateur de la formule

the numerator of the formula in paragraph 40(2)(b). However, in determining the number of years during which the taxpayer owned the "property" referred to in the denominator of the formula, all years commencing with the year during which the taxpayer acquired the vacant land would be included. Therefore, it is possible that when the principal residence is later disposed of only part of the gain may be exempted under paragraph 40(2)(b). For example, where a taxpayer acquired vacant land for \$15,000 in 1972, constructed a residence on it costing \$45,000, started to ordinarily inhabit it in October 1975, and disposed of the principal residence for \$90,000 during 1977, the taxpayer would realize a capital gain of \$30,000 of which \$20,000

 $(1+3) \times 30,000$ would be exempt.

Principal Residence on Land Used in a Farming Business

- 21. Where a taxpayer is an individual whose principal residence is situated on land used in a farming business, and the business was carried on by the taxpayer at any time (whether before 1972 or after 1971) prior to disposition, the taxpayer may calculate the capital gain on the disposition of such property by either one of two methods described in the following paragraphs.
- 22. First Method The taxpayer may regard the land as being divided into two portions: one containing the principal residence and adjoining land which may reasonably be regarded as contributing to the taxpayer's use and enjoyment of the residence (see 12 to 15 above where this land exceeds 1/2 hectare), and the other containing the remainder of the land, part or all of which is used in the farming business carried on. Under this method, a reasonable part of the proceeds of disposition and a reasonable part of the adjusted cost base are allocated between the two portions of land in order that a gain may be determined for each portion of land. The portion of the total gain that relates to the principal residence (including such adjoining land) is eligible for a reduction under paragraph 40(2)(b) as described in 10 to 18 above, while any gain relating to the remainder of the property is taxable in the usual manner. In the following example, it is assumed that a taxpayer resident in Canada has sold the 5-hectare farm on which the principal residence was situated and that the area of land reasonably attributable to the principal residence was 1/2 hectare.

donnée à l'alinéa 40(2)b). Cependant, pour déterminer le nombre d'années pendant lesquelles le contribuable a possédé le «bien» mentionné au dénominateur de la formule, toutes les années à partir de l'année où il a acquis le terrain vacant seraient incluses. Par conséquent, il est possible que, lors de la disposition ultérieure de la résidence principale, seule une fraction du gain soit exemptée en vertu de l'alinéa 40(2)b). Par exemple, si un contribuable, a payé un terrain vacant 15 000 \$ en 1972, y a construit une résidence de 45 000 \$ qu'il a commencé à habiter normalement en octobre 1975 et qu'il a vendue comme résidence principale au montant de 90 000 \$ au cours de 1977, le contribuable réaliserait un gain en capital de 30 000 \$ dont 20 000 \$

 $\frac{(1+3)}{6} \times 30,000$ seraient exemptés.

Résidence principale sur un fonds de terre servant à une entreprise agricole

- 21. Si le contribuable est un particulier dont la résidence principale est située sur un fonds de terre utilisé dans le cadre d'une entreprise agricole qu'il a exploitée lui-même à une date quelconque avant la disposition (soit avant 1972, soit après 1971), il peut calculer son gain en capital lors de la disposition de ce bien selon l'une ou l'autre des deux méthodes décrites aux numéros suivantes.
- 22. Première méthode Le particulier peut considérer le fonds de terre comme étant divisé en deux parties: la première comprenant la résidence principale et le fonds de terre attenant qui peut raisonnablement être considéré comme facilitant au contribuable l'usage et la jouissance de la résidence (voir les numéros 12 à 15 ci-dessus qui traitent des cas où ce fonds de terre est supérieure à 1/2 hectare) et l'autre comprenant le reste du fonds de terre, dont une partie ou l'ensemble est utilisé dans le cadre de l'entreprise agricole qu'il exploite. Selon cette méthode, une fraction raisonnable du produit de la disposition et une fraction raisonnable du prix de base rajusté sont attribuées aux deux parties du fonds de terre de façon à ce que l'on puisse déterminer un gain sur chaque partie du fonds de terre. La fraction du gain total qui se rapporte à la résidence principale (y compris le fonds de terre attenant) peut faire l'objet d'une réduction en vertu de l'alinéa 40(2)b), comme nous l'avons expliqué aux numéros 10 à 18 ci-dessus, tandis que tout gain se rapportant au reste du bien est imposable selon les règles habituelles. Dans l'exemple qui suit, nous supposons qu'un contribuable qui réside au Canada a vendu une ferme de 5 hectares sur laquelle était située sa résidence principale et que la superficie du fonds de terre qui peut raisonnablement être attribuée à sa résidence principale est de 1/2 hectare.

	Principal Residence	Farm Land	Total		Résidence principale	Fonds de terre agricole	Total
Proceeds of Disposition Land House Barn Silo	\$ 3,000 10,000	\$27,000 17,000 3,000	\$30,000 10,000 17,000 3,000	Produits de la disposition Fonds de terre Maison Grange Silo	3 000 \$ 10 000	27 000 \$ 17 000 3 000	30 000 \$ 10 000 17 000 3 000
	\$13,000	\$47,000	\$60,000		13 000 \$	47 000 \$	60 000 \$
Adjusted Cost Base Land House Barn Silo	\$ 2,000 7,000	\$18,000 13,000 2,000	\$20,000 7,000 13,000 2,000	Prix de base rajusté Fonds de terre Maison Grange Silo	2 000 \$ 7 000	18 000 \$ 13 000 \$ 2 000	20 000 \$ 7 000 13 000 2 000
	\$ 9,000	\$33,000	\$42,000		9 000 \$	33 000 \$	42 000 \$
Gain on Disposition Less: Reduction	\$ 4,000	\$14,000	\$18,000	Gain tiré de la disposition	4 000 \$	14 000 \$	18 000 \$
of Gain under Paragraph 40(2)(b) or subsection 40(6)	4,000		4,000	Moins: réduction du gain en vertu de l'alinéa 40(2)b) ou du paragraphe 40(6)	4 000		4 000
Capital Gain (one half is taxable)	NIL	\$14,000	\$14,000	Gain en capital (dont la moitié est imposable)	NÉANT	14 000 \$	14 000 \$

- 23. In the above example the number of hectares was used as the method to achieve a reasonable allocation of proceeds of land between principal residence and farm land. The Department will consider alternative methods of allocating proceeds if the taxpayer can demonstrate that the overall result is a more reasonable one than that derived by the method illustrated above.
- 24. Second Method The taxpayer may elect to compute the gain on the disposition of the farm land and principal residence without making any allocation of the proceeds or the adjusted cost base. This election must be made in accordance with Regulation 2300 which provides that a letter signed by the taxpayer be attached to the income tax return required to be filed for the year in which the disposition of the property took place. The letter should contain the following information:
 - (a) a statement that the taxpayer is electing under subparagraph 40(2)(c)(ii) of the Act;
 - (b) a description of the property sufficient to identify it with the property designated as the taxpayer's principal residence; and

- 23. Dans l'exemple ci-dessus, le nombre d'hectares a été utilisé comme méthode pour obtenir une répartition raisonnable du produit de la disposition de fonds de terre entre la résidence principale et l'entreprise agricole. Le Ministère acceptera de considérer d'autres méthodes de répartition du produit de la disposition si le contribuable peut démontrer que le résultat final est plus raisonnable que celui atteint par la méthode ci-dessus.
- 24. Deuxième méthode Le contribuable peut choisir de calculer le gain provenant de la disposition de son fonds de terre agricole et de sa résidence principale sans faire la répartition du produit ou du prix de base rajusté. Ce choix doit être exercé conformément à l'article 2300 du Règlement qui exige qu'une lettre portant la signature du contribuable soit jointe à la déclaration de revenu qu'il est tenu de produire pour l'année au cours de laquelle la disposition du bien a eu lieu. Cette lettre doit renfermer les renseignements suivants:
 - a) une réclamation stipulant que le contribuable exerce un choix du sous-alinéa 40(2)c)(ii) de la Loi;
 - b) une description suffisante de la propriété pour pouvoir reconnaître cette dernière comme la propriété désignée être sa résidence principale; et

- (c) a statement of the number of taxation years ending after the ''acquisition date'' for which the property was the taxpayer's principal residence and during which the taxpayer was resident in Canada. The term ''acquisition date'' has the meaning described in 16 above.
- 25. The gain referred to above on the disposition of the farm property may then be decreased by the aggregate of \$1,000 plus \$1,000 for each taxation year specified in 24(c) above. In the example in 22 above, assuming that the taxpayer had occupied the house as a principal residence from July 30, 1972 to June 30, 1977, the gain on the sale of the farm property would be determined as follows:

Proceeds of disposition	\$60,000
Adjusted cost base	42,000
Gain on Disposition	\$18,000
Less: Reduction of Gain	
under subparagraph 40(2)(c)(ii)	
$1,000 + (6 \times 1,000)$	7,000
Capital Gain (one half is taxable)	\$11,000

26. The exemption of \$1,000 per year is not reduced where a portion of the residence is used as a business property. However, the gain otherwise calculated on the business portion of the residence, or any capital cost allowance recovery thereon, cannot be reduced by the \$1,000 exemption.

Loss on Disposition

27. A residence which is used primarily for the personal use or enjoyment of a taxpayer or persons related to him, or an option to acquire a residence which would, if acquired, be so used, is "personal-use property". As such, a loss on the disposition thereof is deemed to be nil by virtue of subparagraph 40(2)(g)(iii).

Complete Change in Use - Principal Residence Converted to Income-Producing Property

- 28. When a residence is rented or used in a business and thus converted to an income-producing property, the tax-payer is deemed by paragraph 45(1)(a) to have disposed of the property at its fair market value. A gain on such deemed disposition may be reduced under paragraph 40(2)(b) or (c), as described previously. Paragraph 45(1)(a) also deems the taxpayer to have reacquired the property, both land and building, at that fair market value, and the taxpayer may thus claim capital cost allowance on the deemed reacquisition cost of the residence building.
- 29. Where, after 1971, a taxpayer commenced to use the residence for income-producing purposes, the taxpayer may elect under subsection 45(2) to be deemed not to have

- c) une déclaration du nombre d'années d'imposition se terminant après la «Date d'acquisition» pendant lesquelles le bien a été la résidence principale du contribuable et au cours desquelles il était résident du Canada: l'expression «date d'acquisition» a le sens qui lui est donné au numéro 16 ci-dessus.
- 25. Le gain susmentionné tiré de la disposition du bien agricole peut ensuite être réduit par le total formé de 1 000 \$, plus 1 000 \$ pour chaque année d'imposition indiquée en 24c) cidessus. Dans l'example du numéro 22 ci-dessus, en supposant que le contribuable ait occupé sa maison comme résidence principale du 30 juillet 1972 au 30 juin 1977, le gain qu'il aurait tiré de la vente du fonds de terre agricole serait établi comme suit:

Produit de la disposition	60 000 5
Prix de base rajusté	42 000
Gain tiré de la disposition	18 000
Moins: réduction du gain	
en vertu du sous-	
alinéa 40(2)c)(ii)	
$1\ 000\ \$ + (6 \times 1\ 000\ \$)$	7 000
Gain en capital (dont la moitié est	
imposable)	11 000 9

26. L'exemption de 1 000 \$ par année n'est pas réduite lorsqu'une partie de la résidence est utilisée comme installation commerciale; cependant on ne peut pas soustraite l'exemption de 1 000 \$ du gain calculé par ailleurs sur la partie commerciale de la résidence, ou de toute récupération de la déduction pour amortissement sur ce bien.

Perte à la disposition

27. Une résidence qui sert avant tout à l'usage ou à la jouissance personnelle d'un contribuable ou d'un parent, ou une option d'achat d'une résidence qui serait, une fois acquise, utilisée à ces fins, constitue «un bien à usage personnel». La perte résultant de la disposition de ce bien est réputée nulle en vertu du sous-alinéa 40(2)g)(iii).

Changement complet de l'usage — Résidence principale convertie en un bien produisant un revenu

- 28. Lorsqu'une résidence est louée ou utilisée dans le cadre d'une entreprise et, de cette façon, convertie en un bien produisant un revenu, le contribuable est réputé avoir disposé de ce bien à sa juste valeur marchande en vertu de l'alinéa 45(1)a). Le gain découlant de cette disposition présumée peut être réduit en vertu de l'alinéa 40(2)b) ou c), comme il a été expliqué auparavant. En vertu de l'alinéa 45(1)a), le contribuable est également réputé avoir acquis de nouveau le bien, soit le fonds de terre et le bâtiment, à sa juste valeur marchande, et il peut donc demander la déduction pour amortissement sur le coût de réacquisition présumée du bâtiment.
- 29. Si, après 1971, le contribuable a commencé à utiliser sa résidence dans le but de lui faire produire un revenu, il peut choisir en vertu du paragraphe 45(2) d'être réputé ne pas avoir

commenced to use the property for the purpose of producing income, and where such election is made there is no deemed disposition and reacquisition. Where an election previously made is rescinded, a deemed disposition at fair market value occurs on the first day of the year in which the election is rescinded.

- 30. Where prior to 1972, a residence was ordinarily inhabited by a taxpayer who had subsequently, but before 1972, commenced to use the property for income-producing purposes, if the taxpayer elects pursuant to section 26.1 of the ITAR in the return of income for 1974 or 1975, the change of use is deemed to have occurred on January 1, 1972, and the taxpayer is deemed to have elected under subsection 45(2) in respect thereof in the return of income for 1972. Where a taxpayer so elects under ITAR 26.1, no capital cost allowance may be claimed in respect of the property for 1974 and subsequent taxation years while the election remains in force. When the taxpayer ultimately disposes, or is deemed to dispose, of the property, all capital cost allowance previously claimed on it remains subject to recapture.
- 31. Subsection 45(2) provides that an election must be filed in a taxpayer's return of income for the year in which the change of use occurred. The proper method for filing such an election is to include in the return a letter signed by the taxpayer describing the property in respect of which the election is being made and stating a desire to elect under subsection 45(2) of the Act in respect of that property. Where an election is rescinded in a particular year the taxpayer should give notice in a similar manner in the return for that year. Where a taxpayer intended to elect under subsection 45(2) but failed to do so at the time of filing the return of income for the year in which the change of use occurred, the Department will ordinarily accept as a valid election a letter from the taxpayer to the effect that an election is desired, provided that the taxpayer has not claimed any capital cost allowance on the property subsequent to the change in use.
- 32. During the years when an election is in force, the owner may designate the residence to be a principal residence, but not for more than four years (except where section 54.1 applies as discussed in the following paragraph), even though the property was not "ordinarily inhabited" during those years. This rule applies, for example, to a taxpayer who moves out of a residence with the intention of returning to it at a later date and in the meantime uses it for the purpose of earning rental income. In these cases, the taxpayer must be resident, or deemed to be resident, in Canada during the years the property was rented for the designation of the property as a principal residence to be of full benefit (see formula in paragraph 16 above). During the period covered by the election under subsection 45(2), all income (net of applicable expense except capital cost allowance) is subject to tax. The Department's view is that a taxpayer, who has elected under subsection 45(2) in respect of a property which was

- commencé à utiliser son bien dans le but de lui faire produire un revenu et s'il fait ce choix, il n'y a pas de disposition présumée, ni de nouvelle acquisition présumée. Si le contribuable revient sur son choix, une disposition présumée du bien à sa juste valeur marchande a lieu le premier jour de l'année où le choix est annulé.
- 30. Si, avant 1972, une résidence était normalement habitée par un particulier qui, par la suite, mais avant 1972, a commencé à utiliser la propriété aux fins de lui faire produire un revenu, et si le particulier a exercé un choix dans sa déclaration de 1974 ou de 1975, conformément à l'article 26.1 des RAIR, le changement dans l'usage est réputé avoir eu lieu le 1er janvier 1972 et le particulier est réputé avoir exercé un choix en vertu du paragraphe 45(2) à l'égard de ce changement dans sa déclaration de 1972. Si un particulier exerce ce choix, aucune déduction pour amortissement ne peut être demandée à l'égard du bien pour les années d'imposition 1974 et suivantes, pendant que le choix demeure en vigueur. Si, en fin de compte, le particulier dispose ou est réputé avoir disposé du bien, toute déduction pour amortissement demandée auparavant à l'égard de ce bien demeure assujettie à une récupération.
- 31. Le paragraphe 45(2) exige que le choix soit présenté dans la déclaration de revenu que le contribuable produit pour l'année où le changement dans l'usage s'est produit. Pour présenter ce choix, le contribuable doit inclure dans sa déclaration une lettre signée par lui, décrivant le bien visé par le choix et indiquant qu'il exerce un choix en vertu du paragraphe 45(2) de la Loi à l'égard de ce bien. Si le contribuable annule son choix dans une année donnée, il doit le mentionner de la même manière dans sa déclaration de cette année-là. Si un contribuable avait l'intention d'exercer un choix en vertu du paragraphe 45(2), mais ne l'a pas fait au moment de produire sa déclaration de revenu pour l'année où le changement dans l'usage s'est produit, le Ministère considère habituellement comme valable un choix présenté sous forme de lettre dans laquelle le contribuable indique qu'il désire exercer le choix en question, à la condition que celui-ci n'ait pas demandé de déduction pour amortissement à l'égard de ce bien après le changement dans l'usage.
- 32. Au cours des années pendant lesquelles un choix est en vigueur, le propriétaire peut désigner la résidence comme sa résidence principale, mais seulement pour une période maximale de quatre ans, (sauf si l'article 54.1 s'applique comme il est expliqué au numéro suivant), même s'il n'a pas «normalement habité» cette résidence durant ces années. Cette règle s'applique, par exemple, à un particulier qui quitte sa résidence dans l'intention d'y retourner plus tard et qui, pendant ce temps, en tire un revenu de location. En pareil cas, le particulier doit être un résident ou réputé être un résident du Canada durant les années où le bien est loué pour que la désignation du bien comme résidence principale lui soit pleinement avantageuse (voir la formule indiquée au numéro 16 ci-dessus). Au cours de la période visée par le choix exercé en vertu du paragraphe 45(2), tout revenu (moins les dépenses afférentes, sauf la déduction pour amortissement) est assujetti à l'impôt. Le Ministère considère qu'un contribuable, qui a exercé un choix en vertu du paragraphe 45(2) à l'égard d'un bien qui était sa

the taxpayer's principal residence, has rescinded that election on the first day of the taxation year in which capital cost allowance is claimed in respect of the property.

- 33. Section 54.1 removes the four-year limitation referred to in the preceding paragraph for taxation years which are covered by the election under subsection 45(2) and during which the taxpayer does not ordinarily inhabit the property as a consequence of the relocation of the taxpayer's or the spouse's place of employment, provided that
 - (a) the employer is not related to the taxpayer or the taxpayer's spouse,
 - (b) the property is at least 40 kilometres farther from the taxpayer's, or the spouse's, new work location than is the subsequent place or places of residence, and
 - (c) the taxpayer resumes ordinary habitation of the property, during the term of the taxpayer's, or the spouse's, employment by that same employer or before the end of the taxation year following the year in which such employment terminates, or the taxpayer dies during the term of such employment.

Two corporations that are members of the same corporate group, or are otherwise related, are not considered to be the "same employer".

Income-Producing Property Converted to Principal Residence

34. When an income-producing property is converted to a principal residence and an election under subsection 45(2) is not in force in respect of the property (see 29 above), there is a deemed disposition and reacquisition of the property at fair market value at that time. Any gain on the deemed disposition of the income-producing property is subject to tax according to the rules relating to the disposition of capital property and to the recapture of capital cost allowance. The right to elect under subsection 45(2) does not apply to the conversion of an income-producing property to a non-income-producing property.

Partial Change in Use

35. Partial change in use of a taxpayer's principal residence will be dealt with administratively in accordance with the comments in 36 to 39 below.

No Structural Changes to Residence

36. In some cases, the business or rental use of a principal residence will be ancillary to the main use of the residence, such as the rental of one or two rooms to boarders, the use of a room for the care of children or for an office or a work area, etc. In these cases, provided that the taxpayer has set aside and used one or more rooms of the principal residence solely for the purpose of earning income, the taxpayer may claim a reasonable portion of expenditures for maintenance of the residence. Provided that the tax-

résidence principale, a annulé ce choix le premier jour de l'année d'imposition dans laquelle il demande la déduction pour amortissement à l'égard de ce bien.

13

- 33. L'article 54.1 supprime la restriction de quatre ans mentionnée au numéro précédent dans le cas des années d'imposition visées par le choix exercé en vertu du paragraphe 45(2) et durant lesquelles le particulier n'habite pas normalement la résidence en raison du changement du lieu de son emploi ou du lieu d'emploi de son conjoint, à condition:
 - a) que l'employeur ne soit pas lié au particulier ou à son conjoint
 - b) que le bien soit situé au moins à 40 kilomètres plus loin de son nouveau lieu de travail ou du nouveau lieu de travail de son conjoint que sa ou ses résidences subséquentes, et
 - c) que le particulier recommence à habiter normalement cette résidence pendant la durée de son emploi ou de l'emploi de son conjoint chez ce même employeur ou avant la fin de l'année d'imposition qui suit celle où se termine cet emploi, ou qu'il meurt pendant la durée de son emploi chez cet employeur.

Deux corporations qui sont membres d'un même groupe constitué en corporation ou qui sont autrement reliées ne sont pas considérées comme étant le «même employeur».

Bien produisant un revenu converti en résidence principale

34. Lorsqu'un bien produisant un revenu est converti en résidence principale et qu'aucun choix en vertu du paragraphe 45(2) n'est en vigueur à l'égard du bien (voir le numéro 29 ci-dessus), une disposition présumée et une nouvelle acquisition du bien à sa juste valeur marchande ont lieu à cette date-là. Tout gain tiré de la disposition présumée du bien produisant un revenu est assujetti à l'impôt conformément aux règles concernant la disposition des biens en immobilisations et la récupération de la déduction pour amortissement. Le droit au choix en vertu du paragraphe 45(2) ne s'applique pas à la conversion d'un bien produisant un revenu en un bien ne produisant pas de revenu.

Changements partiels dans l'usage

35. Les changements partiels dans l'usage de la résidence principale d'un contribuable sont assujettis aux mesures administratives habituelles, conformément aux observations énoncées dans les numéros 36 à 39 ci-dessous.

Aucun changement dans la structure de la résidence

36. Dans certains cas, l'utilisation commerciale ou locative d'une résidence principale est liée à l'usage principal de la résidence, par exemple la location d'une ou de deux chambres à des pensionnaires, l'utilisation d'une pièce pour la garde d'enfants ou pour un bureau, ou encore pour un espace de travail, etc. Dans ces cas, pourvu que le contribuable ait réservé et utilisé une ou plusieurs pièces de sa résidence principale uniquement dans le but de gagner un revenu, il peut demander la déduction d'une fraction raisonnable des dépenses engagées

payer does not claim capital cost allowance on any portion of the residence, it is the Department's view that a change in use of the property has not occurred and that the entire residence maintains its nature as a principal residence assuming it so qualifies otherwise.

- 37. A taxpayer who qualifies under 36 above, except that the taxpayer claimed capital cost allowance on part of the residence prior to 1972, may claim the entire residence as a principal residence for 1972 and subsequent years, provided that no capital cost allowance was claimed after 1971 and as long as the residence meets all other tests. Any capital cost allowance claimed prior to 1972 is subject to the usual recapture provisions at the time of the disposition or deemed disposition of the residence.
- 38. In the event that a taxpayer wishes to claim capital cost allowance on the area used solely for the purpose of earning income, a change in use of the property is considered to have taken place in the year that one or more rooms are converted to business or rental use and that portion of the property is deemed to have been disposed of at its fair market value at that time. In these cases paragraph 45(1)(c) would be applied to compute the deemed proceeds of the income-producing portion as follows:

Amount of use made for income-producing purposes Amount of total use made of the property

Fair market value

× of the principal residence at that time

The basis for determining the amount of use made for income-producing purposes is generally the number of rooms or square metres used for such purposes. However, where some other method produces a more reasonable result, that method is acceptable. Where the residence qualified as a principal residence during the years up to the time of its partial conversion to business use, any gain that occurred to that date is exempt from tax by virtue of paragraph 40(2)(b). At the time of the partial conversion to business use, it is necessary to establish the value of the business portion of the property upon which capital cost allowance may be based. At such time as the residence is sold or the room or rooms are converted back to personal use, any gain attributable to the room or rooms during the period of their business use is subject to tax as a capital gain in the usual manner. In addition, any recapture of capital cost allowance is subject to tax in the year the conversion or sale occurred.

Structural Changes in Residence

39. In other cases, the business or rental use of a principal residence will be substantial and of a more permanent nature, such as the conversion of the front half of a house

pour l'entretien de la résidence. S'il ne demande pas de déduction pour amortissement sur une partie quelconque de la résidence, le Ministère considère qu'il ne s'est produit aucun changement dans l'usage du bien et que la résidence entière peut conserver son statut de résidence principale, pourvu qu'elle y soit admise par ailleurs.

- 37. Un contribuable qui satisfait aux conditions énoncées au numéro 36 ci-dessus si ce n'est qu'il a demandé une déduction pour amortissement à l'égard d'une partie de sa résidence avant 1972, peut demander une déduction pour toute la résidence comme résidence principale pour 1972 et les années subséquentes, pourvu qu'il n'ait pas demandé de déduction pour amortissement après 1971 et que toutes les autres conditions soient respectées. Toute déduction pour amortissement demandée avant 1972 est assujettie aux dispositions relatives à la récupération à la date de la disposition ou de la disposition présumée de la résidence.
- 38. Si le contribuable désire demander une déduction pour amortissement à l'égard de l'espace utilisé uniquement aux fins de gagner un revenu, on considère qu'il y a eu un changement dans l'usage du bien au cours de l'année pendant laquelle une ou plusieurs pièces ont été converties à un usage commercial ou locatif et cette fraction du bien est réputée avoir fait l'objet d'une disposition à sa juste valeur marchande à cette date-là. Dans ce cas, l'alinéa 45(1)c) s'applique au calcul du produit de la disposition présumée de la fraction du bien produisant un revenu comme suit:

Valeur de l'usage aux fins de produire un revenu Valeur de l'usage total du bien

La juste valeur

× marchande de la
résidence principale à cette date

La valeur de l'usage consacré à la production d'un revenu est généralement établie d'après le nombre de pièces ou la surface en mètres carrés consacré à cette fin. Cependant, toute autre méthode qui donnerait un résultat plus raisonnable serait acceptée. Si la résidence était admise comme résidence principale dans les années précédant la date où elle a été partiellement convertie à un usage commercial, tout gain réalisé jusqu'à cette date est exempté de l'impôt en vertu de l'alinéa 40(2)b). Au moment de la conversion partielle à un usage commercial, il faut établir la valeur de la partie du bien utilisée commercialement et selon laquelle on pourra calculer la déduction pour amortissement. Au moment où la résidence est vendue ou au moment où la ou les pièces sont converties de nouveau à un usage personnel, tout gain tiré des pièces pendant qu'elles étaient utilisées commercialement est assujetti à l'impôt à titre de gain en capital, de la façon habituelle. De plus, une récupération de la déduction pour amortissement est assujettie à l'impôt dans l'année où la conversion ou la vente a eu lieu.

Changements dans la structure de la résidence

39. Dans d'autres cas, l'utilisation commerciale ou locative d'une résidence principale est de nature plus importante et permanente, comme dans le cas de la conversion de l'avant

to a store, the conversion of a portion of a house into a self-contained domestic establishment for earning rental income (a duplex, triplex, etc.) and alterations to a residence to accommodate separate business premises, etc. In these cases, a taxpayer will be allowed to claim the proportionate share of maintenance costs as well as capital cost allowance on the area used for income-producing purposes. Regardless of whether or not capital cost allowance is claimed in these cases, it is the Department's view that the nature of such property has changed and that a partial change in use has occurred within the meaning of paragraph 45(1)(c) (see 38 above for method of determining the amount of use made for income-producing purposes). In these cases, any increase in the value of an area of the residence while used for income-producing purposes will be a capital gain subject to tax in the usual manner. The remainder of the residence will be eligible for principal residence status if the taxpayer so designates that portion of the property.

Principal Residence Outside Canada

40. As indicated in 2 above, it is possible for a residence outside Canada to qualify as a principal residence. Whether or not a particular residence so qualifies will depend on the facts of each case. Where a taxpayer owns a residence outside Canada at a time when the taxpayer becomes resident in Canada, the provisions of subsection 48(3) normally apply to deem the taxpayer to have acquired the residence at that time at its fair market value. If, prior to becoming resident in Canada, the taxpayer has rented the residence to a tenant, the property will not qualify as a principal residence. On the other hand, if the property was not rented until after the taxpaver became resident in Canada, it could qualify but only if the taxpayer, the taxpayer's spouse or child ordinarily inhabited it after the taxpayer became a resident, and the other provisions of the law are met.

Non-Resident Owner

41. A non-resident individual who owns a residence in Canada may designate it as the principal residence for any taxation year in which the residence was ordinarily inhabited by the non-resident (or by any other person described in 3(c) above) or for certain taxation years in respect of which an election under subsection 45(2) is in force, provided that the residence meets the other requirements of paragraph 54(g). However, it should be noted that while a residence may be designated as a principal residence for a particular year, the principal residence exemption provided by paragraphs 40(2)(b) and (c) is limited by reference to the number of taxation years ending after the acquisition date (as defined in 16 above) and during which the taxpayer was resident in Canada. Therefore, while a continuing resident of Canada may be able to benefit fully from designating a residence as the principal residence throughout the period while it is rented (up to four years or for a longer period where section 54.1 applies), in the case of a non-resident the exemption will be limited to those years in which the non-resident was at

d'une maison en un magasin, de la conversion d'une partie de maison en établissement domestique autonome en vue de gagner un revenu de location (duplex, triplex, etc.) et de modifications apportées à une résidence afin d'aménager des installations commerciales distinctes, etc. Dans ces cas, on permet au contribuable de demander une fraction proportionnelle des frais d'entretien, ainsi qu'une déduction pour amortissement à l'égard de l'espace utilisé en vue de produire un revenu. Ou'une déduction pour amortissement soit demandée ou non, le Ministère considère que la nature du bien a été modifiée et qu'un changement partiel dans l'usage a eu lieu selon le sens de l'alinéa 45(1)c) (voir au numéro 38 ci-dessus la méthode à suivre pour établir la valeur de l'usage consacré aux fins de produire un revenu). Dans ces cas toute augmentation, pendant cet usage, de la valeur de l'espace qui, dans la résidence, sert à produire un revenu, est considérée comme un gain en capital assujetti à l'impôt de la façon habituelle. Le reste de la résidence est admis comme résidence principale si le contribuable désigne cette partie du bien comme telle.

Résidence principale à l'extérieur du Canada

40. Comme il est mentionné au numéro 2 ci-dessus, il est possible qu'une résidence à l'extérieur du Canada soit admise comme résidence principale. Pour déterminer si une résidence donnée est admissible, il faut examiner les faits de chaque cas. Si un particulier possède une résidence à l'extérieur du Canada à la date où il devient résident du Canada, les dispositions du paragraphe 48(3) s'appliquent ordinairement et il est réputé avoir acquis la résidence à cette date à sa juste valeur marchande. Si, avant de devenir résident du Canada, le contribuable a loué la résidence à un locataire, le bien ne peut pas être admis comme résidence principale. D'autre part, si le bien n'a pas été loué avant que le contribuable ne devienne résident du Canada il pourrait être admissible, mais seulement si le contribuable, son conjoint ou son enfant l'ont habité normalement après que le contribuable est devenu un résident et si les autres dispositions de la loi sont respectées.

Propriétaire non résidant

41. Un particulier non résidant qui possède une résidence au Canada peut la désigner comme sa résidence principale pour toute année d'imposition où la résidence a été habitée normalement par lui (ou par toute autre personne mentionnée au numéro 3c) ci-dessus) ou pour certaines années d'imposition à l'égard desquelles un choix en vertu du paragraphe 45(2) est en vigueur, pourvu que la résidence satisfasse aux autres exigences de l'alinéa 54g). Cependant, il faut souligner que, même si une résidence peut être désignée comme résidence principale pour une année donnée, l'exemption de résidence principale prévue par les alinéas 40(2)b) et c) est limitée au nombre d'années d'imposition se terminant après la date d'acquisition (selon la définition du numéro 16 ci-dessus) et au cours desquelles le contribuable était résident du Canada. Par conséquent, même si un résident permanent du Canada peut profiter pleinement de la désignation d'une résidence comme sa résidence principale pendant la période où elle est louée (jusqu'à quatre années ou pour une période plus longue si l'article 54.1 s'applique), dans le cas d'un non-résident, l'exemption est limitée aux années où il était à une date quelconque résident du Canada, plus l'année

some time resident in Canada plus the extra year provided by the "one plus" factor in subparagraph 40(2)(b)(i) or the extra \$1,000 exemption provided by the "\$1,000 plus" factor in clause 40(2)(c)(ii)(A). However, notwithstanding these limitations, an election under subsection 45(2) may, in and by itself, be to the advantage of such a taxpayer since under that provision the taxpayer is deemed not to have commenced to use the property for the purpose of gaining or producing income. As a consequence the non-resident who so elects does not become liable, at the time of a change in use, for tax on any capital gain which might otherwise arise as a result of the deemed disposition provisions in paragraph 45(1)(a) (see 29 to 32 above).

42. Where a non-resident has rented the principal residence in Canada and elected under subsection 45(2) in respect of that residence, no deduction for capital cost allowance may be made in respect of the residence for purposes of section 216 (see IT-393 for further discussion of section 216).

Disposition of a Principal Residence by a Non-Resident Owner

43. Where a non-resident person wishes to obtain a certificate in accordance with section 116 of the Act in respect of a proposed disposition of a residence, a payment of 25% of the amount specified in paragraph 116(2)(a) or the furnishment of security acceptable to the Department must be made before the certificate will be issued. In cases where some part, or all, of the gain on disposition of the residence will be exempt from tax by virtue of paragraph 40(2)(b) or (c), the Department will accept, as security under paragraph 116(2)(b), a letter signed by the taxpayer containing a calculation of the expected amount of any capital gain on the disposition (after taking into consideration any reduction under paragraph 40(2)(b) or (c)). This letter should be attached to form T2062, "Notice by a Non-Resident of Canada Concerning Disposition or Proposed Disposition of Canadian Property", which is available at District Taxation Offices for use by non-residents proposing to dispose of taxable Canadian property. A payment to the Receiver General of Canada of 25% of the amount (if any) of the above capital gain as or on account of tax for the year must be forwarded with the letter. See Information Circular 72-17R2 for further information concerning Section 116.

supplémentaire prévue par l'élément «un plus» du sous-alinéa 40(2)b)(i) ou de l'exemption supplémentaire de 1000 \$ prévue par l'élément «1000 \$ plus» dans la disposition 40(2)c)(ii)(A). Cependant, nonobstant ces limites, un choix en vertu du paragraphe 45(2) peut, en soi, être avantageux pour ce contribuable puisque, en vertu de ce paragraphe, il est réputé ne pas avoir commencé à utiliser le bien aux fins de tirer un revenu ou de lui faire produire un revenu. En conséquence, le non-résident qui fait ce choix ne devient pas assujetti, à la date du changement d'usage, à l'impôt sur un gain en capital qui pourrait par ailleurs être réalisé à la suite de la disposition présumée en vertu de l'alinéa 45(1)a). (Voir les numéros 29 à 32 ci-dessus).

42. Il faut souligner que si un non-résident a loué sa résidence principale au Canada et a exercé un choix en vertu du paragraphe 45(2) à l'égard de cette résidence, il ne peut pas demander la déduction pour amortissement à l'égard de la résidence aux fins de l'article 216. (Voir IT-393 pour des explications supplémentaires de l'article 216.)

Disposition d'une résidence principale par un propriétaire non résidant

43. Lorsqu'un non-résident désire obtenir un certificat conformément à l'article 116 de la Loi à l'égard de la disposition prévue d'une résidence, il est tenu de verser 25% du montant indiqué à l'alinéa 116(2)a) ou de fournir au Ministère une garantie acceptable avant que le certificat soit délivré. Dans le cas où une partie ou la totalité du gain tiré de la disposition de la résidence du contribuable est exemptée de l'impôt en vertu de l'alinéa 40(2)b) ou c), le Ministère accepte, comme garantie en vertu de l'alinéa 116(2)b), une lettre portant la signature du contribuable en faisant état d'un calcul du montant prévu de tout gain en capital tiré de la disposition (en tenant compte de toute réduction possible en vertu de l'alinéa 40(2)b) ou c)). La lettre susmentionnée doit être jointe à la formule T2062, «Avis par un non-résident du Canada de la disposition ou de la disposition éventuelle de biens canadiens» qu'on peut se procurer dans les bureaux de district d'impôt et qui est réservée à l'usage des non-résidents qui se proposent de disposer de biens canadiens imposables. Avec cette lettre, il faut envoyer au Receveur général du Canada un paiement représentant 25% du montant (si montant il y a) du gain en capital susmentionné à valoir sur un impôt ou au titre d'un impôt pour l'année. Voir la Circulaire d'information 72-17R2 pour de plus amples renseignements concernant l'article 116.

INTERPRETATION

BULLETIN

34

SUBJECT:

21 M 61

INCOME TAX ACT

Election to Capitalize Cost of Borrowed

Money

SERIAL NO: IT-121R

DATE: March 1, 1976

REFERENCE: Section 21 (also paragraphs 20(1)(c), (d)

and (e), sections 66, 66.1 and 66.2 and

Income Tax Regulations Part XL)

OBJET:

LOI DE L'IMPÔT SUR LE REVENU

Choix de capitaliser le coût d'emprunts

Nº DE SÉRIE: IT-121R

DATE: le 1er mars 1976

RENVOL

Article 21 (aussi alinéas 20(1)c), d) et e); articles 66, 66.1 et 66.2; Partie XL des Règlements de

l'impôt sur le revenu)

This bulletin replaces and cancels Interpretation Bulletin No IT-121 dated September 14, 1973.

Depreciable Property

1. Subsections 21(1) and (3) allow a taxpayer to elect to capitalize the cost of money borrowed for the purpose of acquiring depreciable property. Depreciable property is property in respect of which the taxpayer is entitled to deduct capital cost allowance in the year, whether or not he actually claims such a deduction.

- 2. Where a taxpayer has used borrowed money to acquire depreciable property or owes money on depreciable property acquired by him, he may make an election under subsection 21(1) in respect of the cost of such money, borrowed or owing, as would otherwise be deductible under paragraphs 20(1)(c), (d) and (e) in determining his income for the year of acquisition and the three immediately preceding taxation years. This election need not be made for all the depreciable property acquired during the year, i.e., it may be made for one or more of the depreciable properties acquired in the year. Similarly, it may be made for either a portion or all of the costs of the money borrowed or owing for the acquisition, i.e., part of the costs may be capitalized and the remainder deducted under paragraphs 20(1)(c),(d) or (e).
- 3. Where an election under subsection 21(1) is made in respect of preceding taxation years, subsection 21(5) requires the Minister to make such reassessments of the tax, interest or penalties as are necessary, notwithstanding the four-year limitation that may otherwise be imposed by paragraph 152(4)(b).
- 4. Provided an election under subsection 21(1) (whether on all or only a portion of the costs of the borrowed money) is made for the taxation year in which the depreciable property was acquired, elections for subsequent years may be made under subsection 21(3). An election under subsection 21(3) may also be made in respect of all or only a portion of the costs of borrowing money in respect of that depreciable property. However, where an election under subsection 21(1) is made in the year of acquisition of the property and in any subsequent year either no election is made under subsection 21(3), or one is made but not for the

Ce bulleon annule et remplace le bulletin d'interprétation IT-121 du 14 septembre 1973.

Biens amortissables

Les paragraphes 21(1) et (3) donnent aux contribuables le coût d'emprunts destinés à acquérir des biens amortissables. Ces derniers sont des biens à l'égard desquels le contribuable a droit à une déduction pour amortissement dans l'année, peu importe qu'il réclame ou non la déduction.

- 2. Le contribuable qui s'est servi d'argent emprunté pour acquérir des biens amortissables ou qui doit de l'argent sur des biens amortissables qu'il a acquis, peut exercer un choix en vertu du paragraphe 21(1) à l'égard du coût de cet argent qui serait autrement déductible en vertu des alinéas 20(1)c), d) et e) dans le calcul de son revenu pour l'année de l'acquisition et les trois années précédentes. Il n'est pas nécessaire que ce choix porte sur tous les biens amortissables acquis durant l'année: il peut porter sur un ou plusieurs de ces biens. De même, il peut porter sur une fraction ou sur la totalité du coût de l'argent emprunté ou dû ayant servi à l'acquisition, c.-à-d. qu'une partie du coût peut être capitalisée et le reste déduit en vertu des alinéas 20(1)c), d) ou e).
- 3. Lorsqu'un choix exercé en vertu du paragraphe 21(1) porte sur des années d'imposition précédentes, le paragraphe 21(5) exige que le Ministre établisse les nouvelles cotisations d'impôt, d'intérêt ou de pénalité nécessaires dans les circonstances, nonobstant la limite de quatre ans qui peut être imposée par ailleurs par l'alinéa 152(4)b).
- 4. Pourvu qu'un choix soit exercé en vertu du paragraphe 21(1) (soit sur la totalité, soit sur une fraction du coût de l'argent emprunté) pour l'année d'imposition durant laquelle le bien amortissable a été acquis, il est permis d'exercer pour les années suivantes des choix en vertu du paragraphe 21(3). Le choix exercé en vertu du paragraphe 21(3) peut porter soit sur la totalité, soit sur une fraction du coût de l'argent emprunté à l'égard du bien amortissable. Toutefois, il n'est plus possible d'exercer de choix à l'égard du coût d'un emprunt relatif à un bien amortissable si les circonstances suivantes existent: un choix a été exercé en vertu du paragraphe 21(1) dans l'année de

total amount of the costs incurred in that year in respect of the borrowings used to acquire the depreciable property, no further election may be made in respect of the cost of borrowing related to that depreciable property.

- 5. When a valid election is made under subsection 21(1) or (3) the amount specified therein is added to the capital cost of the depreciable property instead of being deducted as an expense in the relevant year. As such, the amount may be written off annually as capital cost allowance under paragraph 20(1)(a) and is subject to potential recapture under subsection 13(1) in the event of subsequent dispositions.
- 6. "Cost of borrowed money" for the purposes of section 21 includes interest and compound interest, as referred to in paragraphs 20(1)(c) and (d), pursuant to an obligation to pay such interest on money borrowed to acquire the depreciable property or on an amount still owing on such property under a purchase agreement. It may also include expenses of borrowing money, as referred to in paragraph 20(1)(e). Stand-by charges and commitment fees may also qualify as a cost of borrowed money, but commissions paid to brokers or underwriters and discounts on securities are not included. It is the gross amount of the relevant cost of borrowed money otherwise deductible by the taxpayer in the year pursuant to paragraphs 20(1)(c), (d) and (e), without any reduction in respect of income he may have earned in the year from a temporary investment of the borrowed money, that is eligible for election under section 21.
- 7. When considering whether the cost of borrowed money qualifies under subsections 21(1) and (3), subsection 20(3) is applicable where that borrowed money has been used to repay money previously borrowed. For this purpose, it is necessary to ascertain the use that was made of the money that has been repaid or, if that use changed, the last use made of it. Furthermore, if there is later a change in the use made of the subsequent borrowing, that change also will be taken into account to determine whether the borrowing qualifies for the purposes of this paragraph.
- 8. An election under section 21 must be made not later than the last day on which the taxpayer is required to file his return for the year. To make an election, the following documents in duplicate should be attached to the taxpayer's income tax return for the year for which the election is being made:
 - (a) a letter stating under which subsection he is electing and specifying each amount in respect of which the election is being made;
 - (b) if the taxpayer is a corporation, a certified copy of the directors' resolution authorizing the election.

- l'acquisition du bien et, dans une année postérieure quelconque, ou bien aucun choix n'a été exercé en vertu du paragraphe 21(3) ou bien le choix exercé n'a pas porté sur le montant total du coût supporté cette année-là à l'égard des emprunts utilisés pour acquérir le bien amortissable.
- 5. Dans le cas d'un choix valide en vertu du paragraphe 21(1) ou (3), le montant qui y est mentionné s'ajoute au coût en capital du bien amortissable au lieu d'être déduit au titre de dépense dans l'année pertinente. Ce montant peut donc être amorti annuellement au titre de déduction pour amortissement en vertu de l'alinéa 20(1)a) et il est possible qu'il soit récupéré en vertu du paragraphe 13(1) advenant des dispositions subséquentes.
- 6. Aux fins de l'article 21, "coût des emprunts" comprend les intérêts et les intérêts composés (comme il est mentionné aux alinéas 20(1)c) et d)) que le contribuable s'est engagé à payer sur l'argent emprunté pour acquérir le bien amortissable ou sur la somme due sur le bien en vertu d'un contrat d'achat. Cela peut aussi comprendre les frais d'emprunt dont il est question à l'alinéa 20(1)e). Les frais de réserve et les droits d'engagement peuvent aussi être inclus dans le coût d'emprunt, mais pas les commissions de courtiers ou de souscripteurs ni les escomptes sur les titres. Le montant sur lequel peut porter le choix de l'article 21 est le montant brut du coût de l'emprunt pertinent autrement déductible par le contribuable dans l'année en vertu des alinéas 20(1)c), d) et e), sans rien retrancher pour tenir compte du revenu que le contribuable a pu retirer dans l'année du placement temporaire de l'argent emprunté.
- 7. Lorsqu'il s'agit de déterminer si le coût de l'argent emprunté satisfait aux exigences des paragraphes 21(1) et (3), le paragraphe 20(3) s'applique dans le cas où il a été établi que l'argent a été utilisé pour rembourser de l'argent antérieurement emprunté. A cette fin, il est nécessaire de déterminer l'usage qui a été fait de l'argent qui a été remboursé ou, si cet usage a changé, le dernier usage qui en a été fait. En outre, s'il y a un changement de l'usage fait de l'emprunt subséquent, il faudra aussi tenir compte de ce changement pour établir si l'emprunt est admissible aux fins du présent alinéa.
- 8. Le choix prévu à l'article 21 doit être exercé au plus tard le dernier jour accordé au contribuable pour produire sa déclaration pour l'année. Le choix s'exerce en joignant les documents suivants, en deux exemplaires, à la déclaration d'impôt sur le revenu du contribuable pour l'année visée par le choix:
 - a) une lettre précisant en vertu de quel paragraphe le choix est effectué et spécifiant chaque montant à l'égard duquel le choix est exercé;
 - b) si le contribuable est une corporation, une copie certifiée de la résolution des administrateurs autorisant le choix.

IT-121R 3

- 9. To make an election under subsection 21(1) or (3) in respect of the cost of borrowing money used to acquire a particular depreciable property it is necessary that that depreciable property be on hand at the end of the taxation year for which the election is being contemplated.
- 10. Upon the winding-up of a wholly owned subsidiary pursuant to section 88, for purposes of section 21 the parent company is considered to have "acquired the property" distributed by the subsidiary. Thus, if the subsidiary borrowed money to acquire the property and the debt is still outstanding at the time of winding-up, the parent company could make an election pursuant to subsection 21(1) in respect of the costs incurred by it during the year in which the depreciable property was "acquired".
- 11. Similarly, where a statutory amalgamation under section 87 takes place, the new company is considered to have "acquired property" in the year of amalgamation and could make an election under subsection 21(1) with respect to the cost of money borrowed by the predecessor companies and used to acquire the depreciable property.
- 12. Where the construction of a depreciable property is in progress at the end of a taxpayer's taxation year, an acquisition of depreciable property is considered to have taken place during that taxation year to the extent that the title to the work in progress has passed to the taxpayer at the end of his taxation year, even though, when construction is completed, there will only be one depreciable property.

Exploration or Development Expenses

- 13. Subsections 21(2) and (4) allow a taxpayer to make elections in respect of an amount paid on borrowed money which he has used for the purpose of exploration or development or the acquisition of a resource property. The principles followed in subsections 21(2) and (4) are basically the same as those in subsections 21(1) and (3), respectively, apart from the fact that the amount is deemed, as a result of such an election, to be a Canadian exploration and development expense, foreign exploration and development expense, Canadian exploration expense or Canadian development expense incurred by the taxpayer in the year for which the particular election is made and, as such, is deductible under the provisions of sections 66, 66.1 or 66.2.
- 14. Subject to the foregoing paragraph, the comments above in respect of subsections 21(1) and (3) apply also in respect of subsections 21(2) and (4).

GENERAL REMARKS

15. There is also, in each of subsections 21(1) to (4), a reference to an amount deductible in computing the taxpayer's income "(other than exempt income)". In the event that a taxpayer has incurred an expense in respect of

9. Pour qu'un contribuable puisse, en vertu du paragraphe 21(1) ou (3), exercer un choix à l'égard du coût de l'argent emprunté pour acquérir un bien amortissable donné, il faut qu'il possède ce bien amortissable à la fin de l'année d'imposition pour laquelle le choix est envisagé.

- 10. A la liquidation d'une filiale possédée en propriété exclusive en vertu de l'article 88, la compagnie mère est considérée, pour les fins de l'article 21, comme ayant "acquis les biens" distribués par la filiale. Par conséquent, si la filiale avait emprunté de l'argent pour acquérir les biens et que la dette soit encore en souffrance au moment de la liquidation, la compagnie mère pourrait, en vertu du paragraphe 21(1), exercer un choix à l'égard des coûts supportés par elle dans l'année où les biens amortissables ont été "acquis".
- 11. De même, lorsqu'il se produit une fusion statutaire en vertu de l'article 87, la nouvelle compagnie est considérée comme ayant "acquis les biens" dans l'année de la fusion et elle peut exercer un choix en vertu du paragraphe 21(1) à l'égard du coût de l'argent emprunté par les compagnies remplacées pour acquérir les biens amortissables.
- 12. Lorsqu'un bien amortissable est en voie de construction à la fin de l'année d'imposition d'un contribuable, il est réputé y avoir eu acquisition de bien amortissable durant cette année d'imposition dans la mesure où le titre de propriété des travaux en cours a été cédé au contribuable à la fin de son année d'imposition même s'il ne doit y avoir, une fois la construction terminée, qu'un seul bien amortissable.

Frais d'exploration ou d'aménagement

- 13. Les paragraphes 21(2) et (4) permettent au contribuable d'exercer des choix à l'égard d'un montant payé sur de l'argent emprunté qui a servi à explorer, aménager ou acquérir un avoir minier. Les principes suivis dans les paragraphes 21(2) et (4) sont fondamentalement les mêmes que ceux des paragraphes 21(1) et (3) respectivement, sauf que le montant est réputé, à la suite d'un tel choix, représenter des frais d'exploration et d'aménagement au Canada, des frais d'exploration et d'aménagement à l'étranger, des frais d'exploration au Canada ou des frais d'aménagement au Canada engagés par le contribuable dans l'année pour laquelle ce choix en particulier est exercé, et, à ce titre, ce montant est déductible en vertu des dispositions des articles 66, 66.1 ou 66.2.
- 14. Sous réserve du numéro qui précède, les commentaires cidevant concernant les paragraphes 21(1) et (3) s'appliquent également aux paragraphes 21(2) et (4).

OBSERVATIONS GÉNÉRALES

15. Chacun des paragraphes 21(1) à (4) fait aussi mention d'un montant déductible dans le calcul du revenu du contribuable "(autre qu'un revenu exonéré d'impôt)". Lorsqu'un contribuable a engagé des frais à l'égard d'argent emprunté afin

borrowed money used to acquire a property the income from which would be "exempt income", as that phrase is defined in subsection 248(1), or to earn "exempt income", that expense would not be deductible, because of the wording of paragraphs 20(1)(c), (d) and (e), in the computation of his income subject to tax. The phrase quoted above prevents him, therefore, from obtaining such a deduction indirectly in a future year by electing to capitalize that expense and thus making it subject to capital cost allowance, or by deeming it to be a Candian exploration and development expense, foreign exploration and development expense, Canadian exploration expense or Canadian development expense.

- 16. Amounts elected upon under section 21 are not included in the cost of depreciable property for the purposes of the formula used to determine Canadian manufacturing and processing profits nor are they included in the expenditures forming a taxpayer's earned depletion base.
- 17. Pursuant to subsection 18(7), there are certain limitations to the amount that can be elected upon under section 21 if subsection 18(4) applies (thin capitalization provisions).

- d'acquérir un bien duquel il tirerait un revenu qui constituerait un "revenu exonéré d'impôt" conformément à la définition de cette expression au paragraphe 248(1), ou afin de gagner un "revenu exonéré d'impôt", ces frais ne seraient pas déductibles, à cause du libellé des alinéas 20(1)c), d) et e), dans le calcul de son revenu assujetti à l'impôt. L'expression ci-dessus empêche le contribuable, par conséquent, d'obtenir une telle déduction indirecte, dans une année subséquente, en choisissant de capitaliser des frais et ainsi les assujettissant à la déduction pour amortissement, ou en les faisant considérer comme des frais d'exploration et d'aménagement au Canada, des frais d'exploration et d'aménagement à l'étranger, des frais d'exploration au Canada ou des frais d'aménagement au Canada.
- 16. Les montants visés par un choix exercé en vertu de l'article 21 ne sont pas inclus dans le coût du bien amortissable aux fins de la formule qui sert à établir les bénéfices de fabrication et de transformation au Canada ni dans les frais qui composent la base de l'épuisement gagné du contribuable.
- 17. Conformément au paragraphe 18(7), certaines restrictions frappent le montant qui peut faire l'objet d'un choix en vertu des dispositions de l'article 21 si le paragraphe 18(4) s'applique (concernant le capital-actions réduit).

٠.





Revenue Canada Taxation

Revenu Canada

INTERPRETATION BULLETIN BULLETIN D'INTERPRÉTATION

SUBJECT

INCOME TAX ACT

Principal Residence

NO:

IT-120R4 DATE: March 26, 1993 REFERENCE: Subsection 40(2) and paragraph 54(g) (also sections 45, 54.1, 110.6, 116 and 216, subsections 13(7), 40(4), 40(5), 40(6), 40(7), 70(6), 73(1), 107(2), 107(2.01), 107(4) and 252(1) and paragraph 104(4)(a) of the Act and Part XXIII of the Regulations)

OBJET :

LOI DE L'IMPÔT SUR LE REVENU

Résidence principale

RENVOI:

IT-120R4 DATE: le 26 mars 1993

Le paragraphe 40(2) et l'alinéa 54g) (aussi les articles 45, 54.1, 110.6, 116 et 216; les paragraphes 13(7), 40(4), 40(5), 40(6), 40(7), 70(6), 73(1), 107(2), 107(2.01), 107(4) et 252(1); et l'alinéa 104(4)a) de la Loi et la partie XXIII du Règlement)

Application

This bulletin replaces and cancels Interpretation Bulletin IT-120R3 dated February 16, 1984. Current revisions are indicated by vertical lines.

Summary

This bulletin discusses the principal residence exemption which eliminates or reduces for income tax purposes a gain on the disposition of a principal residence. In order to qualify for designation as a taxpayer's principal residence for a taxation year, the property must be owned by the taxpayer. Joint ownership with another person qualifies for this purpose. The residence generally must be inhabited in the year by the taxpayer or certain family members. For taxation years after the 1981 year, only one property per family unit can be designated as a principal residence.

If the land on which a housing unit is situated is not in excess of ½ hectare, it usually qualifies as part of a principal residence. In some cases, land in excess of ½ hectare may qualify, if established to be necessary for the use and enjoyment of the housing unit as a residence.

A principal residence may be located on farm land. The taxpayer has a choice of two methods for determining what portion of a gain realized on a disposition of a farm property can be eliminated by the principal residence exemption.

A complete or partial change in the use of a property from principal residence to income-producing, or vice-versa, results in a deemed disposition at fair market value. A taxpayer may be able to elect that the deemed disposition on a complete change in use does not apply. A property covered by such an election can qualify as a principal residence for up to

Application

Le présent bulletin annule et remplace le Bulletin d'interprétation IT-120R3 du 16 février 1984. Les dernières révisions sont indiquées par des traits verticaux.

Résumé

Ce bulletin traite de l'exemption pour résidence principale qui vise à éliminer ou à réduire, aux fins de l'impôt sur le revenu, un gain réalisé à la disposition d'une résidence principale. Pour qu'une résidence soit admissible à la désignation de «résidence principale» d'un contribuable pour une année d'imposition, le bien doit appartenir au contribuable. La copropriété avec une autre personne donne droit à cette désignation. En règle générale, le contribuable ou certains membres de sa famille doivent habiter la résidence au cours de l'année. Pour l'année d'imposition 1982 et les années suivantes, un seul bien par unité familiale peut être désigné comme résidence principale.

Si le fonds de terre sur lequel un logement est situé ne dépasse pas un demi-hectare $(\frac{1}{2})$, il est habituellement admissible comme élément d'une résidence principale. Dans certains cas, un fonds de terre de plus de un demihectare ($\frac{1}{2}$) peut être admissible, s'il est établi qu'il est nécessaire pour l'usage et la jouissance du logement en tant que résidence.

La résidence principale peut être située sur un fonds de terre agricole. Le contribuable a le choix entre deux méthodes pour établir quelle partie d'un gain réalisé à la disposition d'un bien agricole peut être éliminée par l'exemption pour résidence principale.

Le changement complet ou partiel de l'usage d'un bien de résidence principale à un bien produisant un revenu, ou vice versa, donne lieu à une disposition réputée être à la juste valeur marchande. Le contribuable peut être en mesure de choisir que la disposition réputée au moment d'un changement complet d'usage ne s'applique pas. Un bien visé par ce choix peut être admissible en tant que



4 years, or possibly longer in the case of a work relocation.

The above topics are discussed more fully below, as well as other topics relating to the principal residence exemption.

Discussion and Interpretation

Topics Discussed and Their Applicability

1. Various topics concerning the principal residence exemption are discussed under the headings listed below. It should be noted from these headings that some of the topics are not relevant for all taxpayers. For example, a resident of Canada who owns only one housing unit which is situated in Canada on land of 1/2 hectare or less and which has been used since its acquisition strictly as his or her residence, will usually find that 20 to 45 below have no particular relevance.

résidence principale pour un maximum de quatre ans ou peut-être plus dans le cas d'un déménagement exigé par le travail.

Les sujets qui précèdent sont traités plus à fond ci-après, de même que d'autres sujets concernant l'exemption pour résidence principale.

Discussion et interprétation

Sujets traités et leur applicabilité

1. Divers sujets concernant l'exemption pour résidence principale sont traités sous les rubriques énumérées ci-après. Il faut noter, à la consultation de ces rubriques, que certains des sujets n'intéressent pas tous les contribuables. Ainsi, les numéros 20 à 45 ci-dessous ne présentent habituellement aucun intérêt pour un résident du Canada qui est propriétaire d'un seul logement situé au Canada sur un fonds de terre de un demi-hectare (1/2) ou moins et utilisé strictement comme résidence principale du propriétaire depuis son acquisition.

Par	agraph	1	Numéros
Qualification as a Principal Residence	2-7	Admissibilité comme résidence principale	2-7
Meaning of "Housing Unit"	8	Signification de «logement»	8
Meaning of "Co-operative Housing		Signification de «coopérative d'habitation	
Corporation"	9	constituée en corporation»	9
Ownership of a Property by Spouses	10	Droit de propriété d'un bien pour les conjoints	s 10
Partnership Property	11	Bien de société	11
Meaning of "Ordinarily Inhabited"	12	Signification de «normalement habité»	12
Designation of a Property as a Principal		Désignation d'un bien comme résidence	
Residence (Form T2091)	13	principale (formule T2091)	13
Calculation of Gain on Disposition of a		Calcul du gain réalisé à la disposition d'une	
Principal Residence - The Principal		résidence principale – L'exemption pour	
Residence Exemption	14	résidence principale	14
More Than One Residence in a Taxation		Plus d'une résidence dans une année	
Year	15	d'imposition	15
Construction of a Housing Unit on		Construction d'un logement sur un fonds de	
Vacant Land	16	terre vacant	16
Property Owned on December 31, 1981	17	Bien détenu le 31 décembre 1981	17
Property Acquired from a Trust	18	Bien acquis d'une fiducie	18
Loss on Disposition of a Residence	19	Perte à la disposition d'une résidence	19
Land Contributing to the Use and		Fonds de terre facilitant l'usage et la	
Enjoyment of the Housing Unit as a		jouissance du logement comme	
Residence	20	résidence	20
Land in Excess of ½ Hectare	21-22	Fonds de terre de plus de un demi-hectare (½	21-22
Disposition of Bare Land in Excess of		Disposition d'un fonds de terre non bâti	
½ Hectare	23	de plus de un demi-hectare (½)	23
Disposition of Part of a Principal		Disposition d'une partie de résidence	
Residence	24	principale	24
Disposition of a Property Where Only		Disposition d'un bien dont seulement une	
Part of It Qualifies as a Principal		partie est admissible comme résidence	
Residence	25	principale	25
Principal Residence on Land Used in a		Résidence principale sur un fonds de terre	
Farming Business	26-30	servant à une entreprise agricole	26-30
Complete Change in Use from Principal		Changement complet d'usage de résidence	
Residence to Income-Producing	31-33	principale à un bien produisant un revenu	31-33

Complete Change in Use from Income-Producing to Principal	
Residence	34-35
Partial Changes in Use	36-38
Change in Use Rules Regarding CCA, Deemed Capital Cost and	
Recapture Cost and	39-40
Recapture	37-40
Principal Residence Outside Canada	41
Non-Resident Owner of a Principal	
Residence in Canada	42-44
Disposition of a Principal Residence in	
Canada by a Non-Resident Owner	45

Qualification as a Principal Residence

- 2. In order for a property to qualify as a taxpayer's principal residence for any particular taxation year, the requirements in paragraph 54(g) of the *Income Tax Act* must all be satisfied. The basic requirements are described in 3 to 6 below.
- 3. A housing unit or leasehold interest in a housing unit can qualify as a principal residence. Also, a share of the capital stock of a co-operative housing corporation, if acquired for the sole purpose of obtaining the right to inhabit a housing unit owned by that corporation, can qualify.
- 4. The property must be owned in the taxation year by the taxpayer. The meaning of "ownership of property" for this purpose is discussed in the current version of IT-437. The taxpayer's ownership of the property qualifies under paragraph 54(g) whether such ownership is "jointly with another person or otherwise". These words include sole ownership, joint tenancy, tenancy-in-common and co-ownership.
- 5. The housing unit must be ordinarily inhabited in the taxation year by the taxpayer or by the spouse, former spouse or a child of the taxpayer. Alternatively, an election under subsection 45(2) or (3) must be in force for the year (see 32 and 35 below, respectively).
- 6. The property must be designated by the taxpayer as his or her principal residence for the taxation year and no other property may have been so designated by the taxpayer for that year. Furthermore, where the taxpayer is designating the property as his or her principal residence for a taxation year that is subsequent to the 1981 year, no other property may have been designated as the principal residence of any member of the taxpayer's family unit for that year. For this purpose, the "family unit" includes, in addition to the taxpayer,

Changement complet d'usage d'un bien produisant un revenu à une résidence	
principale	34-35
Changements partiels d'usage	36-38
Règles concernant la déduction pour amortis-	
sement (DPA), le coût en capital réputé et la	
récupération au moment d'un changement	
d'usage	39-40
Résidence principale à l'extérieur du Canada	41
Propriétaire non résidant d'une résidence	
principale au Canada	42-44
Disposition d'une résidence principale au	
Canada par un propriétaire non résidant	45

Admissibilité comme résidence principale

- 2. Pour qu'un bien soit admissible comme résidence principale d'un contribuable pour une année d'imposition donnée, il doit satisfaire à toutes les exigences de l'alinéa 54g) de la *Loi de l'impôt sur le revenu*. Les exigences de base sont décrites aux numéros 3 à 6 ci-dessous.
- 3. Un logement ou un droit de tenure à bail afférent à un logement peut être admissible comme résidence principale. De même, une action du capital-actions d'une coopérative d'habitation constituée en corporation, acquise à la seule fin d'obtenir le droit d'habiter un logement dont la corporation est propriétaire, peut être admissible.
- 4. Le bien doit appartenir au contribuable dans l'année d'imposition. La signification de «propriété d'un bien» à cette fin est traitée dans la dernière version du IT-437. L'alinéa 54g) reconnaît que le bien appartient au propriétaire, que ce soit «conjointement avec une autre personne ou autrement». Cette expression comprend la propriété exclusive, la propriété indivise, la propriété commune et la copropriété.
- 5. Le contribuable ou son conjoint, son ex-conjoint ou son enfant doit normalement habiter le logement pendant l'année d'imposition. Autrement, un choix exercé en vertu du paragraphe 45(2) ou du paragraphe 45(3) doit être en vigueur pour l'année (voir les numéros 32 et 35 ci-dessous, respectivement).
- 6. Le contribuable doit désigner le bien comme sa résidence principale pour l'année d'imposition et il ne doit avoir désigné ainsi aucun autre bien pour la même année. De plus, lorsque le contribuable désigne le bien comme sa résidence principale pour une année d'imposition postérieure à l'année 1981, aucun autre bien ne peut avoir été désigné comme la résidence principale d'un membre de l'unité familiale du contribuable pour cette année-là. À cette fin, l'«unité familiale» comprend, outre le contribuable, les personnes suivantes :

- (a) the taxpayer's spouse throughout the year, unless the spouse was throughout the year living apart from, and was separated pursuant to a judicial separation or written agreement from, the taxpayer;
- (b) the taxpayer's children, except those who were married persons or 18 years of age or older during the year; and
- (c) where the taxpayer was neither a married person nor 18 years of age or older during the year, the taxpayer's mother and father, as well as the taxpayer's brothers and sisters who were neither married persons nor 18 years of age or older during the year.
- 7. A property transferred by a taxpayer (transferor) to his or her spouse or to a spousal trust under the rollover provisions of subsection 70(6) (for a transfer on death) or subsection 73(1) (for an inter vivos transfer) may qualify as a principal residence of the spouse or spousal trust for taxation years ending after the transfer, as well as for taxation years prior to the transfer in which the property qualified as a principal residence of the transferor. For a discussion on this topic see the current version of IT-366.

Note: If proposed amendments to the Income Tax Act contained in Bill C-92 (which received first reading by the House of Commons on November 26, 1992) are enacted, a property could qualify as a principal residence of any trust, and not just a spousal trust, for the years in which the property was owned by the trust, provided certain conditions have been met. This change in the law would apply for property dispositions occurring after 1990. For more information, see Form T2091.

Meaning of "Housing Unit"

8. The term "housing unit" includes a house, an apartment in a duplex, apartment building or condominium, a cottage, a mobile home, a trailer or a houseboat.

Meaning of "Co-operative Housing Corporation"

9. The term "co-operative housing corporation" means an association, incorporated subject to the terms and conditions of the legislation governing such incorporation and formed and operated for the purpose of providing its members with the right to inhabit, by reason of ownership of shares therein, a housing unit owned by the corporation. To qualify as a principal residence, a share in such a corporation

- a) la personne qui a été le conjoint du contribuable tout au long de l'année, à moins que le conjoint n'ait vécu pendant toute l'année séparé du contribuable en vertu d'une séparation légale ou d'un accord écrit;
- b) les enfants du contribuable, sauf ceux qui étaient des personnes mariées de 18 ans ou plus pendant l'année;
- c) la mère ou le père du contribuable, ainsi que les frères ou les soeurs du contribuable qui n'étaient ni des personnes mariées ni âgées de 18 ans ou plus pendant l'année, si le contribuable n'était pas une personne mariée ni une personne de 18 ans ou plus pendant l'année.
- 7. Un bien qu'un contribuable (l'auteur du transfert) transfère à son conjoint, ou à une fiducie au profit du conjoint en vertu des dispositions de roulement contenues au paragraphe 70(6) (transfert dans le cas d'un décès) ou au paragraphe 73(1) (transfert entre vifs), peut être admis comme résidence principale du conjoint ou de la fiducie au profit du conjoint pour les années d'imposition se terminant après le transfert de même que pour les années d'imposition précédant le transfert au cours desquelles le bien était admissible comme la résidence principale de l'auteur du transfert. Pour un exposé de cette question, voir la dernière version du IT-366.

Note: Si les modifications proposées à la Loi de l'impôt sur le revenu contenues dans le projet de loi C-92 (dont la première lecture a été faite à la Chambre des communes le 26 novembre 1992) deviennent force de loi, un bien pourra être admissible comme résidence principale d'une fiducie, et non seulement d'une fiducie au profit d'un conjoint, pour l'année dans laquelle la fiducie détenait le bien, lorsque certaines conditions sont satisfaites. Ces modifications à la Loi s'appliqueraient aux dispositions de biens survenant après 1990. Pour plus de renseignements sur le sujet, veuillez consulter la formule T2091.

Signification de «logement»

8. Le terme «logement» comprend une maison, un appartement dans un duplex, dans un immeuble d'habitation ou dans un immeuble en copropriété, un chalet, une maison mobile, une roulotte ou une maison flottante.

Signification de «coopérative d'habitation constituée en corporation»

9. Le terme «coopérative d'habitation constituée en corporation» signifie une association dont la constitution en corporation est assujettie aux modalités et conditions de la législation régissant de telles corporations, et qui est formée et exploitée en vue de conférer à ses membres, en raison des actions qu'ils détiennent dans la corporation, le droit d'habiter un logement dont la corporation est propriétaire. Pour que l'action soit admise comme résidence

must have been acquired by a taxpayer solely to obtain the right to inhabit a housing unit owned by the corporation.

Ownership of a Property by Spouses

10. Where there is a gain on the disposition of a property owned by a taxpayer and his or her spouse in one of the forms of ownership described in 4 above, both spouses will have a gain on the disposition. If one of the spouses designates the property as his or her principal residence for any taxation year after the 1981 taxation year, the other spouse should consider so designating the same property because, in accordance with the rule described in 6 above, no other property can be designated as a principal residence of that other spouse for that year. For the 1981 and prior taxation years, there was no such restriction and one of the spouses could designate a property (or an interest therein) owned by that spouse while the other spouse could designate another property (or an interest therein) owned by that other spouse.

Partnership Property

11. A housing unit, a leasehold interest therein, or a share of the capital stock of a co-operative housing corporation can be a partnership asset. The partnership is not a taxpayer and cannot use the principal residence exemption on the disposition of such a property. However, a member of the partnership could use the principal residence exemption to reduce or eliminate the portion of any gain on the disposition of the property which is allocated to that partner pursuant to the partnership agreement, provided that the other requirements of paragraph 54(g) are met (e.g., the partner resided in the partnership's housing unit for the years in question).

Meaning of "Ordinarily Inhabited"

12. The question of whether a housing unit is "ordinarily inhabited" in a taxation year by a taxpayer or by the spouse, former spouse or a child of the taxpayer must be resolved on the basis of the facts in each particular case. Where a housing unit is occupied by such a person for only a short period of time in the year (e.g., a seasonal residence occupied during a taxpayer's vacation or a house sold early or bought late in the year), it is the Department's view that the person ordinarily inhabits the housing unit in the year, provided that the principal reason for owning the property is not for the purpose of gaining or producing income. Where a taxpayer receives incidental rental income from a seasonal residence, the

principale, un contribuable doit l'avoir acquise dans une corporation de ce genre dans le seul but d'obtenir le droit d'habiter un logement que cette corporation possède.

Droit de propriété d'un bien pour les conjoints

10. Lorsqu'un gain est réalisé au moment de la disposition d'un bien appartenant à un contribuable et à son conjoint selon l'une des formes de propriété décrites au numéro 4 ci-dessus, les conjoints ont chacun un gain au moment de la disposition. Si l'un des conjoints désigne le bien comme sa résidence principale pour une année d'imposition après l'année d'imposition de 1981, l'autre conjoint doit aussi envisager de désigner de la même façon le même bien, car, conformément à la règle décrite au numéro 6 ci-dessus, nul autre bien ne peut être désigné comme résidence principale de cet autre conjoint pour cette année-là. Pour l'année d'imposition 1981 et les années antérieures, cette restriction n'existait pas et l'un des conjoints pouvait désigner un bien (ou une participation dans le bien) lui appartenant, pendant que l'autre conjoint pouvait désigner un autre bien (ou une participation dans un autre bien) lui appartenant.

Bien de société

11. Un logement, un droit de tenure à bail y afférent ou une action du capital-actions d'une coopérative d'habitation constituée en corporation peut être un bien de société. La société n'est pas un contribuable et ne peut pas utiliser l'exemption pour résidence principale au moment de la disposition de ce bien. Toutefois, un membre de la société pourrait utiliser l'exemption pour résidence principale pour réduire ou éliminer la partie de tout gain réalisé au moment de la disposition du bien qui lui est attribué conformément à la convention de société, pourvu qu'il satisfasse aux autres exigences de l'alinéa 54g) (p. ex., l'associé a résidé dans le logement de la société pour les années en question).

Signification de «normalement habité»

12. Pour déterminer si un logement est «normalement habité» dans une année d'imposition par le contribuable ou par le conjoint, l'ancien conjoint ou un enfant du contribuable, il faut s'appuyer sur les faits propres à chaque cas. Si une de ces personnes occupe un logement pendant une courte période au cours d'une année d'imposition (p. ex., dans le cas d'une résidence saisonnière occupée pendant les vacances du contribuable ou d'une maison qui a été vendue tôt ou achetée tard dans l'année d'imposition), selon le Ministère, le contribuable habite normalement le logement dans l'année, pourvu que le bien n'ait pas été acquis principalement dans le but d'en tirer ou de lui faire produire un revenu. Lorsqu'un contribuable tire un revenu de location occasionnel d'une

property is not considered to be owned principally for the purpose of gaining or producing income.

Designation of a Property as a Principal Residence (Form T2091)

13. Section 2301 of the Regulations provides that any designation of a property as a principal residence for one or more taxation years shall be made in the taxpaver's income tax return for the taxation year in which he or she has disposed of the property or granted an option to another person to acquire the property. Form T2091, which is available at any local taxation office, may be used for this purpose. However, in accordance with the Department's practice, Form T2091 need not be completed and filed with the taxpayer's income tax return unless a taxable capital gain on the disposition of the property remains after using the principal residence exemption but before claiming any capital gains deduction under section 110.6 (see note below regarding a proposed amendment to the capital gains deduction rules). Note that where a taxpayer using the principal residence exemption to eliminate a gain on the disposition of a property is not, in accordance with the above-mentioned practice, required to complete and file Form T2091, a designation of such property is still considered to have been made by the taxpayer for the years in question as far as the limitations discussed in 6 above are concerned. Also note that where a property is transferred by a taxpayer (transferor) to his or her spouse or to a spousal trust, a designation of the property as the principal residence of the transferor for one or more years may be relevant in order for the property to qualify for designation at a later date as the principal residence of the spouse or spousal trust for those same years. Further particulars on the transfer of a principal residence to a spouse or spousal trust, including comments on the manner and timing of filing these designations, are contained in the current version of IT-366.

Note: If proposed amendments to the Income Tax Act contained in Bill C-92 (which received first reading by the House of Commons on November 26, 1992) are enacted, the capital gains deduction (which is a deduction in calculating taxable income) would generally not be available for any portion of a taxable capital gain on the disposition of real property that is attributable to the period after February 1992. Any portion of the taxable capital gain that is attributable to the period before March 1992 would still be eligible for the capital gains deduction to the extent allowed by section 110.6. (The calculation of the portion of the gain attributable to each of these

résidence saisonnière, le bien n'est pas considéré comme un bien détenu principalement dans le but d'en tirer ou de lui faire produire un revenu.

Désignation d'un bien comme résidence principale (formule T2091)

13. L'article 2301 du Règlement prévoit que toute désignation d'un bien comme résidence principale, pour une ou plusieurs années d'imposition, doit être faite dans la déclaration de revenus du contribuable pour l'année d'imposition au cours de laquelle il a disposé du bien ou accordé une option à une autre personne pour l'acquisition du bien. On peut utiliser à cette fin la formule T2091, que l'on peut se procurer dans tous les bureaux locaux d'impôt. Toutefois, selon la pratique du Ministère, il n'est pas obligatoire de remplir et de produire la formule T2091 avec la déclaration de revenus du contribuable, à moins qu'il ne reste un gain en capital imposable réalisé au moment de la disposition du bien après utilisation de l'exemption pour résidence principale, mais avant toute déduction pour gains en capital en vertu de l'article 110.6 (voir la note ci-dessous au sujet d'une modification proposée aux règles pour les gains en capital). Il est à noter que lorsqu'un contribuable qui utilise l'exemption pour résidence principale pour éliminer un gain réalisé au moment de la disposition d'un bien n'est pas, conformément à la pratique mentionnée ci-dessus, tenu de remplir et de produire la formule T2091, le contribuable est toujours réputé avoir désigné ce bien pour les années en question aux fins des restrictions exposées au numéro 6 ci-dessus. De plus, il faut noter que, lorsqu'un contribuable (auteur du transfert) transfère un bien à son conjoint ou à une fiducie au profit du conjoint, il peut être utile de désigner le bien comme la résidence principale de l'auteur du transfert pour une ou plusieurs années, afin que le bien puisse être désigné à une date ultérieure comme la résidence principale du conjoint ou de la fiducie au profit du conjoint, pour les mêmes années. La dernière version du IT-366 donne plus de précisions sur le transfert d'une résidence principale à un conjoint ou à une fiducie au profit du conjoint, ainsi que des observations sur la manière et le moment de produire ces désignations.

Note: Si les modifications proposées à la Loi de l'impôt sur le revenu contenues dans le projet de loi C-92 (dont la première lecture a été faite à la Chambre des communes le 26 novembre 1992) deviennent force de loi, la déduction pour gains en capital, qui est une déduction dans le calcul du revenu imposable, ne pourra pas, de façon générale, être demandée pour toute partie d'un gain en capital imposable résultant de la disposition d'un immeuble pour une période après février 1992. Toute fraction d'un gain en capital imposable résultant de la disposition d'un immeuble pour une période avant mars 1992 continuera d'être admissible à la déduction pour gains en capital dans la mesure permise par

two periods would be by means of a simple proration based on the number of months in each period.)

Calculation of Gain on Disposition of a Principal Residence – The Principal Residence Exemption

14. The principal residence exemption contained in paragraph 40(2)(b) provides that a taxpayer's gain otherwise determined on the disposition (or deemed disposition) of any property that was the taxpayer's principal residence at any time after its acquisition date, is reduced by the portion of that gain which is calculated under the following formula:

 $\frac{\mathbf{A}}{\mathbf{B}} \times \mathbf{C}$

where

- A is 1 + the number of taxation years ending after the acquisition date for which the property was the taxpayer's principal residence and during which the taxpayer was resident in Canada.
- B is the number of taxation years ending after the acquisition date during which the taxpayer owned the property, and
- C is the gain otherwise determined on the disposition.

The "acquisition date" is defined to be the later of December 31, 1971 and the date on which the tax-payer last acquired or reacquired the property or is deemed to have last acquired or reacquired it. For the meaning of "resident in Canada", see the current version of IT-221. The word "during" in reference to a taxation year means "at any time in" rather than "throughout the whole of" the taxation year.

More Than One Residence in a Taxation Year

15. While only one property may be designated under paragraph 54(g) as a taxpayer's principal residence for a particular taxation year, the formula in paragraph 40(2)(b) recognizes that the taxpayer can have two residences in the same year, i.e., where one residence is sold and another acquired in the same year. The effect of the "one plus" in the formula above is to treat both properties as a principal residence in such a year, even though only one of them may be designated as such for that year.

l'article 110.6. (La fraction qui sera admissible à la déduction sera calculée selon une formule simple qui établit au prorata le gain total réalisé pour le nombre de mois antérieurs à mars 1992 et postérieurs à février 1992.)

Calcul du gain réalisé à la disposition d'une résidence principale – L'exemption pour résidence principale

14. L'exemption pour résidence principale en vertu de l'alinéa 40(2)b) prévoit que le gain, calculé par ailleurs, que le contribuable a tiré de la disposition (ou de la disposition réputée) de tout bien qui était la résidence principale du contribuable à une date quelconque après sa date d'acquisition est réduit de la partie de ce gain qui est calculée selon la formule suivante :

 $\frac{\mathbf{A}}{\mathbf{R}} \times \mathbf{C}$

οù

- A est 1 + le nombre d'années d'imposition se terminant après la date d'acquisition pour lesquelles le bien a été la résidence principale du contribuable et au cours desquelles le contribuable résidait au Canada,
- B est le nombre d'années d'imposition se terminant après la date d'acquisition au cours desquelles le bien appartenait au contribuable;
- C est le gain, calculé par ailleurs, réalisé au moment de la disposition.

La «date d'acquisition» est définie comme la dernière des dates suivantes: le 31 décembre 1971 ou la date à laquelle le contribuable a acquis le bien pour la dernière fois ou l'a acquis de nouveau ou est réputé l'avoir acquis pour la dernière fois ou l'avoir acquis de nouveau. Pour connaître la signification de «résider au Canada», veuillez vous reporter à la dernière version du IT-221. Le terme «au cours de», relativement à une année d'imposition, signifie «à n'importe quel moment de» plutôt que «pendant la totalité de» l'année d'imposition.

Plus d'une résidence dans une année d'imposition

15. Bien qu'un seul bien puisse être désigné en vertu de l'alinéa 54g) comme résidence principale du contribuable pour une année d'imposition donnée, la formule prévue à l'alinéa 40(2)b) reconnaît que le contribuable peut, de fait, avoir deux résidences la même année. Cela se produit, par exemple, lorsqu'une résidence est vendue et qu'une autre est acquise la même année. Le «un +» dans la formule ci-dessus a pour effet de traiter les deux biens comme une résidence principale cette année-là, même si un seul d'entre eux peut avoir été désigné comme tel cette année-là.

Construction of a Housing Unit on Vacant Land

16. Where a taxpayer acquires land in one taxation year and constructs a housing unit on it in a subsequent year, the property may not be designated as a principal residence for the years that are prior to the year in which the taxpayer, his spouse, former spouse or child commences to ordinarily inhabit the housing unit. Such prior years (when the taxpayer owned only the vacant land or the land with a housing unit under construction) would not be included in the numerator "A" in the formula in 14 above. However, all years, commencing with the year in which the taxpayer acquired the vacant land, would be included in the denominator "B". Therefore, it is possible that when the property is later disposed of, only part of the gain otherwise determined will be eliminated by the principal residence exemption.

Example

A taxpayer acquired vacant land for \$25,000 in 1983, constructed a housing unit on it costing \$75,000 and started to ordinarily inhabit the housing unit in 1986, and disposed of the property for \$150,000 in 1992. The principal residence exemption would reduce the \$50,000 gain otherwise determined (\$150,000 - \$100,000) by only \$40,000, computed as follows:

 $\frac{1+7 (1986 \text{ to } 1992)}{10 (1983 \text{ to } 1992)} \times \$50,000 = \$40,000$ exempt portion of gain.

Property Owned on December 31, 1981

17. A taxpayer is allowed to designate a property as his or her principal residence for any taxation year prior to the 1982 year even if another property has been designated as the principal residence of another member of the family unit for that year. However, as indicated in 6 above, a taxpayer may not designate a property as his or her principal residence for any taxation year after the 1981 year if another property has been designated as the principal residence of any other member of the family unit for that year. Where a taxpayer disposes of a property which he or she has owned (whether jointly with another person or otherwise) continuously since before 1982 and the property cannot be designated as the taxpayer's principal residence for one or more years after the 1981 year because of the above-mentioned rule, a transitional provision in subsection 40(6) places a

Construction d'un logement sur un fonds de terre vacant

16. Si un contribuable acquiert un fonds de terre au cours d'une année d'imposition et y construit un logement au cours d'une année subséquente, il ne peut désigner le bien comme une résidence principale pour les années qui précèdent l'année où le contribuable, son conjoint, son ancien conjoint ou son enfant commence à habiter normalement le logement. Les années précédentes (au cours desquelles le contribuable n'était propriétaire que du fonds de terre vacant ou du fonds de terre sur lequel il y avait un logement en construction) ne figureraient pas dans le numérateur «A» de la formule donnée au numéro 14 ci-dessus. Toutefois, toutes les années à compter de l'année au cours de laquelle le contribuable a acquis le fonds de terre vacant figurerajent dans le dénominateur «B». Par conséquent, il est possible que, au moment de la disposition ultérieure du bien. l'exemption pour résidence principale élimine une partie seulement du gain calculé par ailleurs.

Exemple

Un contribuable a acquis un terrain vacant pour 25 000 \$ en 1983, y a construit un logement au coût de 75 000 \$ et a commencé à habiter normalement le logement en 1986. Il a disposé de la propriété pour 150 000 \$ en 1992. Avec l'exemption pour résidence principale, le gain, calculé par ailleurs, de 50 000 \$ (150 000 \$ - 100 000 \$) serait réduit de seulement 40 000 \$, selon le calcul suivant :

1 + 7 (1986 à 1992) × 50 000 \$ = 40 000 \$, 10 (1983 à 1992) partie exempte du gain

Bien détenu le 31 décembre 1981

17. Le contribuable a le droit de désigner un bien comme sa résidence principale pour toute année d'imposition avant l'année 1982, même si un autre bien a été désigné comme résidence principale d'un autre membre de l'unité familiale pour cette année-là. Toutefois, ainsi qu'il est indiqué au numéro 6 ci-dessus, le contribuable ne peut désigner un bien comme sa résidence principale pour une année d'imposition après l'année 1981, si un autre bien a été désigné comme la résidence principale d'un autre membre de l'unité familiale pour la même année. Lorsqu'un contribuable dispose d'un bien dont il a été propriétaire (que ce soit conjointement avec une autre personne ou autrement) d'une façon continue depuis le 31 décembre 1981 et que le bien ne peut être désigné comme la résidence principale du contribuable pour une ou plusieurs années après l'année 1981 à cause du changement à la règle mentionnée ci-dessus, une limitation on the amount of gain (if any) on the disposition. Schedule A at the end of this bulletin provides examples which illustrate how the rule in subsection 40(6) works.

Property Acquired from a Trust

18. Where

- a personal trust has distributed a property to a beneficiary in satisfaction of all or any part of the beneficiary's capital interest in the trust in circumstances to which the rollover provision in subsection 107(2) applies and subsection 107(4) (see below) does not apply, and
- the beneficiary later disposes of the property, for purposes of claiming the principal residence exemption, the beneficiary is deemed by subsection 40(7) to have owned the property since the trust last acquired it. The following illustrates the effect of this deemed ownership provision in subsection 40(7):

Example

A trust acquired a residential property on October 1, 1986 for \$75,000. On August 10, 1989, the property was distributed to Mr. X in satisfaction of his capital interest in the trust. Under the provisions of subsection 107(2), Mr. X was deemed to have acquired the property on a rollover basis at a cost equal to its \$75,000 cost amount to the trust. Mr. X lived in the residence from October 15, 1986 until he disposed of the property on May 30, 1992 for \$125,000, incurring no costs in connection with the disposition. Subsection 40(7) deems him to have owned the property from October 1, 1986 rather than from August 10, 1989. His gain on the disposition of the property after using the principal residence exemption is nil. That is, the \$50,000 gain otherwise determined is fully eliminated by the amount calculated under the formula in 14 above, which is as follows:

$$\frac{A}{B} \times C = \frac{1 + 7 (1986 \text{ to } 1992)}{7 (1986 \text{ to } 1992)} \times $50,000.$$

Mr. X's gain is nil because the property has qualified for and been designated as his principal residence for all of the relevant years. However, if neither Mr. X nor his spouse, former spouse or child had ordinarily inhabited the residence until it was distributed by the trust to Mr. X on August 10, 1989, then the gain after using the principal residence exemption would be \$14,286, since the \$50,000 gain otherwise determined would be reduced by only \$35,714, calculated as follows:

disposition transitoire contenue au paragraphe 40(6) limite le montant du gain réalisé au moment de la disposition (le cas échéant). L'annexe A, à la fin du bulletin, donne des exemples illustrant l'application de la règle du paragraphe 40(6).

Bien acquis d'une fiducie

18. Si

- une fiducie personnelle a attribué un bien à un bénéficiaire en acquittement de la totalité ou d'une partie de la participation au capital du bénéficiaire dans la fiducie, dans des circonstances où les dispositions de roulement du paragraphe 107(2) s'appliquent et où les dispositions du paragraphe 107(4) (voir ci-dessous) ne s'appliquent pas, et
- le bénéficiaire dispose ultérieurement du bien, aux fins du calcul de l'exemption pour résidence principale, le bénéficiaire est réputé avoir été le propriétaire du bien depuis que la fiducie l'a acquis pour la dernière fois et ce, en vertu du paragraphe 40(7). L'exemple suivant illustre l'effet de la disposition du paragraphe 40(7) concernant la propriété réputée.

Exemple

Une fiducie a acquis une propriété résidentielle le 1^{er} octobre 1986 pour 75 000 \$. Le 10 août 1989, la propriété a été attribuée à M. X en acquittement de sa participation au capital dans la fiducie. En vertu des dispositions du paragraphe 107(2), M. X était réputé avoir acquis le bien par roulement à un coût égal au coût indiqué de 75 000 \$ de ce bien pour la fiducie. M. X a habité la résidence du 15 octobre 1986 jusqu'à ce qu'il dispose du bien le 30 mai 1992 pour 125 000 \$, sans engager de coûts liés à la disposition. Par application du paragraphe 40(7), il est réputé avoir été le propriétaire du bien depuis le 1er octobre 1986 plutôt que depuis le 10 août 1989. Le gain qu'il a réalisé lors de la disposition du bien après avoir utilisé l'exemption pour résidence principale est nul. Ainsi, le gain, calculé par ailleurs, de 50 000 \$ est complètement éliminé par le montant calculé selon la formule donnée au numéro 14 ci-dessus, qui est la suivante :

$$\frac{A \times C}{B} = \frac{1 + 7(1986 \text{ à } 1992)}{7(1986 \text{ à } 1992)} \times 50000 \text{ }$$

Le gain de M. X est nul parce que le bien a été admis et désigné comme sa résidence principale pour toutes les années pertinentes. Toutefois, si ni M. X, ni son conjoint, ni son ancien conjoint, ni son enfant n'avait normalement habité la résidence jusqu'à ce que la fiducie la distribue à M. X le 10 août 1989, alors le gain après utilisation de l'exemption pour résidence principale aurait été de 14 286 \$, puisque le gain, calculé par ailleurs, de 50 000 \$ ne serait réduit que de 35 714 \$, selon le calcul suivant :

$$\frac{A}{B} \times C = \frac{1 + 4 (1989 \text{ to } 1992)}{7 (1986 \text{ to } 1992)} \times $50,000.$$

A spousal trust may generally be described as an *inter vivos* or testamentary trust created by a taxpayer under which the taxpayer's spouse is entitled to receive all the trust's income arising before the spouse's death and no one else may receive or use any of the trust's income or capital before the spouse's death. Since a spousal trust is a type of personal trust, the subsection 107(2) rollover provision and subsection 40(7) deemed ownership provision, as described and illustrated above, both generally apply where the spousal trust distributes a property to the spouse who is the beneficiary of the trust. There are exceptions, however, to these general rules:

(a) The subsection 40(7) deemed ownership provision does not apply where a post-1971 spousal trust distributes a property to a person other than the spouse and subsection 107(4) prevents a subsection 107(2) rollover from occurring. The precise meaning of what is referred to above as a "post-1971" spousal trust is contained in paragraph 104(4)(a).

Note: There are some proposed amendments to subsection 107(4) and paragraph 104(4)(a) contained in Bill C-92, which received first reading by the House of Commons on November 26, 1992.

(b) Where a spousal trust has distributed a property to the spouse who is its beneficiary in circumstances to which subsection 107(2) applies, if the property qualifies as its principal residence (see 7 above and the current version of IT-366) for a taxation year, the spousal trust can instead make an election under subsection 107(2.01). Under this election the trust would be deemed, just before the distribution to the spouse, to have disposed of and reacquired the property at fair market value. This could be done, for example, in order for the spousal trust to use the principal residence exemption to eliminate or reduce the gain on the property to that point in time. The cost of the property to the spouse (beneficiary) would be that same fair market value, and he or she would not be deemed by subsection 40(7) to have owned the property during the period of time in which it was held by the trust prior to the distribution.

Note: If proposed amendments to the Income Tax Act contained in Bill C-92 (which received first reading by the House of Commons on November 26, 1992) are enacted, the subsection

$$\frac{A}{B} \times C = \frac{1 + 4(1989 \text{ à } 1992)}{7(1986 \text{ à } 1992)} \times 50000 \text{ }$$

De facon générale, une fiducie au profit du conjoint peut être décrite comme une fiducie entre vifs ou une fiducie testamentaire qu'un contribuable a créée. En vertu de cette fiducie, le conjoint du contribuable a le droit, pendant sa vie, de recevoir la totalité du revenu de la fiducie, et personne d'autre que lui ne peut recevoir ou utiliser une part du revenu ou du capital de la fiducie. Parce qu'une fiducie au profit du conjoint est un genre de fiducie personnelle, les dispositions de roulement au paragraphe 107(2) et les dispositions concernant la propriété réputée au paragraphe 40(7), comme il a été décrit et illustré ci-dessus, s'appliquent habituellement dans le cas où la fiducie au profit du conjoint attribue un bien au conjoint qui est le bénéficiaire de la fiducie. Les situations suivantes sont, toutefois, des exceptions à la règle générale :

a) Les dispositions concernant la propriété réputée au paragraphe 40(7) ne s'appliquent pas dans le cas où une fiducie au profit du conjoint établie après 1971 attribue un bien à une personne autre que le conjoint et le paragraphe 107(4) empêche le roulement selon le paragraphe 107(2). Le sens précis de ce que l'on entend, ci-dessus, par fiducie au profit du conjoint «établie après 1971» se trouve à l'alinéa 104(4)a).

Note: Le projet de loi C-92, dont la première lecture a été faite à la Chambre des communes le 26 novembre 1992, énonce quelques modifications au paragraphe 107(4) et à l'alinéa 104(4)a).

b) Lorsqu'une fiducie au profit du conjoint attribue un bien au conjoint qui est le bénéficiaire dans des circonstances où le paragraphe 107(2) s'applique, si le bien est admissible comme sa résidence principale (voir le numéro 7 ci-dessus et la dernière version du IT-366) pour une année d'imposition, la fiducie au profit du conjoint peut plutôt exercer un choix en vertu du paragraphe 107(2.01). Selon ce choix, la fiducie sera réputée, juste avant l'attribution au conjoint, avoir disposé et avoir acquis de nouveau le bien à la juste valeur marchande. Ce choix peut être exercé pour permettre, par exemple, à la fiducie au profit du conjoint d'utiliser l'exemption pour résidence principale afin d'éliminer ou de réduire le gain sur le bien jusqu'à ce moment. Le coût du bien pour le conjoint (le bénéficiaire) sera cette même juste valeur marchande, et le conjoint ne sera pas réputé, en vertu du paragraphe 40(7), avoir détenu le bien pendant la période où le bien a été détenu par la fiducie avant son attribution.

Note: Si les modifications proposées à la Loi de l'impôt sur le revenu contenues dans le projet de loi C-92 (dont la première lecture a été faite à la Chambre des communes le 26 novembre 1992) deviennent

107(2.01) election would be available to any personal trust and not just a spousal trust. This change, which would be as a consequence of the general extension of the principal residence exemption to all personal trusts as mentioned in the note at the end of 7 above, would have application for trust distributions occurring after 1990. For more information, see the T3 Guide and Trust Return.

Loss on Disposition of a Residence

19. A property which is used primarily as a residence, i.e., for the personal use and enjoyment of those living in it, or an option to acquire a property which would, if acquired, be so used, is "personal-use property". Therefore, a loss on the disposition of such a property or option is deemed to be nil by virtue of subparagraph 40(2)(g)(iii).

Land Contributing to the Use and Enjoyment of the Housing Unit as a Residence

20. Subparagraph 54(g)(v) provides that the principal residence of a taxpayer for a taxation year shall be deemed to include, except where the property consists of a share of the capital stock of a co-operative housing corporation, the land upon which the housing unit stands and any portion of the adjoining land that can reasonably be regarded as contributing to the taxpayer's use and enjoyment of the housing unit as a residence. Evidence is not usually required to establish that ½ hectare of land or less, including the area on which the housing unit stands, contributes to the taxpayer's use and enjoyment of the housing unit as a residence. However, where a portion of that land is used to earn income from business or property, such portion will not usually be considered to contribute to such use and enjoyment. Where a taxpaver claims a portion of the expenses related to the land (such as property taxes or mortgage interest) in computing income, the allocation of such expenses for this purpose is normally an indication of the extent to which the taxpayer considers the land to be used to earn income.

Land in Excess of 1/2 Hectare

21. Where the total area of the land upon which a housing unit is situated exceeds $\frac{1}{2}$ hectare, the excess land is deemed by subparagraph 54(g)(v) not to have contributed to the use and enjoyment of the housing unit as a residence and thus will not qualify as part of a principal residence, except to the extent that the taxpayer establishes that it was necessary for such use and enjoyment. The excess land must

force de loi, le choix énoncé au paragraphe 107(2.1) pourra être exercé par toutes les fiducies personnelles et non seulement par les fiducies au profit du conjoint. Résultant de l'élargissement de l'application de l'exemption pour résidence principale à toutes les fiducies personnelles, comme il est mentionné à la note du numéro 7 ci-dessus, cette modification s'appliquera aux dispositions effectuées par les fiducies après 1990. Pour plus de renseignement à ce sujet, veuillez consulter le Guide et déclaration T3 des fiducies.

Perte à la disposition d'une résidence

19. Un bien qui sert avant tout de résidence, c'est-à-dire qui est pour l'usage et la jouissance personnels de ceux qui y vivent, ou une option d'acquisition d'un bien qui serait utilisé à cette fin, s'il était acquis, est un «bien à usage personnel». Par conséquent, une perte au moment de la disposition d'un bien ou d'une option de ce genre est réputée nulle en vertu du sous-alinéa 40(2)g)(iii).

Fonds de terre facilitant l'usage et la jouissance du logement comme résidence

20. Le sous-alinéa 54g)(v) prévoit que la résidence principale d'un contribuable pour une année d'imposition est réputée comprendre, sauf lorsque le bien est une action du capital-actions d'une coopérative d'habitation constituée en corporation, le fonds de terre sur lequel le logement est érigé et toute partie du fonds de terre adjacent qu'il peut être raisonnable de considérer comme facilitant au contribuable l'usage et la jouissance du logement comme résidence. Il n'est habituellement pas nécessaire de faire la preuve que un demi-hectare ($\frac{1}{2}$) de fonds de terre ou moins, y compris l'aire sur laquelle est érigé le logement, facilite l'usage et la jouissance du logement comme résidence. Toutefois, si une partie de ce fonds de terre est utilisée pour tirer un revenu d'entreprise ou de bien, cette partie n'est habituellement pas considérée comme facilitant l'usage et la jouissance du logement comme résidence. Si un contribuable déduit une partie des dépenses reliées au fonds de terre, comme les impôts fonciers ou l'intérêt hypothécaire, dans le calcul de son revenu, l'attribution de ces dépenses à cette fin indique habituellement la mesure dans laquelle le contribuable considère que le fonds de terre sert à gagner un revenu.

Fonds de terre de plus de un demi-hectare (1/2)

21. Lorsque la superficie totale du fonds de terre sur lequel est situé un logement est supérieure à un demihectare ($\frac{1}{2}$), l'excédent du fonds de terre est réputé, en vertu du sous-alinéa 54g)(v), ne pas avoir facilité l'usage et la jouissance du logement comme résidence et n'est donc pas admis comme faisant partie d'une résidence principale, sauf dans la mesure où le contribuable établit qu'il était nécessaire à cet usage et à cette jouissance. clearly be necessary for the housing unit to properly fulfil its function as a residence and not simply be desirable. Land in excess of 1/2 hectare could be so necessary where the size or character of a housing unit together with its location on the lot make such excess land essential to its use and enjoyment as a residence or where the location of a housing unit requires such excess land in order to provide the taxpayer with access to and from public roads. Other factors which may in some cases be relevant in determining whether land in excess of ½ hectare is necessary for the use and enjoyment of the housing unit as a residence are severence or subdivision restrictions and minimum lot sizes (see 22 below). In all cases, however, it is a question of fact as to how much, if any, of the excess land is necessary for the use and enjoyment of the housing unit as a residence.

22. A property used for residential purposes may be affected by a law or regulation of a municipality or province requiring a minimum lot size for a residential site. A legally imposed minimum lot size, for residential use, exceeding ½ hectare that was in effect on the date the property was acquired by the taxpayer, is generally considered to be the minimum amount of land necessary for the use and enjoyment of the housing unit as a residence throughout the period that the property is continuously owned by the taxpayer after that acquisition date. However, where a portion of the minimum lot size is not used for residential purposes but rather for income-producing purposes, such portion is usually not considered to be necessary for the use and enjoyment of the housing unit as a residence.

Disposition of Bare Land in Excess of 1/2 Hectare

23. Where a taxpayer's housing unit is situated on land in excess of ½ hectare and part or all of that excess land is severed from the property and sold, the land sold is generally considered not to be part of the principal residence unless the housing unit can no longer be used as a residence due to the land sale. If the housing unit can still be so used, such a sale indicates that the land sold was not necessary for the use and enjoyment of the housing unit as a residence. However, where circumstances or events beyond the taxpayer's control cause a portion of the land to cease to be necessary for the use and enjoyment of the housing unit as a residence (e.g., a minimum lot size requirement in effect at the date of acquisition is

L'excédent du fonds de terre doit être clairement nécessaire, et non seulement souhaitable, pour que le logement puisse remplir convenablement son rôle de résidence. Le fonds de terre de plus de un demi-hectare $(\frac{1}{2})$ pourrait être nécessaire à cette fin si la dimension ou la nature du logement de même que son emplacement sur le lot font que cet excédent de fonds de terre est essentiel à son usage et à sa jouissance comme résidence ou si l'emplacement d'un logement exige cet excédent de fonds de terre pour permettre au contribuable d'avoir accès aux chemins publics. Des restrictions quant au morcellement ou à la subdivision du fonds de terre et quant à la superficie minimale d'un lot (voir le numéro 22 ci-dessous) sont d'autres facteurs qui doivent être pris en considération. dans certains cas, pour déterminer si la portion du fonds de terre de plus d'un demi-hectare (1/2) est nécessaire à l'usage et à la jouissance du logement comme résidence. Toutefois, dans tous les cas, il s'agit d'une question de faits lorsque vient le temps de déterminer quelle part, le cas échéant, de l'excédent de fonds de terre est nécessaire à l'usage et à la jouissance du logement comme résidence.

22. Un bien utilisé à des fins résidentielles peut être visé par une loi ou un règlement d'une municipalité ou d'une province fixant la dimension minimale du lot pour un emplacement résidentiel. Si la dimension minimale de lot pour fins résidentielles imposée par la loi était supérieure à un demi-hectare $(\frac{1}{2})$ au moment où le contribuable avait fait l'acquisition du bien, cette dimension minimale est généralement considérée comme la superficie minimale de fonds de terre nécessaire à l'usage et à la jouissance du logement comme résidence, et ce, tout au long de la période où le contribuable a possédé le bien d'une façon continue depuis la date de son acquisition. Toutefois, lorsqu'une partie de la dimension minimale du lot ne sert pas à des fins résidentielles, mais plutôt à la production d'un revenu, cette partie n'est pas considérée habituellement comme nécessaire à l'usage et à la jouissance du logement comme résidence.

Disposition d'un fonds de terre non bâti de plus de un demi-hectare (1/2)

23. Lorsque le logement d'un contribuable est situé sur un fonds de terre de plus de un demi-hectare (½) et qu'une partie ou la totalité de cet excédent de fonds de terre est détachée du bien et vendue, le fonds de terre vendu est généralement considéré comme ne faisant pas partie de la résidence principale à moins que le logement ne puisse plus servir de résidence en raison de la vente du fonds de terre. Si le logement peut continuer de servir de résidence, cette vente indique que le fonds de terre vendu n'était pas nécessaire à l'usage et à la jouissance du logement comme résidence. Toutefois, lorsque des circonstances ou des événements échappant à la volonté du contribuable font qu'une partie du fonds de terre cesse d'être nécessaire à l'usage et à la jouissance du logement

subsequently relaxed) and the taxpayer then sells such unnecessary excess land, the Department considers it to have been "necessary" until the time of its sale.

Disposition of Part of a Principal Residence

24. Where only a portion of a property qualifying as a taxpayer's principal residence is disposed of, such as in the type of situation described in the last sentence of 23 above or as a result of the granting of an easement or the expropriation of land, the taxpayer may designate the property as his or her principal residence in order to use the principal residence exemption for the portion of the property disposed of. It is important to note that such a designation is made on the entire property (including the housing unit) that qualifies as the principal residence and not just on the portion of the property disposed of. Accordingly, when the remainder of the property is subsequently disposed of, it too will be recognized as the taxpayer's principal residence for the taxation years for which the above-mentioned designation was made. No other property may be designated by the taxpayer (or, after the 1981 taxation year, by any of the other persons in the family unit as described in 6 above) as a principal residence for those years.

Disposition of a Property Where Only Part of It Qualifies as a Principal Residence

25. In some cases, only a portion of a property that is disposed of for a gain will qualify as a principal residence (see 20 to 22 above). If the taxpayer designates such qualifying portion of the property as his or her principal residence, it will be necessary to calculate the gain on it separately from the gain on the remaining portion of the property which does not qualify as a principal residence. This is because the gain on the portion of the property designated as the principal residence may be reduced or eliminated by the principal residence exemption, whereas the gain on the remaining portion of the property results in a taxable capital gain (for which a capital gains deduction may be available under section 110.6; see, however, the note at the end of 13 above). In allocating the proceeds of disposition and adjusted cost base of the total property between the two portions, consideration must be given to any kind of restriction on the severability of any part of the property, including the portion that does not qualify as the principal residence, imposed by a law or regulation of a province or municipality and in effect at the date of disposition or at the date of acquisition.

comme résidence (p. ex., une exigence de dimension minimale du lot en vigueur à la date de l'acquisition est par la suite atténuée) et que le contribuable vend alors cet excédent de fonds de terre non nécessaire, le Ministère considère qu'il a été «nécessaire» jusqu'au moment de sa vente.

Disposition d'une partie de résidence principale

24. Lorsque le contribuable dispose d'une partie seulement d'un bien admis comme sa résidence principale, comme dans le genre du cas décrit à la dernière phrase du numéro 23 ci-dessus ou par suite de la concession d'un droit d'usage ou de l'expropriation du fonds de terre, il peut désigner le bien comme sa résidence principale, afin d'utiliser l'exemption pour résidence principale pour la partie du bien qui est disposé. Il importe de noter que cette désignation est effectuée à l'égard de la totalité du bien (y compris du logement) qui est admis comme résidence principale et non seulement à l'égard de la partie du bien qui est disposé. Par conséquent, lorsque le contribuable disposera du reste du bien, ce reste sera aussi reconnu comme sa résidence principale pour les années d'imposition pour lesquelles la désignation mentionnée ci-dessus a été effectuée. Le contribuable ou, après l'année d'imposition 1981, une des autres personnes de l'unité familiale décrites au numéro 6 ci-dessus ne peut désigner aucun autre bien comme résidence principale pour ces années-là.

Disposition d'un bien dont seulement une partie est admissible comme résidence principale

25. Dans certains cas, une partie seulement d'un bien qui est disposé, et qui entraîne un gain, est admissible comme résidence principale (voir les numéros 20 à 22 ci-dessus). Si le contribuable désigne cette partie admissible du bien comme sa résidence principale, il devra calculer le gain réalisé sur cette partie séparément du gain réalisé sur le reste du bien qui n'est pas admissible comme résidence principale. Il en est ainsi puisque le gain sur la partie du bien désignée comme résidence principale peut être réduit ou éliminé par l'exemption pour résidence principale, alors que le gain sur le reste du bien donne lieu à un gain en capital imposable, pour lequel l'article 110.6 pourrait permettre une déduction pour gains en capital (voir, toutefois, la note à la fin du numéro 13 ci-dessus). Dans la répartition du produit de la disposition et du prix de base rajusté de l'ensemble du bien entre les deux parties, il faut tenir compte de tout genre de restrictions limitant la possibilité de morceler toute partie du bien, y compris la partie qui n'est pas admissible comme résidence principale, qu'une loi ou un règlement d'une province ou d'une municipalité impose et qui est en vigueur à la date de la disposition et à la date de l'acquisition.

Example

A property with a residence on it has a total area of fifteen hectares consisting mostly of scrub land. At all relevant times the legally imposed minimum lot size for a residential property in the area is ten hectares and thus the land considered to be necessary for the use and enjoyment of this particular housing unit as a residence is ten hectares. However, the portion of the total value of the property, as of the dates of purchase and sale, attributed to the excess five hectares would be relatively low because such excess land would have no intrinsic value of its own and could never have been severed and sold separately.

The comments in this paragraph do not apply if the property includes land used in a farming business (see instead 26 to 29 below).

Principal Residence on Land Used in a Farming Business

- 26. Where the taxpayer is an individual who disposes of land used in a farming business carried on by him or her at any time and such land includes property that was at any time the taxpayer's principal residence, paragraph 40(2)(c) provides that any gain on the disposition of the land may be calculated using either one of two methods described in the following paragraphs.
- 27. First Method: The taxpayer may regard the land as being divided into two portions: the principal residence portion and the remaining portion, part or all of which was used in the farming business. The proceeds of disposition and adjusted cost base of the total land must be allocated on a reasonable basis between the two portions in order to determine the gain for each. The gain otherwise determined for the principal residence portion may be reduced or eliminated by the principal residence exemption (based on the formula in 14 above), whereas the gain on the remainder of the land results in a taxable capital gain (see, however, 30 below). For purposes of determining what portion of the proceeds of disposition of the total land may reasonably be allocated to the principal residence, the Department's usual practice is to accept the greater of
 - (a) the fair market value, as of the date of disposition of the land, of ½ hectare of land estimated on the basis of comparable sales of similar farm properties in the same area (the fair market value of more than ½ hectare could be used to the extent that such excess land was

Exemple

Un fonds de terre sur lequel se trouve une résidence a une superficie totale de quinze hectares constitués pour la plupart de broussailles. À tout moment pertinent, la superficie minimale d'un lot imposée par la loi pour un immeuble d'habitation dans la région est de dix hectares; le fonds de terre considéré être nécessaire à l'usage et à la jouissance de ce logement comme résidence est donc de dix hectares. Toutefois, la fraction de la valeur totale du bien, aux dates d'achat et de vente, attribuée aux cinq hectares excédentaires serait relativement basse compte tenu que cet excédent n'aurait aucune valeur intrinsèque en soi et ces cinq hectares n'auraient jamais pu être morcelés et vendus séparément.

Les observations de ce numéro ne s'appliquent pas si le bien comprend un fonds de terre servant à une entreprise agricole (voir plutôt les numéros 26 à 29 ci-dessous).

Résidence principale sur un fonds de terre servant à une entreprise agricole

- 26. Lorsque le contribuable est un particulier qui dispose d'un fonds de terre servant à une entreprise agricole qu'il exploite à une date quelconque et que ce fonds de terre comprend un bien qui était, à une date quelconque, la résidence principale du contribuable, l'alinéa 40(2)c) prévoit que tout gain tiré de la disposition du fonds de terre peut être calculé selon l'une des deux méthodes décrites aux numéros suivants.
- 27. Première méthode: Le contribuable peut considérer le fonds de terre comme étant divisé en deux parties : la partie de la résidence principale et le reste, dont une partie ou la totalité servait à une entreprise agricole. Le produit de la disposition et le prix de base rajusté de l'ensemble du fonds de terre doivent être répartis selon un partage raisonnable entre les deux parties, pour permettre d'établir le gain pour chacune. Le gain, calculé par ailleurs, pour la portion de la résidence principale peut être réduit ou éliminé par l'exemption pour résidence principale (selon la formule donnée au numéro 14 cidessus), alors que le gain sur le reste du fonds de terre donne lieu à un gain en capital imposable (voir, toutefois, le numéro 30 ci-dessous). Pour déterminer la fraction du produit de disposition de l'ensemble du bien qui peut raisonnablement être attribué à la résidence principale, la pratique habituelle du Ministère consiste à accepter la plus grande des justes valeurs marchandes suivantes :
 - a) la juste valeur marchande, à la date de la disposition du fonds de terre, de un demi-hectare (½) de fonds de terre basée sur une estimation de ventes comparables de biens agricoles semblables dans le même secteur (la juste valeur marchande d'un fonds de terre de plus de un demi-hectare (½) pourrait être

necessary for the use and enjoyment of the housing unit as a residence – see 21 and 22 above), and

(b) the fair market value, as of the date of disposition of the land, of a typical residential building site in the same area.

Whichever basis is chosen, (a) or (b), for allocating a portion of the proceeds of disposition of the total land to the principal residence, the same basis should be used to allocate a portion of the adjusted cost base of the total land to the principal residence (in this case the fair market value used in (a) or (b) above would be as of the date of the acquisition of the land). Schedule B at the end of this bulletin provides an example which illustrates the use of the first method (please note that although the first method provided for in paragraph 40(2)(c) pertains only to the land, values for the residential and farm buildings are also included in this example).

- 28. Second Method: The taxpayer may elect under subparagraph 40(2)(c)(ii) to compute the gain on the disposition of the total land (including the property that was the principal residence) without making the allocations described above or using the principal residence exemption formula in 14 above. With regard to this election, section 2300 of the Regulations requires that a letter signed by the taxpayer be attached to the income tax return filed for the taxation year in which the disposition of the land took place. The letter should contain the following information:
 - (a) a statement that the taxpayer is electing under subparagraph 40(2)(c)(ii) of the *Income Tax Act*;
 - (b) a statement of the number of taxation years ending after the acquisition date for which the property was the taxpayer's principal residence and during which the taxpayer was resident in Canada (for the meanings of "acquisition date", "resident in Canada" and "during", see 14 above); and
 - (c) a description of the property sufficient to identify it with the property designated as the taxpayer's principal residence.

Under this election, the gain otherwise determined for the total land is decreased by the total of \$1,000 plus \$1,000 for each taxation year in (b) above. Schedule B at the end of this bulletin provides an example which illustrates the use of the second method (please note that although the second method provided for in paragraph 40(2)(c) pertains only to

utilisée dans la mesure où il est possible de prouver que la portion dépassant le demi-hectare était nécessaire à l'usage et à la jouissance du logement comme résidence – voir les numéros 21 et 22 ci-dessus);

b) la juste valeur marchande, à la date de la disposition du fonds de terre, d'un emplacement résidentiel typique dans le même secteur.

Quelle que soit la base choisie, a) ou b), pour la répartition d'une fraction du produit de disposition de l'ensemble du fonds de terre à la résidence principale, la même formule doit servir à attribuer à la résidence principale une partie du prix de base rajusté de l'ensemble du fonds de terre (en l'occurrence, la juste valeur marchande utilisée en a) ou b) ci-dessus serait en date de l'acquisition du fonds de terre). L'annexe B, figurant à la fin du bulletin, donne un exemple illustrant l'utilisation de la première méthode (veuillez noter que, même si la première méthode donnée à l'alinéa 40(2)c) ne s'applique qu'au fonds de terre, les valeurs pour les immeubles résidentiels et agricoles sont aussi compris dans cet exemple).

- 28. Deuxième méthode: Le sous-alinéa 40(2)c)(ii) permet au contribuable de choisir de calculer le gain réalisé à la disposition de l'ensemble du fonds de terre (y compris du bien qui était la résidence principale) sans faire la répartition décrite ci-dessus et sans utiliser la formule d'exemption pour résidence principale donnée au numéro 14 ci-dessus. Relativement à ce choix, l'article 2300 du Règlement exige qu'une lettre signée par le contribuable soit annexée à la déclaration de revenus produite pour l'année d'imposition au cours de laquelle la disposition du fonds de terre a eu lieu. La lettre doit contenir les renseignements suivants:
 - a) une déclaration attestant que le contribuable exerce un choix en vertu du sous-alinéa 40(2)c)(ii) de la *Loi de l'impôt sur le revenu*;
 - b) une indication du nombre d'années d'imposition se terminant après la date d'acquisition pour lesquelles le bien a été la résidence principale du contribuable et au cours desquelles le contribuable a résidé au Canada (pour les sens de «date d'acquisition», «résidé au Canada» et «au cours de», veuillez vous reporter au numéro 14 ci-dessus);
 - c) une description suffisante du bien pour pouvoir l'assimiler au bien désigné comme résidence principale du contribuable.

En vertu de ce choix, le gain, calculé par ailleurs, pour l'ensemble du fonds de terre est réduit du total formé de 1 000 \$, plus 1 000 \$ pour chaque année d'imposition mentionnée en b) ci-dessus. L'annexe B, figurant à la fin du bulletin, donne un exemple illustrant l'utilisation de la deuxième méthode (veuillez noter que, même si la deuxième méthode donnée à l'alinéa 40(2)c) ne s'appli-

the land, values for the residential and farm buildings are also included in this example).

- 29. When the second method is used, the exemption of \$1,000 per year, which is to allow for the fact that a portion of the total land pertains to the principal residence rather than the farm, is not reduced where part of the residence itself is used to earn income (e.g., there could be an office in the house which is used in connection with a business). However, any gain or capital cost allowance recapture pertaining to the portion of the residence so used to earn income (either or both of which can occur, for example, where the use of such portion of the residence is changed back from income-producing to non-income-producing see 36 and 40 below) cannot be reduced by the \$1,000 per year exemption.
- 30. Where an individual has a taxable capital gain from the disposition of a farm property, a section 110.6 capital gains deduction (which is a deduction in calculating taxable income) may usually be claimed. Further particulars on this topic are contained in the chapter on Capital Gains in the Farming Income Tax Guide.

Complete Change in Use from Principal Residence to Income-Producing

31. When a taxpayer has completely converted a principal residence to an income-producing use, he or she is deemed by paragraph 45(1)(a) to have disposed of the property (both land and building) at fair market value ("FMV") and reacquired it immediately thereafter at the same amount. Any gain otherwise determined on this deemed disposition may be eliminated or reduced by the principal residence exemption. The taxpayer may instead, however, defer recognition of any gain to a later year by electing under subsection 45(2) to be deemed not to have made the change in use of the property. This election is made by means of a letter to that effect signed by the taxpayer and filed with the income tax return for the year in which the change in use occurred. If the election is rescinded in a subsequent taxation year, there is a deemed disposition and reacquisition at FMV (with the above-mentioned tax consequences) on the first day of that subsequent year. If capital cost allowance ("CCA") is claimed on the property. the election is considered to be rescinded on the first day of the year in which that claim is made. It is the Department's usual practice to accept a late-filed election provided that no CCA has been claimed on the property since the change in use has occurred and

que qu'au fonds de terre, les valeurs pour les immeubles résidentiels et agricoles sont aussi compris dans cet exemple).

- 29. Avec la deuxième méthode, l'exemption de 1 000 \$ par an, qui a pour objet de tenir compte de ce qu'une partie de l'ensemble du fonds de terre se rattache à la résidence principale plutôt qu'à l'exploitation agricole, n'est pas réduite lorsqu'une partie de la résidence ellemême sert à gagner un revenu (p. ex., il pourrait v avoir dans la maison un bureau utilisé dans le cadre d'une entreprise). Toutefois, tout gain ou toute récupération de la déduction pour amortissement se rattachant à la partie de la résidence ainsi utilisée pour gagner un revenu (l'un ou l'autre ou les deux sont possibles, par exemple. lorsque cette partie de la résidence est réaffectée d'une fonction de production de revenu à une fonction autre que celle de production de revenu – voir les numéros 36 et 40 ci-dessous) ne peut être réduit de l'exemption de 1 000 \$ par an.
- 30. Lorsqu'un particulier réalise un gain en capital sur la disposition d'un bien agricole, il peut habituellement demander la déduction pour gains en capital (qui est une déduction dans le calcul du revenu imposable) selon l'article 110.6. Vous trouverez d'autres renseignements sur ce sujet dans le chapitre consacré aux gains en capital du Guide d'impôt Revenus d'agriculture.

Changement complet d'usage de résidence principale à un bien produisant un revenu

31. Lorsqu'un contribuable a converti complètement une résidence principale en un bien produisant un revenu, il est réputé, en vertu de l'alinéa 45(1)a), avoir disposé du bien (à la fois du fonds de terre et de l'immeuble) à sa juste valeur marchande («JVM») et l'avoir, aussitôt après, acquis de nouveau au même montant. L'exemption pour résidence principale peut éliminer ou réduire tout gain calculé par ailleurs réalisé au moment de cette disposition réputée. Toutefois, le contribuable peut plutôt reporter la comptabilisation de tout gain jusqu'à une année ultérieure en choisissant, en vertu du paragraphe 45(2), d'être réputé ne pas avoir effectué le changement d'usage du bien. Ce choix s'exerce au moyen d'une lettre à cet effet, que le contribuable signe et produit avec la déclaration de revenus pour l'année au cours de laquelle le changement d'usage a eu lieu. Si le choix est rescindé au cours d'une année d'imposition subséquente, il y a une disposition et une nouvelle acquisition réputées à la JVM (avec les conséquences fiscales mentionnées cidessus) le premier jour de cette année subséquente. Si une déduction pour amortissement («DPA») est demandée à l'égard du bien, le choix est considéré comme rescindé le premier jour de l'année dans laquelle cette déduction est faite. La pratique habituelle du Ministère consiste à accepter un choix produit tardiveduring the period in which the election remains in force.

32. A property can qualify under paragraph 54(g) as a taxpayer's principal residence for up to four taxation years during which a subsection 45(2) election remains in force, even if the housing unit is not ordinarily inhabited during those years by the taxpayer or by the spouse, former spouse or a child of the taxpayer. However, the taxpayer must be resident, or deemed to be resident, in Canada during those years for the full benefit of the principal residence exemption to apply (see the numerator "A" in the formula in 14 above). It should also be noted that the rule described in 6 above prevents the designation for any particular year of more than one property by the taxpayer or, after 1981, any other member of the family unit. Thus, a designation for the same year of one property by virtue of a subsection 45(2) election being in force and another property by virtue of the taxpayer ordinarily inhabiting it would not be permitted

Example

Mr. A and his family lived in a house for a number of years until September 30, 1985. From October 1, 1985 until March 31, 1990 they lived elsewhere and Mr. A rented the house to a third party. On April 1, 1990 they moved back into the house and lived in it until it was sold in 1992. Mr. A designates the house as his principal residence for the 1986 to 1989 taxation years inclusive by virtue of the subsection 45(2) election, which he filed with his 1985 income tax return, having been in force for those years. (He is able to make this designation because no other property has been designated by him or a member of his family unit for those years.) He designates the house as his principal residence for all the other years in which he owned it by virtue of his having ordinarily inhabited it during those years, including the 1985 and 1990 years. Having been resident in Canada at all times, Mr. A's gain on the disposition of the house is therefore completely eliminated by the principal residence exemption.

Any income in respect of a property (e.g., the rental income in the above example), net of applicable expenses, must be reported for tax purposes. However, for taxation years covered by a subsection 45(2) election, CCA should not be claimed on the property (see 31 above).

33. Section 54.1 removes the above-mentioned fouryear limitation for taxation years covered by a ment, pourvu que la DPA n'ait pas été demandée sur le bien depuis le changement d'usage et pendant la période au cours de laquelle le choix demeure en vigueur.

32. Un bien peut être admis en vertu de l'alinéa 54g) comme résidence principale d'un contribuable pour un maximum de quatre années d'imposition, au cours desquelles un choix exercé en vertu du paragraphe 45(2) demeure en vigueur, même si le contribuable ou son conjoint, son ancien conjoint ou son enfant n'habite pas normalement le logement pendant ces années. Toutefois, le contribuable doit résider, ou être réputé résider, au Canada pendant ces années pour tirer le plein parti de l'exemption pour résidence principale (voir le numérateur «A» dans la formule donnée au numéro 14 ci-dessus). Il faut également noter que la règle décrite au numéro 6 ci-dessus empêche le contribuable ou, après 1981, un autre membre de l'unité familiale de désigner plus d'un bien pour une année donnée. Ainsi, il ne serait pas permis de désigner pour la même année un bien du fait qu'un choix exercé en vertu du paragraphe 45(2) est en vigueur et un autre bien du fait que le contribuable l'habite normalement.

Exemple

M. A et sa famille ont habité une maison pendant plusieurs années jusqu'au 30 septembre 1985. Du 1^{er} octobre 1985 au 31 mars 1990, ils ont vécu ailleurs et M. A a loué la maison à un tiers. Le 1^{er} avril 1990, ils sont revenus dans la maison, qu'ils ont habitée jusqu'à ce qu'ils la vendent en 1992. M. A désigne la maison comme sa résidence principale pour les années d'imposition 1986 à 1989 inclusivement, étant donné que le choix exercé en vertu du paragraphe 45(2), qu'il a produit avec sa déclaration de revenus pour 1985, a été en vigueur pour ces années-là. (Il est en mesure de faire cette désignation parce que nul autre bien n'a été désigné par lui ou un membre de son unité familiale pour ces années-là.) Il désigne la maison comme sa résidence principale pour toutes les autres années au cours desquelles il en a été le propriétaire, du fait qu'il l'a normalement habitée pendant ces années-là, y compris pendant les années 1985 et 1990. Étant donné qu'il a toujours résidé au Canada, M. A peut donc éliminer complètement le gain qu'il a réalisé à la disposition de la maison, grâce à l'exemption pour résidence principale.

Tout revenu à l'égard d'un bien (p. ex., le revenu de location dans l'exemple qui précède), net des dépenses qui s'appliquent, doit être déclaré aux fins d'impôt. Toutefois, pour les années d'imposition visées par un choix exercé en vertu du paragraphe 45(2), il ne faut pas déduire la DPA sur le bien (voir le numéro 31 ci-dessus).

33. L'article 54.1 supprime la restriction de quatre ans mentionnée ci-dessus pour les années d'imposition visées

subsection 45(2) election if all of the following conditions are met:

- (a) the taxpayer does not ordinarily inhabit the housing unit during the years covered by the election because the taxpayer's or spouse's place of employment has been relocated,
- (b) the employer is not related to the taxpayer or spouse,
- (c) the housing unit is at least 40 kilometres farther from such new place of employment than is the taxpayer's subsequent place or places of residence, and
- (d) the taxpayer resumes ordinary habitation of the housing unit during the term of such employment by such employer or before the end of the taxation year immediately following the taxation year in which such employment terminates, or the taxpayer dies during the term of such employment.

Two corporations that are members of the same corporate group, or are otherwise related, are not considered to be the "same employer".

Complete Change in Use from Income-Producing to Principal Residence

- 34. When a taxpayer has completely changed the use of a property (for which an election under subsection 45(2) is not in force) from income-producing to a principal residence, he or she is deemed by paragraph 45(1)(a) to have disposed of the property (both land and building), and immediately thereafter reacquired it, at FMV. This deemed disposition can result in a taxable capital gain (for which a section 110.6 capital gains deduction may be available; see, however, the note at the end of 13 above). The taxpayer may instead defer recognition of the gain to a later year by electing under subsection 45(3) that the above-mentioned deemed disposition and reacquisition under paragraph 45(1)(a) does not apply. This election is made by means of a letter to that effect signed by the taxpayer and filed with the income tax return for the year in which the property is ultimately disposed of or earlier if a formal "demand" for the election is issued by the Department.
- 35. Similar to the treatment for a subsection 45(2) election (see 32 above), a property can qualify as a taxpayer's principal residence for up to four taxation years covered by a subsection 45(3) election (such years would in this case be prior to the change in use), in lieu of fulfilling the "ordinarily inhabited" requirement. As in the case of a subsection 45(2) election, residence or deemed residence in Canada during the years covered by the subsection 45(3) election is necessary for the full benefit of the

par un choix exercé en vertu du paragraphe 45(2) si toutes les conditions suivantes sont satisfaites :

- a) le contribuable n'habite pas normalement le logement pendant les années visées par le choix, en raison d'un changement du lieu de l'emploi du contribuable ou de son conjoint.
- b) l'employeur n'est pas lié au contribuable ou à son conjoint,
- c) le logement est situé au moins 40 kilomètres plus loin du nouveau lieu d'emploi que le ou les lieux de résidence subséquents du contribuable, et
- d) le contribuable recommence à habiter normalement le logement pendant la durée de cet emploi chez cet employeur ou avant la fin de l'année d'imposition qui suit immédiatement celle au cours de laquelle cet emploi se termine, ou le contribuable meurt pendant la durée de cet emploi.

Deux corporations qui sont membres d'un même groupe constitué en corporation ou qui sont autrement liées ne sont pas considérées comme le «même employeur».

Changement complet d'usage d'un bien produisant un revenu à une résidence principale

- 34. Lorsqu'un contribuable a complètement changé l'usage d'un bien (pour lequel aucun choix exercé en vertu du paragraphe 45(2) n'est en vigueur) d'un bien produisant un revenu à une résidence principale, il est réputé, en vertu de l'alinéa 45(1)a), avoir disposé du bien (à la fois du fonds de terre et de l'immeuble) et l'avoir acquis de nouveau aussitôt après à la JVM. Cette disposition réputée peut donner lieu à un gain en capital imposable (qui peut donner droit à une déduction pour gains en capital en vertu de l'article 110.6; voir, toutefois, la note à la fin du numéro 13 ci-dessus). Le contribuable peut plutôt différer la comptabilisation du gain jusqu'à une année ultérieure en choisissant, en vertu du paragraphe 45(3), que la disposition et la nouvelle acquisition, réputées en vertu de l'alinéa 45(1)a), mentionnées ci-dessus ne s'appliquent pas. Ce choix est fait au moven d'une lettre à cet effet, que le contribuable signe et produit avec la déclaration de revenus pour l'année au cours de laquelle il a ultimement disposé du bien, ou plus tôt si le Ministère envoie une «demande» formelle de production de ce choix.
- 35. Tout comme dans le cas d'un choix exercé en vertu du paragraphe 45(2) (voir le numéro 32 ci-dessus), un bien peut être admis comme résidence principale d'un contribuable, conformément à un choix exercé en vertu du paragraphe 45(3), pour un maximum de quatre années d'imposition (dans ce cas ces années devraient être antérieures au changement d'usage). Ce choix tient lieu de l'exigence selon laquelle le logement doit être «normalement habité». Comme dans le cas d'un choix exercé en vertu du paragraphe 45(2), la résidence ou la résidence

principal residence exemption to apply, and the rule described in 6 above prevents the designation for any particular year of more than one property by the tax-payer or, after 1981, any other member of the family unit.

Example

Mr. X bought a house in 1984 and rented it to a third party until mid-1990. He and the other members of his family unit then lived in the house until it was sold in 1992. Mr. X has been resident in Canada at all times. He designates the house as his principal residence for the 1990 to 1992 taxation years inclusive by virtue of his having ordinarily inhabited it during those years. He also designates the house as his principal residence for the 1986 to 1989 years inclusive (i.e., the maximum 4 years) for which his subsection 45(3) election, which he files with his 1992 income tax return, is in effect. (He is able to make this designation because no other property has been designated by him or a member of his family unit for those years.) However, his gain on the disposition of the house in 1992 cannot be fully eliminated by the principal residence exemption because he cannot designate the house as his principal residence for the 1984 and 1985 years.

Any income in respect of a property (e.g., the rental income in the above example), net of applicable expenses, must be reported for tax purposes. However, for taxation years covered by a subsection 45(3) election, CCA should not be claimed on the property by the taxpayer, the taxpayer's spouse or a trust under which the taxpayer or the spouse is a beneficiary. Such a CCA claim would, by virtue of subsection 45(4), nullify the subsection 45(3) election as if it had never been made.

Partial Changes in Use

36. When a taxpayer has partially converted a principal residence to an income-producing use, paragraph 45(1)(c) provides for a deemed disposition of the portion of the property so converted (such portion is usually calculated on the basis of the area involved) for proceeds equal to its proportionate share of the property's FMV. Paragraph 45(1)(c) also provides for a deemed reacquisition immediately thereafter of the same portion of the property at a cost equal to the very same amount. Any gain otherwise determined on the deemed disposition is usually eliminated or reduced by the principal residence exemption. If the portion of the property so changed

réputée être au Canada pendant les années visées par le choix exercé en vertu du paragraphe 45(3) est nécessaire pour que tout l'avantage de l'exemption pour résidence principale s'applique. La règle décrite au numéro 6 ci-dessus empêche le contribuable ou, après 1981, un autre membre de l'unité familiale de désigner plus d'un bien pour une année donnée.

Exemple

M. X a acheté une maison en 1984 et l'a louée à un tiers jusqu'au milieu de 1990. Les autres membres de son unité familiale et lui-même ont alors habité la maison jusqu'à ce qu'elle soit vendue en 1992. M. X a toujours résidé au Canada. Il désigne la maison comme sa résidence principale pour les années d'imposition 1990 à 1992 inclusivement, du fait qu'il l'a normalement habitée pendant ces années-là. Il désigne aussi la maison comme sa résidence principale pour les années 1986 à 1989 inclusivement (c.-à-d. le maximum de 4 ans) pour lesquelles le choix qu'il a exercé en vertu du paragraphe 45(3), et qu'il produit avec sa déclaration de revenus pour 1992, est en vigueur. (Il est en mesure de faire cette désignation, parce qu'aucun autre bien n'a été désigné par lui ou par un membre de son unité familiale pour ces annéeslà.) Toutefois, le gain qu'il réalise au moment de la disposition de la maison en 1992 ne peut être entièrement éliminé par l'exemption pour résidence principale parce qu'il ne peut désigner sa maison comme sa résidence principale pour les années 1984 et 1985.

Tout revenu à l'égard d'un bien (p. ex., le revenu de location dans l'exemple qui précède), net des dépenses qui s'appliquent, doit être déclaré aux fins d'impôt. Toutefois, pour les années d'imposition visées par un choix exercé en vertu du paragraphe 45(3), le contribuable, son conjoint ou une fiducie dont le contribuable ou son conjoint est bénéficiaire ne devrait pas demander la DPA sur le bien. Cette DPA aurait pour effet d'annuler, conformément au paragraphe 45(4), le choix exercé en vertu du paragraphe 45(3) comme s'il n'avait jamais été fait.

Changements partiels d'usage

36. Lorsqu'un contribuable a partiellement converti une résidence principale en bien produisant un revenu, l'alinéa 45(1)c) prévoit une disposition réputée de la partie du bien ainsi convertie (cette partie est habituellement calculée en fonction de la superficie en cause) pour un produit égal à sa part proportionnelle de la JVM du bien. L'alinéa 45(1)c) prévoit aussi que la même partie du bien sera réputée avoir été acquise de nouveau immédiatement après à un coût égal au même montant. Tout gain calculé par ailleurs sur la disposition réputée est habituellement éliminé ou réduit par l'exemption pour résidence principale. Si la partie du bien ainsi convertie est par la suite reconvertie à un usage pour la résidence principale, il y a

is later converted back to use as part of the principal residence, there is a second deemed disposition (and reacquisition) thereof at FMV. A taxable capital gain attributable to the period of use of such portion of the property for income-producing purposes (for which a section 110.6 capital gains deduction may be available; see, however, the note at the end of 13 above) can arise from such a second deemed disposition or from an actual sale of the whole property subsequent to the original partial change in use. An election under subsection 45(2) or (3) cannot be made where there is a partial change in use of a property as described above.

- 37. The above-mentioned deemed disposition rule applies where the partial change in use of the property is substantial and of a more permanent nature, i.e., where there is a structural change. This occurs, for example, with the conversion of the front half of a house into a store, the conversion of a portion of a house into a self-contained domestic establishment for earning rental income (a duplex, triplex, etc.) or alterations to a house to accommodate separate business premises. In these and similar cases, the taxpayer reports the income and may claim the expenses pertaining to the altered portion of the property (i.e., a reasonable portion of the expenses relating to the whole property) as well as CCA on such altered portion.
- 38. It is the Department's practice to not apply the deemed disposition rule, but rather to consider that the entire property retains its nature as a principal residence, where all of the following conditions are met:
 - (a) the income-producing use is ancillary to the main use of the property as a residence,
 - (b) there is no structural change to the property, and
 - (c) no CCA is claimed on the property.

These conditions can be met, for example, where a taxpayer carries on a business of caring for children in his or her home, rents one or more rooms in the home or has an office or other work space in the home which is used in connection with his or her business. In these and similar cases, the taxpayer reports the income and may claim the expenses (other than CCA) pertaining to the portion of the property used for income-producing purposes. Certain conditions and restrictions are placed on the deductibility of expenses relating to an office or other work space in an individual's home (if the income is income from a business, see the current version of IT-514). In the event that the taxpayer commences to claim CCA on the portion of the

une deuxième disposition réputée (et nouvelle acquisition réputée) de ce bien à la JVM. Cette deuxième disposition réputée, ou la vente effective de l'ensemble du bien après le premier changement partiel d'usage, peut donner lieu à un gain en capital imposable attribuable à la période d'usage de cette partie du bien à des fins de production de revenu, qui peut donner lieu à une déduction pour gains en capital en vertu de l'article 110.6 (voir, toutefois, la note à la fin du numéro 13 ci-dessus). Un choix exercé en vertu du paragraphe 45(2) ou du paragraphe 45(3) ne peut être fait lorsqu'il y a un changement partiel d'usage d'un bien tel qu'il est décrit ci-dessus.

- 37. La règle de disposition réputée, mentionnée cidessus, s'applique lorsque le changement partiel d'usage du bien est important et est de nature plus permanente, c'est-à-dire lorsqu'il y a un changement structurel. Un changement structurel se produit, par exemple, avec la conversion de l'avant d'une maison en magasin, la conversion d'une partie de maison en établissement domestique autonome en vue de gagner un revenu de location (un duplex, un triplex, etc.) ou des modifications apportées à une maison afin d'aménager des locaux commerciaux distincts. Dans ces cas-là et dans d'autres cas semblables, le contribuable déclare le revenu et peut déduire les dépenses concernant la partie modifiée du bien (c.-à-d. une partie raisonnable des dépenses relatives à l'ensemble du bien) ainsi que la DPA sur cette partie modifiée.
- 38. Le Ministère a pour pratique de ne pas appliquer la règle de disposition réputée, mais plutôt de considérer que l'ensemble du bien conserve son caractère de résidence principale, lorsque toutes les conditions suivantes sont satisfaites :
 - a) l'usage comme bien produisant un revenu est un usage accessoire à l'usage principal du bien comme résidence;
 - b) il n'y a pas de changement structurel du bien;
 - c) aucune DPA sur le bien n'est demandée.

Ces conditions peuvent être satisfaites, par exemple, lorsqu'un contribuable exploite une entreprise pour la garde d'enfants dans sa maison, qu'il loue une ou plusieurs pièces de la maison ou qu'il a un bureau ou un autre espace de travail dans la maison qu'il utilise dans le cadre de son entreprise. Dans ces cas-là et dans d'autres cas semblables, le contribuable déclare le revenu et peut déduire les dépenses (autres que la DPA) relatives à la partie du bien utilisée aux fins de production d'un revenu. La déductibilité des dépenses relatives à un bureau ou à un autre espace de travail dans la maison d'un particulier est assortie de certaines conditions et restrictions (si le revenu est un revenu tiré d'une entreprise, veuillez consulter la dernière version du IT-514). Si le contribuable commence à demander la DPA sur la

property used for producing income, the deemed disposition rule is applied as of the time at which the income-producing use commenced.

Change in Use Rules Regarding CCA, Deemed Capital Cost and Recapture

39. When the taxpayer completely or partially changes the use of a property from principal residence to income-producing, subsection 13(7) provides for a deemed acquisition of the property or portion of the property so changed that is depreciable property. For purposes of claiming CCA, the deemed capital cost of such depreciable property is its FMV as of the date of the change in use unless that FMV is greater than the cost of such depreciable property. In the latter case, the deemed capital cost is determined by a formula which essentially limits it to the actual cost plus the taxable part of the gain on the depreciable property but only to the extent that a capital gains deduction is not claimed to offset such taxable part of the gain. The formula is as follows:

C + R(FMV - [C + rE])

where

C is the cost of the depreciable property, FMV is the FMV of the depreciable property as

of the date of the change in use,

- E is the amount of capital gains deduction claimed under section 110.6 to offset the taxable portion of the excess of FMV over C (if a portion of the gain is attributable to a period of time after February 1992, see the note at the end of 13 above),
- R is the capital gains inclusion rate in effect in the year of the change in use, and
 r is the reciprocal of R (i.e., R × r = 1).

Example

Mr. A completely converted his house to a rental property in January 1992, at which time its cost and FMV were \$60,000 and \$100,000, respectively (the cost and FMV of the land are ignored in this example as they are not taken into account under subsection 13(7)). The principal residence exemption reduced Mr. A's \$40,000 gain otherwise determined by \$10,000 to \$30,000 (the house did not qualify as his principal residence for all of the years in which he resided in it because Mrs. A had designated a cottage as her principal residence for some of those years). The ³/₄ capital gains inclusion rate in effect for 1992 resulted in a

partie du bien utilisée pour la production d'un revenu, la règle de disposition réputée s'applique au moment où a commencé l'usage aux fins de production d'un revenu.

Règles concernant la déduction pour amortissement (DPA), le coût en capital réputé et la récupération au moment d'un changement d'usage

39. Lorsque le contribuable change complètement ou partiellement l'usage d'un bien de résidence principale à bien produisant un revenu, le paragraphe 13(7) prévoit une acquisition réputée du bien ou de la partie du bien ainsi changé qui est un bien amortissable. Aux fins de la déduction de la DPA, le coût en capital réputé de ce bien amortissable est sa JVM à la date du changement d'usage à moins que la JVM ne soit supérieure au coût de ce bien amortissable. Dans ce dernier cas, le coût en capital réputé est calculé selon une formule qui le limite essentiellement au coût effectif majoré de la partie imposable du gain sur le bien amortissable, mais seulement dans la mesure où une déduction pour gains en capital n'est pas demandée pour compenser cette partie imposable du gain. La formule est la suivante :

C + R(JVM - [C + rE])

ωù

C est le coût du bien amortissable:

JVM est la JVM du bien amortissable à la date du

changement d'usage;

- E est le montant de la déduction pour gain en capital demandée en vertu de l'article 110.6 pour compenser la partie imposable de l'excédent de la JVM sur C (si une partie du gain est attribuable à une période après février 1992, voir la note à la fin du numéro 13 ci-dessus);
- R est le taux d'inclusion des gains en capital en vigueur dans l'année du changement d'usage;
 r est la réciproque de R (c.-à-d. R x r = 1).

Exemple

M. A a complètement converti sa maison en bien locatif en janvier 1992, date à laquelle son coût et sa JVM étaient de 60 000 \$ et 100 000 \$, respectivement (il n'est pas tenu compte du coût et de la JVM du fonds de terre dans cet exemple, vu qu'ils n'entrent pas en ligne de compte en vertu du paragraphe 13(7)). L'exemption pour résidence principale a réduit de 10 000 \$ le gain, calculé par ailleurs, de 40 000 \$ de M. A, qui passe ainsi à 30 000 \$ (la maison n'était pas admise comme sa résidence principale pour la totalité des années au cours desquelles il l'a habitée parce que M^{me} A avait désigné un chalet comme sa résidence principale pour certaines de ces années). Le taux

taxable capital gain of \$22,500 to Mr. A. In calculating taxable income, he claimed a corresponding capital gains deduction of \$22,500 under section 110.6. The deemed capital cost of Mr. A's house at the time of its change in use to a rental property was calculated as follows:

C + R(FMV - [C + rE])= \$60,000 + \frac{3}{4} \text{ of } (\$100,000 - [\$60,000 + \frac{4}{3} \text{ of } \$22,500])\$
= \$60,000 + \frac{3}{4} \text{ of } (\$100,000 - [\$60,000 + \frac{3}{3}0,000])\$
= \$60,000 + \frac{3}{4} \text{ of } (\$100,000 - \$90,000)\$
= \$60,000 + \frac{3}{4} \text{ of } \$10,000\$
= \$60,000 + \$7,500\$
= \$67,500.

To summarize, the change in use of the principal residence to a rental property in January 1992 resulted in a potentially taxable amount of 30,000, i.e., $\frac{3}{4}$ of Mr. A's 40,000 gain otherwise determined. \$7,500 of this amount was exempted from taxation by means of the principal residence exemption, i.e., ³/₄ of the above-mentioned \$10,000 reduction to the gain otherwise determined. The remaining \$22,500 of the \$30,000 potentially taxable amount was reported as a taxable capital gain but was then, in effect, exempted from taxation by means of the capital gains deduction (if a portion of the gain had been attributable to a period of time after February 1992, see the note at the end of 13 above). In determining the deemed capital cost of the house as a rental property for purposes of claiming CCA, the formula permitted the \$7,500 to be added to the \$60,000 cost of the house, but did not permit the \$22,500 to be added.

In the case of a **complete** change in use of a property from principal residence to income-producing, a subsection 45(2) election will cause subsection 13(7), as described above, not to apply. However, if the election is rescinded in a subsequent taxation year (e.g., by claiming CCA on the property), a subsection 13(7) deemed acquisition of depreciable property will occur on the first day of that subsequent year. A subsection 45(2) election cannot be made, and thus such an election cannot cause subsection 13(7) not to apply, where there is only a partial change in use of a property from principal residence to income-producing. However, subsection 13(7) would have no particular relevance and would not be applied to a partial change in use where conditions (a) to (c) in 38 above have been met, including the condition not to

d'inclusion des gains en capital de ¾ en vigueur pour 1992 a donné lieu à un gain en capital imposable de 22 500 \$ pour M. A. En calculant son revenu imposable, M. A a demandé une déduction correspondante de 22 500 \$ pour gains en capital en vertu de l'article 110.6. Le coût en capital réputé de la maison de M. A au moment de son changement d'usage à bien locatif a été calculé de la manière suivante:

```
 \begin{array}{l} C + R(JVM - [C + rE]) \\ 60\ 000\ \$ + \frac{3}{4}\ de\ (100\ 000\ \$ - [60\ 000\ \$ + \frac{4}{3}\ de\ 22\ 500\ \$]) \\ 60\ 000\ \$ + \frac{3}{4}\ de\ (100\ 000\ \$ - [60\ 000\ \$ + 30\ 000\ \$]) \\ 60\ 000\ \$ + \frac{3}{4}\ de\ (100\ 000\ \$ - 90\ 000\ \$) \\ 60\ 000\ \$ + \frac{3}{4}\ de\ 10\ 000\ \$ \\ 60\ 000\ \$ + 7\ 500\ \$ \\ 67\ 500\ \$ \\ \end{array}
```

En résumé, le changement d'utilisation de la résidence principale en bien locatif en janvier 1992 a donné lieu à un montant imposable possible de 30 000 \$, c'est-àdire les ³/₄ du gain, calculé par ailleurs, de 40 000 \$ de M. A. Une part de 7 500 \$ de ce montant a été exemptée d'impôt grâce à l'exemption pour résidence principale, c'est-à-dire les 3/4 de la réduction de 10 000 \$ du gain calculé par ailleurs. Le reste de 22 500 \$ du montant potentiellement imposable de 30 000 \$ a été déclaré comme un gain en capital imposable, mais a alors été en fait exempté d'impôt du fait de la déduction pour gains en capital (si une partie du gain avait été attribuable à une période après février 1992, voir la note à la fin du numéro 13 cidessus). Dans le calcul du coût en capital réputé de la maison comme bien locatif aux fins de la déduction de la DPA, la formule a permis d'ajouter le montant de 7 500 \$ au coût de 60 000 \$ de la maison, mais n'a pas permis d'ajouter le montant de 22 500 \$.

Dans le cas d'un changement complet d'usage d'un bien qui passe de résidence principale à un bien produisant un revenu, un choix exercé en vertu du paragraphe 45(2) fera que le paragraphe 13(7), selon la description qui précède, ne s'applique pas. Toutefois, si le choix est rescindé dans une année d'imposition subséquente (p. ex., en demandant la DPA sur le bien), l'acquisition d'un bien amortissable est réputée avoir lieu le premier jour de cette année subséquente, en vertu du paragraphe 13(7). Un choix exercé en vertu du paragraphe 45(2) ne peut pas être fait, et donc un tel choix ne peut pas avoir pour effet de rendre inopérant le paragraphe 13(7), dans le cas d'un changement partiel d'usage d'un bien qui passe d'une résidence principale à un bien produisant un revenu. Toutefois, le paragraphe 13(7) n'aura aucune utilité et ne pourra pas être appliqué à un changement partiel d'usage claim CCA on the portion of the property used to earn income.

40. When a taxpayer completely or partially changes the use of a property from income-producing to principal residence, there is a deemed disposition at FMV, by virtue of subsection 13(7), of the portion of the property so changed that is depreciable property. This can result in a recapture of CCA previously claimed on the property. A subsection 45(3) election cannot be used to defer such a recapture, caused by the operation of subsection 13(7), of CCA claimed for taxation years **prior** to those covered by that election (the claiming of CCA **during** the years covered by the subsection 45(3) election is prohibited – see 35 above).

Principal Residence Outside Canada

41. A property that is located outside Canada can, depending on the facts of the case, qualify as a taxpayer's principal residence (see the requirements in 2 to 6 above). A taxpayer who is resident in Canada and owns such a qualifying property outside Canada during a particular taxation year can designate the property as a principal residence for that year in order to use the principal residence exemption (see 14 above for the meanings of "resident in Canada" and "during"). Should a non-resident of Canada who owns a property outside Canada become resident in Canada, the provisions of the Income Tax Act normally apply to deem that person to acquire the property on the date of immigration to Canada at fair market value, thereby ensuring that any unrealized gain on the property accruing to that date will not be taxable in Canada. Thereafter, the comments in the first two sentences of this paragraph may apply.

Non-Resident Owner of a Principal Residence in Canada

42. A property in Canada owned in a particular taxation year by a non-resident of Canada may qualify as his or her principal residence for that year. That is, the property would qualify if the housing unit were ordinarily inhabited in that year (see 12 above) by the non-resident or by the spouse, former spouse or a child of the non-resident (see 5 above) or if an election under subsection 45(2) or (3) were in force for that year (see 32 and 35 above), provided that the property met the other requirements of paragraph 54(g). However, it should be noted that the use of the principal residence exemption is limited by reference to the number of taxation years ending after the

lorsque les conditions énumérées aux points 38a) à c) ci-dessus n'auront pas été satisfaites, y compris la condition de ne pas demander de DPA sur la fraction du bien servant à tirer un revenu.

40. Lorsqu'un contribuable change complètement ou partiellement l'usage d'un bien, de bien produisant un revenu à une résidence principale, il y a une disposition réputée à la JVM, conformément au paragraphe 13(7), de la partie du bien ainsi changé qui est un bien amortissable. Cela peut donner lieu à une récupération de la DPA déjà demandée sur le bien. Un choix exercé en vertu du paragraphe 45(3) ne peut servir à différer cette récupération, déterminée par l'application du paragraphe 13(7), de la DPA demandée pour les années d'imposition antérieures à celles visées par ce choix (la demande de la DPA au cours des années visées par le choix prévu au paragraphe 45(3) est interdite – voir le numéro 35 cidessus).

Résidence principale à l'extérieur du Canada

41. Un bien qui est situé à l'extérieur du Canada peut, selon le cas, être admis comme résidence principale du contribuable (voir les exigences aux numéros 2 à 6 ci-dessus). Un contribuable qui réside au Canada et qui est propriétaire d'un tel bien admissible à l'extérieur du Canada pendant une année d'imposition donnée peut désigner le bien comme sa résidence principale pour cette année-là, afin d'utiliser l'exemption pour résidence principale (voir le numéro 14 ci-dessus pour les significations de «résider au Canada» et «au cours de»). Si un non-résident du Canada qui est propriétaire d'un bien à l'extérieur du Canada devient résident du Canada, les dispositions de la Loi de l'impôt sur le revenu s'appliquent normalement pour faire en sorte que cette personne soit réputée avoir acquis le bien à sa juste valeur marchande, à la date à laquelle elle immigre au Canada, ce qui assure que tout gain couru mais non réalisé sur le bien à cette date-là ne sera pas imposable au Canada. Par la suite, les observations des deux premières phrases du présent numéro peuvent s'appliquer.

Propriétaire non résidant d'une résidence principale au Canada

42. Un bien au Canada qui appartient dans une année d'imposition donnée à un non-résident du Canada peut être admis comme sa résidence principale pour cette année-là. Ainsi, le bien serait admis si le non-résident ou son conjoint, son ancien conjoint ou son enfant (voir le numéro 5 ci-dessus) habitait normalement le logement cette année-là (voir le numéro 12 ci-dessus) ou si un choix exercé en vertu du paragraphe 45(2) ou du paragraphe 45(3) était en vigueur pour cette année-là (voir les numéros 32 et 35 ci-dessus), pourvu que le bien ait satisfait aux autres exigences de l'alinéa 54g). Toutefois, il faut noter que l'utilisation de l'exemption pour résidence principale est limitée par la mention du nombre d'années

acquisition date during which the taxpayer was resident in Canada (see 14 above for the principal residence exemption formula and the meanings of "acquisition date", "resident in Canada" and "during"). Therefore, the non-resident may not be able to use the principal residence exemption for all the years for which the property qualifies as his or her principal residence. That is, the principal residence exemption can benefit the non-resident only for those taxation years in which he or she was at some time resident in Canada (the benefit is increased, however, by the extra year discussed in 14 and 15 above, or the extra \$1,000 discussed in 28 above). As a result of this limitation, even in a case where the property qualifies as the non-resident's principal residence for all the years in which he or she owned it, a disposition of the property could result in a taxable capital gain resulting from the gain accruing in some or all of those years.

- 43. In spite of the limitation mentioned in 42 above in connection with the principal residence exemption, an election under subsection 45(2) or (3) could allow the non-resident individual owning a property in Canada to defer a taxable capital gain which would otherwise result from a deemed disposition of the property on a change in its use (see 31 and 34 above).
- 44. Where the non-resident has rented a property in Canada in a particular taxation year for which an election under subsection 45(2) or 45(3) is in effect, CCA should not be claimed on the property (see 31 and 35 above, respectively). This restriction on CCA applies where an election is made to report the rental income under section 216 (that election is discussed in the current version of IT-393).

Disposition of a Principal Residence in Canada by a Non-Resident Owner

45. Where a non-resident wishes to obtain a certificate under section 116 of the *Income Tax Act* for a property in Canada which he or she proposes to dispose of or has disposed of within the last 10 days, a prepayment on account of tax must be made or security acceptable to the Department must be given before the certificate will be issued. Form T2062 Notice by a Non-resident of Canada Concerning the Disposition or Proposed Disposition of Taxable Canadian Property, or a similar notification, must be filed in connection with a request for a section 116 certificate. Further particulars regarding the above are contained in the current version of

d'imposition se terminant après la date d'acquisition au cours desquelles le contribuable a résidé au Canada (voir le numéro 14 ci-dessus pour la formule de l'exemption pour résidence principale et pour les significations de «date d'acquisition», «résider au Canada» et «au cours de»). Par conséquent, le non-résident peut ne pas être en mesure d'utiliser l'exemption pour résidence principale pour la totalité des années pour lesquelles le bien est admis comme sa résidence principale. Ainsi, l'exemption pour résidence principale peut n'avantager le nonrésident que pour les années d'imposition au cours desquelles il a résidé au Canada à un moment donné (l'avantage est augmenté, cependant, par l'année additionnelle dont il est question au numéros 14 et 15 ci-dessus, ou par le supplément de 1 000 \$ mentionné au numéro 28 ci-dessus). Du fait de cette restriction, une disposition du bien pourrait donner lieu à un gain en capital imposable découlant du gain couru au cours de certaines années ou de toutes les années où le bien est admissible comme résidence principale du non-résident et où ce dernier en a été le propriétaire.

- 43. Malgré la restriction mentionnée au numéro 42 ci-dessus en ce qui a trait à l'exemption pour résidence principale, un choix exercé en vertu du paragraphe 45(2) ou du paragraphe 45(3) pourrait permettre au particulier non résidant qui est propriétaire d'un bien au Canada de différer un gain en capital imposable qui découlerait par ailleurs d'une disposition réputée du bien par suite d'un changement d'usage (voir les numéros 31 et 34 ci-dessus).
- 44. Lorsque le non-résident a loué, dans une année d'imposition donnée, un bien au Canada pour lequel un choix exercé en vertu du paragraphe 45(2) ou du paragraphe 45(3) est en vigueur, il ne faut pas demander la DPA sur le bien (voir les numéros 31 et 35 ci-dessus, respectivement). Cette restriction à l'égard de la DPA s'applique lorsqu'un choix est effectué pour déclarer le revenu de location en vertu de l'article 216 (ce choix est traité dans la dernière version du IT-393).

Disposition d'une résidence principale au Canada par un propriétaire non résidant

45. Lorsqu'un non-résident désire obtenir un certificat en vertu de l'article 116 de la Loi de l'impôt sur le revenu à l'égard d'un bien au Canada dont il compte disposer ou dont il a disposé dans les 10 derniers jours, un paiement anticipé au titre de l'impôt doit être effectué ou une garantie acceptable pour le Ministère doit être donnée avant la délivrance du certificat. Il faut produire la formule T2062, Avis par un non-résident du Canada de la disposition ou de la disposition éventuelle de biens canadiens imposables, ou un avis semblable, dans le cadre d'une demande de certificat en vertu de l'article 116. Vous trouverez d'autres renseignements à ce sujet dans la dernière version de la Circulaire d'information

Information Circular 72-17. Where part or all of any gain otherwise determined on the disposition of the property by the non-resident is or will be eliminated by the principal residence exemption, the amount of prepayment on account of tax to be made or security to be given may be reduced accordingly. An application for such a reduction should be made by means of a letter signed by the taxpayer and attached to the completed Form T2062 or similar notification. Such letter should contain a calculation of the portion of the gain otherwise determined that is or will be so eliminated by the principal residence exemption.

Other Publications

I Interpretation Bulletins

Current version of

IT-221	Determination	of	an	Individual's	Resi-
	dence Status				

IT-437	Our andhin	of Dwelling	Duanauti
11-40/	Ownership	or Dweiting	Froberty

IT-366	Principal Residence - transfer to Spouse,
	Spouse Trust or Certain Other Individuals

IT-393 Election re Tax on Rents and Timber Royalties – Non-Residents

IT-514 Work Space in Home Expenses

II Information Circulars

Current version of

72-17 Procedures Concerning the Disposition of Taxable Canadian Property by Non-Residents of Canada – Section 116

III Tax Guides

Current version of

- Capital Gains Tax Guide (see comments regarding Principal Residence)
- Farming Income Tax Guide (see comments regarding Capital Gains Principal Residence)
- T3 Guide and Trust Return (see comments regarding Principal Residence)

If you have any comments regarding the matters discussed in this bulletin, please send them to:

Director, Technical Publications Division
Legislative and Intergovernmental
Affairs Branch
Revenue Canada, Taxation
875 Heron Road
Ottawa, Ontario
K1A 0L8

72-17. Lorsqu'une partie ou la totalité d'un gain, calculé par ailleurs, réalisé au moment de la disposition du bien par le non-résident est ou sera éliminée par l'exemption pour résidence principale, le montant du paiement à effectuer par anticipation au titre de l'impôt ou la garantie à donner peut être réduit en conséquence. La demande de réduction doit être faite au moyen d'une lettre que le contribuable signe et annexe à la formule T2062 dûment remplie ou à un avis semblable. Cette lettre doit contenir un calcul de la partie du gain, calculée par ailleurs, qui est ou qui sera ainsi éliminée par l'exemption pour résidence principale.

Autres publications

I Bulletins d'interprétation

Dernière version du

IT-221 Détermination du lieu de résidence d'un particulier

IT-437 Propriété d'habitation

IT-366 Résidence principale – Transfert à un conjoint, à une fiducie créée au profit du conjoint ou à certains autres particuliers

IT-393 Choix relatif à l'impôt sur les loyers et les redevances forestières de non-résidents

IT-514 Frais de local de travail à domicile

II Circulaires d'information

Dernière version du

72-17 Procédures concernant la disposition de biens canadiens imposables par des personnes ne résidant pas au Canada – Article 116

III Guides d'impôt

Dernière version du

- Guide d'impôt Gains en capital (voir les observations concernant la Résidence principale)
- Guide d'impôt Revenus d'agriculture (voir les observations concernant les Gains en capital -Résidence principale)
- Guide et déclaration T3 des fiducies (voir les observations concernant la résidence principale)

Si vous avez des commentaires à formuler sur les sujets traités dans ce bulletin, veuillez les faire parvenir au :

> Directeur, Division des publications techniques Direction générale des affaires législatives et intergouvernementales Revenu Canada, Impôt 875, chemin Heron Ottawa (Ontario) K1A 0L8

Schedule A

Illustration of the Rule in Subsection 40(6) (see 17 above)

\$35,000 15,556 \$19,444

Where a taxpayer disposes of a property which he or she has owned (whether jointly with another person or otherwise) continuously since before 1982, the rule in subsection 40(6) provides that the gain calculated under the usual method, using the principal residence exemption formula in 14 above, cannot be greater than the maximum total net gain determined under an alternative method. Under the alternative method, there is a hypothetical disposition on December 31, 1981 and reacquisition on January 1, 1982 of the property at fair market value ("FMV"). The maximum total net gain determined under the alternative method is then calculated as follows:

pre-1982 gain + post-1981 gain - post-1981 loss = maximum total net gain

where

the "pre-1982 gain" is the gain (if any), as reduced by the principal residence exemption formula in 14 above, that would result from the hypothetical disposition at FMV on December 31, 1981,

the "post-1981 gain" is the gain (if any), as reduced by the principal residence exemption formula in 14 above without the "1+" in the numerator "A" in that formula, that would result from the hypothetical acquisition at FMV on January 1, 1982 and the subsequent actual disposition, and

the "post-1981 loss" is the amount of any loss that has accrued from December 31, 1981 to the date of the actual disposition, i.e., the excess (if any) of the FMV on December 31, 1981 over the proceeds from the actual disposition.

Example 1

Mrs. X acquired a house in 1975 for \$50,000. She and her husband lived in it until February 1988 when she sold it for \$115,000, resulting in an actual gain of \$65,000. Ever since the sale of the house in 1988, Mr. and Mrs. X have been living in rented premises. In filing her 1988 income tax return, Mrs. X designated the house as her principal residence for 1975 to 1988 inclusive, and thus her gain otherwise determined was completely eliminated by the principal residence exemption.

Mr. X acquired a lot in 1975 for \$7,000 and built a cottage on it in 1979 for \$13,000. Mr. and Mrs. X used the cottage as a seasonal residence in 1979 to 1992 inclusive. In the fall of 1992 Mr. X sold the cottage for \$55,000, resulting in an actual gain of \$35,000. In filing his 1992 income tax return, Mr. X designates the cottage property as his principal residence for 1979 to 1981 inclusive, as well as for 1989 to 1992 inclusive. He cannot designate the property as his principal residence for 1975 to 1978 inclusive because it was only a vacant lot and thus no one "ordinarily inhabited" it in those years (see 16 above); nor can he designate the property as his principal residence for 1982 to 1988 inclusive because of his wife's designation of the house as her principal residence for those years (see 6 above). As a result, not all of his \$35,000 gain otherwise determined is eliminated by the principal residence exemption formula in 14 above. However, because the property has been owned by Mr. X continuously since before 1982, subsection 40(6) comes into play in computing his gain.

Assuming that the fair market value of the cottage on December 31, 1981 was \$30,000, the calculations under subsection 40(6) in connection with Mr. X's gain on the cottage are as follows:

USUAL METHOD FOR CALCULATING GAIN:

Gain otherwise determined (\$55,000 – \$20,000)
Reduce by principal residence exemption:
1 + 7 (1979 to 1981 & 1989 to 1992) × \$35,000
18 (1975 to 1992)
Gain

Annexe A

Illustration de la règle énoncée au paragraphe 40(6) (voir le numéro 17 ci-dessus)

Lorsqu'un contribuable dispose d'un bien dont il a été le propriétaire (que ce soit conjointement avec une autre personne ou autrement) d'une façon continue avant 1982 et depuis, la règle énoncée au paragraphe 40(6) prévoit que le gain calculé selon la méthode habituelle, à l'aide de la formule d'exemption pour résidence principale au numéro 14 ci-dessus, ne peut être supérieur au gain net total maximum calculé selon une autre méthode. Selon l'autre méthode, il y a une disposition hypothétique le 31 décembre 1981 et une nouvelle acquisition le 1^{er} janvier 1982 du bien à sa juste valeur marchande («JVM»). Le gain net total maximum établi selon l'autre méthode se calcule alors de la manière suivante :

Gain avant 1982 + gain après 1981 – perte après 1981 = gain net total maximum

où

le **«gain avant 1982»** est (le cas échéant) le gain réduit par la formule d'exemption pour résidence principale au numéro 14 ci-dessus, qui serait obtenu de la disposition hypothétique à la JVM le 31 décembre 1981;

le **«gain après 1981»** est (le cas échéant) le gain réduit selon la formule d'exemption pour résidence principale au numéro 14 ci-dessus sans le «1 +» dans le numérateur «A» de cette formule, qui découlerait de l'acquisition hypothétique à la JVM le 1^{er} janvier 1982 et de la disposition effective subséquente;

la «perte après 1981» est le montant de toute perte courue après le 31 décembre 1981 jusqu'à la date de la disposition effective, c'est-à-dire l'excédent (s'il y a) de la JVM au 31 décembre 1981 sur le produit de la disposition effective.

Exemple 1

M^{me} X a acquis une maison en 1975 pour 50 000 \$. Elle et son conjoint y ont vécu jusqu'en février 1988 lorsqu'elle l'a vendue pour 115 000 \$, réalisant un gain effectif de 65 000 \$. Depuis la vente de la maison en 1988, M. et M^{me} X ont vécu dans des appartements loués. Au moment de la production de sa déclaration de revenus pour 1988, M^{me} X a désigné la maison comme sa résidence principale pour 1975 à 1988 inclusivement, si bien que son gain calculé par ailleurs a été complètement éliminé par l'exemption pour résidence principale.

M. X a acquis un terrain en 1975 pour 7 000 \$, y a construit un chalet en 1979 pour 13 000 \$. M. et M^{me} X ont utilisé le chalet comme résidence saisonnière de 1979 à 1992 inclusivement. À l'automne 1992, M. X a vendu le chalet pour 55 000 \$, réalisant un gain effectif de 35 000 \$. Au moment de produire sa déclaration de revenus pour 1992, M. X a désigné le chalet comme sa résidence principale pour 1979 à 1981 inclusivement, ainsi que pour 1989 à 1992 inclusivement. Il n'a pas pu désigner le chalet comme sa résidence principale pour 1975 à 1978 inclusivement, parce qu'il n'y avait qu'un terrain vacant et donc personne n'avait «normalement habité» le bien ces années-là (voir le numéro 16 ci-dessus). Il n'a pas pu désigner non plus le chalet comme sa résidence principale pour 1982 à 1988 inclusivement parce que sa conjointe a désigné la maison comme sa résidence principale pour ces années-là (voir le numéro 6 ci-dessus). Ainsi, son gain, calculé par ailleurs, de 35 000 \$ ne peut pas être totalement éliminé par la formule de l'exemption pour résidence principale au numéro 14 ci-dessus. Toutefois, parce qu'il a été propriétaire du bien de façon continue avant 1982 et depuis, le paragraphe 40(6) s'applique pour le calcul du gain.

En supposant que la juste valeur marchande du chalet au 31 décembre 1981 était de 30 000 \$, les calculs effectués en vertu du paragraphe 40(6) en ce qui a trait au gain de M. X sur le chalet sont les suivants :

MÉTHODE HABITUELLE POUR LE CALCUL DU GAIN:

Gain calculé par ailleurs (55 000 \$ - 20 000 \$)

Réduire de l'exemption pour résidence principale

1 + 7 (1979 à 1981 et 1989 à 1992) × 35 000 \$

18 (1975 à 1992)

35 000 \$

15 556

et 1989 a 1992) × 35 000 \$

19 444 \$

Gain

ALTERNATIVE METHOD - CALCULATION OF MAXIMUM TOTAL NET GAIN:

Pre-1982 gain:

Gain otherwise determined (\$30,000 - \$20,000)	\$10,000
Reduce by principal residence exemption: $1 + 3 (1979 \text{ to } 1981) \times \$10,000$	5,714
7 (1975 to 1981) Gain	\$ 4,286

Post-1981 gain:

Gain otherwise determined (\$55,000 - \$30,000)	\$25,000
Reduce by principal residence exemption: 4 (1989 to 1992) × \$25,000	9,091
11 (1982 to 1992) Gain	<u>\$15,909</u>

Post-1981 loss:

N/A

\$ NIL

Pro 1092 coin / post 1091 poin - post 1091 loss

Pre-1982 gain + post-1981 gain - post-1981 loss = \$4,286 + \$15,909 - \$Nil = \$20,195.

RESULT: The husband's gain remains at the \$19,444 calculated under the usual method since that amount does not exceed the maximum total net gain of \$20,195 calculated under the alternative method.

Example 2

Assume the same facts as in Example 1 except that the cottage was sold in 1992 for \$35,000. The calculations under subsection 40(6) in connection with the husband's gain on the cottage are as follows:

USUAL METHOD FOR CALCULATING GAIN:

Gain otherwise determined (\$35,000 – \$20,000)	\$15,000
Reduce by principal residence exemption:	
$1 + 7 (1979 \text{ to } 1981 \& 1989 \text{ to } 1992) \times $15,000$	6,667
18 (1975 to 1992)	
Gain	\$ 8,333

ALTERNATIVE METHOD - CALCULATION OF MAXIMUM TOTAL NET GAIN:

Pre-1982 gain:

\$10,000
5,714
\$ 4,286

AUTRE MÉTHODE – CALCUL DU GAIN NET TOTAL MAXIMUM :

Gain avant 1982:

Gain calculé par ailleurs (30 000 \$ - 20 000 \$)	10 000
Réduire de l'exemption pour résidence principale	
$1 + 3 (1979 \text{ à } 1981) \times 10 000 $	5 714
7 (1975 à 1981)	
Gain	4 286

Gain après 1981:

Gain calculé par ailleurs (55 000 \$ - 30 000 \$) Réduire de l'exemption pour résidence principale	25 000 \$
4 (1989 à 1992) × 25 000 \$	9 091
11 (1982 à 1992) Gain	15 909 \$

Perte après 1981:

S.O. NÉANT \$

Gain avant 1982 + gain après 1981 – perte après 1981 = 4 286 \$ + 15 909 \$ - Néant \$ = 20 195 \$.

RÉSULTAT: Le gain du conjoint est demeuré à 19 444 \$ calculé selon la méthode habituelle puisque le montant ne dépasse pas le gain net total maximum de 20 195 \$ calculé selon l'autre méthode.

Exemple 2

Supposons les mêmes données que dans l'exemple 1, sauf que le chalet a été vendu en 1992 pour 35 000 \$. Les calculs effectués en vertu du paragraphe 40(6) en ce qui a trait au gain réalisé par le conjoint sur le chalet sont les suivants :

MÉTHODE HABITUELLE DE CALCUL DU GAIN:

Gain calculé par ailleurs (35 000 \$ - 20 000 \$)	15 000 \$
Réduire de l'exemption pour résidence principale	
$1 + 7 (1979 \text{ à } 1981 \text{ et } 1989 \text{ à } 1992) \times 15 000 $	6 667
18 (1975 à 1992)	
Gain	8 333 \$

AUTRE MÉTHODE - CALCUL DU GAIN NET TOTAL MAXIMUM:

Gain avant 1982:

Gain calculé par ailleurs (30 000 \$ – 20 000 \$)	10 000 \$
Réduire de l'exemption pour résidence principale	
$1 + 3 (1979 \text{ à } 1981) \times 10 000 $	5 714
7 (1975 à 1981)	
Gain	4 286 \$

Post-1981 gain:

Gain otherwise determined (\$35,000 - \$30,000)	\$ 5,000
Reduce by principal residence exemption: _4 (1989 to 1992) × \$5,000	1,818
11 (1982 to 1992) Gain	<u>\$ 3,182</u>

Post-1981 loss:

N/A <u>\$ NIL</u>

Pre-1982 gain + post-1981 gain - post-1981 loss = \$4,286 + \$3,182 - \$Nil = \$7,468.

RESULT: Although the husband's gain calculated under the usual method is \$8,333, such gain cannot exceed the maximum total net gain of \$7,468 calculated under the alternative method. Therefore, the gain is reduced to \$7,468.

Example 3

Assume the same facts as in Example 1 except that the cottage was sold in 1992 for \$28,000. The calculations under subsection 40(6) in connection with the husband's gain on the cottage are as follows:

USUAL METHOD FOR CALCULATING GAIN:

\$ 8,000
3,556
\$ 4,444

ALTERNATIVE METHOD - CALCULATION OF MAXIMUM TOTAL NET GAIN:

Pre-1982 gain:

\$10,000
5,714
,
\$ 4,286

Post-1981 gain:

N/A <u>\$ NIL</u>

Post-1981 loss:

\$30,000 - \$28,000

Pre-1982 gain + post-1981 gain - post-1981 loss = \$4,286 + \$Nil - \$2,000 = \$2,286.

RESULT: Although the husband's gain calculated under the usual method is \$4,444, such gain cannot exceed the maximum total net gain of \$2,286 calculated under the alternative method. Therefore, the gain is reduced to \$2,286.

Gain après 1981:

 $\begin{array}{lll} \mbox{Gain calculé par ailleurs } (35\ 000\ \$ - 30\ 000\ \$) & 5\ 000\ \$ \\ \mbox{Réduire de l'exemption pour résidence principale} & & & \\ & \frac{4\ (1989\ \grave{a}\ 1992)}{11\ (1982\ \grave{a}\ 1992)} \times 5\ 000\ \$ & & \\ \mbox{Gain} & & & & \\ \hline \mbox{Gain} & & & & \\ \hline \end{array}$

Perte après 1981:

S.O. NÉANT \$

Gain avant 1982 + gain après 1981 – perte après 1981 = 4 286 \$ + 3 182 \$ - Néant \$ = 7 468 \$.

RÉSULTAT: Bien que le gain du conjoint calculé selon la méthode habituelle soit de 8 333 \$, ce gain ne peut pas dépasser le gain net total maximum de 7 468 \$ calculé selon l'autre méthode. Par conséquent, le gain est ramené à 7 468 \$.

Exemple 3

Supposons les mêmes données que dans l'exemple 1 sauf que le chalet a été vendu en 1992 pour 28 000 \$. Les calculs effectués en vertu du paragraphe 40(6) en ce qui a trait au gain réalisé par le conjoint sur le chalet sont les suivants :

MÉTHODE HABITUELLE POUR LE CALCUL DU GAIN :

Gain calculé par ailleurs (28 000 \$ - 20 000 \$)	8 000 \$
Réduire de l'exemption pour résidence principale	
$1 + 7 (1979 \text{ à } 1981 \text{ et } 1989 \text{ à } 1992) \times 8 000 $	3 556
18 (1975 à 1992)	
Gain	4 444 \$

AUTRE MÉTHODE - CALCUL DU GAIN NET TOTAL MAXIMUM:

Gain avant 1982:

Gain calculé par ailleurs (30 000 \$ - 20 000 \$)	10 000 \$
Réduire de l'exemption pour résidence principale 1 + 3 (1979 à 1981) × 10 000 \$	5 714
7 (1975 à 1981) Gain	4 286 \$

Gain après 1981:

S.O. <u>NÉANT</u>\$

Perte après 1981:

30 000 \$ - 28 000 \$ <u>2 000 \$</u>

Gain avant 1982 + gain après 1981 – perte après 1981 = 4286 \$ + Néant \$ - 2 000 \$ = 2 286 \$

RÉSULTAT: Bien que le gain du conjoint calculé selon la méthode habituelle soit de 4 444 \$, ce gain ne peut pas dépasser le gain net total maximum de 2 286 \$ calculé selon l'autre méthode. Par conséquent, le gain est ramené à

Schedule B

Illustration of Calculation of Gain on Disposition of a Farm Property

Assume that a taxpayer resident in Canada has sold a 50 hectare farm. The taxpayer owned the farm and occupied the house on it from July 30, 1984 to June 15, 1992. The house and $\frac{1}{2}$ hectare of the land have been designated as the taxpayer's principal residence for the 1984 to 1992 taxation years inclusive. The taxpayer's calculations of the gain on the disposition of the farm property, using the two methods permitted by paragraph 40(2)(c) of the *Income Tax Act*, are as follows:

FIRST METHOD (see 27 above)

	Principal Residence	Farm	Total Property
Proceeds of disposition Land House Barn Silo	\$ 10,000* 50,000 \$ 60,000	\$ 90,000 35,000 15,000 \$140,000	\$100,000 50,000 35,000 15,000 \$200,000
Adjusted cost base Land House Barn Silo	\$ 2,000* 20,000	\$ 58,000 11,000 4,000 \$ 73,000	\$ 60,000 20,000 11,000 4,000 \$ 95,000
Gain otherwise determined Less: Principal residence exemption Gain	\$ 38,000 38,000 \$ NIL	\$ 67,000 - \$ 67,000	\$105,000 <u>38,000</u> <u>\$ 67,000</u>

^{*} Since the principal residence portion of the land is \(\frac{1}{100} \) of the total land (i.e., \(\frac{1}{2} \) hectare divided by 50 hectares), one way (as described in 27(a) above) of assigning values to the principal residence portion of the land would be to simply use \(\frac{1}{2} \),000 (i.e., \(\frac{1}{100} \) of \(\frac{1}{2} \) 100,000) for the proceeds for such portion of the land and \(\frac{5}{2} \) 600 (i.e., \(\frac{1}{100} \) of \(\frac{5}{2} \) 600,000) for the adjusted cost base of such portion. Assume, however, that a typical residential site in the area, although less than \(\frac{1}{2} \) hectare in this example, had a fair market value of \(\frac{5}{2} \),000 as of the date of sale and \(\frac{5}{2} \),000 as of the date of acquisition. As indicated in 27(b) above, the Department would accept the taxpayer's use of the latter amounts, which in this case would result in a greater portion of the gain being eliminated by the principal residence exemption.

SECOND METHOD (see 28 above)

Proceeds of disposition for total farm property	\$200,000
Adjusted cost base for total farm property	95,000
Gain otherwise determined	\$105,000
Less: Principal residence exemption using subparagraph	, ,
$40(2)(c)(ii)$ election: $$1,000 + (9 \times $1,000)$	10,000
Gain	\$ 95,000

RESULT: In this example, the first method results in a lower gain to the taxpayer.

Annexe B

Illustration du calcul du gain réalisé à la disposition d'un bien agricole

Supposons qu'un contribuable résidant au Canada a vendu une ferme de 50 hectares. Le contribuable a été le propriétaire de la ferme et a occupé la maison qui s'y trouvait du 30 juillet 1984 au 15 juin 1992. La maison et un demi-hectare (½) du fonds de terre avaient été désignés comme la résidence principale du contribuable pour les années d'imposition 1984 à 1992 inclusivement. Les calculs du contribuable quant au gain réalisé à la disposition du bien agricole, selon les deux méthodes que l'alinéa 40(2)c) de la Loi de l'impôt sur le revenu permet, sont les suivants:

PREMIÈRE MÉTHODE (voir le numéro 27 ci-dessus)

	Résidence principale	Ferme	Bien total
Produit de la disposition			
Fonds de terre	10 000 \$*	90 000 \$	100 000 \$
Maison	50 000		50 000
Grange		35 000	35 000
Silo		15 000	15 000
	60 000 \$	140 000 \$	200 000 \$
Prix de base rajusté			
Fonds de terre	2 000 \$*	58 000 \$	60 000 \$
Maison	20 000		20 000
Grange		11 000	11 000
Silo		4 000	4 000
	22 000 \$	73 000 \$	95 000 \$
Gain calculé par ailleurs	38 000 \$	67 000 \$	105 000 \$
Moins: Exemption pour résidence principale	38 000		38 000
Gain	NÉANT \$	67 000 \$	67 000 \$

^{*} Vu que la partie du fonds de terre consacrée à la résidence principale est de ½100 de la superficie totale du fonds de terre (c.-à-d. un demi-hectare (½) divisé par 50 hectares), une façon (comme celle qui est décrite au point 27a) ci-dessus) d'attribuer des valeurs à la partie du fonds de terre consacrée à la résidence principale serait d'utiliser 1 000 \$ (c.-à-d. ½100 de 100 000 \$) pour le produit de disposition de cette partie du fonds de terre et 600 \$ (c.-à-d. ½100 de 60 000 \$) pour le prix de base rajusté de cette partie. Supposons, toutefois, qu'un emplacement résidentiel de ce genre dans cette région, bien que de superficie moindre qu'un demi-hectare (½) de l'exemple, a une juste valeur marchande de 10 000 \$ à la date de la vente et de 2 000 \$ à la date de l'acquisition. Comme il est mentionné au point 27b) ci-dessus, le Ministère accepterait que le contribuable utilise ces derniers montants qui, dans ce cas, auraient pour effet d'éliminer une plus grande partie du gain par l'exemption pour résidence principale.

DEUXIÈME MÉTHODE (voir le numéro 28 ci-dessus)

Produit de la disposition pour l'ensemble du bien agricole Prix de base rajusté pour l'ensemble du bien agricole	200 000 \$ 95 000
Gain calculé par ailleurs	105 000 \$
Moins: Exemption pour résidence principale moyennant le choix	
exercé en vertu du sous-alinéa 40(2)c)(ii)	10 000
1 000 \$ + (9 × 1 000 \$)	95 000 \$
Gain	<u></u>

RÉSULTAT: Dans cet exemple, la première méthode donne lieu à un gain moindre pour le contribuable.







SUBJECT: INCOME TAX ACT

Election to Capitalize Cost of Borrowed Money

NO: IT-121R2

DATE: July 18, 1983

REFERENCE: Section 21 (also paragraphs 20(1)(c), (d) and (e), sections 66, 66.1, 66.2 and 66.4 and Income Tax Regulations Part XL)

This bulletin replaces and cancels Interpretation Bulletin No. IT-121R dated March 1, 1976. Amendments are indicated by vertical lines.

Depreciable Property

- 1. Subsections 21(1) and (3) allow a taxpayer to elect to capitalize the cost of money borrowed for the purpose of acquiring depreciable property. Depreciable property is property in respect of which the taxpayer is entitled to deduct capital cost allowance in the year, whether or not he actually claims such a deduction.
- 2. Where a taxpayer has used borrowed money to acquire depreciable property or owes money on depreciable property acquired by him, he may make an election under subsection 21(1) in respect of the cost of such money, borrowed or owing, as would otherwise be deductible under paragraphs 20(1)(c), (d) and (e) in determining his income for the year of acquisition and the three immediately preceding taxation years. This election need not be made for all the depreciable property acquired during the year, i.e., it may be made for one or more of the depreciable properties acquired in the year. Similarly, it may be made for either a portion or all of the costs of the money borrowed or owing for the acquisition, i.e., part of the costs may be capitalized and the remainder deducted under paragraphs 20(1)(c), (d) or (e).
- 3. Where an election under subsection 21(1) is made in respect of preceding taxation years, subsection 21(5) requires the Minister to make such reassessments of the tax, interest or penalties as are necessary, notwithstanding the four-year limitation that may otherwise be imposed by paragraph 152(4)(b).
- 4. Provided an election under subsection 21(1) (whether on all or only a portion of the costs of the borrowed money) is made for the taxation year in which the depreciable property was acquired, elections for subsequent years may be made under subsection 21(3). An election under subsection 21(3) may also be made in respect of all or only a portion of the costs of borrowing money in respect of that depreciable property. However, where an

OBJET: LOI DE L'IMPÔT SUR LE REVENU Choix de capitaliser le coût d'emprunts

No: IT-121R2

DATE: le 18 juillet 1983

Governmen Publication

RENVOI: L'article 21 (aussi les annéas (20(1)c), d) et e), les articles 66, 66.1, 66.2 et 66, 4 ainsi que la Partie XL du Règlememt de l'impôt sur le revehu)



Le présent bulletin annule et remplace le Bulletin d'intreprétation IT-121R du 1er mars 1976. Les modifications sont indiquées par un trait vertical.

Biens amortissables

- 1. Les paragraphes 21(1) et (3) donnent aux contribuables le choix de capitaliser le coût d'emprunts destinés à acquérir des biens amortissables. Ces derniers sont des biens à l'égard desquels le contribuable a droit à une déduction pour amortissement dans l'année, peu importe qu'il demande ou non la déduction.
- 2. Le contribuable qui s'est servi d'argent emprunté pour acquérir des biens amortissables ou qui doit de l'argent sur des biens amortissables qu'il a acquis, peut exercer un choix en vertu du paragraphe 21(1) à l'égard du coût de cet argent qui serait autrement déductible en vertu des alinéas 20(1)c), d) et e) dans le calcul de son revenu pour l'année de l'acquisition et les trois années précédentes. Il n'est pas nécessaire que ce choix porte sur tous les biens amortissables acquis durant l'année: il peut porter sur un ou plusieurs de ces biens. De même, il peut porter sur une fraction ou sur la totalité du coût de l'argent emprunté ou dû ayant servi à l'acquisition, c.-à-d. qu'une partie du coût peut être capitalisée et le reste déduit en vertu des alinéas 20(1)c), d) ou e).
- 3. Lorsqu'un choix exercé en vertu du paragraphe 21(1) porte sur des années d'imposition précédentes, le paragraphe 21(5) exige que le Ministre établisse les nouvelles cotisations d'impôt d'intérêt ou de pénalité nécessaires dans les circonstances nonobstant la limite de quatre ans qui peut être imposée par ailleurs par l'alinéa 152(4)b).
- 4. Pourvu qu'un choix soit exercé en vertu du paragraphe 21(1) (soit sur la totalité, soit sur une fraction du coût de l'argent emprunté) pour l'année d'imposition durant laquelle le bien amortissable a été acquis, il est permis d'exercer pour les années suivantes des choix en vertu du paragraphe 21(3). Le choix exercé en vertu du paragraphe 21(3) peut porter soit sur la totalité, soit sur une fraction du coût de l'argent emprunté à l'égard du bien amortissable. Toutefois, il n'est plus possible

IT-121R2

election under subsection 21(1) is made in the year of acquisition of the property and in any subsequent year either no election is made under subsection 21(3), or one is made but not for the total amount of the costs incurred in that year in respect of the borrowings used to acquire the depreciable property, no further election may be made in respect of the cost of borrowing related to that depreciable property.

- 5. When a valid election is made under subsection 21(1) or (3) the amount specified therein is added to the capital cost of the depreciable property instead of being deducted as an expense in the relevant year. As such, the amount may be written off annually as capital cost allowance under paragraph 20(1)(a) and is subject to potential recapture under subsection 13(1) in the event of subsequent dispositions.
- 6. "Cost of borrowed money" for the purposes of section 21 includes interest and compound interest, as referred to in paragraphs 20(1)(c) and (d), pursuant to an obligation to pay such interest on money borrowed to acquire the depreciable property or on an amount still owing on such property under a purchase agreement. It may also include expenses of borrowing money, as referred to in paragraph 20(1)(e), and as commented on in IT-341R. It is the gross amount of the relevant cost of borrowed money otherwise deductible by the taxpayer in the year pursuant to paragraphs 20(1)(c), (d) and (e), without any reduction in respect of income he may have earned in the year from a temporary investment of the borrowed money, that is eligible for election under section 21.
- 7. When considering whether the cost of borrowed money qualifies under subsections 21(1) and (3), subsection 20(3) is applicable where that borrowed money has been used to repay money previously borrowed. For this purpose, it is necessary to ascertain the use that was made of the money that has been repaid or, if that use changed, the last use made of it. Furthermore, if there is later a change in the use made of the subsequent borrowing, that change also will be taken into account to determine whether the borrowing qualifies for the purposes of this paragraph.
- 8. For taxation years ending prior to December 12, 1979 the law required an election under section 21 to be made in the manner prescribed by section 4000 of the Regulations. Such an election had to be made not later than the last day on which the taxpayer was required to file a return of income for the year. For taxation years ending after December 11, 1979, section 4000 of the Regulations is revoked and a taxpayer may elect under section 21 by simply stating so in his return of income for the year.

d'exercer de choix à l'égard du coût d'un emprunt relatif à un bien amortissable si les circonstances suivantes existent: un choix a été exercé en vertu du paragraphe 21(1) dans l'année de l'acquisition du bien et, dans une année postérieure quelconque ou bien aucun choix n'a été exercé en vertu du paragraphe 21(3) ou bien le choix exercé n'a pas porté sur le montant total du coût supporté cette année-là à l'égard des emprunts utilisés pour acquérir le bien amortissable.

- 5. Dans le cas d'un choix valide en vertu du paragraphe 21(1) ou (3), le montant qui y est mentionné s'ajoute au coût en capital du bien amortissable au lieu d'être déduit à titre de dépense dans l'année pertinente. Ce montant peut donc être amorti annuellement au titre de la déduction pour amortissement en vertu de l'alinéa 20(1)a) et il est possible qu'il y ait récupération d'amortissement en vertu du paragraphe 13(1) advenant des dispositions subséquentes.
- 6. Aux fins de l'article 21, «coût des emprunts» comprend les intérêts et les intérêts composés (comme il est mentionné aux alinéas 20(1)c) et d)) que le contribuable s'est engagé à payer sur l'argent emprunté pour acquérir le bien amortissable ou sur la somme due à l'égard du bien en vertu d'un contrat d'achat. Cela peut aussi comprendre les frais d'emprunt dont il est question à l'alinéa 20(1)e) et selon les remarques du Bulletin IT-341R. Le montant sur lequel peut porter le choix en vertu de l'article 21 est le montant brut du coût de l'emprunt pertinent autrement déductible par le contribuable dans l'année en vertu des alinéas 20(1)c), d) et e), sans rien retrancher pour tenir compte du revenu que le contribuable a pu retirer dans l'année du placement temporaire de l'argent emprunté.
- 7. Lorsqu'il s'agit de déterminer si le coût de l'argent emprunté satisfait aux exigences des paragraphes 21(1) et (3), le paragraphe 20(3) s'applique dans le cas où il a été établi que l'argent a été utilisé pour rembourser de l'argent antérieurement emprunté. À cette fin, il est nécessaire de déterminer l'usage qui a été fait de l'argent qui a été remboursé ou, si cet usage a changé, le dernier usage qui en a été fait. En outre, s'il y a un changement subséquent de l'usage fait de l'emprunt, il faudra aussi tenir compte de ce changement pour établir si l'emprunt est admissible aux fins du présent alinéa.
- 8. Pour les années d'imposition qui se sont terminées avant le 12 décembre 1979, la loi exigeait qu'un choix en vertu de l'article 21 soit présenté de la façon prescrite à l'article 4000 du Règlement. Ce choix devait être exercé au plus tard le dernier jour auquel le contribuable était tenu de produire une déclaration d'impôt sur le revenu pour l'année. Pour les années d'imposition se terminant après le 11 décembre 1979, l'article 4000 du Règlement est abrogé et un contribuable peut produire un choix en vertu de l'article 21 en ajoutant simplement une note à ce sujet dans sa déclaration de revenu de l'année.

IT-121R2 3

- 9. To make an election under subsection 21(1) or (3) in respect of the cost of borrowing money used to acquire a particular depreciable property it is necessary that that depreciable property be on hand at the end of the taxation year for which the election is being contemplated.
- 10. Where a subsidiary has been wound up in accordance with the provisions of subsection 88(1) of the Act, the parent company is considered for purposes of section 21 to have acquired the property distributed to it by the subsidiary. Thus, if the subsidiary borrowed money to acquire the property and the debt is still outstanding at the time of winding up, the parent company could make an election pursuant to subsection 21(1) in respect of the costs incurred by it during the year in which the depreciable property was "acquired".
- 11. Similarly, where a statutory amalgamation under section 87 takes place, the new company is considered to have "acquired property" in the year of amalgamation and could make an election under subsection 21(1) with respect to the cost of money borrowed by the predecessor companies and used to acquire the depreciable property.
- 12. An election under subsection 21(1) can be made only for the taxation year in which a depreciable property is acquired. Where a building or other structure is being erected by or for a taxpayer, he is considered to have acquired the depreciable property at any particular time to the extent of the construction costs incurred by him to that time. There is no provision for an election under subsection 21(1) in a taxation year subsequent to the taxation year in which the depreciable property was acquired. For example, where a building is under construction for 3 years, a separate election under subsection 21(1) must be filed for each taxation year. In addition, an election under subsection 21(3) would be required for the second and subsequent years.

Exploration or Development Expenses

- 13. Subsections 21(2) and (4) allow a taxpayer to make elections in respect of an amount paid on borrowed money which he has used for the purpose of exploration or development or the acquisition of a resource property. The principles followed in subsections 21(2) and (4) are basically the same as those in subsections 21(1) and (3) respectively, apart from the fact that the amount is deemed, as a result of such an election, to be a Canadian exploration and development expense, foreign exploration and development expense, Canadian exploration expense, Canadian development expense or Canadian oil and gas property expense incurred by the taxpayer in the year for which the election is made and, as such, is deductible under section 66, 66.1, 66.2, or 66.4 as the case may be.
- 14. Subject to the foregoing paragraph, the comments above in respect of subsections 21(1) and (3) apply also in respect of subsections 21(2) and (4).

9. Pour qu'un contribuable puisse, en vertu du paragraphe 21(1) ou (3), exercer un choix à l'égard du coût de l'argent emprunté pour acquérir un bien amortissable donné, il faut qu'il possède ce bien amortissable à la fin de l'année d'imposition pour laquelle le choix est envisagé.

- 10. Lorsqu'une filiale a été liquidée conformément aux dispositions du paragraphe 88(1) de la Loi, la compagnie mère est considérée, aux fins de l'article 21, comme ayant acquis les biens qui lui ont été distribués par la filiale. Par conséquent, si la filiale a emprunté de l'argent pour acquérir les biens et que la dette est encore en souffrance au moment de la liquidation, la compagnie mère pourrait produire un choix en vertu du paragraphe 21(1) à l'égard des coûts qu'elle a supportés dans l'année où les biens amortissables ont été «acquis».
- 11. De même, lorsqu'il se produit une fusion statutaire en vertu de l'article 87, la nouvelle compagnie est considérée comme ayant "acquis les biens" dans l'année de la fusion et elle peut exercer un choix en vertu du paragraphe 21(1) à l'égard du coût de l'argent emprunté par les compagnies remplacées pour acquérir les biens amortissables.
- 12. Un choix en vertu du paragraphe 21(1) ne peut être fait que pour l'année d'imposition durant laquelle un bien amortissable est acquis. Lorsqu'un bâtiment ou une autre structure est construit par ou pour un contribuable, on considère que celui-ci a acquis le bien amortissable à un moment quelconque, suivant la proportion des coûts de construction supportés par lui à ce moment-là. Aucune disposition ne prévoit la production d'un choix en vertu du paragraphe 21(1) dans une année d'imposition subséquente à l'année d'imposition durant laquelle le bien amortissable a été acquis. Par exemple, si la construction d'un bâtiment prend 3 ans, un choix distinct en vertu du paragraphe 21(1) devra être produit pour chaque année d'imposition. En outre, un choix en vertu du paragraphe 21(3) devra être produit pour la deuxième année et les années subséquentes.

Frais d'exploration ou d'aménagement

- 13. Les paragraphes 21(2) et (4) permettent au contribuable d'exercer des choix à l'égard d'un montant payé sur de l'argent emprunté qui a servi à explorer, aménager ou acquérir un avoir minier. Les principes suivis dans les paragraphes 21(2) et (4) sont fondamentalement les mêmes que ceux des paragraphes 21(1) et (3) respectivement, sauf que le montant est réputé, à la suite d'un tel choix, représenter des frais d'exploration et d'aménagement au Canada, des frais d'exploration et d'aménagement à l'étranger, des frais d'exploration au Canada, des frais d'aménagement au Canada ou des frais à l'égard de biens canadiens relatifs au pétrole et au gaz engagés par le contribuable dans l'année pour laquelle ce choix en particulier est exercé et, à ce titre, ce montant est déductible en vertu des dispositions des articles 66, 66.1, 66.2 ou 66.4 selon le cas.
- 14. Sous réserve du numéro qui précède, les commentaires ci-devant concernant les paragraphes 21(1) et (3) s'appliquent également aux paragraphes 21(2) et (4).

GENERAL REMARKS

15. There is also, in each of subsections 21(1) to (4), a reference to an amount deductible in computing the taxpayer's income "(other than exempt income)". In the event that a taxpayer has incurred an expense in respect of borrowed money used to acquire a property the income from which would be "exempt income", as that phrase is defined in subsection 248(1), or to earn "exempt income", that expense would not be deductible, because of the wording of paragraphs 20(1)(c), (d) and (e), in the computation of his income subject to tax. The phrase quoted above prevents him, therefore, from obtaining such a deduction indirectly in a future year by electing to capitalize that expense and thus making it subject to capital cost allowance, or by deeming it to be a Canadian exploration and development expense, foreign exploration and development expense, Canadian exploration expense, Canadian development expense or Canadian oil and gas property expense.

- 16. Amounts elected upon under section 21 are not included in
 - (a) the capital cost of depreciable property for the purposes of the formula used to determine Canadian manufacturing and processing profits,

(b) the earned depletion base, or

(c) the capital cost of property for purposes of the investment tax credit defined in subsection 127(9) if the election was made in respect of a taxation year ending after October 28, 1980 or if the election was made in an amended or late-filed return filed after that date.

Amounts elected upon under section 21 are, however, included in

- (d) the capital cost of property for purposes of the investment tax credit defined in subsection 127(9) where the election was made in respect of a taxation year ending prior to October 29, 1980 (but not in respect of an election made in an amended or late filed return filed after that date) except interest capitalized beyond five years of acquisition of the property.
- (e) "original cost" as referred to in Part VII of the Regulations, for purposes of the logging tax deduction provided by subsection 127(1), and
- (f) the capital cost of property, including property in respect of which a non-resident taxpayer has elected to file a return of income pursuant to section 216.
- 17. Subsection 18(3.1) has been added to the Act in Bill C-139 requiring the capitalization of real estate soft costs, including interest and other costs of borrowing money, incurred after 1981 and before the completion of the construction, renovation or alteration of a building. As a consequence, subsections 21(1) and 21(3) have been amended concurrently in order to permit an election

OBSERVATIONS GÉNÉRALES

15. Chacun des paragraphes 21(1) à (4) fait aussi mention d'un montant déductible dans le calcul du revenu du contribuable "(autre qu'un revenu exonéré d'impôt)". Lorsqu'un contribuable a engagé des frais à l'égard d'argent emprunté afin d'acquérir un bien duquel il tirerait un revenu qui constituerait un "revenu exonéré d'impôt" conformément à la définition de cette expression au paragraphe 248(1), ou afin de gagner un "revenu exonéré d'impôt", ces frais ne seraient pas déductibles, à cause du libellé des alinéas 20(1)c), d) et e), dans le calcul de son revenu assujetti à l'impôt. L'expression ci-dessus empêche le contribuable, par conséquent, d'obtenir une telle déduction indirecte, dans une année subséquente, en choisissant de capitaliser des frais et ainsi les assujettissant à la déduction pour amortissement, ou en les faisant considérer comme des frais d'exploration et d'aménagement au Canada, des frais d'exploration et d'aménagement à l'étranger, des frais d'exploration au Canada, des frais d'aménagement au Canada, ou des frais à l'égard de biens canadiens relatifs au pétrole et au

- 16. Les montants visés par un choix en vertu de l'article 21 ne sont pas inclus dans:
 - a) le coût en capital du bien amortissable aux fins de la formule utilisée pour déterminer les bénéfices de fabrication et de transformation au Canada,

b) la base de l'épuisement gagné, ou

c) le coût en capital d'un bien aux fins du crédit d'impôt à l'investissement défini au paragraphe 127(9) si le choix a été fait à l'égard d'une année d'imposition se terminant après le 28 octobre 1980 ou si le choix a été fait dans une déclaration amendée ou produite en retard après cette date.

Les montants visés par un choix en vertu de l'article 21 comprennent toutefois:

- d) le coût en capital d'un bien aux fins du crédit d'impôt à l'investissement défini au paragraphe 127(9) lorsque le choix a été fait à l'égard d'une année d'imposition s'étant terminée avant le 29 octobre 1980 (à l'exclusion d'un choix fait dans une déclaration amendée ou produite en retard après cette date) à l'exception des intérêts capitalisés audelà de cinq ans de l'acquisition du bien.
- e) le «coût original» selon la Partie VII du Règlement, aux fins de la déduction relative à l'impôt sur les opérations forestières prévue au paragraphe 127(1) et
- f) le coût en capital du bien, y compris un bien à l'égard duquel un contribuable non résidant a choisi de produire une déclaration de revenu en vertu de l'article 216.
- 17. Le paragraphe 18(3.1), ajouté à la Loi par le Projet de loi C-139, requiert la capitalisation des frais annexes d'un bâtiment incluant les intérêts et autres frais d'emprunt encourus après 1981 et avant que la construction, rénovation ou transformation soit terminée. En conséquence, les paragraphes 21(1) et 21(3) ont été également amendés afin de permettre que le choix prévu puisse être fait pendant la période de construction à l'égard des

IT-121R2

thereunder in respect of borrowing costs incurred in the construction period even though such costs will be capitalized in any event under subsection 18(3.1). Since an election to capitalize such costs under subsection 21(1) must have been made in order to make future elections under subsection 21(3), the amendments provide the necessary mechanism to do so.

18. Pursuant to subsection 18(7), there are certain limitations to the amount that can be elected upon under section 21 if subsection 18(4) applies (thin capitalization provisions).

frais d'emprunt qui ne seraient pas autrement déductibles, en vertu du paragraphe 18(3.1). Puisqu'un choix de capitaliser ces frais en vertu du paragraphe 21(1) doit avoir été fait afin de pouvoir procéder à un choix pour des années postérieures en vertu du paragraphe 21(3), les amendements qui y sont apportés prévoient le mécanisme nécessaire à cet effet.

5

18. Conformément au paragraphe 18(7), certaines restrictions frappent le montant qui peut faire l'objet d'un choix en vertu des dispositions de l'article 21 si le paragraphe 18(4) s'applique (concernant le capital-actions réduit).







SUBJECT:

INCOME TAX ACT

Election to Capitalize Cost of Borrowed Money

NO: IT-121R3

DATE: April 8, 1993

REFERENCE: SPECIAL RELEASE

OBJET: LOI DE L'IMPÔT SUR LE REVENU

Choix de capitaliser le coût d'emprunts

N°: IT-121R3

DATE: le 8 avril 1993

RENVOI: COMMUNIQUÉ SPÉCIAL



Application

The purpose of this Special Release is to revise Interpretation Bulletin IT-121R3 dated May 6, 1988 to reflect amendments to the law.

Bulletin Revisions

- 1. Paragraph 2 is revised to replace both the reference to "paragraphs 20(1)(c), (d), and (e)" in the first sentence and the reference to "paragraphs 20(1)(c), (d) or (e)" in the last sentence with "paragraphs 20(1)(c), (d), (e) or, after 1987, (e.1)".
- 2. Paragraph 6 is cancelled and replaced by the following:
 - 6. For the purposes of section 21, "cost of borrowed money" includes interest and compound interest, as referred to in paragraphs 20(1)(c) and (d), pursuant to a legal obligation to pay such interest on money borrowed to acquire the depreciable property or on an amount still owing on such property under a purchase agreement. It may also include expenses of borrowing money as referred to in paragraph 20(1)(e) and after 1987, annual financing fees as referred to in paragraph 20(1)(e.1) (see the current version of IT-341). It is the gross amount of the relevant cost of borrowed money otherwise deductible by the taxpayer in the year pursuant to paragraphs 20(1)(c), (d), (e) or, after 1987, (e.1), without any reduction for income earned in the year from a temporary investment of the borrowed money, that is eligible for election under section 21."
- 3. Paragraph 15 is revised to replace the reference to "paragraphs 20(1)(c), (d) and (e)" in the second sentence with "paragraphs 20(1)(c), (d), (e) and, after 1987, (e.1)."

Application

Le présent communiqué spécial constitue une mise à jour du Bulletin d'interprétation IT-121R3 du 6 mai 1988 et tient compte des modifications apportées à la loi.

Modifications au bulletin

- 1. Au numéro 2, le renvoi aux «alinéas 20(1)c), d) et e)» dans la première phrase et le renvoi à «l'alinéa 20(1)c), d) ou e)» dans la dernière phrase sont remplacés par le renvoi à «l'alinéa 20(1)c), d), e) ou, après 1987, e.l)».
- 2. Le numéro 6 est annulé et remplacé par ce qui suit :
 - 6. Aux fins de l'article 21, le «coût des emprunts» comprend les intérêts et les intérêts composés, comme il est mentionné aux alinéas 20(1)c) et d), que le contribuable est légalement obligé de payer sur l'argent qu'il a emprunté pour acquérir le bien amortissable ou sur la somme qu'il doit encore à l'égard du bien, selon un contrat d'achat. Le coût des emprunts peut aussi comprendre les frais d'emprunt, dont il est question à l'alinéa 20(1)e) et, après 1987, les frais de financement annuels, comme il est mentionné à l'alinéa 20(1)e.1) (voir la version la plus récente du IT-341). Le montant que peut viser le choix prévu à l'article 21 correspond au montant brut du coût de l'emprunt pertinent que le contribuable pourrait par ailleurs déduire dans l'année en vertu des alinéas 20(1)c), d), e) ou, après 1987, e.1), sans aucune réduction à l'égard du revenu que le contribuable a tiré dans l'année d'un placement temporaire de l'argent emprunté.
- 3. Au numéro 15, le renvoi aux «alinéas 20(1)c), d) et e)» dans la deuxième phrase est remplacé par le renvoi aux «alinéas 20(1)c), d), e) ou, après 1987, e.1)».



4. Paragraph 17 is cancelled and replaced with the following:

Capitalization of Real Estate Soft-Costs

17. Subsection 18(3.1) applies to certain outlays or expenses (referred to as "soft-costs") which include interest and other costs of borrowing money attributable to the period of the construction, renovation or alteration of a building. A current deduction for these outlays or expenses is denied if they relate to the construction, renovation or alteration of the building or relate to associated land owned during the period of such activity. However, for 1987 and subsequent taxation years, such a deduction will not be denied to a taxpayer who owns land and incurs softcosts that relate to the land if they are attributable to a period when an arm's length person constructs, renovates or alters a building on that land on that person's own behalf. Any soft-costs incurred during this period by that arm's length person on his or her own behalf will continue to be subject to the restrictions in subsection 18(3.1).

Where subsection 18(3.1) applies to deny a current deduction, such amounts, if incurred in 1988 or subsequent taxation years, are added to the capital cost of the building. Previously, such amounts were added to the cost or capital cost of the land or building depending on which they related to. The following expenses however do not have to be capitalized under subsection 18(3.1):

- (a) capital cost allowance (20(1)(a)),
- (b) landscaping of grounds (20(1)(aa)),
- (c) scientific research and experimental development expenditures on buildings acquired before 1990 that were deductible by virtue of section 37 or 37.1.
- (d) disability-related modifications to a tax-payer's building after 1990 (20(1)(gg)), and
- (e) soft-costs incurred after 1989 that are deductible under subsection 20(29) to the extent of rental income from the building. For a further discussion and an example on the operation of subsection 20(29), see the related Department of Finance Explanatory Notes for Bill C-18.

4 Le numéro 17 est annulé et remplacé par ce qui suit :

Capitalisation des coûts accessoires en matière immobilière

17. Le paragraphe 18(3.1) s'applique à certains débours et à certaines dépenses (appelés «coûts accessoires»), et comprenant les intérêts et les autres frais d'emprunt qui se rapportent à la période de construction, de rénovation ou de transformation d'un bâtiment. Aucune déduction n'est admise à l'égard de ces débours ou dépenses s'ils sont liés à la construction, à la rénovation ou à la transformation d'un bâtiment ou s'ils sont liés à un fonds de terre appartenant au contribuable durant la période où de telles activités étaient en cours. Toutefois, pour l'année 1987 et les années d'imposition suivantes, un contribuable qui est propriétaire d'un fonds de terre pourra continuer à déduire les coûts accessoires qu'il a engagés relativement au fonds de terre dans le cas où une personne qui ne lui est pas liée construit, rénove ou transforme, pour son propre compte, un bâtiment situé sur le fonds de terre. Tous les coûts accessoires que cette personne engage, pour son propre compte, pendant cette période continueront d'être assujettis aux restrictions énoncées au paragraphe 18(3.1).

Si, en raison de l'application du paragraphe 18(3.1), la déduction courante ne peut être faite, ces frais, s'ils sont engagés en 1988 ou durant les années d'imposition suivantes, sont ajoutés au coût en capital du bâtiment. Auparavant, ces montants étaient ajoutés au coût ou au coût en capital du fonds de terre ou du bâtiment, selon qu'ils se rapportaient au fonds de terre ou au bâtiment. Le paragraphe 18(3.1) n'exige cependant pas que les dépenses suivantes soient capitalisées :

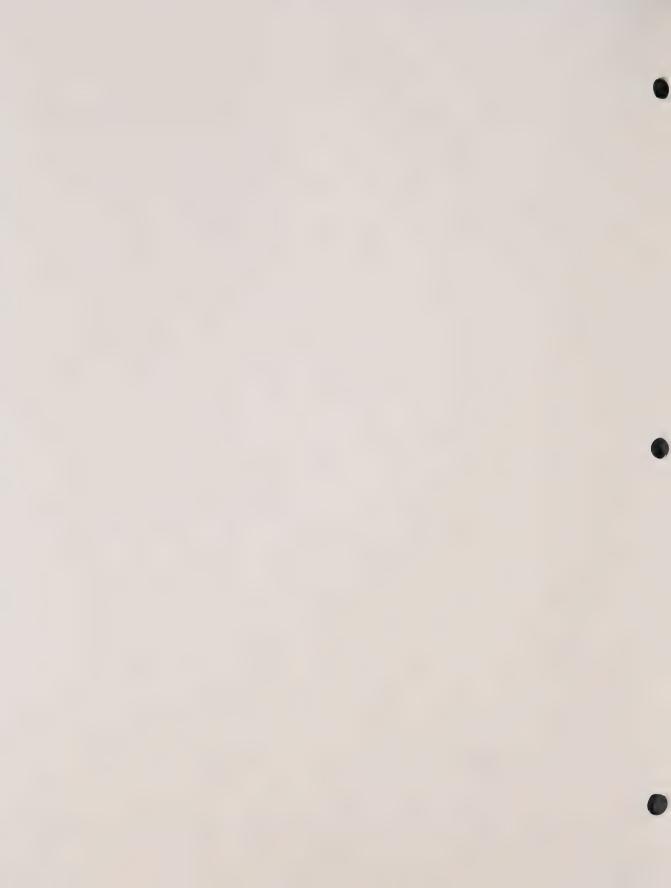
- a) le coût en capital des biens (alinéa 20(1)a));
- b) l'aménagement paysager (alinéa 20(1)aa));
- c) les dépenses de recherche scientifique et du développement expérimental pour des bâtiments acquis avant 1990, qui étaient déductibles conformément à l'article 37 ou 37.1;
- d) les modifications effectuées au bâtiment du contribuable après 1990 pour que des personnes handicapées puissent y avoir accès ou s'y déplacer (20(1)gg));
- e) les coûts accessoires engagés après 1989 qui sont déductibles en vertu du paragraphe 20(29). Pour un examen du paragraphe 20(29) et un exemple d'application, veuillez vous reporter aux Notes explicatives sur le projet de loi C-18 publiées par le ministère des Finances.

If you have any comments concerning the matters discussed in this release, please send them to:

Director, Technical Publications
Division
Legislative and Intergovernmental
Affairs Branch
Revenue Canada, Taxation
875 Heron Road
Ottawa, Ontario
K1A 0L8

Si vous avez des commentaires à formuler sur les sujets traités dans ce communiqué, veuillez les faire parvenir au :

> Directeur, Division des publications techniques Direction générale des affaires législatives et intergouvernementales Revenu Canada, Impôt 875, chemin Heron Ottawa (Ontario) K1A 0L8



INTERPRETATION BULLETIN

BULLETIN D'INTERPRÉTATION LOI DE L'IMPÔT SUR LE REVENU

SUBJECT: INCOME TAX ACT

Election to Capitalize Cost of Borrowed Money

NO IT-121R3

DATE: May 6, 1988

REFERENCE:

Section 21 (also sections 37, 37.1, 87 and 216, subsections 13(1), 18(3.1), (4) and (7), 88(1), 127(1) and (9) and 248(1), and paragraphs 20(1)(a), (c), (d) and (e) and 152(4)(c)

Choix de capitaliser le coût d'emprunts

Nº IT-121R3 DATE: le 6 mai 1988

RENVOI: L'article 21 (aussi les articles 37, 37.1, 87 et 216, les paragraphes 13(1), 18(3.1), (4) et (7), 88(1), 127(1) et (9) et 248(1) et les alinéas 20(1)a), c), d), et e) et 152(4)c))

Application

This bulletin replaces and cancels Interpretation Bulletin IT-121R2 dated July 18, 1983. Current revisions are designated by vertical lines. Proposals contained in the Notice of Ways and Means Motion of December 16, 1987 on tax reform are not considered in this release.

Summary

This bulletin deals with the elections a taxpaver may make to capitalize, instead of deducting as an expense, the cost of borrowed money used to acquire depreciable property or used for exploration, development or the acquisition of a resource property.

Discussion and Interpretation

Depreciable Property

- 1. Subsections 21(1) and (3) allow a taxpayer to elect to capitalize the cost of money borrowed for the purpose of acquiring depreciable property. Depreciable property is property in respect of which the taxpayer is entitled to deduct capital cost allowance in computing income for a taxation year, whether or not any such deduction is actually made.
- 2. Where a taxpayer has used borrowed money to acquire depreciable property or owes money on depreciable property acquired, an election may be made under subsection 21(1) in respect of the cost of such money, borrowed or owing, as would otherwise be deductible under paragraphs 20(1)(c), (d) and (e) in determining income for the year of acquisition and the three immediately preceding taxation years. This election need not be made for all the depreciable property acquired during the year, i.e., it may be made for one or more of the depreciable properties acquired in the year. Similarly, it may be made for either a portion or all of the costs of the money borrowed or owing for the acquisition, i.e., part of the costs may be capitalized and the remainder deducted under paragraphs 20(1)(c), (d) or (e).

Application

OBJET:

Le présent bulletin annule et remplace le Bulletin d'interprétation IT-121R2 du 18 juillet 1983. Les révisions sont indiquées au moyen de traits verticaux. La présente version ne tient pas compte des propositions contenues dans l'Avis de motion des voies et moyens du 16 décembre 1987 sur la réforme fiscale.

Résumé

Le présent bulletin porte sur le choix que peut exercer un contribuable en vue de capitaliser, au lieu de déduire à titre de dépense, le coût de l'argent emprunté pour acquérir des biens amortissables ou utilisé pour l'exploration, l'aménagement ou l'acquisition d'un avoir minier.

Discussion et interprétation

Biens amortissables

- 1. Les paragraphes 21(1) et (3) donnent au contribuable le choix de capitaliser le coût de l'argent emprunté pour acquérir des biens amortissables. Ces derniers sont des biens à l'égard desquels le contribuable a droit à une déduction pour amortissement dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition, peu importe qu'il demande ou non la déduction.
- 2. Le contribuable qui s'est servi d'argent emprunté pour acquérir des biens amortissables ou qui doit de l'argent sur des biens amortissables qu'il a acquis peut exercer un choix en vertu du paragraphe 21(1) à l'égard du coût de l'argent, qu'il a emprunté ou qu'il doit, qui serait par ailleurs déductible en vertu des alinéas 20(1)c), d) et e) dans le calcul du revenu pour l'année de l'acquisition et les trois années d'imposition précédentes. Il n'est pas nécessaire que ce choix vise tous les biens amortissables acquis pendant l'année; il peut viser un seul ou plusieurs biens amortissables acquis pendant l'année. De même, le choix peut viser une partie ou la totalité du coût de l'argent que le contribuable a emprunté ou qu'il doit et qui a servi à l'acquisition. Autrement dit, une partie du coût peut être capitalisée et le reste, déduit en vertu de l'alinéa 20(1)c), d) ou e).





- 3. Where an election under subsection 21(1) is made in respect of preceding taxation years, subsection 21(5) requires the Minister to make such reassessments of the tax, interest or penalties as are necessary, notwithstanding the three-year limitation that may otherwise be imposed by paragraph 152(4)(c).
- 4. Applicable with respect to taxation years commencing after 1984, a taxpayer may elect under subsection 21(3) for a particular taxation year where, in any taxation year preceding the particular year,
 - (a) the taxpayer had acquired depreciable property and had elected under subsection 21(1), or(b) the taxpayer was, by virtue of subsection
- 18(3.1), required to capitalize an amount as part of the capital cost of constructing a depreciable property, provided that in each taxation year, if any, after that preceding year and before the particular taxation year the tax-payer had elected under subsection 21(3) in respect of the total amount that otherwise would have been deductible by the taxpayer in computing income (other than exempt income) for each such year. However, in any such particular taxation year, if the taxpayer either does not elect under subsection 21(3) or elects under subsection 21(3) in respect of an amount that is less than the total amount

referred to above, no further election may be made in respect of the cost of borrowed money which related to the

particular depreciable property.

- 5. When a valid election is made under subsection 21(1) or (3) the amount specified therein is added to the capital cost of the depreciable property instead of being deducted as an expense in the relevant year. As such, the amount may be written off annually as capital cost allowance under paragraph 20(1)(a) and is subject to potential recapture under subsection 13(1) in the event of a subsequent disposition.
- 6. "Cost of borrowed money" for the purposes of section 21 includes interest and compound interest, as referred to in paragraphs 20(1)(c) and (d), pursuant to an obligation to pay such interest on money borrowed to acquire the depreciable property or on an amount still owing on such property under a purchase agreement. It may also include expenses of borrowing money, as referred to in paragraph 20(1)(e), and as commented on in IT-341R. It is the gross amount of the relevant cost of borrowed money otherwise deductible by the taxpayer in the year pursuant to paragraphs 20(1)(c), (d) and (e), without any reduction in respect of income earned in the year from a temporary investment of the borrowed money, that is eligible for election under section 21.
- 7. The cost of borrowed money used to repay an amount owing for or in respect of depreciable property will, by virtue of subsection 20(3), qualify for the purpose of subsection 21(1) or (3) so long as that property is used for

- 3. Lorsqu'un choix exercé en vertu du paragraphe 21(1) vise des années d'imposition antérieures, le ministre doit, selon le paragraphe 21(5), établir les nouvelles cotisations d'impôt, d'intérêt ou de pénalité nécessaires dans les circonstances, nonobstant la limite de trois ans qui peut par ailleurs être imposée en vertu de l'alinéa 152(4)c).
- 4. Pour les années d'imposition commençant après 1984, un contribuable peut exercer un choix en vertu du paragraphe 21(3) à l'égard d'une année d'imposition donnée lorsque, dans une année d'imposition quelconque précédant l'année d'imposition donnée.
 - a) le contribuable a acquis des biens amortissables et a exercé le choix prévu au paragraphe 21(1) ou
 - b) le contribuable devait, en vertu du paragraphe 18(3.1), capitaliser un montant comme faisant partie du coût en capital de la construction d'un bien amortissable,

pourvu que, pour chaque année d'imposition, s'il y a lieu, qui suit cette année antérieure et qui précède l'année d'imposition donnée, le contribuable a exercé le choix prévu au paragraphe 21(3) à l'égard du montant total qui aurait par ailleurs été déductible par le contribuable dans le calcul de son revenu (non exonéré d'impôt) pour chacune de ces années. Toutefois, dans toute année d'imposition donnée, si le contribuable n'exerce pas le choix prévu au paragraphe 21(3) ou s'il exerce le choix prévu au paragraphe 21(3) ou s'il exerce le choix prévu au paragraphe 21(3) à l'égard d'un montant qui est inférieur au montant total mentionné ci-dessus, aucun autre choix ne peut être exercé à l'égard du coût de l'argent emprunté se rapportant au bien amortissable en question.

- 5. Dans le cas d'un choix valide exercé en vertu du paragraphe 21(1) ou (3), le montant qui y est précisé s'ajoute au coût en capital du bien amortissable au lieu d'être déduit à titre de dépense dans l'année en question. Ce montant peut donc être radié chaque année au titre de la déduction pour amortissement en vertu de l'alinéa 20(1)a), et il est possible qu'il y ait récupération en vertu du paragraphe 13(1) advenant une disposition ultérieure.
- 6. Aux fins de l'article 21, le «coût des emprunts» comprend les intérêts et les intérêts composés, comme il est mentionné aux alinéas 20(1)c) et d), que le contribuable s'est engagé à payer sur l'argent qu'il a emprunté pour acquérir le bien amortissable ou sur la somme qu'il doit à l'égard du bien en vertu d'un contrat d'achat. Le coût des emprunts peut aussi comprendre les frais d'emprunt, dont il est question à l'alinéa 20(1)e) et dans le Bulletin d'interprétation IT-341R. Le montant que peut viser le choix prévu à l'article 21 est le montant brut du coût de l'emprunt pertinent par ailleurs déductible par le contribuable dans l'année en vertu des alinéas 20(1)c), d) et e), sans rien retrancher à l'égard du revenu que le contribuable a tiré dans l'année d'un placement temporaire de l'argent emprunté.
- 7. Le coût des emprunts utilisés pour rembourser une somme due relativement à un bien amortissable sera, en vertu du paragraphe 20(3), admissible aux fins du paragraphe 21(1) ou (3), pourvu que ce bien soit utilisé pour produire ou tirer un revenu

IT-121R3

the purpose of gaining or producing income (other than exempt income) from a business or property. However, if the use of that property changes so that its use for the purpose of gaining or producing income (other than exempt income) is discontinued, the cost of the money, borrowed or owing, will cease to so qualify.

- 8. An election under either subsection 21(1) or (3) can be made only in respect of amounts that are otherwise deductible in computing income and such income must be other than exempt income.
- 9. To make an election under subsection 21(1) or (3) in respect of the cost of borrowed money used to acquire a particular depreciable property it is necessary that that depreciable property be on hand at the end of the taxation year for which the election is being contemplated. A taxpayer may elect under section 21 simply by stating so in the taxpayer's return of income for the year.
- 10. Where a subsidiary has been wound up in accordance with subsection 88(1) the parent company is, for the purpose of section 21, considered to have acquired the subsidiary's property in the year in which the winding-up occurred. Thus, if the parent assumes a debt of the subsidiary which was incurred by the subsidiary to acquire depreciable property and that depreciable property as acquired by the parent, the parent may elect under subsection 21(1) in respect of the interest and other eligible costs in respect of that debt as were incurred by the parent during the year in which the winding-up occurred.
- 11. Similarly, where a statutory amalgamation under section 87 takes place, the new company is considered to have acquired a predecessor's property in the year of amalgamation and could make an election under subsection 21(1) with respect to the cost to the new company of money borrowed by the predecessor companies and used to acquire the depreciable property.
- 12. An election under subsection 21(1) can be made only for the taxation year in which a depreciable property is acquired. Where a building or other structure is being erected by or for a taxpayer, it is considered to have been acquired at any particular time to the extent of the construction costs incurred to that time. There is no provision for an election under subsection 21(1) in a taxation year subsequent to the taxation year in which the depreciable property was acquired. For example, where a building is under construction for 3 years, a separate election under subsection 21(1) must be filed for each taxation year in respect of the borrowing costs related to the portion of the depreciable property acquired in each year. In addition, but subject to the comments in 4 above, an election under subsection 21(3) must be made for each taxation year subsequent to the year in which the depreciable property was acquired, to capitalize the borrowing cost incurred in the subsequent year. The borrowing cost incurred in any

(non exonéré d'impôt) d'une entreprise ou d'un bien. Cependant, si le contribuable se met à utiliser le bien autrement que pour produire ou tirer un revenu (non exonéré d'impôt), le coût de l'argent qu'il a emprunté ou qu'il doit cessera d'être admissible.

- 8. Un choix en vertu du paragraphe 21(1) ou (3) peut être exercé uniquement à l'égard de montants qui sont par ailleurs déductibles dans le calcul du revenu, et ce revenu ne doit pas être exonéré d'impôt.
- 9. Pour pouvoir exercer un choix en vertu du paragraphe 21(1) ou (3) à l'égard du coût de l'argent emprunté pour acquérir un bien amortissable donné, il faut que le contribuable possède ce bien amortissable à la fin de l'année d'imposition visée par le choix envisagé. Un contribuable peut exercer le choix prévu à l'article 21 en l'indiquant simplement dans sa déclaration de revenu pour l'année.
- 10. Lorsqu'une filiale a été liquidée conformément aux dispositions du paragraphe 88(1), la compagnie mère est considérée, aux fins de l'article 21, comme ayant acquis les biens de la filiale l'année de la liquidation. Par conséquent, si la compagnie mère prend en charge une dette contractée par la filiale pour acquérir un bien amortissable et que ce bien amortissable a été acquis par la compagnie mère, celle-ci peut exercer le choix prévu au paragraphe 21(1) à l'égard des intérêts et des autres coûts rattachés à cette dette et engagés par la compagnie mère l'année de la liquidation.
- 11. De la même façon, lorsqu'il se produit une fusion statutaire en vertu de l'article 87, la nouvelle compagnie est considérée comme ayant acquis les biens d'une compagnie remplacée au cours de l'année de la fusion et elle peut exercer le choix prévu au paragraphe 21(1) relativement au coût pour la nouvelle compagnie de l'argent emprunté par les compagnies remplacées et utilisé pour acquérir les biens amortissables.
- 12. Un choix en vertu du paragraphe 21(1) peut être exercé seulement pour l'année d'imposition où un bien amortissable est acquis. Lorsqu'un bâtiment ou une autre structure est construit par ou pour un contribuable, on considère que cette structure ou ce bâtiment a été acquis à une date quelconque, suivant la proportion des coûts de construction supportés à ce moment-là. Aucune disposition ne prévoit la production d'un choix en vertu du paragraphe 21(1) dans une année d'imposition qui suit l'année d'imposition où le bien amortissable a été acquis. Par exemple, si la construction d'un bâtiment prend trois ans, un choix distinct devra être produit en vertu du paragraphe 21(1) pour chaque année d'imposition à l'égard des coûts des emprunts se rapportant à la partie du bien amortissable acquise chaque année. En outre, mais sous réserve du numéro 4 cidessus, un choix doit être exercé en vertu du paragraphe 21(3) pour chaque année d'imposition qui suit l'année d'imposition où le bien amortissable a été acquis, pour capitaliser les coûts des emprunts engagés dans l'année ultérieure. Les coûts des

such subsequent year must have been otherwise deductible in computing income (other than exempt income) for that year and must have been incurred in respect of borrowed money used to acquire the depreciable property or money owing for the depreciable property acquired.

Exploration or Development Expenses

- 13. Under subsections 21(2) and (4), a taxpayer may elect on the amount of expense incurred in respect of borrowed money used for the purpose of exploration, development, or the acquisition of property, provided the expense is a
 - (a) Canadian exploration and development expense,
 - (b) foreign exploration and development expense,
 - (c) Canadian exploration expense
 - (d) Canadian development expense, or
 - (e) Canadian oil and gas property expense.

The principles followed in subsections 21(2) and (4) are similar to those described in subsections 21(1) and (3) respectively, except that the amount specified in the election is deemend to be an expense described in (a) to (e) above, as the case may be. The effect of elections under subsections 21(2) and (4) is to permit the amount specified in the election to be deducted in computing income in subsequent years as part of whichever expense described in (a) to (e) above is applicable, rather than in the year in which the amount was incurred.

14. Subject to the foregoing paragraph, the comments above in respect of subsections 21(1) and (3) apply also in respect of subsections 21(2) and (4).

GENERAL REMARKS

- 15. There is also, in each of subsections 21(1) to (4), a reference to an amount deductible in computing the taxpayer's income "(other than exempt income)". In the event that a taxpayer has incurred an expense in respect of borrowed money used to acquire a property the income from which would be "exempt income", as that phrase is defined in subsection 248(1), or to earn "exempt income", that expense would not be deductible, because of the wording of paragraphs 20(1)(c), (d) and (e), in the computation of income subject to tax. The phrase quoted above prevents a taxpayer from obtaining such a deduction indirectly in a future year by electing to capitalize that expense and thus making it subject to capital cost allowance, or by deeming it to be a Canadian exploration and development expense, foreign exploration and development expense, Canadian exploration expense, Canadian development expense or a Canadian oil and gas property expense.
- 16. Amounts elected upon under section 21 are not included in
 - (a) the capital cost of depreciable property for the purposes of the formula used to determine Canadian

emprunts engagés dans une année ultérieure quelconque doivent avoir été par ailleurs déductibles dans le calcul du revenu (non exonéré d'impôt) pour l'année en question et doivent avoir été engagés à l'égard d'argent emprunté pour acquérir le bien amortissable ou à l'égard d'une somme due relativement au bien amortissable acquis.

Frais d'exploration ou d'aménagement

- 13. Selon les paragraphes 21(2) et (4), un contribuable peut exercer un choix à l'égard du montant d'une dépense engagée relativement à de l'argent emprunté qui a servi à explorer, à aménager ou à acquérir un bien, pourvu que cette dépense constitue :
 - a) des frais d'exploration et d'aménagement au Canada,
 - b) des frais d'exploration et d'aménagement à l'étranger,
 - c) des frais d'exploration au Canada,
 - d) des frais d'aménagement au Canada ou
 - e) des frais à l'égard de biens canadiens relatifs au pétrole et au gaz.

Les principes suivis aux paragraphes 21(2) et (4) sont semblables à ceux qui sont décrits aux paragraphes 21(1) et (3) respectivement, sauf que le montant précisé dans le choix est réputé représenter des frais décrits en a) à e) ci-dessus, selon le cas. Les choix prévus aux paragraphes 21(2) et (4) ont pour but de permettre la déduction du montant précisé dans le choix dans le calcul du revenu d'années subséquentes comme partie de n'importe quels frais décrits en a) à e) ci-dessus qui s'appliquent, plutôt que dans l'année où la dépense a été engagée.

14. Sous réserve du numéro 13 ci-dessus, les commentaires ci-dessus concernant les paragraphes 21(1) et (3) s'appliquent également aux paragraphes 21(2) et (4).

OBSERVATIONS GÉNÉRALES

- 15. Chacun des paragraphes 21(1) à (4) fait aussi mention d'un montant déductible dans le calcul du revenu du contribuable «non exonéré d'impôt». Lorsqu'un contribuable a engagé des frais à l'égard d'argent emprunté pour acquérir un bien duquel il tirerait un revenu qui constituerait un «revenu exonéré d'impôt» conformément à la définition de cette expression au paragraphe 248(1), ou pour gagner un «revenu exonéré d'impôt», ces frais ne seraient pas déductibles, à cause du libellé des alinéas 20(1)c), d) et e), dans le calcul de son revenu assujetti à l'impôt. L'expression ci-dessus empêche alors le contribuable d'obtenir une telle déduction indirectement, dans une année ultérieure, en choisissant de capitaliser ces frais et ainsi les assujettissant à la déduction pour amortissement, ou en les faisant considérer comme des frais d'exploration et d'aménagement au Canada, des frais d'exploration et d'aménagement à l'étranger, des frais d'exploration au Canada, des frais d'aménagement au Canada ou des frais à l'égard de biens canadiens relatifs au pétrole et au gaz.
- 16. Les montants visés par un choix exercé en vertu de l'article 21 ne sont pas inclus
 - a) dans le coût en capital du bien amortissable aux fins de la formule utilisée pour déterminer les bénéfices de fabrica-

IT-121R3

manufacturing and processing profits,

(b) the earned depletion base, or

(c) the capital cost of property for purposes of the investment tax credit defined in subsection 127(9) if the election was made in respect of a taxation year ending after October 28, 1980 or if the election was made in an amended or late-filed return filed after that date.

Amounts elected upon under section 21 are, however, included in

(d) the capital cost of property for purposes of the investment tax credit defined in subsection 127(9) where the election was made in respect of a taxation year ending prior to October 29, 1980 (but not in respect of an election made in an amended or late-filed return filed after that date) except interest capitalized beyond five years of acquisition of the property.

(e) "original cost" as referred to in Part VII of the Regulations, for purposes of the logging tax deduction provided by subsection 127(1), and

(f) the capital cost of property, including property in respect of which a non-resident taxpayer has elected to file a return of income pursuant to section 216.

17. Applicable in respect of outlays and expenses made or incurred after May 9, 1985, subsection 18(3.1) requires real estate soft costs (including interest and other costs of borrowing money) in connection with the construction, renovation or alteration of a building to be capitalized as part of the cost of the land or the capital cost of the building, as the case may be. Any such cost that is attributable to the period of construction, renovation or alteration must be so capitalized, even though it is incurred outside of that period. Subsection 18(3.1) similarly required the capitalization of such soft costs as were incurred after 1981 and before May 10, 1985 in connection with the construction, renovation or alteration of a building, but only to the extent that they were incurred before the completion of such construction, renovation or alteration. Subsection 18(3.1) does not require the capitalization of any outlay or expense made or incurred after 1981 that, by virtue of paragraph 20(1)(a) or (aa) or section 37 or 37.1, is deductible in computing income.

tion et de transformation au Canada ni

b) dans la base de l'épuisement gagné ni

c) dans le coût en capital d'un bien aux fins du crédit d'impôt à l'investissement défini au paragraphe 127(9), si le choix a été fait à l'égard d'une année d'imposition se terminant après le 28 octobre 1980 ou si le choix a été fait dans une déclaration modifiée ou produite en retard après cette date.

5

Les montants visés par un choix exercé en vertu de l'article 21 sont inclus toutefois dans

- d) le coût en capital d'un bien aux fins du crédit d'impôt à l'investissement défini au paragraphe 127(9), si le choix a été fait à l'égard d'une année d'imposition s'étant terminée avant le 29 octobre 1980 (à l'exclusion d'un choix fait dans une déclaration modifiée ou produite en retard après cette date) à l'exception des intérêts capitalisés au-delà de cinq ans de l'acquisition du bien,
- e) le «coût original», selon la partie VII du Règlement, aux fins de la déduction relative à l'impôt sur les opérations forestières prévue au paragraphe 127(1), et

f) le coût en capital du bien, y compris un bien à l'égard duquel un contribuable non résidant a choisi de produire une déclaration de revenu en vertu de l'article 216.

17. Pour ce qui est des débours et des dépenses faits ou engagés après le 9 mai 1985, les frais accessoires liés à la construction, à la rénovation ou à la transformation d'un bâtiment (y compris les intérêts et les autres frais d'emprunt) doivent, en vertu du paragraphe 18(3.1), être capitalisés comme faisant partie du coût du fonds de terre ou du coût en capital du bâtiment, selon le cas. Tous les coûts de ce genre qui se rapportent à la période de construction, de rénovation ou de transformation doivent être capitalisés ainsi, même s'ils ne sont pas engagés pendant cette période. De la même façon, le paragraphe 18(3.1) exigeait que soient capitalisés les frais accessoires engagés après 1981, mais avant le 10 mai 1985, et liés à la construction, à la rénovation ou à la transformation d'un bâtiment, mais seulement dans la mesure où ils avaient été engagés avant que la construction, la rénovation ou la transformation du bâtiment soit terminée. Le paragraphe 18(3.1) n'exige pas la capitalisation des débours et des dépenses faits ou engagés après 1981 qui, en vertu de l'alinéa 20(1)a) ou aa) ou de l'article 37 ou 37.1, sont déductibles dans le calcul du revenu.







MINISTÈRE DU REVENU NATIONAL, IMPÔT

INTERPRETATION

BULLETI



SUBJECT:

INCOME TAX ACT

United States Social Security Tax and

Benefits

SERIAL NO: IT-122 DATE: Sept. 28, 1973

REFERENCE: Subparagraph 56(1)(a)(i)

OBJET: LOI DE L'IMPÔT SUR LE REVENU

Loi dite "United States Social Security

Tax" et prestations y afférentes

Nº DE SÉRIE: IT-122

le 28 sept. 1973

RENVOI: Sous-alinéa 56(1)a)(i)

This Bulletin replaces and cancels Interpretation Bulletin No. IT-29 dated September 8, 1971,

- 1. The United States Social Security Act (properly the Federal Insurance Contributions Act) actually covers a number of programs of which only four - the retirement, the survivors, the disability, and the hospital and medical insurance programs - are administered by the Federal Government. The retirement, survivors, and disability insurance benefits are commonly known as "social security benefits". To pay for these benefits, the taxes are collected from employees, employers and the self-employed, who are working in jobs and businesses covered by social security.
- 2. Although pension benefits received under the Social Security Act are not taxable in the United States, retirement and survivors' benefits must be included in income under the authority of subparagraph 56(1)(a)(i) of the Income Tax Act when they are received by a Canadian resident, and there is no provision in the Canada-United States Reciprocal Tax Convention which would exempt them from tax in this country. Where such benefits are received by a parent or some other person on behalf of a dependent child, they constitute income of child and not of the actual recipient.
- 3. Disability insurance benefits received under the United States Social Security Act are considered not to be income and, therefore, are not subject to tax in Canada.
- 4. Ordinarily, payments of Social Security Tax are not allowable as deductions from income. However, where a Canadian employer has made payments of Social Security Tax on behalf of an employee without deducting them from his salary or wages, those payments are allowable deductions to the employer under paragraph 18(1)(a) of the Income Tax Act. The amount so paid in the year constitutes a benefit to the employee, which must be included in his income under paragraph 6(1)(a).
- 5. The tax payable by an employee, or a self-employed United States citizen residing in Canada, to obtain social security benefits is an income tax and, therefore, it is an

Le présent Bulletin remplace et annule le Bulletin d'interprétation no IT-29 du 8 septembre 1971.

- 1. La "United States Social Security Act" (à proprement parler, "Federal Insurance Contributions Act") comprend en fait un certain nombre de programmes parmi lesquels quatre seulement - les programmes de retraite, des survivants, d'invalidité et d'assurance médicale et hospitalière - sont administrés par le gouvernement fédéral. Les prestations de retraite, des survivants et d'assurance-invalidité, sont communément connues sous le nom de "prestations de sécurité sociale". Pour les payer, des impôts sont prélevés sur les employés, les employeurs, et les travailleurs autonomes dont les emplois et les entreprises sont couvertes par la sécurité sociale.
- 2. Bien que les prestations de pension reçues en vertu de la "Social Security Act" ne soient pas imposables aux États-Unis, les prestations de retraite et des survivants doivent être incluses dans le revenu, en vertu du sous-alinéa 56(1)a)(i) de la Loi de l'impôt sur le revenu, lorsqu'elles sont recues par un résident canadien et qu'il n'existe, dans la Convention fiscale réciproque entre les États-Unis et le Canada, aucune disposition qui les exempte de l'impôt dans notre pays. Lorsque de telles prestations sont reçues par le père ou la mère ou une autre personne, au nom d'un enfant à charge, elles constituent un revenu de l'enfant et non de la personne qui les reçoit effectivement.
- 3. Les prestations d'assurance-invalidité recues en vertu de la "Social Security Act" des États-Unis ne sont pas considérées comme étant un revenu et ne sont donc pas imposables au Canada.
- 4. D'ordinaire, les paiements d'impôt de sécurité sociale ne sont pas admissibles en déduction du revenu. Cependant, lorsqu'un employeur canadien a fait des paiements d'impot de sécurité sociale pour le compte d'un employé, sans les déduire du traîtement ou salaire de celui-ci, de tels paiements constituent pour l'employeur des déductions admissibles en vertu de l'alinéa 18(1)a) de la Loi de l'impôt sur le revenu. Le montant ainsi payé pendant l'année représente un avantage pour l'employé, et doit être compris dans son revenu en vertu de l'alinéa 6(1)a).
- 5. L'impôt payable par un employé, ou par un travailleur autonome citoyen des États-Unis mais résidant au Canada, pour obtenir les prestations de sécurité sociale, est un impôt

integral part of the foreign tax credit for the purpose of paragraph 126(1)(a). A deduction in respect of the Social Security Tax so paid is allowable pursuant to paragraph 126(1)(b), however, only when the person paying that tax is resident in Canada and has income from sources in the United States.

- 6. Where salary or wages are paid by a resident of the United States (including a company incorporated in that country) to an employee resident in Canada and performing his services wholly in this country, the income so earned is considered to have its source in Canada. Accordingly, even though such an employee pays an income tax to the United States (at least, to the extent of the social security tax) which qualifies under paragraph 126(1)(a), he will not be entitled to a deduction under paragraph 126(1)(b) unless he has other income which is from sources in the United States.
- 7. Normally, a United States citizen who is neither a resident of the United States nor employed by a United States resident is neither required nor permitted to pay tax under the Social Security Act. An exception occurs, however, when a corporation resident in the United States elects to pay the full tax on behalf of United States citizens resident in Canada who are employees of a Canadian corporation which is a subsidiary of the United States corporation. Where part of the tax is withheld from the salary of such an employee by the Canadian subsidiary, the amount so withheld should be regarded as an income tax paid to the United States, in respect of which a foreing tax credit will be allowable if the employee has income in the year from sources in the United States.

- sur le revenu et est donc partie intégrante du dégrèvement pour impôt étranger aux fins de l'alinéa 126(1)a). Une déduction à l'égard de l'impôt de sécurité sociale ainsi payé est accordée en conformité de l'alinéa 126(1)b), cependant, dans le seul cas où la personne qui paye cet impôt réside au Canada et touche des revenus de sources situées aux U.S.A.
- 6. Lorsque le traitement ou salaire est payé par un résident des États-Unis (y compris une compagnie constituée en corporation dans ce pays) à un employé résidant au Canada et accomplissant ses services en totalité au Canada, le revenu ainsi gagné est considéré comme ayant eu sa source au Canada. En conséquence, même si un tel employé paie l'impôt sur le revenu aux États-Unis (du moins, jusqu'à concurrence de l'impôt de sécurité sociale) qui répond aux exigences de l'alinéa 126(1)a), il n'a pas droit à une déduction en vertu de l'alinéa 126(1)b) à moins qu'il n'ait d'autres revenus tirés de sources situées aux États-Unis.
- 7. Ordinairement, un citoyen des États-Unis qui n'est ni un résident des États-Unis, ni un employé d'un résident des États-Unis, n'a ni l'obligation, ni la faculté de payer l'impôt aux termes de la "Social Security Act". Fait exception à la règle, toutefois, une corporation résidant aux États-Unis qui choisit d'acquitter l'impôt total pour le compte de citoyens américains qui résident au Canada et qui sont employés par une filiale canadienne de la corporation américaine. Lorsqu'une partie de cet impôt est retenue du salaire d'un tel employé par la filiale canadienne, le montant ainsi retenu doit être considéré comme un impôt sur le revenu versé aux États-Unis, impôt aux titre duquel un dégrèvement pour impôt étranger peut être accordé si l'employé touche au cours de l'année quelque revenu de sources situées aux États-Unis.

SUBJECT:

INCOME TAX ACT United States Social Security Tax and Benefits

OBJET:

LOI DE L'IMPÔT SUR LE REVENU Loi dite "United States Social Security Tax" et prestations y afférentes

NO: IT-122R

DATE: January 14, 1980

No: IT-122R Sous-alinéa 56(1)a)(i) DATE: le 14 janvier 1980

REFERENCE: Subparagraph 56(1)(a)(i)

LIBRARY

This bulletin replaces and cancels Interpretation Bulletin IT-122 dated September 28, 1973. Current revisions are designated by vertical lines.

Le présent bulletin remplace et annule le Bulletin d'interprétation nº IT-122 du 28 septembre 1973. Les révisions sont indiquées par un trait vertical.

- 1. The United States Social Security Act (properly the Federal Insurance Contributions Act) actually covers a number of programs of which only four - the retirement, the survivors, the disability, and the hospital and medical insurance programs - are administered by the Federal Government. The retirement, survivors, and disability insurance benefits are commonly known as "social security benefits". To pay for these benefits, the taxes are collected from employees, employers and the self-employed, who are working in jobs and businesses covered by social security.
- 2. Although pension benefits received under the Social Security Act are not taxable in the United States, retirement and survivors' benefits must be included in income under the authority of subparagraph 56(1)(a)(i) of the Income Tax Act when they are received by a Canadian resident, and there is no provision in the Canada-United States Reciprocal Tax Convention which would exempt them from tax in this country. Where such benefits are received by a parent or some other person on behalf of a dependent child, they constitute income of the child and not of the actual recipient.
- 3. Disability insurance benefits received under the United States Social Security Act are considered not to be income and, therefore, are not subject to tax in Canada.
- 4. Ordinarily, payments of Social Security Tax are not allowable as deductions from income. However, where a Canadian employer has made payments of Social Security Tax on behalf of an employee without deducting them from his salary or wages, those payments are allowable deductions to the employer. The amount so paid in the year that pertains to the employee's portion of the Social Security Tax constitutes a benefit to the employee, which must be included in his income under paragraph 6(1)(a).

- 1. La "United States Social Security Act" (à proprement parler, "Federal Insurance Contributions Act") comprend en fait un certain nombre de programmes parmi lesquels quatre seulement - les programmes de retraite, des survivants, d'invalidité et d'assurance médicale et hospitalière - sont administrés par le gouvernement fédéral. Les prestations de retraite, des survivants et d'assurance-invalidité, sont communément connues sous le nom de "prestations de sécurité sociale". Pour les payer, des impôts sont prélevés sur les employés, les employeurs, et les travailleurs autonomes dont les emplois et les entreprises sont couvertes par la sécurité sociale.
- 2. Bien que les prestations de pension reçues en vertu de la «Social Security Act» ne soient pas imposables aux États-Unis, les prestations de retraite et les prestations versées à des survivants doivent être incluses dans le revenu en vertu du sousalinéa 56(1)a)(i) de la Loi de l'impôt sur le revenu, lorsqu'elles sont versées à un résident canadien et il n'existe, dans la convention fiscale réciproque entre les États-Unis et le Canada, aucune disposition qui les exempte de l'impôt dans notre pays. Lorsque ces prestations sont reçues par le père ou la mère ou par une autre personne, au nom d'un enfant à charge, elles constituent un revenu de l'enfant et non de la personne qui les reçoit effectivement.
- 3. Les prestations d'assurance-invalidité reçues en vertu de la "Social Security Act" des États-Unis ne sont pas considérées comme étant un revenu et ne sont donc pas imposables au Canada.
- 4. D'ordinaire, les paiements d'impôt de sécurité sociale ne sont pas admissibles en déduction du revenu. Cependant, lorsqu'un employeur canadien a fait des paiement d'impôt de sécurité sociale pour le compte d'un employé, sans les déduire du traitement ou du salaire de celui-ci, ces paiements constituent des déductions admissibles pour l'employeur. Le montant ainsi payé dans l'année qui correspond à l'impôt de sécurité sociale de l'employé lui-même constitue un avantage pour ce dernier et doit être inclus dans son revenu en vertu de l'alinéa 6(1)a). Le

2

The amount that pertains to the employer's portion does not constitute a taxable benefit to the employee.

- 5. The tax payable by an employee, or a self-employed United States citizen residing in Canada, to obtain social security benefits is an income tax and, therefore, it is an integral part of the foreign tax credit for the purpose of paragraph 126(1)(a). A deduction in respect of the Social Security Tax so paid is allowable pursuant to paragraph 126(1)(b), however, only when the person paying that tax is resident in Canada and has income from sources in the United States.
- 6. Where salary or wages are paid by a resident of the United States (including a company incorporated in that country) to an employee resident in Canada and performing his services wholly in this country, the income so earned is considered to have its source in Canada. Accordingly, even though such an employee pays an income tax to the United States (at least, to the extent of the social security tax) which qualifies under paragraph 126(1)(a), he will not be entitled to a deduction under paragraph 126(1)(b) unless he has other income which is from sources in the United States.
- 7. Normally, a United States citizen who is neither a resident of the United States nor employed by a United States resident is neither required nor permitted to pay tax under the Social Security Act. An exception occurs, however, when a corporation resident in the United States elects to pay the full tax on behalf of United States citizens resident in Canada who are employees of a Canadian corporation which is a subsidiary of the United States corporation. Where part of the tax is withheld from the salary of such an employee by the Canadian subsidiary, the amount so withheld should be regarded as an income tax paid to the United States, in respect of which a foreign tax credit will be allowable if the employee has income in the year from sources in the United States.

montant payé pour l'impôt de l'employeur n'est pas un avantage imposable pour l'employé.

- 5. L'impôt payable par un employé, ou par un travailleur autonome citoyen des États-Unis mais résidant au Canada, pour obtenir les prestations de sécurité sociale, est un impôt sur le revenu et est donc partie intégrante du dégrèvement pour impôt étranger aux fins de l'alinéa 126(1)a). Une déduction à l'égard de l'impôt de sécurité sociale ainsi payé est accordée en conformité de l'alinéa 126(1)b), cependant, dans le seul cas où la personne qui paye cet impôt réside au Canada et touche des revenus de sources situées aux U.S.A.
- 6. Lorsque le traitement ou salaire est payé par un résident des États-Unis (y compris une compagnie constituée en corporation dans ce pays) à un employé résidant au Canada et accomplissant ses services en totalité au Canada, le revenu ainsi gagné est considéré comme ayant eu sa source au Canada. En conséquence, même si un tel employé paie l'impôt sur le revenu aux États-Unis (du moins, jusqu'à concurrence de l'impôt de sécurité sociale) qui répond aux exigences de l'alinéa 126(1)a), il n'a pas droit à une déduction en vertu de l'alinéa 126(1)b) à moins qu'il n'ait d'autres revenus tirés de sources situées aux États-Unis.
- 7. Ordinairement, un citoyen des États-Unis qui n'est ni un résident des États-Unis, ni un employé d'un résident des États-Unis, n'a ni l'obligation, ni la faculté de payer l'impôt aux termes de la "Social Security Act". Fait exception à la règle, toutefois, une corporation résidant aux États-Unis qui choisit d'acquitter l'impôt total pour le compte de citoyens américains qui résident au Canada et qui sont employés par une filiale canadienne de la corporation américaine. Lorsqu'une partie de cet impôt est retenue du salaire d'un tel employé par la filiale canadienne, le montant ainsi retenu doit être considéré comme un impôt sur le revenu versé aux États-Unis, impôt aux titre duquel un dégrèvement pour impôt étranger peut être accordé si l'employé touche au cours de l'année quelque revenu de sources situées aux États-Unis.



INTERPRETATION BULLETIN

SUBJECT:

INCOME TAX ACT
United States Social Security Taxes and
Benefits

NO.: IT-122R2

DATE: March 13, 1989

REFERENCE

Subparagraphs 56(1)(a)(i) and 110(1)(f)(i) and Articles XVIII and XXIX of the Canada-U.S. Income Tax Convention (1980).

CA! - [5]

Application

This bulletin replaces and cancels Interpretation Bulletin IT-122R dated January 14, 1980. Current revisions are designated by vertical lines.

Summary

This bulletin deals with the taxation of United States social security benefits received by a resident of Canada. It also explains the deduction from tax to which a resident of Canada may be entitled with respect to the taxes paid to the United States which are used to fund social security benefits.

Discussion and Interpretation

1. Of the benefits provided under the United States social security system, retirement, survivors and disability insurance benefits provided under Title II of the Social Security Act or Tier 1 of the Railroad Retirement Act are commonly referred to as "social security benefits". For the 1986 and subsequent taxation years, the portion of Tier 1 benefits considered to be social security benefits is the amount of the social security benefits that a railroad employee or beneficiary would have been entitled to receive if the employee's service had been covered under the social security system rather than the railroad retirement system. In addition, the minimum annuity benefit described in section 3(f)(3) of the Railroad Retirement Act is taxed like social security benefits. To pay for the Title II benefits, taxes are collected from employers, employees and self-employed persons under the Federal Insurance Contributions Act and the Self-Employment Contributions Act which are elements of the Internal Revenue Code. Tier 1 and Tier 2 benefits under the Railroad Retirement Act are funded by the Railroad Retirement Tax Act. Tier 2 benefits and, for the 1986 and subsequent taxation years, the portion of Tier 1 benefits not taxed as social security benefits, while not considered to be social security benefits, are nevertheless superannuation or pension benefits which are included in income under subparagraph 56(1)(a)(i).

BULLETIN D'INTERPRÉTATION

OBJET: LOI DE L'IMPÔT SUR LE REVENU

Impôts et prestations concernant la sécurité sociale des États-Unis

No · IT-122R2 DATE : le 13 mars 1989

RENVOI: Les sous-alinéas 56(1)a)(i) et 110(1)f)(i) et les articles XVIII et XXIX de la Convention fiscale de 1980 entre le Canada et les États-Unis.



Le présent bulletin annule et remplace le Bulletin d'interprétation IT-122R du 14 janvier 1980. Les révisions sont indiquées par un trait vertical.

Résumé

Le présent bulletin traite de l'imposition des prestations de sécurité sociale des États-Unis que reçoivent des personnes résidant au Canada. Il y est aussi question de la déduction de l'impôt à laquelle un résident du Canada peut avoir droit en ce qui concerne les impôts payés aux États-Unis qui sont destinés au financement de la sécurité sociale de ce pays.

Discussion et interprétation

Parmi les prestations versées en vertu du système de sécurité sociale des États-Unis, les prestations de retraite, les prestations de survivants et les prestations d'invalidité versées en vertu du titre II de la Social Security Act ou de la catégorie 1 de la Railroad Retirement Act sont communément appelées «prestations de sécurité sociale». Pour les années d'imposition 1986 et suivantes, la partie des prestations de la catégorie 1 qui est considérée comme représentant des prestations de sécurité sociale est le montant de prestations de sécurité sociale qu'un employé des chemins de fer ou un bénéficiaire aurait eu droit de recevoir si les années de service de l'employé avaient été visées par le système de sécurité sociale plutôt que par le système de pension de retraite des employés des chemins de fer. De plus, la prestation de rente minimale dont il est question à l'article 3f)(3) de la Railroad Retirement Act est imposée comme s'il s'agissait d'une prestation de sécurité sociale. Pour le financement des prestations du titre II, des cotisations sont prélevées auprès des employeurs, des employés et des travailleurs indépendants en vertu de la Federal Insurance Contributions Act et de la Self-Employment Contributions Act, toutes deux des éléments du Internal Revenue Code. Les prestations des catégories 1 et 2 en vertu de la Railroad Retirement Act sont financées par la Railroad Retirement Tax Act. Les prestations de la catégorie 2 et, pour les années d'imposition 1986 et suivantes, la partie des prestations de la catégorie 1 non imposée comme prestations de sécurité sociale, bien qu'elles ne soient pas considérées comme des prestations de sécurité sociale, n'en constituent pas moins des prestations de pension de retraite ou de pension qui doivent être incluses dans le revenu en vertu du sous-alinéa 56(1)a)(i).



2 IT-122R2

- 2. United States social security benefits which are retirement insurance or survivors insurance benefits paid under the Social Security Act or under the Railroad Retirement Act, as well as disability insurance benefits paid under the latter, are regarded as pension benefits when received by a resident of Canada and are included in income under subparagraph 56(1)(a)(i) of the Act. Disability insurance benefits paid under the Social Security Act up to the age of 65 are not considered to be income and therefore are not subject to tax in Canada. However, upon entitlement to social security benefits at the age of 65, the payments are regular social security benefits which are included in income as noted above. Social security benefits received by a parent on behalf of a dependent child are considered to be income of the child and not of the actual recipient.
- 3. Subparagraph 110(1)(f)(i) and Article XVIII(5) of the Canada-U.S. Income Tax Convention (1980) allow a tax-payer, in determining taxable income, to deduct one-half of the amount of U.S. social security benefits included in income. The Convention also provides that, except for benefits paid to United States citizens who are resident in Canada, United States social security benefits paid to residents of Canada shall be taxed only in Canada.
- 4. Ordinarily, payments of social security tax are not allowable as deductions in computing income. However, where an employer in Canada has made payments of social security tax on behalf of an employee without deducting them from salary or wages, those payments are allowable deductions to the employer. The amount so paid in the year that pertains to the employee's portion of the social security tax constitutes a benefit to the employee, which must be included in income under paragraph 6(1)(a). The amount that pertains to the employer's portion does not constitute a taxable benefit to the employee but is nevertheless deductible by the employer.
- 5. The United States social security tax paid by an employee or on behalf of the employee by an employer (see 4 above) is an income tax and therefore it may qualify as a non-business-income tax under paragraph 126(7)(c) for purposes of the foreign tax credit under paragraph 126(1)(a). A payment which an employee makes as a contribution under the Railroad Retirement Tax Act of the United States may be dealt with, at the employee's option, either as a contribution to a registered pension fund or plan or a payment of a foreign tax (see IT-167R5). Subparagraph 126(7)(c)(iv) will not apply to exclude the social security tax or railroad retirement tax paid by a resident of Canada since such taxes are payable even if the taxpayer is not a citizen of the United States.

- Les prestations de sécurité sociale des États-Unis qui constituent des prestations de retraite ou de survivants versées en vertu de la Social Security Act ou de la Railroad Retirement Act, ainsi que celles qui constituent des prestations d'invalidité versées en vertu de cette dernière loi, sont considérées comme des prestations de pension et doivent être comprises dans le revenu en vertu du sous-alinéa 56(1)a)(i) de la Loi de l'impôt sur le revenu. Les prestations d'assurance-invalidité versées en vertu de la Social Security Act ne sont pas considérées comme un revenu et ne sont donc pas assujetties à l'impôt au Canada. Toutefois, lorsqu'une personne a droit à des prestations de sécurité sociale à l'âge de 65 ans, les versements constituent des prestations régulières de sécurité sociale et doivent être inclus dans le revenu comme il est dit ci-dessus. Les prestations de sécurité sociale que le père ou la mère reçoit au nom d'un enfant à charge sont considérées comme un revenu de l'enfant et non comme celui du bénéficiaire réel.
- 3. En vertu du sous-alinéa 110(1)f)(i) et de l'article XVIII(5) de la Convention fiscale de 1980 entre le Canada et les États-Unis, un contribuable est autorisé, dans le calcul de son revenu imposable, à déduire la moitié du montant de prestations de sécurité sociale des États-Unis inclus dans son revenu. La Convention prévoit également que, sauf pour les prestations versées à des citoyens américains qui résident au Canada, les prestations de sécurité sociale des États-Unis versées à des résidents du Canada ne sont imposables qu'au Canada.
- 4. D'ordinaire, les paiements d'impôt de sécurité sociale ne sont pas admissibles comme déduction dans un calcul du revenu. Cependant, lorsqu'un employeur canadien a fait des paiements d'impôt de sécurité sociale pour le compte d'un employé sans les déduire du salaire ou du traitement de ce dernier, ces paiements constituent des déductions admissibles pour l'employeur. Le montant ainsi payé dans l'année qui correspond à la partie de l'employé de l'impôt de sécurité sociale constitue un avantage pour l'employé et doit être inclus dans son revenu en vertu de l'alinéa 6(1)a). Le montant qui correspond à la partie de l'employeur n'est pas un avantage imposable pour l'employé, mais est néanmoins déductible par l'employeur.
- 5. L'impôt de sécurité sociale des États-Unis payé par un employé ou pour le compte d'un employé par son employeur (voir 4 ci-dessus) constitue un impôt sur le revenu et peut, par conséquent, être considéré comme un impôt sur un revenu ne provenant pas d'une entreprise en vertu de l'alinéa 126(7)c) aux fins du crédit pour impôt étranger en vertu de l'alinéa 126(1)a). Un paiement qu'un employé fait comme contribution en vertu de la Railroad Retirement Act des États-Unis peut être traité, à la demande de l'employé, comme une cotisation à un fonds ou à régime enregistré de pension ou comme paiement d'un impôt étranger (voir IT-167R5). Le sous-alinéa 126(7)c)(iv) ne s'appliquera pas pour que soit exclu l'impôt de sécurité sociale ou l'impôt de retraite des employés de chemins de fer qui est versé par un résident du Canada, puisque de tels impôts sont exigibles même si le contribuable n'est pas un citoyen des États-Unis.

IT-122R2

- 6. Where salary or wages are paid by a resident of the United States (including a company incorporated in that country) to an employee resident in Canada and performing services wholly in this country, the income so earned is considered to have its source in Canada. Accordingly, an employee who pays United States social security tax or railroad retirement tax will be allowed a foreign tax credit for such a payment under paragraph 126(1)(b) if the employee has income which has a source in the United States.
- 7. A corporation resident in the United States may elect to pay the full tax under the Social Security Act on behalf of United States citizens resident in Canada who are employees of a Canadian corporation which is a subsidiary of the United States corporation. Where this election is made the employee's share of the tax is normally withheld from the salary of such an employee by the Canadian subsidiary. The amount so withheld should be regarded as an income tax paid to the United States, in respect of which a foreign tax credit will be allowable if the employee has income in the year from sources in the United States.
- 6. Lorsqu'un traitement ou un salaire est payé par un résident des États-Unis (y compris une compagnie constituée en corporation dans ce pays à un employé résidant au Canada et exerçant toutes ses activités au Canada, le revenu ainsi gagné est considéré comme ayant sa source au Canada. Par conséquent, un employé qui paie de l'impôt de sécurité sociale ou de l'impôt de retraite des employés de chemins de fer des États-Unis aura droit au crédit pour impôt étranger en vertu de l'alinéa 126(1)b) si cet employé a un revenu de source américaine.
- 7. Une corporation résidant aux États-Unis peut choisir d'acquitter tout l'impôt en vertu de la *Social Security Act* pour des citoyens des États-Unis qui résident au Canada et qui sont employés par une filiale canadienne de la corporation des États-Unis. Lorsque ce choix est fait, la partie de l'impôt de l'employé est normalement retenue sur le salaire de l'employé par la filiale canadienne. Le montant ainsi retenu doit être considéré comme un impôt sur le revenu payé aux États-Unis pour lequel un crédit pour impôt étranger sera permis si l'employé a, pour l'année, un revenu de sources américaines.



INTERPRETATION

BULLETIN

D'INTERPRÉTATION

UBJECT: INCOME TAX ACT
Disposition of Eligible Capital Property

DBJET: LOI DE L'IMPÖT SUR LE REVENU

Disposition de biens en immobilisations
admissibles

SERIAL NO: IT-123R2

DATE: April 18, 1977

REFERENCE: Section 14 (also section 24, paragraphs 54(d), 20(1)(b), 89(1)(b), 89(1)(d), and 89(1)(l); also section 21 of the Income Tax Application Rules, 1971)

NO DE SÉRIE: IT-123R2 DATE: le 18 avril 1977

RENVOL Article 14 (aussi article 24, alinéas 54d), 20(1)b), 89(1)b), 89(1)d) et 89(1)l); aussi article 21 des Règles de 1971 concernant l'application de l'impôt sur le revenu).

This bulletin cancels and replaces Interpretation Bulletin IT-123R dated November 10, 1975. Current revisions are designated by vertical lines.

- 1. The present bulletin discusses the provisions of the Act which apply to a disposition of eligible capital property after 1971. The effect of the definition of eligible capital property in paragraph 54(d) of the Act is to include all property whose cost was, or had it been acquired after 1971 would be, an eligible capital expenditure under the provisions of paragraph 14(5)(b):
- 2. Subsection 14(1) applies to determine the amount to be included in the taxpayer's income as the result of a transaction occurring after 1971 in which an eligible capital property is disposed of. The proceeds of disposition, net of any related fees and commissions, is considered to constitute the "amount ... payable" referred to in that subsection.
- 3. By virtue of subsection 14(2), where, by any provision of the Act, any amount is deemed to be a taxpayer's proceeds of disposition of an eligible capital property, that amount is an "amount payable" for the purpose of subsection 14(1). This includes, by way of example, the deemed proceeds of disposition under sections 68 (part consideration for disposition of property), 69 (inadequate consideration), 85 (transfer of property to a corporation by shareholder), 88 (winding-up of wholly owned Canadian corporation), and 97 (contribution of property to a partnership).
- 4. The amount to be included in the income of the taxpayer in respect of a particular business carried on or formerly carried on by him is the amount by which the "eligible capital amount" (half of the amount payable) exceeds the taxpayer's cumulative eligible capital of that business (see 5 below) immediately before the amount becomes payable to the taxpayer. The amount so included by subsection 14(1) is effectively reduced by eligible capital expenditures of that business made after the disposition and before the end of the taxation year as provided by subsection 14(3). It should be noted that the "eligible capital amount", "eligible capital expenditures", and "cumulative eligible capital" are all in respect of a business;

Le présent bulletin annule et remplace le Bulletin d'interprétation IT-123R du 10 novembre 1975. Les révisions sont indiquées par des traits verticaux.

- 1. Le présent bulletin explique les stipulations de la Loi qui s'appliquent à la disposition après 1971 de biens en immobilisations admissibles. La définition de biens en immobilisations admissibles, à l'alinéa 54d) de la Loi, a pour effet de comprendre tous les biens dont le coût était, ou s'ils avaient été acquis après 1971 aurait été une dépense en immobilisations admissible en vertu de l'alinéa 14(5)b).
- 2. Le paragraphe 14(1) s'applique au calcul du montant qui doit entrer dans le revenu d'un contribuable par suite d'une opération effectuée après 1971 et par laquelle on a disposé de biens en immobilisations admissibles. Le produit de la disposition, moins tous les frais afférents et commissions, est censé constituer la «somme payable» mentionnée dans ce paragraphe.
- 3. En vertu du paragraphe 14(2), lorsque selon toute disposition de la Loi, toute somme est réputée être le produit qu'un contribuable a tiré de la disposition de biens en immobilisations admissibles, cette somme est une «somme payable» aux fins du paragraphe 14(1). Cela comprend, par exemple, le produit réputé de la disposition en vertu des articles 68 (contrepartie partielle de la disposition d'un bien), 69 (contrepartie insufisante), 85 (transfert d'un bien à une corporation par un actionnaire), 88 (liquidation d'une corporation canadienne possédée en propriété exclusive) et 97 (apport de biens dans une société).
- 4. La somme qui doit être incluse dans le revenu du contribuable à l'égard d'une entreprise donnée qu'il exploite ou qu'il a exploitée est l'excédent du «montant en immobilisations admissible» (la moitié de la somme payable) sur le montant admissible des immobilisations cumulatives du contribuable pour cette entreprise (voir 5 ci-après) immédiatement avant que la somme soit devenue payable au contribuable. Le montant ainsi inclus par la paragraphe 14(1) est effectivement réduit de la dépense en immobilisations admissible de cette entreprise effectuée après la disposition et avant la fin de l'année d'imposition, comme le mentionne le paragraphe 14(3). Il faut noter que le «montant en immobilisations admissible» les «dépenses en immobilisations admissibles» et le «montant

thus if a taxpayer carries on more than one business he is required to account for such items separately for each business.

- 5. The cumulative eligible capital (paragraph 14(5)(a)) of a taxpayer at any given time is made up of half of all eligible capital expenditures made after 1971 and before the given time less the aggregate of the following amounts:
 - (a) the total of the yearly deductions in computing income (not exceeding 10 per cent of the cumulative eligible capital at the end of each year) allowed by paragraph 20(1)(b), and
 - (b) the total of each eligible capital amount that became payable before that time except to the extent it was included in income.

Schedule A illustrates the composition of the cumulative eligible capital account as affected by the various provisions of section 14.

Transitional Provisions

- 6. Subsection 21(1) of the Income Tax Application Rules, 1971 (ITAR) reduces in certain circumstances the "amount payable" as would otherwise be determined by subsection 14(1), for dispositions occurring in the calendar years 1972 to 1983 inclusive. Subsection 21(1) of the ITAR only applies where the amount payable to the taxpayer on the disposition of the eligible capital property is "in respect of a business carried on by him throughout the period commencing January 1, 1972 and ending immediately after the transaction occurred". The words "ending immediately after the transaction occurred" refer to the period covered and do not imply that the business must cease after the sale. Where the above condition is met, subsection 21(1) of the ITAR applies, regardless of whether the eligible capital property in question was acquired by the vendor before or after December 31, 1971.
- 7. Where subsection 21(1) of the ITAR is applicable, the amount payable for the purpose of section 14 is deemed to be a percentage of the actual amount payable. That percentage is 40 per cent in the calendar year 1972 and it increases by 5 percentage points for each calendar year thereafter until it reaches 100 per cent for 1984 and subsequent years. On the disposition or expiration of a government right (as defined in paragraph 21(3)(a) of the ITAR), the deemed amount payable may not exceed the excess of the actual amount over the greater of:
 - (a) the cost of the government right or the taxpayer's original right in respect of the government right (as defined in paragraph 21(3)(b) of the ITAR) incurred prior to 1972 to the extent that that cost was not otherwise deducted in computing the income of the taxpayer for any taxation year, and

admissible des immobilisations cumulatives» existent tous en fonction d'une entreprise; ainsi, si un contribuable exploite plus d'une entreprise, il doit rendre compte de ces éléments séparément pour chacune de ces entreprises.

- 5. Le montant admissible des immobilisations cumulatives (alinéa 14(5)a)) d'un contribuable, à une date quelconque, est constitué de la moitié du total des dépenses en immobilisations admissibles engagées après 1971 et avant cette date quelconque, moins l'ensemble des montants suivants:
 - a) le total des montants déduits lors du calcul du revenu annuel (n'excédant pas 10% du montant admissible des immobilisations cumulatives à la fin de chaque année) en vertu de l'alinéa 20(1)b) et
 - b) le total de chaque montant en immobilisations admissible devenu payable avant cette date, sauf à tel point qu'il a été inclus dans le revenu.

L'annexe A illustre la composition du montant admissible des immobilisations cumulatives visé par les diverses dispositions de l'article 14.

Dispositions transitoires

- 6. Le paragraphe 21(1) des Règles de 1971 concernant l'application de l'impôt sur le revenu (RAIR) réduit dans certains cas le «montant payable» qui serait autrement déterminé par le paragraphe 14(1), relativement aux dispositions effectuées au cours des années civiles 1972 à 1983 inclusivement. Le paragraphe 21(1) des RAIR s'applique seulement lorsque le montant payable au contribuable au moment de la disposition des biens en immobilisations admissibles est devenu payable «relativement à une entreprise qu'il a exploitée pendant toute la période commençant le 1er janvier 1972 et se terminant immédiatement après que l'opération a été effectuée». L'expression «se terminant immédiatement après que l'opération a été effectuée» se rapporte à la période couverte et ne signifie pas que l'entreprise doit cesser après la vente. Lorsque la condition ci-dessus est remplie, le paragraphe 21(1) des RAIR s'applique, que les biens en immobilisations admissibles en question aient été acquis par le vendeur avant ou après le 31 décembre 1971.
- 7. Lorsque le paragraphe 21(1) des RAIR s'applique, la somme payable aux fins de l'article 14 est réputée être un pourcentage de la somme payable effective. Cette proportion est de 40 pour cent pour l'année civile 1972 et elle augmente de 5 pour cent à chaque année civile qui suit jusqu'à ce qu'elle atteigne 100 pour cent en 1984 et pour les années suivantes. Au moment de la disposition ou de l'expiration d'un droit gouvernemental (défini à l'alinéa 21(3)a) des RAIR), la somme réputée payable ne peut dépasser l'excédent de la somme effective sur le plus élevé:
 - a) du coût du droit gouvernemental ou du droit initial du contribuable à l'égard du droit gouvernemental (défini à l'alinéa 21(3)b) des RAIR) avant 1972, dans la mesure où ce coût n'a pas été déduit dans le calcul du revenu du contribuable pour une année d'imposition quelconque, ou

- (b) the fair market value of the taxpayer's specified right in respect of the government right (as defined in paragraph 21(3)(c) of the ITAR) as at December 31, 1971
- 8. A corporation may include a portion of the proceeds on the disposition of eligible capital property in its capital dividend account by virtue of paragraph 89(1)(b). The portion so included is equal to the amount by which:
 - (a) one half of the proceeds (or one half of the deemed proceeds under section 21 of the ITAR) which became payable to the corporation on the disposition of all such property in the period commencing on the first day of the first taxation year commencing after the time the corporation last became a private corporation and ending after 1971, and ending immediately before the particular time the calculation is being made, exceeds
 - (b) the aggregate of the cumulative eligible capital at the commencement of the period and one half of the eligible capital expenditures made in the period.
- 9. Subparagraph 89(1)(1)(v) provides that a portion of an amount payable to a corporation upon the disposition of an eligible capital property is added to the corporation's 1971 capital surplus on hand in any computation made subsequent to the taxation year in which the amount became payable if:
 - (a) the eligible capital property disposed of was held by the corporation in respect of a business carried on by it throughout the period from January 1, 1972, to the time of disposition,
 - (b) the corporation is and has been a private corporation since a time prior to the taxation year in which the amount became payable, and
 - (c) the disposition occurs before 1984.

If the calculation is made on or before May 6, 1974, the amount added is the difference between one half of the actual amount payable to the corporation and one half of the amount deemed payable under section 21 of the ITAR. If the calculation is made after May 6, 1974, the computation previously described is modified to exclude from the result any amount already included in the tax equity of the corporation in respect of an amount received as consideration for the disposition of (or for allowing the expiry of) a government right (within the meaning assigned by paragraph 21(3)(a) of the ITAR). Where an amount became payable to the corporation after the end of its 1971 taxation year and before 1972 in respect of property owned by it at the end of its 1971 taxation year or acquired by it thereafter and disposed of by it before 1972 that would have been eligible capital property if it had been disposed of after 1971, subparagraph 89(1)(1)(vi) provides that the amount, if any, to be included in the 1971 capital surplus on hand calculated after May 6, 1974, is equal to the amount by

- b) de la juste valeur marchande du droit particulier du contribuable à l'égard du droit gouvernemental (défini à l'alinéa 21(3)c) des RAIR) au 31 décembre 1971.
- 8. Une corporation peut inclure une portion du produit de la disposition des biens en immobilisations admissibles dans son compte de dividendes en capital, en vertu de l'alinéa 89(1)b). La portion comprise est égale au montant dont
 - a) la moitié du produit (ou la moitié du produit réputé en vertu de l'article 21 des RAIR) qui est devenu payable à la corporation lors de la disposition de tous ces biens pour la période commençant le premier jour de la première année d'imposition qui a commencé postérieurement à la date à laquelle la corporation est devenue une corporation privée pour la dernière fois et qui s'est terminée après 1971, et se terminant immédiatement avant la date donnée où le calcul est effectué, dépasse
 - b) le total du montant admissible des immobilisations cumulatives au commencement de la période et de la moitié des dépenses en immobilisations admissibles effectuées au cours de la période.
- 9. Le sous-alinéa 89(1)l)(v) stipule qu'une partie de la somme payable à une corporation au moment de la disposition d'un bien en immobilisations admissible est ajoutée au surplus de capital en main en 1971 de la corporation dans tout calcul ultérieur à l'année d'imposition au cours de laquelle la somme est devenue payable, si:
 - a) le bien en immobilisations admissible qui a fait l'objet de la disposition était détenu par la corporation dans le cadre d'une entreprise exploitée par cette dernière pendant toute la période allant du ler janvier 1972 à la date de la disposition,
 - b) la corporation est et a été une corporation privée depuis une date antérieure à l'année d'imposition au cours de laquelle la somme est devenue payable, et
 - c) la disposition a lieu avant 1984.

Si le calcul est effectué au plus tard le 6 mai 1974, le montant ajouté est la différence entre la moitié de la somme effective payable à la corporation et la moitié de la somme réputée payable en vertu de l'article 21 des RAIR. Si le calcul est effectué après le 6 mai 1974, il faut exclure du résultat du calcul décrit auparavant tout montant déjà compris dans la masse fiscale de la corporation à l'égard d'une somme reçue à titre de contrepartie de la disposition (ou pour permettre l'expiration) d'un droit gouvernemental (au sens de l'alinéa 21(3)a) des RAIR). Lorsqu'une somme est devenue payable à la corporation après la fin de son année d'imposition 1971 et avant 1972 à l'égard d'un bien que cette corporation possédait à la fin de son année d'imposition 1971 ou qu'elle a acquis par la suite et dont elle a disposé avant 1972, lequel bien aurait été un bien en immobilisations admissible si elle en avait disposé après 1971, le sous-alinéa 89(1)l)(vi) stipule que le montant, si montant il y a, à inclure dans le surplus de capital en main en 1971 calculé après le 6 mai 1974 est égal à la partie de la somme effective devenue pavable au moment de la disposition qui excède tout montant inclus à l'égard de ce bien which the actual amount that became payable upon the disposition exceeds any amounts included in respect of that property in the tax equity of the corporation at the end of its 1971 taxation year.

- 10. The paid-up capital deficiency (if any) of a corporation is reduced by an amount equal to that amount included in 1971 capital surplus on hand as provided by subparagraph 89(1)(d)(vi) of the Act.
- 11. Schedule B illustrates the application of the provisions mentioned in 7 to 10 above in the transitional years 1972 to 1983.
- 12. Pursuant to subsection 21(2) of the ITAR, the amount deemed to have become payable to the vendor (see 7 above) in a non-arm's-length transfer of eligible capital property becomes the amount of the eligible capital expenditure of the purchaser; thus the purchase price in excess of that amount is not eligible for inclusion in the cumulative eligible capital of the non-arm's-length purchaser.

Bad Debts on Sale of Eligible Capital Property

- 13. Where a debt that has arisen on the sale of eligible capital property has become a bad debt, a deduction in respect of that debt may be made pursuant to paragraph 20(1)(p) to the extent that the debt was previously included in the income of the taxpayer by subsection 14(1) of the Act. No deduction is allowed in respect of the amount of the debt credited to the cumulative eligible capital of the business.
- 14. The debt arising on the sale of eligible capital property is considered to be a capital property as defined by paragraph 54(b) of the Act and where that debt is established to have become a bad debt at the end of a taxation year, it is considered that the provisions of subsection 50(1) apply. Any capital loss which results will be reduced by the amount of any deduction made in respect of the loss under any other provision of the Act (e.g. a deduction by virtue of paragraph 20(1)(p) as mentioned above).

Amount Not Due until Later Year

15. The Department does not view the sale of eligible capital property as a sale of property "in the course of the business" and as a result no reserve is permitted by paragraph 20(1)(n) where some part of the sale price is due in a later year.

Averaging

16. Where an amount is included in income under section 14, a deduction may be made for a payment made for an income-averaging annuity contract as provided by section

dans la masse fiscale de la corporation à la fin de son année d'imposition 1971.

- 10. L'insuffisance du capital versé (s'il y a lieu) d'une corporation est réduite d'un montant égal à celui qui est inclus dans le surplus de capital en main en 1971, comme le prescrit le sousalinéa 89(1)d)(vi) de la Loi.
- 11. L'annexe B illustre l'application des dispositions mentionnées de 7 à 10 ci-dessus pour les années transitoires 1972 à 1983.
- 12. Conformément au paragraphe 21(2) des RAIR, le montant réputé payable au vendeur (voir 7, ci-dessus) dans un transfert de biens en immobilisations admissibles effectué entre personnes ayant un lien de dépendance devient le montant de la dépense en immobilisations admissible de l'acheteur; ainsi, le prix d'achat qui dépasse ce montant n'est pas recevable à titre de montant admissible des immobilisations cumulatives de l'acheteur dans une transaction entre personnes ayant un lien de dépendance.

Ventes de biens en immobilisations admissibles qui deviennent de mauvaises créances

- 13. Lorsqu'une créance établie par suite de la vente de biens en immobilisations admissibles devient une mauvaise créance, une somme relative à cette créance peut être déduite en conformité de l'alinéa 20(1)p) dans la mesure où la dette a précédemment été incluse dans le revenu du contribuable en vertu du paragraphe 14(1) de la Loi. Aucune déduction n'est accordée à l'égard du montant de la créance crédité au montant admissible des immobilisations cumulatives de l'entreprise.
- 14. La créance découlant de la vente de biens en immobilisations admissibles est considérée comme un bien en immobilisations selon la définition donnée à l'alinéa 54b) de la Loi et lorsque cette créance est devenue une mauvaise créance à la fin de l'année d'imposition, on considère que ce sont les dispositions du paragraphe 50(1) qui s'appliquent. Toute perte en capital qui en résulte doit être réduite du montant de toute déduction faite à l'égard de la perte en vertu de toute autre disposition de la Loi (par exemple, une déduction effectuée en vertu de l'alinéa 20(1)p) mentionnée ci-dessus).

Somme non exigible avant une année ultérieure

15. Le Ministère ne considère pas la vente de biens en immobilisations admissibles comme une vente de biens «dans le cadre de l'exploitation de l'entreprise» et il en résulte qu'aucune réserve n'est permise en vertu de l'alinéa 20(1)n) si une certaine partie du prix de vente est payable au cours d'une année ultérieure.

Établissement de la moyenne

16. Lorsqu'un montant est inclus dans le revenu en vertu de l'article 14, une déduction est permise pour un paiement effectué conformément à un contrat de rentes à versements invariables

61. The general averaging provision in section 118 may also apply.

Terminal Allowance

- 17. Where a taxpayer has ceased to carry on a business, he is entitled to claim a deduction for the balance of his cumulative eligible capital in respect of that business in accordance with subsection 24(1). Where the taxpayer is an individual, the deduction may be taken in the taxation year in which he ceased to carry on the business, regardless of the "fiscal period" of the business.
- 18. Whether a taxpayer has "ceased to carry on a business" is determined on the facts in each case. Generally, where the normal business activities have ceased and there is little likelihood of the business starting up again in the near future, the business is considered to have ceased. A deduction in not allowed on the basis that all the eligible capital property making up the balance of the cumulative eligible capital account has been disposed of, unless the business itself has ceased.
- 19. Subsection 24(2) provides for the transfer of the cumulative eligible capital of an individual where the individual has ceased to carry on a business and thereafter his spouse or a corporation controlled by him carries on that business. In such a case the terminal allowance provisions do not apply and the cumulative eligible capital of the individual becomes the cumulative eligible capital of the spouse or controlled corporation. Where, however, the individual has elected jointly with the corporation under subsection 85(1) of the Act in respect of a transfer of property to the corporation, the provisions of section 24 do not apply.

Eligible Capital Property of a Deceased Taxpayer

20. Notwithstanding subsection 24(1) of the Act, where a taxpayer has died after May 6, 1974, and where the business of the deceased is continued by any person other than a spouse or controlled corporation to whom subsection 24(2) applies, the person who has acquired an eligible capital property of the taxpayer is deemed to have acquired an eligible capital property and to have made an eligible capital expenditure at a cost equal to twice the cumulative eligible capital in respect of the business at a time which occurs immediately after the death of the taxpayer. Where in fact the business does cease on death, the person who has acquired an eligible capital property of the taxpayer is deemed to have acquired a capital property at that same cost. In both situations, the taxpayer is deemed to have disposed, immediately before his death, of the property and to have received proceeds of disposition equal to twice the cumulative eligible capital in respect of the business at that time. Where the taxpayer has died on or before May 6, 1974, the cumulative eligible capital of the deceased may be deducted from income in the year of death if in fact the business has ceased on death.

comme l'indique l'article 61. Les dispositions de l'article 118 concernant l'établissement de la moyenne générale peuvent aussi s'appliquer.

Déduction terminale

- 17. Lorsqu'un contribuable cesse d'exploiter une entreprise, il a le droit de demander une déduction pour le solde du montant admissible des immobilisations cumulatives à l'égard de cette entreprise, en conformité du paragraphe 24(1). Lorsque le contribuable est un particulier, la déduction peut être faite pour l'année d'imposition au cours de laquelle il a cessé d'exploiter l'entreprise, quel que soit l'exercice financier de l'entreprise.
- 18. La question de savoir si un contribuable a cessé d'exploiter une entreprise est déterminée par les faits en chaque cas. En général, lorsque les activités normales de l'entreprise ont cessé et lorsqu'il est peu probable que l'entreprise les reprenne dans un avenir rapproché, la cessation est considérée avoir eu lieu. Une déduction ne peut être accordée à cause du fait que tous les biens en immobilisations admissibles constituant le solde du montant admissible des immobilisations cumulatives ont fait l'objet d'une disposition, à moins que l'entreprise elle-même ait cessé d'être exploitée.
- 19. Le paragraphe 24(2) traite du transfert du montant admissible des immobilisations cumulatives d'un particulier lorsque le particulier a cessé d'exploiter une entreprise et que, par la suite, son conjoint ou une corporation contrôlée par lui continue d'exploiter cette entreprise. Dans un pareil cas, les dispositions concernant la déduction terminale ne s'appliquent pas et le montant admissible des immobilisations cumulatives du particulier devient le montant admissible des immobilisations cumulatives du conjoint ou de la corporation contrôlée. Toutefois, lorsque le particulier et la corporation ontexercé un choix conjointement, en vertu du paragraphe 85(1) de la Loi, relativement au transfert de biens à la corporation, les dispositions de l'article 24 ne s'appliquent pas.

Biens en immobilisations admissibles d'un contribuable décédé

20. Nonobstant le paragraphe 24(1) de la Loi, lorsqu'un contribuable est décédé après le 6 mai 1974 et lorsqu'une personne autre qu'un conjoint ou une corporation contrôlée à laquelle s'applique le paragraphe 24(2) continue d'exploiter l'entreprise, la personne qui a acquis un bien en immobilisations admissible du contribuable est réputée avoir acquis un bien en immobilisations admissible et avoir fait une dépense en immobilisations admissible à un coût égal au double du montant admissible des immobilisations cumulatives au titre de l'entreprise, à une date qui tombe immédiatement après le décès du contribuable. Lorsque l'exploitation de l'entreprise cesse effectivement au moment du décès, la personne qui a acquis un bien en immobilisations admissible du contribuable est réputée avoir acquis un bien en immobilisations à ce même coût. Dans les deux cas, le contribuable est réputé avoir, immédiatement avant son décès, disposé du bien et reçu un produit de la disposition égal au double du montant admissible des immobilisations cumulatives au titre de l'entreprise à cette date. Lorsque le contribuable est décédé le 6 mai 1974 ou avant, le montant admissible des immobilisations cumulatives de la personne décédée peut être déduit du revenu dans l'année du décès si l'exploitation de l'entreprise a effectivement cessé au moment du décès.

Schedule A

Cumulative Eligible Capital Account Example of Calculation

Assume the taxpayer commenced business on April 1,1972, and has a March 31 year end. As a result, the special transitional rules are not applicable.

MONTH/ YEAR	1973 TAXATION YEAR	REFERENCE	DEBIT	CREDIT	BALANCE
		REFERENCE	\$	\$	\$
4/72	Opening balance				NIL
6/72	Purchase of eligible capital Property (E.C.P.) for \$5,000	14(5)(a)(i)	2,500		2,500
3/73	1973 deduction at 10%	14(5)(a)(ii)(A)		250	2,250
	1974 TAXATION YEAR				
5/73	Sale of E.C.P. for \$6,500 (1/2 = \$3,250) lesser of \$3,250 and \$2,250	14(5)(a)(ii)(B)(I) 14(5)(a)(ii)(B)(II)		2,250	Ø
6/73	Purchase of E.C.P. for \$1,000	14(5)(a)(i)	500		500
3/74	Reduction due to paragraph 14(3)(a)-Note 1	14(5)(a)(ii)(C)		500	Ø
3/74	1974 deduction at 10%	14(5)(a)(ii)(A)		Ø	Ø
	1975 TAXATION YEAR				
5/74	Purchase of E.C.P. for \$7,000	14(5)(a)(i)	3,500		3,500
7/74	Sale of E.C.P. for \$2,000 (1/2 = \$1,000 lesser of \$1,000 and \$3,500	14(5)(a)(ii)(B)(I) 14(5)(a)(ii)(B)(II)		1,000	2,500
8/74	Sale of E.C.P. for \$6,000 (1/2 = \$3,000 lesser of \$3,000 and \$2,500	14(5)(a)(ii)(B)(I) 14(5)(a)(ii)(B)(II)		2,500	Ø
9/74	Purchase of E.C.P. for \$4,000	14(5)(a)(i)	2,000		2,000
3/75	Reduction due to subparagraph 14(3)(b)(ii)-Note 2	14(5)(a)(ii)(C)		500	1,500
3/75	1975 deduction at 10%	14(5)(a)(ii)(A)		150	1,350

Annexe A

Compte du montant admissible des immobilisations cumulatives Exemple de calcul

Supposons qu'un contribuable ouvre une entreprise le 1er avril 1972 et que son exercice financier se termine le 31 mars. Il en résulte que les règles transitoires spéciales ne s'appliquent pas.

MOIS/ ANNÉE	ANNÉE D'IMPOSITION 1973	RENVOI	DÉBIT	CRÉDIT \$	SOLDE
4/72	Solde d'ouverture		\$	Φ	NÉANT
6/72	Achat pour \$5,000 de biens en immobilisations admissibles (B.I.A.)	14(5)a)(i)	2,500		2,500
3/73	Déduction de 1973 à 10%	14(5)a)(ii)(A)		250	2,250
	ANNÉE D'IMPOSITION 1974				
5/73	Vente de B.I.A. pour \$6,500 (1/2 = \$3,250) le moindre de \$3,250 ou de \$2,250	14(5)a)(ii)(B)(I) 14(5)a)(ii)(B)(II)		2,250	Ø
6/73	Achat de B.I.A. pour \$1,000	14(5)a)(i)	500		500
3/74	Réduction en vertu de l'alinéa 14(3)a) - Note l	14(5)a)(ii)(C)		500	Ø
3/74	Déduction de 1974 à 10%	14(5)a)(ii)(A)		Ø	Ø
5/74	ANNÉE D'IMPOSITION 1975 Achat de B.I.A. pour \$7,000	14(5)a)(i)	3,500		3,500
7/74	Vente de B.I.A. pour \$2,000 (1/2 = \$1,000) le moindre de \$1,000 ou de \$3,500	14(5)a)(ii)(B)(I) 14(5)a)(ii)(B)(II)		1,000	2,500
8/74	Vente de B.I.A. pour \$6,000 (1/2 = \$3,000) le moindre de \$3,000 ou de \$2,500	14(5)a)(ii)(B)(I) 14(5)a)(ii)(B)(II)		2,500	Ø
9/74	Achat de B.I.A. pour \$4,000	14(5)a)(i)	2,000		2,000
3/75	Réduction en vertu du sous- alinéa 14(3)b)(ii) - Note 2	14(5)a)(ii)(C)		500	1,500
3/75	Déduction de 1975 à 10%	14(5)a)(ii)(A)		150	1,350

Schedule A

NOTES

1. The amount to be included in the taxpayer's income at March 31, 1974, pursuant to paragraph 14(3)(a) is determined as follows:

Excess of the eligible capital amount (being half of the actual proceeds of sale) over the balance immediately before that time in the cumulative eligible capital account (\$3,250-\$2,250)	\$1,000
Minus — the amount which would otherwise be the balance of cumulative eligible capital account at the end of the taxation year resulting from eligible capital expenditures in the period subsequent to	
the above sale to the end of that taxation year	500
Amount included in income	\$ 500

2. Subparagraph 14(3)(b)(ii) permits, in circumstances similar to those outlined in the example, the full eligible capital amount (being half of the actual proceeds of sale) to be excluded from the taxpayer's income in the year of disposition and credited to the cumulative eligible capital pool.

8/74	Eligible capital amount	\$3,000
8/74	Maximum eligible capital amount which may be credited to cumulative eligible capital at date of sale (8/74) as restricted by clause 14(5)(a)(ii)(B)	\$2,500
3/75	Special reduction pursuant to subparagraph 14(3)(b)(ii) to the extent that additional E.C.P. acquired during the intervening period between date of sale of E.C.P. and the end of that taxation year	500
	taxation year	
	Eligible capital amount	\$3,000

In the foregoing example, the taxpayer is not required to include in income any portion of the eligible capital amount by virtue of subparagraph 14(3)(b)(i).

Annexe A

NOTES

1. Le montant à inclure dans le revenu du contribuable au 31 mars 1974, conformément à l'alinéa 14(3)a), est déterminé comme il suit:

Excédent du montant en immobilisations admissible (soit la moitié du produit réel de la vente) sur le solde immédiatement avant cette date au compte du montant admissible des immobilisations cumulatives (\$3,250 - \$2,250)	\$1,000
Moins le montant qui serait autrement le solde du compte du montant admissible des immobilisations cumulatives à la fin de l'année d'imposition résultant des dépenses en immobilisations	

sations cumulatives à la fin de l'année d'imposition résultant des dépenses en immobilisations admissibles au cours de la période suivant la vente susmentionnée jusqu'à la fin de cette année d'imposition.

Montant inclus dans le revenu

\$ 500

2. Le sous-alinéa 14(3)b)(ii) permet, dans des circonstances semblables à celles de l'exemple mentionné, d'exclure du revenu du contribuable pour l'année de la disposition et de créditer au compte du montant admissible des immobilisations cumulatives le total du montant en immobilisations admissible (soit la moitié du produit réel de la vente).

8//4	Montant en immobilisations admissible	\$3,000
8/74	Montant maximal en immobilisations admissible qui peut être crédité au montant admissible des immobilisations cumulatives à la date de vente (8/74), restreint selon la clause 14(5)a)(ii)(B)	\$2,500
3/75	Réduction spéciale conformément au sous-alinéa 14(3)b)(ii) dans la mesure où les B.I.A. supplémentaires ont été acquis au cours de la période allant de la date de la vente des B.I.A. à la fin de l'année d'imposition.	500
	Montant en immobilisations admissible	\$3,000

Dans le cas présent, le contribuable n'est tenu d'inclure dans son revenu aucune portion du montant admissible des immobilisations en vertu du sous-alinéa 14(3)b)(i).

DISPOSITION OF PROCEEDS ON THE SALE OF AN ELIGIBLE CAPITAL PROPERTY IN TRANSITIONAL YEARS 1972-1983

Schedule B

Assumptions:

(1) The amount payable to the taxpayer on the sale of the eligible capital property is \$100,000.

nediately	1984	N/A	50,000	0	50,000	20,000	Q
972 and ending imn	1983	000'56	47,500	0	47,500	47,500	2,500
	1982	85,000 90,000	42,500 45,000	0.	42,500 45,000	42,500 45,000	5,000
nary 1, 19	1981	85,000	42,500	٥	42,500	42,500	7,500
encing Jar	1980	80,000	40,000	0.	40,000	40,000	10,000
iod comm	1979	70,000 75,000	37,500	0	35,000 37,500	37,500	15,000 12,500
ut the per	1978	70,000	35,000	6.	35,000	35,000	15,000
on by him throughou	1977	65,000	32,500	0.	32,500	32,500	17,500
	1976	55,000 60,000	30,000	6.	27,500 30,000	27,500 30,000	22,500 20,000
s carried R.	1975	55,000	27,500	6.	27,500	27,500	22,500
a busines of the ITA	1974	50,000	25,000	0.	25,000	25,000	25,000
respect of ection 21 c	1973	45,000	22,500	0	22,500	22,500	27,500
yable "in vided by se	1972	\$40,000	\$20,000	6.	\$20,000	\$20,000	\$30,000
(2) The amount had become payable "in respect of a business carried on by him throughout the period commencing January 1, 1972 and ending immediately after the transaction" as provided by section 21 of the ITAR.		Amount payable to a tax- payer under assumptions 1 and 2 above as modified by subsection 21(1) of the ITAR	Eligible capital amount per subsection 14(1)	Cumulative eligible capital immediately before the amount in A above became payable (assumed to be Nil)	Amount to be included in income (B-C)	Amount to be included as part of capital dividend account per subparagraph 89(1)(b)(iii)(i.e. 100% of D)	Amount to be included as part of 1971 capital surplus on hand per subparagraph 89(1)(1)(v) half of 100,000 (-B)
(2)			B.		D.	प्यं	II.

DISPOSITION DU PRODUIT DE LA VENTE DE BIENS EN IMMOBILISATIONS ADMISSIBLES AU COURS DE LA PÉRIODE DE TRANSITION DE 1972 À 1983

Hypothèses:

,							Annexe
mediate-	1984	N/A	50,000	6	50,000	50,000	0
ninant im	1983	95,000	47,500	0	47,500	47,500	2,500
et se terr	1982	000,006	45,000	•	45,000	45,000	2,000
nvier 1972	1981	85,000	40,000 42,500	6.	40,000 42,500	42,500	7,500
t le 1er ja:	1980	80,000	40,000	٥	40,000	40,000	10,000
.00,000. mmençant	1979	75,000	37,500	8	37,500	37,500	12,500
s est de \$1 oériode co	1978	70,000	35,000	6.	35,000	35,000	17,500 15,000
admissible Iurant la _F	1977	65,000	32,500	6.	32,500	32,500	17,500
ilisations e par lui d	1976	900,000	30,000	0.	30,000	30,000	20,000
en immot e exploité AIR.	1975	55,000	27,500	•	27,500	27,500	22,500
te de biens e entrepris e 21 des R	1974	50,000	25,000	6	25,000	25,000	25,000
our la veni gard d'uni ige l'articl	1973	45,000	22,500	8	22,500	22,500	27,500
ribuable p able «à l'é omme l'ex	1972	\$40,000	\$20,000	0	\$20,000	\$20,000	\$30,000
 Le montant payable au contribuable pour la vente de biens en immobilisations admissibles est de \$100,000. Le montant est devenu payable «à l'égard d'une entreprise exploitée par lui durant la période commençant le 1er janvier 1972 et se terminant immediatement après la transaction» comme l'exige l'article 21 des RAIR. 		Somme payable à un contribuable en vertu des hypothèses (1) et (2) ci- dessus, modifiée par le paragraph 21(1) des RAIR	Montant en immobilisations admissible selon le paragraphe 14(1)	Montant admissible des immobilisations cumulatives immédiatement avant que le montant en «A» devienne payable (suppose être nul)	Montant devant être inclus dans le revenu (B-C)	Montant devant être inclus à titre de partie du compte de dividende en capital selon le sousalinéa 89(11b)(iii)(i.e. 100% de «D»	Montant devant être inclus à titre de partie du surplus de capital en main en 1971 selon le sous-alinéa 89(1)](v) (la moitié de \$100,000 -B)
(1)		Ą.	œ.	·	D.	ы́	IT,



D'INTERPRÉTATION

INTERPRETATION

SUBJECT: INCOME TAX ACT
Disposition of Eligible Capital Property

OBJET: LOI DE L'IMPÔT SUR LE REVENU
Disposition de biens en immobilisations admissibles

NO: IT-123R3

DATE: December 4, 1978

REFERENCE: Section 14 (also section 24, paragraphs 20(1)(b), 54(d), 89(1)(b), 89(1)(d), and 89(1)(l); also section 21 of the Income Tax Application Rules, 1971)

This bulletin cancels and replaces Interpretation Bulletin IT-123R2 dated April 18, 1977. Current revisions are designated by vertical lines.

1. This bulletin discusses the provisions of the Act which apply to a disposition of eligible capital property after 1971. The effect of the definition of eligible capital property in paragraph 54(d) of the Act is to include all property whose cost was or, had it been acquired after 1971, would be an eligible capital expenditure under the provisions of paragraph 14(5)(b).

Taxation Years ending before April 1, 1977

- 2. Subsection 14(1) applies to determine the amount to be included in the taxpayer's income as the result of a transaction occurring after 1971 in which an eligible capital property is disposed of. The proceeds of disposition, net of any related fees and commissions, is considered to constitute the "amount ...payable" referred to in that subsection.
- 3. The amount to be included in the income of the taxpayer in respect of a particular business carried on or formerly carried on by him is the amount by which the "eligible capital amount" (half of the amount payable) exceeds the taxpayer's cumulative eligible capital of that business (see 4 below) immediately before the amount becomes payable to the taxpayer. The amount so included by subsection 14(1) is effectively reduced by eligible capital expenditures of that business made after the disposition and before the end of the taxation year as provided by subsection 14(3).
- 4. The cumulative eligible capital (paragraph 14(5)(a)) of a taxpayer at any given time is made up of half of all eligible capital expenditures made after 1971 and before the given time less the aggregate of the following amounts:
 - (a) the total of the yearly deductions in computing income (not exceeding 10 per cent of the cumulative eligible capital at the end of each year) allowed by paragraph 20(1)(b), and
 - (b) the total of each eligible capital amount that became payable before that time except to the extent it was included in income.

No: IT-123R3

DATE: le 4 décembre 1978

RENVOI: Article 14 (aussi l'article 24, les alinéas 20(1)b), 54d), 89(1)b), 89(1)d) et 89(1)1); aussi l'article 21 des Règles de 1971 concernant l'application de l'impôt sur le revenu).

JAN 1 2 Some e présent bulletin appule et remplace le B

Le présent bulleur annule et remplace le Bulletin d'interprétation IT-123R2 du l'avril 1977. Les révisions sont indiquées par des traits verticaux.

1. Le présent bulletin traite des stipulations de la Loi qui s'appliquent à la disposition après 1971 de biens en immobilisations admissibles. Par suite de la définition qui en est donnée à l'alinéa 54d) de la Loi, les biens en immobilisations admissibles englobent tous les biens dont le coût était (ou aurait été, si les biens avaient été acquis après 1971) une dépense en immobilisations admissible en vertu de l'alinéa 14(5)b).

Années d'imposition se terminant avant le 1er avril 1977

- 2. Le paragraphe 14(1) s'applique au calcul du montant qui doit entrer dans le revenu d'un contribuable par suite d'une opération effectuée après 1971, au titre de laquelle un bien en immobilisations admissible fait l'objet d'une disposition. Le produit de la disposition, déduction faite des commissions et des frais afférents, est censé constituer la «somme payable» mentionnée dans ce paragraphe.
- 3. La somme à inclure dans le revenu du contribuable pour une entreprise donnée qu'il exploite ou qu'il a exploitée est l'excédent du «montant en immobilisations admissible» (la moitié de la somme payable) sur le montant admissible des immobilisations cumulatives du contribuable pour cette entreprise (voir le numéro 4 ci-après) immédiatement avant que la somme ne soit devenue payable au contribuable. En vertu du paragraphe 14(3), le montant ainsi inclus en vertu du paragraphe 14(1) est effectivement réduit des dépenses en immobilisations admissibles que l'entreprise a engagées après la disposition et avant la fin de l'année d'imposition.
- 4. Le montant admissible des immobilisations cumulatives (alinéa 14(5)a)) d'un contribuable, à une date quelconque, est constitué de la moitié du total des dépenses en immobilisations admissibles engagées après 1971 et avant la date quelconque précitée, moins le total des montants suivants:
 - a) le total des montants déduits lors du calcul du revenu annuel (n'excédant pas 10% du montant admissible des immobilisations cumulatives à la fin de chaque année) en vertu de l'alinéa 20(1)b) et
 - b) le total de tous les montants en immobilisations admissibles devenus payables avant cette date, exception faite de la fraction qui a été incluse dans le revenu.

Taxation Years ending after March 31, 1977

- 5. Subsection 14(1) now provides that where at the end of a taxation year the calculation of the "cumulative eligible capital" pursuant to the rules in paragraph 14(5)(a) results in a negative balance, that negative amount is to be included in the taxpayer's income for that year.
- 6. The cumulative eligible capital of a taxpayer at any given time after March 31, 1977, is now made up of
 - (a) one-half of all eligible capital expenditures made after 1971 and before the given time, plus
 - (b) the total of the amounts included in income by virtue of subsection 14(1) for all taxation years ending prior to the given time,
 - less the aggregate of the following amounts:
 - (c) the total of the yearly deductions in computing income for each taxation year ending prior to the given time (not exceeding 10 per cent of the cumulative eligible capital at the end of each year) allowed by paragraph 20(1)(b); and
 - (d) the total of eligible capital amounts (as defined in subparagraph 14(5)(a)(iv)), i.e. one-half of the amounts that became payable before the given time net of the total of the outlays and expenses made or incurred in relation to the dispositions of eligible capital property.
- 7. The proceeds of disposition is considered to constitute the "amount.... payable" referred to in the definition of eligible capital amount set out in subparagraph 14(5)(a)(iv).
- 8. Where an eligible capital property was disposed of in a given taxation year and another eligible capital property was acquired as a replacement in the year following the year of disposition, the taxpayer has the option of including the eligible capital amount resulting from the disposition of the former property and used to acquire the replacement property in the calculation of the cumulative eligible capital either for the year of disposition or for the year of acquisition.
- 9. In order to qualify as a replacement property, a property must have been acquired for the same or a similar use as the use to which the former property had been put and for the purpose of gaining or producing income from the same or a similar business in which the former property had been used. Where a taxpayer was not resident in Canada at the time the particular property was acquired, the property, in order to qualify as a replacement property, must not only meet the foregoing requirements but must also have been acquired for use in a business carried on in Canada.
- 10. Schedule A illustrates the composition of the cumulative eligible capital account as affected by the various provisions of section 14.

Années d'imposition se terminant après le 31 mars 1977

- 5. Le paragraphe 14(1) stipule maintenant que lorsque, à la fin d'une année d'imposition, le calcul du «montant admissible des immobilisations cumulatives» en vertu des règles de l'alinéa 14(5)a) donne un résultat négatif, ce solde négatif doit être inclus dans le revenu du contribuable pour l'année.
- 6. Le montant admissible des immobilisations cumulatives d'un contribuable à une date quelconque après le 31 mars 1977 est maintenant constitué du total des montants suivants:
 - a) la moitié du total des dépenses en immobilisations admissibles engagées après 1971 et avant cette date et
 - b) le total des sommes incluses dans le revenu en vertu du paragraphe 14(1) pour toutes les années d'imposition se terminant avant cette date,
 - moins le total des montants suivants:
 - c) le total de ce qui a été déduit dans le calcul du revenu annuel pour chaque année d'imposition se terminant avant cette date (n'excédant pas 10% du montant admissible des immobilisations cumulatives à la fin de chaque année) en vertu de l'alinéa 20(1)b) et
 - d) le total des montants en immobilisations admissibles (définis au sous-alinéa 14(5)a)(iv)), à savoir la moitié des montants devenus payables avant cette date, déduction faite du total des débours et dépenses faits ou engagés relativement aux dispositions de biens en immobilisations admissibles.
- 7. Le produit de la disposition est réputé constituer le «montant payable» mentionné dans la définition de montant en immobilisations admissible au sous-alinéa 14(5)a)(iv).
- 8. Lorsqu'un bien en immobilisations admissible a fait l'objet d'une disposition au cours d'une année d'imposition donnée et qu'un autre bien en immobilisations admissible lui servant de remplacement a été acquis au cours de l'année suivant l'année de la disposition, le contribuable a le choix d'inclure le montant en immobilisations admissible résultant de la disposition de l'ancien bien et utilisé pour acquérir le bien servant de remplacement, dans le calcul du montant admissible des immobilisations cumulatives pour l'année de la disposition ou pour l'année de l'acquisition.
- 9. Pour être admis comme bien servant de remplacement, un bien doit avoir été acquis pour le même usage ou pour un usage analogue à celui qui a été fait de l'ancien bien et aux fins de tirer un revenu de la même entreprise ou d'une entreprise analogue à celle oû l'ancien bien était utilisé ou de faire produire un revenu à cette entreprise. Lorsque le contribuable ne résidait pas au Canada au moment où le bien en cause a été acquis, le bien, pour être admis comme bien de remplacement, en plus de satisfaire aux exigences susmentionnées, doit avoir été acquis dans le but d'être utilisé dans une entreprise exploitée au Canada.
- 10. L'annexe A donne un exemple de la composition du montant admissible des immobilisations cumulatives visé par les diverses dispositions de l'article 14.

General Provisions

11. It should be noted that the "eligible capital amount", "eligible capital expenditures", and "cumulative eligible capital" are all in respect of a business; thus if a taxpayer carries on more than one business, these items must be accounted for separately for each business, unless the various businesses are similar businesses, referred to in (9) above. These rules apply also, where a taxpayer disposes or ceases to carry on a business or a part of a business and commences to carry on a new business.

12. By virtue of subsection 14(2), where, by any provision of the Act, any amount is deemed to be a taxpayer's proceeds of disposition of an eligible capital property, that amount is an "amount payable" for the purpose of subsection 14(1) (for taxation years ending prior to April 1, 1977) and section 14 (for taxation years ending after March 31, 1977). This includes, by way of example, the deemed proceeds of disposition under sections 68 (part consideration for disposition of property), 69 (inadequate consideration), 85 (transfer of property to corporation by shareholder), 88 (winding-up of wholly-owned Canadian corporation), and 97 (contribution of property to a partnership).

Transitional Provisions

13. Subsection 21(1) of the Income Tax Application Rules, 1971 (ITAR) reduces in certain circumstances the "amount payable" that would otherwise be determined by section 14, for dispositions occurring in the calendar years 1972 to 1983 inclusive. Subsection 21(1) of the ITAR only applies where the amount payable to the taxpayer on the disposition of the eligible capital property is "in respect of a business carried on throughout the period commencing January 1, 1972 and ending immediately after the transaction occurred". The words "ending immediately after the transaction occurred" refer to the period covered and do not imply that the business must cease after the sale. Where the above condition is met, subsection 21(1) of the ITAR applies, regardless of whether the eligible capital property in question was acquired by the vendor before or after December 31, 1971.

- 14. Where subsection 21(1) of the ITAR is applicable, the amount payable for the purpose of section 14 is deemed to be a percentage of the actual amount payable. That percentage is 40 per cent in the calendar year 1972 and it increases by 5 percentage points for each calendar year thereafter until it reaches 100 per cent for 1984 and subsequent years. On the disposition or expiration of a government right (as defined in paragraph 21(3)(a) of the ITAR), the deemed amount payable may not exceed the excess of the actual amount over the greater of:
 - (a) the cost of the government right or the taxpayer's original right in respect of the government right (as defined in paragraph 21(3)(b) of the ITAR) incurred prior to 1972 to the extent that that cost was not otherwise deducted in computing the income of the taxpayer for any taxation year, and

Dispositions générales

11. Il est à remarquer que le «montant en immobilisations admissible», les «dépenses en immobilisations admissibles» et le «montant admissible des immobilisations cumulatives» sont tous déterminés pour une entreprise; ainsi, le contribuable qui exploite plus d'une entreprise doit rendre compte séparément de ces éléments pour chacune des entreprises, à moins qu'il ne s'agisse des entreprises analogues mentionnées au numéro 9 ci-dessus. Cette règle s'applique aussi au contribuable qui aliène ou cesse d'exploiter une entreprise ou une partie de celle-ci et commence à exploiter une autre entreprise.

12. En vertu du paragraphe 14(2), lorsqu'une somme est, par une disposition quelconque de la Loi, réputée être le produit qu'un contribuable a tiré de la disposition d'un bien en immobilisations admissible, cette somme est une «somme payable» aux fins du paragraphe 14(1) (pour les années d'imposition se terminant avant le 1er avril 1977) et de l'article 14 (pour les années d'imposition se terminant après le 31 mars 1977). Cette stipulation touche, par exemple, le produit réputé d'une disposition en vertu des articles 68 (contrepartie partielle de la disposition d'un bien), 69 (contreparties insuffisantes), 85 (transfert d'un bien par un actionnaire à une corporation), 88 (liquidation d'une corporation canadienne possédée en propriété exclusive) et 97 (apport de biens dans une société).

Dispositions transitoires

- 13. Le paragraphe 21(1) des Règles de 1971 concernant l'application de l'impôt sur le revenu (RAIR) réduit dans certains cas le «montant payable» qui, autrement, serait déterminé en vertu de l'article 14, relativement aux dispositions effectuées au cours des années civiles 1972 à 1983 inclusivement. Le paragraphe 21(1) des RAIR s'applique seulement lorsque le montant payable au contribuable au moment de la disposition des biens en immobilisations admissibles l'est «relativement à une entreprise qu'il a exploitée pendant toute la période commençant le 1er janvier 1972 et se terminant immédiatement après que l'opération a été effectuée». L'expression «se terminant immédiatement après que l'opération a été effectuée» se rapporte à la période visée et ne signifie pas que l'entreprise doit cesser d'être exploitée après la vente. Lorsque la condition ci-dessus est remplie, le paragraphe 21(1) des RAIR s'applique, que les biens en immobilisations admissibles en cause aient été acquis par le vendeur avant ou après le 31 décembre 1971.
- 14. Lorsque le paragraphe 21(1) des RAIR s'applique, la somme payable aux fins de l'article 14 est réputée être un pourcentage de la somme effectivement payable. Cette proportion est de 40% pour l'année civile 1972 et elle augmente de 5% pour chaque année civile qui suit jusqu'à ce qu'elle atteigne 100% pour 1984 et les années suivantes. Au moment de la disposition ou de l'expiration d'un droit gouvernemental (défini à l'alinéa 21(3)a) des RAIR), la somme réputée payable ne peut dépasser l'excédent de la somme effective sur le plus élevé:
 - a) du coût du droit gouvernemental ou du droit initial du contribuable à l'égard du droit gouvernemental (défini à l'alinéa 21(3)b) des RAIR) avant 1972, dans la mesure où ce coût n'a pas été déduit dans le calcul du revenu du contribuable pour une année d'imposition quelconque ou

- (b) the fair market value of the taxpayer's specified right in respect of the government right (as defined in paragraph 21(3)(c) of the ITAR) as at December 31, 1971.
- 15. Where a person who owned a particular government right referred to in subsection 21(1) of the ITAR at the end of 1971, subsequently disposes of it to a taxpayer with whom that person does not deal at arm's length, subsection 21(2.1) of the ITAR provides that the rules in 14 above will be available also to the transferee if the transferee in turn disposes of, or allows the expiry of, that particular government right or any other government right acquired for the purpose of effecting the continuation of rights that are substantially similar to the rights previously acquired under that particular government right.
- 16. For the purposes of section 21 of the ITAR, an amalgamation (within the meaning of section 87 of the Act) of two or more Canadian corporations is deemed to be a transaction between persons not dealing at arm's length.
- 17. Pursuant to subsection 21(2) of the ITAR, the amount deemed to have become payable to the vendor (see 14 above) in a non-arm's-length transfer of eligible capital property becomes the amount of the eligible capital expenditure of the purchaser; thus the purchase price in excess of that amount is not eligible for inclusion in the cumulative eligible capital of the non-arm's length purchaser.

Capital Dividend Account

- 18. A corporation may include a portion of the proceeds on the disposition of eligible capital property in its capital dividend account by virtue of paragraph 89(1)(b). The portion so included is equal to the amount by which:
 - (a) one half of the proceeds (or one half of the deemed proceeds under section 21 of the ITAR) which became payable to the corporation on the disposition of all such property in the period commencing on the first day of the first taxation year commencing after the time the corporation last became a private corporation and ending after 1971, and ending immediately before the particular time the calculation is being made,

exceeds

- (b) the aggregate of the cumulative eligible capital at the commencement of the period and one half of the eligible capital expenditures made in the period.
- **1971 Capital Surplus on Hand** (1972 to December 31, 1978)
- 19. Subparagraph 89(1)(1)(v) provides that a portion of an amount payable to a corporation upon the disposition of an eligible capital property is added to the corporation's 1971 capital surplus on hand if:
 - (a) the eligible capital property disposed of was held by the corporation in respect of a business car-

- b) de la juste valeur marchande du droit particulier du contribuable à l'égard du droit gouvernemental (défini à l'alinéa 21(3)c) des RAIR) au 31 décembre 1971.
- 15. Lorsqu'une personne qui détenait à la fin de 1971 un droit gouvernemental particulier visé par le paragraphe 21(1) des RAIR en dispose par la suite au profit d'un contribuable avec lequel elle a un lien de dépendance, le paragraphe 21(2.1) des RAIR stipule que les règles en 14 ci-dessus sont également applicables au cessionnaire si le cessionnaire à son tour dispose, ou permet l'expiration, du droit gouvernemental particulier ou de tout autre droit gouvernemental acquis aux fins d'assurer le maintien de droits sensiblement analogues à ceux qui avaient été précédémment acquis en vertu de ce droit gouvernemental particulier.
- 16. Aux fins de l'article 21 des RAIR, une fusion, au sens de l'article 87 de la Loi, de deux ou plusieurs corporations canadiennes est réputée être une opération effectuée par des personnes qui ont entre elles un lien de dépendance.
- 17. Conformément au paragraphe 21(2) des RAIR, le montant qui est réputé être devenu payable au vendeur (voir 14 ci-dessus) à l'occasion du transfert de biens en immobilisations admissibles entre des personnes qui ont un lien de dépendance devient le montant de la dépense en immobilisations admissible de l'acheteur; ainsi, la fraction du prix d'achat qui est en sus de ce montant ne peut être inclus dans le montant admissible des immobilisations cumulatives de l'acheteur (personne avec laquelle un lien de dépendance existe).

Compte de dividendes en capital

- 18. En vertu de l'alinéa 89(1)b), une corporation peut inclure une partie du produit de la disposition de biens en immobilisations admissibles dans son compte de dividendes en capital. La partie ainsi incluse est égale à la fraction
 - a) de la moitié du produit (ou de la moitié du produit réputé en vertu de l'article 21 des RAIR) qui est devenue payable à la corporation lors de la disposition de tous ces biens au cours de la période commençant le premier jour de la première année d'imposition qui a débuté postérieurement à la date à laquelle la corporation est devenue une corporation privée pour la dernière fois et qui s'est terminée après 1971, et se terminant immédiatement avant la date à laquelle le calcul est effectué qui est en sus
 - b) du total admissible des immobilisations cumulatives au commencement de la période et de la moitié des dépenses en immobilisations admissibles engagées au cours de la période.

Surplus de capital en main en 1971 (1972 au 31 décembre 1978)

- 19. Le sous-alinéa 89(1)1)(v) stipule qu'une partie de la somme payable à une corporation au moment de la disposition d'un bien en immobilisations admissible s'ajoute au surplus de capital en main en 1971 de la corporation si:
 - a) le bien en immobilisations admissible qui a fait l'objet de la disposition était détenu par la corporation pour une

ried on by it throughout the period from January 1, 1972, to the time of disposition,

- (b) the corporation is and has been a private corporation since a time prior to the taxation year in which the amount became payable, and
- (c) the disposition occurs before 1979.

The computation of the corporation's 1971 capital surplus on hand at any particular time prior to April 1, 1977, will take into account a portion of all amounts that became payable in taxation years up to and including the taxation year ending prior to that particular time. A computation made after March 31, 1977, and before 1979, will, in addition, take into account a portion of any amounts that became payable during the period from the end of last taxation year to the time the computation is made.

- 20. The balance of the corporation's 1971 capital surplus on hand as at December 31, 1978, becomes part of the corporation's "Pre-1972 capital surplus on hand", as defined in new subsection 88(2.1). No provision is made for additions thereto, after December 31, 1978, of a portion of an amount payable to the corporation upon the disposition of an eligible capital property.
- 21. If the calculation is made on or before May 6, 1974, the amount that is added to the 1971 capital surplus on hand upon the disposition of an eligible capital property is the difference between one half of the actual amount payable to the corporation and one half of the amount deemed payable under section 21 of the ITAR. If the calculation is made after May 6, 1974, the computation previously described is modified to exclude from the result any amount already included in the tax equity of the corporation in respect of an amount received as consideration for the disposition of (or for allowing the expiry of) a government right (within the meaning assigned by paragraph 21(3)(a) of the ITAR). Where an amount became payable to the corporation after the end of its 1971 taxation year and before 1972 in respect of property owned by it at the end of its 1971 taxation year or acquired by it thereafter and disposed of by it before 1972 that would have been eligible capital property if it had been disposed of after 1971, subparagraph 89(1)(l)(vi) provides that the amount, if any, to be included in the 1971 capital surplus on hand calculated after May 6, 1974, is equal to the amount by which the actual amount that became payable upon the disposition exceeds any amounts included in respect of that property in the tax equity of the corporation at the end of its 1971 taxation year.

Paid-up Capital Deficiency (1972 to March 31, 1977) 22. Prior to April 1, 1977, the paid-up capital deficiency (if any) of a corporation was reduced by an amount equal to that amount included in 1971 capital surplus on hand as provided by subparagraph 89(1)(d)(vi) of the Act.

23. Schedule B illustrates the application of the provisions mentioned in 14 and 18 to 21 above in the transitional years 1972 to 1983.

entreprise exploitée durant toute la période allant du 1er janvier 1972 à la date de la disposition.

5

b) la corporation est et a été une corporation privée depuis une date antérieure à l'année d'imposition au cours de laquelle la somme est devenue payable et

c) la disposition a lieu avant 1979.

Le calcul du surplus de capital en main en 1971 de la corporation à une date quelconque antérieure au 1er avril 1977 doit tenir compte d'une fraction de tous les montants qui sont devenus payables au cours d'années d'imposition antérieures à cette date, y compris l'année d'imposition se terminant avant la date précitée. Un calcul fait après le 31 mars 1977 et avant 1979 doit en plus tenir compte d'une fraction de tous les montants qui sont devenus payables durant la période allant de la fin de la dernière année d'imposition à la date à laquelle le calcul est fait.

- 20. Le solde du surplus de capital en main en 1971 de la corporation au 31 décembre 1978 entre dans le «surplus de capital en main avant 1972» de la corporation défini au nouveau paragraphe 88(2.1). Aucune disposition n'existe pour le rajout à ce titre, après le 31 décembre 1978, d'une fraction d'un montant payable à la corporation à la suite de la disposition d'un bien en immobilisations admissible.
- 21. Si le calcul est effectué le 6 mai 1974 ou avant, le montant ajouté au surplus de capital en main en 1971, à la suite de la disposition d'un bien en immobilisations admissible, est la différence entre la moitié de la somme réelle payable à la corporation et la moitié de la somme réputée payable en vertu de l'article 21 des RAIR. Si le calcul est effectué après le 6 mai 1974, le calcul est modifié de manière à exclure des résultats tout montant déjà compris dans la masse fiscale de la corporation à l'égard d'une somme reçue comme contrepartie de la disposition (ou pour permettre l'expiration) d'un droit gouvernemental (au sens de l'alinéa 21(3)a) des RAIR). Lorsqu'une somme est devenue payable à la corporation après la fin de son année d'imposition 1971 et avant 1972 pour un bien que cette corporation possédait à la fin de son année d'imposition 1971 ou qu'elle a acquis par la suite et dont elle a disposé avant 1972, lequel bien aurait été un bien en immobilisations admissible si elle en avait disposé après 1971, le sous-alinéa 89(1)1)(vi) stipule que le montant, si montant il y a, à inclure dans le surplus de capital en main en 1971 calculé après le 6 mai 1974 est égal à la fraction de la somme réelle devenue payable au moment de la disposition qui est en sus de tout montant inclus pour ce bien dans la masse fiscale de la corporation à la fin de son année d'imposition 1971.

Insuffisance du capital versé (1972 au 31 mars 1977) 22. Avant le 1er avril 1977, l'insuffisance du capital versé d'une corporation (si insuffisance il y avait) était réduite d'un montant égal à celui qui était inclus dans le surplus de capital en main en 1971, conformément au sous-alinéa 89(1)d)(vi) de la

23. L'annexe B montre comment les dispositions mentionnées en 14 et de 18 à 21 ci-dessus s'appliquent au cours des années de transition 1972 à 1983.

Bad Debts on Sale of Eligible Capital Property

- 24. Where a debt that has arisen on the sale of eligible capital property has become a bad debt, a deduction in respect of that debt may be made pursuant to paragraph 20(1)(p) to the extent that the debt was previously included in the income of the taxpayer by subsection 14(1) of the Act. No deduction is allowed in respect of the amount of the debt credited to the cumulative eligible capital of the business. For taxation years ending after March 31, 1977, a negative balance in the "cumulative eligible capital" at the end of a taxation year is to be included in the taxpayer's income for that year (see (5) above) and it is a question of fact to what extent the amount included in income represents a debt for purposes of paragraph 20(1)(p).
- 25. The debt arising on the sale of eligible capital property is considered to be a capital property as defined by paragraph 54(b) of the Act and where that debt is established to have become a bad debt at the end of a taxation year, it is considered that the provisions of subsection 50(1) apply. Any capital loss which results will be reduced by the amount of any deduction made in respect of the loss under any other provision of the Act (e.g. a deduction by virtue of paragraph 20(1)(p) as mentioned above).

Amount Not Due until Later Year

26. The Department does not view the sale of eligible capital property as a sale of property "in the course of the business" and as a result no reserve is permitted by paragraph 20(1)(n) where some part of the sale price is due in a later year.

Averaging

27. Where an amount is included in income under section 14, a deduction may be made for a payment made for an income-averaging annuity contract as provided by section 61. The general averaging provision in section 118 may also apply.

Terminal Allowance

28. Where a taxpayer has ceased to carry on a business, he is entitled to claim a deduction for the balance of his cumulative eligible capital in respect of that business in accordance with subsection 24(1). For a detailed discussion of this topic, refer to IT-313R "Eligible Capital Property - Ceasing to Carry on Business".

Eligible Capital Property of a Deceased Taxpayer

29. The status of goodwill and other eligible capital property on the death of a taxpayer and the rules applicable in circumstances where eligible capital property of a deceased taxpayer is acquired by another person are considered in IT-344 "Eligible Capital Property - Deceased Persons".

Mauvaises créances découlant de la vente de biens en immobilisations admissibles

- 24. Lorsqu'une créance découlant de la vente de biens en immobilisations admissibles devient une mauvaise créance, une déduction pour cette créance peut être effectuée en vertu de l'alinéa 20(1)p) dans la mesure où la créance a précédemment été incluse dans le revenu du contribuable en vertu du paragraphe 14(1) de la Loi. Aucune déduction n'est accordée pour le montant de la créance crédité au montant admissible des immobilisations cumulatives de l'entreprise. Pour les années d'imposition se terminant après le 31 mars 1977, une solde négatif à la rubrique des immobilisations cumulatives admissibles à la fin d'une année d'imposition doit être inclus dans le revenu du contribuable pour cette année (voir le numéro 5 ci-dessus), et la mesure dans laquelle le montant ainsi inclus dans le revenu représente une créance aux fins du paragraphe 20(1)p) est une question de fait.
- 25. La créance découlant de la vente de biens en immobilisations admissibles est considérée comme un bien en immobilisations selon la définition de l'alinéa 54b) de la Loi et, lorsque cette créance est devenue une mauvaise créance à la fin de l'année d'imposition, on considère que les dispositions du paragraphe 50(1) s'appliquent. Toute perte en capital qui en résulte doit être réduite du montant de toute déduction faite pour la perte en vertu de toute autre disposition de la Loi (par exemple, une déduction effectuée en vertu de l'alinéa 20(1)p) mentionné ci-dessus).

Somme non exigible avant une année ultérieure

26. Le Ministère ne considère pas la vente de biens en immobilisations admissibles comme une vente de biens «dans le cadre de l'exploitation de l'entreprise» et il en résulte qu'aucune réserve n'est permise en vertu de l'alinéa 20(1)n) si une certaine partie du prix de vente est payable au cours d'une année ultérieure.

Etablissement de la moyenne

27. En vertu de l'article 61, lorsqu'un montant est inclus dans le revenu en vertu de l'article 14, une déduction peut être faite pour un paiement effectué pour un contrat de rente à versements invariables. Les dispositions de l'article 118 concernant l'établissement de la moyenne générale peuvent également s'appliquer.

Déduction finale

28. En vertu du paragraphe 24(1), le contribuable qui a cessé d'exploiter une entreprise a le droit de demander une déduction pour le solde du montant admissible des immobilisations cumulatives pour l'entreprise. Pour plus de précisions, voir le Bulletin d'interpretation IT-313R, «Biens en immobilisations admissibles - Cessation de l'exploitation d'une entreprise».

Biens en immobilisations admissibles d'un contribuable décédé

29. Le Bulletin d'interprétation IT-344 «Biens en immobilisations admissibles - Contribuables décédés» traite du régime qui s'applique à la clientèle et aux autres biens en immobilisations admissibles au décès d'un contribuable, ainsi que des règles qui s'appliquent advenant l'acquisition par une autre personne de biens en immobilisations admissibles d'un contribuable décédé.



Schedule A

Cumulative Eligible Capital Account Example of Calculation

Assume the taxpayer commenced business on April 1,1972, and has a March 31 year end. As a result, the special transitional rules are not applicable.

MONTH/ YEAR	1973 TAXATION YEAR	REFERENCE	DEBIT \$	CREDIT \$	BALANCE \$
4/72	Opening balance		Φ	Ψ	NÏL
6/72	Purchase of eligible capital Property (E.C.P.) for \$5,000	14(5)(a)(i)	2,500		2,500
3/73	1973 deduction at 10%	14(5)(a)(ii)(A)		250	2,250
	1974 TAXATION YEAR				
5/73	Sale of E.C.P. for \$6,500				
3773	(1/2 = \$3,250) lesser of \$3,250 and \$2,250	14(5)(a)(ii)(B)(I) 14(5)(a)(ii)(B)(II)		2,250	Ø
6/73	Purchase of E.C.P. for \$1,000	14(5)(a)(i)	500		500
3/74	Reduction due to paragraph 14(3)(a)-Note 1	14(5)(a)(ii)(C)		500	Ø
3/74	1974 deduction at 10%	14(5)(a)(ii)(A)		Ø	Ø
	1975 TAXATION YEAR				
5/74	Purchase of E.C.P. for \$7,000	14(5)(a)(i)	3,500		3,500
7/74	Sale of E.C.P. for \$2,000 (1/2 = \$1,000)				
	lesser of \$1,000 and \$3,500	14(5)(a)(ii)(B)(I) 14(5)(a)(ii)(B)(II)		1,000	2,500
8/74	Sale of E.C.P. for \$6,000 (1/2 = \$3,000) lesser of \$3,000 and \$2,500	14(5)(a)(ii)(B)(I) 14(5)(a)(ii)(B)(II)		2,500	Ø
9/74	Purchase of E.C.P. for \$4,000	14(5)(a)(i)	2,000	2,500	2,000
3/75	Reduction due to subparagraph	* ((3)(4)(1)	2,000		2,000
	14(3)(b)(ii)-Note 2	14(5)(a)(ii)(C)		500	1,500
3/75	1975 deduction at 10%	14(5)(a)(ii)(A)		150	1,350
	1976 TAXATION YEAR				
3/76	1976 deduction at 10%	14(5)(a)(ii)(A)		135	1 215
-,		1 1(3)(4)(1)(21)		133	1,215
	1977 TAXATION YEAR				
3/77	1977 deduction at 10%	14(5)(a)(ii)(A)		122	1,093
	1978 TAXATION YEAR				
6/77	Purchase of E.C.P. for \$2,000	14(5)(a)(i)	1,000		2,093
1/78	Sale of E.C.P. for \$6,000	14/62/ 2/12/42	-,		2,000
1//0	Sale of E.C.P. for \$6,000 less: selling expenses 500	14(5)(a)(iv)(A) 14(5)(a)(iv)(B)			
	1/2 of \$5,500	14(5)(a)(iv)		2,750	(657) Note 3
3/78	1978 deduction at 10%	14(5)(a)(iii)		Ø	Ø

Compte du montant admissible des immobilisations cumulatives Exemple de calcul

Supposons qu'un contribuable ouvre une entreprise le 1^{er} avril 1972 et que son exercice financier se termine le 31 mars. Il en résulte que les règles transitoires spéciales ne s'appliquent pas.

MOIS/ ANNÉE	ANNÉE D'IMPOSITION 1973	RENVOI	DÉBIT	CRÉDIT	SOLDE
4/72	Solde d'ouverture		\$	\$	\$ NÉANT
6/72	Achat pour \$5,000 de biens en immobilisations admissibles (B.I.A.)	14(5)a)(i)	2,500		2,500
3/73	Déduction de 1973 à 10%	14(5)a)(ii)(A)		250	2,250
	ANNÉE D'IMPOSITION 1974				
5/73	Vente de B.I.A. pour \$6,500 (1/2 = \$3,250) le moindre de \$3,250 ou de \$2,250	14(5)a)(ii)(B)(I) 14(5)a)(ii)(B)(II)		2,250	Ø
6/73	Achat de B.I.A. pour \$1,000	14(5)a)(i)	500		500
3/74	Réduction en vertu de l'alinéa 14(3)a) - Remarque 1	14(5)a)(ii)(C)		500	Ø
3/74	Déduction de 1974 à 10%	14(5)a)(ii)(A)		Ø	Ø
5/74	ANNÉE D'IMPOSITION 1975 Achat de B.I.A. pour \$7,000	14(5)a)(i)	3,500		3,500
7/74	Vente de B.I.A. pour \$2,000 (1/2 = \$1,000) le moindre de \$1,000 ou de \$3,500	14(5)a)(ii)(B)(I) 14(5)a)(ii)(B)(II)		1,000	2,500
8/74	Vente de B.I.A. pour \$6,000 (1/2 = \$3,000) le moindre de \$3,000 ou de \$2,500	14(5)a)(ii)(B)(I) 14(5)a)(ii)(B)(II)		2,500	Ø
9/74	Achat de B.I.A. pour \$4,000	14(5)a)(i)	2,000		2,000
3/75	Réduction en vertu du sous- alinéa 14(3)b)(ii) - Remarque 2	14(5)a)(ii)(C)		500	1,500
3/75	Déduction de 1975 à 10%	14(5)a)(ii)(A)		150	1,350
1	ANNÉE D'IMPOSITION 1976				
3/76	Déduction de 1976 à 10%	14(5)(a)(ii)(A)		135	1,215
	ANNER DAMPOGUTION 1955				
3/77	ANNÉE D'IMPOSITION 1977 Déduction de 1977 à 10%	14(5)(a)(ii)(A)		122	1,093
3///		14(3)(4)(11)(11)		1 2 2	1,000
	ANNÉE D'IMPOSITION 1978	14(5)()(*)			2.002
6/77	Achat de B.I.A. pour \$2,000	14(5)(a)(i)	1,000		2,093
1/78	Vente de B.I.A. pour \$6,000 moins: frais de vente 1/2 de 5,500	14(5)(a)(iv)(A) 14(5)(a)(iv)(B) 14(5)(a)(iv)		2,750	(657) (Remarque 3)
3/78	Déduction de 1978 à 10%	14(5)(a)(iii)		Ø	Ø

Schedule A

NOTES

1. The amount to be included in the taxpayer's income at March 31, 1974, pursuant to paragraph 14(3)(a) is determined as follows:

Excess of the eligible capital amount (being half of the actual proceeds of sale) over the balance immediately before that time in the cumulative eligible capital account (\$3,250-\$2,250)	\$1,000
Minus — the amount which would otherwise be the balance of cumulative eligible capital account at the end of the taxation year resulting from eligible capital expenditures in the period subsequent to	
the above sale to the end of that taxation year	500
Amount included in income	\$ 500

2. Subparagraph 14(3)(b)(ii) permits, in circumstances similar to those outlined in the example, the full eligible capital amount (being half of the actual proceeds of sale) to be excluded from the taxpayer's income in the year of disposition and credited to the cumulative eligible capital pool.

8/74	Eligible capital amount	\$3,000
8/74	Maximum eligible capital amount which may be credited to cumulative eligible capital at date of sale (8/74) as restricted by clause 14(5)(a)(ii)(B)	\$2,500
3/75	Special reduction pursuant to subparagraph 14(3)(b)(ii) to the extent that additional E.C.P. acquired during the intervening period between date of sale of E.C.P. and the end of that	
	taxation year	500
	Eligible capital amount	\$3,000

In the foregoing example, the taxpayer is not required to include in income any portion of the eligible capital amount by virtue of subparagraph 14(3)(b)(i).

3. The amount to be included in the taxpayer's income at March 31, 1978, pursuant to subsection 14(1) is determined as follows:

Total of the yearly deductions in computing income for each taxation year ending prior to March 31, 1978 - 14(5)(a)(iii) - (\$250; \$150; \$135; \$122)		\$ 657
Total of eleigible capital amounts that became payable before March 31, 1978, -14(5)(a)(iv) - (\$3,250; \$1,000; \$3,000; \$2,750)		10,000 \$10,657
<u>Less</u> : 1/2 of all eligible capital expenditures made before March 31, 1978 - 14(5)(a)(i) - (\$2,500; \$500; \$3,500; \$2,000; \$1,000)	\$ 9,500	
Total of amounts included in income under subsection 14(1) for all taxation years ending prior to March 31, 1978 (per Note 1) - 14(5)(a)(ii)	500	\$10,000
Amount included in income		\$ 657

Annexe A

REMARQUES

 Le montant à inclure dans le revenu du contribuable au 31 mars 1974, conformément à l'alinéa 14(3)a), est déterminé comme il suit:

Excédent du montant en immobilisations admissible (soit la moitié du produit réel de la vente) sur le solde immédiatement avant cette date au compte du montant admissible des immobilisations cumulatives (\$3,250 - \$2,250)

\$1,000

Moins le montant qui serait autrement le solde du compte du montant admissible des immobilisations cumulatives à la fin de l'année d'imposition résultant des dépenses en immobilisations admissibles au cours de la période suivant la vente susmentionnée jusqu'à la fin de cette année d'imposition.

500

Montant inclus dans le revenu

\$ 500

2. Le sous-alinéa 14(3)b)(ii) permet, dans des circonstances semblables à celles de l'exemple mentionné, d'exclure du revenu du contribuable pour l'année de la disposition et de créditer au compte du montant admissible des immobilisations cumulatives le total du montant en immobilisations admissible (soit la moitié du produit réel de la vente).

8/74 Montant en immobilisations admissible

\$3,000

8/74 Montant maximal en immobilisations admissible qui peut être crédité au montant admissible des immobilisations cumulatives à la date de vente (8/74), restreint selon la clause 14(5)a)(ii)(B)

\$2,500

3/75 Réduction spéciale conformément au sous-alinéa 14(3)b)(ii) dans la mesure où les B.I.A. supplémentaires ont été acquis au cours de la période allant de la date de la vente des B.I.A. à la fin de l'année d'imposition.

500

Montant en immobilisations admissible

\$3,000

Dans le cas présent, le contribuable n'est tenu d'inclure dans son revenu aucune portion du montant en immobilisations admissible en vertu du sous-alinéa 14(3)b)(i).

3. Le montant à inclure dans le revenu du contribuable au 31 mars 1978 en vertu du paragraphe 14(1) est déterminé comme il suit:

Total des déductions dans le calcul du revenu annuel pour chaque année d'imposition se terminant avant le 31 mars 1978 - 14(5)a)(iii) - (\$250; \$150; \$135; \$122)

\$ 657

Total des montants en immobilisations admissibles qui sont devenus payables avant le 31 mars 1978,

-14(5)a)(iv) -(\$3,250; \$1,000; \$3,000; \$2,750)

10,000 \$10,657

moins:

la moitié du total des dépenses en immobilisations admissibles engagées avant le 31 mars 1978 - 14(5)a)(i)(\$2,500; \$500; \$3,500; \$2,000; \$1,000)

\$9,500

Total des montants inclus dans le revenu en vertu du paragraphe 14(1) pour toutes les années d'imposition se terminant avant le 31 mars 1978 (selon la Remarque 1) - 14(5)a)(ii)

500 \$10,000

Montant inclus dans le revenu

\$ 657

Schedule B

DISPOSITION OF PROCEEDS ON THE SALE OF AN ELIGIBLE CAPITAL PROPERTY IN TRANSITIONAL YEARS 1972-1983

Assumptions:

(1) The amount payable to the taxpayer on the sale of the eligible capital property is \$100,000.

1984	N/A	50,000	ø	50,000	50,000	0.
1983	95,000	47,500	0	47,500	47,500	0
1982	000'006	ø 45,000	8	45,000	45,000	0
1981	85,000	9 0 42,500 45,000	0.	42,500 45,000	42,500	6
1980	80,000	40,000	0.	40,000	40,000	9
1979	75,000	9,500	0	37,500	37,500	0
1978	70,000 75,000	35,000 37,500	0.	35,000 37,500	35,000	15,000
1977	65,000	32,500	0	32,500	32,500	17,500
1976	000,09	30,000	0	27,500 30,000	30,000	20,000
3. 1975	55,000 60,000	27,500 30,000	0	27,500	27,500	22,500 20,000
of the ITA 1974	90,000	25,000	0	25,000	25,000	25,000
1973	45,000	22,500	8	22,500	22,500	27,500
vided by se	\$40,000	\$20,000	© .	\$20,000	\$20,000	\$30,000
after the transaction" as provided by section 21 of the ITAR 1972 1973 1974	Amount payable to a tax- payer under assumptions 1 and 2 above as modified by subsection 21(1) of the ITAR	Eligible capital amount - per subsection 14(1) \$ per subparagraph 14(5)(a)(iv)	Cumulative eligible capital immediately before the amount in A above became payable (assumed to be Nil)	Amount to be included in income (B-C)	Amount to be included as part of capital dividend account per subparagraph 89(1)(b)(iii)(i.e. 100% of D)	Amount to be included as part of 1971 capital surplus on hand per subparagraph 89(1)(1)(v) (half of \$100,000 minus B)
	A.	æ.	c)	D.	ய்	II.

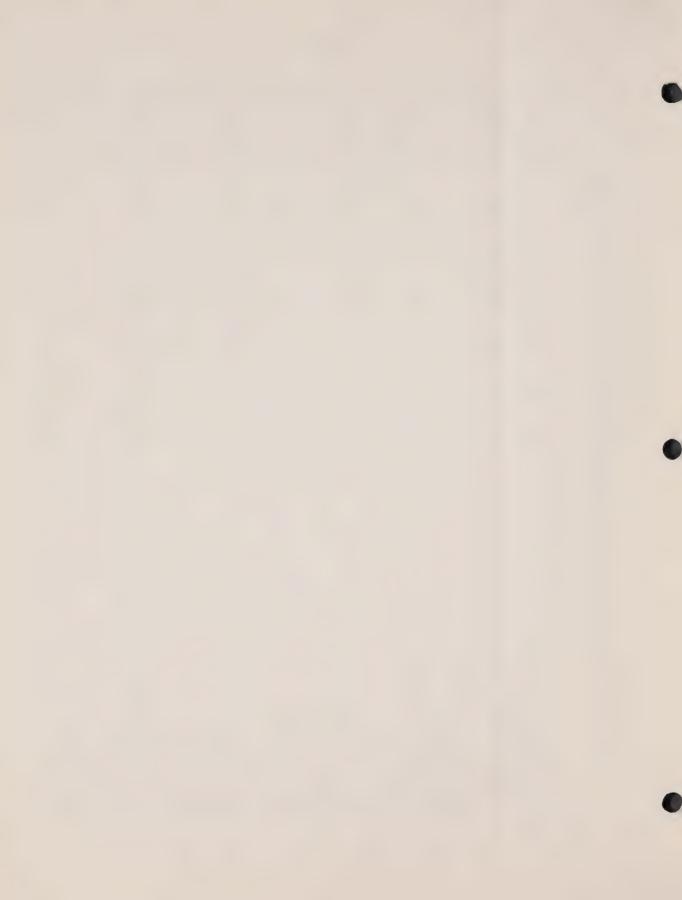
Annexe B

DISPOSITION DU PRODUIT DE LA VENTE D'UN BIEN EN IMMOBILISATIONS ADMISSIBLE AU COURS DE LA PÉRIODE DE TRANSITION DE 1972 À 1983

Hypothèses:

(1) Le montant payable au contribuable pour la vente du bien en immobilisations admissible est de \$100,000.

,							Annexe B
mediate-	1984	N/A	50,000	\$	50,000	50,000	6.
minant im	1983	95,000	φ 47,500	6	47,500	47,500	•
2 et se teri	1982	000,006	ø 45,000	8	45,000	45,000	<u> </u>
invier 197	1981	85,000	9 9 40,000 42,500	8	40,000 42,500	40,000 42,500	Q
t le 1er ja	1980	80,000	ø 40,000	0	40,000	40,000	9
лтепçап	1979	75,000	9 37,500	0.	37,500	37,500	Q
periode co	1978	65,000 70,000	9 32,500 35,000	6	32,500 35,000	35,000	17,500 15,000
durant la	1977	000'59	32,500	8	32,500	32,500	17,500
e par lui	1976	90000	30,000	0.	30,000	30,000	20,000
se exploité l'AIR.	1975	55,000	27,500	0.	27,500	27,500	22,500
e entrepri le 21 des R	1974	20,000	25,000	0.	25,000	25,000	25,000
egard d'un cige l'articl	1973	45,000	22,500	8	22,500	22,500	27,500
able «a l'exomme l'ex	1972	u \$40,000	\$20,000 v) _	0.	\$20,000	\$20,000	\$30,000
(2) Le montant est devenu payable «à l'égard d'une entreprise exploitée par lui durant la période commençant le 1er janvier 1972 et se terminant immediate- ment après la transaction» comme l'exige l'article 21 des RAIR.		Somme payable au contribuable en vertu des hypothèses (1) et (2) ci-dessus, avec modification en vertu du paragraphe 21(1) des RAIR \$40,000	Montant en immobilisations admissible selon le paragraphe 14(1) selon le sous-alinéa 14(5)a)(iv)	Montant admissible des immobilisations cumula- tives immédiatement avant que le montant en «A» devienne payable (suppose être nul)	Montant à inclure dans le revenu (B—C)	Montant à inclure comme partie du compte de dividendes en capital selon le sous-alinéa 89(1)b)(iii) (cà-d. 100% de «D»)	Montant à inclure comme partie du surplus de capital en main en 1971 selon le sous-alinéa 89(1)1)(v) (la moitié de \$100,000 moins B)
(7)		A.	œ.	ن ت	D.	ъ	<u></u>







3111121 INTERPRETATION

SUBJECT:

INCOME TAX ACT

Disposition of and Transactions Involving Eligible Capital Property

NO. IT-123R4

DATE: May 30, 1985

REFERENCE:

Section 14 (also section 24, paragraphs 20(1)(b), 20(1)(p), 54(d) and 89(1)(b) and section 21 of the Income Tax Application Rules, 1971 (ITAR))

This bulletin cancels and replaces Interpretation Bulletin IT-123R3 dated December 4, 1978. Current revisions are designated by vertical lines.

- 1. This bulletin discusses transactions involving eligible capital property generally and in particular the provisions of the Act which apply to the inclusion in income under subsection 14(1) of "negative cumulative eligible capital" (see 2 below) and the computation of an "eligible capital amount" pursuant to subparagraph 14(5)(a)(iv).
- Subsection 14(1) provides that where at the end of a taxation year the calculation of the "cumulative eligible capital" pursuant to the rules in paragraph 14(5)(a) (see 3 below) results in a negative balance, that amount (negative cumulative eligible capital) is to be included in the taxpayer's income for that year.
- 3. The cumulative eligible capital of a taxpayer at any given time after March 31, 1977 is made up of
 - (a) one-half of all eligible capital expenditures made before the given time, plus
 - (b) the total of the amounts included in income by virtue of subsection 14(1) for all taxation years ending prior to the given time,

less the aggregate of the following amounts,

- (c) the total of the yearly deductions in computing income for each taxation year ending prior to the given time (not exceeding 10 per cent of the cumulative eligible capital at the end of each year) deducted under paragraph 20(1)(b), and
- (d) the total of all eligible capital amounts, being one-half of the difference between
 - (i) amounts that became payable in relation to dispositions of "eligible capital property" after 1971 and before the time the cumulative eligible capital is determined, and
 - (ii) the total of the outlays and expenses made or incurred in connection with the dispositions.

LOI DE L'IMPÔT SUR LE REVENU OBJET:

Disposition et transactions de biens en immobilisations admissibles

IT-123R4

DATE: le 30 mai 1985

Article 14 (également l'article 24, les alinéas 20(1)b), p), 54d) et 89(1)b) et l'article 21 des Règles de 197 concernant l'application de l'impôt sur le revenu (RAM)).

Le présent bulletin annule et remplace le Bulletin d'interprétation IT-123R3 du 4 décembre 1978. Les révisions sont indiquées par des traits verticaux.

- 1. Le présent bulletin traite, de façon générale, des transactions mettant en jeu des biens en immobilisations admissibles et, de façon particulière, des stipulations de la Loi qui concernent l'inclusion, en vertu du paragraphe 14(1), du «montant admissible des immobilisations cumulatives négatif» dans le calcul du revenu (voir le numéro 2), et le calcul d'un «montant en immobilisations admissible» en conformité avec le sous-alinéa 14(5)a)(iv).
- Le paragraphe 14(1) stipule que, lorsqu'à la fin d'une année d'imposition, le calcul du «montant admissible des immobilisations cumulatives» selon les règles de l'alinéa 14(5)a) (voir le numéro 3) résulte en un solde négatif, le montant ainsi obtenu (montant admissible des immobilisations cumulatives négatif) doit être inclus dans le calcul du revenu du contribuable pour cette année-là.
- 3. Le montant admissible des immobilisations cumulatives d'un contribuable à une date quelconque après le 31 mars 1977 se calcule comme suit:
 - a) la moitié du total des dépenses en immobilisations admissibles faites avant cette date, plus
 - b) le total des montants inclus dans le revenu en vertu du paragraphe 14(1) pour toutes les années d'imposition se terminant avant cette date,

moins le total des montants suivants:

- c) le total des montants déduits en vertu de l'alinéa 20(1)b) dans le calcul du revenu de chaque année d'imposition se terminant avant cette date (sans dépasser 10 % du montant admissible des immobilisations cumulatives à la fin de chacune de ces années), et
- d) le total des montants en immobilisations admissibles, c'est-à-dire la moitié de la différence entre
 - (i) les montants qui, par suite de dispositions de «biens en immobilisations admissibles», sont devenus payables après 1971 et avant la date de la détermination du montant admissible des immobilisations cumulatives, et
 - (ii) le total des dépenses et débours faits ou engagés par rapport à ces dispositions.



The effect of the definition of eligible capital property in paragraph 54(d) is to include all property the cost of which was or, had it been acquired after 1971, would be an eligible capital expenditure under the provisions of paragraph 14(5)(b) (see IT-143R2).

- 4. Subject to the exception discussed in 6 below, the "amount . . . payable" referred to in the definition of eligible capital amount set out in subparagraph 14(5)(a)(iv) is considered to be synonymous with "due" meaning a present obligation to pay. Thus, only one half of the amounts which became due and payable in a particular year under the terms of a transaction (including amounts actually paid in the year) are included in the calculation of cumulative eligible capital pursuant to subparagraph 14(5)(a)(iv). Where for instance the goodwill of a business is sold under an agreement calling for a down payment followed by 3 annual instalments, only the down payment is considered an "amount . . . payable" pursuant to subparagraph 14(5)(a)(iv), one half of which is included in the calculation of cumulative eligible capital in the year of the sale. Each of the 3 annual instalments also becomes an "amount ... payable" for purposes of subparagraph 14(5)(a)(iv) in the year it becomes due or is paid (if that is sooner).
- 5. Where in a particular taxation year a taxpayer has reported a disposition of an eligible capital property (other than a deemed disposition) or any other event producing an eligible capital amount on the basis previously accepted (the former basis) in which the "amount payable" was always considered to be the total proceeds of disposition, and subsequently requests reassessment on the basis now adopted (current basis), the policy set out in Information Circular 75-7R3 applies and the request for reassessment will be considered if the time for filing a notice of objection for that year has not expired.
- 6. Where an amount is, by any provision of the Act, deemed to be a taxpayer's proceeds of disposition of any eligible capital property, subsection 14(2) deems the whole amount to have become payable at the time of the deemed disposition and therefore one half of the amount is included in the cumulative eligible capital calculation in the year of disposition. This includes, by way of example, the deemed proceeds of disposition under sections 68 (part consideration for disposition of property), 69 (inadequate consideration), 85 (transfer of property to a corporation by a shareholder), 88 (winding-up), and 97 (contribution of property to a partnership).
- 7. Subsection 14(6) provides for an election where a taxpayer disposes of an eligible capital property in a particular taxation year and acquires another eligible capital property as a replacement in the year following the

- La définition donnée à l'expression «biens en immobilisations admissibles» à l'alinéa 54d) a pour objet d'inclure tous les biens dont le coût constitue ou, si de tels biens avaient été acquis après 1971, dont le coût constituerait, en vertu de l'alinéa 14(5)b), une dépense en immobilisations admissible (Voir le Bulletin d'interprétation IT-143R2.
- Sous réserve de l'exception dont il est question au numéro 6, l'expression «montant . . . payable», apparaissant dans la définition de l'expression «montant en immobilisations admissible» au sous-alinéa 14(5)a)(iv), a le sens de «exigible», c'està-dire une obligation de payer immédiatement. En conséquence, seulement la moitié des montants qui deviennent exigibles et payables dans une année donnée selon les conditions d'une transaction (y compris les montants effectivement payés cette année-là) entrent dans le calcul du montant admissible des immobilisations cumulatives visé au sous-alinéa 14(5)a)(iv). Lorsque, par exemple, l'achalandage d'une entreprise est vendu selon une entente où il est prévu un acompte suivi de trois versements annuels, seul l'acompte est considéré comme un «montant . . . payable» pour l'application du sousalinéa 14(5)a)(iv), et la moitié de ce montant entre dans le calcul du montant admissible des immobilisations cumulatives pour l'année de la vente. Chacun des trois versements annuels devient aussi un «montant . . . payable» pour l'application du sous-alinéa 14(5)a)(iv) dans l'année où il devient exigible ou qu'il est payé, selon celle de ces éventualités qui survient en premier.
- 5. Lorsque, pour une année d'imposition donnée, un contribuable a déclaré la disposition de biens en immobilisations admissibles (qui n'est pas une disposition réputée) ou toute autre opération déterminant un montant en immobilisations admissible sur la base reconnue antérieurement (l'ancienne base selon laquelle le «montant . . . payable» était toujours considéré comme le produit total de la disposition), puis demande une nouvelle cotisation sur la base actuellement en application (la base courante), la politique énoncée dans la Circulaire d'information 75-7R3 s'applique, et la demande doit être prise en considération, si le délai pour la production d'un avis d'opposition pour cette année-là n'est pas expiré.
- 6. Lorsqu'un montant est réputé, par un quelconque article de la Loi, être le produit que touche un contribuable pour la disposition d'un bien en immobilisations admissible, la totalité de ce montant est réputée, en vertu du paragraphe 14(2), lui être devenue payable le jour de la disposition réputée et, par conséquent, la moitié de ce montant doit être incluse dans le calcul du montant admissible des immobilisations cumulatives pour l'année de la disposition. À titre d'exemple, ceci inclut le produit réputé de la disposition visée aux articles 68 (contrepartie partielle de la disposition d'un bien), 69 (contreparties insuffisantes), 85 (transfert d'un bien par un actionnaire à une corporation), 88 (liquidation) et 97 (apport de biens dans une société).
- 7. En vertu du paragraphe 14(6), le contribuable peut exercer un choix lorsque, dans une année d'imposition donnée, il dispose d'un bien en immobilisations admissible, puis, l'année suivante, il acquiert un autre bien en immobilisations admissi-

year of disposition. Where an amount becomes payable to a taxpayer in the particular taxation year in respect of the disposition, the taxpayer may elect to exclude part or all of such amount (not exceeding the amount payable less related outlays or expenses) as is used to acquire a replacement property in the later year in calculating cumulative eligible capital for that year. One half of the amount so excluded is added to the amount otherwise determined under subparagraph 14(5)(a)(iv) for the following year. The election is to be filed with the taxpayer's return for the year in which the replacement property is acquired (see IT-259R).

- 8. In order to qualify as a replacement property for purposes of subsection 14(6), a property must have been acquired for the same or a similar use as the use to which the former property had been put and for the purpose of gaining or producing income from the same or a similar business in which the former property had been used. Where a taxpayer was not resident in Canada at the time that a particular property was acquired, that property, in order to qualify as a replacement property, must not only meet the foregoing requirements but must also have been acquired for use in a business carried on by the taxpayer in Canada.
- 9. It should be noted that the "eligible capital amount", "eligible capital expenditures", and "cumulative eligible capital" are all in respect of a business; thus if a taxpayer carries on more than one business (see IT-206R), these items must be accounted for separately for each business.
- 10. Schedule A illustrates the composition of the cumulative eligible capital calculation as affected by the various provisions of section 14.

Transitional Provisions

11. Subsection 21(1) of the ITAR reduces in certain circumstances the "amount . . . payable" that would otherwise be determined by section 14, for dispositions occurring in the calendar years 1972 to 1983 inclusive. Subsection 21(1) of the ITAR only applies where the amount payable to the taxpayer on the disposition of the eligible capital property is "in respect of a business carried on throughout the period commencing January 1, 1972 and ending immediately after the transaction occurred". The words "ending immediately after the transaction occurred" refer to the period covered and do not imply that the business must cease after the sale. Where the above condition is met, subsection 21(1) of the ITAR applies, regardless of whether the eligible capital property in question was acquired by the vendor before or after December 31, 1971.

ble, en remplacement. Lorsque, dans une année d'imposition donnée, un montant lui devient payable pour la disposition d'un bien en immobilisations admissible, le contribuable peut choisir d'exclure la totalité ou une partie d'un tel montant (n'excédant pas le montant payable diminué des débours ou dépenses s'y rapportant) dans le calcul du montant admissible des immobilisations cumulatives pour cette année d'imposition-là si le montant ainsi payable est utilisé pour acquérir un bien de remplacement dans l'année suivante. La moitié du montant ainsi exclu est ajouté au montant autrement déterminé en vertu du sous-alinéa 14(5)a)(iv) pour l'année suivante. Le contribuable doit produire son choix avec sa déclaration pour l'année où il acquiert le bien de remplacement (voir le Bulletin d'interprétation IT-259R).

- 8. Pour être reconnu comme un bien de remplacement aux fins du paragraphe 14(6), un bien doit être acquis pour le même usage que l'usage fait de l'ancien bien, ou pour un usage similaire, et dans le but de tirer ou de produire un revenu par l'intermédiaire de l'entreprise utilisatrice de l'ancien bien, ou d'une entreprise similaire. Si un contribuable ne réside pas au Canada au moment où il acquiert un bien donné, un tel bien doit, pour être reconnu comme un bien de remplacement, non seulement répondre aux exigences susmentionnées, mais aussi être acquis pour être utilisé dans une entreprise exploitée par le contribuable au Canada.
- 9. À remarquer que les expressions «montant en immobilisations admissible», «dépenses en immobilisations admissibles» et «montant admissible des immobilisations cumulatives» s'entendent toutes par rapport à une entreprise particulière; par conséquent, lorsqu'un contribuable exploite plusieurs entreprises (voir le Bulletin d'interprétation IT-206R), ces montants doivent être déterminés séparément pour chaque entreprise.
- 10. L'annexe A illustre le détail du calcul du montant admissible des immobilisations cumulatives selon les diverses dispositions de l'article 14.

Règles transitoires

11. Le paragraphe 21(1) des RAIR réduit, dans certains cas, le «montant . . . payable» qui serait déterminé par ailleurs en vertu de l'article 14, en ce qui concerne les dispositions effectuées au cours des années civiles 1972 à 1983 inclusivement. Le paragraphe 21(1) des RAIR n'est applicable que lorsque le montant payable au contribuable pour la disposition du bien en immobilisations admissible se rapporte «à une entreprise qu'il a exploitée pendant toute la période commençant le 1er janvier 1972 et se terminant immédiatement après que l'opération a été effectuée». L'expression «se terminant immédiatement après que l'opération a été effectuée» désigne la fin de la période visée et n'implique pas que l'entreprise doit cesser après la vente. Lorsque la condition susmentionnée est satisfaite, le paragraphe 21(1) des RAIR s'applique, peu importe si le bien en immobilisations admissible en question est acquis par le vendeur avant ou après le 31 décembre 1971.

- 12. Where subsection 21(1) of the ITAR is applicable, the "amount . . . payable" for the purpose of section 14 is deemed to be a percentage (the relevant percentage) of the actual amount payable. The relevant percentage is 40 percent in the calendar year 1972 and increases by 5 percentage points for each full calendar year thereafter up to and including the full calendar year last ending before the transaction occurs, or until it reaches 100 percent for 1984 and subsequent years. The Department's view of "amount . . . payable" as set out in 4 above also extends to amounts subject to section 21 of the ITAR. However, for purposes of calculating the "amount . . . payable" in the case of a transaction carried out pursuant to an agreement calling for periodic instalments, the relevant percentage of the amount payable is determined as of the date of the "transaction" and remains constant over the period covered by the agreement.
- 13. On the disposition or expiration of a government right (as defined in paragraph 21(3)(a) of the ITAR), the deemed amount payable as calculated in 12 above may not exceed the excess of the actual amount over the greater of:
 - (a) the cost of the government right or the taxpayer's original right in respect of the government right (as defined in paragraph 21(3)(b) of the ITAR) incurred prior to 1972 to the extent that that cost was not otherwise deducted in computing the income of the taxpayer for any taxation year, and
 - (b) the fair market value of the taxpayer's specified right in respect of the government right (as defined in paragraph 21(3)(c) of the ITAR) as at December 31, 1971

Where the terms of the transaction call for periodic payments, it is the Department's view that the cost and fair market value of the government right applicable to each instalment that becomes payable is that fraction of the total cost or fair market value that the amount of the particular instalment is of the total proceeds.

- 14. Where a person who owned a particular government right referred to in subsection 21(1) of the ITAR at the end of 1971, subsequently disposes of it to a transferee with whom that person does not deal at arm's length, subsection 21(2.1) of the ITAR provides that the rules described in 12 above will be available also to the transferee if the transferee in turn disposes of, or allows the expiry of, that particular government right or any other government right acquired for the purpose of effecting the continuation of rights that are substantially similar to the rights previously acquired under that particular government right.
- 15. For the purposes of section 21 of the ITAR, an amalgamation (within the meaning of section 87 of the Act) of two or more taxable Canadian corporations is deemed to be a transaction between persons not dealing at arm's length.

- 12. Lorsque le paragraphe 21(1) des RAIR s'applique, le «montant . . . payable» pour l'application de l'article 14 est réputé être un pourcentage (le pourcentage applicable) du montant effectivement payable. Le pourcentage applicable est 40 % pour l'année civile 1972 et augmente de 5 points pour chaque année civile complète jusqu'à la dernière année civile complète inclusivement se terminant avant que la transaction soit effectuée, ou jusqu'à ce qu'il atteigne 100 % pour les années 1984 et suivantes. Le sens donné par le Ministère à l'expression «montant . . . payable», tel qu'il est indiqué au numéro 4 ci-dessus, vaut aussi pour les montants visés par l'article 21 des RAIR. Toutefois, pour calculer le «montant . . . payable» dans le cas d'une transaction effectuée selon une entente où des paiements périodiques sont prévus, le pourcentage applicable du montant payable doit être déterminé au jour de la «transaction» et demeure constant pour toute la période visée par l'entente.
- 13. À la disposition ou à l'expiration d'un droit gouvernemental (tel que défini à l'alinéa 21(3)a) des RAIR), le montant payable réputé, tel que calculé au numéro 12 ci-dessus, ne peut dépasser l'excédent du montant effectif sur le plus élevé des montants suivants:
 - a) le coût du droit gouvernemental ou du droit initial du contribuable relatif au droit gouvernemental (tel que défini à l'alinéa 21(3)b) des RAIR) supporté avant 1972, dans la mesure où ce coût n'a pas été déduit par ailleurs dans le calcul du revenu du contribuable pour une année d'imposition quelconque, et
 - b) la juste valeur marchande du droit particulier du contribuable relatif au droit gouvernemental (tel que défini à l'alinéa 21(3)c) des RAIR) au 31 décembre 1971.

Selon le Ministère, lorsque des versements périodiques sont prévus dans les conditions de la transaction, le coût et la juste valeur marchande du droit gouvernemental attribuables à chaque versement qui devient payable est la fraction du coût total ou de la juste valeur marchande que le montant de chaque versement représente par rapport au produit total.

- 14. Lorsqu'un particulier détenant, à la fin de 1971, un droit gouvernemental donné mentionné au paragraphe 21(1) des RAIR, dispose de ce bien en faveur d'une personne avec qui il a un lien de dépendance, les règles exposées au numéro 12 cidessus s'appliquent aussi, en vertu du paragraphe 21(2.1) des RAIR, au cessionnaire, si celui-ci dispose ou laisse expirer un tel droit gouvernemental ou tout autre droit gouvernemental acquis pour assurer la continuation de droits sensiblement les mêmes que les droits précédemment acquis dans le cadre du droit gouvernemental donné.
- 15. Pour l'application de l'article 21 des RAIR, une fusion (au sens donné à cette expression à l'article 87 de la Loi) de deux ou plusieurs corporations canadiennes imposables est réputée être une transaction entre personnes ayant un lien de dépendance.

16. Pursuant to subsection 21(2) of the ITAR, the amount deemed to have become payable to the vendor (see 12 above) in a non-arm's length transfer of eligible capital property becomes the amount of the eligible capital expenditure of the purchaser, thus the purchase price in excess of that amount is not eligible for inclusion in the cumulative eligible capital of the non-arm's length purchaser.

Capital Dividend Account

17. A corporation may include a portion of the proceeds on the disposition of eligible capital property in its capital dividend account by virtue of paragraph 89(1)(b). The portion so included is equal to the amount by which

(a) one half of the proceeds (or one half of the deemed proceeds under section 21 of the ITAR) which became due and payable to the corporation in relation to the disposition of all such property in the period commencing on the first day of the first taxation year commencing after the time the corporation last became a private corporation and ending after 1971, and ending immediately before the particular time the calculation is being made,

exceeds

- (b) the aggregate of the cumulative eligible capital at the commencement of the period and one half of the eligible capital expenditures made in the period.
- 18. Schedule B illustrates the application of the provisions mentioned in 12 and 17 above in the transitional years 1972 to 1983.

Bad Debts on Sale of Eligible Capital Property

- 19. Where all or part of a debt that has arisen on the sale of eligible capital property has become a bad debt in a taxation year, a deduction in respect of that debt may be made in that year pursuant to paragraph 20(1)(p) to the extent that an amount in respect of the debt has been included in the income of the taxpayer by subsection 14(1). No deduction is allowed in respect of the amount of the debt credited to the cumulative eligible capital of the business. For taxation years ending after March 31, 1977, a negative balance in the "cumulative eligible capital" at the end of a taxation year is to be included in the taxpayer's income for the year (see 2 above) and it is a question of fact to what extent the amount included in income represents a debt for purposes of paragraph 20(1)(p).
- 20. To the extent that the bad debt is not deductible under paragraph 20(1)(p), it may be deductible as a capital loss arising from the application of subsection 50(1). However, subparagraph 40(2)(g)(ii) would deny any such deduction unless the debt was interest-bearing.

16. Conformément au paragraphe 21(2) des RAIR, le montant réputé être devenu payable au vendeur (voir le numéro 12) pour un transfert de biens en immobilisations admissibles effectué avec lien de dépendance devient le montant de la dépense en immobilisations admissible de l'acheteur, et, par voie de conséquence, l'excédent du prix d'achat sur ce montant ne peut être inclus dans le montant admissible des immobilisations cumulatives d'un tel acheteur avec qui le vendeur a un lien de dépendance.

Compte de dividendes en capital

17. Une corporation peut, en vertu de l'alinéa 89(1)b), inclure dans son compte de dividendes en capital une partie du produit de la disposition de biens en immobilisations admissibles, égale à l'excédent de:

a) la moitié du produit (ou la moitié du produit réputé selon l'article 21 des RAIR) devenue exigible et payable à la corporation par suite de la disposition de tous ces biens dans la période commençant le 1er jour de la première année d'imposition qui a débuté après la date où la corporation est devenue une corporation privée pour la dernière fois et qui s'est terminée après 1971, et se terminant immédiatement ayant la date où ce calcul est effectué,

sur

- b) le total du montant admissible des immobilisations cumulatives au commencement de la période mentionnée et de la moitié des dépenses en immobilisations admissibles faites au cours de cette période.
- 18. L'annexe B illustre l'application des dispositions mentionnées aux numéros 12 et 17 pour les années transitoires 1972 à 1983.

Mauvaises créances découlant de la vente de biens en immobilisations admissibles

- 19. Lorsqu'une créance découlant de la vente de biens en immobilisations admissibles devient, dans une année d'imposition, en totalité ou en partie irrécouvrable, une déduction peut être demandée relativement à cette créance pour cette année d'imposition en vertu de l'alinéa 20(1)p), si un montant relatif à cette créance a été inclus dans le revenu du contribuable par application du paragraphe 14(1). Aucune déduction n'est permise pour le montant de la créance qui est inclus dans le montant admissible des immobilisations cumulatives de l'entreprise. Pour les années d'imposition se terminant après le 31 mars 1977, lorsque le calcul du «montant admissible des immobilisations cumulatives» à la fin d'une année d'imposition donne un solde négatif, ce solde doit être inclus dans le revenu du contribuable pour cette année-là (voir le numéro 2), et il est une question de fait de déterminer si le montant inclus dans le revenu représente une créance pour l'application de l'alinéa 20(1)p).
- 20. Si la créance irrécouvrable n'est pas déductible en vertu de l'alinéa 20(1)p), elle peut être déduite comme une perte en capital consécutive à l'application du paragraphe 50(1). Toutefois, en vertu du sous-alinéa 40(2)g)(ii), une telle déduction n'est pas permise sauf s'il s'agit d'une créance portant intérêt.

Amount Not Due until Later Year

21. Where a disposition of an eligible capital property was included in income under the former basis (see 5 above) and some part of the sale price is due in a later year, a reserve under paragraph 20(1)(n) is not permitted as the sale of an eligible capital property is not viewed by the Department as a sale of property "in the course of the business".

Averaging

22. Where amounts included in the income of individuals after 1981 by virtue of subsection 14(1) contribute to a significant increase in income levels over earlier years, a forward averaging election (section 120.1) may be beneficial. Prior to 1982 the general averaging provisions of section 118 may have applied in such situations. The deduction in respect of payments made by an individual for the purchase of an income averaging annuity contract has been phased out and, subject to some transitional rules, is no longer available after November 12, 1981.

Terminal Allowance

23. A taxpayer who has ceased to carry on a business is entitled to claim a deduction for the balance of the cumulative eligible capital in respect of that business in accordance with subsection 24(1). Subparagraph 39(1)(b)(ii) precludes claims for capital losses on the disposition of eligible capital property whether or not the business has ceased. For a detailed discussion of this topic, refer to IT-313R.

Eligible Capital Property of a Deceased Taxpayer

24. The status of goodwill and other eligible capital property on the death of a taxpayer and the rules applicable to circumstances where eligible capital property of a deceased taxpayer is acquired by another person are considered in IT-344.

Montant non exigible avant une année ultérieure

21. Lorsqu'une disposition de biens en immobilisations admissibles a été incluse dans le calcul du revenu selon l'ancienne base (voir le numéro 5) et qu'une partie du prix de vente est exigible dans une année ultérieure, une réserve déductible en vertu de l'alinéa 20(1)n) n'est pas permise, étant donné que la vente d'un bien en immobilisations admissible n'est pas considérée par le Ministère comme une vente de biens faite «dans le cadre de l'exploitation d'une entreprise».

Étalement

22. Lorsqu'un montant qui, en vertu du paragraphe 14(1), est inclus dans le revenu d'un particulier pour une année postérieure à 1981 contribue à une augmentation importante du revenu par rapport aux années antérieures, il peut être avantageux pour le contribuable de faire un choix d'étalement pour son revenu en vertu de l'article 120.1. Avant 1982, les dispositions de l'article 118 sur l'établissement de la moyenne générale étaient applicables en pareilles situations. La déduction des paiements faits par un particulier pour l'achat d'un contrat de rente à versements invariables a été supprimée graduellement et, sous réserve de certaines règles transitoires, elle ne s'applique plus depuis le 13 novembre 1981.

Déduction finale

23. Un contribuable qui cesse d'exploiter une entreprise a le droit, selon le paragraphe 24(1), de déduire le reste du montant admissible des immobilisations cumulatives pour cette entreprise. Conformément au sous-alinéa 39(1)b)(ii), les pertes en capital relatives à la disposition de biens en immobilisations admissibles ne sont pas déductibles, qu'il y ait ou non cessation d'une entreprise. Voir les détails à ce sujet dans le Bulletin d'interprétation IT-313R.

Biens en immobilisations admissibles d'un contribuable décédé

24. On trouvera dans le Bulletin d'interprétation IT-344 un exposé sur le traitement de l'achalandage et des autres biens en immobilisations admissibles dans le cas d'un contribuable décédé et sur les règles applicables dans le cas où un bien en immobilisations admissible d'un contribuable décédé est acquis par une autre personne.



Schedule A

Cumulative Eligible Capital Example of Calculation (applicable any time after March 31, 1977)

Assume the taxpayer commenced business on April 1, 1975, and has a March 31 year end. As a result, the special transitional rules are not applicable.

MONTH/ YEAR	1976 TAXATION	YEAR	REFERENCE	DEBIT \$	CREDIT \$	BALANCE \$
4/75	Opening balance					NIL
6/75	Purchase of Eligible Capita Property (ECP) for \$8,000	ıl	14(5)(a)(i)	4,000		4,000
3/76	1976 Deduction at 10%		14(5)(a)(iii)		400	3,600
	1977 TAXATION	YEAR				
3/77	1977 Deduction at 10%		14(5)(a)(iii)		360	3,240
	1978 TAXATION	YEAR				
4/77	Sale of ECP for Less - selling exp. 1/2 of	\$7,000 500 \$6,500	14(5)(a)(iv)(A) 14(5)(a)(iv)(B) 14(5)(a)(iv)		3,250	(10)
3/78	Added to Income under ss 14(1)		14(5)(a)(ii)	10		0
	1979 TAXATION	YEAR				
6/78	Purchase of ECP for \$60,000		14(5)(a)(i)	30,000		30,000
3/79	1979 Deduction at 10%		· 14(5)(a)(iii)		3,000	27,000
	1980 TAXATION	YEAR				
6/79	Cash Sale of ECP for Less: selling exp. 1/2 of	\$80,000 5,000 \$75,000	14(5)(a)(iv)(A) 14(5)(a)(iv)(B) 14(5)(a)(iv)		37,500	(10,500)
3/80	Added to income under ss	14(1)	14(5)(a)(ii)	10,500		NIL
3/80 (Amended return)	Exchange of Property election - para 14(6)(a) (1/2 of \$75,000 excluded)		14(5)(a)(iv)		(37,500)	37,500

ANNEXE A

Montant admissible des immobilisations cumulatives Exemple de calcul (valable pour tout calcul fait après le 31 mars 1977)

Supposons qu'un contribuable a commencé à exploiter une entreprise le 1er avril 1975 et que son exercice financier se termine le 31 mars. Il s'ensuit que les règles transitoires spéciales ne s'appliquent pas.

MOIS/ ANNÉE	ANNÉE D'IMPOSITI	ON 1976	RENVOI	DÉBIT \$	CRÉDIT \$	SOLDE \$
4/75	Solde d'ouverture					NÉANT
6/75	Achat de 8 000 \$ de biens en immobilisations admissibles (BIA)		14(5)a)(i)	4 000		4 000
3/76	Déduction de 10 % pour 1976		14(5)a)(iii)		400	3 600
	ANNÉE D'IMPOSITI	ON 1977				
3/77	Déduction de 10 % pour 1977		14(5)a)(iii)		360	3 240
	ANNÉE D'IMPOSITI	ON 1978				
4/77	Vente de BIA pour Moins - frais de	7 000 \$	14(5)a)(iv)(A)			
	vente 1/2 de	500 \$ 6 500 \$	14(5)a)(iv)(B) 14(5)a)(iv)		3 250	(10)
3/78	Ajouté au revenu en vertu du paragraphe 14(1)		14(5)a)(ii)	10		0
	ANNÉE D'IMPOSITI	ON 1979				
6/78	Achat de 60 000 \$ de BIA		14(5)a)(i)	30 000		30 000
3/79	Déduction de 10 % pour 1979		14(5)a)(iii)		3 000	27 000
	ANNÉE D'IMPOSITI	ON 1980				
6/79	Vente au comptant de BIA Moins: frais de vente 1/2 de	pour 80 000\$ 5 000 \$ 75 000 \$	14(5)a)(iv)(A) 14(5)a)(iv)(B) 14(5)a)(iv)		37 500	(10 500)
3/80	Ajouté au revenu en vertu du paragraphe 14(1)		14(5)a)(ii)	10 500		NÉANT
3/80 (déclaration modifiée)	Échange de biens - choix alinéa 14(6)a) (1/2 de 75 000 \$ exclus)		14(5)a)(iv)		(37 500)	37 500

MONTH/ YEAR	1980 TAXATION	YEAR	REFERENCE	DEBIT \$	CREDIT §	BALANCE S
3/80 (Amended return)	Income inclusion under ss 14(1) reversed		14(5)(a)(ii)	(10,500)		27,000
3/80	1980 Deduction at 10%		14(5)(a)(iii)		2,700	24,300
	1981 TAXATION	YEAR				
4/80	Purchase of replacement ECP for \$100,000		14(5)(a)(i)	50,000		74,300
4/80	1/2 of elected amount from 6/79 sale - para 14(6)(b)		14(5)(a)(iv)		37,500	36,800
1/81	Instalment sale of ECP for (Note 1) Amount due and	\$120,000				
	payable	60,000	14(5)(a)(iv)(A)			
	Less: selling exp. 1/2 of	6,000 54,000	14(5)(a)(iv)(B) 14(5)(a)(iv)		27,000	9,800
3/81	1981 Deduction at 10%		14(5)(a)(iii)		980	8,820
	1982 TAXATION	YEAR				
1/82	Instalment payment due 1/2 of	\$60,000	14(5)(a)(iv)		30,000	(21,180)
3/82	Added to Income under ss. 14(1)		14(5)(a)(ii)	21.180		()

MOIS/ ANNÉE	ANNÉE D'IMPOSIT	ION 1980	RENVOI	DÉBIT \$	CRÉDIT \$	SOLDE %
3/80 (déclaration modifiée)	Soustraction de la somme ajoutée au revenu en vertu du paragraphe 14(1)		14(5)a)(ii)	(10 500)		27 000
3/80	Déduction de 10 % pour 1980		14(5)a)(iii)		2 700	24 300
	ANNÉE D'IMPOSIT	ION 1981				
4/80	Achat de 100 000 \$ de BIA	4	14(5)a)(i)	50 000		74 300
4/80	1/2 du montant du choix de la vente de 6/79 14(6)b)		14(5)a)(iv)		37 500	36 800
1/81	Vente à tempérament de BIA pour (Remarque 1) Montant exigible et payable Moins: frais de vente	120 000 \$ 60 000 \$ 6 000 \$	14(5)a)(iv)(A) 14(5)a)(iv)(B)			
	1/2 de	54 000 \$	14(5)a)(iv)		27 000	9 800
3/81	Déduction de 10 % pour 1981		14(5)a)(iii)		980	8 820
	ANNÉE D'IMPOSIT	ION 1982				
1/82	Versement exigible 1/2 de	60 000 \$	14(5)a)(iv)		30 000	(21 180)
3/82	Ajouté au revenu en vertu du paragraphe 14(1)		14(5)a)(ii)	21 180		

REMARQUE 1: Le contribuable a vendu les BIA achetés en 1980 pour 120 000 \$ payables comme suit:

Vente conclue et acompte reçu le

Versement annuel

31 janvier 1982 - 60 000 \$
120 000 \$

Schedule B

DISPOSITION OF PROCEEDS ON THE SALE OF AN ELIGIBLE CAPITAL PROPERTY IN TRANSITIONAL YEARS 1972-1983

Assumptions:

(1) The amount payable to the taxpayer on the cash sale of the eligible capital property is \$100,000.
(2) The amount had become payable "in respect of a business carried on by him throughout the period commencing January 1, 1972 and ending immediately after the transaction" as provided by section 21 of the ITAR.

1984	N/A	50,000	٥	50,000	50,000
1983	95,000	47,500	0	47,500	47,500
1982	000,00	45,000	0.	42,500 45,000	42,500 45,000
1981	85,000	42,500	0.	42,500	42,500
1980	80,000	9 9 9 9 35,000 37,500 40,000 42,500 45,000	0.	40,000	40,000
1979	70,000 75,000	37,500	6	35,000 37,500	32,500 35,000 37,500
1978	70,000	35,000	0.	35,000	35,000
1977	65,000	9 32,500	9.	32,500	
1976	55,000 60,000	27,500 30,000	6.	27,500 30,000	27,500 30,000
1975	55,000	27,500	6.		
1974	50,000	25,000	0.	25,000	25,000
1973	45,000	22,500	6.	22,500	22,500
1972	\$40,000	\$20,000 v) -	6	\$20,000	\$20,000
	A. Amount payable to a tax- payer under assumptions 1 and 2 above as modified by subsection 21(1) of the ITAR	Eligible capital amount - \$2 per subsection 14(1) \$2 per subparagraph 14(5)(a)(iv)	C. Cumulative eligible capital immediately before the amount in A above became payable (assumed to be Nil)	D. Amount to be included in income (B-C)	Amount to be included as part of capital dividend account per subparagraph 89(1)(b)(iii)(i.e. 100% of D)
	<	ğ	0	D	шi

Annexe B

DISPOSITION DU PRODUIT DE LA VENTE D'UN BIEN EN IMMOBILISATIONS ADMISSIBLE AU COURS DE LA PÉRIODE TRANSITOIRE DE 1972 À 1983

Hypothèses:

(1) Le montant payable au contribuable pour la vente du bien en immobilisations admissible est de 100 000 \$. (2) Le montant est devenu payable au contribuable «relativement à une entreprise qu'il a exploitée pendant toute la pério

Le montant est devenu payable au contribuable «relativement à une entreprise qu'il a exploitée pendant toute la période commençant le 1er janvier 1972 et se terminant immédiatement après que l'opération a été effectuée» conformément à l'article 21 des RAIR.

1984	N/A	50 000	6.	50 000	50 000
1983	95 000	47 500	0	47 500	47 500
1982	000 06	9 45 000	© .	45 000	45 000
1981	85 000	9 9 40 000 42 500	6.	42 500	40 000 42 500
1980	80 000	ø 40 000	6.	40 000	40 000
1979	75 000	g 37 500	0	37 500	37 500
1978	70 000	9 9 35 000	8.	32 500 35 000	32 500 35 000
1977	9 000	32 500	6.	32 500	32 500
1976	000 09	30 000	6.	30 000	30 000
1975	55 000	27 500	0.	27 500	27 500
1974	20 000	25 000	6.	25 000	25 000
1973	45 000	22 500	0.	000 \$ 22 500	
1972	40 000 \$	20 000 \$	6.	20 000 \$	20 000 \$ 22 500
	tel que modifié par application du para- graphe 21(1) des RAIR.	Montant en immobilisa- tions admissible selon le paragraphe 14(1) selon le sous-alinéa 14(5)a)(iv)	Montant admissible des immobilisations cumula- tives, immédiatement avant que le montant en «A» devienne payable (supposé nul)	Montant à inclure dans le revenu (B-C)	Montant à inclure dans le compte de dividendes en capital selon le sous- alinéa 89(1/b)(iii) (c'est-à-dire 100 % de D).
Ä		B	ن ت	D.	ய்



filmena Carada Impôt

INTERPRETATION BULLETIN BULLETIN D'INTERPRÉTATION

SUBJECT: INCOME TAX ACT

> **Transactions Involving Eligible Capital Property**

IT-123R5 DATE: October 30, 1992 REFERENCE: Section 14 (also sections 102 and 110.6: subsections 20(4.2), 24(1), 96(1), 104(21) and 104(21.2); the definitions of "Canadian partnership" and "individual" in subsection. 248(1); paragraphs 20(1)(b), 20(1)(n), 20(1)(p), 54(d) and 89(1)(b); and subparagraph 39(1)(b)(i) of the Act; and section 21 of the Income Tax Application Rules, 1971 & (ITAR))

LOI DE L'IMPÔT SUR LE REVENU OBJET:

> Transactions de biens en immobilisation admissibles

RENVOI:

IT-123R5 DATE: le 30 octobre 1992 L'article 14 (aussi les articles 102 et 110.6; les paragraphes 20(4.2), 24(1), 96(1), 104(21) et 104(21.2); les définitions des expressions «société canadienne» et «particulier» données au paragraphe 248(1); les alinéas 20(1)b), 20(1)n), 20(1)p), 54d) et 89(1)b); et le sousalinéa 39(1)b)(i) de la Loi et l'article 21 des Règles de 1971 concernant l'application de l'impôt sur le revenu (RAIR))

Application

Generally, the provisions dealt with in this bulletin (referred to as those under the "new system") are applicable to corporations with taxation years commencing on or after July 1, 1988, and to other taxpayers with fiscal periods commencing on or after January 1, 1988. For a discussion of the relevant provisions for prior periods (the "old system"), see Interpretation Bulletin IT-123R4 dated May 30, 1985. Certain transitional provisions discussed in this bulletin affect the rules under both the new system and the old system.

Summary

This bulletin discusses transactions involving eligible capital property for a particular business of a taxpayer. "Eligible capital property" may be broadly described as intangible capital property, such as goodwill and other "nothings", the cost of which neither qualifies for capital cost allowance nor is fully deductible in the year of its acquisition as a current expense.

A portion of each expenditure to acquire eligible capital property is added into a pool, and a portion of the proceeds from each disposition of eligible capital property reduces the pool. A deduction may be claimed, in computing the taxpayer's income from the business for a particular year, of up to 7% of any positive balance in the pool at the end of that year. If the pool has a negative balance at the end of the year, an amount will be required to be included in computing the taxpayer's income. For some taxpayers, a portion of the negative balance is treated as a taxable capital gain eligible for the capital gains deduction.

Application

En général, les dispositions dont il est question dans le présent bulletin (appelées les dispositions du «nouveau système») s'appliquent aux corporations dont l'année d'imposition commence le 1er juillet 1988 ou après et aux autres contribuables dont l'exercice financier commence le 1^{er} janvier 1988 ou après. Des renseignements concernant les dispositions qui s'appliquent aux exercices précédents (l'«ancien système») sont donnés dans le IT-123R4 du 30 mai 1985. Certaines règles transitoires mentionnées dans le présent bulletin concernent les règles, tant du nouveau système que de l'ancien.

Résumé

Le présent bulletin porte sur les transactions mettant en jeu des biens en immobilisation admissibles d'une entreprise particulière d'un contribuable. On peut dire de façon générale qu'un «bien en immobilisation admissible» est un bien en immobilisation incorporel, comme l'achalandage et d'autres éléments incorporels, dont le coût n'est ni admissible à la déduction pour amortissement ni pleinement déductible comme dépense courante l'année où il a été acquis.

Une fraction de chaque dépense engagée pour acquérir un bien en immobilisation admissible est ajoutée à un compte et une fraction du produit de chaque disposition de bien en immobilisation admissible est déduite de ce compte. Dans le calcul de son revenu tiré d'une entreprise pour une année donnée, le contribuable peut demander une déduction maximale de 7 pour 100 du solde positif du compte, à la fin de cette année-là. S'il y a un solde négatif au compte à la fin de l'année, un montant devra être inclus dans le calcul du revenu du contribuable. Pour certains contribuables, une fraction du solde négatif est traité comme un gain en capital imposable admissible à la déduction pour gains en capital.



An election can be made to defer all or a portion of a negative balance in the pool resulting from a disposition of eligible capital property, if a replacement property is acquired in the immediately following year.

This bulletin also discusses other topics in connection with eligible capital property, including the transition from the old system to the new system.

Discussion and Interpretation

- The "cumulative eligible capital" ("cumulative EC") for a business is, in effect, an expenditure pool ("the pool") relating to "eligible capital property" ("EC property"). EC property may be broadly described as intangible capital property, such as goodwill and other "nothings", the cost of which neither qualifies for capital cost allowance nor is fully deductible in the year of its acquisition as a current expense. As discussed more fully below, the pool is increased by a portion of each "eligible capital expenditure" ("EC expenditure") made to acquire EC property and is decreased by each "eligible capital amount" ("EC amount") resulting from a disposition of EC property. Depending on whether the balance in the pool at the end of a particular taxation year is positive or negative, a deduction may be claimed or an amount must be included in income for the year.
- 2. It should be noted that the cumulative EC (i.e., the pool), as well as any EC expenditure or EC amount taken into account in calculating the balance of the pool, must be determined "in respect of a (particular) business". If a taxpayer has more than one business (see the current version of IT-206), these items must be determined separately for each business. For purposes of discussion in this bulletin, it is assumed that the taxpayer has only one business.
- 3. According to its definition in paragraph 54(d), "EC property" is basically any property which, if disposed of by the taxpayer, would result in an EC amount. An "EC amount", which according to subsection 14(1) is an amount determined under subparagraph 14(5)(a)(iv) (the method of calculation is discussed in 8 below), is essentially an amount resulting from a disposition of property where, if any payment had been made after 1971 by the taxpayer for that property, such payment would have qualified as an EC expenditure for the business. This test in subparagraph 14(5)(a)(iv) is often referred to as the "mirror image test", which is discussed more fully in the current version of IT-386. The combined effect of these provisions in paragraph 54(d), subsection 14(1) and subparagraph 14(5)(a)(iv) is that an "EC

Il est possible d'exercer le choix de reporter la totalité ou une fraction du solde négatif du compte résultant de la disposition d'un bien en immobilisation admissible, si un bien de remplacement est acquis au cours de l'année suivante.

Le bulletin traite aussi de divers autres sujets concernant les biens en immobilisation admissibles, notamment la transition de l'ancien au nouveau système.

Discussion et interprétation

- Le «montant cumulatif des immobilisations admissibles» (MCIA) d'une entreprise est, en fait, un compte de dépenses (le compte) relatif à des «biens en immobilisation admissibles» (BIA). De façon générale, les BIA sont des biens en immobilisation incorporels, comme l'achalandage et d'autres éléments incorporels, dont le coût est ni admissible à une déduction pour amortissement, ni pleinement déductible comme dépense courante l'année où les biens ont été acquis. Comme on le verra plus en détail ci-dessous, on ajoute au compte une fraction de chaque «dépense en immobilisations admissible» (DIA) engagée pour acquérir le BIA et on en déduit chaque «montant en immobilisations admissible» (MIA) découlant de la disposition d'un BIA. Selon que le solde du compte à la fin d'une année d'imposition donnée est positif ou négatif, une déduction peut être demandée ou un montant doit être inclus dans le calcul du revenu pour l'année.
- 2. Il convient de noter que le MCIA (c.-à-d. le compte) et chaque DIA ou MIA, dont il est tenu compte dans le calcul du solde du compte, doivent être déterminés «à l'égard d'une entreprise (donnée)». Si un contribuable a plus d'une entreprise (voir la dernière version du IT-206), ces montants doivent être déterminés séparément pour chaque entreprise. Aux fins du présent bulletin, l'on suppose que le contribuable n'a qu'une seule entreprise.
- 3. Selon la définition qui en est donnée à l'alinéa 54d), le BIA comprend, de façon générale, tous les biens qui, si le contribuable en disposait, résulteraient en un MIA. Le MIA, qui selon le paragraphe 14(1) est un montant déterminé au sous-alinéa 14(5)a)(iv) (la méthode de calcul est traitée au numéro 8 ci-dessous), est essentiellement un montant provenant de la disposition d'un bien qui aurait été admissible au titre de DIA pour l'entreprise, si le contribuable avait effectué un versement après 1971 pour ce bien. Le sous-alinéa 14(5)a)(iv) contient un test par critère analogique, communément appelé le test de «l'image dans le miroir», qui est traité plus en profondeur dans la dernière version du IT-386. La combinaison des dispositions de l'alinéa 54d), du paragraphe 14(1) et du sous-alinéa 14(5)a)(iv) a pour effet qu'un BIA est généralement un bien dont le coût est

property" is basically any property the cost of which would qualify as an EC expenditure of the taxpayer. For a discussion of what qualifies as an "EC expenditure", which is defined under paragraph 14(5)(b), see the current version of IT-143.

- 4. Unless specifically stated to the contrary, the reference in this bulletin to a "year" means a "taxation year" and, in the case of an individual, both "taxation year" and "year" mean the fiscal period of the business which ends in the taxation year.
- 5. The provisions regarding EC property as amended by S.C. 1988, c. 55 (formerly Bill C-139) are referred to in this bulletin as the provisions under the "new system". The new system commenced at the taxpayer's "adjustment time", which is defined in paragraph 14(5)(c) as follows:
 - (a) in the case of a corporation formed as a result of an amalgamation occurring after June 30, 1988 immediately before the amalgamation;
 - (b) in the case of any other corporation immediately after the beginning of its first taxation year that commenced after June 30, 1988; and
 - (c) for any other taxpayer immediately after the beginning of the first fiscal period of the business that commenced after 1987.

The system of provisions applying prior to the taxpayer's adjustment time is referred to in this bulletin as the "old system", which is dealt with (although not described as such) in IT-123R4. A comparison of the old and new systems is contained in Schedule A at the end of this bulletin.

The New System

6. Although paragraph 14(5)(a) provides for a determination of the balance in the pool of cumulative EC at any particular time, in actual practice taxpayers usually prepare a schedule of cumulative EC for each year, carrying forward the final balance in the pool at the end of one year as the opening balance for the next year. The balance in the pool at the beginning of the first year under the new system is simply $\frac{3}{2}$ of (or $\frac{1}{2}$ times) the balance at the taxpayer's adjustment time, i.e., $\frac{3}{2}$ of the balance (if any) at the end of the last year under the old system. The increases and decreases to the pool that occur under the new system are discussed in 7 to 21 below and are illustrated in Schedule B at the end of this bulletin.

admissible à une DIA pour le contribuable. Pour plus de précisions sur ce qui est admissible comme DIA, qui est définie à l'alinéa 14(5)b), veuillez consulter la dernière version du IT-143.

- 4. À moins qu'il n'en soit précisé autrement, lorsqu'il y a dans le présent bulletin un renvoi à une «année», cela signifie une «année d'imposition» et, dans le cas d'un particulier, cela signifie à la fois l'«année d'imposition» et l'«exercice financier» de l'entreprise qui se termine au cours de l'année d'imposition.
- 5. Les dispositions relatives aux BIA, telles qu'elles sont modifiées par S.C. 1988, chap. 55 (anciennement le projet de loi C-139), sont appelées dans le bulletin les dispositions du «nouveau système». Le nouveau système commence au «moment du rajustement» qui s'applique au contribuable, et ce moment est défini à l'alinéa 14(5)c) de la façon suivante :
 - a) si le contribuable est une corporation issue d'une fusion qui a lieu après le 30 juin 1988, le moment qui précède cette fusion;
 - b) si le contribuable est une autre corporation, le moment qui suit le début de la première année d'imposition de la corporation, commençant après le 30 juin 1988;
 - c) pour tout autre contribuable, le moment qui suit le début du premier exercice financier de l'entreprise commençant après 1987.

L'ensemble des dispositions qui s'appliquent avant le moment du rajustement relatif au contribuable est appelé dans le bulletin «l'ancien système», et il en est traité (même s'il n'est pas décrit comme tel) dans le IT-123R4. On trouvera à l'annexe A, à la fin de ce bulletin, une comparaison des dispositions de l'ancien système et du nouveau.

Nouveau système

6. Même si l'alinéa 14(5)a) stipule que le solde du compte du MCIA doit être établi à tout moment donné, il faut dire que dans la pratique les contribuables établissent, habituellement, une annexe des MCIA pour chaque année, reportant le solde final du compte à la fin de l'année comme solde d'ouverture pour l'année suivante. Le solde du compte au début de l'année initiale en vertu du nouveau système correspond simplement aux 3/2 (ou à une fois et demie) du solde au moment du rajustement qui s'applique au contribuable, c'est-à-dire les ½ du solde, s'il y a lieu, à la fin de la dernière année en vertu de l'ancien système. Les numéros 7 à 21 ci-dessous traitent des sommes ajoutées au compte ou qui en sont déduites en vertu du nouveau système. Vous en trouverez une illustration à l'annexe B figurant à la fin de ce bulletin.

- 7. The pool is increased in a particular year by ³/₄ (the "inclusion rate") of each EC expenditure made or incurred in the year. For a discussion of what qualifies as an EC expenditure, see the current version of IT-143.
- 8. The pool is decreased in a particular year by each EC amount for the year. An EC amount results from a disposition of EC property. Examples of situations in which an EC amount can occur are given in the current version of IT-386. When an EC property has been disposed of, the resulting EC amount for the year of disposition is calculated by multiplying ³/₄ (the "inclusion rate") times the "base for the EC amount", which is simply the excess (if any) of
 - (a) the taxpayer's total proceeds of disposition, i.e., the total of all amounts which the taxpayer has received or may become entitled to receive in the year of the disposition and/or subsequent years,

over

- (b) all outlays and expenses made or incurred by the taxpayer in connection with the disposition, to the extent that such outlays and expenses were not otherwise deductible in computing the taxpayer's income.
- 9. If at the end of a taxation year there is a positive balance in the pool, paragraph 20(1)(b) provides for a deduction (the "paragraph 20(1)(b) deduction"), in computing the taxpayer's income from the business for that year, of up to 7% of such positive balance. The pool is then decreased by the amount so deducted.
- 10. If, on the other hand, there is a negative balance in the pool at the end of the year, subsection 14(1) requires that an amount be included in computing the taxpayer's income from the business for the year. The rules for this "income inclusion" under subsection 14(1) vary for two different categories of taxpayers, as discussed below.

Taxpayers in the First Category

- 11. An individual resident in Canada throughout the taxation year (i.e., the year at the end of which the negative balance in the pool occurs) is included in the first category of taxpayers if the business for which the negative balance in the pool occurs is
 - (a) the individual's business, or
 - (b) the business of a partnership which is a Canadian partnership throughout the year (i.e., the partner's fiscal period at the end of which the negative balance in the pool occurs) and the individual is a member of that Canadian partner-

- 7. On ajoute au compte dans une année donnée les ¾ (le taux d'inclusion) de chaque DIA faite ou engagée au cours de l'année. Pour plus de renseignements concernant ce qui est admissible à titre de DIA, veuillez consulter la dernière version du IT-143.
- 8. Dans une année donnée, chaque MIA pour l'année est déduit du compte. Un MIA découle de la disposition d'un BIA. On trouvera dans la dernière version du IT-386 des exemples de situations où il peut y avoir un MIA. S'il y a eu disposition d'un BIA, le MIA qui en résulte pour l'année de la disposition est calculé en multipliant ¾ (le taux d'inclusion) par la «base de calcul du MIA» qui est simplement l'excédent éventuel
 - a) du produit total de la disposition pour le contribuable, c'est-à-dire le total de tous les montants que le contribuable a reçu ou peut devenir en droit de recevoir au cours de l'année de la disposition ou des années suivantes

SUI

- b) le total des débours et des dépenses que le contribuable a faits ou engagés relativement à la disposition, dans la mesure où ces débours et ces dépenses ne sont pas déductibles autrement dans le calcul de son revenu.
- 9. Si, à la fin de l'année d'imposition, il y a un solde positif dans le compte, le contribuable peut déduire, en vertu de l'alinéa 20(1)b) (la **déduction de l'alinéa 20(1)b**)), dans le calcul de son revenu tiré de son entreprise pour cette année-là, jusqu'à 7 pour 100 de ce solde positif. Le montant ainsi déduit est alors soustrait du compte.
- 10. Par contre, s'il y a un solde négatif dans le compte à la fin de l'année, le paragraphe 14(1) stipule que le contribuable doit inclure un montant dans le revenu qu'il tire de l'entreprise pour l'année. Les règles qui régissent cette «inclusion dans le revenu», en vertu du paragraphe 14(1), diffèrent pour les deux catégories de contribuables, comme il est indiqué ci-dessous.

Contribuables de la première catégorie

- 11. Pour faire partie de la première catégorie de contribuables, le contribuable doit être résident du Canada durant toute l'année d'imposition (c.-à-d. l'année à la fin de laquelle il y a un solde négatif au compte) si l'entreprise qui donne lieu au solde négatif du compte est celle
 - a) du particulier ou
 - b) d'une société canadienne durant toute l'année (c.-à-d. l'exercice financier de l'associé à la fin duquel il y a un solde négatif au compte) et que le particulier est un membre de cette société à un moment quelconque dans l'année en question (même

ship at some time in that year (such membership can be either direct or indirect through another Canadian partnership or series of Canadian partnerships)

For purposes of the above discussion, an "individal" as defined in subsection 248(1) includes a trust. A "Canadian partnership" is defined by section 102 as a partnership all of the members of which are resident in Canada at all relevant times (which, for purposes of subsection 14(1), would be throughout the partnership's entire taxation year for which the negative balance in the pool occurs). It should also be noted that an individual is not excluded from the first category of taxpayers if another member of any partnership mentioned in (b) above is a corporation, a corporate partnership or a tiered corporate partnership as described in 16 below.

- 12. If the taxpayer is in the first category, the income inclusion under subsection 14(1) is the lesser of two amounts:
 - (a) the negative balance in the pool at the end of the year; and
 - (b) the "total net recapturable amount" which is calculated as
 - A + B C (this net amount cannot be less than zero)

where

- A is the sum of all paragraph 20(1)(b) deductions for prior years under the **new** system,
- **B** is the net of all paragraph 20(1)(b) deductions less income inclusions for prior years under the **old** system (this net amount cannot be less than zero), and
- C is the sum of all income inclusions for prior years under the **new** system.

The current year's income inclusion amount as determined above

- (c) is then added back to the pool (the reason for this is explained in 13 below); and
- (d) will be included in amount C in the formula above when determining the total net recapturable amount in years subsequent to the current year.

si son adhésion est directe ou indirecte par l'entremise d'une autre société canadienne ou d'une série de sociétés canadiennes).

Pour les besoins des observations énoncées ci-dessus, un «particulier», comme ce terme est défini au paragraphe 248(1), comprend une fiducie. Une «société canadienne» est définie à l'article 102 et s'entend d'une société dont tous les membres résident au Canada à tout moment donné (qui, aux fins du paragraphe 14(1), seraient résidants tout au long de l'année d'imposition de la société à la fin de laquelle il y a un solde négatif au compte). Il convient de noter que le particulier n'est pas exclu de la première catégorie de contribuables si un autre membre d'une société, mentionnée au point b) ci-dessus, est une corporation, une société de corporations ou une société de corporations stratifiée, comme il est décrit au numéro 16 ci-dessous.

- 12. Si le contribuable est classé dans la première catégorie, le montant qu'il doit inclure dans son revenu en vertu du paragraphe 14(1) est le moins élevé des deux montants suivants :
 - a) le solde négatif du compte à la fin de l'année;
 - b) le «montant global net récupérable» qui se calcule comme suit :
 - A + B C (ce montant net ne peut pas être inférieur à zéro)

οù

- A est la somme de toutes les déductions demandées en vertu de l'alinéa 20(1)b) pour les années antérieures soumises au nouveau système,
- B est le montant obtenu après avoir soustrait des montants à inclure dans le revenu toutes les déductions demandées en vertu de l'alinéa 20(1)b) pour les années antérieures soumises à l'ancien système (ce montant net ne peut pas être inférieur à zéro).
- C est la somme de tous les montants à inclure dans le revenu pour les années antérieures soumises au nouveau système.

Le montant à inclure dans le revenu de l'année en cours, comme il a été déterminé ci-dessus,

- c) est alors ajouté au compte (les raisons pour ce faire sont expliquées au numéro 13 ci-dessous);
- d) sera inclus dans le montant C de la formule ci-dessus lorsque viendra le moment de déterminer le montant global net récupérable pour une année postérieure à l'année en cours.

- 13. Where the negative balance in the pool at the end of the year (i.e., amount in 12(a) above) is greater than the total net recapturable amount (as determined by the formula described in 12(b) above), the latter is fully recaptured as the current year's income inclusion under subsection 14(1). Furthermore, there may be a "deemed" taxable capital gain under subsection 14(1), i.e., a taxable capital gain may be considered to occur for purposes of the *Income Tax Act*. The deemed taxable capital gain is calculated as the excess (if any) of
 - (a) the negative balance in the pool at the end of the year (i.e., amount in 12(a) above),

over

- (b) the sum of
 - the current year's income inclusion (which, as just mentioned, is the full recapture of the total net recapturable amount), and
 - (ii) $\frac{1}{2}$ of **variable B** in the formula in 12(b) above.

The deemed taxable capital gain enters into the calculation of the taxpayer's income for the year under section 3 and qualifies, subject to the limitations in section 110.6, for the capital gains deduction by the taxpayer. As indicated in 12(c) above, the amount of the current year's income inclusion is added back to the pool. Also added back to the pool is the amount of the current year's deemed taxable capital gain as well as amount (b)(ii) above (i.e., ½ of variable B in the formula in 12(b) above). These three "add backs" to the pool bring the pool balance back to nil. In other words, these "add backs" ensure that no portion of the negative balance at the end of the current year can be subject to taxation in a subsequent year. This principle is illustrated in the example in Schedule B (see the 1990 taxation year). Finally, it should be noted that the current year's deemed taxable capital gain should not be included in amount C in the formula in 12(b) above when determining the total net recapturable amount in years subsequent to the current year.

14. Although subsection 14(1) can apply in the manner described in 13 above to a trust resident in Canada throughout the year (see 11 above), the capital gains deduction is not available to the trust under the provisions of section 110.6. However, if any portion of the deemed taxable capital gain of the trust flows through to and is included in the income of one of its beneficiaries who is an individual (other than a trust) resident in Canada throughout the year,

- 13. Si le solde négatif du compte à la fin de l'année (voir le point 12a) ci-dessus) est supérieur au montant global net récupérable (déterminé par la formule donnée au point 12b) ci-dessus), il est possible, en vertu de l'alinéa 14(1), de récupérer entièrement dans l'année en cours le montant inclus dans le revenu. De plus, il peut y avoir un gain en capital imposable «réputé», en vertu du paragraphe 14(1), c'est-à-dire qu'il peut y avoir un gain en capital imposable aux fins de la Loi de l'impôt sur le revenu. Le gain en capital imposable réputé correspond à l'excédent, s'il y a lieu,
 - a) du solde négatif du compte à la fin de l'année (voir le point 12a) ci-dessus),

sui

- b) le total des montants suivants :
 - (i) les montants à inclure dans le revenu pour l'année en cours (qui est, comme il vient tout juste d'être mentionné, la récupération totale du montant global net récupérable);
 - (ii) la moitié (½) du **montant B** de la formule donnée au point 12b) ci-dessus.

Le gain en capital imposable réputé est inclus dans le calcul du revenu du contribuable de l'année, conformément à l'article 3, et est admissible aux fins de la déduction pour gains en capital, sous réserve des limites prévues à l'article 110.6. Comme il est indiqué au point 12c) ci-dessus, le montant qui est inclus au revenu de l'année en cours est ajouté au compte. Le montant du gain en capital imposable réputé de l'année en cours est aussi ajouté au compte de même que le montant mentionné au point b)(ii) ci-dessus (c.-à-d. la moitié $-\frac{1}{2}$ – du montant B de la formule donnée au point 12b) ci-dessus). Ces trois additions au compte devraient ramener le solde du compte à néant. En d'autres termes, ces additions assurent qu'il n'y a aucune fraction du solde négatif à la fin de l'année en cours qui n'est assujettie à l'impôt pour une année ultérieure. Ce principe est illustré à l'exemple donné à l'annexe B (voir les calculs pour l'année d'imposition 1990). Enfin, il faut noter que le gain en capital imposable réputé pour l'année en cours n'est pas un montant à inclure dans le montant C de la formule donnée au point 12b) ci-dessus lorsque vient le moment de déterminer le montant global net récupérable pour les années suivantes.

14. Même si, comme il est indiqué au numéro 13 ci-dessus, le paragraphe 14(1) de la Loi peut s'appliquer à une fiducie qui réside au Canada pendant toute l'année (voir le numéro 11 ci-dessus), la fiducie ne peut, en vertu des dispositions de l'article 110.6, demander la déduction pour gains en capital. Toutefois, s'il y a transmission d'une fraction du gain en capital imposable réputé, de la fiducie à un de ses bénéficiaires qui est un particulier (autre qu'une fiducie) résidant au Canada pendant toute

such portion may retain its nature as a taxable capital gain qualifying for the section 110.6 capital gains deduction by that individual beneficiary. This is possible under the combined provisions of subsections 104(21) and (21.2). These provisions are discussed in the current version of IT-381.

15. Subsection 14(1) can also apply in the manner described in 13 above where the business is carried on by a Canadian partnership (see 11 above). By virtue of subsection 96(1), the deemed taxable capital gain under subsection 14(1) is calculated at the partnership level but flows through to the partnership's members (see the current version of IT-138). For any member of the Canadian partnership who is an individual other than a trust, his or her share of the deemed taxable capital gain may qualify for the section 110.6 capital gains deduction. For any member of the Canadian partnership which is a corporation or a trust, its share of the deemed taxable capital gain will not qualify for the section 110.6 capital gains deduction (in the case of a trust, however, see 14 above).

Taxpayers in the Second Category

- 16. The second category of taxpayers includes the following:
 - (a) any taxpayer (e.g., an individual, including a trust, or a corporation) not resident in Canada throughout the taxation year;
 - (b) any taxpayer (e.g., an individual, including a trust, or a corporation), if the business for which the negative balance in the pool occurs is that of a partnership which is not a Canadian partnership (as described in 11 above) throughout the year (i.e., the partner's fiscal period at the end of which the negative balance in the pool occurs) and the taxpayer is a member of that partnership in that year either directly or indirectly through another partnership or series of partnerships; and
 - (c) any corporation, if the business is that of the corporation itself or of a corporate partnership or tiered corporate partnership of which the corporation is a member in the year either directly or indirectly through another partnership or series of partnerships. For purposes of this discussion, a "corporate partnership" means a partnership all the members of which are corporations. A "tiered corporate partnership" means a partnership all the members of which ultimately are corporations, i.e., each corpora-

l'année et qui inclut ce gain dans son revenu, cette fraction peut conserver son identité comme gain en capital imposable que le particulier bénéficiaire peut demander en déduction, en vertu de l'article 110.6. Cela n'est possible qu'avec l'application simultanée des paragraphes 104(21) et (21.2). Ces dispositions sont traitées dans la dernière version du IT-381.

15. Le paragraphe 14(1) peut également s'appliquer de la façon décrite au numéro 13 ci-dessus, lorsque l'entreprise est exploitée par une société canadienne (voir le numéro 11 ci-dessus). En vertu du paragraphe 96(1), le gain en capital imposable réputé visé par le paragraphe 14(1) est calculé au niveau de la société qui le transmet à chaque membre de la société (voir la dernière version du IT-138). Dans le cas d'un membre d'une société canadienne qui est un particulier autre qu'une fiducie, sa part du gain en capital imposable réputé peut être admissible à la déduction pour gains en capital prévue à l'article 110.6. Dans le cas d'un membre d'une société canadienne qui est une corporation ou une fiducie, sa part du gain en capital imposable réputé n'est pas admissible à la déduction pour gains en capital prévue à l'article 110.6. Toutefois, s'il s'agit d'une fiducie, veuillez consulter le numéro 14 ci-dessus.

Contribuables de la deuxième catégorie

- 16. La deuxième catégorie de contribuables comprend :
 - a) tout contribuable (p. ex., un particulier, y compris une fiducie ou une corporation) qui n'a pas résidé au Canada tout au long de l'année d'imposition:
 - b) tout contribuable (p. ex., un particulier, y compris une fiducie ou une corporation), si l'entreprise qui a donné lieu au solde négatif du compte est celle d'une société qui n'est pas une société canadienne (telle qu'elle est décrite au numéro 11 ci-dessus) tout au long de l'année (c.-à-d. l'exercice financier d'un associé à la fin duquel il y a un solde négatif au compte) et que le contribuable est un membre de cette société dans cette année, soit directement ou indirectement, par l'entremise d'une autre société ou d'une série de sociétés;
 - c) toute corporation, si l'entreprise est celle de la corporation elle-même ou d'une société de corporations ou d'une société de corporations stratifiée dont la corporation est un membre dans l'année soit directement ou indirectement par l'entremise d'une autre société ou d'une série de sociétés. Aux fins de la présente discussion, une «société de corporations» s'entend d'une société dont tous les membres sont des corporations. Une «société de corporations stratifiée» s'entend d'une société dont tous les membres sont ultimement des corporations, c'est-à-

tions's membership in the partnership is either direct or is indirect through another partnership or series of partnerships.

- 17. If the taxpayer is in the second category and there is a negative balance in the pool at the end of the year, there may be an income inclusion under subsection 14(1). The income inclusion is calculated as the excess (if any) of
 - (a) the negative balance in the pool at the end of the year

over

(b) ½ of the net amount of all paragraph 20(1)(b) deductions under the **old** system less income inclusions under the **old** system (this net amount cannot be less than zero).

The amount of the current year's income inclusion is then added back to the pool. Also added back to the pool is amount (b) above (i.e., ½ of the net amount of all paragraph 20(1)(b) deductions under the **old** system less income inclusions under the **old** system). These two "add backs" to the pool bring the pool balance back to nil. In other words, these "add backs" ensure that no portion of the negative balance at the end of the current year can be subject to taxation in a subsequent year.

Non-arm's Length Transfers

18. Where a person (e.g., a corporation or an individual, including a trust) or a partnership (either of which is hereafter referred to as the "transferee") acquires, directly or indirectly, in any manner whatever, an EC property from a non-arm's length person or partnership (either of which is hereafter referred to as the "transferor"), subsection 14(3) can sometimes reduce the transferee's EC expenditure. In addition to the requirement that the transferor and transferee must not be dealing at arm's length, subsection 14(3) can apply only if the property was first an EC property for the transferor's business and is then acquired as an EC property for the transferee's business. The subsection does not apply, however, to property acquired by the transferee as a consequence of the death of the transferor. Where subsection 14(3) applies, the transferee's EC expenditure is "deemed" (determined) to be 4/3 of

(a) the amount determined by the transferor as the EC amount from the disposition of the property

minus

dire que l'adhésion de chaque corporation à la société est faite directement ou indirectement par l'entremise d'une autre société ou d'une série de sociétés.

- 17. Si le contribuable est classé dans la deuxième catégorie, et qu'il y a un solde négatif au compte à la fin de l'année, il pourrait être obligé d'inclure un montant dans son revenu, en vertu du paragraphe 14(1). L'inclusion au revenu est l'excédent, s'il y a lieu,
 - a) du solde négatif du compte à la fin de l'année,

sur

b) la moitié ($\frac{1}{2}$) du montant net de toutes les déductions en vertu de l'alinéa 20(1)b) selon l'ancien système moins les inclusions au revenu selon l'ancien système (ce montant net ne peut pas être inférieur à zéro).

Le montant qui est inclus au revenu de l'année en cours est alors ajouté au compte. De plus, le montant calculé au point b) ci-dessus (c.-à-d. la moitié $-\frac{1}{2}$ – du montant net de toutes les déductions en vertu de l'alinéa 20(1)b) selon l'ancien système moins les inclusions au revenu selon l'ancien système) est aussi ajouté au compte. Ces deux additions au compte devraient ramener le solde du compte à néant. En d'autres termes, ces additions assurent qu'il n'y a aucune fraction du solde négatif à la fin de l'année en cours qui n'est assujettie à l'impôt pour une année ultérieure.

Transferts avec lien de dépendance

18. Lorsqu'une personne (c.-à-d. une corporation ou un particulier, y compris une fiducie) ou une société (l'une ou l'autre étant ci-après appelée le «cessionnaire») acquiert directement ou indirectement, de quelque manière que ce soit, un BIA d'une personne ou d'une société (ci-après appelée le «cédant») avec laquelle elle a un lien de dépendance, le paragraphe 14(3) peut parfois réduire le BIA du cessionnaire. En plus de l'exigence qui veut que le cédant et le cessionnaire ne doivent pas traiter sans lien de dépendance, le paragraphe 14(3) ne s'applique que si le bien était initialement un BIA de l'entreprise du cédant et qu'il a été acquis comme un BIA pour l'entreprise du cessionnaire. Toutefois, ce paragraphe ne s'applique pas aux biens que le cessionnaire acquiert par suite du décès du cédant. Lorsque le paragraphe 14(3) s'applique, la DIA d'un cessionnaire est «réputée» (déterminée) être les 4/3 du montant net

a) le montant que le cédant détermine comme son MIA découlant de la disposition du bien,

moins

(b) the total of all amounts that may reasonably be considered to have been claimed as a section 110.6 capital gains deduction by the transferor or any other person with whom the transferee was not dealing at arm's length in connection with the transfereor's disposition of the property to the transferee or in connection with any previous disposition of the same property.

Example

Mr. and Mrs. A are the members of a Canadian partnership, sharing equally in all of its income. An EC property is acquired for the partnership business for \$100 and thus \$75 is added to the EC property pool for that business. The balance in the pool at the end of the year is \$75 and a paragraph 20(1)(b) deduction of \$5 is claimed, reducing the balance to \$70. In the following year, the EC property is sold to A Jr., the son of Mr. and Mrs. A, for \$200 (the fair market value at that time). The EC amount from the disposition determined by the partnership is \$150 (assume that there are no costs for the disposition), which causes a negative balance of \$80 in the pool for the partnership business at the end of that year. \$5 of that negative balance is included in the partnership's income as a recapture of the prior year's paragraph 20(1)(b) deduction. The remaining \$75 is determined by the partnership to be a deemed taxable capital gain. Mr. and Mrs. A each claim a capital gains deduction of \$37.50 against their respective shares of the deemed taxable capital gain. Under subsection 14(3), A Jr.'s EC expenditure for the EC property acquired for his business is determined to be 4/3 of the \$150 EC amount determined by the partnership minus \(^4\)3 of the \$75 deemed taxable capital gain determined by the partnership since all of it was claimed by Mr. A and Mrs. A as capital gains deductions. A Jr.'s EC expenditure is therefore \$100 instead of the \$200 he actually paid, and \$75 rather than \$150 is added to the pool for his business.

Finally, it should be noted that the above reduction to the transferee's EC expenditure can be reversed to the extent that the transferee receives proceeds, in a subsequent arm's length disposition of the property, in excess of the transferee's initially determined EC expenditure (i.e., as initially determined under the subsection 14(3) formula given above).

b) le total de tous les montants que le cédant ou toute autre personne avec laquelle le cessionnaire avait un lien de dépendance peut avoir raisonnablement demandé comme déduction pour gains en capital en vertu de l'article 110.6 en rapport avec la disposition du bien par le cédant au cessionnaire ou en rapport avec toute autre disposition antérieure du même bien.

Exemple

M. et M^{me} A sont membres d'une société canadienne et en partagent également tous les revenus. La société acquiert un BIA pour l'entreprise pour la somme de 100 \$ et ajoute donc 75 \$ au compte du BIA de son entreprise. Le solde du compte à la fin de l'année est 75 \$, et la société demande une déduction en vertu de l'alinéa 20(1)b) de 5 \$, réduisant ainsi le solde à 70 \$. L'année suivante, la société vend le BIA à Fils A, le fils de M. et M^{me} A, pour la somme de 200 \$ (la juste valeur marchande à ce moment). Le MIA de la disposition que la société détermine est 150 \$ (en présumant qu'il n'y a aucun débours en rapport avec la disposition), ce qui donne lieu à un solde négatif de 80 \$ dans le compte d'entreprise de la société à la fin de l'année. La société doit par conséquent inclure 5 \$ de ce solde négatif dans son revenu tiré de l'entreprise, à titre de récupération de la déduction demandée en vertu de l'alinéa 20(1)b) de l'année précédente. La société considère le montant de 75 \$ qui reste comme un gain en capital imposable réputé. M. et M^{me} A demandent une déduction pour gains en capital de 37,50 \$ chacun à l'encontre de leur portion respective du gain en capital imposable réputé. Conformément au paragraphe 14(3), la DIA du Fils A pour le BIA qu'il a acquis pour son entreprise est calculé comme étant 4/3 du MIA de 150 \$ que la société a déterminé moins 4/3 du gain en capital imposable réputé de 75 \$ que la société a déterminé, puisque M et M^{me} A ont demandé une déduction pour gains en capital sur la totalité de ce montant. Par conséquent, la DIA du Fils A est égale à 100 \$ plutôt qu'à 200 \$ qu'il a effectivement payé, et un montant de 75 \$ plutôt que de 150 \$ est ajouté au compte de son entreprise.

Enfin, il convient de noter que la réduction ci-dessus effectuée à la DIA du cessionnaire peut être renversée dans la mesure où le cessionnaire reçoit, au moment d'une disposition ultérieure du bien, un produit qui dépasse la DIA qu'il a originalement déterminée (c.-à-d. comme il a été originalement déterminé par la formule provenant du paragraphe 14(3) et donnée ci-dessus).

Replacement Properties

19. Where a taxpayer disposes of an EC property (the "former property") in a particular taxation year (the "first year") and in the immediately following year (the "second year") acquires another EC property to replace the former property, subsection 14(6) can be used to prevent the reduction of a positive balance (or the creation of a negative balance) in the pool at the end of the first year which might otherwise result from the disposition. In such a situation, the taxpayer can elect under subsection 14(6) to exclude from the calculation of the base for the EC amount that would otherwise occur for the first year, such part (not exceeding the total) of that base as is used by the taxpayer in the second year to acquire the replacement property. Thus, where all of the base for the EC amount is so used, the disposition of the former property cannot result in any EC amount in the first year or cause a negative balance in the pool at the end of the first year. The amount excluded in this manner from the calculation of the base for the EC amount that would otherwise occur for the first year then becomes the base for an EC amount for the second year. The resulting deferred EC amount, which is calculated by multiplying that base by the inclusion rate of 3/4, decreases the pool in the second year but is offset by the increase to the pool in the same year of ³/₄ of the EC expenditure for the replacement property.

20. An election under subsection 14(6) is to be filed with the taxpayer's return for the year in which the replacement property is acquired. In the situation described in 19 above, i.e., where the former property is disposed of in the first year and the replacement property is not acquired until the second year, the taxpayer should initially file the return for the first year without the benefit of the subsection 14(6) election. Then, when the election is filed with the return for the second year, the taxpayer may request a reassessment of the tax for the first year. Further particulars may be found in the current version of IT-259.

21. Subsection 14(7) provides that in order to qualify as a replacement property for purposes of subsection 14(6), a particular EC property must have been acquired by the taxpayer, first, for the same or a similar use as the taxpayer's use of the former property and, secondly, for the purpose of gaining or producing income from the same or a similar business as that in which the former property was used. Subsection 14(7) contains a third condition, which (like the first two conditions) applies to all taxpayers and requires that, where the former property was

Biens de remplacement

19. Lorsqu'un contribuable dispose d'un BIA («l'ancien bien») dans une année d'imposition donnée («l'année initiale») et que l'année suivante (la «deuxième année») il acquiert un autre BIA pour remplacer l'ancien bien, il peut invoquer le paragraphe 14(6) pour prévenir une réduction d'un solde positif (ou la création d'un solde négatif) du compte à la fin de l'année initiale qui pourrait autrement découler de la disposition. Dans un tel cas, le contribuable peut, en vertu du paragraphe 14(6), choisir d'exclure de la base de calcul du MIA qui serait autrement inscrit pour l'année initiale toute partie, sans excéder le total, de cette base de calcul qu'il a utilisée au cours de la deuxième année pour acquérir le bien de remplacement. Aussi, lorsque la totalité de la base de calcul du MIA a été utilisée, la disposition de l'ancien bien ne peut pas donner lieu à un MIA dans l'année initiale ou créer un solde négatif dans le compte à la fin de l'année initiale. Le montant ainsi exclu de la base de calcul du MIA, qui serait autrement inscrit pour l'année initiale, devient alors la base de calcul du MIA pour la deuxième année. Le MIA différé qui en résulte, calculé en multipliant cette base de calcul par le taux d'inclusion des ³/₄, a pour effet de réduire le montant inscrit au compte la deuxième année, mais cette réduction est compensée par l'ajout au compte la même année des ³/₄ de la DIA engagée pour l'acquisition du bien de remplacement.

20. Le contribuable doit faire le choix, en vertu du paragraphe 14(6), dans sa déclaration de revenus soumise pour l'année au cours de laquelle le bien de remplacement est acquis. Dans la situation décrite au numéro 19 ci-dessus, c'est-à-dire lorsque le contribuable dispose de l'ancien bien au cours de l'année initiale et qu'il n'acquiert le bien de remplacement que la deuxième année, il doit d'abord soumettre sa déclaration pour l'année initiale sans le bénéfice du choix permis par le paragraphe 14(6). Lorsqu'il fait le choix dans la déclaration qu'il soumet pour la deuxième année, le contribuable peut alors demander qu'une nouvelle cotisation de l'impôt pour l'année initiale soit établie. Pour plus de détails, veuillez consulter la dernière version du IT-259.

21. Le paragraphe 14(7) stipule que pour être reconnu comme un bien de remplacement aux fins du paragraphe 14(6), le contribuable doit premièrement avoir acquis un BIA donné pour le même usage que celui qui était fait de l'ancien bien, ou pour un usage similaire et, deuxièmement, il doit l'avoir acquis dans le but de produire un revenu d'une même entreprise ou d'une entreprise similaire à celle qui utilisait l'ancien bien. Le paragraphe 14(7) contient une troisième condition qui (comme les deux premières) s'applique à tous les contribuables et exige que, si le contribuable utilisait l'ancien bien dans

used by the taxpayer in a business carried on in Canada, the replacement property must have been acquired for use by the taxpayer in a business carried on by the taxpayer in Canada. This third condition applies in cases where the former property was disposed of after April 2, 1990, other than

(a) pursuant to an agreement in writing entered into before April 3, 1990, or

(b) pursuant to a written notice of an intention to take the property under statutory authority given before April 3, 1990 or for the sale price of the property sold to a person by whom such a notice was given before April 3, 1990.

Previously, there was a third condition requiring that the replacement property be acquired for use in a business carried on by the taxpayer in Canada but such condition applied only if the taxpayer was not resident in Canada when the replacement property was acquired. A further discussion on the topic of acquiring a replacement property for purposes of subsection 14(6), including what is considered to be the same or a similar use and what is considered to be the same or a similar business, is contained in the current version of IT-259.

Transitional Provisions

22. As indicated in Schedule A, the inclusion rate under the new system is $\frac{3}{4}$, whereas it was $\frac{1}{2}$ under the old system. Also, the taxpayer's **total proceeds** from the disposition of EC property are used in the base for the EC amount for the **year of disposition** under the new system, whereas only the portion of the total proceeds becoming **payable** to the taxpayer in any particular year was used in the base for the EC amount for that **particular year** under the old system. The coming-into-force rules for the new system, as described below, permit the transition from the old system to the new system while taking into account these differences.

- 23. Where a disposition of an EC property occurred in a year that was under the old system (i.e., before the taxpayer's adjustment time) either
 - (a) on or before June 17, 1987, or
 - (b) after June 17, 1987 but pursuant to the terms of an obligation entered into in writing on or before June 17, 1987,

an EC amount from the disposition can still occur in a later year under the new system (i.e., after the tax-payer's adjustment time) where a portion of the proceeds from the disposition does not become payable until that later year. In calculating the EC amount for that later year under the new system, only the portion of the total proceeds from the disposition that becomes payable to the taxpayer in that

une entreprise exploitée au Canada, le bien de remplacement doit avoir été acquis par le contribuable pour être utilisé dans une entreprise qu'il exploite au Canada. Cette troisième condition s'applique dans les cas où l'ancien bien a fait l'objet d'une disposition après le 2 avril 1990, dans des situations autres que :

- a) conformément à une convention écrite conclue avant le 3 avril 1990;
- b) conformément à un avis écrit signalant l'intention de prendre les biens en vertu d'une autorisation législative, donné avant le 3 avril 1990, ou pour le prix de vente des biens vendus à la personne ayant donné un tel avis avant le 3 avril 1990.

Auparavant, la troisième condition, laquelle ne s'appliquait que si le contribuable n'était pas résidant du Canada au moment où le bien en question avait été acquis, exigeait que le bien de remplacement ait été acquis pour être utilisé dans une entreprise exploitée par le contribuable au Canada. IT-259 traite de l'acquisition d'un bien de remplacement aux fins du paragraphe 14(6), notamment de ce qui est considéré être le même usage ou un usage similaire et de ce qui est considéré comme la même entreprise ou une entreprise similaire.

Règles transitoires

- 22. Comme on peut le voir à l'annexe A, le taux d'inclusion appliqué dans le cadre du nouveau système est de ¾ plutôt que de ½ comme dans l'ancien système. En outre, en vertu du nouveau système, la totalité du produit de la disposition d'un BIA pour un contribuable est comprise dans la base de calcul du MIA pour l'année de la disposition, alors qu'avec l'ancien système, une fraction seulement de tout le produit devenant payable au contribuable au cours d'une année donnée était comprise dans la base de calcul du MIA pour l'année en question. Les règles transitoires qui se rapportent au nouveau système, comme il est mentionné ci-dessous, permettent d'effectuer la transition de l'ancien au nouveau système tout en tenant compte de ces différences.
- 23. Lorsqu'il y a disposition d'un BIA au cours d'une année visée par l'ancien système (c.-à-d. avant le moment du rajustement qui s'applique au contribuable) soit
 - a) le 17 juin 1987 ou avant, ou
 - b) après le 17 juin 1987, mais conformément aux termes d'un accord conclu par écrit le 17 juin 1987 ou avant.

la disposition peut encore donner lieu, selon le nouveau système, à un MIA dans une année ultérieure (c.-à-d. après le moment du rajustement qui s'applique au contribuable) lorsqu'une fraction du produit de la disposition ne devient pas payable avant cette année ultérieure. Dans le calcul du MIA d'une année ultérieure visée par le nouveau système, seule la fraction de la totalité du produit de la disposition qui devient payable au contribuable au

year will be used in the base for the EC amount. The inclusion rate is ³/₄. Note that in most cases the disposition has resulted in an EC amount for an earlier year under the old system (because a portion of the proceeds became payable to the taxpayer in that earlier year) and thus the outlays and expenses made or incurred in connection with the disposition have already been taken into account in the base for the EC amount for that earlier year.

- 24. Where a disposition of an EC property occurred under the old system (i.e., before the taxpayer's adjustment time) but after June 17, 1987, otherwise than pursuant to the terms of an obligation entered into in writing before June 18, 1987, in calculating the EC amount for the year of disposition under the old system the taxpayer's total proceeds from the disposition must be used in the base for the EC amount (thus, there cannot be any further EC amount from the disposition in a later year under the new system). The inclusion rate is ½.
- 25. Where a disposition of an EC property occurs in a year under the new system (i.e., after the taxpayer's adjustment time) but pursuant to the terms of an obligation entered into in writing on or before June 17, 1987, an EC amount occurs under the new system for each year in which any portion of the proceeds from the disposition becomes payable to the taxpayer. In calculating the EC amount for each of these years, the inclusion rate is ³/₄ and the portion of the proceeds from the disposition that becomes payable to the taxpayer in that year is taken into account in the base for the EC amount. In the first of these years (which may or may not be the year of the disposition), outlays and expenses made or incurred by the taxpayer in connection with the disposition are also taken into account in the base for the EC amount, to the extent that such outlays and expenses were not otherwise deductible in computing the taxpayer's income.
- 26. Subsection 14(3), as described in 18 above, applies to acquisitions of EC property by a transferee from a non-arm's length transferor that occur after 1987. However, if such an acquisition occurred after 1987 but before the transferee's adjustment time, i.e., while the old system was still in effect for the transferee, a factor of 2 rather than $\frac{4}{3}$ is used in the formula in 18 above when determining the transferee's EC expenditure for the property. $\frac{1}{2}$, rather than $\frac{3}{4}$, of that EC expenditure is then added to the transferee's pool under the old system.

cours de cette année-là est comprise dans la base de calcul du MIA. Le taux d'inclusion est de ³/₄. Il convient de noter que dans la plupart des cas la disposition donne lieu à un MIA pour une année antérieure assujettie à l'ancien système (parce qu'une fraction du produit est devenue payable au contribuable au cours de cette année antérieure) et que, par conséquent, il a déjà été tenu compte dans la base de calcul du MIA pour cette année antérieure des débours faits et des dépenses engagées par rapport à la disposition.

- 24. S'il a été disposé d'un BIA lorsque l'ancien système était en vigueur (c.-à-d. avant le moment du rajustement qui s'applique au contribuable) mais après le 17 juin 1987, autrement qu'aux termes d'un accord conclu par écrit avant le 18 juin 1987, il faut, dans le calcul du MIA pour l'année de la disposition visée par l'ancien système, utiliser la totalité du produit de la disposition pour le contribuable dans la base de calcul du MIA. Il ne peut donc, en vertu du nouveau système, y avoir un autre MIA relatif à la disposition dans une année ultérieure. Le taux d'inclusion est de ½.
- 25. Lorsqu'il est disposé d'un BIA au cours d'une année visée par le nouveau système (c.-à-d. après le moment du rajustement qui s'applique au contribuable) mais cela aux termes d'un accord conclu par écrit le 17 juin 1987 ou avant, il y a, en vertu du nouveau système, un MIA pour chaque année au cours de laquelle une fraction du produit de la disposition devient payable au contribuable. Dans le calcul du MIA pour chacune de ces années, le taux d'inclusion est de 3/4 et il est tenu compte dans la base de calcul du MIA de la fraction du produit de la disposition qui devient payable au contribuable au cours de l'année en question. Au cours de la première de ces années (qui peut ou non être l'année de la disposition), il est également tenu compte dans la base de calcul du MIA des débours que le contribuable a faits et des dépenses qu'il a engagées en rapport à la disposition, dans la mesure où ces débours et dépenses n'étaient pas autrement déductibles dans le calcul de son revenu.
- 26. Comme il est précisé au numéro 18 ci-dessus, le paragraphe 14(3) s'applique aux BIA qu'un cessionnaire a acquis, après 1987, d'un cédant avec lequel il a un lien de dépendance. Toutefois, si une telle acquisition a eu lieu après 1987, mais avant le moment du rajustement qui s'applique au cessionnaire, c'est-à-dire pendant que l'ancien système était encore en vigueur pour le cessionnaire, un facteur de 2 plutôt que de ½ est utilisé dans la formule mentionnée au numéro 18 ci-dessus lorsque vient le moment de déterminer la DIA relative au bien pour le cessionnaire. La moitié (½) plutôt que les trois quarts (¾) de cette DIA est ensuite ajoutée au compte du cessionnaire en vertu de l'ancien système.

27. Where the taxpayer has disposed of a former property in the last year under the old system and acquired a replacement property in the first year under the new system, a subsection 14(6) election can be made in essentially the same manner as described in 19 to 21 above. It should be noted, however, that whether the taxpayer should use

(a) the taxpayer's total proceeds from the disposition of the former property, or

(b) only the portion of such proceeds that became payable to the taxpayer in the year of the disposition

for purposes of determining the base for the EC amount that would otherwise occur in the year of the disposition (which is under the **old** system) depends on the date of the disposition (or the date of any written obligation entered into for the disposition). In this connection, see the transitional rules described in 23 and 24 above. For purposes of calculating, in the year of the acquisition of the replacement property (which is under the **new** system), both the deferred EC amount to be deducted from the pool for the former property and the amount to be added to the pool in connection with the EC expenditure for the replacement property, an inclusion rate of $\frac{3}{4}$ is used.

28. In determining what portion of the total proceeds from a disposition becomes payable to a taxpayer in any particular year for purposes of applying the transitional provisions described above, the comments in IT-123R4 should be considered, including those regarding section 21 of the Income Tax Application Rules (ITAR). As indicated in those comments, subsection 21(1) of the ITAR (as it read for years under the old system) reduced the amount payable to the taxpayer for any particular year to a "relevant percentage" that was less than 100% of that amount payable only if the disposition occurred before the 1984 calendar year. However, the terms of a disposition before 1984 may have called for periodic payments one or more of which would become payable, as it turns out, some time after the taxpayer's adjustment time, i.e., in a year or years under the new system. In such a case, the transitional provision described in 23 above applies, but is modified by subsection 21(1) of the ITAR as it read in the year of the disposition. That is, an amount payable in a year under the new system is reduced to the relevant percentage of that amount payable as determined in the year of the disposition which occurred before 1984.

27. Lorsque le contribuable a disposé d'un ancien bien au cours de la dernière année visée par l'ancien système et a acquis un bien de remplacement au cours de la première année visée par le nouveau système, il peut, conformément au paragraphe 14(6), exercer un choix essentiellement de la même manière qu'il est décrit aux numéros 19 et 20 ci-dessus. Il faut noter, cependant, que le fait pour le contribuable d'utiliser

a) la totalité du produit de la disposition de l'ancien bien ou

b) seulement la fraction de ce produit qui lui est devenu payable au cours de l'année de la disposition

dans la détermination de la base de calcul du MIA qui serait autrement inscrit pour l'année de la disposition (qui est visée par l'ancien système) dépend de la date de la disposition (ou de la date à laquelle un accord relatif à la disposition a été conclu par écrit). Veuillez consulter à ce sujet les règles transitoires énoncées aux numéros 23 et 24 ci-dessus. Pour l'année d'acquisition du bien de remplacement (visée par le nouveau système), il faut utiliser, aux fins de calcul, le taux d'inclusion de ³/₄ pour le MIA différé qui doit être réduit du compte de l'ancien bien et pour le montant qui doit être ajouté relativement au DIA du bien de remplacement.

28. Lorsqu'il s'agit de déterminer, aux fins de l'application des règles transitoires énoncées ci-dessus, quelle fraction de la totalité du produit d'une disposition devient payable au contribuable dans une année donnée, il faut tenir compte des observations formulées dans le IT-123R4, notamment celles qui concernent l'article 21 des Règles d'application de l'impôt sur le revenu (RAIR). Comme il y est indiqué, le paragraphe 21(1) des RAIR (comme il était libellé pour les années visées par l'ancien système) réduisait le montant payable au contribuable pour une année donnée à un «taux pertinent» de ce montant qui était inférieur à 100 pour 100 du montant payable seulement si la disposition a eu lieu avant l'année civile 1984. Toutefois, il se peut que, selon les termes d'une disposition qui a eu lieu avant 1984, des paiements périodiques devaient être faits, dont un ou plusieurs devenaient payables à un moment quelconque après le moment du rajustement qui s'applique au contribuable, c'est-à-dire au cours d'une année ou de plusieurs années visées par le nouveau système. Dans ce cas, la règle transitoire, énoncée au numéro 23 ci-dessus, s'applique mais elle est modifiée par le paragraphe 21(1) des RAIR comme il était libellé pour l'année de la disposition. C'est-à-dire qu'un montant payable dans une année visée par le nouveau système est réduit du pourcentage pertinent de ce montant payable qui a été déterminé au cours de l'année de la disposition qui a eu lieu avant 1984.

Government Rights

29. In addition to the "relevant percentage" limitation described in 28 above (which applies to amounts payable from all dispositions of EC property occurring before 1984), subsection 21(1) of the ITAR contains further limitations on the calculation of an EC amount resulting from the disposition of, or allowing the expiration of, a government right. If the disposition or expiration of the government right occurred before June 18, 1987 (or pursuant to the terms of an obligation entered into in writing before June 18, 1987), see the limitation rules discussed in 13 of IT-123R4. It should be noted that, even though the disposition or expiration occurred in a year that was under the old system, these rules in 13 of IT-123R4 can still apply for the purpose of determining an amount that becomes payable in a year that is under the new system, i.e., for the purpose of applying the transitional provision described in 23 above. If the disposition or expiration of the government right has occurred after June 17, 1987 (otherwise than pursuant to the terms of an obligation entered into in writing before June 18, 1987), subsection 21(1) of the ITAR applies, in the year of such disposition or expiration, with respect to the taxpayer's total proceeds rather than with respect to the portion of such proceeds payable to the taxpayer. The total proceeds from the disposition or expiration of the government right are calculated as the actual total proceeds minus the greater of two amounts:

(a) the cost of the government right or the taxpayer's original right in respect of the government right (as defined in paragraph 21(3)(b) of the ITAR) incurred prior to 1972 to the extent that such cost was not otherwise deducted in computing the income of the taxpayer for any taxation year, and

(b) the fair market value of the taxpayer's specified right in respect of the government right (as defined in paragraph 21(3)(c) of the ITAR) as at December 31, 1971.

Capital Dividend Account

30. An amount relating to a corporation's gain on the disposition of an EC property is included in its capital dividend account by virtue of paragraph 89(1)(b). For further particulars on this topic, see the current version of IT-66.

Bad Debts from Sale of EC Property

31. Subsection 20(4.2) provides for a deduction for a bad debt arising on a disposition of EC property occurring after June 17, 1987 (other than on a dispo-

Droits gouvernementaux

29. En plus de la limite du «taux pertinent» donnée au numéro 28 ci-dessus (qui s'applique aux montants payables sur toutes les dispositions de BIA qui ont eu lieu avant 1984), le paragraphe 21(1) des RAIR contient des limites additionnelles pour le calcul d'un MIA provenant de la disposition d'un droit gouvernemental ou provenant de l'expiration de ce droit. Si la disposition ou l'expiration d'un droit gouvernemental a lieu avant le 18 juin 1987 (ou conformément aux termes d'un accord conclu par écrit le 17 juin 1987 ou avant), il faut se reporter aux règles du calcul de la limite exposées au numéro 13 du IT-123R4. Il faut noter que, même si la disposition ou l'expiration a lieu dans une année visée par l'ancien système, les règles du numéro 13 du IT-123R4 peuvent aussi s'appliquer pour déterminer un montant qui devient payable dans une année visée par le nouveau système, c'est-à-dire aux fins d'application des règles transitoires énoncées au numéro 23 ci-dessus. Si la disposition ou l'expiration du droit gouvernemental a lieu après le 17 juin 1987 (autrement qu'aux termes d'un accord conclu par écrit avant le 18 juin 1987), le paragraphe 21(1) des RAIR s'applique, dans l'année d'une telle disposition ou expiration, à la totalité du produit pour le contribuable plutôt qu'à la fraction du produit qui devient payable au contribuable. Le produit de disposition total provenant de la disposition ou de l'expiration du droit gouvernemental est le produit total réel moins le plus élevé des montants suivants :

a) le coût du droit gouvernemental ou du droit initial du contribuable relatif au droit gouvernemental (tel qu'il est défini à l'alinéa 21(3)b) des RAIR) supporté avant 1972, dans la mesure où ce coût n'a pas été autrement déduit dans le calcul du revenu du contribuable pour une année d'imposition quelconque;

b) la juste valeur marchande du droit particulier du contribuable relatif au droit gouvernemental (tel qu'il est défini à l'alinéa 21(3)c) des RAIR) au 31 décembre 1971.

Compte de dividende en capital

30. Une corporation doit, en vertu de l'alinéa 89(1)b), inclure dans son compte de dividende en capital une partie d'un gain réalisé lors de la disposition d'un BIA. Pour plus de renseignements à ce sujet, veuillez consulter la dernière version du IT-66.

Mauvaises créances découlant de la vente de biens en immobilisation admissibles (BIA)

31. En vertu du paragraphe 20(4.2), une déduction peut être demandée pour une mauvaise créance qui découle de la disposition d'un BIA qui a eu lieu après le 17 juin

sition pursuant to the terms of an obligation entered into in writing before June 18, 1987). Further particulars regarding subsection 20(4.2) are contained in the current version of IT-442. For a bad debt arising on a disposition of EC property occurring before June 18, 1987 (or on a disposition pursuant to the terms of an obligation entered into in writing before June 18, 1987), paragraph 20(1)(p) may still apply—see paragraph 19 of IT-123R4.

Amount Not Due until Later Year

32. Where a sale of an EC property results in an income inclusion in the year of disposition under subsection 14(1) as described above, but some part of the sale price is not due until a later year, a reserve under paragraph 20(1)(n) is not permitted. This is because the sale of an EC property is not considered to be a sale of property "in the course of the business" as required by paragraph 20(1)(n).

Terminal Allowance

33. Section 24 contains a rule allowing, under certain conditions, a taxpayer who has ceased to carry on a business to deduct the full amount of any positive balance in the cumulative EC pool for the business. An exception to this rule occurs where there is a "rollover" of the taxpayer's positive balance in the pool to the taxpayer's spouse or corporation. For further discussion of this topic, see the current version of IT-313. It should also be noted that subparagraph 39(1)(b)(i) precludes claims for capital losses on the disposition of EC property whether or not the business to which it relates has ceased.

Eligible Capital Property of a Deceased Taxpayer

34. The rules regarding EC property that apply as a result of the death of a taxpayer, including those pertaining to the acquisition of EC property of a deceased taxpayer by another person, are discussed in the current version of IT-344.

Related Bulletins

The titles of the interpretation bulletins referred to above are as follows:

IT-66	Capital Dividends
IT-138	Computation and Flow-through of Part nership Income
IT-143	Meaning of Eligible Capital Expenditure
IT-206 IT-259	Separate Businesses Exchanges of Property

1987 (autrement que par suite d'une disposition aux termes d'un accord conclu par écrit avant le 18 juin 1987). Pour plus de renseignements concernant l'application du paragraphe 20(4.2), veuillez consulter la dernière version du IT-442. Lorsqu'il s'agit d'une mauvaise créance qui découle de la disposition d'un BIA qui a eu lieu avant le 18 juin 1987 (ou d'une disposition aux termes d'un accord conclu par écrit avant le 18 juin 1987), l'alinéa 20(1)p) peut encore s'appliquer. Veuillez consulter le numéro 19 du IT-123R4 à cet effet.

Montant non exigible avant une année ultérieure

32. Lorsqu'en vertu du paragraphe 14(1) une fraction du produit de la vente d'un BIA est incluse dans le revenu de l'année de disposition, comme il est mentionné ci-dessus, mais qu'une partie du produit de la vente n'est pas exigible avant une année ultérieure, une provision en vertu de l'alinéa 20(1)n) n'est pas permise. La raison en est que la vente d'un BIA n'est pas considérée comme la vente d'un bien «dans le cadre d'une entreprise» comme l'exige l'alinéa 20(1)n).

Déduction finale

33. L'article 24 contient une règle qui permet, sous certaines conditions, à un contribuable qui a cessé d'exploiter une entreprise de déduire le plein montant de tout solde positif du compte de MCIA pour cette entreprise. Il existe une exception à cette règle lorsque le contribuable effectue un «roulement» du solde positif du compte en faveur de son conjoint ou de sa corporation. Pour plus de renseignements sur ce sujet, veuillez consulter la dernière version du IT-313. Il faut aussi noter que, selon le sous-alinéa 39(1)b)(i), la demande de pertes en capital subies lors de la disposition d'un BIA ne peut avoir lieu, que l'entreprise ait cessé ou non d'être exploitée.

Biens en immobilisation admissibles d'un contribuable décédé

34. On trouvera dans la dernière version du IT-344 un exposé sur les règles qui s'appliquent à l'égard d'un BIA dans le cas d'un contribuable décédé, y compris celles qui s'appliquent dans le cas où une autre personne acquiert un BIA d'un contribuable décédé.

Bulletins connexes

Voici les titres des bulletins d'interprétation auxquels des renvois ont été faits dans le texte ci-dessus :

IT-66	Dividendes en capital
IT-138	Calcul et transmission du revenu d'une
	société
IT-143	Sens de l'expression «Dépense en immobili- sations admissible»
IT-206	Entreprises distinctes
IT-259	Échange de biens
11-239	Echange de viens

IT-123R5

IT-313	Eligible Capital Property – Ceasing to Carry on Business	IT-313	Biens en immobilisation admissibles – Cessation de l'exploitation d'une entreprise
IT-344	Eligible Capital Property – Deceased Persons	IT-344	Biens en immobilisation admissibles – Contribuables décédés
IT-381	Trusts – Deduction of Amounts Paid or Payable to Beneficiaries and Flow- through of Taxable Capital Gains to Beneficiaries	IT-381	Fiducies – Déduction des sommes payées ou payables à des bénéficiaires et transmission de gains en capital imposables à des bénéfi- ciaires
IT-386	Eligible Capital Amounts	IT-386	Montants en immobilisations admissibles et autres sommes semblables reçues
IT-442	Bad Debts and Reserve for Doubtful Debts	IT-442	Mauvaises créances et provision pour créances douteuses

Schedule A

Comparison of Old and New Systems

		Treatment Under	
Transaction or Item	Old System All Taxpayers	First Category ¹ New Syst	em Second Category ²
Balance in pool at end of immediately pre- ceding year under the old system	Becomes opening balance in pool in current year.	3/2 of balance becomes opening balance in pool in current year (first year under new system). See 6 of this bulletin.	3/2 of balance becomes opening balance in pool in current year (first year under new system). See 6 of this bulletin.
Balance in pool at end of immediately pre- ceding year under the new system	N/A	Becomes opening balance in pool in current year. See 6 of this bulletin.	Becomes opening balance in pool in current year. See 6 of this bulletin.
EC expenditure	Increase pool by 1/2 of EC expenditure.	Increase pool by 3/4 of EC expenditure. See 7 of this bulletin.	Increase pool by 3/4 of EC expenditure. See 7 of this bulletin.
Disposition of EC property	Decrease pool by EC amount = 1/2 × (proceeds payable to the taxpayer less outlays & expenses).	Decrease pool by EC amount = 3/4 × (taxpayer's total proceeds less outlays & expenses). See 8 of this bulletin.	Decrease pool by EC amount = 3/4 × (tax-payer's total proceeds less outlays & expenses). See 8 of this bulletin.
Positive balance in pool at end of current year	May deduct up to 10% of positive balance for purposes of computing income for year. Decrease pool by amount deducted.	May deduct up to 7% of positive balance for purposes of computing income for year. Decrease pool by amount deducted. See 9 of this bulletin.	May deduct up to 7% of positive balance for purposes of computing income for year. Decrease pool by amount deducted. See 9 of this bulletin.
Negative balance in pool at end of current year	Income inclusion occurs equal to full amount of negative balance. Increase pool by the income inclusion to bring balance back to nil.	Income inclusion is equal to the negative balance or the total net recapturable amount, whichever is less. There may also be a deemed taxable capital gain (which may be eligible for the capital gains deduction) equal to the remainder (if any) of the negative balance less an adjustment (which occurs if there were old system deductions). Increase pool by all these amounts (i.e., the income inclusion, the deemed taxable capital gain and the adjustment) to bring balance back to nil. See 12 and 13 of this bulletin.	Income inclusion is equal to the negative balance less an adjustment (which occurs if there were old system deductions). Increase pool by both amounts (i.e., the income inclusion and the adjustment) to bring balance back to nil. See 17 of this bulletin.

¹ For a determination of which taxpayers are included in the first category, see 11 of this bulletin.

² For a determination of which taxpayers are included in the second category, see 16 of this bulletin.

Annexe A

Comparaison de l'ancien et du nouveau système

	Traitement selon						
Opération ou inscrip- tion comptable	l'ancien système Tous les con- tribuables	le nouveau Contribuables de la première catégorie ^I	système Contribuables de la deuxième catégorie ²				
Solde du compte à la fin de l'année précédente en vertu de l'ancien système	Devient le solde d'ouverture du compte de l'année en cours.	Les 3/2 du solde deviennent le solde d'ouverture du compte de l'année en cours (année initiale dans le cadre du nouveau système). Voir le numéro 6 du présent bulletin.	Les 3/2 du solde devienent le solde d'ouverture du compte de l'année en cours (année initiale dans le cadre du nouveau système). Voir le numéro 6 du présent bul- letin.				
Solde du compte à la fin de l'année précédente dans le cadre du nouveau système	S/O	Devient le solde d'ouverture du compte de l'année en cours. Voir le numéro 6 du présent bulletin.	Devient le solde d'ouverture du compte de l'année en cours. Voir le numéro 6 du présent bulletin.				
DIA	Addition au compte de la moitié (1/2) de la DIA.	Addition au compte des 3/4 de la DIA. Voir le numéro 7 du présent bulletin.	Addition au compte des 3/4 de la DIA. Voir le numéro 7 du présent bulletin.				
Disposition de BIA	MIA soustrait du compte = 1/2 × (le produit payable au contribuable moins débours et dépenses).	MIA soustrait du compte = 3/4 × (la totalité du produit pour le contribuable moins débours et dépenses). Voir le numéro 8 du présent bulletin.	MIA soustrait du compte = 3/4 × (la totalité du produit pour le contribuable moins débours et dépenses). Voir le numéro 8 du présent bulletin.				
Solde positif au compte à la fin de l'année en cours	Soustraction possible d'au plus 10 pour 100 du solde positif dans le calcul du revenu pour l'année. Le montant déduit est soustrait du compte.	Déduction possible d'au plus 7 pour 100 du solde positif dans le calcul du revenu pour l'année. Le montant déduit est soustrait du compte. Voir le numéro 9 du présent bulletin.	Déduction possible d'au plus 7 pour 100 du solde positif dans le calcul du revenu pour l'année. Le montant déduit est soustrait du compte. Voir le numéro 9 du présent bulletin.				

Solde **négatif** au compte à la fin de l'année en cours

Inclusion du solde négatif au complet dans le calcul du revenu pour l'année. Le montant ajouté au revenu augmente le compte pour en ramener le solde à néant.

Inclusion du solde négatif dans le calcul du revenu pour l'année, mais seulement jusqu'à concurrence du montant global net récupérable. Il peut aussi y avoir un gain en capital imposable réputé (qui peut être admissible à la déduction pour gains en capital) égal au reste (s'il y a lieu) du solde négatif moins un rajustement (qui a lieu s'il y a des déductions en vertu de l'ancien système). Tous ces montants, soit l'inclusion au revenu, le gain en capital imposable réputé et le rajustement, sont ajoutés au compte pour en ramener le solde à néant. Voir les numéros 12 et 13 du présent bulletin.

Inclusion du solde négatif dans le calcul du revenu pour l'année moins un rajustement (qui a lieu s'il y a des déductions en vertu de l'ancien système). Ces deux montants, soit l'inclusion au revenu et le rajustement, sont ajoutés au compte pour en ramener le solde à néant. Voir le numéro 17 du présent bulletin.

- Pour déterminer quels sont les contribuables qui font partie de la première catégorie, veuillez consulter le numéro 11 de ce bulletin.
- Pour déterminer quels sont les contribuables qui font partie de la deuxième catégorie, veuillez consulter le numéro 16 de ce bulletin.

Schedule B

The Cumulative Eligible Capital Pool Example of Calculation under the New System

Assumptions:

- 1) The taxpayer is an individual whose business has a fiscal year end of December 31.
- 2) The balance in the pool at the end of the 1987 taxation year under the old system was \$100,000.
- 3) The total net amount of paragraph 20(1)(b) deductions less subsection 14(1) income inclusions under the old system was \$15,000.
- 4) The acquisitions and dispositions of EC property, resulting in EC expenditures and EC amounts, respectively, are as indicated below under the transactions for each year.
- 5) The EC property which is purchased in 1993 replaces the EC property sold in 1992. The taxpayer therefore makes a subsection 14(6) election when filing the 1993 return and requests that the EC amount for the 1992 sale be adjusted in accordance with that election.
- 6) The EC property which is purchased in 1994 for \$100,000 is from a non-arm's length vendor who incurs no selling expenses. The transaction results in a subsection 14(1) deemed taxable capital gain of \$60,000 to the vendor, which is fully sheltered from taxation in the vendor's hands by means of the section 110.6 capital gains deduction.

Transaction or Item			Reference	Increase	Decrease	Balance
1988 Taxation Year						
Opening balance: $\frac{3}{2} \times $100,000$ (see assumption 2)			14(5)(a)(iii)			\$150,000
EC expenditure for \$50,000: Add to pool ³ / ₄ of EC expenditure			14(5)(a)(i)	\$ 37,500		187,500
Deduct from pool paragraph 20(1)(b) deduction @ 7%			14(5)(a)(v)(A)		\$ 13,125	174,375
1989 Taxation Year						
Deduct from pool paragraph 20(1)(b) deduction @ 7%			14(5)(a)(v)(A)		12,206	162,169
1990 Taxation Year						
Sale of EC property: Sale proceeds Less selling expenses Base for the EC amount Deduct from pool EC amount = 3/4 of base		\$410,000 10,000 \$400,000	14(5)(a)(iv)		300,000	(137,831) ¹
Subsection 14(1) income inclusion, which is limited to total net recapturable amount: Old system (see assumption 3) New system: Previous paragraph 20(1)(b) deductions: 1988 1989	\$13,125 12,206 25,331	\$15,000				
Less previous income inclusions Income inclusion – add this amount	N/A	25,331				
back to the pool		\$ <u>40,331</u>	14(5)(a)(v)(C)	40,331 ²		

Annexe B

Compte cumulatif des immobilisations admissibles Exemple du calcul fait dans le cadre du nouveau système

Hypothèses:

- 1) Le contribuable est un particulier, et la fin de l'exercice financier de son entreprise est le 31 décembre.
- 2) Le solde de son compte à la fin de l'année d'imposition 1987 selon l'ancien système était de 100 000 \$.
- 3) Le total des déductions effectuées en vertu de l'alinéa 20(1)b) moins les sommes à inclure dans le revenu conformément au paragraphe 14(1) selon l'ancien système était de 15 000 \$.
- 4) Les acquisitions et les dispositions de BIA, donnant droit respectivement à des DIA et à des MIA, sont indiquées ci-dessous dans les opérations de l'année concernée.
- 5) Le BIA qui est acheté en 1993 remplace le BIA vendu en 1992. Le contribuable fait donc un choix en vertu du paragraphe 14(6) lorsqu'il soumet sa déclaration de 1993 et demande que le MIA pour la vente effective en 1992 soit rajusté en fonction du choix.
- 6) Le BIA qui est acheté en 1994 pour la somme de 100 000 \$ est acquis d'une personne avec laquelle le contribuable avait un lien de dépendance, et dont le vendeur n'a supporté aucun frais de vente. Comme conséquence de l'opération, le vendeur a réalisé un gain en capital imposable réputé de 60 000 \$, visé par le paragraphe 14(1), et, grâce à la déduction pour gains en capital permise à l'article 110.6, il n'a eu aucun impôt à payer sur le gain en capital réalisé.

Transaction ou inscription comptable			Renvoi	Ajout	Soustraction	Solde
Année d'imposition 1988						
Solde d'ouverture : $\frac{3}{2} \times 100\ 000\$ (voir hypothèse numéro 2)			14(5)a)(iii)			150 000 \$
DIA de 50 000 \$ Ajouter au compte de DIA 3/4 de ce montant			14(5)a)(i)	37 500 \$		187 500 \$
Déduire du compte la déduction de 7 % de l'alinéa 20(1)b)			14(5)a)(v)(A)		13 125 \$	174 375 \$
Année d'imposition 1989						
Déduire du compte la déduction de 7 % de l'alinéa 20(1)b)			14(5)a)(v)(A)		12 206 \$	162 169 \$
Année d'imposition 1990						
Vente d'un BIA : Produit de la vente Moins les frais de vente Base de calcul du MIA Déduire du compte le MIA		410 000 \$ <u>10 000</u> \$ <u>400 000</u> \$				
3/4 de la base de calcul			14(5)a)(iv)		300 000 \$	$(137 831 \$)^1$
Inclusion au revenu en vertu du paragraphe 14(1) est limité au montant global net récupérable : Ancien système (voir hypothèse						
numéro 3) Nouveau système Déductions antérieures selon		15 000 \$				
l'alinéa 20(1)b) 1988 1989	25 331 \$	13 125 \$ _12 206 \$				
Moins les inclusions au revenu antérieurs Ajouter au compte l'inclusion au revenu	S/O	25 331 \$ 40 331 \$	14(5)a)(v)(C)	40 331 \$	2	

Subsection 14(1) deemed taxable capital gain: Negative balance in the pool at the end of the year (see above) Less the sum of Current year's income inclusion (see above) ½ of the \$15,000 portion of the net recapturable amount that originates from the old system (see assumption 3) Deemed taxable capital gain – add this	\$40,331 _7,500	\$137,831 _47,831				
amount back to the pool Add back to pool ½ of the \$15,000 portion of the net recapturable amount that originates from the old system (see calculation of deemed taxable capital gain immediately above)		\$ <u>90,000</u>	14(5)(a)(ii) 14(5)(a)(iii.2)	90,000 ²		NIL ²
1991 Taxation Year						
EC expenditure for \$100,000: Add to pool 3/4 of EC expenditure			14(5)(a)(i)	75,000		75,000
Deduct from pool paragraph 20(1)(b) deduction @	7%		14(5)(a)(v)(A)		5,250	69,750
1992 Taxation Year						
Sale of EC property: Sale proceeds Less selling expenses Base for EC amount as otherwise determined Less amount excluded under subsection 14(6) election filed with the 1993 return (see assumption 5) Revised base for EC amount Deduct from pool EC amount = 3/4 of revised base)	\$210,000 10,000 200,000 200,000 \$_NIL_	14(5)(a)(iv)		NIL	69,750
Deduct from pool paragraph 20(1)(b) deduction @	7%		14(5)(a)(v)(A)		4,883	64,867
1993 Taxation Year						
Base for the EC amount = the \$200,000 excluded from base for EC amount for 1992 under subsection 14(6) election filed with this year's return (see assumption 5) Deduct from pool EC amount = ³ / ₄ of that base			14(5)(a)(iv)		150,000	(85,133)
EC expenditure for \$240,000 to replace EC property sold in 1992 (see assumption 5): Add to pool 3/4 of EC expenditure			14(5)(a)(i)	180,000		94,867
Deduct from pool paragraph 20(1)(b) deduction @ 7%			14(5)(a)(v)(A)		6,641	88,226

Gain en capital imposable réputé selon le paragraphe 14(1):						
Solde négatif du compte à la						
fin de l'année (voir ci-dessus)		137 831 \$				
Moins le total de						
l'inclusion au revenu de l'année en cours (voir ci-dessus)	40 331 \$					
½ de la fraction de 15 000 \$ du	40 331 3					
montant global récupérable qui						
provient de l'ancien système						
(voir hypothèse numéro 3) Ajouter au compte le gain en capital	<u>7 500</u> \$	<u>47 831</u> \$				
imposable réputé		90 000 \$	14(5)a)(ii)	90 000 \$ ²	2	
1/ 1 1 6 2 1			(- //(/	νο σσο φ		
Ajouter au compte ½ de la fraction de 15 000 \$ du montant global net						
récupérable qui provient de l'ancien						
système (voir le calcul du gain en						
capital imposable réputé ci-dessus)			14(5)a)(iii.2)	$7500\2	,	NÉANT ²
Année d'imposition 1991						
DIA de 100 000 \$			1.475	## 000 A		==
Ajouter au compte ¾ du DIA			14(5)a)(i)	75 000 \$		75 000 \$
Déduire du compte la déduction						
de 7 % de l'alinéa 20(1)b)			14(5)a)(v)(A)		5 250 \$	69 750 \$
Année d'imposition 1992						
Vente d'un BIA :						
Produit de la vente		210 000 \$				
Moins frais de vente		10 000 \$				
Base de calcul du MIA autrement déterminé		200 000 \$				
Moins le montant exclu en vertu du choix permis par le paragraphe 14(6)						
soumis avec la déclaration 1993 (voir						
hypothèse numéro 5)		200 000 \$				
Base de calcul révisé du MIA Déduire du compte le MIA = ³ / ₄ de la base		NÉANT				
de calcul révisé			14(5)a)(iv)		NÉANT	69 750 \$
Déduire du compte la déduction					4.002.0	64.067.A
de 7 % de l'alinéa 20(1)b)			14(5)a)(v)(A)		4 883 \$	64 867 \$
Année d'imposition 1993						
Base de calcul du MIA = le montant de						
200 000 \$ exclu de la base de calcul du						
MIA pour 1992, en vertu du choix permis par le paragraphe 14(6) soumis avec la						
déclaration de l'année (voir hypothèse						
numéro 5)						
Déduire du compte le MIA = $\frac{3}{4}$ de la base			14(5)a)(iv)		150 000 \$	(85 133 \$)
de calcul			2,(0,0)(1,)			
DIA de 240 000 \$ (pour remplacer un BIA						
vendu en 1992) (voir hypothèse numéro 5)			14(5)a)(i)	180 000 \$		94 867 \$
Ajouter au compte ³ / ₄ de DIA			3 (4)-7(-7			
Déduire du compte la déduction			14(5)a)(v)(A)		6 641 \$	88 226 \$
de 7 % de l'alinéa 20(1)b)			14(J)a)(V)(A)		00114	υυ = 20 φ

1994 Taxation Year

Purchase of EC property for \$100,000 – subsection 14(3) calculation of EC expenditure (see assumption 6): Vendor's EC amount Less vendor's capital gains deduction Difference Purchaser's EC expenditure = 4/3 of difference Add to pool 3/4 of purchaser's EC expenditure	\$75,000 60,000 \$ <u>15,000</u> \$ <u>20,000</u>	14(5)(a)(i)	15,000		103,226
Deduct from pool paragraph 20(1)(b) deduction @ 7%		14(5)(a)(v)(A)		7,226	96,000

- This is the negative balance at the end of the 1990 taxation year.
- The three "add backs" bring the pool balance from \$(137,831) back to nil.

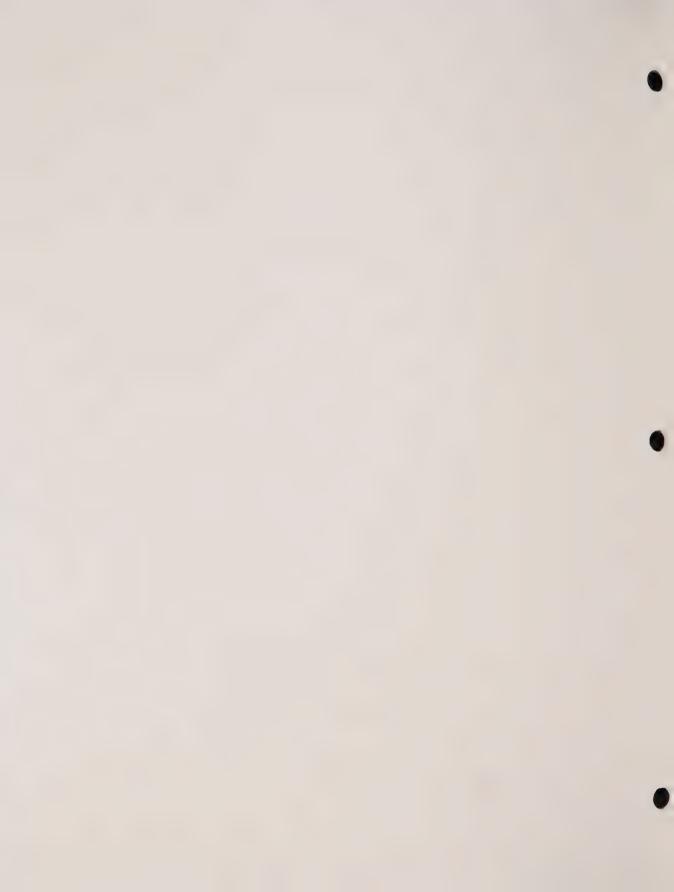
Année d'imposition 1994

Achat d'un BIA de 100 000 \$ - calcul de la DIA selon le paragraphe 14(3) (voir hypothèse numéro 6): MIA pour le vendeur 75 000 \$ Moins la déduction pour gains en capital du vendeur 60 000 \$ 15 000 \$ Différence 20 000 \$ DIA pour l'acheteur = $\frac{4}{3}$ de la différence Ajouter au compte ³/₄ du DIA pour l'acheteur 15 000 \$ 103 226 \$ 14(5)a)(i) Déduire du compte la déduction de 7 % de l'alinéa 20(1)b) 96 000 \$ 14(5)a)(v)(A) 7 226 \$

- 1 Ce montant est le solde négatif à la fin de l'année d'imposition 1990.
- 2 Ces trois additions font en sorte de ramener le solde négatif de 137 831 \$ à néant.







MINISTÈRE DU REVENU NATIONAL, IMPÔT

RILLE INTERPRETATION

N'INTERPRÉTATION

Publication.

SUBJECT:

INCOME TAX ACT Registered Retirement Savings Plans

OBJET:

LOI DE L'IMPÔT SUR LE REVENU Régimes enregistrés d'épargne-retraite

SERIAL NO: REFERENCE: IT-124R2

December 15, 1975

Section 146 (also paragraphs 60(i), (j) and

(1) of the Act, and section 40 of the Income

Tax Application Rules, 1971 (ITAR)

Nº DE SÉRIE: le 15 décembre 1975 IT-124R2 RENVOI:

Article 146 (aussi les alinéas 60i),j) et l) de la Loi et l'article 40 des Règles de 1971 concernant

l'application de l'impôt sur le revenu (RAIR))

UNIVERSITE Le présent bulletin annule et remplace le Bulletin d'interprétation This bulletin replaces and cancels Interpretation Bulletin II 124R dated February 10, 1975

- Payments that may be made under a registered retirement savings plan and are deductible in computing income, within limits, are those in respect of
 - (a) current year's premiums (subsection 146(5));
 - (b) the transfer of pension benefits and retiring allowances received (paragraph 60(j)), and
 - (c) the transfer of a refund of premiums under a registered retirement savings plan under conditions specified in paragraph 60(1).
- 2. Where an individual borrows the money with which to pay premiums under a registered retirement savings plan, it is considered that the interest on the loan is paid on money borrowed for the purpose of earning income from property and that it is deductible pursuant to paragraph 20(1)(c).

Current Year's Premiums

- 3. Paragraph 60(i) of the Act authorizes the deduction of the current year's premium. The general rule for determining the maximum amount deductible is found in subsection 146(5).
- 4. The deduction applies to a taxpayer who is an individual other than a trust and who is, or becomes within 60 days after the end of the taxation year, an annuitant under a registered retirement savings plan. The limits in subsection 146(5) apply to the amount of any premium paid under the plan during the taxation year or within 60 days after the end of the taxation year by the individual, to the extent that the premium was not deductible in computing his income for a previous taxation year.
- 5. Subject to paragraph 6, the maximum amount that may be claimed by an individual as a premium paid under a registered retirement savings plan is the lesser of \$4,000 and 20 per cent of his earned income for the taxation year, minus any amount which is deductible in computing his income for that year by virtue of subsection 146(6) (that subsection refers to deductions when the trust governed by the plan has disposed of a non-qualified investment).

Movennant certaines restrictions, il est possible de verser à un régime enregistré d'épargne-retraite et de déduire du revenu les paiements suivants:

- a) les primes de l'année courante (paragraphe 146(5)),
- b) le transfert d'une pension de retraite et d'une allocation de départ à la retraite touchée par le bénéficiaire (alinéa 60j)) et,
- c) suivant les conditions exposées à l'alinéa 60l), le transfert d'un remboursement de primes effectué en vertu d'un régime enregistré d'épargne-retraite.
- 2. Lorsqu'un particulier emprunte l'argent devant servir à acquitter la prime exigible en vertu d'un régime enregistré d'épargne-retraite, l'intérêt est considéré être versé sur de l'argent emprunté en vue de tirer un revenu d'un bien et il est déductible aux termes de l'alinéa 20(1)c).

Primes de l'année courante

no II-124R du 10 février 1975.

- 3. L'alinéa 60i) de la Loi autorise la déduction des primes de l'année courante et le paragraphe 146(5) expose la règle générale à suivre pour l'établissement du montant maximal déductible.
- 4. Tout contribuable autre qu'une fiducie qui est titulaire d'une rente en vertu d'un régime enregistré d'épargne-retraite, ou qui le devient dans les 60 jours suivant la fin de l'année d'imposition, peut se prévaloir de cette déduction. Les limites prévues au paragraphe 146(5) s'appliquent à toute prime que le particulier a versée en vertu du régime au cours de l'année d'imposition ou dans les 60 jours suivant la fin de l'année d'imposition, dans la mesure où cette prime n'était pas déductible lors du calcul de son revenu pour une année d'imposition précédente.
- 5. Sous réserve du numéro 6, le montant maximal qu'un particulier peut réclamer comme prime versée en vertu d'un régime enregistré d'épargne-retraite est égal au moins élevé des deux montants suivants: \$4,000 ou 20 pour cent de son revenu gagné au cours de l'année d'imposition, moins tout montant qu'il peut déduire lors du calcul de son revenu pour l'année, en vertu du paragraphe 146(6) (ce paragraphe traite des déductions opérées lorsque la fiducie régie par le régime a disposé d'un placement non admissible).

PUBLISHED UNDER THE AUTHORITY OF THE DEPUTY PUBLIÉ AVEC L'AUTORISATION DU SOUS-MINISTRE MINISTER OF NATIONAL REVENUE FOR TAXATION DU REVENU NATIONAL POUR L'IMPÔT

2 IT-124R2

- 6. If the Ways and Means Motions introduced June 23, 1975, become law, for premiums paid after June 23, 1975, where the individual is an employee and belongs to a registered pension fund or plan into which contributions have or will be made or amounts have or will be credited in respect of the individual's employment in that year by a person other than the individual, the maximum amount that he may claim as a premium paid under a registered retirement savings plan, whether or not his employer is subject to tax, is:
 - (a) the lesser of \$2,500 and 20 per cent of his earned income MINUS his contributions to a registered pension fund or plan in respect of both current and past service that he may deduct under paragraph 8(1)(m) in the year, and also minus
 - (b) any amount which is deductible by virtue of subsection 146(6) in computing his income for the year.
- 7. Where the individual is an employee and belongs to a registered pension fund or plan into which no other person has contributed or will contribute in respect of that taxation year the limits described in paragraph 5 above will apply. Thus, for example, where contributions made on behalf of the taxpayer to a plan are limited to the first 35 years of service or some other fixed period, that taxpayer will be able to contribute, within the limits in paragraph 5, to a registered retirement savings plan for taxation years after that fixed period.
- 8. A premium payment made within 60 days after the end of a particular taxation year is ordinarily deducted in that year. Where the sum of that payment and other payments applicable to the particular year exceeds the amount deductible in that year, the lesser of that excess and the payment made in the 60-day period may be deducted, within the usual limits, in the year in which the payment was made. The main concern, of course, is that a payment or part of it is not claimed twice.
- 9. In computing the taxable income of an individual resident in Canada part of a year pursuant to section 114, the taxation year for purposes of subsection 146(5) is the calendar year. Therefore the individual may contribute to a registered retirement savings plan within 60 days after the end of the calendar year in which he left Canada. Further, "earned income" includes only amounts included in his income while resident, employed or carrying on business in Canada.
- 10. To the extent that a retroactive pay increase of an employee represents an increase in pay for previous years and is subject to deductions under a registered pension fund or plan, the amount of such deductions that is in respect of services rendered by him previous to the year and while he was a contributor is deductible under subparagraph 8(1)(m)(iii) rather than 8(1)(m)(i). Thus that amount does not reduce the maximum premium discussed in paragraph 6 above.

- 6. Si la motion des voies et moyens du 23 juin 1975 acquiert force de loi, pour les primes versées après le 23 juin 1975 lorsque le particulier est un employé et adhère à une caisse ou un régime enregistré de pensions auxquels une personne autre que le particulier a versé ou versera des cotisations ou a crédité ou créditera des sommes à l'égard de l'emploi du particulier au cours de cette année, le montant maximal qu'il peut réclamer comme prime versée à un régime enregistré d'épargne-retraite, que son employeur soit ou non imposable, est égal:
 - a) au moins élevé des montants suivants: \$2,500 ou 20 pour cent de son revenu gagné, MOINS la partie des cotisations qu'il a versée à une caisse ou à un régime enregistré de pensions pour ses services courants et antérieurs et qu'il peut déduire dans l'année en vertu de l'alinéa 8(1)m), moins
 - b) tout montant déductible aux termes du paragraphe 146(6) lors du calcul de son revenu pour l'année.
- 7. Lorsque le particulier est un employé adhérant à une caisse ou un régime enregistré de pensions auquel aucune autre personne n'a versé ou ne versera de cotisations, les restrictions exposées au numéro 5 ci-dessus sont applicables. Ainsi, lorsque les contributions versées à un régime au nom du contribuable sont restreintes aux 35 premières années de service ou toute autre période déterminée, cette personne peut contribuer dans les limites exposées au numéro 5 à un régime enregistré d'épargneretraite pour les années d'imposition qui font suite à la période déterminée.
- 8. Une prime versée dans les 60 jours suivant la fin d'une année d'imposition est habituellement déduite au cours de ladite année. Lorsque le total de ce paiement et d'autres paiements effectués dans l'année excède le montant déductible pour l'année, compte tenu des restrictions habituelles, le moins élevé de cet excédent et du paiement fait dans la période de 60 jours peut être déduit pour l'année du versement. Il va de soi que le but principal est d'éviter qu'un paiement, en totalité ou en partie, ne soit déduit deux fois.
- 9. Dans le calcul, selon l'article 114, du revenu imposable d'un particulier qui réside au Canada une partie de l'année seulement, aux fins du paragraphe 146(5) l'année d'imposition correspond à l'année civile. C'est pourquoi un particulier peut verser des cotisations à un régime enregistré d'épargne-retraite dans les 60 jours suivant la fin de l'année civile au cours de laquelle il a quitté le Canada. De plus, l'expression "revenu gagné" ne comprend que les sommes incluses dans son revenu alors qu'il résidait, travaillait ou exploitait une entreprise au Canada.
- 10. Dans la mesure ou une augmentation rétroactive de salaire constitue une augmentation du salaire de l'employé pour les années précédentes et est assujettie aux déductions d'une caisse ou d'un régime enregistré de pensions, la fraction de telles déductions qui est attribuable à des services qu'il a rendus antérieurement à ladite année, alors qu'il versait des primes, est déductible en vertu du sous-alinéa 8(1)m)(iii) au lieu du sous-alinéa 8(1)m)i). Ainsi, ce montant ne sert pas à réduire le montant maximal de la prime dont il a été question au numéro 6 ci-dessus.

IT-124R2

3

Transfers Pursuant to Paragraph 60(i)

11. Lump sum or periodic payments included in computing the income of a taxpayer that are superannuation or pension benefits, retiring allowances payments out of a Registered Home Ownership Savings Plan, or payments out of a deferred profit sharing plan (but not a revoked plan) qualify for transfer to a registered retirement savings plan (or a registered pension fund or plan) pursuant to paragraph 60(j). Deferred pay received in the 1974 or subsequent taxation year by a retiring member of the Canadian Armed Forces also qualifies. Paragraph 60(j) allows the individual to deduct, in computing income, the payments made to a registered retirement savings plan up to the amount included in income. It is important to note that the individual has 60 days from the end of the year in which to make payments to the plan, but the deduction must be made in the year in which the lump sum or periodic payments were received. To the extent that amounts received out of a deferred profit sharing plan (but not a revoked plan) are not transferred under paragraph 60(j), they may qualify under paragraph 60(k) for transfer to another deferred profit sharing plan.

Refund of Premiums Pursuant to Paragraph 60(1)

12. Where the spouse of a deceased annuitant under a registered retirement savings plan receives a refund of premiums as defined in paragraph 146(1)(h) to be included in computing income pursuant to subsection 146(8), a deduction under paragraph 60(1) may be made by the spouse in respect of premiums paid into his or her registered retirement savings plan during the year or within 60 days after the end of the year and not deductible in the immediately preceding year. The deduction under paragraph 60(1) for premiums paid to the spouse's plan cannot exceed the amount received as a refund of premiums from the deceased's plan. Subsection 146(8.1) provides that where a testamentary trust receives a refund of premiums that is allocated to a particular beneficiary who is the spouse of the deceased, the beneficiary may take advantage of paragraph 60(1).

Transfer of Funds

13. Subsection 146(16) allows funds to be transferred from one registered retirement savings plan which has been revised or amended with the approval of the Minister to another such plan (or to a registered pension fund or plan). Any amount so transferred is not included in, nor deducted from, income.

Averaging Election

14. In considering whether eligible payments received in the year should be transferred under paragraph 60(j), the individual should keep in mind that such payments may qualify for the averaging provision of section 40 of the

Transferts aux termes de l'alinéa 60j)

11. Les paiements forfaitaires ou périodiques inclus dans le calcul du revenu du contribuable et constituant des prestations de pension ou de pension de retraite, des allocations de retraite des paiements d'un régime enregistré d'épargne-logement, ou des paiements d'un régime de participation différée aux bénéfices (et non d'un régime dont l'enregistrement a été annulé) peuvent être transférés à un régime enregistré d'épargne-retraite (ou à une caisse ou un régime enregistré de pensions) en vertu de l'alinéa 60j). Il est aussi possible de transférer le traitement différé que reçoit en 1974, ou au cours d'une année d'imposition subséquente, un retraité des Forces armées canadiennes. L'alinéa 60j) permet à un particulier de déduire de son revenu les paiements faits à un régime enregistré d'épargne-retraite, dans la mesure où ils étaient inclus dans ledit revenu. Il importe de souligner qu'un particulier bénéficie de 60 jours après la fin de l'année pour faire des paiements au régime, mais que la déduction doit être réclamée pour l'année où il recoit les paiements forfaitaires ou périodiques. Dans la mesure où les montants provenant d'un régime de participation différée aux bénéfices (mais non d'un régime dont l'enregistrement a été annulé) n'ont pas été transférés en vertu de l'alinéa 60j), il est possible qu'en vertu de l'alinéa 60k) ils soient transférables à un autre régime de participation différé aux bénéfices.

Remboursement de primes en vertu de l'alinéa 60l)

12. Dans le cas où le conjoint d'un rentier décédé reçoit, comme il est exposé à l'alinéa 146(1)h), un remboursement de primes à inclure dans son revenu aux termes du paragraphe 146(8), l'alinéa 601) permet au conjoint de déduire les primes versées à son propre régime enregistré d'épargne-retraite pendant l'année ou dans les 60 jours de la fin de l'année, si elles n'étaient pas déductibles l'année précédente. La déduction prévue à l'alinéa 601) à l'égard des primes versées au régime du conjoint ne peuvent excéder le remboursement de primes provenant du régime du bénéficiaire décédé. Le paragraphe 146(8.1) précise que lorsqu'une fiducie testamentaire reçoit un remboursement de primes attribué à un bénéficiaire donné, en l'occurrence le conjoint de la personne décédée, ce dernier peut se prévaloir des dispositions de l'alinéa 601).

Transfert de fonds

13. En vertu du paragraphe 146(16) et avec l'assentiment du Ministère, les fonds d'un régime enregistré d'épargne-retraite ayant fait l'objet d'une révision ou d'une modification sont transférables à un autre régime semblable (ou à une caisse ou un régime enregistré de pensions). Les montants transférés ne doivent pas être inclus dans le revenu ni en être déduits.

Choix d'établir la moyenne

14. Le contribuable, lorsqu'il établit s'il doit se prévaloir ou non de l'alinéa 60j) et transférer les paiements admissibles reçus, ne doit pas oublier qu'il est possible que ces paiements soient admissibles à l'établissement de la moyenne générale suivant

4

ITAR. After 1973, the only qualifying payments are certain single payments out of or pursuant to superannuation or pension funds or plans or deferred profit sharing plans on death, withdrawal or retirement of the employee or on winding-up or amendment of a superannuation or pension fund or plan, but the amount that may be averaged is limited to that which would have been received had the taxpayer withdrawn from the plan on January 1, 1972. For a complete definition of such payments, and certain other limitations on the amount that may be averaged, refer to section 40 of the ITAR. Subsection 40(3) thereof prohibits the application of the averaging provision to otherwise qualifying payments to the extent that a deduction is claimed under either paragraph 60(j) or 60(k) (as dealt with in paragraph 11 above) in computing the income of the person receiving them. (See also Information Circular No. 74-21).

Premium paid under a Spouse's Registered Retirement Savings Plan

- 15. For the 1974 and subsequent taxation years a taxpayer may deduct premiums paid by him during the taxation year or within 60 days after the end of the taxation year under a plan of which the taxpayer's spouse is the annuitant. The maximum amount that may be claimed is the taxpayer's current contribution limit pursuant to subsection 146(5), minus all contributions made to the taxpayer's own registered retirement savings plan in the year or within 60 days after the end of the year, also minus any amount which is deductible by virtue of subsection 146(6).
- 16. Form T2097 is available at any District Taxation Office to assist taxpayers in computing amounts that may be deducted in computing income for payments made to registered retirement savings plans as described in paragraph 1.

l'article 40 des RAIR. Après 1973, les seuls paiements admissibles sont les paiements uniques provenant de caisses ou de régimes de pensions de retraite ou de pensions ou d'un régime de participation différée aux bénéfices lors du décès, de la démission ou de la retraite de l'employé, ou lors de la liquidation ou de la modification d'une caisse ou d'un régime enregistré de pensions. Toutefois, le montant pouvant faire l'objet de l'établissement de la moyenne générale ne peut excéder le montant qu'aurait reçu le contribuable s'il s'était retiré du régime le 1er janvier 1972. L'article 40 des RAIR donne une définition plus complète de ces paiements et mentionne d'autres restrictions applicables au montant visé par l'établissement de la moyenne générale. Le paragraphe 40(3) des RAIR précise que des paiements par ailleurs admissibles ne peuvent faire l'objet de l'établissement de la moyenne générale dans la mesure où la personne qui les reçoit demande une déduction en vertu de l'alinéa 60j) ou 60k) (comme il est dit au numéro 11 ci-dessus) dans le calcul de son revenu. (Voir aussi la Circulaire d'information no 74-21.)

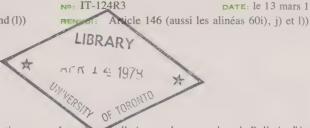
Prime versée au titre du régime enregistré d'épargne-retraite du conjoint

- 15. En 1974 et au cours des années d'imposition subséquentes un contribuable peut déduire les primes qu'il a versées pour l'année d'imposition ou dans les 60 jours suivant la fin de l'année d'imposition, à un régime dont son conjoint est le bénéficiaire. Le montant maximal réclamable est égal au plafond de la cotisation du contribuable en vertu du paragraphe 146(5), moins toutes cotisations qu'il a versées à son propre régime enregistré d'épargne-retraite pour l'année ou dans les 60 jours suivant la fin de l'année et moins tout montant déductible aux termes du paragraphe 146(6).
- 16. Les contribuables peuvent se procurer dans tout bureau de district d'impôt la formule T2097 qui les aidera à établir les montants déductibles lors du calcul du revenu, dans le cas des paiements versés à des régimes enregistrés d'épargne-retraite comme il est exposé au numéro 1.

DATE: le 13 mars 1978

SUBJECT: INCOME TAX ACT Registered Retirement Savings Plans OBJET: LOI DE L'IMPÔT SUR LE REVENU Régimes enregistrés d'épargne-retraite

NO: IT-124R3 DATE: March 13, 1978 REFERENCE: Section 146 (also paragraphs 60(i), (j) and (l))



This bulletin replaces and cancels Interpretation Bulletin IT-124R2 dated December 15, 1975. Changes and additions are indicated by a vertical line in the margin.

- Payments that may be made under a registered retirement savings plan and are deductible in computing income, within limits, are those in respect of
 - (a) current year's premiums or payments (subsection 146(5) or (5.1));
 - (b) the transfer of certain amounts received such as pension benefits and retiring allowances (paragraph
 - (c) the transfer of a refund of premiums under a registered retirement savings plan under conditions specified in paragraph 60(1).
- 2. Where an individual borrows the money with which to pay premiums under his registered retirement savings plan, it is considered that the interest on the loan is paid on money borrowed for the purpose of earning income from property and that it is deductible pursuant to paragraph 20(1)(c). Similarly, reasonable administration fees paid by an annuitant directly to a trustee in respect of a selfdirected plan are deductible under paragraph 18(1)(a) as being laid out to produce income from property.

Current Year's Premiums or Payments

- 3. Paragraph 60(i) of the Act authorizes the deduction of the current year's premiums or payments. The general rule for determining the maximum amount deductible is found in subsection 146(5), while subsection 146(5.1) provides for a deduction in respect of payments made by the taxpayer to or under a spousal registered retirement savings plan.
- 4. The deduction under subsection 146(5) applies to a taxpayer who is an individual other than a trust and who is, or becomes within 60 days after the end of the taxation year, an annuitant under a registered retirement savings plan. The limits in subsection 146(5) apply to the amount of any premium paid under the plan during the taxation year or within 60 days after the end of the taxation year by the individual, to the extent that the premium was not deducted in computing his income for a previous taxation year.

Le présent bulletin annule et remplace le Bulletin d'interprétation IT-124R2 du 15 décembre 1975. Les modifications et les ajoutes sont indiqués par une ligne verticale dans la marge.

- Moyennant certaines restrictions, il est possible de verser à un régime enregistré d'épargne-retraite et de déduire du revenu les paiements suivants:
 - a) les primes ou les paiements de l'année courante (paragraphes 146(5) ou 146(5.1)),
 - b) le transfert de certaines sommes reçues, par exemple une pension de retraite et une allocation de départ à la retraite (alinéa 60j)) et,
 - c) suivant les conditions exposées à l'alinéa 60(1), le transfert d'un remboursement de primes effectué en vertu d'un régime enregistré d'épargne-retraite.
- 2. Lorsqu'un particulier emprunte de l'argent pour acquitter la prime exigible en vertu d'un régime enregistré d'épargne-retraite, l'intérêt est considéré être versé sur de l'argent emprunté en vue de tirer un revenu d'un bien et il est déductible aux termes de l'alinéa 20(1)c). De la même façon des frais d'administration raisonnables payés directement par le bénéficiaire d'une rente à un fiduciaire à l'égard d'un régime autodéterminé sont déductibles en vertu de l'alinéa 18(1)a) à titre de frais engagés pour produire un revenu d'un bien.

Primes et paiements de l'année courante

- 3. L'alinéa 60i) de la Loi autorise la déduction des primes et des paiements de l'année courante. La règle générale à suivre pour déterminer le montant maximal déductible est exposée au paragraphe 146(5), l'alinéa 146(5.1) prévoyant de son côté une déduction à l'égard des paiements faits par le contribuable à un régime enregistré d'épargne-retraite souscrit par son conjoint ou en vertu d'un tel régime.
- Suivant le paragraphe 146(5), tout contribuable autre qu'une fiducie qui est bénéficiaire d'une rente en vertu d'un régime enregistré d'épargne-retraite, ou qui le devient dans les 60 jours suivant la fin de l'année d'imposition, peut se prévaloir de cette déduction. Les limites prévues au paragraphe 146(5) s'appliquent à toute prime que le particulier a versée en vertu du régime au cours de l'année d'imposition ou dans les 60 jours suivant la fin de l'année d'imposition, dans la mesure où cette prime n'a pas été déduite lors du calcul de son revenu pour une année d'imposition précédente.

IT-124R3

- 5. Subject to 6 below, the maximum amount that may be claimed by an individual as a premium paid under a registered retirement savings plan is the lesser of \$5,500 and 20 per cent of his "earned income" for the taxation year, minus any amount which is deductible in computing his income for that year by virtue of subsection 146(6) (that subsection refers to deductions when the trust governed by the plan has disposed of a non-qualified investment). "Earned income" is defined by paragraph 146(1)(c). (Refer to 20 below).
- 6. Pursuant to paragraph 146(5)(a), where the individual is an employee and belongs or may belong to a pension fund or plan into which contributions have been or will be made or amounts have been or will be credited in respect of the individual's employment in that year, by a person other than the individual, the maximum amount that may be claimed as a premium paid under a registered retirement savings plan, whether or not the employer is subject to tax, is:
 - (a) the lesser of \$3,500 and 20 per cent of his "earned income" MINUS his contributions to a registered pension fund or plan in respect of both current and past service that he may deduct under paragraph 8(1)(m) in the year (including any amount under subsection 8(8) which increases the amount deductible under paragraph 8(1)(m)), and also minus
 - (b) any amount which is deductible by virtue of subsection 146(6) in computing his income for the year.
- 7. According to subsection 146(5.2), the term "pension fund or plan" in 6 above does not include the Canada Pension Plan, the Quebec Pension Plan or any similar plan of a country other than Canada.
- 8. Where the individual is an employee and belongs to a pension fund or plan into which no other person has contributed or will contribute in respect of the individual's employment in that taxation year, the limits described in 5 above will apply. Thus, for example, where contributions made on behalf of the taxpayer to a plan are limited in their application to the first 35 years of service or some other fixed period, that taxpayer will be able to contribute, within the limits in 5 above, to a registered retirement savings plan for taxation years subsequent to that fixed period, even where further contributions or credits are made into the fund or plan on his behalf in these subsequent years in respect of the taxpayer's fixed period of service.
- 9. A premium payment made within 60 days after the end of a particular taxation year may be deducted in that year. Where the sum of that payment and other payments applicable to the particular year exceeds the amount deducted in that year, the lesser of that excess and the payment made in the 60-day period may be deducted, within the usual limits, in the year in which the payment was made. The main concern, of course, is that a payment or part of it is not claimed twice, and in no circumstances

- 5. Sous réserve du numéro 6 ci-dessous, le montant maximal qu'un particulier peut réclamer comme prime versée en vertu d'un régime enregistré d'épargne-retraite est égal au moins élevé des deux montants suivants: soit \$5,500, soit 20% de son «revenu gagné» au cours de l'année d'imposition, moins tout montant qu'il peut déduire lors du calcul de son revenu pour l'année, en vertu du paragraphe 146(6) (ce paragraphe traite des déductions opérées lorsque la fiducie régie par le régime a disposé d'un placement non admissible). L'expression «revenu gagné» est définie à l'alinéa 146(1)c). (Voir le numéro 20 ci-dessous).
- 6. Aux termes de l'alinéa 146(5)a), lorsque le particulier est un employé et adhère ou peut adhérer à une caisse ou à un régime de pensions auquel une personne autre que le particulier a versé ou versera des cotisations ou a crédité ou créditera des sommes à l'égard de l'emploi du particulier au cours de cette année, le montant maximal qu'il peut réclamer comme prime versée à un régime enregistré d'épargne-retraite, que son employeur soit ou non imposable, est égal:
 - a) au moins élevé des montants suivants: soit \$3,500, soit 20% de son «revenu gagné», MOINS la partie des cotisations qu'il a versée à une caisse ou à un régime enregistré de pensions pour ses services courants et antérieurs et qu'il peut déduire dans l'année en vertu de l'alinéa 8(1)m) (y compris tout montant visé par le paragraphe 8(8) qui augmente le montant déductible en vertu de l'alinéa 8(1)m)), et moins
 - b) tout montant déductible aux termes du paragraphe 146(6) lors du calcul de son revenu pour l'année.
- 7. Suivant le paragraphe 146(5.2), l'expression «caisse ou régime de pension» du numéro 6 ci-dessus ne comprend pas le Régime de pensions du Canada, le Régime de rentes du Québec ou tout régime semblable d'un pays étranger.
- 8. Lorsque le particulier est un employé adhérant à une caisse ou un régime de pensions auquel aucune autre personne n'a versé ou ne versera de cotisations, à l'égard de l'emploi du particulier au cours de cette année d'imposition, les restrictions exposées au numéro 5 ci-dessus s'appliquent. Ainsi, lorsque les contributions versées à un régime au nom du contribuable sont restreintes dans leur application aux 35 premières années de service ou à toute autre période déterminée, cette personne peut contribuer, dans les limites exposées au numéro 5 ci-dessus, à un régime enregistré d'épargne-retraite pour les années d'imposition qui font suite à la période déterminée, même si d'autres contributions ou crédits sont versés en son nom à la caisse ou au régime au cours de ces dernières années à l'égard de la période déterminée de service du contribuable.
- 9. Une prime versée dans les 60 jours suivant la fin d'une année d'imposition peut être déduite au cours de ladite année. Lorsque le total de ce paiement et d'autres paiements effectués dans l'année excède le montant déduit pour l'année, compte tenu des restrictions habituelles, le moins élevé de cet excédent ou du paiement fait dans la période de 60 jours peut être déduit pour l'année du versement. Le but principal, bien entendu, est d'éviter qu'un paiement, en totalité ou en partie, ne soit déduit deux fois; par ailleurs un paiement fait au cours d'une année

is a payment made in a particular taxation year deductible in a subsequent taxation year.

10. In computing the taxable income of an individual resident in Canada part of a year pursuant to section 114, the taxation year for purposes of subsection 146(5) is the calendar year. Therefore the individual may contribute to a registered retirement savings plan within 60 days after the end of the calendar year in which he left Canada. Further, "earned income" as defined in paragraph 146(1)(c) includes only amounts of world "earned income" while resident, and Canadian source "earned income" while non-resident.

Amounts Paid to or Under a Spouse's Registered Retirement Savings Plan

11. A taxpayer may deduct amounts paid by him during the taxation year or within 60 days after the end of the taxation year to or under a plan of which the taxpayer's spouse is the annuitant. The maximum amount that may be claimed by the taxpayer under subsection 146(5.1) is his current contribution limit pursuant to paragraph 146(5)(a) or (b), minus all premiums paid under the taxpayer's registered retirement savings plan that were deducted by him under subsection 146(5) and also minus any amount which is deductible by virtue of subsection 146(6). Interpretation Bulletin IT-307 contains further comments with respect to spousal registered retirement savings plans.

Transfers Pursuant to Paragraph 60(j)

12. Lump sum or periodic payments included in computing the income of a taxpayer that are superannuation or pension benefits, retiring allowances, payments out of registered home ownership savings plans (after March 31, 1977 such payments are excluded) or payments out of a deferred profit sharing plan (but not a revoked plan) qualify for transfer to a registered retirement savings plan (or a registered pension fund or plan) pursuant to paragraph 60(j). Deferred pay received in the 1974 or subsequent taxation year by a retiring member of the Canadian Armed Forces also qualifies. Paragraph 60(j) allows the individual to deduct, in computing income, the payments made to a registered retirement savings plan up to the amount included in income. It is important to note that the individual has 60 days from the end of the year in which to make payments to the plan, but the deduction must be made in the year in which the lump sum or periodic payments were received. To the extent that amounts received out of a deferred profit sharing plan (but not a revoked plan) are not transferred under paragraph 60(j), they may qualify under paragraph 60(k) for transfer to another deferred profit sharing plan.

Refund of Premiums Pursuant to Paragraph 60(1)

13. Where the spouse of a deceased annuitant under a registered retirement savings plan receives a "refund of premiums" as defined in paragraph 146(1)(h) to be ind'imposition donnée ne peut en aucun cas être déductible pendant l'année d'imposition suivante.

10. Dans le calcul, selon l'article 114, du revenu imposable d'un particulier qui réside au Canada une partie de l'année seulement, aux fins du paragraphe 146(5), l'année d'imposition correspond à l'année civile. C'est pourquoi un particulier peut verser des cotisations à un régime enregistré d'épargne-retraite dans les 60 jours suivant la fin de l'année civile au cours de laquelle il a quitté le Canada. De plus, le «revenu gagné» défini à l'alinéa 146(1)c) ne comprend que le «revenu gagné» de toutes provenances alors qu'il était résident, et le «revenu gagné» de source canadienne alors qu'il était non-résident.

Sommes versées au régime enregistré d'épargne-retraite du conjoint ou en vertu d'un tel régime

11. Un contribuable peut déduire les sommes qu'il a versées au cours de l'année d'imposition, ou dans les 60 jours suivant la fin de l'année d'imposition, à un régime ou en vertu d'un régime dont son conjoint est le bénéficiaire. Aux termes du paragraphe 146(5.1), le montant maximal déductible est égal au plafond de la cotisation du contribuable en vertu des alinéas 146(5)a) ou b), moins toutes les primes que le contribuable a versées en vertu de son propre régime enregistré d'épargne-retraite et qu'il a déduites en vertu du paragraphe 146(5), moins tout montant déductible aux termes du paragraphe 146(6). Le Bulletin d'interprétation IT-307 présente d'autres commentaires sur les régimes enregistrés d'épargne-retraite des conjoints.

Transferts aux termes de l'alinéa 60j)

12. Les paiements forfaitaires ou périodiques inclus dans le calcul du revenu du contribuable et constituant des prestations de retraite ou de pension de retraite, des allocations de départ à la retraite, des paiements d'un régime enregistré d'épargne-logement (depuis le 31 mars 1977, ces derniers paiements sont exclus) ou des paiements d'un régime de participation différée aux bénéfices (mais non d'un régime dont l'enregistrement a été annulé) peuvent être transférés à un régime enregistré d'épargne-retraite (ou à une caisse ou un régime enregistré de pensions) en vertu de l'alinéa 60j). Il est aussi possible de transférer le traitement différé que reçoit en 1974, ou au cours d'une année d'imposition subséquente, un retraité des Forces armées canadiennes. L'alinéa 60j) permet à un particulier de déduire, lors du calcul de son revenu, les paiements faits à un régime enregistré d'épargne-retraite, jusqu'à concurrence dudit revenu. Il importe de souligner qu'un particulier dispose des 60 jours qui suivent la fin de l'année pour effectuer des paiements au régime, mais que la déduction doit être faite pour l'année au cours de laquelle il a reçu les paiements forfaitaires ou périodiques. Dans la mesure où les sommes provenant d'un régime de participation différée aux bénéfices (mais non d'un régime dont l'enregistrement a été annulé) n'ont pas été transférées en vertu de l'alinéa 60j), il est possible qu'elles soient transférables à un autre régime de participation différée aux bénéfices en vertu de l'alinéa 60k).

Remboursement de primes en vertu de l'alinéa 60l)

13. Dans le cas où le conjoint d'un rentier décédé bénéficiaire d'un régime enregistré d'épargne-retraite reçoit un «remboursement des primes» tel qu'il est défini à l'alinéa 146(1)h) et qui cluded in computing income pursuant to subsection 146(8), a deduction under paragraph 60(1) may be made by the spouse in respect of premiums paid into his or her registered retirement savings plan during the year or within 60 days after the end of the year and not deductible in the immediately preceding year. The deduction under paragraph 60(1) for premiums paid to the spouse's plan cannot exceed the amount received as a refund of premiums from the deceased's plan. Subsection 146(8.1) provides that where a testamentary trust receives a refund of premiums that is allocated to a particular beneficiary who is the spouse of the deceased, the beneficiary may take advantage of paragraph 60(1). Alternatively, the amount constitutes qualifying income for an incomeaveraging annuity contract within section 61.

Transfer of Funds

14. Subsection 146(16) allows funds to be transferred from one registered retirement savings plan, which has been revised or amended to provide for the payment or transfer on behalf of the annuitant, to another such plan of the annuitant (or to a registered pension fund or plan). Any amount so transferred is not included in, nor deducted from, income.

Payment of Premium in Kind

15. Subsection 146(5) refers to the payment of premiums under a registered retirement savings plan while subsection 146(5.1) refers to a payment under a spouse's plan. Payment could include a contribution or transfer of property other than cash by the taxpayer. In such a case however, the individual could realize a capital gain on the property pursuant to paragraph 54(c), as a disposition of it is considered to have occurred at the time when the contribution or transfer of the property is made. The proceeds of disposition and the amount of the premium considered to be paid are equivalent to the fair market value of the property transferred or contributed by the taxpayer at the time of its disposition. However, a capital loss arising from such a transfer of property is deemed to be nil for tax purposes pursuant to subparagraph 40(2)(g)(iv).

Over-contributions

16. Retirement savings plans registered after February 24, 1977, must contain a provision permitting the refund of all or part of an overpayment of premiums, overpayments to a spouse's plan or gifts to a taxpayer's plan. That is, all such plans must provide for the payment of all or part of an 'excess amount for a year'. Plans which existed on February 24, 1977 may be amended to contain such a provision. Plans which contain a provision for the payment of 'an excess amount for a year' are not deregistered when such a payment is made.

17. The phrase "excess amount for a year" is defined by a subsection 204.2(1) for the purposes of the provisions of Part X.1 and by clause 146(2)(a)(i)(B) for the purposes of section 146. There is a significant difference between these definitions. In the former case it is the amount by which the aggregate of amounts paid by the taxpayer to his

doit être inclus dans son revenu aux termes du paragraphe 146(8), l'alinéa 60l) permet au conjoint de déduire les primes versées à son propre régime enregistré d'épargne-retraite pendant l'année ou dans les 60 jours de la fin de l'année, si celles-ci n'étaient pas déductibles l'année précédente. La déduction prévue à l'alinéa 60l) à l'égard des primes versées au régime au conjoint ne peut être supérieure au remboursement de primes provenant du régime du bénéficiaire décédé. Le paragraphe 146(8.1) précise que lorsqu'une fiducie testamentaire reçoit un remboursement de primes attribué à un bénéficiaire donné, en l'occurrence le conjoint de la personne décédée, ce dernier peut se prévaloir des dispositions de l'alinéa 60l). La somme peut aussi constituer un revenu admissible pour un contrat de rente à versements invariables selon l'article 61.

Transfert de fonds

14. En vertu du paragraphe 146(16), les fonds d'un régime enregistré d'épargne-retraite ayant fait l'objet d'une révision ou d'une modification permettant le paiement ou le transfert au nom du rentier sont transférables à un autre régime semblable du rentier (ou à une caisse ou un régime enregistré de pensions). Les sommes transférées ne doivent pas être incluses dans le revenu ni en être déduites.

Paiement en nature de la prime

15. Le paragraphe 146(5) vise le paiement de primes versées en vertu d'un régime enregistré d'épargne-retraite tandis que le paragraphe 146(5.1) se rapporte à un paiement fait en vertu du régime d'un conjoint. Le paiement pourrait inclure une contribution ou un transfert par le contribuable de biens autres que de l'argent comptant. Dans ce cas toutefois, aux termes de l'alinéa 54c), le contribuable pourrait réaliser un gain en capital sur les biens, une disposition étant réputée avoir eu lieu en ce qui les concerne au moment où la contribution ou le transfert des biens est effectué. Le produit de la disposition et le montant de la prime réputée avoir été payée sont équivalents à la juste valeur marchande des biens transférés ou versés par le contribuable au moment de leur disposition. Toutefois, une perte en capital résultant d'un tel transfert de biens est réputée être nulle aux fins de l'impôt aux termes du sous-alinéa 40(2)g)(iv).

Contributions excédentaires

16. Les régimes d'épargne-retraite enregistrés après le 24 février 1977 doivent contenir une disposition permettant le remboursement, en totalité ou en partie, des paiements en trop de primes, des paiements en trop au régime d'un conjoint ou des dons à un régime d'un contribuable. En d'autres termes, tous les régimes de cette nature doivent prévoir le paiement, en totalité ou en partie, d'un «excédent pour une année». Les régimes qui existaient le 24 février 1977 peuvent être modifiés pour contenir une telle disposition. L'enregistrement des régimes qui contiennent une disposition pour le paiement d'un «excédent pour l'année» n'est pas annulé lorsqu'un tel paiement est fait.

17. L'expression «excédent pour l'année» est définie au paragraphe 204.2(1) aux fins des dispositions de la Partie X.1 et à la clause 146(2)a)(i)(B) aux fins de l'article 146. Ces définitions diffèrent sensiblement. Dans le premier cas, il s'agit de l'excédent de l'ensemble de tous les montants versés par le contribuable à son régime ou à celui de son conjoint (à l'exception des

IT-124R3

or his spouse's plans (other than amounts to which the rollover provisions of paragraphs 60(j) or (l) or subsection 146(16) apply) and all gifts made to his plans other than those made by his spouse exceeds the greater of the amount which he was entitled to deduct in that or the immediately preceding year in respect of those payments and \$5,500. In the latter case the definition excludes the reference to \$5,500. The effect of this is that without causing deregistration there may be paid out of a plan or plans the entire amount which exceeds the amount that the taxpayer may deduct under subsection 146(5) or (5.1), but the amounts paid out of any plan in respect of a particular year may not exceed the amounts contributed to that plan for that year. On the other hand the portion of the payments into a taxpayer's plan or plans which are subject to Part X.1 tax is the amount (if any) in excess of \$5,500, except where the payments into the plan or plans in a taxation year are in respect of that and the immediately preceding year, in which case the lower limit may be greater than \$5,500.

- 18. Payments out of a registered retirement savings plan, including a refund of an overpayment, are included in the taxpayer's income in the taxation year in which they are received by him. Subsection 146(8.2) provides that where a refund by the plan of an overpayment of premiums or overpayment to a spouse's registered retirement savings plan is made to the annuitant or to the annuitant's spouse who made the overpayment, within a certain time limit a deduction may be made for some or all of the overpayment received. The period within which the refund must have been made is within the year in which the notice of assessment for the year in which the overpayment arose is sent or within the following taxation year. The maximum amount which may be deducted under subsection 146(8.2) is the amount by which \$5500 exceeds the amount deductible under subsections 146(5) and (5.1) by the taxpayer in the year in respect of his contributions to an RRSP in that year. Form T-3012 which is available from any District Taxation Office should be used to assist in the calculation of this deductible amount.
- 19. Under Part X.1 a tax of 1 per cent per month is imposed upon an individual who has an "excess amount for a year" as defined by subsection 204.2(1). That is, there is a tax upon a taxpayer's payments to his or his spouse's plans to the extent that they exceed the greater of the portion of those payments which he may deduct and \$5,500. Such an individual is required by subsection 204.3(1) to file a prescribed return for the year (Form T1-OVP) within 90 days after the end of the year and, at that time, to pay in the estimated tax payable.
- 20. Form T2097 is available at any District Taxation Office to assist taxpayers in computing amounts that may be deducted in computing income for payments made to registered retirement savings plans as described in 1 above.

montants auxquels les dispositions de roulement des alinéas 60j) ou l) ou du paragraphe 146(16) s'appliquent) et de tous les dons faits à son régime, à l'exclusion de ceux faits par son conjoint, sur le plus élevé des montants suivants: soit le montant qu'il avait le droit de déduire pour cette année ou pour l'année précédente relativement à ces versements, soit \$5,500. Dans ce dernier cas, la définition exclut la référence aux \$5,500. Il en résulte que, sans causer l'annulation de l'enregistrement, il peut être décaissé d'un ou de plusieurs régimes la totalité de la fraction qui est en sus de la somme que le contribuable peut déduire en vertu du paragraphe 146(5) ou (5.1) mais les montants payés dans chaque régime à l'égard d'une année particulière ne peuvent pas excéder les sommes contribuées à ce régime pour cette année. D'autre part, la fraction des paiements faits à un ou à plusieurs régimes d'un contribuable qui est assujettie à l'impôt prévu à la Partie X.1 est la fraction (si elle existe) qui est en sus de \$5,500, sauf lorsque les paiements versés à un ou à plusieurs régimes au cours d'une année d'imposition sont à l'égard de cette année ou de l'année précédente, auquel cas la limite inférieure peut être supérieure à \$5,500.

- 18. Les paiements provenant d'un régime enregistré d'épargne-retraite et, notamment le remboursement d'un paiement en trop, sont inclus dans le revenu du contribuable pour l'année d'imposition au cours de laquelle il les a reçus. Le paragraphe 146(8.2) stipule que, dans le cas où le régime rembourse au rentier ou au conjoint qui a versé le paiement en trop un troppayé de primes ou un trop-payé versé au régime enregistré d'épargne-retraite du conjoint, le contribuable peut déduire dans un certain délai une partie ou la totalité du paiement en trop reçu. Le remboursement doit avoir eu lieu dans l'année au cours de laquelle l'avis de cotisation de l'année du paiement en trop est envoyé ou au cours de l'année d'imposition suivante. Le montant maximal qui peut être déduit en vertu du paragraphe 146(8.2) est la fraction de \$5,500 qui est en sus du montant déductible par le contribuable, en vertu des paragraphes 146(5) et (5.1), pour l'année relativement aux contributions qu'il a versées à un REER au cours de l'année. La formule T-3012, qui peut être obtenue à n'importe quel bureau de district d'impôt, doit être utilisée pour le calcul de cette déduction.
- 19. La Partie X.1 prévoit un impôt de 1% par mois pour le particulier qui a un «excédent pour une année» tel qu'il est défini au paragraphe 204.2(1). À savoir, un impôt frappe les paiements faits par un contribuable à son régime ou à celui de son conjoint dans la mesure où ceux-ci sont en sus du plus élevé des montants suivants: soit la fraction de ces paiements qu'il peut déduire, soit \$5,500. Dans ce cas conformément au paragraphe 204.3(1), le particulier est tenu de remplir une formule T1-OVP et de produire une déclaration pour l'année au plus tard 90 jours apres la fin de l'année. Il doit en même temps s'aquitter de l'impôt qu'il estime devoir payer.
- 20. Les contribuables peuvent se procurer dans tout bureau de district d'impôt la formule T2097 qui les aidera à établir les montants déductibles lors du calcul du revenu dans le cas des paiements versés à des régimes enregistrés d'épargne-retraite comme il est exposé au numéro 1 ci-dessus.







Covernment Publications

SUBJECT: INCOME TAX ACT Registered Retirement Savings Plans OBJET: LOI DE L'IMPÔT SUR LE REVENU Régimes enregistrés d'épargne-retraite

DATE: August 31, 1981 NO: IT-124R4 REFERENCE: Section 146 (also paragraphs 60(i),(j) and

This bulletin replaces and cancels Interpretation Bulletin IT-124R3 dated March 13, 1978. Changes and additions

are indicated by a vertical line.

DATE: le 31 août 1981 No: IT-124R4 RENVOI: Article 146 (également les alinéas 60i), j) et 1))



Le présent bulletin annule et remplace le Bulletin d'interprétation IT-124R3 du 13 mars 1978. Les modifications et additions sont indiquées par une ligne verticale.

- 1. Payments that may be made under a registered retirement savings plan and are deductible in computing income, within limits, are those in respect of
 - (a) current year's premiums or payments (subsection 146(5) or (5.1));
 - (b) the transfer of certain amounts received such as pension benefits and retiring allowances (paragraph 60(i)): and
 - (c) the transfer of a refund of premiums under a registered retirement savings plan under conditions specified in paragraph 60(1).
- 2. Where an individual borrows the money with which to pay premiums under his registered retirement savings plan, it is considered that the interest on the loan is paid on money borrowed for the purpose of earning income from property and that it is deductible pursuant to paragraph 20(1)(c). Similarly, reasonable administration fees paid by an annuitant to the trustee in respect of his plan are considered to be deductible expenses in computing income from property and they are not prohibited by the provisions of section 18.

Current Year's Premiums or Payments

- 3. Paragraph 60(i) of the Act authorizes the deduction of the current year's premiums or payments. The general rule for determining the maximum amount deductible is found in subsection 146(5), while subsection 146(5.1) provides for a deduction in respect of payments made by the taxpayer to or under a spousal registered retirement savings plan.
- 4. The deduction under subsection 146(5) applies to a taxpayer who is an individual other than a trust and who is, or becomes within 60 days after the end of the taxation year, an annuitant under a registered retirement savings plan. The limits in subsection 146(5) apply to the amount of any premium paid under the plan during the taxation year or within 60 days after the end of the taxation year by

- 1. Les paiements qui peuvent être faits en vertu d'un régime enregistré d'épargne-retraite et qui peuvent être déduits du revenu, compte tenu des plafonds établis, sont les suivants:
 - a) les primes ou paiements de l'année courante (paragraphe 146(5) ou (5.1)):
 - b) le transfert de certaines sommes recues comme les prestations de pension et les allocations de retraite (alinéa 60i)); et
 - c) le transfert d'un remboursement de primes en vertu d'un régime enregistré d'épargne-retraite, selon les conditions exposées à l'alinéa 601).
- 2. Lorsqu'un particulier emprunte de l'argent pour acquitter la prime exigible en vertu d'un régime enregistré d'épargne-retraite, on estime que l'intérêt sur le prêt vise de l'argent emprunté pour tirer un revenu d'un bien et que cet intérêt est déductible en vertu de l'alinéa 20(1)c). De même, les frais d'administration raisonnables payés par un rentier au fiduciaire du régime peuvent être déduits du revenu tiré d'un bien et ne sont pas visés par les dispositions de l'article 18.

Primes et paiements de l'année courante

- 3. L'alinéa 60i) de la Loi prévoit la déduction des primes ou des paiements de l'année courante. La règle générale concernant le calcul de la déduction maximum est exposée au paragraphe 146(5), alors que le paragraphe 146(5.1) prévoit la déduction de paiements faits par le contribuable au régime enregistré d'épargne-retraite de son conjoint ou en vertu d'un tel régime.
- 4. Le paragraphe 146(5) vise tous les particuliers, sauf les fiducies, qui sont rentiers en vertu d'un régime enregistré d'épargne-retraite ou qui le deviennent dans les 60 jours qui suivent la fin de l'année d'imposition. Les plafonds établis au paragraphe 146(5) s'appliquent au montant d'une prime versée par le particulier en vertu du régime au cours de l'année d'imposition ou dans les 60 jours qui suivent la fin de l'année d'imposi-

the individual, to the extent that the premium was not deducted in computing his income for a previous taxation year. (See also 21 below.)

- 5. Subject to 6 below, the maximum amount that may be claimed by an individual as a premium paid under a registered retirement savings plan is the lesser of \$5,500 and 20 per cent of his "earned income" for the taxation year, minus any amount which is deductible in computing his income for that year by virtue of subsection 146(6) (that subsection refers to deductions when the trust governed by the plan has disposed of a non-qualified investment). "Earned income" is defined by paragraph 146(1)(c). (Refer to 20 below.)
- 6. The maximum amount referred to in 5 above is reduced, by virtue of paragraph 146(5)(a), where an individual is employed in a year and as a consequence of his employment is, or may become, entitled to benefits under a pension fund or plan. This will be the case where the plan provides for payment to him of a pension payable in whole or in part out of contributions made or to be made (or out of amounts credited or to be credited in lieu of such contributions) by a person other than the individual in respect of his employment in that year. In these circumstances, the maximum amount that may be claimed by the individual as a premium paid under a registered retirement savings plan, whether or not the employer is subject to tax, is
 - (a) the lesser of \$3,500 and 20 per cent of his "earned income" for the taxation year MINUS his contributions to a registered pension fund or plan in respect of both current and past service that he may deduct under paragraph 8(1)(m) in the year (including any amount under subsection 8(8) which increases the amount deductible under paragraph 8(1)(m)), and also minus
 - (b) any amount which is deductible by virtue of subsection 146(6) in computing his income for the year.
- 7. According to subsection 146(5.2), the term "pension fund or plan" in 6 above does not include the Canada Pension Plan, the Quebec Pension Plan or any similar plan of a country other than Canada.
- 8. Where the individual is an employee and belongs to a pension fund or plan into which no other person has contributed, or will contribute, in respect of the individual's employment in that taxation year, the limits described in 5 above will apply. Thus, for example, where contributions made on behalf of the taxpayer to a plan are limited in their application to the first 35 years of service or some other fixed period, that taxpayer will be entitled to a deduction, within the limits in 5 above, in respect of his contributions to a registered retirement savings plan for taxation years subsequent to that fixed period. This is so even where further contributions or credits are made into the fund or plan on his behalf in these subsequent years in respect of the taxpayer's fixed period of service.

tion, à condition que la prime n'ait pas été déduite du revenu d'une année d'imposition antérieure. (Voir aussi le numéro 21 ci-dessous.)

- 5. Sous réserve du numéro 6 ci-dessous, le montant maximum que peut déduire un particulier à l'égard d'une prime versée en vertu d'un régime enregistré d'épargne-retraite correspond au moindre de \$5,500 et 20 pour cent du "revenu gagné" dans l'année d'imposition, moins toute somme déductible du revenu de cette année-là en vertu du paragraphe 146(6) (ce paragraphe traite des déductions admises lorsque la fiducie régie par le régime a disposé d'un placement non admissible). L'expression "revenu gagné" est définie à l'alinéa 146(1)c). (Voir le numéro 20 ci-dessous.)
- 6. L'alinéa 146(5)a) stipule que le plafond établi au numéro 5 ci-dessus doit être réduit lorsqu'un particulier qui a été employé au cours de l'année devient ou peut devenir admissible à des prestations en vertu d'une caisse ou d'un régime de pension, en raison de son emploi. Ces dispositions s'appliquent lorsque le régime prévoit le versement au particulier d'une pension payable en totalité ou en partie à même les primes qui ont été ou qui seront versées (ou encore à même les sommes qui ont été ou qui seront créditées au titre de telles primes) par une personne autre que le particulier relativement à l'emploi de celui-ci pendant l'année. Dans ce cas, le montant maximum que peut déduire un particulier à titre de prime versée en vertu d'un régime enregistré d'épargne-retraite, que l'employeur soit assujetti à l'impôt ou non, correspond
 - a) au moindre de \$3,500 et 20 pour cent du "revenu gagné" pour l'année d'imposition MOINS les primes versées à une caisse ou à un régime enregistré de pensions pour les services courants et passés qu'il peut déduire dans l'année en vertu de l'alinéa 8(l)m) (y compris tout montant prévu au paragraphe 8(8) qui augmente le montant déductible en vertu de l'alinéa 8(l)m)), et moins
 - b) toute somme déductible lors du calcul de son revenu pour l'année, en vertu du paragraphe 146(6).
- 7. Le paragraphe 146(5.2) stipule que l'expression "caisse ou régime de pension" figurant au numéro 6 ci-dessus ne comprend ni le Régime de pensions du Canada ou le Régime de rentes du Québec ni tout autre régime semblable d'un pays étranger.
- 8. Lorsque le particulier est un employé et qu'il adhère à une caisse ou à un régime de pensions auquel aucune autre personne n'a versé ou ne versera de primes en raison de l'emploi du particulier au cours de l'année d'imposition, les plafonds établis au numéro 5 ci-dessus s'appliquent. Par conséquent, lorsque les primes versées au nom du contribuable visent les 35 premières années de service ou toute période déterminée, le contribuable peut déduire, compte tenu des plafonds établis au numéro 5 ci-dessus, les primes versées à un régime enregistré d'épargneretraite pour les années d'imposition postérieures à la période déterminée. Ces dispositions s'appliquent même lorsque des sommes sont versées ou créditées en son nom à la caisse ou au régime de pensions au cours des années qui suivent la période d'emploi déterminée.

- 9. A premium payment made within 60 days after the end of a particular taxation year may be deducted in that year. Where the sum of that payment and other payments applicable to the particular year exceeds the amount deducted in that year, the lesser of that excess and the payment made in the 60-day period may be deducted, within the usual limits, in the year in which the payment was made. The main concern, of course, is that a payment or part of it is not claimed twice, and in no circumstances is a payment made in a particular taxation year deductible in a subsequent taxation year.
- 10. In computing the taxable income of an individual resident in Canada part of a year pursuant to section 114, the taxation year for purposes of subsection 146(5) is the calendar year. Therefore the individual may contribute to a registered retirement savings plan within 60 days after the end of the calendar year in which he left Canada. Further, "earned income", as defined in paragraph 146(1)(c) includes only amounts of world "earned income" while resident, and Canadian-source "earned income" while non-resident.

Amounts Paid to or Under a Spouse's Registered Retirement Savings Plan

11. A taxpayer may deduct amounts paid by him during the taxation year or within 60 days after the end of the taxation year to or under a plan of which the taxpayer's spouse is the annuitant. The maximum amount that may be claimed by the taxpayer under subsection 146(5.1) is his current contribution limit pursuant to paragraph 146(5)(a) or (b), minus all premiums paid under the taxpayer's registered retirement savings plan that were deducted by him under subsection 146(5) and also minus any amount which is deductible by virtue of subsection 146(6). IT-307R, "Registered Retirement Savings Plan for Taxpayer's Spouse', contains further comments in respect of spousal registered retirement savings plans.

Transfers Pursuant to Paragraph 60(j)

12. Lump sum or periodic payments included in computing the income of a taxpayer that are superannuation or pension benefits, retiring allowances or payments out of a deferred profit-sharing plan (but not a revoked plan) qualify for transfer to a registered retirement savings plan (or a registered pension fund or plan) pursuant to paragraph 60(j). Deferred pay received in the 1974 or subsequent taxation year by a retiring member of the Canadian Armed Forces also qualifies. Paragraph 60(j) allows the individual to deduct, in computing income, the payments made to a registered retirement savings plan, under which he is the annuitant, up to the amount included in income except to the extent of amounts deducted for the year under paragraph 60(1) or subsection 146(5). It is important to note that the individual has 60 days from the end of the year in which to make payments to the plan, but the deduction must be made in the year in which the lump sum or periodic payments were received. (See also 21 to

9. Toute prime versée dans les 60 jours qui suivent la fin d'une année d'imposition donnée est déductible cette année-là. Si le total de ce paiement et des autres paiements faits dans l'année excède la somme déduite pour l'année, le moindre de cet excédent et du paiement fait dans la période de 60 jours peut être déduit dans l'année du paiement, compte tenu des plafonds établis. Il faut surtout s'assurer que la totalité ou une partie du paiement n'est pas déduite en double; par ailleurs, un paiement fait dans une année d'imposition donnée ne peut être déduit l'année d'imposition suivante.

10. Aux fins du calcul du revenu imposable d'un particulier qui réside au Canada pendant une partie de l'année, conformément à l'article 114, l'année d'imposition aux fins du paragraphe 146(5) correspond à l'année civile. Par conséquent, le particulier peut verser des primes à un régime enregistré d'épargne-retraite dans les 60 jours qui suivent la fin de l'année civile au cours de laquelle il a quitté le Canada. De plus, l'expression 'revenu gagné'' définie à l'alinéa 146(1)c) s'applique au 'revenu gagné'' de toutes provenances pendant qu'il était résident et au 'revenu gagné'' de sources canadiennes, pendant qu'il était non-résident.

Sommes versées au régime enregistré d'épargne-retraite du conjoint ou en vertu d'un tel régime

11. Un contribuable peut déduire les sommes qu'il a versées pendant l'année d'imposition ou dans les 60 jours qui suivent la fin de l'année d'imposition à un régime dont son conjoint est rentier ou en vertu d'un tel régime. Le paragraphe 146(5.1) stipule que la déduction ne doit pas dépasser le plafond de la prime établi conformément à l'alinéa 146(5)a) ou b), moins toute prime versée au régime enregistré d'épargne-retraite du contribuable et déduite en vertu du paragraphe 146(5) et moins toute somme déductible en vertu du paragraphe 146(6). Le bulletin IT-307R, "Régime enregistré d'épargne-retraite pour le conjoint d'un contribuable", contient d'autres précisions sur les régimes du conjoint.

Transferts en vertu de l'alinéa 60j)

12. Les paiements forfaitaires ou périodiques inclus dans le revenu du contribuable tiré de prestations de retraite ou de pensions, d'allocations de retraite ou de paiements provenant d'un régime de participation différée aux bénéfices (mais non d'un régime annulé) peuvent être transférés à un régime enregistré d'épargne-retraite (ainsi qu'à une caisse ou à un régime enregistré de pensions) en vertu de l'alinéa 60j). Le traitement différé reçu dans l'année d'imposition 1974 ou dans une année subséquente par un retraité des Forces armées canadiennes peut également être transféré. L'alinéa 60j) prévoit la déduction, lors du calcul du revenu d'un particulier, des paiements faits à un régime enregistré d'épargne-retraite dont le particulier est rentier jusqu'à concurrence du montant qu'il a inclus dans le revenu sauf dans la mesure où ces paiements ont été déduits dans l'année en vertu de l'alinéa 60l) ou du paragraphe 146(5). Il est important de signaler que le particulier peut verser des primes au régime jusqu'à la fin de la période de 60 jours qui suit la fin de l'année, mais que la déduction doit être demandée pour l'année

23 below.) To the extent that amounts received out of a deferred profit-sharing plan (but not a revoked plan) are not transferred under paragraph 60(j), they may qualify under paragraph 60(k) for transfer to another deferred profit-sharing plan.

Refund of Premiums

13. Where the spouse of a deceased annuitant under a registered retirement savings plan receives a "refund of premiums" as defined in paragraph 146(1)(h), whether directly as a named beneficiary under the plan or indirectly from a testamentary trust or from the legal representative of the deceased (depending on the date of his death), which must be included in computing the spouse's income for the year of receipt pursuant to subsection 146(8), a deduction under paragraph 60(1) may be made by the spouse in respect of premiums paid into his or her registered retirement savings plan during the year or within 60 days after the end of the year to the extent that they were not deductible in the immediately preceding year and provided that they are not deductible under paragraph 60(i) in the current year. (See also 21 to 23 below.) The deduction under paragraph 60(1) for premiums paid to the spouse's plan cannot exceed the amount included in computing income as a refund of premiums from the deceased's plan. Alternatively, the amount constitutes qualifying income for an income-averaging annuity contract within section 61. IT-240 (currently under revision) will contain comments in respect of payments out of a registered retirement savings plan on or after the death of an annuitant.

Transfer of Funds

- 14. Subsection 146(16) allows a registered retirement savings plan to be revised or amended to provide for a direct payment or transfer, on behalf of the annuitant, of any funds under the plan
 - (a) to another registered retirement savings plan of the annuitant,
 - (b) to a registered pension fund or plan as a contribution, or
 - (c) effective June 30, 1978, to a registered retirement income fund under which he is the annuitant, at any time after the earliest of the following dates:
 - (i) the date on which the annuitant attains 60 years of age,
 - (ii) the date on which the annuitant or his spouse receives a disability pension under the Canada Pension Plan or a provincial pension plan as defined in section 3 of that Act,
 - (iii) where the annuitant's spouse has died, the date on which the annuitant receives a survivor's pension under one of the plans mentioned in (ii) above,

où les paiements forfaitaires ou périodiques ont été reçus (voir aussi les n°s 21 à 23). Les sommes provenant d'un régime de participation différée aux bénéfices (mais non d'un régime annulé) et non transférées en vertu de l'alinéa 60j) peuvent être transférées à un autre régime de participation différée aux bénéfices en vertu de l'alinéa 60k).

Remboursement de primes

13. Lorsque le rentier d'un régime enregistré d'épargne-retraite décède et que son conjoint touche un "remboursement de primes", selon la définition donnée à l'alinéa 146(1)h), soit directement en sa qualité de bénéficiaire désigné du régime soit indirectement d'une fiducie testamentaire ou du représentant légal du rentier décédé (selon la date de décès) et que ce remboursement doit être inclus dans le revenu du conjoint pour l'année où il a été reçu, conformément au paragraphe 146(8), le conjoint peut déduire en vertu de l'alinéa 601) les primes versées à son régime enregistré d'épargne-retraite au cours de l'année ou dans les 60 jours qui suivent la fin de l'année, à condition que ces primes n'aient pas été déductibles l'année précédente et qu'elles ne sont pas déductibles pour l'année courante en vertu de l'alinéa 60i) (voir aussi les numéros 21 à 23 ci-dessous). L'alinéa 601) stipule que la déduction visant les primes versées au régime du conjoint ne doit pas dépasser la somme incluse dans le revenu à titre de remboursement de primes du régime du contribuable décédé. En revanche, cette somme peut servir à acquérir un contrat de rente à versements invariables, selon l'article 61. Le Bulletin d'interprétation IT-240 (en cours de révision) contiendra d'autres précisions sur les paiements faits à même un régime enregistré d'épargne-retraite au décès d'un rentier ou à la suite de son décès.

Transfert de fonds

- 14. Le paragraphe 146(16) prévoit la révision ou la modification d'un régime enregistré d'épargne-retraite en vue du versement direct ou du transfert pour le compte du rentier des fonds du régime
 - a) à un autre régime enregistré d'épargne-retraite du rentier,
 - b) à une caisse ou à un régime enregistré de pensions, à titre de prime, ou
 - c) à compter du 30 juin 1978, à un fonds enregistré de revenu de retraite dont il est rentier à compter de la première des dates suivantes:
 - (i) la date à laquelle le rentier atteint l'âge de 60 ans.
 - (ii) la date à laquelle le rentier ou son conjoint touche une indemnité d'invalidité en vertu du Régime de pensions du Canada ou d'un régime de pensions provincial selon la définition donnée à l'article 3 de cette Loi, ou
 - lorsque le conjoint du rentier est décédé, la date à laquelle le rentier touche une pension de survivant en vertu d'un régime dont il est question en (ii) ci-dessus,

provided that it is before the calendar year in which he attains the age of 72.

The amount so transferred is not included or deducted in computing the income of the annuitant for the taxation year during which the funds were transferred.

Payment of Premium in Kind

15. Subsection 146(5) refers to the payment of premiums under a registered retirement savings plan while subsection 146(5.1) refers to a payment under a spouse's plan. Payment could include a contribution or transfer of property other than cash by the taxpayer. In such a case, however, the individual could realize a capital gain on such property pursuant to paragraph 54(c), as a disposition of the property is considered to have occurred at the time when the contribution or transfer of the property is made. The proceeds of disposition and the amount of the premium considered to be paid are equivalent to the fair market value of the property transferred or contributed by the taxpayer at the time of its disposition. However, a capital loss arising from such a transfer of property is deemed to be nil for tax purposes pursuant to subparagraph 40(2)(g)(iv).

Over-Contributions

16. Retirement savings plans registered after February 24, 1977, must contain a provision permitting the refund of all or part of an overpayment of premiums, overpayments to a spouse's plan or gifts to a taxpayer's plan. That is, all such plans must provide for the payment of all or part of an 'excess amount for a year' and/or of the excess referred to in subsection 146(8.2). Plans which existed on February 24, 1977, may be amended to contain such a provision. Plans which contain a provision for the payment of 'an excess amount for a year' and of the excess referred to in subsection 146(8.2) are not deregistered when such a payment is made.

17. The phrase "excess amount for a year" is defined by subsection 204.2(1) to mean, for the 1977 and subsequent taxation years, the amount by which the aggregate of

(a) all amounts paid by a taxpayer to his or his spouse's plan or plans (other than the amounts to which the rollover provisions of paragraphs 60(j) or (l) or subsection 146(16) apply), and

(b) all gifts made to the plan or plans under which the taxpayer is the annuitant (other than gifts made by his spouse)

in the year and before the particular time, exceeds the aggregate of

(c) all the amounts the taxpayer was entitled to deduct in computing his income for the immediately preceding year in respect of the payments under (a) above, and

(d) \$5,500.

à condition que le versement direct ou le transfert s'effectue avant l'année civile au cours de laquelle le rentier atteint 72 ans

La somme transférée ne doit pas être incluse ni déduite dans le calcul du revenu du rentier pour l'année d'imposition où le transfert de fonds a eu lieu.

Paiement en nature de la prime

15. Le paragraphe 146(5) s'applique au paiement de primes à un régime enregistré d'épargne-retraite alors que le paragraphe 146(5.1) se rapporte à un paiement fait au régime du conjoint. Ce paiement peut être constitué de biens, autres que de l'argent comptant, remis ou transférés par le contribuable. Toutefois, le particulier peut alors réaliser un gain en capital à l'égard d'un tel bien conformément à l'alinéa 54c) puisqu'on estime qu'il y a eu disposition du bien au moment où il a été remis ou transféré. Le produit de la disposition et le montant de la prime réputée avoir été versée correspondent à la juste valeur marchande du bien transféré ou remis par le contribuable, au moment de la disposition. Toutefois, un tel transfert de biens ne peut entraîner une perte en capital aux fins de l'impôt conformément au sous-alinéa 40(2)g)(iv).

Paiements en trop

16. Les régimes d'épargne-retraite qui sont enregistrés après le 24 février 1977 doivent prévoir le remboursement de la totalité ou d'une partie des primes versées en trop, des paiements en trop au régime du conjoint ou des dons faits au régime du contribuable. Ainsi, tous les régimes doivent prévoir le paiement de la totalité ou d'une partie de l'éxcédent pour une année' et(ou) de l'excédent dont il est question au paragraphe 146(8.2). Les régimes en vigueur le 24 février 1977 peuvent être modifiés en vue d'inclure une telle disposition. L'enregistrement de régimes qui prévoient le paiement d'un "excédent pour une année' et de l'excédent dont il est question au paragraphe 146(8.2) n'est pas annulé par suite d'un tel paiement.

17. En conformité avec le paragraphe 204.2(1), l'expression 'éxcédent pour une année' désigne pour l'année 1977 et les années d'imposition subséquentes la fraction du total de

a) toutes les sommes versées par le contribuable au cours de l'année et avant la date donnée à son(ses) régime(s) ou au(x) régime(s) de son conjoint (autres que les sommes visées par les dispositions relatives au transfert de l'alinéa 60j) ou l) ou encore du paragraphe 146(16)), et

b) tous les dons faits au cours de l'année et avant la date donnée aux régimes dont le contribuable est rentier (autres que les dons faits par son conjoint)

qui dépasse le total de

- c) tous les montants que le contribuable avait droit de déduire dans le calcul de son revenu de l'année précédente et visant les paiements prévus en a) ci-dessus, et
- d) \$5,500.

The above definition of "excess amount for a year" applies for the purposes of the provisions of Part X.I (see 19 below) and, by virtue of subclause 146(2)(a)(i)(B)(I), also for the purposes of section 146. The effect of making the definition applicable also for the purposes of the latter section is that before maturity of the plan any "excess amount" may be paid out without causing deregistration of the plan, although the amounts paid out of any plan in respect of a particular year may not exceed the amounts contributed plus the gifts made to that plan for the year. Although the wording of clause 146(2)(a)(i)(B) does not impose a time limit on paying out the "excess amount" referred to in subclause 146(2)(a)(i)(B)(I) or the "excess" referred to in subclause 146(2)(a)(i)(B)(II), any delay in making such payments could result in a loss of the deduction, if any, available under subsection 146(8.2) (see 18 below), as well as in the prolonged taxation of an "excess amount" under section 204.1. In addition, any payment out of the plan of an "excess amount" or of the "excess" referred to in subsection 146(8.2) after the plan has matured would result in its deregistration, with the fair market value of all property of the plan being included in the annuitant's income in the year of deregistration. Where the excess was contributed to the plan and a retirement income was acquired on maturity with the total contributions (including the excess), any annuity payments received by the beneficiary would be fully taxable in his hands even though only part of the contribution to the plan was deductible in computing income.

18. Payments out of a registered retirement savings plan, including a refund of an overpayment, are included in the taxpayer's income in the taxation year in which they are received by him. Subsection 146(8.2) provides that where a refund by the plan of an overpayment of premiums or overpayment to a spouse's registered retirement savings plan is made within a certain time limit to the annuitant or to the annuitant's spouse who made the overpayment, a deduction may be made for some or all of the overpayment received. The period within which the refund must have been made is within the year in which the notice of assessment, for the year in which the overpayment arose, is sent or within the following taxation year. The maximum amount which may be deducted under subsection 146(8.2) is the amount by which \$5,500 exceeds the amount deductible under subsections 146(5) and (5.1) by the taxpayer in the year in respect of his contributions to an RRSP in that year. Form T-3012 which is available from any District Taxation Office should be used to assist in the calculation of this deductible amount.

19. Under Part X.1 a tax of 1 per cent per month is imposed upon an individual who has an "excess amount for a year" (see 17 above). Normally, the portion of a taxpayer's payment into his or his spouse's plan or plans which is subject to that tax is the amount, if any, in excess of \$5,500. However, where the payments into the plan or plans in a taxation year may, in part, be deducted in computing his income for the immediately preceding

Cette définition de l'expression "excédent pour une année" s'applique aux fins de la Partie X.I (voir le numéro 19 ci-dessous) et, en vertu de la sous-disposition 146(2)a)(i)(B)(I), aux fins de l'article 146. Comme cette définition s'applique aussi à l'article 146, tout excédent versé avant l'échéance du régime n'entraîne pas l'annulation de l'enregistrement; toutefois, les sommes retirées d'un régime dans une année donnée ne doivent pas dépasser le montant des primes plus les dons faits au régime pour l'année. Bien que la disposition 146(2)a)(i)(B) ne précise pas le délai dans lequel l'excédent pour une année dont il est question à la sous-disposition 146(2)a)(i)(B)(I) ou l'excédent dont il est question à la sous-disposition 146(2)a)(i)(B)(II) doit être retiré, tout retard peut entraîner le refus de la déduction prévue au paragraphe 146(8.2) (voir le numéro 18 ci-dessous) ainsi que l'imposition prolongée d'un "excédent pour une année'' en vertu de l'article 204.1. De plus, lorsqu'un "excédent pour une année" ou un "excédent" prévu au paragraphe 146(8.2) est retiré du régime après l'échéance de celui-ci, l'enregistrement peut être annulé; dans ce cas, la juste valeur marchande de tous les biens du régime sera incluse dans le revenu du rentier pour l'année où l'enregistrement est annulé. Lorsque l'excédent est versé au régime et que le total des primes (y compris l'excédent) sert à produire à l'échéance un revenu de retraite, toute rente versée au bénéficiaire sera totalement imposable, même si seulement une fraction de la prime était déductible du revenu.

18. Les retraits d'un régime enregistré d'épargne-retraite, y compris le remboursement d'un paiement en trop, sont inclus dans le revenu du contribuable de l'année d'imposition où il les reçoit. En vertu du paragraphe 146(8.2), lorsqu'un rentier ou son conjoint si celui-ci est l'auteur du paiement, reçoit d'un régime dans les délais prévus (c'est-à-dire dans l'année où l'avis de cotisation visant l'année du paiement en trop a été émis ou dans l'année d'imposition subséquente) le remboursement d'un paiement en trop de primes ou d'un paiement en trop au régime du conjoint, il peut déduire une partie ou la totalité du paiement en trop ainsi reçu. La déduction maximum prévue au paragraphe 146(8.2) correspond à la fraction du montant de \$5,500 qui dépasse le montant déductible par le contribuable dans l'année pour les primes versées à un REER cette année-là, conformément aux paragraphes 146(5) et (5.1). La formule T-3012, qui peut être obtenue à n'importe quel bureau de district d'impôt, doit être utilisée pour le calcul de cette déduction.

19. La partie X.I prévoit un impôt de 1 pour cent par mois dans le cas d'un particulier qui a un "excédent pour une année" (voir le numéro 17 ci-dessus). Lorsqu'un contribuable fait des paiements à son régime ou au régime de son conjoint, la fraction imposable du paiement correspond ordinairement à la fraction qui dépasse, le cas échéant, le montant de \$5,500. Toutefois, lorsqu'une fraction des paiements faits au régime dans une année d'imposition peut être déduite du revenu de l'année

year, the lower limit may be greater than \$5,500. The Department takes the position that the tax of 1 per cent per month will not apply to an excess amount after the plan has reached maturity and a retirement income has been purchased (see 17 above). An individual who has an "excess amount for a year" is required by subsection 204.3(1) to file a prescribed return for the year (form TI-OVP) within 90 days after the end of the year and, at that time, to pay the estimated tax payable.

20. Form T2097 Rev. is available at any District Taxation Office to assist taxpayers in computing amounts that may be deducted in computing income for payments made to registered retirement savings plans as described in 1 above, and also to enable them to designate those amounts paid as a premium in respect of which a deduction is claimed under paragraph 60(j) or 60(l), as the case may be (see below).

Bill C-54

- 21. Certain changes to subsection 146(5) and paragraphs 60(j) and 60(l) in Bill C-54 which received Royal Assent on February 26, 1981, affect comments made in 4, 12 and 13 above. The result of the changes (to be effective for the 1979 and subsequent taxation years) is that a taxpayer will obtain a deduction under paragraph 60(j) or 60(l) for a premium paid under his registered retirement savings plan only to the extent that he designates in his tax return for the year an amount of income of the kind described in those paragraphs. The "designated amount" may, depending on the taxpayer's choice, either be equal to or less than the qualifying amount which was contributed to his registered retirement savings plan. If a taxpayer pays into his plan an amount of the income described in paragraph 60(j) or (l) which is greater than the designated amount, he may be able to claim a deduction in respect of the excess under subsection 146(5), to the extent permitted therein.
- 22. It should be noted that a designated amount deducted under paragraph 60(j) reduces "earned income" by reason of subparagraph 146(1)(c)(vii) and therefore reduces the deduction limits in subsections 146(5) and (5.1). In cases where a taxpayer designates an amount under paragraph 60(j) in respect of payments from a pension plan or a deferred profit-sharing plan and that amount is less than the amount thereof that he could have designated, he may qualify for a deduction under section 110.2 (see 6(f) of IT-401R, "Pension Income Deduction").
- 23. A deduction under paragraph 60(j) or 60(l) for a taxation year in respect of a designated amount paid into the plan will be allowed to the extent that it was "not **deducted** in computing income for a previous year", rather than to the extent that it was "not **deductible** in computing income for the immediately preceding year" as provided by the former law.

précédente, la limite inférieure peut dépasser \$5,500. Le Ministère estime que l'impôt de 1 pour cent par mois ne s'applique pas à l'excédent lorsque le régime est échu et qu'un revenu de retraite a été acquis (voir le numéro 17 ci-dessus). Le paragraphe 204.3(1) stipule qu'un particulier qui a un "excédent pour une année" doit produire la déclaration prescrite (formule T1-OVP) dans les 90 jours qui suivent la fin de l'année et qu'il est tenu de payer à ce moment-là l'impôt exigible estimatif.

20. Les contribuables peuvent se procurer dans tout bureau de district d'impôt la formule T2097 Rév. qui les aidera à établir les montants déductibles lors du calcul du revenu dans le cas des paiements versés à des régimes enregistrés d'épargne-retraite comme il est exposé au numéro 1 ci-dessus et en plus leur permettra de désigner ces montants versés à titre de prime à l'égard desquels une déduction est demandée en vertu des alinéas 60j) ou 60l), selon le cas. (Voir ci-dessous.)

Loi C-54

- 21. Certaines modifications au paragraphe 146(5) et aux alinéas 60j) et 60l) contenues dans le projet de loi C-54 qui a reçu la sanction royale le 26 février 1981 ont des effets sur les commentaires faits aux numéros 4, 12 et 13 ci-dessus. En raison des modifications (qui visent les années d'imposition 1979 et suivantes), un contribuable ne pourra obtenir une déduction en vertu de l'alinéa 60j) ou 60l) pour une prime versée en vertu de son régime enregistré d'épargne-retraite que s'il désigne dans sa déclaration d'impôt de l'année un montant de revenu du genre décrit dans ces alinéas. Le "montant désigné" peut, selon ce que choisit le contribuable, être égal ou inférieur au montant inclus dans son revenu. Si un contribuable verse dans son régime un montant du revenu décrit à l'alinéa 60j) ou l) qui est supérieur au montant désigné, il peut demander une déduction, en vertu du paragraphe 146(5), à l'égard de l'excédent, jusqu'à concurrence du montant prévu dans ce paragraphe.
- 22. Il convient de remarquer qu'un montant désigné déduit en vertu de l'alinéa 60j) diminue le "revenu gagné" conformément au sous-alinéa 146(1)c)(vii) et, de ce fait, la déduction maximale en vertu des paragraphes 146(5) et 146(5.1). Lorsqu'un contribuable désigne, en vertu de l'alinéa 60j), un montant à l'égard d'un paiement en vertu d'un régime de pensions ou d'un régime de participation différée aux bénéfices et que ce montant est inférieur au montant qu'il aurait pu désigner, il peut être admissible à une déduction en vertu de l'article 110.2. (Voir le numéro 6f) du IT-401R, intitulé "Déduction relative au revenu tiré d'une pension".)
- 23. Une déduction en vertu de l'alinéa 60j) ou 60l) pour une année d'imposition à l'égard d'un montant désigné versé dans le régime sera accordée dans la mesure où ce montant n'a "pas été déduit lors du calcul du revenu d'une année antérieure" plutôt que dans la mesure où il "n'était pas déductible lors du calcul du revenu de l'année précédente" comme le stipulait antérieurement la loi.



REVENU CANADA, IMPOT

i ublications

INTERPRETAT

SUBJECT:

INCOME TAX ACT

Contributions to Registered Retirement Savings Plans

NO. IT-124R5

DATE: March 7, 1986

REFERENCE: NR68 -N51

Subsections 146(5) to (5.5) (also sections 204.1 to 204.3, subsections 146(8.2) and 146(16), paragraphs 60(i), (j), (j, 1) and (1) and 146(2)(a)

This bulletin replaces and cancels Interpretation Bulletin IT-124R4 dated August 31, 1981. Current revisions are indicated by vertical lines.

- 1. Payments that may be made under a registered retirement savings plan (RRSP) and are deductible in computing income for a taxation year, within limits, are
 - (a) by virtue of paragraph 60(i), premiums paid (i) under subsection 146(5) where the tax
 - payer is the annuitant (see 3 to 9 below); under subsection 146(5.1) where the tax-
 - payer's spouse is the annuitant (see 10 below): and
 - under subsection 146(5.3) where the taxpayer is the annuitant, in respect of taxable capital gains from the disposition of qualified farm property (see 11 to 16 below);
 - (b) the transfer of certain pension benefits and certain deferred profit sharing plan payments under paragraph 60(j) (see 17 below);
 - (c) the transfer of retiring allowances formerly under paragraph 60(j) and now under 60(j.1) (see 18 and 19 below); and
 - (d) the transfer of a refund of premiums under an RRSP under conditions specified in paragraph 60(1) (see IT-500).
- 2. Prior to the enactment of subsection 18(11), the interest on money borrowed by an individual to pay premiums under the RRSP of the individual, but not under the RRSP of the individual's spouse, was deductible under paragraph 20(1)(c) in computing the income of the individual. Subsection 18(11) now prohibits a deduction for interest on the indebtedness incurred November 12, 1981 for the purpose of paying such premiums. Reasonable administration fees paid by an annuitant to the trustee of the RRSP are considered to be deductible expenses in computing income from property and are not prohibited by the provisions of section 18. Such administration fees relate to services as a trustee, provided to the annuitant, and not for services such as investment counselling or for commissions, brokerage fees, etc. The charges for the latter services are expenses of the trust.

LOI DE L'IMPÔT SUR LE REVENU

Contributions à des régimes enregistrés d'épargneretraite

IT-124R5

DATE: le 7 mars 1986

Paragraphes 146(5) à (5.5) (également les articles 204.1 à 204.3, les paragraphes 146(8.2) et 146(16), les alinéas 60i), j), j.1) et 1) et 146(2)a))

Le présent bulletin annule et remplace le Bulletin d'interprétation IT-124R4 du 31 août 1981. Les révisions courantes sont indiquées par une ligne verticale.

- 1. Les paiements qui peuvent être faits en vertu d'un régime enregistré d'épargne-retraite (REER) et qui sont déductibles dans le calcul du revenu pour une année d'imposition, compte tenu des plafonds établis, sont les suivants:
 - a) en vertu de l'alinéa 60i), les primes versées
 - selon le paragraphe 146(5), lorsque le contribuable est le rentier (voir les numéros 3 à 9 cidessous): selon le paragraphe 146(5.1), lorsque le con-

joint du contribuable est le rentier (voir le numéro 10 ci-dessous);

selon le paragraphe 146(5.3), lorsque le contribuable est le rentier, relativement aux gains en capital imposables réalisés à la disposition d'un bien agricole admissible (voir les numéros 11 à 16 ci-dessous);

- b) le transfert de certaines prestations de pension et de certains paiements d'un régime de participation différée aux bénéfices, selon l'alinéa 60j) (voir le numéro 17 ci-dessous); c) le transfert d'allocations de retraite, auparavant selon l'alinéa 60j) et maintenant selon l'alinéa 60j.1) (voir les
- numéros 18 et 19 ci-dessous); d) le transfert d'un remboursement de primes en vertu d'un REER, selon les conditions exposées à l'alinéa 601)

(voir le Bulletin d'interprétation IT-500).

2. Avant la promulgation du paragraphe 18(11), l'intérêt sur l'argent emprunté par un particulier pour verser des primes à son REER, mais non à celui de son conjoint, était déductible en vertu de l'alinéa 20(1)c) dans le calcul de son revenu. Le paragraphe 18(11) ne permet plus la déduction de l'intérêt sur un emprunt fait après le 12 novembre 1981 pour verser ces primes. Cependant, des frais raisonnables d'administration payés par le rentier au fiduciaire du REER sont considérés comme des dépenses déductibles dans le calcul du revenu tiré d'un bien et ne sont pas frappés d'interdiction par des dispositions de l'article 18. Ces frais d'administration touchent les services rendus au rentier par le fiduciaire et n'ont rien à voir avec des honoraires de conseiller en placement, des commissions des frais de courtage, etc. Ces derniers genres de frais entrent dans les dépenses de la fiducie.



Amounts Paid Under the Taxpaver's RRSP

- 3. The deduction under subsection 146(5) applies to a taxpayer who is an individual other than a trust and who is, or becomes within 60 days after the end of the taxation year, an annuitant under an RRSP. The limits in subsection 146(5) apply to the amount of any premium paid under the RRSP during the taxation year or within 60 days after the end of the taxation year by the individual, to the extent that the premium was neither deducted in computing the taxpayer's income for a previous taxation year nor, designated under paragraph 60(j) (see 17 below), 60(j.1) (see 1T-337R2) or 60(1) (see 1T-500) in respect of permitted transfers of funds to an RRSP.
- 4. Subject to 5 below, the maximum amount that may be claimed by an individual as a premium paid under an RRSP is the lesser of \$5,500 and 20 per cent of the individual's "earned income" for the taxation year. However, when a trust governed by the individual's RRSP has disposed of a property that when acquired way a non-qualified investment, the maximum is reduced by the amount of the deduction available under subsection 146(6), as discussed in IT-320R. "Earned income" is defined by paragraph 146(1)(c) and Form T2097 available from District Taxation Offices outlines the components.
- 5. A lesser maximum than that described in 4 above is in paragraph 146(5)(a) where an individual is employed in a year and
 - (a) as a consequence of that employment is, or may become, entitled to benefits under a pension fund or plan in whole or in part out of contributions made or to be made (or out of amounts credited or to be credited in lieu of such contributions) by a person other than the individual in respect of the individual's employment in that year, or
 - (b) effective for the 1982 and subsequent taxation years
 - contributes an amount in the year to a deferred profit sharing plan of which the individual was a beneficiary, or
 - (ii) as a consequence of that employment the employer contributes an amount in the year to a deferred profit sharing plan in respect of that individual.

In these circumstances, the maximum amount that may be claimed by the individual as a premium paid under an RRSP is the lesser of \$3,500 and 20 per cent of the individual's "earned income" for the taxation year, MINUS any deducted contributions by the individual to a registered pension fund or plan (see 6 below). As in 4 above, any amount deductible under subsection 146(6) reduces the maximum otherwise determined.

6. Deductible contributions to a registered pension fund or plan in 5 above include any contributions in respect of both current and past service that the individual may

Sommes versées en vertu du REER du contribuable

- 3. La déduction prévue au paragraphe 146(5) s'applique à un contribuable qui est un particulier autre qu'une fiducie et qui est, ou devient dans les 60 jours qui suivent la fin de l'année d'imposition, un rentier en vertu d'un REER. Les plafonds établis au paragaphe 146(5) s'appliquent au montant de toute prime versée par le particulier en vertu du REER au cours de l'année d'imposition ou dans les 60 jours qui suivent la fin de l'année d'imposition, à condition que la prime n'ait pas été déduite dans le calcul du revenu du contribuable pour une année d'imposition antérieure ni désignée en vertu de l'alinéa 60j) (voir le numéro 17 ci-dessous), 60j.1) (voir le Bulletin d'interprétation IT-337R2) ou 601) (voir le Bulletin d'interprétation IT-500) dans le cadre des transferts de fonds permis à un REER.
- 4. Sous réserve du numéro 5 ci-dessous, le montant maximum que peut déduire un particulier à titre de prime versée à un REER correspond au moindre de 5 500 \$ et de 20 pour cent du «revenu gagné» par le particulier pour l'année d'imposition. Cependant, lorsqu'une fiducie régie par le REER du particulier a disposé d'un bien qui, à son acquisition, était un placement non admissible, le maximum est diminué du montant de la déduction utilisable selon le paragraphe 146(6), comme il est expliqué dans le Bulletin d'interprétation IT-320R. L'expression «revenu gagné» est définie à l'alinéa 146(1)c) et la formule T2097 que l'on peut obtenir dans les bureaux de district d'impôt en donne les éléments constitutifs
- 5. L'alinéa 146(5)a) prévoit un maximum inférieur à celui qui est décrit ci-dessus lorsqu'un particulier est un employé au cours de l'année et que,
 - a) en raison de cet emploi, il a ou peut avoir droit à des prestations en vertu d'une caisse ou d'un régime de pension payables en totalité ou en partie à même les primes versées ou à verser (ou à même les sommes créditées ou à créditer au lieu de telles primes) par une personne autre que le particulier relativement à l'emploi de celui-ci au cours de cette année-là, ou
 - b) en vigueur pour les années d'imposition 1982 et subséquentes.
 - (i) il contribue dans l'année un montant à un régime de participation différée aux bénéfices dont le particulier est un bénéficiaire ou,
 - (ii) en raison de cet emploi, l'employeur verse dans l'année un montant à un régime de participation différée aux bénéfices pour l'employé.

Dans ce cas, le montant maximum que peut déduire un particulier à titre de prime versée en vertu d'un REER correspond au moindre de 3 500 \$ et de 20 pour cent du «revenu gagné» par le particulier pour l'année d'imposition MOINS toute prime déductible versée par celui-ci à une caisse ou à un régime enregistré de pensions (voir le numéro 6 ci-dessous). Comme au numéro 4 ci-dessus, tout montant déductible en vertu du paragraphe 146(6) réduit le maximum par ailleurs établi.

6. Les primes déductibles versées à une caisse ou à un régime enregistré de pensions dont il est question au numéro 5 ci-dessus comprennent toute prime pour services courants et antérieurs

deduct under paragraph 8(1)(m) in the year including any amount under subsection 8(8) which increases the amount deductible under paragraph 8(1)(m). As provided in subsection 146(5.2), the term "pension fund or plan" in 5 above does not include the Canada Pension Plan, the Quebec Pension Plan or any similar plan of a country other than Canada.

- 7. Where the individual is an employee and belongs to a pension fund or plan into which no other person has contributed, or will contribute, in respect of the individual's employment in a taxation year, the limits described in 4 above will apply for that year. Thus, for example, where contributions made on behalf of the taxpayer to a plan are limited in their application to the first 35 years of service or some other fixed period, that taxpayer will be entitled to a deduction, within the limits in 4 above, in respect of contributions to an RRSP for taxation years subsequent to that fixed period. This is so even where further contributions or credits are made into the fund or plan on the individual's behalf in these subsequent years in respect of the taxpayer's earlier service.
- 8. A premium payment made within 60 days after the end of a particular taxation year may be deducted in computing income for that year. Where the sum of that payment and other payments applicable to the particular year exceeds the amount actually deducted for that year, the lesser of that excess and the payment made in the 60-day period may be deducted, within the usual limits, in computing income for the year in which the payment was made. The main concern, of course, is that a payment or part of it is not claimed twice. In no circumstances is a payment made in a particular taxation year deductible from income of a subsequent taxation year.
- 9. In computing the taxable income pursuant to section 114, of an individual resident in Canada during part of a year, the taxation year for purposes of subsection 146(5) is the calendar year. Therefore the contributions to an RRSP made within 60 days after the end of the calendar year in which the individual left Canada are deductible in computing taxable income of the earlier part year. However, "earned income", as defined in paragraph 146(1)(c) includes only amounts of world "earned income" while resident, and Canadian-source "earned income" while non-resident.

Amounts Paid to or Under a Spouse's RRSP

10. Amounts paid by a taxpayer during the taxation year or within 60 days after the end of the taxation year to or under a plan of which the taxpayer's spouse is the annuitant may be deducted within limits by that taxpayer, as discussed in IT-307R2.

que le particulier peut déduire en vertu de l'alinéa 8(1)m) dans l'année, y compris tout montant prévu au paragraphe 8(8) qui augmente le montant déductible en vertu de l'alinéa 8(1)m). Comme il est prévu au paragraphe 146(5.2), l'expression «caisse ou régime de pension» figurant au numéro 5 ci-dessus ne comprend ni le Régime de pensions du Canada, ni le Régime des rentes du Québec, ni un autre régime semblable d'un pays autre que le Canada.

- 7. Lorsque le particulier est un employé et qu'il adhère à une caisse ou à un régime de pensions auquel aucune autre personne n'a versé ou ne versera de primes en raison de l'emploi du particulier au cours de l'année d'imposition, les plafonds établis au numéro 4 ci-dessus s'appliquent à cette année-là. Par conséquent, lorsque les primes versées au nom du contribuable visent les 35 premières années de service ou toute autre période déterminée, le contribuable peut déduire, compte tenu des plafonds établis au numéro 4 ci-dessus, les primes versées à un REER pour les années d'imposition postérieures à cette période déterminée. Ces dispositions s'appliquent même si d'autres sommes sont versées ou créditées au nom du contribuable à la caisse ou au régime de pensions au cours de ces années subséquentes pour des services antérieurs du contribuable.
- 8. Une prime versée dans les 60 jours qui suivent la fin d'une année d'imposition donnée peut être déduite dans le calcul du revenu pour cette année-là. Si le total de ce paiement et des autres paiements faits pour l'année en question excède la somme réellement déduite pour l'année, le moindre de cet excédent et du paiement fait dans la période de 60 jours peut être déduit, compte tenu des plafonds habituels, dans le calcul du revenu pour l'année du paiement. Il faut surtout s'assurer que la totalité ou une partie du paiement n'est pas déduite en double. Un paiement fait dans une année d'imposition donnée ne peut, en aucun cas, être déduit du revenu d'une année d'imposition subséquente.
- 9. Dans le calcul du revenu imposable, conformément à l'article 114, d'un particulier qui réside au Canada pendant une partie de l'année, l'année d'imposition, aux fins du paragraphe 146(5), correspond à l'année civile. Par conséquent, les primes versées à un REER dans les 60 jours qui suivent la fin de l'année civile au cours de laquelle le particulier a quitté le Canada sont déductibles dans le calcul du revenu imposable de la partie d'année antérieure. Cependant, l'expression «revenu gagné» définie à l'alinéa 146(1)c) ne s'applique qu'au «revenu gagné» de toutes provenances, pendant qu'il est résident, et qu'au «revenu gagné» de sources canadiennes, pendant qu'il est non-résident.

Sommes versées au REER du conjoint ou en vertu d'un tel régime

10. Les sommes versées par un contribuable pendant l'année d'imposition ou dans les 60 jours qui suivent la fin de l'année d'imposition à un régime dont son conjoint est rentier ou en vertu d'un tel régime peuvent être déduites par le contribuable, compte tenu de plafonds, comme il est précisé dans le Bulletin d'interprétation IT-307R2.

Transfer of Farm Capital Gain (see also 29 below for 1985 Budget Proposals)

- 11. The deduction under subsection 146(5.3) applies to a taxpayer who is an individual other than a trust, who disposes of a "qualified farm property" (see 13 below) after December 31, 1983, and who is, or becomes within 60 days after the end of the taxation year, an annuitant under an RRSP. The limits in subsection 146(5.3) apply to the total amount of any premiums paid under the plan during the taxation year or within 60 days after the end of the taxation year by the individual, to the extent that the premium was not designated under paragraph 60(j), 60(j,1) or 60(l).
- 12. The maximum amount that may be claimed by an individual for a taxation year under subsection 146(5.3) as a premium paid under an RRSP is the lesser of
 - (a) the aggregate of the individual's taxable capital gains from all dispositions of "qualified farm property" (see 13 below) after 1983, and
 - (b) the individual's "net farm contribution limit" for the year (see 14 below)

reduced by any amount deducted by the individual under subsection 146(5.3) in preceding taxation years.

- 13. Paragraph 146(5.4)(a) includes as "qualified farm property" of a taxpayer a property that was owned on December 31, 1983 by the taxpayer or the taxpayer's spouse and that at any time after 1971 and before 1984, was
 - (a) real property which was used in carrying on the business of farming in Canada by
 - (i) the taxpayer, the taxpayer's spouse or any of the taxpayer's children,
 - (ii) a "family farm corporation" of the taxpayer, the taxpayer's spouse or any of the taxpayer's children, or
 - (iii) a "family farm partnership" of the taxpayer, the taxpayer's spouse or any of the taxpayer's children, or
 - (b) a share of the capital stock of a "family farm corporation" or an interest in a "family farm partnership".

Further, "qualified farm property" also includes

- (c) a replacement property (see IT-259R2) for a "qualified farm property" of the taxpayer where an election under subsection 13(4) or 44(1) is made by the taxpayer or the taxpayer's spouse, and
- (d) a share of the capital stock of a "family farm corporation" of the taxpayer or an interest in a "family farm partnership" of the taxpayer, acquired after December 31, 1983, provided that
 - (i) "qualified farm property: described above, or
 - (ii) a replacement property for property in (i) above where an election under subsec-

Transfert de gain en capital agricole (voir aussi le numéro 29 ci-dessous pour les propositions budgétaires de 1985)

- 11. La déduction en vertu du paragraphe 146(5.3) vise un contribuable qui est un particulier autre qu'une fiducie, qui dispose d'un «bien agricole admissible» (voir le numéro 13 cidessous) après le 31 décembre 1983 et qui est ou devient, dans les 60 jours qui suivent la fin de l'année d'imposition, un rentier en vertu d'un REER. Les plafonds établis au paragraphe 146(5.3) s'appliquent au total de toutes les primes versées par le particulier en vertu du régime au cours de l'année d'imposition ou dans les 60 jours qui suivent la fin de l'année d'imposition, à condition que les primes n'aient pas été désignées en vertu de l'alinéa 60j), 60j. 1) ou 601).
- 12. Le montant maximum qui peut être demandé par un particulier pour une année d'imposition donnée en vertu du paragraphe 146(5.3) comme primes versées au titre d'un REER est le moindre de
 - a) la somme des gains en capital imposables du particulier provenant de toutes les dispositions d'un «bien agricole admissible» (voir le numéro 13 ci-dessous) après 1983 et
 - b) du «plafond de contribution d'agriculteur net» du particulier pour l'année (voir le numéro 14 ci-dessous),

moins tout montant déduit par le particulier en vertu du paragraphe 146(5.3) au cours des années d'imposition antérieures.

- 13. L'alinéa 146(5.4)a) désigne comme «bien agricole admissible» d'un contribuable un bien que le contribuable ou son conjoint possédait le 31 décembre 1983 et qui, à une date quelconque après 1971 et avant 1984, était
 - a) un bien immobilier utilisé dans l'exploitation d'une entreprise agricole au Canada par
 - (i) le contribuable, son conjoint ou Γun de ses enfants,
 - (ii) une «corporation agricole familiale» du contribuable, de son conjoint ou de Γun de ses enfants, ou
 - (iii) une «société agricole familiale» du contribuable, de son conjoint ou de l'un de ses enfants, ou
 - b) une action du capital-actions d'une «corporation agricole familiale» ou une participation dans une «société agricole familiale».

En outre, un «bien agricole admissible» comprend aussi

- c) un bien de remplacement (voir le Bulletin d'interprétation IT-259R2) pour un «bien agricole admissible» du contribuable lorsque le contribuable ou son conjoint exerce un choix en vertu du paragraphe 13(4) ou 44(1) et
- d) une action du capital-actions d'une «corporation agricole familiale» du contribuable ou une participation dans une «société agricole familiale» du contribuable acquise après le 31 décembre 1983, pourvu que
 - (i) les biens agricoles admissibles décrits ci-dessus, ou
 - (ii) les biens de remplacement pour les biens susmentionnés en (i), lorsque la corporation ou la

tion 13(4) or 44(1) is made by the corporation or partnership

comprises all or substantially all of the assets of the corporation or partnership.

The terms "family farm corporation" and "family farm partnership" are discussed in IT-268R2 and the term "business of farming" in IT-322R.

- 14. "Net farm contribution limit" for a year in 12 above is the "farm contribution limit" defined in paragraph 146(5.4)(b), being the excess of
 - (a) \$10,000 multiplied by the number of calendar years after 1971 and before 1984 during which the taxpayer, or the taxpayer's spouse was a "full-time farmer" (see 15 below)

over

(b) amounts deducted under subsection 146(5.3) in that year and prior years by a person who, in the year of deduction, was the spouse of the taxpayer

reduced by any amount deducted after 1983 as a contribution by the taxpayer to

- (c) an RRSP under subsections 146(5) and (5.1) (see 3 to 10 above), and
- (d) a registered pension fund or plan under paragraph 8(1)(m) (see 6 above).
- 15. Paragraph 146(5.4)(c) defines a "full-time farmer" during a calendar year as an individual
 - (a) who was actively engaged in the business of farming in the year and whose farm operations in that year were not subject to the restricted farm loss rules discussed in IT-322R,
 - (b) who, in that year, owned a "share of the capital stock of a family farm corporation" of that individual, or
 - (c) who leased land to
 - (i) the individual's spouse or child who was also a full-time farmer,
 - (ii) a corporation, any share of which was a "share of the capital stock of a family farm corporation" of that individual's spouse or child, or
 - (iii) a partnership, an interest in which was an "interest in a family farm partnership" of that individual's spouse or child

provided that the land was used in the year in the business of farming in Canada by the individual's spouse or child, the corporation or the partnership.

For the meaning of "child" see IT-268R2.

16. By virtue of subsection 146(5.5), the deduction under subsection 146(5.3) is also extended to an individual who is unable to become an annuitant under an RRSP because

société fait un choix en vertu du paragraphe 13(4) ou 44(1),

comprennent tous ou presque tous les éléments d'actif de la corporation ou de la société.

Les expressions «corporation agricole familiale» et «société agricole familiale» sont abordées dans le Bulletin d'interprétation IT-268R2 et l'expression «exploitation d'une entreprise agricole», dans le Bulletin d'interprétation IT-322R.

- 14. L'expression «plafond de contribution d'agriculteur net» pour une année, mentionnée au numéro 12 ci-dessus est le «plafond de contribution d'agriculteur» défini à l'alinéa 146(5.4)b) et désigne l'excédent
 - a) de 10 000 \$ multiplié par le nombre d'années civiles après 1971 et avant 1984 au cours desquelles le contribuable ou son conjoint était un «agriculteur à temps complet» (voir le numéro 15 ci-dessous) sur
 - b) les montants déduits selon le paragraphe 146(5,3) au cours de l'année et des années antérieures par la personne qui, dans l'année de la déduction, était le conjoint du contribuable,

moins tout montant déduit après 1983 comme prime versée par le contribuable à

- c) un REER selon les paragraphes 146(5) et (5.1) (voir les numéros 3 à 10 ci-dessus).
- d) une caisse ou à un régime enregistré de pensions selon l'alinéa 8(1)m) (voir le numéro 6 ci-dessus).
- 15. Selon l'alinéa 146(5.4)c), l'«agriculteur à temps complet» au cours d'une année civile désigne un particulier
 - a) qui était activement engagé dans l'exploitation de l'entreprise agricole au cours de l'année et dont les opérations agricoles pendant l'année n'étaient pas soumises au règles relatives aux pertes agricoles restreintes décrites dans le Bulletin d'interprétation IT-322R,
 - b) qui, durant cette année-là, possédait une «action du capital-actions d'une corporation agricole familiale» qui lui appartenait ou
 - c) qui louait un fonds de terre
 - (i) à son conjoint ou à son enfant qui était aussi un agriculteur à temps complet,
 - (ii) à une corporation dont une action du capitalactions était une «action du capital-actions d'une corporation agricole familiale» de son conjoint ou de son enfant ou
 - (iii) à une société dont une participation était une «participation dans une société agricole familiale» de son conjoint ou de son enfant,

si le fonds de terre a été utilisé pendant l'année pour l'exploitation d'une entreprise agricole au Canada par le conjoint du particulier, par son enfant, par la corporation ou par la société.

L'expression «enfant» est définie dans le Bulletin d'interprétation IT-268R2.

16. Le paragraphe 146(5.5) stipule que la déduction prévue au paragraphe 146(5.3) est aussi accordée à un particulier qui ne peut pas devenir un rentier aux termes d'un REER parce qu'il a

he or she has attained the age of 71 years in a preceding taxation year. In such cases, the amount paid to acquire an annuity described in subparagraph 60(1)(ii) (see IT-500) is deemed to be a premium paid under an RRSP which is deductible subject to the normal limitations under subsection 146(5.3) (see 12 above).

Transfer of Pension and Similar Payments

- 17. Lump sum or periodic payments included in computing the income of a taxpayer that are
 - (a) superannuation or pension benefits received out of or under a registered pension fund or plan,
 - (b) benefits under the Old Age Security Act and similar payments under provincial laws,
 - (c) benefits under the Canada or Quebec Pension Plans,
 - (d) superannuation or pension benefits attributable to services rendered in a period while the taxpayer was not resident in Canada (e.g. payments out of a foreign pension plan not registered in Canada), or
 - (e) payments out of a deferred profit sharing plan (but not a revoked plan) to the extent brought into income by subsection 147(10)

qualify pursuant to paragraph 60(j) for transfer to an RRSP (or a registered pension fund or plan) under which the taxpayer is the annuitant. (Prior to 1984 a broader range of benefits and payments qualified for transfer and for the 1984 taxation year transitional rules were applicable as discussed in 18 below). Paragraph 60(j) permits a deduction of an amount (not in excess of available qualifying income) that is designated in the taxpayer's return in respect of a premium paid under the plan, other than any portion of the premium that is designated for purposes of paragraph 60(1) (see IT-500). It is important to note that the taxpayer has 60 days from the end of the year in which to make payments to the plan, but the deduction must be made in the year in which the lump sum or periodic payments were received. If a taxpayer pays into the plan an amount of the qualifying income which is greater than the designated amount, a deduction in respect of the excess may still available under subsection 146(5) to the extent permitted therein. To the extent that amounts received out of a deferred profit sharing plan (but not a revoked plan) are not transferred under paragraph 60(j), they may qualify under paragraph 60(k) for transfer to another deferred profit sharing plan.

- 18. For taxation years prior to 1984, the following amounts qualified for transfer under paragraph 60(j):
 - (a) all superannuation or pension benefits, except those received out of an employee benefit plan after 1979 (subject to (b) below),
 - (b) amounts described in 17(b), (c), (d) or (e), and
 - (c) retiring allowances, except those received out of an employee benefit plan after 1979, in respect of retirements occurring before November 13, 1981 and those occurring before 1982 pursuant to arrange-

atteint l'âge de 71 ans dans une année d'imposition antérieure. Dans ce cas, le montant payé en vue de l'acquisition d'une rente décrite au sous-alinéa 601)ii) (voir le Bulletin d'interprétation IT-500) est considéré comme une prime versée à un REER qui est déductible selon les plafonds habituels établis au paragraphe 146(5,3) (voir le numéro 12 ci-dessus).

Transfert de prestations de retraite et d'autres paiements semblables

- 17. Les paiements forfaitaires ou périodiques inclus dans le calcul du revenu du contribuable qui sont
 - a) des prestations de retraite ou de pension reçues en vertu d'une caisse ou d'un régime enregistré de pensions,
 - b) des prestations en vertu de la Loi sur la sécurité de la vieillesse et des paiements semblables en vertu de lois provinciales,
 - c) des prestations du Régime de pensions du Canada ou du Régime de rentes du Québec,
 - d) des prestations de retraite ou de pension en vertu de services rendus alors que le contribuable ne résidait pas au Canada (par exemple des paiements d'un régime de pensions étranger non enregistré au Canada) ou
 - e) des paiements d'un régime de participation différée aux bénéfices (mais non d'un régime annulé) dans la mesure où ces paiements ont été intégrés au revenu en vertu du paragraphe 147(10)

peuvent être, en vertu de l'alinéa 60j), transférés à un REER (ou à une caisse ou à un régime enregistré de pensions) dont le particulier est le rentier. (Avant 1984, une gamme plus étendue de prestations et de paiements était admissible au transfert. Pour l'année d'imposition 1984, des règles de transition ont été appliquées, comme il est expliqué au numéro 18 ci-dessous.) L'alinéa 60j) permet la déduction d'un montant n'excédant pas le revenu admissible possible qui est désigné dans la déclaration du contribuable comme un montant relatif à une prime versée au régime qui est autre que toute partie de la prime désignée aux fins de l'alinéa 601) (voir le Bulletin d'interprétation IT-500). Il est important de signaler que le contribuable peut verser des primes au régime pendant les 60 jours qui suivent la fin de l'année, mais que la déduction doit être demandée pour l'année où les paiements forfaitaires ou périodiques ont été reçus. Si un contribuable verse au régime un montant du revenu admissible supérieur au montant désigné, une déduction relative à l'excédent, en vertu du paragraphe 146(5), peut être possible dans la mesure permise par ce paragraphe. Les sommes provenant d'un régime de participation différée aux bénéfices (mais non d'un régime annulé) qui ne sont pas transférées en vertu de l'alinéa 60j) peuvent éventuellement être transférées à un autre régime de participation différée aux bénéfices en vertu de l'alinéa 60k).

- 18. Pour les années d'imposition antérieures à 1984, les montants suivants pouvaient être transférés en vertu de l'alinéa 60j):
 - a) toutes les prestations de retraite ou de pension, sauf les prestations reçues d'un régime de prestations des employés après 1979 (sous réserve de b) ci-dessous),
 - b) les montants mentionnés en 17b), c), d) ou e),
 - c) les allocations de retraite, sauf les allocations de ce genre reçues d'un régime de prestations aux employés après 1979, pour les départs à la retraite antérieurs au 13 novembre 1981 et ceux qui sont survenus avant 1982 con-

ments made before November 13, 1981 (see IT-337R2),

For the 1984 taxation year transitional rules were applicable whereby the amount qualifying for transfer was the greater of

- (d) all amounts described in (a) or (b) above received on or before February 15, 1984 and amounts described in 17 above received after that date, and
- (e) the lesser of
 - (i) the aggregate of all amountsdescribed in(a) or (b) above received any time in the year and
 - (ii) the amount of RRSP premiums paid in 1984 before February 16 (other than those designated for purposes of paragraph 60(1)).
- 19. Retiring allowances, except those received out of an employee benefit plan after 1979, in respect of retirements other than those described in 18(c) above qualify for transfer to an RRSP under paragraph 60(j.1), within limits, as discussed in IT-337R2.

Transfer of Funds Between Plans

- 20. Provided a transfer is made before the calendar year in which the annuitant attains 72 years of age, subsection 146(16) allows an RRSP to be revised or amended to provide for a direct payment or transfer, on behalf of the annuitant, of any funds under the plan
 - (a) to another RRSP of the annuitant,
 - (b) after 1981, to an RRSP of the annuitant's spouse or former spouse on or after the breakdown of the marriage (see 21 below),
 - (c) to a registered pension fund or plan as a contribution, or
 - (d) to a registered retirement income fund of the annuitant (see 22 below)

The amount so transferred is not included or deducted in computing the income of the annuitant or spouse or former spouse, as the case may be, for the taxation year during which the funds were transferred.

21. The transfer described in 20(b) above is applicable if the spouses or former spouses are living apart and the transfer is made pursuant to a decree, order or judgment of a competent tribunal, or a written separation agreement, relating to a division of property between the spouses or former spouses in settlement of rights arising out of their marriage (Form T2220, available at any District Taxation Office, is required to effect the transfer).

See also Information Circulars 79-8R2 and 72-22R7.

- 22. The transfer described in 20(d) above is available to an annuitant at any time after the earliest of the following dates:
 - (a) the date on which the annuitant attains 60 years of age,

formément à des arrangements conclus avant le 13 novembre 1981 (voir le Bulletin d'interprétation IT-337R2). Pour l'année d'imposition 1984, l'application des règles de transition prévoyait que le montant admissible au transfert était le plus élevé

- d) des montants indiqués en a) ou b) ci-dessus reçus au plus tard le 15 février 1984 et des montants indiqués en 17 ci-dessus reçus après cette date et
- e) le moindre
 - (i) du total des montants indiqués en a) ou b) cidessus reçus à n'importe quelle date de l'année et
 - (ii) du montant des primes versées au REER en 1984 avant le 16 février (autres que les montants désignés aux fins de l'alinéa 601)).
- 19. Les allocations de retraite, sauf les allocations de ce genre reçues d'un régime de prestations aux employés après 1979, pour les départs à la retraite autres que ceux qui sont mentionnés en 18c) ci-dessus peuvent être transférées à un REER en vertu de l'alinéa 60j.1), compte tenu de plafonds, comme il est expliqué dans le Bulletin d'interprétation IT-337R2.

Transfert de fonds d'un régime à un autre

- 20. Dans la mesure où le transfert est effectué avant l'année civile où le rentier atteint l'âge de 72 ans, le paragraphe 146(16) prévoit la révision ou la modification d'un REER en vue du versement direct ou du transfert, pour le compte du rentier, des fonds du régime
 - a) à un autre REER du rentier,
 - b) après 1981, à un REER du conjoint ou ancien conjoint du rentier au moment de la rupture du mariage ou après celle-ci (voir le numéro 21 ci-dessous),
 - c) à une caisse ou à un régime enregistré de pensions, à titre de prime, ou
 - d) à un fonds enregistré de revenu de retraite du rentier (voir le numéro 22 ci-dessous).

La somme transférée ne doit pas être incluse dans le calcul du revenu du rentier ou de son conjoint ou ancien conjoint ni en être déduite, selon le cas, pour l'année d'imposition où le transfert de fonds a eu lieu.

21. Le transfert décrit en 20b) ci-dessus est admissible si les conjoints ou anciens conjoints vivent séparément et que le transfert est effectué en vertu d'un arrêt, d'une ordonnance ou d'un jugement d'un tribunal compétent ou d'une entente écrite de séparation relatif à un partage des biens entre les conjoints ou anciens conjoints en vue du règlement des droits découlant de leur mariage. (La formule T2220 que l'on trouve dans les bureaux de district d'impôt doit être produite pour faire le transfert.)

Voir aussi les circulaires d'information 79-8R2 et 72-22R7.

- 22. Le rentier peut faire le transfert décrit en 20d) ci-dessus à compter de la première des dates suivantes:
 - a) la date à laquelle le rentier atteint l'âge de 60 ans,

S IT-124R5

(b) the date on which the annuitant or the annuitant's spouse receives a disability pension under the Canada Pension Plan or a provincial pension plan as defined in section 3 of that Act.

()1

(c) where the annuitant's spouse has died, the date on which the annuitant receives a survivor's pension under one of the plans mentioned in (b) above.

Payment of Premium in Kind

23. Subsections 146(5) and 146(5.3) refer to the payment of premiums under an RRSP while subsection 146(5.1) refers to a payment under a spouse's plan. Payment could include a contribution or transfer of property other than cash by the taxpayer. In such a case, however, the individual could realize a capital gain on such property pursuant to paragraph 54(c), as a disposition of the property is considered to have occurred at the time when the contribution or transfer of the property is made. The proceeds of disposition and the amount of the premium considered to be paid are equivalent to the fair market value of the property transferred or contributed by the taxpayer at the time of its disposition. However, a capital loss arising from such a transfer of property is deemed to be nil for tax purposes pursuant to subparagraph 40(2)(g)(iv).

Over-Contributions

- 24. Retirement savings plans registered after February 24, 1977, must contain a provision permitting the refund of all or part of an overpayment of premiums, overpayments to a spouse's plan or gifts to a taxpayer's plan. That is, all such plans must provide for the repayment of all or part of an "excess amount for a year" (see 25 to 27 below) and/or of the excess referred to in subsection 146(8.2) (see 28 below). Plans which existed on February 24, 1977, may be amended to contain such a provision. Plans which contain a provision for the repayment of "an excess amount for a year" and of the excess referred to in subsection 146(8.2) are not deregistered when such a payment is made before maturity.
- 25. The phrase "excess amount for a year" is defined in subsection 204.2(1). A taxpayer has an excess amount for a year in respect of an RRSP when at a particular time in the year the aggregate of
 - (a) all amounts paid by the taxpayer to the plan or plans of the taxpayer or the taxpayer's spouse (other than the amounts to which the transfer provisions listed in 1(b), (c) or (d) above or those described in 20 above apply or would apply if the taxpayer were resident in Canada throughout the year), and
 - (b) all gifts made to the plan or plans under which the taxpayer is the annuitant (other than gifts made by the taxpayer's spouse)
- in the year and before the particular time, exceeds the aggregate of
 - (c) all the amounts the taxpayer was entitled to deduct in computing income for the immediately

- b) la date à laquelle le rentier ou son conjoint touche une indemnité d'invalidité en vertu du Régime de pensions du Canada ou d'un régime de pensions provincial selon la définition qu'en donne l'article 3 de cette Loi
- c) lorsque le conjoint du rentier est décédé, la date à laquelle le rentier touche une pension de survivant en vertu d'un régime dont il est question en b) ci-dessus.

Paiement en nature de la prime

23. Les paragraphes 146(5) et 146(5.3) concernent le paiement de primes à un REER alors que le paragraphe 146(5.1) se rapporte à un paiement au régime du conjoint. Ce paiement peut être constitué d'une contribution ou d'un transfert de biens, autres que de l'argent comptant, par le contribuable. Toutefois, le particulier pourrait alors réaliser un gain en capital sur ces biens conformément à l'alinéa 54c), puisqu'une disposition de biens est présumée avoir eu lieu au moment de la contribution ou du transfert. Le produit de la disposition et le montant de la prime réputée avoir été versée correspondent à la juste valeur marchande des biens transférés ou contribués par le contribuable au moment de la disposition. Toutefois, une perte en capital résultant d'un tel transert de biens est réputée être nulle aux fins de l'impôt, conformément au sous-alinéa 40(2)g)(iv).

Paiements en trop

- 24. Les régimes d'épargne-retraite enregistrés après le 24 février 1977 doivent prévoir le remboursement de la totalité ou d'une partie des primes versées en trop, des paiements en trop au régime du conjoint ou des dons faits au régime du contribuable. Ainsi, tous ces régimes doivent prévoir la restitution de la totalité ou d'une partie d'un «excédent pour une année» (voir les numéros 25 à 27 ci-dessous) ou de l'excédent dont il est question au paragraphe 146(8.2) (voir le numéro 28 ci-dessous). Les régimes en vigueur le 24 février 1977 peuvent être modifiés en vue d'inclure une telle disposition. L'enregistrement de régimes qui prévoient la restitution d'un «excédent pour une année» et de l'excédent dont il est question au paragraphe 146(8.2) n'est pas annulé par suite d'un tel paiement ayant l'échéance
- 25. L'expression «excédent pour une année» est définie au paragraphe 204.2(1). Un contribuable a un excédent pour une année par rapport à un REER lorsque, à un moment donné de l'année, la somme de
 - a) toutes les sommes versées par le contribuable à ses régimes ou à ceux de son conjoint (autres que les sommes visées par les dispositions de transfert mentionnées en 1b), c) ou d) ou décrites au numéro 20 ci-dessus qui s'appliquent ou s'appliqueraient si le contribuable était un résident du Canada tout au long de l'année) et de
 - b) tous les dons faits aux régimes dont le contribuable est le rentier (autres que des dons faits par son conjoint,

au cours de l'année et avant la date donnée, dépasse le total de

c) tous les montants que le contribuable peut déduire dans le calcul de son revenu pour l'année précédente concernant

preceding year in respect of the payments under (a) above in the first 60 days of the year,

(d) \$5,500, and

(e) for 1984 and subsequent taxation years, the amount deductible under subsection 146(5.3) (see 1(a)(iii) above) but excluding deemed premiums under subsection 146(5.5).

- 26. The above definition of "excess amount for a year" applies for the purposes of the provisions of Part X.I (see 27 below) and, by virtue of subclause 146(2)(a)(i)(B)(I), also for the purposes of section 146. The effect of making the definition applicable also for the purposes of the latter section is that before maturity of a plan any "excess amount for the year" may be paid out without causing deregistration of the plan. However, the amounts paid out of any one plan in respect of a particular year may not exceed the amounts contributed plus the gifts made to that plan for the year. Amounts paid are included in the taxpayer's income in the year of receipt. Although no time limit is imposed for paying out the "excess amount for the year" any delay in making such payout could result in the prolonged taxation of an "excess amount for the year" under section 204.1. In addition, any payment out of the plan of an "excess amount for the year" (or of the 'excess" referred to in 28 below) after the plan has matured would result in its deregistration, with the fair market value of all property of the plan being included in the income of the annuitant or the annuitant's spouse in the year of deregistration (see IT-415R). Where the excess was contributed to the plan and a retirement income was acquired on maturity with the total contributions (including the excess), any annuity payments received by the beneficiary would be fully taxable even though only part of the contribution to the plan was deductible in computing income.
- 27. Under Part X.I a tax of 1 per cent per month is imposed upon an individual who has an "excess amount for a year" (see 25 above). The Department takes the position that the tax will not apply to an excess amount after the plan has reached maturity and a retirement income has been purchased (see 26 above). An individual who has an "excess amount for a year" is required by subsection 204.3(1) to file a prescribed return for that year (form TI-OVP) within 90 days after the end of the year and, at that time, to pay the estimated tax payable.
- 28. Although all refunds of overpayments are included in the taxpayer's income in the year of receipt, subsection 146(8.2) provides that where a refund by the plan of an overpayment is made within a certain time limit to the annuitant or to the annuitant's spouse who made the overpayment, a deduction may be allowed for some or all of the overpayment received. To qualify, the refund must have been made during the year in which the notice of assessment, was issued for the year in which the overpayment arose, or during the following taxation year. The maximum amount which may be deducted under subsection 146(8.2)

les paiements en vertu de a) ci-dessus dans les 60 premiers jours de l'année,

d) 5 500 \$ et,

e) pour les années d'imposition 1984 et subséquentes, du montant déductible en vertu du paragraphe 146(5.3) (voir le numéro 1a) (iii) ci-dessus), mais en excluant les primes réputées en vertu du paragraphe 146(5.5).

26. Cette définition de l'expression «excédent pour une année» s'applique aux fins de la Partie X.I (voir le numéro 27 cidessous) et, en vertu de la subdivision 146(2)a)(i)(B)(I), aux fins de l'article 146. Comme cette définition s'applique aussi à l'article 146, tout excédent pour l'année versé avant l'échéance au régime n'entraîne pas l'annulation de l'enregistrement. Cependant, les sommes retirées de tout régime par rapport à une année donnée ne doivent pas dépasser les sommes versées plus les dons faits à ce régime pour l'année. Les montants versés sont inclus dans le revenu du contribuable de l'année où ils sont reçus. Bien qu'aucun délai ne soit précisé pour le paiement de l'«excédent pour une année», tout retard pourrait entraîner l'imposition prolongée d'un «excédent pour une année» en vertu de l'article 204.1. De plus, tout paiement à même le régime d'un «excédent pour une année» (ou de l'«excédent» mentionné au numéro 28 ci-dessous) après l'échéance du régime entraînerait le désenregistrement de celui-ci, et la juste valeur marchande de tous les biens du régime serait incluse dans le revenu du rentier ou de son conjoint l'année du désenregistrement (voir le Bulletin d'interprétation IT-415R). Lorsque l'excédent est versé au régime et que le total des primes (y compris l'excédent) sert à produire un revenu de retraite à l'échéance, toute rente versée au bénéficiaire sera totalement imposable, même si seulement une fraction de la prime était déductible dans le calcul du revenu.

- 27. La Partie X.I prévoit un impôt de 1 pour cent par mois dans le cas d'un particulier qui a un «excédent pour une année» (voir le numéro 25 ci-dessus). Le Ministère estime que l'impôt ne s'applique pas à l'excédent lorsque le régime est échu et qu'un revenu de retraite a été acquis (voir le numéro 26 ci-dessus). Le paragraphe 204.3(1) stipule qu'un particulier qui a un «excédent pour une année» doit produire une déclaration prescrite pour cette année-là (formule T1-OVP) dans les 90 jours qui suivent la fin de l'année et qu'il est tenu de payer à ce moment-là l'impôt estimatif exigible.
- 28. Même si tous les remboursements de paiements en trop sont inclus dans le revenu du contribuable l'année où ils sont reçus, le paragraphe 146(8.2) prévoit que, lorsqu'un rentier ou son conjoint qui a fait le paiement en trop reçoit du régime dans un certain délai le remboursement du paiement en trop, la déduction d'une partie ou de la totalité du paiement en trop ainsi reçu peut être admise. Pour être admissible, le remboursement doit avoir été fait au cours de l'année où l'avis de cotisation a été envoyé pour l'année du paiement en trop ou au cours de l'année d'imposition suivante. La déduction maximum prévue au paragraphe 146(8.2) correspond à la fraction du montant de 5 500 \$

is the amount by which \$5,500 exceeds the amount deductible under subsections 146(5) and (5.1) by the taxpayer in the year in respect of contributions to an RRSP in that year. Form T 3012 which is available from any District Taxation Office should be used to assist in the calculation of this deductible amount.

1985 Budget Proposals

- 29. If the proposal contained in subclause 81(3) of Bill C-84, (first reading, November 26, 1985) is enacted into law, the deduction under subsection 146(5.3) described in 1(a)(iii) and 11 to 16 above will not be available for contributions to an RRSP made after May 23, 1985 with respect to a capital gain realized on the disposition after 1984 of a "qualified farm property".
- 30. The Budget Papers of May 23, 1985 also announced legislative changes being considered that, if enacted into law, would significantly affect the comments in this bulletin.

qui dépasse le montant déductible pour le contribuable dans l'année conformément aux paragraphes 146(5) et (5.1) en rapport avec les primes versées à un REER cette année-là. La formule T3012 qui peut s'obtenir dans tout bureau de district d'impôt doit être utilisée pour le calcul de cette déduction.

Propositions budgétaires de 1985

- 29. Si l'article 81(3) du projet de loi C-84 est promulguée, la déduction prévue au paragraphe 146(5.3) qui est expliquée en la)(iii) et en 11 à 16 ci-dessus ne sera pas possible pour les primes versées à un REER après le 23 mai 1985 relativement à un gain en capital réalisé à la disposition d'un «bien agricole admissible» après 1984.
- 30. Les documents budgétaires du 23 mai 1985 annoncent aussi des changements législatifs possibles qui, s'ils sont promulgués, modifieraient considérablement les propos de ce bulletin.





MINISTÈRE DU REVENU NATIONAL, IMPÔT

INTERPRETATION BULLETIN

D'INTERPRÉTATION

SUBJECT: INCOME TAX ACT

Resource Properties - Dispositions After

1971

SERIAL NO:

IT-125 DATE: October 5, 1973

Section 59 (Also section 64 and para-

graphs 66(15)(b) to (f) inclusive; and in the pre-1972 Act, subsection 83A(5a))

1. Section 59 of the Act applies to any taxpayer (other than a dealer in resource properties to whom subsection 66(5) applies or a prospector or grubstaker to whom section 35 applies) who, subsequent to his 1971 taxation year, disposes of a resource property as described in section 59. Property in respect of which any amount is required to be included in computing a taxpayer's income for a year under section 59 is excluded from capital gains treatment under subdivision c of Division B of the Act by virtue of subparagraph 39(1)(a)(ii).

- 2. Under subsection 59(1) the amount receivable by a taxpayer as consideration for the disposition of any resource property listed therein (as described below) is included in computing his income for the taxation year of disposition notwithstanding that the amount receivable or any part thereof may not be received until a subsequent taxation year. The particular resource properties listed under this subsection are as follows:
 - (a) A Canadian or foreign resource property acquired after 1971 as defined in paragraph 66(15)(c) or (f) (see paragraph 3 below).
 - (b) A right, licence or privilege described in subsection 83A(5a) of the pre-1972 Act. Generally these are Canadain oil and gas rights acquired before 1972 by a principal-business corporation or an oil or gas association, partnership or syndicate and oil and gas rights acquired after April 10, 1962 and before 1972 by other persons.
- 3. The resource properties contemplated by paragraph 66(15)(c) are:
 - (a) any right, licence or privilege to explore for, drill for, or take petroleum, natural gas or other related hydrocarbons in Canada,
 - (b) any right, licence or privilege to prospect, explore, drill or mine for minerals in a mineral resource in Canada.
 - (c) any oil or gas well situated in Canada,
 - (d) any rental or royalty computed by reference to the amount or value of production from an oil or gas well, or a mineral resource, situated in Canada,

OBJET: LOI DE L'IMPÔT SUR LE REVENU Avoir miniers — Dispositions après 1971

No DE SÉRIE: IT-125 DATE: le 5 octobre 1973

RENVOI: Article 59 (Aussi l'article 64 et les alinéas 66(15)b) à f) inclusivement; paragraphe

83A(5a) de la Loi antérieure à 1972.)

- 1. L'article 59 de la Loi s'applique à tout contribuable (autre qu'un courtier en avoirs miniers visé par le paragraphe 66(5) ou un prospecteur ou un commanditaire en prospection visé par l'article 35) qui, postérieurement à son année d'imposition 1971, dispose d'un avoir minier tel que défini à l'article 59. Un bien à l'égard duquel toute somme doit être incluse dans le calcul du revenu d'un contribuable pour une année en vertu de l'article 59 est exclu du traitement des gains en capital selon la sous-section c de la Section B de la Loi en vertu du sous-alinéa 39(1)a)(ii).
- 2. En vertu du paragraphe 59(1), la somme à recevoir par un contribuable en contrepartie de la disposition de tout avoir minier qui y est mentionné est incluse dans le calcul de son revenu pour l'année d'imposition de la disposition, bien que le contribuable puisse ne pas recevoir en entier ou en partie cette somme avant une année d'imposition postérieure. Les avoirs miniers particuliers visés par ce paragraphe sont les suivants:
 - a) Un avoir minier canadien ou étranger acquis après 1971 tel que défini à l'alinéa 66(15)c) ou f) (voir paragraphe 3 ci-après).
 - b) Un droit, une licence ou un privilège que décrit le paragraphe 83A(5a) de la Loi antérieure à 1972. En général il s'agit de droits relatifs à du pétrole ou du gaz situé au Canada, acquis avant 1972 par une corporation exploitant une entreprise principale ou une association, société ou syndicat constitué en vue de l'exploitation du pétrole ou du gaz et de droits relatifs à du pétrole et du gaz acquis après le 10 avril 1962 et avant 1972 par d'autres personnes.
- 3. Les avoirs miniers visés par l'alinéa 66(15)c) sont:
 - a) un droit, permis ou privilège afférent aux travaux d'exploration, de forage ou d'extraction, relatifs au pétrole, au gaz naturel ou à d'autres hydrocarbures apparentés au Canada,
 - b) un droit, permis ou privilège afférent aux travaux de prospection, d'exploration, de forage ou d'extraction, faits en vue de la découverte de minéraux dans une ressource minérale au Canada,
 - c) un puits de pétrole ou de gaz situé au Canada,
 - d) tout loyer ou toute redevance calculée en fonction du volume ou de la valeur de la production d'un puits de pétrole ou de gaz, ou d'une ressource minérale situé au Canada.

- (e) any real property situated in Canada the principal value of which depends upon its mineral resource content (but not including any depreciable property situated on the surface of the property or used or to be used in connection with the extraction or removal of minerals therefrom), or
- (f) any right to or interest in any property described in (a) to (e) above,

and the resource properties contemplated by paragraph 66(15)(f) are the same as above except that they are situated outside Canada.

Disposition of Resource Properties

- 4. Subsections 59(3) and (4) apply to a disposition by a taxpayer after 1971 of a resource property owned by him on December 31, 1971 as described in paragraph 3 above provided it is not property described in paragraph 2(b) above. Where these subsections apply, only a "relevant percentage" of the amount receivable is included in income. The relevant percentage is 60% of the amount receivable in respect of dispositions in the 1972 calendar year. For dispositions thereafter, the percentage of the amount receivable to be included in income will be increased by 5 percentage points in each subsequent calendar year until 1980, when 100% of the amount receivable will be included in income.
- 5. The disposition of a resource property to which section 59 has application includes any transaction or event entitling a taxpayer to proceeds of disposition (e.g. a sale, expropriation, theft or destruction). In addition the section appplies when a taxpayer disposes of a resource property by way of gift and, by virtue of paragraph 69(1)(b), is deemed to have received proceeds of disposition equal to the fair market value of the resource property.
- 6. There can be, however, dispositions under farmout agreements that do not give rise to income. A common form of farmout agreement is one under which the owner of resource properties transfers a part interest in them to another person who undertakes to perform on the property farmout services, at his own expense, in the form of exploration and development expenses. In these circumstances, to the extent that the disposition of part of the interest can be considered a payment for farmout services, the disposition does not give rise to proceeds of disposition that are included in income.
- 7. The amount receivable to be taken into income in the year of a disposition to which section 59 applies is the whole amount receivable in respect of the disposition subject to the comments in paragraphs 4 and 8(b) herein. In non-arm's length transactions the amount receivable may be the fair market value of the resource property by virtue of paragraph 69(1)(b) and will be nil in the case of a winding-up of a wholly-owned Canadian corporation under section 88.

- e) tout bien immobilier situé au Canada et dont la principale valeur dépend de son contenu en matières minérales (mais à l'exclusion de tout bien amortissable se trouvant à la surface de ce bien ou utilisé ou devant être utilisé dans le cadre de l'extraction ou du prélèvement de minéraux provenant de ce bien), ou
- f) toute participation ou tout droit afférent à des biens visés dans a) à e) ci-dessus,

et les avoirs miniers visés par l'alinnéa 66(15)f) sont les mêmes que ceux énumérés ci-dessus sauf qu'ils sont situés à l'extérieur du Canada.

Disposition d'un avoir minier

- 4. Les paragraphes 59(3) et (4) s'appliquent à la disposition par un contribuable, après 1971, d'un avoir minier qui lui appartenait le 31 décembre 1971 et qui est conforme à la désignation au paragraphe 3 ci-dessus, à condition qu'il n'entre pas dans la catégorie des biens visés au paragraphe 2b) ci-dessus. Lorsque ces paragraphes s'appliquent, seulement "une fraction appropriée" de la somme à recevoir est incluse dans le revenu. La fraction appropriée est 60% de la somme à recevoir à l'égard des dispositions effectuées au cours de l'année civile 1972. En ce qui concerne les dispositions effectuées par la suite, la fraction de la somme à recevoir qui doit être incluse dans le revenu sera augmentée de 5% à chaque année civile postérieure jusqu'en 1980, lorsque 100% de la somme à recevoir sera inclus dans le revenu.
- 5. La disposition d'un avoir minier visée par l'article 59 comprend toute transaction ou événement donnant à un contribuable droit au produit de la disposition (par ex., vente, expropriation, vol ou destruction). De plus, cet article s'applique lorsqu'un contribuable dispose d'un avoir minier au moyen d'une donation et, en vertu de l'alinéa 69(1)b), il est réputé avoir reçu de la dispositon une contrepartie égale à la juste valeur marchande de l'avoir minier.
- 6. Cependant, il peut y avoir des dispositions en vertu de conventions d'affermage qui ne produisent pas un revenu. Une forme courante de convention d'affermage est celle par laquelle le propriétaire d'avoirs miniers transfère en partie ses droits sur ces biens à une autre personne qui exécute les services d'affermage des biens, à ses frais, ces derniers étant des frais d'exploration et d'aménagement. Le cas échéant, dans la mesure où la disposition d'une partie des droits peut être considérée comme un paiement pour des services d'affermage, la disposition ne donne pas lieu à un produit qui est inclus dans le revenu.
- 7. La somme à recevoir qui doit être incluse dans le revenu de l'année d'une disposition visée par l'article 59 est la somme totale à recevoir à l'égard de la disposition faisant l'objet des présents paragraphes 4 et 8b). Dans toutes les transactions comportant un lien de dépendance, la somme à recevoir peut être la juste valeur marchande des avoirs miniers en vertu de l'alinéa 69(1)b) et sera égale à zéro dans le cas d'une liquidation d'une corporation canadienne possédée en propriété inclusive, conformément à l'article 88.

- 8. The following special rules apply to the purchaser where a resource property is acquired by him in a non-arm's length transaction and paragraph 4 above applies to include a "relevant percentage" of the amount receivable in the income of the vendor:
 - (a) An amount equal to the relevant percentage of the amount receivable is the cost of the resource property to the purchaser, and
 - (b) when the purchaser subsequently disposes of the resource property, only the relevant percentage of the actual amount receivable, as described in paragraph 4 above, is included in his income.

Reserves

- 9. As a general rule, a reserve is allowed under section 64 in respect of any amount receivable included in income under section 59 if all or part of such amount is not receivable until after the end of the current year, but no reserve is permitted in a taxation year if, at any time in the year or the immediately following year, the taxpayer
 - (a) ceases to be a resident of Canada,
 - (b) becomes exempt from tax under Part I of the Act, or
 - (c) if a non-resident, ceases to carry on business in Canada.
- 10. The amount of a reserve for any taxation year in respect of any disposition cannot exceed the least of:
 - (a) the amount receivable which has been included in computing the taxpayer's income for the current taxation year or a previous taxation year by virtue of section 59,
 - (b) the portion thereof which is not receivable until a day that is after the end of the current taxation year, and
 - (c) where applicable, the amount of the reserve deducted in the immediately preceding taxation year in respect of the disposition of the particular property.
- 11. Where subsection 59(3) applies to a disposition of a resource property the amount receivable for the purpose of paragraph 10 above is the relevant percentage thereof determined under paragraph 4.
- 12. A reserve under paragraph 20(1)(n) for an amount not receivable until a later year cannot be claimed in respect of any amount included in income under section 59.
- 13. The words "that amount or a part thereof that is not receivable until a day that is after the current year" used in subsection 64(1) are interpreted to mean an amount which is not legally due until some time after

8. Les règles particulières suivantes s'appliquent lorsqu'un acheteur a acquis des avoirs miniers dans une transaction comportant un lien de dépendance et le paragraphe 4 ci-dessus s'applique afin d'inclure une "fraction appropriée" de la somme à recevoir dans le revenu du vendeur:

- a) une somme égale à la fraction appropriée de la somme à recevoir est le coût de l'avoir minier supporté par l'acheteur et
- b) lorsque l'acheteur dispose par la suite de l'avoir minier, seulement la fraction appropriée de la somme réelle à recevoir, conformément au paragraphe 4 ci-dessus, est incluse dans son revenu.

Réserves

- 9. En règle générale, une réserve est admise en vertu de l'article 64 à l'égard de toute somme à recevoir incluse dans le revenu en vertu de l'article 59 si cette somme n'est pas à recevoir en totalité ou en partie avant la fin de l'année courante, mais aucune réserve n'est permise dans une année d'imposition si, à une date quelconque de cette année ou de l'année suivante, le contribuable
 - a) cesse d'être un résident du Canada,
 - b) est exonéré de l'impôt en vertu de la Partie I de la Loi ou,
 - c) s'il n'est pas résident du Canada, cesse d'y exploiter une entreprise.
- 10. La somme d'un réserve pour toute année d'imposition relativement à toute disposition ne peut être supérieure à la moins élevée des sommes suivantes:
 - a) la somme à recevoir qui a été incluse dans le calcul du revenu du contribuable pour l'année d'imposition courante ou une année d'imposition antérieure en vertu de l'article 59,
 - b) la partie de cette somme qui n'est pas une somme à recevoir avant un jour postérieur à la fin de l'année d'imposition courante, et
 - c) lorsqu'il y a lieu, le montant de la réserve déduite pour l'année d'imposition précédente relativement à la disposition du bien en question.
- 11. Lorsque le paragraphe 59(3) s'applique à une disposition d'un avoir minier, la somme à recevoir, aux fins du paragraphe 10 ci-dessus, est la fraction appropriée de cette somme déterminée conformément au paragraphe 4.
- 12. Une réserve en vertu de l'alinéa 20(1)n) pour une somme non recevable avant une année subséquente ne peut être réclamée à l'égard d'aucune somme incluse dans le revenu en vertu de l'article 59.
- 13. Les mots "lorsque cette somme n'est pas une somme à recevoir en totalité ou en partie avant un jour postérieur à la fin de l'année courante" au paragraphe 64(1) sont réputés s'entendre d'une somme qui n'est pas légalement due avant

4 IT-125

the end of the current year. Accordingly, where that amount or any portion thereof is due but has not been paid on or by the last day of the current year, the amount in question will not be eligible for the purpose of computing the reserve under this subsection. However, a reserve for doubtful debts under paragraph 20(1)(1) may be allowable in respect of an amount which is due but unpaid, depending upon the circumstances.

14. Any reserve deducted by a taxpayer in a taxation year is included in his income in the following taxation year.

une certaine période de temps suivant la fin de l'année courante. Par conséquent, lorsqu'une telle somme ou toute partie d'une telle somme est due, mais qu'elle n'a pas été payée au dernier jour de l'année courante, ladite somme ne pourra entrer dans le calcul de la réserve en vertu de ce paragraphe. Cependant, une réserve pour créances douteuses, en vertu de l'alinéa 20(1)(1) peut être admise à l'égard d'une somme due mais non payée, compte tenu des circonstances.

14. Toute réserve déduite par un contribuable dans une année d'imposition est incluse dans son revenu pour l'année d'imposition suivante.

NTERPRETATION BULLETIE

D'INTERPRÉTATION

SUBJECT: INCOME TAX ACT
Dispositions of Resource Properties

OBJET: LOI DE L'IMPÔT SUR LE REVENU
Disposition d'avoirs miniers

Publications

SERIAL NO: IT-125R

DATE: July 5, 1976

REFERENCE: Section 59 (also sections 64, 66, 66.1 and 66.2 and subsection 83A(5a) of the pre-1972 Act)

NODE SÉRIE: IT-125R

DATE: le 5 juillet 1976

RENVOI: Article 59 (également les articles 64, 66, 66.1 et 66.2,

et le paragraphe 83A(5a) de la Loi antérieure à 1972)

This bulletin replaces and cancels Interpretation Bulletin IT-125 dated October 5, 1973,

Canadian Resource Property

- 1. For dispositions after May 6, 1974 of either
 - (a) a Canadian resource property, or
 - (b) any right, licence or privilege described in subsection 83A(5a) of the pre-1972 Act that was acquired
 - (i) before 1972 by a principal-business corporation or an association, partnership or syndicate formed for the purpose of exploring or drilling for petroleum or natural gas, or
 - (ii) after April 10, 1962 and before 1972 by any other taxpayer,

the taxpayer's proceeds of disposition are accounted for as a deduction in determining his "cumulative Canadian development expense" to the extent that they become receivable. For dispositions of such property prior to May 7, 1974, the proceeds of disposition were included in computing the taxpayer's income in the year of disposition to the extent they became receivable in that year.

- 2. An amount becomes receivable at the point in time where a collectible right to the amount is acquired. Thus, it is not enough that the recipient have a precarious right to receive the amount in question, rather he must have a clearly legal, though not necessarily immediate, right to receive it. This would mean that "delay rentals", for example, do not have to be accounted for until the year in which they become receivable.
- 3. "Canadian resource property", as defined in paragraph 66(15)(c), is any property acquired after 1971 that is,
 - (a) any right, licence or privilege to explore for, drill for, or take petroleum, natural gas or other related hydrocarbons in Canada,
 - (b) any right, licence or privilege to prospect, explore, drill or mine for minerals in a mineral resource in Canada,

Ce bulletin annule et remplace le Bulletin d'interprétation IT-125 du 5 octobre 1973.

Avoirs miniers canadiens

- 1. En ci qui concerne les dispositions portérieures au 6 mai 1974
 - a) d'avoirs miniers canadiens, ou
 - b) de tout droit, licence ou privilège désignés au paragraphe 83A(5a) de la Loi antérieure à 1972 et acquis,
 - (i) avant 1972 par une corporation exploitant une entreprise principale ou un consortium, association ou société constitué en vue du forage ou de l'exploration des sols afin d'en extraire le pétrole ou le gaz naturel, ou
 - (ii) après le 10 avril 1962 et avant 1972 par tout autre contribuable

le produit de disposition que retire le contribuable sera considéré comme une déduction aux fins du calcul de ses "frais d'aménagement cumulatifs au Canada", dans la mesure où ce produit devient recevable. Quant à la disposition d'un tel bien antérieure au 7 mai 1974, le produit de disposition a été inclus dans le calcul du revenu du contribuable pour l'année de la disposition dans la mesure où il est devenu recevable dans cette année-là.

- 2. Une somme devient recevable au moment où un droit de perception est acquis à son égard. Il ne suffit pas que le bénéficiaire détienne un droit précaire sur la somme en question, mais il doit plutôt détenir un droit nettement légal, bien que non nécessairement immédiat, de recevoir cette somme. Cela signifie que les "locations différées", par exemple, n'ont pas à être incluses dans le calcul avant l'année où elles deviennent recevables.
- 3. L'expression "avoirs miniers canadiens" telle définie à l'alinéa 66(15)c) signifie tout bien acquis après 1971 qui est
 - a) un droit, permis ou privilège afférent aux travaux d'exploration, de forage ou d'extraction relatifs au pétrole, au gaz naturel ou à d'autres hydrocarbures apparentés, au Canada,
 - b) un droit, permis ou privilège afférent aux travaux de prospection, d'exploration, de forage ou d'extraction, faits en vue de la découverte de minéraux dans une ressource minérale au Canada,

- (c) any oil or gas well situated in Canada,
- (d) any rental or royalty computed by reference to the amount or value of production from an oil or gas well, or a mineral resource, situated in Canada,
- (e) any real property situated in Canada the principal value of which depends upon its mineral resource content (but not including any depreciable property situated on the surface of the property or used or to be used in connection with the extraction or removal of minerals therefrom), or
- (f) any right to or interest in any property (other than property of a trust) described in (a) to (e) above (including a right to receive proceeds of disposition in respect of a disposition thereof).
- 4. Where a property that would have been Canadian resource property had it been acquired after 1971 (and is not property described in paragraph 1(b) above) is disposed of after May 6, 1974 and it was owned, or deemed to have been owned, by the taxpayer on December 31, 1971 and thereafter without interruption until the date of disposition, the following rules apply:
 - (a) the "relevant percentage" of the proceeds of disposition are accounted for as a deduction in determining the taxpayer's "cumulative Canadian development expense" to the extent that the proceeds become receivable, and
 - (b) where the property is disposed of in a non-arm's length transaction, the purchaser is deemed to have acquired the property at a cost equal to the relevant percentage of the proceeds of disposition described in subparagraph (a) above and, should he subsequently dispose of this property, he is deemed to have owned it on December 31, 1971 and without interruption until the date of its disposition.
- 5. The relevant percentage of the proceeds referred to in the previous paragraph (and in paragraph 8) is 60% plus the percentage (not exceeding 40%) obtained when 5% is multiplied by the number of full calendar years in the period commencing at the end of 1972 and ending with the end of the calendar year in which the disposition was made.

Foreign Resource Property

- 6. For dispositions of foreign resource property after May 6, 1974, the taxpayer's proceeds of disposition are included in computing his income for a taxation year to the extent that they become receivable in that year. For dispositions prior to May 7, 1974 the proceeds were brought into income in the year of disposition to the extent they were receivable in that year.
- 7. "Foreign resource property" is defined in paragraph 66(15)(f) as a property outside Canada that would be a Canadian resource property if it were located in Canada,

- c) un puits de pétrole ou de gaz situé au Canada,
- d) tout loyer ou redevance calculé en fonction du volume ou de la valeur de la production d'un puits de pétrole ou de gaz, ou d'une ressource minérale, situé au Canada,
- e) tout bien immobilier situé au Canada et dont la principale valeur dépend de son contenu en matières minérales (mais à l'exclusion de tout bien amortissable se trouvant à la surface de ce bien ou utilisé ou devant être utilisé dans le cadre de l'extraction ou du prélèvement de minéraux provenant de ce bien), ou
- f) tout droit ou intérêt afférent à des biens (autres que des biens d'une fiducie) visés aux numéros a) à e) ci-dessus (y compris le droit de recevoir le produit d'une disposition à l'égard d'une disposition de ces biens).
- 4. Lorsqu'un contribuable dispose après le 6 mai 1974 d'un bien qui aurait été considéré comme un avoir minier canadien s'il avait été acquis après 1971 (et qui n'est pas un bien décrit au numéro 1b) ci-dessus) et qu'il possédait ou était réputé posséder ce bien au 31 décembre 1971 et par la suite sans interruption jusqu'à la date de la disposition, les règles suivantes s'appliquent:
 - a) la "fraction appropriée" du produit de la disposition est considérée comme une déduction aux fins du calcul des "frais d'aménagement cumulatifs au Canada" du contribuable, dans la mesure où le produit devient recevable, et
 - b) si la disposition du bien s'effectue dans le cadre d'une transaction comportant un lien de dépendance, l'acheteur est réputé avoir acquis le bien à un coût êgal à la fraction appropriée du produit de la disposition décrite au numéro a) ci-dessus et, s'il dispose de ce bien par la suite, il est réputé l'avoir possédé au 31 décembre 1971 et sans interruption jusqu'à la date de la disposition.
- 5. La fraction appropriée du produit mentionnée au numéro précédent (et au numéro 8) est égal à 60% plus le pourcentage (ne dépassant pas 40%) obtenu en multipliant 5% par le nombre d'années civiles complètes comprises dans la période commençant à la fin de 1972 et se terminant à la fin de l'année civile durant laquelle la disposition a eu lieu.

Avoirs miniers étrangers

- 6. En ce qui concerne la disposition d'avoirs miniers étrangers postérieure au 6 mai 1974, le produit de la disposition est inclus dans le calcul du revenu du contribuable pour une année d'imposition, dans la mesure où ce produit devient recevable dans cette année. Quant au produit d'une disposition antérieure au 7 mai 1974, il est inclus dans le revenu pour l'année de la disposition dans la mesure où il était recevable dans cette année-là.
- 7. L'alinéa 66(15)f) définit les "avoirs miniers étrangers" comme les biens hors du Canada qui seraient des "avoirs miniers canadiens" s'ils étaient situés au Canada.

- 8. Where a property that would have been a foreign resource property had it been acquired after 1971 is disposed of after May 6, 1974 and it was owned, or deemed to have been owned, by the taxpayer on December 31, 1971 and thereafter without interruption until the date of disposition, the following rules apply:
 - (a) the "relevant percentage" (see paragraph 5) of the proceeds of disposition are included in computing the taxpayer's income for a taxation year to the extent that the proceeds become receivable in that year, and
 - (b) where the property is disposed of in a non-arm's length transaction, the rules described above in subparagraph 4(b) apply.

General

- 9. The above rules apply to dispositions of resource property by any taxpayer other than a dealer in resource properties to whom subsection 66(5) applies or a prospector or grubstaker who receives a share in the capital stock of a corporation to which section 35 applies. Dispositions of resource properties are excluded from capital gains treatment.
- 10. "Disposition" and "proceeds of disposition" are defined in section 54 and have the same meaning for these rules as they do for capital gains purposes. In a non-arm's length transfer for no proceeds or for proceeds less than the fair market value of the transferred property, or in the case of a gift, the transferor shall be deemed to have received proceeds of disposition equal to the fair market value of the resource property by virtue of paragraph 69(1)(b) unless section 85 applies. The proceeds are NIL in the case of the winding-up of a Canadian corporation wholly-owned by another Canadian corporation.
- 11. It is possible to have a disposition under a farm-out arrangement that does not give rise to income. A common form of farm-out agreement is one under which the owner of a resource property transfers a part interest in it to another person who undertakes to perform on the property farm-out services, at his own expense, in the form of exploration and development expenses. In these circumstances, to the extent that the disposition of part of the interest can be considered a payment for farm-out services, the disposition does not give rise to proceeds of disposition that are accounted for in the manner outlined in the above paragraph.

Reserves

12. In a taxation year where a negative balance of cumulative Canadian development expense is included in the computation of taxable income and a taxpayer has disposed of a Canadian resource property (or property that would have been such if it had been acquired after 1971) and part of the proceeds of disposition is not due until after the end of that year, the taxpayer is entitled

8. Lorsqu'un contribuable dispose après le 6 mai 1974 d'un bien qui aurait été considéré comme avoir minier étranger s'il avait été acquis après 1971 et qu'il possédait ou était réputé posséder ce bien au 31 décembre 1971 et par la suite sans interruption jusqu'à la date de la disposition, les règles suivantes s'appliquent:

3

a) la "fraction appropriée" (voir numéro 5) du produit de la disposition est incluse dans le calcul du revenu du contribuable pour une année d'imposition dans la mesure où le produit devient recevable dans cette année, et

b) si la disposition du bien est effectuée dans le cadre d'une transaction comportant un lien de dépendance, les règles décrites précédemment au numéro 4b) s'appliquent.

Généralités

- 9. Les règles susmentionnées s'appliquent à la disposition d'avoirs miniers par tout contribuable autre qu'un courtier en avoirs miniers visé par le paragraphe 66(5) ou un prospecteur ou un commanditaire en prospection qui reçoit une part du capital-actions d'une corporation visée par l'article 35. La disposition d'avoirs miniers est exclue du traitement des gains en capital.
- 10. La "disposition" et le "produit de la disposition" sont définis à l'article 54 et, en ce qui concerne les présentes règles, leur signification est la même que celle qu'on leur a attribuée aux fins des gains en capital. Dans le cas d'un transfert comportant un lien de dépendance et n'entraînant aucun produit ou entraînant un produit inférieur à la juste valeur marchande du bien transféré, ou dans le cas d'un don, l'auteur du transfert est réputé avoir reçu un produit de disposition égal à la juste valeur marchande des avoirs miniers, en vertu de l'alinéa 69(1)b) à moins que l'article 85 ne s'applique. Le produit est néant dans le cas de la liquidation d'une corporation canadienne en propriété exclusive.
- 11. Il est possible qu'une disposition en vertu d'une entente d'amodiation n'entraîne pas de revenu. Une forme courante de convention d'amodiation est celle par laquelle le propriétaire d'avoirs miniers transfère en partie ses droits sur ces biens à une autre personne qui s'engage à exécuter les services amodiés à l'égard des biens à ses frais, ces derniers étant des frais d'exploration et d'aménagement. Le cas échéant, dans la mesure où la disposition d'une partie des droits peut être considérée comme un paiement pour des services amodiés, la disposition ne donne pas lieu à un produit qui est calculé selon la méthode exposée au numéro précédent.

Réserves

12. Si, pour une année d'imposition, on a inclus dans le calcul du revenu imposable un solde négatif de frais d'aménagement cumulatifs au Canada, que le contribuable a disposé d'avoirs miniers canadiens (ou de biens qui auraient été considérés comme tels s'ils avaient été acquis après 1971) et qu'une fraction du produit de la disposition n'est due qu'après la fin de cette année, le contribuable a le droit de réclamer une

to claim a reserve in respect of that part of those proceeds by virtue of subsection 64(1.1). The maximum allowable reserve is the lesser of:

- (a) the negative balance of cumulative Canadian development expense included in income, and
- (b) the portion of the proceeds that is not due until after the end of the taxation year.
- 13. For a taxation year subsequent to the year of disposition, any reserve deducted under subsection 64(1.1) in computing the previous year's income is included in the computation of income for the year and the taxpayer is entitled to claim a reserve pursuant to paragraph 64(1.1)(b) equal to the lesser of:
 - (a) the previous year's reserve claimed under subsection 64(1.1), and
 - (b) the portion of the proceeds that is not due until after the end of the taxation year.
- 14. Where an amount has been taken into income because a foreign resource property has been disposed of and that amount or a part thereof is not due until a day that is after the end of a particular year, a reserve is allowable under subsection 64(1) for that particular year not exceeding the least of
 - (a) the amount receivable that has been included in the taxpayer's income for the particular year or a previous year in respect of the disposition,
 - (b) the portion of the amount receivable in (a) above that is not due until a day that is after the end of the particular year, and
 - (c) where applicable, the reserve deducted in the immediately preceding taxation year in respect of that amount.
- 15. A taxpayer is not entitled to claim a reserve under section 64 in a taxation year if, at any time in the year or the immediately following year, the taxpayer
 - (a) ceases to be a resident of Canada,
 - (b) becomes exempt from tax under Part 1 of the Act, or
 - (c) if a non-resident, ceases to carry on business in Canada.
- 16. Where a taxpayer is entitled to claim a reserve under section 64 in respect of proceeds from the disposition of a resource property that are not due until after the end of the taxation year, he cannot claim a reserve under paragraph 20(1)(n) in respect of those proceeds. However, to the extent that the proceeds have been included in income, a reserve for doubtful debts under paragraph 20(1)(1) may be allowable in respect of an amount which is due but unpaid, depending upon the circumstances.
- 17. In a year in which a partnership takes an amount, in respect of a disposition of a resource property after May 6, 1974, into income because it became receivable in

- réserve à l'égard de cette fraction du produit, en vertu du paragraphe 64(1.1). Le montant maximal de la réserve admissible est le moins élevé:
 - a) du solde négatif des frais d'aménagement cumulatifs au Canada qui ont été inclus dans le revenu, et
 - b) de la fraction du produit qui n'est due qu'après la fin de l'année d'imposition.
- 13. Dans le cas d'une année d'imposition subséquente à l'année de la disposition, toute réserve admissible à titre de déduction en vertu du paragraphe 64(1.1) dans le calcul du revenu pour l'année précédente est incluse dans le calcul du revenu pour l'année et le contribuable a le droit de réclamer, en vertu de l'alinéa 64(1.1)b), une réserve égale au montant le moins élevé:
 - a) de la réserve pour l'année précédente en vertu du paragraphe 64(1.1), et
 - b) de la fraction du produit qui n'est due qu'après la fin de l'année d'imposition.
- 14. Lorsqu'un montant a été inclus dans le revenu en raison de la disposition d'avoirs miniers étrangers et que ce montant ou une partie de ce montant n'est dû qu'après la fin d'une année civile donnée, une réserve est autorisée en vertu du paragraphe 64(1) à l'égard de l'année en question, mais elle ne doit pas dépasser le moins élevé
 - a) du montant recevable qui a été inclus dans le revenu du contribuable pour l'année donnée ou une année antérieure, relativement à la disposition,
 - b) de la partie du montant recevable en a) ci-dessus qui n'est due qu'après la fin de l'année donnée, et
 - c) s'il y a lieu, de la réserve déduite dans l'année d'imposition précédente à l'égard de ce montant.
- 15. Un contribuable n'a pas le droit de réclamer une réserve en vertu de l'article 64 dans une année d'imposition si, à une date quelconque de cette année ou de l'année suivante, il
 - a) cesse d'être un résident du Canada,
 - b) devient exonéré de l'impôt en vertu de la Partie I de la Loi, ou
 - c) n'est pas résident du Canada et cesse d'y exploiter une entreprise.
- 16. Lorsqu'un contribuable a le droit de réclamer une provision en vertu de l'article 64 à l'égard du produit de la disposition d'avoirs miniers qui n'est dû qu'après la fin de l'année d'imposition, il ne peut pas réclamer une réserve en vertu de l'alinéa 20(1)n) à l'égard de ce produit. Toutefois, selon les circonstances, on peut accorder une provision pour créances douteuses en vertu de l'alinéa 20(1)l) à l'égard d'une somme qui est échue mais impayée, dans la mesure où le produit a été inclus dans le revenu.
- 17. Pour l'année au cours de laquelle une société a inclus dans son revenu un montant à l'égard d'une disposition d'avoirs miniers faite après le 6 mai 1974 parce que ce montant

that year, a partner may credit his share thereof (which would be net of any reserve claimed in that year by the partnership in respect of that amount) to his cumulative Canadian development expense account, if he has one.

18. In an amalgamation to which section 87 applies, properties described in subsection 59(2) are considered to be assumed by the new corporation at no cost and without any proceeds of disposition to the predecessor corporations.

devenait recevable dans cette année-là, un associé peut porter sa part du montant à son compte de frais d'aménagement cumulatifs au Canada, s'il en a un (après déduction de toute réserve réclamée au cours de cette année-là par la société à l'égard de ce montant).

5

18. Lors d'une fusion à laquelle l'article 87 s'applique, les biens décrits au paragraphe 59(2) sont réputés être pris en charge par la nouvelle corporation sans aucun frais ni aucun produit de disposition aux corporations remplacées.



SUBJECT: INCOME TAX ACT
Dispositions of Resource Properties

OBJET: LOI DE L'IMPÔT SUR LE REVENU Dispositions d'avoirs miniers

NO: IT-125R2

DATE: May 22, 1979

REFERENCE: Section 59 and 59.1 (also sections 64, 66, 66.1 and 66.2 and subsection 83A(5a) of the pre-1972 Act).

No: IT-125R2 DATE: le 22 mai 1979

RENVOI: Articles 59 et 59.1 (également les articles 64, 66, 66.1 et 66.2 et le paragraphe 83A(5a) de la Loi antérieure à 1972).

This bulletin replaces and cancels Interpretation Bulletin IT-125R dated July 5, 1976. Current revisions are designated by vertical-lines. To facilitate cross-referencing to the Act, the statutory reference is shown at the end of a sentence in certain instances.

Canadian Resource Property

- 1. For dispositions after May 6, 1974 of either
 - (a) a Canadian resource property, or
 - (b) any right, licence or privilege described in subsection 83A(5a) of the pre-1972 Act that was acquired
 - (i) before 1972 by a principal-business corporation or an association, partnership or syndicate formed for the purpose of exploring or drilling for petroleum or natural gas, or
 - (ii) after April 10, 1962 and before 1972 by any other taxpayer,

the taxpayer's proceeds of disposition are accounted for as a deduction in determining the taxpayer's "cumulative Canadian development expense" to the extent that they become receivable; (59(1.1)). Where at the end of a taxation year the deductions exceed the additions included in the computation of the cumulative Canadian development expense, such excess, subsequently referred to herein as the credit balance of the cumulative Canadian development expense account, must be included in income; (59(3.2)(c) and 66.2(1)). For dispositions of such property prior to May 7, 1974, the proceeds of disposition were included in computing the taxpayer's income in the year of disposition to the extent they became receivable in that year; (former 59(1)).

2. An amount becomes receivable at the point in time where a collectible right to the amount is acquired. Thus, it is not enough that the recipient have a precarious right to receive the amount in question, rather the recipient must have a clearly legal, though not necessarily immediate, right to receive it. This would mean that "delay rentals", for example, do not have to be accounted for until the year in which they become receivable.

Le présent bulletin annule et remplace le Bulletin d'interprétation IT-125R du 5 juillet 1976. Les modifications sont indiquées par des traits verticaux. Afin qu'il soit plus facile de se reporter à la Loi, un renvoi est parfois indiqué à la fin d'une phrase.

Avoirs miniers canadiens

- 1. En ce qui concerne les dispositions postérieures au 6 mai 1974
 - a) d'avoirs miniers canadiens, ou
 - b) de tout droit licence ou privilège désignés au paragraphe 83A(5a) de la l'oi antérieure à 1972 et acquis,
 - (i) avant 1972 par une corporation exploitant une entreprise principale ou un consortium, association ou société constitué en vue du forage ou de l'exploration des sols afin d'en extraire le pétrole ou le gaz naturel, ou
 - (ii) après le 10 avril 1962 et avant 1972 par tout autre contribuable,

le produit de dispositions que retire le contribuable sera considéré comme une déduction aux fins du calcul de ses «frais d'aménagement cumulatifs au Canada», dans la mesure où ce produit devient recevable; (59(1.1)). Lorsque à la fin d'une année d'imposition, les déductions excèdent les additions incluses dans le calcul des frais d'aménagement cumulatifs au Canada, cet excédent, subséquemment appelé ici solde créditeur du compte des frais d'aménagement cumulatifs au Canada, doit être inclus dans le revenu; (59(3.2)c) et 66.2(1)). Quant à la disposition d'un tel bien antérieure au 7 mai 1974, le produit de disposition a été inclus dans le calcul du revenu du contribuable pour l'année de la disposition dans la mesure où il est devenu recevable dans cette année-là (ancien paragraphe 59(1)).

2. Une somme devient recevable au moment où un droit de perception est acquis à son égard. Il ne suffit pas que le bénéficiaire détienne un droit précaire sur la somme en question, mais il doit plutôt détenir un droit nettement légal, bien que non nécessairement immédiat, de recevoir cette somme. Cela signifie que les «locations différées», par exemple, n'ont pas à être incluses dans le calcul avant l'année où elles deviennent recevables.

- 3. "Canadian resource property", as defined in paragraph 66(15)(c), is any property acquired after 1971 that is,
 - (a) any right, licence or privilege to explore for, drill for, or take petroleum, natural gas or other related hydrocarbons in Canada,
 - (b) any right, licence or privilege to prospect, explore, drill or mine for minerals in a mineral resource in Canada,
 - (c) any oil or gas well situated in Canada,
 - (d) any rental or royalty computed by reference to the amount or value of production from an oil or gas well, or a mineral resource, situated in Canada,
 - (e) any real property situated in Canada the principal value of which depends upon its mineral resource content (but not including any depreciable property situated on the surface of the property or used or to be used in connection with the extraction or removal of minerals therefrom), or
 - (f) any right to or interest in any property (other than property of a trust) described in (a) to (e) above (including a right to receive proceeds of disposition in respect of a disposition thereof).
- 4. Where a property that would have been Canadian resource property had it been acquired after 1971 (and is not property described in 1(b) above) is disposed of after May 6, 1974 and it was owned, or deemed to have been owned, by the taxpayer on December 31, 1971 and thereafter without interruption until the date of disposition, the following rules apply:
 - (a) the "relevant percentage" of the proceeds of disposition are accounted for as a deduction in determining the taxpayer's "cumulative Canadian development expense" to the extent that the proceeds become receivable; (59(3.1)(a)), and
 - (b) where the property is disposed of in a non-arm's length transaction, the purchaser is deemed to have acquired the property at a cost equal to the relevant percentage of the proceeds of disposition described in (a) above and, should this purchaser subsequently dispose of this property, this purchaser is deemed to have owned it on December 31, 1971 and without interruption until the date of its disposition; (59(3.1)(b)).
- 5. The relevant percentage of the proceeds referred to in 4 above (and in 8 below) is 60 percent plus the percentage (not exceeding 40 percent) obtained when 5 percent is multiplied by the number of full calendar years in the period commencing at the end of 1972 and ending with the end of the calendar year in which the disposition was made; (59(4)).

Foreign Resource Property

6. For dispositions of foreign resource property after May 6, 1974, the taxpayer's proceeds of disposition are included in computing the taxpayer's income for a taxa-

- 3. L'expression «avoirs miniers canadiens» définie à l'alinéa 66(15)c) signifie tout bien acquis après 1971 qui est
 - a) un droit, permis ou privilège afférent aux travaux d'exploration, de forage ou d'extraction relatifs au pétrole, au gaz naturel ou à d'autres hydrocarbures apparentés, au Canada.
 - b) un droit, permis ou privilège afférent aux travaux de prospection, d'exploration, de forage ou d'extraction, faits en vue de la découverte de minéraux dans une ressource minérale au Canada,
 - c) un puits de pétrole ou de gaz situé au Canada,
 - d) tout loyer ou redevance calculé en fonction du volume ou de la valeur de la production d'un puits de pétrole ou de gaz, ou d'une ressource minérale, situé au Canada,
 - e) tout bien immobilier situé au Canada et dont la principale valeur dépend de son contenu en ressources minérales (mais à l'exclusion de tout bien amortissable se trouvant à la surface de ce bien ou utilisé ou devant être utilisé dans le cadre de l'extraction ou du prélèvement de minéraux provenant de ce bien), ou
 - f) tout droit ou intérêt afférent à des biens (autres que des biens d'une fiducie) visés aux numéros a) à e) ci-dessus (y compris le droit de recevoir le produit d'une disposition à l'égard d'une disposition de ces biens).
- 4. Lorsqu'un contribuable dispose après le 6 mai 1974 d'un bien qui aurait été considéré comme un avoir minier canadien s'il avait été acquis après 1971 (et qui n'est pas un bien décrit au numéro 1b) ci-dessus) et qu'il possédait ou était réputé posséder ce bien au 31 décembre 1971 et par la suite sans interruption jusqu'à la date de la disposition, les règles suivantes s'appliquent:
 - a) la «fraction appropriée» du produit de la disposition est considérée comme une déduction aux fins du calcul des «frais d'aménagement cumulatifs au Canada» du contribuable, dans la mesure où le produit devient recevable, (59(3,1)a)), et
 - b) si la disposition du bien s'effectue dans le cadre d'une transaction comportant un lien de dépendance, l'acheteur est réputé avoir acquis le bien à un coût êgal à la fraction appropriée du produit de la disposition décrite au numéro a) ci-dessus et, s'il dispose de ce bien par la suite, il est réputé l'avoir possédé au 31 décembre 1971 et sans interruption jusqu'à la date de la disposition; (59(3.1)b)).
- 5. La fraction appropriée du produit mentionnée au numéro précédent (et au numéro 8) est égal à 60 pour cent plus le pourcentage (ne dépassant pas 40 pour cent) obtenu en multipliant 5 pour cent par le nombre d'années civiles complètes comprises dans la période commençant à la fin de 1972 et se terminant à la fin de l'année civile durant laquelle la disposition a eu lieu; (59(4)).

Avoirs miniers étrangers

6. En ce qui concerne la disposition d'avoirs miniers étrangers postérieure au 6 mai 1974, le produit de la disposition est inclus dans le calcul du revenu du contribuable pour une année d'impo-

tion year to the extent that they become receivable in that year. For dispositions prior to May 7, 1974 the proceeds were brought into income in the year of disposition to the extent they were receivable in that year; (59(1)).

- 7. "Foreign resource property" is defined in paragraph 66(15)(f) as a property outside Canada that would be a Canadian resource property if it were located in Canada.
- 8. Where a property that would have been a foreign resource property had it been acquired after 1971 is disposed of after May 6, 1974 and it was owned, or deemed to have been owned, by the taxpayer on December 31, 1971 and thereafter without interruption until the date of disposition, the following rules apply:
 - (a) the "relevant percentage" (see 5 above) of the proceeds of disposition are included in computing the taxpayer's income for a taxation year to the extent that the proceeds become receivable in that year, and (b) where the property is disposed of in a non-arm's length transaction the rules described in 4(b) above apply; (59(3)).

General

- 9. The above rules apply to dispositions of resource property by any taxpayer other than a dealer in resource properties to whom subsection 66(5) applies or a prospector or grubstaker who receives a share in the capital stock of a corporation to which section 35 applies. Dispositions of resource properties are excluded from capital gains treatment by subparagraph 39(1)(a)(ii).
- 10. "Disposition" and "proceeds of disposition" are defined in section 54 and have the same meaning for these rules as they do for capital gains purposes; (59(5)). In a non-arm's length transfer for no proceeds or for proceeds less than the fair market value of the transferred property, or in the case of a gift, the transferor shall be deemed to have received proceeds of disposition equal to the fair market value of the resource property by virtue of paragraph 69(1)(b) unless section 85 applies. The proceeds are NIL in the case of the winding-up of a Canadian corporation wholly-owned by another Canadian corporation (88(1)(a)(i)).
- 11. It is possible to have a disposition under a farm-out arrangement that does not give rise to income. A form of farm-out agreement is one under which the owner of a resource property transfers a part interest in it to another person who undertakes to perform on the property farmout services, at his own expense, in the form of exploration and development expenses. In these circumstances, to the extent that the disposition of part of the interest can be considered a payment for farm-out services, the disposition does not give rise to proceeds of disposition that are accounted for in the manner outlined in 10 above.

sition, dans la mesure où ce produit devient recevable dans cette année. Quant au produit d'une disposition antérieure au 7 mai 1974, il est inclus dans le revenu pour l'année de la disposition dans la mesure où il était recevable dans cette année-là; (59(1)).

- 7. L'alinéa 66(15)f) définit les «avoirs miniers étrangers» comme les biens hors du Canada qui seraient des «avoirs miniers canadiens» s'ils étaient situés au Canada.
- 8. Lorsqu'un contribuable dispose après le 6 mai 1974 d'un bien qui aurait été considéré comme avoir minier étranger s'il avait été acquis après 1971 et qu'il possédait ou était réputé posséder ce bien au 31 décembre 1971 et par la suite sans interruption jusqu'à la date de la disposition, les règles suivantes s'appliquent:
 - a) la «fraction appropriée» (voir le numéro 5) du produit de la disposition est incluse dans le calcul du revenu du contribuable pour une année d'imposition dans la mesure où le produit devient recevable dans cette année, et
 - b) si la disposition du bien est effectuée dans le cadre d'une transaction comportant un lien de dépendance, les règles décrites précédemment au numéro 4b) s'appliquent; (59(3)).

Généralités

- 9. Les règles susmentionnées s'appliquent à la disposition d'avoirs miniers par tout contribuable autre qu'un courtier en avoirs miniers visé par le paragraphe 66(5) ou un prospecteur ou un commanditaire en prospection qui reçoit une part du capitalactions d'une corporation visée par l'article 35. La disposition d'avoirs miniers est exclus du traitement des gains en capital selon le sous-alinéa 39(1)a)(ii).
- 10. La «disposition» et le «produit de la disposition» sont définis à l'article 54 et, en ce qui concerne les présentes règles, leur signification est la même que celle qu'on leur a attribuée aux fins des gains en capital; 59(5). Dans le cas d'un transfert comportant un lien de dépendance et n'entraînant aucun produit ou entraînant un produit inférieur à la juste valeur marchande du bien transféré, ou dans le cas d'un don, l'auteur du transfert est réputé avoir reçu un produit de disposition égal à la juste valeur marchande des avoirs miniers, en vertu de l'alinéa 69(1)b), à moins que l'article 85 ne s'applique. Le produit est néant dans le cas de la liquidation d'une corporation canadienne appartenant exclusivement à une autre corporation canadienne; (88(1)a)(i)).
- 11. Il est possible qu'une disposition en vertu d'une entente d'amodiation n'entraine pas de revenu. Une forme de convention d'amodiation est celle par laquelle le propriétaire d'avoirs miniers transfère en partie ses droits sur ces biens à une autre personne qui s'engage à exécuter les services amodiés à l'égard des biens à ses frais, ces derniers étant des frais d'exploration et d'aménagement. Le cas échéant, dans la mesure où la disposition d'une partie des droits peut être considérée comme un paiement pour des services amodiés, la disposition ne donne pas lieu à un produit qui est calculé selon la méthode exposée au numéro précédent.

12. In an amalgamation to which section 87 applies, properties described in subsection 59(2) are considered to be assumed by the new corporation at no cost and without any proceeds of disposition to the predecessor corporations. The new company is entitled to apply the provisions of subsections 59(3) or 59(3.1) as discussed in 8 and 4 above with respect to the subsequent disposition by it of relevant resource properties owned by its predecessor corporations on December 31, 1971.

Reserves

- 13. In a taxation year where a credit balance of cumulative Canadian development expense is included in the computation of taxable income and a taxpayer has disposed of a Canadian resource property (or property that would have been such if it had been acquired after 1971) and part of the proceeds of disposition is not due until after the end of that year, the taxpayer is entitled to claim a reserve in respect of that part of those proceeds by virtue of paragraph 64(1.1)(a). The maximum allowable reserve is the lesser of:
 - (a) the credit balance of cumulative Canadian development expense included in income, and
 - (b) the portion of the proceeds that is not due until after the end of the taxation year.
- 14. For a taxation year subsequent to the year of disposition, any reserve deducted under subsection 64(1.1) in computing the previous year's income is included in the computation of income for the year under subsection 59(2.1) and the taxpayer is entitled to claim a reserve pursuant to paragraph 64(1.1)(b) equal to the lesser of:
 - (a) the previous year's reserve claimed under subsection 64(1.1), and
 - (b) the portion of the proceeds that is not due until after the end of the taxation year.
- 15. Where an amount has been taken into income in a particular year and that amount or a part thereof is not due until a day that is after the end of the particular year, paragraph 64(1)(a) provides for a reserve in respect of such an amount arising from the disposition, after 1971, of
 - (a) a foreign resource property or property that would have been a foreign resource property had it been acquired after 1971 which was owned or deemed to have been owned by the taxpayer on December 31, 1971,
 - (b) a Canadian resource property disposed of before May 7, 1974,
 - (c) a property described in 1(b) above (pre-1972 oil or gas license in Canada) disposed of before May 7, 1974, and
 - (d) a property that would have been a Canadian resource property had it been acquired after 1971 which was owned by the taxpayer on December 31, 1971, exclusive of a property described in 1(b) above, disposed of prior to May 7, 1974.

12. Dans une fusion à laquelle l'article 87 s'applique, les biens décrits au paragraphe 59(2) sont considérés comme ayant été repris par la nouvelle corporation gratuitement et sans aucun produit de la disposition pour les corporations remplacées. La nouvelle compagnie a le droit d'appliquer les dispositions des paragraphes 59(3) ou 59(3.1), comme il est mentionné aux nos 8 et 4 ci-dessus, relativement à la disposition subséquente par elle d'avoirs miniers pertinents que les corporations remplacées détenaient le 31 décembre 1971.

Réserves

- 13. Si, pour une année d'imposition, on a inclus dans le calcul du revenu imposable un solde créditeur de frais d'aménagement cumulatifs au Canada, et le contribuable a disposé d'avoirs miniers canadiens (ou de biens qui auraient été considérés comme tels s'ils avaient été acquis après 1971) et qu'une fraction du produit de la disposition n'est due qu'après la fin de cette année, le contribuable a le droit de réclamer une réserve à l'égard de cette fraction du produit, en vertu de l'alinéa 64(1.1)a). Le montant maximal de la réserve admissible est le moins élevé:
 - a) du solde créditeur des frais d'aménagement cumulatifs au Canada qui ont été inclus dans le revenu, et
 - b) de la fraction du produit qui n'est due qu'après la fin de l'année d'imposition.
- 14. Dans le cas d'une année d'imposition subséquente à l'année de la disposition, toute réserve déduite en vertu du paragraphe 64(1.1) dans le calcul du revenu pour l'année précédente est incluse dans le calcul du revenu pour l'année en vertu du paragraphe 59(2.1) et le contribuable a le droit de réclamer, en vertu de l'alinéa 64(1.1)b), une réserve égale au montant le moins élevé:
 - a) de la réserve pour l'année précédente en vertu du paragraphe 64(1.1), et
 - b) de la fraction du produit qui n'est due qu'après la fin de l'année d'imposition.
- 15. Lorsqu'un montant a été inclus dans le revenu au cours d'une année particulière et que ce montant ou une partie de ce montant n'est pas dû avant un jour qui se situe après la fin de l'année particulière, l'alinéa 64(1)a) prévoit une réserve relativement à un tel montant provenant de la disposition, après 1971,
 - a) d'un avoir minier étranger ou d'un bien qui aurait été un avoir minier étranger s'il avait été acquis après 1971, lequel était détenu ou réputé détenu par le contribuable le 31 décembre 1971,
 - b) d'un avoir minier canadien ayant fait l'objet d'une disposition avant le 7 mai 1974,
 - c) d'un bien décrit en 1b) ci-dessus (licence de pétrole ou de gaz antérieure à 1972 au Canada) ayant fait l'objet d'une disposition avant le 7 mai 1974, et
 - d) d'un bien qui aurait été un avoir minier canadien s'il avait été acquis après 1971, lequel était détenu par le contribuable le 31 décembre 1971, exception faite d'un bien décrit en 1b) ci-dessus, ayant fait l'objet d'une disposition avant le 7 mai 1974.

The reserve allowable for the particular year is equal to that part of the amount which is not due until a day that is after the end of the particular year. The reserve allowable for a year subsequent to the particular year is equal to the lesser of

- (a) that part of the amount which is not due until a day that is after the end of that subsequent year, and
- (b) the reserve deducted in the year immediately preceding that subsequent year.
- 16. A reserve similar to that in 15 above is allowable under paragraph 64(1)(b) in respect of the disposition of an oil or gas license in Canada where the disposition was before 1972.
- 17. Any reserve deducted under subsection 64(1) in computing the previous year's income is included in the computation of income for the year under subsection 59(2).
- 18. A taxpayer is not entitled to claim a reserve under section 64 in a taxation year if, at the end of the year, or at any time in the immediately following year, the taxpayer
 - (a) was exempt from tax under Part I of the Act, or
 - (b) was not resident in Canada and did not carry on business in Canada; (64(2)).
- 19. Where a taxpayer is entitled to claim a reserve under section 64 in respect of proceeds from the disposition of a resource property that are not due until after the end of the taxation year, the taxpayer cannot claim a reserve under paragraph 20(1)(n) in respect of those proceeds. However, to the extent that the proceeds have been included in income, a reserve for doubtful debts under paragraph 20(1)(1) may be allowable in respect of an amount which is due but unpaid, depending upon the circumstances.
- 20. Where paragraph 69(1)(b) applies to the disposition, the transferor is deemed to have received proceeds of disposition equal to the fair market value of the property at the time of the disposition. The Department will not deny a section 64 reserve in respect of that portion of the actual proceeds of disposition not due until after the end of the year of disposition solely because paragraph 69(1)(b) deems the fair market value to have been received. For example:

The actual proceeds of disposition for a foreign resource property is \$100,000 which is receivable in year 1 but which is 50 percent due in each of years 1 and 2. The fair market value is \$120,000.

Year 1 Income is	\$120,000.
Year 1 Reserve is	50,000.
Year 2 Income is	50,000.

Partnerships

21. Certain amounts (see 22 below) relevant to the computation of the amount of cumulative Canadian develop-

La réserve admissible pour l'année particulière est égale à la partie du montant qui n'est pas due avant un jour qui se situe après la fin de l'année particulière. La réserve admissible pour une année subséquente à l'année particulière est égale au moins élevé des montants suivants:

- a) la fraction du montant qui n'est pas due avant un jour qui tombe après la fin de l'année subséquente, et
- b) la réserve déduite dans l'année qui précède immédiatement cette année subséquente.
- 16. Une réserve semblable à celle qui est décrite au numéro 15 ci-dessus est admissible en vertu de l'alinéa 64(1)b) relativement à la disposition d'une licence de pétrole ou de gaz au Canada lorsque la disposition a eu lieu avant 1972.
- 17. Toute réserve déduite en vertu du paragraphe 64(1) dans le calcul du revenu de l'année précédente est incluse dans le calcul du revenu pour l'année en vertu du paragraphe 59(2).
- 18. Un contribuable n'a pas le droit de réclamer une réserve en vertu de l'article 64 dans une année d'imposition si, à la fin de l'année ou à une date quelconque de l'année suivante, le contribuable
 - a) était exonéré de l'impôt en vertu de la Partie I de la Loi, ou
 - b) n'était pas résident du Canada et n'exploitait pas une entreprise au Canada; (64(2)).
- 19. Lorsqu'un contribuable a le droit de réclamer une réserve en vertu de l'article 64 à l'égard du produit de la disposition d'avoirs miniers qui n'est dû qu'après la fin de l'année d'imposition, il ne peut pas réclamer une réserve en vertu de l'alinéa 20(1)n) à l'égard de ce produit. Toutefois, selon les circonstances, on peut accorder une provision pour créances douteuses en vertu de l'alinéa 20(1)l) à l'égard d'un montant dû mais impayé, dans la mesure où le produit a été inclus dans le revenu.
- 20. Lorsque l'alinéa 69(1)b) s'applique à la disposition, le cédant est réputé avoir reçu un produit de disposition égal à la juste valeur marchande du bien à la date de la disposition. Le Ministère ne rejettera pas une réserve en vertu de l'article 64 relativement à cette partie du produit réel de la disposition qui n'est due qu'après la fin de l'année de la disposition uniquement parce que selon l'alinéa 69(1)b), la juste valeur marchande est réputée avoir été reçue. Par exemple:

Le produit réel de la disposition pour un avoir minier étranger est de \$100,000, lequel est à recevoir dans l'année 1 mais n'est dû qu'à 50 pour cent dans chacune des années 1 et 2. La juste valeur marchande est de \$120,000.

Le revenu de l'année 1 est de	\$120,000
La réserve de l'année 1 est de	50,000
Le revenu de l'année 2 est de	50,000

Sociétés

21. Certains montants (voir le numéro 22 ci-dessous) pertinents au calcul du montant des frais d'aménagement cumulatifs au

ment expense which become receivable by a partnership during a fiscal period are deemed to be receivable by each partner to the extent of the partner's share thereof for the partner's taxation year in which the partnership's fiscal period ends; (66.2(6)). Thus each partner's share is deducted in computing the amount of each partner's cumulative Canadian development expense. Where the partnership would be entitled to claim a section 64 reserve if it were a taxpayer, each partner may claim a share of that reserve to the extent that it would otherwise be deductible by the partner as illustrated in the two examples below.

Examples:

A partner, with a 50% interest in the partnership, incurred on his own behalf Canadian development expense of \$20,000 in the taxation year ending December 31, 1978. During the partnership's fiscal period ending June 30, 1978, it sells a Canadian resource property for \$100,000 of which \$20,000 is received at time of sale and \$80,000 is due: November 30, 1978 in example 1 and January 30, 1979 in example 2.

Example	1 Example	2
\$ 20,000	\$ 20,000	
50,000	50.000	
30,000	30,000	
\$ 30,000	\$ 30,000	
nil		
	\$ 20,000	

Lesser of 50% of \$80,000 = \$40,000, and \$30,000.

\$ 30,000

The foregoing comments in respect of a reserve are applicable in respect of fiscal periods of a partnership ending after 1976. In respect of fiscal periods of a partnership ending prior to 1977, the reserve was considered to be deductible by the partnership from the total amount receivable and the net amount only was deducted in computing the amount of the partner's cumulative Canadian development expense.

22. The amounts referred to in 21 above are:

- (a) an amount which becomes receivable in respect of a disposition after May 6, 1974 of a resource property as described in 1 and 4 above; (59(1.1) and 59(3.1)(a)),
- (b) an amount which becomes receivable as a result of a transaction occurring after May 6, 1974 and as consideration for property (other than property described in 1 and 4 above) or services, of which the original cost may reasonably be regarded as being primarily Canadian development expense; (66(12.1)(b)), and

Canada qui deviennent recevables par une société durant un exercice financier sont réputés être recevables par chaque associé jusqu'à concurrence de la part de l'associé dans ce montant pour l'année d'imposition de l'associé au cours de laquelle l'exercice financier de la société se termine; (66.2(6)). Ainsi la part de chaque associé est-elle déduite lors du calcul du montant des frais d'aménagement cumulatifs au Canada de chaque associé. Lorsque la société aurait droit de demander une réserve en vertu de l'article 64 si elle était un contribuable, chaque associé peut demander une partie de cette réserve dans la mesure où celle-ci serait par ailleurs déductible par l'associé comme l'illustrent les deux exemples ci-dessous.

Exemples:

Un associé, qui a une participation de 50 pour cent dans une société, a engagé pour son propre compte des frais d'aménagement canadiens de \$20,000 au cours de l'année d'imposition se terminant le 31 décembre 1978. Durant l'exercice financier de la société se terminant le 30 juin 1978, celle-ci a vendu un avoir minier pour \$100,000 dont \$20,000 sont reçus et \$80,000 sont dus: le 30 novembre 1978 dans l'exemple nº 1 et le 30 janvier 1979 dans l'exemple nº 2.

	Exemple	1 Exemple 2	-
Frais d'aménagement au Canada	\$20,000	\$20,000	
Part du produit à recevoir par la société	50,000	50,000	
Revenu pour l'année d'imposition se terminant le 31 décembre 1978	30,000	30,000	
Réserve pour l'année d'imposition se terminant le 31 décembre			
1978:			
Aucune partie due après le 31 décembre 1978	re		
En conséquence	néant		
Le moindre de 50% de \$80,000 = \$40,000 et			
de \$30,000		\$30,000	
Les observations qui précèdent re	elativement		,

Les observations qui précèdent relativement à une réserve s'appliquent relativement à des exercices financiers d'une société qui se terminent après 1976. Relativement à des exercices financiers d'une société se terminant avant 1977, la réserve a été considérée comme étant déductible par la société du montant total à recevoir et le montant net seulement a été déduit dans le calcul du montant des frais d'aménagement cumulatifs au Canada de l'associé.

22. Les montants mentionnés en 21 ci-dessus sont:

- a) un montant qui est devenu à recevoir relativement à une disposition après le 6 mai 1974 d'un avoir minier décrit en 1 et 4 ci-dessus; (59(1.1) et 59(3.1)a)),
- b) un montant qui est devenu à recevoir par suite d'une transaction ayant lieu après le 6 mai 1974 et à titre de contrepartie pour un bien (autre qu'un bien décrit en 1 et 4 ci-dessus) ou des services dont le coût initial peut raisonnablement être considéré comme étant principalement des frais d'aménagement au Canada; 66(12.1)b)), et

(c) an amount which has become receivable after May 6, 1974, pursuant to a unitization agreement, in respect of Canadian development expense incurred for the particular oil or gas field covered under the agreement; (66(12.3)(a)).

Involuntary Disposition of Resource Property

- 23. Section 59.1 provides an optional treatment for the involuntary disposition after 1976 of property described in 1 and 4 above whereby the taxpayer may elect not to be taxed on the portion of the proceeds otherwise taxable in the year of disposition to the extent such portion of the proceeds is expended on Canadian exploration or Canadian development expenses in the immediately following ten taxation years. Subsection 44(2) states the rules for determining the time at which a taxpayer is deemed to have made such an involuntary disposition and the time at which the proceeds of disposition are deemed to become receivable.
- 24. The "involuntary disposition" above is one where the proceeds of disposition is either compensation for property taken under statutory authority or the sale price of property sold to a person by whom notice of an intention to take it under statutory authority was given. For further explanations see IT-175 Expropriations Notice of Intention to Expropriate and IT-271 Expropriations Time and Proceeds of Disposition.
- 25. The taxpayer makes the election by requesting, in the return of income for the taxation year in which the proceeds of disposition are deemed to have become receivable, that paragraph 59.1(a) be applied in respect of the proceeds of disposition. In the subsequent ten years, the taxpayer must designate those Canadian development or Canadian exploration expenses which are to be offset against the amount of the election. This designation must be indicated in the return of income for the taxation year in which the expense is made or incurred.
- 26. The income amount subject to the election is the least of
 - (a) all amounts that become receivable (or, the relevant percentage thereof where the property was owned on December 31, 1971) in respect of an expropriation of resource property, described in 1 and 4 above,
 - (b) the credit balance in the cumulative Canadian development expense account at the end of the year and
 - (c) the income for the year before the application of paragraph 59.1(a).
- 27. Where the amount subject to the election exceeds the aggregate of Canadian development expenses and Canadian exploration expenses as were designated by the tax-payer for the subsequent ten years, the year of the election will be reassessed to include such excess and any related tax, interest or penalty notwithstanding that the year would otherwise be statute barred.

c) un montant qui est devenu à recevoir après le 6 mai 1974 en vertu d'un accord d'unification, relativement à des frais d'aménagement au Canada engagés pour le champ de pétrole ou de gaz particulier faisant l'objet de l'accord; (66)12.3)a)).

Disposition involontaire d'avoirs miniers

- 23. L'article 59.1 prévoit un traitement optionnel pour une disposition involontaire après 1976 de biens décrits en 1 et 4 ci-dessus en vertu duquel le contribuable peut choisir de ne pas être imposé sur la partie du produit par ailleurs imposable au cours de l'année de la disposition dans la mesure où cette partie du produit est dépensée pour l'exploration ou l'aménagement au Canada dans les dix années d'imposition qui suivent immédiatement. Le paragraphe 44(2) énonce les règles de la détermination de la date à laquelle un contribuable est réputé avoir fait une telle disposition involontaire et de la date à laquelle le produit de la disposition est réputé être à recevoir.
- 24. La «disposition involontaire» ci-dessus en est une dans laquelle le produit de la disposition est soit une compensation pour un bien pris en vertu d'une autorisation légale, soit le prix de vente du bien vendu à une personne par laquelle un avis d'intention de le prendre en vertu d'une autorisation statutaire a été donné. Pour de plus amples explications, voir les IT-175, «Expropriations Avis de l'intention d'exproprier» et IT-271, «Expropriations moment et produit de la disposition».
- 25. Le contribuable fait un choix en demandant, dans la déclaration du revenu pour l'année d'imposition au cours de laquelle le produit de la disposition est réputé être devenu à recevoir, que l'alinéa 59.1a) soit appliqué relativement au produit de la disposition. Au cours des dix années subséquentes, le contribuable doit désigner les frais d'aménagement au Canada ou les frais d'exploration au Canada qui doivent être déduits du montant du choix. Cette désignation doit être faite dans la déclaration du revenu pour l'année d'imposition au cours de laquelle la dépense a été faite ou engagée.
- 26. Le montant du revenu assujetti au choix est le moins élevé des montants suivants:
 - a) tous les montants qui sont devenus à recevoir (ou le pourcentage pertinent de ces montants lorsque le bien était detenu le 31 décembre 1971) relativement à une expropriation d'avoirs miniers décrits en 1 et 4 ci-dessus,
 - b) le solde créditeur du compte de frais d'aménagement cumulatifs au Canada à la fin de l'année et
 - c) le revenu pour l'année avant l'application de l'alinéa 59.la).
- 27. Lorsque le montant assujetti à un choix excède le total des frais d'aménagement au Canada et des frais d'exploration au Canada désigné par le contribuable pour les dix années subséquentes, l'année du choix fera l'objet d'une nouvelle cotisation de manière à inclure cet excédent et tout impôt, intérêt ou pénalité connexe nonobstant le fait que l'année serait par ailleurs frappée de prescription.

- 28. The designated expenses are deemed not to be Canadian development expense or Canadian exploration expense, as the case may be, for all purposes of the Act except
 - (a) subsection 66(12.1) which would require that a recovery of a Canadian development expense or Canadian exploration expense which had been designated would have to be credited to the cumulative Canadian development expense account or cumulative Canadian exploration expense account,
 - (b) subsection 66(12.2) which would require that an amount which becomes receivable, under an agreement to unitize an oil or gas field in Canada, in respect of a Canadian exploration expense which had been designated would have to be credited to the cumulative Canadian exploration expense account,
 - (c) subsection 66(12.3) which would require that an amount which becomes receivable, under an agreement to unitize an oil or gas field in Canada, in respect of a Canadian development expense which had been designated would have to be credited to the cumulative Canadian development expense account, and
 - (d) the computation of the taxpayer's earned depletion base for the purposes of section 65.

- 28. Les dépenses désignées sont réputées ne pas être des frais d'aménagement au Canada ou des frais d'exploration au Canada, selon le cas, pour toutes les fins de la Loi, exception faite
 - a) du paragraphe 66(12.1), qui exige qu'une récupération de frais d'aménagement au Canada ou de frais d'exploration au Canada qui avait été désignée soit créditée au compte des frais d'aménagement cumulatifs au Canada ou au compte des frais d'exploration cumulatifs au Canada;
 - b) du paragraphe 66(12.2), qui exige qu'un montant qui est devenu à recevoir, en vertu d'un accord d'unification d'un champ de pétrole ou de gaz au Canada, relativement à une dépense d'exploration au Canada qui avait été désignée, soit crédité au compte des frais d'aménagement cumulatifs au Canada;
 - c) du paragraphe 66(12.3) qui exige qu'un montant qui est devenu à recevoir en vertu d'un accord d'unification d'un champ de pétrole ou de gaz au Canada, relativement à une dépense d'aménagement au Canada qui avait été désignée, soit crédité au compte des frais d'aménagement cumulatifs au Canada; et
 - d) du calcul de la base d'épuisement gagné du contribuable aux fins de l'article 65.

Government Publications

SUBJECT: INCOME TAX ACT

Dispositions of Resource Properties

OBJET: LOI DE L'IMPÔT SUR LE REVENU Dispositions d'avoirs miniers

NO: IT-125R3

DATE: June 13, 1983

IT-125R3

DATE: le 13 juin 1983

REFERENCE: Section 59 and 59.1 (also sections 64, 66,70 17)

Articles 59 et 59.1 (également les articles 64, 66, 66.1. 66, 2, et 66, 4 et le paragraphe 83A(5a) de la Loi anté-

66.1, 66.2, 66.4 and subsection 83A(5a) of the pre-1972 Act).

rieure à 1972).

This bulletin replaces and cancels IT-125R2 dated May 22, 1979. Current revisions are designated by vertical lines. To facilitate cross-referencing to the Act, the statutory reference is shown at the end of a sentence in certain instances.

Canadian Resource Property

1. Where a taxpayer has, after December 11, 1979 disposed of a resource property that is

(a) a Canadian resource property as described in any of subparagraphs 66(15)(c)(ii), (v) or (vi) of the Act or any right to or interest in any such property (3(b), (e), (f) and (g) below),

(b) a Canadian resource property as described in any of subparagraphs 66(15)(c)(i), (iii) or (iv) of the Act or any right to or interest in any such property (3(a), (c), (d) and (g) below), or

(c) any right, licence or privilege described in subsection 83A(5a) of the pre-1972 Act that was acquired

- (i) before 1972 by a principal business corporation or an association, partnership or syndicate formed for the purpose of exploring or drilling for petroleum or natural gas, or
- (ii) after April 10, 1962 and before 1972 by any other taxpayer,

then, to the extent that the proceeds from the disposition become receivable,

(d) the taxpayer's proceeds of disposition from the property described in (a) must be accounted for as a deduction in determining his cumulative Canadian development expense (59(1.1)), and

(e) the taxpayer's proceeds of disposition from the property described in (b) and (c) must be accounted for as a deduction in determining his cumulative Canadian oil and gas property expense (59(1.2)).

Where at the end of a taxation year ending after December 11, 1979, a credit balance occurs in the cumulative Canadian oil and gas property expense, such balance or a portion thereof is, by virtue of subparagraph 66.2(5)(b)(x), required to be deducted in the computation of cumulative Canadian development expense. Where at the end of a taxation year ending after December 11, 1979 Le présent bulletin annule et remplace le bulletin d'interprétation IT-125R2 du 22 mai 1979. Les modifications sont indiquées par des traits verticaux. Pour qu'il soit plus facile de se reporter à la Loi, des renvois sont indiqués à la fin de certaines phrases.

Avoirs miniers canadiens

- 1. Lorsqu'un contribuable a disposé, après le 11 décembre 1979, d'un avoir minier
 - a) qui est un avoir minier canadien décrit aux sous-alinéas 66(15)c)(ii), (v) ou (vi) de la Loi, ou d'un droit ou d'une participation dans un tel bien (3b), e), f) et g) ci-dessous),
 - b) qui est un avoir minier canadien décrit aux sous-alinéas 66(15)c)(i), (iii) ou (iv) de la Loi, ou d'un droit ou d'une participation dans un tel bien (3a), c), d) et g) ci-dessous),
 - c) qui est un droit, un permis ou un privilège décrit au paragraphe 83A(5a) de la Loi antérieure à 1972, qui a été
 - avant 1972 par une corporation exploitant une (i) entreprise principale, une association, une société de personnes ou un consortium formé aux fins de l'exploration ou du forage de puits de pétrole ou de gaz, naturel, ou
 - après le 10 avril 1962 et avant 1972 par tout autre contribuable.

dans la mesure où le produit de la disposition devient recevable

- d) le produit qu'il reçoit de la disposition du bien décrit en a) doit être considéré comme une déduction dans le calcul de ses frais cumulatifs d'aménagement au Canada (59(1.1))
- e) le produit qu'il reçoit de la disposition du bien décrit en b) et c) doit être considéré comme une déduction dans le calcul de ses frais cumulatifs à l'égard de biens canadiens relatifs au pétrole et au gaz (59(1.2)).

Lorsque, à la fin d'une année d'imposition se terminant après le 11 décembre 1979, les frais cumulatifs à l'égard de biens canadiens relatifs au pétrole ou au gaz accusent un solde créditeur, ce solde ou une partie de celui-ci doit, en vertu du sous-alinéa 66.2(5)b)(x), être déduit des frais cumulatifs d'aménagement au Canada. Lorsque, à la fin d'une année d'imposition se terminant après le 11 décembre 1979, les frais cumulatifs d'aménagèment

a credit balance occurs in the cumulative Canadian development expense, such balance is, by virtue of paragraph 59(3.2)(c), required to be included in income. However, where at the end of the taxation year that includes December 11, 1979 a credit balance occurs in a taxpayer's cumulative Canadian development expense and a debit balance occurs in his cumulative Canadian oil and gas property expense, subsection 66.4(2) will permit all or part of the latter to be used to offset the income resulting from the former to the extent that a section 64 reserve has not been claimed in respect of that income (see 13 to 21 below for reserves).

For dispositions after May 6, 1974 and before December 12, 1979 a taxpayer's proceeds of disposition of either a Canadian resource property or property described in 1(c) above were to be accounted for only as a deduction in determining cumulative Canadian development expense to the extent that they became receivable. Where, at the end of a taxation year, the deductions exceeded the additions included in the computation of the cumulative Canadian development expense the excess was required to be included in income (59(3.2)(c) and 66.2(1)). For dispositions of any such property prior to May 7, 1974, the proceeds of disposition were included in computing the taxpayer's income in the year of disposition to the extent that they became receivable in that year (former 59(1)).

- 2. An amount becomes receivable at the point in time when a collectible right to the amount is acquired. Thus, it is not enough that the recipient have a precarious right to receive the amount in question, rather the recipient must have a clearly legal, though not necessarily immediate, right to receive it. This would mean that "delay rentals", for example, do not have to be accounted for until the year in which they become receivable.
- 3. "Canadian resource property" as defined in paragraph 66(15)(c) of the Act is any property acquired after 1971 that is described in (a) to (g) below:
 - (a) any right, licence or privilege to explore for, drill for or take petroleum, natural gas or related hydrocarbons in Canada,
 - (b) any right, licence or privilege to
 - (i) store underground petroleum, natural gas or related hydrocarbons in Canada (effective for determinations after November 16, 1978), or
 - (ii) prospect, explore, drill or mine for minerals in a mineral resource in Canada,
 - (c) any oil or gas well in Canada (other than, after 1980, an exploratory probe),
 - (d) any rental or royalty computed by reference to the amount or value of production from an oil or gas well in Canada

au Canada accusent un solde créditeur, ce solde doit, en vertu de l'alinéa 59(3.2)c), être inclus dans le revenu. Toutefois, lorsque, à la fin d'une année d'imposition qui inclut le 11 décembre 1979, les frais cumulatifs d'aménagement au Canada du contribuable accusent un solde créditeur pour 1979 et que les frais cumulatifs à l'égard de biens canadiens relatifs au pétrole ou au gaz accusent un solde débiteur, une partie ou la totalité de ces derniers frais cumulatifs peut être utilisée, conformément au paragraphe 66.4(2), pour contrebalancer le revenu résultant des premiers frais, dans la mesure où une réserve en vertu de l'article 64 n'a pas été déduite à l'égard de ce revenu (pour les réserves voir les numéros 13 à 21 ci-dessous).

En ce qui concerne les dispositions postérieures au 6 mai 1974 et antérieures au 12 décembre 1979, le produit de la disposition d'un avoir minier canadien ou d'un bien décrit en 1c) ci-dessus ne devait être considéré que comme une déduction aux fins du calcul des frais cumulatifs d'aménagement au Canada, dans la mesure où il était devenu recevable. Lorsque, à la fin d'une année d'imposition, le montant des déductions excédait le total des montants additionnels inclus dans le calcul des frais cumulatifs d'aménagement au Canada, cet excédent devrait être inclus dans le revenu (59(3.2)c) et 66.2(1)). Pour ce qui est des dispositions de biens de ce genre avant le 7 mai 1974, le produit devait être inclus dans le revenu du contribuable pour l'année de la disposition, dans la mesure où il était devenu recevable cette année-là (ancien paragraphe 59(1)).

- 2. Une somme devient recevable au moment où un droit de perception est acquis à son égard. Il ne suffit pas que le bénéficiaire détienne un droit précaire sur la somme en question; il doit détenir un droit nettement légal, bien que non nécessairement immédiat, de recevoir cette somme. Cela signifie que les «loyers différés», par exemple, n'ont pas à être inclus dans le calcul avant l'année où ils deviennent recevables.
- 3. L'expression «avoir minier canadien» définie à l'alinéa 66(15)c) de la Loi désigne tout bien acquis après 1971 qui est décrit aux alinéas a) à g) ci-dessous:
 - a) un droit, permis ou privilège afférent aux travaux d'exploration, de forage ou d'extraction relatifs au pétrole, au gaz naturel ou à d'autres hydrocarbures apparentés au Canada.
 - b) un droit, permis ou privilège afférent
 - (i) au stockage souterrain de pétrole, de gaz naturel ou d'hydrocarbures apparentés au Canada (s'applique aux déterminations à effectuer après le 16 novembre 1978) ou
 - (ii) aux travaux de prospection, d'exploration, de forage ou d'extraction de minéraux d'une ressource minérale au Canada,
 - c) un puits de pétrole ou de gaz situé au Canada (à l'exception, après 1980, d'une sonde exploratrice),
 - d) tout loyer ou toute redevance calculé en fonction du volume ou de la valeur de la production d'un puits de pétrole ou de gaz situé au Canada,

- (e) any rental or royalty computed by reference to the amount or value of production from a mineral resource in Canada
- (f) any real property in Canada the principal value of which depends upon its mineral resource content (but not including any depreciable property used or to be used in connection with the extraction or removal of minerals therefrom), or
- (g) any right to or interest in any property (other than property of a trust) described in (a) to (f) above (including a right to receive proceeds of disposition in respect of a disposition thereof).
- 4. Where a property that would have been a Canadian resource property had it been acquired after 1971 (and is not property described in 1(c) above) is disposed of after May 6, 1974 and it was owned, or deemed to have been owned on December 31, 1971 and thereafter without interruption until the date of disposition, the following rules apply:
 - (a) the "relevant percentage" of the proceeds of disposition are accounted for as a deduction in determining the taxpayer's "cumulative Canadian development expense" to the extent that the proceeds become receivable (59(3.1)(a)), and
 - (b) where the property is disposed of in a non-arm's length transaction, the purchaser is deemed to have acquired the property at a cost equal to the relevant percentage of the proceeds of disposition described in (a) above and, should this purchaser subsequently dispose of this property, this purchaser is deemed to have owned it on December 31, 1971 and without interruption until the date of its disposition (59(3.1)(b)).
- 5. The relevant percentage of the proceeds referred to in 4 above (and in 8 below) is 60 percent plus the percentage (not exceeding 40 percent) obtained when 5 percent is multiplied by the number of full calendar years in the period commencing at the end of 1972 and ending with the end of the calendar year in which the disposition was made (59(4)).

Foreign Resource Property

- 6. For dispositions of foreign resource property after May 6, 1974, the taxpayer's proceeds of disposition are included in computing the taxpayer's income for a taxation year to the extent that they become receivable in that year. For dispositions prior to May 7, 1974 the proceeds were brought into income in the year of disposition to the extent they were receivable in that year (59(1)).
- 7. "Foreign resource property" is defined in paragraph 66(15)(f) as a property outside Canada that would be a Canadian resource property if it were located in Canada.

- e) tout loyer ou toute redevance calculé en fonction du volume ou de la valeur de la production d'une ressource minérale située au Canada.
- f) tout bien immobilier situé au Canada et dont la principale valeur dépend de son contenu en matières minérales (mais à l'exclusion de tout bien amortissable utilisé ou devant être utilisé dans le cadre de l'extraction ou du prélèvement de minéraux provenant de ce bien), ou
- g) tout droit afférent à des biens (autres que des biens d'une fiducie) visés à l'un ou l'autre des alinéas a) à f) ci-dessus (y compris le droit de recevoir le produit de leur disposition).
- 4. Lorsqu'un contribuable dispose après le 6 mai 1974 d'un bien qui aurait été considéré comme un avoir minier canadien s'il avait été acquis après 1971 (et qui n'est pas un bien décrit en 1c) ci-dessus) et qu'il possédait ou était réputé posséder ce bien au 31 décembre 1971 et par la suite, sans interruption jusqu'à la date de la disposition, les règles suivantes s'appliquent:
 - a) la «fraction appropriée» du produit de la disposition est considérée comme une déduction aux fins du calcul des «frais cumulatifs d'aménagement au Canada» du contribuable, dans la mesure où le produit devient recevable (59(3.1)a)), et
 - b) si la disposition du bien s'effectue dans le cadre d'une transaction avec lien de dépendance, l'acheteur est réputé avoir acquis le bien à un coût égal à la fraction appropriée du produit de la disposition décrite en a) ci-dessus et, s'il dispose de ce bien par la suite, il est réputé l'avoir possédé au 31 décembre 1971 et sans interruption jusqu'à la date de sa disposition (59(3.1)b)).
- 5. La fraction appropriée du produit mentionnée au numéro précédent (et au numéro 8) est égale à 60 pour cent plus le pourcentage (ne dépassant pas 40 pour cent) obtenu par la multiplication de 5 pour cent par le nombre d'années civiles complètes comprises dans la période commençant à la fin de 1972 et se terminant à la fin de l'année civile durant laquelle la disposition a eu lieu (59(4)).

Avoirs miniers étrangers

- 6. En ce qui concerne une disposition d'avoirs miniers étrangers postérieure au 6 mai 1974, le produit est inclus dans le calcul du revenu du contribuable pour une année d'imposition, dans la mesure où ce produit devient recevable cette année-là. Quant au produit d'une disposition antérieure au 7 mai 1974, il devait être inclus dans le revenu de l'année de la disposition dans la mesure où il était recevable cette année-là (59(1)).
- 7. L'alinéa 66(15)f) définit les «avoirs miniers étrangers» comme des biens hors du Canada qui seraient des «avoirs miniers canadiens» s'ils étaient situés au Canada.

- 8. Where a property that would have been a foreign resource property had it been acquired after 1971 is disposed of after May 6, 1974 and it was owned, or deemed to have been owned, by the taxpayer on December 31, 1971 and thereafter without interruption until the date of disposition, the following rules apply:
 - (a) the "relevant percentage" (see 5 above) of the proceeds of disposition are included in computing the taxpayer's income for a taxation year to the extent that the proceeds become receivable in that year, and
 - (b) where the property is disposed of in a non-arm's length transaction the rules described in 4(b) above apply (59(3)).

General

- 9. The above rules apply to dispositions of resource property by any taxpayer other than a dealer in resource properties to whom subsection 66(5) applies or a prospector or grubstaker who receives a share in the capital stock of a corporation to which section 35 applies. Dispositions of resource properties are excluded from capital gains treatment by subparagraph 39(1)(a)(ii).
- 10. "Disposition" and "proceeds of disposition" are defined in section 54 and have the same meaning for these rules as they do for capital gains purposes (59(5)). In a non-arm's length transfer for no proceeds or for proceeds less than the fair market value of the transferred property, or in the case of a gift, the transferor shall be deemed to have received proceeds of disposition equal to the fair market value of the resource property by virtue of paragraph 69(1)(b) except where a rollover is permitted, e.g. under section 85. The proceeds of disposition are deemed to be NIL where a taxable Canadian corporation (the subsidiary) is wound-up after January 12, 1981, where not less than 90% of the issued shares of each class of the capital stock of the subsidiary were owned by another taxable Canadian corporation (the parent) and all the shares of the subsidiary that were not owned by the parent immediately before the winding-up, were owned at that time by persons with whom the parent was dealing at arm's length. For winding-ups that commenced after December 11, 1979 and before January 13, 1981, the proceeds of disposition are deemed to be NIL if the parent owned not less than 90% of the issued shares of each class of the capital stock of the subsidiary, regardless of who owned the balance of the issued shares. For winding-ups that commenced before December 12, 1979, the proceeds of disposition are deemed to be NIL if the subsidiary was wholly-owned by the parent (88(1)(a)(i)).
- 11. It is possible to have a disposition under a farm-out arrangement that does not give rise to income. A form of farm-out agreement is one under which the owner of a resource property transfers a part interest in it to another person who undertakes to perform farm-out services on the property, at his own expense, in the form of explora-

- 8. Lorsqu'un contribuable dispose, après le 6 mai 1974, d'un bien qui aurait été considéré comme un avoir minier étranger s'il avait été acquis après 1971 et qu'il possédait ou était réputé posséder ce bien au 31 décembre 1971 et par la suite sans interruption jusqu'à la date de la disposition, les règles suivantes s'appliquent:
 - a) la «fraction appropriée» (voir le numéro 5 ci-dessus) du produit de la disposition doit être incluse dans le calcul du revenu du contribuable pour une année d'imposition dans la mesure où le produit devient recevable au cours de cette année-là, et
 - b) si la disposition du bien est effectuée dans le cadre d'une transaction avec lien de dépendance, les règles décrites précédemment au numéro 4b) s'appliquent (59(3)).

Généralités

- 9. Les règles susmentionnées s'appliquent aux dispositions d'avoirs miniers par tout contribuable autre qu'un courtier en avoirs miniers visé au paragraphe 66(5) ou un prospecteur ou un commanditaire en prospection qui reçoit une part du capital-actions d'une corporation visée à l'article 35. Les dispositions d'avoirs miniers sont exclues du traitement des gains en capital en vertu du sous-alinéa 39(1)a)(ii).
- 10. La «disposition» et le «produit de la disposition» sont définis à l'article 54 et, en ce qui concerne les présentes règles, leur signification est la même que celle qu'on leur a donnée aux fins des gains en capital (59(5)). Dans le cas d'un transfert avec lien de dépendance qui n'entraîne aucun produit ou un produit inférieur à la juste valeur marchande du bien transféré, ou dans le cas d'un don, l'auteur du transfert est réputé avoir reçu un produit de la disposition égal à la juste valeur marchande des avoirs miniers, en vertu de l'alinéa 69(1)b), sauf lorsqu'un roulement est permis, par exemple en vertu de l'article 85. Le produit de la disposition est réputé être NÉEANT lorsqu'une corporation canadienne imposable (la filiale) est liquidée après le 12 janvier 1981 et qu'au moins 90% des actions émises de chaque catégorie de son capital-actions étaient détenues par une autre corporation canadienne imposable (la corporation mère) et que toutes les actions de la filiale que la corporation mère ne détenait pas immédiatement avant la liquidation étaient alors détenues par des personnes avec lesquelles la corporation mère n'avait aucun lien de dépendance. Pour ce qui est des liquidations entreprises après le 11 décembre 1979 et avant le 13 janvier 1981, le produit de la disposition est réputé être NÉEANT si la corporation mère détenait au moins 90% des actions émises de chaque catégorie du capital-actions de la filiale, peu importe qui en détenait le reste. Quant aux liquidations entreprises avant le 12 décembre 1979, le produit de la disposition est réputé être NÉEANT si la corporation mère possédait la filiale en propriété exclusive (88(1)a)(i)).
- 11. Il est possible qu'une disposition en vertu d'une convention d'amodiation n'entraîne pas de revenu. Une convention d'amodiation est, par exemple, celle par laquelle le propriétaire d'avoirs miniers transfère une partie de ses droits sur ses biens à une autre personne qui s'engage à exécuter les services amodiés à l'égard des biens, à ses frais, ces derniers étant des frais

tion and development expenses. In these circumstances, to the extent that the disposition of part of the interest can be considered a payment for farm-out services, the disposition does not give rise to proceeds of disposition that are accounted for in the manner outlined in 10 above.

12. In an amalgamation to which section 87 applies, properties described in subsection 59(2) are considered to be assumed by the new corporation at no cost and without any proceeds of disposition to the predecessor corporations. The new company is entitled to apply the provisions of subsections 59(3) or 59(3.1) as discussed in 8 and 4 above with respect to the subsequent disposition by it of relevant resource properties owned by its predecessor corporations on December 31, 1971.

Reserves

Taxpayers are reminded that the following comments concerning reserves allowable pursuant to section 64 are valid only for dispositions that occurred prior to November 13, 1981 or that occurred pursuant to the terms in existence on November 12, 1981 of an offer or agreement in writing made or entered into on or before that date. Clause 32 of Bill C-139 eliminated the reserves under section 64 with respect to dispositions thereafter. 13. Where at the end of a taxation year that ends after December 11, 1979, a credit balance of cumulative Canadian oil and gas property expense resulted in a credit balance of cumulative Canadian development expense (see 1 above) and was, by virtue of paragraph 59(3.2)(c), included in a taxpayer's income and the taxpayer in that year has disposed of a property described in 1(b) or (c) above and part of the proceeds of disposition is not due until after the end of that taxation year, the taxpayer is entitled to claim in that year a reserve under subsection 64(1.2), in lieu of any reserve thereon under paragraph 20(1)(n), in an amount equal to the least of

- (a) the credit balance of cumulative Canadian oil and gas property expense at the end of the year,
- (b) the amount by which the credit balance of cumulative Canadian development expense as was included in the taxpayer's income for the year exceeds the amount of any reserve deducted in the year under paragraph 64(1.1)(a) (see 14 below), and (c) the portion of the proceeds that is not due until
- after the end of the taxation year.
- 14. Where a credit balance of cumulative Canadian development expense is, by virtue of paragraph 59(3.2)(c), included in a taxpayers' income and the taxpayer has in that year disposed of a Canadian resource property
 - (i) that is, if the taxation year ends before December 12, 1979, described in 1(a) and (b) above, or
 - (ii) that is, if that taxation year ends after December 11, 1979, described in 1(a) above,

d'exploration et d'aménagement. Le cas échéant, dans la mesure où la disposition d'une partie des droits peut être considérée comme un paiement pour des services amodiés, la disposition ne donne pas lieu à un produit calculé selon la méthode exposée au numéro précédent.

12. Dans une fusion à laquelle l'article 87 s'applique, les biens décrits au paragraphe 59(2) sont considérés comme ayant été repris par la nouvelle corporation gratuitement et sans aucun produit de disposition pour les corporations remplacées. La nouvelle compagnie a le droit d'appliquer les dispositions du paragraphe 59(3) ou 59(3.1), comme il est mentionné aux numéros 8 et 4 ci-dessus, relativement à la disposition subséquente, par elle, d'avoirs miniers pertinents que les corporations remplacées détenaient le 31 décembre 1971.

Réserves

Les contribuables doivent se rappeler que les observations suivantes concernant les réserves admissibles conformément à l'article 64 ne valent que pour les dispositions qui ont eu lieu avant le 13 novembre 1981 ou conformément aux conditions d'une offre ou d'une entente écrite en vigueur le 12 novembre 1981 et conclue à cette date ou avant. L'article 32 du Projet de loi C-139 élimine les réserves admissibles en vertu de l'article 64 relatives aux dispositions subséquentes.

13. Lorsque, à la fin d'une année d'imposition se terminant après le 11 décembre 1979, un solde créditeur de frais cumulatifs à l'égard de biens canadiens relatifs au pétrole et au gaz a donné lieu à un solde créditeur de frais cumulatifs d'aménagement au Canada (voir le numéro 1 ci-dessus) et, en vertu de l'alinéa 59(3.2)c), a été inclus dans le revenu du contribuable et que, au cours de cette année-là, celui-ci a disposé d'un bien décrit en 1b) ou 1c) ci-dessus et qu'une partie du produit de la disposition n'est due qu'après la fin de cette même année d'imposition, le contribuable a le droit de déduire, cette année-là, une réserve en vertu du paragraphe 64(1.2) plutôt qu'en vertu de l'alinéa 20(1)n), d'un montant égal au moins élevé des montants suivants:

- a) le solde créditeur de frais cumulatifs à l'égard de biens canadiens relatifs au pétrole et au gaz à la fin de l'année,
- b) l'excédent du solde créditeur de frais cumulatifs d'aménagement au Canada inclus dans le revenu de l'année du contribuable sur le montant de toute réserve déduite dans l'année en vertu de l'alinéa 64(1.1)a) (voir le numéro 14 ci-dessous) et
- c) la partie du produit qui n'est due qu'après la fin de l'année d'imposition.
- 14. Lorsqu'un contribuable a, en vertu de l'alinéa 59(3.2)c), inclus dans son revenu un solde créditeur de frais cumulatifs d'aménagement au Canada et que, dans la même année, il a disposé d'un avoir minier canadien
 - (i) décrit en 1a) et 1b) ci-dessus, si l'année d'imposition en cause se termine avant le 12 décembre 1979 ou
 - (ii) décrit en 1a) ci-dessus, si l'année d'imposition se termine après le 11 décembre 1979

or would have been so described had it been acquired after 1971, and part of the proceeds of disposition is not due until after the end of that year, the taxpayer is entitled to claim in that year a reserve under subsection 64(1.1), in lieu of any reserve thereon under paragraph 20(1)(n), in an amount equal to the lesser of

- (a) the credit balance of cumulative Canadian development expense included in income, and
- (b) the portion of the proceeds that is not due until after the end of the taxation year.
- 15. For a taxation year subsequent to the year of disposition, any reserve deducted under subsections 64(1.1) or (1.2) in computing the previous year's income is included in the computation of income for the year under subsection 59(2.1) and the taxpayer is entitled to claim a reserve pursuant to paragraph 64(1.1)(b) or (1.2)(b) whichever is applicable, equal to the lesser of:
 - (a) the previous year's reserve claimed under subsection 64(1.1) or subsection 64(1.2) whichever is applicable, and
 - (b) the portion of the proceeds of disposition of the relevant property that is not due until after the end of the taxation year.

This reserve is again in lieu of any reserve in respect of the disposition under paragraph 20(1)(n).

- 16. Where an amount has been taken into income in a particular year and that amount or a part thereof is not due until a day that is after the end of the particular year, subsection 64(1) provides for a reserve in respect of such an amount arising from the disposition, after 1971, of
 - (a) a foreign resource property or property that would have been a foreign resource property had it been acquired after 1971 which was owned or deemed to have been owned by the taxpayer on December 31, 1971,
 - (b) a Canadian resource property disposed of before May 7, 1974,
 - (c) a property described in 1(c) above (pre-1972 oil or gas license in Canada) disposed of before May 7, 1974, and
 - (d) property that would have been a Canadian resource property had it been acquired after 1971 which was owned by the taxpayer on December 31, 1971, exclusive of a property described in 1(c) above, disposed of prior to May 7, 1974.

The reserve allowable for the particular year is equal to that part of the amount which is not due until a day that is after the end of the particular year. The reserve allowable for a year subsequent to the particular year is equal to the lesser of

- (a) that part of the amount which is not due until a day that is after the end of that subsequent year, and
- (b) the reserve deducted in the year immediately preceding that subsequent year.

ou qui aurait été décrit ainsi s'il avait été acquis après 1971 et qu'une partie du produit de cette disposition n'était due qu'après cette année-là, le contribuable a le droit de faire déduire, cette année-là, une réserve en vertu du paragraphe 64(1.1) plutôt qu'en vertu de l'alinéa 20(1)n) d'un montant égal au moins élevé des montants suivants:

- a) le solde créditeur de frais cumulatifs d'aménagement au Canada inclus dans le revenu et
- b) la partie du prdouit qui n'est due qu'après la fin de l'année d'imposition.
- 15. Pour une année d'imposition subséquente à l'année de la disposition, toute réserve déduite dans le calcul du revenu de l'année précédente en vertu des paragraphes 64(1.1) ou 64(1.2) doit être incluse dans le calcul du revenu de l'année en vertu du paragraphe 59(2.1) et le contribuable a le droit de déduire une réserve conformément à l'alinéa applicable, soit 64(1.1)b) ou 64(1.2)b), d'un montant égal au moins élevé des montants suivants:
 - a) la réserve de l'année précédente demandée en vertu du paragraphe applicable, soit 64(1.1) ou 64(1.2) et
 - b) la partie du produit de la disposition du bien pertinent qui n'est due qu'après la fin de l'année d'imposition.

Cette réserve peut, encore une fois, être déduite à la place de toute réserve à l'égard d'une disposition en vertu de l'alinéa 20(1)n).

- 16. Lorsqu'un montant a été inclus dans le revenu au cours d'une annnée particulière et qu'il n'est dû, en totalité ou en partie, qu'après la fin de cette année-là, l'alinéa 64(1) prévoit une réserve à son égard s'il provient de la disposition, après 1971.
 - a) d'un avoir minier étranger ou d'un bien qui aurait été un avoir minier étranger s'il avait été acquis après 1971, lequel était détenu ou réputé être détenu par le contribuable le 31 décembre 1971,
 - b) d'un avoir minier canadien ayant fait l'objet d'une disposition avant le 7 mai 1974,
 - c) d'un bien décrit en 1c) ci-dessus (permis de pétrole ou de gaz antérieur à 1972, au Canada) ayant fait l'objet d'une disposition avant le 7 mai 1974, et
 - d) d'un bien qui aurait été un avoir minier canadien s'il avait été acquis après 1971, lequel était détenu par le contribuable le 31 décembre 1971, exception faite d'un bien décrit en 1c) ci-dessus, ayant fait l'objet d'une disposition avant le 7 mai 1974.

La réserve admissible pour l'année particulière est égale à la partie du montant qui n'est due qu'après la fin de cette année-là. La réserve admissible pour une année subséquente à l'année particulière est égale au moins élevé des montants suivants:

- a) la fraction du montant qui n'est due qu'après la fin de l'année subséquente, et
- b) la réserve déduite dans l'année qui précède immédiatement cette année subséquente.

- 17. A reserve similar to that in 16 above is allowable under paragraph 64(1)(b) in respect of the disposition of an oil or gas licence in Canada where the disposition was before 1972.
- 18. Any reserve deducted under subsection 64(1) in computing the previous year's income is included in the computation of income for the year under subsection 59(2).
- 19. A taxpayer is not entitled to claim a reserve under section 64 in a taxation year if, at the end of the year, or at any time in the immediately following year, the taxpayer
 - (a) was exempt from tax under Part I of the Act, or
 - (b) was not resident in Canada and did not carry on business in Canada (64(2)).
- 20. Where a taxpayer is entitled to claim a reserve under section 64 in respect of proceeds from the disposition of a resource property that are not due until after the end of the taxation year, the taxpayer cannot claim a reserve under paragraph 20(1)(n) in respect of those proceeds. However, to the extent that the proceeds have been included in income, a reserve for doubtful debts under paragraph 20(1)(1) may be allowable in respect of an amount which is due but unpaid, depending upon the circumstances.
- 21. Where paragraph 69(1)(b) applies to the disposition, the transferor is deemed to have received proceeds of disposition equal to the fair market value of the property at the time of the disposition. The Department will not deny a section 64 reserve in respect of that portion of the actual proceeds of disposition not due until after the end of the year of disposition solely because paragraph 69(1)(b) deems the fair market value to have been received. For example:

The actual proceeds of disposition for a foreign resource property are \$100,000 which are receivable in year 1 but which are 50 percent due in each of years 1 and 2. The fair market value is \$120,000.

Year 1 Income is	\$120,000.
Year 1 Reserve is	50,000.
Year 2 Income is	50,000.

Partnerships

22. Certain amounts (see 23 below) relevant to the computation of the amount of cumulative Canadian development expense and the amount of cumulative Canadian oil and gas property expense which become receivable by a partnership during a fiscal period are deemed to be receivable by each partner to the extent of the partner's share thereof for the partner's taxation year in which the partnership's fiscal period ends (66.2(6) and 66.4(6)). Thus each partner's share is deducted in computing the amount of each partner's cumulative Canadian development expense or cumulative Canadian oil and gas property expense as the case may be. Where the partnership

- 17. Une réserve semblable à celle qui est décrite au numéro 16 ci-dessus est déductible en vertu de l'alinéa 64(1)b) relativement à la disposition d'une licence de pétrole ou de gaz au Canada lorsque la disposition a eu lieu avant 1972.
- 18. Toute réserve déduite en vertu du paragraphe 64(1) dans le calcul du revenu de l'année précédente est incluse dans le calcul du revenu pour l'année en vertu du paragraphe 59(2).
- 19. Un contribuable n'a pas le droit de déduire une réserve en vertu de l'article 64 dans une année d'imposition si, à la fin de l'année ou à une date quelconque de l'année suivante, il
 - a) était exonéré de l'impôt en vertu de la Partie I de la Loi,
 - b) n'était pas un résident du Canada et n'exploitait pas une entreprise au Canada (64(2)).
- 20. Lorsqu'un contribuable a le droit de déduire une réserve en vertu de l'article 64 à l'égard du produit de la disposition d'un avoir minier qui n'est dû qu'après la fin de l'année d'imposition, il ne peut pas déduire de réserve en vertu de l'alinéa 20(1)n) à l'égard de ce produit. Toutefois, selon les circonstances, on peut accorder une provision pour créances douteuses en vertu de l'alinéa 20(1)1) à l'égard d'un montant dû mais impayé, dans la mesure où le produit a été inclus dans le revenu.
- 21. Lorsque l'alinéa 69(1)b) s'applique à la disposition, le cédant est réputé avoir reçu un produit de disposition égal à la juste valeur marchande du bien à la date de la disposition. Le Ministère ne refusera pas une réserve en vertu de l'article 64 relativement à cette partie du produit réel de la disposition qui n'est due qu'après la fin de l'année de la disposition uniquement parce que selon l'alinéa 69(1)b), la juste valeur marchande est réputée avoir été reçue. Par exemple:

Le produit réel de la disposition pour un avoir minier étranger est de \$100 000 lequel est à recevoir dans l'année 1, mais n'est dû qu'à 50 pour cent dans chacune des années 1 et 2. La juste valeur marchande est de \$120 000.

Le revenu de l'année 1 est de	\$120 000
La réserve de l'année 1 est de	50 000
Le revenu de l'année 2 est de	50 000

Sociétés

22. Certains montants (voir le numéro 23 ci-dessous) relatifs au calcul du montant des frais cumulatifs d'aménagement au Canada et de celui des frais cumulatifs à l'égard des biens canadiens relatifs au pétrole et au gaz qui deviennent recevables par une société durant un exercice financier sont réputés être recevables par chaque associé jusqu'à concurrence de la part de l'associé dans ce montant pour l'année d'imposition de l'associé au cours de laquelle l'exercice financier de la société se termine (66.2(6) et 66.4(6)). Ainsi la part de chaque associé est déduite lors du calcul du montant des frais cumulatifs d'aménagement au Canada ou des frais cumulatifs à l'égard de biens canadiens relatifs au pétrole et au gaz, selon le cas, de chaque associé.

would be entitled to claim a section 64 reserve (see section above on reserves) if it were a taxpayer, each partner may claim a share of that reserve to the extent that it would otherwise be deductible by the partner as illustrated in the two examples below.

Examples:

A partner, with a 50% interest in the partnership, incurred on his own behalf Canadian development expense of \$20,000 in the taxation year ending December 31, 1978. During the partnership's fiscal period ending June 30, 1978, it sells a Canadian resource property for \$100,000 of which \$20,000 is received at time of sale and \$80,000 is due, November 30, 1978 in example 1 and January 30, 1979 in example 2.

Evample 1 Evample 2

	Example 1	Example 2
Canadian development expense	\$ 20,000	\$ 20,000
Share of proceeds receivable by partnership Income for taxation year	50,000	50,000
ending December 31, 1978	\$ 30,000	\$ 30,000
Reserve for taxation year ending December 31, 1978:		
No part due after December 31, 1978, therefore	<u>nil</u>	
Lesser of 50% of \$80,000 = \$40,000, and \$30,000.		\$ 30,000

The foregoing comments in respect of a reserve are applicable in respect of fiscal periods of a partnership ending after 1976. In respect of fiscal periods of a partnership ending prior to 1977, the reserve was considered to be deductible by the partnership from the total amount receivable and the net amount only was deducted in computing the amount of the partner's cumulative Canadian development expense.

- 23. The amounts referred to in 22 above in respect of cumulative Canadian development expense are:
 - (a) an amount which becomes receivable in respect of a disposition after May 6, 1974 and before December 12, 1979 of a resource property as described in 1 and 4 above (59(1.1) and 59(3.1)(a)),
 - (b) an amount which became receivable in respect of a disposition after December 11, 1979 of a resource property as described in 1(a) and 4 above (59(1.1) and 59(3.1)(a)),
 - (c) an amount which becomes receivable as a result of a transaction occurring after May 6, 1974 and as consideration for property (other than property described in 1 and 4 above) or services, of which the original cost may reasonably be regarded as being

Lorsque la société aurait droit de demander une réserve en vertu de l'article 64 (voir la section au-dessus quant aux réserves) si elle était un contribuable, chaque associé peut déduire une partie de cette réserve dans la mesure où il pourrait, par ailleurs, la déduire comme l'illustrent les deux exemples ci-dessous.

Exemples:

Un associé, qui a une participation de 50 pour cent dans une société, a engagé pour son propre compte des frais d'aménagement canadiens de \$20 000 au cours de l'année d'imposition se terminant le 31 décembre 1978. Durant l'exercice financier de la société se terminant le 30 juin 1978, celle-ci a vendu un avoir minier canadien pour \$100 000 dont \$20 000 sont reçus lors de la vente et \$80 000 sont dus le 30 novembre 1978 dans l'exemple nº 1 et le 30 janvier 1979, dans l'exemple nº 2.

	Exemple 1	Exemple 2	
Frais d'aménagement au			
Canada	\$20 000	\$20 000	
Part du produit à recevoir			
par la société	50 000	50 000	
Revenu pour l'année d'impo- sition se terminant le			
31 décembre 1978	30 000	30,000	
Réserve pour l'année d'impo-	30 000	30 000	
sition se terminant le			
31 décembre 1978:			
Aucune partie due après le			
31 décembre 1978, en			
conséquence	néant		
Le moindre de			
50 % de 80 000 \$ = 40 000 \$			
et de 30 000 \$		\$30 000	

Les observations susmentionnées concernant une réserve s'appliquent à des exercices financiers d'une société qui se terminent après 1976. Relativement à des exercices financiers d'une société se terminant avant 1977, la réserve a été considérée comme étant déductible, par la société du montant total recevable et le montant net seulement a été déduit dans le calcul du montant des frais d'aménagement cumulatifs au Canada de l'associé.

- 23. Les montants mentionnés en 22 ci-dessus à l'égard des frais cumulatifs d'aménagement au Canada sont:
 - a) un montant qui est devenu recevable relativement à la disposition après le 6 mai 1974 et avant le 12 décembre 1979 d'un avoir minier décrit en 1 et 4 ci-dessus (59(1.1) et 59(3.1)a)).
 - b) un montant qui est devenu recevable à l'égard de la disposition, après le 11 décembre 1979 d'un avoir minier décrit en 1a) et 4 ci-dessus (59(1.1) et 59(3.1)a)),
 - c) un montant qui est devenu recevable par suite d'une transaction ayant eu lieu après le 6 mai 1974 et à titre de contrepartie pour un bien (autre qu'un bien décrit en 1 et 4 ci-dessus) ou des services dont le coût initial peut raisonnablement être considéré comme étant principalement

primarily Canadian development expense (66(12.1)(b)),

- (d) an amount which has become receivable after May 6, 1974 pursuant to a unitization agreement in respect of Canadian development expense incurred for the particular oil or gas field covered under the agreement (66(12.3)(a)), and
- (e) for 1981 and subsequent taxation years, the amount of any public assistance or benefit with respect to any Canadian development expense made or incurred after December 31, 1980, or that can reasonably be related to Canadian development activities after that date (66.2(5)(b)(xi)).

The amounts referred to in 22 above in respect of cumulative Canadian oil and gas property expense are:

- (i) an amount which becomes receivable in respect of a disposition after December 11, 1979 of a resource property as described in 1(b) and (c) above (59(1.2))
- (ii) an amount which has become receivable after December 11, 1979 pursuant to a unitization agreement in respect of Canadian oil and gas property expense incurred for the particular oil or gas field covered under the agreement (66(12.5)(a)), and
- (iii) for 1981 and subsequent taxation years, the amount of any public assistance or benefit with respect to any Canadian oil and gas property expense made or incurred after December 31, 1980 or that can reasonably be related to any such expense after that date (66.4(5)(b)(viii).

Non-resident partner

24. For taxation years ending after December 11, 1979 and before 1981, where a non-resident person is a member of a partnership that is deemed by virtue of paragraph 115(4)(b) to have disposed of a property described in 1(a) above, he must reduce his cumulative Canadian development expense by his share of the partnership's deemed proceeds of disposition of such property and by his share of any amounts described in 23(c) and (d) above. For taxation years ending after 1980 this reduction must be augmented by his share of any amounts described in 23(e) above (66.2(7)).

Similarly, where a non-resident person is a member of a partnership that is deemed by virtue of paragraph 115(4)(b) to have disposed of a property described in 1(b), 1(c) or 4 above, he must reduce his cumulative Canadian oil and gas property expense by his share of the partnership's deemed proceeds of disposition of such property and by his share of any amounts described in 23(ii) above for taxation years ending after December 11, 1979 and before 1981. For taxation years ending after 1980 this reduction must be augmented by his share of any amounts described in 23(iii) above (66.4(7)).

constitué de frais d'aménagement au Canada. (66(12.1)b)),

- d) un montant qui est devenu recevable après le 6 mai 1974 en vertu d'un accord d'unification, relativement à des frais d'aménagement au Canada engagés pour le champ de pétrole ou de gaz particulier faisant l'objet de l'accord (66(12.3)a)) et
- e) pour les années d'imposition 1981 et subésquentes, le montant de toute aide ou avantage reçu d'une administration publique relativement à des frais d'aménagement engagés au Canada après le 31 décembre 1980 ou pouvant raisonnablement être relié à des activités d'aménagement au Canada après cette date (66.2(5)b)(xi)).

Les montants mentionnés en 22 ci-dessus relativement aux frais cumulatifs à l'égard de biens canadiens relatifs au pétrole et au gaz sont:

- (i) un montant qui est devenu recevable relativement à la disposition, après le 11 décembre 1979, d'un avoir minier décrit en 1b) et 1c) ci-dessus (59(1.2))
- (ii) un montant qui est devenu recevable après le 11 décembre 1979 conformément à un accord d'unification relativement à des frais à l'égard de biens canadiens relatifs au pétrole et au gaz engagés pour le champs de pétrole ou de gaz prévu dans l'accord (66(12.5)a)) et
- (iii) pour les années d'imposition 1981 et subséquentes, le montant de toute aide ou avantage reçu d'une administration publique relativement à des frais à l'égard de biens canadiens relatifs au pétrole et au gaz engagés après le 31 décembre 1980 ou pouvant raisonnablement être relié à ce genre de frais après cette date (66.4(5)b)(viii)).

Associé non résidant

24. Pour les années d'imposition se terminant après le 11 décembre 1979 et avant 1981, un non-résident qui est membre d'une société de personnes réputée, en vertu de l'alinéa 115(4)b) avoir disposé d'un bien décrit en 1a) ci-dessus, doit réduire ses frais cumulatifs d'aménagement au Canada de sa part du produit réputé de la disposition de ce bien de la société et de sa part de tout montant désigné en 23c) et 23d) ci-dessus. Pour les années d'imposition se terminant après 1980, il doit ajouter à cette réduction sa part des montants désignés en 23e) ci-dessus (66.2(7)).

De même, un non-résident qui est membre d'une société de personnes réputée, en vertu de l'alinéa 115(4)b) avoir disposé d'un bien décrit en 1b), 1c) ou 4 ci-dessus, doit réduire ses frais cumulatifs à l'égard de biens canadiens relatifs au pétrole ou au gaz de sa part du produit réputé de la disposition de ce bien de la société et de sa part de tout montant désigné en 23(ii) ci-dessus, pour les années d'imposition se terminant après le 11 décembre 1979 et avant 1981. Pour les années d'imposition qui se terminent après 1980, il doit ajouter à cette réduction sa part de tout montant désigné en 23(iii) ci-dessus (66.4(7)).

Involuntary Disposition of Resource Property

- 25. Section 59.1 provides an optional treatment for the involuntary disposition after 1976 of property described in 1 and 4 above whereby the taxpayer may elect not to be taxed on the portion of the proceeds otherwise taxable in the year of disposition to the extent such portion of the proceeds is expended on Canadian exploration expenses, Canadian development expenses or, for taxation years ending after December 11, 1979, Canadian oil and gas property expenses, in the immediately following ten taxation years. Subsection 44(2) states the rules for determining the time at which a taxpayer is deemed to have made such an involuntary disposition and the time at which the proceeds of disposition are deemed to become receivable.
- 26. The "involuntary disposition" above is one where the proceeds of disposition are either compensation for property taken under statutory authority or the sale price of property sold to a person by whom notice of an intention to take it under statutory authority was given. For further explanations see IT-271R, "Expropriations—Time and Proceeds of Disposition".
- 27. The taxpayer makes the election by requesting, in the return of income for the taxation year in which the proceeds of disposition are deemed to have become receivable, that section 59.1 apply in respect of the proceeds of disposition. In the subsequent ten years, the taxpayer must designate those Canadian exploration expenses, Canadian development expenses or Canadian oil and gas property expenses which are to be offset against the amount of the election. This designation must be indicated in the return of income for the taxation year in which the expense is made or incurred.
- 28. The income amount subject to the election is the least of
 - (a) all amounts that become receivable (or, the relevant percentage thereof where the property was owned on December 31, 1971) in respect of an expropriation of resource property, described in 1 and 4 above.
 - (b) the credit balance in the cumulative Canadian development expense account at the end of the year and
 - (c) the income for the year before the application of paragraph 59.1(a).
- 29. Where the amount subject to the election exceeds the aggregate of Canadian exploration expenses, Canadian development expenses, and Canadian oil and gas property expenses as were designated by the taxpayer for the subsequent ten years, the taxpayer's return of income for the year of the election will be reassessed to include such excess in income and to assess any additional tax, interest or penalty, notwithstanding that the year would otherwise be statute barred (59.1(b)).

Disposition involontaire d'avoirs miniers

- 25. L'article 59.1 prévoit un traitement optionnel pour une disposition involontaire après 1976 de biens décrits en 1 et 4 ci-dessus en vertu duquel le contribuable peut choisir de ne pas être imposé sur la partie du produit par ailleurs imposable au cours de l'année de la disposition dans la mesure où cette partie du produit est dépensée pour l'exploration ou l'aménagement au Canada ou, pour les années d'imposition se terminant après le 11 décembre 1979, à l'égard de biens canadiens relatifs au pétrole et au gaz dans les dix années d'imposition qui suivent. Le paragraphe 44(2) énonce les règles de la détermination de la date à laquelle un contribuable est réputé avoir fait une telle disposition involontaire et la date à laquelle le produit de la disposition est réputé être à recevoir.
- 26. Pour la «disposition involontaire» dont il est question cidessus, le produit est soit une compensation pour un bien pris en vertu d'une autorisation légale, soit le prix de vente du bien vendu à une personne par laquelle un avis d'intention de le prendre en vertu d'une autorisation statutaire a été donné. Pour de plus amples explications, voir le IT-271R «Expropriations—— Date et produit de la disposition».
- 27. Le contribuable fait un choix en demandant, dans la déclaration du revenu pour l'année d'imposition au cours de laquelle le produit de la disposition est réputé être devenu recevable, que l'article 59.1 soit appliqué relativement au produit de la disposition. Au cours des dix années subséquentes, le contribuable doit désigner les frais d'aménagement ou d'exploration au Canada ou les frais à l'égard de biens canadiens relatifs au pétrole et au gaz qui doivent être déduits du montant faisant l'objet du choix. Cette désignation doit être faite dans la déclaration du revenu pour l'année d'imposition au cours de laquelle la dépense a été faite ou engagée.
- 28. Le montant du revenu assujetti au choix est le moins élevé des montants suivants:
 - a) tous les montants qui deviennent à recevoir (ou le pourcentage pertinent de ces montants lorsque le bien était détenu le 31 décembre 1971) relativement à une expropriation d'avoirs miniers décrits en 1 et 4 ci-dessus.
 - b) le solde créditeur du compte de frais cumulatifs d'aménagement au Canada à la fin de l'année et
 - c) le revenu pour l'année avant l'application de l'alinéa 59.1(a).
- 29. Lorsque le montant assujetti au choix excède le total des frais d'exploration et d'aménagement au Canada et des frais à l'égard de biens canadiens relatifs au pétrole et au gaz désignés par le contribuable pour les dix années subséquentes, la déclaration de revenu de l'année du choix doit faire l'objet d'une nouvelle cotisation pour que cet excédent soit inclus dans son revenu et que l'impôt additionnel et l'intérêt ou la pénalité soient déterminés, nonobstant le fait que l'année serait par ailleurs frappée de prescription (59.1b)).

30. The designated expenses are deemed not to be Canadian exploration expenses, Canadian development expenses or Canadian oil and gas property expenses, as the case may be, for all purposes of the Act except

(a) subsection 66(12.1) which would require that a recovery of a Canadian development expense or Canadian exploration expense which had been designated would have to be credited to the cumulative Canadian development expense account or cumulative Canadian exploration expense account,

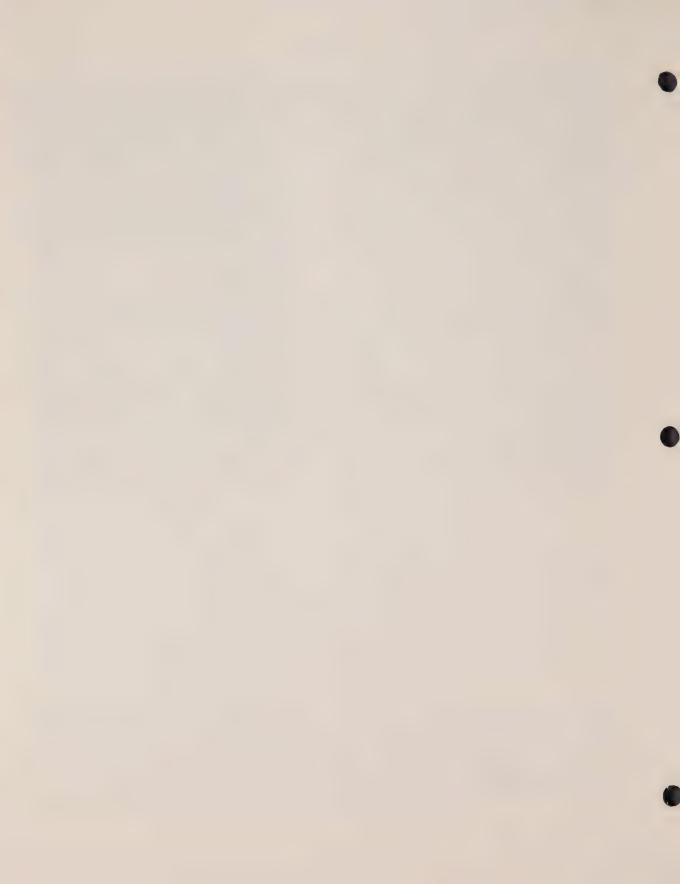
- (b) subsection 66(12.2) which would require that an amount which becomes receivable, under an agreement to unitize an oil or gas field in Canada, in respect of a Canadian exploration expense which had been designated would have to be credited to the cumulative Canadian exploration expense account, (c) subsection 66(12.3) which would require that an amount which becomes receivable, under an agreement to unitize an oil or gas field in Canada, in respect of a Canadian development expense which had been designated would have to be credited to the cumulative Canadian development expense account, (d) subsection 66(12.5) applicable to taxation years ending after December 11, 1979, which would require that an amount which becomes receivable under an agreement to unitize an oil or gas field in Canada, in respect of a Canadian oil and gas property expense which had been designated, would have to be credited to the cumulative Canadian oil and gas property expense, and
- (e) the computation of the taxpayer's earned depletion base for the purposes of section 65.

30. Les dépenses désignées sont réputées ne pas être des frais d'aménagement, ni des frais d'exploration au Canada, ni des frais à l'égard de biens canadiens relatifs au pétrole et au gaz, selon le cas, pour toutes les fins de la Loi, exception faite

11

a) du paragraphe 66(12.1), qui exige qu'une récupération de frais d'aménagement ou d'exploration au Canada qui avait été désignée soit créditée au compte des frais cumulatifs d'aménagement au Canada ou au compte des frais cumulatifs d'exploration au Canada;

- b) du paragraphe 66(12.2), qui exige qu'un montant qui est devenu à recevoir en vertu d'un accord d'unification d'un champ de pétrole ou de gaz au Canada, relativement à une dépense d'exploration au Canada qui avait été désignée, soit crédité au compte des frais cumulatifs d'exploration au Canada;
- c) du paragraphe 66(12.3) qui exige qu'un montant qui est devenu à recevoir en vertu d'un accord d'unification d'un champ de pétrole ou de gaz au Canada, relativement à une dépense d'aménagement au Canada qui avait été désignée, soit crédité au compte des frais cumulatifs d'aménagement au Canada; et
- d) du paragraphe 66(12.5) qui s'applique aux années d'imposition se terminant après le 11 décembre 1979, et qui exige qu'un montant qui devient à recevoir en vertu d'un accord d'unification d'un champ de pétrole ou de gaz au Canada, relativement à des frais à l'égard de biens canadiens relatifs au pétrole et au gaz qui avait été désignés, soit crédité au compte des frais cumulatifs à l'égard de biens canadiens relatifs au pétrole et au gaz, et
- e) du calcul de la base de la déduction pour épuisement gagnée du contribuable aux fins de l'article 65.



BULLET

MINISTÈRE DU REVENU NATIONAL, IMPÔT

D'INTERPRÉTATION

Government Publications

INIERPREIAIIUN

SUBJECT: INCOME TAX ACT

OBJET: LOI DE L'IMPÔT SUR LE REVENU Signification de "liquidation"

SERIAL NO: IT-126R DATE: February 3, 1975

REFERENCE: Subsection 84(2) (also section 88)

Meaning of "Winding-up"

NO DE SÉRIE: IT-126R DATE: le 3 février 1975

RENVOI: Paragraphe 84(2) (également article 88)

This Bulletin replaces and cancels Interpretation Bulletin IT-126 dated October 5, 1973.

- 1. In the Act the term "winding-up" is used in reference to both the winding-up of a corporation's business and the winding-up of the corporation itself (i.e. dissolution).
- 2. Subsection 84(2) applies to the distribution or appropriation of funds or property by a corporation to or for the benefit of its shareholders where any positive steps are taken towards the winding-up, discontinuance or reorganization of its business. Thus circumstances falling short of the dissolution of a corporation may result in the application of this subsection. Moreover, since the business of a corporation is dependent upon its corporate existence, where any positive step is taken toward the formal dissolution of the corporation, it is considered to be winding-up or discontinuing its business as well. However subsection 84(2) does not apply where the rules provided in subsection 88(1) are operative.
- 3. Section 88 applies in specified circumstances to a Canadian corporation, as defined in paragraph 89(1)(a), that has been wound up after 1971. For the purposes of this section, a corporation is considered to have been "wound up"
 - (a) where it has followed the procedures for winding-up and dissolution provided by the appropriate federal or provincial companies Act or winding-up Act, or
 - (b) where it has carried out a winding-up, other than by means of the statutory procedures contemplated in (a) above, and has been dissolved under the provisions of its incorporating statute.

After May 6, 1974, the rules in subsection 88(2) no longer apply to the winding-up of a subsidiary corporation within the meaning of subsection 88(1).

4. Generally the dissolution of a corporation is authorized by the applicable federal or provincial statute only where it can be shown that

Ce bulletin annule et remplace le Bulletin d'interprétation IT-126 du 5 octobre 1973.

- 1. Aux termes de la Loi, l'expression "liquidation" s'applique également à la liquidation de l'entreprise d'une corporation et à la liquidation de la corporation (c'est-à-dire sa dissolution).
- 2. Le paragraphe 84(2), s'applique à la distribution ou à l'attribution de fonds ou de biens par une corporation à ses actionnaires ou au prefit ple ses etionnaires lorsque des mesures effectives sont prises en vue de la liquidation, de la cessation de l'exploitation ou de la réorga distinct de son entreprise. Ainsi, des cas d'allant pas jus u'à la dissolution d'une orporation peuvent quand mê ne être assujettis au présent paregraphe. De plus, chan donné que l'entreprise d'une corporation su roputaire de son statut de corporation lorsque des mesures effectives sont prises en vue de la dissolution officielle de la corporation, il est réputé que la corporation liquide où cesse d'exploiter son entreprise. Cependant, le paragraphe 84(2) ne s'applique pas lorsque les dispositions du paragraphe 88(1) sont applicables.
- 3. L'article 88 s'applique, dans des cas précis, à une corporation canadienne, répondant à la définition de l'alinéa 89(1)a), qui a été liquidée après 1971. Aux fins du présent article, une corporation est réputée avoir été "liquidée":
 - a) lorsqu'elle a suivi les procédures de liquidation et de dissolution prescrites par les lois fédérales ou provinciales appropriées sur les compagnies ou sur les liquidations, ou
 - b) lorsqu'elle a procédé à une liquidation, par des moyens autres que les procédures mentionnées en a) ci-dessus, et a été dissout en vertu des dispositions de son acte constitutif de corporation.

Après le 6 mai 1974, les dispositions du paragraphe 88(2) ne s'appliquent plus à la liquidation d'une filiale, au sens où l'entend le paragraphe 88(1).

4. De façon générale, la dissolution d'une corporation est autorisée par la loi fédérale ou provinciale applicable, dans le seul cas ou il peut être démontré:

- (a) the debts, obligations or liabilities of the corporation have been extinguished or provided for, or the creditors have given consent to the dissolution.
- (b) after satisfying the interests of all creditors, all remaining property of the corporation has been distributed among its shareholders, and
- (c) there are no proceedings pending against it in any court.
- 5. Where the formal dissolution of a corporation is not complete but there is substantial evidence that the corporation will be dissolved within a short period of time, for the purpose of section 88 the corporation is considered to have been wound up. Evidence confirming the proposed dissolution would generally include an application for dissolution or for surrender of the corporation's charter made under the incorporating statute and evidence that the requirements for dissolution, as outlined in paragraph 4 above, have been met.
- 6. The phrase "immediately before the winding-up", as used in subsection 88(1) is considered to be that point in time that directly precedes the implementation of the winding-up procedures. Generally, the commencement of winding-up is evidenced by a resolution of shareholders authorizing or requiring that the corporation be wound up.
- 7. "On the winding-up", as used in subsection 88(1) in respect of a corporation or in subsection 84(2) in respect of a corporation's business, means that period of time during which winding-up takes place. In the case of the winding-up of a corporation the period ends at dissolution. The phrase "in the course of winding-up" in subsection 88(2) refers to the same period of time.

- a) que les dettes, les obligations ou le passif de la corporation ont été éteints ou réglés ou que les créanciers ont consenti à la dissolution.
- b) qu'après avoir réglé les intérêts de tous les créanciers, tout le reste des biens de la corporation a été distribué entre ses actionnaires et
- c) qu'aucune poursuite judiciaire n'est en instance contre elle.
- 5. Lorsque la dissolution officielle d'une corporation n'est pas complète, mais que tout indique que la corporation sera bientôt dissoute, la corporation est réputée avoir été liquidée aux fins de l'article 88. La confirmation de la dissolution envisagée comporte généralement une demande en vue d'une dissolution ou de l'abandon de la charte de la corporation établie en vertu de l'acte constitutif et la preuve qu'on a satisfait aux exigences relatives à la dissolution, telles qu'exposées au paragraphe 4 ci-dessus.
- 6. L'expression "immédiatement avant la liquidation", figurant au paragraphe 88(1), s'entend du moment précis qui précède directement l'application de la procédure de liquidation. En général, la résolution des actionnaires autorisant ou demandant que la corporation soit liquidée témoigne du début de cette procédure.
- 7. L'expression "lors de la liquidation", utilisée au paragraphe 88(1) relativement à une corporation, ou au paragraphe 84(2) relativement à l'entreprise d'une corporation, signifie la période au cours de laquelle a lieu la liquidation. Dans le cas de la liquidation d'une corporation, cette période se termine au moment de la dissolution. L'expression "au cours de la liquidation", figurant au paragraphe 88(2), désigne la même période de temps.

INTERPRETATION

BULLETIN

MINISTÈRE DU REVENU NATIONAL, IMPÔT

D'INTERPRÉTATION

SUBJECT: INCOME TAX ACT

Deemed Payment of Medical Expenses

- Meaning of "Vehicle"

SERIAL NO:

IT-127

DATE: October 8, 1973

REFERENCE: Subsection 110(1.1) (also subparagraph

110(1)(c)(viii.1))

OBJET: LOI DE L'IMPÔT SUR LE REVENU
Paiement supposé de frais médicaux
- Signification de "véhicule"

No DE SÉRIE: IT-127 DATE: le 8 octobre 1973

RENVOI: Paragraphe 110(1.1) (aussi sous-alinéa

110(1)c)(viii.1))

Under certain stipulated conditions, subparagraph 110(1)(c)(viii.1) of the Income Tax Act provides for the inclusion, in medical expenses of an amount paid for transportation to a person engaged in the business of providing transportation services. Where a person engaged in the business of providing transportation services is not readily available and a taxpayer makes use of a vehicle under the conditions stipulated in subparagraph 110(1)(c)(viii.1), subsection 110(1.1) provides that such amount as is reasonable in the circumstances, in respect of the operation of the vehicle, is deemed to have been paid to a person engaged in the business of providing transportation services.

For purposes of subsection 110(1.1), the Department will interpret "vehicle" to mean any type of conveyance by which a person can be transported by land or water, or through the air, including one owned by a taxpayer or a member of his family.

Dans certaines circonstances précises, le sous-alinéa 110(1)c)(viii.1) de la Loi de l'impôt sur le revenu prévoit qu'on peut inclure dans les frais médicaux le montant payé pour le transport à une personne exploitant une entreprise de transport. Lorsqu'une personne exploitant une entreprise de transport n'est pas immédiatement disponible et qu'un contribuable utilise un véhicle dans les circonstances décrites au sous-alinéa 110(1)c)(viii.1), le paragraphe 110(1.1) précise que toute somme jugée raisonnable dans les circonstances, versée pour le fonctionnement du véhicule, est supposée avoir été payée à une personne exploitant une entreprise de transport.

Aux fins du paragraphe 110(1.1), le Ministère interprètera le mot "véhicule" comme suit: tout genre de moyen de transport par lequel une personne peut être transportée par terre, par mer ou par air, y compris un véhicule appartenant au contribuable ou à un membre de sa famille.



INTERPRETATION

D'INTEDDDÉTAT

SUBJECT: INCOME TAX ACT

Capital Cost Allowance - Depreciable Prop-

NO. IT-128R

DATE: May 21, 1985

REFERENCE: Paragraphs 20(1)(a) and 13(21)(b) (also

Regulations 1102(1))

1 6 33

This Bulletin replaces and cancels Interpretation Bulletin IT-128 issued on October 29, 1973. Revisions of substance are designated by vertical lines.

- 1. The classes of property described in Part XI of the Regulations and in Schedule II in respect of which capital cost allowances are deductible under paragraph 20(1)(a) in computing income do not include property that was not in fact acquired by the taxpayer or property listed in Regulation 1102(1), a partial list of which includes
 - (a) property the cost of which is deductible in computing the taxpayer's income.
 - (b) property that is described in the taxpayer's inventory.
 - (c) property that was not acquired for the purpose of gaining or producing income.
 - (d) property that was acquired by an expenditure in respect of which the taxpayer is allowed a deduction under section 37.
 - (e) property that was acquired after November 12. 1981 that is
 - (i) a print, etching, drawing, painting, sculpture, or other similar work of art, the cost of which to the taxpayer was not less than \$200.
 - (ii) a hand-woven tapestry or carpet or a handmade appliqué, the cost of which to the taxpayer was not less than \$215 per square metre,
 - (iii) an engraving, etching, lithograph, woodcut, map or chart, made before 1900, or
 - (iv) antique furniture, or any other antique object, produced more than 100 years before the date it was acquired, the cost of which to the taxpayer was not less than \$1.000.

other than property that was acquired from a person with whom the taxpayer was not dealing at arm's length (otherwise than by virtue of a right referred to in paragraph 251(5)(b)) at the time the property was acquired if the property was acquired in circumstances where the

OBJET: LOI DE L'IMPÔT SUR LE REVENU

Déduction pour amortissement — Biens amortissables

DATE: le 21 mai 1985 Nº IT-128R

RENVOI: Alinéas 20(1)a) et 13(21)b) (également le paragraphe 1102(1) du Règlement)

Le présent bullet annule et remplace le Bulletin d'interprétation IT-128 du 29 octobre 1973. Les révisions d'importance sont indiquées par un trait vertical.

- 1. Les catégories de biens mentionnées dans la Partie XI du Règlement et dans l'Annexe II, à l'égard desquelles des déductions pour amortissement sont déductibles en vertu de l'alinéa 20(1)a) lors du calcul du revenu ne comprennent pas les biens qui n'ont pas été effectivement acquis par le contribuable ou les biens énumérés au paragraphe 1102(1) du Règlement, dont une liste partielle comprend
 - a) les biens dont le coût est déductible dans le calcul du revenu du contribuable.
 - b) les biens qui figurent dans l'inventaire du contribuable.
 - c) les biens qui n'ont pas été acquis dans le but de gagner ou de produire un revenu.
 - d) les biens qui ont été acquis dans le cadre d'une dépense qui confère une déduction au contribuable en vertu de l'article 37 de la Loi.
 - e) les biens qui ont été acquis après le 12 novembre 1981 et qui sont
 - une estampe, une gravure, un dessin, un tableau, une sculpture ou une autre oeuvre d'art de nature semblable dont le coût, pour le contribuable, n'est pas inférieur à 200 \$.
 - une tapisserie ou un tapis tissé à la main ou une application faite à la main dont le coût, pour le contribuable, n'est pas inférieur à 215 \$ le mètre
 - (iii) une gravure, une lithographie, une gravure sur bois ou une carte qui date d'avant 1900, ou
 - un meuble ancien ou tout autre objet ancien fabriqué plus de 100 ans avant la date de son acquisition dont le coût, pour le contribuable, n'est pas inférieur à 1 000 \$,

autres que les biens acquis d'une personne avec laquelle le contribuable avait un lien de dépendance (autrement qu'en vertu d'un droit visé à l'alinéa 251(5)b) de la Loi) au moment de l'acquisition des biens, si les biens ont été acquis dans des circonstances visées au paragraphe 1102(14) du Règlement, et autres



- provisions of Regulation 1102(14) were applicable, and other than property described in (i) or (ii) above that was created by an individual who was a Canadian, as defined by Regulation 1104(10)(a), at the time the property was created.
- (f) property that is a camp, yacht, lodge or golf course or facility acquired after December 31, 1974 (subject to the transitional rules in Regulation 1102(17)) if any outlay or expense for the use or maintenance of that property is not deductible by virtue of paragraph 18(1)(l) (also see IT-148R2).
- (g) propertyin respect of which a capital cost allowance for the purposes of paragraph 20(1)(a) is claimed and permitted under Part XVII of the Regulations by a farmer or fisherman.

Ownership

- 2. Capital cost allowance may only be claimed in respect of capital expenditures made in respect of property owned by the taxpayer or in which the taxpayer has a leasehold interest. In this connection it is important to note that in computing the income of a partnership, subsection 96(1) and Regulations 1102(1a) require that partnership property (including depreciable property) be accounted for as if it were owned at the partnership level.
- 3. In most instances, where a taxpayer incurs a cost in respect of a capital asset, ownership of or a lease to that asset will be obtained either at the time the cost was incurred or at a later date. However, there may be circumstances in which neither a freehold nor a leasehold interest in the property is acquired. If a taxpayer constructs and incurs the cost of a structure on land owned by another person, or otherwise incorporates an asset into property owned by another as an integral part thereof, and does not have a leasehold interest in or ownership of the asset, capital cost allowance may not be claimed in respect of such property. This will be the case where a road providing access to a taxpayer's plant is built at the taxpayer's expense on land owned by a municipality. Also, capital expenditures for architectural and engineering services in preparing plans and estimates for new plants, or for additions to existing plants or other construction work of a capital nature, are not subject to capital cost allowance if the work for which the plans and estimates were prepared is not carried out. However, an expenditure of this nature may be an eligible capital expenditure (defined in paragraph 14(5)(b)) for which an allowance is permitted by virtue of paragraph 20(1)(b) of the Act (see IT-143R2).

Capital Expenditures on Depreciable Property versus Current Expenditures on Repairs and Maintenance

4. The following guidelines may be used in determining whether an expenditure is capital in nature because depre-

que les biens décrits en (i) ou (ii) ci-dessus lorsque le particulier qui a créé le bien était un Canadien, au sens de l'alinéa 1104(10)a) du Règlement, au moment de la création du bien.

- f) les biens qui sont un chalet, un bateau de plaisance, un pavillon, un terrain de golf ou des installations, acquise après le 31 décembre 1974 (sous réserve des règles transitoires prévues au paragraphe 1102(17) du Règlement), si le contribuable, pour l'usage ou l'entretien du bien visé, a déboursé une somme ou engagé une dépense qui n'est pas déductible aux termes de l'alinéa 18(1)l) (voir également le Bulletin d'interprétation IT-148R2).
- g) les biens à l'égard desquels une déduction pour amortissement, aux fins de l'alinéa 20(1)a), est demandée par un agriculteur ou un pêcheur et autorisée en vertu de la Partie XVII du Règlement.

Propriété

- 2. La déduction pour amortissement ne peut être demandée que pour des dépenses en capital engagées à l'égard de biens que possède le contribuable ou à l'égard desquels il détient une tenure à bail. À cet égard, il faut noter qu'en calculant le revenu d'une société, le paragraphe 96(1) de la Loi et le paragraphe 1102(1a) du Règlement exigent que l'on tienne compte des biens de la société (y compris les biens amortissables) comme si ces biens étaient possédés au niveau de la société.
- 3. Dans la plupart des cas, lorsqu'un contribuable supporte le coût d'un bien en immobilisation, il en devient propriétaire ou locataire au moment du débours ou à une date ultérieure. Toutefois, il peut arriver, dans certains cas, qu'il n'acquière ni la pleine propriété ni la tenure à bail du bien. Si un contribuable construit une structure sur un terrain appartenant à une autre personne et qu'il en supporte le coût ou s'il incorpore par ailleurs un bien à des biens appartenant à une autre personne comme partie intégrante de ceux-ci, sans avoir une tenure à bail ou la proprieté à l'égard de ce bien, la déduction pour amortissement ne peut être demandée pour ce bien. C'est ce qui se produit lorsqu'un chemin donnant accès à l'usine d'un contribuable est construit aux frais de ce dernier sur un terrain qui appartient à une municipalité. De même, les dépenses en capital engagées pour les services d'architectes et d'ingénieurs dont l'objet est de faire des plans et devis concernant de nouvelles usines, des rajouts à des usines ou d'autres travaux de constructions imputables au capital ne sont pas visées par la déduction pour amortissement, si les travaux pour lesquels les plans et devis ont été faits ne sont pas exécutés. Cependant, une dépense de ce genre peut être une dépense en capital admissible (définie à l'alinéa 14(5)b)) qui confère une déduction en vertu de l'alinéa 20(1)b) de la Loi (voir le Bulletin d'interprétation IT-143R2).

Dépenses en capital pour des biens amortissables par opposition aux dépenses courantes pour des réparations et de l'entretien

4. Les lignes directrices suivantes peuvent servir à déterminer si une dépense est imputable au capital parce que le bien amor-

IT-128R

ciable property was acquired or improved, or whether it is currently deductible because it is in respect of the maintenance or repair of a property:

- (a) Enduring Benefit Decisions of the courts indicate that when an expenditure on a tangible depreciable property is made "with a view to bringing into existence an asset or advantage for the enduring benefit of a trade", then that expenditure normally is looked upon as being of a capital nature. Where, however, it is likely that there will be recurring expenditures for replacement or renewal of a specific item because its useful life will not exceed a relatively short time, this fact is one indication that the expenditures are of a current nature.
- (b) Maintenance or Betterment Where an expenditure made in respect of a property serves only to restore it to its original condition, that fact is one indication that the expenditure is of a current nature. This is often the case where a floor or a roof is replaced. Where, however, the result of the expenditure is to materially improve the property beyond its original condition, such as when a new floor or a new roof clearly is of better quality and greater durability than the replaced one, then the expenditure is regarded as capital in nature. Whether or not the market value of the property is increased as a result of the expenditure is not a major factor in reaching a decision. In the event that the expenditure includes both current and capital elements and these can be identified, an appropriate allocation of the expenditure is necessary. Where only a minor part of the expenditure is of a capital nature, the Department is prepared to treat the whole as being of a current
- (c) Integral Part or Separate Asset Another point that may have to be considered is whether the expenditure is to repair a part of a property or whether it is to acquire a property that is itself a separate asset. In the former case the expenditure is likely to be a current expense and in the latter case it is likely to be a capital outlay. For example, the cost of replacing the rudder or propellor of a ship is regarded as a current expense because it is an integral part of the ship and there is no betterment; but the cost of replacing a lathe in a factory is regarded as a capital expenditure because the lathe is not an integral part of the factory but is a separate marketable asset. Between such clear-cut cases there are others where a replaced item may be an essential part of a whole property yet not an integral part of it. Where this is so, other factors such as relative values must be taken into account.
- (d) Relative Value The amount of the expenditure in relation to the value of the whole property or in relation to previous average maintenance and repair costs often may have to be weighed. This is particularly so when the replacement itself could be regarded as a separate, marketable asset. While a spark plug in an engine may be such an asset, one would never

tissable a été acquis ou amélioré ou si elle est déductible parce qu'elle a été engagée pour réparer ou entretenir un bien:

a) Avantage durable — Selon les décisions rendues par les tribunaux, lorsqu'une dépense est faite à l'égard d'un bien amortissable corporel «une fois pour toutes et en vue de créer un bien ou un avantage pour le bénéfice durable d'une entreprise», cette dépense est ordinairement considérée comme une dépense en capital. Toutefois, lorsqu'il est vraisemblable que de nouvelles dépenses du genre seront engagées pour remplacer ou renouveler un article en particulier parce que son utilité ne dépassera pas une période relativement courte, ce fait constitue une indication qu'il s'agit d'une dépense courante.

b) Entretien ou amélioration — Lorsqu'une dépense est engagée à l'égard d'un bien dans le seul but de le restaurer à son état d'origine, ce fait constitue une indication qu'il s'agit d'une dépense courante. Ce cas se présente souvent lorsque, par exemple, on remplace un plancher ou un plafond. Toutefois, lorsqu'une dépense a pour résultat d'améliorer sensiblement le bien par rapport à ce qu'il était à l'origine, par exemple un nouveau plancher ou un nouveau plafond nettement de meilleure qualité et plus durable que l'ancien, il faut alors considérer la dépense comme une dépense en capital. Le fait que la valeur marchande du bien

augmente ou non par suite de la dépense n'est pas un facteur important dans la décision. Si la dépense comprend à la fois des éléments de dépense courante et de dépense en capital qui peuvent être identifiés, il faut procéder à la répartition pertinente des frais. Si seulement une faible partie de la dépense est une dépense en capital, le Ministère est prêt à considérer la dépense totale comme une dépense courante.

- c) Partie intégrante ou bien séparé Il peut y avoir lieu de déterminer également si la dépense a été engagée pour réparer une partie d'un bien ou pour acquérir un bien qui constitue en soi un bien distinct. Dans le premier cas, la dépense est vraisemblablement une dépense courante et dans le deuxième, une dépense en capital. Par exemple, le coût de remplacement d'un gouvernail ou d'une hélice de bateau est considéré comme une dépense courante, car il s'agit d'une partie intégrante du bateau et il n'y a pas d'amélioration; mais le coût de remplacement d'une machine dans une usine est considéré comme une dépense en capital, car la machine n'est pas une partie intégrante de l'usine mais un bien qui peut être vendu séparément. Entre ces cas bien tranchés, il y en a d'autres où un article remplacé peut être une partie essentielle d'un bien entier sans en être une partie intégrante. En pareil cas, d'autres facteurs, comme la valeur relative, doivent entrer en ligne de compte.
- d) Valeur relative Il y aura peut-être lieu d'évaluer le montant de la dépense par rapport à la valeur du bien entier ou par rapport à la moyenne des frais d'entretien et de réparation déjà engagés. Cela est particulièrement le cas lorsque le remplacement en soi peut être considéré comme étant un bien vendable distinct. Bien qu'une bougie dans un moteur puisse être un tel bien, personne ne considérerait

1 IT-128R

regard the cost of replacing it as anything but an expense; but where the engine itself is replaced, the expenditure not only is for a separate marketable asset but also is apt to be very substantial in relation to the total value of the property of which the engine forms a part, and, if so, the expenditure likely would be regarded as capital in nature. On the other hand, the relationship of the amount of the expenditure to the value of the whole property is not, in itself, necessarily decisive in other circumstances, particularly where a major repair job is done which is an accumulation of lesser jobs that would have been classified as current expense if each had been done at the time the need for it first arose; the fact that they were not done earlier does not change the nature of the work when it is done, regardless of its total cost.

- (e) Acquisition of Used Property Where used property is acquired by a taxpayer and at the time of acquisition it requires repairs or replacements to put it in suitable condition for use, the cost of such work is regarded as capital in nature even though, in other circumstances, it would be treated as current expense.
- (f) Anticipation of Sale Repairs made in anticipation of the sale of a property or as a condition of the sale are regarded as capital in nature. On the other hand, where the repairs would have been made in any event and the sale was negotiated during the course of the repairs, or after their completion, the cost should be classified as though no sale was contemplated.

Depreciable Assets versus Inventory Assets

5. The Department's practice with respect to a taxpayer who deals in a particular kind of property and who also uses that kind of property for some other purpose is discussed in IT-102R2.

Buildings Incidentally Acquired on Obtaining a Site

6. Where a taxpayer purchases real estate including a building and the building is torn down within a relatively short time after purchase, the question arises as to whether the building should be classed as depreciable property. If the building is demolished by the purchaser without having been used to earn income, the building cannot be regarded as depreciable property. Also, where the building is used to earn income for only a short time prior to demolition, it is not regarded as depreciable property unless the taxpayer can clearly establish that the prime intention on acquiring the building was for the purpose of gaining or producing income. The Department's practice with respect to the costs of demolishing a building incidentally acquired on obtaining a site is discussed in IT-485.

son coût de remplacement autrement que comme une dépense; mais, si le moteur lui-même est remplacé, la dépense ne vise pas seulement un bien vendable distinct mais peut également être très importante par rapport à la valeur totale du bien dont le moteur fait partie; dans ce cas, la dépense serait vraisemblablement considérée comme une dépense en capital. D'autre part, le rapport qui existe entre le montant de la dépense et la valeur du bien entier n'est pas en soi nécessairement décisif dans d'autres circonstances, spécialement lorsqu'est effectuée une réparation importante constituant une accumulation de petits travaux qui auraient été classés comme des dépenses courantes si chacun avait été fait au moment où le besoin s'était d'abord fait sentir; le fait que ces travaux n'aient pas été effectués plus tôt ne change pas la nature du travail lorsqu'il est fini, quel que soit son coût total.

- e) Acquisition d'un bien usagé Lorsqu'un contribuable acquiert un bien usagé et qu'il est nécessaire d'y apporter des réparations ou d'y remplacer des pièces pour le remettre en bon état afin qu'il puisse être utilisé, le coût de ces travaux est considéré comme une dépense en capital, même si, dans d'autres circonstances, il serait une dépense courante.
- f) Perspective de vente Les réparations faites en prévision de la vente d'un bien ou comme condition de cette vente sont considérées comme des dépenses en capital. Par contre, si les réparations auraient été faites de toute façon et que la vente a été négociée pendant le cours des réparations ou après qu'elles sont terminées, leur coût doit être classé comme si aucune vente n'avait été prévue.

Biens amortissables par opposition aux biens d'inventaire

5. Le Bulletin d'interprétation IT-102R2 traite de la position du Ministère à l'égard d'un contribuable qui fait le commerce d'un certain type de biens qu'il utilise également dans un autre but.

Immeubles acquis accessoirement à l'occasion de l'achat d'un emplacement

6. Si un contribuable achète des biens immobiliers comprenant un immeuble qui est démoli peu après l'achat, la question qui se pose est de savoir si l'immeuble doit être classé comme un bien amortissable. Si l'immeuble est démoli par l'acheteur sans être utilisé pour gagner un revenu, il ne peut pas être considéré comme un bien amortissable. De même, si l'immeuble est utilisé pour gagner un revenu uniquement pendant une courte période avant sa démolition, il n'est pas considéré comme un bien amortissable, sauf si le contribuable peut clairement prouver que son intention première en l'achetant était de gagner ou de produire un revenu. Le Bulletin d'interprétation IT-485 traite de la position du Ministère à l'égard des coûts de démolition d'un immeuble acquis accessoirement lors de l'achat d'un terrain.

INTERPRETATION BULLETIN

D'INTERPRÉTATION

SUBJECT:

INCOME TAX ACT

Lawvers' Trust Accounts and Disbursements

OBJET:

LOI DE L'IMPÔT SUR LE REVENU Comptes de fiducie et débours d'avocats

SERIAL NO:

IT-129

DATE:

Subsection 9(1) (also section 34)

October 31, 1973

Nº DE SÉRIE

IT-129

DATE: 10 3

le 31 octobre 1973

RENVOI:

Paragraphe 9(1) (voir aussi l'article 34)

This Bulletin replaces and cancels Interpretation Bulletin No. IT-21 dated August 4, 1971.

- 1. The purpose of this Bulletin is to provide information for lawyers in practice on the proper method of reporting their income and expenses for income tax purposes with respect to trust funds and disbursements. The following rules are considered applicable to all lawyers in practice.
- 2. With the exception of advances which by specific agreement with his client a lawyer is entitled to treat as his own funds, and retainers which the lawyer is entitled to keep whether or not he renders any services or makes any disbursements, the advances he receives from a client for services to be rendered or disbursements to be made are considered to be trust funds and are not income at the time of receipt. The day when such advances can be legally withdrawn from the trust account for the use and benefit of the lawyer is regarded as the earliest day upon which the account could have been rendered for the purpose of determining the appropriate day under subparagraph 34(1)(c)(ii) of the Act.
- 3. For the purposes of subparagraph 34(1)(c)(iii), the day that funds are physically transferred from the trust account to the lawyer's own funds is regarded as the day upon which the services are paid for.
- 4. Any amount transferred out of the trust account for the use and benefit of the lawyer must be included in income at the time of such transfer unless a corresponding amount in respect of the same services or disbursements was reported as income at some previous time.
- 5. Disbursements made on behalf of the client, or which are properly chargeable to the client under the terms of the agreement (such as travelling expenses), are normally charged directly to the trust account. If so charged, the lawyer's account is not affected. If a disbursement made on behalf of a client from whom an advance is received is not so charged, it is considered that the lawyer can legally withdraw from the trust fund an amount equal to the amount of the disbursement.

Le présent bulletin annule et remplace le Bulletin d'interprétation n^0 IT-21 en date du 4 août 1971.

- 1. Le présent bulletin a pour but de fournir des renseignements aux avocats qui exercent au sujet de la bonne méthode de déclarer leurs revenus et dépenses aux fins de l'impôt sur le revenu, en ce qui concerne les fonds en fiducie et les débours. On est d'avis que les règles suivantes s'appliqueront à tous les avocats qui exercent.
- 2. A l'exception des avances que, sur entente avec son client, l'avocat a le droit de traiter comme s'il s'agissait de ses propres fonds et à l'exception aussi des avances sur honoraires que l'avocat est en droit de conserver, peu importe qu'il rende des services et fasse des débours ou non, les avances que l'avocat reçoit de son client pour des services à rendre ou des débours à engager sont considérées comme étant des fonds en fiducie et ne constituent pas un revenu au moment de leur réception. Le jour où des avances de ce genre peuvent être légitimement retirées du compte de fiducie à l'usage et au bénéfice de l'avocat est considéré comme étant le premier jour où il pourrait y avoir eu reddition de compte, aux fins de l'établissement du jour en question en vertu du sous-alinéa 34(1)c)(ii) de la Loi.
- 3. Aux fins du sous-alinéa 34(1)c)(iii), le jour où les fonds sont véritablement retirés du compte de fiducie et joints aux fonds personnels de l'avocat est considéré comme étant le jour du paiement des services.
- 4. Tout montant retiré du compte de fiducie pour l'usage et le bénéfice de l'avocat doit être inclus dans le revenu au moment du retrait, à moins qu'un montant correspondant à l'égard des mêmes services ou débours n'ait été déclaré comme revenu à une époque antérieure.
- 5. Les débours faits au nom du client ou, encore, les débours qui peuvent être facturés au client en vertu de l'entente (par exemple les frais de déplacement), sont habituellement imputés directement au compte de fiducie. Dans ce cas, le compte de l'avocat demeure inchangé. Si un débours fait au nom d'un client qui a effectué une avance n'est pas imputé de cette façon, on considère que l'avocat peut légitimement retirer du compte de fiducie un montant équivalent à celui du débours.

- 6. Disbursements that a lawyer customarily makes in the ordinary course of his practice which are not chargeable directly to clients are considered to be his own expenses which may or may not be recoverable from his clients through his regular billings. Consequently, such expenses of a business nature incurred in a taxation year are deductible in computing his income for that year, unless the lawyer chooses to defer, for income tax purposes, that part of such expenses that relate to work in progress.
- 7. The foregoing disbursements do not include amounts paid on behalf of a client that are not a customary disbursement of a lawyer in the ordinary course of his practice but are essentially loans, the recovery of which by the lawyer is independent of the payment, if any, received by him for related legal services rendered to the client (e.g., amounts advanced on behalf of a client to complete a real estate transaction the lawyer is handling, amounts advanced to meet bail, to purchase investments, etc.).

Interest

- 8. Interest on trust accounts which, by provincial law, is required to be paid to a Law Society or Bar Association or some foundation or fund related thereto is not taxable.
- 9. Where no such law is applicable and no arrangement to the contrary exists between the lawyer and his client, interest credited on a trust account to which the client's advances have been deposited belongs beneficially to the client; therefore the interest is income of the client and not of the lawyer.
- 10. If there is a specific agreement between the lawyer and his client that the interest credited to a particular trust account accrues to the lawyer for his own use and benefit, then the interest is income of the lawyer at the time when it is credited to the account.

- 6. Les débours qu'un avocat engage dans le cours ordinaire de l'exercice de sa profession et qui ne peuvent être directement imputés aux clients sont considérés comme étant ses propres dépenses, qu'il peut recouvrer ou non en les facturant à ses clients de la façon habituelle. Par conséquent, les dépenses d'entreprise de ce genre engagées au cours d'une année d'imposition peuvent être déduites lors du calcul de son revenu de cette année-là, à moins qu'il ne choisisse de différer, aux fins de l'impôt sur le revenu, la fraction de ces dépenses se rapportant au travail en cours.
- 7. Les débours ci-dessus ne comprennent pas les montants, payés au nom d'un client, qui ne représentent pas des débours ordinaires d'avocat dans le cours normal de l'exercice de sa profession, mais qui sont essentiellement des prêts dont le recouvrement par l'avocat n'est pas assimilable au paiement (s'il en est) reçu par celui-ci à l'égard de services juridiques connexes rendus au client (par exemple les montants avancés au nom d'un client afin de conclure une transaction immobilière dont l'avocat s'occupe, les montants avancés aux fins de cautionnement, de l'achat de placements, etc.).

Intérêts

- 8. N'est pas imposable l'intérêt sur les comptes de fiducie qui, d'après une loi provinciale, doit être payé à une association d'avocats, à un barreau ou à quelque fondation où caisse s'y rattachant.
- 9. Lorsqu'aucune loi semblable n'intervient et qu'aucun arrangement stipulant le contraire n'existe entre l'avocat et son client, l'intérêt crédité à l'égard d'un compte fiduciaire dans lequel les avances du client ont été déposées revient au client; par conséquent, l'intérêt constitue un revenu pour le client et non pour l'avocat.
- 10. S'il existe un accord spécifique entre l'avocat et son client portant que l'intérêt crédité à un compte de fiducie particulier revient à l'avocat pour son propre usage et bénéfice, cet intérêt constitue un revenu pour l'avocat au moment où il est crédité au compte.

REVENU CANADA, IMPÔT

INTERPRETATION BULLETII

D'INTERPRÉTATION

SUBJECT

INCOME TAX ACT
Lawyers' Trust Accounts and Disbursements

OBJET: LOI DE L'IMPÔT SUR LE REVENU Comptes en fiducie et débours d'avocats

NO. IT-129R DATE: November 7, 1986
REFERENCE: Subsection 9(1) (also paragraph 12(1)(b))

Nº IT-129R DATE: le 7 novembre 1986 RENVOI: Paragraphe 9(1) (également l'alinéa 12(1)b))

This Bulletin replaces and cancels Interpretation Bulletin IT-129 dated October 31, 1973. Current revisions of significance are designated by vertical lines.

- 1. The purpose of this Bulletin is to provide information for lawyers in practice on the proper method of reporting their incomes and expenses for income tax purposes with respect to trust funds and disbursements and with respect to funds held for clients involved in litigation. The following rules are considered applicable to all lawyers in practice who maintain trust accounts.
- With the exception of advances which the lawyer is entitled to treat as his or her funds by specific agreement with the client and retainers which the lawyer is entitled to keep whether or not services are rendered or disbursements are made, advances received from a client for services to be rendered or disbursements to be made are considered to be trust funds and are not income at the time of receipt. The first day when such advances can be legally withdrawn from the trust account for the use and benefit of the lawyer is regarded as the earliest day upon which an account could have been rendered for the purposes of subparagraph 12(1)(b)(ii) and paragraph 12(1)(a). However, the professional may elect to exclude work in progress from income under paragraph 34(a). (Refer to IT-457). Before 1985 a similar result was obtained under paragraphs 34(1)(b) and (c) subject to an election to exclude work in progress from income under paragraph 34(1)(d).
- 3. Any amount transferred out of the trust account for the use and benefit of the lawyer must be included in income at the time of such transfer unless a corresponding amount in respect of the same services or disbursements was reported as income at some previous time.
- 4. Disbursements on behalf of a client which are chargeable directly to funds advanced by a client, or would be so chargeable if such funds had been advanced, are essentially expenditures of the client and are not deductible by the lawyer. Examples of such disbursements that may be made on behalf of clients include amounts advanced to complete a real estate transaction or an invest-

Le présent bulletin annule et remplace le bulletin d'interprétation IT-129 du 31 octobre 1973. Les révisions courantes importantes sont indiquées par des traits verticaux.

- 1. Le présent bulletin renseigne les avocats qui exercent sur la bonne méthode de déclarer, aux fins de l'impôt sur le revenu, leurs revenus et dépenses reliés aux fonds en fiducie et aux débours, ainsi qu'aux fonds détenus au nom de clients, parties à un litige. Les règles qui suivent s'appliquent à tous les avocats qui exercent et qui ont des comptes en fiducie.
- À l'exception des avances que, sur entente avec son client, l'avocat a le droit de traiter comme s'il s'agissait de ses propres fonds, et à l'exception aussi des avances sur honoraires que l'avocat est en droit de conserver, peu importe qu'il rende des services ou qu'il fasse des débours ou non, les avances que l'avocat reçoit de son client pour des services à rendre ou des débours à engager sont considérées comme des fonds en fiducie et ne constituent pas un revenu au moment de leur réception. Le premier jour où des avances de ce genre peuvent légitimement être retirées au compte en fiducie à l'usage et au bénéfice de l'avocat est considéré comme le premier jour où le compte aurait pu être remis aux fins du sous-alinéa 12(1)b)(ii) et de l'alinéa 12(1)a). Cependant, l'avocat peut faire le choix d'exclure son travail en cours de son revenu en vertu de l'alinéa 34a) (voir IT-457). Avant 1985, un résultat semblable était obtenu en vertu des alinéas 34(1)b) et c), sous réserve d'un choix d'exclure le travail en cours du revenu en vertu de l'alinéa 34(1)d).
- 3. Tout montant retiré du compte en fiducie pour l'usage et le bénéfice de l'avocat doit être inclus dans le revenu au moment du retrait, à moins qu'un montant correspondant à l'égard des mêmes services ou débours n'ait été déclaré comme revenu à une époque antérieure.
- 4. Les débours qu'un avocat engage au nom d'un client et qui sont imputables directement aux avances d'un client, ou qui pourraient être imputables à ces avances si de telles avances avaient été faites, sont essentiellement des dépenses du client et ne peuvent pas être déduits par l'avocat. Ces débours comprennent les montants avancés pour conclure une transaction immobilière ou un investissement, les montants avancés aux fins de



2 IT-129R

ment transaction, amounts advanced to meet bail, amounts advanced to pay incorporation fees, etc.

- 5. Similarly, disbursements which are properly chargeable to the client under the terms of an agreement (see 2 above) (such as travelling expenses), are normally charged directly to the trust account. If so charged, the lawyer's account is not affected. If a disbursement made on behalf of a client from whom an advance is received is not so charged in circumstances where it is reasonable to consider that eventually the lawyer can legally withdraw from the trust fund an amount equal to the amount of the disbursement, no amount is deductible by the lawyer for tax purposes in respect of the disbursement.
- 6. Disbursements that a lawyer customarily makes in the ordinary course of practice which are not chargeable directly to funds advanced by clients are considered to be the lawyer's own expenses which may or may not be recoverable from the clients through regular billings. Consequently, such expenses of a business nature incurred in a taxation year are deductible in computing income for that year for income tax purposes unless the lawyer chooses to defer such expenses that relate to work in progress.

Interest on Trust Accounts

- 7. Interest on trust accounts which, by provincial law, is required to be paid to a law society or bar association or some foundation or fund related thereto is not taxable.
- 8. Where no such law is applicable and no arrangement to the contrary exists between the lawyer and client, interest credited on a trust account to which the client's advances have been disposited belongs beneficially to the client; therefore the interest is income of the client and not of the lawyer.
- 9. If there is a specific agreement between the lawyer and client that the interest credited to a particular trust account accrues to the lawyer's own use and benefit, then the interest is income of the lawyer at the time when it is credited to the account.

Interest on Funds of Litigants

10. Where funds deposited with a lawyer by a litigant or litigants for safekeeping and investment, pending a court order or settlement establishing their proper disposition, earn income the Department considers such income to be income of a trust and recognizes that the beneficial owner is the eventual recipient of the funds. Therefore, conditional upon waivers being filed by each of the litigants and the lawyer-trustee for the relevant taxation years, the Department will defer assessment of the income until the recipient is finally determined. (Refer to Information Circular 75-7R3, paragraph 5).

cautionnement, les montants avancés pour régler les frais de constitution en corporation, etc.

- 5. De la même façon, les débours, qui sont bien imputables au client en vertu d'une entente (voir le numéro 2), par exemple, les frais de déplacement, sont habituellement imputés directement au compte en fiducie. Dans ce cas, le compte de l'avocat demeure inchangé. Si un débours fait au nom d'un client qui a effectué une avance n'est pas imputé de cette façon dans des circonstances où il est raisonnable de considérer que, à la fin, l'avocat peut légitimement retirer du compte en fiducie un montant égal au débours, l'avocat ne peut déduire aucun montant pour ce débours aux fins de l'impôt.
- 6. Les débours qu'un avocat engage dans le cours ordinaire de l'exercice de sa profession et qui ne peuvent être directement imputés aux avances de ses clients sont considérés comme ses propres dépenses, qu'il peut recouvrer ou non en les facturant à ses clients de la façon habituelle. Par conséquent, les dépenses d'entreprise de ce genre, engagées au cours d'une année d'imposition, peuvent être déduites lors du calcul du revenu de cette année-là aux fins de l'impôt, à moins que l'avocat ne choisisse de différer la fraction de ces dépenses se rapportant au travail en cours.

Intérêt sur les comptes en fiducie

- 7. N'est pas imposable l'intérêt sur les comptes en fiducie qui, d'après une loi provinciale, doit être payé à une association d'avocats, à un barreau ou à quelque fondation ou fonds s'y rattachant.
- 8. Lorsque aucune loi semblable n'intervient et qu'aucun arrangement stipulant le contraire n'existe entre l'avocat et son client, l'intérêt crédité à l'égard d'un compte en fiducie dans lequel les avances du client ont été déposées revient au client; par conséquent, l'intérêt constitue un revenu pour le client et non pour l'avocat.
- 9. S'il existe un accord précis entre l'avocat et son client stipulant que l'intérêt crédité à un compte en fiducie particulier revient à l'avocat pour son propre usage et bénéfice, cet intérêt constitue alors un revenu pour l'avocat au moment où il est crédité au compte.

Intérêt sur les fonds de parties à un litige

10. Quand des fonds sont déposés chez un avocat par une ou plusieurs parties à un litige à des fins de sauvegarde et d'investissement, en attendant un décret d'un tribunal ou un règlement quant à leur affectation appropriée, produisent un revenu, le Ministère considère que ce revenu est le revenu d'une fiducie et reconnaît que le propriétaire réel est le bénéficiaire éventuel de ces fonds. Par conséquent, si l'avocat-fiduciaire et chacune des parties à un litige déposent une renonciation pour les années d'imposition en question, le Ministère retardera l'établissement de sa cotisation relative au revenu jusqu'au moment où le bénéficiaire sera déterminé (voir le numéro 5 de la Circulaire d'information 75-7R3).

INCOME TAX ACT

SUBJECT: Capital Property Owned on December 31,

1971 -

Actual Cost of Property Owned by a

Testamentary Trust

IT-130 November 20, 1973 SERIAL NO: DATE:

REFERENCE: Subsection 26(3) of the Income Tax Appli-

cation Rules, 1971 (ITAR)

LOI DE L'IMPOT SUR LE REVENU OBJET:

Biens en immobilisations appartenant au contri-

buable le 31 décembre 1971 -

Coût effectif des biens appartenant à une fiducie

testamentaire

IT-130 DATE: le 20 novembre 1973 NO DE SÉRIE

RENVOI: Paragraphe 26(3) des Règles de 1971 concernant

l'application de l'impôt sur le revenu (RAIR)

- 1. The actual cost of capital property is a determinant of "cost" in the median rule computation under subsection 26(3) of the ITAR. The Department's view on the determination of actual cost in various situations is expressed in Interpretation Bulletin IT-93 dated March 12, 1973.
- 2. Interpretation Bulletin IT-93 states in paragraph 4(b) that the actual cost of a capital property acquired by a taxpayer prior to 1972 is
 - (a) the fair market value of the property on the date of death of the deceased where the property was received as an outright bequest or inheritance, or
 - (b) the fair market value of the property on the date of its actual delivery by the trustee to the taxpayer where the property was received in satisfaction of a capital interest or part thereof.

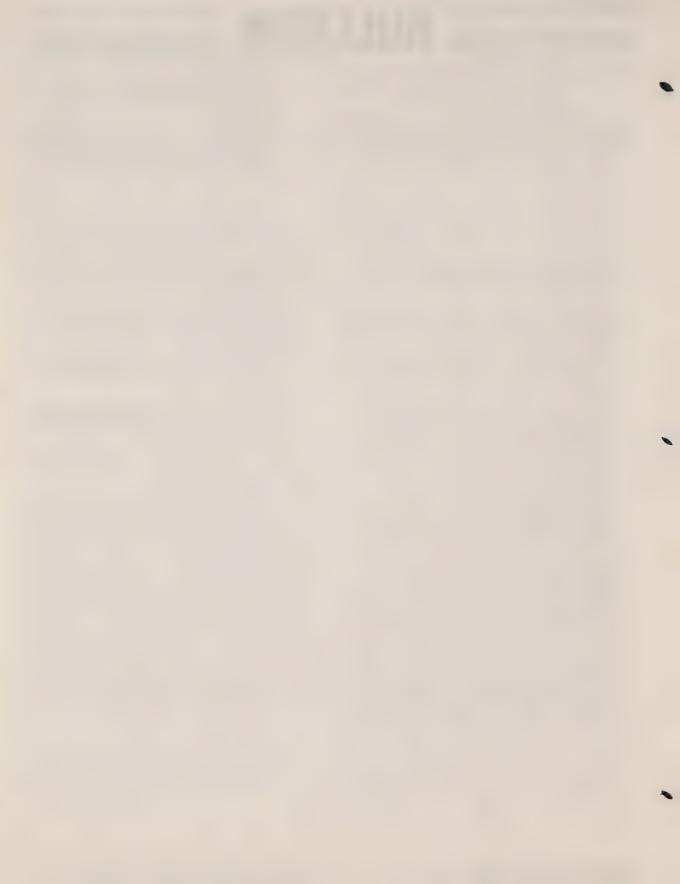
The Bulletin, however, is silent as to the actual cost of property acquired by a trust established pursuant to a will which took effect prior to 1972.

3. In such event, where the trust arose at the date of the testator's death and the property was transferred to it out of the estate during or within a reasonable time after the "executor's year", the Department considers that the actual cost of the property to the trust for the purpose of subsection 26(3) of the ITAR is its fair market value at the date of the testator's death. This also applies even if the trust created prior to 1972 constitutes, after 1971, a spouse trust as defined in paragraph 70(6)(b) or 104(4)(a) of the Act. Where, however, the trust holding the property on December 31, 1971 did not arise at the date of the testator's death, or where the property was not transferred to the trust within a reasonable time after the "executor's year", in the Department's view the actual cost of the property for the purpose of subsection 26(3) of the ITAR is its fair market value at the time of its actual transfer to the trust.

- 1. Le coût effectif d'un bien en immobilisations est un élément déterminatif du "coût" dans le calcul selon la règle de la médiane aux termes du paragraphe 26(3) des RAIR. Le point de vue du Ministère concernant le calcul du coût effectif dans diverses situations est exposé dans le Bulletin d'interprétation IT-93, en date du 12 mars 1973.
- 2. Le Bulletin d'interprétation IT-93 précise à l'alinéa 4 b) que le coût effectif d'un bien en immobilisations acquis par un contribuable avant 1972 est
 - a) la juste valeur marchande du bien à la date de décès du défunt lorsque le bien a été reçu sous forme de legs ou d'héritage inconditionnel, ou
 - b) la juste valeur marchande du bien à la date de sa remise effective par le fiduciaire au contribuable lorsque le bien a été reçu en compensation intégrale ou partielle de sa participation au capital.

Toutefois,le Bulletin ne mentionne rien au sujet du coût effectif d'un bien acquis par une fiducie établie en vertu d'un testament qui prenait effet avant 1972.

3. Dans un tel cas, lorsque la fiducie a été établie à la date du décès du testateur, et que le bien a été transféré de la succession à la fiducie pendant l'"année de l'exécuteur" ou dans un délai raisonnable après cette année, le Ministère considère que le coût effectif du bien supporté par la fiducie aux fins du paragraphe 26(3) des RAIR est sa juste valeur marchande à la date de décès du testateur. Cela s'applique aussi même si la fiducie créée avant 1972 constitue, après 1971, une fiducie au profit d'un conjoint selon les alinéas 70(6)b) ou 104(4)a) de la Loi. Cependant, lorsque la fiducie en possession du bien le 31 décembre 1971 n'a pas été établie à la date de décès du testateur ou lorsque le bien n'a pas été transféré à la fiducie dans un délai raisonnable après l'"année de l'exécuteur", selon l'avis du Ministère, le coût effectif du bien aux fins du paragraphe 26(3) des RAIR est sa juste valeur marchande au moment de son transfert effectif à la fiducie.



SUBJECT:

INCOME TAX ACT Convention Expenses Subsection 20(10) (also section 67)

Paragraphe 20(10) (également article 67)

OBJET: LOI DE L'IMPOT SUR LE REVENU Dépenses pour congrès

SERIAL NO. IT-131 REFERENCE

November 22 1973

Nº DE SÉRIE. IT-131

DATE. le 22 novembre 1973

RENVOI:

This Bulletin cancels and replaces Information Bulletin No. 38 dated March 15, 1968.

Self-employed Individuals

- Subsection 20(10) of the Income Tax Act permits a self-employed taxpaver who is carrying on a business or practising a profession to deduct, in computing his income, the expenses incurred by him in attending not more than two conventions a year provided that the
 - (a) were held by a business or professional organization, and
 - (b) were attended by the taxpayer in connection with a business or professional practice carried on by him.

The taxpayer need not be a member of the organization sponsoring the convention but, to qualify for a deduction, his attendance at the convention must be related to his business or professional practice.

2. The Act provides that deductions can be made only for expenses in attending conventions at locations consistent with the territorial scope of the organization holding them. Accordingly this would generally require that a convention sponsored by a Canadian business or professional organization be held in Canada where the organization is national in character, or in the particular province, municipality or other area in Canada where the activities of the organization are limited to such area. Consequently, expenses incurred in attending a convention sponsored by a Canadian organization outside those geographical limits will normally be viewed as not deductible in computing income. For this purpose a convention held during an ocean cruise will be considered as being held outside Canada. This restriction is not intended, however, to deny a taxpayer a deduction of reasonable expenses incurred by him in genuine attendance at, and participation in, convention in another country that is organized or sponsored by a business or professional organization of that country that is related to his business or practice.

Le présent Bulletin annule et remplace le Bulletin d'information no 38 du 15 mars 1968.

Particuliers établis à leur propre compte

- 1. Le paragraphe 20(10) de la Loi de l'impôt sur le revenu autorise un contribuable établi à son propre compte qui exerce une entreprise ou pratique une profession, à déduire, dans le calcul de son revenu, les dépenses supportées pour assister à deux congrès au plus dans une année, aux conditions suivantes:
 - a) que les congrès aient été tenus par une organisation commerciale ou professionnelle, et
 - b) que les congrès auxquels le contribuable a assisté aient des rapports avec l'entreprise qu'il exerce ou la profession ou'il pratique.

Le contribuable ne doit pas nécessairement être un membre de l'organisation sous les auspices de laquelle se tient le congrès mais, pour être admissible à une déduction, sa présence au congrès doit être en relation avec l'exercice de son entreprise ou la pratique de sa profession.

2. La Loi prévoit que les déductions ne peuvent être faites qu'à l'égard des dépenses que le contribuable a supportées pour assister à des congrès à des lieux qui sont en rapport avec le territoire sur lequel l'organisation exerce son activité. Par conséquent, il faudrait ordinairement qu'un congrès tenu sous les auspices d'une organisation canadienne commerciale ou professionnelle soit tenu au Canada, où l'organisation a un caractère national, ou dans une province, municipalité ou autre région particulière, au Canada, lorsque les activités de l'organisation sont limitées à de tels territoires. Par conséquent, les frais supportés pour assister à un congrès organisé sous les auspices d'une organisation canadienne et tenu hors de ces limites géographiques, seront ordinairement considérés comme n'étant pas déductibles dans le calcul du revenu. A cette fin, un congrès tenu au cours d'une croisière sera considéré comme avant été tenu hors du Canada. Cette restriction n'a pas pour but, cependant, de refuser à un contribuable une déduction de dépenses raisonnables supportée par lui en assistant et en participant dans un autre pays à une conférence organisée ou tenue sous les auspices d'une organisation commerciale ou professionnelle du pays en question, conférence qui serait en relation avec l'exercice de son entreprise ou la pratique de sa profession.

IT-131

- 3. A taxpayer who combines attendance at a convention, wherever it is, with a vacation trip must allocate his expenses on some reasonable basis to eliminate those that are essentially for vacation purposes. A reasonable basis is considered to be one that allows the taxpayer to deduct the full cost of travel (i.e., transportation and necessary meals and accommodation en route) from his place of business to the convention and back by the most direct route available, and the costs and accommodation while participating in the convention. All such costs must be reasonable as required by section 67.
- 4. It should be noted that expenses incurred by or for the taxpayer's wife and children while accompanying him to or at a convention or on a combined convention and vacation trip are normally considered to be personal. As such, they are not deductible.

Employees

5. Where an employer requires an employee to attend a convention as part of the duties of his employment and reimburses him for reasonable costs incurred in so doing, such reimbursement would not normally constitute income in the hands of the employee. On the other hand, if the employer gives an employee a nonaccountable allowance to cover the cost of attendance as such a convention, the employee will, as a rule, be taxable on that allowance. Employees are not in any case entitled to deduct any of the costs of attending conventions in computing their income.

Travelling Expenses of Employee's Wife

6. Where an employee's wife accompanies him on a business trip, the payment or reimbursement by the employer of her travelling expenses is a taxable benefit to the employee unless she went at the request of the employer and the main purpose of her going was to assist in attaining the business objectives of the trip.

Corporations

- 7. The provisions of subsection 20(10) apply to corporations as well as to individual taxpayers and, where the rules of a particular convention allow a corporation to register at the convention quite independently of who its officers may be, then a corporation can "attend" a convention through one or more of its agents or employees. A corporation generally will be subject to the usual limitation of two conventions per year in connection with its business but may send more than one representative to each.
- 8. However, a corporation which has diversified business interests and many employees, may take the limit of two conventions per year to apply to each such interest. For example, a large integrated oil company might be interested in conventions of personnel people,

- 3. Un contribuable qui fait coıncider sa présence à un congrès, où qu'il ait lieu, avec ses vacances, doit répartir ses dépenses de façon raisonnable afin d'éliminer les dépenses qui sont essentiellement des frais de vacances. "De façon raisonnable" veut dire de façon à permettre au contribuable de déduire le coût entier de déplacement (c'est-à-dire le transport et les frais nécessaires d'hébergement et des repas en cours de route) de son lieu pour se rendre de son lieu d'affaires au congrès et en revenir par la voie la plus directe possible, de même que les frais d'hébergement pendant qu'il assiste au congrès. Toutes ces dépenses doivent être raisonnables, comme l'exige l'article 67.
- 4. Il faut noter que les dépenses supportées par ou pour l'épouse et les enfants d'un contribuable qui l'accompagnent pour se rendre ou pour assister à un congrès ou lors d'un voyage qui combine congrès et vacances, sont ordinairement réputées être personnelles. Comme telles, elles ne sont pas déductibles.

Employés

5. Lorsqu'un employeur demande à un employé d'assister à un congrès dans le cadre des fonctions de son emploi, et lui rembourse une somme pour des frais raisonnables supportés à cette occasion, ce remboursement en constitue pas ordinairement un revenu pour l'employé. D'un autre côté, si l'employeur accorde à un employé une allocation dont il n'est pas tenu de rendre compte, pour acquitter les dépenses supportées lors d'un tel congrès, cette allocation sera ordinairement imposable entre les mains de l'employé. Lorsque les employés calculent leurs revenus, ils n'ont jamais le droit de déduire les coûts supportés pour assister à des congrès.

Frais de déplacement de l'épouse d'un employé

6. Lorsque l'épouse d'un employé accompagne ce dernier lors d'un voyage d'affaires, le paiement ou le remboursement par l'employeur de ses frais de déplacement constitue un avantage imposable entre les mains de l'employé, à moins qu'elle n'y soit allée à la demande de l'employeur et que le principal but de son déplacement ait été d'aider à atteindre les objectifs commerciaux du voyage.

Corporations

- 7. Les dispositions du paragraphe 20(10) s'appliquent aux corporations de même qu'aux particuliers et, advenant que les règlements d'un congrès particulier autorisent une corporation à s'inscrire au congrès, quels que soient les dirigeants de la corporation, une corporation peut alors "assister" à un congrès en y délégant un ou plusieurs de ses mandataires ou employés. Une corporation sera ordinairement assujettie à la restriction habituelle de deux congrès par année en rapport avec son entreprise, mais elle peut envoyer plus d'un représentant à chacun de ces congrès.
- 8. Toutefois, une corporation qui a des intérêts commerciaux diversifiés et un grand nombre d'employés, peut interpréter la restriction de deux congrès par année comme s'appliquant à chacun de ses intérêts. Par exemple, une grande compagnie intégrée de pétrole peut être intéressée aux congrès

IT-131

accountants, chemists, geologists, and other groupings and the limit would be applicable separately to each.

- 9. Intracompany meetings, seminars, courses, etc., will not be regarded as conventions as far as employees of the company and its parent, subsidiary or associated companies are concerned but the rule of reasonableness in section 67 will still apply both to the amounts and the locale. The employees of an association organizing a convention would be considered as attending an intracompany meeting.
- des agents du personnel, des comptables, des chimistes, des géologues et d'autres groupements et la restriction serait applicable à chacun de ces genres de congrès.

3

9. Les réunions, les séminaires, les cours, etc., internes d'une compagnie ne seront pas considérés comme des congrès en ce qui concerne les employés de la compagnie et de sa compagnie-mère, de ses filiales ou de ses compagnies associées. Cependant, la règle de l'article 67 qui demande que les dépenses soient raisonnables s'appliquera toujours aux montants et aux lieux des réunions. Les employés d'une association qui organise un congrès seraient alors considérés comme des personnes qui assistent à une réunion interne d'une compagnie.



DEVENUE CANADA MADÓT

TERPRETATION

DATE: le 28 février 1986

Publication

SUBJECT:

INCOME TAX ACT Convention Expenses

LOI DE L'IMPÔT SUR LE REVENU OR IET. Dépenses pour congrès

NO. IT-131R

DATE: February 28, 1986

REFERENCE:

Subsection 20(10) (also section 67 and the Canada-U.S. Tax Convention)

> présent bulletin annule et remplace le bulletin d'interprétation IT-131 du 22 novembre 1973. Les révisions sont indiquées par des lignes verticales.

Paragraphe 20(10) (également l'article 67 et la con-

vention fiscale entre le Canada et les États-Unis)

This bulletin cancels and replaces IT-131 dated November 22, 1973. Current revisions are designated by vertical lines.

Self-Employed Individuals

- Subsection 20(10) of the Income Tax Act permits a self-employed taxpayer who is carrying on a business or practising a profession to deduct, in computing income, expenses incurred in attending not more than two conventions a year provided that the conventions
 - (a) were held by a business or professional organization, and
 - (b) were attended in connection with the taxpaver's business or professional practice.

It is not necessary that the taxpayer be a member of the organization sponsoring the convention but attendance at the convention must be related to the business or professional practice carried on by the taxpaver.

Subject to the provisions of the Canada - United States Income Tax Convention discussed in 3 below, subsection 20(10) provides that deductions can be made only for expenses paid for attending conventions at locations consistent with the territorial scope of the sponsoring organization. Accordingly, this generally requires that a convention sponsored by a Canadian business or professional organization be held in Canada where the organization is national in character, or in the particular province, municipality or other area in Canada where the activities of the organization are limited to such an area. Consequently, expenses incurred in attending a convention held outside the geographical limits of the sponsoring Canadian organization will normally not be deductible in computing income and for this purpose a convention held during an ocean cruise is considered as being held outside Canada.

This restriction is not intended to deny a taxpayer a deduction of reasonable expenses incurred in attending a convention in another area or country if the convention is sponsored by an organization of that area or country and is related to the taxpayer's business or professional practice.

Travailleurs indépendants

--- Nº IT-131R

- 1. Le paragraphe 20(10) de la Loi de l'impôt sur le revenu autorise un travailleur indépendant qui exploite une entreprise ou qui exerce une profession à déduire, dans le calcul de son revenu. les dépenses engagées pour assister à deux congrès au plus par année, pourvu que les conditions suivantes soient remplies:
 - a) que les congrès aient été tenus par une organisation commerciale ou professionnelle; et
 - b) que les congrès auxquels le contribuable a assisté aient des rapports avec l'entreprise qu'il exploite ou la profession qu'il exerce.

Il n'est pas nécessaire que le contribuable soit membre de l'association qui finance le congrès, mais sa présence à ce congrès doit être en relation avec l'entreprise qu'il exploite ou la profession qu'il exerce.

Sous réserve des dispositions de la convention fiscale entre le Canada et les États-Unis mentionnées en 3 ci-dessous, le paragraphe 20(10) de la Loi prévoit que les déductions peuvent être faites seulement à l'égard des dépenses engagées pour assister à des congrès tenus à des endroits situés dans les limites du territoire sur lequel l'organisation qui finance le congrès exerce ses activités. Il faudrait donc qu'un congrès financé par une organisation commerciale ou professionnelle canadienne soit tenu au Canada, si l'organisation a un caractère national, ou dans une province, une municipalité ou une autre région particulière au Canada, si les activités de l'organisation sont limitées à de tels territoires. Par conséquent, les dépenses engagées pour assister à un congrès tenu à l'extérieur des limites géographiques de l'organisation qui le finance sont habituellement considérées comme n'étant pas déductibles dans le calcul du revenu. À cette fin, un congrès tenu au cours d'une croisière en mer est considéré comme étant tenu à l'extérieur du Canada.

Cette restriction n'a cependant pas pour but de refuser à un contribuable une déduction de dépenses raisonnables engagées pour assister à un congrès tenu dans un autre pays ou dans une autre région, si ce congrès est financé par une organisation de ce pays ou de cette région et si ses activités sont reliées à l'entreprise ou à la profession du contribuable.



- 3. Effective for taxation years commencing after December 31, 1984, where a convention held in the United States is sponsored by a Canadian business or professional organization that is national in character, paragraph 9 of Article XXV of the Canada United States Income Tax Convention, 1980, provides that the expenses incurred in attending the convention are deductible to the same extent that they would be had the convention been held in Canada. However, paragraph 9 of Article XXV does not change the rules of subsection 20(10) of the Income Tax Act where a convention held in the United States is sponsored by a Canadian organization that is not national in character. The expenses incurred in attending such a convention will be subject to the general rules discussed in 2 above.
- 4. A taxpayer who combines attendance at a convention, wherever it is, with a vacation trip must allocate expenses on some reasonable basis to eliminate those that are essentially for vacation purposes. A reasonable basis is considered to be one that allows the taxpayer to deduct the full cost of travel (i.e., transportation and necessary meals and accommodation en route) from the taxpayer's place of business to the convention and back by the most direct route available, and the costs and accommodation while participating in the convention. All such costs must be reasonable as required by section 67.
- 5. It should be noted that expenses incurred by or for a spouse or children accompanying the taxpayer to a convention or a combined convention and vacation trip are normally considered to be personal and, as such, are not deductible.

Employees

6. Where an employer requires an employee to attend a convention as part of the duties of employment and the employee is reimbursed for reasonable costs incurred in so doing, such reimbursement would not normally constitute income in the hands of the employee. On the other hand, if the employer gives an employee a non-accountable allowance to cover the cost of attendance at such a convention, the employee will, as a rule, be taxable on that allowance. Employees are not in any case entitled to deduct any of the costs of attending conventions in computing their income.

Travelling Expenses of Employee's Spouse

7. Where an employee is accompanied by a spouse on a business trip, any payment or reimbursement by the employer of the spouse's travelling expenses is a taxable benefit to the employee unless the spouse was requested by the employer to go and the main purpose for going was to assist in attaining the business objectives of the trip.

- 3. Pour les années d'imposition commençant après le 31 décembre 1984, lorsqu'un congrès tenu aux États-Unis est financé par une organisation commerciale ou professionnelle canadienne à caractère national, le numéro 9 de l'article XXV de la convention fiscale de 1980 entre le Canada et les États-Unis prévoit que les frais engagés pour assister au congrès sont déductibles dans la même mesure où ils le seraient si le congrès était tenu au Canada. Toutefois, le numéro 9 de l'article XXV ne modifie pas les règles du paragraphe 20(10) de la Loi de l'impôt sur le revenu lorsqu'un congrès tenu aux États-Unis est financé par une organisation canadienne qui n'a pas un caractère national. Les dépenses engagées pour assister à un tel congrès sont assujetties aux règles générales mentionnées en 2 ci-dessus.
- 4. Un contribuable qui fait coïncider sa présence à un congrès, où qu'il ait lieu, avec ses vacances, doit répartir ses dépenses de façon raisonnable afin d'éliminer celles qui sont essentiellement des dépenses de vacances. «De façon raisonnable» veut dire de façon à permettre au contribuable de déduire le coût total du déplacement (c'est-à-dire le transport et les frais nécessaires d'hébergement et de repas en cours de route) pour se rendre de son lieu de travail au congrès et en revenir par la voie la plus directe possible, de même que les frais d'hébergement pendant qu'il assiste au congrès. Toutes ces dépenses doivent être raisonnables, comme l'exige l'article 67.
- 5. Il faut noter que les dépenses engagées par ou pour le conjoint et les enfants d'un contribuable qui l'accompagnent à un congrès ou lors d'un voyage qui combine congrès et vacances sont ordinairement réputées être personnelles et, comme telles, ne sont pas déductibles.

Employés

6. Lorsqu'un employeur demande à un employé d'assister à un congrès dans le cadre des fonctions de son emploi, et lui rembourse une somme pour des dépenses raisonnables engagées à cette occasion, ce remboursement ne constitue ordinairement pas un revenu de l'employé. D'un autre côté, si l'employeur accorde à un employé une allocation dont il n'est pas tenu de rendre compte, pour acquitter les dépenses engagées lors d'un tel congrès, cette allocation est ordinairement imposable comme revenu de l'employé. Lorsque les employés calculent leur revenu, ils n'ont jamais le droit de déduire les dépenses engagées pour assister à des congrès.

Frais de déplacement du conjoint d'un employé

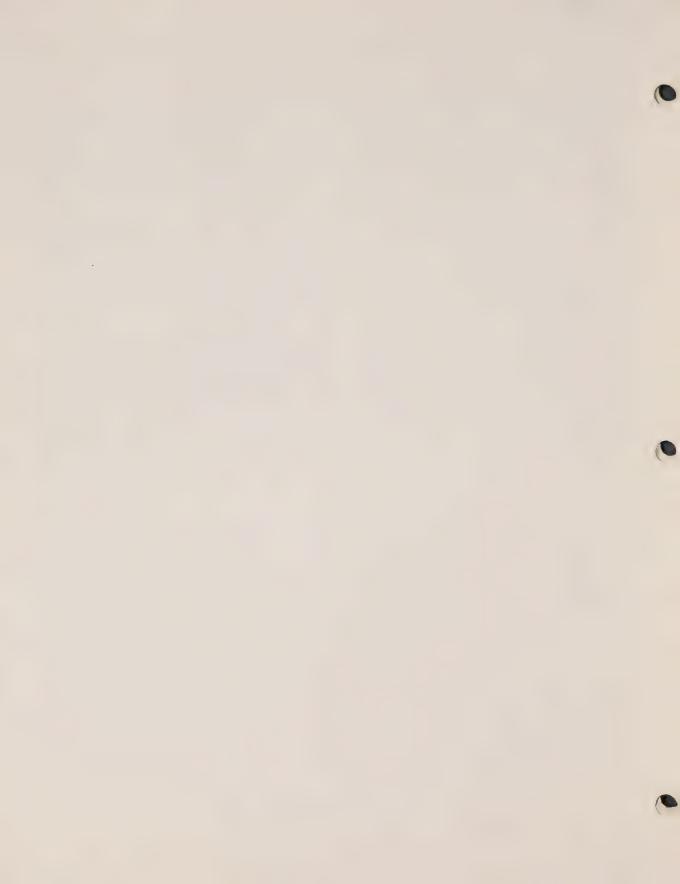
7. Lorsque le conjoint d'un employé accompagne ce dernier lors d'un voyage d'affaires, tout paiement ou tout remboursement par l'employeur de ses frais de déplacement constitue un avantage imposable pour l'employé, à moins qu'il n'y soit allé à la demande de l'employeur et que le but principal de son déplacement ait été d'aider à atteindre les objectifs commerciaux du voyage.

Corporations

- 8. The provisions of subsection 20(10) apply to corporations as well as to individual taxpayers and, where the rules of a particular convention allow a corporation to register at the convention quite independently of who its officers may be, a corporation can "attend" a convention through one or more of its agents or employees. A corporation generally will be subject to the usual limitation of two conventions per year in connection with its business but may send more than one representative to each.
- 9. However, a corporation which has diversified business interests and many employees may take the limit of two conventions per year to apply to each such interest. For example, a large integrated oil company might be interested in conventions of personnel people, accountants, chemists, geologists, and other groupings and the limit would be applicable separately to each.
- 10. Intracompany meetings, seminars, courses, etc., will not be regarded as conventions as far as employees of the company and its parent, subsidiary or associated companies are concerned but the rule of reasonableness in section 67 will still apply both to the amounts and the locale. The employees of an association organizing a convention would be considered as attending an intracompany meeting.

Corporations

- 8. Les dispositions du paragraphe 20(10) s'appliquent aux corporations ainsi qu'aux particuliers et, lorsque les règlements d'un congrès donné autorisent une corporation à s'y inscrire, quels que soient les dirigeants de la corporation, la corporation peut alors «assister» au congrès en y déléguant un ou plusieurs de ses représentants ou employés. Une corporation est ordinairement assujettie à la limite habituelle de deux congrès par année en rapport avec son entreprise, mais elle peut envoyer plus d'un représentant à chacun de ces congrès.
- 9. Toutefois, une corporation qui a des intérêts commerciaux diversifiés et un grand nombre d'employés peut interpréter la limite de deux congrès par année comme s'appliquant à chacun de ses intérêts. Par exemple, une importante compagnie de pétrole intégrée peut être intéressée à des congrès d'agents du personnel, de comptables, de chimistes, de géologues et d'autres groupements. La limite serait alors applicable à chacun de ces genres de congrès.
- 10. Les réunions, les séminaires, les cours, etc., internes d'une compagnie ne sont pas considérés comme des congrès en ce qui concerne les employés de la compagnie et de sa compagnie mère, de ses filiales ou de ses compagnies associées. Cependant, la règle de l'article 67 qui exige que les dépenses soient raisonnables s'applique toujours aux montants et aux lieux des réunions. Les employés d'une association qui organise un congrès sont alors considérés comme des personnes qui assistent à une réunion interne d'une compagnie.



mada Ther min i

DEPARTMENT OF NATIONAL REVENUE TAXATION

MINISTÈRE DI REVENII NATIONAL IMPÔT

SUBJECT: INCOME TAX ACT

Capital Property Owned on December 31. 1971 - Non-Arm's Length Transactions

SERIAL NO IT-132R DATE: July 28, 1975

REFERENCE: Subsection 26(5) of the Income Tax Application Rules, 1971 (ITAR) (itso subsections 26(3), (5.1) and (7) of the ITAR)

OBJET: LOI DE L'IMPÔT SUR LE REVENU

Biens en immobilisations détenus le 31 décembre 1971 - Transactions avec lien de dépendance

Nº DE SÉRIE: IT-132R DATE: le 28 juillet 1975

RENVOI: Paragraphe 26(5) des Règles de 1971 concernant l'application de l'impôt sur le revenu (RAIR) (voir aussi les paragraphes 26(3), (5.1) et (7) des RAIR)

This bulletin replaces and cancels Interpretation Bulletin IT-132 dated November 29, 1973.

- 1. The purpose of this Bulletin is to discuss the calculation of the adjusted cost base after 1971 of capital property, other than depreciable property or a partnership interest, to a non-arm's length transferee where such property was owned by a taxpayer on June 18, 1971 and has, by one or more non-arm's length transactions or events become vested in the non-arm's length transferee (and either the taxpayer or a transferee owned the property at December 31, 1971).
- 2. Subsection 26(5) of the ITAR provides that where any capital property (other than depreciable property or a partnership interest) that was owned by a taxpayer (original owner) on June 18, 1971 has, by one or more non-arm's length transactions or events, become vested in another taxpaver (subsequent owner) and the original owner has not made the fair market value election in respect of the property, the special rules discussed in paragraphs 10, 11, and 12 below apply for computing the adjusted cost base of the property to the subsequent owner. To decide whether the rules contained in subsection 26(5) are applicable in any particular situation, the preconditions set out in the subsection itself must be carefully examined,
- 3. First, the subsection applies only in respect of capital property other than depreciable property or a partnership interest.
- 4. Second, the original owner must have owned the property on June 18, 1971. Where the original owner has acquired capital property at any time after June 18, 1971 and subsequently transfers it in a non-arm's length transaction or event, subsection 26(5) does not apply to the subsequent owner even though the original owner may have acquired the property before December 31, 1971.
- 5. Third, the subsequent owner must have acquired the property in a non-arm's length transaction or event. Paragraph 251(1)(a) of the Act provides that related

Le drésent bulletin remplace et annule le Bulletin d'interprétation IT-132 du 29 novembre 1973.

Le présent bulletin vise le calcul du prix de base rajusté après 1971 de biens en immobilisations, autres que des biens amortissables ou une participation dans une société, pour un cessionnaire avant un lien de dépendance, lorsque ces biens appartenaient à un contribuable le 18 juin 1971 et sont passés, par suite d'une ou plusieurs transactions ou d'un ou plusieurs événements comportant un lien de dépendance, au cessionnaire avant un lien de dépendance (et les biens appartenaient soit au contribuable soit à un cessionnaire avant un lien de dépendance le 31 décembre 1971).

- 2. Le paragraphe 26(5) des RAIR stipule que, lorsqu'un bien en immobilisations quelconque (autre qu'un bien amortissable ou une participation dans une société) qui appartenait à un contribuable (premier propriétaire) le 18 juin 1971 est passé, par suite d'une ou plusieurs transactions ou d'un ou plusieurs événements comportant un lien de dépendance, à un autre contribuable (propriétaire suivant) et que le premier propriétaire n'a pas exercé le choix relatif à la juste valeur marchande pour le bien en question, les règles spéciales étudiées aux numéros 10, 11 et 12 ci-après s'appliquent aux fins du calcul du prix de base rajusté pour le propriétaire suivant. Afin d'établir si les règles exposées au paragraphe 26(5) s'appliquent à une situation donnée, il faut étudier attentivement les conditions essentielles précisées dans ce même paragraphe.
- 3. Premièrement, le paragraphe ne s'applique qu'à des biens en immobilisations autres que des biens amortissables ou une participation dans une société.
- 4. Deuxièmement, il faut que le premier propriétaire ait détenu le bien le 18 juin 1971. Si le premier propriétaire a acquis un bien en immobilisations à une date postérieure au 18 juin 1971 et qu'il l'a transféré par la suite lors d'une transaction ou d'un événement comportant un lien de dépendance, le paragraphe 26(5) ne s'applique pas pour le propriétaire suivant, même si le premier propriétaire a acquis le bien en question avant le 31 décembre 1971.
- 5. Troisièmement, le propriétaire suivant doit avoir acquis le bien lors d'une transaction ou d'un événement comportant un lien de dépendance. L'alinéa 251(1)a) de la Loi stipule que des

persons are deemed not to deal with each other at arm's length. Paragraph 251(1)(b) provides that it is a question of fact whether persons not related to each other were at a particular time dealing at arm's length. The transfer of property to a related person by way of a bequest, inheritance or inter vivos gift is considered a transaction or event between persons not dealing at arm's length. In addition, deemed for the purposes of this subsection to be transactions between persons not dealing at arm's length are:

- (a) an amalgamation of two or more Canadian corporations within the meaning of section 87; and (b) a disposition of capital property after May 6, 1974 to a corporation where an election under section 85 is made.
- 6. Business associates, partners, and friends who are not related persons may sometimes deal with each other at arm's length, and sometimes not, so that each transaction between them must be judged individually in the light of the particular circumstances. Where persons who are not related have entered into a transaction, one indication of whether or not they dealt at arm's length is whether the price paid or received represented the fair market value of the property concerned. If it did not, there is at least an initial presumption that they did not deal at arm's length, but all the other aspects of the transaction must also be considered. The Department considers that a transfer of property from a deceased to a trust created by his will is not an arm's length transaction or event.
- 7. Fourth, subsection 26(5) refers to one or more transactions or events between persons not dealing at arm's length. Where more than one transaction or event is involved, each of the transactions or events must have taken place between persons not dealing at arm's length if subsection 26(5) of the ITAR is to have application in determining the adjusted cost base of the property to the ultimate non-arm's length owner.
- 8. Fifth, if subsection 26(5) of the ITAR is to apply in the calculation of the adjusted cost base to a subsequent owner of a property, the original owner must not have made the fair market value election in respect of the property. This, of course, is a consideration only where the property is transferred by the original owner after December 31, 1971.
- 9. If the transaction or event is not disqualified by any of the above preconditions, the rules set out in subsection 26(5) will apply for the purpose of calculating the adjusted cost base of the property to a subsequent owner or owners.
- 10. For the purpose of computing the adjusted cost base at any time after 1971 of a capital property that was owned by a taxpayer (the original owner) on June

personnes liées sont réputées avoir entre elles un lien de dépendance. L'alinéa 251(1)b) stipule que la question de savoir si des personnes non liées entre elles n'avaient aucun lien de dépendance à une date donnée est une question de fait. Le transfert de biens à une personne liée, par voie de legs, d'héritage ou de donation entre vifs est considéré comme une transaction ou un événement entre deux personnes ayant un lien de dépendance. De plus, les transactions suivantes sont réputées être des transactions entre personnes ayant un lien de dépendance, aux fins de ce même paragraphe:

- a) la fusion de deux ou plusieurs corporations canadiennes, au sens que donne à "fusion" l'article 87; et
- b) une disposition de biens en immobilisations à une corporation effectuée après le 6 mai 1974, lorsqu'un choix en vertu de l'article 85 est fait.
- 6. Des partenaires dans une entreprise, des associés et des amis qui ne sont pas liés entre eux peuvent parfois traiter entre eux sans lien de dépendance; le contraire peut aussi être vrai et c'est pourquoi chaque transaction entre de telles personnes doit être étudiée individuellement, en tenant compte des circonstances particulières. Lorsque des personnes qui ne sont pas liées entre elles ont conclu une transaction, il peut y avoir indication d'un lien de dépendance entre elles si le prix payé ou reçu représentait ou non la juste valeur marchande du bien en cause. Dans la négative, on peut supposer, du moins au départ, qu'il existait un lien de dépendance; cependant, il faut également tenir compte de tous les autres aspects de la transaction. Le Ministère est d'avis qu'un transfert de biens d'une personne décédée à une fiducie créée en vertu de son testament constitue une transaction ou un événement comportant un lien de dépendance.
- 7. Quatrièmement, le paragraphe 26(5) mentionne une ou plusieurs transactions ou un ou plusieurs événements survenus entre des personnes ayant un lien de dépendance. S'il est question de plus d'une transaction ou événement, chacune de ces transactions ou chacun de ces événements doit être intervenue entre des personnes ayant un lien de dépendance pour que le paragraphe 26(5) des RAIR joue lors du calcul du prix de base rajusté du bien pour le dernier propriétaire ayant participé à la transaction comportant un lien de dépendance.
- 8. Cinquièmement, le premier propriétaire ne doit pas avoir exercé le choix relatif à la juste valeur marchande à l'égard du bien en cause pour que le paragraphe 26(5) des RAIR s'applique lors du calcul du prix de base rajusté du bien pour un propriétaire suivant. Ce qui précède, évidemment, n'entre en ligne de compte que si le bien est transféré par son premier propriétaire après le 31 décembre 1971.
- 9. Si la transaction ou l'événement satisfait à toutes les conditions essentielles susmentionnées, les règles contenues dans le paragraphe 26(5) s'appliqueront aux fins du calcul du prix de base rajusté du bien pour le ou les propriétaires suivants.
- 10. Aux fins du calcul du prix de base rajusté, n'importe quand après 1971, d'un bien en immobilisations qui appartenait à un contribuable (premier propriétaire) le 18 juin 1971 et est

- 18, 1971, and has by one or more non-arm's length transactions or events become vested in a subsequent owner, the latter is deemed to have owned the property continuously from June 18, 1971 and, for the purpose of section 26 of the ITAR, the actual cost of the property to him (or its amortized cost in the case of an obligation) is deemed to be that to the original owner. Although the subsequent owner is deemed to own the property on December 31, 1971, he may not make the fair market value election in respect of the property. However, the subsequent owner can make the fair market value election in respect of all his property not affected by subsection 26(5) of the ITAR.
- 11. Where the property became vested in the subsequent owner after 1971, paragraph 26(5)(c) of the ITAR provides that to the cost determined under subsection 26(3) of the ITAR must be added
 - (a) any capital gain realized by a previous non-arm's length owner on the disposition of the property after December 31, 1971 (other than a deemed gain when the adjusted cost base becomes a negative amount pursuant to subsection 40(3) of the Act),
 - (b) any adjustment that was required to be made by a previous non-arm's length owner to the adjusted cost of the property by virtue of subsection 53(1) of the Act (which includes deemed gains pursuant to subsection 40(3) of the Act), and
 - (c) where the property became vested after May 6, 1974 any amount determined under paragraph 88(1)(d) and designated as required under that paragraph

and from the cost of the property to the subsequent owner must be deducted

- (d) any previous non-arm's length owner's capital loss on the disposition of the property after December 31, 1971, or any capital loss on a disposition of the property after May 6, 1974 that would have arisen if subsection 85(4) had not applied to deem the loss nil, and
- (e) any adjustment that was required to be made by a previous non-arm's length owner to the adjusted cost base of the property by virtue of subsection 53(2) of the Act.
- 12. In addition to the above-noted adjustements required by the ITAR provisions, the subsequent owner must also make any adjustments required by section 53 of the Act while he actually owns the property in computing the adjusted cost base of the property at any particular time. The following illustrates the computation of the adjusted cost base of capital property

devenu, par suite d'une ou plusieurs transactions ou d'un ou plusieurs événements comportant un lien de dépendance, la propriété d'un autre propriétaire, ce dernier est réputé avoir été propriétaire du bien sans interruption depuis le 18 juin 1971 et, aux fins de l'article 26 des RAIR, le coût effectif pour lui du bien (ou le coût amorti, s'il s'agit d'une obligation) est réputé être le coût effectif pour le premier propriétaire. Bien que le propriétaire suivant soit réputé avoir possédé le bien le 31 décembre 1971, il ne peut pas exercer le choix relatif à la juste valeur marchande pour le bien en cause. Toutefois, il peut exercer le choix relatif à la juste valeur marchande pour tous ses biens qui ne sont pas visés par le paragraphe 26(5) des RAIR.

- 11. Si le bien a été dévolu au propriétaire suivant après 1971, l'alinéa 26(5)c) des RAIR stipule qu'il faut ajouter au coût déterminé en vertu du paragraphe 26(3) des RAIR
 - a) tout gain en capital réalisé, lors de la disposition du bien après le 31 décembre 1971, par une personne ayant auparavant détenu le bien à la suite d'une transaction intervenue avec lien de dépendance (à l'exception d'un gain présumé lorsque le prix de base rajusté devient inférieur à zéro, conformément au paragraphe 40(3) de la Loi),
 - b) tout redressement qu'une personne ayant auparavant détenu le bien à la suite d'une transaction intervenue avec lien de dépendance était tenue d'apporter au prix de base rajusté du bien en vertu du paragraphe 53(1) de la Loi (ce qui comprend les gains présumés, conformément au paragraphe 40(3) de la Loi), et
 - c) si le bien a été dévolu après le 6 mai 1974, le montant déterminé en vertu de l'alinéa 88(1)d) et fixé comme l'exige ce dernier alinéa

et qu'on doit soustraire du coût du bien pour le propriétaire suivant

- d) toute perte en capital subie, lors de la disposition du bien après le 31 décembre 1971, par une personne qui en a auparavant été propriétaire à la suite d'une transaction intervenue avec lien de dépendance ou toute perte en capital qui se serait produite lors de la disposition du bien qui lui a été dévolu après le 6 mai 1974 si le paragraphe 85(4), selon lequel la perte est présumée être nulle, ne s'appliquait pas,
- e) tout redressement que la personne qui était auparavant propriétaire du bien à la suite d'une transaction comportant un lien de dépendance était tenue d'apporter au prix de base rajusté de ce bien, conformément au paragraphe 53(2) de la Loi.
- 12. Outre les redressements mentionnés ci-dessus et requis par les dispositions des RAIR, le propriétaire suivant doit aussi apporter, pendant qu'il détient effectivement le bien, les redressements prescrits par l'article 53 de la Loi lorsqu'il calcule, à une date quelconque, le prix de base rajusté. L'exemple suivant illustre le calcul du prix de base rajusté d'un bien en immobilisations, en conformité des dispositions du

pursuant to the provisions of subsection 26(5) of the ITAR. Each step in the calculation is keyed to the paragraph of this Bulletin where the relevant subject matter is discussed.

Assume

- A. Mr. X owned 100 shares of A Company on June 18, 1971 which he had acquired previously at a cost of \$10 per share.
- B. On December 3, 1971 Mr. X made a gift of the shares to his wife. The fair market value of the shares on December 3 was \$15 per share.
- C. The fair market value of the shares on Valuation Day, December 22, 1971 was \$17.
- D. On March 31, 1972 A Company makes an election pursuant to subsection 83(1) of the Act and pays a dividend out of tax-paid undistributed surplus of \$4 per share.
- E. On June 30, 1972 Mrs. X sells the 100 shares to her son at fair market value at that time of \$16 per share.
- F. On February 1, 1973 A Company makes an election under subsection 83(1) of the Act and pays a dividend out of 1971 capital surplus of \$2 per share.
- G. On June 30, 1973, the son sells the shares on the open market for \$12 per share.

Calculation of the adjusted cost base of the A Company shares to Mrs. X on June 30, 1972, the date of sale to her son

Calculation of cost under subsection 26(3) of the ITAR (Paragraph 10)

Neither the greatest nor the least of:

(a) Actual cost to the original owner,			
100 shares at \$10		\$1,00	00
(b) Fair market value on Valuation			
Day, 100 shares at \$17		\$1,70	00
(c) Proceeds of disposition,			
100 shares at \$16	\$1,600		
Add —			
adjustment to adjusted cost base			
required under subsection 53(2), 100			
shares at \$4	400	\$2,00	00
Cost (neither the greatest nor the least			
of (a), (b) or (c))		\$1,70	00
Less adjustment on account of dividend			
received from taxpaid undistributed			
surplus on March 31, 1972 required			
by subparagraph 53(2)(a)(i), 100			
shares at \$4 (paragraph 12)		\$ 40	00
Adjusted cost base		\$1,30	00

paragraphe 26(5) des RAIR. Chaque étape du calcul correspond à l'alinéa du présent bulletin qui traite de ce sujet.

Hypothèse

- A. M. X possédait 100 actions de la compagnie A le 18 juin 1971; il les avait auparavant acquises au coût de \$10 l'action.
- B. Le 3 décembre 1971, M. X fait don de ses actions à son épouse. La juste valeur marchande des actions le 3 décembre était de \$15 l'action.
- C. La juste valeur marchande des actions au Jour de l'évaluation, soit le 22 décembre 1971, s'établissait à \$17.
- D. Le 31 mars 1972, la compagnie A exerce un choix en vertu du paragraphe 83(1) de la Loi et verse un dividende sur son surplus non réparti et libéré d'impôt, ce dividende s'élevant à \$4 l'action.
- E. Le 30 juin 1972, Mme X vend à son fils les 100 actions à leur juste valeur marchande à cette date, soit \$16 l'action.
- F. Le 1er février 1973, la compagnie A exerce un choix en vertu du paragraphe 83(1) de la Loi et verse un dividende sur son surplus de capital de 1971, ce dividende s'élevant à \$2 l'action.
- G. Le 30 juin 1973, le fils vend les actions sur le marché libre au prix de \$12 l'action.

Calcul du prix de base rajusté des actions de la compagnie A pour Mme X le 30 juin 1972, date à laquelle elle les a vendues à son fils

Calcul du coût en vertu du paragraphe 26(3) des RAIR (alinéa 10)

\$1,000

\$1,700

400 \$2,000

\$1,700

\$ 400

\$1,300

Montant qui n'est ni le plus élevé ni le moins élevé des trois montants suivants:

- a) Coût effectif pour le premier propriétaire, 100 actions à \$10
- b) Juste valeur marchande au Jour de l'évaluation, 100 actions à \$17
- c) Produit de la disposition,

100 actions à \$16 \$1,600

Ajouter -

Redressement du prix de base rajusté, requis par le paragraphe 53(2), 100 actions à \$4

Coût (montant qui n'est ni le plus élevé ni

le moins élevé de a), b) et c))
Moins: Redressement par suite du dividende
reçu sur le surplus non réparti et libéré d'impôt le 31 mars 1972, redressement prescrit
par le sous-alinéa 53(2)a)(i) — 100 actions
à \$4 (alinéa 12)

Prix de base raiusté

Calculation of capital gain to Mrs. X on of shares	the dis	position	Calcul du gain en capital de Mme X lors de la disposition des actions		
Proceeds of disposition Adjusted cost base		\$1,600 1,300	Produit de la disposition Prix de base rajusté		\$1,600 1,300
Capital gain		\$ 300	Gain en capital		\$ 300
Calculation of the adjusted cost base of the shares to the son on June 30, 1973, the on the open market			Calcul du prix de base rajusté des actions de pour le fils, le 30 juin 1973, date de la ver libre		
Calculation of cost under ITAR sub (paragraph 10) (see note 1)	section	26(3)	Calcul du coût en vertu du paragraphe 2 (alinéa 10) (voir remarque 1)	26(3) des	RAIR
Neither the greatest nor the least of:			Montant qui n'est ni le plus élevé ni le moins		
(a) Actual cost to the original owner, 100 shares at \$10			élevé des trois montants suivants: a) Coût effectif pour le premier propriétaire, 100 actions à \$10		
(see note 2)		\$1,000	(voir remarque 2)		\$1,000
(b) Fair market value on Valuation Day, 100 shares at \$17		\$1,700	b) Juste valeur marchande au Jour de l'évaluation, 100 actions à \$17		\$1,700
(c) Proceeds of disposition	1 200		c) Produit de la disposition,		. ,
100 shares at \$12 \$ Add	1,200		100 actions à \$12 Ajouter	\$1,200	
 adjustment to adjusted cost base required under subsection 53(2), 			 Redressement du prix de base rajusté, requis en vertu du paragraphe 53(2) - 		
100 shares at \$2	200		100 actions à \$2	200	
 adjustment to adjusted cost base required to be made by the previous owner (Mrs. X) under 			Redressement du prix de base rajusté que le propriétaire précédent (Mme X) était tenu d'effectuer en vertu du		
subsection 53(2)	400	\$1,800	paragraphe 53(2)	400	\$1,800
Cost (neither the greatest nor the		01 700	Coût (montant qui n'est ni le plus élevé ni		#1 700
least of (a), (b) or (c)) Add		\$1,700	le moins élevé de a), b) et c) Ajouter		\$1,700
- capital gain realized by previous		200	Gain en capital réalisé par le propriétaire		200
owner (paragraph 11(a))		300 \$2,000	précédent (alinéa 11a))		\$2,000
Deduct		\$2,000	Déduire		Ψ2,000
- adjustment required to be made			- Redressement requis, lors du calcul du prix		
in computing the adjusted cost base to the previous owner under			de base rajusté pour le propriétaire précédent, en vertu du sous-alinéa 53(2)a)(i)		
subparagraph 53(2)(a)(i)			(alinéa 11e))	\$ 400	
	400		D. I		
 adjustment on account of dividend received from capital surplus on 			 Redressement par suite du dividende reçu sur le surplus de capital, le 1^{er} février 1972 	2.	
February 1, 1972 required by			redressement requis par le sous-alinéa	,	
subparagraph 53(2)(a)(i), 100	200	e 600	53(2)a)(i), 100 actions à \$2 (alinéa 12)	200	\$ 600
shares at \$2 (paragraph 12)	200	\$ 600 \$1,400	Prix de base rajusté		\$1,400
Adjusted cost base		===	The de base rajuste		====
Calculation of capital loss to the son			Calcul de la perte en capital pour le fils		
Adjusted cost base		\$1,400	Prix de base rajusté		\$1,400
Proceeds of disposition		1,200	Produit de la disposition		1,200
		A 200	D ' ' 1		n, 100

Capital loss

(paragraph 10).

Cost to the son must be computed under the median rule. The fair market value election is not available

Note 1

Remarque 1

\$ 200

Perte en capital

Le coût pour le fils doit être calculé en vertu de la règle de la médiane. Il ne peut exercer le choix relatif à la juste valeur marchande (alinéa 10).

\$ 200

Note 2

The actual cost to the original owner in the series of non-arm's length transactions applies, not the cost to the previous owner.

Note 3

The net capital gain realized of \$100 (Mrs. X's capital gain of \$300 less the son's capital loss of \$200) is the same as would have been realized by Mr. X had he held the shares continuously from June 18, 1971 until the date they were sold on the open market, June 30, 1973. The calculation is as follows:

Calculation of cost under ITAR subsection 26(3)

Neither the greatest nor the least of

(a) Actual cost, 100 shares at \$10		\$1,000
(b) Fair market value on Valudation Day, 100 shares at \$17		1,700
(c) Proceeds of disposition,		1,700
100 shares at \$12	¢1 200	
Add	\$1,200	
* * * * * * * * * * * * * * * * * * * *		
- adjustments required under		
subsection 53(2)		
(\$400 + \$200)	600	\$1,800
Cost (neither the greatest nor the		
least of (a), (b) or (c))		\$1,700
Deduct subsection 53(2) adjustments		600
A 11 1		A1 100
Adjusted cost base		\$1,100
Calculation of Capital Gain		
Proceeds of disposition		\$1,200
Adjusted cost base		1,100
Capital gain		\$ 100
Capital gain		\$ 100

Remarque 2

Il faut utiliser le coût effectif pour le premier propriétaire ayant participé à la série de transactions effectuées avec lien de dépendance, et non le coût pour le propriétaire précédent.

Remarque 3

Le gain net en capital qui a été réalisé, soit \$100 (c'est-à-dire le gain en capital de \$300 pour Mme X moins la perte en capital de \$200 pour le fils), équivaut à celui qu'aurait réalisé M. X s'il avait détenu les actions sans interruption depuis le 18 juin 1971 jusqu'à la date où elles ont été vendues sur le marché libre, soit le 30 juin 1973. Le calcul s'effectue de la manière suivante:

Calcul du coût en vertu du paragraphe 26(3) d	es RAIR	
Montant qui n'est ni le plus élevé ni le moins élevé des trois montants suivants:		
a) Coût effectif, 100 actions à \$10		\$1,000
b) Juste valeur marchande au Jour de		
l'évaluation, 100 actions à \$17		1,700
c) Produit de la disposition,		
100 actions à \$12	\$1,200	
Ajouter		
- Redressements requis en vertu du		
paragraphe 53(2)	(00	#1.000
(\$400 + \$200)	600	\$1,800
Coût (montant qui n'est ni le plus élevé		
ni le moins élevé de a), b) et c)		\$1,700
Déduire les redressements en vertu du		
paragraphe 53(2)		600
Prix de base rajusté		\$1,100
Calcul du gain en capital		
Produit de la disposition		\$1,200
Prix de base rajusté		1,100
Gain en capital		\$ 100





INCOME TAX ACT Convention Expenses

NO. IT-131R2 DATE: November 24, 1989 REFERENCE: Subsection 20(10) (also sections 67 and 67.1 of the Act and paragraph 9 of Article XXV of the Canada-U.S. Tax Convention)

Application

This bulletin cancels and replaces IT-131R dated February 28, 1986. Current revisions are designated by vertical lines.

Summary

This bulletin explains the deduction provided under subsection 20(10) in computing income of a taxpayer carrying on a business or practising a profession, in respect of expenses incurred by the taxpayer in attending up to two conventions a year in connection with the business or profession. Paragraph 4 of the bulletin discusses new section 67.1 which restricts the amount that may be deducted for food, beverages or entertainment expense incurred after June 17, 1987 and enjoyed after 1987 to 80 percent of the lesser of the actual amount of the expenses incurred in this respect (whether paid or payable) and an amount that would be reasonable in the circumstances for such expenses. In addition, subsection 67.1(3) establishes a rule applicable to amounts incurred after June 1988 for the allocation of a reasonable portion of conference and convention fees to food, beverages and entertainment expenses where the fees entitle the participants to such benefits.

Discussion and Interpretation

Self-Employed Individuals

- 1. Subsection 20(10) permits a self-employed taxpayer who is carrying on a business or practising a profession to deduct, in computing income for a taxation year from a business, expenses incurred in attending not more than two conventions a year provided that the conventions were
 - held by a business or professional organization,
 - (b) attended in connection with the taxpayer's business or professional practice, and
 - (c) held at a location that may reasonably be regarded as consistent with the territorial scope of the organization.

N° IT-131R2 DATE le 24 novembre 1989

BULLETIN D'INTERPRÉTATION

RENVOI - Le paragraphe 20(10) (aussi, les articles 67 et 67.1 de la Loi de l'impôt sur le revenu et le paragraphe 9 de l'article XXV de la convention fiscale entre le Canada et les Étate Unis) et les États-Unis)

Application

Ce bulletin annule et remplace le IT-131R du 28 février 1986. Les dernières révisions sont indiquées par des traits verticaux.

Résumé

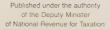
Ce bulletin traite du montant qu'un contribuable qui exploite une entreprise ou exerce une profession libérale peut déduire en vertu du paragraphe 20(10) dans le calcul de son revenu à l'égard des dépenses qu'il a engagées pour assister pendant l'année à deux congrès au plus en rapport avec son entreprise ou sa profession. Le numéro 4 du bulletin traite du nouvel article 67.1, qui limite le montant pouvant être déduit à titre de dépenses engagées après le 17 juin 1987 pour des aliments, boissons ou divertissements pris après 1987, à 80 pour 100 du moindre des montants suivants : le montant réel (payé ou payable) des dépenses ainsi engagées et le montant qui serait raisonnable dans les circonstances pour de telles dépenses. Également, le paragraphe 67.1(3) donne une règle, applicable aux dépenses engagées après juin 1988, pour l'attribution d'une partie raisonnable des frais de participation à un congrès ou à une conférence à des aliments, boissons et divertissements lorsque les participants ont droit à de tels avantages.

Discussion et interprétation

Travailleurs indépendants

- 1. Le paragraphe 20(10) autorise un travailleur indépendant qui exploite une entreprise ou exerce une profession libérale à déduire, dans le calcul de son revenu d'entreprise pour une année d'imposition, les dépenses engagées pour assister à deux congrès au plus par année, pourvu que les conditions suivantes soient réunies :
 - a) les congrès ont été tenus par une organisation commerciale ou professionnelle,
 - b) les congrès avaient rapport avec l'entreprise ou la profession du contribuable et
 - c) les congrès ont été tenus à des endroits qui peuvent raisonnablement être considérés comme étant dans les limites du territoire de l'organisation.





It is not necessary that the taxpayer be a member of the organization sponsoring the convention but attendance at the convention must be related to the business or professional practice carried on by the taxpayer. A convention may be defined as a formal meeting of members for professional or business purposes.

Subject to the provisions of the Canada - United States Income Tax Convention discussed in 3 below, subsection 20(10) provides that deductions can be made only for expenses paid for attending conventions at locations consistent with the territorial scope of the sponsoring organization. The term "territorial scope" refers to the geographical area in which the particular organization ordinarily conducts its activities. Accordingly, this generally requires that a convention sponsored by a Canadian business or professional organization be held in Canada where the organization is national in character, or in the particular province, municipality or other area in Canada where the activities of the organization are limited to such an area. Consequently, expenses incurred in attending a convention held outside the geographical limits of the sponsoring Canadian organization will normally not be deductible in computing income and, for this purpose, a convention held during an ocean cruise is considered as being held outside Canada.

This restriction is not intended to deny a taxpayer a deduction of reasonable expenses incurred in attending a convention in another area or country if the convention is sponsored by an organization of that area or country and is related to the taxpayer's business or professional practice.

- 3. Where a convention held in the United States is sponsored by a Canadian business or professional organization that is national in character, paragraph 9 of Article XXV of the Canada United States Income Tax Convention, 1980, provides that the expenses incurred in attending the convention are deductible to the same extent that they would be had the convention been held in Canada. However, paragraph 9 of Article XXV does not change the rules of subsection 20(10) where a convention held in the United States is sponsored by a Canadian organization that is not national in character. The expenses incurred in attending such a convention will be subject to the general rules discussed in 2 above.
- 4. The deductibility under subsection 20(10) of certain convention expenses may be restricted by the provisions of section 67.1.

Subject to certain exceptions, section 67.1 limits the deductible portion of the costs of food, beverages and entertainment to 80 percent of the lesser of the amount actually paid or payable therefor and an amount that would be reasonable in the circumstances for such expenses. This

Il n'est pas nécessaire que le contribuable soit membre de l'organisation responsable du congrès, mais sa présence au congrès doit être en relation avec l'entreprise qu'il exploite ou la profession qu'il exerce. Un congrès peut se définir comme une rencontre officielle des membres d'une organisation à des fins professionnelles ou commerciales.

Sous réserve des dispositions de la convention fiscale entre le Canada et les États-Unis dont traite le numéro 3 ci-dessous, le paragraphe 20(10) prévoit que le contribuable peut déduire seulement les frais qu'il a engagés pour assister à des congrès tenus à des endroits qui sont dans les limites du territoire de l'organisation responsable des congrès. L'expression les «limites du territoire» correspond aux limites géographiques du secteur où l'organisation exerce habituellement ses activités. Il faut donc en général qu'un congrès organisé par une organisation commerciale ou professionnelle canadienne soit tenu au Canada si l'organisation a un caractère national, ou bien dans la province, la municipalité ou la région du Canada où l'organisation exerce ses activités, si l'organisation a des activités ainsi limitées géographiquement. Par conséquent, les dépenses engagées pour assister à un congrès tenu à l'extérieur des limites géographiques de l'organisation canadienne responsable ne sont habituellement pas déductibles dans le calcul du revenu et, pour cette raison, un congrès tenu au cours d'une croisière en mer est considéré comme tenu à l'extérieur du Canada.

Le but de la restriction ci-dessus n'est pas de refuser à un contribuable une déduction de dépenses raisonnables engagées pour assister à un congrès tenu dans un autre pays ou dans une autre région si le congrès est organisé par une organisation de ce pays ou de cette région et si les activités sont liées à l'entreprise ou à la profession du contribuable.

- 3. Lorsqu'un congrès tenu aux États-Unis est organisé par une organisation commerciale ou professionnelle canadienne à caractère national, le numéro 9 de l'article XXV de la convention fiscale de 1980 entre le Canada et les États-Unis prévoit que les dépenses engagées pour assister au congrès sont déductibles dans la même mesure où elles seraient déductibles si le congrès était tenu au Canada. Toutefois, le numéro 9 de l'article XXV ne modifie pas les règles du paragraphe 20(10) pour les cas où un congrès tenu aux États-Unis est organisé par une organisation canadienne qui n'a pas un caractère national. Les dépenses engagées pour assister à un tel congrès sont assujetties aux règles générales qui sont énoncées au numéro 2 ci-dessus.
- 4. La déductibilité, selon le paragraphe 20(10), de certaines dépenses relatives à un congrès peut être limitée par l'article 67.1.

Sous réserve de certaines exceptions, l'article 67.1 limite la partie déductible des dépenses pour aliments, boissons et divertissements à 80 pour 100 du moindre des montants suivants : le montant réel, payé ou payable, des dépenses et le montant qui serait raisonnable dans les circonstances pour de telles dépenses.

limitation, which applies to amounts incurred after June 17, 1987 for such amenities enjoyed after 1987, is discussed in IT-518, "Food, Beverages and Entertainment Expenses".

In addition, for the purposes of section 67.1, subsection 67.1(3) provides a rule which applies where a fee paid or payable for attendance at a convention entitles the participant to food, beverages or entertainment and the organizer of the event has not allocated or identified a reasonable portion (based on cost) of the fee as pertaining to these benefits. For each day of an event which entitles the participant to such benefits, \$50 (or such other amount as may be prescribed) is deemed to be paid or payable in respect of food, beverages and entertainment and the fee for the event will be deemed to be the actual fee paid or payable minus the amount deemed to pertain to those benefits. This provision does not apply to incidental beverages and refreshments made available during the course of meetings or receptions, such as juice, coffee, doughnuts and muffins.

Assuming that a fee for a convention is otherwise deductible under subsection 20(10), the effect of subsection 67.1(3) would be to limit the deduction to the aggregate of the portion of that fee that has not been deemed to pertain to food, beverages or entertainment and 80 percent of the portion deemed by that provision to pertain to such benefits. Subsection 67.1(3) is applicable with respect to amounts incurred after June, 1988. Convention fees incurred prior to July, 1988 which entitle the participant to food, beverages or entertainment are not subject to the 80 percent limitation unless the fee was incurred after June, 1987 for such benefits that were enjoyed after 1987 and the organizer of the event has identified or allocated a portion of the fee as pertaining to the benefits.

Where a taxpayer incurs expenses for food, beverages or entertainment in attending a convention and the costs thereof are not included in the convention fee, the normal 80 percent limitation in section 67.1 applies to the costs incurred after June 17, 1987 for any such amenities that were enjoyed after 1987.

5. A taxpayer who combines attendance at a convention, wherever it is held, with a vacation trip must allocate expenses on some reasonable basis to eliminate those that are essentially for vacation purposes. A reasonable basis is considered to be one that allows the taxpayer to deduct the cost of travel (i.e., transportation and necessary meals and accommodation en route) from the taxpayer's place of business to the convention and back by the most direct route available, and the costs and accommodation while participating in the convention. All such costs must be reasonable as required by section 67 and are subject to the restrictions in section 67.1.

Le IT-518, «Dépenses pour des aliments, des boissons et des divertissement», traite de la restriction ci-dessus, qui s'applique aux dépenses engagées après le 17 juin 1987 pour les aliments, boissons et divertissements pris après 1987.

Également, aux fins de l'article 67.1, le paragraphe 67.1(3) énonce une règle à appliquer lorsque les frais payés ou payables pour participer à un congrès donnent droit à des aliments, boissons ou divertissements au participant et qu'une partie raisonnable des frais (calculée en fonction du coût des aliments, boissons et divertissements) n'est pas attribuée ou indiquée par l'organisateur pour ces avantages. Pour chaque jour de l'événement où les aliments, boissons ou divertissements sont fournis. un montant de 50 \$ (ou tout autre montant fixé par règlement) est réputé être le montant payé ou payable pour les aliments, boissons et divertissements, et les frais de participation à l'événement sont réputés être les frais payés ou payables moins le montant réputé se rapporter à ces avantages. La règle du paragraphe 67.1(3) ne s'applique pas aux rafraîchissements offerts accessoirement lors de réunions ou de réceptions, qu'il s'agisse de jus, de café, de beignes et de muffins.

Lorsque des frais de congrès sont par ailleurs déductibles en vertu du paragraphe 20(10), le paragraphe 67.1(3) limite la somme déductible au total des montants suivants : la partie des frais qui n'est pas réputée se rapporter aux aliments, boissons et divertissements et 80 pour 100 de la partie des frais qui est réputée, par le paragraphe 67.1(3), se rapporter à ces avantages. Le paragraphe 67.1(3) s'applique aux montants engagés après juin 1988. La limite de 80 pour 100 ne s'applique pas aux frais de congrès engagés avant juillet 1988 qui donnent droit à des aliments, boissons ou divertissements au participant, à moins que les frais n'aient été engagés après juin 1987 pour des aliments, boissons et divertissements pris après 1987 et que l'organisateur de l'événement n'ait attribué ou indiqué une partie des frais pour ces avantages.

Lorsqu'un contribuable qui participe à un congrès engage des dépenses pour des aliments, boissons ou divertissements et que le coût de ceux-ci n'est pas compris dans les frais de congrès, la limite normale de 80 pour 100 prévue à l'article 67.1 s'applique aux dépenses ainsi engagées après le 17 juin 1987 pour les aliments, boissons et divertissements pris après 1987.

5. Un contribuable qui fait coïncider sa participation à un congrès, où qu'il ait lieu, avec un voyage de vacances doit répartir ses dépenses de façon raisonnable afin de mettre à part celles qui sont essentiellement des dépenses de vacances. «De façon raisonnable» veut dire de façon à permettre au contribuable de déduire le coût total du déplacement (c.-à-d. le transport et les frais nécessaires d'hébergement et de repas en cours de route) pour se rendre de son lieu de travail au congrès et revenir par la voie la plus directe possible, de même que les frais d'hébergement pendant la période où il participe au congrès. Toutes ces dépenses doivent être raisonnables, comme l'exige l'article 67, et elles sont assujetties à la restriction mentionnée à l'article 67.1.

6. It should be noted that expenses incurred by or for a spouse or children accompanying the taxpayer to a convention or a combined convention and vacation trip are normally considered to be personal and, as such, are not deductible.

Employees

7. Where an employer requires an employee to attend a convention as part of the duties of employment and the employee is reimbursed for reasonable costs incurred in so doing, such reimbursement would not normally constitute income in the hands of the employee. On the other hand, if the employer gives an employee a non-accountable allowance to cover the cost of attendance at such a convention, the employee will, as a rule, be taxable on that allowance unless it is exempt from tax by reason of any of the exceptions in paragraph 6(1)(b). Employees are not in any case entitled to deduct any of the costs of attending conventions in computing their income. Reference should be made to the current version of IT-470 with respect to holiday trips paid for by an employer as part or an extension of the employee's attendance at a convention.

Travelling Expenses of Employee's Spouse

8. Where an employee is accompanied by a spouse on a business trip, any payment or reimbursement by the employer of the spouse's travelling expenses is a taxable benefit to the employee unless the spouse was requested by the employer to go and the main purpose for going was to assist in attaining the business objectives of the trip.

Corporations

- 9. The provisions of subsection 20(10) apply to corporations as well as to individual taxpayers and, where the rules of a particular convention allow a corporation to register at the convention quite independently of who its officers may be, a corporation can "attend" a convention through one or more of its agents or employees. A corporation generally will be subject to the usual limitation of two conventions per year in connection with its business but may send more than one representative to each.
- 10. However, a corporation which has diversified business interests and many employees may take the limit of two conventions per year to apply to each such interest. For example, a large integrated oil company might be interested in conventions of personnel people, accountants, chemists, geologists, and other groupings and the limit would be applicable separately to each.
- 11. Intracompany meetings, seminars, courses, etc., will not be regarded as conventions as far as employees of the company and its parent, subsidiary or associated companies are concerned but the rule of reasonableness in section 67 will still apply both to the amounts and the locale. The employees of an association organizing a

6. À noter que les dépenses engagées par ou pour le conjoint ou les enfants qui accompagnement le contribuable à un congrès ou lors d'un voyage qui combine congrès et vacances sont habituellement réputées être personnelles et, comme telles, ne sont pas déductibles.

Employés

7. Lorsqu'un employeur demande à un employé d'assister à un congrès dans le cadre des fonctions de son emploi et qu'il lui rembourse une somme pour des dépenses raisonnables engagées à cette occasion, le remboursement ne constitue pas habituellement un revenu de l'employé. D'un autre côté, si l'employeur accorde à un employé une allocation non à justifier destinée à couvrir les dépenses engagées lors du congrès, l'allocation est normalement imposable pour l'employé, à moins qu'il ne s'agisse de l'une ou l'autre des allocations non imposables mentionnées à l'alinéa 6(1)b). Les employés ne peuvent en aucun cas déduire les dépenses engagées pour assister à des congrès dans le calcul de leur revenu. Se reporter à la dernière version du IT-470, qui traite des voyages de vacances payés par un employeur dans le cadre d'un voyage fait pour assister à un congrès ou pour prolonger un tel voyage.

Frais de déplacement du conjoint d'un employé

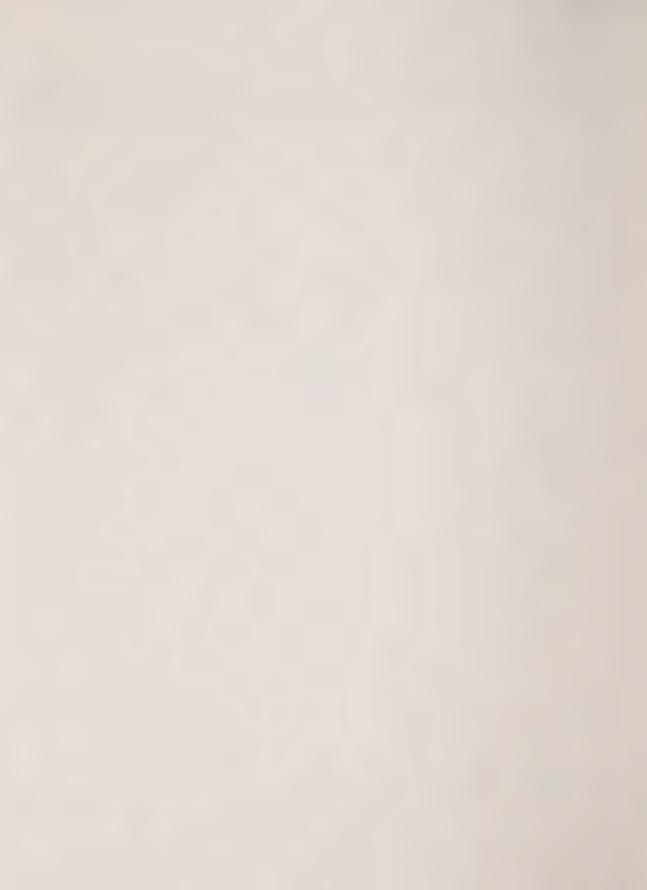
8. Lorsqu'un employé est accompagné de son conjoint lors d'un voyage d'affaires, tout paiement ou remboursement par l'employeur des frais de déplacement du conjoint constitue un avantage imposable pour l'employé, à moins que le conjoint n'ait fait le voyage à la demande de l'employeur et que le but principal de la présence du conjoint ait été d'aider à atteindre les objectifs commerciaux du voyage.

Corporations

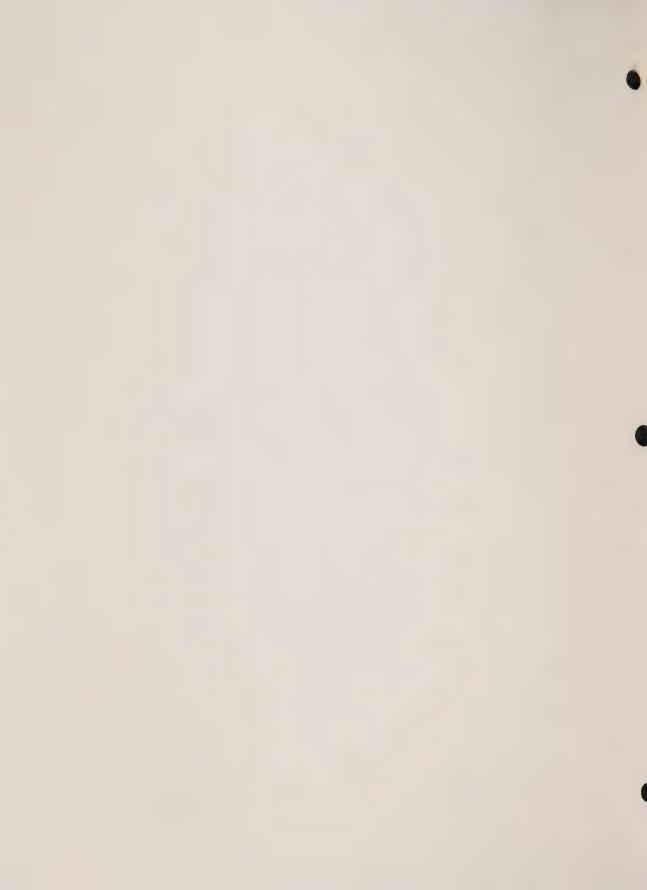
- 9. Les dispositions du paragraphe 20(10) s'appliquent autant aux corporations qu'aux particuliers. Lorsque les règles d'un congrès autorisent une corporation à s'inscrire indépendamment de qui peut la représenter, la corporation peut «assister» au congrès en y déléguant un ou plusieurs de ses représentants ou employés. Une corporation est généralement assujettie à la limite habituelle de deux congrès par année en rapport avec son entreprise, mais elle peut envoyer plusieurs représentants à chacun des congrès.
- 10. Toutefois, une corporation qui a des intérêts commerciaux diversifiés et un grand nombre d'employés peut interpréter la limite de deux congrès par année comme s'appliquant à chacun de ses intérêts. Par exemple, une importante société pétrolière intégrée peut être intéressée à participer à des congrès d'agents du personnel, de comptables, de chimistes, de géologues et d'autres groupements. La limite serait alors applicable à chacun des genres de congrès.
- 11. Les réunions, les séminaires, les cours, etc., internes d'une compagnie ne sont pas considérés comme des congrès en ce qui concerne les employés de la compagnie et de la compagnie mère, des filiales et des sociétés affiliées. Toutefois, la règle de l'article 67 selon laquelle les dépenses doivent être raisonnables s'applique toujours aux dépenses et aux lieux des réunions. Les

convention would be considered as attending an intracompany meeting. Additional details in this respect may be found in the current version of IT-357, "Expenses of Training".

employés d'une association qui organise un congrès sont considérés comme des personnes qui assistent à une réunion interne de la société qui les emploie. Pour de plus amples renseignements, veuillez vous reporter à la dernière version du IT-357, «Frais de formation».







REVENUE CANADA, TAXATION

INTERPRETATION

INCOME TAX ACT

BULLETIN

REVENU CANADA, IMPÔT

D'INTERPRÉTATION

SUBJECT:

Capital Property Owned on December 31, 1971 - Non-Arm's Length Transactions

NO: IT-132R2 DATE: December 18, 1978
REFERENCE: Subsection 26(5) of the Income Tax Application Rules, 1971 (ITAR) (also subsections

26(3), (5.1) and (7) of the ITAR)

This bulletin replaces and cancels Interpretation Bulletin IT-132R dated July 28, 1975. The current revisions are designated by vertical lines.

- 1. The purpose of this Bulletin is to discuss the calculation of the adjusted cost base after 1971 of capital property, other than depreciable property or a partnership interest, to a non-arm's length transferee where such property was owned by a taxpayer on June 18, 1971 and has, by one or more non-arm's length transactions or events become vested in the non-arm's length transferee (and either the taxpayer or a non-arm's length transferee owned the property at December 31, 1971).
- 2. Subsection 26(5) of the ITAR provides that where any capital property (other than depreciable property or a partnership interest) that was owned by a taxpayer (original owner) on June 18, 1971 has, by one or more nonarm's length transactions or events, become vested in another taxpayer (subsequent owner) and the original owner has not made the fair market value election in respect of the property, the special rules discussed in paragraphs 10, 11 and 12 below apply for computing the adjusted cost base of the property to the subsequent owner. To decide whether the rules contained in subsection 26(5) are applicable in any particular situation, the preconditions set out in the subsection itself must be carefully examined.
- 3. Firstly, the subsection applies only in respect of capital property other than depreciable property or a partner-ship interest.
- 4. Secondly, the original owner must have owned the property on June 18, 1971. Where the original owner has acquired capital property at any time after June 18, 1971 and subsequently transfers it in a non-arm's length transaction or event, subsection 26(5) does not apply to the subsequent owner even though the original owner may have acquired the property before December 31, 1971.
- 5. Thirdly, the subsequent owner must have acquired the property in a non-arm's length transaction or event. Paragraph 251(1)(a) of the Act provides that related per-

OBJET: LOI DE L'IMPÔT SUR LE REVENU
Biens en immobilisations détenus le 31 décembre 1971
- Transactions avec lien de dépendance

Nº: IT-132R2

DATE: le 18 décembre 1978

RENVOI: Paragraphe 26(5) des Règles de 1971 concernant
l'application de l'impôt sur le revenu (RAIR) (voir
aussi les paragraphes 26(3), (5.1) et (7) des RAIR)

JAN 2 4 1979

Le présent buile instrume et rémplace le Bulletin d'interprétation IT-132R du 28 juillet 1975. Les révisions sont indiquées par des traits verticaux.

- 1. Le présent bulletin vise le calcul du prix de base rajusté après 1971 de biens en immobilisations, autres que des biens amortissables ou une participation dans une société, pour un cessionnaire ayant un lien de dépendance, lorsque ces biens appartenaient à un contribuable le 18 juin 1971 et sont passés, par suite d'une ou plusieurs transactions comportant un lien de dépendance, ou d'un ou plusieurs événements, au cessionnaire ayant un lien de dépendance (et les biens appartenaient soit au contribuable soit à un cessionnaire ayant un lien de dépendance le 31 décembre 1971).
- 2. Le paragraphe 26(5) des RAIR stipule que, lorsqu'un bien en immobilisations quelconque (autre qu'un bien amortissable ou une participation dans une société) qui appartenait à un contribuable (premier propriétaire) le 18 juin 1971 est passé, par suite d'une ou plusieurs transactions comportant un lien de dépendance ou d'un ou plusieurs événements à un autre contribuable ayant un lien de dépendance (propriétaire suivant) et que le premier propriétaire n'a pas exercé le choix relatif à la juste valeur marchande pour le bien en question, les règles spéciales étudiées aux numéros 10, 11 et 12 ci-après s'appliquent aux fins du calcul du prix de base rajusté pour le propriétaire suivant. Afin d'établir si les règles exposées au paragraphe 26(5) s'appliquent à une situation donnée, il faut étudier attentivement les conditions essentielles précisées dans ce même paragraphe.
- 3. Premièrement, le paragraphe ne s'applique qu'à des biens en immobilisations autres que des biens amortissables ou une participation dans une société.
- 4. Deuxièmement, il faut que le premier propriétaire ait détenu le bien le 18 juin 1971. Si le premier propriétaire a acquis un bien en immobilisations à une date postérieure au 18 juin 1971 et qu'il l'a transféré par la suite lors d'une transaction ou d'un événement comportant un lien de dépendance, le paragraphe 26(5) ne s'applique pas pour le propriétaire suivant, même si le premier propriétaire a acquis le bien en question avant le 31 décembre 1971.
- 5. Troisièmement, le propriétaire suivant doit avoir acquis le bien lors d'une transaction ou d'un événement comportant un lien de dépendance. L'alinéa 251(1)a) de la Loi stipule que des

sons are deemed not to deal with each other at arm's length. Paragraph 251(1)(b) provides that it is a question of fact whether persons not related to each other were at a particular time dealing at arm's length. The transfer of property to a related person by way of a bequest, inheritance or inter vivos gift is considered a transaction or event between persons not dealing at arm's length. In addition, the following are deemed, for the purposes of this subsection, to be transactions between persons not dealing at arm's length:

- (a) an amalgamation of two or more Canadian corporations within the meaning of section 87; and
- (b) a disposition of capital property after May 6, 1974 to a corporation where an election under section 85 is made.
- Business associates, partners, and friends who are not related persons may sometimes deal with each other at arm's length, and sometimes not, so that each transaction between them must be judged individually in the light of the particular circumstances. Where persons who are not related have entered into a transaction, one indication of whether or not they dealt at arm's length is whether the price paid or received represented the fair market value of the property concerned. If it did not, there is at least an initial presumption that they did not deal at arm's length, but all the other aspects of the transaction must also be considered. The Department considers that a transfer of property from a deceased to a trust created by his will is not an arm's length transaction or event. For a further discussion of the meaning of arm's length refer to IT-419 "Meaning of Arms's length".
- 7. Fourthly subsection 26(5) refers to one or more transactions or events between persons not dealing at arm's length. Where more than one transaction or event is involved, each of the transactions or events must have taken place between persons not dealing at arm's length if subsection 26(5) of the ITAR is to have application in determining the adjusted cost base of the property to the ultimate non-arm's length owner.
- 8. Fifthly if subsection 26(5) of the ITAR is to apply in the calculation of the adjusted cost base to a subsequent owner of a property, the original owner must not have made the fair market value election in respect of the property. This, of course, is a consideration only where the property is transferred by the original owner after December 31, 1971.
- 9. If the transaction or event is not disqualified by any of the above preconditions, the rules set out in subsection 26(5) will apply for the purpose of calculating the adjusted cost base of the property to a subsequent owner or owners.
- 10. For the purpose of computing the adjusted cost base at any time after 1971 of a capital property that was owned

personnes liées sont réputées avoir entre elles un lien de dépendance. L'alinéa 251(1)b) stipule que la question de savoir si des personnes non liées entre elles n'avaient aucun lien de dépendance à une date donnée est une question de fait. Le transfert de biens à une personne liée, par voie de legs, d'héritage ou de donation entre vifs est considéré comme une transaction ou un événement entre deux personnes ayant un lien de dépendance. De plus, les transactions suivantes sont réputées être des transactions entre personnes ayant un lien de dépendance, aux fins de ce même paragraphe:

- a) la fusion de deux ou plusieurs corporations canadiennes, au sens que donne à «fusion» l'article 87; et
- b) une disposition de biens en immobilisations à une corporation effectuée après le 6 mai 1974, lorsqu'un choix en vertu de l'article 85 est fait.
- 6. Des partenaires dans une entreprise, des associés et des amis qui ne sont pas liés entre eux peuvent parfois traiter entre eux sans lien de dépendance; le contraire peut aussi être vrai et c'est pourquoi chaque transaction entre de telles personnes doit être étudiée individuellement, en tenant compte des circonstances particulières. Lorsque des personnes qui ne sont pas liées entre elles ont conclu une transaction, il peut y avoir indication d'un lien de dépendance entre elles si le prix payé ou recu représentait ou non la juste valeur marchande du bien en cause. Dans la négative, on peut supposer, du moins au départ, qu'il existait un lien de dépendance; cependant, il faut également tenir compte de tous les autres aspects de la transaction. Le Ministère est d'avis qu'un transfert de biens d'une personne décédée à une fiducie créée en vertu de son testament constitue une transaction ou un événement comportant un lien de dépendance. Pour le sens de «lien de dépendance» consulter le bulletin d'interprétation IT-419.
- 7. Quatrièmement, le paragraphe 26(5) mentionne une ou plusieurs transactions ou un ou plusieurs événements survenus entre des personnes ayant un lien de dépendance. S'il est question de plus d'une transaction ou événement, chacune de ces transactions ou chacun de ces événements doit être intervenu entre des personnes ayant un lien de dépendance pour le paragraphe 26(5) des RAIR joue lors du calcul du prix de base rajusté du bien pour le dernier propriétaire ayant un lien de dépendance.
- 8. Cinquièmement, le premier propriétaire ne doit pas avoir exercé le choix relatif à la juste valeur marchande à l'égard du bien en cause pour que le paragraphe 26(5) des RAIR s'applique lors du calcul du prix de base rajusté du bien pour un propriétaire suivant. Ce qui précède, évidemment, n'entre en ligne de compte que si le bien est transféré par son premier propriétaire après le 31 décembre 1971.
- 9. Si la transaction ou l'événement satisfait à toutes les conditions essentielles susmentionnées, les règles contenues dans le paragraphe 26(5) s'appliqueront aux fins du calcul du prix de base rajusté du bien pour le ou les propriétaires suivants.
- 10. Aux fins du calcul du prix de base rajusté, n'importe quand après 1971, d'un bien en immobilisations qui appartenait à

by a taxpayer (the original owner) on June 18, 1971, and has by one or more non-arm's length transactions or events become vested in a subsequent owner, the latter is deemed to have owned the property continuously from June 18, 1971 and, for the purpose of section 26 of the ITAR, the actual cost of the property to him (or its amortized cost in the case of an obligation) is deemed to be that to the original owner. Although the subsequent owner is deemed to own the property on December 31, 1971, he may not make the fair market value election in respect of the property. However, the subsequent owner can make the fair market value election in respect of all his property not affected by subsection 26(5) of the ITAR.

- 11. Where the property became vested in the subsequent owner after 1971, paragraph 26(5)(c) of the ITAR provides that to the cost determined under subsection 26(3) of the ITAR must be added
 - (a) any capital gain realized by a previous nonarm's length owner on the disposition of the property after December 31, 1971 (other than a deemed gain when the adjusted cost base becomes a negative amount pursuant to subsection 40(3) of the Act),
 - (b) any adjustment that was required to be made by a previous non-arm's length owner to the adjusted cost of the property by virtue of subsection 53(1) of the Act (which includes deemed gains pursuant to subsection 40(3) of the Act),
 - (c) where the property became vested after May 6, 1974 any amount determined under paragraph 88(1)(d) and designated as required under that paragraph, and
 - (d) where the property was the principal residence of the non-arm's length previous owner, the amount that would, but for paragraph 40(2)(b) or (c), have been a capital gain of the previous owner from the disposition of the property

and from the cost of the property to the subsequent owner must be deducted

- (e) any previous non-arm's length owner's capital loss on the disposition of the property after December 31, 1971, or any capital loss on a disposition of the property after May 6, 1974 that would have arisen if subsection 85(4) had not applied to deem the loss nil, and
- (f) any adjustment that was required to be made by a previous non-arm's length owner to the adjusted cost base of the property by virtue of subsection 53(2) of the Act.

Pursuant to subsection 84.1(2) of the Act, paragraph 26(5)(c) of the ITAR does not apply for purposes of section 84.1 where there has been a disposition of shares to a non-corporate taxpayer after March 31, 1977.

un contribuable (premier propriétaire) le 18 juin 1971 et est devenu, par suite d'une ou plusieurs transactions ou d'un ou plusieurs événements comportant un lien de dépendance, la propriété d'un autre propriétaire, ce dernier est réputé avoir été propriétaire du bien sans interruption depuis le 18 juin 1971 et, aux fins de l'article 26 des RAIR, le coût effectif pour lui du bien (ou le coût amorti, s'il s'agit d'une obligation) est réputé être le coût effectif pour le premier propriétaire. Bien que le propriétaire suivant soit réputé avoir possédé le bien le 31 décembre 1971, il ne peut pas exercer le choix relatif à la juste valeur marchande pour le bien en cause. Toutefois, il peut exercer le choix relatif à la juste valeur marchande pour tous ses biens qui ne sont pas visés par le paragraphe 26(5) des RAIR.

3

- 11. Si le bien a été dévolu au propriétaire suivant après 1971, l'alinéa 26(5)c) des RAIR stipule qu'il faut ajouter au coût déterminé en vertu du paragraphe 26(3) des RAIR
 - a) tout gain en capital réalisé, lors de la disposition du bien après le 31 décembre 1971, par une personne ayant auparavant détenu le bien à la suite d'une transaction intervenue avec lien de dépendance (à l'exception d'un gain présumé lorsque le prix de base rajusté devient inférieur à zéro, conformément au paragraphe 40(3) de la Loi),
 - b) tout redressement qu'une personne ayant auparavant détenu le bien à la suite d'une transaction intervenue avec lien de dépendance était tenue d'apporter au prix de base rajusté du bien en vertu du paragraphe 53(1) de la Loi (ce qui comprend les gains présumés, conformément au paragraphe 40(3) de la Loi),
 - c) si le bien a été dévolu après le 6 mai 1974, le montant déterminé en vertu de l'alinéa 88(1)d) et fixé comme l'exige de dernier alinéa, et
 - d) si le bien constituait la résidence principale de la personne l'ayant détenu auparavant, le montant qui aurait, abstraction faite des dispositions des alinéas 40(2)b) ou c), entraîne un gain en capital pour le propriétaire précédent lors de la disposition du bien

et qu'on doit soustraire du coût du bien pour le propriétaire suivant

- e) toute perte en capital subie, lors de la disposition du bien après le 31 décembre 1971, par une personne qui en a auparavant été propriétaire, ou toute perte en capital qui se serait produite lors de la disposition du bien après le 6 mai 1974 si le paragraphe 85(4), selon lequel la perte est présumée être nulle, ne s'appliquait pas,
- f) tout redressement que la personne qui était auparavant propriétaire du bien était tenu d'apporter au prix de base rajusté de ce bien, conformément au paragraphe 53(2) de la Loi.

Selon le paragraphe 84.1(2) de la Loi, l'alinéa 26(5)c) des RAIR ne s'applique pas aux fins de l'article 84.1 s'il y avait une disposition des actions à un contribuable autre qu'une corporation après le 31 mars 1977.

12. In addition to the above-noted adjustments required by the ITAR provisions, the subsequent owner must also make any adjustments required by section 53 of the Act while he actually owns the property in computing the adjusted cost base of the property at any particular time. The following illustrates the computation of the adjusted cost base of capital property pursuant to the provisions of subsection 26(5) of the ITAR. Each step in the calculation is keyed to the paragraph of this Bulletin where the relevant subject matter is discussed.

Assume

- A. Mr. X owned 100 shares of A Company on June 18, 1971 which he had acquired previously at a cost of \$10 per share.
- B. On December 3, 1971 Mr. X made a gift of the shares to his wife. The fair market value of the shares on December 3 was \$15 per share.
- C. The fair market value of the shares on Valuation Day, December 22, 1971 was \$17.
- D. On March 31, 1972 A Company makes an election pursuant to subsection 83(1) of the Act and pays a dividend out of tax paid undistributed surplus of \$4 per share.
- E. On June 30, 1972 Mrs. X sells the 100 shares to her son at fair market value at that time of \$16 per share.
- F. On February 1, 1973 A Company makes an election under subsection 83(1) of the Act and pays a dividend out of 1971 capital surplus of \$2 per share.
- G. On June 30, 1973, the son sells the shares on the open market for \$12 per share.

Calculation of the adjusted cost base of the A Company shares to Mrs. X on June 30, 1972, the date of sale to her son

Calculation of cost under subsection 26(3) of the ITAR (Paragraph 10)

Neither the greatest nor the least of:

(a) Actual cost to the original owner	
100 shares at \$10	\$1,000
(b) Fair market value on Valuation	
Day, 100 shares at \$17	\$1,700
(c) Proceeds of disposition,	
100 shares at \$16 \$1,600	
Add -	
adjustment to adjusted cost base	
required under subsection 53(2),	
100 shares at \$4 400	\$2,000
Cost (neither the greatest nor the least	
of (a), (b) or (c))	\$1,700

12. Outre les redressements mentionnés ci-dessus et requis par les dispositions des RAIR, le propriétaire suivant doit aussi apporter, pendant qu'il détient effectivement le bien, les redressements prescrits par l'article 53 de la Loi lorsqu'il calcule, à une date quelconque, le prix de base rajusté. L'exemple suivant illustre le calcul du prix de base rajusté d'un bien en immobilisations, en conformité des dispositions du paragraphe 26(5) des RAIR. Chaque étape du calcul correspond au numéro du présent bulletin qui traite de ce sujet.

Hypothèse

- A. M. X possédait 100 actions de la compagnie A le 18 juin 1971; il les avait auparavant acquises au coût de \$10 l'action.
- B. Le 3 décembre 1971, M. X fait don de ses actions à son épouse. La juste valeur marchande des actions le 3 décembre était de \$15 l'action.
- C. La juste valeur marchande des actions au Jour de l'évaluation, soit le 22 décembre 1971, s'établissait à \$17.
- D. Le 31 mars 1972, la compagnie A exerce un choix en vertu du paragraphe 83(1) de la Loi et verse un dividende sur son surplus non réparti et libéré d'impôt, ce dividende s'élevant à \$4 l'action.
- E. Le 30 juin 1972, Mme X vend à son fils les 100 actions à leur juste valeur marchande à cette date, soit \$16 l'action.
- F. Le 1er février 1973, la compagnie A exerce un choix en vertu du paragraphe 83(1) de la Loi et verse un dividende sur son surplus de capital de 1971, ce dividende s'élevant à \$2 l'action.
- G. Le 30 juin 1973, le fils vend les actions sur le marché libre au prix de \$12 l'action.

Calcul du prix de base rajusté des actions de la compagnie A pour Mme X le 30 juin 1972, date à laquelle elle les a vendues à son fils

Calcul du coût en vertu du paragraphe 26(3) des RAIR (numéro 10)

Montant qui n'est ni le plus élevé ni le moins élevé des trois montants suivants:

a) Coût effectif pour le premier propriétaire,
100 actions à \$10 \$1,000
b) Juste valeur marchande au Jour de
l'évaluation, 100 actions à \$17 \$1,700
c) Produit de la disposition,
100 actions à \$16 \$1,600
Ajouter —
Redressement du prix de base rajusté,
requis en vertu du paragraphe 53(2),
100 actions à \$4 400 \$2,000

100 actions à \$4

Coût (montant qui n'est ni le plus élevé ni le moins élevé de a), b) et c))

\$2,000

\$1,700

	11 1021(2			
Less adjustment on account of divide received from taxpaid undistributed surplus on March 31, 1972 required by subparagraph 53(2)(a)(i), 100 shares at \$4 (paragraph 12)	and \$ 400	Moins: Redressement par suite du dividende reçu sur le surplus non réparti et libéré d'impôt le 31 mars 1972, redressement prescrit par le sous-alinéa 53(2)a)(i) – 100 actions à \$4 (numéro 12)		\$ 400
Adjusted cost base	\$1,300	Prix de base rajusté		\$1,300
Calculation of capital gain to Mrs. X on to shares	he disposition	Calcul du gain en capital de Mme X lors de actions	la disposi	tion des
Proceeds of disposition Adjusted cost base	\$1,600 1,300	Produit de la disposition Prix de base rajusté		\$1,600 1,300
Capital gain	\$ 300	Gain en capital		\$ 300
Calculation of the adjusted cost base of the shares to the son on June 30, 1973, the of the open market		Calcul du prix de base rajusté des actions de pour le fils, le 30 juin 1973, date de la ver libre		
Calculation of cost under ITAR sui (paragraph 10) (see note 1)	bsection 26(3)	Calcul du coût en vertu du paragraphe (numéro 10) (voir remarque 1)	26(3) de:	s RAIR
Neither the greatest nor the least of: (a) Actual cost to the original owner.		Montant qui n'est ni le plus élevé ni le moins élevé des trois montants suivants:		
100 shares at \$10 (see note 2)	\$1,000	a) Coût effectif pour le premier propriétaire, 100 actions à \$10 (voir remarque 2)		\$1,000
(b) Fair market value on ValuationDay, 100 shares at \$17(c) Proceeds of disposition	\$1,700	b) Juste valeur marchande au Jour de l'évaluation, 100 actions à \$17c) Produit de la disposition,		\$1,700
	,200	100 actions à \$12 Ajouter	\$1,200	
Add - Adjustment to adjusted cost base required under subsection 53(2), 100 shares at \$2 - adjustment to adjusted cost base required to be made by the the previous owner (Mrs. X) under subsection 53(2)	200 400 \$1,800	- Redressement du prix de base rajusté, requis en vertu du paragraphe 53(2) - 100 actions à \$2 - Redressement du prix de base rajusté que le propriétaire précédent (Mme X) était tenu d'effectuer en vertu du paragraphe 53(2)	200	\$1,800
Cost (neither the greatest nor the least of (a), (b) or (c))	\$1,700	Coût (montant qui n'est ni le plus élevé ni le moins élevé de a), b) et c)		\$1,700
Add - capital gain realized by previous owner (paragraph 11(a))	300 \$2,000	Ajouter — Gain en capital réalisé par le propriétaire précédent (numéro 11a))		300 \$2,000
Deduct - adjustment required to be made in computing the adjusted cost base to the previous owner under subparagraph 53(2)(a)(i) (paragraph 11(f)) \$ - adjustment on account of dividend received from capital surplus on February 1, 1973 required by subparagraph 53(2)(a)(i), 100 shares at \$2 (paragraph 12)	200 \$ 600	Déduire - Redressement requis, lors du calcul du prinde base rajusté pour le propriétaire précédent, en vertu du sous-alinéa 53(2)a)(i) (numéro 11(f)) - Redressement par suite du dividende reçu sur le surplus de capital, le 1er février 19 redressement requis par le sous-alinéa 53(2)a)(i), 100 actions à \$2 (numéro 12)	\$ 400	\$ 600
Adjusted cost base	\$1,400	Prix de base rajusté		\$1,400

Calculation of capital loss to the son

Adjusted cost base	\$1,400
Proceeds of disposition	\$1,200
Capital loss	\$ 200

Note 1

Cost to the son must be computed under the median rule. The fair market value election is not available (paragraph 10).

Note 2

The actual cost to the original owner in the series of non-arm's length transactions applies, not the cost to the previous owner.

Note 3

The net capital gain realized of \$100 (Mrs. X's capital gain of \$300 less the son's capital loss of \$200) is the same as would have been realized by Mr. X had he held the shares continuously from June 18, 1971 until the date they were sold on the open market, June 30, 1973. The calculation is as follows:

Calculation of cost under ITAR subsection 26(3)

Neither the greatest nor the least of

	ual cost, 100 shares at \$10 market value on Valuation		\$1,000
. /	shares at \$17	J11	\$1,700
	ceeds of disposition, 100		42,700
shares at	A	\$1,200	
Add			
J	nents required under ion 53(2)		
(\$400 -	\$200)	600	\$1,800
Cost (ne	ither the greatest nor the		
,	(a), (b) or (c))		\$1,700
Deduct s	subsection 53(2) adjustmen	nts	600
Adjusted	cost base		\$1,100
Calculation	of Capital Gain		The second secon
Proceeds of o	-		\$1,200
Adjusted cos	t base		1,100
Capital gain			\$ 100
1 8 8 1 1 1			

Calcul de la perte en capital pour le fils

Prix de base rajusté	\$1,400
Produit de la disposition	1,200
Perte en capital	\$ 200

Remarque 1

Le coût pour le fils doit être calculé en vertu de la règle de la médiane. Il ne peut exercer le choix relatif à la juste valeur marchande (numéro 10).

Remarque 2

Il faut utiliser le coût effectif pour le premier propriétaire ayant participé à la série de transactions effectuées avec lien de dépendance, et non le coût pour le propriétaire précédent.

Remarque 3

Le gain net en capital qui a été réalisé, soit \$100 (c'est-à-dire le gain en capital de \$300 pour Mme X moins la perte en capital de \$200 pour le fils), équivaut à celui qu'aurait réalisé M. X s'il avait détenu les actions sans interruption depuis le 18 juin 1971 jusqu'à la date où elles ont été vendues sur le marché libre, soit le 30 juin 1973. Le calcul s'effectue de la manière suivante:

Calcul du coût en vertu du paragraphe 26(3) des RAIR

current out of the purification of the		
Montant qui n'est ni le plus élevé ni le moins élevé des trois montants suivants:		
a) Coût effectif, 100 actions à \$10		\$1,000
b) Juste valeur marchande au Jour de		
l'évaluation, 100 actions à \$17		1,700
c) Produit de la disposition,		
100 actions à \$12	\$1,200	
Ajouter - Redressements requis en vertu du paragraphe 53(2)		
(\$400 + \$200)	600	\$1,800
Coût (montant qui n'est ni le plus élevé ni le moins élevé de a), b) et c)		\$1,700
Déduire les redressements en vertu du paragraphe 53(2)		600
Prix de base rajusté		\$1,100
Calcul du gain en capital		
Produit de la disposition		\$1,200
Prix de base rajusté		1,100
Gain en capital		\$ 100





D'INTERPRÉTATION

SUBJECT: INCOME TAX ACT

Stock Exchange Transactions
Date of Disposition of Shares

OBJET: LOI DE L'IMPÔT SUR LE REVENU Opérations boursières Date de disposition des actions

SERIAL NO: IT-133 DATE: November 30, 1973

REFERENCE: Subparagraph 54(c)(i)

No DE SÉRIE: IT-133 DATE: le 30 novembre 1973

RENVOI: Sous-alinéa 54c)(i)

1. Late in December 1972, the Department issued a press release concerning the trade date-settlement date question, which stated that a study would be made to determine the date of disposition of a security traded on a stock exchange. As the question could not be resolved before the end of the year, the press release contained the following statement:

"To remove the difficulties this uncertainty may cause, the Department will for 1971 and 1972 act on the assumption that the 'trade date' is the date of disposition for income tax purposes. Should the outcome of the legal study indicate that this was wrong, anyone who prefers to have the legal date used in respect of his own transactions may so elect and his returns will be assessed or adjusted accordingly."

- 2. The Department's study of the trade date-settlement date question has now been completed. For the usual transactions on a Stock Exchange there is a disposition and acquisition of shares traded on a Stock Exchange, by the vendor and purchaser, respectively, on the settlement date which is the time designated by the Stock Exchange, usually two or three days subsequent to the trade date, on or before which the vendor is required to deliver the share certificates and the purchaser is required to make payment therefore.
- 3. The basis for this determination is that "disposition" is defined generally in the Income Tax Act as "any transaction or event entitling a taxpayer to proceeds of disposition of property" (subparagraph 54(c)(i)) and thus, for purposes of the Act, a disposition does not take place until the vendor is entitled to the proceeds from the disposition, i.e., on the settlement date.
- 4. A necessary ramification of the restricted meaning of the word "disposition" for Income Tax purposes is that a disposition and acquisition become concurrent events. Until the purchaser is required to turn over the purchase money on the date fixed for entitlement, the vendor will not be taken to have disposed of the property and the purchaser cannot acquire the property.

- 1. Vers la fin du mois de décembre 1972, le Ministère émettait un communiqué de presse traitant de la question de la date de négociation et de la date de liquidation; dans ce communiqué, on disait qu'une étude serait entreprise afin d'établir la date de disposition d'une valeur négociée dans une bourse. Comme le problème ne pouvait être réglé avant la fin de l'année, le communiqué affirmait en outre, afin de prévenir les difficultés résultant de cette incertitude, que le Ministère, pour 1971 et 1972, considérerait la "date de négociation" comme étant la date de disposition aux fins de l'impôt sur le revenu. Advenant que l'étude sur les aspects juridiques de la question en arrive à la conclusion que le Ministère était dans l'erreur, toute personne préférant qu'on utilise la date légale à l'égard de ses propres opérations pouvait exercer un choix à cet effet et la cotisation de ses déclarations serait établie ou redressée en conséquence.
- 2. L'étude que le Ministère a menée sur la question de la date de négociation et de liquidation est maintenant terminée. Dans le cas d'opérations boursières ordinaires, il se produit une disposition et une acquisition d'actions négociées en bourse, respectivement par le vendeur et par l'acheteur, à la date de liquidation, qui est désignée par la bourse de valeurs ellemême; cette date se situe habituellement deux ou trois jours après la date de négociation et c'est au plus tard à ce moment que le vendeur est tenu de transmettre les certificats d'actions et l'acheteur tenu d'en faire paiement.
- 3. Cette conclusion est basée sur le fait que la Loi de l'impôt sur le revenu désigne, en général, une "disposition" comme étant "toute opération ou tout événement donnant droit au contribuable au produit de la disposition de biens" (sous-alinéa 54c)(i)); c'est pourquoi, aux fins de la Loi, il n'y a pas disposition avant que le vendeur n'ait droit au produit de celle-ci, soit à la date de liquidation.
- 4. Vu la limitation du sens du terme "disposition" aux fins de l'impôt sur le revenu, il découle nécessairement qu'une disposition et une acquisition deviennent deux événements simultanés. Jusqu'au moment où l'acheteur est tenu de verser le montant de l'achat, soit à la date fixée pour la transmission du titre de possession, le vendeur ne sera pas considéré comme ayant disposé des biens en question et l'acheteur ne peut acquérir ces biens.

- 5. An exception to the main rule in paragraph 2 is a "cash sale" in which the sale is completed on the same day that the trade goes through the exchange, and there is both a delivery of, and a payment for, the share certificates on the same day of the contract for sale, i.e., the trade date. In effect, the trade date and settlement date are one and the same in such a transaction.
- 6. In those cases where arrangements are made between vendor, purchaser and their brokers for a further delay prior to delivery and payment, the disposition and acquisition will be at a date subsequent to "settlement date", namely the date on which delivery and payment are effected.
- 7. A broker may actually pay the vendor before settlement date but in that case the broker is in effect merely advancing money to his client to be offset when the broker is paid by the purchaser's broker.
- 8. The general rule does not apply to transactions not conducted through an Exchange and the treatment of these transactions will depend on the facts of the particular case.

1972 Returns

- 9. As indicated in the press release, taxpayers may ask to have their 1972 returns adjusted from the "trade date" to the "settlement date" basis. Requests for adjustments should be made by letter, duly signed by the taxpayer and addressed to his District Taxation Office, requesting the re-assessment and disclosing all necessary details in support of the change. Note that this will require reclassifying those transactions occurring over the 1971-1972 taxation year-end as well as those occurring over the 1972-1973 taxation year-end. The Department will consider all such requests received on or before April 30, 1974. Election forms will not be provided by the Department for this purpose.
- 10. Notwithstanding the press release, some taxpayers have filed their 1972 returns on the basis of settlement date. They will be considered to have requested an adjustment under paragraph 9 above and no further action is required on their part.

1973 and subsequent returns

11. The following guidelines are offered in regard to the filing of returns for 1973 and subsequent taxation years:

(a) Transactions where the trade date fell in the 1972 taxation year and the settlement date in the 1973 taxation year will be considered to be 1972 transactions if the 1972 return is assessed on the trade date basis and 1973 transactions if the 1972

- 5. On a excepté de la règle générale mentionnée au paragraphe 2 une "vente au comptant" où la vente est complétée le jour même où l'opération s'effectue à la bourse et où il y a à la fois une livraison et un paiement des certificats d'actions, ce le jour même où est conclu le contrat de vente, soit la date de négociation. Dans les circonstances d'une telle opération, la date de négociation et la date de liquidation sont en effet identiques.
- 6. Dans les cas où le vendeur, l'acheteur et leurs courtiers prennent des dispositions pour retarder plus longtemps la livraison et le paiement, la disposition et l'acquisition tomberont à une date postérieure à la "date de liquidation", soit à la date à laquelle la livraison et le paiement sont réellement faits.
- 7. Il se peut qu'un courtier paie réellement le vendeur avant la date de liquidation mais, dans ce cas, il s'agit plutôt, dans les faits, d'une avance de fonds du courtier à son client et cette avance sera compensée au moment où le courtier sera payé par le courtier de l'acheteur.
- 8. La règle générale ne s'applique pas aux opérations qui ne sont pas faites par l'intermédiaire d'une bourse. Leur traitement dépendra des circonstances particulières de chaque cas.

Déclarations de 1972

- 9. Comme l'indiquait le communiqué de presse, les contribuables peuvent demander qu'on redresse leurs déclarations de 1972 pour que le calcul soit fait d'après la "date de liquidation" plutôt que "la date de négociation". Ces demandes de redressement doivent être faites par écrit, être dûment signées par le contribuable et adressées à son bureau de district d'impôt; la demande doit porter sur la nouvelle cotisation à établir et indiquer tous les détails nécessaires à l'appui du changement. Il est à remarquer que cette procédure exigera une nouvelle classification aussi bien des opérations effectuées à la fin de l'année d'imposition 1971-1972 que de celles coïncidant avec la fin de l'année d'imposition 1972-1973. Le Ministère s'engage à étudier toutes les demandes de ce genre qu'il aura reçues au plus tard le 30 avril 1974, mais ne fournira pas de formules de choix à cette fin.
- 10. Nonobstant le communiqué de presse, certains contribuables ont produit leurs déclarations de 1972 en se basant sur la date de liquidation. Ces contribuables seront considérés comme ayant demandé le redressement mentionné au paragraphe 9 ci-dessus et n'auront aucune mesure supplémentaire à prendre.

Déclarations de 1973 et des années suivantes

- 11. Nous vous proprosons les directives suivantes pour la production des déclarations des années d'imposition 1973 et suivantes:
 - a) Les transactions où la date de négociation tombe dans l'année d'imposition 1972 et la date de liquidation dans l'année d'imposition 1973 seront considérées comme étant des transactions de 1972, si la cotisation de la déclaration de 1972 est établie d'après la date de

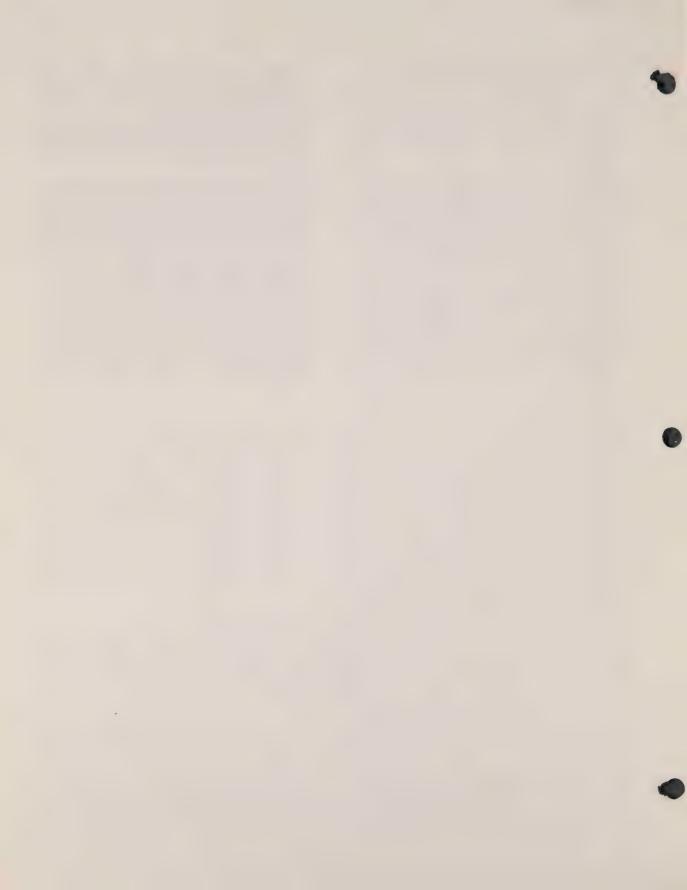
IT-133 3

return is assessed on the settlement date basis. Taxpayers should guard against duplication.

- (b) Transactions where the trade date falls in the 1973 taxation year and the settlement date in the 1974 taxation year will be considered to be 1974 transactions for all taxpayers.
- (c) Taxpayers who file their 1973 returns prior to April 30, 1974 are asked to make every effort to prepare them on the basis of settlement date. Those unable to do so should nevertheless file their returns by their usual due date and should submit any additional information necessary to ensure assessment on the basis of settlement date by letter to their District Taxation Office no later than April 30, 1974.
- (d) Returns for 1974 and subsequent taxation years must be prepared on the basis of settlement date whereas 1973 returns must be prepared on the basis of (a) and (b) above, which in some cases will require the beginning of the year on the trade date basis and the year-end on settlement date basis.

négotiation, ou comme étant des transactions de 1973, si la cotisation de la déclaration de 1972 est établie suivant la date de liquidation. Les contribuables doivent prendre garde d'éviter toute duplication.

- b) Les transactions dont la date de négociation tombe dans l'année d'imposition 1973 et la date de liquidation dans l'année d'imposition 1974 seront considérées comme étant des transactions de 1974 pour tous les contribuables.
- c) Nous prions les contribuables qui produisent leurs déclarations de 1973 avant le 30 avril 1974 de s'efforcer de les établir d'après la date de liquidation. Les contribuables pour qui la chose est impossible doivent encore produire leurs déclarations à leur date habituelle et faire part de tous renseignements supplémentaires pour assurer que la cotisation puisse être établie selon la date de liquidation à l'aide d'une lettre envoyée à leur bureau de district d'impôt au plus tard le 30 avril 1974.
- d) Les déclarations des années d'imposition 1974 et suivantes doivent être établies d'après la date de liquidation, tandis que les déclarations de 1973 doivent l'être suivant a) et b) ci-dessus ce qui, dans certains cas, exigera qu'on calcule le début de l'année d'après la date de négotiation et la fin de l'année d'après la date de liquidation.



INTERPRETATION

BULLETIN

D'INTERPRÉTATION

SUBJECT: INCOME TAX ACT

Capital Gains and Losses of Dispositions of Business Property by an Individual

SERIAL NO. IT-134R

DATE: November 24, 1975

REFERENCE: Paragraph 3(b)

OBJET: LOI DE L'IMPÔT SUR LE REVENU

Gains et pertes en capital résultant de la disposition, par un particulier, de biens utilisés dans une

entreprise.

IT-134 du 3 décembre 1973.

Nº DE SÉRIE: IT-134R

DATE: le 24 novembre 1975

RENVOI: Alinéa 3b)



This bulletin replaces and cancels Interpretation Bulletin IT-134 dated December 3, 1973.

- 1. The purpose of this Bulletin is to indicate the time when an individual reports capital gains and losses on dispositions of business property where he is a sole proprietor of a business that has a fiscal period not coinciding with a calendar year.
- 2. For an individual, a taxation year, as defined in paragraph 249(1)(b), is a calendar year. Since taxable capital gains and allowable capital losses are excluded from business income and business losses by paragraph 3(b), they should not be reported on the basis of a fiscal period even if they arose on disposition of property used in the business. They should be reported in the calendar year of the individual in which the disposition falls.
- 3. On the other hand, recapture of capital cost allowance is reported on the basis of a fiscal period of a business

- 1. Le présent bulletin a pour but d'indiquer la date à laquelle un particulier doit faire état des gains et pertes en capital résultant de la disposition de biens utilisés dans une entreprise, lorsqu'il est l'unique propriétaire d'une entreprise dont l'exercice financier ne coıncide pas avec l'année civile.
- 2. Dans le cas d'un particulier, l'année d'imposition, selon la définition qu'en donne l'alinéa 249(1)b), coıncide avec l'année civile. Les gains et pertes en capital imposables étant exclus du revenu tiré d'une entreprise en vertu de l'alinéa 3b), il ne faut pas les déclarer d'après l'exercice financier, même s'ils ont résulté de la disposition de biens utilisés dans l'entreprise. Il faut en faire état dans l'année civile du particulier au cours de laquelle s'est produite la disposition.
- 3. D'autre part, il faut déclarer toute récupération de la déduction pour amortissement suivant l'exercice financier d'une entreprise.



MINISTÈRE DU REVENU NATIONAL, IMPÔT

INTERPRETATION

BULLETIN

D'INTERPRÉTATION

SUBJECT: INCOM

INCOME TAX ACT
"Investment Interest" of a Sole Proprietor

OBJET:

.: LOI DE L'IMPOT SUR LE REVENU
"Participation aux investissements" d'un unique propriétaire

SERIAL NO: IT-135 DATE: December 5, 1973 NODE SÉRIE: IT-135 DATE: le 5 décembre 1973

REFERENCE: Section 23 of the Income Tax Application Rules, RENVOI: Article 23 des Règles de 1971 concernant l'application de l'impôt sur le revenu (RAIR)

- 1. Pursuant to section 23 of the ITAR, a sole proprietor of a professional business carried on in Canada in a taxation year is entitled to deduct, as a reserve in respect of his "1971 receivables", an amount not exceeding the lesser of
 - (a) the amount of that reserve deducted in computing his income from the business for the immediately preceding taxation year, and
 - (b) his "investment interest" in the business at the end of the taxation year,

The proprietor's "investment interest" is the total of his accounts receivable (previously included in his income) at the end of the fiscal period of that business that ends in the taxation year minus the reserve for doubtful accounts for the year claimed under paragraph 20(1)(1) of the Act.

- 2. Where a taxpayer ceased to be a member of a partnership in a professional business and commenced to carry on the same professional business as a sole proprietor, and he received, as proceeds of disposition of his former partnership interest, accounts receivable of the partnership that were previously included in its income, the Department considers that, for the purpose of calculating the reserve under section 23, such accounts receivable have been previously included in the proprietor's income.
- 3. It should be noted that if the sole proprietor ceases to be a member of the partnership before the end of its fiscal period that ended in a particular calendar year, he must have a fiscal period ending in the particular calendar year to be able to claim the above-mentioned reserve.

- 1. En vertu de l'article 23 des RAIR, un propriétaire unique d'une entreprise qui est une profession libérale, exploitée au Canada au cours d'une année d'imposition, est autorisé à déduire, à titre de réserve à l'égard de "ses sommes à recevoir pour 1971", une somme ne dépassant pas le moins élevé des montants suivants:
 - a) le montant de cette réserve déduit lors du calcul de son revenu provenant de l'entreprise pour l'année d'imposition précédente, et
 - b) sa "participation aux investissements" dans l'entreprise à la fin de l'année d'imposition.

La "participation aux investissements" du propriétaire est le total de ses sommes à recevoir (déjà incluses dans son revenu) à la fin de l'exercice financier de cette entreprise se terminant au cours de l'année d'imposition, moins la provision pour créances douteuses, pour cette année, en vertu de l'alinéa 20(1)1) de la Loi.

- 2. Lorsqu'un contribuable a cessé d'être membre d'une société dans une entreprise qui est une profession libérale et a commencé à exploiter la même entreprise à titre de propriétaire unique, et qu'il a reçu, comme produit de la disposition de sa participation dans la société, des comptes à recevoir par la société qui étaient déjà inclus dans son revenu, le Ministère considère qu'aux fins du calcul de la réserve en vertu de l'article 23, ces comptes à recevoir ont déjà été inclus dans le revenu du propriétaire.
- 3. A remarquer que si le propriétaire unique cesse d'être membre de la société avant la fin de son exercice financier se terminant au cours d'une année civile donnée, il doit avoir un exercice financier se terminant au cours de l'année civile donnée pour pouvoir réclamer la réserve susmentionnée.



SUBJECT: INCOME TAX ACT

"Investment Interest" in a Professional Busi-

OBJET: LOI DE L'IMPÔT SUR LE REVENU

«Participation aux investissements» dans une entreprise

de profession libérale

DATE: March 16, 1981 NO: IT-135R

REFERENCE: Subsections 23(3) - (5) of the Income Tax

Applications Rules

DATE: le 16 mars 1981 Ne: IT-135R RENVO Paragraphes 23(3) à (5) des Règles concernant l'applietion de l'impôt sur le revenu

This bulletin cancels and replaces Interpretation Bulletin IT-135 dated December 5, 1973.

- 1. Pursuant to ITAR 23(3), a taxpayer who carries on a professional business in Canada in a taxation year is entitled to deduct, in respect of his 1971 receivables, an amount not exceeding the lesser of
 - (a) the amount of that deduction allowed in computing his income from the business for the immediately preceding taxation year, and
 - (b) his investment interest in the business at the end of the taxation year.

In any particular taxation year, a taxpayer may, of course, claim a deduction less than the maximum provided above. However, once he claims a lesser amount he imposes a new and lesser limit for future years through the operation of (a).

- At the end of a particular taxation year, a proprietor's investment interest in his professional business is the total of accounts receivable (previously included in his income) at the end of the fiscal period of the business that ends in the taxation year minus the related reserve for doubtful accounts for the year claimed under paragraph 20(1)(1) of the Act. A partner's investment interest at the end of a taxation year in a professional business carried on by a partnership of which he is a member is the adjusted cost base of his interest in such partnership immediately after the end of the fiscal period of the partnership ending in that taxation year. The topic of a corporation's investment interest in a professional business is discussed in 10 below.
- Where a taxpayer ceased to be a member of a partnership in a professional business and commenced to carry on the same professional business as a sole proprietor, and he received, as proceeds of disposition of his former partnership interest, accounts receivable of the partnership that were previously included in its income, the Department considers that, for the purposes of calculating the deduction under ITAR 23(3), such accounts receivable have been previously included in the proprietor's income.

Le présent bulletin annule et remplace le bulletin d'interprétation IT-135 du 5 décembre 1973.

- En vertu du paragraphe 23(3) des RAIR, un contribuable qui exploite une entreprise de profession libérale au Canada au cours d'une année d'imposition est autorisé à déduire, à l'égard de ses sommes à recevoir pour 1971, une somme ne dépassant pas le moindre des montants suivants:
 - a) le montant de la déduction admise lors du calcul du revenu tiré de l'entreprise pour l'année d'imposition précé-
 - b) sa participation aux investissements dans l'entreprise à la fin de l'année d'imposition.

Un contribuable peut évidemment réclamer, dans une année d'imposition donnée, une somme inférieure au plafond établi ci-dessus. Toutefois, s'il réclame un montant inférieur, celui-ci a, par l'application de a) ci-dessus, une influence directe sur la déduction admissible pour les années subséquentes.

- À la fin d'une année d'imposition donnée, la participation aux investissements d'un propriétaire unique dans une entreprise de profession libérale correspond au total des sommes à recevoir (déjà inclus dans son revenu) à la fin de l'exercice financier de l'entreprise se terminant dans l'année d'imposition, moins la provision pour créances douteuses demandée pour l'année en vertu de l'alinéa 20(1)1) de la Loi. La participation aux investissements d'un associé à la fin d'une année d'imposition, dans une entreprise de profession libérale exploitée par une société dont il est membre, correspond au prix de base rajusté de sa participation dans la société immédiatement après la fin de l'exercice financier de la société se terminant dans l'année d'imposition en question. Le numéro 10 ci-dessous traite de la participation aux investissements d'une corporation dans une entreprise de profession libérale.
- Lorsqu'un contribuable a cessé d'être membre d'une société qui exploitait une entreprise de profession libérale, et a commencé à exploiter la même entreprise à titre de propriétaire unique, et qu'il a reçu, à titre de produit de la disposition de sa participation dans la société, des sommes à recevoir qui ont déjà été incluses dans le revenu de la société, le Ministère considère que ces sommes à recevoir ont déjà été incluses dans le revenu du propriétaire unique aux fins du calcul de la déduction prévue au paragraphe 23(3) des RAIR.

Carrying on Business

4. For purposes of ITAR 23(5) a taxpayer is deemed by virtue of ITAR 23(4.1) to be carrying on business in Canada by means of a partnership:

(a) where a partnership terminates and, by virtue of subsection 98(1), it is deemed to continue to exist and each partner is deemed to have an interest in the partnership until all partnership property has been distributed to all persons entitled thereto, or

(b) where a taxpayer withdraws from an ongoing partnership and, by virtue of subsection 98.1(1), he is deemed to continue to have an interest in the partnership until all his rights to receive any property in satisfaction of his interest are satisfied in full (except where his right is a right to receive a share of the income or loss of the partnership under an agreement referred to in subsection 96(1.1)).

It should be noted that the circumstances described in (a) and (b) above may continue to exist for many years. Where this occurs, the taxpayer will continue to have an investment interest in the business during that time.

5. It is a question of fact for purposes of ITAR 23(4) whether or not a taxpayer has ceased to carry on a business that is a profession. However, where a taxpayer who practised his profession either through a proprietorship or a partnership has ceased to carry on the activities normally inherent in such a practice, he will be considered to have ceased to carry on that business notwithstanding the fact that he may thereafter continue to collect, or to participate in the proceeds from collection of, accounts receivable which arose in the course of that business.

Deferment of Fiscal Year End

6. Where a taxpayer who carries on a profession as a sole proprietor has more than one fiscal period ending in the same taxation year, his investment interest at the end of that year, in respect of the proprietorship, is equal to the total of accounts receivable of the business outstanding at the end of the latest fiscal period ending in that taxation year less the reserve claimed under paragraph 20(1) (1). However, where the taxpayer elects, when he has the right to do so, to defer the latest fiscal period so that it will be deemed to end in the following taxation year, his investment interest will be determined at the end of the earlier fiscal period ending in the current taxation year. For example, A carries on his profession as a sole proprietor with a fiscal year ending March 31. On July 31, 1980, he sells his practice, including the outstanding accounts receivable. He, of course, now has two fiscal periods ending in 1980. As he has no outstanding accounts receivable from the business at the end of the second fiscal period his investment interest for 1980, in respect of the proprietorship is nil. However, if he elects pursuant to subsection 25(1), then the second fiscal period will be deemed to end on March 31, 1981, and his investment interest, in respect of the proprietorship for 1980, will be determined by reference to the accounts receivable of the business outstanding as at March 31, 1980.

Exploitation de l'entreprise

- 4. Le paragraphe 23(4.1) des RAIR stipule qu'aux fins du paragraphe 23(5) des RAIR, un contribuable est réputé exploiter une entreprise au Canada par l'entremise d'une société
 - a) lorsqu'une société cesse d'exister, mais qu'en vertu du paragraphe 98(1), elle est réputée continuer d'exister et que chaque associé est réputé détenir une participation dans la société jusqu'au moment où tous ses biens sont distribués aux personnes qui y ont droit, ou
 - b) lorsqu'il se retire d'une société qui continue d'exister mais qu'en vertu du paragraphe 98.1(1) il est réputé continuer de détenir une participation dans la société jusqu'au moment où tous ses droits de recevoir des biens en contrepartie de sa participation dans la société sont acquittés (sauf lorsqu'il s'agit d'un droit de toucher une part du revenu ou de la perte de la société en vertu d'une entente prévue au paragraphe 96(1.1)).

Il est à noter que les circonstances décrites en a) et b) ci-dessus peuvent subsister pendant de nombreuses années. Si c'est le cas, le contribuable continue de détenir une participation aux investissements dans l'entreprise pendant tout ce temps.

5. C'est une question de faits à savoir si un contribuable a cessé d'exploiter une entreprise de profession libérale aux fins du paragraphe 23(4) des RAIR. Toutefois, lorsqu'un contribuable qui exerçait sa profession par l'entremise d'une entreprise individuelle ou d'une société cesse d'exercer les activités qui sont normalement liées à sa profession, on estime qu'il a cessé d'exploiter l'entreprise même s'il continue à recouvrer les sommes à recevoir découlant des activités de l'entreprise en question ou encore qu'il continue à toucher le produit de recouvrement de telles sommes.

Report de la date de fin d'exercice

Lorsqu'un contribuable qui exploite une entreprise de profession libérale en tant que propriétaire unique a plus d'un exercice financier se terminant dans la même année d'imposition, sa participation aux investissements dans l'entreprise individuelle à la fin de l'année correspond au total des sommes à recevoir de l'entreprise à la fin du dernier exercice financier se terminant dans l'année d'imposition, moins la provision déduite en vertu de l'alinéa 20(1)1). Toutefois, si le contribuable choisit, à juste titre, de reporter la date de la fin du dernier exercice financier de sorte qu'il soit réputé prendre fin dans l'année d'imposition suivante, on calculera sa participation aux investissements à la fin du premier exercice se terminant dans l'année d'imposition en cours. Par exemple, A exploite une entreprise individuelle de profession libérale dont l'exercice prend fin le 31 mars. Le 31 juillet 1980, A vend l'entreprise, y compris les sommes à recevoir. Il a maintenant deux exercices qui prennent fin en 1980 et comme l'entreprise n'a aucune somme à recevoir à la fin du deuxième exercice, sa participation aux investissements dans l'entreprise individuelle pour 1980 est nulle. Toutefois, s'il exerce un choix en vertu du paragraphe 25(1), le deuxième exercice sera réputé prendre fin le 31 mars 1981 et sa participation aux investissements dans l'entreprise individuelle pour 1980 sera calculée en rapport avec les sommes à recevoir de l'entreprise au 31 mars 1980.

IT-135R 3

- 7. Regarding a partnership of which he is a partner, a taxpayer may, of course, also have more than one fiscal period ending in a calendar year. Interpretation Bulletin IT-358, entitled "Partnerships Deferment of Fiscal Year End", describes some of these situations and indicates when an election to defer the year end of a fiscal period to the following year may be made. Where a taxpayer does not make such an election, his investment interest in respect of the partnership is the adjusted cost base of his partnership interest immediately after the end of the last fiscal period ending in the taxation year. However, where the taxpayer does make such an election, the latest fiscal period is ignored for purposes of calculating his investment interest in the partnership for the current taxation year.
- 8. Where in a taxation year a taxpayer carries on his profession by means of being a partner in more than one partnership at the same time, or by means of being a partner in one or more partnerships and a sole proprietor at the same time, or he changes during the year from one form to the other or from one partnership to another, the Department considers, for the purpose of ITAR 23(3), that he is carrying on the same business. In any taxation year, when any of these combinations occur, the taxpayer's investment interest, for purposes of computing his ITAR 23(3) deduction, is the total of his investment interests in respect of his sole proprietorship and in respect of each applicable partnership.
- 9. One of the prerequisites to qualifying for an ITAR 23(3) deduction in a particular taxation year is that a taxpayer must have an investment interest in a professional business at a fiscal year-end of the firm ending in that particular taxation year. For example, if a partner ceases to be a member of a partnership before the end of its fiscal period that ended in a particular taxation year, with no further interest in the firm after that time, then he has no investment interest in the partnership in that particular taxation year. However, where he immediately thereafter commences to practice the same profession as a sole proprietor, the proprietorship must have a fiscal period ending in the particular taxation year in order for the taxpayer to have an investment interest in a professional business in that year. The latter will be unnecessary if the partner ceases to be a member of the partnership after, instead of before, the end of its fiscal period ending in the particular taxation year, or if the partnership is wound up sometime after its fiscal year end and the partner makes a subsection 99(2) election. The same principles apply if a taxpayer switches practising his profession from one partnership to another, or from a sole proprietorship to a partnership.

Corporations

10. Where a corporation carries on a business that is a profession, its investment interest in the business will be the lesser of

- 7. Il se peut également qu'un contribuable membre d'une société ait plus d'un exercice financier prenant fin dans une année civile. Le bulletin d'interprétation IT-358, «Sociétés ajournement de la fin de l'année financière», décrit certaines situations de cette nature et précise les cas où l'on peut choisir de reporter la fin d'un exercice financier à l'année suivante. Si le contribuable n'exerce pas un tel choix, sa participation aux investissements relativement à la société correspond au prix de base rajusté de sa participation dans la société immédiatement après la fin du dernier exercice financier se terminant dans l'année d'imposition. Toutefois, lorsque le contribuable exerce le choix prévu, on ne tient pas compte du dernier exercice financier aux fins du calcul de sa participation aux investissements dans la société pour l'année d'imposition en cours.
- 8. Lorsque, dans une année d'imposition, un contribuable qui exerce une profession libérale est simultanément membre de plusieurs sociétés, ou qu'il est au même moment membre d'une ou de plusieurs sociétés et propriétaire unique, ou qu'il cesse d'être membre d'une société pour devenir propriétaire unique ou l'inverse, ou encore qu'il passe d'une société à une autre au cours de l'année, le Ministère considère qu'il exploite toujours la même entreprise aux fins du paragraphe 23(3) des RAIR. Lorsqu'une situation de ce genre se présente dans une année d'imposition donnée, la participation aux investissements du contribuable, aux fins de la déduction prévue au paragraphe 23(3) des RAIR, correspond au total des participations aux investissements dans l'entreprise individuelle et dans chacune des sociétés.
- Pour avoir droit à la déduction prévue au paragraphe 23(3) des RAIR dans une année d'imposition donnée, le contribuable doit notamment détenir une participation aux investissements dans une entreprise de profession libérale à la fin d'un exercice financier de l'entreprise se terminant dans l'année d'imposition en cause. Par exemple, si un associé cesse d'être membre d'une société avant la fin de l'exercice financier se terminant dans une année d'imposition donnée et qu'il ne détient par la suite aucune participation dans l'entreprise, sa participation aux investissements dans la société pour l'année d'imposition donnée est nulle. Toutefois, s'il commence immédiatement à exercer la même profession en tant que propriétaire unique, le contribuable ne détient une participation aux investissements dans une entreprise de profession libérale cette année-là que si un exercice financier de l'entreprise individuelle prend fin dans l'année d'imposition donnée. Ces dispositions ne s'appliquent pas lorsque l'associé cesse d'être membre de la société après, et non avant, la fin de l'exercice financier se terminant dans l'année d'imposition en cause ou lorsque la société fait l'objet d'une liquidation à un moment donné après la fin de son exercice financier et que l'associé exerce un choix en vertu du paragraphe 99(2). Ces principes s'appliquent lorsqu'un contribuable devient membre d'une autre société ou qu'il cesse d'exploiter une entreprise individuelle pour devenir membre d'une société.

Corporations

10. Lorsqu'une corporation exploite une entreprise de profession libérale, sa participation aux investissements dans l'entreprise correspond au moindre des montants suivants:

- (a) the amount that would be determined if the provisions to determine an investment interest in a proprietorship or in a partnership were applicable, depending on whether the corporation carried on the business on its own or in partnership with others, and
- (b) the maximum amount provided by ITAR 23(5) (b) (ii) which is gradually reduced until it is eliminated. For example, for the taxation year ending in 1972 the maximum is 90% of the corporation's 1971 professional accounts receivable, in 1973 it is 80% of the 1971 receivables, in 1974 70% and so on.
- 11. Where after 1971 an individual practising a profession as a sole proprietor decides to incorporate and, pursuant to section 85, rolls all his business assets, including his 1971 receivables, if any, into a Canadian corporation, the corporation, whether or not it carries on a profession, is not eligible to claim a deduction pursuant to ITAR 23(3) as the deduction is limited to the amount deducted by the taxpayer in the previous year. The corporation is another taxpayer and there are no provisions providing for the deduction to pass from the individual to the corporation.
- 12. Where a corporation that carries on a professional business is wound-up, its 1971 receivables and investment interest in the business, as defined in ITAR 23 (5) (b) and (c) respectively, do not pass to any shareholder. In addition, where in a taxation year a corporation in these circumstances transfers all its property, including its professional accounts receivable, to its shareholders, it no longer has an investment interest in the business at the end of that year and accordingly ceases to qualify for an ITAR 23(3) deduction in that year. The corporation is, of course, required to include in computing its income for that taxation year any amount allowed to be claimed as a deduction pursuant to ITAR 23(3) in the immediately preceding taxation year.

- a) la somme qui serait établie conformément aux dispositions relatives à la participation aux investissements dans une entreprise individuelle ou d'une société, selon que la corporation exploite l'entreprise seule ou en tant qu'associée, si ces dispositions étaient applicables; ou
- b) le solde dégressif du plafond établi au sous-alinéa 23(5)b)(ii) des RAIR jusqu'à son élimination. Par exemple, pour l'année d'imposition prenant fin en 1972, le plafond correspond à 90% des sommes à recevoir pour 1971 de l'entreprise de profession libérale de la corporation; en 1973, il correspond à 80% des sommes à recevoir pour 1971; en 1974, à 70% des sommes à recevoir pour 1971 et ainsi de suite.
- 11. Lorsque, après 1971, un particulier qui exploite une entreprise individuelle de profession libérale décide de constituer une corporation et, qu'en vertu de l'article 85, il transfère tous les biens de son entreprise, y compris les sommes à recevoir pour 1971, à une corporation canadienne, la corporation, qu'elle exerce ou non une profession libérale, ne peut demander une déduction en vertu du paragraphe 23(3) des RAIR étant donné que cette déduction ne peut dépasser la somme déduite par le contribuable l'année précédente. La corporation est considérée comme un autre contribuable et aucune disposition ne prévoit le transfert de la déduction entre le particulier et la corporation.
- 12. Lorsqu'une corporation exploitant une entreprise de profession libérale fait l'objet d'une liquidation, les sommes à recevoir pour 1971 et la participation aux investissements dans l'entreprise, selon les définitions données respectivement aux alinéas 23(5)b) et c) des RAIR, ne sont pas transmises à un actionnaire. De plus, lorsque dans de telles circonstances une corporation transfère dans une année d'imposition tous ses biens aux actionnaires, y compris les sommes à recevoir de l'entreprise de profession libérale, elle ne détient plus une participation aux investissements dans l'entreprise à la fin de l'année et, par conséquent, ne peut demander de déduction en vertu du paragraphe 23(3) des RAIR. La corporation doit évidemment inclure dans son revenu pour l'année d'imposition en cause toute somme déduite en vertu du paragraphe 23(3) des RAIR au cours de l'année d'imposition précédente.

and 75.1

INTERPRETAT

N'INTERPRETATION

SUBJECT: INCOME TAX ACT

Transfers of Property to a Spouse, Child or Minor

OBJET LOI DE L'IMPÔT SUR LE REVENU

Transferts de biens à un conjoint, à un enfant ou à

un mineur

SERIAL NO: IT-136 DATE:

December 10, 1973

IT-136

le 10 décembre 1973

REFERENCE:

Section 73, subsection 74(1) and (2), sections 75 RENVOI:

Article 73, paragraphes 74(1) et (2), article 75 et

- 1. Subsection 74(1) provides that the income from property transferred to the transferor's spouse or a person who has since became his spouse (whether transferred directly or indirectly by any means whatever including trusts and provisions in marriage contracts) is taxable as income of the transferor and not the transferee while the former is a resident of Canada. Income from property substituted for the transferred property continues to be so taxed. Sales at fair market value made prior to 1972 as described in paragraph 5 below are excepted.
- 2. Subsections 73(1) and (2) provide in effect, that where capital property is transferred after 1971 to a spouse or to an exclusive lifetime trust for the spouse at a time when the spouse or trust, as the case may be, and the transferor were both resident in Canada, any recapture of capital cost allowance on depreciable property and any capital gains or losses on the disposition of the capital property are deferred until the property is actually disposed of, or deemed to be disposed of, by the spouse or trust. Depreciable property is deemed to be disposed of by the transferor for proceeds equal to its undepreciated capital cost and to have been acquired by the transferee for the same amount. The capital cost allowance already claimed by the transferor is deemed to have been allowed to the transferee. Other capital property is deemed to have been disposed of for proceeds equal to the adjusted cost base of the transferor and acquired by the transferee at the same figure.
- 3. Subsection 73(3) provides, in effect, that farm land or depreciable property of a prescribed class used in a farming business may be transferred by a taxpayer, either by sale or gift, to his child furing the taxpayer's lifetime without the taxpaver realizing either a capital gain or a recapture of capital cost allowance on depreciable property at the time of transfer. The subsection applies only if, immediately before the transfer, the child was a resident of Canada and the property was used by the taxpayer, his spouse or any of his children in the business of farming. For the purpose of the above subsection a child of a taxpayer is defined to include a grandchild or great-grandchild.

- 1. Le paragraphe 74(1) stipule que le revenu tiré de biens transférés au conjoint de l'auteur du transfert ou à une personne qui est depuis devenue son conjoint (qu'ils aient été transférés directement ou indirectement par tout moyen que ce soit, y compris par un acte de fiducie ou en vertu des dispositions d'un contrat de mariage) est imposable à titre de revenu de l'auteur du transfert et non de celui du bénéficiaire du transfert tandis que le premier réside au Canada. Le revenu tiré de biens substitués à des biens transférés continue à être ainsi imposable. Les ventes à la juste valeur marchande faites avant 1972, conformément à l'alinéa 5 ci-dessous, sont exceptées.
- 2. Les paragraphe 73(1) et (2) prévoient effectivement que lorsque des biens en immobilisations sont transférés après 1971 à un conjoint ou à une fiducie viagère exclusive en faveur du conjoint à une date où le conjoint ou la fiducie, selon le cas, et l'auteur du transfert étaient tous les deux résidents du Canada, toute récupération de la déduction pour amortissement sur les biens amortissables et tous gains ou pertes en capital lors de la disposition des biens en immobilisation sont différés jusqu'à ce que le conjoint ou la fiducie ait effectivement disposé de ces biens ou soit réputé en avoir disposé, L'auteur du transfert est réputé avoir disposé des biens amortissables à un prix égal à la fraction non amortie du coût en capital et le bénéficiaire du transfert est réputé les avoir acquis au même prix. La déduction pour amortissement déjà réclamée par l'auteur du transfert est réputée avoir été accordée au bénéficiaire du transfert. D'autres biens en immobilisations sont réputés avoir fait l'objet de disposition à un prix égal au prix de base rajusté, pour l'auteur du transfert, et avoir été acquis par le bénéficiaire du transfert au même
- 3. Le paragraphe 73(3) prévoit effectivement qu'un fonds de terre agricole ou un bien amortissable d'une catégorie prescrite utilisé dans une exploitation agricole peut être transféré par un contribuable, soit par voie de vente ou de don, à son enfant durant la vie du contribuable sans que celui-ci ne réalise, à la date du transfert, soit un gain en capital ou une récupération de la déduction pour amortissement sur le bien amortissable. Ce paragraphe ne s'applique que si, immédiatement avant le transfert, l'enfant était un résident du Canada et le bien était utilisé par le contribuable, son conjoint ou l'un de ses enfants dans le cadre d'une entreprise agricole. Aux fins du paragraphe susmentionnée, un enfant d'un contribuable comprend un petit-enfant ou un arrière-petit-enfant.

- 4. Subsection 75(1) provides that where a taxpayer has transferred property to a person under 18 years of age (a minor), the income from that property or property substituted therefor is deemed to be income of the taxpayer (the transferor) unless the minor (the transferee) has attained the age of 18 years before the end of the taxation year. The minor need not be a relative of the transferor for subsection 75(1) to apply. Sales at fair market value made prior to 1972 as described in paragraph 5 below are again excepted.
- 5. For purposes of sections 73, 74, 75, and 75.1, a transfer is considered to include a sale to a spouse, minor or child at fair market value. However, where a sale was made prior to 1972 to a spouse or minor at fair market value and the sale price was fully paid by the transferee in cash or kind and not from funds furnished by the transferor, it is the Department's policy not to attribute the income or loss from the transferred property or property substituted therefore to the transferor. So-called "payment" in services or by means of a note or other promise to pay is not regarded as payment.
- 6. A transfer does not include a genuine loan made by a person to his spouse. No all-inclusive statement can be made as to when a loan can be considered to be "genuine", but a written and signed acknowledgment of the loan by the borrower and his agreement to repay it within a reasonable time ordinarily is acceptable evidence that it was so. If, in addition, there is evidence that the borrower has given security for the loan, that interest on the loan has been paid, or that actual repayments have been made, it is accepted that the loan was genuine. The fact no interest is required to be paid does not mean, in itself, that a genuine loan has not been made.

Attribution of Income

- 7. It is necessary to distinguish between income from property and income from a business. Subsections 74(1) and 75(1) do not apply to attribute business income even if the business operates with some or all of the property obtained originally from the transferor.
- 8. Income derived from the investment or other use of the earnings from the transferred property is considered to be income of the transferree. Interest on any interest allowed to accumulate is also considered to be income of the transferree, but the interest being allowed to accumulate is income of the transferor.
- 9. Subsection 74(1) also does not apply to attribute income to a spouse (the transferor):
 - (a) from the date of death of the transferor or transferee:

- 4. Le paragraphe 75(1) stipule que lorsqu'un contribuable a transféré des biens à une personne qui avait moins de 18 ans (un mineur), le revenu tiré de ces biens ou de biens y substitués est réputé être le revenu du contribuable (l'auteur du transfert) à moins que le mineur (le bénéficiaire du transfert) n'ait atteint l'âge de 18 ans avant la fin de l'année d'imposition. Il n'est pas nécessaire que le mineur soit un parent de l'auteur du transfert pour que le paragraphe 75(1) s'applique. Les ventes à la juste valeur marchande faites avant 1972, conformément à l'alinéa 5 ci-dessous, sont encore exceptées.
- 5. Aux fins des articles 73, 74, 75 et 75.1, un transfert est considéré comprendre une vente faite à un conjoint, à un mineur ou à un enfant à la juste valeur marchande. Toutefois, lorsqu'une vente a été faite avant 1972 à un conjoint ou à un mineur à la juste valeur marchande et que le prix de vente a été complètement acquitté, en espèces ou en nature, par le bénéficiaire du transfert et ne provient pas de fonds fournis par l'auteur du transfert, le Ministère a pour ligne de conduite de ne pas attribuer à l'auteur du transfert le revenu ou la perte provenant des biens transférés ou des biens y substitués. Les prétendus "paiements" sous forme de services ou au moyen d'un billet ou d'une autre promesse de payer ne sont pas considérés être des paiements.
- 6. Un transfert ne comprend pas un prêt authentique consenti par une personne à son conjoint. Aucune déclaration exhaustive ne peut être faite pour établir quand un prêt peut être considéré comme "authentique", mais la reconnaissance écrite et signée d'un emprunt par l'emprunteur et son accord en vue de le rembourser dans un délai raisonnable constituent habituellement une preuve acceptable de son authenticité. S'il y a, en plus, des preuves que l'emprunteur a garanti son emprunt, qu'il a payé des intérêts à l'égard de cet emprunt ou qu'il a commencé à rembourser ce montant, il est reconnu que le prêt était authentique. Si aucun intérêt n'est exigé, cela ne signifie pas, en soi, qu'un prêt réel n'a pas été consenti.

Attribution du revenu

- 7. Il est nécessaire d'établir une distinction entre un revenu tiré d'un bien et un revenu tiré d'une entreprise. Le revenu tiré d'une entreprise ne peut être attribué en vertu des paragraphes 74(1) et 75(1) même si l'entreprise est exploitée à même une partie ou l'ensemble des biens initialement obtenus de l'auteur du transfert.
- 8. Le revenu découlant du placement ou de tout autre usage des gains tirés de biens transférés est considéré être un revenu du bénéficiaire du transfert. L'intérêt sur tout intérêt qu'on a laissé courir est également considéré être un revenu du bénéficiaire du transfert, mais l'intérêt qu'on a laissé courir est un revenu de l'auteur du transfert.
- 9. On ne peut non plus se servir du paragraphe 74(1) pour attribuer un revenu à un conjoint (l'auteur du transfert):
 - a) à partir de la date du décès de l'auteur ou du bénéficiaire du transfert;

- (b) from the date the transferor ceases to be resident in Canada until the date, if any, when he again takes up residence in Canada; or
- (c) from the date the transferee ceases to be his spouse.

In the case of (c), the date the transferee ceases to be his spouse is the date a divorce becomes final. Separated spouses are still considered to be married.

- 10. Subsection 75(1) does not apply to attribute income to a transferor:
 - (a) where the property is transferred to a trust for the benefit of a person under 18 years old so that it does not vest in him before he attains the age of 18 and none of the property or the income therefrom is available to or disposable by him, or can be used by the trustee for his benefit, until he attains 18 years or some stated greater age;
 - (b) from the date of death of the transferor or transferee; or
 - (c) from the date the transferor ceases to be resident in Canada until the date, if any, when he again takes up residence in Canada.
- 11. There is some uncertainty in the Act about the proper tax treatment where transferred property or property substituted therefor has produced a loss instead of income. The Department's view is that the transferee may claim all or part of the loss, and any part of the loss not so claimed is deductible by the transferor provided that the loss is not a business loss.

Attribution of Capital Gains and Losses

- 12. Pursuant to subsection 74(2), where property is transferred by a taxpayer after 1971 by any means to his spouse or a person who has since become his spouse, capital gains net of capital losses in a taxation year from the disposition of the property or property substituted therefor are deemed to be those of the transferor. Likewise, taxable net gains for the year from disposition of transferred listed personal property are deemed to be gains of the transferor. Where however, in a taxation year, capital losses from the disposition of transferred property or property substituted therefor exceed capital gains from the disposition of such property, the Department's view on the allocation of the losses between the transferee and the transferor is the same as expressed in paragraph 11. Subsection 74(2) does not apply if, at the time of disposition, any of the following conditions exist:
 - (a) the transferor is dead;
 - (b) the transferor is no longer resident in Canada;
 - (c) the transferee is no longer his spouse.

- b) à partir de la date où l'auteur du transfert cesse de résider au Canada jusqu'à la date, s'il y a lieu, où il redevient résident du Canada; ou
- c) à partir de la date où le bénéficiaire du transfert cesse d'être le conjoint.
- En c) ci-dessus, la date à laquelle le bénéficiaire du transfert cesse d'être le conjoint est la date à laquelle le divorce est prononcé. Des conjoints séparés sont toujours considérés être mariés.
- 10. On ne peut se servir du paragraphe 75(1) pour attribuer un revenu à l'auteur du transfert:
 - a) lorsque les biens sont transférés à une fiducie au profit d'une personne âgée de moins de 18 ans, de sorte que la personne en cause n'en soit pas mise en possession avant d'atteindre l'âge de 18 ans et qu'elle ne puisse bénéficier ou disposer de tout bien ou revenu en découlant, et que le fiduciaire ne puisse l'utiliser à son avantage avant que la personne n'ait atteint l'âge de 18 ans ou un âge plus avancé précisé à l'avance,
 - b) à partir de la date du décès de l'auteur ou du bénéficiaire du transfert, ou
 - c) à partir de la date où l'auteur du transfert cesse de résider au Canada jusqu'à la date, s'il y a lieu, où il redevient résident du Canada.
- 11. La Loi est peu précise quant à la manière de traiter, du point de vue de l'impôt, les biens transférés ou les biens y substitués qui ont donné lieu à une perte plutôt qu'à un revenu. Le Ministère est d'avis que le bénéficiaire du transfert peut réclamer l'entier ou une partie de la perte et que toute fraction de celle-ci qui n'aura pas été réclamée peut être déduite par l'auteur du transfert, à la condition que la perte ne constitue pas une perte commerciale.

Attribution des gains et pertes en capital

- 12. Conformément au paragraphe 74(2), lorsqu'un contribuable transfère des biens après 1971, par quelque moyen que ce soit, à son conjoint ou à une personne qui est depuis devenue son conjoint, les gains en capital, déduction faite des pertes en capital dans une année d'imposition, qui découlent de la disposition des biens ou de biens y substitués sont réputés être ceux de l'auteur du transfert. De même, les gains nets imposables pour l'année, tirés de la disposition de biens personnels désignés qui ont été transférés, sont réputés être les gains de l'auteur du transfert. Toutefois, lorsque, dans une année d'imposition, les pertes en capital résultant de la disposition de biens transférés ou de biens y substitués excèdent les gains en capital résultant de la disposition de tels biens, le Ministère est d'avis que la répartition des pertes entre le bénéficiaire et l'auteur du transfert doit être la même que celle qui est décrite au paragraphe 11. Le paragraphe 74(2) ne s'appliquera pas si, à la date de la disposition, une des conditions suivantes existait:
 - a) l'auteur du transfert était décédé;
 - b) l'auteur du transfert ne résidait plus au Canada;
 - c) le bénéficiaire du transfert n'était plus son conjoint.

- 13. Subsection 75.1(1) provides that where property described in paragraph 3 above is transferred by a taxpayer pursuant to subsection 73(3) to his child, grandchild or great-grandchild who is under the age of 18 years, capital gains net of capital losses from the disposition of the property by the transferee in a taxation year are deemed to be those of the transferor. This subsection does not apply if, at the time of the disposition, any of the following conditions exist:
 - (a) the transferor is dead;
 - (b) the transferor is no longer resident in Canada;
 - (c) the transferee attains the age of 18 years before the end of the taxation year in which the disposition takes place;
 - (d) the transfer was made at the fair market value of the property immediately before the transfer.
- 14. Where a capital gain realized on disposition of transferred property by the transferee has been attributed to the transferor and a substituted property has been acquired by the transferee, the funds representing the portion of the capital gain which accrued after the property was transferred to the transferee are not considered as part of the substituted property. For example, assume that husband transferred to his wife capital property having a cost to him of \$20,000 and a fair market value of \$50,000. His wife later disposed of the property for \$80,000 and the capital gain of \$60,000 was attributed to the husband. If the wife then acquired a substituted property with the \$80,000 realized by her on the disposition of the transferred property, only 5/8 of any income or capital gain realized from such property would be attributed to the husband.
- 15. Capital gains arising on the disposition of property transferred before 1972 to a spouse or a person who has since become his spouse, or to a child who has not attained the age of 18 years before the end of the taxation year in which the disposition takes place, cannot be attributed to the transferor under either subsection 74(2) or 75.1(1). While such capital gains are those of the transferee, it should be noted that, subject to the comments in paragraph 5 above, income from such property remains the income of the transferor.
- 16. Except for the provisions of subsection 73(3), there are no provisions in the Act to defer capital gains or losses on the transfer of property to a minor. Consequently, the transferor may be deemed to have disposed of the property at fair market value at the time of transfer and a capital gain or loss, as well as a recapture of capital cost allowances in the case of depreciable property, may arise at that time. When property that has been transferred to a minor in circumstances where subsection 73(3) did not apply is subsequently disposed of by the minor, resulting capital gains and losses are relevant in calculating the income of the minor only.

- 13. Le paragraphe 75.1(1) stipule que, lorsque des biens décrits au paragraphe 3 ci-dessus sont transférés par un contribuable, conformément au paragraphe 73(3), à son enfant, petit-enfant ou arrière-petit-enfant qui n'a pas atteint l'âge de 18 ans, les gains en capital, déduction faite des pertes en capital qui résultent de la disposition des biens en question par le bénéficiaire du transfert au cours d'une année d'imposition, sont considérés être ceux de l'auteur du transfert. Le paragraphe en question ne s'appliquera pas si, à la date de la disposition, une des conditions suivantes existait:
 - a) l'auteur du transfert était décédé;
 - b) l'auteur du transfert ne résidait plus au Canada;
 - c) le bénéficiaire du transfert avait atteint l'âge de 18 ans avant la fin de l'année d'imposition au cours de laquelle la disposition a eu lieu;
 - d) le transfert avait été effectué à la juste valeur marchande des biens immédiatement avant le transfert.
- 14. Lorsqu'un gain en capital réalisé lors de la disposition des biens transférés par le bénéficiaire du transfert a été attribué à l'auteur du transfert et que le bénéficiaire du transfert a acquis des biens substitués, les fonds représentant la fraction du gain en capital qui s'est accumulée après que les biens ont été transférés au bénéficiaire ne sont pas considérés comme une partie des biens substitués. Supposons, par exemple, qu'un mari ait transféré à sa femme des biens en immobilisations qui lui ont coûté \$20,000 et qui avaient une juste valeur marchande de \$50,000. Sa femme a ensuite disposé de ces biens pour \$80,000 et le gain en capital de \$60,000 a été attribué au mari. Si la femme a ensuite acquis un bien substitué avec les \$80,000 qu'elle a obtenus lors de la disposition des biens transférés,5/8 seulement de tout revenu ou gain en capital réalisé sur ces biens seront attribués au mari.
- 15. Les gains en capital découlant de la disposition de biens transférés avant 1972 à un conjoint ou à une personne qui est depuis devenue son conjoint, ou à un enfant qui n'a pas atteint l'âge de 18 ans avant la fin de l'année d'imposition au cours de laquelle la disposition a eu lieu, ne peuvent être attribués à l'auteur du transfert en vertu des paragraphes 74(2) et 75.1(1). Bien que ces gains en capital soient ceux du bénéficiaire du transfert, il est à remarquer que, sous réserve des commentaires contenus à l'alinéa 5 ci-dessus, le revenu tiré de ces biens demeure le revenu de l'auteur du transfert.
- 16. Sauf pour ce qui est des dispositions du paragraphe 73(3), il n'existe aucune disposition de la Loi qui permette de différer des gains ou des pertes en capital lors du transfert de biens à un mineur. En conséquence, l'auteur du transfert peut être réputé avoir disposé des biens à leur juste valeur marchande au moment du transfert et il peut, à ce moment-là, avoir subi une perte en capital, ou profité d'un gain en capital, ainsi que d'une récupération de la déduction pour amortissement dans le cas de biens amortissables. Lorsque des biens qui avaient été transférés à un mineur dans des circonstances où le paragraphe 73(3) ne s'appliquait pas font subséquemment l'objet de disposition par celui-ci, il faut tenir compte des gains et des pertes en capital qui en résultent dans le calcul du revenu du mineur seulement.

IT-136 5

Dividend Tax Credit

17. Subsection 83(2) provides, in effect, that where the transferor of property includes in his income a dividend received or deemed to be received by the transferee from a corporation resident in Canada, the transferor is required to gross-up the dividend by one-third and is entitled to the dividend tax credit.

Non-Resident Transferee

18. Where an amount paid or credited to a non-resident of Canada is included in another taxpayer's income by virtue of sections 74 or 75 and is subject to tax under Part I of the Act, subsection 212(12) provides that non-resident withholding tax is not exigible on such amount.

Liability for Payment of Tax.

19. Section 160 provides that the transferee and the transferor are jointly and severally liable for the tax of the transferor that arises through the operation of sections 74 and 75.

Crédit d'impôt pour dividendes

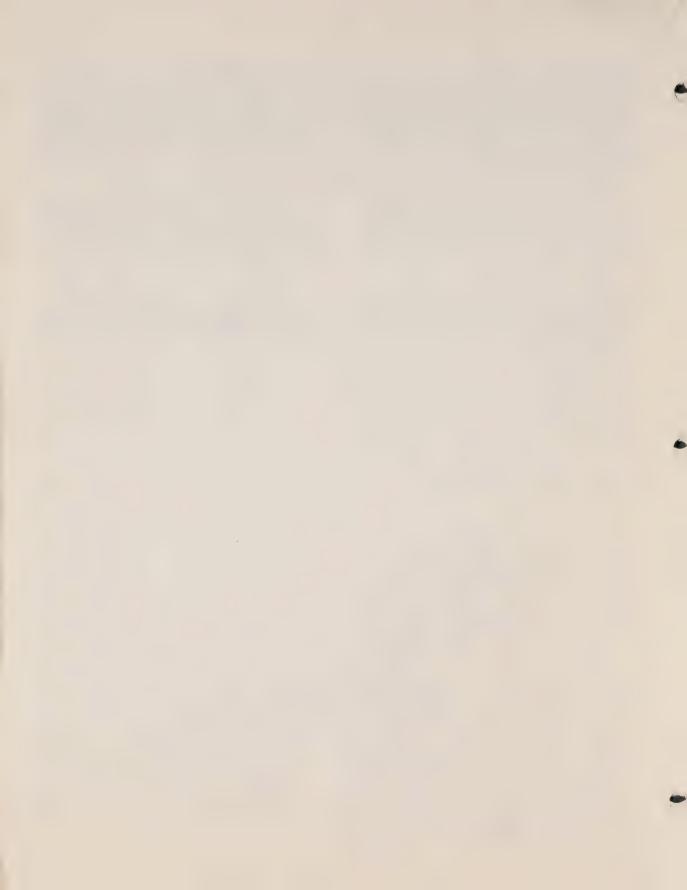
17. Le paragraphe 83(2) stipule que lorsque l'auteur du transfert de biens inclut dans son revenu un dividende reçu ou réputé avoir été reçu d'une corporation résidant au Canada par le bénéficiaire du transfert, l'auteur du transfert doit majorer le dividende d'un tiers et a droit au crédit d'impôt pour dividendes.

Non-résident qui est bénéficiaire d'un transfert

18. Lorsqu'une somme versée à un non-résident du Canada ou portée à son crédit est incluse dans le revenu d'un autre contribuable en vertu de l'article 74 ou 75 et est assujettie à l'impôt en vertu de la Partie I de la Loi, le paragraphe 212(12) stipule que la retenue fiscale applicable aux non-résidents n'est pas exigible sur cette somme.

Obligation fiscale

19. L'article 160 stipule que le bénéficiaire et l'auteur du transfert sont solidairement responsables de l'impôt de l'auteur du transfert qui découle de l'application des articles 74 et 75.



INTERPRETATION

BULLETIN

SUBJECT: Additional Tax on Corporations Other Than Canadian Corporations and Non-Resident Insurance Companies, Carrying on Business in Canada (Part XIV "Branch Tax")

SERIAL NO: IT-137 DATE: December 18, 1973

REFERENCE: Subsection 219(1) (also subsections 219(2))

and (3), paragraph 89(1)(a) and section 11 of the Income Tax Application Rules, 1971 (ITAR))

- 1. Section 219 is applicable to any corporation that carried on business in Canada in a taxation year and was not a Canadian corporation (paragraph 89(1)(a)) throughout that year. It continues, with some changes, the rules found in section 110B of the pre-1972 Act. The section imposes an additional tax, ordinarily known as the "branch tax", of 15% for the taxation years 1972 to 1975 after which the rate becomes 25% in line with the rates of non-resident withholding tax. However, a bilateral tax agreement with another country may exempt a corporation from this tax.
- 2. "Canadian corporations" which are not affected by this subsection may be of two kinds:
 - (a) those incorporated in Canada and resident therein throughout the taxation year under consideration, and
 - (b) those incorporated in a foreign jurisdiction and resident in Canada throughout the period commencing on June 18, 1971 and ending at the particular time under consideration.

(If a foreign corporation becomes resident in Canada at any time after June 18, 1971 it will not qualify as a Canadian corporation and can never become one.) Therefore the tax under section 219 may apply to foreign corporations resident in Canada during a taxation year and this constitutes a change from section 110B of the pre-1972 Act which levied tax only on a non-resident corporation carrying on business in Canada. The treatment of non-Canadian resident and nonresident corporations is separately dealt with in paragraphs 3 and 4 below. Examples are in the Appendix.

Non-Canadian Corporations Resident in Canada

- 3. A non-Canadian corporation that was resident in Canada at any time in the year is liable for the additional tax on an amount equal to the aggregate of
 - (a) its taxable income for the taxation year,
 - (b) the amount of the deduction for the immediately preceding taxation year in respect of certain dividends paid out of Canadian source earnings (see (i) below), and

LOI DE L'IMPÔT SUR LE REVENU

OBJET. Impôt supplémentaire sur les corporations autres que les corporations canadiennes et les compagnies d'assurance non résidantes, exploitant une entreprise au Canada ("Impôt de succursale" en vertu de la Partie XIV)

Nº DE SÉRIE: IT-137 DATE:le 18 décembre 1973

RENVOI: Paragraphe 219(1) (également les paragraphes 219(2) et (3), l'alinéa 89(1)a) et l'article 11 des Régles de 1971 concernant l'application de l'impôt sur le revenu (RAIR))

- 1. L'article 219 s'applique à toute corporation qui exploitait une entreprise au Canada dans une année d'imposition et n'était pas une corporation canadienne (alinéa 89(1)a)) durant toute cette année. Cet article maintient, à certains changements près, les règles énoncées à l'article 110B de la Loi antérieure à 1972. Cet article prévoit l'imposition d'un impôt supplémentaire, habituellement appelé "Impôt de succursale". de 15 pour cent pour les années d'imposition 1972 à 1975 et après cette date le taux sera porté à 25 pour cent, et sera conforme aux taux de la retenue fiscale frappant les nonrésidents. Toutefois, une convention fiscale bilatérale avec un autre pays peut exonérer une corporation de cet impôt.
- 2. Les "corporations canadiennes" qui ne sont pas touchées par ce paragraphe sont de deux genres:
 - a) celles qui sont constituées en corporation au Canada et y résident pendant toute l'année d'imposition visée, et
 - b) celles qui ont été constituées dans un territoire étranger et résident au Canada depuis le 18 juin 1971 jusqu'à la date précise visée.

(Si une corporation étrangère devient une corporation résidante au Canada à une date quelconque après le 18 juin 1971. elle n'est pas reconnue comme corporation canadienne et ne peut jamais le devenir.) Par conséquent, l'impôt en vertu de l'article 219 peut s'appliquer aux corporations étrangères résidant au Canada au cours d'une année d'imposition et cela constitue un changement par rapport à l'article 110B de la Loi antérieure à 1972 qui n'assujettissait à un impôt que les corporations non résidantes exploitant une entreprise au Canada. Le traitement visant les corporations non canadiennes résidantes et non résidantes est abordé séparément dans les alinéas 3 et 4 ci-dessous. On trouvera des exemples dans l'Appendice.

Corporations non canadiennes résidant au Canada

- 3. Une corporation non canadienne qui résidait au Canada à une date quelconque dans l'année est assujettie à l'impôt supplémentaire sur un montant égal au total formé
 - a) de son revenu imposable pour l'année d'imposition,
 - b) du montant de la déduction pour l'année d'imposition précédente relativement à certains dividendes payés sur des revenus de source canadienne (voir i) ci-dessous), et

PUBLISHED UNDER THE AUTHORITY OF THE DEPUTY MINISTER OF NATIONAL REVENUE FOR TAXATION IT-137

(c) the allowance claimed in the immediately preceding taxation year in respect of an investment in property in Canada (see (h) below),

less the following deductions:

- (d) the amount of income tax payable by the corporation under Part I of the Act for the year,
- (e) the amount of income taxes payable for the year by the corporation to the government of a province to the extent that they were not deductible under Part I of the Act in computing the corporation's income for the year from businesses carried on by it in Canada,
- (f) the amount of the foreign tax credit deducted from the tax for the year otherwise payable under Part I of the Act,
- (g) an amount equal to half of the lesser of (1) the corporation's taxable income for the year and (2) an amount equal to the aggregate of its net income from foreign businesses and properties and its net foreign source taxable capital gains,
- (h) in the case of a corporation that was, at the end of the year, carrying on business in Canada, an amount not in excess of the prescribed allowance for the year in respect of its investment in property in Canada (at the time of writing this Bulletin the Regulations to prescribe the allowance had not been passed),
- (i) such amount as the corporation may claim for the year not in excess of the amount by which the aggregate of dividends paid by the corporation after it last became resident in Canada, while it was resident in Canada and before the end of the year, exceeds the aggregate of amounts determined under (g) above for taxation years ending after the corporation last became resident and not later than the end of the year.

Non-Canadian Corporations Not Resident in Canada

- 4. A non-Canadian corporation that was, throughout the year, not resident in Canada is liable for the additional tax on an amount equal to the aggregate of its taxable income earned in Canada for the taxation year and the amount claimed as an allowance for the immediately preceding taxation year for investment in property in Canada, less the following deductions:
 - (a) the amount of the corporation's net taxable capital gains for the year from dispositions of taxable Canadian property that was not property used or held in the year in the course of carrying on business in Canada; however, the amount of this deduction cannot exceed the amount of the total net taxable capital gains of the corporation for the year from dispositions of any taxable Canadian property including that property used or held in the year in the course of carrying on business in Canada. For purposes of this paragraph, the term "net taxable capital gains" means the excess of taxable capital gains over allowable capital losses resulting from the disposition of capital property,

c) de la déduction demandée dans l'année d'imposition précédente relativement à un investissement dans un bien situé au Canada (voir h) ci-dessous),

moins les déductions suivantes:

- d) le montant de l'impôt sur le revenu payable par la corporation en vertu de la Partie I de la Loi pour l'année, e) le montant de l'impôt sur le revenu payable pour l'année par la corporation au gouvernement d'une province dans la mesure où il n'était pas déductible en vertu de la Partie I de la Loi dans le calcul du revenu de la corporation pour l'année, tiré d'entreprises exploitées par elle au Canada,
- f) le montant du dégrèvement pour impôt étranger déduit de l'impôt pour l'année qui serait par ailleurs payable en vertu de la Partie I de la Loi,
- g) un montant égal à la moitié du moins élevé des deux montants suivants: (1) le revenu imposable de la corporation pour l'année ou (2) un montant égal au total de son revenu net tiré d'entreprises et de biens étrangers et de ses gains en capital imposables nets de source étrangère,
- h) dans le cas d'une corporation qui exploitait, à la fin de l'année, une entreprise au Canada, un montant ne dépassant pas l'allocation qui lui est fixée pour l'année relativement à ses investissements dans des biens situés au Canada (au moment où est rédigé le présent Bulletin, les règlements fixant l'allocation n'avaient pas encore été adoptés),
- i) le montant dont la corporation peut réclamer la déduction pour l'année ne dépassant pas la fraction du total des dividendes que la corporation a payés après qu'elle fut devenue pour la dernière fois résidente du Canada, pendant qu'elle était résidente du Canada et avant la fin de l'année, qui est en sus du total des montants déterminés en vertu de g) ci-dessus pour les années d'imposition se terminant après que la corporation fut devenue pour la dernière fois résidente et au plus tard à la fin de l'année.

Corporations non canadiennes ne résidant pas au Canada

- 4. Une corporation non canadienne qui, durant toute l'année, ne résidait pas au Canada est assujettie à un impôt supplémentaire sur un montant égal au total formé de son revenu imposable gagné au Canada pour l'année d'imposition et le montant demandé comme déduction pour l'année d'imposition précédente à l'égard de ses investissements dans des biens situés au Canada, moins les déductions suivantes:
 - a) le montant des gains en capital nets imposables de la corporation pour l'année, résultant des dispositions de biens canadiens imposables qui n'étaient pas des biens utilisés ou détenus dans l'année dans le cadre de l'exploitation d'une entreprise au Canada; toutefois, le montant de cette déduction ne peut pas excéder le montant du total des gains en capital nets imposables de la corporation pour l'année résultant des dispositions d'un bien canadien imposable, y compris tout bien utilisé ou détenu dans l'année dans le cadre de l'exploitation d'une entreprise au Canada. Aux fins du présent alinéa, l'expression "gains en capital nets imposables" signifie l'excédent des gains en capital imposables sur les pertes en capital déductibles résultant de la disposition de biens en immobilisations,

IT-137 3

- (b) the amount of income tax payable by the corporation under Part I of the Act less any portion of such tax that is applicable to the amount of the net taxable capital gains of the corporation referred to in (a) above,
- (c) the amount of income taxes payable by the corporation to the government of a province to the extent that they were not deductible under Part I of the Act in computing the corporation's income for the year from business carried on by it in Canada, less any portion of such taxes that is applicable to the amount of the net taxable capital gains of the corporation referred to in (a) above, and
- (d) in the case of a corporation that was, at the end of the year, carrying on business in Canada, an amount not in excess of the prescribed allowance for the year in respect of its investment in property in Canada (Regulation not yet passed).
- 5. For the purpose of computing the deduction in respect of the net taxable capital gains of the corporation, the expression "taxable Canadian property" has the meaning assigned to it by paragraph 115(1)(b).
- 6. The rules described above apply only in the case of non-Canadian corporations that were throughout the year not resident in Canada. If at any time during the year the corporation becomes resident in Canada, it is subject for the whole taxation year to the rules outlined in paragraph 3 above.

Exempt Corporations

- 7. A corporation is not liable for this tax for a taxation year if it was, throughout the year,
 - (a) a bank,
 - (b) a corporation whose principal business was the transportation of persons or goods, communications, or mining iron ore in Canada, or
 - (c) a corporation exempt from tax under section 149.
- 8. If the principal business of a corporation in the whole world is the transportation of persons or goods, or communications, that corporation is exempt from this branch tax whatever the nature of its Canadian operations. However, in the case of a corporation mining iron ore in Canada, its operations of that nature in Canada must be the principal business of the corporation in the whole world.

Returns, Assessments, Payment and Appeals

9. Subject to the exception found in subsection 219(3) the general provisions of Division I of Part I of the Act are applicable to corporations liable for tax under section 219.

Transitional Provisions

10. Because section 219 is applicable only to 1972 and subsequent taxation years and section 110B of the

- b) le montant de l'impôt sur le revenu payable par la corporation en vertu de la Partie I de la Loi moins toute fraction de cet impôt applicable au montant des gains en capital nets imposables de la corporation mentionnés en a) ci-dessus,
- c) le montant de l'impôt sur le revenu que la corporation doit payer au gouvernement d'une province dans la mesure où cet impôt n'était pas déductible en vertu de la Partie I de la Loi lors du calcul du revenu de la corporation pour l'année, tiré d'entreprises exploitées par elle au Canada, moins toute fraction de cet impôt qui s'applique au montant des gains en capital nets imposables de la corporation mentionnés en a) ci-dessus, et
- d) dans le cas d'une corporation qui exploitait, à la fin de l'année, une entreprise au Canada, la somme ne dépassant pas le montant de l'allocation qui lui est fixée pour l'année relativement à ses investissements dans des biens situés au Canada. (Ce Règlement n'est pas encore adopté.)
- 5. Aux fins du calcul de la déduction relativement aux gains en capital nets imposables de la corporation, l'expression "bien canadien imposable" a la signification qui lui est donnée à l'alinéa 115(1)b).
- 6. Les règles énoncées ci-dessus s'appliquent seulement dans le cas de corporations non canadiennes qui, durant toute l'année, ne résidaient pas au Canada. Si, à une date quelconque durant l'année, la corporation devient une corporation résidante au Canada, elle est assujettie pour toute l'année d'imposition aux règles énoncées à l'alinéa 3 ci-dessus.

Corporations exonérées

- 7. Une corporation n'est pas assujettie à cet impôt au titre d'une année d'imposition si elle était, durant toute l'année,
 - a) une banque,
 - b) une corporation dont l'entreprise principale était le transport de personnes ou de marchandises, les communications, ou l'extraction du minerai de fer au Canada, ou
 - c) une corporation exonérée d'impôt en vertu de l'article 149.
- 8. Si l'entreprise principale d'une corporation partout dans le monde est le transport de personnes ou de marchandises, ou les communications, cette corporation est exonérée de cet impôt de succursale, quelle que soit la nature de ses activités au Canada. Toutefois, dans le cas d'une corporation qui extrait du minerai de fer au Canada, ses opérations de cette nature au Canada doivent être l'entreprise principale de la corporation partout dans le monde.

Déclarations, cotisations, paiement et appels

9. Sous réserve de l'exception mentionnée au paragraphe 219(3), les dispositions générales de la section I de la Partie I de la Loi s'appliquent aux corporations assujetties à l'impôt en vertu de l'article 219.

Dispositions transitoires

10. Etant donné que l'article 219 s'applique seulement à 1972 et aux années d'imposition suivantes et que l'article 110B de la

4 IT-137

pre-1972 Act continues to apply to 1971 and prior taxation years, subsection 11(2) of the ITAR provides special adjustments for non-Canadian corporations that have a taxation year part of which is before and part after the commencement of 1972.

Loi antérieure à 1972 continue de s'appliquer à 1971 et aux années d'imposition antérieures, le paragraphe 11(2) des RAIR prévoit des rajustements spéciaux pour les corporations non canadiennes dont une partie de l'année d'imposition précède et l'autre suit le début de 1972.

TEI TI

VPPENDIX

Reference

Year 2

Year 1

XXX Company Limited (a public company)

Assumption 1 — Calculation of Branch Tax In Respect To A Mon-Canadian Corpotation (as. defined) Resident In Canada In The Year

<u>σος</u> \$ <u>σος</u> \$ <u>σος</u> \$		007,11 008,2 245 \$		(11)(1)(15	Branch tax base Part XIV Branch Tax Payable — 15% (to 1975 taxation year)
				519(1)(h)	(4) Allowance for insertment in property (4)
002,2	002,8	700	005't	(1)(1)(1)(11)	Deduction for net foreign source income (cumulative since last becoming (expense)
	007,81		004,4	(i)(i)(1)812	(5) Allowance for dividends paid out of Canadian source income Dividends paid (cumulative since last becoming resident) Less
000'₺	000,828	005't	000,41\$		I/2 the lesser of taxable income net foreign source income
				(ii)(g)(1)e12	(4) Net foreign source income:
3,500		4,200		(i)(g)(1)e15	(5) Foreign tax credit
007,1		005		(1)(1)612	(2) Provincial tax payable
006,7		2,300		(9)(1)617	(1) Tax payable under Part I
25,200		14,000			Deduct
_				(9)(1)617	Investment in property in Canada (Note 4)
300		-		(5)(1)612	emooni
					Add – prior year's allowances: Dividends paid out of Canadian source
\$72,000		000Ԡ1\$		2(1) and 219(1)(a)	Taxable income

VPPENDICE

Hypothèse illustrant l'impôt en vertu de la Partie XIV
(compagnie publique)
Compagnie XYX Limitée

000'6				00∠'⊅		Dividendes versés dans l'année
007,1	_	_ 007,1	005	-	005	Impôts étrangers versés (dont on ne tient pas compte dans l'exemple) Provincial (Remarque 3)
008'9	-	008'9	000'7		2,000	Fédéral (Remarques 1 et 2)
						Supposition 2 — Corporation non canadienne ne résidant pas au Canada dans l'année
002°E 008°E 008°L	- 00ς'ε -	00ε' <i>L</i>	2,300 002,4 008	- 002,4 -	2,300	Fédéral (Remarques 1 et 2) Dégrèvement pour impôt étranger Provincial (Remarque 3)
						Supposition 1 — Corporation non canadienne résidant au Canada dans l'année
000'57\$	000'8\$	000,718	000'71\$	000'6\$	000'5\$	Montant approximatif des impôts canadiens sur le revenu versés sur ce montant
000,1	000,4	1,000	3,000	3,000	007	prise Gains en capital imposables de source étrangère
(000,1)		(000,1)	009		009	Actif employé aux fins d'entreprise Actif employé à des fins autres que l'entre-
						Gains en capital imposables (pertes en capital déductibles) tirés de biens canadiens imposables
000'17\$	000Ԡ\$	000'71\$	000'01\$	000'9\$	000Ԡ\$	Revenu d'entreprise (Remarque 1)
Total	Etrangère	Canadienne	Total	Etrangère	Canadienne	Revenu imposable selon la source
	90.	inos			inos	
	Année 2	7		Année 1	7	

Allocation pour investissement dans des biens (Remarque 4) REMARQUES CONCERNANT LES SUPPOSITIONS

I. Le revenu d'entreprise ne comprend aucune perte provenant d'une source analogue et on n'a pas tenu compte de la possibilité de se prévaloir ou non de la réduction spéciale des taux d'imposition des corporations aux termes du paragraphe 125.1(1) relativement aux bénéfices de fabrication et de transformation admissibles.

- 2. Impôt fédéral calculé à 50% rajusté seulement pour l'abattement fédéral de 10%
- 3. Impôt provincial calculé à un taux présumé de 10% sans autre rajustement.

4. Les règlements révisés relativement au calcul de la déduction pour les investissements dans des biens situés au Canada n'avaient pas été diffusés à la date de rédaction du présent Bulletin. Par conséquent, pour tout simplifier, aucune allocation d'investissement n'a été admise dans le présent exemple.

TEI-TI

XXX Company Limited

9

VPPENDIX

007,1 1,700 Provincial (Note 3) 005 005 illustration Foreign taxes paid (ignored for purposes of 008'9 008,8 2,000 2,000 Federal (Notes 1 and 2) resident in Canada in the year Assumption 2 - Non-Canadian Corporation not 004,1 007,1 200 005 Provincial (Note 3) 3,500 3,500 4,200 4,200 Foreign tax credit 008'1 7,300 2,300 2,300 Federal (Notes 1 and 2) dent in Canada in the year Assumption 1 - Non-Canadian Corporation resi-Approximate Canadian Income Taxes Paid Thereon 0006 25,000 000,8 17,000 14,000 000'5 3,000 Foreign source taxable capital gains 000't 000't 3,000 000,1 1,000 000 000 Non-business use assets (000,1)(000,1)009 009 Business use assets from Taxable Canadian Property Taxable capital gains (allowable capital losses) Business income (Note 1) 000'17\$ 000'5\$ 000'41\$ 000'01\$ 000'9\$ 000'5\$ Taxable income by source Foreign Foreign Canadian IstoT Canadian Total Source Source Year 2 Year I Assumed Facts for Purposes of Illustrating Part XIV Tax (a public company)

Allowance for investment in property (Note 4)

NOTES REGARDING ASSUMPTIONS

Dividends paid in the year

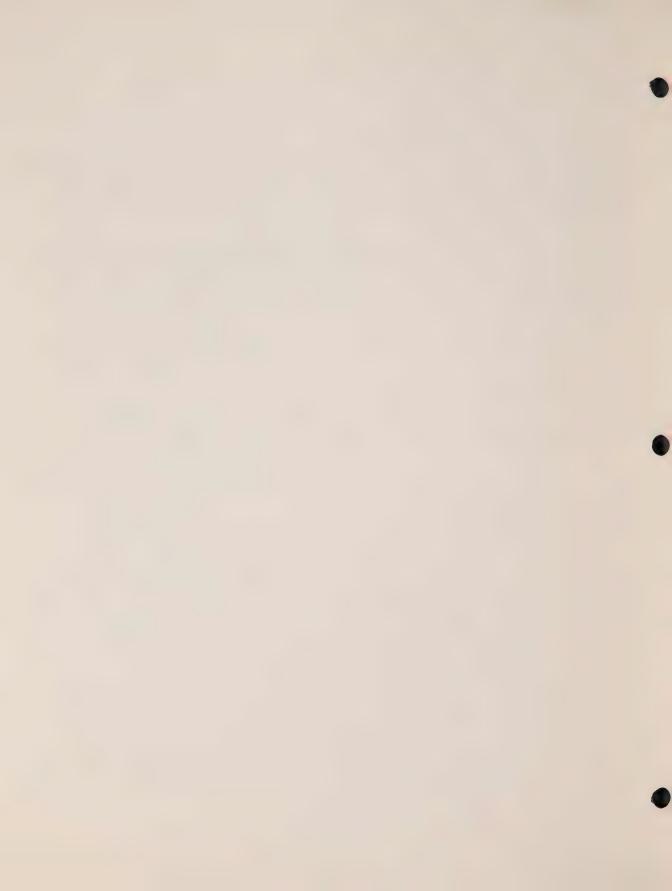
I. Business income is net of any losses from a similar source and no recognition has been given to the availability or otherwise of the special reduction in the corporate tax rates pursuant to paragraph 125.1(1) in respect to qualifying manufacturing and processing profits.

004'7

000'6

- 2. Federal tax computed at 50% adjusted only for the 10% federal abatement.
- 3. Provincial taxes assumed at 10% with no further adjustments.

4. Revised regulations in respect to the determination of the allowance for investment in property in Canada have not been is issued as of the date of this Bulletin. Therefore, in the interests of simplicity, no investment allowance has been recognized in the illustration.



APPENDICE

Compagnie XYZ Limitée (compagnie publique)

Supposition 1 — Calcul de l'impôt de succursale relativement à une corporation non canadienne (selon la définition) résidant au Canada dans l'année

canadienne (selon la définition) ré-					
sidant au Canada dans l'année	Renvoi	Ann	ée 1	Ann	ée 2
Revenu imposable	2(1) et 219(1)a)		\$14,000		\$25,000
Ajouter: Allocations d'année antérieure Dividendes payés sur le revenu de source canadienne	219(1)c)		_		200
Investissements dans des biens situés au					200
Canada (Remarque 4)	219(1)b)		14,000		25,200
Déduire:(1) Impôt payable en vertu de la Partie I (2) Impôt provincial payable (3) Dégrèvement pour impôt étranger (4) Revenu net de source étrangère: 1/2 du moins élevé des deux montants suivants:	219(1)e) 219(1)f) 219(1)g)(i) 219(1)g)(ii)		2,300 500 4,200		7,300 1,700 3,500
le revenu imposable le revenu net de source étrangère		\$14,000 9,000	4,500	\$25,000	4,000
(5) Allocation pour dividendes payés sur le revenu de source canadienne Dividendes payés (cumulatifs depuis qu'elle est devenue pour la dernière					
fois résidante du Canada) Moins Déduction pour revenu net de source étrangère (cumulative depuis qu'elle est devenue pour la dernière	219(1)i)(i)	4,700		13,700	
fois résidante du Canada (6) Allocation pour investissements dans des	219(1)i)(ii)	4,500	200	8,500	5,200
biens (Remarque 4)	219(1)h)		11,700		21,700
Assiette fiscale de la succursale			2,300		3,500
Impôt payable par la succursale en vertu de la Partie XIV – 15% (jusqu'à l'année d'imposition 1975).			\$ 345		\$ 525

10 IT-137

APPENDIX

XYZ Company Limited (a public company)

Assumption 2 -- Calculation Of Branch Tax In Respect To A Non-Canadian Corporation (as defined) Not Resident In Canada In The Year

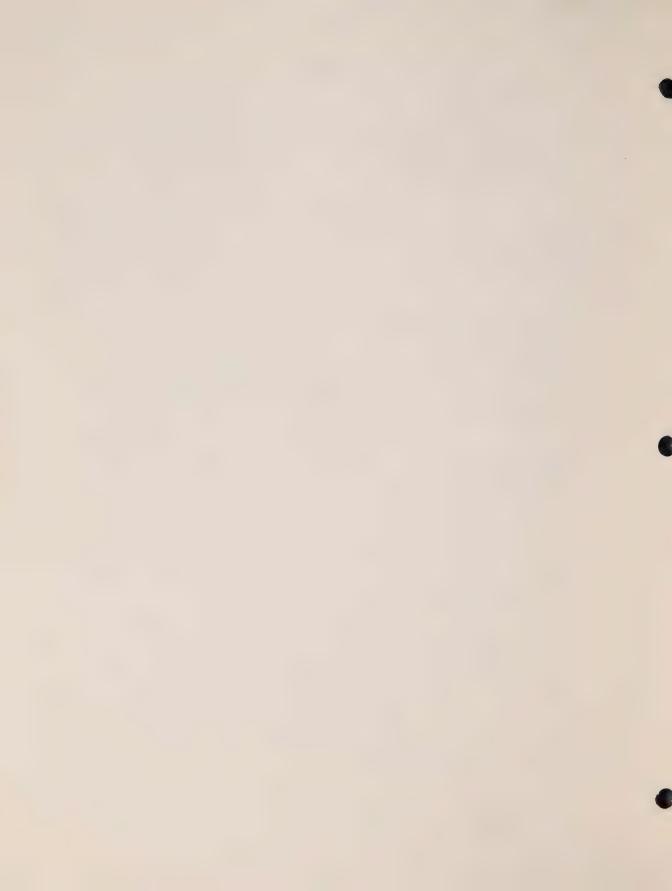
	Reference	Yea	r 1	Year 2	2
Taxable Income	2(3) and 115(1)		\$5,000		\$17,000
Add – Prior year's allowance Investment in property in Canada (Note 4)		5,000		
Deduct (1) Net taxable capital gains from disposition of taxable Canadian property, equal to the lesser of (A) amounts not related to use in carrying on a business in Canada		\$ 400		\$1,000	
(B) amounts related to both business and non-business use	s 219(1)(d)(ii)	1,000	400	NIL	W-14
(2) Part I tax Amount payable Less prorated amount applicable to (1 above	219(1)(e)	2,000		6,800	
year $1\frac{400}{5,000} \times 2,000$		160	1,840		
year 2 $\frac{\text{NIL}}{17,000} \times 6,800$					6,800
(3) Provincial tax Amount payable Less prorated amount applicable to (1 above	219(1)(f)	500		1,700	
year 1 $\frac{400}{5,000}$ × 500		40	460		
year 2 $\frac{\text{NIL}}{17,000} \times 1,700$					1,700
(4) Allowance for investment in property (Note 4)	7 219(1)(h)		2,700		8,500
Branch tax base			2,300		8,500
Part XIV Branch Tax Payable - 15% (to 1975 taxation year)	5		\$ 345		\$ 1,275

APPENDICE

Compagnie XYZ Limitée (compagnie publique)

Supposition 2 – Calcul de l'impôt de succursale relativement à une corporation non canadienne (selon la définition) ne résidant pas au Canada dans l'année

	Renvoi	Anne	ée 1	Année	2
Revenu imposable	2(3) et 115(1)		\$ 5,000		\$17,000
Ajouter: Allocation d'années antérieures Investissements dans des biens au Canada (Remarque 4)					
Déduire:			5,000		17,000
(1) Gains en capital nets imposables résultant de la disposition de biens canadiens imposables équivalents au moins élevé des deux montants suivants: (A) les montants n'ayant pas trait à l'utilisation dans l'exploitation d'une en-					
treprise au Canada (B) les montants ayant trait à la fois à l'utilisation d'entreprise et non d'en-	219(1)d)(i)	\$ 400		\$ 1,000	
treprise	219(1)d)(ii)	1,000	400	NIL	_
 (2) Impôt en vertu de la Partie I Montant payable Moins montant réduit au prorata applicable à (1) ci-dessus 	219(1)e)	2,000		6,800	
année 1 $\frac{400}{5,000}$ × 2,000 année 2 $\frac{\text{NEANT}}{17,000}$ × 6,800		160	1,840		6,800
(3) Impôt provincial Montant à payer Moins montant réduit au prorata applica- ble à (1) ci-dessus	219(1)f)	500		1,700	
année 1 $\frac{400}{5,000}$ × 500		40	460		
année $2\frac{\text{NEANT}}{17,000} \times 1,700$					1,700
(4) Allocation d'investissement dans des biens (Remarque 4)	219(1)h)				8,500
Assiette fiscale de la succursale			2,300		8,500
Impôt payable par la succursale en vertu de la Partie XIV - 15% (jusqu'à l'année d'imposition 1975).			\$ 345		\$ 1,275



INTERPRETATION

BULLET

N'INTERPRETATION

SUBJECT: INCOME TAX ACT

Additional Tax on Corporations, Other than Canadian Corporations, Carrying on Business

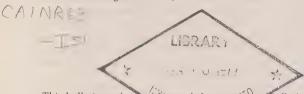
in Canada

SERIAL NO: IT-137R

DATE: August 1, 1977

REFERENCE: Section 219 (also section 11 of the Income Tax Application Rules, 1971 (ITAR) and

Regulation 808)



This bulletin replaces and cancels Interpretation Bulletin IT -137, dated December 18, 19,73. Current revisions are designated by vertical lines.

- 1. While section 219, which constitutes Part XIV of the Income Tax Act, is commonly thought of as imposing a tax on the branch operations in Canada of a non-resident corporation and is often referred to as the "branch tax", it is not restricted in its application to branch operations or to non-resident corporations. Section 219 applies to every corporation that is not, throughout the year, a Canadian corporation, as defined in paragraph 89(1)(a), and thus applies to any corporation carrying on business in Canada during the 1972 or a subsequent taxation year that
 - (a) is not resident in Canada throughout the taxation year, or
 - (b) is a corporation incorporated outside Canada that was resident in Canada throughout the taxation year but was not resident in Canada continuously since June 18, 1971.
- 2. The standard rate of tax imposed by section 219 is 15% for the 1972 to 1975 taxation years and 25% for 1976 and subsequent taxation years. However, the imposition of tax under section 219 is subject to any overriding provision in a bilateral income tax treaty that may exempt a corporation from, or limit the rate of, this tax (see Interpetation Bulletin IT-277). In addition, ITAR 11(4) provides that, for 1976 and subsequent taxation years, the rate of Part XIV tax imposed on a corporation resident in a country with which Canada has an income tax treaty that
 - (a) does not limit the rate of additional tax on corporations described in 1 above, but
 - (b) does limit the rate of tax imposed on dividends paid by a corporation resident in Canada to a resident of that other country

may not exceed the maximum rate of Canadian nonresident withholding tax applicable to dividends under that treaty. ITAR 11(3), which is applicable to all corporations subject to tax under section 219 that have

OBJET: LOI DE L'IMPÔT SUR LE REVENU

Impôt supplémentaire sur les corporations, autres que les corporations canadiennes, exploitant une entreprise au Canada

NO DE SÉRIE: IT-137R

DATE: le 1er août 1977

RENVOI: Article 219 (aussi l'article 11 des Règles de 1971 concernant l'application de l'impôt sur le revenu

(RAIR) et le Règlement 808)

Le présent bulletin annule et remplace le Bulletin IT-137 du 18 décembre 1973. Les dernières révisions sont indiquées par un trait dans la marge.

- 1. Bien que l'article 219 (qui constitue la Partie XIV de la Loi de l'impôt sur le revenu) serve, comme le croient la plupart des gens, à imposer les opérations au Canada des succursales de corporations non résidantes et bien que cet impôt soit habituellement appelé «impôt de succursale», cet article ne s'applique pas uniquement aux activités des succursales ou aux corporations non résidantes. L'article 219 s'applique à toutes les corporations qui, durant toute l'année, ne constituent pas des corporations canadiennes au sens de l'alinéa 89(1)a) et s'applique donc à toute corporation qui exploite une entreprise au Canada au cours de 1972 ou d'une année d'imposition subséquente et qui:
 - a) ne réside pas au Canada durant toute l'année d'imposi-
 - b) est une corporation constituée à l'extérieur du Canada qui a résidé au Canada durant toute l'année d'imposition mais qui n'y a pas résidé sans interruption depuis le 18 juin 1971.
- 2. Le taux régulier d'imposition prévu à l'article 219 est de 15% pour les années d'imposition 1972 à 1975 et de 25% pour 1976 et les années d'imposition subséquentes. Toutefois, le prélèvement de l'impôt en vertu de l'article 219 est assujetti à toute disposition dérogatoire d'une convention fiscale bilatérale qui pourrait supprimer ou réduire ce taux pour une corporation (voir le Bulletin d'interprétation IT-277). De plus, le paragraphe 11(4) des RAIR stipule que pour 1976 et les années suivantes d'imposition, le taux d'impôt de la Partie XIV appliqué à une corporation résidant dans un pays avec lequel le Canada a une convention fiscale qui
 - a) ne limite pas le taux d'impôt supplémentaire à l'égard des corporations décrites au numéro 1 ci-dessus, mais
 - b) qui limite le taux d'impôt appliqué aux dividendes payés par une corporation résidant au Canada à un résident dudit pays,

ne doit pas dépasser le taux maximal de la retenue fiscale canadienne frappant les non-résidents qui s'applique aux dividendes en vertu de cette convention fiscale. Le paragraphe 11(3) des RAIR, qui s'applique à toutes les corporations 1976 taxation years that commenced in 1975, provides that the tax for the 1976 taxation year is to be calculated on the basis of a proration, having regard to the appropriate rates of tax applicable to 1975 and 1976 taxation years.

3. The amount on which the 15% or 25% rate of tax (or any other rate of tax applicable in accordance with a treaty) is levied differs for non-Canadian corporations not resident in Canada and non-Canadian corporations resident in Canada, whether resident for the whole year or part of the year. A summary of the required calculations appears below in 4 and 5 under those two headings. It is to be noted that the primary figure in the calculation is, for a corporation not resident in Canada, its "taxable income earned in Canada" for the taxation year and, for a corporation resident in Canada for part or all of the year, its "taxable income", which includes the corporation's world income for the year.

Non-Canadian Corporations Not Resident in Canada

- 4. A non-Canadian corporation that was not resident in Canada at any time in the taxation year is subject to tax under section 219 on an amount calculated as follows:
 - (i) Taxable income earned in Canada for the taxation year \$_____

Add

- (ii) amount deducted in computing taxable income earned in Canada for the taxation year in respect of taxable dividends (applicable to 1976 and subsequent taxation years)
- (iii) amount deducted as a resource allowance in computing taxable income earned in Canada for the taxation year (applicable to 1976 and subsequent taxation years)
- (iv) amount claimed for the immediately preceding taxation year as an allowance in respect of its investment in property in Canada

Deduct

(v) net taxable capital gains, i.e., taxable capital gains minus allowable capital losses, on the disposition of taxable Canadian properties not used or held in the year in the course of carrying on business in Canada (not to exceed net taxable capital gains from all dispositions in the year of taxable Canadian properties)

assujetties à l'impôt en vertu de l'article 219 dont l'année d'imposition 1976 a commencé en 1975, prévoit que l'impôt pour l'année d'imposition 1976 doit être établi proportionnellement aux taux appropriés d'impôt s'appliquant aux années d'imposition 1975 et 1976.

3. Le montant sur lequel le taux d'imposition de 15% ou de 25% est prélevé (ou tout autre taux d'imposition s'appliquant selon une convention) diffère selon qu'une corporation non canadienne ne réside pas au Canada ou qu'elle y réside (que ce soit durant toute l'année ou pendant une partie seulement de l'année). Un résumé des calculs nécessaires dans chaque cas figure aux numéros 4 et 5 ci-dessous. Il est à remarquer que pour une corporation ne résidant pas au Canada, son «revenu imposable gagné au Canada» pendant l'année d'imposition constitue le principal chiffre du calcul; pour une corporation qui a résidé au Canada durant toute l'année ou pour une partie de celle-ci, il s'agit de son «revenu imposable», ce qui comprend les revenus de toutes provenances de la corporation pour l'année.

Corporations non canadiennes ne résidant pas au Canada

- 4. Une corporation non canadienne qui n'a résidé en aucun temps au Canada au cours de l'année d'imposition est assujettie à l'impôt en vertu de l'article 219 sur un montant calculé de la façon suivante:
- (i) revenu imposable gagné au Canada durant l'année d'imposition

Ajouter

- (ii) montant déduit, lors du calcul du revenu imposable gagné au Canada durant l'année d'imposition, au titre des dividendes imposables (années d'imposition 1976 et suivantes)
- (iii) montant déduit à titre d'allocation pour exploitation minière lors du calcul du revenu imposable gagné au Canada durant l'année d'imposition (années d'imposition 1976 et suivantes) (iv) montant réclamé pour l'année d'imposition précédente à titre d'allocation pour ses investissements dans des biens situés au Canada

Déduire

(v) gains en capital nets imposables, c.-à-d. les gains en capital imposables moins les pertes en capital déductibles sur la disposition de biens canadiens imposables n'ayant pas été utilisés ni détenus durant l'année dans le cadre de l'exploitation d'une entreprise au Canada (ne doit pas dépasser le montant des gains en capital nets imposables résultant de toutes les disposition de biens canadiens imposables durant l'année)

\$_____

IT-137R 3

(vi) tax payable under Part I for the taxation year less the portion of that tax attributable to net taxable capital gains specified in (v) above	(vi) impôt à payer en vertu de la Partie I pour l'année d'imposition moins la fraction de cet impôt s'appliquant aux gains en capital nets imposables men- tionnés en (v) ci-dessus	
(vii) non-deductible income taxes payable to a provincial government for the taxation year less the portion of such income taxes attributable to the net taxable capital gains specified in (v) above	(vii) impôts sur le revenu non déduc- tibles payables à un gouvernement provincial pour l'année d'imposition moins la partie de ces impôts s'appli- quant aux gains en capital nets impo- sables mentionnés en (v) ci-dessus	
(viii) allowance for the year in respect of the investment in property in Canada, not exceeding the maximum amount specified in Regulation 808(1) (applicable only if the corporation was carrying on business in Canada at the end of the taxation year)	(viii) allocation pour l'année au titre des investissements dans des biens situés au Canada, ne dépassant pas le montant maximum spécifié au Règlement 808(1) (ne s'applique que si la corporation exploitait une entreprise au Canada à la fin de l'année d'imposition)	
(ix) amounts included in computing taxable income earned in Canada for the taxation year in respect of Crown resource royalties or the like to the extent such amounts are not deductible under (vii) or (viii) above (applicable to taxation years ending after May 6, 1974)	(ix) montants compris, dans le calcul du revenu imposable gagné au Canada pour l'année d'imposition, au titre des redevances minières versées à la Couronne, ou sommes semblables pourvu que ces montants ne sont pas déductibles en vertu de (vii) ou de (viii) ci-dessus (années d'imposition prenant fin après le 6 mai 1974)	\$
Amount subject to tax under section 219	Montant assujetti à l'impôt en vertu de l'article 219	\$
Non-Canadian Corporations Resident in Canada	Corporations non canadiennes résidant au Canad	la
5. A non-Canadian corporation that was resident in Canada at any time in the taxation year is subject to tax under section 219 on an amount calculated as follows:	5. Une corporation non canadienne qui résida une date quelconque au cours de l'année d' assujettie à l'impôt en vertu de l'article 219 s' calculé de la façon suivante:	imposition e
(i) Taxable income for the taxation year \$	(i) revenu imposable pour l'année d'imposition	\$
Add	Ajouter	
(ii) amount deducted in computing taxable income for the taxation year in respect of taxable dividends (applicable to taxation years ending after May 6, 1974) (iii) amount deducted as a resource allowance in computing taxable income for the taxation year (applicable to 1976 and subsequent taxation years)	(ii) montant déduit, lors du calcul du revenu impoable pour l'année d'imposition au titre des dividendes imposables (années d'imposition prenant fin après le 6 mai 1974) (iii) montant débuit à titre d'allocation pour exploitation minière lors du calcul du revenu imposable pour l'année d'imposition (années d'imposition 1976 et suivantee)	\$
(iv) amount claimed for the immediately preceding taxation year as an allowance in respect of its investment in property in Canada	et suivantes) (iv) montant réclaimé pour l'année d'imposition précédente à titre d'alloca- tion pour ses investissements dans des biens situés au Canada	

(v) amount claimed for the immediately preceding taxation year in respect of the cumulative excess of dividends paid by the corporation since it last became a resident of
Canada over 50% of the corporation's net income from non-Canadian
sources during the period
Deduct (vi) tax payable under Part I for the taxation year (vii) non-deductible income taxes payable to a provincial government for
the taxation year (viii) amount deducted from tax oth-
erwise payable under Part I for the taxation year as a credit in respect of taxes paid to a foreign government
(ix) 50% of the amount of net income from non-Canadian sources for the taxation year (being the amount of such income minus an assumed income tax rate of 50% thereof) (deductible amount not to exceed 50% of the corporation's taxable income for the taxation year) (x) allowance for the year in respect of the investment in property in Canada, not exceeding the maximum amount specified in Regulation 808(1) (applicable only if the corporation was carrying on business in
Canada at the end of the taxation year) (xi) allowance for the year in respect of dividends paid by the corporation, not to exceed its cumulative excess of dividends paid by the corporation
since it last became a resident of Canada over 50% of the corporation's net income from non-Canadian sources during the period
(xii) amounts included in computing taxable income for the taxation year in respect of Crown resource royalties or the like to the extent such amounts are not deductible under (vii) or (x) above (applicable to taxation years ending after May 6, 1974)

(v) montant réclamé pour l'année d'imposition précédente, au titre de l'excédent cumulatif des dividendes payés par la corporation depuis la dernière fois qu'elle est devenue résidente du Canada sur 50% du revenu net de la corporation tiré de sources non canadiennes durant cette période

Déduire

(vi) impôt à payer en vertu de la Partie I pour l'année d'imposition (vii) impôts sur le revenu non déductibles payables à un gouvernement provincial pour l'année d'imposition (viii) montant déduit des impôts autrement payables en vertu de la Partie I pour l'année d'imposition, à titre de crédit pour les impôts payés à un gouvernement étranger

(ix) 50% du montant du revenu net tiré de sources non canadiennes pendant l'année d'imposition (le montant de ce revenu moins un taux présumé de 50%) (le montant déductible ne doit pas dépasser 50% du revenu imposable de la corporation pour l'année d'imposition)

(x) allocation pour l'année au titre des investissements dans des biens situés au Canada, ne dépassant pas le montant maximum spécifié au Règlement 808(1) (ne s'applique que si la corporation exploitait une entreprise au Canada à la fin de l'année d'imposition)

(xi) allocation pour l'année au titre des dividendes payés par la corporation, ne devant pas dépasser l'excédent cumulatif de dividendes payés par la corporation depuis la dernière fois qu'elle est devenue résidente du Canada sur 50% du revenu net de la corporation tiré de sources non canadiennes durant cette période

(xii) montants compris, dans le calcul de revenu imposable pour l'année d'imposition, au titre des redevances minières versées à la Couronne ou sommes semblables, pourvu que ces montants ne sont pas déductibles en vertu de (vii) ou de (x) ci-dessus (années d'imposition prenant fin après le 6 mai 1974)

Montant assujetti à l'impôt en vertu de l'article 219

Amount subject to tax under section 219

"Taxable Canadian Property"

6. For purposes of 4(v) above, the term "taxable Canadian property" has the meaning assigned to it in paragraph 115(1)(b).

Exempt Corporations

- 7. A corporation is not liable for tax under section 219 for a taxation year if it was, throughout the year,
 - (a) a bank,
 - (b) a corporation whose principal business was the transportation of persons or goods, communications, or mining iron ore in Canada, or
 - (c) a corporation exempt from tax under section 149.
- 8. If the principal business of a corporation throughout the world is the transportation of persons or goods, or communications, it is exempt from tax under section 219 regardless of the nature of its Canadian business. However, in the case of a corporation mining iron ore in Canada, its operation of that nature in Canada must be its principal business throughout the world if it is to qualify for exemption under section 219.

Non-Resident Insurance Corporations

9. Subsections 219(4) to (7) are applicable exclusively to non-resident insurance corporations carrying on business in Canada. See comments in 2 above on rates of tax and the possible application of a bilateral income tax treaty.

Allowance in Respect of Investment in Property in Canada

- 10. The maximum allowance for a taxation year, referred to in 4(viii) and 5(x) above, that may be claimed by a corporation in respect of its investment in property in Canada is calculated, pursuant to Regulation 808(1), as follows:
 - (i) the amount of the corporation's "qualified investment in property in Canada" or the end of the taxation

Deduct

- (ii) the total of allowances in respect of an investment in property in Canada claimed as a deduction under subsection 110B(1) of the pre-1972 Income Tax Act for taxation years ending before 1972
- (iii) the capital investment of the corporation in property in Canada at the end of its 1960 taxation year

Maximum allowance

_	_	 	 -
\$_			
\$			
Ψ_		 	

«Biens canadiens imposables»

6. Aux fins du numéro 4(v) ci-dessus, l'expression "biens canadiens imposables" a le sens que lui attribue l'alinéa 115(1)b).

Corporations exonérées

- 7. Une corporation n'est pas assujettie à l'impôt en vertu de l'article 219 au titre d'une année d'imposition si elle était, durant toute l'année,
 - a) une banque,
 - b) une corporation dont l'entreprise principale était le transport de personnes ou de marchandises, les communications, ou l'extraction du minerai de fer au Canada, ou
 - c) une corporation exonérée d'impôt en vertu de l'article 149.
- 8. Si l'entreprise principale d'une corporation à travers le monde est le transport de personnes ou de marchandises ou les communications, cette corporation est exonérée de l'impôt en vertu de l'article 219, quelle que soit la nature de ses activités au Canada. Toutefois, dans le cas d'une corporation qui extrait du minerai de fer au Canada, ses opérations de cette nature au Canada doivent constituer son entreprise principale partout dans le monde pour qu'elle puisse être exonérée en vertu de l'article 219.

Corporations d'assurance non résidantes

9. Les paragraphes (4) à (7) de l'article 219 s'appliquent exclusivement aux corporations d'assurance non résidantes exploitant une entreprise au Canada, Voir les observations au numéro 2 ci-dessus concernant les taux d'imposition et l'application possible d'une convention fiscale bilatérale.

Allocation au titre des investissements dans des biens situés au Canada

- 10. L'allocation maximum pour une année d'imposition, mentionnée aux numéros 4(viii) et 5(x) ci-dessus, qui peut être réclamée par une corporation au titre de ses investissements dans des biens situés au Canada est calculée, conformément au Règlement 808(1), de la façon suivante;
- (i) le montant de l'«investissement admissible dans des biens situés au Canada» de la corporation à la fin de l'année d'imposition

Déduire

- (ii) le total des allocations s'appliquant à un investissement dans des biens situés au Canada réclamées en déduction, en vertu du paragraphe 110B(1) de la Loi de l'impôt sur le revenu antérieure à 1972, pour les années d'imposition prenant fin avant 1972
- (iii) capital engagé par la corporation dans des biens situés au Canada, à la fin de son année d'imposition 1960

Allocation maximum

\$	
S	
Ψ	

- 11. The "qualified investment in property in Canada" of a corporation at the end of a taxation year is calculated in accordance with the rules in Regulations 808(2) and (3) unless the corporation, at the end of the taxation year, was a member of a partnership that carried on business in Canada at any time in the year. In the latter case, "qualified investment in property in Canada" is calculated in accordance with the rules in Regulations 808(4), (5), and (6).
- 12. When a corporation that has been subject to tax under section 219 ceases to carry on business in Canada, the amount deducted for the immediately preceding taxation year in respect of its qualified investment in property in Canada must be included in the amount subject to tax under section 219 for the taxation year in which the business ceased but no allowance for such investment may be claimed as at the end of that year. In these circumstances, no "recapture" is made of allowances, as referred to in 10(ii) above, claimed for 1971 and prior taxation years.
- 13. "Qualified investment in property in Canada" includes certain liquid assets as defined in Regulation 808(3) for a corporation and in Regulation 808(6) for a partnership. The specified liquid assets that qualify need not be identified with the business carried on in Canada. An amount deposited with a bank or other recognized financial institution, in either Canadian or a foreign currency, qualifies only if the deposit is with a branch or other office of that institution in Canada. Prepaid expenses or deposits do not qualify as allowable liquid assets or otherwise as an investment in property.
- 14. The term "cost amount" where used in Regulation 808 has the meaning assigned to it in subsection 248(1) of the Act.

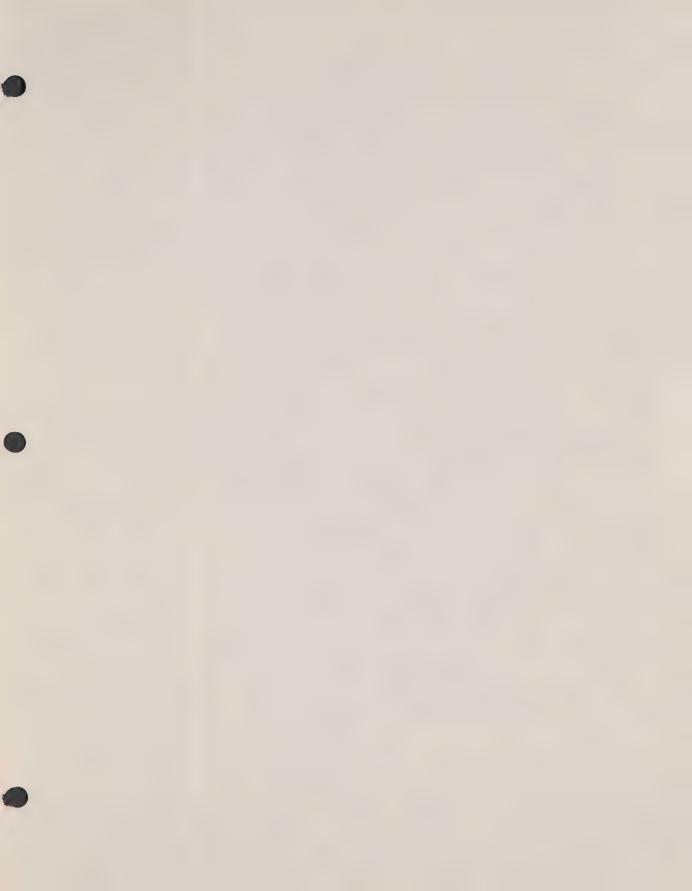
Returns, Assessments, Payment and Appeals

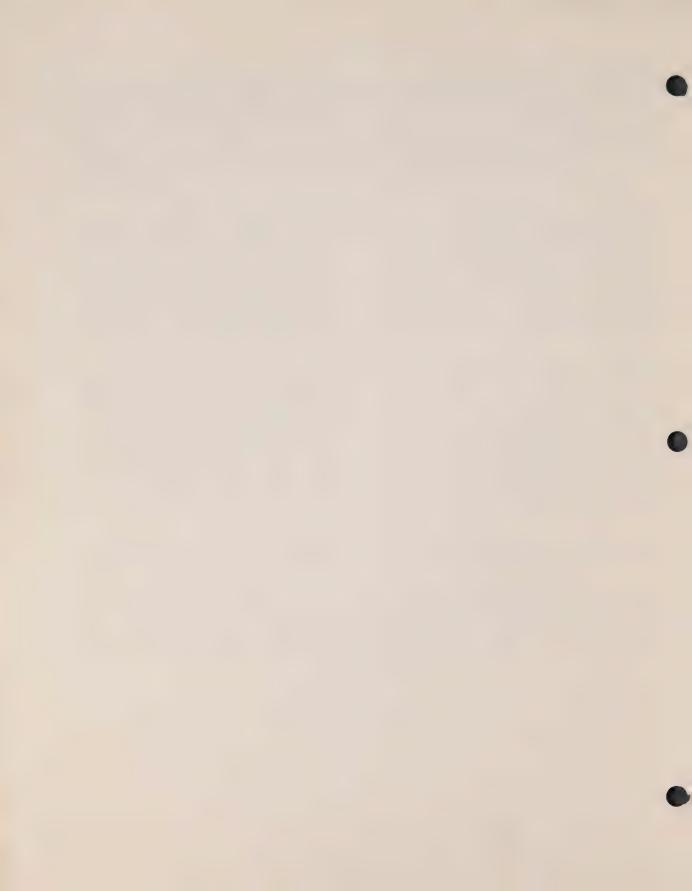
15. With certain exceptions specified in subsection 219(3), including the non-payment of tax by instalments, all the provisions of Division I of Part I of the Act apply to tax payable under section 219.

- 11. L'«investissement admissible dans des biens situés au Canada» d'une corporation à la fin d'une année d'imposition est calculé conformément aux règles contenues dans les paragraphes (2) et (3) du Règlement 808 à moins que la corporation, à la fin de l'année d'imposition, ait été membre d'une société qui avait exploité une entreprise au Canada à une date quelconque au cours de l'année. Dans ce dernier cas, l'«investissement admissible dans des biens situés au Canada» est calculé conformément aux règles des paragraphes (4), (5) et (6) du Règlement 808.
- 12. Lorsqu'une corporation qui a été assujettie à l'impôt en vertu de l'article 219 cesse d'exploiter toute entreprise au Canada, le montant déduit pour l'année précédente au titre de ses investissements admissibles dans des biens situés au Canada doit être inclus dans le montant assujetti à l'impôt en vertu de l'article 219 pour l'année d'imposition au cours de laquelle l'entreprise a cessé d'exister, mais aucune allocation ne peut être réclamée pour cet investissement à la fin de cette année-là. Dans ces circonstances, il n'y a aucune «récupération» des allocations mentionnées au numéro 10(ii) ci-dessus qui ont été réclamées pour les années d'imposition 1971 et antérieures.
- 13. Les «investissements admissibles dans des biens situés au Canada» comprennent certains avoirs liquides, lesquels sont définis au paragraphe (3) du Règlement 808 pour une corporation et au paragraphe (6) du Règlement 808 pour une société. Les avoirs liquides spécifiés qui sont admissibles ne doivent pas nécessairement être associés à l'entreprise exploitée au Canada. Un montant déposé dans une banque ou une autre institution financière reconnue, en monnaie canadienne ou étrangère, n'est admissible que si le dépôt a été fait dans une succursale ou un autre bureau de cette institution au Canada. Les frais ou les dépôts payés d'avance ne constituent pas des avoirs liquides admissibles ni par ailleurs des investissements dans des biens.
- 14. L'expression «coût indiqué» utilisée dans le Règlement 808 a le sens que lui confère le paragraphe 248(1) de la Loi.

Déclarations, cotisations, paiements et appels

15. À l'exception de certains cas précisés au paragraphe 219(3), comprenant le non-paiement de l'impôt par acomptes provisionnels, toutes les dispositions de la section I de la Partie I de la Loi s'appliquent à l'impôt payable en vertu de l'article 219.





INTERPRETATION

BULLETIN

D'INTERPRÉTATION

SUBJECT: INCOME TAX ACT

Additional Tax on Corporations, Other Than Canadian Corporations Carrying on Business in Canada

NO: IT-137R2

DATE: September 8, 1982

REFERENCE: Section 219 (also subsection 52(7), section 11 of the Income Tax Application Rules, 1971 (ITAR) and Regulation 808)

This bulletin replaces and cancels Interpretation Bulletin IT-137R dated August 1, 1977. Current revisions are designated by vertical lines.

- 1. While section 219 is commonly thought of as imposing a tax on the branch operations in Canada of a non-resident corporation and is often referred to as the "branch tax", it is not restricted in its application to branch operations or to non-resident corporations. Section 219 applies to every corporation that is not, throughout the year, a Canadian corporation as defined in paragraph 89(1)(a) and thus applies to any corporation carrying on business in Canada in a particular taxation year that was not incorporated in Canada and
 - (a) was not resident in Canada throughout the taxation year, or
 - (b) was resident in Canada throughout the taxation year but was not resident in Canada continuously since June 18, 1971.

A corporation incorporated in Canada is not subject to section 219 unless it has emigrated from Canada under circumstances described in section 88.1.

- 2. The standard rate of tax imposed by section 219 is 25% for taxation years commencing after 1975. However, the imposition of tax under section 219 is subject to any overriding provision in a bilateral income tax treaty that may exempt or partly exempt a corporation from, or limit the rate of this tax (see Interpretation Bulletin IT-277). In addition, ITAR 11(4) provides that for 1976 and subsequent taxation years, the rate of tax under section 219 imposed on a corporation resident in a country with which Canada has an income tax treaty that
 - (a) does not limit the rate of additional tax on corporations described in 1 above, but
 - (b) does limit the rate of tax imposed on dividends paid by a corporation resident in Canada to a resident of that other country,

may not exceed the maximum rate of Canadian non-resident withholding tax applicable to dividends under that treaty.

OBJET: LOI DE L'IMPÔT SUR LE REVENU

Impôt supplémentaire sur les corporations, autres que les corporations canadiennes, exploitant une entreprise au Canada

No: IT-137R2

DATE: le 8 septembre 1982

RENVOI: Article 219 (aussi paragraphe 52(7), l'article 11 des Règles de 1971 concernant l'application de l'impôt sur le revenu (RAIR) et le Règlement 808)

LIBRARY

OCT 4 1982

Le présent bulletin annuté et remptace le bulletin IT-137R du ler août 1977. Les dernières révisions sont indiquées par un trait dans la marge.

- 1. Bien que l'article 219 serve, comme le croient la plupart des gens, à imposer les opérations au Canada des succursales de corporations non résidantes et bien que cet impôt soit habituellement appelé «impôt de succursale», cet article ne s'applique pas uniquement aux activités des succursales ou aux corporations non résidantes. L'article 219 s'applique à toutes les corporations qui, durant toute l'année, ne constituent pas des corporations canadiennes au sens de l'alinéa 89(1)a) et s'applique donc à toute corporation non constituée au Canada, qui exploite une entreprise au Canada au cours d'une année d'imposition en particulier et qui:
 - a) n'a pas résidé au Canada durant toute l'année d'imposition, ou
 - b) a résidé au Canada durant toute l'année d'imposition mais n'y a pas résidé sans interruption depuis le 18 juin 1971

Une corporation constituée au Canada n'est pas assujettie à l'article 219, à moins qu'elle n'ait quitté le Canada dans les circonstances décrites à l'article 88.1.

- 2. Le taux régulier d'imposition prévu à l'article 219 est de 25% pour les années d'imposition qui commencent après 1975. Toutefois le prélèvement de l'impôt en vertu de l'article 219 est assujetti à toute disposition dérogatoire d'une convention fiscale bilatérale qui pourrait supprimer en tout ou en partie, ou réduire ce taux pour une corporation (voir le bulletin d'interprétation IT-277). De plus, le paragraphe 11(4) des RAIR stipule que pour 1976 et les années d'imposition suivantes, le taux d'impôt au titre de l'article 219 appliqué à une corporation résidant dans un pays avec lequel le Canada a une convention fiscale qui
 - a) ne limite pas le taux d'impôt supplémentaire à l'égard des corporations décrites au numéro 1 ci-dessus, mais
 - b) qui limite le taux d'impôt appliqué aux dividendes payés par une corporation résidant au Canada à un résident dudit pays,

ne doit pas dépasser le taux maximal de la retenue fiscale canadienne frappant les non-résidents qui s'applique aux dividendes en vertu de cette convention fiscale.

3. The amount on which the 25% rate of tax (or any other rate of tax applicable in accordance with a treaty) is levied differs for non-Canadian corporations not resident in Canada and non-Canadian corporations resident in Canada, whether resident for the whole year or part of the year. A summary of the required calculations appears in 4 and 5 below under those two headings. It should be noted that the primary figure in the calculation is, for a corporation not resident in Canada, its "taxable income earned in Canada" for the taxation year and, for a corporation resident in Canada for part or all of the year, its "taxable income", which includes the corporation's world income for the year.

Non-Canadian Corporations Not Resident in Canada

- 4. A non-Canadian corporation that was not resident in Canada at any time in the taxation year is subject to tax under section 219 on an amount calculated as follows:
 - (i) Taxable income earned in Canada for the taxation year Add (ii) amount deducted in computing taxable income earned in Canada for the taxation year in respect of taxable dividends (applicable to 1976 and subsequent taxation years) (iii) amount deducted as a resource allowance in computing taxable income earned in Canada for the taxation year (applicable to 1976 and subsequent taxation years) (iv) excess of fair market value of "qualified property" disposed of over proceeds of disposition (applicable after December 11, 1979, see 11 below for details) (v) amount claimed immediately preceding taxation year as an allowance in respect of its investment in property in Canada Deduct (vi) net taxable capital gains, i.e., taxable capital gains minus allowable capital losses, on the disposition of taxable Canadian properties not used or held in the year in the course of carrying on business in Canada (not to exceed net taxable capital gains from all dispositions in the year of taxable Canadian properties)

3. Le montant sur lequel le taux d'imposition de 25% est prélevé (ou tout autre taux d'imposition s'appliquant selon une convention) diffère selon qu'une corporation non canadienne ne réside pas au Canada ou qu'elle y réside (que ce soit durant toute l'année ou pendant une partie seulement de l'année). Un résumé des calculs nécessaires dans chaque cas figure aux numéros 4 et 5 ci-dessous. Il est à remarquer que pour une corporation ne résidant pas au Canada, son «revenu imposable gagné au Canada» pendant l'année d'imposition constitue le principal chiffre du calcul; pour une corporation qui a résidé au Canada durant toute l'année ou pour une partie de celle-ci, il s'agit de son «revenu imposable», ce qui comprend les revenus de toutes provenances de la corporation pour l'année.

Corporations non canadiennes ne résidant pas au Canada

- 4. Une corporation non canadienne qui n'a résidé en aucun temps au Canada au cours de l'année d'imposition est assujettie à l'impôt en vertu de l'article 219 sur un montant calculé de la façon suivante:
 - (i) revenu imposable gagné au Canada durant l'année d'imposition

Ajouter

- (ii) le montant déduit, lors du calcul du revenu imposable gagné au Canada durant l'année d'imposition, au titre des dividendes imposables (années d'imposition 1976 et suivantes)
- (iii) le montant déduit à titre d'allocation pour exploitation minière lors du calcul du revenu imposable gagné au Canada durant l'année d'imposition (années d'imposition 1976 et suivantes)
- (iv) la fraction de la juste valeur marchande d'un «bien admissible» dont on a disposé qui est en sus du produit de la disposition (applicable après le 11 décembre 1979, voir le paragraphe 11 ci-dessous pour plus de détails)
- (v) le montant réclamé pour l'année d'imposition précédente à titre d'allocation pour ses investissements dans des biens situés au Canada

Déduire

(vi) les gains en capital nets imposables, c.-à-d. les gains en capital imposables moins les pertes en capital déductibles sur la disposition de biens canadiens imposables n'ayant pas été utilisés ni détenus durant l'année dans le cadre de l'exploitation d'une entreprise au Canada (ne doit pas dépasser le montant des gains en capital nets imposables résultant de toutes les dispositions de biens canadiens imposables durant l'année)

3

	(vii) tax payable under Part I for the taxation year less the portion of that tax attributable to net taxable capital gains specified in (vi) above		(vii) l'impôt à payer en vertu de la Partie I pour l'année d'imposition moins la frac- tion de cet impôt s'appliquant aux gains en capital nets imposables mentionnés en (vi) ci-dessus	
	(viii) non-deductible income taxes payable to a provincial government for the taxation year less the portion of such income taxes attributable to the net taxable capital gains specified in (vi) above		(viii) les impôts sur le revenu non dé- ductibles payables à un gouvernement provincial pour l'année d'imposition moins la partie de ces impôts s'appliquant aux gains en capital nets imposables men- tionnés en (vi) ci-dessus	
	(ix) allowance for the year in respect of the investment in property in Canada, not exceeding the maximum amount specified in Regulation 808(1) (applicable only if the corporation was carrying on business in Canada at the end of the taxation year)		(ix) l'allocation pour l'année au titre des investissements dans des biens situés au Canada, ne dépassant pas le montant maximum spécifié au Règlement 808(1) (ne s'applique que si la corporation exploitait une entreprise au Canada à la fin de l'année d'imposition)	
	(x) amounts included in computing taxable income earned in Canada for the taxation year in respect of Crown resource royalties or the like to the extent such amount are not deductible under (viii) or (ix) above (applicable to taxation years ending after May 6, 1974). For 1981 and subsequent taxation years taxes paid or payable to the Crown under the Petroleum and Gas Revenue Tax Act		(x) les montants compris, dans le calcul du revenu imposable gagné au Canada pour l'année d'imposition, au titre des redevances minières versées à la Couronne, ou sommes semblables pourvu que ces montants ne sont pas déductibles en vertu de (viii) ou de (ix) ci-dessus (s'applique aux années d'imposition prenant fin après le 6 mai 1974). Pour 1981 et les années d'imposition subséquentes, les impôts payés ou à payer à la Couronne en vertu de la Loi de l'impôt sur les revenus pétroliers	
	(xi) excess of fair market value of any "qualified property" disposed of over the sum of the increase in paid-up capital resulting from the disposition plus the fair market value of the non-share consideration received (applicable after December 11, 1979, see 11 below for details)	<u></u>	(xi) la fraction de la juste valeur marchande d'un «bien admissible» dont on a disposé qui est en sus du montant dont le capital versé a été augmenté en vertu de la disposition, plus la juste valeur marchande de la contre-partie (autre que des actions) reçue (applicable après le 11 décembre 1979, voir le paragraphe 11 ci-dessous pour plus de détails)	\$
	Amount subject to tax under section 219	\$	Montant assujetti à l'impôt en vertu de l'article 219	\$
No	on-Canadian Corporations Resident in	Canada	Corporations non canadiennes résidant au Ca	anada
Ca	A non-Canadian corporation that was mada at any time in the taxation year is sider section 219 on an amount calculated (i) Taxable income for the taxation	ubject to tax	5. Une corporation non canadienne qui résidair une date quelconque au cours de l'année d'impos jettie à l'impôt en vertu de l'article 219 sur un me de la façon suivante: revenu imposable pour l'année d'im- 	ition est assu
	year	\$	position	\$
	Add		Ajouter	
	(ii) amount deducted in computing taxable income for the taxation year in		(ii) le montant déduit, lors du calcul du revenu imposable pour l'année d'imposi-	

respect of taxable dividends (applicable to taxation years ending after May 6, 1974)	tion au titre des dividendes imposables (années d'imposition prenant fin après le 6 mai 1974)	\$
(iii) amount deducted as a resource allowance in computing taxable income for the taxation year (applica- ble to 1976 and subsequent taxation years)	(iii) le montant déduit à titre d'allocation pour exploitation minière lors du calcul du revenu imposable pour l'année d'imposi- tion (s'applique aux années d'imposition 1976 et suivantes)	
(iv) excess of fair market value of "qualified property" disposed of over proceeds of disposition (applicable after December 11, 1979, see 11 below for details)	(iv) la fraction de la juste valeur marchande d'un «bien admissible» dont on a disposé qui est en sus du produit de la disposition (applicable après le 11 décembre 1979, voir le paragraphe 11 ci-dessous pour plus de détails)	
(v) amount claimed for the immediately preceding taxation year as an allowance in respect of its investment in property in Canada	(v) le montant réclamé pour l'année d'imposition précédente à titre d'allocation pour ses investissements dans des biens situés au Canada	
(vi) amount claimed for the immediately preceding taxation year in respect of the cumulative excess of dividends paid by the corporation since it last became a resident of Canada over 50% of the corporation's net income from non-Canadian sources during the period	(vi) le montant réclamé pour l'année d'imposition précédente, au titre de l'excédent cumulatif des dividendes payés par la corporation depuis la dernière fois qu'elle est devenue résidente du Canada sur 50% du revenu net de la corporation tiré de sources non canadiennes durant cette période	\$
auring the period	*	
Deduct	Déduire	
	•	\$
Deduct (vii) tax payable under Part I for the	Déduire (vii) l'impôt à payer en vertu de la Partie	\$
Deduct (vii) tax payable under Part I for the taxation year (viii) non-deductible income taxes payable to a provincial government	Déduire (vii) l'impôt à payer en vertu de la Partie I pour l'année d'imposition (viii) les impôts sur le revenu non déductibles payables à un gouvernement	\$
Deduct (vii) tax payable under Part I for the taxation year (viii) non-deductible income taxes payable to a provincial government for the taxation year (ix) amount deducted from tax otherwise payable under Part I for the taxation year as a credit in respect of	Déduire (vii) l'impôt à payer en vertu de la Partie I pour l'année d'imposition (viii) les impôts sur le revenu non déductibles payables à un gouvernement provincial pour l'année d'imposition (ix) le montant déduit des impôts autrement payables en vertu de la Partie I pour l'année d'imposition, à titre de crédit pour les impôts payés à un gouvernement étran-	\$

IT-137R2

corporation was carrying on business in Canada at the end of the taxation year) (xii) allowance for the year in respect of dividends paid by the corporation, not to exceed its cumulative excess of dividends paid by the corporation since it last became a resident of Canada over 50% of the corporation's net income from non-Canadian sources during the period (xiii) amounts included in computing taxable income for the taxation year in respect of Crown resource royalties or the like to the extent such amounts are not deductible under (viii) or (xi) above (applicable to taxation years ending after May 6, 1974), and for 1981 and subsequent taxation years, taxes paid or payable to the Crown under the Petroleum and Gas Revenue Tax Act (xiv) excess of fair market value of any "qualified property" disposed of over the sum of the increase in paid-up capital resulting from the disposition plus the fair market value of the nonshare consideration received (applicable after Dec. 11, 1979, see 11 below for details) Amount subject to tax under section 219

"Taxable Canadian Property"

6. For purposes of 4(vi) above, the term "taxable Canadian property" has the meaning assigned to it in paragraph 115(1)(b).

Exempt Corporations

- 7. A corporation is not liable for tax under section 219 for a taxation year if it was, throughout the year,
 - (a) a bank,
 - (b) a corporation whose principal business was the transportation of persons or goods, communications, or mining iron ore in Canada, or
 - (c) a corporation exempt from tax under section 149.
- 8. If the principal business of a corporation throughout the world is the transportation of persons or goods, or communications, it is exempt from tax under section 219

ploitait une entreprise au Canada à la fin de l'année d'imposition)

- (xii) l'allocation pour l'année au titre des dividendes payés par la corporation, ne devant pas dépasser l'excédent cumulatif de dividendes payés par la corporation depuis la dernière fois qu'elle est devenue résidente du Canada sur 50% du revenu net de la corporation tiré de sources non canadiennes durant cette période
- (xiii) les montants compris, dans le calcul de revenu imposable pour l'année d'imposition, au titre des redevances minières versées à la Couronne ou sommes semblables, pourvu que ces montants ne sont pas déductibles en vertu de (viii) ou de (xi) ci-dessus (s'applique aux années d'imposition prenant fin après le 6 mai 1974) et pour 1981 et les années d'imposition subséquentes, les impôts payés ou à payer à la Couronne en vertu de la Loi de l'impôt sur les revenus pétroliers.
- (xiv) la fraction de la juste valeur marchande d'un «bien admissible» dont on a disposé qui est en sus du montant dont le capital versé a été augmenté en vertu de la disposition, plus la juste valeur marchande de la contre-partie (autre que des actions) reçue (applicable après le 11 décembre 1979, voir le paragraphe 11 ci-dessous pour plus de détails)

Montant assujetti à l'impôt en vertu de l'article 219

«Biens canadiens imposables»

6. Aux fins du numéro 4(vi) ci-dessus, l'expression «biens canadiens imposables» a le sens que lui attribue l'alinéa 115(1)b).

Corporations exonérées

- 7. Une corporation n'est pas assujettie à l'impôt en vertu de l'article 219 au titre d'une année d'imposition si elle était, durant toute l'année,
 - a) une banque,
 - b) une corporation dont l'entreprise principale était le transport de personnes ou de marchandises, les communications, ou l'extraction du minerai de fer au Canada, ou
 - c) une corporation exonérée d'impôt en vertu de l'article 149.
- 8. Si l'entreprise principale d'une corporation à travers le monde est le transport de personnes ou de marchandises ou les communications, cette corporation est exonérée de l'impôt en

regardless of the nature of its Canadian business. However, in the case of a corporation mining iron ore in Canada, its operation of that nature in Canada must be its principal business throughout the world if it is to qualify for exemption under section 219.

Non-Resident Insurance Corporations

9. Subsections 219(4) to (8) are applicable to non-resident insurance corporations carrying on business in Canada. Applicable after December 11, 1979 special rules are provided to allow insurance corporations to transfer branch assets to a "qualified related corporation" in order to defer the 25% tax payable under subsection 219(5.1). See comments in 2 above on rates of tax and the possible application of a bilateral income tax treaty.

Allowance in Respect of Investment in Property in Canada

- 10. The maximum allowance for a taxation year, referred to in 4(ix) and 5(xi) above, that may be claimed by a corporation in respect of its investment in property in Canada is calculated, pursuant to Regulation 808(1), as follows:
 - (i) the amount of the corporations's ''qualified investment in property in Canada'' at the end of the taxation year

Deduct

- (ii) the total of allowances in respect of an investment in property in Canada claimed as a deduction under subsection 110B(1) of the pre-1972 Income Tax Act for taxation years ending before 1972
- (iii) the capital investment of the corporation in property in Canada at the end of its 1960 taxation year

Maximum allowance

11. In 4(iv), 4(xi), 5(iv) and 5(xiv) above, reference is made to adjustments to the calculation for determining the amount subject to tax under section 219. These are applicable after December 11, 1979 and were added to the section to facilitate the transfer of the business assets of a non-Canadian company to a Canadian corporation which is a subsidiary wholly-owned corporation in a manner that would permit deferral of the section 219 tax to a later time.

The business assets referred to as "qualified property" are those assets used immediately before the transfer for the purpose of gaining or producing income from a business carried on in Canada. The sale must be made directly

vertu de l'article 219, quelle que soit la nature de ses activités au Canada. Toutefois, dans le cas d'une corporation qui extrait du minerai de fer au Canada, ses opérations de cette nature au Canada doivent constituer son entreprise principale partout dans le monde pour qu'elle puisse être exonérée en vertu de l'article 219.

Corporations d'assurance non résidantes

9. Les paragraphes (4) à (8) de l'article 219 s'appliquent aux corporations d'assurance non résidantes exploitant une entreprise au Canada. Des règles spéciales stipulent qu'après le 11 décembre 1979, les corporations d'assurance pourront transférer des biens d'une succursale à une «corporation liée admissible» en vue de reporter l'impôt de 25% payable en vertu du paragraphe 219(5.1). Voir les observations au numéro 2 ci-dessus concernant les taux d'imposition et l'application possible d'une convention fiscale bilatérale.

Allocation au titre des investissements dans des biens situés au Canada

- 10. L'allocation maximum pour une année d'imposition, mentionnée aux numéros 4 (ix) et 5(xi) ci-dessus, qui peut être réclamée par une corporation au titre de ses investissements dans des biens situés au Canada est calculée, conformément au Règlement 808(1), de la façon suivante:
 - (i) le montant de l'«investissement admissible dans des biens situés au Canada» de la corporation à la fin de l'année d'imposition

Déduire

- (ii) le total des allocations s'appliquant à un investissement dans des biens situés au Canada réclamées en déduction, en vertu du paragraphe 110B(1) de la Loi de l'impôt sur le revenu antérieure à 1972, pour les années d'imposition prenant fin avant 1972
- (iii) le capital engagé par la corporation dans des biens situés au Canada, à la fin de son annéee d'imposition 1960

Allocation maximale

11. En 4(iv), 4(xi), 5(iv) et 5(xiv) il est fait mention de rajustements à apporter aux calculs visant à déterminer le montant imposable en vertu de l'article 219. Ces dispositions s'appliquent après le 11 décembre 1979 et ont été ajoutées à l'article afin de faciliter le transfert des biens d'entreprise d'une corporation non canadienne à une corporation canadienne qui est une filiale possédée en propriété exclusive de façon à permettre de reporter à plus tard l'impôt à payer en vertu de l'article 219.

Les biens d'entreprise considérés comme «biens admissibles» sont des biens qui, immédiatement avant le transfert, étaient utilisés pour gagner ou produire un revenu tiré d'une entreprise exploitée au Canada. La vente doit être faite directement à une

IT-137R2

7

to a Canadian corporation which is a subsidiary whollyowned corporation as defined in subsection 248(1), and the consideration must include shares of such subsidiary. It should be noted that subsection 52(7) contains rules for establishing the cost of any share received as consideration by the non-Canadian corporation.

- 12. The "qualified investment in property in Canada" of a corporation at the end of a taxation year is calculated in accordance with the rules in Regulations 808(2) and (3) unless the corporation, at the end of the taxation year, was a member of a partnership that carried on business in Canada at any time in the year. In the latter case, "qualified investment in property in Canada" is calculated in accordance with the rules in Regulations 808(4), (5) and (6).
- 13. When a corporation that has been subject to tax under section 219 ceases to carry on business in Canada, the amount deducted for the immediately preceding taxation year in respect of its qualified investment in property in Canada must be included in the amount subject to tax under section 219 for the taxation year in which the business ceased but no allowance for such investment may be claimed as at the end of that year. (However, see comments in 11 above concerning a corporation ceasing to do business on the sale of its business assets to a Canadian subsidiary wholly-owned corporation.) Although no investment allowance may be claimed at the end of the year as stated above, no "recapture" is made of allowances as referred to in 10(ii) above, claimed for 1971 and prior taxation years.
- 14. "Qualified investment in property in Canada" includes certain liquid assets as defined in Regulation 808(3) for a corporation and in Regulation 808(6) for a partnership. The specified liquid assets that qualify need not be identified with the business carried on in Canada. An amount deposited with a bank or other recognized financial institution, in either Canadian or a foreign currency, qualifies only if the deposit is with a branch or other office of that institution in Canada. Prepaid expenses or deposits do not qualify as allowable liquid assets or otherwise as an investment in property.
- 15. The term "cost amount" where used in Regulation 808 has the meaning assigned to it in subsection 248(1) of the Act

Returns, Assessments, Payments and Appeals

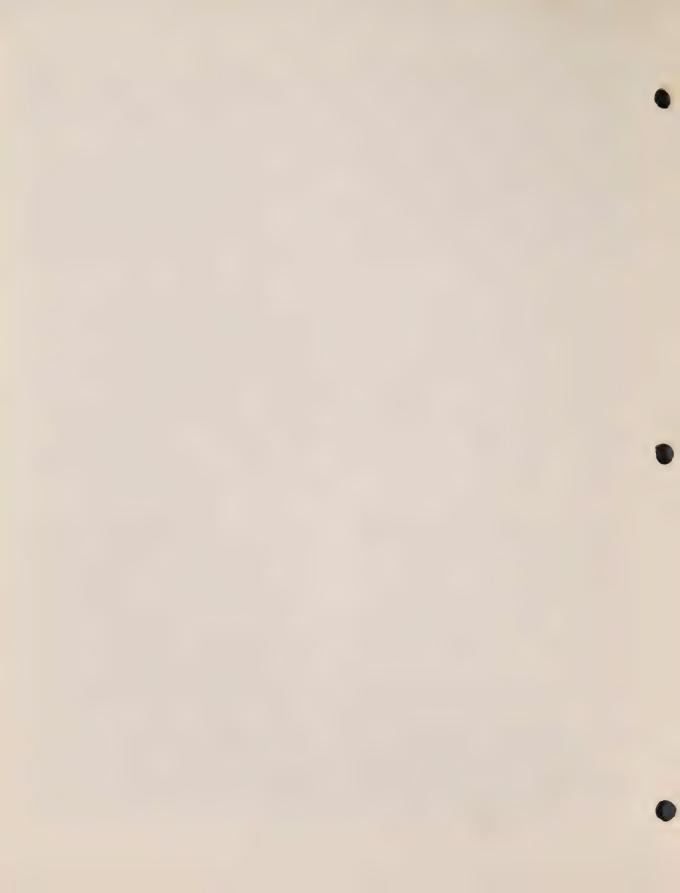
16. With certain exceptions specified in subsection 219(3), including the non-payment of tax by instalments, all the provisions of Division I of Part I of the Act apply to tax payable under section 219.

corporation canadienne qui est une filiale possédée en propriété exclusive aux termes de la définition donnée au paragraphe 248(1), et la contre-partie doit inclure des actions de cette filiale. Il est à noter que le paragraphe 52(7) contient des règles visant le calcul du coût de toute action reçue en contre-partie par la corporation non canadienne.

- 12. L'«investissement admissible dans des biens situés au Canada» d'une corporation à la fin d'une année d'imposition est calculé conformément aux règles contenues dans les paragraphes (2) et (3) du Règlement 808 à moins que la corporation, à la fin de l'année d'imposition, ait été membre d'une société qui avait exploité une entreprise au Canada à une date quelconque au cours de l'année. Dans ce dernier cas, l'«investissement admissible dans des biens situés au Canada» est calculé conformément aux règles des paragraphes (4), (5) et (6) du Règlement 808
- 13. Lorsqu'une corporation qui a été assujettie à l'impôt en vertu de l'article 219 cesse d'exploiter toute entreprise au Canada, le montant déduit pour l'année précédente au titre de ses investissements admissibles dans des biens situés au Canada doit être inclus dans le montant assujetti à l'impôt en vertu de l'article 219 pour l'année d'imposition au cours de laquelle l'entreprise a cessé d'exister, mais aucune allocation ne peut être réclamée pour cet investissement à la fin de cette année-là (Voir toutefois les remarques en 11 ci-dessus concernant une corporation qui cesse d'exploiter son entreprise lors de la vente de ses biens d'entreprise à une corporation filiale canadienne possédée en propriété exclusive). Même si, comme il est mentionné précédemment, aucune allocation ne peut être réclamée à la fin de cette année-là, il n'y a aucune «récupération» des allocations mentionnées au nº 10(ii) ci-dessus qui ont été réclamées pour les années d'imposition 1971 et antérieures.
- 14. Les «investissements admissibles dans des biens situés au Canada» comprennent certains avoirs liquides, lesquels sont définis au paragraphe (3) du Règlement 808 pour une corporation et au paragraphe (6) du Règlement 808 pour une société. Les avoirs liquides spécifiés qui sont admissibles ne doivent pas nécessairement être associés à l'entreprise exploitée au Canada. Un montant déposé dans une banque ou une autre institution financière reconnue, en monnaie canadienne ou étrangère, n'est admissible que si le dépôt a été fait dans une succursale ou un autre bureau de cette institution au Canada. Les frais ou les dépôts payés d'avance ne constituent pas des avoirs liquides admissibles ni par ailleurs des investissements dans des biens.
- 15. L'expression «coût indiqué» utilisée dans le Règlement 808 a le sens que lui confère le paragraphe 248(1) de la Loi.

Déclarations, cotisations, paiements et appels

16. À l'exception de certains cas précisés au paragraphe 219(3), y compris le non-paiement de l'impôt par acomptes provisionnels, toutes les dispositions de la section I de la Partie I de la Loi s'appliquent à l'impôt payable en vertu de l'article 219.



INTERPRETATION BULLETIN

SUBJECT INCOME TAX ACT

Additional Tax on Certain Corporations Carrying on Business in Canada.

NO IT-137R3

DATE January 31, 1990

REFERENCE Section 219 (also sections 88.1, 219.1 and 219.2 and subsection 52(7) of the Act, and section 808 of the Regulations)

CA 1 NR 68 - ISI

Application

This bulletin replaces and cancels IT-137R2 dated September 8, 1982. Current revisions are designated by vertical lines

Summary

This bulletin discusses the situations in which a Part XIV tax becomes payable, the rate of tax and the method of determining the amount to which it applies. Section 219 imposes a special tax, generally referred to as "Branch Tax", on certain corporations (generally non-Canadian corporations) carrying on business in Canada. This tax, which is in addition to the normal Part I tax, is imposed on the corporation's after-tax Canadian source income, as adjusted by deducting an allowance for investment in property in Canada. Section 219.1 imposes a special tax (see 2 below) payable when a corporation emigrates from Canada.

Discussion and Interpretation

- 1. While section 219 is commonly thought of as imposing a tax on the branch operations in Canada of a non-resident corporation, it is not restricted in its application to branch operations or to non-resident corporations. Section 219 applies to every corporation that is not, throughout the year, a Canadian corporation as defined in paragraph 89(1)(a) and thus applies to any corporation carrying on business in Canada in a particular taxation year that was not incorporated in Canada and
 - (a) was not, throughout the taxation year, resident in Canada, or
 - (b) was, throughout the taxation year, resident in Canada but was not resident in Canada continuously since June 18, 1971.

A corporation incorporated in Canada is not subject to section 219 unless it has emigrated from Canada under circumstances described in section 88.1. Where this is the case, section 219 will initially apply to the taxation year deemed by paragraph 88.1(c) to have commenced at the time of emigration.

BULLETIN D'INTERPRÉTATION

OBJET LOI DE L'IMPÔT SUR LE REVENU

Impôt supplémentaire à l'égard de certaines corporations exploitant une entreprise au Canada

N° IT-137R3

DATE le 31 janvier 1990

RENVOI L'article 219 (aussi les articles 88.1, 219.1 et 219.2 et le paragraphe 52(7) de la Loi, et l'article 808 du Règlement)



Application

Ce bulletin annule et remplace le IT-137R2 du 8 septembre 1982. Les dernières révisions sont indiquées par des traits verticaux.

Résumé

Ce bulletin traite des cas où l'impôt de la partie XIV est exigible, du taux d'imposition et de la façon de déterminer le montant auquel s'applique ce taux. L'article 219 prévoit un impôt spécial, communément appelé «impôt de succursale», à l'égard de certaines corporations (généralement non canadiennes) exploitant une entreprise au Canada. Cet impôt, qui s'ajoute à l'impôt ordinaire de la partie I, vise les revenus après impôt de provenance canadienne d'une corporation, après la déduction d'une allocation pour investissement dans des biens au Canada. L'article 219.1 prévoit l'application d'un impôt spécial (voir le numéro 2 ci-dessous) dans le cas où une corporation quitte le Canada.

Discussion et interprétation

- 1. Bien que l'on croit en général que l'article 219 vise à assujettir à un impôt les activités au Canada des succursales de corporations non résidantes, cet article ne s'applique pas uniquement aux activités des succursales ou aux corporations non résidantes. Il s'applique à toutes les corporations qui, durant toute l'année, ne constituent pas des corporations canadiennes au sens de l'alinéa 89(1)a) et, par conséquent, vise toute corporation non constituée au Canada qui exploite une entreprise au Canada au cours d'une année d'imposition particulière et
 - a) qui n'était pas, pendant toute l'année d'imposition, résidente du Canada ou
 - b) qui était, pendant toute l'année d'imposition, résidente du Canada mais n'y était pas résidente sans interruption depuis le 18 juin 1971.

Une corporation constituée au Canada n'est pas assujettie à l'article 219, à moins qu'elle n'ait quitté le Canada dans les circonstances décrites à l'article 88.1. Si tel est le cas, l'article 219 s'appliquera en premier lieu à l'année d'imposition réputée par l'alinéa 88.1c) avoir commencé à la date du départ de la corporation.



2 IT-137R3

- 2. A corporation which has emigrated from Canada (i.e., one which is deemed by paragraph 88.1(d) not to be a Canadian corporation at a particular time and at all subsequent times) is subject to tax under section 219.1 for the taxation year that is deemed by paragraph 88.1(c) to have ended at the time of emigration. The tax is 25 percent of the amount by which the fair market value of its properties exceeds the sum of its paid-up capital (determined immediately before the year end) and its liabilities at the year end, other than its liability to pay dividends.
- 3. The standard rate of tax imposed by section 219 is 25 percent. The imposition of tax under section 219 is subject to any overriding provision in a bilateral income tax treaty that may exempt or partly exempt a corporation from, or limit the rate of, this tax (see the current version of IT-277 "Branch Tax Effect of Tax Treaties"). Section 219.2 provides that where a corporation is resident in a country with which Canada has an income tax treaty that
 - (a) does not limit the rate of additional tax on corporations resident in that country, but
 - (b) does limit the rate of tax imposed on dividends paid by a corporation resident in Canada to a resident of that country,

the rate of tax imposed under section 219 in any taxation year in which the treaty applied on the last day of that taxation year may not exceed the maximum rate of Canadian non-resident withholding tax applicable to dividends under that treaty.

4. The amount on which the 25 percent rate of tax (or any lower rate of tax applicable in accordance with a treaty) is levied differs for non-Canadian corporations not resident in Canada and non-Canadian corporations resident in Canada, whether resident for the whole year or part of the year. A summary of the required calculations appears in 5 and 6 below under those two headings. It should be noted that the primary figure in the calculation is, for a corporation not resident in Canada at any time in the year, its "taxable income earned in Canada" for the taxation year and, for a corporation resident in Canada for part or all of the year, its "taxable income", which includes the corporation's world income for the year.

Non-Canadian Corporations Not Resident in Canada

- 5. A non-Canadian corporation that was not resident in Canada at any time in the taxation year is subject to tax under section 219 on an amount calculated as follows:
 - (i) "Taxable income earned in Canada" (within the meaning of that term in subsection 248(1)) for the taxation year

- 2. Une corporation qui a quitté le Canada (c.-à-d. une corporation qui est réputée par l'alinéa 88.1d) ne pas être une corporation canadienne à une date donnée et à toute autre date postérieure) est assujettie à l'impôt en vertu de l'article 219.1 pour l'année d'imposition réputée avoir pris fin, en vertu de l'alinéa 88.1c), à la date de départ de la corporation. Un impôt de 25 pour 100 sera appliqué à l'excédent de la juste valeur marchande des biens de la corporation sur la somme de son capital versé (établi immédiatement avant la fin de l'année) et de ses obligations à la fin de l'année, sauf pour ce qui est des dividendes qu'elle doit payer.
- 3. Le taux régulier d'imposition prévu à l'article 219 est de 25 pour 100. L'impôt exigé en vertu de cet article est sous réserve de toute disposition dérogatoire d'une convention fiscale bilatérale qui pourrait exempter la corporation de tout ou partie de cet impôt, ou en réduire le taux (voir la dernière version du IT-277 «Impôt des succursales Répercussions des traités fiscaux»). L'article 219.2 prévoit que si une corporation réside dans un pays avec lequel le Canada a conclu une convention fiscale
 - a) qui ne limite pas le taux de l'impôt supplémentaire à l'égard des corporations résidant dans ce pays, mais
 - b) qui limite le taux de l'impôt appliqué aux dividendes payés par une corporation résidant au Canada à un résident de ce pays,

le taux de l'impôt fixé en vertu de l'article 219 pour toute année d'imposition au dernier jour de laquelle la convention était en vigueur ne doit pas dépasser le taux maximal de la retenue de l'impôt du Canada sur les non-résidents qui est applicable aux dividendes en vertu de la convention fiscale.

4. Le montant sur lequel l'impôt de 25 pour 100 est prélevé (ou tout autre taux d'imposition moins élevé qui s'applique en vertu d'une convention) diffère selon qu'une corporation non canadienne réside ou non au Canada, que ce soit durant toute l'année ou pendant une partie de l'année seulement. Les numéros 5 et 6 ci-dessous donnent un résumé des calculs exigés dans chacun de ces deux cas. Il convient de noter que, dans le cas d'une corporation ne résidant au Canada à aucun moment de l'année, le «revenu imposable gagné au Canada» pendant l'année d'imposition constitue la principale donnée du calcul; dans le cas d'une corporation qui a résidé au Canada durant toute l'année ou une partie de celle-ci, il s'agit de son «revenu imposable», c'est-àdire le revenu de toutes provenances de la corporation pour l'année.

Corporations non canadiennes ne résidant pas au Canada

- 5. Une corporation non canadienne qui n'a résidé en aucun temps au Canada au cours de l'année d'imposition est assujettie à l'impôt en vertu de l'article 219 sur un montant calculé de la façon suivante :
 - (i) «Revenu imposable gagné au Canada» (au sens donné à cette expression par le paragraphe 248(1)) durant l'année d'imposition

3

Add		Plus		
(ii)	amount deducted under section 112 in computing taxable income earned in Canada for the taxation year in respect of taxable dividends received	(ii)	le montant déduit en vertu de l'article 112 dans le calcul du revenu imposable gagné au Canada durant l'année d'imposi- tion, au titre des dividendes imposables reçus	
(iii)	amount deducted as a resource allowance in computing taxable income earned in Canada for the taxation year	(iii)	le montant déduit à titre de déduction relative aux ressources dans le calcul du revenu imposa- ble gagné au Canada durant l'année d'imposition	
(iv)	excess of fair market value of "qualified property" disposed of in the taxation year over proceeds of disposition (see 7 below for details), and	 (iv)	l'excédent de la juste valeur mar- chande d'un «bien admissible» dont on a disposé au cours de l'année d'imposition sur le pro- duit de la disposition (voir le numéro 7 ci-dessous pour plus de détails) et	
(v)	amount claimed for the immediately preceding taxation year as an allowance in respect of its investment in property in Canada	\$ (v)	le montant déduit pour l'année d'imposition précédente comme allocation à l'égard des investis- sements dans des biens situés au Canada	
Dedu (vi)	net taxable capital gains (i.e., taxable capital gains minus allowable capital losses) on the disposition of "taxable Canadian properties" (see 9 below) not used or held in the year in the course of carrying on business in Canada (not to exceed net taxable capital gains from all dispositions in the year of taxable Canadian properties)	\$ Moin (vi)	les gains en capital nets imposables (cà-d. les gains en capital imposables moins les pertes en capital déductibles) résultant de la disposition de «biens canadiens imposables» (voir le numéro 9 ci-dessous) n'ayant pas été utilisés ni détenus durant l'année dans le cadre de l'exploitation d'une entreprise au Canada (ne doit pas dépasser le montant des gains en capital nets imposables résultant de toutes les dispositions de biens canadiens	
(vii)	tax payable under Part I for the taxation year less the portion of that tax attribut- able to net taxable capital gains specified in (vi) above	(vii)	imposables durant l'année) l'impôt à payer en vertu de la par- tie I pour l'année d'imposition, moins la fraction de cet impôt s'appliquant aux gains en capital nets imposables mentionnés au point (vi) ci-dessus	
(viii)	non-deductible income taxes payable to a provincial government for the taxation year less the portion of such income taxes attributable to the net taxable capital gains specified in (vi) above	(viii)	les impôts sur le revenu non déductibles payables à un gouver- nement provincial pour l'année d'imposition, moins la partie de ces impôts s'appliquant aux gains en capital nets imposables men- tionnés au point (vi) ci-dessus	

(ix) allowance claimed for the year in respect of the investment in property in Canada (applicable only if the corporation was carrying on business in Canada at the end of the taxation year), not exceeding the maximum amount specified in subsection 808(1) of the Regulations (see 13 below) (x) amounts included in computing taxable income earned in Canada for the taxation year in respect of Crown resource royalties or the like, to the extent such amounts are not deductible and canada for the vernal and canada for the taxet on year in respect of to the extent such amounts are not deductible under (viii) or (ix) above, (ix) I'allocation déduite pour l'année à l'égard des investissements dans des biens situés au Canada (ne s'applique que si la corporation exploitait une entreprise au Canada à la fin de l'année d'imposition, ne dépassant pas le montant maximal précisé au paragraphe 808(1) du Règlement (voir le numéro 13 ci-dessous) (x) les montants compris dans le calcul du revenu imposable gagné au Canada pour l'année d'imposition, au titre des redevances minières versées à la Couronne ou de sommes semblables, dans la mesure où ces montants ne sont pas déductibles en vertu du	
(x) amounts included in computing taxable income earned in Canada for the canada for the canada for the canada pour l'année d'impositaxation year in respect of crown resource royalties or the like, to the extent such amounts are not deductible (x) les montants compris dans le calcul du revenu imposable gagné au Canada pour l'année d'imposition, au titre des redevances minières versées à la Couronne ou de sommes semblables, dans la mesure où ces montants ne	
and taxes paid or payable to the Crown (generally in dessus, et au titre des impôts respect of production or processing of petroleum prior to October 1986 — duction ou du traitement du see 19 below) under the Petroleum and Gas Revenue Tax Act, and point (viii) ou du point (ix) cidessus, et au titre des impôts payés ou payables à la Couronne (généralement à l'égard de la production ou du traitement du pétrole avant octobre 1986; voir le numéro 19 ci-dessous) en vertu de la Loi de l'impôt sur les reve-	
(xi) excess of fair market value of any "qualified property" disposed of in the taxation year over the sum of the increase in paid-up capital resulting from the disposition plus the fair market value of the non-share consideration received (see 7 below for details) nus pétroliers et l'excédent de la juste valeur marchande d'un «bien admissible» dont on a disposé pendant l'année d'imposition sur le montant total obtenu en additionnant l'augmentation, par suite de la disposition plus the fair market value of the non-share consideration received (see 7 below for details)	
Amount subject to tax under section 219 \$ Montant assujetti à l'impôt en vertu de l'article 219	
Non-Canadian Corporations Resident in Canada 6. A non-Canadian corporation that was resident in Canada at any time in the taxation year is subject to tax under section 219 on an amount calculated as follows: (i) "Taxable income" (within the meaning of that term in subsection 248(1)) for the taxation year \$ (i) Corporations non canadiennes résidant au Corporation non canadienne qui résid une date quelconque au cours de l'année d'imposition (i) «Revenu imposable» (au sens donné à cette expression par le paragraphe 248(1)) pour l'année d'imposition	lait au Canada position est assu

Add			Plus		
(ii)	amount deducted under		(ii)	le montant déduit en vertu de	
	section 112 in computing			l'article 112 dans le calcul du	
	taxable income for the tax-			revenu imposable pour l'année	
	ation year in respect of tax- able dividends received	\$		d'imposition au titre des divi- dendes imposables reçus	
(iii)	amount deducted as a	Φ	(iii)	le montant déduit à titre d'une	
(111)	resource allowance in com-		(111)	déduction relative aux ressources	
	puting taxable income for			dans le calcul du revenu imposa-	
	the taxation year			ble pour l'année d'imposition	
(iv)	excess of fair market value		(iv)	l'excédent de la juste valeur mar-	
	of "qualified property"			chande d'un «bien admissible»	
	disposed of in the taxation year over proceeds of dis-			dont on a disposé au cours de l'année d'imposition sur le pro-	
	position (see 7 below for			duit de la disposition (voir le	
	details)			numéro 7 ci-dessous pour plus de	
				détails)	
(v)	amount claimed for the		(v)	le montant déduit pour l'année	
	immediately preceding taxation year as an			d'imposition précédente comme	
	allowance in respect of its			allocation à l'égard des investis- sements dans des biens situés au	
	investment in property in			Canada et	
	Canada, and				
(vi)	amount claimed for the		(vi)	le montant déduit pour l'année	
	immediately preceding			d'imposition précédente à l'égard	
	taxation year in respect of the cumulative excess of			de l'excédent cumulatif des divi- dendes payés par la corporation,	
	dividends paid by the cor-	1		calculé conformément au point	
	poration as determined in			(xii) ci-dessous	
	accordance with (xii)				
	below				
		\$			
Dedu	ct		Moin	ıs	
	tax payable under Part I for		(vii)	l'impôt à payer en vertu de la par-	
	the taxation year	\$		tie I pour l'année d'imposition	
(viii)	non-deductible income		(viii)	l'impôt sur le revenu non déducti-	
	taxes payable to a provin-			ble payable à un gouvernement	
	cial government for the tax- ation year			provincial pour l'année d'imposition	
(ix)	amount deducted from tax		(ix)	le montant déduit des impôts	
()	otherwise payable under		(/	autrement payables en vertu de la	
	Part I for the taxation year			partie I pour l'année d'imposition	
	as a credit in respect of			à titre de crédit relativement aux	
	taxes paid to a foreign			impôts payés à un gouvernement	
(x)	government 50 percent of the amount of		(x)	étranger 50 pour 100 du revenu net (voir le	
(A)	net income (see 8 below)		(1)	numéro 8 ci-dessous) tiré de	
	from non-Canadian			sources non canadiennes pour	
	sources for the taxation			l'année d'imposition (cà-d. le	
	year (which 50 percent rep-			montant de ce revenu moins un	
	resents the amount of such income minus an assumed			taux de l'impôt présumé de 50	
	income tax rate of 50 per-			pour 100); le montant déductible ne doit pas dépasser 50 pour 100	
	cent thereof) with the			du revenu imposable de la corpo-	
	deductible amount not to			ration pour l'année d'imposition	
	exceed 50 percent of the				
	corporation's taxable				
	income for the taxation				

- (xi) allowance claimed for the year in respect of the investment in property in Canada (applicable only if the corporation was carrying on business in Canada at the end of the taxation year), not exceeding the maximum amount specified in subsection 808(1) of the Regulations (see 13 below)
- (xii) allowance claimed for the year in respect of the dividends paid by the corporation after it last became resident in Canada, while resident in Canada and before the end of the year, to the extent that the aggregate of such dividends exceeds the aggregate of amounts each of which is equal to 50 percent of the lesser of
 - (A) the corporation's taxable income, and
 - (B) the corporation's net income (see 8 below) from non-Canadian

for each taxation year ending after it last became resident in Canada and not later than the end of the year

- (xiii) amounts included in computing taxable income for the taxation year in respect of Crown resource royalties or the like, to the extent such amounts are not deductible under (viii) or (xi) above, and taxes paid or payable to the Crown (generally in respect of production or processing of petroleum prior to October 1986 - see 19 below) under the Petroleum and Gas Revenue Tax Act, and
- (xiv) excess of fair market value of any "qualified property" disposed of in the taxation year over the increase in paid-up capital resulting from the disposition plus the fair market value of the

- (xi) l'allocation déduite pour l'année au titre des investissements dans des biens situés au Canada (ne s'applique que si la corporation exploitait une entreprise au Canada à la fin de l'année d'imposition), ne dépassant pas le montant maximal indiqué au paragraphe 808(1) du Règlement (voir le numéro 13 ci-dessous)
- (xii) l'allocation déduite pour l'année à l'égard des dividendes payés par la corporation après qu'elle est devenue la dernière fois résidente du Canada, pendant qu'elle y résidait et avant la fin de l'année, sur le total des montants dont chacun est égal à 50 pour 100 du moindre :
 - (A) du revenu imposable de la corporation et
 - (B) du revenu net de la corporation (voir le numéro 8 cidessous) tiré de sources non canadiennes

pour chaque année d'imposition se terminant après que la corporation est devenue la dernière fois résidante du Canada et au plus tard à la fin de l'année

- (xiii) les montants compris, dans le calcul du revenu imposable pour l'année d'imposition, au titre des redevances minières versées à la Couronne ou de sommes semblables, dans la mesure où ces montants ne sont pas déductibles en vertu du point (viii) ou du point (xi) ci-dessus, et au titre des impôts payés ou payables à la Couronne (généralement à l'égard de la production ou du traitement du pétrole avant octobre 1986; voir le numéro 19 cidessous) en vertu de la Loi de l'impôt sur les revenus pétroliers
- (xiv) l'excédent de la juste valeur marchande d'un «bien admissible» dont on a disposé au cours de l'année d'imposition sur le montant obtenu en additionnant la somme dont le capital versé a été augmenté par suite de la disposi-

IT-137R3

non-share consideration received (see 7 below for details)	\$ tion et la juste valeur marchande de la contrepartie reçue (autre que des actions) (voir le numéro 7 ci-dessous pour plus de détails).	
Amount subject to tax under section 219	\$ Montant assujetti à l'impôt en vertu de l'article 219	

7. Paragraph 219(1)(a.4) (described in 5(iv) and 6(iv) above) sets out certain amounts to be included in computing the amount subject to tax under section 219, and paragraph 219(1)(k) (described in 5(xi) and 6(xiv) above) sets out certain amounts that may be deducted in computing the amount subject to such tax. These additions and deductions are designed to facilitate the incorporation by non-Canadian corporations of their Canadian branch operations. Prior to the enactment of these provisions, a non-Canadian corporation incorporating its branch business faced the "recapture" of the investment allowance it claimed for the prior taxation year with no ability to offset any portion of this "recapture" even though the property transferred from the branch continued to be used in a business in Canada.

The provisions apply with respect to the transfer of "qualified property" to a Canadian corporation wholly owned by the non-Canadian corporation immediately after the transfer where the consideration received by the non-Canadian corporation includes shares of the Canadian corporation. Qualified property is property that immediately before the transfer was used by the non-Canadian corporation to gain or produce income from its Canadian business.

Mechanically, paragraph 219(1)(a.4) requires an addition, in computing the amount subject to tax under section 219, of the excess of the fair market value of the qualified property at the time of disposition over the non-Canadian corporation's proceeds of disposition of the property. If the branch property is transferred under subsection 85(1), the proceeds of disposition thereof will be determined under that subsection. Paragraph 219(1)(k) permits a deduction, in computing the amount subject to tax under section 219, of the amount by which the fair market value of the qualified property at the time of its disposition exceeds the aggregate of the amount of the increase in the paid-up capital of the capital stock of the Canadian corporation as a result of the disposition and the fair market value, at the time of receipt, of any non-share consideration given by the Canadian corporation.

Subsection 52(7) establishes the adjusted cost base of shares received by the non-Canadian corporation in such transactions.

7. L'alinéa 219(1)a.4) (voir les points 5(iv) et 6(iv) ci-dessus) établit certains montants à inclure dans le calcul du montant assujetti à l'impôt de l'article 219, tandis que l'alinéa 219(1)k) (voir les points 5(xi) et 6(xiv) ci-dessus) établit certains montants déductibles dans le calcul du montant assujetti à cet impôt. Ces montants à ajouter et à déduire visent à faciliter la constitution en corporation d'une succursale canadienne d'une corporation non canadienne. Avant que les dispositions ci-dessus entrent en vigueur, une corporation non canadienne qui voulait constituer sa succursale devait tenir compte de la «récupération» de la déduction pour placement qu'elle avait demandée pour l'année précédente, sans possibilité de compenser aucunement cette «récupération» même si les biens transférés de la succursale étaient toujours utilisés dans une entreprise au Canada.

Les dispositions ci-dessus s'appliquent à l'égard du transfert de «biens admissibles» à une corporation canadienne possédée en propriété exclusive par la corporation non canadienne immédiatement après le transfert, si la contrepartie reçue par la corporation non résidante comprend des actions de la corporation canadienne. Sont des biens admissibles les biens qui, juste avant le transfert, étaient utilisés par la corporation non canadienne pour gagner ou produire un revenu de sa corporation canadienne.

En pratique, l'alinéa 219(1)a.4) exige que soit ajouté, dans le calcul du montant assujetti à l'impôt en vertu de l'article 219, l'excédent de la juste valeur marchande du bien admissible, à la date de la disposition, sur le produit de la disposition pour la corporation non canadienne. Si le bien de la succursale est transféré selon les conditions du paragraphe 85(1), le produit de la disposition doit être établi suivant ce paragraphe. L'alinéa 219(1)k) permet de déduire, dans le calcul du montant assujetti à l'impôt en vertu de l'article 219, l'excédent de la juste valeur marchande du bien admissible, à la date de la disposition, sur le total des montants suivants: a) l'augmentation du capital versé du capital-actions de la corporation canadienne par suite de la disposition et b) si la contrepartie donnée par la corporation canadienne comprend un autre élément que des actions, la juste valeur marchande de cet autre élément à la date où il a été reçu.

Le paragraphe 52(7) établit le prix de base rajusté des actions reçues par la corporation non canadienne lors de telles transactions.

>

IT-137R3

8. For the purposes of 6(x) and 6(xii) above, the term "net income" means the amount by which

(a) the aggregate of the corporation's incomes for a taxation year from businesses or properties and its taxable capital gains for the year from dispositions of property

exceeds

(b) the aggregate of the corporation's losses for the year from businesses or properties and its allowable capital losses for the year from dispositions of property.

"Taxable Canadian Property"

9. For purposes of 5(vi) above, the term "taxable Canadian property" has the meaning assigned to it in paragraph 115(1)(b) (see the current version of IT-420 "Non-Residents – Income Earned in Canada").

Exempt Corporations

- 10. A corporation is not liable for tax under section 219 for a taxation year if it was, throughout the year,
 - (a) a bank,
 - (b) a corporation whose principal business was
 - (i) the transportation of persons or goods,
 - (ii) communications, or
 - (iii) mining iron ore in Canada, or
 - (c) a corporation exempt from tax under section 149.
- 11. If the principal business of a corporation throughout the world is the transportation of persons or goods, or communications, it is exempt from tax under section 219 regardless of the nature of its Canadian business. However, in the case of a corporation mining iron ore in Canada, its operation of that nature in Canada must be its principal business throughout the world if it is to qualify for exemption under section 219.

Non-Resident Insurance Corporations

12. Subsections 219(4) to (8) are applicable to nonresident insurance corporations carrying on business in Canada. Special rules are provided to allow insurance corporations to transfer branch assets to a "qualified related corporation" in order to defer the 25 percent tax payable under subsection 219(5.1). See comments in 3 above on rates of tax and the possible application of a bilateral income tax treaty.

Allowance in Respect of Investment in Property in Canada

13. The maximum allowance for a taxation year, referred to in 5(ix) and 6(xi) above, that may be claimed by a corporation in respect of its investment in property in

- 8. Aux fins des points 6(x) et 6(xii) ci-dessus, l'expression «revenu net» signifie le montant de l'excédent
 - a) du total des revenus de la corporation pour l'année d'imposition, tirés d'entreprises ou de biens, et de ses gains en capital imposables pour l'année, résultant de la disposition des biens

sur

b) le total des pertes de la corporation pour l'année, découlant d'entreprises ou de biens, et de ses pertes en capital déductibles pour l'année, résultant de la disposition des biens.

«Biens canadiens imposables»

9. Aux fins du point 5(vi) ci-dessus, l'expression «biens canadiens imposables» a le sens que lui attribue l'alinéa 115(1)b) (voir la dernière version du IT-420, «Non-résidents — Revenu gagné au Canada»).

Corporations exonérées

- 10. Une corporation n'est pas assujettie à l'impôt en vertu de l'article 219 pour une année d'imposition si elle était, durant toute l'année
 - a) une banque,
 - b) une corporation dont l'activité principale était
 - (i) le transport de personnes ou de marchandises,
 - (ii) les communications ou
 - (iii) l'extraction du minerai de fer au Canada ou
 - c) une corporation exemptée d'impôt en vertu de l'article 149.
- 11. Si l'activité principale d'une corporation dans le monde entier est le transport de personnes ou de marchandises ou encore les communications, cette corporation est exemptée de l'impôt en vertu de l'article 219, quelle que soit la nature de ses activités au Canada. Toutefois, dans le cas d'une corporation qui extrait du minerai de fer au Canada, il doit s'agir de son activité principale dans le monde entier pour qu'elle puisse être exemptée en vertu de l'article 219.

Corporations d'assurance non résidantes

12. Les paragraphes (4) à (8) de l'article 219 s'appliquent aux corporations d'assurance non résidantes exploitant une entreprise au Canada. Des règles spéciales permettent aux corporations d'assurance de transférer des biens d'une succursale à une «corporation liée admissible» afin de reporter de l'impôt de 25 pour 100 payable en vertu du paragraphe 219(5.1). Voir les observations au numéro 3 ci-dessus concernant les taux d'imposition et l'application possible d'une convention fiscale bilatérale.

Allocation à l'égard d'investissements dans des biens situés au Canada

13. L'allocation maximale pour une année d'imposition, mentionnée aux points 5(ix) et 6(xi) ci-dessus, qui peut être déduite par une corporation pour ses investissements dans des biens

IT-137R3 9

Canada is calculated, pursuant to subsection 808(1) of the Regulations, as follows:

(i) the amount of the corporation's "qualified investment in property in Canada" (see 14 below) at the end of the taxation year

Deduct

(ii) the total of allowances in respect of an investment in property in Canada claimed as a deduction under subsection 110B(1) of the pre-1972 Income Tax Act for taxation years ending before 1972, and

\$

(iii) the capital investment of the corporation in property in Canada at the end of its 1960 taxation year

•

Maximum allowance

14. The qualified investment in property in Canada of a corporation at the end of a taxation year is calculated in accordance with the rules in subsections 808(2) and (3) of the Regulations unless the corporation, at the end of the

taxation year, was a member of a partnership that carried on business in Canada at any time in the year. In the latter case, qualified investment in property in Canada is calculated in accordance with the rules in subsections 808(4),

(5) and (6) of the Regulations.

15. When a corporation that has been subject to tax under section 219 ceases to carry on business in Canada, the amount deducted for the immediately preceding taxation year in respect of its qualified investment in property in Canada must be included in the amount subject to tax under section 219 for the taxation year in which the business ceased, but no allowance for such investment may be claimed as at the end of that year. (However, see comments in 7 above concerning a corporation ceasing to do business on the sale of its business assets to a Canadian subsidiary wholly-owned corporation.) Although no investment allowance may be claimed at the end of the year, no "recapture" is made of allowances (see 13(ii) above) claimed for 1971 and prior taxation years.

16. Qualified investment in property in Canada includes certain liquid assets as defined in subsection 808(3) of the Regulations for a corporation and in subsection 808(6) of the Regulations for a partnership. The specified liquid assets that qualify need not be identified with the business carried on in Canada. An amount deposited with a bank or other recognized financial institution, in either Canadian

situés au Canada est calculée, conformément au paragraphe 808(1) du Règlement, de la façon suivante :

i) le montant de l'«investissement admissible dans des biens situés au Canada» de la corporation (voir le numéro 14 ci-dessous) à la fin de l'année d'imposition

à			
			Ф

Moins

(ii) le total des allocations, s'appliquant à un investissement dans des biens situés au Canada, déduites en vertu du paragraphe 110B(1) de la Loi de l'impôt sur le revenu antérieure à 1972, pour les années d'imposition se terminant avant 1972,

et
ii) le capital investi par la corporation dans des biens situés au
Canada, à la fin de son année
d'imposition 1960

Allocation maximale

- 14. L'investissement admissible dans des biens situés au Canada par une corporation à la fin d'une année d'imposition est calculé conformément aux règles énoncées dans les paragraphes 808(2) et (3) du Règlement, à moins que la corporation, à la fin de l'année d'imposition, n'ait été membre d'une société qui avait exploité une entreprise au Canada à une date quelconque de l'année. Dans ce dernier cas, l'investissement admissible dans des biens situés au Canada est calculé conformément aux règles des paragraphes 808(4), (5) et (6) du Règlement.
- 15. Lorsqu'une corporation, qui a été assujettie à l'impôt en vertu de l'article 219, cesse d'exploiter toute entreprise au Canada, le montant déduit pour l'année précédente à l'égard de ses investissements admissibles dans des biens situés au Canada doit être inclus dans le montant assujetti à l'impôt en vertu de l'article 219 pour l'année d'imposition où l'entreprise a cessé d'exister, mais aucune allocation ne peut être déduite pour cet investissement à la fin de cette année-là (voir toutefois les remarques au numéro 7 ci-dessus concernant une corporation qui cesse d'exploiter son entreprise lors de la vente de ses biens d'entreprise à une corporation filiale canadienne possédée en propriété exclusive). Même si aucune allocation ne peut être déduite à la fin de cette année-là, il n'y a aucune «récupération» des allocations (voir le point 13(ii) ci-dessus) qui ont été déduites pour 1971 et les années d'imposition antérieures.
- 16. Les investissements admissibles dans des biens situés au Canada comprennent certains avoirs liquides, lesquels sont définis au paragraphe 808(3) du Règlement pour une corporation et au paragraphe 808(6) du Règlement pour une société. Les avoirs liquides qui sont admissibles ne doivent pas nécessairement être associés à l'entreprise exploitée au Canada. Un montant déposé dans une banque ou une autre institution financière reconnue, en

10 IT-137R3

or a foreign currency, qualifies only if the deposit is with a branch or other office in Canada of that institution. Prepaid expenses or deposits do not qualify as allowable liquid assets or otherwise as an investment in property.

17. The term "cost amount" where used in section 808 of the Regulations has the meaning assigned to it in subsection 248(1) of the Act.

Returns, Assessments, Payments and Appeals

18. Subsection 219(3) provides that the provisions of Division J and, with some exceptions such as the requirement to pay tax by instalments, Division I of Part I apply to tax payable under sections 219 and 219.1. Before October 29, 1985, the provisions of Division J did not apply with the result that assessments under sections 219 and 219.1 previously could not be appealed to the Tax Court of Canada or to the Federal Court.

Petroleum and Gas Revenue Tax Act (PGRT Act)

- 19. On December 19, 1986, the PGRT Act was repealed effective with respect to income or loss of a taxpayer from a source that is
 - (a) the production after September 1986 of petroleum or gas;
 - (b) the processing in Canada after September 1986 of petroleum to any stage that is not beyond the stage of crude oil or its equivalent; or
 - (c) any amount received or receivable by the taxpayer as, on account of or in lieu of payment of, or in satisfaction of, a production royalty or resource royalty computed by reference to the amount or value of production after September 1986 of petroleum or gas.

devises canadiennes ou étrangères, n'est admissible que si le dépôt a été fait dans une succursale ou un autre bureau de cette institution au Canada. Les dépenses payées d'avance ou les dépôts ne constituent pas des avoirs liquides admissibles, ni par ailleurs des investissements dans des biens.

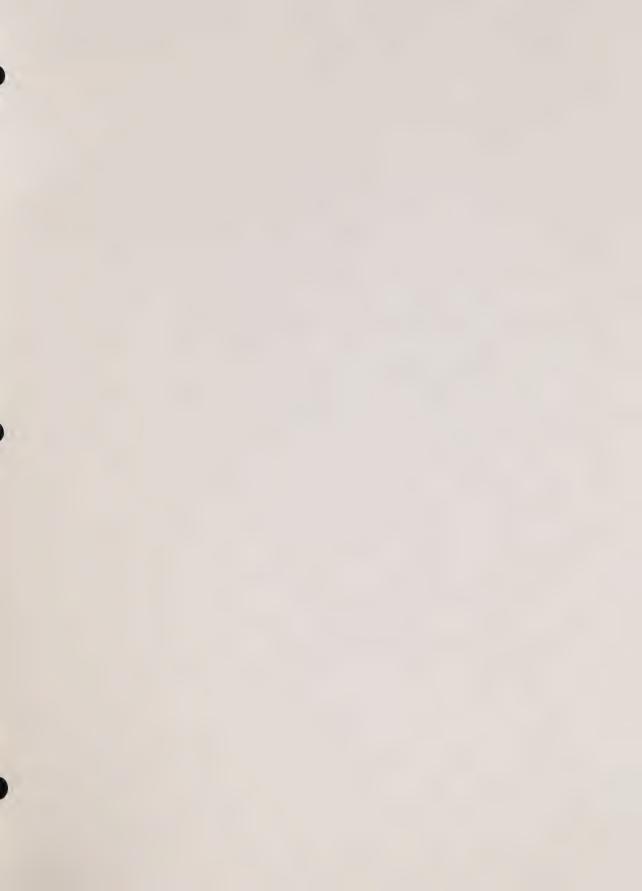
17. L'expression «coût indiqué» utilisée dans l'article 808 du Règlement a le sens que lui confère le paragraphe 248(1) de la Loi

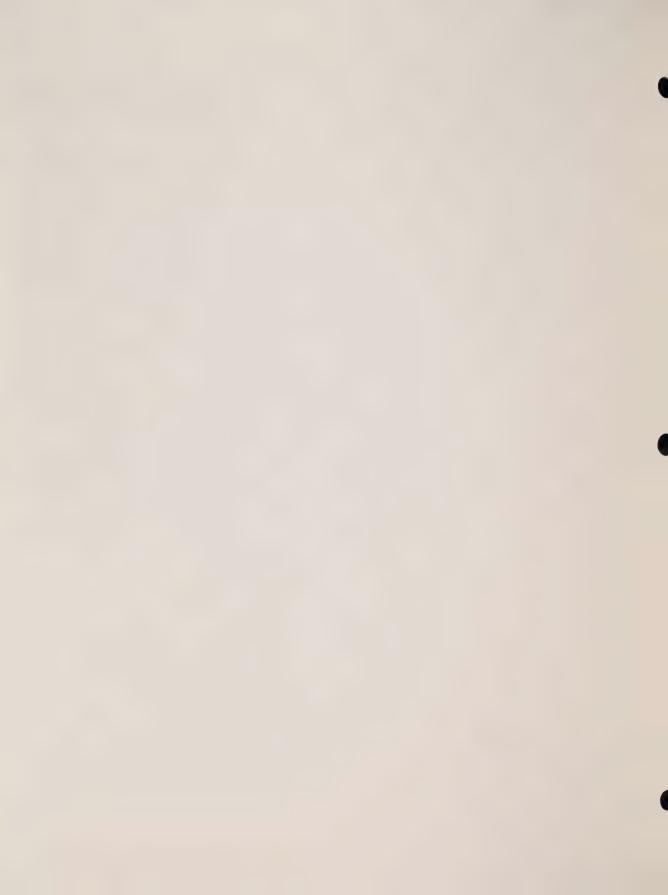
Déclarations, cotisations, paiements et appels

18. Le paragraphe 219(3) prévoit que les dispositions de la section J et, sauf pour certaines exceptions, notamment l'obligation de payer de l'impôt par acomptes provisionnels, de la section I de la partie I s'appliquent à l'impôt payable en vertu des articles 219 et 219.1. Avant le 29 octobre 1985, les dispositions de la section J ne s'appliquaient pas; il était donc impossible d'en appeler à la Cour canadienne de l'impôt ou à la Cour fédérale au sujet des cotisations établies en vertu des articles 219 et 219.1.

Loi de l'impôt sur les revenus pétroliers (LIRP)

- 19. Le 19 décembre 1986 a marqué l'abrogation des dispositions de la LIRP au sujet des revenus ou des pertes d'un contribuable découlant d'une source qui est
 - a) la production de pétrole ou de gaz après septembre 1986,
 - b) le traitement au Canada, après septembre 1986, du pétrole, à un stade qui ne dépasse pas le stade du pétrole brut ou l'équivalent ou
 - c) toute somme reçue ou recevable par le contribuable comme redevances de production ou redevances pétrolières, au lieu du paiement de celles-ci, ou en règlement de celles-ci, ces redevances étant calculées en fonction du montant ou de la valeur de la production pétrolière après septembre 1986.





MINISTÈRE DU REVENU NATIONAL, IMPÔT

INTERPRETATION

BULLETIN D'INTERPRÉTAT

SUBJECT: INCOME TAX ACT

Computation of Partnership Income

DATE: December 18, 1973 SERIAL NO: IT-138 REFERENCE: Section 96 (also section 99 and subpara-

graphs 53(1)(e)(i) and 53(2)(c)(i) of the Act, and section 41 of the Income Tax Applica-

tion Rules, 1971(ITAR))

1. For purposes of the Income Tax Act, a partnership is not a person and is not deemed to be a person. However, in determining the share of a member of the partnership of the income or loss of the partnership from a source or from sources in a particular place, the partnership first computes its income as if it were a person. This bulletin discusses some of the results of this procedure.

Capital Cost Allowances and Reserves

2. In determining income or loss at the partnership level, capital cost allowance on property owned by the partnership and the various reserves permitted by the Act are claimed by the partnership and not by the partners individually.

Farming

3. Where a partnership operates a farming business, paragraphs 96(1)(f) and (g) provide for the allocation to the partner of only his share of the income or loss therefrom. The total income of each partner individually determines whether or not the provisions of section 31 relating to "chief source of income" are applicable to him. Thus the deduction for the net farming losses of each partner whose chief source of income is neither farming nor a combination of farming and some other sources of income is restricted to the amount (up to \$5,000) determined under section 31.

Dividends

4. Paragraphs 96(1)(f) and (g) provide that the income or loss allocated to each partner is his share of the net income or net loss (after applicable expenses) from any source or from sources in a particular place. However, when a partnership receives dividends from a taxable Canadian corporation, and there are expenses applicable thereto, it is considered that the partnership may allocate to each member his share of the gross dividend and his share of the expenses. The effect is that the gross-up of the dividend and the dividend tax credit are calculated on the gross dividend rather than on the net dividend income.

Foreign Tax Credit

5. Foreign taxes paid by a partnership are allocated to the partners. The partner includes the foreign tax so OBJET: LOI DE L'IMPOT SUR LE REVENU

Calcul du revenu d'une société

DATE: le 18 décembre 1973 Nº DE SÉRIE: IT-138

Article 96 (également l'article 99 et les sous-alinéas 53(1)e)(i) et 53(2)c)(i) de la Loi, et l'article 41 des Règles de 1971 concernant l'application de l'impôt

sur le revenu (RAIR))

1. Aux fins de la Loi de l'impôt sur le revenu, une société n'est pas une personne et n'est pas réputée être une personne. Cependant, pour déterminer la part d'un membre d'une société du revenu ou de la perte de la société provenant d'une source ou de plusieurs sources situées dans un endroit donné, la société calcule d'abord son revenu comme si elle était une personne. Le présent bulletin traite de certains résultats de cette procédure.

Déduction pour amortissement et les réserves

2. Pour déterminer le revenu ou la perte au niveau de la société, la déduction pour amortissement sur les biens appartenant à la société et les diverses réserves permises par la Loi sont réclamées par la société et non par les associés individuellement.

Agriculture

3. Lorsqu'une société exploite une entreprise agricole, les alinéas 96(1)f) et g) prévoient que l'on attribue à chaque membre de la société seulement sa part du revenu ou de la perte de l'entreprise agricole. Le revenu total de chaque associé considéré individuellement détermine si les dispositions de l'article 31 concernant la "principale source de revenu" lui sont applicable. Ainsi, la déduction à l'égard des pertes agricoles nettes de chaque associé dont la source principale des revenus ne provient principalement ni de l'agriculture ni d'une combinaison de l'agriculture et de quelques autres sources, est limitée au montant (jusqu'à \$5,000) déterminé en vertu de l'article 31.

Dividendes

4. Les alinéas 96(1)f) et g) prévoient que le revenu ou là perte attribué à chaque associé est sa part du revenu net ou de la perte nette (après déduction des dépenses appropriées) d'une source ou de plusieurs sources situées dans un endroit donné. Cependant, lorsqu'une société reçoit des dividendes d'une corporation canadienne imposable, et que des dépenses sont imputables à ces dividendes, il est considéré que la société peut attribuer à chaque membre sa part du dividende brut ainsi que sa part des dépenses. Il en résulte que la majoration du dividende et le dégrèvement pour dividendes sont calculés d'après le dividende brut plutôt que le revenu net tiré de dividendes.

Dégrèvement pour impôt étranger

5. Les impôts étrangers payés par une société sont distribués aux membres de la société. Dans les calculs exigés par l'article

PUBLIÉ AVEC L'AUTORISATION DU SOUS-MINISTRE PUBLISHED UNDER THE AUTHORITY OF THE DEPUTY DU REVENU NATIONAL POUR L'IMPÔT MINISTER OF NATIONAL REVENUE FOR TAXATION

allocated, and any paid by him directly, in the calculations required under section 126.

Disposition of Capital Property

- 6. Subparagraph 96(1)(c)(i) states that, when a partnership disposes of capital property, the taxable capital gain or allowable capital loss (half the capital gain or loss) is allocated to the partners. On dispositions of listed personal property, however, it is considered that the capital gain or loss (not half the gain or loss) must be allocated to the partners. A partner then includes such gains or losses with any other capital gains or losses on disposition of listed personal property held by him in computing his taxable net gain under section 41.
- 7. For the purposes of computing the adjusted cost base on dispositions of capital property held by the partnership on December 31, 1971, the median rule under subsection 26(3) of the ITAR, and the provisions of subsection 20(1) of the ITAR in respect of depreciable property apply at the partnership level.

Averaging

8. Partnership income from a particular source retains its identity in the hands of a partner. Therefore, to the extent that the income from a particular source qualifies, the partner is entitled to take advantage of the provisions in section 61 for the purchase of incomeaveraging annuity contracts, and the transitional averaging provisions in sections 39, 42, 45, 46 and 48 of the ITAR.

Option - End of Fiscal Period

The option provided in subsection 99(2) of the Act to advance the date on which a fiscal period ends is available only to an individual. Accordingly, where a partnership (the first partnership) is a member of another partnership (the second partnership) which ceases to exist before the end of its normal fiscal period, the first partnership cannot use that option. For example, suppose that the fiscal period of the first partnership ended on December 31, 1972. The fiscal period of the second partnership ended on June 30, 1972. If the second partnership ceased to exist on October 31, 1972, the first partnership includes in income for the 1972 taxation year its share of the income of the second partnership for the periods ending June 30, 1972 and October 31, 1972. The first partnership cannot use subsection 99(2) to advance the end of the second period from October 31, 1972 to June 30, 1973. Moreover, subsection 41(3) of the ITAR does not apply, in respect of the two fiscal periods of the second partnership, to an individual who is a member of the first partnership.

Salaries

10. Salaries paid by a partnership to its members do not constitute a business expense, but are a method of

126, l'associé doit inclure cet impôt étranger et tout autre qu'il a directement versé.

Disposition de biens en immobilisations

- 6. Le sous-alinéa 96(1)c)(i) précise que, lorsqu'une société dispose d'un bien en immobilisations, le gain en capital imposable ou la perte en capital déductible (la moitié du gain ou de la perte en capital) doit être attribué aux membres. Cependant, lorsque la société dispose de biens personnels désignés, il est prévu que le gain en capital ou la perte en capital (non la moitié du gain ou de la perte) doit être attribué aux associés. Dans le calcul de son gain net imposable en vertu de l'article 41, un membre d'une société alors inclut de tels gains ou pertes ainsi que tout autre gain ou perte en capital survenant à la disposition de biens personnels désignés.
- 7. Pour calculer le prix de base rajusté des dispositions de biens en immobilisations détenus par la société au 31 décembre 1971, il faut appliquer, au niveau de la société, la règle de la médiane telle qu'exposée au paragraphe 26(3) des RAIR ainsi que les dispositions du paragraphe 20(1) des RAIR concernant les biens amortissables.

Établissement de la moyenne

8. Le revenu d'une société provenant d'une source particulière garde son identité quand il est attribué à un membre de la société. Ainsi, dans la mesure où le revenu tiré d'une source particulière est admissible, le membre a droit d'invoquer les dispositions de l'article 61 concernant l'achat de contrats de rente à versements invariables de même que les dispositions transitoires relatives à l'établissement de la moyenne prévue aux articles 39, 42, 45, 46 et 48 des RAIR.

Option - Fin de l'exercice financier

9. L'option prévu au paragraphe 99(2) de la Loi qui a pour but d'avancer la date à laquelle un exercice financier se termine, est accordée uniquement à un particulier. Par conséquent, lorsqu'une société (la première société) est membre d'une autre société (la deuxième société) qui cesse d'exister avant la fin de son exercice financier normal, la première société ne peut pas utiliser cette option. Par exemple, supposons que l'exercice financier de la première société se soit terminé le 31 décembre 1972 et que l'exercice financier de la deuxième société se soit terminé le 30 juin 1972. Si la deuxième société cesse d'exister le 31 octobre 1972, la première société inclut dans son revenu pour l'année d'imposition 1972, sa part du revenu de la deuxième société pour les périodes finissant le 30 juin 1972 et le 31 octobre 1972. La première société ne peut pas appliquer le paragraphe 99(2) pour avancer la fin du deuxième exercice financier du 31 octobre 1972 au 30 juin 1973. De plus, un particulier qui est membre de la première société ne peut pas utiliser le paragraphe 41(3) des RAIR à l'égard des deux exercices financiers de la deuxième société.

Traitements

10. Les traitements qu'une société verse à ses membres ne constituent pas une dépense de l'entreprise mais bien une

IT-138

3

distributing partnership income among members. The income of a partnership in a taxation year may be less than the salaries which the partnership agreement requires to be paid to the partners. In this event, the excess of the salaries over such income appears as a deduction in the partners' capital accounts. Such a reduction of the capital of each partner is allowed as a deduction in determining the allocation to him of the income or loss of the partnership.

11. For example, suppose that A and B are members of AB partnership. Under the partnership agreement, A is to receive an annual salary of \$2,500, after which A and B divide the income or loss equally. The income of the partnership before deduction of the \$2,500 salary paid to A is \$1,000. The loss after the salary is deducted is \$1,500 and \$750 is charged to each of the capital accounts. In such a case, A is income is \$1,750 (\$2,500 — \$750) and B is loss is \$750. Thus A is income of \$1,750 minus B is loss of \$750 equals the income of the partnership.

Rent Paid to Partner

12. Where a partnership leases property owned by a partner, the rent is an expense of the partnership and income of the member, and not an allocation of partnership income.

Expenses of Partner

- 13. A partnership agreement may require that certain expenses incurred by a member of the partnership, such as automobile expenses and advertising expenses, are to be paid by each member personally. The member may deduct such expenses to the extent that they are incurred in earning the partnership income.
- 14. If the partnership's fiscal period does not coincide with the calendar year, a partner who is an individual may deduct, in computing his income for a calendar year, those expenses otherwise allowable that were incurred in the calendar year. Alternatively, he may deduct those expenses incurred during the fiscal period of the partnership that ends in the calendar year.
- 15. The alternative mentioned in paragraph 14 above does not apply to interest expense that is deductible under paragraph 20(1)(c) of the Act on money borrowed by a partner to acquire an interest in a partnership.

Adjusted Cost Base of Partnership Interest

16. For the purposes of the additions to and deductions from the adjusted cost base of a partnership interest under subparagraphs 53(1)(e)(i) and 53(2)(c)(i), the share of income or loss allocated to a partner is computed before any deduction for expenses mentioned in paragraphs 13, 14 and 15 above.

façon de distribuer les bénéfices de la société entre les membres. Il peut arriver que les bénéfices réalisés par une société pendant une année d'imposition soient inférieurs aux traitements qu'elle doit verser aux associés en vertu du contrat de société. Dans un tel cas, l'excédent des traitements sur les bénéfices apparaît, dans les comptes capitaux des associés, comme déduction. Une telle réduction du capital de chacun des membres est admise comme déduction dans le calcul de la distribution du revenu ou de la perte de la société de chacun des membres.

11. A titre d'exemple, supposons que A et B sont membres de la société AB. D'après le contrat de société, A doit recevoir un traitement annuel de \$2,500, après quoi A et B se partagent les bénéfices ou les pertes à parts égales. Les bénéfices de la société s'établissent à \$1,000 avant déduction du traitement de \$2,500 versé à A. La perte après déduction du traitement se chiffre à \$1,500 et un montant de \$750 est imputé à chaque compte capital. Dans ce cas, le revenu de A s'élève à \$1,750 (\$2,500 — \$750) et la perte de B se chiffre à \$750. Donc le revenu de A, soit \$1,750, moins la perte de B, soit \$750, est égal au revenu de la société.

Lover pavé à un associé

12. Lorsqu'une société loue des biens appartenant à un de ses membres, la location constitue une dépense pour la société et un revenu pour le membre, et non une attribution des bénéfices de la société.

Dépenses d'un associé

- 13. Un contrat de société peut exiger que certaines dépenses engagées par un membre de la société, telles que des dépenses d'automobile et des dépenses de promotion, soient payées individuellement par chacun des membres. Le membre peut déduire de telles dépenses dans la mesure où elles sont faites pour gagner le revenu de la société.
- 14. Si l'exercice financier de la société ne coïncide pas avec l'année civile, un associé qui est individu peut, dans le calcul de son revenu pour une année civile, déduire les dépenses autrement déductibles qui sont engagées au cours de l'année civile. Par ailleurs, il peut choisir de déduire les dépenses engagées pendant l'exercice financier de la société qui se termine pendant l'année civile.
- 15. La deuxième solution mentionnée au paragraphe 14 ci-dessus ne s'applique pas dans le cas des intérêts payés ou payables qui sont déductibles en vertu de l'alinéa 20(1)c) de la Loi concernant un emprunt fait par un membre d'une société en vue d'obtenir une participation dans une société.

Prix de base rajusté d'une participation dans une société

16. Aux fins du calcul du prix de base rajusté d'une participation dans une société, fait en vertu des sous-alinéas 53(1)e)(i) et 53(2)c)(i), la part du revenu ou de la perte attribuée à un membre est calculée avant de faire toute déduction des dépenses prévues aux paragraphes 13, 14 et 15 ci-dessus.

4 IT-138

Debtor's Gain on Settlement of Debts

17. Since a partnership has no noncapital losses, net capital losses, or restricted farm losses, its gain on settlement of debts within the meaning of section 80 is applied to reduce as prescribed the capital cost to the partnership of any depreciable property and the adjusted cost base to it of any capital property.

Gains d'un débiteur provenant d'un règlement de dettes

17. Puisqu'une société ne subit pas de pertes autres qu'en capital, de pertes nettes en capital et de pertes agricoles restreintes, son gain provenant d'un règlement de dettes, conformément aux dispositions de l'article 80, sert à réduire, de la manière prescrite, le coût en capital supporté par la société, de tous biens amortissables de la société et le prix de base rajusté, pour elle, de tous biens en immobilisations.

REVENUE CANADA, TAXATION

REVENU CANADA, IMPÔT

SUBJECT: INCOME TAX ACT

Computation and Flow-through of Partnership

NO: IT-138R

DATE: January 29, 1979

REFERENCE: Section 96 (also section 99, paragraphs 89(1)(b), 89(1)(k) and 89(1)(l), and subparagraphs 53(1)(e)(i), 53(2)(c)(i) and 3(e)(ii) of the Act, and section 41 of the Income Tax Application Rules, 1971 (ITAR)).

This bulletin replaces and cancels Interpretation Bulletin IT-138 dated December 18, 1973. Current revisions are designated by vertical lines.

1. For purposes of the Income Tax Act, a partnership is not a person and is not deemed to be a person. However, in determining a member's share of the income or loss of the partnership from a source or from sources in a particular place, the partnership first computes its income as if it were a person. A member's share of the income or loss of the partnership from each source then flows through to him pursuant to paragraphe 96(1)(f) or (g), retaining its characteristics in respect of its source and nature. This bulletin discusses some of the results of this procedure.

Capital Cost Allowances and Reserves

2. In determining income or loss at the partnership level, capital cost allowance on property owned by the partnership and the various reserves permitted by the Act are claimed by the partnership and not by the partners individually.

Farming

3. Where a partnership operates a farming business, paragraphs 96(1)(f) and (g) provide for the allocation to the partner of only his share of the income or loss therefrom. The total income of each partner individually determines whether or not the provisions of section 31 relating to "chief source of income" are applicable to him. Thus the deduction for the net farming losses of each partner whose chief source of income is neither farming nor a combination of farming and some other sources of income is restricted to the amount (up to \$5,000) determined under section 31.

Dividends

4. Paragraphs 96(1)(f) and (g) provide that the income or loss allocated to each partner is his share of the net income or net loss (after applicable expenses) from any source or from sources in a particuler place. However, when a partnership receives dividends from a taxable Canadian corporation, and there are expenses applicable OBJET: LOI DE L'IMPÔT SUR LE REVENU

Calcul et transmission du revenu d'une société

No: IT-138R

DATE: le 29 janvier 1979

RENVOI: Article 96 (aussi article 99, alinéas 89(1)b), 80(1)k) et 89(1)l), sous-alinéas 53(1)e)(i), 53(2)c)(i) et 3e)(ii) de Loi et article 41 des Règles de 1971 concernant LIRARY application de l'impôt sur le revenu (RAIR))

e présent bulletin annule et remplace le Bulletin d'interprétation 17-138 du 18 décembre 1973. Les révisions sont indiquées par des traits verticaux.

1. Aux fins de la Loi de l'impôt sur le revenu, une société n'est pas une personne et n'est pas réputée être une personne. Cependant, pour déterminer la part d'un membre d'une société du revenu ou de la perte de la société provenant d'une source ou de plusieurs sources situées dans un endroit donné, la société calcule d'abord son revenu comme si elle était une personne. La part du membre du revenu ou de la perte de la société provenant de chaque source lui échoit alors conformément aux alinéas 96(1)f) ou g), ses caractéristiques (provenant et nature) n'en étant pas pour autant affectées. Le présent bulletin traite de certains résultats de cette procédure.

Déduction pour amortissement et réserves

Lors du calcul du revenu ou de la perte au niveau de la société, la déduction pour amortissement sur les biens appartenant à la société et les diverses réserves permises par la Loi sont demandées par la société et non par les associés individuellement.

Agriculture

3. Lorsqu'une société exploite une entreprise agricole, les alinéas 96(1)f) et g) prévoient l'attribution à chaque associé de sa seule part du revenu ou de la perte de l'entreprise agricole. Lerevenu total de chaque associé pris individuellement détermine si les dispositions de l'article 31 concernant la «principale source de revenu» s'appliquent à lui. Ainsi, la déduction pour pertes agricoles nettes de chaque associé dont la source principale de revenu n'est ni l'agriculture ni une combinaison de l'agriculture et de quelques autres sources de revenu, est limitée au montant (jusqu'à \$5,000) déterminé en vertu de l'article 31.

Dividendes

4. Les alinéas 96(1)f) et g) stipulent que le revenu ou la perte attribué à chaque associé constitue sa part du revenu net ou de la perte nette (après déduction des dépenses appropriées) d'une source ou de plusieurs sources situées dans un endroit donné. Cependant, lorsqu'une société reçoit des dividendes d'une corporation canadienne imposable, et que des dépenses sont impu-

7

thereto, it is considered that the partnership may allocate to each member his share of the gross dividend and his share of the expenses. The effect is that the gross-up of the dividend and the dividend tax credit are calculated on the gross dividend rather than on the net dividend income.

5. Where a partnership which includes corporate members receives a dividend paid out of tax-paid undistributed surplus on hand or 1971 capital surplus on hand pursuant to subsection 83(1), as it applied to dividends becoming payable before 1979, for the purposes of computing a corporate partner's tax-paid undistributed surplus on hand or 1971 capital surplus on hand under paragraph 89(1)(k) or 89(1)(l) as they applied prior to 1979, the corporate partner is considered to have received the dividend to the extent of its share thereof.

Disposition of Capital Property

- 6. Subparagraph 96(1)(c)(i) states that, when a partnership disposes of capital property, the taxable capital gain or allowable capital loss (half the capital gain or loss) is allocated to the partners. On dispositions of listed personal property, however, it is considered that the capital gain or loss (not half the gain or loss) must be allocated to the partners. A partner then includes such gains or losses with any other capital gains or losses on disposition of listed personal property held by him in computing his taxable net gain under section 41.
- 7. For purposes of computing the adjusted cost base on dispositions of capital property held by the partnership on December 31, 1971, the median rule under subsection 26(3) of the ITAR, and the provisions of subsection 20(1) of the ITAR in respect of depreciable property apply at the partnership level.

Averaging

8. Partnership income from a particular source retains its identity in the hands of a partner. Therefore, to the extent that the income from a particular source qualifies, the partner is entitled to take advantage of the transitional averaging provisions in sections 39, 42, 45, 46 and 48 of the ITAR.

Option - End of Fiscal Period

9. The option provided in subsection 99(2) of the Act to move back the date on which a fiscal period ends is available only to an individual. Accordingly, where a partnership (the first partnership) is a member of another partnership (the second partnership) which ceases to exist before the end of its normal fiscal period, the first partnership cannot use that option. For example, suppose that the fiscal period of the first partnership ended on December 31, 1972. The fiscal period of the second partnership ended on June 30, 1972. If the second partnership ceased to exist on October 31, 1972, the first partnership includes in income for the 1972 taxation year its share of the income of the second partnership for the periods ending

- tables à ces dividendes, on estime que la société peut attribuer à chaque associé sa part du dividende brut ainsi que sa part des dépenses. Il en résulte que la majoration du dividende et le dégrèvement pour dividendes sont calculés d'après le dividende brut plutôt que d'après le revenu net en dividendes.
- 5. Lorsqu'une société dont certains associés sont des corporations reçoit un dividende payé sur le surplus en main non réparti et libéré d'impôt ou sur le surplus de capital en main en 1971 en conformité du paragraphe 83(1), tel qu'il s'applique aux dividendes qui deviennent payables avant 1979, aux fins du calcul du surplus en main non réparti et libéré d'impôt ou du surplus de capital en main en 1971 de l'associé qui est une corporation, en vertu des alinéas 89(1)k) ou 89(1)l) tels qu'ils s'appliquent avant 1979, on estime que l'associé qui est une corporation a reçu le dividende jusqu'à concurrence de sa part de celui-ci.

Disposition de biens en immobilisations

- 6. D'après le sous-alinéa 96(1)c)(i), lorsqu'une société dispose de biens en immobilisations, le gain en capital imposable ou la perte en capital déductible (la moitié du gain ou de la perte en capital) doit être attribué aux membres. Cependant, lorsque la société dispose de biens personnels désignés, on estime que le gain ou la perte en capital (et non pas la moitié du gain ou de la perte) doit être attribué aux associés. Dans le calcul de son gain net imposable en vertu de l'article 41, un associé inclut alors de tels gains ou pertes, ainsi que tout autre gain ou perte en capital survenant à la disposition de biens personnels désignés.
- 7. Pour calculer le prix de base rajusté lors de la disposition de biens en immobilisations détenus par la société au 31 décembre 1971, il faut appliquer, au niveau de la société, la règle de la médiane prévue au paragraphe 26(3) des RAIR ainsi que les dispositions du paragraphe 20(1) des RAIR concernant les biens amortissables.

Établissement de la movenne

8. Le revenu d'une société provenant d'une source particulière conserve son identité quand il est attribué à un membre de la société. Ainsi, dans la mesure où le revenu tiré d'une source particulière est admissible, le membre a le droit d'invoquer les dispositions transitoires relatives à l'établissement de la moyenne prévues aux articles 39, 42, 45, 46 et 48 des RAIR.

Option - Fin de l'exercice financier

9. Seul un particulier peut se prévaloir de l'option prévue au paragraphe 99(2) de la Loi qui a pour effet de reculer la date à laquelle un exercice financier se termine. Par conséquent, lorsqu'une société (la première société) est membre d'une autre société (la deuxième société) qui cesse d'exister avant la fin de son exercice financier normal, la première société ne peut se prévaloir de cette option. Ainsi, supposons que l'exercice financier de la première société s'est terminé le 31 décembre 1972 et celui de la deuxième société s'est terminé le 30 juin 1972. Si la deuxième société cesse d'exister le 31 octobre 1972, la première société inclut dans son revenu pour l'année d'imposition 1972 sa part du revenu de la deuxième société pour les exercices se terminant le 30 juin 1972 et le 31 octobre 1972. La première

June 30, 1972 and October 31, 1972. The first partnership cannot use subsection 99(2) to move back the end of the second period from October 31, 1972 to June 30, 1973. Moreover, subsection 41(3) of the ITAR does not apply, in respect of the two fiscal periods of the second partnership, to an individual who is a member of the first partnership.

Salaries

- 10. Salaries paid by a partnership to its members do not constitute a business expense, but are a method of distributing partnership income among members. The income of a partnership in a taxation year may be less than the salaries which the partnership agreement requires to be paid to the partners. In this event, the excess of the salaries over such income appears as a deduction in the partners' capital accounts. Such a reduction of the capital of each partner is allowed as a deduction in determining the allocation to him of the income or loss of the partnership.
- 11. For example, suppose that A and B are members of AB partnership. Under the partnership agreement, A is to receive an annual salary of \$2,500, after which A and B divide the income or loss equally. The income of the partnership before deduction of the \$2,500 salary paid to A is \$1,000. The loss after the salary is deducted is \$1,500 and \$750 is charged to each of the capital accounts. In such a case, A's income is \$1,750 (\$2,500 \$750) and B's loss is \$750. Thus A's income of \$1,750 minus B's loss of \$750 equals the income of the partnership.

Rent Paid to Partner

12. Where a partnership leases property owned by a partner, the rent is an expense of the partnership and income of the member, and not an allocation of partnership income.

Expenses of Partner

- 13. A partnership agreement may require that certain expenses incurred by a member of the partnership, such as automobile expenses and advertising expenses, are to be paid by each member personally. The member may deduct such expenses to the extent that they are incurred in earning the partnership income.
- 14. If the partnership's fiscal period does not coincide with the calendar year, a partner who is an individual may deduct, in computing his income for a calendar year, those expenses otherwise allowable that were incurred in the calendar year. Alternatively, he may deduct those expenses incurred during the fiscal period of the partnership that end in the calendar year.
- 15. The alternative mentioned in 14 above does not apply to interest expense that is deductible under paragraph 20(1)(c) of the Act on money borrowed by a partner to acquire an interest in a partnership.

société ne peut se prévaloir du paragraphe 99(2) pour reculer la fin du deuxième exercice du 31 octobre 1972 au 30 juin 1973. De plus, un particulier qui est membre de la première société ne peut pas utiliser le paragraphe 41(3) des RAIR à l'égard des deux exercices financiers de la deuxième société.

Traitements

- 10. Les traitements qu'une société verse aux associés ne constituent pas une dépense de l'entreprise mais bien une façon de répartir les bénéfices de la société entre les membres. Il peut arriver que les bénéfices réalisés par une société pendant une année d'imposition soient inférieurs aux traitements qu'elle doit verser aux associés en vertu du contrat de société. En pareil cas, l'excédent des traitements sur les bénéfices figure comme montant à déduire dans les comptes de capital des associés. Une telle diminution du capital de chacun des associés est admise à titre de déduction dans le calcul du revenu ou de la perte de la société qui lui est attribué.
- 11. À titre d'exemple, supposons que A et B soient membres de la société AB. D'après le contrat de société, A doit recevoir un traitement annuel de \$2,500, après quoi A et B se partagent les bénéfices ou les pertes à parts égales. Les bénéfices de la société avant soustraction du traitement de \$2,500 versé à A s'établissent à \$1,000. La perte après soustraction du traitement se chiffre à \$1,500 et un montant de \$750 est imputé à chaque compte de capital. Dans ce cas, le revenu de A s'élève à \$1,750 (\$2,500 \$750) et la perte de B se chiffre à \$750. Le revenu de la société est donc égal au revenu de A, à savoir \$1,750, moins la perte de B, à savoir \$750.

Loyer payé à un associé

12. Lorsqu'une société loue des biens appartenant à un des associés, la location constitue une dépense pour la société et un revenu pour l'associé, et non une attribution des bénéfices de la société.

Dépenses d'un associé

- 13. Un contrat de société peut exiger que certaines dépenses engagées par un associé, par exemple les dépenses d'automobile et les dépenses de publicité, soient personnellement payées par chacun des associés. L'associé peut déduire de telles dépenses dans la mesure où elles sont faites pour gagner le revenu de la société.
- 14. Si l'exercice financier de la société ne coîncide pas avec l'année civile, un associé qui est un particulier peut, dans le calcul de son revenu pour une année civile, déduire les dépenses par ailleurs admissibles qui ont été engagées au cours de l'année civile. Il peut également choisir de déduire les dépenses engagées au cours de l'exercice financier de la société qui se termine pendant l'année civile.
- 15. La deuxième solution mentionnée au numéro 14 ci-dessus ne s'applique pas aux frais d'intérêts sur l'argent emprunté par un associé pour acquérir une participation dans une société, déductibles en vertu de l'alinéa 20(1)c) de la Loi.

Adjusted Cost Base of Partnership Interest

16. For the purposes of the additions to and deductions from the adjusted cost base of a partnership interest under subparagraphs 53(1)(e)(i) and 53(2)(c)(i), the share of income or loss allocated to a partner is computed before any deduction for expenses mentioned in 13, 14 and 15 above.

Debtor's Gain on Settlement of Debts

17. Since a partnership has no non-capital losses, net capital losses, or restricted farm losses, its gain on settlement of debts within the meaning of section 80 is applied to reduce as prescribed the capital cost to the partnership of any depreciable property and the adjusted cost base to it of any capital property.

Individual Capital Loss Deduction

18. Paragraph 96(1)(c) requires in part a computation of each taxable capital gain, each allowable capital loss and each income and loss of the partnership from each other source as if the partnership were a separate person. The amounts so computed flow-through to each parnter by paragraphs 96(1)(f) and (g) to the extent of his share thereof. Therefore, the \$2,000 (\$1,000 prior to the 1977 taxation year) deduction in respect of allowable capital losses from other income for the taxation year as provided for in subparagraph 3(e)(ii) does not apply at the partnership level but applies to an individual who is a member of the partnership or who is a member of a second partnership who is a member of the partnership.

Corporate Partner's Capital Dividend Account

19. For the purposes of paragraph 89(1)(b) it is considered that each of the items in subparagraphs 89(1)(b)(i), (ii), (iii) and (iv) is to be included in the corporate partners's capital dividend account to the extent of its share thereof.

Limited Partner's Share of Limited Partnership's Loss

20. The Department considers that a limited partner's share of a partnership's loss pursuant to paragraph 96(1)(g) cannot exceed the lesser of his share of the partnership's loss as determined by the provisions of the relevant Partnership Act or the agreement between all members of the partnership, and his "equity" in the partnership determined as the aggregate of the capital he has contributed and any amount he has agreed to pay to the partnership as an additional capital contribution plus or minus the net adjustments to the adjusted cost base of his interest in the partnership pursuant to paragraphs 53(1)(e) and 53(2)(c). Any loans or advances made to the partnership by a limited partner and any obligations of the partnership guaranteed by a limited partner are not considered to be an addition to partnership "equity".

Prix de base rajusté d'une participation dans une société

16. Aux fins du calcul en vertu des sous-alinéas 53(1)e)(i) et 53(2)c)(i) du prix de base rajusté d'une participation dans une société, la part du revenu ou de la perte attribuée à un associé est calculée avant toute déduction des dépenses mentionnées aux numéros 13, 14 et 15 ci-dessus.

Gain d'un débiteur provenant d'un règlement de dettes

17. Une société ne pouvant subir de pertes autres qu'en capital, de pertes nettes en capital ou de pertes agricoles restreintes, son gain provenant d'un règlement de dettes au sens de l'article 80 doit être employé pour diminuer de la manière prescrite le coût en capital supporté par la société de tous biens amortissables et le prix de base rajusté, pour elle, de tous biens en immobilisations.

Déduction de la perte en capital du particulier

18. L'alinéa 96(1)c) stipule pour partie que chaque gain en capital imposable, chaque perte en capital admissible et chaque revenu et perte d'une société se rapportant à chacune des autres sources, doit être établi comme si la société était une personne distincte. Les montants calculés de cette manière échoient à chaque associé conformément aux alinéas 96(1)f) et g) jusqu'à concurrence de la part de l'associé. En conséquence, la déduction de \$2,000 pour l'année d'imposition (\$1,000 avant l'année d'imposition 1977), comme il est prévu au sous-alinéa 3e)(ii), au titre des pertes en capital admissibles afférentes à un autre revenu ne s'applique pas au niveau de la société mais s'applique au particulier qui est un associé ou qui est membre d'une seconde société membre de la première société.

Compte de dividendes en capital de l'associé qui est une corporation

19. Aux fins de l'alinéa 89(1)b), le compte de dividendes en capital d'un associé qui est une corporation est jugé inclure chacun des montants mentionnées aux sous-alinéas 89(1)b)(i), (ii), (iii) et (iv) jusqu'à la concurrence de sa part.

Part d'un associé à responsabilité limitée de la perte d'une société à responsabilité limitée

20. Le Ministère estime que la part d'un associé à responsabilité limitée d'une perte d'une société en vertu de l'alinéa 96(1)g) ne peut être supérieure au moindre de sa part de la perte de la société établie en vertu des dispositions de la loi sur les sociétés pertinente ou de la convention entre tous les associés et de son avoir dans la société, lequel est le total de sa mise de fonds et de tout montant qu'il a convenu de verser à la société à titre de mise de fonds additionnelle, plus ou moins les rajustements nets du prix de base rajusté de sa participation dans la société en vertu des alinéas 53(1)e) et 53(2)c). Ne sont pas jugés constituer une addition à l'avoir de la société les prêts ou avances accordés par un associé à responsabilité limitée à la société et les obligations de la société garanties par un tel associé.

General

21. The following is a list of Interpretation Bulletins which discuss the flow-through of other items: IT-73R2 Meaning of Active Business Income IT-81R Partnerships-Income of Non-Resident Partners IT-125R Disposition of Resource Properties IT-183 Foreing-Tax Credit - Member of a Partnership IT-245 Income-Averaging Annuity Contracts for Partners and Beneficiaries of Trusts IT-333 Interest and Dividend Deduction IT-346R Commodity Futures and Certain Com-

modities

Généralités

21. Voici une liste des Bulletins d'interprétation qui traitent de la transmission d'autres éléments:

5

IT-73R2 Signification de «revenu tiré d'une entreprise exploitée activement»

IT-81R Les sociétés - Revenu de membres non résidants de sociétés

IT-125R Disposition d'avoirs miniers

IT-183 Dégrèvement pour impôt étranger - Membre d'une société

IT-245 Contrats de rente à versements invariables pour les associés et les bénéficiaires de fiducies

IT-333 Déduction relative aux intérêts et aux dividendes

IT-346R Opérations à terme sur marchandises et opérations sur certains marchandises.







INTERPRETATION

BULLETIN

Government

D'INTERPRÉTATION

SUBJECT:

INCOME TAX ACT

Capital Property Owned on December 31,

1971 - Fair Market Value

SERIAL NO:

IT-139R April 23, 1974

Subsection 26(7) of the Income Tax Application Rules, 1971 (ITAR) (also

Regulation 4700)

OBJET:

LOI DE L'IMPÔT SUR LE REVENU

Biens en immobilisations détenus le 31 décembre

1971 - Juste valeur marchande

Nº DE SÉRIE:

IT-139R DATE: le 23 avril 1974

Paragraphe 26(7) des Règles de 1971 concernant l'application de l'impôt sur le revenu (RAIR)

(également le Règlement 4700)

This bulletin replaces and cancels Interpretation Bulletin No. 1T-139 dated December 20, 1973.

1. To determine the cost of capital property owned by a taxpayer on December 31, 1971, other than depreciable property and interests in partnerships, the median rule in subsection 26(3) of the ITAR applies unless the taxpayer can and does elect (or has previously elected) under subsection 26(7) of the ITAR to have the cost deemed to be the fair market value on Valuation Day.

- 2. Individuals and trusts (trusts are deemed to be individuals by subsection 104(2) of the Act) can make this election. Corporations and partnerships cannot.
- 3. The election is made on Form T2076 which should be filed with the taxpayer's return (T-3 for trusts, T-1 for other individuals). Strictly, it is required not later than the time a return is required to be filed for the first year after 1971 in which property subject to the election is disposed of. However, the Department considers that a taxpayer may postpone making the election in a year in which the only disposition (or dispositions) of capital property (except those described in paragraph 4) was a disposition for proceeds equal to the fair market value of the property at Valuation Day. For example, the election could be postponed if the only dispositions in the year were Canada Savings Bonds.
- 4. An election may also be postponed if the only dispositions of capital property in a taxation year were
 - (a) personal-use property that is not listed personal property or real property,
 - (b) listed personal property where there was neither gain nor loss in applying subsections 46(1) or (2) of the Act
 - (c) the taxpayer's principal residence if the gain was nil by reason of paragraph 40(2)(b),
 - (d) other personal-use property that was real property where there was neither gain nor loss in applying subsections 46(1) or (2),

Le présent bulletin remplace et annule le Bulletin d'interprétation IT-139 du 20 décembre 1973.

- 1. Pour déterminer le coût d'un bien en immobilisations, autre qu'un bien amortissable ou une participation dans une société, appartenant à un contribuable le 31 décembre 1971, la règle de la médiane exposée au paragraphe 26(3) des RAIR s'applique, à moins que le contribuable puisse exercer un choix et l'exerce (ou l'ait exercé antérieurement) en vertu du paragraphe 26(7) des RAIR afin que le coût soit réputé être la juste valeur marchande au Jour de l'évalution.
- 2. Les particuliers et les nducle Bles fiducies ont réputées être des particuliers par le paragraphe 104(2) de la Loi) peuvent exercer e choix, alors que les corporations et les sociétés ne le peuvent pas.
- 3. Le choix s'exerce au moren d'une formule T2076 qui doit être produite avec la déclaration un contribuable (la T-3 dans le cas des fiducies et la T-1 dans le cas des autres particuliers). De manière formelle, il doit être exercé au plus tard le jour où une déclaration doit être produite pour la première année après 1971 au cours de laquelle un bien en immobilisations, visé par ce choix, fait l'objet d'une disposition. Toutefois, le Ministère estime qu'un contribuable peut différer l'exercice de ce choix dans une année au cours de laquelle la ou les seules dispositions de biens en immobilisations (sauf ceux qui sont décrits à l'alinéa 4) étaient des dispositions donnant lieu à un produit égal à la juste valeur marchande au Jour de l'évaluation. Par exemple, le choix peut être différé si les seules dispositions survenues au cours de l'année visaient des obligations d'épargne du Canada.
- 4. Un choix peut également être différé si les seules dispositions de biens en immobilisations survenues au cours d'une année d'imposition visaient:
 - a) des biens à usage personnel qui ne sont pas des biens personnels désignés ou des biens immeubles,
 - b) des biens personnels désignés, à condition que l'application du paragraphe 46(1) ou (2) de la Loi n'ait donné lieu ni à un gain, ni à une perte,
 - c) la résidence principale du contribuable, si le gain était néant en raison de l'alinéa 40(2)b),
 - d) d'autres biens à usage personnel qui étaient des biens immeubles, si l'application du paragraphe 46(1) ou (2) ne donnerait lieu ni à un gain, ni à une perte,

- (e) property which the owner acquired from someone not at arm's length to which subsection 26(5) of the ITAR applied, or
- (f) property deemed to be owned by the taxpayer under the Act but not actually owned by him.
- 5. Once the election is made the fair market value at Valuation Day is the deemed cost of all property of the taxpayer except that listed in paragraphs 4(e) and (f) above.

Withdrawal of an Election

6. If a taxpayer makes an election in a year in which it could have been postponed (see paragraphs 3 and 4 above), the Department will accept a request for the withdrawal of that election. This request should be made in a letter to the Director of the District Taxation Office in which the taxpayer files his income tax return.

- e) des biens que le propriétaire avait acquis d'une personne avec laquelle il entretenait un lien de dépendance et auxquels s'appliquait le paragraphe 26(5) des RAIR, ou
- f) des biens réputés appartenir au contribuable en vertu de la Loi, mais ne lui appartenant pas réellement.
- 5. Le choix étant exercé, la juste valeur marchande au Jour de l'évaluation est le coût réputé de tous les biens en immobilisations du contribuable, à l'exception de ceux qui sont énumérés aux paragraphes 4e) et f) ci-dessus.

Annulation d'un choix

6. Si un contribuable a exercé un choix au cours d'une année où il aurait pu être différé (voir paragraphes 3 et 4 ci-dessus), le Ministère acceptera une demande d'annulation de ce choix. Cette demande doit être présentée dans une lettre adressée au directeur du bureau de district d'impôt où le contribuable produit sa déclaration d'impôt sur le revenu.

Problestwo

INTERPRETATION

KUUUTI

SUBJECT: INCOME TAX ACT

Computation and Flow-through of Partnership

10: IT-138R

DATE: January 29, 1979

tEFERENCE: Section 96 (also section 99, paragraphs 89(1)(b), 89(1)(k) and 89(1)(l), and subparagraphs 53(1)(e)(i), 53(2)(c)(i) and 3(e)(ii) of the Act, and section 41 of the Income Tax Application Rules, 1971 (ITAR)).

This bulletin replaces and cancels Interpretation Bulletin IT-138 dated December 18, 1973. Current revisions are designated by vertical lines.

1. For purposes of the Income Tax Act, a partnership is not a person and is not deemed to be a person. However, in determining a member's share of the income or loss of the partnership from a source or from sources in a particular place, the partnership first computes its income as if it were a person. A member's share of the income or loss of the partnership from each source then flows through to him pursuant to paragraphe 96(1)(f) or (g), retaining its characteristics in respect of its source and nature. This bulletin discusses some of the results of this procedure.

Capital Cost Allowances and Reserves

2. In determining income or loss at the partnership level, capital cost allowance on property owned by the partnership and the various reserves permitted by the Act are claimed by the partnership and not by the partners individually.

Farming

3. Where a partnership operates a farming business, paragraphs 96(1)(f) and (g) provide for the allocation to the partner of only his share of the income or loss therefrom. The total income of each partner individually determines whether or not the provisions of section 31 relating to "chief source of income" are applicable to him. Thus the deduction for the net farming losses of each partner whose chief source of income is neither farming nor a combination of farming and some other sources of income is restricted to the amount (up to \$5,000) determined under section 31.

Dividends

4. Paragraphs 96(1)(f) and (g) provide that the income or loss allocated to each partner is his share of the net income or net loss (after applicable expenses) from any source or from sources in a particular place. However, when a partnership receives dividends from a taxable Canadian corporation, and there are expenses applicable LOI DE L'IMPÔT SUR LE REVENU

Calcul et transmission du revenu d'une société

No: IT-138R

DATE: le 29 janvier 1979

RENVOI: Article 96 (aussi article 99, alinéas 89(1)b), 80(1)k) et 89(1)l), sous-alinéas 53(1)e)(i), 53(2)c)(i) et 3e)(ii) de la Loi et article 41 des Règles de 1971 concernant l'application de l'impôt sur le revenu (RAIR))

Le présent bulletin annule et remplace le Bulletin d'interprétation IT-138 du 18 décembre 1973. Les révisions sont indiquées par des traits verticaux.

1. Aux fins de la Loi de l'impôt sur le revenu, une société n'est pas une personne et n'est pas réputée être une personne. Cependant, pour déterminer la part d'un membre d'une société du revenu ou de la perte de la société provenant d'une source ou de plusieurs sources situées dans un endroit donné, la société calcule d'abord son revenu comme si elle était une personne. La part du membre du revenu ou de la perte de la société provenant de chaque source lui échoit alors conformément aux alinéas 96(1)f) ou g), ses caractéristiques (provenant et nature) n'en étant pas pour autant affectées. Le présent bulletin traite de certains résultats de cette procédure.

Déduction pour amortissement et réserves

2. Lors du calcul du revenu ou de la perte au niveau de la société, la déduction pour amortissement sur les biens appartenant à la société et les diverses réserves permises par la Loi sont demandées par la société et non par les associés individuellement.

Agriculture

3. Lorsqu'une société exploite une entreprise agricole, les alinéas 96(1)f) et g) prévoient l'attribution à chaque associé de sa seule part du revenu ou de la perte de l'entreprise agricole. Le revenu total de chaque associé pris individuellement détermine si les dispositions de l'article 31 concernant la «principale source de revenu» s'appliquent à lui. Ainsi, la déduction pour pertes agricoles nettes de chaque associé dont la source principale de revenu n'est ni l'agriculture ni une combinaison de l'agriculture et de quelques autres sources de revenu, est limitée au montant (jusqu'à \$5,000) déterminé en vertu de l'article 31.

Dividendes

4. Les alinéas 96(1)f) et g) stipulent que le revenu ou la perte attribué à chaque associé constitue sa part du revenu net ou de la perte nette (après déduction des dépenses appropriées) d'une source ou de plusieurs sources situées dans un endroit donné. Cependant, lorsqu'une société reçoit des dividendes d'une corporation canadienne imposable, et que des dépenses sont impu-

thereto, it is considered that the partnership may allocate to each member his share of the gross dividend and his share of the expenses. The effect is that the gross-up of the dividend and the dividend tax credit are calculated on the gross dividend rather than on the net dividend income.

5. Where a partnership which includes corporate members receives a dividend paid out of tax-paid undistributed surplus on hand or 1971 capital surplus on hand pursuant to subsection 83(1), as it applied to dividends becoming payable before 1979, for the purposes of computing a corporate partner's tax-paid undistributed surplus on hand or 1971 capital surplus on hand under paragraph 89(1)(k) or 89(1)(l) as they applied prior to 1979, the corporate partner is considered to have received the dividend to the extent of its share thereof.

Disposition of Capital Property

- 6. Subparagraph 96(1)(c)(i) states that, when a partnership disposes of capital property, the taxable capital gain or allowable capital loss (half the capital gain or loss) is allocated to the partners. On dispositions of listed personal property, however, it is considered that the capital gain or loss (not half the gain or loss) must be allocated to the partners. A partner then includes such gains or losses with any other capital gains or losses on disposition of listed personal property held by him in computing his taxable net gain under section 41.
- 7. For purposes of computing the adjusted cost base on dispositions of capital property held by the partnership on December 31, 1971, the median rule under subsection 26(3) of the ITAR, and the provisions of subsection 20(1) of the ITAR in respect of depreciable property apply at the partnership level.

Averaging

8. Partnership income from a particular source retains its identity in the hands of a partner. Therefore, to the extent that the income from a particular source qualifies, the partner is entitled to take advantage of the transitional averaging provisions in sections 39, 42, 45, 46 and 48 of the ITAR.

Option - End of Fiscal Period

9. The option provided in subsection 99(2) of the Act to move back the date on which a fiscal period ends is available only to an individual. Accordingly, where a partnership (the first partnership) is a member of another partnership (the second partnership) which ceases to exist before the end of its normal fiscal period, the first partnership cannot use that option. For example, suppose that the fiscal period of the first partnership ended on December 31, 1972. The fiscal period of the second partnership ended on June 30, 1972. If the second partnership ceased to exist on October 31, 1972, the first partnership includes in income for the 1972 taxation year its share of the income of the second partnership for the periods ending

- tables à ces dividendes, on estime que la société peut attribuer à chaque associé sa part du dividende brut ainsi que sa part des dépenses. Il en résulte que la majoration du dividende et le dégrèvement pour dividendes sont calculés d'après le dividende brut plutôt que d'après le revenu net en dividendes.
- 5. Lorsqu'une société dont certains associés sont des corporations reçoit un dividende payé sur le surplus en main non réparti et libéré d'impôt ou sur le surplus de capital en main en 1971 en conformité du paragraphe 83(1), tel qu'il s'applique aux dividendes qui deviennent payables avant 1979, aux fins du calcul du surplus en main non réparti et libéré d'impôt ou du surplus de capital en main en 1971 de l'associé qui est une corporation, en vertu des alinéas 89(1)k) ou 89(1)l) tels qu'ils s'appliquent avant 1979, on estime que l'associé qui est une corporation a reçu le dividende jusqu'à concurrence de sa part de celui-ci.

Disposition de biens en immobilisations

- 6. D'après le sous-alinéa 96(1)c)(i), lorsqu'une société dispose de biens en immobilisations, le gain en capital imposable ou la perte en capital déductible (la moitié du gain ou de la perte en capital) doit être attribué aux membres. Cependant, lorsque la société dispose de biens personnels désignés, on estime que le gain ou la perte en capital (et non pas la moitié du gain ou de la perte) doit être attribué aux associés. Dans le calcul de son gain net imposable en vertu de l'article 41, un associé inclut alors de tels gains ou pertes, ainsi que tout autre gain ou perte en capital survenant à la disposition de biens personnels désignés.
- 7. Pour calculer le prix de base rajusté lors de la disposition de biens en immobilisations détenus par la société au 31 décembre 1971, il faut appliquer, au niveau de la société, la règle de la médiane prévue au paragraphe 26(3) des RAIR ainsi que les dispositions du paragraphe 20(1) des RAIR concernant les biens amortissables.

Établissement de la moyenne

8. Le revenu d'une société provenant d'une source particulière conserve son identité quand il est attribué à un membre de la société. Ainsi, dans la mesure où le revenu tiré d'une source particulière est admissible, le membre a le droit d'invoquer les dispositions transitoires relatives à l'établissement de la moyenne prévues aux articles 39, 42, 45, 46 et 48 des RAIR.

Option - Fin de l'exercice financier

9. Seul un particulier peut se prévaloir de l'option prévue au paragraphe 99(2) de la Loi qui a pour effet de reculer la date à laquelle un exercice financier se termine. Par conséquent, lorsqu'une société (la première société) est membre d'une autre société (la deuxième société) qui cesse d'exister avant la fin de son exercice financier normal, la première société ne peut se prévaloir de cette option. Ainsi, supposons que l'exercice financier de la première société s'est terminé le 31 décembre 1972 et celui de la deuxième société s'est terminé le 30 juin 1972. Si la deuxième société cesse d'exister le 31 octobre 1972, la première société inclut dans son revenu pour l'année d'imposition 1972 sa part du revenu de la deuxième société pour les exercices se terminant le 30 juin 1972 et le 31 octobre 1972. La première

Salaries

- 10. Salaries paid by a partnership to its members do not constitute a business expense, but are a method of distributing partnership income among members. The income of a partnership in a taxation year may be less than the salaries which the partnership agreement requires to be paid to the partners. In this event, the excess of the salaries over such income appears as a deduction in the partners' capital accounts. Such a reduction of the capital of each partner is allowed as a deduction in determining the allocation to him of the income or loss of the partnership.
- 11. For example, suppose that A and B are members of AB partnership. Under the partnership agreement, A is to receive an annual salary of \$2,500, after which A and B divide the income or loss equally. The income of the partnership before deduction of the \$2,500 salary paid to A is \$1,000. The loss after the salary is deducted is \$1,500 and \$750 is charged to each of the capital accounts. In such a case, A's income is \$1,750 (\$2,500 \$750) and B's loss is \$750. Thus A's income of \$1,750 minus B's loss of \$750 equals the income of the partnership.

Rent Paid to Partner

12. Where a partnership leases property owned by a partner, the rent is an expense of the partnership and income of the member, and not an allocation of partnership income.

Expenses of Partner

- 13. A partnership agreement may require that certain expenses incurred by a member of the partnership, such as automobile expenses and advertising expenses, are to be paid by each member personally. The member may deduct such expenses to the extent that they are incurred in earning the partnership income.
- 14. If the partnership's fiscal period does not coincide with the calendar year, a partner who is an individual may deduct, in computing his income for a calendar year, those expenses otherwise allowable that were incurred in the calendar year. Alternatively, he may deduct those expenses incurred during the fiscal period of the partnership that end in the calendar year.
- 15. The alternative mentioned in 14 above does not apply to interest expense that is deductible under paragraph 20(1)(c) of the Act on money borrowed by a partner to acquire an interest in a partnership.

société ne peut se prévaloir du paragraphe 99(2) pour reculer la fin du deuxième exercice du 31 octobre 1972 au 30 juin 1973. De plus, un particulier qui est membre de la première société ne peut pas utiliser le paragraphe 41(3) des RAIR à l'égard des deux exercices financiers de la deuxième société.

Traitements

- 10. Les traitements qu'une société verse aux associés ne constituent pas une dépense de l'entreprise mais bien une façon de répartir les bénéfices de la société entre les membres. Il peut arriver que les bénéfices réalisés par une société pendant une année d'imposition soient inférieurs aux traitements qu'elle doit verser aux associés en vertu du contrat de société. En pareil cas, l'excédent des traitements sur les bénéfices figure comme montant à déduire dans les comptes de capital des associés. Une telle diminution du capital de chacun des associés est admise à titre de déduction dans le calcul du revenu ou de la perte de la société qui lui est attribué.
- 11. À titre d'exemple, supposons que A et B soient membres de la société AB. D'après le contrat de société, A doit recevoir un traitement annuel de \$2,500, après quoi A et B se partagent les bénéfices ou les pertes à parts égales. Les bénéfices de la société avant soustraction du traitement de \$2,500 versé à A s'établissent à \$1,000. La perte après soustraction du traitement se chiffre à \$1,500 et un montant de \$750 est imputé à chaque compte de capital. Dans ce cas, le revenu de A s'élève à \$1,750 (\$2,500 \$750) et la perte de B se chiffre à \$750. Le revenu de la société est donc égal au revenu de A, à savoir \$1,750, moins la perte de B, à savoir \$750.

Loyer payé à un associé

12. Lorsqu'une société loue des biens appartenant à un des associés, la location constitue une dépense pour la société et un revenu pour l'associé, et non une attribution des bénéfices de la société.

Dépenses d'un associé

- 13. Un contrat de société peut exiger que certaines dépenses engagées par un associé, par exemple les dépenses d'automobile et les dépenses de publicité, soient personnellement payées par chacun des associés. L'associé peut déduire de telles dépenses dans la mesure où elles sont faites pour gagner le revenu de la société.
- 14. Si l'exercice financier de la société ne coıncide pas avec l'année civile, un associé qui est un particulier peut, dans le calcul de son revenu pour une année civile, déduire les dépenses par ailleurs admissibles qui ont été engagées au cours de l'année civile. Il peut également choisir de déduire les dépenses engagées au cours de l'exercice financier de la société qui se termine pendant l'année civile.
- 15. La deuxième solution mentionnée au numéro 14 ci-dessus ne s'applique pas aux frais d'intérêts sur l'argent emprunté par un associé pour acquérir une participation dans une société, déductibles en vertu de l'alinéa 20(1)c) de la Loi.

3

Adjusted Cost Base of Partnership Interest

4

16. For the purposes of the additions to and deductions from the adjusted cost base of a partnership interest under subparagraphs 53(1)(e)(i) and 53(2)(c)(i), the share of income or loss allocated to a partner is computed before any deduction for expenses mentioned in 13, 14 and 15 above.

Debtor's Gain on Settlement of Debts

17. Since a partnership has no non-capital losses, net capital losses, or restricted farm losses, its gain on settlement of debts within the meaning of section 80 is applied to reduce as prescribed the capital cost to the partnership of any depreciable property and the adjusted cost base to it of any capital property.

Individual Capital Loss Deduction

18. Paragraph 96(1)(c) requires in part a computation of each taxable capital gain, each allowable capital loss and each income and loss of the partnership from each other source as if the partnership were a separate person. The amounts so computed flow-through to each parnter by paragraphs 96(1)(f) and (g) to the extent of his share thereof. Therefore, the \$2,000 (\$1,000 prior to the 1977 taxation year) deduction in respect of allowable capital losses from other income for the taxation year as provided for in subparagraph 3(e)(ii) does not apply at the partnership level but applies to an individual who is a member of the partnership or who is a member of a second partnership who is a member of the partnership.

Corporate Partner's Capital Dividend Account

19. For the purposes of paragraph 89(1)(b) it is considered that each of the items in subparagraphs 89(1)(b)(i), (ii), (iii) and (iv) is to be included in the corporate partners's capital dividend account to the extent of its share thereof.

Limited Partner's Share of Limited Partnership's Loss

20. The Department considers that a limited partner's share of a partnership's loss pursuant to paragraph 96(1)(g) cannot exceed the lesser of his share of the partnership's loss as determined by the provisions of the relevant Partnership Act or the agreement between all members of the partnership, and his "equity" in the partnership determined as the aggregate of the capital he has contributed and any amount he has agreed to pay to the partnership as an additional capital contribution plus or minus the net adjustments to the adjusted cost base of his interest in the partnership pursuant to paragraphs 53(1)(e) and 53(2)(c). Any loans or advances made to the partnership by a limited partner and any obligations of the partnership guaranteed by a limited partner are not considered to be an addition to partnership "equity".

Prix de base rajusté d'une participation dans une société

16. Aux fins du calcul en vertu des sous-alinéas 53(1)e)(i) et 53(2)c)(i) du prix de base rajusté d'une participation dans une société, la part du revenu ou de la perte attribuée à un associé est calculée avant toute déduction des dépenses mentionnées aux numéros 13, 14 et 15 ci-dessus.

Gain d'un débiteur provenant d'un règlement de dettes

17. Une société ne pouvant subir de pertes autres qu'en capital, de pertes nettes en capital ou de pertes agricoles restreintes, son gain provenant d'un règlement de dettes au sens de l'article 80 doit être employé pour diminuer de la manière prescrite le coût en capital supporté par la société de tous biens amortissables et le prix de base rajusté, pour elle, de tous biens en immobilisations.

Déduction de la perte en capital du particulier

18. L'alinéa 96(1)c) stipule pour partie que chaque gain en capital imposable, chaque perte en capital admissible et chaque revenu et perte d'une société se rapportant à chacune des autres sources doit être établi comme si la société était une personne distincte. Les montants calculés de cette manière échoient à chaque associé conformément aux alinéas 96(1)f) et g) jusqu'à concurrence de la part de l'associé. En conséquence, la déduction de \$2,000 pour l'année d'imposition (\$1,000 avant l'année d'imposition 1977), comme il est prévu au sous-alinéa 3e)(ii), au titre des pertes en capital admissibles afférentes à un autre revenu ne s'applique pas au niveau de la société mais s'applique au particulier qui est un associé ou qui est membre d'une seconde société membre de la première société.

Compte de dividendes en capital de l'associé qui est une corporation

19. Aux fins de l'alinéa 89(1)b), le compte de dividendes en capital d'un associé qui est une corporation est jugé inclure chacun des montants mentionnées aux sous-alinéas 89(1)b)(i), (ii), (iii) et (iv) jusqu'à la concurrence de sa part.

Part d'un associé à responsabilité limitée de la perte d'une société à responsabilité limitée

20. Le Ministère estime que la part d'un associé à responsabilité limitée d'une perte d'une société en vertu de l'alinéa 96(1)g) ne peut être supérieure au moindre de sa part de la perte de la société établie en vertu des dispositions de la loi sur les sociétés pertinente ou de la convention entre tous les associés et de son avoir dans la société, lequel est le total de sa mise de fonds et de tout montant qu'il a convenu de verser à la société à titre de mise de fonds additionnelle, plus ou moins les rajustements nets du prix de base rajusté de sa participation dans la société en vertu des alinéas 53(1)e) et 53(2)c). Ne sont pas jugés constituer une addition à l'avoir de la société les prêts ou avances accordés par un associé à responsabilité limitée à la société et les obligations de la société garanties par un tel associé.

General

IT-346R

modities

which discuss the flow-through of other items:
IT-73R2 Meaning of Active Business Income

IT-81R Partnerships-Income of Non-Resident Partners
IT-125R Disposition of Resource Properties
IT-183 Foreing-Tax Credit - Member of a Partnership

IT-245 Income-Averaging Annuity Contracts for Partners and Beneficiaries of Trusts
IT-333 Interest and Dividend Deduction

Commodity Futures and Certain Com-

21. The following is a list of Interpretation Bulletins

Généralités

21. Voici une liste des Bulletins d'interprétation qui traitent de la transmission d'autres éléments:

5

IT-73R2 Signification de «revenu tiré d'une entreprise exploitée activement»

IT-81R Les sociétés - Revenu de membres non résidants de sociétés

IT-125R Disposition d'avoirs miniers

IT-183 Dégrèvement pour impôt étranger - Membre d'une société

IT-245 Contrats de rente à versements invariables pour les associés et les bénéficiaires de fiducies

IT-333 Déduction relative aux intérêts et aux dividendes

IT-346R Opérations à terme sur marchandises et opérations sur certains marchandises.







MINISTÈRE DU REVENU NATIONAL, IMPÔT

SUBJECT:

INCOME TAX ACT Buy-Sell Agreements

OBJET.

LOLDE L'IMPÔT SUR LE REVENU Conventions d'achat-vente

SERIAL NO-

IT-140R

DATE: April 2, 1976

DECEDENCE.

Subsection 70(5) (also subsection 164(6) and

paragraph 69(1)(b))

Nº DE SÉRIE:

IT-140R DATE: le 2 avril, 1976

RENVOI:

Paragraphe 70(5) (aussi paragraphe 164(6) et

aline (69(1)b))

Government Publications

This bulletin replaces and cancels Interpretation Bulletin No. IT-140 dated December 20, 1973.

- 1. Taxpavers who own similar interests in a business or property often make such similar interest subject to a buysell agreement. Although the form and content of buy-sell agreements may vary, they almost always provide for either the compulsory or optional sale by the estate of the first to die, and either the compulsory or optional acquisition by the survivor or survivors, of capital property owned by the former. The price may be certain, or may be determined as outlined in the agreement.
- 2. The rules in subsection 70(5) of the Act apply to the property subject to a buy-sell agreement. The person referred to therein who acquires the property of the deceased taxpayer is his estate.
- When determining the proceeds deemed to have been received by the deceased and the deemed cost to the estate pursuant to subsection 70(5), the fair market value of the property subject to the buy-sell agreement must be determined. The Department's view is that fair market value for the purpose of subsection 70(5) must be determined without reference to the buy-sell agreement.
- 4. Where the deceased and a survivor did not deal at arm's length at the time the agreement was made, the Department's view is that paragraph 69(1)(b) applies when the estate sells the property to the survivor pursuant to the agreement and that fair market value under paragraph 69(1)(b) must be determined without reference to the buysell agreement.
- 5. In fulfilling the obligation to sell the property to a survivor the estate may realize a capital loss on nondepreciable capital property or may be permitted to deduct a terminal loss on depreciable property. In these circumstances and provided that certain conditions outlined in subsection 164(6) are complied with, the relieving provisions of that subsection are available to the deceased's legal representatives. The subsection applies where the legal representatives of a deceased taxpayer dispose of capital property of the estate and incur a net capital loss, or dispose of all the depreciable property of a prescribed class and

Le présent bulletin remplace et annule le bulletin d'interprétation nº IT-140 en date du 20 décembre 1973.

- 1. Les contribuables qui possèdent des droits semblables dans une entreprise ou un bien font souvent de ces droits l'obiet d'une convention d'achat-vente. Quoique leur forme et leur teneur puissent varier, de telles conventions prévoient presque toujours la vente, soit obligatoire, soit facultative par la succession de la première personne à mourir, et l'acquisition obligatoire ou facultative, par le ou les survivants, des biens en immobilisations appartenant au défunt. Le coût peut être fixe ou peut être déterminé en vertu de modalités prévues dans la convention.
- 2. Les règles du paragraphe 70(5) de la Loi s'appliquent aux biens faisant l'objet d'une convention d'achat-vente. La personne mentionnée dans ce paragraphe que acquiert les biens du contribuable décédé est sa succession.
- Pour déterminer le produit réputé avoir été reçu par le contribuable décédé et le coût présumé supporté par la succession aux termes du paragraphe 70(5), il faut déterminer la juste valeur marchande du bien faisant l'objet d'une convention d'achat-vente. Le Ministère estime qu'il ne faut pas se référer à la convention d'achat-vente pour déterminer la juste valeur marchande aux fins du paragraphe 70(5).
- 4. Lorsque la personne décédée et un survivant avaient un lien de dépendance au moment où la convention a été dressée, le Ministère est d'avis que l'alinéa 69(1)b) s'applique lorsque la succession vend le bien au survivant aux termes de la convention et que la juste valeur marchande en vertu de l'alinéa 69(1)b) doit être déterminée sans se référer à la convention d'achat-vente.
- 5. En s'acquittant de l'obligation de vendre le bien à un survivant, la succession peut encourir une perte en capital sur les biens en immobilisations non amortissables ou peut être admise à déduire une perte finale sur les biens amortissables. Dans ces cas, et pourvu que certaines conditions mentionnées au paragraphe 164(6) soient observées, les représentants légaux de la personne décédée peuvent avoir recours aux dispositions d'allégement de ce paragraphe. Ce paragraphe s'applique lorsque les représentants légaux d'un contribuable décédé, disposent de biens en immobilisations de la succession et subissent une perte en capital nette ou disposent de tous les biens amortissables d'un catégorie

incur a terminal loss. In order to qualify under this subsection, such a disposition must be made:

- (a) within the first taxation year of the estate, where the taxpayer died after May 6, 1974, or
- (b) within 12 months following the date of death, where the taxpayer died before May 7, 1974.
- 6. Subsection 164(6) deems the estate to have made a payment of tax equal to the amount by which the tax payable by the deceased taxpayer in the year of death exceeds the amount that would have been payable in that year if such part of the net capital loss or terminal loss, as elected by the legal representatives in accordance with Regulation 1000, had been deducted in computing his income. The payment of tax so deemed to have been made by the personal representatives is treated as having been paid on account of the tax due for the estate's first taxation year. Thus a refund of tax to the estate could result.

prescrite et subissent une perte finale. Afin d'être admissible en vertu de ce paragraphe, une disposition de ce genre doit être faite:

- a) dans la première année d'imposition de la succession, lorsque le contribuable est décédé après le 6 mai 1974, ou
- b) dans les douze mois suivant la date du décès, lorsque le contribuable est décèdé avant le 7 mai 1974.
- 6. Le paragraphe 164(6) présume que la succession a fait un paiement d'impôt égal à la fraction de l'impôt payable par le contribuable décédé dans l'année du décès qui est en sus du montant de l'impôt qui aurait été payable dans cette année si la fraction de la perte en capital nette ou de la perte finale, selon le choix des représentants légaux conformément au Règlement 1,000, avait été déduite en calculant son revenu. Le paiement d'impôt ainsi réputé avoir été versé par les représentants personnels est considéré comme ayant été payé au titre de l'impôt exigible pour la première année d'imposition de la succession. Ainsi, il peut en résulter un remboursement d'impôt à la succession.

INTERPRETATION

BULLETIN

D'INTERPRÉTATION

SUBJECT:

INCOME TAX ACT Buy-Sell Agreements OBJET: LOI DE L'IMPÔT SUR LE REVENU

Conventions d'achat-vente

NO: IT-140R2 DATE: December 29, 1980

REFERENCE: Subsection 70(5) (also subsection 164(6) and paragraph 69(1)(b))

No: IT-140R2

DATE: le 29 décembre 1980

Paragraphe 70(5) (aussi le paragraphe 164(6) et l'alinéa 69(1)b))

9 O

This bulletin replaces and cancels Interpretation Bulletin No. IT-140R dated April 2, 1976. Current revisions are designated by vertical lines.

- 1. Taxpayers who own similar interests in a business or property often make such a similar interest subject to a buy-sell agreement. Although the form and content of buy-sell agreements may vary, they almost always provide for either the compulsory or optional sale of capital property by one person and either the compulsory or optional acquisition by another of the capital property owned by the former. The price may be certain, or may be determined as outlined in the agreement. This bulletin discusses buy-sell agreements that are in effect at the time of death of a person.
- 2. The rules in subsection 70(5) apply to property that is subject to a buy-sell agreement, unless the property can be considered to vest indefeasibly in another person pursuant to subsection 70(6), 70(9), 70(9.2) or 70(9.4) or paragraph 70(5.2)(d) or (f). Whether the property vests indefeasibly in another person depends on the terms of the buy-sell agreement and the terms of the will (see IT-449).
- 3. When determining the proceeds deemed to have been received by the deceased pursuant to subsection 70(5), the fair market value of the property subject to the buy-sell agreement must be determined at the time immediately before death. The Department's view is that, where the deceased and the surviving party to the buy-sell agreement (survivor) did not deal at arms length, the fair market value for the purpose of subsection 70(5) must be determined without reference to the buy-sell agreement.
- 4. Where the deceased and a survivor did not deal at arm's length at the time the agreement was made, the Department's view is that paragraph 69(1)(b) applies when the estate sells the property to the survivor pursuant to the agreement and that fair market value under paragraph 69(1)(b) must be determined without reference to the buy-sell agreement.

Le présent bulletin annule et remplace le Bulletin d'interprétation nº IT-140R du 2 avril 1976. Les révisions sont indiquées par un trait vertical.

- 1. Les contribuables qui possèdent des droits semblables dans une entreprise ou dans un bien font souvent de ces droits l'objet d'une convention d'achat-vente. Quoique leur forme et leur teneur puissent varier, ces conventions prévoient presque toujours la vente obligatoire ou facultative par une personne et l'acquisition obligatoire ou facultative par une autre personne des biens en immobilisations appartenant à la première personne. Le prix peut être fixe ou peut être déterminé en vertu de modalités prévues dans la convention. Dans le présent bulletin, il est question des conventions d'achat-vente lors du décès d'une personne.
- 2. Les règles du paragraphe 70(5) s'appliquent aux biens faisant l'objet d'une convention d'achat-vente, sauf si le bien peut être considéré avoir été dévolu irrévocablement à une autre personne en vertu des paragraphes 70(6), 70(9), 70(9.2) ou 70(9.4) ou des alinéas 70(5.2)d) ou f). Le fait qu'un bien soit dévolu irrévocablement à une autre personne dépend des dispositions de la convention d'achat-vente et du testament (voir le Bulletin IT-449).
- 3. Pour déterminer le produit qui est réputé avoir été reçu par la personne décédée en vertu du paragraphe 70(5), il faut établir la juste valeur marchande immédiatement avant le décès du bien faisant l'objet d'une convention d'achat-vente. Le ministère estime que lorsque la personne décédée et la personne participant à la convention d'achat-vente (le survivant) avaient un lien de dépendance, la juste valeur marchande aux fins du paragraphe 70(5) doit être établie sans tenir compte de la convention d'achat-vente.
- 4. Lorsque la personne décédée et un survivant avaient un lien de dépendance au moment où la convention a été conclue, le Ministère estime que l'alinéa 69(1)b) s'applique lorsque la succession vend le bien au survivant en vertu de la convention et que la juste valeur marchande en vertu de l'alinéa 69(1)b) doit être établie sans tenir compte de la convention d'achat-vente.

- 5. In fulfilling the obligation to sell the property to a survivor the estate may realize a capital loss on non-depreciable capital property or may be permitted to deduct a terminal loss on depreciable property. In these circumstances and provided that certain conditions outlined in subsection 164(6) are complied with, the relieving provisions of that subsection are available to the deceased's legal representatives. The subsection applies where the legal representatives of a deceased taxpayer dispose of capital property of the estate and incur a net capital loss, or dispose of all the depreciable property of a prescribed class and incur a terminal loss. In order to qualify under this subsection, such a disposition must be made:
 - (a) within the first taxation year of the estate, where the taxpayer died after May 6, 1974, or
 - (b) within 12 months following the date of death, where the taxpayer died before May 7, 1974.
- 6. Subsection 164(6) deems the estate to have made a payment of tax equal to the amount by which the tax payable by the deceased taxpayer in the year of death exceeds the amount that would have been payable in that year if such part of the net capital loss or terminal loss, as elected by the legal representatives in accordance with Section 1000 of the Regulations, had been deducted in computing his income. The payment of tax so deemed to have been made by the personal representatives is treated as having been paid on account of the tax due for the estate's first taxation year. Thus a refund of tax to the estate could result.
- 5. En s'acquittant de l'obligation de vendre le bien à un survivant, la succession peut subir une perte en capital sur les biens en immobilisations non amortissables ou peut être admise à déduire une perte finale sur les biens amortissables. Dans ces cas, et pourvu que les conditions prévues au paragraphe 164(6) soient observées, les représentants légaux de la personne décédée peuvent avoir recours aux dispositions d'allégement de ce paragraphe. Celui-ci s'applique lorsque les représentants légaux d'un contribuable décédé disposent de biens en immobilisations de la succession et subissent une perte en capital nette ou qu'ils disposent de tous les biens amortissables d'une catégorie prescrite et subissent une perte finale. Pour être admissible en vertu de ce paragraphe, une telle disposition doit être faite:
 - a) dans la première année d'imposition de la succession, si le contribuable est décédé après le 6 mai 1974, ou
 - b) dans les 12 mois suivant la date du décès, si le contribuable est décédé avant le 7 mai 1974.
- 6. En vertu du paragraphe 164(6), la succession est réputée avoir fait un paiement d'impôt égal à la fraction de l'impôt payable par le contribuable décédé dans l'année du décès qui est en sus du montant qui aurait été payable pour cette année si cette partie de la perte en capital nette ou de la perte finale, suivant le choix des représentants légaux en vertu de l'article 1000 du Règlement, avait été déduite lors du calcul de son revenu. Le paiement d'impôt ainsi réputé avoir été versé par les représentants légaux est traité comme s'il avait été payé au titre de l'impôt à payer par la succession pour sa première année d'imposition. Ainsi, la succession peut avoir droit à un remboursement d'impôt.

INTERPRETATION BULLETIN

BULLETIN D'INTERPRÉTATION

SUBJECT:

INCOME TAX ACT Buy-Sell Agreements

Conventions d'achat-vente

NO.: IT-140R3

DATE: April 14, 1989

Subsection 70(5) (also subsection 164(6) and paragraph 69(1)(b))

Un 1 N 1 67 - # E 1 N° IT-140R3 DATE: le 14 avril 1989
RENVOI: Le paragraphe 70(5) (aussi le paragraphe 164(6) et l'alinéa 69(1)b)).

Application

This bulletin replaces and cancels Interpretation Bulletin IT-140R2 dated December 29, 1980. Current revisions are designated by vertical lines.

Summary

Taxpayers who own similar interests in a business or property often make such a similar interest subject to a buy-sell agreement. Although the form and content of buy-sell agreements may vary, they almost always provide for either the compulsory or optional sale of capital property by one person and either the compulsory or optional acquisition by another of the capital property owned by the former. The price may be certain, or may be determined as outlined in the agreement. This bulletin discusses buy-sell agreements that are in effect at the time of death of a person.

Discussion and Interpretation

- 1. The rules in subsection 70(5) apply to property that is subject to a buy-sell agreement, unless the property can be considered to vest indefeasibly in another person pursuant to subsection 70(6), 70(9), 70(9.2) or 70(9.6) or paragraph 70(5.2)(d) or (f). Whether the property vests indefeasibly in another person depends on the terms of the buy-sell agreement and the terms of the will (see the current issue of IT-449).
- 2. When determining the proceeds deemed to have been received by the deceased pursuant to subsection 70(5), the fair market value of the property subject to the buy-sell agreement must be determined at the time immediately before death. The Department's view is that, where the deceased and the surviving party to the buy-sell agreement (survivor) did not deal at arm's length, it is a question of fact whether the fair market value for the purpose of subsection 70(5) will be determined with reference to the buy-sell agreement.
- 3. Where the deceased and a survivor did not deal at arm's length at the time the agreement was made, the Department's view is that paragraph 69(1)(b) applies when the estate sells the property to the survivor pursuant to the

Application

Le présent bulletin annule et remplace le Bulletin d'interprétation IT-140R2 du 29 décembre 1980. Les révisions sont indiquées par des traits verticaux.

Résumé

Les contribuables qui possèdent des droits semblables dans une entreprise ou dans un bien assujettissent souvent ces droits à une convention d'achat-vente. Quoique leur forme et leur teneur puissent varier, les conventions d'achat-vente prévoient presque toujours la vente obligatoire ou facultative par une personne et l'acquisition obligatoire ou facultative par une autre personne des biens en immobilisation appartenant à la première personne. Le prix peut être fixe ou peut être déterminé en vertu de modalités prévues dans la convention. Dans le présent bulletin, il est question des conventions d'achat-vente qui sont en vigueur lors du décès d'une personne.

Discussion et interprétation

- 1. Les règles du paragraphe 70(5) s'appliquent aux biens faisant l'objet d'une convention d'achat-vente, sauf si le bien peut être considéré comme étant dévolu irrévocablement à une autre personne en vertu des paragraphes 70(6), 70(9), 70(9.2) ou 70(9.6) ou des alinéas 70(5.2)d) ou f). La question de savoir si un bien est dévolu irrévocablement à une autre personne dépend des dispositions de la convention d'achat-vente et du testament (voir la dernière version du IT-449).
- 2. Pour déterminer le produit qui est réputé avoir été reçu par la personne décédée en vertu du paragraphe 70(5), il faut établir la juste valeur marchande du bien faisant l'objet d'une convention d'achat-vente immédiatement avant le décès. Le Ministère estime que, lorsque la personne décédée et la personne participant à la convention d'achat-vente (le survivant) avaient un lien de dépendance, la question de savoir s'il faut déterminer la juste valeur marchande aux fins du paragraphe 70(5) en regard de la convention d'achat-vente est une question de fait.
- 3. Lorsque la personne décédée et le survivant avaient un lien de dépendance au moment où la convention a été conclue, le Ministère estime que l'alinéa 69(1)b) s'applique si la succession vend le bien au survivant en vertu de la convention et que la



2 IT-140R3

agreement and that it is a question of fact whether fair market value under paragraph 69(1)(b) will be determined with reference to the buy-sell agreement.

In fulfilling the obligation to sell the property to a survivor, the estate may realize a capital loss on nondepreciable capital property or may be permitted to deduct a terminal loss on depreciable property. Subsection 164(6) provides some relief where, within the first taxation year of the estate, the legal representatives of the deceased dispose of capital property of the estate and incur a net capital loss, or dispose of all the depreciable property of a prescribed class and incur a terminal loss. The legal representative may elect in accordance with the conditions prescribed in section 1000 of the Regulations to treat all or part of such losses as if they were incurred in the year of death rather than in the first taxation year of the estate. No part of such losses may be deducted for a taxation year preceding the year in which the taxpayer died. (In the case of deaths occurring after 1984, an amended return for the year of death must be filed on behalf of the deceased to give effect to the application of such losses.) Any resulting refund would be paid or credited to the estate.

question de savoir s'il faut déterminer la juste valeur marchande en vertu de l'alinéa 69(1)b) en regard de la convention d'achatvente est une question de fait.

4. Lorsqu'elle s'acquitte de l'obligation de vendre le bien à un survivant, la succession peut subir une perte en capital sur biens en immobilisation non amortissables ou peut être admise à déduire une perte finale sur biens amortissables. Il y a au paragraphe 164(6) certaines dispositions d'allégement pour les cas où, au cours de la première année d'imposition de la succession, les représentants légaux de la personne décédée disposent de biens en immobilisation de la succession et subissent une perte en capital nette ou encore disposent de tous les biens amortissables d'une catégorie prescrite et subissent une perte finale. Les représentants légaux peuvent choisir, suivant les conditions établies à l'article 1000 du Règlement, de traiter les pertes ainsi subies, ou une partie de ces pertes, comme si elles avaient été subies au cours de l'année du décès, et non au cours de la première année d'imposition de la succession. De telles pertes ne peuvent pas être déduites, même en partie, pour une année d'imposition précédant l'année du décès du contribuable. (Dans le cas de décès survenus après 1984, une déclaration modifiée doit être produite au nom de la personne décédée pour que de telles pertes puissent être appliquées.) S'il s'ensuit un remboursement, celui-ci sera payé ou crédité à la succession.

MINISTÈRE DU REVENU NATIONAL, IMPÔT

INTERPRETATION

BULLETIA D'INTERPRÉTATION

SUBJECT: INCOME TAX ACT Clergymen's Residences OBJET: LOI DE L'IMPOT SUR LE REVENU Résidences des membres du clergé

SERIAL NO: DATE: December 31, 1973 IT-141

IT-141 Alinéa 8(1)c) DATE: le 31 décembre 1973

REFERENCE: Paragraph 8(1)(c)

- 1. A member of the clergy or of a religious order or a regular minister of a religious denomination may claim a deduction in respect of his residence if he is
 - (a) in charge of or ministering to a diocese, parish or congregation, or
 - (b) engaged exclusively in full-time administrative service by appointment of a religious order or religious denomination.
- 2. The term "religious order" means a group of people bound by the same religious, moral and social regulations and discipline, such as an order of monks.
- 3. A commissioned officer of the Salvation Army is considered to be a minister. So are deaconesses who are officially recognized as such by the denomination to which they belong.
- 4. "Ministering to a congregation" means performing a function in relation to the members of the congregation similar to that performed by ministers of the better known religious denominations. For example, a cantor whose main function is to sing in religious services is not ministering to a congregation as is a cantor who has been trained to fulfil and is carrying out religious duties similar to those of a rabbi.
- 5. A congregation is not defined by territorial boundaries nor by the number of people gathered together in one place. Accordingly, chaplains in the armed forces or with an institution are generally considered to minister to congregations.
- 6. "Administrative service" is not considered to include lecturing or teaching. Consequently, an allowance may not be made to a member of the clergy or a religious order who is in administrative service by appointment, as in paragraph 1(b) above, but who is required by his contract of employment to lecture or teach. However, a minister who otherwise qualifies under 1(b) will not be precluded from a deduction because of occasional lecturing on request or teaching after hours, for example, to an adult education class.
- 7. Where any individual is provided with free accommodation or an allowance in lieu thereof, the value of

- 1. Un membre du clergé ou d'un ordre religieux ou un ministre régulier d'une confession religieuse peut réclamer une déduction relative à sa résidence s'il
 - a) dessert un diocèse ou une paroisse ou a la charge d'une congrégation, ou
 - b) s'occupe exclusivement et à plein temps du service administratif, du fait de sa nomination par un ordre religieux ou une confession religieuse.
- 2. L'expression "ordre religieux" signifie un groupe de personnes soumises aux mêmes règles et à la même discipline religieuses, morales et sociales, tel qu'un ordre de moines.
- 3. Un agent commissionné de l'Armée du Salut est considéré comme ministre. De même les diaconesses officiellement reconnues comme telles par la confession à laquelle elles appartiennent.
- 4. "Avoir la charge d'une congrégation" signifie remplir une fonction vis-à-vis les membres de la congrégation semblable à celle que remplissent les ministres des confessions religieuses mieux connues. Par exemple, un chantre dont la principale fonction est de chanter lors des offices religieux n'a pas la charge d'une congrégation, contrairement à un chantre formé pour se charger de fonctions religieuses semblables à celles d'un rabbi et qui exerce de telles fonctions.
- 5. Une congrégation n'est définie ni par des limites territoriales ni par le nombre de personnes réunies en un même endroit. Ainsi, les aumôniers des forces armées ou des institutions sont généralement considérés comme ayant charge de congrégation.
- 6. Le "service administratif" n'est pas réputé inclure le fait de donner des conférences ou d'enseigner. Conséquemment, une déduction ne peut pas être accordée à un membre du clergé ou d'un ordre religieux qui s'occupe du service administratif du fait de sa nomination, comme à l'alinéa 1 b) ci-dessus, mais que son contrat de travail oblige à donner des conférences ou à enseigner. Toutefois, un ministre qui autrement satisfait aux critères de l'alinéa 1 b) ne sera pas privé d'une déduction du fait qu'il donne occasionnellement des conférences sur demande ou qu'il enseigne après ses heures normales de travail, par exemple à une classe d'enseignement des adultes.
- 7. Lorsqu'un particulier est logé gratuitement ou reçoit une allocation couvrant ses frais de logement, la valeur de

the benefit is included in his income for tax purposes. If he meets the requirements outlined in paragraph 1 above, he may claim a deduction in respect of that accommodation. The deduction is limited to the amount included in income as a benefit.

- 8. Where a minister qualifies for a residence deduction but does not receive free accommodation, he may claim either the amount paid as rent or the fair rental value of the accommodation which he personally owns and occupies. The deduction is limited to the amount of the taxpayer's income from the employment described in paragraph 1 above.
- 9. Where a taxpayer is entitled to a deduction in respect of rent, it is the amount actually paid as rent that is deductible without regard to the services or utilities that may be included. A clergyman who owns and occupies his own home is limited to the fair rental value of the unfurnished premises, excluding utilities. However, if the rental value of similar premises normally includes the cost of some utilities, as is often the case with units of a duplex or apartment building, he would be entitled to claim those items that do not result in a charge above the basic rent.

l'avantage reçu est incluse dans son revenu aux fins de l'impôt. S'il satisfait aux critères de l'alinéa 1 ci-dessus, il peut réclamer une déduction relativement à ce logement. La déduction est limitée au montant de l'avantage inclus dans le revenu.

- 8. Lorsqu'un ministre satisfait aux critères de la déduction à l'égard de la résidence, mais n'est pas logé gratuitement, il peut réclamer soit le montant payé comme loyer soit la juste valeur locative du logement qu'il possède et occupe personnellement. La déduction est limitée au montant du revenu du contribuable provenant de l'emploi décrit à l'alinéa 1 ci-dessus.
- 9. Lorsqu'un contribuable a droit à une déduction relative à un loyer, c'est le montant payé effectivement pour le loyer qui est déductible, indépendamment des services qui peuvent être inclus. Un membre du clergé qui possède et occupe son propre logement doit se limiter à la juste valeur locative des locaux non meublés, sans tenir compte des services. Toutefois, si la valeur locative de locaux semblables comprend normalement le coût de certains services, comme c'est souvent le cas des logements d'un duplex ou d'un immeuble d'appartements, il aura le droit de réclamer la déduction des dépenses qui ne portent pas le niveau des frais au-dessus du loyer de base.

MINISTÈRE DU REVENU NATIONAL, IMPÔT

INTERPRETATION BULLETIN

D'INTERPRÉTATION

SUBJECT: INCOME TAX ACT

Settlement of Debts on the Winding Up of a

Corporation

SERIAL NO: IT-142

DATE: December 31, 1973

REFERENCE: Section 80

OBJET: LOI DE L'IMPOT SUR LE REVENU

Règlement de dettes lors de la liquidation d'une corporation

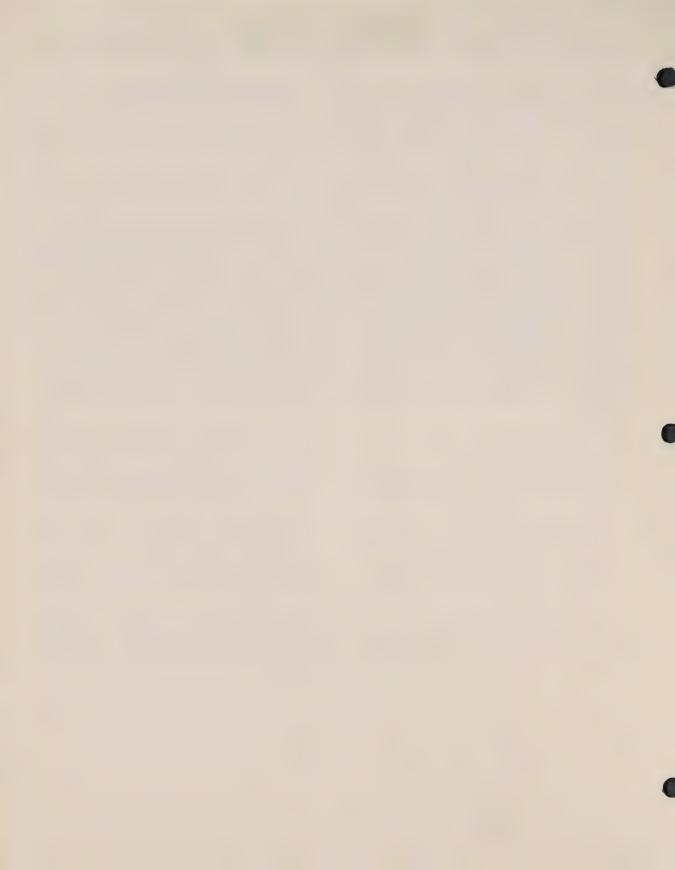
Nº DE SÉRIE: IT-142

DATE: le 31 décembre 1973

RENVOI: Article 80

- 1. On the winding up of a corporation, debts or other obligations owed to the corporation by shareholders or other parties, or owed to shareholders or other parties by the corporation, are sometimes settled or extinguished without formal payment in cash. Nonetheless, where, as a result of a particular arrangement made on the winding up, a debt can reasonably be considered to have been settled for an amount that is not less than the principal amount thereof, payment in full is considered to have been made and the provisions of section 80 of the Act do not apply. Generally, in the case of a shareholder, settlement of the debt is achieved by adjusting the amount received by him as part of the winding-up distribution to reflect the debt settled or extinguished.
- 2. Examples of such arrangements made on the winding up of a corporation are:
 - (a) A debt or other obligation owed by a shareholder to the corporation is offset against an amount owing to that shareholder by the corporation
 - (b) A debt or other obligation owed by the corporation to a person other than a shareholder is assumed by a shareholder.
 - (c) A debt or other obligation of the corporation is assigned to a shareholder together with property distributed to that shareholder, for example, a mortgage on a building.
- 3. Where a non-cash settlement of a debt on winding up, such as those mentioned above, cannot be considered to constitute full payment of the principal amount of the debt, the provisions of section 80 apply.

- 1. Lors de la liquidation d'une corporation, les dettes et autres obligations des actionnaires ou d'autres parties envers la corporation, ou de la corporation envers des actionnaires ou d'autres parties sont quelquefois réglées ou éteintes sans versement officiel en espèces. Néanmoins, si, par suite d'une entente précise faite au moment de la liquidation, une dette peut raisonnablement être considérée comme réglée pour un montant qui n'est pas inférieur au principal de la dette, il est jugé que la dette a été acquittée à son plein montant et les dispositions de l'article 80 de la Loi ne s'appliquent pas. En général, dans le cas d'un actionnaire, le règlement de la dette se fait par voie de rajustement du montant qu'il reçoit lors de la répartition des avoirs liquidés à titre de règlement ou d'extinction de la dette.
- 2. Voici des exemples d'ententes effectuées lors de la liquidation d'une corporation:
 - a) Une dette ou autre obligation d'un actionnaire envers la corporation est déduite du montant dû à cet actionnaire par la corporation.
 - b) Une dette ou autre obligation de la corporation envers une personne autre qu'un actionnaire est assumée par un actionnaire.
 - c) Une dette ou autre obligation de la corporation est transmise à un actionnaire en même temps que des biens distribués à cet actionnaire, par exemple, une hypothèque sur un bâtiment.
- 3. Lorsque le règlement autre qu'en espèces d'une dette, au moment de la liquidation, comme dans les exemples qui précèdent, ne peut pas être considéré comme paiement intégral du principal de la dette, les dispositions de l'article 80 s'appliquent.



RULLE

Government REVENU CANADA, IMPORIO

INTERPRETATION

SUBJECT: INCOME TAX ACT

Settlement of Debts on the Winding Up of a

Corporation

NO: IT-142R REFERENCE: Section 80

September 25, 1978

OBJET: LOI DE L'IMPÔT SUR LE REVENU

Règlement de dettes lors de la liquidation d'une

corporation

IT=142R Article 80 le 25 septembre 1978

This bulletin replaces and cancels Interpretation Bulletin IT-142 dated December 31, 1973. Current revisions are designated by vertical lines.

- 1. On the winding up of a corporation, debts or other obligations owed to the corporation by shareholders or other parties, or owed to shareholders or other parties by the corporation, are sometimes settled or extinguished without formal payment in cash. Nonetheless, where, as a result of a particular arrangement made on the winding up, a debt can reasonably be considered to have been settled for an amount that is not less than the principal amount thereof, payment in full is considered to have been made and the provisions of section 80 of the Act do not apply. Generally, in the case of a shareholder, settlement of the debt is achieved by adjusting the amount received by him as part of the winding-up distribution to reflect the debt settled or extinguished.
- 2. Examples of such arrangements made on the winding up of a corporation are:
 - (a) A debt or other obligation owed by a shareholder to the corporation is offset against an amount owing to that shareholder by the corporation.
 - (b) A debt or other obligation owed by the corporation to a person other than a shareholder is assumed by a shareholder.
 - (c) A debt or other obligation of the corporation is assigned to a shareholder together with property distributed to that shareholder, for example, a mortgage on a building.
- 3. Where a non-cash settlement of a debt on winding up, such as those mentioned above, cannot be considered to constitute full payment of the principal amount of the debt, the provisions of section 80 apply. However, where there is a parent-subsidiary relationship and the Department is provided with satisfactory assurance that the parent corporation will not claim a deduction from income or an allowable capital loss in respect of the subsidiary's debt, it is the Department's practice not to invoke section 80.

Le présent bulletin annule et remplace le Bulletin d'interprétation IT-142 du 31 décembre 1973. Les révisions sont indiquées par des traits verticaux.

- 1. Lors de la liquidation d'une corporation, les dettes et autres obligations des actionnaires ou d'autres parties envers la corporation, ou de la corporation envers des actionnaires ou d'autres parties sont quelquefois réglées ou éteintes sans versement officiel en espèces. Néanmoins, si, par suite d'une entente précise faite au moment de la liquidation, une dette peut raisonnablement être considérée comme réglée pour un montant qui n'est pas inférieur au principal de la dette, il est jugé que la dette a été acquittée à son plein montant et les dispositions de l'article 80 de la Loi ne s'appliquent pas. En général, dans le cas d'un actionnaire, le règlement de la dette se fait par voie de rajustement du montant qu'il reçoit lors de la répartition des avoirs liquidés à titre de règlement ou d'extinction de la dette.
- 2. Voici des exemples d'ententes effectuées lors de la liquidation d'une corporation:
 - a) Une dette ou autre obligation d'un actionnaire envers la corporation est déduite du montant dû à cet actionnaire par la corporation.
 - b) Une dette ou autre obligation de la corporation envers une personne autre qu'un actionnaire est assumée par un actionnaire.
 - c) Une dette ou autre obligation de la corporation est transmise à un actionnaire en même temps que des biens distribués à cet actionnaire, par exemple, une hypothèque sur un bâtiment.
- 3. Lorsque le règlement autre qu'en espèces d'une dette, au moment de la liquidation, comme dans les exemples qui précèdent, ne peut pas être considéré comme paiement intégral du principal de la dette, les dispositions de l'article 80 s'appliquent. Cependant, s'il s'agit d'une corporation mère et d'une filiale et que le Ministère a suffisamment de garantie que la corporation mère ne fera pas de déduction de son revenu ni ne réclamera une perte en capital admissible à l'égard de la dette de la filiale, la politique du Ministère est de ne pas appliquer l'article 80.

PUBLISHED UNDER THE AUTHORITY OF THE DEPUTY MINISTER OF NATIONAL REVENUE FOR TAXATION PUBLIÉ AVEC L'AUTORISATION DU SOUS-MINISTRE DU REVENU NATIONAL POUR L'IMPÔT



INTERPRETATION

BULLETIN



SUBJECT:

INCOME TAX ACT

Settlement of Debts on the Winding-Up of a

Corporation

NO. IT-142R2

DATE: May 22, 1984

REFERENCE: Section 80

OBJET: LOI DE L'IMPÔT SUR LE REVENU
Règlement de dettes lors de la liquidation

Règlement de dettes lors de la liquidation d'une corpo-

ration

Nº IT-142R2

DATE: le 22 mai 1984

RENVOI: Article 80

This bulletin replaces and cancels Interpretation Bulletin IT-142R dated September 25, 1978. Current revisions are designated by vertical lines.

- 1. On the winding-up of a corporation, debts or other obligations owed to the corporation by shareholders or other parties, or owed to shareholders or other parties by the corporation, are sometimes settled or extinguished without formal payment in cash. Nonetheless, where, as a result of a particular arrangement made on the winding-up, a debt can reasonably be considered to have been settled for an amount that is not less than the principal amount thereof outstanding, payment in full is considered to have been made and the provisions of subsection 80(1) of the Act do not apply. Generally, in the case of a shareholder, settlement of the debt is achieved by adjusting the amount received by the shareholder as part of the winding-up distribution to reflect the debt settled or extinguished.
- 2. Examples of such arrangements made on the winding-up of a corporation are:
 - (a) A debt or other obligation owed by a shareholder to the corporation is offset against an amount owing to that shareholder by the corporation.
 - (b) A debt or other obligation owed by the corporation to a person other than a shareholder is assumed by a shareholder.
 - (c) A debt or other obligation of the corporation is assigned to a shareholder together with property distributed to that shareholder, for example, a mortgage on a building.
- 3. Where a non-cash settlement of a debt on a winding-up, such as those mentioned above, cannot be considered to constitute full payment of the principal amount of the debt, the provisions of subsection 80(1) apply. Prior to the introduction of subsection 80(3), applicable to a winding-up after November 12, 1981, where there was a parent-subsidiary relationship and the Department was provided with satisfactory assurance that the parent corporation would not claim a deduction from income or an allowable capital loss in respect of the subsidiary's debt to the parent, it was the Department's practice not to invoke

Le présent bulletin annule et rémplace le Bulletin d'interprétation IT-142R, du 25 septembre 1978. Les révisions sont indiquées par des traits verticaux.

- 1. Lors de la liquidation d'une corporation, les dettes et autres obligations des actionnaires ou d'autres parties envers la corporation, ou de la corporation envers des actionnaires ou d'autres parties sont quelquefois réglées ou éteintes sans contrepartie pécuniaire. Néanmoins, si, par suite d'une entente précise faite au moment de la liquidation, une dette peut raisonnablement être considérée comme réglée pour un montant qui n'est pas inférieur au principal de la dette, il est jugé que la dette a été acquittée à son plein montant et les dispositions du paragraphe 80(1) de la Loi ne s'appliquent pas. En général, dans le cas d'un actionnaire, le règlement de la dette se fait par voie de rajustement du montant qu'il reçoit lors de la répartition des avoirs liquidés à titre de règlement ou d'extinction de la dette.
- 2. Voici des exemples d'ententes effectuées lors de la liquidation d'une corporation:
 - a) Une dette ou autre obligation d'un actionnaire envers la corporation est déduite du montant dû à cet actionnaire par la corporation.
 - b) Une dette ou autre obligation de la corporation envers une personne autre qu'un actionnaire est assumée par un actionnaire
 - c) Une dette ou autre obligation de la corporation est transmise à un actionnaire en même temps que des biens distribués à cet actionnaire, par exemple, une hypothèque sur un bâtiment.
- 3. Lorsque le règlement (autre qu'une contrepartie pécuniaire) d'une dette, au moment de la liquidation (comme dans les exemples qui précèdent), ne peut pas être considéré comme paiement intégral du principal de la dette, les dispositions du paragraphe 80(1) s'appliquent. Avant l'introduction du paragraphe 80(3), applicable aux liquidations après le 12 novembre 1981, s'il s'agissait d'une corporation mère et d'une filiale et que le Ministère avait reçu suffisamment de garantie que la corporation mère ne ferait pas de déduction de son revenu et ne réclamerait pas de perte en capital admissible à l'égard de la dette de la filiale, le Ministère avait pour politique de ne pas



IT-142R2

section 80. After November 12, 1981 where there has been a winding-up to which subsection 88(1) applies and a debt or other obligation of the subsidiary is settled or extinguished on winding-up without any payment to the parent, or by a payment of an amount less than both the principal amount of the debt and its "cost amount" to the parent, an election in prescribed form (T2027) under subsection 80(3) may be filed by the parent corporation to deem the debt to have been settled or extinguished by receipt of an amount from the subsidiary equal to the parent's cost amount of the debt or obligation. Cost amount is determined immediately before the winding-up in accordance with its definition in subsection 248(1) of the Act but without reference to paragraph (e) of that definition. If the debt is a capital property, its cost amount will be its adjusted cost base and if the debt is inventory, its cost amount will be its inventory value used in the computation of the parent's income. Where the deemed payment by the subsidiary is less than the principal amount of the subsidiary's settled or extinguished obligation to the parent, the rules in subsection 80(1) will apply to the subsidiary for the difference.

appliquer l'article 80. Après le 12 novembre 1981, dans le cas d'une liquidation visée par le paragraphe 88(1) où une dette (ou autre obligation) d'une filiale est réglée ou éteinte lors de la liquidation sans que la filiale n'effectue de paiement, ou par le paiement d'une somme inférieure à la fois au principal de la dette (ou de l'obligation) et à son «coût indiqué», la corporation mère peut produire une formule T2027 prescrite pour exercer un choix en vertu du paragraphe 80(3), afin que la dette soit réputée avoir été réglée ou éteinte lors de la liquidation au moyen d'un paiement fait par la filiale et reçu par la corporation mère, d'une somme égale au coût indiqué de la dette (ou de l'obligation) pour la corporation mère. Le coût indiqué est déterminé immédiatement avant la liquidation, conformément à la définition qu'en donne le paragraphe 248(1) de la loi, sans égard à son alinéa e). Si la dette représente un bien en immobilisations, son coût indiqué correspondra à son prix de base rajusté et si la dette consiste en un inventaire, son coût indiqué sera la valeur de cet inventaire utilisée par le calcul du revenu de la corporation mère. Quand le paiement réputé avoir été versé par la filiale est inférieur au montant du principal de l'obligation réglée ou éteinte de la filiale envers la corporation mère, la filiale est visée par les règles du paragraphe 80(1) pour le montant de la différence.

INTERPRETATION

BULLETIN

D'INTERPRÉTATION

SUBJECT

INCOME TAX ACT
Meaning of Eligible Capital Expenditure

OBJET: LOI DE L'IMPÔT SUR LE REVENU

Sens de l'expression «montant de la dépense en immobilisations admissible»

SERIAL NO: IT-143R

DATE: December 29, 1975

No de série: IT-143R

REFERENCE: Paragraph 14(5)(b)

RENVOI: Alinéa 14(5)b)

Government Publications

DATE: Le 29 décembre 1975

This bulletin replaces and cancels Interpretation Bulletin IT-143 dated January 14, 1973.

- 1. Many expenditures commonly called "nothings", of which the cost of goodwill is the most notable, were not recognized in the pre-1972 Act as deductible from income either as an expense or by way of capital cost allowances. Certain "nothings" are afforded special treatment in the amended Act as "eligible capital expenditures". This bulletin analyzes the definition of an eligible capital expenditure and sets out the treatment of certain specific expenditures within the guidelines of that definition.
- 2. Paragraph 14(5)(b) provides that to qualify for an eligible capital expenditure, a taxpayer must make an outlay or expense, as follows:
 - (a) "In respect of a business". An eligible capital expenditure must relate to a particular business of a taxpayer. Where the taxpayer is carrying on more than one business, an eligible capital expenditure forms part of the "cumulative eligible capital" of the particular business to which the expenditure relates (see paragraph 14(5)(a)).
 - (b) "As a result of a transaction occurring after 1971"
 A "transaction" is considered to include those corporate and partnership transfers of property, generally not at arm's length, for which special provisions concerning eligible capital property are made in the Act. Where, under such provisions, any amount is deemed to be a taxpayer's cost of an eligible capital property, that amount is considered to be "an outlay or expense" made or incurred by him within the meaning given that phrase in paragraph 14(5)(b).
 - (c) "On account of capital" For tax purposes, any expenditure for or in respect of a property must be accounted for according to its classification as either a capital or a current expenditure, unless that classification is already provided for in some specific provision of the Act. Any outlay or expense for which a deduction from income is not allowed pursuant to paragraph 18(1)(b) is considered to be incurred "on account of capital" for the purpose of paragraph 14(5)(b).

Le présent bulletin annule et remplace le Bulletin d'interprétation IT-143 du 14 janvier 1973.

- 1. Bon nombre de dépenses communément appelées éléments incorporels et parmi lesquelles figure tout particulièrement le coût de l'achalandage n'étaient pas déductibles du revenu aux termes de la loi antérieure à 1972 à titre de dépenses ou par voie de déduction pour amortissement. Certains éléments incorporels bénéficient d'un traitement spécial dans la loi modifiée à titre de «montant de la dépense en immobilisations admissible ». Le présent bulletin analyse la définition du montant de la dépense en immobilisations admissible et précise le traitement accordé à certaines dépenses particulières dans le cadre de cette définition.
- 2. L'alinéa 14(5)b) prévoit que, pour avoir droit au montant de la dépense en immobilisations admissible un contribuable doit faire un débours ou une dépense comme il suit:
 - a) «Au titre d'une entreprise» Le montant de la dépense en immobilisations admissible doit avoir trait à une entreprise particulière du contribuable. Lorsque le contribuable exploite plus d'une entreprise, le montant de la dépense en immobilisations admissible fait partie du «montant admissible des immobilisations cumulatives» de l'entreprise particulière à laquelle a trait la dépense (voir l'alinéa 14(5)a)).
 - b) «Par suite d'une opération effectuée après 1971» On considère qu'une «opération» comprend les transferts de biens effectués par des corporations et des sociétés, généralement avec lien de dépendance, à l'égard desquels des dispositions spéciales concernant le montant de la dépense en immobilisations admissible sont prévues dans la loi. Lorsque, en vertu de telles dispositions, un montant quelconque est réputé être un coût supporté par le contribuable à l'égard d'un bien en immobilisations admissible, ce montant est considéré être un «débours ou une dépense» que le contribuable a fait ou s'est engagé à faire selon le sens conféré à cette expression dans l'alinéa 14(5)b).
 - c) «À valoir sur le capital» Aux fins de l'impôt, il faut rendre compte de toute dépense à l'égard d'un bien ou relativement à un bien, d'après sa classification, c'est-à-dire comme dépense en immobilisations ou dépense courante, à moins qu'une disposition précise de la loi ne prévoie déjà une telle classification. Tout débours ou toute dépense pour lequel une déduction du revenu n'est pas admise aux termes de l'alinéa 18(1)b) est considéré comme ayant été engagé « à valoir sur le capital » aux fins de l'alinéa 14(5)b).

IT 143R

(d) "For the purpose of gaining or producing income from the business" - Basically these words impose the same restrictions as are placed on the deduction of an outlay or expense in paragraph 18(1)(a) of the Act. Whether an outlay or expense is made to earn income from the business is to be decided on the facts of each case. Where it is determined that an outlay or expense specifically relates to income from property or to a capital gain or capital loss, that outlay or expense is not an eligible capital expenditure.

Many expenditures meeting these broad requirements may still fall within the specific exclusions of subparagraphs (i) to (iv) of paragraph 14(5)(b) (see below).

Specific Exclusions

- 3. The following are not eligible capital expenditures:
 - (a) amounts which, in the computation of income are:
 - (i) not deductible in the current period because of some quantum restriction (e.g. exploration and development expenses limited, under section 66, to available income in a year),
 - (ii) specifically disallowed by the Act (e.g. a club initiation fee disallowed by virtue of paragraph 18(1)(h)), or
 - (iii) specifically deductible from income by virtue of any provision of the Act (e.g. capital expenditues for which a deduction is permitted by virtue of section 20);
 - (b) expenditures made to produce "exempt income" as defined in subsection 248(1) (e.g. mining income not included in income pursuant to subsection 28(1) of the Income Tax Application Rules 1971 which provides for an extension of the "tax holiday" for income from new mines);
 - (c) all or any part of the cost of
 - (i) tangible property, including all tangible depreciable property (e.g. buildings) and all other non-depreciable tangible capital property (e.g. land),
 - (ii) intangible property that is depreciable property, including property such as a patent, franchise, concession or licence for a limited period for which a deduction is allowed in paragraph 1100(1)(c) of the Income Tax Regulations,
 - (iii) any other intangible but non-depreciable property which is deductible, or would be deductible, if the related income were sufficiently large (e.g. cost to certain mining companies of a Canadian or foreign resource property which is deductible by virtue of section 66 of the Act), and

d) «Dans le but de tirer un revenu de l'entreprise ou de lui faire produire un revenu» - Fondamentalement, ces termes imposent les mêmes restrictions que celles qui concernent la déduction d'un débours ou d'une dépense à l'alinéa 18(1)a) de la loi. On décide, d'après les faits dans chaque cas, si un débours ou une dépense est engagé pour tirer un revenu de l'entreprise. Si on établit qu'un débours ou une dépense a trait précisément au revenu provenant d'un bien ou à un gain ou à une perte en capital, ce débours ou cette dépense n'est pas un montant de la dépense en immobilisations admissible.

Bon nombre de dépenses qui répondent à ces exigences générales peuvent néanmoins être explicitement exclues en vertu des sous-alinéas (i) à (iv) de l'alinéa 14(5)b) (voir ci-après).

Montants explicitement exclus

- 3. Les sommes suivantes ne sont pas des dépenses en immobilisations admissibles:
 - a) les montants qui, lors du calcul du revenu,
 - (i) ne sont pas déductibles au cours de la période courante par suite des dispositions limitant le quantum (par ex., les frais d'exploration et d'aménagement limités, en vertu de l'article 66, au revenu disponible dans une année).
 - (ii) sont explicitement interdits par la loi (par ex., un droit d'admission à un club refusé en vertu de l'alinéa 18(1)h), ou
 - (iii) sont explicitement déductibles du revenu en vertu d'une disposition quelconque de la loi (par ex., les dépenses en immobilisations à l'égard desquelles une déduction est permise conformément à l'article 20);
 - b) les dépenses faites dans le but de produire un «revenu exonéré d'impôt », comme le stipule le paragraphe 248(1) (par ex., le revenu minier non compris dans le revenu en vertu du paragraphe 28(1) des Règles de 1971 concernant l'application de l'impôt sur le revenu qui prévoit la prolongation de « l'exonération fiscale temporaire » à l'égard du revenu tiré de l'exploitation de nouvelles mines);
 - c) la totalité ou une partie du coût,
 - (i) de biens corporels, y compris tous les biens corporels amortissables (par ex., des bâtiments) et tous les autres biens en immobilisations corporels non amortissables (par ex., un fonds de terre),
 - (ii) des biens incorporels qui sont des biens amortissables, y compris des biens comme un brevet, une franchise, une concession, un permis pour une période limitée à l'égard de laquelle une déduction est admise conformément à l'alinéa 1100(1)c) des Règlements de l'impôt sur le revenu,
 - (iii) de tout autre bien incorporel, mais non amortissable, qui est déductible ou le serait si le revenu y afférent était assez important (par ex., le coût supporté par certaines compagnies minières à l'égard d'un avoir minier canadien ou étranger qui est déductible en vertu de l'article 66 de la loi), et

- (iv) an interest in, or a right to acquire any property which is included under the provisions mentioned above:
- (d) an amount paid or payable to any creditor on any debt or on the redemption, cancellation or purchase of any bond or debenture (e.g. payments made in connection with the redemption of bonds or debentures before maturity and also any excess of redemption price over issue price where the bonds were issued at a discount and redeemed at par value or issued at par value and redeemed at a premium). A bonus or premium paid by a mortgager to a mortgagee in consideration for the mortgage's consent to an early redemption of the mortgage is considered to constitute an amount paid to a creditor on account or in lieu of payment of any debt and consequently this premium or bonus cannot qualify as an "eligible capital expenditure".
- (e) amounts paid or payable by a corporation to a person in his capacity as a shareholder. The amounts referred to by this exclusion are limited to dividend payments, distributions on the reduction, in any manner whatever, of share capital and any payment or appropriation of property referred to in subsection 15(1) of the Act, and
- (f) the cost of a share, bond, debenture, mortgage, hypothec, note, bill, or other similar property and any interest therein, the cost of an interest in a trust or partnership and the cost to acquire any such property.
- 4. An expenditure must meet the conditions of paragraph 2 and not be excluded by paragraph 3 above before it qualifies as an eligible capital expenditure. The application of these tests to specific expenditures is outlined in the following paragraphs.

Goodwill

- 5. The Courts have referred to several definitions of goodwill, two of which are:
 - (a) "Goodwill is the whole advantage, whatever it may be, of the reputation and connection of the firm which may have been built up by years of honest work or gained by lavish expenditures of money",
 - (b) It is "the privilege, granted by the seller of a business to the purchaser, of trading as his recognized successor; the possession of a ready-formed "connection" of customers, considered as an element in the saleable value of a business, additional to the value of the plant, stock-in-trade, book debts, etc.".
- 6. Goodwill cannot be divorced from the business itself. It follows the business, and may be sold with the business, but it cannot be sold separately. Generally, goodwill arises as a recognizable asset only when a business is acquired at a price in excess of the going or in-use value of its net tangible assets.

(iv) une participation dans un bien ou le droit d'acquisition d'un bien visé par les dispositions précitées;

- d) un montant payé ou payable à un créditeur sur toute dette ou sur le rachat, l'annulation ou l'achat de toute obligation (par ex., les paiements faits à l'égard du rachat d'obligations avant l'échéance et aussi tout excédent du prix de rachat sur le prix d'émission lorsque les obligations ont été émises au-dessous du pair et rachetées à la valeur au pair ou ont été émises au pair et rachetées à la valeur au pair ou ont été émises au pair et rachetées à prime); une compensation ou prime versée par un débiteur hypothécaire à un créancier hypothécaire en considération au consentement de ce dernier à racheter hâtivement l'hypothèque est censé constituer une somme versée à un créancier à l'égard de l'aquittement d'une dette et en conséquence, cette compensation ou prime ne peut être qualifiée de « dépense en immobilisations admissible».
- e) les montants payés ou payables par une corporation à une personne en sa qualité d'actionnaire. Les montants exclus dans ce cas-ci sont limités aux paiements de dividendes, à la répartition lors de la réduction, d'une manière quelconque, du capital-actions et à tout paiement ou attribution de biens mentionnés au paragraphe 15(1) de la loi; et
- f) le coût d'une action, d'un titre, d'une obligation, d'un mortgage, d'une hypothèque, d'un billet à ordre, d'une lettre de change ou de tout autre bien semblable et tout droit sur ceux-ci, le coût d'une participation dans une fiducie ou société et le coût d'acquisition d'un de ces biens.
- 4. Une dépense doit remplir les conditions contenues au numéro 2 et ne pas être exclue par les dispositions du numéro 3 ci-dessus, avant d'être admissible à titre de dépense en immobilisations admissible. L'application de ces critères à des dépenses précises est exposée dans les numéros suivants:

Achalandage

- 5. Les tribunaux ont établi plusieurs définitions de l'achalandage, dont les deux suivantes:
 - a) L'achalandage est tout avantage, quel qu'il soit, tiré de la réputation et des liens de l'entreprise créés au cours d'années de travail honnête ou acquis par suite de dépenses prodigues d'argent.
 - b) Il s'agit du «privilège, accordé par le vendeur d'une entreprise à l'acheteur, de commercer à titre de successeur reconnu; de la possession de liens déjà existants avec des clients, considérés comme un élément de la valeur marchande de l'entreprise, en plus de la valeur de l'usine, du stock, des dettes actives, etc. ».
- 6. On ne peut pas séparer l'achalandage de l'entreprise ellemême. Il suit l'entreprise et peut être vendu avec celle-ci, mais il ne peut pas être vendu séparément. Généralement, l'achalandage devient un actif reconnu seulement lorsqu'une entreprise est acquise à un prix excédant la valeur courante ou d'usage de ses biens corporels nets.

- 7. Where goodwill is purchased as one of the assets of a business it qualifies as an eligible capital expenditure, but never where it is simply inherent in the purchase price of the shares of a corporation.
- 8. In an arm's length transaction, the amount agreed between the two parties to be the valuation of goodwill is accepted by the Department as long as the purchase price is reasonably apportioned in relation to the respective values of the assets in question. If the amount paid for the goodwill of a business is not specified, section 68 of the Act applies to determine the apportionment of the purchase price and that determination is binding on both the vendor and the purchaser.

Customer Lists and Ledger Accounts

9. Where a taxpayer acquires lists or ledger accounts of clients, customers or subscribers, it is necessary to determine whether the cost of acquisition is a capital expenditure or an expense of the year. An Interpretation Bulletin (IT-187) entitled "Customer Lists and Ledger Accounts" describes the general guidelines applicable to this determination. Generally, the cost of a list bringing an enduring benefit to the business of the purchaser is a capital outlay and is an eligible capital expenditure.

Trademarks, Patents, Franchises and Licences in Mortmain

- 10. The costs of obtaining a trademark registration to protect a trade name, design or product are allowable as deductions in computing income. This includes the designing, legal and registration costs, and also any payment made to some other person to refrain from contesting the registration.
- 11. Where, however, a taxpayer buys a trademark from another person who has developed a trademark of enduring value, the amount paid for it is a capital expenditure not subject to capital cost allowance. Assuming the expenditure meets all the other provisions of paragraph 14(5)(b), it is an eligible capital expenditure.
- 12. A patent, franchise, concession or licence that is not a depreciable property under class 14 of Schedule B of the Income Tax Regulations qualifies as an eligible capital expenditure where it is purchased for use in a business.
- 13. Amounts expended by corporations to acquire or renew licences in mortmain are not regarded as outlays for gaining income and are not eligible capital expenditures.

Expenses of Incorporation, Reorganization or Amalgamation

14. Incorporation expenses include all the expenses necessarily incurred by the incorporators to bring a corporation into existence, including:

- 7. Lorsque l'achalandage est acheté comme l'un des biens d'une entreprise, il est admis à titre de dépense en immobilisations admissible, mais il ne l'est jamais lorsqu'il est simplement inhérent au prix d'achat des actions d'une corporation.
- 8. Dans le cas de transactions sans lien de dépendance, le montant convenu entre les deux parties comme étant la valeur de l'achalandage est accepté par le Ministère aussi longtemps que le prix d'achat est raisonnablement réparti par rapport aux valeurs respectives des biens en question. Si le montant versé pour l'achalandage d'une entreprise n'est pas indiqué, l'article 68 de la loi s'applique pour déterminer la répartition du prix d'achat et cette détermination est autant pour le vendeur que pour l'acheteur.

Listes de clients et comptes au grand livre

9. Lorsqu'un contribuable acquiert des listes ou des comptes au grand livre de clients ou d'abonnés, il faut déterminer si le coût d'acquisition est une dépense en immobilisations ou une dépense de l'année. Un Bulletin d'interprétation (IT-187) intitulé «Listes des clients et comptes au grand livre » expose les grandes lignes directrices s'appliquant à cette détermination. En général, le coût d'une liste qui donne un avantage durable à l'entreprise de l'acheteur est une dépense de capital et constitue une dépense en immobilisations admissible.

Marques de fabrique, brevets, franchises et permis de mainmorte

- 10. Les frais engagés pour déposer une marque de fabrique en vue de protéger une raison commerciale, un plan ou un produit sont admissibles à titre de déductions dans le calcul du revenu. Cela comprend les frais de conception, les frais juridiques, les frais de dépôt et aussi tout paiement versé à une autre personne pour s'abstenir de contester le dépôt.
- 11. Toutefois, lorsqu'un contribuable achète une marque de fabrique d'une autre personne qui a établi une marque de fabrique ayant une valeur durable, le montant versé pour cette marque est une dépense en immobilisations qui n'est pas visée par la déduction pour amortissement. Pourvu que la dépense réponde à toutes les autres dispositions de l'alinéa 14(5)b), elle est admise à titre de dépense en immobilisations admissible.
- 12. Un brevet, une franchise, une concession ou un permis qui ne sont pas des biens amortissables en vertu de la catégorie 14 de l'Annexe B des Règlements de l'impôt sur le revenu sont admis à titre de dépense en immobilisations admissible lorsqu'ils sont acquis pour servir dans une entreprise.
- 13. Les montants dépensés par des corporations pour acquérir ou renouveler des permis de mainmorte ne sont pas considérés comme débours en vue de produire un revenu et ne sont pas des dépenses en immobilisations admissibles.

Dépenses relatives à la constitution en corporation, à la réorganisation ou au fusionnement

14. Les dépenses relatives à la constitution en corporation comprennent toutes les dépenses obligatoirement engagées par les personnes voulant constituer une corporation, y compris

- (a) fees required by the appropriate government agency (federal or provincial),
- (b) cost of affidavits,
- (c) advertising expenses in those jurisdictions where applicants are required to give notice of their intention to apply for a charter,
- (d) legal fees,
- (e) costs of preparation of articles of incorporation and of bylaws,
- (f) expenses incurred by applicants in attending preliminary meetings, and
- (g) accountant's fees associated with the incorporation.
- 15. The Department considers that incorporation expenses or similar expenses incurred in the setting up of a new corporation, in connection with an amalgamation of two or more corporations, or with the reorganization of the affairs of a corporation (including the costs of supplementary letters patent) are eligible capital expenditures if they meet the requirements of paragraph 14(5)(b) of the Act as explained in paragraph 2 of this Bulletin. Any reasonable expenses incurred in the year by a corporation for the cost of printing or issuing a financial report to shareholders of the corporation or to any other person entitled by law to receive such report, are treated as a current deduction pursuant to subparagraph 20(1)(g)(iii) rather than an eligible capital expenditure.

Fines, Penalties and Legal Damages

- 16. Fines or penalties are not deductible from income because the outlay or expense is not made for the purpose of gaining or producing income; nor do they qualify as eligible capital expenditures (see Interpretation Bulletin (IT-104) entitled "Deductibility of Fines and Penalties").
- 17. Legal damages incurred by a taxpayer relating to the ordinary course of his trade or business, or to any risk normally inherent therein constitute an allowable deduction. If the damages do not meet this test, they are not deductible and do not qualify as eligible capital expenditures.

Political Contributions

18. Contributions by a taxpayer to a political party or other political organizations, or to the campaign funds of a candidate for public office whether or not allowed as a deduction under subsection 127(3) are not eligible capital expenditures.

a) les droits exigés par l'agence gouvernementale pertinente (fédérale ou provinciale),

- b) le coût des affidavits,
- c) les frais d'annonce dans les juridictions où les intéressés doivent donner avis de leur intention de demander une charte,
- d) les frais juridiques,
- e) les frais afférents à la préparation des articles de constitution en corporation et des règlements,
- f) les dépenses engagées par les intéressés pour assister aux réunions préliminaires, et
- g) les honoraires du comptable ayant trait à la constitution en corporation.
- 15. Le Ministère considère que les dépenses relatives à la constitution en corporation ou des dépenses semblables engagées dans l'établissement d'une nouvelle corporation, relativement au fusionnement de deux corporations ou plus ou à la réorganisation des affaires d'une corporation (y compris les frais relatifs aux lettres patentes additionnelles) sont des dépenses en immobilisations admissibles lorsqu'elles répondent aux exigences de l'alinéa 14(5)b) de la loi, expliquées au numéro 2 du présent bulletin. Toute dépense raisonnable engagée durant l'année par une corporation pour la publication et l'envoi d'un rapport financier aux actionnaires de la corporation ou à toute autre personne qui a le droit, selon la loi, de recevoir un rapport semblable est traitée comme une déduction courante en vertu du sous-alinéa 20(1)g)(iii) plutôt que comme une dépense en immobilisations admissible.

Amendes, pénalités et dommages-intérêts

- 16. Les amendes ou les pénalités ne sont pas déductibles du revenu parce que le débours ou la dépense n'est pas fait dans le but de gagner ou de produire un revenu; elles ne sont pas non plus admises à titre de dépense en immobilisations admissible (Voir IT-104 intitulé «Déductibilité des amendes et des pénalités »)
- 17. Les dommages-intérêts supportés par un contribuable qui ont trait au cours normal de son commerce ou de son entreprise ou à tout risque habituellement inhérent à ces activités sont une déduction admissible. Si ces dommages-intérêts ne répondent pas à ces conditions, ils ne sont pas déductibles et ne représentent pas une dépense en immobilisations admissible.

Contributions politiques

18. Les contributions d'un contribuable à un parti politique, à d'autres organisations politiques ou à la caisse électorale d'une candidat à une charge publique, qu'elles soient des déductions admises ou non en vertu du paragraphe 127(3), ne constituent pas une dépense en immobilisations admissible.

IT 143R

Expenses of Issuing Shares or Borrowing Money -Brokerage Fees on Purchase of Shares, Debentures, etc.

- 19. Paragraph 20(1)(e) provides for the deduction (subject to the limitations indicated therein) of certain expenditures of a capital nature incurred in the course of issuing or selling shares of the capital stock of the taxpayer or in the course of borrowing money. Specifically excepted from this deduction, by virtue of subparagraph 20(1)(e)(iii), is a commission or bonus paid or payable to the recipient of the shares or the creditor, or for a salesman's services in selling the shares or borrowing the money. A provision such as paragraph 20(1)(e) that authorizes in qualified terms a deduction from income subject to certain exceptions is not always considered to have the effect of making the exceptions non-deductible for all purposes of the Act. Thus, such commission or bonus, not being non-deductible "by virtue of any provision of this Act other than paragraph 18(1)(b)" (see subparagraph 14(5)(b)(i)), is an eligible capital expenditure if the other requirements of paragraph 14(5)(b) are met.
- 20. Brokerage fees are not eligible capital expenditures, being specifically excluded by clause 14(5)(b)(vi)(C). They may form part of the adjusted cost base of the property as defined by paragraph 54(a) of the Act.

Investment Counsel Fee and Appraisal Costs

- 21. In its application to the 1974 and subsequent taxation years, paragraph 20(1)(bb) permits a deduction from income in respect of the full amount (as opposed to a deduction of one half in previous years) of fees, other than a commission, paid by a taxpayer to a person whose principal business is either that of advising others on the advisability of purchasing or selling a specific share or security, or that of providing services in respect of the administration or management of shares or securities (not applicable prior to 1974), such payment being made for such advice or such services. In its application to previous years, that portion that was not deductible was not an eligible capital expenditure since it was considered not to be incurred to earn income from a business but rather to earn income from property. The word "commission" as presently used in paragraph 20(1)(bb) refers to a commission paid to a broker in respect of the purchase or sale of shares or securities and does not include investment counsel fees computed as a percentage of the value of the portfolio managed for the taxpayer. Such a commission is not an eligible capital expenditure (see paragraph 20 above).
- 22. The cost of an appraisal made for gaining or producing income from the business and not on account of capital is allowed as a deduction from income in the year the cost is incurred. Examples include the cost of an appraisal for securing an insurance policy, the cost of an appraisal of assets of a public utility where the appraisal is necessary to an application for permission to increase rates, and the cost of an appraisal of assets that are inventory of a business, such as property held for resale by a dealer in real estate.

Dépenses en vue d'émettre des actions ou d'emprunter de l'argent, et frais de courtage lors de l'achat des actions, d'obligations, etc.

- 19. L'alinéa 20(1)e) prévoit la déduction (sous réserve des limites y énoncées) de certaines dépenses en immobilisations engagées à l'occasion de l'émission ou de la vente d'actions du capital-actions du contribuable ou à l'occasion de l'emprunt d'argent. Explicitement exclues de cette déduction, en vertu du sous-alinéa 20(1)e)(iii) sont les commissions ou gratifications payées ou payables au bénéficiaire des actions, au créancier ou à l'égard des services d'un vendeur qui vend les actions ou emprunte l'argent. Une disposition telle que l'alinéa 20(1)e), qui autorise, sous condition, une déduction du revenu soumise à certaines exceptions, n'est pas toujours considérée avoir pour effet de rendre ces exceptions non déductibles à toutes les fins de la loi. Ainsi, ces commissions ou gratifications n'étant pas non déductibles «en vertu de toutes dispositions de la présente loi autres que celles de l'alinéa 18(1)b) » (voir le sous-alinéa 14(5)b)(i)), elles constituent une dépense en immobilisations admissible si les autres conditions de l'alinéa 14(5)b) sont remplies.
- 20. Les frais de courtage ne sont pas des dépenses immobilisations admissibles, car ils sont explicitement exclus par la disposition 14(5)b)(vi)(C). Ils peuvent faire partie du prix de base rajusté du bien défini à l'alinéa 54 a) de la loi.

Honoraires de conseillers en placement et frais d'évaluation

- 21. Dans son application aux années d'imposition 1974 et suivantes, l'alinéa 20(1)bb) permet de déduire du revenu la totalité (par opposition à «la moitié» d'auparavant) des honoraires, autres que les commissions, versés par un contribuable à une personne dont l'entreprise principale consiste soit à conseiller les autres sur l'à-propos d'acheter ou de vendre une action ou un titre donné, soit de fournir des services relatifs à l'administration ou à la gestion d'actions ou de titres (ne s'applique pas avant 1974), ces honoraires étant versés en échange de ces conseils ou de ces services. Dans son application aux années antérieures, cette partie n'était pas déductible et elle n'était pas une dépense en immobilisations admissible puisqu'elle était considérée comme ayant été engagée non pas pour tirer un revenu d'une entreprise, mais plutôt pour tirer un revenu d'un bien. Le mot «commission» tel qu'il est employé à l'alinéa 20(1)bb) désigne une commission versée à un courtier à l'égard de l'achat ou de la vente d'actions ou de titres et il ne comprend pas les honoraires de conseillers en placements, qui sont calculés au pourcentage de la valeur du portefeuille géré pour le contribuable. Pareille commission n'est pas une dépense en immobilisations admissible. (Voir le n° 20 ci-dessus).
- 22. Le coût d'une évaluation faite pour tirer ou produire un revenu d'entreprise et non à valoir sur le capital est admis à titre de déduction du revenu dans l'année où le coût a été engagé. Voici des exemples illustrant ce qui précède: le coût d'une évaluation en vue d'obtenir une police d'assurance, le coût d'une évaluation de l'actif d'une entreprise d'utilité publique lorsqu'elle est nécessaire pour présenter une demande de hausse des taux et le coût d'une évaluation de l'actif formé du stock d'une entreprise, comme un bien détenu pour être revendu par un courtier en biens immobiliers.

- -23. Where an appraisal is made "on account of capital" and is therefore not deductible from income the cost thereof qualifies as an eligible capital expenditure only where it is incurred in the ordinary course of, and for the purpose of, earning business income. Appraisal costs associated with the purchase or sale of depreciable property or the sale of eligible capital property used in a business are examples of such qualifying expenditures.
- 24. The cost of an appraisal which is not made to gain or produce income from the business does not qualify as an eligible capital expenditure. The following are examples:
 - (a) an appraisal of assets undertaken for the purpose of establishing the Valuation Day values of property held on December 31, 1971;
 - (b) an appraisal of capital property (other than depreciable property), the income from the sale of which gives rise to a capital gain or loss (e.g. on the sale of vacant land); and,
 - (c) an appraisal of any property, the income from which would normally be income from property (e.g. the appraisal of a rental property where the rental of the property does not constitute a business of the taxpayer).

Where the appraisal costs in (b) and (c) above are incurred for the purpose of disposing of a capital property they are aggregated with the adjusted cost base of the property in calculating the gain or loss pursuant to subsection 40(1) of the Act.

Legal and Accounting Fees

25 Legal and accounting fees attributed to the purchase or sale of shares will generally be aggregated with the adjusted cost bases of the shares unless incurred in an abortive attempt to acquire or sell shares, and these fees will be considered as eligible capital expenditures if the requirements of paragraph 14(5)(b) are met.

Milk Quotas and Other Government Rights or Licences

26. Milk quotas issued by provincial milk marketing boards are generally made at no cost to the producer. However transfers of quotas for value may generally be made, subject to the terms and approval of the board. The cost of a milk quota purchased after 1971 is an eligible capital expenditure within the meaning of paragraph 14(5)(b). The cost of other similar rights or licences issued under governmental authority also are eligible capital expenditures.

Stock Exchange Seats and Memberships

27. The cost of a seat on a Canadian stock exchange or a stock exchange outside Canada that carries with it certain rights and privileges similar to those attaching to a share of a corporation is excluded from the definition of an eligible capital expenditure by clause 14(5)(b)(vi)(C) and such a seat is considered to be a capital property. Generally, these

- 23. Lorsqu'une évaluation est faite «à valoir sur le capital» et qu'elle n'est donc pas déductible du revenu, son coût est admis à titre de dépense en immobilisations admissible seulement lorsqu'il est engagé dans le cours normal de gagner un revenu d'entreprise et à cette fin. Les frais d'évaluation afférents à l'achat ou à la vente de biens amortissables ou à la vente de biens en immobilisations admissibles employés dans une entreprise sont des exemples de ces dépenses admissibles.
- 24. Le coût d'une évaluation qui n'est pas faite pour tirer ou produire un revenu d'entreprise ne représente pas une dépense en immobilisations admissible. Voici quelques exemples:
 - a) une évaluation de l'actif faite dans le but d'établir les valeurs au Jour de l'évaluation de biens détenus le 31 décembre 1971:
 - b) une évaluation de biens en immobilisations (autres que des biens amortissables) dont le revenu tiré de la vente donne lieu à un gain ou à une perte en capital (par ex., sur la vente de fonds de terre vacants): et
 - c) l'évaluation de tout bien, dont le revenu serait normalement un revenu tiré d'un bien (par ex., l'évaluation d'un bien locatif lorsque la location du bien ne constitue pas une entreprise du contribuable).

Lorsque les frais d'évaluation mentionnés en b) et c) ci-dessus sont engagés dans le but de disposer d'un bien en immobilisations, ils sont ajoutés au prix de base rajusté du bien dans le calcul du gain ou de la perte aux termes du paragraphe 40(1) de la loi.

Frais juridiques et de comptabilité

25. Les frais juridiques et de comptabilité relatifs à l'achat ou à la vente d'actions sont généralement ajoutés au prix de base rajusté des actions, sauf s'ils ont été engagés dans une tentative ratée d'acquérir ou de vendre des actions, et ces frais seront considérés comme des dépenses en immobilisations admissibles s'ils répondent aux exigences établies à l'alinéa 14(5)b).

Contingents de lait et autres droits et permis du gouvernement

26. Les contingents de lait établis par les commissions provinciales de commercialisation du lait ne coûtent généralement rien au producteur. Toutefois, les transferts de contingents contre rémunération peuvent généralement se produire, sous réserve des conditions posées par la commission et de son approbation. Le coût d'un contingent de lait acheté après 1971 est une dépense en immobilisations admissible aux termes de l'alinéa 14(5)b). Le coût d'autres droits ou permis analogues délivrés par l'autorité gouvernementale est aussi une dépense en immobilisations admissible.

Sièges et adhésion à une bourse

27. Le coût d'un siège à une bourse canadienne ou étrangère, qui confère certains droits et privilèges semblables à ceux qui sont attachés à une action d'une corporation est exclu de la définition d'une dépense en immobilisations admissible par la disposition 14(5)b)(vi)(C), ce siège étant considéré comme un bien en immobilisations. En général, ces droits et privilèges semblables à

rights and privileges similar to those attaching to a share are outlined in the bylaws of the exchange and are as follows:

- (a) The number of seats on the exchange is restricted.
- (b) The seats may be acquired by purchase either from the exchange itself or on the open market.
- (c) The amount received by the exchange on the sale of a seat is treated as a receipt of capital.
- (d) The exchange differentiates between the "seat" and the "membership" in the exchange. Even if the ownership of a seat (or the right to use it), is a necessary qualification for membership, it does not, in or by itself, entitle one to become a member. A prospective member must still obtain the approval of the other members and pay an entrance or initiation for
- 28. Where the rights and privileges conferred on seatholders of Canadian or foreign exchanges are different than those set out above in paragraph 27, the Department will review those rights and privileges upon request to determine whether the particular stock exchange seat to which those rights and privileges attach, is a capital property.

Initiation or Admission Fees

- 29. The entrance or initiation fees paid to a stock exchange are eligible capital expenditures.
- 30. Initiation or admission fees paid to an organization (e.g. for call to the bar or for membership in a professional accounting institute are eligible capital expenditures where it can be shown that the annual membership fees of the organization are allowable deductions in computing income of a business.

ceux qui sont attachés à une action figurent dans les règlements de la bourse et sont les suivants:

- a) Le nombre de sièges à la bourse est limité.
- b) Les sièges peuvent s'acquérir par achat à la bourse ellemême ou sur le marché libre.
- c) Le montant reçu par la bourse pour la vente d'un siège est considéré comme une rentrée de capital.
- d) La bourse établit une différence entre le «siège» et «l'adhésion» à la bourse. Même si la propriété d'un siège (ou le droit de s'en servir) est une condition nécessaire à l'adhésion, cela ne donne pas le droit, en soi, de devenir membre. Un membre éventuel doit encore obtenir l'approbation des autres membres et verser un droit d'admission ou d'adhésion.
- 28. Lorsque les droits et privilèges accordés aux détenteurs de sièges à une bourse canadienne ou de l'étranger seront différents de ceux qui sont énoncés au n°27, le Ministère examinera sur demande ces droits et privilèges pour décider si le siège auquel ces droits et privilèges se rattachent est un bien en immobilisations.

Droits d'adhésion ou d'admission

- 29. Les droits d'admission ou d'adhésion versés à une bourse constituent une dépense en immobilisations admissible.
- 30. Les droits d'adhésion ou d'admission versés à une organisation (par ex., pour l'appel au barreau ou pour l'adhésion à une institution de comptables professionnels) constituent une dépense en immobilisations admissible lorsqu'il peut être démontré en immobilisations admissible lorsqu'il peut être démontré que les cotisations annuelles de l'organisation sont des déductions admissibles dans le calcul du revenu d'une entreprise.

REVENUE CANADA, TAXATION

SUBJECT: INCOME TAX ACT Meaning of Eligible Capital Expenditure

NO: IT-143R2

DATE: August 10, 1983

REFERENCE: Paragraph 14(5)(b) (also sections 20, 66, 68, 69, 80, subsections 15(1), 127(3), 248(1), paragraphs 14(5)(a), 18(1)(b), 54(b), 18(1)(h), 54(d), paragraph 1100(1)(c) of the Income Tax Regulations and class 14 of Schedule II to those Regula-

This bulletin replaces and cancels IT-143R dated December 29, 1975. Current revisions are designated by vertical lines.

- 1. Many expenditures commonly called "nothings", of which the cost of goodwill is the most notable, were not deductible from income under the provisions of the pre-1972 Act either as an expense or by way of capital cost allowances. Certain "nothings" are given special treatment in the amended Act as "eligible capital expenditures". This bulletin analyzes the definition of an eligible capital expenditure and sets out the treatment of certain specific expenditures within the guidelines of that defini-
- 2. An eligible capital expenditure within the meaning of paragraph 14(5)(b) may be broadly defined as an outlay or expense made or incurred by a taxpayer
 - (a) in respect of a business,
 - (b) as a result of a transaction occurring after 1971,
 - (c) on account of capital, and
 - (d) for the purpose of gaining or producing income from the business (whether or not income from the business was actually produced by such outlay or expense).

Where a taxpaver carries on more than one business, the eligible capital expenditure arising from an outlay or expense will form part of the cumulative eligible capital, as defined in paragraph 14(5)(a), only of that business to which it relates. An outlay or expense made or incurred with respect to income from property (e.g. non-business rental or investment income) or with respect to a capital gain or a capital loss, will not be an eligible capital expenditure since it does not meet the purpose stated in (d) above. Many expenditures, however, can meet these broad requirements but still will fall within the specific exclusions of subparagraphs (i) to (vi) of paragraph 14(5)(b) which are dealt with in 3 below.

OBJET: LOI DE L'IMPÔT SUR LE REVENU

Sens de l'expression «dépense en immobilisations admissible»

No: IT-143R2

DATE: le 10 août 1983

RENVOI: Alinéa 14(5)b) (également les articles 20, 66, 68, 69 et 80, les paragraphes 15(1), 127(3) et 248(1), les alinéas 14(5)a), 18(1)b), 18(1)h), 54b) et d), l'alinéa 1100(1)c) du Règlement de l'impôt sur le revenu et la catégorie 14 de l'Annexe II du même Règlement).

Le présent bulletin annule et remplace le Bulletin d'interprétation IT-143R du 29 décembre 1975. Les dernières révisions sont indiquées par un trait vertical.

- 1. Bon nombre de dépenses communément appelées «éléments incorporels» et parmi lesquelles figure tout particulièrement le coût de l'achalandage n'étaient pas déductibles du revenu en vertu des dispositions de la Loi antérieures à 1972 à titre de dépenses ou par voie de déduction pour amortissement. La Loi modifiée accorde un traitement spécial à certains «éléments incorporels» à titre de «dépenses en immobilisations admissibles». Le présent bulletin analyse la définition d'une dépense en immobilisations admissible et expose le traitement accordé à certaines dépenses particulières dans le cadre de cette définition.
- Une dépense en immobilisations admissible au sens de l'alinéa 14(5)b) peut se définir en gros comme étant un débours fait ou une dépense engagée par un contribuable
 - a) au titre d'une entreprise,
 - b) par suite d'une opération effectuée après 1971,
 - c) sous forme d'immobilisations, et
 - d) dans le but de tirer un revenu de l'entreprise ou de lui faire produire un revenu

(que l'entreprise ait ou non produit effectivement un revenu grâce à ce débours ou à cette dépense).

Lorsqu'un contribuable exploite plusieurs entreprises, la dépense en immobilisations admissible découlant d'un débours ou d'une dépense fait partie du montant admissible des immobilisations cumulatives (tel que défini à l'alinéa 14(5)a)) de l'entreprise à laquelle elle se rapporte. Un débours fait ou une dépense engagée au titre du revenu d'un bien (par exemple un revenu locatif ne provenant pas d'une entreprise ou un revenu de placements) ou au titre d'un gain ou d'une perte en capital n'est pas une dépense en immobilisations admissible, étant donné que ce débours ou cette dépense n'a pas été fait dans le but mentionné en d) ci-dessus. Toutefois, de nombreuses dépenses peuvent remplir ces conditions générales tout en faisant partie des exclusions précises des sous alinéas (i) à (vi) de l'alinéa 14(5)b) examinées ci-après en 3

PUBLIÉ AVEC L'AUTORISATION DU SOUS-MINISTRE DU REVENU NATIONAL POUR L'IMPÔT

Specific Exclusions

- 3. The following are not eligible capital expenditures:
 - (a) amounts which, in the computation of income are:
 - (i) not deductible in the current period because of some quantum restriction (e.g. exploration and development expenses limited, under section 66, to available income in a year),
 - (ii) not deductible by virtue of a specific provision in the Act, other than paragraph 18(1)(b), (e.g. a personal or living expense as contemplated by paragraph 18(1)(h)), or
 - (iii) specifically deductible from income by virtue of any provision of the Act (e.g. expenditures for which a deduction is permitted by virtue of section 20);
 - (b) all or any part of the cost of
 - (i) tangible property, including all tangible depreciable property (e.g. buildings) and all other non-depreciable tangible capital property (e.g. land),
 - (ii) intangible property that is depreciable property, including property such as a patent, franchise, concession or licence for a limited period for which a deduction is allowed in paragraph 1100(1)(c) of the Income Tax Regulations,
 - (iii) any other intangible but non-depreciable property which is deductible, or would be deductible, if the related income were sufficiently large (e.g. cost to certain mining companies of a Canadian or foreign resource property which is deductible by virtue of section 66 of the Act), and
 - (iv) an interest in, or a right to acquire any property which is included under the provisions mentioned in (b)(i), (ii) and (iii) above;
 - (c) an amount paid or payable to any creditor on any debt or on the redemption, cancellation or purchase of any bond or debenture (e.g. payments made in connection with the redemption of bonds or debentures before maturity and also any excess of redemption price over issue price where the bonds were issued at a discount and redeemed at par value or issued at par value and redeemed at a premium). A bonus or premium paid by a mortgager to a mortgagee in consideration for the mortgagee's consent to an early redemption of the mortgage is considered to constitute an amount paid to a creditor on account or in lieu of payment of any debt and consequently this premium or bonus cannot qualify as an ''eligible capital expenditure'';

Montants explicitement exclus

- 3. Les montants suivants ne sont pas des dépenses en immobilisations admissibles:
 - a) les montants qui, lors du calcul du revenu,
 - (i) ne sont pas déductibles au cours de la période courante en raison de dispositions limitant le quantum (par ex. les frais d'exploration et d'aménagement limités au revenu disponible dans une année, en vertu de l'article 66),
 - (ii) ne sont pas déductibles en vertu d'une disposition spécifique de la Loi autre que l'alinéa 18(1)b), (par ex. les frais personnels ou les frais de subsistance visés par l'alinéa 18(1)h)), ou
 - sont expressément déductibles du revenu en vertu d'une disposition quelconque de la Loi (par ex. les dépenses dont la déduction est permise en vertu de l'article 20);
 - b) la totalité ou une partie du coût
 - (i) de biens corporels, y compris tous les biens corporels amortissables (par ex. les bâtiments) et tous les autres biens en immobilisations corporels non amortissables (par ex. les terrains),
 - (ii) des biens incorporels qui constituent des biens amortissables, y compris un brevet, une franchise, une concession ou un permis de durée limitée, à l'égard desquels une déduction est permise à l'alinéa 1100(1)c) du Règlement de l'impôt sur le revenu,
 - (iii) de tout autre bien incorporel mais non amortissable qui est déductible ou serait déductible si le revenu y afférent était suffisant (par ex. le coût supporté par certaines compagnies minières à l'égard d'un avoir minier canadien ou étranger qui est déductible en vertu de l'article 66 de la Loi), et
 - (iv) une participation dans un bien ou le droit d'acquisition d'un bien qui est visé par les dispositions susmentionnées en b)(i), (ii) et (iii);
 - c) un montant payé ou payable à un créancier pour toute dette ou pour le rachat, l'annulation ou l'achat de toute obligation ou débenture (par ex. les paiements faits à l'égard du rachat d'obligations ou de débentures avant l'échéance ainsi que tout excédent du prix de rachat sur le prix d'émission lorsque les obligations ont été émises audessous du pair et rachetées au pair ou encore émises au pair et rachetées à prime). Une gratification ou prime payée par un débiteur hypothécaire à un créancier hypothécaire en contrepartie de l'acceptation par ce dernier du rachat avant l'échéance de l'hypothèque est censée constituer un montant payé à un créancier au titre ou en règlement d'une dette, et, par conséquent, cette gratification ou prime ne peut être reconnue comme une «dépense en immobilisations admissible»;

- (d) amounts paid or payable by a corporation to a person in his capacity as a shareholder. The amounts referred to by this exclusion are limited to dividend payments, distributions on the reduction, in any manner whatever, of share capital and any payment or appropriation of property referred to in subsection 15(1):
- (e) the cost of, or any part of the cost of an interest in either a trust or partnership, a share, bond, debenture, mortgage, hypothec, note, bill or other similar property or an interest in, or right to acquire any such property; and
- (f) expenditures made to produce "exempt income" as defined in subsection 248(1).
- 4. An expenditure must meet the conditions of 2 above and not be excluded by 3 above before it qualifies as an eligible capital expenditure. The application of these tests to specific expenditures is outlined in the following paragraphs.

Goodwill

- 5. The Courts have referred to several definitions of goodwill, two of which are:
 - (a) "Goodwill is the whole advantage, whatever it may be, of the reputation and connection of the firm which may have been built up by years of honest work or gained by lavish expenditures of money".
 - (b) It is "the privilege, granted by the seller of a business to the purchaser, of trading as his recognized successor; the possession of a ready-formed "connection" of customers, considered as an element in the saleable value of a business, additional to the value of the plant, stock-in-trade, book debts, etc.".
- 6. Goodwill cannot be divorced from the business itself. It follows the business, and may be sold with the business, but it cannot be sold separately. Generally, goodwill arises as a recognizable asset only when a business is acquired at a price in excess of the value, as a going concern, of its net assets.
- 7. Where goodwill, as a recognizable asset, has been acquired in the circumstances described in 6 above, the amount paid therefor by a taxpayer, including any legal and accounting fees that can be directly associated with its purchase, will qualify as an eligible capital expenditure. In an arm's length transaction, the amount agreed upon between the two parties to be the value of goodwill will be accepted by the Department provided the total purchase price of the business is reasonably apportioned amongst the assets in relation to their respective values. If the value assigned to goodwill is unreasonable or if goodwill has a value which has not been specified, section 68 will apply to determine the apportionment of the purchase price amongst the various assets including goodwill and that

d) les montants payés ou payables par une corporation à une personne, en sa qualité d'actionnaire. Les montants ci-exclus se limitent aux paiements de dividendes, aux attributions à l'occasion de la réduction, de quelque manière que ce soit, du capital-actions et à tout paiement ou attribution de biens visés par le paragraphe 15(1);

3

- e) le coût ou toute partie du coût d'une participation dans une fiducie ou une société de personnes, d'une action, d'une obligation, d'une débenture, d'une hypothèque, d'un «mortgage», d'un billet à ordre, d'une lettre de change ou de tout autre bien semblable ou encore d'un droit sur tous ces biens ou d'un droit de les acquérir; et
- f) les dépenses faites dans le but de produire un «revenu exonéré» au sens du paragraphe 248(1).
- 4. Une dépense doit remplir les conditions du numéro 2 et ne pas être exclue suivant le numéro 3 avant d'être admissible à titre de dépense en immobilisations admissible. L'application de ces critères à des dépenses précises est exposée dans les numéros suivants.

Achalandage

- 5. Les tribunaux ont établi plusieurs définitions de l'achalandage, dont les deux suivantes:
 - a) «L'achalandage est tout avantage, quel qu'il soit, tiré de la réputation et des bonnes relations de la firme qui peuvent avoir été bâties au fil des années par du travail honnête ou acquis au moyen de dépenses considérables».
 - b) «C'est le privilège de commercer à titre de successeur reconnu que le vendeur d'une entreprise accorde à l'acheteur; la possession d'une clientèle déjà formée, élément considéré comme faisant partie de la valeur marchande de l'entreprise, en plus de la valeur de l'usine, du stock, des dettes comptables, etc.».
- 6. On ne peut pas séparer l'achalandage de l'entreprise ellemême. Il accompagne l'entreprise et peut être vendu avec celle-ci, mais il ne peut être vendu séparément. En général, l'achalandage devient un élément d'actif reconnaissable seulement lorsqu'une entreprise est acquise à un prix supérieur à la valeur courante de son actif net.
- 7. Lorsque l'achalandage est acquis comme un élément d'actif reconnaissable dans les circonstances décrites au numéro 6, le montant payé à ce titre par un contribuable, y compris les frais juridiques et comptables qui peuvent être liés directement à son achat, est reconnu comme une dépense en immobilisations admissible. Dans le cas d'une transaction sans lien de dépendance, le montant convenu entre les deux parties comme étant la valeur de l'achalandage est accepté par le Ministère, pourvu que le prix d'achat total de l'entreprise soit raisonnablement répartientre les biens par rapport à leur valeur respective. Si la valeur attribuée à l'achalandage est déraisonnable ou si l'achalandage a une valeur qui n'a pas été précisée, le Ministère applique l'article 68 pour déterminer la répartition du prix d'achat entre les divers biens, y compris l'achalandage, et cette détermination lie

determination will be binding on both the vendor and the purchaser. In non-arm's length transactions section 68 could also apply where the total purchase price of the assets is the aggregate of their fair market values; otherwise, the deeming provisions of section 69 will apply in the manner therein provided.

Customer Lists and Ledger Accounts

8. Where a taxpayer acquires lists or ledger accounts of clients, customers or subscribers, it is necessary to determine whether the cost of acquisition is a capital expenditure or an expense of the year. IT-187 describes the general guidelines applicable to this determination. Generally, the cost of a list bringing an enduring benefit to the business of the purchaser is a capital outlay and is an eligible capital expenditure.

Trademarks, Patents, Franchises and Licences in Mortmain

- 9. The costs of obtaining a trademark registration to protect a trade name, design or product are allowable as deductions in computing income. This includes the designing, legal and registration costs, and also any payment made to some other person to refrain from contesting the registration.
- 10. Where, however, a taxpayer buys a trademark from another person who has developed a trademark of enduring value, the amount paid for it is a capital expenditure not subject to capital cost allowance. Assuming the expenditure meets all the other requirements of paragraph 14(5)(b), it is an eligible capital expenditure.
- 11. An outlay or expense made or incurred to acquire or in an attempt to acquire a patent, franchise, concession or licence for use in a business qualifies as an eligible capital expenditure provided that the outlay or expense did not result in the acquisition of a depreciable property of class 14 of Schedule II of the Income Tax Regulations or a property that is described as an exception in paragraphs (a), (b) or (c) of class 14. See IT-477 for comments regarding properties that qualify as class 14. An amount paid by a taxpayer, either separately or as part of the purchase price paid for the acquisition of the assets or business of another person, for the right to stand in the place of that other person in making an application for a patent, franchise, concession or licence or a renewal thereof, may also qualify as an eligible capital expenditure.
- 12. Amounts expended by corporations to acquire or renew licences in mortmain are not regarded as outlays for gaining income and are not eligible capital expenditures.

le vendeur et l'acheteur. Dans le cas d'une transaction avec lien de dépendance, l'article 68 peut aussi s'appliquer lorsque le prix d'achat total des biens est le total de leur juste valeur marchande respective; sinon, les dispositions de présomption de l'article 69 s'appliquent telles quelles.

Liste des clients et comptes du grand livre

8. Lorsqu'un contribuable acquiert les listes ou les comptes du grand livre des clients ou des souscripteurs, il faut déterminer si le coût d'acquisition est une dépense en immobilisations ou une dépense de l'année. Le Bulletin d'interprétation IT-187 expose les grandes lignes directrices concernant cette détermination. En général, le coût d'une liste donnant un avantage durable à l'entreprise de l'acheteur est un débours de capital et constitue une dépense en immobilisations admissible.

Marques de fabrique, brevets, franchises et permis de mainmorte

- 9. Les frais engagés pour déposer une marque de fabrique en vue de protéger une raison commerciale, un plan ou un produit sont déductibles dans le calcul du revenu. Cela comprend les frais de conception, les frais juridiques et les frais d'enregistrement, ainsi que tout paiement fait à une autre personne pour qu'elle s'abstienne de contester le dépôt.
- 10. Cependant, lorsqu'un contribuable achète d'une autre personne une marque de fabrique de valeur durable que cette personne a établie, le montant payé pour cette marque est une dépense en immobilisations à laquelle la déduction pour amortissement ne s'applique pas. Si la dépense remplit toutes les autres conditions de l'alinéa 14(5)b), elle constitue une dépense en immobilisations admissible.
- 11. Un débours fait ou une dépense engagée pour acquérir ou tenter d'acquérir un brevet, une franchise, une concession ou un permis pour être utilisé dans une entreprise est reconnu comme étant une dépense en immobilisations admissible, pourvu que le débours ou la dépense n'ait pas donné lieu à l'acquisition d'un bien amortissable de la catégorie 14 de l'Annexe II du Règlement de l'impôt sur le revenu ou d'un bien qui est exclu aux alinéas a), b) ou c) de la catégorie 14. Voir les commentaires du Bulletin d'interprétation IT-477 concernant les biens admissibles de la catégorie 14. Un montant payé par un contribuable, séparément ou à même le prix d'achat payé pour l'acquisition des biens ou de l'entreprise d'une autre personne ou encore du droit de remplacer cette autre personne lors d'une demande ou d'une demande de renouvellement de brevet, de franchise, de concession ou de permis peut aussi être considéré comme une dépense en immobilisations admissible.
- 12. Les montants dépensés par les corporations pour acquérir ou renouveler des permis de mainmorte ne sont pas considérés comme des débours engagés pour tirer un revenu et ils ne sont pas des dépenses en immobilisations admissibles.

Expenses of Incorporation, Reorganization or Amalgamation

- 13. Incorporation expenses include all the expenses necessarily incurred by the incorporators to bring a corporation into existence, including:
 - (a) fees required by the appropriate government agency (federal or provincial),
 - (b) cost of affidavits,
 - (c) advertising expenses in those jurisdictions where applicants are required to give notice of their intention to apply for a charter,
 - (d) legal fees,
 - (e) costs of preparation of articles of incorporation and of bylaws,
 - (f) expenses incurred by applicants in attending preliminary meetings, and
 - (g) accountant's fees associated with the incorporation.
- 14. The Department considers that incorporation expenses or similar expenses incurred in the setting up of a new corporation or in connection with an amalgamation of two or more corporations or with the reorganization of the affairs of a corporation (including the costs of supplementary letters patent) are eligible capital expenditures if they meet the requirements of paragraph 14(5)(b) as explained in 2 above.

Fines, Penalties and Legal Damages

- 15. Judicial and statutory fines and penalties are not, as a general rule, outlays or expenses incurred for the purpose of gaining or producing income from a business. Accordingly, such fines and penalties do not qualify as eligible capital expenditures. IT-104R discusses the deductibility of fines and penalties where incurred in exceptional circumstances for the purpose of earning income from a business.
- 16. Damages incurred by a taxpayer, resulting from risk which is inherent in business operations, normally constitute an allowable deduction in computing income from that business. Where the damages are on account of capital and are paid or incurred for the purpose of gaining or producing income from the taxpayer's business, the amount thereof may qualify as an eligible capital expenditure provided all the other tests in paragraph 14(5)(b) are met. See IT-467 for more information concerning damages, settlements and similar payments.

Political Contributions

17. Contributions by a taxpayer to a political party or other political organizations, or to the campaign funds of a candidate for public office whether or not allowed as a deduction under subsection 127(3) are not eligible capital expenditures.

Dépenses de constitution en corporation, de réorganisation ou de fusion

- 13. Les dépenses de constitution en corporation comprennent toutes les dépenses relatives à l'incorporation engagées pour la constituer juridiquement, et comprennent:
 - a) les droits exigés par l'agence gouvernementale pertinente (fédérale ou provinciale),
 - b) le coût des affidavits,
 - c) les frais d'annonce dans les administrations où les demandeurs doivent donner avis de leur intention de demander une charte,
 - d) les frais juridiques,
 - e) les frais afférents à la préparation des articles de constitution en corporation et des règlements,
 - f) les dépenses supportées par les demandeurs pour assister aux réunions préliminaires, et
 - g) les honoraires du comptable liés à la constitution en corporation.
- 14. Le Ministère considère que les dépenses de constitution en corporation ou les dépenses similaires engagées dans l'établissement d'une nouvelle corporation ou en relation avec une fusion de deux corporations ou plus ou avec la réorganisation des affaires d'une corporation (y compris le coût des lettres patentes supplémentaires) sont des dépenses en immobilisations admissibles lorsqu'elles remplissent les conditions de l'alinéa 14(5)b) traitées plus haut au numéro 2.

Amendes, pénalités et dommages-intérêts

- 15. Les amendes et pénalités judiciaires et statutaires ne sont pas, en général, des débours ou dépenses engagés dans le but de tirer un revenu d'une entreprise ou de lui faire produire un revenu. Par conséquent, ces amendes et pénalités ne sont pas reconnues comme des dépenses en immobilisations admissibles. Le Bulletin d'interprétation IT-104R examine la déductibilité des amendes et des pénalités lorsqu'elles sont encourues dans des circonstances exceptionnelles dans le but de tirer un revenu d'une entreprise.
- 16. Les dommages-intérêts encourus par un contribuable, résultant du risque inhérent aux opérations de l'entreprise, donnent habituellement droit à une déduction dans le calcul du revenu de cette entreprise. Lorsque les dommages-intérêts sont au titre du capital et qu'ils sont payés ou supportés dans le but de tirer un revenu de l'entreprise du contribuable ou de faire produire un revenu à l'entreprise, le montant de ces dommages peut être considéré comme une dépense en immobilisations admissible, pourvu que toutes les autres conditions de l'alinéa 14(5)b) soient remplies. Pour plus de renseignements concernant les dommages-intérêts, les règlements et paiements semblables, voir le Bulletin d'interprétation IT-467.

Contributions politiques

17. Les contributions d'un contribuable à un parti politique ou à d'autres organisations politiques ou encore à la caisse électorale d'un candidat à une charge publique, qu'elles soient ou non déductibles en vertu du paragraphe 127(3), ne représentent pas des dépenses en immobilisations admissibles.

Expenses of Issuing Shares or Borrowing Money - Brokerage Fees on Purchase of Shares, Debentures, etc.

- 18. Paragraph 20(1)(e) provides for the deduction (subject to the limitations indicated therein) of an expense, including a commission, fee or other amount, paid or payable after November 16, 1978 by a taxpayer for or on account of services rendered by a person as a salesman, agent or dealer in securities, incurred in the course of issuing or selling shares of the taxpayer or in the course of borrowing money. See IT-341R for more information on the application of paragraph 20(1)(e). Prior to November 17, 1978 these expenses were not deductible from income under paragraph 20(1)(e) but qualified as eligible capital expenditures provided they met the requirements of paragraph 14(5)(b).
- 19. Brokerage fees incurred on the acquisition of a share, bond, debenture, mortgage, hypothec, note, bill or other similar property are generally considered to form part of the cost of such property, and do not therefore qualify as eligible capital expenditures by virtue of clause 14(5)(b)(vi)(C).

Appraisal Costs

- 20. An outlay or expense made or incurred by a taxpayer to obtain an appraisal of a property for the purpose of gaining or producing income from his business will qualify as an eligible capital expenditure if it otherwise meets the conditions of paragraph 14(5)(b) as described in 2 above. For example, the cost to a taxpayer of appraising a building in anticipation of its purchase for use in the business, which purchase was subsequently aborted, would qualify as an eligible capital expenditure as would the cost of appraising an eligible capital property, such as a government right, held by and used in the business of a taxpayer.
- 21. An outlay or expense made or incurred by a taxpayer to obtain an appraisal for a purpose other than gaining or producing income from a business does not qualify as an eligible capital expenditure. Examples of outlays or expenses of this kind are:
 - (a) the cost of an appraisal of property held on December 31, 1971 for the purpose of establishing its Valuation Day value,
 - (b) the cost of an appraisal of capital property owned by the taxpayer,
 - (c) the cost of an appraisal of a rental property owned by the taxpayer where the rental thereof is not a business of that taxpayer, and
 - (d) the cost of an appraisal which constitutes either part or all of the cost of acquisition, or an expense of disposition, of a property described in 3(b) above.

Frais d'émission d'actions ou d'emprunt — Frais de courtage pour l'achat d'actions, d'obligations, etc.

- 18. L'alinéa 20(1)e) permet de déduire (sous réserve des limites mentionnées) une dépense, y compris une commission, des honoraires ou tout autre montant, payée ou payable par un contribuable après le 16 novembre 1978 pour des services rendus ou au titre de services rendus par une personne en qualité de vendeur, d'agent ou de courtier en valeurs mobilières, engagée au cours de l'émission ou de la vente d'actions du contribuable ou à l'occasion d'un emprunt. Pour plus de renseignements sur l'application de l'alinéa 20(1)e), voir le Bulletin d'interprétation IT-341R. Avant le 17 novembre 1978, ces dépenses n'étaient pas déductibles du revenu en vertu de l'alinéa 20(1)e), mais elles étaient reconnues comme des dépenses en immobilisations admissibles, si les conditions de l'alinéa 14(5)b) étaient remplies.
- 19. Les frais de courtage engagés lors de l'acquisition d'une action, d'une obligation, d'une débenture, d'une hypothèque, d'un «mortgage», d'un billet à ordre, d'une lettre de change ou d'un autre bien similaire sont considérés en général comme faisant partie du coût d'un tel bien, et, par conséquent, ils ne sont pas reconnus comme des dépenses en immobilisations admissibles en vertu de la disposition 14(5)b)(vi)(C).

Frais d'évaluation immobilière

- 20. Un débours fait ou une dépense engagée par un contribuable pour faire évaluer un bien immobilier dans le but de tirer un revenu de son entreprise ou de lui faire produire un revenu est reconnu comme une dépense en immobilisations admissible, si ce débours ou cette dépense remplit par ailleurs les conditions de l'alinéa 14(5)b) exposées plus haut au numéro 2. Par exemple, le coût supporté par un contribuable pour l'évaluation d'un bâtiment en prévision de l'achat de ce bâtiment pour les besoins de l'entreprise, lorsque le contribuable abandonne son projet d'achat par la suite, est reconnu comme une dépense en immobilisations admissible, tout comme le coût d'évaluation d'un bien en immobilisations admissible, par exemple un droit gouvernemental, détenu par un contribuable et utilisé dans l'entreprise.
- 21. Un débours fait ou une dépense engagée par un contribuable pour faire faire une évaluation immobilière dans un autre but que celui de tirer un revenu d'une entreprise ou de lui faire produire un revenu n'est pas reconnu comme une dépense en immobilisations admissible. Voici des exemples de débours ou de dépenses de cette nature:
 - a) le coût d'évaluation immobilière d'un bien détenu le 31 décembre 1971, en vue d'établir sa valeur au Jour de l'évaluation.
 - b) le coût d'évaluation d'un bien en immobilisations détenu par le contribuable,
 - c) le coût d'évaluation d'un bien locatif détenu par le contribuable lorsque la location de ce bien n'est pas une entreprise de ce contribuable, et
 - d) le coût d'une évaluation qui représente une partie ou la totalité du coût d'acquisition ou des frais de disposition d'un bien décrit plus haut au numéro 3b).

22. The cost of an appraisal incurred for the purpose of gaining or producing income from a business and not on account of capital is deductible in computing a taxpayer's income for the taxation year in which it is incurred. For example, the cost of an appraisal of a property for insurance purposes, the cost of an appraisal of assets of a public utility necessary to support an application for a rate increase and the cost of an appraisal of assets that are the inventory of a business would be deductible from income to the extent that each is reasonable in the circumstances.

Legal and Accounting Fees

23. Since an outlay or expense is only an eligible capital expenditure if it is incurred for the purpose of gaining or producing income from a business, legal and accounting fees incurred in an abortive attempt to acquire shares of a corporation would normally not qualify. Where, however, the taxpayer can demonstrate that he proposed to make the business of the corporation part of a similar business which the taxpayer already operated, the fees may qualify as eligible capital expenditures. For the Department's interpretation of "similar business" see IT-259R. Legal and accounting fees incurred by a taxpayer in connection with the purchase or sale of shares held by the taxpayer as capital property are included as a component of the adjusted cost base of the shares or deducted from the sale proceeds as disposal costs, as applicable. Expenses incurred in connection with the issue of shares of the capital stock of a corporation are discussed in 18 above. See IT-99R2 for more information on legal and accounting fees.

Milk Quotas and Other Government Rights or Licences

24. Milk quotas issued by provincial milk marketing boards are generally issued at no cost to the producer. However transfers of quotas for value may generally be made, subject to the terms and approval of the board. The cost of a milk quota purchased after 1971 is an eligible capital expenditure within the meaning of paragraph 14(5)(b). The cost of other similar rights or licences issued under governmental authority also are eligible capital expenditures.

Stock Exchange Seats and Memberships

- 25. The cost of a seat on a Canadian stock exchange or a stock exchange outside Canada that carries with it certain rights and privileges similar to those attaching to a share of a corporation is excluded from the definition of an eligible capital expenditure by clause 14(5)(b)(vi)(C) and such a seat is considered to be a capital property. Generally, these rights and privileges similar to those attaching to a share are outlined in the bylaws of the exchange and are as follows:
 - (a) The number of seats on the exchange is restricted.

22. Le coût d'une évaluation immobilière faite dans le but de tirer un revenu d'une entreprise ou de lui faire produire un revenu et qui n'est pas au titre du capital est déductible dans le calcul du revenu du contribuable pour l'année d'imposition dans laquelle il a été engagé. Par exemple, le coût d'évaluation d'un bien immobilier pour des fins d'assurance, le coût d'évaluation de l'actif d'une entreprise d'utilité publique pour appuyer une demande de hausse des tarifs et le coût d'évaluation des biens qui constituent l'inventaire d'une entreprise sont déductibles du revenu pour autant que, dans chaque cas, ils sont raisonnables dans les circonstances.

Frais juridiques et comptables

23. Comme un débours ou une dépense constitue une dépense en immobilisations admissible seulement s'il est engagé dans le but de tirer un revenu d'une entreprise ou de lui faire produire un revenu, les frais juridiques et comptables supportés dans un essai raté d'acquérir des actions d'une corporation ne sont pas habituellement admissibles. Toutefois, lorsque le contribuable peut démontrer qu'il projetait de regrouper l'entreprise de la corporation avec une entreprise similaire qu'il exploitait déjà, les frais peuvent être reconnus comme des dépenses en immobilisations admissibles. Pour l'interprétation du Ministère de «entreprise similaire», voir le Bulletin d'interprétation IT-259R. Les frais juridiques et comptables supportés par un contribuable relativement à l'achat ou à la vente d'actions détenues par le contribuable comme biens en immobilisations sont inclus comme un élément du prix de base rajusté des actions ou défalqués du produit de la vente à titre de frais de disposition. selon le cas. Les frais supportés en relation avec l'émission d'actions du capital-actions d'une corporation sont traités plus haut au numéro 18. Pour plus de renseignements sur les frais juridiques et comptables, voir le Bulletin d'interprétation IT-99R2.

Contingents de lait et autres droits ou permis gouvernementaux

24. Les contingents de lait établis par les offices provinciaux de commercialisation du lait ne coûtent rien en général au producteur. Cependant, des transferts de contingents peuvent généralement se faire à titre onéreux, sous réserve des conditions et de l'approbation de la commission. Le coût d'un contingent de lait acheté après 1971 est une dépense en immobilisations admissible au sens de l'alinéa 14(5)b). Le coût des autres droits ou permis semblables délivrés par l'autorité gouvernementale sont aussi des dépenses en immobilisations admissibles.

Sièges et adhésion à une bourse

- 25. Le coût d'un siège à une bourse canadienne ou étrangère qui confère certains droits et privilèges semblables à ceux qui sont attachés à une action d'une corporation est exclu de la définition d'une dépense en immobilisations admissible par la disposition 14(5)b)(vi)(C) et un tel siège est considéré comme un bien en immobilisations. En général, ces droits et privilèges semblables à ceux qui sont attachés à une action figurent dans les règlements de la bourse. Voici ces droits et privilèges:
 - a) Le nombre de sièges à la bourse est limité.

- (b) The seats may be acquired by purchase either from the exchange itself or on the open market.
- (c) The amount received by the exchange on the sale of a seat is treated as a receipt of capital.
- (d) The exchange differentiates between the "seat" and the "membership" in the exchange. Even if the ownership of a seat (or the right to use it), is a necessary qualification for membership, it does not, in or by itself, entitle one to become a member. A prospective member must still obtain the approval of the other members and pay an entrance or initiation fee.
- 26. Where the rights and privileges conferred on seatholders of Canadian or foreign exchanges are different than those set out in 25 above, the Department will review those rights and privileges upon request to determine whether the particular stock exchange seat to which those rights and privileges attach is a capital property.

Initiation or Admission Fees

- 27. The entrance or initiation fees paid to a stock exchange are eligible capital expenditures.
- 28. Initiation or admission fees paid to an organization (e.g. for call to the bar or for membership in a professional accounting institute) are eligible capital expenditures where it can be shown that the annual membership fees of the organization are allowable deductions in computing income of a business.

Easements, Non-Deductible, Non-Depreciable Capital Expenditures

- 29. An amount paid by a taxpayer for the right of access to or the right of way over, upon or through land owned by another person qualifies as an eligible capital expenditure. Although an easement is an intangible property, it is neither an intangible depreciable property as contemplated by clause 14(5)(b)(iii)(B) nor a property as contemplated by clause 14(5)(b)(iii)(D), and is therefore not excluded by those clauses from qualifying as an eligible capital expenditure.
- 30. An amount paid by a taxpayer for the purpose of increasing the operational efficiency of a business by means of improving the property owned by some other person with whom the taxpayer deals at arm's length, (e.g. the cost of improvements to city-owned streets, intersections, sidewalks, street lighting, etc. surrounding the taxpayer's shopping centre) will be a non-deductible, non-depreciable capital outlay that qualifies as an eligible capital expenditure.

Forfeited Deposits

31. A forfeited deposit is not an eligible capital expenditure.

- b) Les sièges peuvent être achetés à la bourse même ou sur le marché libre.
- c) Le montant reçu par la bourse pour la vente d'un siège est considéré comme une rentrée de capital.
- d) La bourse distingue le «siège» et l'«adhésion» à la bourse. Même si la propriété d'un siège (ou le droit de s'en servir) est une condition préalable à l'adhésion, cela ne donne pas, en soi, le droit de devenir membre. Un aspirant doit encore obtenir l'approbation des membres et payer des droits d'admission ou d'adhésion.
- 26. Lorsque les droits et privilèges conférés aux titulaires de sièges à une bourse canadienne ou étrangère diffèrent de ceux qui sont énoncés au numéro 25, le Ministère examinera sur demande ces droits et privilèges pour déterminer si le siège auquel ils sont attachés est un bien en immobilisations.

Droit d'adhésion ou d'admission

- 27. Les droits d'admission ou d'adhésion payés à une bourse sont des dépenses en immobilisations admissibles.
- 28. Les droits d'adhésion et d'admission payés à une organisation (par exemple les droits d'entrée au Barreau ou les droits d'adhésion à un institut professionnel de comptables) constituent des dépenses en immobilisations admissibles lorsqu'il peut être démontré que les cotisations annuelles de l'organisation sont déductibles dans le calcul du revenu d'une entreprise.

Servitudes, dépenses en immobilisations non amortissables non déductibles

- 29. Un montant payé par un contribuable pour le droit d'accéder au terrain d'une autre personne ou de passer au-dessus de ce terrain ou sur le terrain ou encore de le traverser est reconnu comme une dépense en immobilisations admissible. Bien qu'une servitude soit un bien incorporel, elle ne constitue pas un bien amortissable incorporel visé par la disposition 14(5)b)(iii)(B) ni un bien visé par la disposition 14(5)b)(iii)(D) et, par conséquent, elle n'est pas exclue par ces dispositions comme remplissant les conditions d'une dépense en immobilisations admissible.
- 30. Un montant payé par un contribuable dans le but d'augmenter l'efficacité d'exploitation de l'entreprise en apportant des améliorations aux biens d'une autre personne avec qui le contribuable n'a pas de lien de dépendance (le coût d'améliorations apportées aux rues, croisements, trottoirs, matériel d'éclairage de rues de la ville, etc. qui sont aux abords du centre commercial du contribuable) représente une dépense en immobilisations non amortissable non déductible reconnue comme une dépense en immobilisations admissible.

Dépôts confisqués

31. Un dépôt confisqué ne constitue pas une dépense en immobilisations admissible.

Debtor's Gain on Settlement of Debt

32. An eligible capital property as defined in paragraph 54(d) is neither a depreciable property nor a capital property within the meaning of each of those terms as defined in the Act. Accordingly an eligible capital property is not affected by the application of the provisions of paragraphs 80(1)(b) and (f).

Non-Competition Payment

33. An amount paid by a taxpayer to another person with whom the taxpayer deals at arm's length, to obtain that other person's covenant not to engage in any business within a designated geographical area during a specified period of time, that is the same as or is similar to the business carried on by the taxpayer, may qualify as an eligible capital expenditure.

General

34. Interpretation bulletins listed below also make reference to and contain limited discussion on the qualification or otherwise of certain expenditures as eligible capital expenditures.

IT-128	Capital Cost Allowance — Depreciable Property.
IT-330	Dispositions of Capital Property Subject to Warranty, Covenant, etc.
IT-350R	Investigation of Site
IT-364	Commencement of Business Operations
IT-386	Eligible Capital Amounts and Similar Receipts
IT-425	Miscellaneous Farm Income
IT-475	Expenditures on Research and For Business Expansion

Gain d'un débiteur provenant d'un règlement de dettes

0

32. Un bien en immobilisations admissible, tel que défini à l'alinéa 54d), n'est pas un bien amortissable ni un bien en immobilisations au sens donné à ces expressions dans la Loi. Par conséquent, les alinéas 80(1)b), et f) ne s'appliquent pas à un bien en immobilisations admissible.

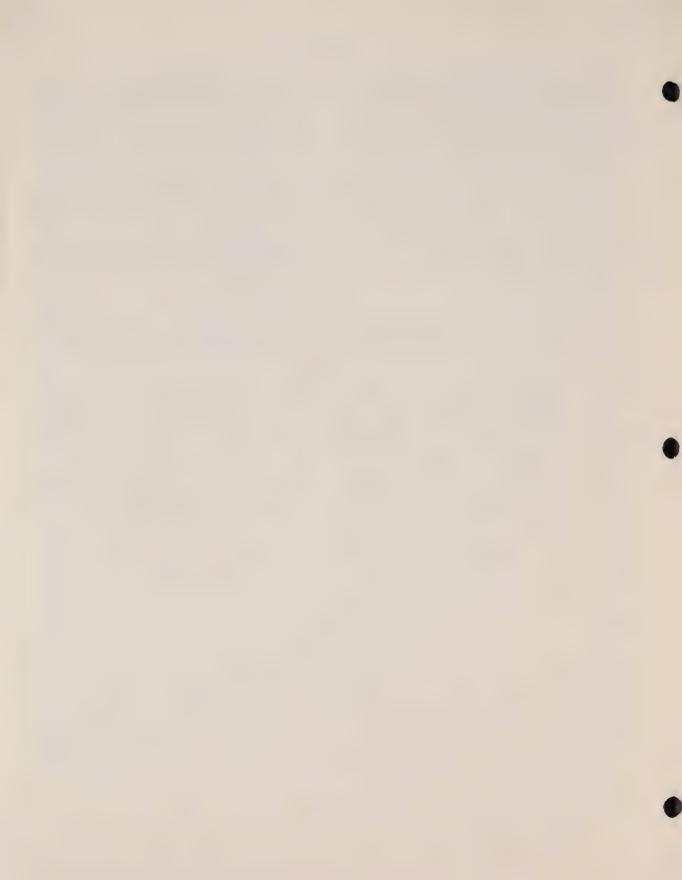
Paiement pour non concurrence

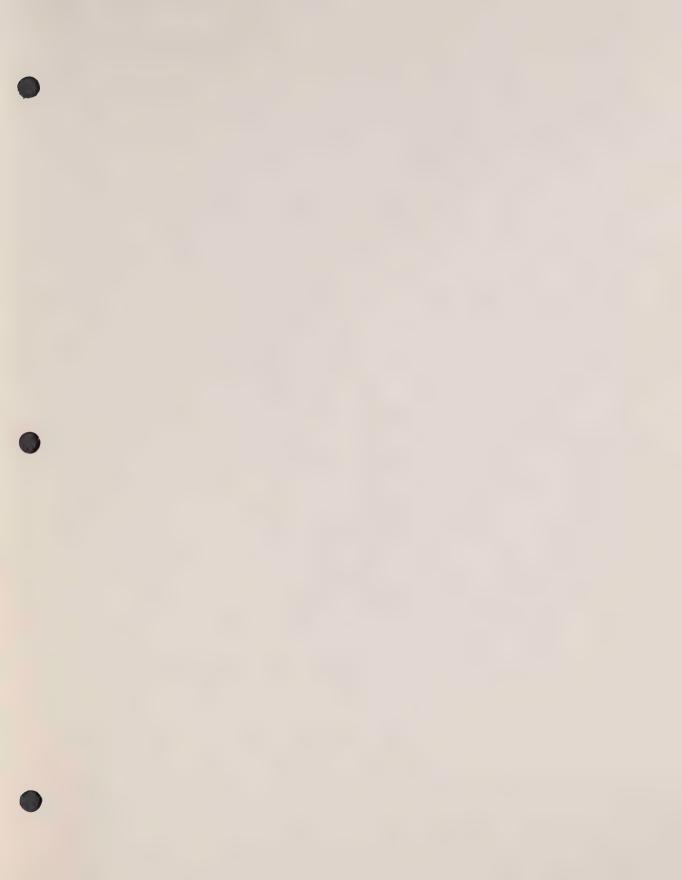
33. Un montant payé par un contribuable à une autre personne avec qui il n'a pas de lien de dépendance, afin d'obtenir de celle-ci l'engagement de ne s'adonner dans une région géographique désignée, pendant une période déterminée, à aucune entreprise identique ou similaire à l'entreprise que le contribuable exploite, peut être reconnu comme une dépense en immobilisations admissible.

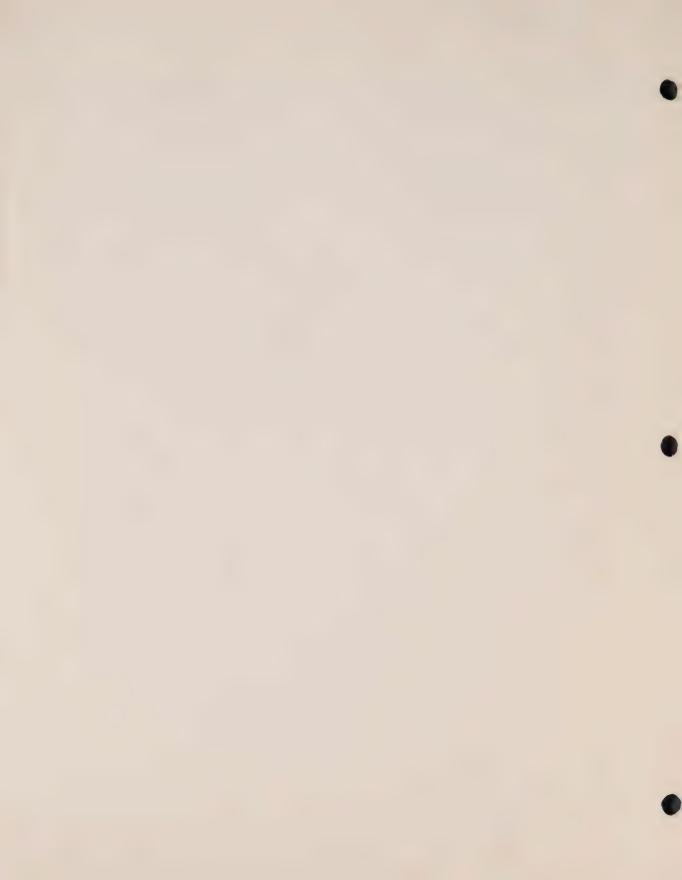
Généralités

34. Les bulletins d'interprétation ci-après indiquent à quelles conditions certaines dépenses peuvent être considérées comme des dépenses en immobilisations admissibles et fournissent des explications limitées à ce sujet.

IT-128	Allocation du coût en capital — Biens suscepti-
	bles de dépréciation
IT-330	Dispositions de biens en immobilisations visées
	par une garantie, un engagement, etc.
IT-350R	Étude d'un emplacement
IT-364	Début de l'exploitation d'une entreprise
IT-386	Montants en immobilisations admissibles et au-
	tres sommes semblables reçues
IT-425	Revenus divers tirés d'une entreprise agricole
IT-475	Dépenses pour la recherche et pour le dévelop-
	pement de l'entreprise.







SUBJECT:

INTERPRETATION BULLETIN

INCOME TAX ACT

Settlement of Debts on the Winding-Up of a

Corporation

NO IT-142R3 DATE: January 11, 1988

REFERENCE:

Subsection 80(3) (also section 21, subsections 10(1), 12(3), 12(6), 18(2), 18(3.1),

80(1), 80(4), 88(1) and 248(1)).

BULLETIN D'INTERPRÉTATION

LOI DE L'IMPÔT SUR LE REVENU OBJET:

Règlement de dettes lors de la liquidation d'une

corporation

Nº IT-142R3 DATE: le 11 janvier 1988

RENVOI: Paragraphe 80(3) (également l'article 21 et les paragraphes 10(1), 12(3), 12(6), 18(2), 18(3.1), 80(1), 80(4),

88(1) et 248(1)).

Application

This bulletin replaces and cancels Interpretation Bulletin IT-142R2 dated May 22, 1984. Current revisions are designated by vertical lines.

Summary

This bulletin deals with an election that may be filed by a parent corporation where inter-company debt is settled or extinguished on the winding-up of its subsidiary under subsection 88(1). The election generally operates to ensure that subsection 80(1) will not apply unless the cost amount of the debt is less than both the principal amount of the debt and the amount for which it was issued.

Discussion and Interpretation

- On the winding-up of a subsidiary corporation into its parent, a debt or obligation owing by the subsidiary to its parent or by the parent to its subsidiary may be settled or extinguished
 - (a) without any payment, or
 - (b) by payment of an amount that is less than both the principal amount (see 4(a) and (b) below) of the debt or obligation and the amount that would have been the cost amount (see 4(c) and (d) below) to the parent or subsidiary, as the case may be, of the debt or obligation at the time that is immediately before the winding-up.
- Where an intercorporate debt as envisaged in 1 above is settled or extinguished after 1983 in the circumstances described in 1(a) or (b) above and the winding-up has been effected in accordance with the rules in subsection 88(1), the parent can elect under subsection 80(3) to have the debt or obligation deemed to have been settled or extinguished by payment of an amount that would have been its cost amount (see 4(c) and (d) below) to the parent or the subsidiary, as the case may be.
- Regardless of which corporation is the debtor or creditor, only the parent corporation can elect to invoke the deeming provision of subsection 80(3). The election must be made in prescribed form (T2027) on or before the

Application

Le présent bulletin annule et remplace le Bulletin d'interprétation IT-142R2 du 22 mai 1984. Les révisions sont indiquées par des traits verticaux.

Résumé

Le présent bulletin traite d'un choix qu'une corporation mère peut produire lorsqu'une dette intersociété est réglée ou éteinte à la liquidation d'une filiale en vertu du paragraphe 88(1). Ce choix garantit généralement que le paragraphe 80(1) ne s'appliquera pas, à moins que le coût indiqué de la dette ne soit moins élevé que le principal de la dette et le montant pour lequel celleci a été émise.

Discussion et interprétation

- Dans le cadre de la liquidation d'une filiale dans sa corporation mère, une dette ou obligation de la filiale envers la corporation mère ou de la corporation mère envers la filiale peut être réglée ou éteinte
 - a) sans paiement ou
 - b) par le paiement d'un montant inférieur à la fois au principal de la dette ou de l'obligation (voir les numéros 4a) et b) ci-dessous) et à ce qu'aurait été le coût indiqué de la dette ou de l'obligation (voir les numéros 4c) et d) cidessous) pour la corporation mère ou la filiale, selon le cas, immédiatement avant la liquidation.
- 2. Lorsqu'une dette entre corporations, comme celle qui est envisagée en 1 ci-dessus, est réglée ou éteinte après 1983, dans les circonstances décrites en 1a) ou b) ci-dessus, et que la liquidation a été réalisée conformément aux règles prévues au paragraphe 88(1), la corporation mère peut produire un choix en vertu du paragraphe 80(3) pour que la dette ou l'obligation soit réputée avoir été réglée ou éteinte par le paiement d'une somme qui aurait été le coût indiqué de la dette ou de l'obligation (voir les numéros 4c) et d) ci-dessous) pour la corporation mère ou la filiale, selon le cas.
- 3. Peu importe la corporation débitrice ou créancière, seule la corporation mère peut choisir l'application de la disposition de présomption prévue au paragraphe 80(3). Le choix doit être exercé au moyen de la formule prescrite (T2027) au plus tard le



2 IT-142R3

day on or before which the parent is required to file a return of income for the taxation year during which the debt or obligation was settled or extinguished.

4. For the purpose of subsection 80(3),

- (a) the "principal amount" of a debt or obligation is defined in subsection 248(1). Briefly, it is the maximum amount that is payable by the issuer of a debt or obligation under its terms or the terms of any related agreement, exclusive of all interest and advance redemption premium. See (c) below for the definition of "cost amount" of a debt or obligation.
- (b) "deemed principal amount". Subsection 80(4) was enacted by S.C. 1985, c.45 to deem a principal amount for certain interest payable (referred to in this bulletin as a "deemed principal amount") in respect of a debt or obligation that is settled or extinguished after May 9, 1985. Such deemed principal amount is separate and distinct from the principal amount described in (a) above and consists of the portion of unpaid interest that the issuer (i.e., the debtor) of a debt or obligation has, in any taxation year, deducted in computing income or that would have been so deductible except for any of subsections 18(2) or (3.1) or section 21. See (d) below for the definition of "cost amount" of such unpaid interest.
- (c) the "cost amount" of a debt or obligation, referred to in (a) above, immediately before the winding-up is the amount determined when the definition of "cost amount" in subsection 248(1) is read without reference to paragraph (e) thereof. Therefore if a debt or obligation is a capital property to the creditor its cost amount will be its adjusted cost base and if the debt or obligation is inventory to the creditor its cost amount will be its inventory value, pursuant to subsection 10(1), for the purpose of computing the creditor's income.
- (d) the "cost amount" of the deemed principal amount in respect of unpaid interest, referred to in (b) above, will be determined under the definition of "cost amount" in subsection 248(1) which, by virtue of subsection 80(3), is to be read without reference to paragraph (e) thereof. Accordingly, such cost amount will be the amount of unpaid interest that, at the time that is immediately before the time at which the debt or obligation in respect of unpaid interest is settled or extinguished, the creditor has included in income.

It should be noted that prior to the amendment referred to in (b) above, subsection 80(3) did not apply with respect to interest on a debt or obligation.

5. Where the parent corporation has elected under subsection 80(3), the deemed principal amount in respect of unpaid interest on an intercorporate debt or obligation will be deemed to have been settled for an amount equal to the amount thereof that the creditor has included in income

jour où la corporation mère est tenue de produire une déclaration de revenu pour l'année d'imposition pendant laquelle la dette ou l'obligation a été réglée ou éteinte.

4. Pour les besoins du paragraphe 80(3),

- a) le «principal» d'une dette ou d'une obligation est défini au paragraphe 248(1). En bref, il s'agit de la somme maximale qui est payable par l'émetteur d'une dette ou d'une obligation, d'après les conditions de la dette ou de l'obligation ou de toute entente y afférente, à l'exception de tous les intérêts et de toute prime de remboursement anticipé. Voir en c) ci-dessous la définition de «coût indiqué» d'une dette ou d'une obligation.
- b) le «principal réputé» : le paragraphe 80(4) a été promulgué par S.C. 1985, chap. 45 pour faire en sorte que soit réputé un principal pour certains intérêts impayés (appelé «principal réputé» dans le présent bulletin) à l'égard d'une dette ou d'une obligation qui est réglée ou éteinte après le 9 mai 1985. Un principal réputé de ce genre est un montant à part et distinct du principal décrit en a) ci-dessus et consiste dans la partie des intérêts impayés que l'émetteur (c'est-à-dire le débiteur) d'une dette ou d'une obligation a déduite dans le calcul de son revenu dans n'importe quelle année d'imposition ou de la partie des intérêts impayés qui aurait pu être ainsi déduite, abstraction faite des paragraphes 18(2) ou (3.1) ou de l'article 21. Voir en d) ci-dessous la définition de «coût indiqué» des intérêts impayés de ce genre.
- c) le «coût indiqué» d'une dette ou d'une obligation (mentionné en a) ci-dessus, immédiatement avant la liquidation, est le montant établi selon la définition de «coût indiqué» que donne le paragraphe 248(1), abstraction faite de son alinéa e). Par conséquent, si une dette ou une obligation représente un bien en immobilisation du créancier, le coût indiqué de ce bien correspondra à son prix de base rajusté et, si la dette ou l'obligation consiste en un inventaire du créancier, son coût indiqué, aux fins du calcul du revenu du créancier, sera la valeur de cet inventaire selon le paragraphe 10(1).
- d) le «coût indiqué» du principal réputé à l'égard des intérêts impayés mentionnés en b) ci-dessus sera déterminé d'après la définition de «coût indiqué» que donne le paragraphe 248(1), sans égard à son alinéa e), conformément au paragraphe 80(3). Ainsi, le coût indiqué dont il est question sera le montant des intérêts impayés, immédiatement avant le règlement ou l'extinction de la dette ou de l'obligation à l'égard des intérêts impayés, que le créancier a inclus dans son revenu.

Il est à remarquer qu'avant l'entrée en vigueur de la modification mentionnée en b) ci-dessus, le paragraphe 80(3) ne s'appliquait pas à l'égard des intérêts sur une dette ou une obligation.

5. Lorsque la corporation mère a produit un choix en vertu du paragraphe 80(3), le principal réputé à l'égard des intérêts impayés sur une dette ou une obligation entre corporations sera réputé avoir été réglé pour un montant équivalent au montant de ces intérêts que le créancier a inclus dans son revenu (c'est-à-dire

IT-142R3 3

(i.e., its cost amount). Since there is a deemed settlement, the creditor will not be entitled to any deduction, under paragraph 20(1)(1) or (p), in computing income with respect to accrued interest receivable. Until the debt or obligation has been settled or extinguished the debtor is unaffected with respect to the deductibility of accrued interest payable as provided by the Act.

- 6. A valid election under subsection 80(3) may prevent the application of the rules in subsection 80(1). However, in spite of such a valid election having been made, subsection 80(1) will still apply to a debtor with respect to the amount, if any, by which the principal amount of the debt or obligation exceeds its cost amount to the creditor. This situation can occur because the "principal amount" is an amount determined from the debtor's viewpoint while the "cost amount" is determined from the creditor's viewpoint and is subject to such influences as inventory valuation and the non-application of subsection 12(3) in circumstances described in subsection 12(6).
- 7. An election under subsection 80(3) by a parent corporation affects only the settling or extinguishing of debts or obligations existing between a parent corporation and its subsidiary corporation and only when the subsidiary has been wound-up in accordance with the rules in subsection 88(1).
- 8. On the winding-up of a corporation,
 - (a) where the rules in subsection 88(1) do not apply,
 - (b) with respect to debts or obligations between the corporation being wound-up and persons, including shareholders other than the parent, where subsection 88(1) does apply,

debts or obligations are sometimes settled or extinguished without a formal payment in cash. Nonetheless, where, as a result of a particular arrangement made on the winding-up, a debt can reasonably be considered to have been settled for an amount that is not less than the principal amount thereof outstanding and, with respect to debts or obligations settled or extinguished after May 9, 1985, for an amount that is not less than the deemed principal amount thereof outstanding, payment in full is considered to have been made and the provisions of subsection 80(1) of the Act do not apply. Generally, in the case of a shareholder, settlement of the debt is achieved by adjusting the amount received by the shareholder as part of the winding-up distribution to reflect the debt settled or extinguished.

- 9. Examples of such arrangements made on the winding-up of a corporation are:
 - (a) A debt or other obligation owed by a share-holder to the corporation is offset against an amount owing to that shareholder by the corporation.
 - (b) A debt or other obligation owed by the corporation to a person other than a shareholder is assumed by a shareholder.

leur coût indiqué). Puisqu'il y a un règlement réputé, le créancier n'aura pas droit à aucune déduction, en vertu des alinéas 20(1)1) ou p), dans le calcul de son revenu à l'égard des intérêts courus à recevoir. Jusqu'à ce que la dette ou l'obligation ait été réglée ou éteinte, le débiteur n'est pas touché sur le plan de la déductibilité des intérêts courus à payer d'après la Loi.

- 6. Un choix valide en vertu du paragraphe 80(3) peut empêcher l'application des règles prévues au paragraphe 80(1). Cependant, malgré la production d'un choix valide de ce genre, le paragraphe 80(1) continue de s'appliquer à un débiteur à l'égard de l'excédent, le cas échéant, du principal de la dette ou de l'obligation sur son coût indiqué pour le créancier. Une situation de ce genre peut se produire parce que le «principal» est un montant déterminé du point de vue du débiteur, alors que le «coût indiqué» est déterminé du point de vue du créancier et est assujetti à des facteurs comme l'évaluation de l'inventaire et l'inapplication du paragraphe 12(3) dans les situations décrites au paragraphe 12(6).
- 7. Un choix en vertu du paragraphe 80(3) qui est effectué par une corporation mère ne s'applique qu'au règlement ou à l'extinction des dettes ou des obligations existant entre la corporation mère et sa filiale et seulement lorsqu'il a été mis fin à la filiale conformément aux règles prévues au paragraphe 88(1).
- 8. Au moment de la liquidation d'une corporation,
 - a) lorsque les règles prévues au paragraphe 88(1) ne s'appliquent pas ou
 - b) que, en ce qui a trait aux dettes ou aux obligations existant entre la corporation faisant l'objet de la liquidation et des personnes, y compris les actionnaires autres que la corporation mère, lorsque le paragraphe 88(1) s'applique,

les dettes ou les obligations sont parfois réglées ou éteintes sans paiement comptant officiel. Néanmoins, si, par suite d'une entente précise faite au moment de la liquidation, une dette peut raisonnablement être considérée comme réglée pour un montant qui ne soit pas inférieur au principal de la dette et, pour ce qui est des dettes ou des obligations réglées ou éteintes après le 9 mai 1985, pour un montant qui ne soit pas inférieur au principal réputé de la dette ou de l'obligation, il est jugé que la dette a été acquittée à son plein montant, et les dispositions du paragraphe 80(1) de la Loi ne s'appliquent pas. En général, dans le cas d'un actionnaire, le règlement de la dette se fait par voie de rajustement du montant qu'il reçoit lors de la répartition des avoirs liquidés à titre de règlement ou d'extinction de la dette.

- 9. Voici des exemples d'ententes conclues lors de la liquidation d'une corporation :
 - a) Une dette ou une autre obligation d'un actionnaire envers la corporation est déduite du montant dû à cet actionnaire par la corporation.
 - b) Une dette ou une autre obligation de la corporation envers une personne autre qu'un actionnaire est assumée par un actionnaire.

4

- (c) A debt or other obligation of the corporation is assigned to a shareholder together with property distributed to that shareholder, for example, a mortgage on a building.
- 10. Where a non-cash settlement of a debt on a windingup, such as those mentioned above, cannot be considered to constitute full payment of the principal amount of the debt, the provisions of subsection 80(1) apply. See also Interpretation Bulletin IT-293R.
- c) Une dette ou une autre obligation de la corporation est transmise à un actionnaire en même temps que les biens distribués à cet actionnaire, par exemple, une hypothèque sur un bâtiment.
- 10. Lorsque le règlement (autre qu'un paiement comptant) d'une dette, au moment de la liquidation (comme dans les exemples qui précèdent), ne peut pas être considéré comme le paiement intégral du principal de la dette, les dispositions du paragraphe 80(1) s'appliquent. Voir aussi le Bulletin d'interprétation IT-293R.



levenue Canada

Revenu Canada

INTERPRETATION BULLETIN BULLETIN D'INTERPRÉTATION

SUBJECT

SPECIAL RELEASE

Meaning of Eligible Capital Expenditure

OBJET: COMMUNIQUÉ SPÉCIAL

Sens de l'expression «dépense en immobilisations admissible»

NO:

REFERENCE

IT-143R2

DATE: October 30, 1992

 N^{O} :

IT-143R2

DATE: le 30 octobre 1992

RENVOI

Application

This Special Release updates Interpretation Bulletin IT-143R2 dated August 10, 1983.

Bulletin Revisions

1. In paragraph 1, add the following sentence between the second and the last sentence:

A full discussion of this special treatment is contained in the current version of IT-123, *Transactions Involving Eligible Capital Property.*

2. Paragraph 7 is revised as follows:

7. Where goodwill, as a recognizable asset, is acquired by the purchaser of a business in the circumstances described in 6 above, the consideration given for the goodwill, as well as any legal and accounting fees that can be directly associated with the purchase of the goodwill, will qualify as an eligible capital expenditure. If the portion of the total consideration for the business that is allocated to the goodwill is unreasonable, or if the goodwill has a value which the vendor and purchaser have not specified, the Department can apply the provisions of section 68 to deem what may reasonably be regarded as the amount for the goodwill. This amount would then be applied uniformly to both the vendor and the purchaser. If section 68 is applied for this purpose, the Department will take into account all the relevant facts and circumstances of the particular case (see the findings of the Federal Court of Appeal in George Golden v. The Queen, 83 DTC 5138, [1983] C.T.C. 112, which were upheld by the Supreme Court of Canada - 86 DTC 6138, [1986] 1 C.T.C. 274). Such relevant facts and circumstances include the relative positions of the vendor and the purchaser and the relative fair market values of all the assets of the business that are acquired. Where the vendor and pur-

Application

Ce communiqué spécial est une mise à jour du Bulletin d'interprétation IT-143R2 du 10 août 1983.

Révisions au bulletin

1. Au numéro 1, ajouter la phrase suivante après la deuxième phrase :

Ce traitement spécial est traité plus à fond dans la dernière version du IT-123, *Transactions de biens en immobilisation admissibles*.

2. Le numéro 7 est révisé comme suit :

7. Lorsque l'acheteur acquiert d'une entreprise l'achalandage, comme un élément d'actif reconnaissable dans les circonstances décrites au numéro 6 ci-dessus, la contrepartie versée pour l'achalandage, y compris les frais juridiques et comptables qui peuvent être liés directement à son achat, est reconnue comme une dépense en immobilisations admissible. Si la fraction de la contrepartie totale versée pour l'entreprise qui est attribuée à l'achalandage est déraisonnable, ou si le vendeur et l'acheteur ne précisent pas la valeur de l'achalandage, le Ministère peut appliquer les dispositions de l'article 68 pour présumer ce qui peut raisonnablement être considéré comme le montant de l'achalandage. Ce montant s'appliquera alors au vendeur et à l'acheteur. Si le Ministère invoque l'article 68 à cette fin, il tiendra compte de toutes les circonstances et de tous les faits pertinents du cas donné (voir la décision de la Cour d'appel fédérale dans la cause George Golden c. La Reine, 83 DTC 5138, [1983] C.T.C. 112, qui a été confirmée par la Cour suprême du Canada – 86 DTC 6138, [1986] 1 C.T.C. 274). Ces circonstances et faits pertinents comprennent les situations relatives du vendeur et de l'acheteur et la juste valeur marchande relative de tous les biens de l'entreprise qui sont acquis. Lorsque le vendeur et l'acheteur traitent sans lien de dépendance, leur accord quant à la répartition du prix d'achat total de l'entreprise entre ses



chaser are dealing at arm's length, their agreement as to the allocation of the total price for the business amongst its various assets is given considerable weight as evidence of the reasonableness of the amount so allocated to the goodwill. The reasonableness of the allocation is further supported where there is evidence that it has resulted from hard bargaining between the parties. In a non-arm's length transaction, section 68 could apply where the total purchase price of the assets of the business equals the total of their fair market values but the allocation of that total purchase price amongst those assets, including the goodwill, is not considered to be reasonable. However, where the total purchase price of the business assets in a non-arm's length transaction does not equal the total of their fair market values, the provisions of section 69 will

3. At the end of the first sentence of paragraph 11, the words

an exception in paragraphs (a), (b) or (c) of class 14

are revised to read

an exception in paragraph (a), (b), (c) or (d) of class 14.

4. Paragraph 15 is revised as follows:

15. Judicial and statutory fines and penalties usually cannot qualify as eligible capital expenditures for the reasons stated in the current version of IT-104, *Deductibility of Fines or Penalties*.

5. Paragraph 20 is revised as follows:

20. A taxpayer's reasonable costs, incurred after 1984, of surveying or valuing (appraising) a capital property for the purpose of its acquisition or disposition are, by virtue of paragraph 53(1)(n), added to the adjusted cost base of that property to the extent that such costs are not deducted by the taxpayer in computing income for any taxation year or attributable to any other property. However, where a taxpayer incurs the cost of surveying or valuing (appraising) a capital property (e.g., a building) in anticipation of its purchase for use in earning income from a business but the purchase does not actually occur (e.g., the purchase is aborted), such cost would qualify as an eligible capital expenditure. The cost of valuing a property which is itself an eligible capital property (e.g., a government right) held by and used in the busi-

divers biens a une importance considérable pour prouver la nature raisonnable du montant ainsi attribué à l'achalandage. La nature raisonnable du montant attribué est renforcée davantage lorsqu'il est possible de prouver que ce montant résulte d'un marchandage serré entre les intéressés. Dans le cas d'une transaction avec lien de dépendance, l'article 68 pourrait s'appliquer lorsque le prix d'achat total des biens de l'entreprise est égal au total de leur juste valeur marchande mais que la répartition de ce prix d'achat total entre ces biens, y compris l'achalandage, n'est pas considérée comme raisonnable. Toutefois, lorsque le prix d'achat total des biens de l'entreprise, dans le cas d'une transaction avec lien de dépendance, n'est pas égal au total de leur juste valeur marchande, les dispositions de l'article 69

3. La fin de la première phrase du numéro 11 qui se lisait

qui est exclu aux alinéas a), b) ou c) de la catégorie 14.

est révisée et se lit maintenant comme suit :

qui est exclu aux alinéas a), b), c) ou d) de la catégorie 14.

4. Le numéro 15 est révisé comme suit :

15. Les amendes et pénalités judiciaires et statutaires ne sont pas, en général, reconnues comme des dépenses en immobilisations admissibles pour les raisons énoncées dans la dernière version du IT-104, Déductibilité des amendes ou pénalités.

5. Le numéro 20 est révisé comme suit :

20. Les frais raisonnables engagés après 1984 par un contribuable pour l'arpentage ou l'évaluation d'un bien en immobilisation en vue de son acquisition ou de sa disposition sont, en vertu de l'alinéa 53(1)n), ajoutés au prix de base rajusté de ce bien, dans la mesure où le contribuable n'a pas déduit ces frais dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition, ou que ces frais ne se rapportent pas à un autre bien. Toutefois, lorsqu'un contribuable engage des frais d'arpentage ou d'évaluation d'un bien en immobilisation (p. ex. un bâtiment) en prévision de l'achat de ce bien pour l'utiliser en vue de tirer un revenu d'une entreprise, mais que cet achat n'a pas lieu (p. ex. le contribuable abandonne son projet d'achat), ce coût est reconnu comme une dépense en immobilisations admissible. Le coût d'évaluation d'un bien qui est lui-même un bien en immobilisation admissible (p. ex. un droit gouvernemental) ness of a taxpayer qualifies as an eligible capital property for that business.

6. Paragraph 30 is revised as follows:

30. An outlay or expense made or incurred by a taxpayer for the purpose of increasing the operational efficiency of a business by means of improving the property owned by some other person with whom the taxpayer deals at arm's length (e.g., the cost of improvements to cityowned streets, intersections, sidewalks, street lighting, etc. surrounding the taxpayer's shopping centre) generally will be a non-deductible, non-depreciable capital outlay that qualifies as an eligible capital expenditure. An exceptional case may occur where the particular facts and circumstances lead to the conclusion that such a cost is a current expense, as was found by the Federal Court - Trial Division in the case of Oxford Shopping Centres Ltd. v. The Queen, 79 DTC 5458, [1980] C.T.C. 7 (which decision was upheld by the Federal Court of Appeal – 81 DTC 5065, [1981] C.T.C. 128).

7. Paragraph 34 is revised as follows:

34. The current version of each Interpretation Bulletin listed below also makes reference to and contains limited discussion on the qualification of certain expenditures as eligible capital expenditures:

- IT-128 Capital Cost Allowance Depreciable Property
- IT-211 Membership Dues Associations and Societies
- IT-330 Dispositions of Capital Property Subject to Warranty, Covenant, etc.
- IT-350 Investigation of Site
- IT-359 Lease Inducements, Premiums and Other Amounts with Respect to Leases
- IT-364 Commencement of Business Operations
- IT-386 Eligible Capital Amounts
- IT-425 Miscellaneous Farm Income
- IT-475 Expenditures on Research and For Business Expansion Corporations
- IT-501 Capital Cost Allowance Logging Assets
- 8. The reference in any paragraph prior to paragraph 34 to another Interpretation Bulletin should in each case be read as a reference to "the current version of" that bulletin.

qu'un contribuable détient et utilise dans l'entreprise est reconnu comme un bien en immobilisation admissible à l'égard de cette entreprise.

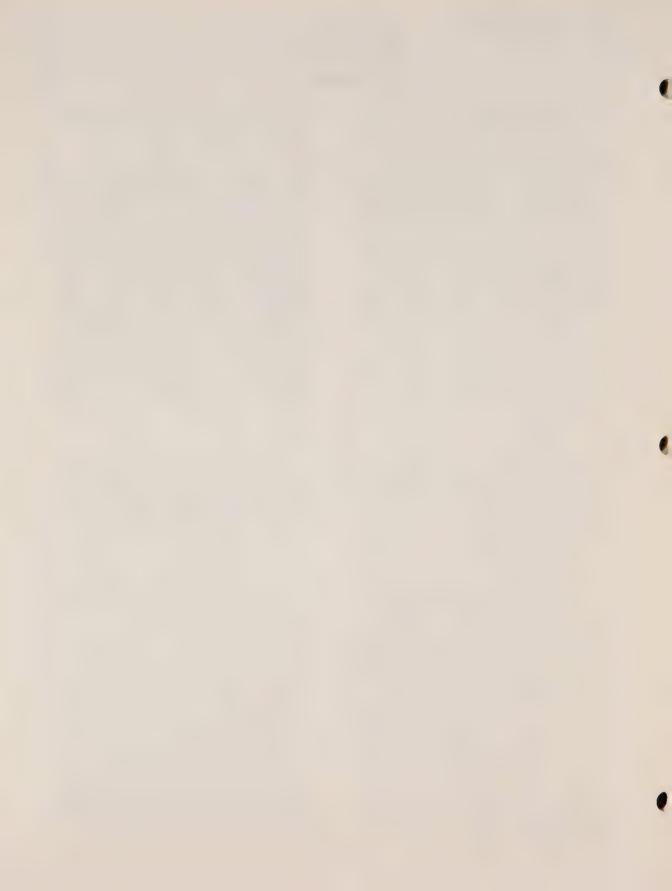
6. Le numéro 30 est révisé comme suit :

30. Un débours que le contribuable fait ou une dépense qu'il engage dans le but d'augmenter l'efficacité de l'exploitation de l'entreprise, en apportant des améliorations aux biens d'une autre personne avec qui le contribuable n'a pas de lien de dépendance (p. ex. le coût d'améliorations apportées aux rues, intersections, trottoirs, matériel d'éclairage des rues de la ville, etc. qui sont aux abords du centre commercial du contribuable) représente en règle générale une dépense en capital non amortissable et non déductible, reconnue comme une dépense en immobilisations admissible. Exceptionnellement, il peut arriver que des circonstances et des faits pertinents amènent à la conclusion que ce débours est une dépense courante, ainsi qu'en a conclu la Division de première instance de la Cour fédérale dans la cause Oxford Shopping Centres Ltd. c. La Reine, 79 DTC 5458, [1980] C.T.C. 7 (décision maintenue par la Cour d'appel fédérale – 81 DTC 5065, [1981] C.T.C. 128).

7. Le numéro 34 est révisé comme suit :

34. La dernière version de chacun des bulletins d'interprétation suivants indique à quelles conditions certaines dépenses peuvent être considérées comme des dépenses en immobilisations admissibles et fournit des explications qui se limitent à ce sujet :

- IT-128 Déduction pour amortissement Biens amortissables
- IT-211 Cotisations de membre d'associations et de sociétés
- IT-330 Dispositions de biens en immobilisations visées par une garantie, un engagement, etc.
- IT-350 Étude d'un emplacement
- IT-359 Primes et autres montants afférents à un bail
- IT-364 Début de l'exploitation d'une entreprise
- IT-386 Montants en immobilisations admissibles
- IT-425 Revenus divers tirés d'une entreprise agricole
- IT-475 Dépenses pour la recherche et pour le développement de l'entreprise
- IT-501 Déduction pour amortissement Biens utilisés pour l'exploitation forestière
- 8. Les renvois à un autre bulletin d'interprétation que contient un numéro précédant le numéro 34 doivent, dans chaque cas, être considérés comme des renvois à «la dernière version» du bulletin en question.



MINISTÈRE DU REVENU NATIONAL, IMPÔT

BULLETIN D'INTERPRÉTAT

SUBJECT:

INCOME TAX ACT

New Mine Exemption and Accelerated Capital Cost Allowance for Qualifying Mines

SERIAL NO REFERENCE:

IT-144

January 31, 1974

OBJET:

RENVOI:

LOI DE L'IMPOT SUR LE REVENU

Exonération applicable aux nouvelles mines et déduction pour amortissement accéléré applicable aux mines admissibles

Nº DE SÉRIE

IT-144

DATE:

le 31 janvier 1974

Section 28 of the Income Tax Application Rules, 1971 (ITAR) (also subsection 13(5) and subparagraph 13(21)(f)(iv) of the Act, class 28 in Schedule B to the Income Tax Regulations and Regulations 1100(1)(w) and (x), 1101(4a) and (4b), 1104(5), (7) and (8), 1100A and 1900)

Exemption for New Mines

- 1. Pursuant to subsection 83(5) of the pre-1972 Act, if a corporation complied with Regulation 1900 its income derived from the operation of a mine during the period of 36 months commencing on the day on which the mine came into production in reasonable commercial quantities, was not included in the computation of its income for tax purposes. Section 28 of the ITAR continues this exemption until December 31, 1973 for corporations which comply with Regulation 1900(1). For such corporations, income from the operation of a mine is exempt if gained or produced during the period from the day of the commencement of production in reasonable commercial quantities until 36 months from that day or December 31, 1973, whichever is earlier. However, section 28 of the ITAR does not apply to a mine that came into production in reasonable commercial quantities after November 7, 1969 unless the corporation elects to have it apply in the manner and within the time prescribed by Regulations 1900(2) and
- 2. For the purpose of subsection 83(5) of the pre-1972 Act and section 28 of the ITAR a mine excludes an oil, gas or brine well; a sand, gravel, clay or shale pit; and a stone quarry. However, a well for the extraction of material from a sylvite deposit is a mine and where materials produced from more than one such well are sent to a single plant for processing, those wells are deemed to be one mine.
- 3. The date on which a mine comes into production in reasonable commercial quantities is determined on the basis of all relevant information available at the time the claim for exemption is made. The claim is made on Form T351 after, in the opinion of the corporation, the

Article 28 des Règles de 1971 concernant l'application de l'impôt sur le revenu (RAIR) (aussi paragraph 13(5) et sous-alinéa 13(21)f)(iv) de la Loi, Catégorie 28 de l'Annexe B aux Règlements de l'impôt sur le revenu et Règlements 1100(1)w) et x), 1101(4a) et (4b), 1104(5), (7) et (8), 1100A et 1900)

Exonération applicable aux nouvelles mines

- 1. En conformité du paragraphe 83(5) de la Loi antérieure à 1972, lorsqu'une corporation répondait aux exigences du Règlement 1900, le revenu qu'elle tirait de l'exploitation d'une mine au cours de la période de 36 mois commençant le jour où la mine entrait en production en quantités commerciales raisonnables n'était pas compris dans le calcul de son revenu aux fins de l'impôt. L'article 28 des RAIR prolonge cette exonération jusqu'au 31 décembre 1973 dans le cas des corporations qui répondent aux exigences du Règlement 1900(1). Le revenu que ces corporations tirent de l'exploitation d'une mine est exonéré d'impôt s'il est gagné ou produit pendant la période commençant le jour où la mine est entrée en production en quantités commerciales raisonnables et se terminant 36 mois plus tard ou le 31 décembre 1973, selon celle des deux dates qui arrive en premier. Toutefois, l'article 28 des RAIR ne s'applique pas à une mine qui est entrée en production en quantités commerciales raisonnables après le 7 novembre 1969, à moins que la corporation n'opte pour son application de la manière et dans les délais prescrits par les Règlements 1900(2) et (3).
- 2. Aux fins du paragraphe 83(5) de la Loi antérieure à 1972 et de l'article 28 des RAIR, ne sont pas considérés comme des "mines": un puits de pétrole, de gaz ou de saumure; une sablière, une gravière, une carrière d'argile, de schiste ou de pierre. Cependant, un puits d'extraction de matières provenant de gisements de sylvine est considéré comme une mine et, lorsque des matières provenant de plusieurs puits de ce genre sont envoyées à une seule usine de transformation, les puits en question sont réputés ne constituer qu'une seule et même mine.
- 3. La date à laquelle une mine entre en production en quantités commerciales raisonnables est déterminée d'après tous les renseignements pertinents disponibles au moment où la demande d'exonération est faite. Cette demande se fait sur une formule T351 après que la mine est, selon l'opinion de la

-

mine came into production in reasonable commercial quantities, the latter day usually being the first of the month in which that production is achieved.

Accelerated Capital Cost Allowance

- 4. For the 1972 and subsequent taxation years specified depreciable assets acquired for the purpose of gaining or producing income from a new mine or a major expansion of an existing mine in Canada are eligible for accelerated depreciation.
- 5. For purposes of the accelerated allowance provisions, Regulations 1104(7) and (8) describe what "a mine" includes or excludes in certain circumstances.
- 6. Class 28 describes those assets eligible for accelerated allowance and provides that, to qualify for class 28, assets must be situated in Canada and relate to a mine in Canada operated by the taxpayer. The assets must be acquired after November 7, 1969, but before the new mine comes into production in reasonable commercial quantities or before the major expansion of an existing mine is completed. Used assets also qualify, but those purchased from a non-arm's length vendor do not. Assets acquired in connection with the major expansion of an existing mine qualify only if they have been acquired in the course of, and principally for the purposes of, the expansion. A major expansion of an existing mine is considered to occur when there is an increase of at least 25 per cent in the year immediately following expansion over the year immediately preceding expansion of the greatest designed milling capacity, measured in terms of input of mineral ore, of the mill that processed the mineral ores from the mine.
- 7. To qualify for class 28 the taxpayer must operate the mine in which the assets are used. In joint venture arrangements usually only one of the parties operates the mine on behalf of the owners yet all the parties usually have an interest in the depreciable assets of the mine. The Department's view is that assets of a taxpayer relating to a mine operated by another member of a joint venture agreement qualify for class 28 provided that the assets otherwise meet the conditions described in paragraph 6 above.
- 8. In general terms, assets acquired for gaining or producing income from a new mine and qualifying for class 28 are:
 - (a) a building (except an office building not situated on the mine property);
 - (b) mining machinery and equipment;
 - (c) an electrical plant that would otherwise be included in class 10 of Schedule B by virtue of Regulations 1102(8) or (9); and

corporation, entrée en production en quantités commerciales raisonnables, soit habituellement le premier jour du mois au cours duquel le niveau de production en question est atteint.

Déduction pour amortissement accéléré

- 4. Pour les années d'imposition 1972 et suivantes, les biens amortissables spécifiés, acquis dans le but de gagner ou de produire un revenu au moyen de l'exploitation d'une nouvelle mine ou d'une extension importante apportée à une mine existante au Canada, sont admissibles à l'amortissement accéléré.
- 5. Les Règlements 1104(7) et (8) précisent, aux fins des dispositions relatives à l'amortissement accéléré, ce qu'une mine comprend ou ne comprend pas dans certaines circonstances.
- 6. La catégorie 28 précise les biens qui sont admissibles à la déduction pour amortissement accéléré et stipule que, pour entrer dans cette catégorie, lesdits biens doivent être situés au Canada et se rapporter à une mine également située au Canada et exploitée par le contribuable. Ces biens doivent avoir été acquis après le 7 novembre 1969, mais avant que la nouvelle mine ne soit entrée en production en quantités commerciales raisonnables ou avant l'achèvement de l'extension importante d'une mine existante. Les biens usagés sont également admissibles, sauf s'ils ont été achetés d'une personne avec laquelle le contribuable avait un lien de dépendance. Les biens acquis relativement à l'extension importante d'une mine existante ne sont admissibles que s'ils ont été acquis pendant la durée des travaux d'extension et afin de servir principalement auxdits travaux. Une extension apportée à une mine existante est considérée importante lorsque dans l'année qui suit immédiatement cette extension on note, par rapport à l'année qui précédait immédiatement cette extension, une augmentation d'au moins 25 pourcent de la capacité maximale de broyage prévue, exprimée en quantité de minerai produit par l'usine qui traite les minerais de la mine.
- 7. Pour être admissible dans la catégorie 28, le contribuable doit exploiter lui-même la mine où les biens sont utilisés. Dans le cas d'une entreprise en coparticipation, d'habitude un des associés exploite la mine au nom des propriétaires, mais toutes les parties ont un intérêt dans les biens amortissables de la mine. De l'avis du Ministère, les biens d'un contribuable utilisés relativement à une mine exploitée par un autre membre d'une entreprise en coparticipation faisant l'objet d'une entente sont admissibles dans la catégorie 28, à condition que lesdits biens répondent aux autres conditions stipulées au paragraphe 6 ci-dessus.
- 8. En général, les biens acquis dans le but de gagner ou de produire un revenu au moyen de l'exploitation d'une nouvelle mine et qui sont admissibles dans la catégorie 28 sont:
 - a) un bâtiment (à l'exception des immeubles à bureaux non situés sur l'emplacement de la mine);
 - b) l'outillage et le matériel d'extraction;
 - c) une installation électrique qui, autrement, entrerait dans la catégorie 10 de l'Annexe B en vertu des Règlements 1102(8) ou (9); et

3

- (d) community and transportation facilities acquired after 1971, for the operation or servicing of the mine or the community, such as an airport, dam, dock, fire hall, hospital, house, natural gas pipeline, power line, recreational facility, school, sewage disposal plant, sewer, street lighting system, town hall, water pipeline, water pumping station, water system, wharf, road, sidewalk, aeroplane runway, parking area and storage area, but not a railway unless it is situated on the mine property.
- 9. Assets acquired in connection with the major expansion of an existing mine and qualifying for class 28 are assets of the type listed in subparagraphs (a), (b) and (c) of paragraph 8 above.
- 10. A taxpayer may have more than one mine and may have acquired more than one asset that qualifies for class 28. Where assets are acquired by a taxpayer for gaining or producing income from separate mines, Regulation 1101(4a) requires that the assets relating to a specific mine be put in a separate class from assets relating to each other mine of the taxpayer. In addition, Regulation 1101(4b) requires that where assets are acquired to gain or produce income from particular mines and other assets are acquired to gain or produce income from different mines the assets relating to the particular mines be placed in a separate class from the assets relating to the other mine or mines.

For example, if a taxpayer has three mines A, B and C, and three assets X, Y and Z acquired for the purpose of gaining or producing income from those mines of which assets X and Y relate to mines A and B and asset Z relates to mine C then assets X and Y must be put in one class and asset Z in another.

Where the foregoing provisions require that assets be placed in separate classes each of the separate classes is considered to be class 28.

- 11. The rate of depreciation which may be claimed on class 28 assets is prescribed by Regulation 1100(1)(a) to be 30 per cent of the undepreciated balance of the class. Alternatively, Regulation 1100(1)(w) permits a taxpayer to claim an amount of depreciation on class 28 assets in a separate class, as prescribed by Regulation 1101(4a), equal to the lesser of
 - (a) the income for the year from the mine to which that class relates before deducting any depletion allowance, exploration and development expenses or any allowance under Regulation 1100(1)(x), and

- d) les installations de la collectivité et les moyens de transport acquis après 1971 pour exploiter ou pour desservir la mine ou la collectivité; par exemple, un aéroport, un barrage, un débarcadère, une permanence de pompiers, un hôpital, une maison, un pipeline pour gaz naturel, une ligne de transmission d'énergie, une installation récréative, une école, une usine d'élimination des immondices, un égoût, un système d'éclairage des rues, une salle municipale, une conduite d'eau, une station de pompage de l'eau, un système d'amener des eaux, un quai, une route, un trottoir, une piste d'envol pour avions, un terrain de stationnement pour voitures, un entrepôt, mais non un chemin de fer, à moins qu'il ne soit situé sur le terrain de la mine.
- 9. Les biens acquis relativement à l'extension importante d'une mine existante qui sont admissibles dans la catégorie 28 sont les biens du genre énuméré aux alinéas a) b) et c) du paragraphe 8 ci-dessus.
- 10. Un contribuable peut avoir plusieurs mines et peut avoir acquis plusieurs biens admissibles dans la catégorie 28. Lorsque des biens sont acquis par un contribuable en vue de tirer de mines distinctes ou de leur faire produire un revenu, le Règlement 1101(4a) exige que les biens se rapportant à une mine déterminée soient classés dans une catégorie distincte de celle dans laquelle sont classés les biens se rapportant à chacune des autres mines du contribuable. En outre, le Règlement 1101(4b) exige que lorsque des biens sont acquis en vue de tirer un revenu de mines déterminées ou de leur faire produire un revenu et que d'autres biens sont acquis en vue de tirer un revenu de différentes mines ou de leur faire produire un revenu, les biens se rapportant aux mines déterminées en question soient classés dans une catégorie distincte de celle des biens se rapportant à l'autre ou aux autres mines.

Supposons, par exemple, qu'un contribuable ait trois mines, A, B et C, et trois biens X, Y et Z, qu'il a acquis en vue de tirer un revenu de ces mines ou de leur faire produire un revenu, que les biens X et Y se rapportent aux mines A et B et que le bien Z se rapporte à la mine C; dans ce cas, les biens X et Y doivent être classés dans une catégorie et le bien Z dans une autre.

Lorsque les dispositions ci-dessus exigent que les biens soient classés dans des catégories distinctes, chacune de celles-ci est considérée comme étant la catégorie 28.

- 11. En vertu du Règlement 1100(1)a), le taux d'amortissement qui peut être réclamé pour les biens de la catégorie 28 est égal à 30 pourcent du solde non amorti de la catégorie; ou bien le contribuable peut, en vertu du Règlement 1100(1)w), réclamer, pour les biens de la catégorie 28 tel que prescrit par le Règlement 1101(4a), un montant d'amortissement égal à celui des montants suivants qui est le moins élevé:
 - a) le revenu pour l'année, tiré de la mine, auquel correspond la catégorie en question, avant d'avoir procédé à toute déduction pour épuisement ou pour frais d'exploration et de mise en valeur ou à toute déduction autorisée par le Règlement 1100(1)x);

(b) the undepreciated capital cost of the property of the class at the end of the taxation year before capital cost allowance is taken for that year.

Similarly Regulation 1100(1)(x) permits a taxpayer to claim depreciation on class 28 assets, in a separate class as prescribed by Regulation 1101(4b), equal to the lesser of

- (a) the income for the year from the mines to which that class relates before deducting any depletion allowance or exploration and development expenses, and
- (b) the undepreciated capital cost of the property of the class at the end of the year before capital cost allowance is taken for that year.
- 12. Regulation 1104(5) provides that, for the provisions relating to the accelerated allowance, income from a mine includes income reasonably attributable to
 - (a) the processing of mineral ores from a mineral resource owned by the taxpayer, not beyond the prime metal stage or its equivalent, or
 - (b) the production of crude oil from bituminous sand, oil sand or oil shale.
- 13. Where a corporation which receives income from the operation of a new mine that came into production after November 7, 1969 has made an election pursuant to section 28 of the ITAR (as discussed in paragraph 1 of this Bulletin), the right to claim an accelerated allowance pursuant to Regulations 1100(1) (w) and (x) is not available to the corporation with respect to its assets which qualify for class 28 by virtue of Regulation 1100A(1) unless that corporation elects under subparagraph 13(21)(f)(iv) of the Act as prescribed in Regulation 1100A(2). Such an election allows the accelerated allowance but reduces the undepreciated capital cost of relative class 28 assets by the amount of income from the particular mine which was exempt to the corporation.
- 14. Assets qualifying for class 28 that are acquired after November 7, 1969 but before the end of the taxpayer's 1971 taxation year may be transferred into class 28 from the class into which they were placed when originally acquired. Subsection 13(5) sets out the mechanics of transferring such property between classes.

b) la fraction non amortie du coût en capital des biens classés dans la catégorie en question à la fin de l'année d'imposition, avant d'avoir procédé à la déduction pour amortissement pour cette année.

De même, le Règlement 1100(1)x) autorise le contribuable à réclamer, pour les biens de la catégorie 28 classés à part tel que prescrit par le Règlement 1101(4b), un montant d'amortissement égal à celui des montants suivants qui est le moins élevé:

- a) le revenu pour l'année, tiré des mines, auquel correspond la catégorie en question, avant d'avoir procédé à toute déduction pour épuisement ou pour frais d'exploration et de mise en valeur:
- b) la fraction non amortie du coût en capital des biens classés dans la catégorie en question à la fin de l'année, avant d'avoir procédé à la déduction pour amortissement pour cette année.
- 12. Le Règlement 1104(5) stipule qu'en ce qui concerne les dispositions relatives à la déduction pour amortissement accéléré, le revenu d'une mine comprend le revenu raisonnablement imputable
 - a) au traitement de minerais provenant d'une ressource minérale possédée par le contribuable jusqu'à un stade ne dépassant pas le stade du métal brut ou son équivalent, ou
 - b) à la production de pétrole brut tiré de sables bitumineux, de sables pétrolifères ou de schistes pétrolifères.
- 13. Lorsqu'une corporation qui retire un revenu de l'exploitation d'une nouvelle mine entrée en production après le 7 novembre 1969 a fait un choix en conformité avec l'article 28 des RAIR (comme mentionné au paragraphe 1 du présent Bulletin), cette corporation n'a pas le droit de réclamer une déduction pour amortissement accéléré conformément aux Règlements 1100(1)w) et x) à l'égard de ses biens admissibles dans la catégorie 28 en vertu du Règlement 1100A(1), à moins qu'elle n'ait procédé au choix prévu au sous-alinéa 13(21)f)(iv) de la Loi de la façon prescrite par le Règlement 1100A(2). Le choix en question autorise la déduction pour amortissement accéléré, mais a pour effet de réduire, du montant du revenu de la mine en question qui était exonéré d'impôt, la fraction non amortie du coût en capital applicable aux biens de la catégorie 28.
- 14. Les biens admissibles dans la catégorie 28 qui sont acquis après le 7 novembre 1969 mais avant la fin de l'année d'imposition 1971 du contribuable peuvent être transférés, de la catégorie dans laquelle ils avaient été classés lors de leur acquisition à la catégorie 28. On trouvera au paragraphe 13(5) la marche à suivre pour effectuer un transfert de biens d'une catégorie à une autre.

INTERPRETATION

BULLETIN

D'INTERPRÉTATION

SUBJECT: INCOME TAX ACT

Canadian Manufacturing and Processing Profits – Reduced Rate of Corporate Tax

SERIAL NO: IT-145 DATE: February 5, 1974

REFERENCE: Section 125.1 (also Part LII of the Regulations)

1. Section 125.1 of the Income Tax Act provides for the taxation of corporations at a reduced rate on their "Canadian manufacturing and processing profits" for 1973 and subsequent taxation years. Many comments in this bulletin concerning the reduced rate of corporate tax will also apply to the accelerated write-off of manufacturing machinery and equipment under class 29 of Schedule B of the Regulations. Thus this bulletin should be read in conjunction with the Interpretation Bulletin entitled "Capital Cost Allowances - Accelerated Write-Off of Manufacturing and Processing Machinery and Equipment".

2. Various matters concerning the reduced rate of tax are discussed under the following headings:

	paragrap
 Meaning of "Manufacturing or Processing" 	5, 6
 Excluded Activities Construction Farming Fishing 	8, 9 10 11
- Adjusted Business Income	12, 13
- Small Manufacturers	14
- Other Corporations	15
- Cost of Labour	16 to 18
- Cost of Capital	19 to 23
- Qualified Activities	24 to 26
 Cost of Manufacturing and Processing Labour 	27 to 29
Cost of Manufacturing and Processing Capital	30
 Particular Industries Restaurants and "Take-Out" Stores Printing and Publishing Films and Videotapes 	32 33 34
Shipbuilding Computer Services	35 36

OBJET: LOI DE L'IMPOT SUR LE REVENU

Bénéfices de fabrication et de transformationnau

Canada — Taux réduit de l'impôt sur les corporations

No DE SÉRIE: IT 145

DATE: le 5 février 1974

RENVOI: Atticle DE A (et Partie LII des Règlements)

1. L'article 123 de la Loi de l'impôt sur le revenu stipule qu'en 1973 et au cours de années d'imposition qui suivront, les corporations seront imposées à un taux réduit sur leurs "bénéfices de fabrication et de transformation au Canada". Plusieurs des remarques figurant dans le présent bulletin concernant le taux réduit de l'impôt sur les corporations s'appliqueront également à l'amortissement accéléré de l'outillage et du matériel de fabrication entrant dans la catégorie 29 de l'Annexe B des Règlements. Il importe donc que ce bulletin soit lu conjointement avec le Bulletin d'interprétation intitulé "Déduction pour amortissement — Amortissement accéléré de l'outillage et du matériel de fabrication et de transformation".

2. Plusieurs aspects du taux d'imposition réduit sont abordés sous les titres suivants:

	paragraphe
 Signification de l'expression "fabrication ou transformation" 	5,6
- Activités exclues	
Construction	8, 9
Exploitation agricole	10
Pêche	11
- Revenu rajusté tiré d'une entreprise	12, 13
- Petits fabricants	14
- Autres corporations	15
- Coût en main-d'oeuvre	16 à 18
— Coût en immobilisations	19 à 23
- Activités admissibles	24 à 26
- Coût en main-d'oeuvre de fabrication et	
de transformation	27 à 29
- Coût en immobilisations de fabrication	
et de transformation	30
- Industries particulières	
Restaurants et débits d'aliments "à emporter"	32
Impression et publication	33
Films et bandes magnétoscopiques	34
Construction navale	35
Services informatiques	36

- 3. There are two methods for calculating a corporation's Canadian manufacturing and processing profits. A simplified method is available to a small manufacturer provided that the corporation meets the qualifications in Regulation 5201 (see paragraph 14 below). For other corporations, a basic labour and capital formula is used to determine their Canadian manufacturing and processing profits (see paragraph 15).
- 4. The reduced rate of corporate tax is applicable only to the income of a corporation arising from the manufacturing or processing in Canada of goods for sale or lease. The manufacturer or processor of the goods need not necessarily be the vendor of the goods. However, the reduced rate is not applicable to income arising from service or repair activities carried out on goods which are not for sale or lease. In addition, the 10 per cent de minimis test in subparagraph 125.1(3)(b)(x) restricts the incentive to those corporations deriving 10 per cent or more of their gross revenue from the sale or lease of goods manufactured or processed in Canada.

Meaning of "Manufacturing or Processing"

- 5. The term "manufacturing or processing" is not defined in section 125.1 except for the stipulation that it does not include farming, fishing, logging, construction, certain resource activities set out in subparagraphs 125.1(3)(b)(iv) to (ix) and activities where the 10 per cent de minimis rule in subparagraph 125.(3)(b)(x) is not met. Consequently, the ordinary and everyday meaning of the term must be looked to for a definition. The terms "manufacture" and "process" do not lend themselves to any simple all-inclusive definition or explanation. It may be said, however, that the manufacture of goods normally involves the creation of something (e.g., making or assembling machines, clothing, soup) or the shaping, stamping or forming of an object out of something (e.g., making steel rails, wire nails, rubber balls, wood moulding). On the other hand, processing of goods usually refers to a technique of preparation, handling or other activity designed to effect a physical or chemical change in an article or substance, other than natural growth. Examples of such activities are galvanizing iron, creosoting fence posts, dyeing cloth, dehydrating foods and homogenizing and pasteurizing dairy products.
- 6. The Department views packaging and wrapping activities as processing provided that they are carried on in conjunction with other manufacturing or processing activities. As well, the activities of breaking bulk and repackaging are generally considered to be processing.

- 3. Il existe deux méthodes pour calculer les bénéfices de fabrication et de transformation, au Canada, d'une corporation. Le petit fabricant peut utiliser la méthode simplifiée, à condition que sa corporation réponde aux exigences énoncées au Règlement 5201 (voir le paragraphe 14 ci-dessous). Pour déterminer les bénéfices de fabrication et de transformation des autres corporations, on utilise une formule de base tenant compte des immobilisations et de la main-d'ot vre (voir le paragraphe 15).
- 4. Le taux réduit de l'impôt sur les corporations n'est applicable qu'aux revenus d'une corporation provenant de la fabrication ou de la transformation au Canada de marchandises destinées à la vente ou à la location. Ce n'est pas nécessaire que la corporation qui fabrique et transforme la marchandise soit le vendeur de la marchandise. Les industries des services ou celles qui effectuent des réparations, qui ne vendent ni ne louent pas de marchandises, ne peuvent donc se prévaloir de cet avantage fiscal. En outre, le minimum de 10 pourcent mentionné au sous-alinéa 125.1(3)b)(x) limite l'octroi de cet avantage fiscal aux seules corporations qui retirent 10 pourcent ou plus de leur revenu brut de la vente ou de la location de marchandises fabriquées ou transformées au Canada.

Signification de l'expression "Fabrication ou transformation"

- 5. L'expression "Fabrication ou transformation" n'est pas définie au paragraphe 125.1, si ce n'est qu'on y stipule que sont exclue des dispositions de la Loi l'exploitation agricole, la pêche, l'exploitation forestière, la construction, certaines activités afférentes à l'exploitation des ressources naturelles énoncées aux sous-alinéas 125.1(3)b) (iv) à (ix), ainsi que les activités qui ne répondent pas au minimum des 10 pourcent mentionné au sous-alinéa 125.1(3)b)(x). Il importe donc d'essayer de définir ces termes dans leur acception quotidienne. "Fabriquer" et "transformer" ne se prêtent pas à une définition simple, d'application générale. Toutefois, on peut dire que la fabrication de biens ou marchandise implique ordinairement la création de quelque chose (par exemple, faire ou assembler une machine, confectionner des vêtements. préparer du potage) ou le façonnage, à partir de quelque chose. d'un objet (exemple: fabrication de rails métalliques, de clous, de balles de caoutchouc, de moulures en bois). En revanche, on entend généralement par transformation d'une marchandise, la technique de préparation, de manipulation ou toute autre activité destinée à produire une transformation physique ou chimique dans un article ou dans une substance, autre que la transformation résultant du processus de croissance naturelle. A titre d'exemples, citons le processus de galvanisation du fer, le traitement des barrières au créosote, la teinture des tissus, la déshydratation des aliments et l'homogénéisation et la pasteurisation des produits laitiers.
- 6. Le Ministère considère les activités se rapportant à l'emballage comme des activités de transformation, à condition qu'elles se fassent parallèlement à d'autres activités de fabrication ou de transformation. De même, les activités consistant à fractionner des marchandises en vrac et à les réemballer ensuite sont en général considérées comme des activités de transformation.

3

Excluded Activities

7. The Department's views on some of the activities specifically excluded by paragraph 125.1(3)(b) are as follows.

Construction

- 8. The basic criterion for determining whether or not a company is engaged in construction is the location of the activities. The term "construction" refers to those activities normally associated with the on-site construction and erection of buildings, roads, bridges, etc., which are intended to be permanently affixed to the land on which they are built. The term does not apply to the manufacture of building products and structures which are transported from the place of manufacture to the place where they are intended to be permanently affixed. Thus, where a corporation manufactures products such as ready-mix concrete, asphalt, structural and reinforcing steel, precast concrete sections and blocks, curtain walls and duct work at its plant location, such activities are not considered to be construction. The term also does not apply to the off-site manufacture of prefabricated components for buildings, such as roof trusses, room modules, wall components, windows and doors, stairs and cabinets, which are subsequently transported to the construction site for installation. Where a corporation enters into a supply and erect contract, the off-site manufacturing of building products is not considered to be construction, whereas the activities of erecting and installing these products in place at the construction site are considered to be construction.
- 9. Where a building product such as ready-mix concrete or asphalt is manufactured or processed off site and then is installed at the place of construction by the same corporation, some concern may exist that there is no sale of the concrète or asphalt. In these and similar circumstances, the product is considered to be sold at the time the completed structure is sold and therefore such activities will qualify.

Farming

10. Farming refers to the various activities of a person who is engaged in the business of earning income from the tillage of soil, the raising or exhibiting of livestock, the maintenance of horses for racing, the raising of poultry, the keeping of bees, fur farming, dairy farming and fruit growing. A farmer or a farming corporation may carry on certain activities which, if carried on by another person, would be considered to be the processing of farm products rather than farming. Some examples are: aging of cheese, plucking of chickens, cleaning, polishing and treating of beans, and cleaning,

Activités exclues

7. Voici l'opinion du Ministère sur certaines des activités exclues en vertu de l'alinéa 125.1(3)b):

Construction

- 8. Le critère de base servant à déterminer si une corporation effectue ou non des travaux de construction est l'endroit où s'effectuent lesdites activités. Le terme "construction" s'applique aux activités normalement liées à la construction et à l'érection sur les lieux de bâtiments, de routes, de ponts, etc.. qui sont destinés à être fixés de manière permanente au sol sur lequel ils sont construits. Le terme ne s'applique pas à la fabrication de matériaux et de structures de construction qui sont transportés de l'endroit où ils sont fabriqués à l'endroit où ils sont destinés à être fixés en permanence. Ne sont donc pas considérées comme des activités du domaine de la construction celles auxquelles se livre une corporation qui fabrique dans ses usines des produits tels que du béton préparé, de l'asphalte, de l'acier de charpente et de l'acier d'armature, des éléments et des blocs de béton prêts à être posés, des murs-rideau et des tuyaux de conduite. Le terme ne s'applique pas davantage à la fabrication hors des lieux d'érection des éléments préfabriqués entrant dans la construction de bâtiments, tels que les fermes de toit, les modules de chambres, les éléments de murs, les portes et les fenêtres, les escaliers et les armoires, qui sont transportés ultérieurement sur les lieux de construction pour y être installés. Lorsqu'une corporation signe un contrat de fourniture et d'érection, la fabrication des matériaux de construction hors des lieux d'érection n'est pas considérée comme une activité de construction, tandis que l'érection proprement dite et l'installation desdits matériaux au lieu de construction sont considérées comme des activités relevant de la construction.
- 9. Lorsqu'un matériau ou produit de construction, tel que le béton ou l'asphalte préparés, est fabriqué ou transformé ailleurs que sur les lieux de construction, et est ensuite posé par la même corporation sur les lieux de construction, une difficulté peut sembler surgir du fait qu'il n'y a pas eu de vente du béton ou de l'asphalte en question. Dans un tel cas ou un cas semblable, on considère que le produit a été vendu au moment où l'édifice terminé est lui-même vendu et par conséquent les activités en question seront admissibles.

Exploitation agricole

10. Par exploitation agricole, on entend les activités auxquelles se livre une personne qui tire des revenus commerciaux de la culture du sol, de l'élevage du bétail pour la vente ou pour les concours agricoles, de l'entretien de chevaux de course, de l'élevage de la volaille, de l'apiculture ou de l'élevage des animaux à fourrure, de la production de produits laitiers et de la culture des arbres fruitiers. Un cultivateur ou une corporation qui se livre à une entreprise agricole peut exercer certaines activités qui, si elles étaient exercées par une autre personne, seraient considérées comme se rapportant à la transformation de produits agricoles plutôt qu'à l'exploitation

sorting, grading and spraying of eggs. Where a farmer separates his activities into two distinct businesses, one being farming and the other processing of farm products, the Department will not regard the processing activities as constituting farming provided that there is a clear delineation of the income from each business and that the income from the processing business is properly calculated and is not eligible for any of the special sections in the Act dealing with income from a farming business, such as the cash method of computing income contained in section 28.

Fishing

11. Fishing includes fishing for or catching of shell fish, crustaceans and marine animals and any incidental activities of a fisherman carried out on board the fishing vessel. Once the fish are caught and transported to a fish-processing plant or cannery, any activities carried out to prepare the fish for market, such as filleting, shelling, icing, canning, freezing, smoking, salting, cooking and pickling, are considered to be processing activities. Generally, most of these processing activities will be carried out on shore and thus a fisherman will not ordinarily be engaged in processing activities. However, where substantial processing activities are carried out on board a vessel, the Department will not regard the processing activities as constituting fishing provided that there is a clear delineation of the income from fishing and fish processing.

Adjusted Business Income

- 12. The term "adjusted business income", as defined in Regulation 5202, is the excess of a corporation's income from active businesses carried on in Canada over its losses from similar businesses. The definition includes the corporation's share of active business income from a partnership but does not include income from an active business carried on outside Canada. In addition, Regulation 5203(1) provides that adjusted business income is reduced by net resource income which in general terms is equivalent to income on which depletion allowance is permitted under section 65 of the Act plus any income from the sale of resource properties.
- 13. Most of the problems related to the calculation of adjusted business income revolve around what constitutes active business income. Interpretation Bulletins No. IT-72R and 73R set out the guidelines for determining what constitutes active business income.

agricole proprement dite. Citons à titre d'exemples: le vieillissement du fromage, le plumage des poulets, le lavage, le polissage et la préparation des haricots, ainsi que le lavage, le classement, le triage et la vaporisation des oeufs. Lorsqu'un cultivateur répartit ses activités entre deux commerces distincts. l'un se rapportant à la culture et à l'élevage proprements dits et l'autre à la transformation des produits de la ferme, le Ministère ne considérera pas les activités se rapportant au traitement des produits comme constituant des activités afférentes à une entreprise agricole, pourvu qu'il existe une nette démarcation entre les revenus tirés de chaque commerce et que le revenu du commerce consistant à traiter les produits soit convenablement calculé et ne bénéficie pas des dispositions particulières de la Loi qui se rapportent aux revenus d'une entreprise agricole, comme par exemple le calcul du revenu suivant la méthode de caisse, dont il est question à l'article 28.

Pêche

11. Les activités se rapportant à la pêche comprennent la pêche ou la prise de coquillages, de crustacés et d'animaux marins, ainsi que toutes les activités connexes auxquelles un pêcheur se livre à bord du navire de pêche. Une fois que le poisson est pris et transporté dans une usine de transformation du poisson ou dans une conserverie, les activités consistant à préparer le poisson en vue de sa mise sur le marché, telles que le découpage des filets, l'épluchage ou l'enlèvement des coquilles, la congélation, la mise en conserve, la surgélation, le fumage, la saumure, la cuisson et le marinage, sont considérées comme des activités de transformation. En général, la plupart des activités de transformation s'effectuent à terre et le pêcheur ne s'y livre généralement pas lui-même. Cependant, lorsque des activités de transformation s'effectuent pour une bonne part à bord d'un navire, le Ministère ne considérera pas lesdites activités de transformation comme relevant de la pêche proprement dite, à condition qu'il existe une nette démarcation entre les revenus tirés de la pêche et ceux qui proviennent des activités de transformation.

Revenu rajusté tiré d'une entreprise

- 12. L'expression "revenu rajusté tiré d'une entreprise", définie à l'article 5202 des Règlements, est le montant du revenu d'une corporation tiré d'entreprises exploitées activement au Canada qui est en sus des pertes que cette corporation a subies dans l'exploitation d'entreprises analogues. Cette définition inclut la part de revenus de la corporation tirée d'une société exploitée activement, mais n'inclut pas le revenu d'une entreprise exploitée activement hors du Canada. En outre, le Règlement 5203(1) stipule qu'il faut déduire du revenu rajusté tiré d'une entreprise le revenu net relatif à des ressources qui, de façon générale, équivaut au revenu auquel il est permis, aux termes de l'article 65 de la Loi, d'appliquer une déduction pour épuisement, plus tout revenu tiré de la vente d'avoirs miniers.
- 13. Les difficultés que présente le calcul du revenu rajusté tiré d'une entreprise proviennent en grande partie de la conception que l'on se fait du revenu d'une entreprise exploitée activement. Les Bulletins d'interprétation IT-72R et 73R renferment des principes directeurs sur la manière de déterminer ce

5

Although these bulletins were issued for purposes of the small business deduction, the comments in them are equally applicable to section 125.1 of the Act.

Small Manufacturers

- 14. Regulation 5201 provides that a corporation will receive the reduced rate of tax on all of its adjusted business income if, in any particular taxation year, it meets all of the following tests:
 - (a) Its activities are primarily manufacturing or processing in Canada of goods for sale or lease.
 - (b) Its income and that of any associated corporations do not exceed \$50,000.
 - (c) It is not engaged in any activities such as farming, fishing, logging, construction or specified resource activities.
 - (d) It is not engaged in a foreign active business.

The Department's view is that the term "primarily" as used in Regulation 5201(a) means "principally" or "chiefly". Since the activities of a corporation are generally carried on by its employees, the Department will look at their activities to determine whether they are principally or chiefly manufacturing or processing or something else. In some industries, the use of the company's assets in manufacturing and processing activities may also be considered where the use of labour does not accurately reflect the principal activities of the corporation.

Other Corporations

15. Where a corporation does not qualify under the small manufacturers' rule, it must look at the definitions contained in Regulation 5202 and determine the amounts needed for the formula contained in Regulation 5200. This formula provides that the corporation's Canadian manufacturing and processing profits are equal to its adjusted business income multiplied by a fraction equal to the sum of the corporation's labour and capital which is used in manufacturing or processing over the sum of the corporation's total labour and total capital. Many corporations may have difficulty in determining the amounts required under Regulation 5202. Where a corporation can readily obtain information which is reasonably similar to that required in Regulation 5202, it will be acceptable for purposes of the formula, provided, of course, that no significant distortion of the formula results. Some acceptable alternatives are outlined below.

qui constitue un revenu provenant d'une entreprise exploitée activement. Bien que ces bulletins visent la déduction accordée aux petites entreprises, les remarques qui y figurent intéressent aussi l'article 125.1 de la Loi.

Petits fabricants

- 14. Le Règlement 5201 stipule qu'une corporation aura droit au taux d'imposition réduit pour tous ses revenus rajustés tirés d'une entreprise si, dans une année d'imposition donnée, elle répond aux conditions suivantes:
 - a) Ses activités consistent principalement dans la fabrication ou la transformation au Canada de marchandises en vue de leur vente ou de leur location.
 - b) Son revenu et celui de toute autre corporation à laquelle elle pourrait être associée ne dépasse pas \$50,000.
 - c) Elle ne se livre à aucune des activités suivantes: exploitation agricole, pêche, exploitation forestière, construction ou à toutes autres activités spécifiées relatives à l'exploitation de ressources naturelles.
 - d) Elle n'exploite pas activement une entreprise à l'étranger.

L'opinion du Ministère est que le terme "principalement" utilisé dans le Règlement 5201a) doit être entendu au sens de "en majeure partie". Les activités d'une corporation étant en général exercées par ses employés, le Ministère prendra en considération les activités de ces derniers pour déterminer si la corporation se consacre principalement, c'est-à-dire en majeure partie, à des activités de fabrication ou de transformation ou à des activités différentes. Dans certaines industries, lorsque les besognes auxquelles se livre la main-d'oeuvre ne donnent pas une image exacte des activités principales de la corporation, on peut également tenir compte de la mesure dans laquelle les biens de la corporation sont utilisés pour la fabrication ou la transformation.

Autres corporations

15. Si une corporation ne répond pas aux conditions requises pour bénéficier de la règle concernant les petits fabricants, elle doit examiner les définitions du Règlement 5202 et déterminer les montants requis aux fins de la formule énoncée au Règlement 5200. D'après cette formule, les "bénéfices de fabrication et de transformation au Canada" d'une corporation sont égaux au revenu rajusté qu'elle tire d'une entreprise, multiplié par une fraction égale à la somme de la maind'oeuvre et des immobilisations utilisées dans la fabrication et dans la transformation, par rapport à la somme de la main-d'oeuvre globale et des immobilisations globales. Nombre de corporations pourront éprouver des difficultés lorsqu'il s'agira de déterminer les montants exigés par l'article 5202 des Règlements. Si une corporation est en mesure de trouver rapidement des chiffres qui répondent avec assez de rigueur aux exigences de l'article 5202 des Règlements, ces chiffres seront considérés comme acceptables aux fins de la formule, à condition, bien entendu, que leur emploi ne cause pas une déformation trop importante de celle-ci. On trouvera exposées ci-après d'autres méthodes acceptables.

16. Interpretation of "Normally". In addition to salaries and wages paid to a corporation's employees, amounts paid to third parties for services which would normally be performed by the corporation's own employees form part of the cost of labour. The term "normally" means "commonly", "usually", or "under normal or ordinary conditions'". It would apply in cases where a corporation usually performs certain services or functions itself but for some reason, such as lack of capacity, short-run economic conditions, labour problems, or machinery breakdowns, has sublet all or part of the work to third parties. Those corporations operating in more than one province will already have experience in calculating these amounts for purposes of allocating income to various provinces under Regulation 402(7).

17. Method for Determining Cost of Labour. Perhaps the most significant problem a corporation will face in calculating its manufacturing and processing profits is how to determine its cost of labour. The simplest method generally will be an analysis of the T-4 slips. This will be particularly suitable for a corporation with a taxation year ending on December 31, and will also be acceptable for many corporations whose taxation years do not end on December 31, provided that the total of wages and salaries as shown by the T-4 slips approximates the total of wages and salaries per the general ledger for the fiscal year. For a corporation with a cost accounting system, an analysis of salaries and wages by cost centre may be more practical. It may happen that the figures most readily available for calculating cost of labour include certain amounts (such as fringe benefits) which do not form part of salaries and wages on a strict interpretation of the term. Where these amounts are insignificant in relation to the total salaries and wages of the corporation, the Department will not insist on their removal from the total.

18. Double Counting Problem. A problem will occur in a group of associated corporations where one corporation acts as a "paymaster" for the others. To mitigate the double counting effect that will occur when two associated corporations include the same wages in their cost of labour, the Department will allow the company paying the salaries and wages to treat these amounts as net of amounts received or receivable from associated corporations in respect of these expenses, provided that this is done for both qualified and nonqualified activities carried on by the employees.

Cost of Capital

19. Pre-1949 Assets. Subsection 144(1) of the pre-1972 Act deems the capital cost of assets acquired prior to the 1949 taxation year of a corporation to be the undepreciated capital cost of those assets at the beginning of that year. However, this section is only applicable for

Coût en main-d'oeuvre

16. Interprétation de "normalement". En dehors des traitements et salaires versés aux employés d'une corporation, font partie du coût en main-d'oeuvre les montants versés à des tiers à titre de rémunération de services qui normalement seraient exécutés par les employés de ladite corporation. Par "normalement", il faut entendre "habituellement", "ordinairement" ou "dans des conditions normales ou ordinaires". Ce serait le cas, par exemple, d'une corporation qui exécute habituellement elle-même certains services ou certaines fonctions, mais qui, pour une raison quelconque (capacité diminuée, conditions économiques à court terme, problèmes de main-d'oeuvre, panne de machines) a sous-traité tout ou partie d'un travail à des tiers. Les corporations qui font affaire dans plusieurs provinces sauront déjà par expérience comment calculer les montants en question aux termes du Règlement 402(7) pour répartir leur revenu entre les diverses provinces en question.

17. Méthode de recherche du coût en main-d'oeuvre. Le problème le plus épineux rencontré par une corporation qui calcule ses bénéfices de fabrication et de transformation consiste peut-être à déterminer le coût en main-d'oeuvre. La méthode la plus simple sera, en général, l'analyse des feuillets T4. Cette méthode conviendra particulièrement dans le cas d'une corporation dont l'année d'imposition se termine le 31 décembre, mais elle sera aussi acceptable pour bon nombre de corporations dont l'année d'imposition ne se termine pas le 31 décembre, à condition que le total des traitements et salaires figurant sur les feuillets T4 soit à peu près égal au total des traitements et salaires figurant dans le grand livre général pour l'exercice financier. Lorsqu'il s'agit d'une corporation qui tient une comptabilité industrielle, il sera parfois plus pratique d'analyser les traitements et salaires par section homogène. Il peut arriver que les chiffres les plus facilement disponibles pour établir le coût en main-d'oeuvre comprennent certains montants (par exemple les avantages sociaux) qui ne font pas strictement partie des traitements et salaires. Si ces montants sont insignifiants par rapport au total des traitements et salaires de la corporation, le Ministère n'exigera pas qu'on les déduise du total.

18. Problème relatif à la double comptabilisation. C'est un problème qui peut se présenter dans un groupe de corporations associées lorsqu'une de celles-ci agit en qualité de "trésorier" ou "payeur" pour les autres. Pour minimiser l'effet de double comptabilisation qui se rencontre lorsque deux corporations associées inscrivent les mêmes salaires dans leur coût en main-d'oeuvre, le Ministère autorisera la corporation qui verse les traitements et salaires à considérer ces montants comme étant nets des montants reçus ou recevables des corporations associées pour lesdites dépenses, à condition qu'il en soit ainsi tant en ce qui concerne les activités "admissibles" que les activités "non admissibles" des employés.

Coût en immobilisations

19. Biens antérieurs à 1949. En vertu du paragraphe 144(1) de la Loi antérieure à 1972, le coût en immobilisations des actifs acquis avant l'année d'imposition 1949 d'une corporation est réputé être le coût en immobilisations non amorti desdits biens au commencement de l'année en question. Cependant, comme

purposes of section 20 and regulations made under paragraph 11(1)(a) of the pre-1972 Act and thus does not apply to section 125.1 of the present Act. Since most corporations will have their 1949 deemed capital cost figures readily available, the Department will accept these figures as being the gross cost of such assets provided that these figures are used for all assets owned prior to 1949. A corporation may use the original cost of all such assets, if it wishes.

- 20. Assets Written Off. In many cases, the Act permits that assets may be written off to expense and thus no record may be available of those assets still on hand. The best example of this is class 12 assets which include, among other things, tools and small instruments costing less than \$100, dies and patterns. Where the value of these assets still in use is not significant in relation to other assets of the corporation, the Department will not require their inclusion in the cost of capital.
- 21. Rented Property. The amount to be included as the rental cost of property is the amount required to be paid under the lease or rental agreement regardless of whether the agreement is on a "net" or "gross" basis. Where the property rented includes land and buildings there is no basis for excluding the rental cost of the land from the cost of capital. However, if, in fact, the land and the buildings are separate rented properties, then the land rent would not be included in the formula.
- 22. Telephone and Telegraph Rentals. Since an accurate allocation of rental charges for the use of telecommunication equipment is impossible, the Department will not require their inclusion in calculating cost of capital.
- 23. Double Counting Problem. A double counting problem occurs in a group of associated corporations where a charge is made by one corporation in the group to another corporation for the use of a building which it owns or rents. For example, if Corporation A pays \$100,000 rent for an office building and charges Corporation B (a related corporation) \$75,000 for the use of 3/4 of that building, the \$75,000 rental charge appears in the denominator of the fraction in the formula of both corporations and, in effect, is counted twice to the detriment of the group of corporations as a whole. To alleviate this inequity, the Department will allow rents paid for a property to be netted with rents received or receivable from related corporations for the use of that property. If the corporation receiving such rents owns the building, it may exclude the portion of the capital cost of the building that relates to the area rented to related corporations from its cost of capital calculation.

Qualified Activities

24. The definition of "qualified activities" in Regulation 5202 is relevant for purposes of determining what

ce paragraphe n'est opérant qu'aux seules fins de l'article 20 et des règlements édictés en vertu du paragraphe 11(1)a) de la Loi antérieure à 1972, il ne s'applique pas à l'article 125.1 de la Loi actuelle. La plupart des corporations pouvant obtenir aisément les chiffres relatifs à leur coût en immobilisations réputé de 1949, le Ministère acceptera de considérer ces chiffres comme étant le coût brut des biens en question, à condition que lesdits chiffres soient utilisés pour tous les biens possédés avant 1949. Une corporation peut, si elle le veut, utiliser le coût initial de tous ces biens.

- 20. Biens amortis. Dans bon nombre de cas, la Loi permet d'amortir les biens en les imputant aux "dépenses" et il se peut donc qu'il n'y ait plus trace dans les écritures de ces biens qu'on a toujours en main. Le meilleur exemple concerne les biens de la catégorie 12 qui, entre autres, comprennent les outils et les petits instruments coûtant moins de \$100, les matrices et les gabarits. Si la valeur de ces biens encore utilisés n'est pas importante par rapport aux autres biens de la corporation, le Ministère n'exigera pas qu'ils soient inclus dans le coût en immobilisations.
- 21. Biens loues. Le montant à inclure comme coût de la location d'un bien est le montant à payer conformément au bail ou à l'accord de location, que ce montant soit "net" ou "brut". Lorsque le bien loué comprend un terrain et des bâtiments, le coût de location du terrain ne peut être déduit du coût en immobilisations. Toutefois, si le terrain et les bâtiments sont des biens loués séparément, le prix de location du terrain ne devra pas entrer dans la formule.
- 22. Location d'installations téléphoniques et télégraphiques. Comme il serait pratiquement impossible d'avancer un chiffre exact représentant les frais de location afférents à l'équipement de télécommunications, le Ministère n'exigera pas que ce coût soit inclus dans le calcul du coût en immobilisations.
- 23. Problème relatif à une double comptabilisation. Il y a un problème de double comptabilisation dans le cas d'un groupe de corporations associées, lorsqu'une corporation du groupe fait payer à une autre corporation l'utilisation d'un bâtiment dont elle est propriétaire ou qu'elle loue. Si, par exemple, la corporation A paie \$100,000 de loyer pour un immeuble à bureaux et demande à la corporation B (corporation associée) \$75,000 pour l'usage des 3/4 de l'immeuble, la somme de \$75,000 en frais de location figure au dénominateur de la fraction dans la formule des deux corporations et, en réalité, elle est comptée deux fois, au détriment de l'ensemble des corporations. Pour remédier à cette injustice, le Ministère permettra de soustraire du montant payé pour la location d'un immeuble les loyers reçus ou à recevoir des corporations associées pour l'usage dudit immeuble. Si la corporation qui reçoit de tels loyers est propriétaire de l'immeuble, elle pourra, dans le calcul de son coût en immobilisations, exclure la partie du coût en immobilisations de l'immeuble se rapportant à la surface louée aux corporations associées.

Activités admissibles

24. La définition d'"activités admissibles" que donne le Règlement 5202 est celle qui convient lorsqu'il s'agit de

amount of a corporation's labour and capital is considered to be manufacturing and processing labour and capital. In addition to those activities which are manufacturing or processing within the ordinary meaning of the term, the regulation specifies several activities which are considered to be either qualified or nonqualified.

25. Line Supervision vs. Administration. The terms "line supervision" (a qualified activity and "administration" (a nonqualified activity) may be confusing. The Department views "administration" as being the function of determining corporate policy and co-ordinating various activities (production, selling, etc.) of the corporation at the management level. "Line supervision", on the other hand, refers to the line of authority for supervision of the manufacturing or processing activities of a corporation to the point where the activities of the supervisor can be said to be administrative. Since job titles and responsibilities vary considerably from industry to industry, identifying particular positions considered to be administrative is not possible. However, the persons who form part of the vertical line of supervision of the manufacturing and processing activities of a corporation, except those involved with the determination of corporate policy or the co-ordination of the production facilities, may be said to qualify. In most cases, the dividing line will occur at, or somewhere near, the plant manager.

26. Data Processing. One of the nonqualified activities is data processing. This term is intended to exclude accounting activities which are merely ancillary to a manufacturing operation. However, where a computer is used as an integral part of a manufacturing process or other qualified activity, that portion of the cost of the computer that reflects the extent to which the computer is used directly in the qualified activity is includible in the cost of manufacturing and processing capital. Similarly, the portion of time the computer staff spends directly engaged in qualified activities is includible in manufacturing and processing labour. An example of a direct application of a computer to a manufacturing operation is where the computer controls and directs the manufacturing and processing equipment. The compilation of cost records, payrolls, etc., by a computer is not considered to be a qualified activity.

Cost of Manufacturing and Processing Labour

27. The cost of manufacturing and processing labour includes salaries and wages paid to employees for the portion of their time that they were directly engaged in qualified manufacturing and processing activities and the portion of payments to third parties included in the cost of labour for services directly related to qualified activities.

déterminer quelle fraction de la main-d'oeuvre et des immobilisations d'une corporation est considérée comme de la main-d'oeuvre et des immobilisations de fabrication et de transformation. Outre les activités qui, au sens ordinaire du terme, sont des activités afférentes à la fabrication et à la transformation, le règlement mentionne plusieurs autres activités qui sont considérées comme "admissibles".

25. Surveillance axiale par rapport à administration. Les termes "surveillance axiale" (activité admissible) et "administration" (activité non admissible) peuvent être sources de confusion. Le Ministère considère les fonctions "d'administration" comme étant celles qui consistent à déterminer la politique de la corporation et à coordonner les diverses activités de celle-ci (production, vente, etc.) au niveau de la direction. Par ailleurs, la "surveillance axiale" doit s'entendre de l'autorité hiérarchique exercée à l'égard des activités de fabrication et de transformation d'une corporation, en autant que les fonctions de surveillant puissent être considérées comme avant un caractère administratif. Les titres des postes remplis et les responsabilités assumées variant dans une large mesure d'une industrie à l'autre, il n'est pas possible d'établir quels sont ceux de ces postes qui sont véritablement "administratif". On peut toutefois dire que les personnes qui font partie de la hiérarchie de surveillance des activités de fabrication et de transformation d'une corporation, à l'exception de celles qui s'occupent de l'élaboration de la politique de la corporation ou de la coordination des installations de production, sont admissibles. Dans la plupart des cas, la ligne de démarcation se situera au niveau, ou sensiblement au niveau, du gérant d'usine.

26. Traitement des données. Le traitement des données est au nombre des activités non admissibles. Cette expression n'est pas censée englober les travaux de comptabilité qui ne sont qu'accessoires à la fabrication. Toutefois, si on utilise un ordinateur qui fait partie intégrante d'un processus de fabrication ou d'une autre activité admissible, la partie du coût de l'ordinateur correspondant à la mesure dans laquelle l'ordinateur en question est utilisé directement pour l'activité admissible peut être incluse dans le coût en immobilisation de fabrication et de transformation. De même, le temps que le personnel affecté au fonctionnement de l'ordinateur consacre directement à des activités admissibles peut être inclus dans le coût en main-d'oeuvre de fabrication et de transformation. Le cas d'un ordinateur qui surveille et dirige le matériel de fabrication et de transformation est un exemple d'application directe d'un ordinateur au processus de fabrication et de transformation. La préparation des feuilles de coût, de la liste de paie, etc., par ordinateur, n'est pas considérée comme une activité admissible.

Coût en main-d'oeuvre de fabrication et de transformation

27. Le coût en main-d'oeuvre de fabrication et de transformation comprend les traitements et salaires payés aux employés pour la partie de leur temps pendant laquelle ils ont exercé directement des activités de fabrication et de transformation admissibles et la partie des paiements versés à des tiers qui est incluse dans le coût en main-d'oeuvre pour des services directement liés à des activités admissibles.

- 28. Many employees may spend relatively minor amounts of their time in activities other than their primary activity. To alleviate the task of making numerous allocations and calculations in determining the cost of manufacturing and processing labour, the Department will accept the administrative practice of allocating all of an employee's time to his primary activity where it is reasonable to assume that more than 75 per cent of that employee's time is spent in his primary activity. Of course, where this practice is followed, it must be applied whether or not the primary activity is manufacturing or processing. Similarly, a 50-50 split of an employee's time is acceptable where it is reasonable to assume that between 50 and 75 per cent of his time is spent in his primary activity.
- 29. Most persons in a department or division who are carrying on a qualified activity (engineering design, quality control, etc.) are considered to be directly engaged in qualified activities. However, clerical and administrative staff within that department or division (such as stenographers, typists, secretaries and accounting personnel) are not considered to be directly engaged in qualified activities.

Cost of Manufacturing and Processing Capital

30. The cost of manufacturing and processing capital is that portion of the cost of capital which reflects the extent to which each asset is used directly in qualified activities. The term "used directly" refers to those assets which are an integral and essential part of the particular qualified activity being carried on. In all cases, the nature of the activity with which an asset is connected, and not the nature of the asset, should be examined to determine its use. In the case of a building which houses both plant equipment and administrative offices, an apportionment of cost is necessary. Generally, office furniture and equipment is not considered to be used directly in qualified activities unless the particular item of equipment is used solely by a person engaged in a qualified activity.

Particular Industries

31. A few industries may have difficulty in determining the point at which manufacturing or processing begins and ends. The Department's views concerning the delineation of qualified and nonqualified activities in some of these industries are as follows.

Restaurants and "Take-Out" Stores

32. Generally, the primary activities of a restaurant are those of providing service to its patrons. Such services include the waiting upon tables, clearing, washing and drying of cutlery and dishes, cashier services and in some cases the provision of entertainment. However, the activities of preparing meals for consumption constitute processing and thus some part of a restaurant's income may be eligible for the reduced rate of corporate tax. In

28. Un grand nombre d'employés consacrent une fraction relativement minime de leur temps à des activités étrangères à leur activité principale. Pour éliminer les nombreux calculs nécessaires à la détermination du coût en main-d'oeuvre de fabrication et de transformation afférent à chaque activité, le Ministère acceptera la pratique administrative de considérer que l'employé a consacré tout son temps à l'exercice de son activité principale, si l'on est fondé de croire que plus de 75 pourcent du temps de cet employé a été consacré à l'exercice de l'activité principale en question. Evidemment, si l'on adopte cette pratique, celle-ci doit être appliquée, que l'activité principale soit ou non afférente à la fabrication ou à la transformation. De même, on jugera acceptable de diviser en deux le temps de l'employé, si l'on est fondé de croire qu'une partie de son temps variant entre 50 et 75 pourcent est consacrée à l'exercice de son activité principale.

29. Dans un service ou dans une division, la plupart des personnes qui exercent une activité admissible (conception technique, contrôle de la qualité, etc.) sont considérées comme exerçant directement ladite activité. Par contre, le personnel de bureau et le personnel administratif de ce service ou de cette division (sténographes, dactylos, secrétaires, personnel comptable) n'est pas considéré comme s'adonnant directement à une activité admissible.

Coût en immobilisations de fabrication et de transformation

30. Le coût en immobilisations de fabrication et de transformation est la partie du coût en immobilisations qui indique dans quelle mesure chaque bien est affecté directement à des activités admissibles. L'expression "affecté directement" s'applique aux biens qui font partie intégrante de l'activité admissible envisagée et à ce titre sont essentiels à cette activité. Dans tous les cas, c'est la nature de l'activité dans le cadre de laquelle le bien est utilisé et non la nature du bien proprement dit qui doit être examinée pour déterminer son affection. Dans le cas d'un immeuble abritant à la fois des installations d'usine et des bureaux administratifs, la ventilation du coût est nécessaire. En général, le mobilier et le matériel de bureau ne sont pas considérés comme étant affectés directement à des activités admissibles, qu'il ne s'agit d'un article utilisé exclusivement par une personne exerçant une activité admissible.

Industries particulières

31. Il sera parfois difficile, dans le cas de certaines industries, de déterminer où commence et où finit la fabrication ou la transformation. Voici sur quoi se base le Ministère pour définir les activités admissibles et non admissibles de quelques-unes de ces industries.

Restaurants et débits d'aliments "à emporter"

32. Les activités principales d'un restaurant consistent, en général, dans la fourniture de services à ses clients, notamment servir aux tables, desservir, laver et essuyer la vaisselle, tenir la caisse et, dans certains cas, présenter des spectacles. Cependant, l'activité qui consiste à préparer des repas destinés à être consommés est une activité de fabrication et, de ce fait, une partie du revenu d'un restaurant peut bénéficier du taux réduit d'impôt sur les corporations. Dans le cas des débits d'aliments

the case of "take-out" establishments, the primary activities may be the preparation of meals and thus all of the business income of the corporation may qualify for the reduced rate of tax under the small manufacturers' rule.

Printing and Publishing

33. In considering what activities of a printing or publishing firm qualify as manufacturing or processing, it is necessary to determine what tangible goods are manufactured or processed for sale. These "goods" are the newspapers, magazines or books, as the case may be. The activities which qualify as manufacturing or processing activities are those operations carried out to manufacture or process the tangible goods. Thus activities such as typesetting, printing, collating, folding and bundling will qualify, whereas activities carried out before the "goods" come into existence, such as the reporting of news, soliciting of advertisements, preparation of the copy or advertisement and editing, do not qualify.

Films and Videotapes

34. Here again, it is necessary to determine what tangible goods are manufactured or processed. The activities which qualify are those relating to the manufacture or process of the actual film or videotape, such as lighting, camera work, and other related functions essential for the shooting of the film. Also qualifying are activities such as cutting and splicing the exposed film, adding sound and colour effects and reproducing copies from the master film. However, activities relating to the production of the intangible story on the film or videotape, such as writing, preparation of the script, editing of the script, manufacture of screen sets and props and the actual filming (including acting, directing, and any further editing of the script), do not qualify.

Shipbuilding, etc.

35. In the case of shipbuilding, aircraft and similar industries, it is the Department's view that movable objects, irrespective of size, are manufactured. Thus, the building of aircraft and ships is not regarded as construction.

Computer Services

- 36. There are perhaps four different types of businesses carried on in the computer service industry. These are:
 - (a) data preparation services (keypunching, etc.),
 - (b) computer service bureaus (preparation of financial records from keypunched information, etc.,),

"à emporter", les activités principales pourront être la préparation des aliments et, dès lors, tout le revenu commercial de la corporation pourra bénéficier du taux réduit d'imposition suivant la règle applicable aux petits fabricants.

Impression et publication

33. Pour établir quelles sont les activités qu'une entreprise s'occupant de l'impression et de la publication peut considérer comme de la fabrication ou de la transformation, il est nécessaire de déterminer quelles sont les marchandises réelles qui sont fabriquées ou transformées en vue de la vente. Ces "marchandises" seront, suivant le cas, des journaux, des revues ou des livres. Les activités qui peuvent être considérées comme de la fabrication ou de la transformation sont les opérations qui sont effectuées pour fabriquer ou transformer les marchandises réelles. Dans cet ordre d'idées, les activités se rapportant à la composition, à l'impression, au collationnement, au pliage, à la mise en liasses, seront considérées comme des activités admissibles, tandis que les activités qui ont lieu avant que les "marchandises" n'aient pris corps, comme la rédaction des nouvelles, la sollicitation des annonces, la préparation de la copie ou de la publicité et la correction des textes pour l'édition, ne sont pas admissibles.

Films et bandes magnétoscopiques

34. Ici également, il s'agit de déterminer quelles sont les choses matérielles qui sont fabriquées ou transformées. Sont considérées comme admissibles les activités se rapportant à la fabrication ou à la transformation du film ou des bandes magnétoscopiques, par exemple le travail des perchistes, des cadreurs et autres fonctions essentielles au tournage du film. Par ailleurs, le découpage et le montage du film développé, l'addition des effets son et couleur et la reproduction de copies à partir de l'original sont également des activités admissibles. En revanche, les activités liées à la production du scénario du film ou de la bande magnétoscopique, qui est une chose immatérielle, par exemple la rédaction et la correction du texte, le découpage du texte, la fabrication des décors et accessoires, ainsi que le tournage du film proprement dit (y compris la performance des comédiens et la direction de ceux-ci, ainsi que tout le travail ultérieur de montage du scénario) ne sont pas admissibles.

Construction navale, etc.

35. En ce qui concerne les industries de la construction navale, aéronautique et autres, l'opinion du Ministère est qu'il s'agit en l'occurrence de la fabrication d'objets mobiles, quelle que soit leur taille. On considérera que les avions et les navires relèvent de la fabrication et non de la construction.

Services informatiques

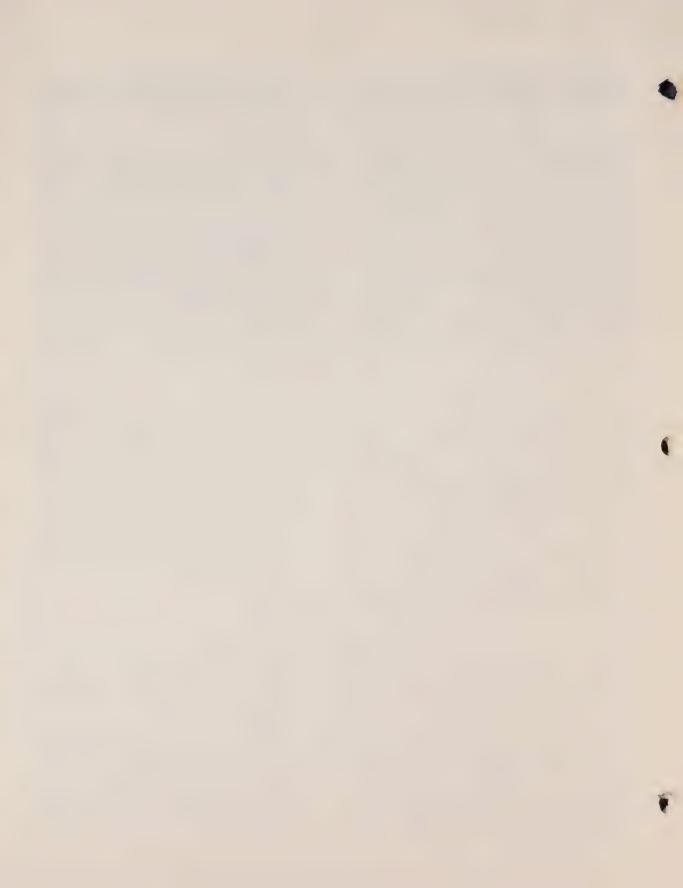
- 36. On peut dire qu'il existe quatre types différents d'entreprises dans l'industrie des services informatiques. Ce sont:
 - a) les services de préparation des données (perforation, etc.),
 - b) les bureaux d'informatique (préparation de bilans à partir des données sur cartes perforées, etc.),

- (c), computer time-sharing utilities, and
- (d) software firms (the preparation of computer programs on cards, tapes, disks, etc.).

Data preparation services, computer service bureaus and time-sharing utilities are primarily rendering services to their customers rather than selling goods; consequently their activities do not qualify as manufacturing or processing goods for sale or lease. However, computer software firms manufacture a tangible product for sale in addition to rendering the service of preparing the computer program. In these cases, the activities which qualify are those related to manufacture or process of the cards, tape or disk, such as keypunching the program into the computer, producing a clean compilation and testing the program contained on the cards, tape or disk. The activities which do not qualify are those related to the service rendered of writing the program and converting the program into machine-readable language such as FORTRAN or COBOL.

- c) les installations en temps partagé, et
- d) les entreprises de software ou programmation (préparation des programmes d'ordinateurs sur cartes, bandes, disques, etc.).

Les services de préparation des données, les bureaux d'informatique et les installations en temps partagé sont principalement des entreprises qui dispensent des services à leurs clients plutôt que des entreprises qui vendent des marchandises; leurs activités ne sont donc pas considérées comme des activités consistant à fabriquer ou à transformer des marchandises pour les vendre ou les louer. En revanche, les firmes qui préparent le software qu'elles fournissent à leurs clients sous forme de programmes pour ordinateurs, fabriquent un produit matériel destiné à la vente. Dans ce cas, sont considérées comme admissibles les activités liés à la fabrication ou au traitement des cartes, bandes ou disques, comme par exemple l'incorporation par perforation du programme dans l'ordinateur ou saisie des données, la production d'une compilation nette et les essais du programme contenu sur les cartes, bandes ou disques. Sont considérées comme non admissibles, au contraire, les activités liées au service fourni lors de la composition du programme et de sa traduction en langage-machine (FOR-TRAN ou COBOL).



BULLETIN

D'INTERPRÉTATION

SUBJECT: INCOME TAX ACT

Canadian Manufacturing and Processing Profits - Reduced Rate of Corporate Tax

NO: IT-145R DATE: June 19, 1981
REFERENCE: Section 125.1 (also Part LII of the Regulations)

This bulletin cancels and replaces IT-145 dated February 5, 1974. Current revisions are designated by vertical lines.

- 1. Section 125.1 of the Income Tax Act provides for the taxation of corporations at a reduced rate on their "Canadian manufacturing and processing profits" for 1973 and subsequent taxation years. Many comments in this bulletin concerning the reduced rate of corporate tax will also apply to accelerated write-off of manufacturing machinery and equipment under class 29 of Schedule II of the Regulations. Thus this bulletin should be read in conjunction with IT-147R entitled "Capital Cost Allowances Accelerated Write-Off of Manufacturing and Processing Machinery and Equipment".
- 2. Various matters concerning the reduced rate of tax are discussed under the following headings:

are diseased ander me rone mig nearings.	
Pa	ragaraphs
- Meaning of "Manufacturing or Processing"	5 to 6
- Excluded Activities	
Construction	8
Farming	9
Fishing	10
Industrial Minerals	11
Logging	12
Operating an Oil or Gas Well	13
- Adjusted Business Income	14 to 15
- Small Manufacturers	16
- Other Corporations	17
- Cost of Labour	
Method for Determining Cost of Labour	18
Interpretation of "Normally"	19
Double Counting Problem	20

OBJET: LOI DE L'IMPÔT SUR LE REVENU

Bénéfices de fabrication et de transformation au Canada

- Taux réduit de l'impôt sur les corporations

NO: IT-145R DATE: le 19 juin 1981
RENVOI: Article 125.1 (et Partie LII du Règlement)



Le présent bulletin annule et remplace le Bulletin d'interprétation IT-145 du 5 février 1974. Les révisions courantes sont indiquées par des traits verticaux.

- 1. L'article 125.1 de la Loi de l'impôt sur le revenu stipule que, pour 1973 et les années d'imposition subséquentes, les corporations seront imposées à un taux réduit sur leurs «bénéfices de fabrication et de transformation au Canada». Plusieurs des remarques du présent bulletin concernant le taux réduit de l'impôt sur les corporations s'appliquent également à l'amortissement accéléré de l'outillage et du matériel de fabrication de la catégorie 29 de l'Annexe II du Règlement. Il importe donc que ce bulletin soit lu conjointement avec le Bulletin d'interprétation IT-147R intitulé «Déductions pour amortissement Amortissement accéléré de l'outillage et du matériel de fabrication et de transformation».
- 2. Différents aspects du taux d'imposition réduit sont abordés sous les rubriques suivantes:

	Paragraphes
- Signification de l'expression «fabrication ou transformation»	5, 6
- Activités exclues Construction Exploitation agricole Pêche Minéraux industriels Exploitation forestière Exploitation d'un puits de pétrole ou de gaz	8 9 10 11 12 13
- Revenu rajusté tiré d'une entreprise	14, 15
- Petits fabricants	16
- Autres corporations	17
- Coût en main-d'oeuvre Façon de calculer le coût en main-d'oeuvre Interprétation de «normalement» Problème de la double comptabilisation	18 19 20

- Cost of Capital	
Pre-1949 Assets	21
Assets Written Off	22
Rented Property	23
Royalty Payments	24
Telephone and Telegraph Rentals	25
Double Counting Problem	26
- Qualified and Non Qualified Activities	
Definition	27
Receiving and Storing of Raw Materials	28
Line Supervision vs. Administration	29
Data Processing	30
Storing of Finished Goods	31
- Cost of Manufacturing and Processing Labour	ir
and Capital	22 4- 26
Time Spent in Qualified Activities	32 to 35
Meaning of "Used Directly"	36
Warehousing Costs	37
- Particular Industries	38
Cable Television	39
Computer Services	40
Drugstores	41
Film and Videotapes	42
Photo Developers	43
Printing and Publishing	44
Restaurants and "Take-Out" Stores	45
Scrap Metal Dealers	46
Shipbuilding and Similar Industries	47
Tailors	48
Vehicle Repairs and Servicing	49

- 3. There are two methods for calculating a corporation's Canadian manufacturing and processing profits. A simplified method is available to a small manufacturer provided that the corporation meets the qualifications in section 5201 of the Regulations (see 16 below). For other corporations, a basic labour and capital formula is used to determine their Canadian manufacturing and processing profits (see 17 below).
- 4. The reduced rate of corporate tax is applicable only to a corporation which carries on manufacturing or processing activities in Canada of goods for sale or lease. The manufacturer or processor of the goods need not necessarily be the vendor of the goods. However, the reduced rate is not applicable to income arising from service or repair activities carried out on goods which are not for sale or lease. A corporation which merely sells goods manufactured or processed by another party or that supervises the manufacturing or processing of goods where the actual manufacturing or processing is carried on by another party will not qualify for the deduction.

"However, where the goods are being manufactured or processed by another party on behalf of the corporation and the corporation exercises extensive involvement and control over the content, design, and physical qualities of the goods from inception to completion, the corporation will qualify for the deduction."

- Coût en immobilisations		
Biens acquis avant 1949		21
Biens amortis		22
Biens loués		23
Redevances		24
Location d'installations téléphoniques et		
télégraphiques		25
Problème de la double comptabilisation		26
- Activités admissibles et non admissibles		
Définition		27
Réception et emmagasinage de matières première	S	28
Surveillance axiale par rapport à administration		29
Traitement des données		30
Emmagasinage des produits finis		31
- Coûts en immobilisations et en main-d'oeuvre de		
fabrication et de transformation		
Temps consacré aux activités admissibles	32 à	35
Signification de «affecté directement»		36
Coûts d'emmagasinage		37
- Industries particulières		38
Câblodistribution		39
Services informatiques		40
Pharmacies		41
Films et bandes magnétoscopiques		42
Développement photographique		43
Impression et publication		44
Restaurants et débits d'aliments «à emporter»		45
Ferrailleurs		46
Construction navale et industries semblables		47
Tailleurs		48
Réparations de véhicules et services		49

- 3. Il existe deux méthodes pour calculer les bénéfices de fabrication et de transformation, au Canada, d'une corporation. Le petit fabricant peut utiliser la méthode simplifiée, à condition que sa corporation réponde aux conditions de l'article 5201 du Règlement (voir le numéro 16 ci-dessous). Pour déterminer les bénéfices de fabrication et de transformation des autres corporations, il faut utiliser une formule de base qui tient compte des immobilisations et de la main-d'oeuvre (voir le numéro 17 ci-dessous).
- 4. Le taux réduit de l'impôt sur les corporations ne s'applique qu'aux corporations qui exercent des activités de fabrication ou de transformation au Canada de marchandises destinées à la vente ou à la location. Il n'est pas nécessaire que la corporation qui fabrique et transforme la marchandise en soit le vendeur. Les corporations qui tirent leurs revenus de services ou de réparations à l'égard de marchandises qui ne sont ni à louer, ni à vendre ne peuvent donc se prévaloir de cet avantage fiscal. Une corporation qui vend des marchandises fabriquées ou transformées par un tiers ou qui supervise la fabrication ou la transformation de biens fabriqués ou transformés, en réalité, par un tiers ne pourra pas demander la déduction.
- «Toutefois, lorsque les biens sont fabriqués ou transformés par un tiers pour le compte de la corporation et que cette dernière exerce un contrôle étendu du début à la fin, sur le contenu, la conception et les qualités physiques des biens, elle a droit à la déduction.»

Meaning of "Manufacturing or Processing"

- 5. The term "manufacturing or processing" is not defined in section 125.1 except for the stipulation that it does not include farming, fishing, logging, construction, certain resource activities set out in subparagraphs 125.1(3)(b)(iv) to (ix) and activities where the 10 per cent de minimis rule in subparagraph 125.1(3)(b)(x) is not met. Consequently, the ordinary and everyday meaning of the terms "manufacture" and "process" must be looked to for a definition. The terms "manufacture" and "process" do not lend themselves to any simple, allinclusive definition or explanation. It may be said, however, that the manufacture of goods normally involves the creation of something (e.g., making or assembling machines, clothing, soup) or the shaping, stamping or forming of an object out of something (e.g. making steel rails, wire nails, rubber balls, wood moulding). On the other hand, processing of goods usually refers to a technique of preparation, handling or other activity designed to effect a physical or chemical change in an article or substance, other than natural growth. Examples of such activities are galvanizing iron, creosoting fence posts, dyeing cloth, dehydrating foods and homogenizing and pasteurizing dairy products.
- 6. The activities of breaking bulk and repackaging for subsequent resale where there is a systematic procedure to make a product more marketable are generally considered to be processing. However, the filling of orders from bulk inventories is not viewed as processing where the activities involved are nothing more than counting or measuring and packaging.

Excluded Activities

7. The Department's views on some of the activities specifically excluded by paragraph 125.1(3)(b) are as follows.

Construction

8. See IT-411 entitled "Meaning of Construction".

Farming

"9. Farming includes the various activities of a person who is engaged in the business of earning income from the tillage of soil, the raising or exhibiting of livestock, the maintenance of horses for racing, the raising of poultry, the keeping of bees, fur farming, dairy farming and fruit growing. Farming also includes a mechanical hatching operation where eggs are acquired, hatched in incubators and the chicks sold within a few days of hatching. A farmer or a farm corporation may carry on certain activities which, if carried on by another person, would be considered to be the processing of farm products rather

Signification de l'expression «fabrication ou transformation»

- 5. L'expression «fabrication ou transformation» n'est pas définie au paragraphe 125.1. Ce paragraphe stipule seulement les activités qui ne sont pas visées par les dispositions de la Loi, c'est-à-dire l'exploitation agricole, la pêche, l'exploitation forestière, la construction, certaines activités afférentes à l'exploitation des ressources naturelles énoncées aux sous-alinéas 125.1(3)b)(iv) à (ix), et les activités qui ne répondent pas au minimum des 10 pour cent mentionné au sous-alinéa 125.1(3)b)(x). Il importe donc d'essayer de définir «fabriquer» et «transformer» dans leur acception quotidienne. «Fabriquer» et «transformer» ne se prêtent pas à une définition simple, d'application générale. Toutefois, on peut dire que la fabrication de biens ou marchandises implique ordinairement la création de quelque chose (par exemple, faire ou assembler une machine, confectionner des vêtements, préparer du potage) ou le façonnage, à partir de quelque chose, d'un objet (exemple: fabrication de rails métalliques, de clous, de balles de caoutchouc, de moulures en bois). En revanche, on entend généralement par transformation d'une marchandise, la technique de préparation, de manipulation ou toute autre activité destinée à produire une transformation physique ou chimique dans un article ou dans une substance, autre que la transformation résultant du processus de croissance naturelle. À titre d'exemples, citons le processus de galvanisation du fer, le traitement des barrières au créosote, la teinture des tissus, la déshydratation des aliments et l'homogénéisation et la pasteurisation des produits laitiers.
- 6. Les activités consistant à fractionner des marchandises en vrac et à les réemballer pour les revendre lorsqu'il s'agit d'une procédure systématique pour faciliter la commercialisation d'un produit, sont habituellement considérées comme des activités de transformation. Cependant, l'exécution de commandes à partir de stocks en vrac n'est pas considérée comme une activité de transformation lorsque les activités en cause consistent uniquement au dénombrement ou à la mesure et au réemballage.

Activités exclues

7. Voici l'opinion du Ministère sur certaines activités exclues en vertu de l'alinéa 125.1(3)b):

Construction

8. Voir le Bulletin d'interprétation IT-411 intitulé «Signification du terme «construction»».

Exploitation agricole

«9. Par exploitation agricole, on entend les activités auxquelles se livre une personne qui tire des revenus commerciaux de la culture du sol, de l'élevage de bétail pour la vente ou pour les concours agricoles, de l'entretien de chevaux de course, de l'élevage de volailles, de l'apiculture, de l'élevage d'animaux à fourrure, de produits laitiers et de la culture d'arbres fruitiers. Cela comprend également l'exploitation d'une entreprise d'incubation artificielle qui comporte l'achat des oeufs, leur incubation dans des incubateurs et la vente de poussins quelques jours après l'éclosion. Un cultivateur ou une corporation agricole peut exercer certaines activités qui, si elles étaient exercées par

beans, and cleaning, sorting, grading, spraying of eggs and a chicken hatching operation where the chickens are sold within a few days of hatching (this latter processing operation begins when the eggs are placed in the incubator). Where a farmer separates his activities into two distinct businesses, one being farming and the other processing of farm products, the Department will not regard the processing activities as constituting farming provided that there is a clear delineation of the income from each business and that the income from the processing business is properly calculated and is not eligible for any of the special sections in the Act dealing with income from a farming business, such as the cash method of computing income contained in section 28.

Fishing

10. Fishing includes fishing for or catching shell fish, crustaceans and marine animals and any incidental activities of a fisherman carried out on board the fishing vessel. Once the fish are caught and transported to a fish-processing plant or cannery, any activities carried out to prepare the fish for market, such as filleting, shelling, icing, canning, freezing, smoking, salting, cooking and pickling are considered to be processing activities. Generally, most of these processing activities will be carried out on shore and, therefore, a fisherman will not ordinarily be engaged in processing activities. However, where substantial processing activities are carried out on board a vessel, the Department will not regard the processing activities as constituting fishing provided that there is a clear delineation of the activities of fishing and fish processing.

Industrial Minerals

11. Producing industrial minerals is considered to include all activities connected with the mining, excavating and extracting the mineral material from the mine or pit area, including any primary crushing operation required to make it transportable from the mine or pit area as well as the transporting of the material from the mine or pit. Subsequent activities such as crushing, washing, screening and sorting of the mineral material in order to make the product of the mine or pit marketable are considered to be processing activities. The Department recognizes that in some cases some or all of these subsequent activities may be conducted within the confines of the mine or pit, in which case processing will commence after the delivery of the excavated pit run material to the first of these processing operations.

proprement dite. Citons à titre d'exemples: le vieillissement du fromage, le plumage des poulets, le lavage, le polissage et la préparation des haricots, ainsi que le lavage, le classement, le triage et la vaporisation des oeufs, de même qu'une activité de couvée des oeufs où les poulets sont vendus quelques jours après l'éclosion (cette dernière activité de transformation commence lorsque les oeufs sont placés dans l'incubateur). Lorsqu'un cultivateur répartit ses activités entre deux entreprises distinctes, l'une se rapportant à la culture et à l'élevage proprement dits et l'autre à la transformation des produits de la ferme, le Ministère ne considérera pas les activités de transformation comme constituant des activités afférentes à une entreprise agricole, pourvu qu'il existe une nette démarcation entre les revenus tirés de chaque entreprise et que le revenu de l'entreprise de transformation soit convenablement calculé et ne bénéficie pas de dispositions particulières de la Loi qui se rapportent aux revenus d'une entreprise agricole, comme par exemple le calcul du revenu suivant la méthode de caisse, dont il est question à l'article 28.

Pêche

10. Les activités se rapportant à la pêche comprennent la pêche ou la prise de coquillages, de crustacés et d'animaux marins, ainsi que toutes les activités connexes auxquelles un pêcheur se livre à bord du navire de pêche. Une fois que le poisson est pris et transporté dans une usine de transformation du poisson ou dans une conserverie, les activités consistant à préparer le poisson en vue de sa mise sur le marché, telles que le découpage des filets, l'épluchage ou l'enlèvement des coquilles, la congélation, la mise en conserve, la surgélation, le fumage, le saumurage, la cuisson et le marinage, sont considérées comme des activités de transformation. En général, la plupart des activités de transformation s'effectuent à terre et le pêcheur ne s'v livre généralement pas lui-même. Cependant, lorsque des activités de transformation s'effectuent pour une bonne part à bord d'un navire, le Ministère ne considérera pas lesdites activités de transformation comme relevant de la pêche proprement dite, à condition qu'il existe une nette démarcation entre les revenus tirés de la pêche et ceux des activités de transformation.

Minéraux industriels

11. La production de minéraux industriels comprend toutes les activités liées à l'exploitation, au creusage et à l'extraction de minerai d'une mine ou d'une carrière, y compris le concassage primaire que doit subir le minerai pour être transporté de la mine ou de la carrière, de même que le transport du minerai de la mine ou de la carrière. Les activités subséquentes comme le concassage, le lavage, la sélection et le tri des minerais pour la mise sur le marché du produit de la mine ou de la carrière sont considérées comme des activités de transformation. Le Ministère convient que, dans certains cas, une partie ou la totalité des activités subséquentes sont effectuées sur les lieux mêmes de la mine ou de la carrière. Dans ces cas, la transformation commence après la livraison du minerai extrait à l'endroit où a lieu la première opération de transformation.

The Department considers an industrial mineral to include any mineral that does not qualify as a mineral from a deposit that is a mineral resource as defined in subsection 248(1). Examples of industrial minerals (essentially non-metallic minerals) are:

Gravel Limestone
Clay Sand
Stone Feldspar

Logging

12. The Department considers that logging does not include activities that take place after the delivery of the logs to a sawmill, pulpmill, plywood mill or other similar place for processing logs. Thus

- (a) the operation of a sawmill to saw logs into lumber,
- (b) the drying of lumber in kilns before shipment,
- (c) the operation of a planing mill to plane lumber,
- (d) the production of wood chips during the sawing process and the production of shavings during the planning process, and
- (e) any similar activities

are all activities which are considered to be manufacturing or processing. The operation of bulldozers and boom boats at the mill site are considered part of manufacturing activities.

Operating an Oil or Gas Well

13. The processing activity in the oil industry would be considered to commence at the point where the crude oil enters the refinery. In the gas industry, the processing activity would be considered to start at the point where the gas enters the gas plant or, where there is an inlet separator at the gas plant, at the point where the gas leaves the inlet separator.

Adjusted Business Income

- 14. The term "adjusted business income", as defined in Section 5202 of the Regulations, is the excess of a corporation's income from active business carried on in Canada over its losses from similar businesses. The definition includes the corporation's share of active business income from a partnership but does not include income from an active business carried on outside Canada. In addition, subsection 5203(1) provides that adjusted business income is reduced by net resource income which in general terms is equivalent to income on which depletion allowance is permitted under section 65 of the Act plus any income from the sale of resource properties and less the said depletion allowance.
- 15. Most of the problems related to the calculation of adjusted business income revolve around what constitutes active business income. IT-73R3 sets out the guidelines for determining what constitutes active business income.
- 3. Add the following sentence to paragraph 13:

"For 1981 and subsequent taxation years the processing of heavy crude oil recovered from a natural reservoir in Canada to a stage that is not beyond the crude oil stage or its equivalent is not a qualified processing activity."

Le Ministère considère comme minéral industriel tout minéral qui n'est pas un minéral contenu dans un gisement visé par la définition de «matières minérales» ou «ressources minérales» au paragraphe 248(1). Voici des exemples de minéraux industriels (essentiellement des minéraux non métalliques):

Gravier Pierre à chaux Argile Sable Pierre Feldspath

Exploitation forestière

12. Pour le Ministère, l'exploitation forestière ne comprend pas les activités qui ont lieu après la livraison des billots aux scieries, aux usines de pâte à papier, aux usines de contre-plaqué ou à tout autre endroit de transformation des billots. Ainsi,

a) l'activité d'une scierie qui consiste à scier les billots pour en faire du bois de charpente,

- b) le séchage du bois de charpente dans des fours avant l'expédition,
- c) les activités de rabotage du bois de charpente d'une usine,
- d) la production de copeaux de bois au stade du sciage et au stade du rabotage, et
- e) toutes activités semblables sont des activités de fabrication ou de transformation. L'utilisation de bulldozers et de bateaux à l'usine font partie des activités de transformation.

Exploitation d'un puits de pétrole ou de gaz

13. Dans l'industrie pétrolière, les activités de transformation commencent au moment où le pétrole brut entre dans la raffinerie. Pour l'industrie du gaz, les activités de transformation commencent au moment où le gaz entre dans l'usine de gaz ou, lorsqu'il existe un séparateur d'entrée à l'usine de gaz, au moment où le gaz quitte le séparateur d'entrée.

Revenu rajusté tiré d'une entreprise

- 14. L'expression «revenu rajusté tiré d'une entreprise», définie à l'article 5202 du Règlement, est le montant du revenu d'une corporation tiré d'entreprises exploitées activement au Canada qui est en sus des pertes que cette corporation a subies dans l'exploitation d'entreprises analogues. Cette définition inclut la part de revenus de la corporation tirée d'une société exploitée activement, mais n'inclut pas le revenu d'une entreprise exploitée activement hors du Canada. En outre, le paragraphe 5203(1) du Règlement stipule qu'il faut déduire du revenu rajusté tiré d'une entreprise le revenu net relatif à des ressources qui, de façon générale, équivaut au revenu auquel il est permis, aux termes de l'article 65 de la Loi, d'appliquer une déduction pour épuisement, plus tout revenu tiré de la vente d'avoirs miniers et moins ladite déduction pour épuisement.
- 15. Les difficultés que présente le calcul du revenu rajusté tiré d'une entreprise proviennent en grande partie de la conception qui est faite du revenu provenant d'une entreprise exploitée activement. Le Bulletin d'interprétation IT-73R3 renferme des
- 3. Ajouter la phrase suivante au numéro 13:

«Pour 1981 et les années d'imposition suivantes, la transformation de l'huile lourde en pétrole brut ou l'équivalent n'est pas considérée comme une activité de transformation.» Although that bulletin was issued for purposes of the small business deduction, the comments in it are equally applicable to section 125.1 of the Act.

Small Manufacturers

- 16. Section 5201 of the Regulations provides that a corporation will receive the reduced rate of tax on all of its adjusted business income if, in any particular taxation year, it meets all of the following tests:
 - (a) Its activities are primarily manufacturing or processing in Canada of goods for sale or lease.
 - (b) Its income and that of any associated corporations do not in the aggregate exceed \$50,000.
 - (c) It is not engaged in any of the activities of farming, fishing, logging, construction or specified resource activities.
 - (d) It is not engaged in a foreign active business.

The Department's view is that the term "primarily" as used in Paragraph 5201(a) of the Regulations means "principally" or "chiefly". Since the activities of a corporation are generally carried on by its employees, the Department will look at their activities to determine whether they are principally or chiefly manufacturing or processing or something else. In some industries, the use of the company's assets in manufacturing and processing activities may also be considered where the use of labour does not accurately reflect the principal activities of the corporation.

Other Corporations

17. Where a corporation does not qualify under the small manufacturers' rule, it must look at the definitions contained in section 5202 of the Regulations and determine the amounts needed for the formula contained in section 5200 of the Regulations. This formula provides that the corporation's Canadian manufacturing and processing profits are equal to its adjusted business income multiplied by a fraction equal to the sum of the corporation's labour and capital which is used in manufacturing or processing over the sum of the corporation's total labour and total capital. Many corporations may have difficulty in determining the amounts required under section 5202. Where a corporation can readily obtain information which is reasonably similar to that required in section 5202, it will be acceptable for purposes of the formula, provided, of course, that no significant distortion of the formula results.

Cost of Labour

Method of Determining Cost of Labour

18. Perhaps the most significant problem a corporation

principes directeurs sur la manière de déterminer ce qui constitue un revenu provenant d'une entreprise exploitée activement. Bien que ce bulletin vise la déduction accordée aux petites entreprises, les remarques qui y figurent s'appliquent aussi à l'article 125.1 de la Loi.

Petits fabricants

- 16. L'article 5201 du Règlement stipule qu'une corporation aura droit au taux d'imposition réduit pour tous ses revenus rajustés tirés d'une entreprise si, dans une année d'imposition donnée, elle répond à toutes les conditions suivantes:
 - a) ses activités consistent principalement en la fabrication ou transformation au Canada de marchandises en vue de leur vente ou de leur location:
 - b) son revenu et celui de toute autre corporation à laquelle elle pourrait être associée ne dépassent pas \$50,000;
 - c) elle ne se livre à aucune des activités suivantes: exploitation agricole, pêche, exploitation forestière, construction ou à toute autre activité spécifiée relative à l'exploitation de ressources naturelles:
 - d) elle n'exploite pas activement une entreprise à l'étranger.

L'opinion du Ministère est que le terme «principalement» utilisé à l'alinéa 5201a) du Règlement doit être entendu au sens de «en majeure partie». Les activités d'une corporation étant en général exercées par ses employés, le Ministère prendra en considération les activités de ces derniers pour déterminer si la corporation se consacre principalement, c'est-à-dire en majeure partie, à des activités de fabrication ou de transformation ou à des activités différentes. Dans certaines industries, lorsque l'utilisation de la main-d'oeuvre ne donne pas une image exacte des activités principales de la corporation, on peut également tenir compte de la mesure dans laquelle les biens de la corporation sont utilisés pour la fabrication ou la transformation.

Autres corporations

17. Si une corporation ne répond pas aux conditions requises pour bénéficier de la règle concernant les petits fabricants, elle doit examiner les définitions de l'article 5202 du Règlement et déterminer les montants requis aux fins de la formule énoncée à l'article 5200 du Règlement. D'après cette formule, les «bénéfices de fabrication et de transformation au Canada» d'une corporation sont égaux à son revenu rajusté tiré d'une entreprise, multiplié par la fraction que représente le total pour l'année de son coût en immobilisations et en main-d'oeuvre utilisée dans la fabrication et la transformation par rapport au total, pour l'année, de son coût en immobilisations et de son coût en main-d'oeuvre. Nombre de corporations pourront éprouver des difficultés lorsqu'il s'agira de déterminer les montants exigés par l'article 5202 du Règlement. Si une corporation est en mesure de trouver rapidement des chiffres qui répondent avec assez de rigueur aux exigences de l'article 5202 du Règlement, ces chiffres seront considérés comme acceptables aux fins de la formule, à condition, bien entendu, que cette dernière ne soit pas trop déformée par leur emploi.

Coût en main-d'oeuvre

Façon de calculer le coût en main-d'oeuvre

18. Le problème le plus épineux rencontré par une corporation

7

will face in calculating its manufacturing and processing profits is how to determine its cost of labour. The simplest method generally will be an analysis of the T-4 slips. This will be particularly suitable for a corporation with a taxation year ending on December 31, and will also be acceptable for many corporations whose taxation years do not end on December 31, provided that the total of wages and salaries as shown by the T-4 slips approximates the total of wages and salaries for the fiscal year. For a corporation with a cost accounting system, an analysis of salaries and wages by cost centre may be more practical. It may happen that the figures most readily available for calculating cost of labour include certain amounts (such as fringe benefits) which do not form part of salaries and wages on a strict interpretation of the term. Where these amounts are insignificant in relation to the total salaries and wages of the corporation, the Department will not insist on their removal from the total. Where amounts are allowed as a deduction at year end as bonuses that are payable to specific employees, these amounts would form part of the "cost of labour".

Interpretation of "Normally"

19. In addition to salaries and wages paid or payable to a corporation's employees, amounts paid or payable to third parties for services which would normally be performed by the corporation's own employees form part of the cost of labour. The term "normally" means "commonly", "usually", or "under normal or ordinary conditions". It would apply in cases where a corporation usually performs certain services or functions itself but for some reason, such as lack of capacity, short-run economic conditions, labour problems, or machinery breakdowns, has sublet all or part of the work to third parties. It is the Department's view that what is "normally...performed" is determined in the context of a "service or function" of a particular corporation and not in context of the industry or a division of the corporation. Those corporations operating in more than one province will already have experience in calculating these amounts for purposes of allocating income to various provinces under subsection 402(7) of the Regulations.

Double Counting Problem

20. A problem will occur in a group of associated corporations where one corporation acts as a "paymaster" for the others. To mitigate the double counting effect that will occur when two associated corporations include the same wages in their cost of labour, the Department will allow the company paying the salaries and wages to treat these amounts as net of amounts received or receivable from associated corporations in respect of these expenses, provided that this is done for both qualified and non-qualified activities carried on by the employees.

qui calcule ses bénéfices de fabrication et de transformation consiste peut-être à déterminer le coût en main-d'oeuvre. La méthode la plus simple sera, en général, l'analyse des feuillets T4. Cette méthode conviendra particulièrement dans le cas d'une corporation dont l'année d'imposition se termine le 31 décembre, mais elle sera aussi acceptable pour bon nombre de corporations dont l'année d'imposition ne se termine pas le 31 décembre, à condition que le total des traitements et salaires figurant sur les feuillets T4 soit à peu près égal au total des traitements et salaires pour l'exercice financier. Lorsqu'il s'agit d'une corporation qui tient une comptabilité industrielle, il sera parfois plus pratique d'analyser les traitements et salaires par section homogène. Il peut arriver que les chiffres les plus facilement disponibles pour établir le coût en main-d'oeuvre comprennent certains montants (par exemple des avantages sociaux) qui ne font pas strictement partie des traitements et salaires. Si ces montants sont insignifiants par rapport au total des traitements et salaires de la corporation, le Ministère n'exigera pas qu'on les déduise du total. Lorsque des montants peuvent être déduits à la fin de l'année au titre de gratifications payables à des employés particuliers, ces montants font partie du «coût en main-d'oeuvre».

Interprétation de «normalement»

19. En plus des traitements et salaires versés aux employés d'une corporation, font partie du coût en main-d'oeuvre les montants versés à des tiers à titre de rémunération de services qui normalement seraient fournis par les employés de ladite corporation. Par «normalement», il faut entendre «habituellement», «ordinairement» ou «dans des conditions normales ou ordinaires». Ce serait le cas, par exemple, d'une corporation qui fournit habituellement elle-même certains services ou certaines fonctions, mais qui, pour une raison quelconque (capacité diminuée, conditions économiques à court terme, problèmes de main-d'oeuvre, panne de machines) a sous-traité tout ou partie d'un travail. Le Ministère est d'avis que c'est le «service ou la fonction» d'une corporation donnée qui détermine ce qui est «normalement fourni» et non l'industrie ou la division de la corporation. Les corporations qui font affaire dans plusieurs provinces sauront déjà, par expérience, comment calculer les montants en question selon le paragraphe 402(7) du Règlement pour répartir leur revenus entre les diverses provinces en cause.

Problème de la double comptabilisation

20. C'est un problème qui peut se présenter dans un groupe de corporations associées lorsque l'une d'elles agit comme «payeur» pour les autres. Pour minimiser l'effet de la double comptabilisation qui se rencontre lorsque deux corporations associées inscrivent les mêmes salaires dans leur coût en maind'oeuvre, le Ministère autorisera la corporation qui verse les traitements et salaires à considér re ces montants comme étant nets des montants reçus ou recevables des corporations associées pour lesdites dépenses, à condition qu'il en soit ainsi tant pour les activités «admissibles» que pour les activités «non admissibles» des employés.

Cost of Capital

Pre-1949 Assets

21. Subsection 144(1) of the pre-1972 Act deems the capital cost of assets acquired prior to the 1949 taxation year of a corporation to be, in most cases, the undepreciated capital cost of those assets at the beginning of that year. However, this section is only applicable for purposes of section 20 and regulations made under paragraph 11(1)(a) of the pre-1972 Act and thus does not apply to section 125.1 of the present Act. Since most corporations will have their 1949 deemed capital cost figures readily available, the Department will accept these figures as being the gross cost of such assets provided that these figures are used for all assets owned prior to 1949. A corporation may use the original cost of all such assets, if it wishes.

Assets Written Off

22. In many cases, the Act permits that assets may be written off to expense and thus no record may be available of those assets still on hand. The best example of this is class 12 assets which include, among other things, tools and small instruments costing less than \$200, dies and patterns. Where the value of these assets still in use is not significant in relation to other assets of the corporation, the Department will not require their inclusion in the cost of capital.

Rented Property

23. The amount to be included as the rental cost of property is the amount required to be paid under the lease or rental agreement regardless of whether the agreement is on a "net" or "gross" basis. Where the property rented includes land and buildings an allocation of the rental should be made based on a split between land and building on some reasonable basis and only the portion of the rental applicable to the building should be included in the rental cost. However, where a corporation does not allocate any of its rental cost between land and building, it will be accepted for taxation years ending before 1981 provided this method is followed consistently in the formula for both the calculation of the cost of capital and the calculation of the cost of manufacturing and processing capital.

Royalty Payments

24. Royalty Payments are considered to qualify as rental costs under "cost of capital" in paragraph 5202(b) of the Regulations provided they are payments made in respect of property that, if owned by the corporation at the end of a year, would have been included in "cost of capital" in paragraph 5202(a) of the Regulations.

Telephone and Telegraph Rentals

25. Since an accurate allocation of rental charges for the use of telecommunication equipment is impossible, the Department will not require their inclusion in calculating cost of capital.

Coût en immobilisations

Biens acquis avant 1949

21. En vertu du paragraphe 144(1) de la Loi antérieure à 1972, le coût en capital des actifs acquis avant l'année d'imposition 1949 d'une corporation est, dans la plupart des cas, réputé être la fraction non amortie du coût en capital desdits biens au commencement de l'année en question. Cependant, comme ce paragraphe n'est opérant qu'aux seules fins de l'article 20 et des règlements édictés en vertu de l'alinéa 11(1)a) de la Loi antérieure à 1972, il ne s'applique pas à l'article 125.1 de la Loi actuelle. La plupart des corporations pouvant obtenir aisément les chiffres relatifs à leur coût en capital réputé de 1949, le Ministère acceptera de considérer ces chiffres comme le coût brut des biens en question à condition que lesdits chiffres soient utilisés pour tous les biens possédés avant 1949. Une corporation peut, si elle le veut, utiliser le coût initial de tous ces biens.

Biens amortis

22. Dans bon nombre de cas, la Loi permet d'amortir des biens en les imputant aux dépenses et il se peut donc qu'il n'y ait plus trace dans les écritures de ces biens qu'on a toujours en main. Le meilleur exemple concerne les biens de la catégorie 12 qui, entre autres, comprennent les outils et les petits instruments coûtant moins de \$200, les matrices et les gabarits. Si la valeur de ces biens encore utilisés n'est pas importante par rapport aux autres biens de la corporation, le Ministère n'exigera pas qu'ils soient inclus dans le coût en immobilisations.

Biens loués

23. Le montant à inclure comme coût de la location d'un bien est le montant à payer conformément au bail ou à l'accord de location, que ce montant soit «net» ou «brut». Lorsque le bien loué comprend un terrain et des bâtiments, la location doit être répartie raisonnablement entre le terrain et les bâtiments et seule la fraction de la location visant les bâtiments doit être incluse dans le coût de location. Cependant, une corporation qui ne répartie par son coût de location entre le terrain et les bâtiments peut procéder de cette façon pour les années d'imposition se terminant avant 1981, à la condition que cette méthode soit utilisée de façon uniforme, dans les formules du calcul du coût en immobilisations et du calcul du coût en immobilisations de fabrication et de transformation.

Redevances

24. Aux fins de la définition de «coût en immobilisations» donnée à l'alinéa 5202b) du Règlement, les redevances sont considérées se qualifier comme coût de location, à condition qu'elles aient été versées à l'égard d'un bien qui, s'il avait appartenu à la corporation à la fin d'une année, aurait été inclus dans le «coût en immobilisations» selon l'alinéa 5202a) du Règlement.

Location d'installations téléphoniques et télégraphiques

25. Comme il serait pratiquement impossible d'avancer un chiffre exact représentant les frais de location afférents à l'équipement de télécommunication, le Ministère n'exigera pas que ce coût soit inclus dans le calcul du coût en immobilisations.

Double Counting Problem

26. A double counting problem occurs in a group of associated corporations where a charge is made by one corporation in the group to another corporation for the use of a building which it owns or rents. For example, if Corporation A pays \$100,000 rent for an office building and charges Corporation B (a related corporation) \$75,000 for the use of 3/4 of that building, the \$75,000 rental charge appears in the denominator of the fraction in the formula of both corporations and, in effect, is counted twice to the detriment of the group of corporations as a whole. To alleviate this inequity, the Department will allow rents paid for a property to be netted with rents received or receivable from related corporations for the use of that property. If the corporation receiving such rents owns the building, it may exclude the portion of the capital cost of the building that related to the area rented to related corporations from its cost of capital calculation.

Qualified Activities

Definition

27. The definition of "qualified activities" in section 5202 of the Regulations is relevant for purposes of determining what amount of a corporation's labour and capital is considered to be manufacturing and processing labour and capital. In addition to those activities which are manufacturing or processing within the ordinary meaning of the term, this section specifies several activities which are considered to be either qualified or nonqualified.

Receiving and Storing of Raw Materials

28. Receiving and storing of raw materials are qualified activities. While activities related to the receiving of raw materials away from a taxpayer's plant or warehouse are considered to qualify, activities related to the transportation of the raw materials to the plant or warehouse are not considered to be "receiving or storing" notwithstanding that the transportation may be provided by the taxpayer's own vehicle and it may not take place until after the time of actual receiving of the goods.

Line Supervision vs. Administration

29. The terms "line supervision" (a qualified activity) and "administration" (a nonqualified activity) may be confusing. The Department views "administration" as being the function of determining corporate policy and co-ordinating various activities (production, selling, etc.) of the corporation at the management level. "Line supervision", on the other hand, refers to the line of authority for supervision of the manufacturing or processing activities of a corporation to the point where the activities of the supervisor can be said to be administrative. Since job titles and responsibilities vary considerably from industry to industry, identifying particular positions considered to be administrative is not possible. However, the persons who form part of the vertical line of supervision of the manufacturing and processing activities of a corpora-

Problème de la double comptabilisation

26. Il y a un problème de double comptabilisation dans le cas d'un groupe de corporations associées lorsqu'une corporation du groupe fait payer à une autre corporation l'utilisation d'un bâtiment dont elle est propriétaire ou locataire. Si, par exemple. la corporation A paie \$100,000 de loyer pour un immeuble à bureaux et demande à la corporation B (corporation associée) \$75,000 pour l'usage des 3/4 de l'immeuble. la somme de \$75,000 en frais de location figure au dénominateur de la fraction dans la formule des deux corporations et, en réalité, elle est comptée deux fois, au détriment de l'ensemble des corporations. Pour remédier à cette injustice, le Ministère permettra de soustraire du montant payé pour la location d'un immeuble les loyers reçus ou à recevoir des corporations associées pour l'usage dudit immeuble. Si la corporation qui reçoit de tels loyers est propriétaire de l'immeuble, elle pourra, dans le calcul de son coût en immobilisations, exclure la partie du coût en capital de l'immeuble se rapportant à la surface louée aux corporations associées.

Activités admissibles

Définition

27. La définition d'«activités admissibles» que donne l'article 5202 du Règlement est celle qui convient lorsqu'il s'agit de déterminer quelle fraction de la main-d'oeuvre et des immobilisations d'une corporation est considérée comme de la main-d'oeuvre et des immobilisations de fabrication et de transformation. Outre les activités qui, au sens ordinaire du terme, sont des activités afférentes à la fabrication et à la transformation, l'article mentionne plusieurs autres activités qui sont considérées comme «admissibles» ou «non admissibles».

Réception et emmagasinage de matières premières

28. La réception et l'emmagasinage de matières premières sont des activités admissibles. Bien que des activités liées à la réception de matières premières ailleurs qu'à l'usine ou à l'entrepôt d'un contribuable soient admissibles, les activités liées au transport des matières premières à l'usine ou à l'entrepôt ne sont pas des activités de réception ou d'emmagasinage, même si le transport se fait dans des véhicules du contribuable et s'il n'est fait qu'après la réception réelle des marchandises.

Surveillance axiale par rapport à administration

29. Les termes «surveillance axiale» (activité admissible) et «administration» (activité non admissible) peuvent être sources de confusion. Le Ministère considère les fonctions d'«administration» comme étant celles qui consistent à déterminer la politique et à coordonner les diverses activités de la corporation (production, vente, etc.) au niveau de la direction. Par ailleurs, la «surveillance axiale» doit s'entendre de l'autorité hiérarchique exercée à l'égard des activités de fabrication et de transformation d'une corporation, dans la mesure où les fonctions de surveillance peuvent être considérées comme ayant un caractère administratif. Les titres des postes remplis et les responsabilités assumées variant dans une large mesure d'une industrie à l'autre, il est impossible d'établir quels postes sont véritablement «administratifs». On peut toutefois dire que les personnes qui font partie de la hiérarchie de surveillance des activités de

tion, except those involved with the determination of corporate policy or the co-ordination of the production facilities, may be said to qualify. In most cases, the dividing line will occur, at, or somewhere near, the plant manager.

Data Processing

30. One of the nonqualified activities is data processing. This term is intended to exclude accounting activities which are merely ancillary to a manufacturing operation. However, where a computer is used as an integral part of a manufacturing process or other qualified activity, that portion of the cost of the computer that reflects the extent to which the computer is used directly in the qualified activity is includible in the cost of manufacturing and processing capital. Similarly, the portion of time the computer staff spends directly engaged in qualified activities is includible in manufacturing and processing labour. An example of a direct application of a computer to a manufacturing operation is where the computer controls and directs the manufacturing and processing equipment. The compilation of cost records, payrolls, etc., by a computer is not considered to be a qualified activity.

Storing of Finished Goods

31. Storing, shipping, selling and leasing of finished goods are nonqualified activities. If a good can be sold in bulk, but is packaged for the convenience of making the sale or because the taxpayer can receive a higher price if the product is placed in packages, it will generally be considered to be a finished good before packaging takes place. However, a homogenous product which in the usual case must be broken from bulk and packaged before it is capable of sale is generally not considered to be a finished good until after the time it is packaged.

Cost of Manufacturing and Processing Labour and Capital

Time Spent in Qualified Activities

- 32. The cost of manufacturing and processing labour includes salaries and wages paid to employees for the portion of their time that they were directly engaged in qualified manufacturing and processing activities and the portion of payments to third parties included in the cost of labour for services directly related to qualified activities.
- 33. Many employees may spend relatively minor amounts of their time in activities other than their primary activity. To alleviate the task of making numerous allocations and calculations in determining the cost of manufacturing and processing labour, the Department will accept the administrative practice of allocating all of an employee's time to his primary activity where it is reasonable to assume that more than 75 per cent of that

fabrication et de transformation d'une corporation, à l'exception de celles qui s'occupent de l'élaboration de la politique de la corporation ou de la coordination des installations de production, sont admissibles. Dans la plupart des cas, la ligne de démarcation se situera au niveau, ou sensiblement au niveau, du gérant d'usine.

Traitement des données

30. Le traitement des données est au nombre des activités non admissibles. Cette expression n'est pas censée englober les travaux de comptabilité qui ne sont qu'accessoires à la fabrication. Toutefois, si on utilise un ordinateur qui fait partie intégrante d'un processus de fabrication ou d'une autre activité admissible, la partie du coût de l'ordinateur correspondant à la mesure dans laquelle l'ordinateur en question est utilisé directement dans l'activité admissible peut être incluse dans le coût en immobilisations de fabrication et de transformation. De même, le temps que le personnel affecté au fonctionnement de l'ordinateur consacre directement à des activités admissibles peut être inclus dans le coût en main-d'oeuvre de fabrication et de transformation. Le cas d'un ordinateur qui surveille et dirige le matériel de fabrication et de transformation est un exemple d'application directe d'un ordinateur au processus de fabrication et de transformation. La préparation des feuilles de coûts, des listes de paie, etc. par ordinateur, n'est pas considérée comme une activité admissible.

Emmagasinage des produits finis

31. L'emmagasinage, l'expédition, la vente et la location à bail de produits finis sont des activités non admissibles. Si une marchandise peut être vendue en vrac, mais est emballée pour en faciliter la vente ou pour que le contribuable en obtienne un meilleur prix, cette marchandise sera généralement considérée comme un produit fini avant l'emballage. Cependant, un produit homogène qui doit habituellement être fractionné et emballé avant de pouvoir être vendu est, en général, considéré comme un produit fini après l'emballage.

Coût en main-d'oeuvre et en immobilisations de fabrication et de transformation

Temps consacré aux activités admissibles

- 32. Le coût en main-d'oeuvre de fabrication et de transformation comprend les traitements et salaires payés aux employés pour le temps pendant lequel ils ont exercé directement des activités de fabrication et de transformation admissibles et la partie des paiements versés à des tiers qui est incluse dans le coût en main-d'oeuvre pour des services directement liés à des activités admissibles.
- 33. Un grand nombre d'employés consacrent une fraction relativement minime de leur temps à des activités étrangères à leur activité principale. Pour éliminer les nombreux calculs nécessaires à la détermination du coût en main-d'oeuvre de fabrication et de transformation afférent à chaque activité, le Ministère acceptera la pratique administrative qui considère que l'employé a consacré tout son temps à l'exercice de son activité principale, si l'on est fondé de croire que plus de 75% du temps

employee's time is spent in his primary activity. Of course, where this practice is followed, it must be applied whether or not the primary activity is manufacturing or processing. A 50-50 split of an employee's time is acceptable where it is reasonable to assume that between 50 and 75 per cent of his time is spent in his primary activity.

- 34. Most persons in a department or division who are carrying on a qualified activity (engineering design, quality control, etc.) are considered to be directly engaged in qualified activities. However, clerical and administrative staff within that department or division (such as stenographers, typists, secretaries and accounting personnel) are not considered to be directly engaged in qualified activities.
- 35. Where a bonus is payable to an employee who is directly engaged in manufacturing and processing activities and is also engaged in nonqualified activities such as administration, the portion of the bonus equal to the percentage of time that employee spent directly in qualified activities will be accepted by the Department as part of manufacturing and processing labour.

Meaning of "Used Directly"

36. The cost of manufacturing and processing capital is that portion of the cost of capital which reflects the extent to which each asset is used directly in qualified activities. The term "used directly" refers to those assets which are an integral and essential part of the particular qualified activity being carried on. In all cases, the nature of the activity with which an asset is connected, and not the nature of the asset, should be examined to determine its use. In the case of a building which houses both plant equipment and administrative offices, an apportionment of cost is necessary. Generally, office furniture and equipment is not considered to be used directly in qualified activities unless the particular item of equipment is used solely by a person engaged in a qualified activity.

Warehousing Costs

37. A problem can arise in separating warehousing labour and capital costs which are qualified activities for the purpose of calculating manufacturing and processing labour and capital used in the formula in section 5200 of the Regulations (i.e. the storing of goods purchased for processing), from those which are not (i.e. storing of goods purchased only for resale). Generally the separation of these costs is difficult and arbitrary because in many instances no separate identification of these categories of goods is possible. It is considered that one method might be to analyze sales (by dollars or tons) of processed goods and non-processed goods. If the average time spent in storage by raw materials purchased for processing is greater or lesser than the average time spent in storage by materials purchased for resale, it may be

de cet employé a été consacré à l'exercice de l'activité principale en question. Évidemment, si l'on adopte cette pratique, celle-ci doit être appliquée, que l'activité principale soit ou non afférente à la fabrication ou à la transformation. De même, on jugera acceptable de diviser en deux le temps de l'employé, si l'on est fondé de croire qu'une partie de son temps variant entre 50 et 75% est consacrée à l'exercice de son activité principale.

- 34. Dans un service ou dans une division, la plupart des personnes qui exercent une activité admissible (conception technique, contrôle de la qualité, etc.) sont considérées comme exerçant directement ladite activité. Par contre le personnel de bureau et le personnel administratif de ce service ou de cette division (sténographes, dactylos, secrétaires, personnel comptable) ne sont pas considérés comme s'adonnant directement à une activité admissible.
- 35. Lorsqu'une gratification doit être versée à un employé exerçant directement des activités de fabrication et de transformation et exerçant également des activités non admissibles comme des activités administratives, le Ministère acceptera comme partie du coût en main-d'oeuvre de fabrication et de transformation la fraction de la gratification correspondant au pourcentage du temps que l'employé a consacré directement aux activités admissibles.

Signification de «affecté directement»

36. Le coût en immobilisations de fabrication et de transformation est la partie du coût en immobilisations qui indique dans quelle mesure chaque bien est affecté directement à des activités admissibles. L'expression «affecté directement» s'applique aux biens qui font partie intégrante de l'activité admissible envisagée et, à ce titre, sont essentiels à cette activité. Dans tous les cas, c'est la nature de l'activité dans le cadre de laquelle le bien est utilisé et non la nature du bien proprement dit qui doit être examinée pour déterminer son affectation. Dans le cas d'un immeuble abritant à la fois des installations d'usine et des bureaux administratifs, la ventilation du coût est nécessaire. En général, le mobilier et le matériel de bureau ne sont pas considérés comme affectés directement à des activités admissibles, à moins qu'il ne s'agisse d'un article utilisé exclusivement par une personne exerçant une activité admissible.

Coûts d'emmagasinage

37. Il peut être difficile de séparer les coûts en main-d'oeuvre et en immobilisations reliés à l'emmagasinage qui est une activité admissible aux fins du calcul des coûts en main-d'oeuvre et en immobilisations de fabrication et de transformation dans la formule prévue à l'article 5200 du Règlement (c'est-à-dire l'emmagasinage de marchandises achetées à des fins de transformation), des coûts qui ne sont pas admissibles (par exemple l'emmagasinage de marchandises achetées à des fins de revente seulement). En général, la distinction entre ces coûts est difficile et arbitraire parce que, dans la plupart des cas, il est impossible d'identifier séparément ces catégories de marchandises. Une des méthodes pour établir la distinction serait d'analyser les ventes (en dollars ou en tonnes) de marchandises transformées et de marchandises non transformées. Si la moyenne du temps d'emmagasinage des matières premières

necessary to weigh any calculations to produce a reasonable result. Since a 10% to 20% variance in the percentage of qualified warehousing labour and capital costs would not usually significantly effect the formula in section 5200 of the Regulations, it is not normally necessary that the taxpayer make elaborate calculations to separate these costs. However, any percentages used should be reasonable and have some logical basis.

Particular Industries

38. A few industries may have difficulty in determining the point at which manufacturing or processing begins and ends. The Department's views concerning the delineation of qualified and nonqualified activities in some of these industries are as follows.

Cable Television

39. The capturing and delivering of air signals by a cable television company is not considered to be manufacturing and processing of goods.

Computer Services

- 40. There are perhaps four different types of business carried on in the computer service industry. These are:
 - (a) data preparation services (keypunching, etc.)
 - (b) computer service bureaus (preparation of financial records from keypunched information, etc.,)
 - (c) computer time-sharing utilities and
 - (d) software firms (the preparation of computer programs on cards, tapes, disks, etc.)

Data preparation services, computer service bureaus and time-sharing utilities are primarily rendering services to their customers rather than selling goods; consequently their activities do not qualify as manufacturing or processing goods for sale or lease. The sale or lease of computer software is considered to be the sale of information and as a result the costs of developing the software would not qualify as manufacturing and processing of goods. Where software is transmitted by way of tangible property, such as computer cards, tapes or discs, those activities that relate to the manufacture or process of this property, such as producing a clean compilation and testing the program, would be considered qualified activities.

Drugstores

41. The mixing of various liquids or compounds when preparing a drug prescription is considered to constitute manufacturing and processing. However, the filling of prescriptions by placing labels on products already in their own container or by the placing of pills, capsules or liquids purchased in bulk into small containers and labelling them is not considered to qualify as manufacturing and processing. Where a corporation has considered

achetées aux fins de la transformation est supérieure ou inférieure à la moyenne du temps d'emmagasinage des matériaux achetés pour la revente, il peut être nécessaire de pondérer les calculs afin d'obtenir un résultat raisonnable. Etant donné qu'un écart de 10 à 20% du pourcentage des coûts en main-d'oeuvre et en immobilisations d'emmagasinage admissibles n'influent pas indûment sur la formule prévue à l'article 5200 du Règlement, le contribuable ne doit pas normalement faire des calculs élaborés pour établir la distinction entre ces coûts. Cependant, tout pourcentage utilisé doit être raisonnable et fondé.

Industries particulières

38. Il sera parfois difficile, dans le cas de certaines industries, de déterminer où commence et où finit la fabrication et la transformation. Voici sur quoi se base le Ministère pour définir les activités admissibles et non admissibles de quelques-unes de ces industries.

Câblodistribution

39. La saisie et la transmission de signaux aériens par une compagnie de câblodistribution n'est pas considérée comme la fabrication et la transformation de marchandises.

Services informatiques

- 40. On peut dire qu'il existe quatre types différents d'entreprises dans l'industrie des services informatiques. Ce sont:
 - a) les services de préparation des données (perforation, etc.)
 - b) les bureaux de services informatiques (préparation de bilans à partir des données sur cartes perforées, etc.),
 - c) les installations en temps partagé, et
 - d) les entreprises de logiciel ou de programmation (préparation des programmes d'ordinateurs sur cartes, bandes, disques, etc.).

Les services de préparation des données, les bureaux de services informatiques et les installations en temps partagé s'occupent principalement de la fourniture de services à leurs clients plutôt que de la vente de marchandises. Leurs activités ne sont donc pas considérées comme des activités consistant à fabriquer ou à transformer des marchandises pour les vendre ou les louer. La vente ou la location de logiciel informatique est réputée être la vente d'information et, ainsi, les coûts de développement du logiciel ne sont pas admis au titre de la fabrication et de la transformation des marchandises. Lorsque le logiciel est transmis sous forme tangible, comme des fiches, des bandes ou des disques informatiques, les activités liées à la fabrication ou à la transformation de ces biens, comme la production d'une compilation nette et les essais de programme, sont considérées comme des activités admissibles.

Pharmacies

41. Le mélange de divers liquides ou composés fait pour remplir une ordonnance de médicaments est considéré comme une activité de fabrication et de transformation. Cependant, l'exécution d'ordonnances consistant à mettre une étiquette sur des produits déjà dans leurs contenants ou à mettre des pilules, des capsules ou des liquides achetés en vrac dans de petits contenants et à étiqueter ces contenants n'est pas considérée comme une activité de fabrication et de transformation. Lors-

activities referred to in the previous sentence as qualified activities when computing their manufacturing and processing deduction in previous years, this will be accepted by the Department for taxation years ending prior to January 1, 1979.

Films and Videotapes

42. Where a corporation is engaged in the production of motion picture films or programmes on videotape, the activities which would qualify as manufacturing and processing would include preparation and editing of the script, manufacture of screen sets and props, acting, directing, lighting, camera work (filming), adding sound and colour effects, cutting, splicing and editing the exposed film and reproducing copies from the master negative or videotape.

Photo Developers

43. The activities connected with the processing of film into prints and slides, negatives into prints and the enlarging of prints are considered to be qualified activities.

Printing and Publishing

44. The activities of a printing or publishing firm that qualify as manufacturing or processing, include activities such as typesetting, printing, collating, folding and bundling. Reporting of news, preparation of copy of advertisements, photographs and art work, and editing are also considered qualified activities provided the taxpayer also carries on the physical activities of manufacturing a newspaper, magazine or book.

Some advertising activities may be qualified activities because these activities are connected with the manufacturing and processing of a newspaper, but the gross revenue from advertising is considered to be from a service and is not from the sale or lease of goods. Consequently, when determining whether a publisher of a newspaper meets the 10% de minimis rule in subparagraph 125.1(3)(b)(x) gross revenue from sales of goods manufactured in Canada does not include advertising revenue.

Restaurants and "Take-Out Stores"

45. Generally, the primary activities of a restaurant are those of providing service to its patrons. Such services include the waiting upon tables, clearing, washing and drying of cutlery and dishes, cashier services and in some cases the provision of entertainment. However, the activities of preparing meals for consumption constitute processing and thus some part of a restaurant's income may be eligible for the reduced rate of corporate tax. The mixing of a number of ingredients of a drink is considered processing but the mere pouring of liquor or beer into a glass and the dispensing of draft beer are not considered processing.

qu'une corporation a considéré les activités mentionnées dans la phrase précédente comme des activités admissibles dans le calcul de sa déduction pour frais de fabrication et de transformation au cours des années précédentes, le Ministère acceptera cette méthode pour les années d'imposition se terminant avant le 1er janvier 1979.

Films et bandes magnétoscopiques

42. Lorsqu'une corporation s'occupe de la production de films cinématographiques ou d'émissions sur bandes magnétoscopiques, les activités de fabrication et de transformation admissibles comprennent la rédaction et le découpage du texte, la fabrication des décors et des accessoires, le jeu et la direction des comédiens, l'éclairage, le tournage du film, l'addition des effets sonores et de la couleur, le découpage et le montage du film développé, ainsi que la reproduction des copies à partir du négatif ou de la bande magnétoscopique originale.

Développement photographique

43. Les activités liées au développement de pellicules en photographies et en diapositives, de négatifs en photographies et l'agrandissement de photographies sont des activités admissibles.

Impression et publication

44. Les activités d'une entreprise s'occupant d'impression et de publication, qui sont des activités admissibles de fabrication ou de transformation, comprennent celles qui se rapportent à la composition, à l'impression, au collationnement, au pliage et à la mise en liasses. La rédaction des nouvelles, la préparation de la copie des annonces, les photographies ou le travail artistique et la correction des textes pour l'édition sont aussi des activités admissibles, à condition que le contribuable exerce aussi les activités physiques liées à la fabrication d'un journal, d'une revue ou d'un livre.

Certaines activités de publicité peuvent être des activités admissibles parce qu'elles sont liées à la fabrication et à la transformation d'un journal, mais le revenu brut provenant de la publicité est réputé être tiré d'un service et non de la vente ou de la location de marchandises. Par conséquent, lorsqu'il s'agit de voir si l'éditeur d'un journal satisfait à la règle du minimum de 10% prévue au sous-alinéa 125.1(3)b)(x), le revenu brut provenant de la vente de marchandises fabriquées au Canada ne comprend pas le revenu provenant de la publicité.

Restaurants et débits d'aliments «à emporter»

45. Les activités principales d'un restaurant consistent, en général, dans la fourniture de services à ses clients, notamment servir aux tables, desservir, laver et essuyer la vaisselle, tenir la caisse et, dans certains cas, présenter des spectables. Cependant, la préparation de repas destinés à la consommation est une activité de transformation et, de ce fait, une partie du revenu d'un restaurant peut bénéficier du taux réduit d'impôt sur les corporations. Le mélange d'un certain nombre d'ingrédients constituant une boisson alcoolisée est considéré comme une activité de transformation, mais le simple fait de verser de l'alcool ou de la bière dans un verre et de servir de la bière en fût n'est pas considéré comme une activité de transformation.

In the case of "take-out" establishments, the primary activities may be the preparation of meals and thus all of the business income of the corporation may qualify for the reduced rate of tax under the small manufacturers' rule.

Scrap Metal Dealers

46. Activities carried on by a scrap metal dealer, such as sorting, removing contaminents, grading, cutting to size and baling, in order to make raw scrap saleable are considered qualified activities.

Shipbuilding and Similar Industries

47. In the case of shipbuilding, aircraft manufacturing and similar industries, it is the Department's view that movable objects, irrespective of size, are manufactured. Thus, the building of aircraft and ships is not regarded as construction.

Where a contract is entered into by a corporation to make repairs to a movable object, referred to above, activities connected with the repair work would normally be considered to be a service and not the manufacturing of goods for sale or lease. On the other hand, if a corporation purchases a movable object with the intention of reselling it or leasing it, repair activities in preparing the object for sale would be considered qualified activities. There may also be contracts which are primarily for the sale of goods to be installed in a ship, aircraft or similar movable object and these contracts may involve the manufacturing of goods for sale or lease notwithstanding that they also contain repair activity.

Tailors

48. The alterations of clothing at a retail clothing establishment or the sale of custom tailored or off the rack articles is considered to be a qualified manufacturing or processing activity. However, the altering and repairing of articles that are customer owned is a service and is therefore not manufacturing or processing of goods for sale or lease.

Vehicle Repairs and Servicing

49. The activities of reconditioning used automobiles or trucks for resale, such as cleaning, painting, safety inspection, tune-ups, replacement of parts and repairing are considered qualified activities. In the case of new vehicles the pre-delivery service activities would also qualify. However, repair activities, including body repairs and engine and transmission overhauls, relating to customer owned vehicles under warranty or otherwise would not qualify. Comments similar to the above would also apply to other machinery and equipment.

Dans le cas des débits d'aliments «à emporter», les activités principales pourront être la préparation des aliments et, dès lors, tout le revenu commercial de la corporation pourra bénéficier du taux réduit d'imposition suivant la règle applicable aux petits fabricants.

Ferrailleurs

46. Les activités exercées par un ferrailleur, comme le tri, l'enlèvement de contaminants, la classification, le découpage et la mise en ballot, pour pouvoir vendre la ferraille brute, sont considérées comme des activités admissibles.

Construction navale et industries semblables

47. En ce qui concerne les industries de la construction navale, aéronautique et des industries similaires, l'opinion du Ministère veut qu'il s'agisse en l'occurrence de fabrication d'objets mobiles, quelle que soit leur taille. Les avions et les navires relèvent donc de la fabrication et non de la construction.

Lorsqu'une corporation convient, par contrat, de faire des réparations à des objets mobiles susmentionnés, les activités liées à la réparation sont habituellement considérées comme un service et non comme la fabrication de marchandises pour la vente ou la location. En revanche, si une corporation achète un objet mobile dans l'intention de le revendre ou de le louer, les réparations effectuées pour la vente de l'objet sont considérées comme une activité admissible. Il existe aussi des contrats pour la vente de marchandises à être installées sur un navire, un aéronef ou un autre objet mobile et ces contrats peuvent comprendre la fabrication de marchandises pour la vente ou la location, même s'ils stipulent aussi des réparations.

Tailleurs

48. Les réparations de vêtements dans une entreprise de vente au détail de vêtements et la vente de vêtements faits sur mesure ou prêts à porter sont considérées comme des activités de fabrication ou de transformation admissibles. Cependant, les réparations ou les modifications apportées à des articles qui appartiennent à un client sont des services et, par conséquent, ne sont pas des activités de fabrication ou de transformation de marchandises pour la vente ou la location.

Réparations de véhicules et services

49. Les activités consistant à remettre en état des automobiles ou des camions d'occasion pour la revente, comme le nettoyage, la peinture, l'inspection de sécurité, la mise au point, le remplacement de pièces et la réparation sont considérées comme des activités admissibles. Lorsqu'il s'agit de véhicules neufs, les activités précédant la livraison sont aussi admissibles. Cependant, les réparations, y compris la réparation de la carrosserie et les remises en état du moteur et de la transmission faites sur les véhicules des clients, en vertu d'une garantie ou autrement, ne sont pas admissibles. Des commentaires semblables à ce qui précède s'appliquent aussi à d'autres machineries et équipements.





REVENUE CANADA, TAXATION

REVENU CANADA, IMPOT Publical

SUBJECT: INCOME TAX ACT

> Shares Entitling Shareholders to Choose Taxable or Other Kinds of Dividends

NO: IT-146R3

DATE: August 25, 1980

REFERENCE: Paragraph 54(c) (also sections 47, 51 and 83 and subsection 26(24) of the Income Tax Application Rules, 1971 ITAR))

LOI DE L'IMPÔT SUR LE REVENU OR IET

> Actions donnant droit aux actionnaires de choisir entre des dividendes imposables ou d'autres dividendes

Nº: IT-146R3

DATE: le 25 août 1980

RENVOI:

Alinéa 54c) (ainsi que les articles 47, 51 et 83 et le paragraphe 26(24) des Règles de 1971 concernant l'application de l'impôt sur le revenu (RAIR))

This bulletin replaces and cancels IT-146R2 dated March 1, 1976. Current revisions are designated by vertical lines

Le présent bulletin annule et remplace le Bulletin d'interprétation IT-146R2 du 1er mars 1976. Les révisions sont indiquées d'un trait vertical

1. In previous versions of this bulletin the Department outlined the specific procedures that a corporation used to designate or reclassify common shares in order to provide a shareholder with a choice of receiving either taxable dividends or dividends that qualify under subsection 83(1). The reference to subsection 83(1) in the previous versions and in this version is to dividends payable as provided by that provision as it read in connection with dividends payable on or before March 31, 1977 and after March 31, 1977 to before 1979 (under subsection 83(1) as amended by subsection 37(5) of Bill C-11, 1977). An outline of the specific procedures necessary for the Department to accept a designation or reclassification of common shares is continued in this bulletin. However. since the subsection 83(1) dividend referred to above can no longer be paid except in very limited circumstances, the procedures are now intended to apply where there is a reclassification or designation in order to provide a shareholder with a choice of receiving either taxable dividends or stock dividends or either taxable dividends or capital dividends payable by virtue of subsection 83(2). The comments in 2 to 4 below refer specifically to stock dividends but they are also considered to apply where a shareholder may choose between taxable dividends and capital dividends payable by virtue of subsection 83(2).

1. Dans les versions antérieures du présent bulletin, le Ministère exposait comment une corporation procédait pour désigner ou reclasser des actions ordinaires en vue d'offrir à un actionnaire la possibilité de choisir entre des dividendes imposables et des dividendes prévus au paragraphe 83(1). Le renvoi au paragraphe 83(1) dans les versions précédentes et dans la présente version porte sur les dividendes payables au plus tard le 31 mars 1977, et entre cette date et 1979 (en vertu du paragraphe 83(1) modifié en 1977 par le paragraphe 37(5) du Bill C-11). Le présent bulletin expose la façon précise dont une corporation doit procéder pour que le Ministère accepte une désignation ou un reclassement d'actions ordinaires. Toutefois, étant donné que les dividendes prévus au paragraphe 83(1) ne peuvent plus être versés sauf dans des circonstances très rares, les nouvelles procédures s'appliquent maintenant au reclassement ou à la désignation des actions en vue d'offrir à un actionnaire la possibilité de recevoir soit des dividendes imposables ou des dividendes en actions, soit des dividendes imposables ou des dividendes en capital payables en vertu du paragraphe 83(2). Les numéros 2 à 4 ci-dessous portent particulièrement sur les dividendes en actions, mais s'appliquent également lorsqu'un actionnaire a la possibilité de choisir entre des dividendes imposables et des dividendes en capital payables en vertu du paragraphe 83(2).

Designation of Reclassification of Common Shares

- 2. Certain shareholders of a class of shares of a corporation's stock may prefer to receive stock dividends, whereas other shareholders of the same class may prefer a taxable dividend. Some corporations have met shareholder's dividend preference as follows:
 - (a) The issued common shares of a class are designated or reclassified as a special class of shares, for example, as Class A shares.
 - (b) A right is attached to Class A shares entitling the holder to exchange them for shares of a newly created class, for example, Class B shares. In some cases,

Désignation ou reclassement d'actions ordinaires

- 2. Certains détenteurs d'une catégorie d'actions du capitalactions d'une corporation préfèrent recevoir des dividendes en actions, tandis que d'autres détenteurs d'actions de la même catégorie optent pour un dividende imposable. Certaines corporations ont satisfait les préférences des actionnaires à cet égard selon les modalités suivantes:
 - a) Les actions ordinaires émises qui appartiennent à une catégorie donnée sont désignées ou reclassées sous forme d'une catégorie spéciale d'actions, par exemple des actions de la catégorie A.
 - b) Les actions de la catégorie A s'accompagnent d'un droit autorisant leur détenteur à les échanger contre des actions d'une catégorie nouvellement créée, par exemple la

IT-146R3

- attaching the right of exchange may require the surrender of the original common share certificates and the issue of Class A share certificates in their place.
- (c) The newly created Class B shares have the same interests, rights and privileges as Class A shares except for dividend rights. While only taxable dividends are paid on Class A shares, dividends on Class B shares may, at the discretion of the directors, be paid as either taxable dividends or stock dividends.
- (d) A right is attached to Class B shares entitling the holder to exchange them for Class A shares.
- 3. The Department considers that the designation or reclassification of a class of shares and the attachment of a right of exchange thereto in circumstances similar to those described in 2(a) and 2(b) above does not constitute a disposition of the shares within the meaning of paragraph 54(c) of the Act. The newly designated shares (Class A above) are considered, for all purposes of the Act, to be the same property as the original common shares and to have been acquired at the same time and for the same cost as those original common shares. Furthermore, the provisions of subsection 84(3) (redemption or cancellation of shares) and section 86 (disposition of shares in the course of a reorganization of capital) do not apply.
- 4. It is important to understand that only in the specific circumstances outlined above does the Department take the position that the addition of a right of exchange is not considered to constitute a disposition of shares. In other circumstances a change in the rights attaching to a class of shares may constitute a disposition and the particular circumstances of each case will have to be reviewed to determine the Department's position.
- 5. Where a corporation has reclassified shares, in a procedure similar to 2 above, in order to create a class of shares paying subsection 83(1) dividends, a change in the rights of these shares from a right to receive subsection 83(1) dividends to a right to receive subsection 83(2) dividends or, alternatively, stock dividends, will not be considered to constitute a disposition under pararaph 54(c).

Conversion of Shares from Class A to Class B

6. Where, in circumstances described in 2 above, the right of conversion is exercised and Class A shares are exchanged for Class B shares, section 51 applies to deem the exchange not to be a disposition, and the cost of the Class B shares acquired to be the adjusted cost base of the Class A shares. For exchanges taking place after May 6, 1974, the foregoing applies only where the exchanged shares were capital property of the shareholder.

- catégorie B. Dans certains cas, l'introduction du droit d'échange peut exiger le rachat des certificats initiaux d'actions ordinaires et l'émission de certificats d'actions de la catégorie A.
- c) Les actions de la nouvelle catégorie B comportent les mêmes intérêts, droits et privilèges que celles de la catégorie A, à l'exception des droits relatifs aux dividendes. En effet, alors que seuls des dividendes imposables sont payés sur les actions de la catégorie A, les dividendes versés sur celles de la catégorie B peuvent, au choix des administrateurs, prendre la forme de dividendes imposables ou de dividendes en actions.
- d) Les actions de la catégorie B s'accompagnent d'un droit autorisant leur détenteur à les échanger contre des actions de la catégorie A.
- 3. Le Ministère estime que la désignation ou le reclassement d'une catégorie d'actions et l'introduction, à cet égard, d'un droit d'échange dans des cas semblables à ceux décrits en 2a) et b) ci-dessus ne constituent pas une disposition des actions au sens de l'alinéa 54c) de la Loi. Les actions nouvellement désignées (catégorie A ci-dessus) sont considérées, pour toutes les fins de la Loi, comme constituant le même bien que les actions ordinaires initiales et comme ayant été acquises à la même date et au même coût que ces dernières. De plus, le paragraphe 84(3) (rachat ou annulation des actions) et l'article 86 (disposition d'actions dans le cadre d'un remaniement du capital) ne sont pas applicables.
- 4. Il est important de comprendre que la politique du Ministère de ne pas considérer l'adjonction d'un droit d'échange comme une disposition des actions ne s'applique qu'aux cas précités. Dans les autres cas, il se peut qu'une modification des droits afférents à une catégorie d'actions constitue une disposition, mais il faudra analyser les modalités de chaque cas pour déterminer la politique du Ministère.
- 5. Si, en procédant de la même façon qu'au nº 2 ci-dessus, une corporation a reclassé des actions en vue de créer une catégorie d'actions payant des dividendes prévus au paragraphe 83(1), une modification des droits rattachés à ces actions de sorte qu'un droit de recevoir des dividendes prévus au paragraphe 83(1) est remplacé par un droit de recevoir des dividendes prévus au paragraphe 83(2) ou des dividendes en actions ne constituera pas une disposition aux termes de l'alinéa 54c).

Conversion des actions de la catégorie A à la catégorie B

6. Lorsque dans les cas cités au numéro 2 ci-dessus il y a exercice du droit de conversion et échange d'actions de la catégorie A contre des actions de la catégorie B, l'échange est réputé selon l'article 51 ne pas constituer une disposition de biens et le coût des actions de la catégorie B est réputé être le prix de base rajusté des actions de la catégorie A. Si l'échange a eu lieu après le 6 mai 1974, ce qui précède ne s'applique que si les actions échangées étaient des biens en immobilisations de l'actionnaire.

- 7. Where the exchange takes place after May 6, 1974 and the old shares were owned on December 31, 1971 and thereafter until the time of the exchange, the new shares are merely an altered form of the old shares, pursuant to subsection 26(24) of the ITAR, for purposes of determining the cost and the adjusted cost base to the taxpayer of the new shares. Therefore, the cost (as calculated under section 26 of the ITAR) and the adjusted cost base of the new shares are determined at the time of a subsequent disposition and not at the time of the exchange.
- 8. Where the exchange took place before May 7, 1974 and the old shares were owned on December 31, 1971 and thereafter until the time of the exchange, no capital gain or loss arose on the exchange because of the exchange was deemed not to have been a disposition of property. The cost of the shares acquired by the exchange was deemed to be the adjusted cost base of the converted shares immediately before the exchange as calculated pursuant to subsection 26(4) or (7) of the ITAR. The provisions of section 26 of the ITAR will not apply in computing the cost of the shares on a subsequent reconversion or disposition.

Reconversion of Shares

- 9. Corporations which have reclassified their common shares to Class A and created Class B shares, in circumstances as outlined in 2 above or in circumstances where the Class B shares were created to pay dividends that qualify under subsection 83(1), may wish to discontinue the two classes of shares and reconvert these shares to "new" common shares. The reconversion of shares has been carried out by corporations in the following manner:
 - (a) class A and class B shares are reclassified to "new" common shares,
 - (b) the "new" common shares have the same interests, rights and privileges as class A and class B shares, except for the conversion rights of the class A and B shares and the dividend rights of the class B shares.
- 10. The Department considers that a reconversion in circumstances similar to that described in 9 above does not constitute a disposition of the shares within the meaning of paragraph 54(c).

7. Si l'échange a eu lieu après le 6 mai 1974 et que les anciennes actions étaient détenues le 31 décembre 1971 et jusqu'à la date de l'échange, les anciennes actions sont réputées avoir été modifiées quant à la forme seulement et avoir continué d'exister sous la forme des nouvelles actions, en vertu du paragraphe 26(24) des RAIR, aux fins de la détermination du coût et du prix de base rajusté des nouvelles actions pour le contribuable. Par conséquent, le coût (calculé en vertu de l'article 26 des RAIR) et le prix de base rajusté des nouvelles actions sont déterminés au moment d'une disposition subséquente et non pas au moment de l'échange.

3

8. Si l'échange s'est produit avant le 7 mai 1974 et que les anciennes actions étaient détenues le 31 décembre 1971 et jusqu'à la date de l'échange, aucun gain ou perte en capital n'a découlé de l'échange parce qu'il était réputé ne pas constituer une disposition de biens. Le coût des actions acquises par voie d'échange était réputé être le prix de base rajusté des actions converties immédiatement avant l'échange tel que calculé en vertu du paragraphe 26(4) ou (7) des RAIR. L'article 26 des RAIR ne s'applique pas au calcul du coût des actions lors d'une reconversion ou d'une disposition subséquente.

Reconversion des actions

- 9. Les corporations qui ont converti leurs actions ordinaires en actions de la catégorie A et créé des actions de la catégorie B suivant les circonstances exposées au numéro 2 ci-dessus, ou qui ont créé des actions de la catégorie B en vue de payer des dividendes prévus au paragraphe 83(1), peuvent souhaiter annuler ces deux catégories pour reconvertir les actions en «nouvelles» actions ordinaires. La reconversion s'effectue alors de la facon suivante:
 - a) les actions des catégories A et B sont reclassées en «nouvelles» actions ordinaires;
 - b) les «nouvelles» actions ordinaires comportent les mêmes intérêts, droits et privilèges que celles des catégories A et B, à l'exception des droits relatifs à la conversion des actions de la catégorie A et B et des droits relatifs aux dividendes des actions de la catégorie B.
- 10. Le Ministère estime qu'une reconversion effectuée dans des circonstances analogues à celles décrites au numéro 9 ci-dessus ne constitue pas une disposition des actions aux termes de l'alinéa 54c).



INTERPRETATION BULLETIN BULLETIN D'INTERPRÉTATION

SUBJECT: INCOME TAX ACT

Shares Entitling Shareholders to Choose Taxable or Capital Dividends

N° IT-146R4 DATE: September 6, 1991
REFERENCE: Paragraph 54(c) (also sections 51, 83 and 86, subsection 84(3) and paragraph 89(1)(j))

CA1 NR 68 I51 OBJET: LOI DE L'IMPÔT SUR LE REVENU

Actions donnant droit aux actionnaires de choisir entre des dividendes imposables ou des dividendes en capital

N°: **IT-146R4** DATE: le 6 se

N°: IT-146R4 DATE: le 6 septembre 1991

L'alinéa 54c) (aussi les articles 51, 83 et 86; le paragraphe 84(3) et l'alinéa 89(1)j))



Application

This bulletin replaces and cancels Interpretation Bulletin IT-146R3 dated August '25, 1980. Current revisions are designated by vertical lines.

Summary

This bulletin discusses the circumstances where a disposition of shares is not considered to occur, within the meaning of paragraph 54(c), when there has been a reclassification or a designation of the shares of a corporation, in order to provide a shareholder with a choice of receiving either taxable or capital dividends.

Discussion and Interpretation

Designation or Reclassification of Common Shares

- 1. Certain shareholders of a class of shares of a corporation's stock may prefer to receive capital dividends, whereas other shareholders of the same class may prefer taxable dividends. Some corporations have met shareholder's dividend preference as follows:
 - (a) the issued common shares of a class are designated or reclassified as a special class of shares, for example, as Class A shares, which entitle the holder to receive only taxable dividends,
 - (b) a right is attached to the Class A shares entitling the holder to exchange them for shares of a newly created class, for example, Class B shares, which have the same interests, rights and privileges as the Class A shares except that the holder is entitled to receive, at the discretion of the directors, either taxable dividends or capital dividends, and
 - (c) a right is also attached to the Class B shares entitling the holder to exchange them back for Class A shares.

Application

Ce bulletin annule et remplace le Bulletin d'interprétation IT-146R3 du 25 août 1980. Les dernières révisions sont indiquées par des traits verticaux.

Résumé

Ce bulletin établit dans quelles circonstances on ne considère pas qu'une disposition d'actions s'est produite, selon le sens donné à l'alinéa 54c), lorsqu'il y a eu reclassement ou désignation des actions d'une corporation en vue de donner à un actionnaire le choix de recevoir des dividendes imposables ou des dividendes en capital.

Discussion et interprétation

Désignation ou reclassement des actions ordinaires

- 1. Certains détenteurs d'une catégorie d'actions du capitalactions d'une corporation préfèrent recevoir des dividendes en capital, tandis que d'autres détenteurs d'actions de la même catégorie peuvent préférer des dividendes imposables. Certaines corporations ont satisfait les préférences des actionnaires, à cet égard, de la façon suivante :
 - a) les actions ordinaires émises qui appartiennent à une catégorie donnée sont désignées ou reclassées sous forme d'une catégorie spéciale d'actions, par exemple des actions de la catégorie A, qui donnent droit au détenteur de recevoir seulement des dividendes imposables
 - b) les actions de la catégorie A s'accompagnent d'un droit autorisant leur détenteur à les échanger contre des actions d'une catégorie nouvellement créée, par exemple des actions de la catégorie B qui comportent les mêmes intérêts, droits et privilèges que celles de la catégorie A, sauf que le détenteur a le droit de recevoir, au choix des administrateurs, des dividendes imposables ou des dividendes en capital et
 - c) les actions de la catégorie B s'accompagnent elles aussi d'un droit autorisant leur détenteur à les échanger contre des actions de la catégorie A.



2. The designation or reclassification of a class of shares and the attachment of a right of exchange thereto in circumstances similar to those described in 1(a) and 1(b) above does not constitute a disposition of the shares within the meaning of paragraph 54(c) of the Act. The newly designated shares (Class A above) are considered, for all purposes of the Act, to be the same property as the original common shares and to have been acquired at the same time and for the same cost as the original common shares. Furthermore, the provisions of subsection 84(3) (redemption or cancellation of shares) and section 86 (disposition of shares in the course of a reorganization of capital) do not apply.

Conversion of Shares from Class A to Class B

3. Where, in circumstances described in 1 above, the right of conversion is exercised and Class A shares are exchanged for Class B shares, section 51 applies to deem the exchange not to be a disposition and the cost of the Class B shares acquired to be the adjusted cost base of the Class A shares. The foregoing applies only where the exchanged shares are capital property of the shareholder.

General Rules for Changes in the Terms of Securities

4. IT-448 entitled, *Dispositions - Changes in the Terms of Securities* and the Special Release thereto discuss the factors that are considered in determining whether or not a disposition pursuant to paragraph 54(c) has taken place when the terms of a security have been altered. It is considered that the specific circumstances outlined in 1 above do not result in a disposition. However, in other circumstances a change in the rights attaching to a class of shares may constitute a disposition and the particular circumstances of each case will have to be reviewed to make this determination.

Reconversion of Shares

- 5. Corporations which have reclassified their common shares to Class A and created Class B shares, in circumstances as outlined in 1 above, may wish to discontinue the two classes of shares and reconvert these shares to "new" common shares. Where a reconversion of shares has been carried out by corporations in the following manner:
 - (a) class A and class B shares are reclassified to "new" common shares, and
 - (b) the "new" common shares have the same interests, rights and privileges as the class A and class B shares, except for the conversion rights of

2. La désignation ou le reclassement d'une catégorie d'actions et l'introduction, à cet égard, d'un droit d'échange dans des cas semblables à ceux décrits aux points 1a) et 1b) ci-dessus ne constituent pas une disposition des actions au sens de l'alinéa 54c) de la Loi. Les actions nouvellement désignées (catégorie A ci-dessus) sont considérées, pour toutes les fins de la Loi, comme constituant le même bien que les actions ordinaires initiales et comme ayant été acquises à la même date et au même coût que ces dernières. De plus, les dispositions du paragraphe 84(3) (rachat ou annulation des actions) et de l'article 86 (disposition d'actions dans le cadre d'un remaniement du capital) ne s'appliquent pas.

Conversion des actions de catégorie A en actions de catégorie B

3. Lorsque, dans les cas décrits au numéro 1 ci-dessus, il y a exercice du droit d'échange et que des actions de catégorie A sont échangées pour des actions de catégorie B, l'article 51 s'applique et l'échange est réputé ne pas être une disposition. Le coût des actions de catégorie B acquises est réputé être le prix de base rajusté des actions de catégorie A. Les dispositions ci-dessus s'appliquent uniquement lorsque les actions qui ont été échangées constituent un bien en immobilisation de l'actionnaire.

Règles générales relatives à la modification des conditions des titres

4. Le IT-448 intitulé *Disposition - Modification des conditions des titres* et le communiqué spécial qui s'y rapporte traitent des facteurs qui sont pris en considération lorsque vient le moment de déterminer si la modification des conditions des titres a donné lieu à une disposition en vertu de l'alinéa 54c). Il est considéré que les circonstances particulières énoncées au numéro 1 ci-dessus ne donnent pas lieu à une disposition. Toutefois, dans d'autres cas, une modification des droits qui accompagnent une catégorie d'actions peut constituer une disposition. Il faut évaluer les circonstances particulières de chaque cas pour trancher cette question.

Reconversion des actions

- 5. Les corporations qui ont reclassé leurs actions ordinaires en vue d'en faire des actions de catégorie A et qui ont créé des actions de catégorie B peuvent, dans les circonstances exposées au numéro 1 ci-dessus, souhaiter annuler ces deux catégories d'actions et reconvertir ces actions en «nouvelles» actions ordinaires. Dans les cas où des corporations ont effectué la reconversion d'actions de la façon suivante :
 - a) les actions de catégorie A et B sont reclassées en «**nouvelles**» actions ordinaires et
 - b) les «**nouvelles**» actions ordinaires comportent les mêmes intérêts, droits et privilèges que les actions de catégorie A et B, à l'exception des droits relatifs à la

the class A and class B shares and the dividend rights of the class B shares,

the reconversion will not constitute a disposition of the shares within the meaning of paragraph 54(c).

Tax Avoidance Consideration

6. Where one of the main purposes of an acquisition of shares is to acquire a right to a capital dividend, the capital dividend if paid after 4:00 p.m. Eastern Daylight Saving Time, September 25, 1987, will be treated as a taxable dividend received by the shareholder by virtue of subsection 83(2.1). Subsections 83(2.2) to 83(2.4) provide exceptions where the anti-avoidance rule in subsection 83(2.1) will not apply. With respect to the situation described in paragraph 1 of this bulletin, it is the main purpose of the acquisition of the original shares which will determine whether the anti-avoidance rule will apply. A reclassification or designation similar to that described in paragraph 1 above will generally not bring subsection 83(2.1) into application.

conversion des actions de catégorie A et B et des droits relatifs aux dividendes des actions de la catégorie B, la reconversion ne constituera pas une disposition des actions au sens que lui donne l'alinéa 54c).

Considération en matière d'évitement fiscal

6. Lorsque l'un des buts principaux de l'acquisition d'actions est l'acquisition d'un droit à un dividende en capital, celui-ci, s'il est versé après 16 heures, heure avancée de l'Est, le 25 septembre 1987, sera considéré comme un dividende imposable reçu par l'actionnaire en vertu du paragraphe 83(2.1). Les paragraphes 83(2.2) à 83(2.4) prévoient des exceptions dans les cas où la règle anti-évitement énoncée au paragraphe 83(2.1) ne s'applique pas. En ce qui concerne la situation décrite au numéro 1 cidessus, c'est le but principal de l'acquisition des actions initiales qui détermine si la règle anti-évitement s'applique. Un reclassement ou une désignation similaire à la description du numéro 1 ci-dessus n'entraînera généralement pas l'application du paragraphe 83(2.1).



SUBJECT

INCOME TAX ACT

Shares Entitling Shareholders to Choose

Taxable or Section 83 Dividends

SERIAL NO: REFERENCE: IT-146R2

DATE:

March 1, 1976

Paragraph 54(c) (also sections 51 and 83 and subsection 26(24) of the Income Tax Appli-

cation Rules, 1971 (ITAR))

OBJET:

LOI DE L'IMPÔT SUR LE REVENU

Actions donnant le droit aux actionnaires de choisir entre des dividendes imposables ou des

dividendes prévus à l'article 83

IT-146R2 DATE: le 1er mars 1976

Alinéa 54c) (aussi les articles 51 et 83 et le paragraphe 26(24) des Règles de 1971 concernant l'application de l'impôt sur le revenu (RAIR))

LIBRARY

RENVOI:

Nº DE SÉRIE:

This bulletin replaces and cancels Interpretation Bulletin IT 146R dated May 20, 1975.

1. Subsection 83(1) of the Income Tax Act provides special rules for the distribution to shareholders of pre-1972 corporate surplus as dividends on which no tax is payable by the shareholder. Unless these provisions are followed, dividends paid by a corporation are generally taxable dividends. Certain shareholders of a class of shares of a corporation's stock may prefer to receive a subsection 83(1) dividend, whereas other shareholders of the same class may prefer a taxable dividend. Some corporations have met shareholders' dividend preferences as follows:

- (a) The issued common shares of a class are designated or reclassified as a special class of shares, for example, as Class A shares.
- (b) A right is attached to Class A shares entitling the holder to exchange them for shares of a newly created class, for example, Class B shares. In some cases, attaching the right of exchange may require the surrender of the original common share certificates and the issue of class A share certificates in their place.
- (c) The newly created Class B shares have the same interests, rights and privileges as Class A shares except for dividend rights. While only taxable dividends are paid on Class A shares, dividends on Class B shares may, at the discretion of the directors, be paid as either taxable dividends or as subsection 83(1) dividends out of tax-paid undistributed surplus on hand (TPUS) or 1971 capital surplus on hand (1971 CSOH). To insure dividend parity between the two classes of shares, the 15 per cent tax paid to create TPUS is taken into account in determining the amount of each dividend.
- (d) A right is attached to Class B shares entitling the holder to exchange them for Class A shares.

UNIV. Le présent bulletin annule et remplace le Bulletin d'interprétation IT-146R du 20 mai 1975.

- 1. Le paragraphe 83(1) de la Loi de l'impôt sur le revenu renferme des règles spéciales visant la distribution aux actionnaires, à titre de dividendes non imposables entre leurs mains, de surplus de corporations antérieurs à 1972. À moins que ces dispositions ne soient respectées, les dividends payés par une corporation sont généralement imposables. Certains détenteurs d'une catégorie d'actions du capital-actions d'une corporation peuvent choisir de recevoir un dividende prévu au paragraphe 83(1), tandis que d'autres détenteurs d'actions de la même catégorie opteront peut-être pour un dividende imposable. Certaines corporations ont satisfait les préférences des actionnaires en matière de dividendes selon les modalités suivantes:
 - a) Les actions ordinaires d'une catégorie qui sont émises sont désignées ou reclassées sous forme d'une catégorie spéciale d'actions, par exemple des actions de la catégorie A.
 - b) Les actions de la catégorie A s'accompagnent d'un droit autorisant leur détenteur à les échanger contre des actions d'une catégorie nouvellement créée, par exemple des actions de la catégorie B. Dans certains cas, l'introduction du droit d'échange peut exiger le rachat des certificats initiaux d'actions ordinaires et l'émission de certificats d'actions de la catégorie A.
 - c) Les actions de la catégorie B nouvellement créée comportent les mêmes intérêts, droits et privilèges que celles de la catégorie A, à l'exception des droits relatifs aux dividendes. Alors que seuls des dividendes imposables sont payés sur les actions de la catégorie A, les dividendes sur celles de la catégorie B peuvent être versés, au choix des administrateurs, soit à titre de dividendes imposables, soit à titre de dividendes prévus au paragraphe 83(1) et payables sur le surplus en main non réparti et libéré d'impôt (SMNRLI) ou sur le surplus de capital en main en 1971 (SCM en 1971). Pour assurer la parité des dividendes entre les deux catégories d'actions, on tiendra compte, dans le calcul du montant de chaque dividende, de l'impôt de 15 pour cent payé pour créer le SMNRLI.
 - d) Un droit accompagne les actions de la catégorie B, autorisant le détenteur à les échanger contre des actions de la catégorie A.

IT-146R2

- 2. The Department considers that the designation or reclassification of a class of shares and the attachment of a right of exchange thereto in circumstances similar to those described in (a) and (b) above does not constitute a disposition of the shares within the meaning of paragraph 54(c) of the Act. The newly designated shares (Class A above) are considered, for all purposes of the Act, to be the same property as the original common shares and to have been acquired at the same time and for the same cost as those original common shares. Furthermore, the provisions of subsection 84(3) (redemption or cancellation of shares) and section 86 (disposition of shares in the course of a reorganization of capital) do not apply.
- 3. It is important to understand that only in the specific circumstances outlined above does the Department take this position that the addition of a right of exchange is not considered to constitute a disposition of shares. In other circumstances a change in the rights attaching to a class of shares may constitute a disposition and the particular circumstances of each case will have to be reviewed to determine the Department's position.

Conversion of Shares

- 4. Where in circumstances described in paragraph 1 above, the right of conversion is exercised and Class A shares are exchanged for Class B shares, section 51 applies to deem the exchange not to be a disposition, and the cost of the Class B shares acquired to be the adjusted cost base of the Class A shares. For exchanges taking place after May 6, 1974, the foregoing applies only where the exchanged shares were capital property of the shareholder.
- 5. Where the exchange takes place after May 6, 1974 and the old shares were owned on December 31, 1971 and thereafter until the time of the exchange, the new shares are merely an altered form of the old shares, pursuant to subsection 26(24) of the ITAR, for purposes of determining the cost and the adjusted cost base to the taxpayer of the new shares. Therefore, the cost (as calculated under section 26 of the ITAR) and the adjusted cost base of the new shares are determined as at the time of a subsequent disposition and not as at the time of the exchange.
- 6. Where the exchange takes place before May 7, 1974 and the old shares were owned on December 31, 1971 and thereafter until the time of the exchange, no capital gain or loss arises on the exchange because the exchange is deemed not to have been a disposition of property. The cost of the shares acquired by the exchange is deemed to be the adjusted cost base of the converted shares immediately before the exchange. The provisions of section 26 of the ITAR will not apply in computing the cost of the shares on a subsequent disposition.

- 2. Le Ministère estime que la désignation ou le reclassement d'une catégorie d'actions et l'introduction, à cet égard, d'un droit d'échange dans des cas semblables à ceux décrits en a) et b) cidessus ne constituent pas une disposition des actions au sens de l'alinéa 54c) de la Loi. Les actions nouvellement désignées (catégorie A ci-dessus) sont considérées, pour toutes les fins de la Loi, comme constituant le même bien que les actions ordinaires initiales et comme ayant été acquises à la même date et au même coût que ces dernières. De plus, les dispositions du paragraphe 84(3) (rachat ou annulation des actions) et de l'article 86 (disposition d'actions dans le cadre d'un remaniement du capital) ne sont pas applicables.
- 3. Il est important de comprendre que la politique du Ministère de ne pas considérer l'adjonction d'un droit d'échange comme une disposition des actions ne s'applique qu'aux cas précisés plus haut. Dans les autres cas, il se peut qu'une modification des droits afférents à une catégorie d'actions constitue une disposition, mais il faudra analyser les modalités de chaque cas pour déterminer la politique du Ministère.

Conversion d'actions

- 4. Lorsque, dans les cas cités plus haut au numéro 1, il y a exercice du droit de conversion et échange d'actions de la catégorie A contre des actions de la catégorie B, l'échange est réputé, en vertu de l'article 51, ne pas constituer une disposition de biens et le coût des actions acquises de la catégorie B est réputé être le prix de base rajusté des actions de la catégorie A. Si l'échange a eu lieu après le 6 mai 1974 cela ne s'applique que si les actions échangées étaient des biens en immobilisations de l'actionnaire.
- 5. Si l'échange a eu lieu après le 6 mai 1974 et que les anciennes actions étaient détenues au 31 décembre 1971 et jusqu'à la date de l'échange, les nouvelles actions sont simplement une forme modifiée des anciennes actions, en vertu du paragraphe 26(24) des RAIR, lorsqu'il s'agit de déterminer le coût et le prix de base rajusté pour le contribuable des nouvelles actions. Par conséquent, le coût (calculé en vertu de l'article 26 des RAIR) et le prix de base rajusté des nouvelles actions sont déterminés au moment d'une disposition subséquente et non au moment de l'échange.
- 6. Si l'échange s'est produit avant le 7 mai 1974 et que les anciennes actions étaient détenues le 31 décembre 1971 et jusqu'à la date de l'échange, aucun gain ou perte en capital ne découle de l'échange parce que l'échange est réputé ne pas constituer une disposition de biens. Le coût des actions acquises par voie d'échange est reputé être le prix de base rajusté des actions converties immédiatement avant l'échange. Les dispositions de l'article 26 des RAIR ne s'appliquent pas au calcul du coût des actions lors d'une disposition subséquente.

IT-146R2 3

7. Because the exchange of shares is deemed not to have been a disposition of property, no adjustment is made, at the time of the exchange, to the 1971 CSOH or the paid-up capital deficiency of a corporate shareholder in respect of an accrued gain or loss at Valuation Day on the exchanged shares that were owned on December 31, 1971. However, pursuant to the provisions of subsection 26(24) of the ITAR, such adjustment will be made on the ultimate disposition of the new shares. This applies to all exchanges after 1971.

Reconversion of Shares

8. In the case of a subsequent reconversion where Class B shares are exchanged for Class A shares, the provisions of section 51 also apply.

Capital Dividends

9. A private corporation may elect to pay a capital dividend to its shareholders, pursuant to subsection 83(2). As with subsection 83(1) dividends it may be advantageous for only certain shareholders to receive such dividends. Where a corporation meets these preferences by a procedure similar to the one outlined in paragraph 1 above for subsection 83(1) dividends, then the Department considers paragraphs 2 to 8 to be applicable.

7. Parce que l'échange est réputé ne pas constituer une disposition de biens, il n'y a aucun redressement, à la date de l'échange, du SCM en 1971 ni de l'insuffisance du capital versé d'un actionnaire de la corporation à l'égard d'un gain ou d'une perte accumulé au Jour de l'évaluation sur les actions échangées qui étaient détenues au 31 décembre 1971. Cependant, en conformité des dispositions du paragraphe 26(24) des RAIR, ce redressement sera effectué à l'occasion de la disposition finale des nouvelles actions. Cela s'applique à tous les échanges effectués après 1971.

Réconversion d'actions

8. Dans l'éventualité d'une reconversion subséquente où il y a échange d'actions de la catégorie B contre des actions de la catégorie A, les dispositions de l'article 51 s'appliquent aussi.

Dividendes en capital

9. Une corporation privée peut choisir de payer un dividende en capital à ses actionnaires, en vertu du paragraphe 83(2). Comme dans le cas des dividendes prévus au paragraphe 83(1), il se peut que la réception de ces dividendes ne soit avantageuse que pour certains actionnaires. Lorsqu'une corporation satisfait ces préférences en procédant comme dans le numéro 1 relativement aux dividendes prévus au paragraphe 83(1), le Ministère estime que les numéros 2 à 8 sont applicables.



DEPARTMENT OF NATIONAL REVENUE, TAXATION

INTERPRETATION

BULLETIN

MINISTÈRE DU REVENU NATIONAL, IMPÔT

N'INTERPRÉTATION

SUBJECT:

INCOME TAX ACT

Capital Cost Allowances - Accelerated Write-Off of Manufacturing and Processing

Machinery and Equipment

SERIAL NO: REFERENCE: IT-147 DATE: February 8, 1974 Regulation 1100(1)(y) (also Regulation

1104(9) and class 29 of Schedule B of the

Regulations)

OBJET: L

LOI DE L'IMPOT SUR LE REVENU

Déduction pour amortissement - Amortissement accéléré de la machinerie et du matériel de

fabrication et de transformation

NODE SÉRIE: IT-147 DATE: le 8 février 1974

RENVOI: Règlement 1100(1)y) (également le Règlement 1104(9) et la catégorie 29 de l'annexe B des

Règlements).

1. The effect of Regulation 1100(1)(y) is that, assuming no dispositions occur, a taxpayer may claim up to 50 per cent of the capital cost of class 29 property in the year of acquisition and the balance in any subsequent year.

1. Le Règlement 1100(1)y) a l'effet suivant: en présumant qu'aucune disposition n'a lieu, un contribuable peut déduire jusqu'à 50 p. 100 du coût en capital des biens de la catégorie 29 dans l'année d'acquisition et le solde au cours d'une année subséquente quelconque.

Property Eligible

- 2. For property to be eligible for inclusion in class 29, the taxpayer must acquire, or complete the manufacture of, the property after May 8, 1972 and before 1975. It must also be
 - (a) used directly or indirectly by the taxpayer in Canada primarily in the manufacturing or processing of goods for sale or lease, or
 - (b) leased by certain corporations (see paragraph 10) to a lessee who can reasonably be expected to use, directly or indirectly the property in Canada primarily in the manufacturing or processing by him of goods for sale or lease.

Where the property is leased, the lessee must have commenced to use the property after May 8, 1972 and before 1975. The property described in (a) and (b) must be

- (c) property (other than railway rolling stock) that would otherwise be included in class 8,
- (d) an oil or water storage tank,
- (e) a powered industrial lift truck, or
- (f) electrical generating equipment described in class 9.
- 3. Property which has been used before it is acquired by the taxpayer, is not eligible for the accelerated write-off unless it is acquired from a person with whom the taxpayer is dealing at arm's length and acquired for use in different premises from those in which it previously has been used. However, property previously included in class 29 by the vendor may be included in class 29 by the purchaser provided that the other requirements of class 29 are met.

Biens admissibles

- 2. Pour que les biens puissent être compris dans la catégorie 29, le contribuable doit les acquérir ou achever leur fabrication après le 8 mai 1972 et avant 1975. Ils doivent également
 - a) être utilisés, directement ou indirectement, par le contribuable au Canada surtout pour la fabrication ou la transformation de marchandises en vue de la vente ou de la location,
 - b) être loués par certaines corporations (voir l'alinéa 10) à un locataire, lorsqu'elles peuvent raisonnablement s'attendre à ce qu'il les utilise, directement ou indirectement, au Canada principalement pour la fabrication ou la transformation par lui de marchandises en vue de la vente ou de la location.

Lorsque les biens sont loués, le locataire doit avoir commencé à utiliser ces biens après le 8 mai 1972 et avant 1975. Les biens mentionnés en a) et b) doivent être

- c) des biens (autres que le matériel roulant de chemins de fer) qui, par ailleurs, seraient compris dans la catégorie 8,
- d) un réservoir à pétrole ou à eau,
- e) un chariot élévateur à fourche industriel, actionné par un moteur, ou
- f) du matériel électrogène désigné dans la catégorie 9.
- 3. Les biens qui sont utilisés avant d'être acquis par le contribuable ne sont pas admissibles à l'amortissement accéléré à moins qu'ils n'aient été acquis d'une personne avec laquelle le contribuable traitait sans lien de dépendance et pour être utilisés dans des locaux différents de ceux ou ils étaient précédemment utilisés. Toutefois, les biens compris auparavant dans la catégorie 29 par le vendeur peuvent être inclus dans cette catégorie par l'acheteur pourvu que les autres conditions touchant la catégorie 29 soient respectées.

IT - 147

Meaning of Terms

- 4. The term "used (use) directly or indirectly" in paragraph (a) of class 29 refers to assets which are an integral and essential part of the taxpayer's manufacturing or processing activities as well as any ancillary equipment, such as furniture and fixtures, repair and maintenance equipment and fire extinguishing equipment, which is used in those activities. Although such equipment is generally located in the manufacturing or processing plant, it may also qualify if located elsewhere. Furniture and equipment used primarily in activities such as selling, distribution and administration, which are not manufacturing or processing, are not eligible for the accelerated write-off. The Department considers that direct or indirect use of a computer in manufacturing or processing includes direct manufacturing and processing applications, and ancillary activities such as maintaining inventory records, production scheduling, engineering design and production control, but does not include the maintenance of financial and accounting information such as accounts receivable and payable records, general ledger accounts, payroll records, customer lists and sales invoices and analysis.
- 5. The term "primarily" means "principally" or "chiefly". In establishing whether an asset is used primarily in manufacturing or processing activities, the determining factor is the proportion of time that it is used in these activities. Property which is used more than 50 per cent of the time in manufacturing or processing activities will qualify for inclusion in class 29.
- 6. The manufacturing or processing activities referred to in paragraph 2(a) above must be carried out on goods for sale or lease. The manufacturer or processor of the goods need not necessarily be the vendor of the goods. However, equipment used primarily in manufacturing or processing of goods which are not for sale or lease does not qualify for inclusion in class 29.
- 7. In cases where it may be difficult to determine the amount of time that equipment is used in the manufacturing or processing of goods for sale or lease and those not for sale or lease, the Department will accept any reasonable method of determining the primary use of the equipment. For example, where equipment is used in two operations, an analysis of gross revenue from each operation may be helpful in determining the primary use of that equipment.
- 8. Regulation 1104(9) provides that for purposes of class 29 of Schedule B, "manufacturing or processing" does not include farming, fishing, logging, construction and specified resource activities. The Interpretation Bulletin entitled "Canadian Manufacturing and Processing Profits Reduced Rate of Corporate Tax" gives the Department's view of the meaning of some of the

Sens des termes

- 4. L'expression "utilisés (utiliser) directement ou indirectement" dans l'alinéa a) de la catégorie 29 a trait aux biens qui forment une partie intégrante et essentielle des opérations de fabrication et de transformation du contribuable, ainsi qu'à tout matériel auxiliaire comme les meubles et les installations fixes, le matériel de réparation et d'entretien et les extincteurs d'incendie qui sont utilisés dans ces opérations. Quoique ce matériel soit généralement dans l'usine de fabrication ou de transformation, il peut être admissible même s'il se trouve ailleurs. Les meubles et le matériel utilisés surtout dans des opérations comme la vente, la distribution et l'administration, qui ne sont pas des opérations de fabrication ou de transformation, ne peuvent pas faire l'objet d'un amortissement accéléré. Le Ministère estime que l'utilisation directe ou indirecte d'un ordinateur dans la fabrication ou la transformation comprend les applications directes de fabrication et de transformation et les opérations auxiliaires comme la tenue des dossiers d'inventaire, les prévisions de la production, les études d'ingénierie et le contrôle de la production, mais ne comprend pas la tenue de renseignements financiers et comptables comme les registres des comptes à recevoir et à payer, les comptes du Grand livre général, les registres de paye, les listes des clients et l'analyse et les factures de vente.
- 5. Le mot "surtout" signifie "principalement" ou "avant tout". Le facteur qui détermine si un bien est utilisé surtout pour la fabrication ou la transformation est la fraction de temps pendant laquelle le bien est utilisé pour la fabrication et la transformation. Les biens qui sont utilisés plus de 50 p. 100 du temps pour la fabrication ou la transformation peuvent être compris dans la catégorie 29.
- 6. Les opérations de fabrication ou de transformation mentionnées à l'alinéa 2a) ci-dessus doivent s'effectuer sur des marchandises à vendre ou à louer. Il n'est pas nécessaire que le fabricant ou le transformateur des marchandises en soit le vendeur. Toutefois, le matériel utilisé surtout dans la fabrication ou la transformation de marchandises qui ne sont pas à vendre ou à louer ne peut pas être compris dans la catégorie 29.
- 7. Lorsqu'il est difficile d'établir la fraction de temps pendant laquelle le matériel est utilisé pour la fabrication ou la transformation de marchandises à vendre ou à louer et pour la fabrication ou la transformation de marchandises qui ne sont ni à vendre ni à louer, le Ministère acceptera toute méthode raisonnable pour déterminer l'utilisation principale du matériel. Par exemple, lorsque le matériel est utilisé dans deux opérations, une analyse du revenu brut tiré de chaque opération peut être utile pour déterminer son utilisation principale.
- 8. Le Règlement 1104(9) prévoit qu'aux fins de la catégorie 29 de l'annexe B, la "fabrication ou la transformation" ne comprend pas l'exploitation agricole, la pêche, l'exploitation forestière, la construction ni les activités minières spécifiées. Le Bulletin d'interprétation intitulé "Bénéfices de fabrication et de transformation au Canada Taux réduit de l'impôt sur les corporations" expose les vues du Ministère quant au sens de

IT-147 3

specifically excluded activities as well as comments on various activities which the Department considers "manufacturing or processing" within the ordinary meaning of the term.

Date of Acquisition of Property

9. Property which qualifies for inclusion in class 29 must be equipment acquired, or whose manufacture was completed, after May 8, 1972 and before 1975. Thus, it is important to know at what date the acquisition of such property took place. In this connection, reference should be made to the Interpretation Bulletin entitled "Capital Cost Allowances - Date of Acquisition of Depreciable Assets".

Persons Eligible

10. All categories of taxpayers (including individuals) are eligible to claim the accelerated write-off under class 29 on assets which they manufacture or acquire and which they use in manufacturing or processing of goods for sale or lease. Where property, expected to be used as described in paragraph 2(b), is manufactured or acquired by a corporation which is leasing that property to other taxpayers, the corporation's principal business must be

- (a) leasing property,
- (b) manufacturing property that it sells or leases,
- (c) lending money, or
- (d) purchasing conditional sale contracts, accounts receivable, bills of sale, chattel mortgages, bills of exchange or other obligations representing part or all of the sale price of merchandise or services,

or any combination of these businesses, to qualify. A taxpayer whose principal business is manufacturing property that he sells or leases may not include in class 29 any property that is acquired but not manufactured by him and that is to be leased by him to another.

- 11. In determining the nature of a taxpayer's principal business, the following factors will be considered:
 - (a) the number of employees engaged in each branch or phase of a company's operations;
 - (b) the amount of gross revenue from each phase of operations; and
 - (c) the amount of capital employed in each phase of operations.

Ordinarily the above factors will be considered in relation only to a specific year, but where a company's normal activities have ceased or substantially decreased, the Department may consider the pattern of operations over several years to decide whether there has been only a temporary break in the normal activities of the company or an actual change in the principal business.

certaines de ces activités explicitement exclues, ainsi que ses observations sur diverses activités qu'il considère comme des opérations de "fabrication ou de transformation" au sens habituel de cette expression.

Date d'acquisition des biens

9. Les biens qui peuvent être inclus dans la catégorie 29 doivent être du matériel acquis ou dont la fabrication a été achevée après le 8 mai 1972 et avant 1975. Ainsi, il importe de savoir à quelle date a eu lieu l'acquisition de ces biens. A cet égard, il faut se reporter au Bulletin d'interprétation intitulé "Allocation du coût en capital - Date d'acquisition de biens amortissables".

Personnes admissibles

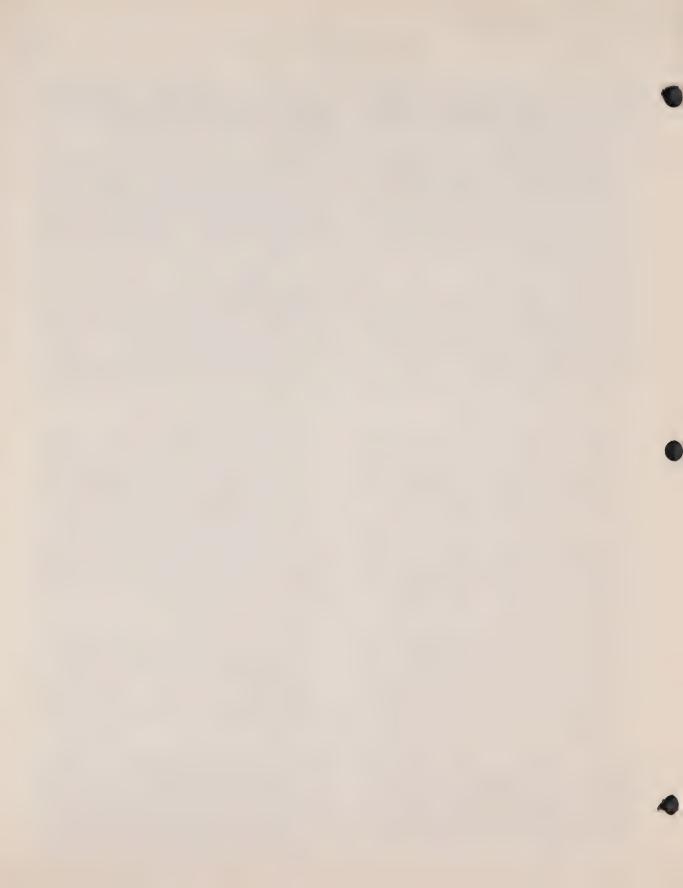
10. Toutes les catégorie de contribuables (y compris les particuliers) sont admis à déduire l'amortissement accéléré en vertu de la catégorie 29 sur les biens qu'ils fabriquent ou acquièrent et qu'ils utilisent dans la fabrication et la transformation de marchandises à vendre ou à louer. Lorsque des biens, qui vraisemblablement seront utilisés comme il est prévu à l'alinéa 2b), sont fabriqués ou acquis par une corporation qui les loue à d'autres contribuables, l'entreprise principale de cette corporation doit consister à:

- a) louer des biens.
- b) fabriquer des biens qu'elle vend ou loue
- c) prêter de l'argent, ou
- d) acheter des contrats de vente conditionnelle, des comptes à recevoir, des contrats de vente, des hypothèques sur biens meubles (chattel mortgages), des lettres de change ou d'autres titres représentant en partie ou en totalité le prix de vente des marchandises ou des services,

ou comprendre une ou plusieurs de ces entreprises, pour être admissible. Un contribuable dont l'activité principale est la fabrication de biens qu'il vend ou loue ne peut pas inclure dans la catégorie 29 tout bien qui est acquis mais n'est pas fabriqué par lui et qu'il louera à une autre personne.

- 11. Pour déterminer la nature de l'entreprise principale d'un contribuable, il faut tenir compte des facteurs suivants:
 - a) le nombre d'employés engagés dans chaque service ou phase des opérations d'une compagnie;
 - b) le montant du revenu brut tiré de chaque phase des opérations; et
 - c) le montant du capital engagé dans chacune des phases des opérations.

Habituellement on tiendra compte des facteurs précités à l'égard d'une année particulière seulement, mais lorsque les activités habituelles d'une compagnie ont cessé ou diminué considérablement, le Ministère peut considérer l'évolution des opérations pendant plusieurs années pour décider si il y a eu un arrêt temporaire des activités habituelles de la compagnie ou un changement réel de son entreprise principale.



BULLETIN

SUBJECT:

INCOME TAX ACT

Capital Cost Allowances - Accelerated Write-Off of Manufacturing and Processing Machinery and Equipment

SERIAL NO: REFERENCE:

IT-147R December 19, 1977 DATE:

Regulation 1100(1)(y) (also Regulation 1104(9) and class 29 of Schedule B of the

Regulations)

This bulletin replaces and cancels Interpretation Bulletin IT-147 dated February 8, 1974. Current revisions are designated by vertical lines.

- 1. Generally, the effect of Regulation 1100(1)(y) is that, assuming no dispositions occur, a taxpayer may claim up to 50 per cent of the capital cost of class 29 property in the year of acquisition and the balance in any subsequent year. However, see also 2 and 3 below.
- 2. Where Regulation 1100(15) (leasing properties) is applicable, it may not be possible for a taxpayer to claim the maximum amount otherwise allowed under Regulation 1100(1)(v).
- 3. Where there is a rollover of class 29 property under certain provisions of the Act, such as subsections 85(1), 85(2), 87(1), or 88(1), the taxpayer acquiring the property on the rollover may not be able to claim as much capital cost allowance in the year he acquires the property as the original owner would have been entitled to claim had the rollover not occurred. For example, assume that an amalgamation under subsection 87(1) has occurred where the undepreciated capital cost in class 29 of a predecessor corporation was \$500 and the capital cost was \$1,000. Under subparagraph 87(2)(d)(i) the deemed capital cost of the property to the new corporation is \$1,000. On the basis that there are no other transactions affecting class 29 during the year, the maximum claim of the new corporation under Regulation 1100(1)(y) would be \$250 (that is, 50% of the lesser of \$1,000 and \$500) rather than the balance of \$500 that could have been claimed by the predecessor corporation.

Property Eligible

- 4. For property to be eligible for inclusion in class 29, the taxpayer must acquire, or complete the manufacture of, the property after May 8, 1972. It must also be acquired or manufactured to be
 - (a) used directly or indirectly by the taxpayer in Canada primarily in the manufacturing or processing of goods for sale or lease, or
 - (b) leased by certain corporations (see 15 below) to a lessee who can reasonably be expected to use, directly or indirectly, the property in Canada

OBJET:

LOI DE L'IMPÔT SUR LE REVENU

Déduction pour amortissement - Amortissement accéléré de la machinerie et du matériel de

fabrication et de transformation

DATE: le 19 décembre 1977 IT-147R Nº DE SÉRIE: Règlement 1100(1)y) (également le Règlement

RENVOI: 1104(9) et la catégorie 29 de l'annexe B des

Règlements)

JAN 1 1 1073 -

Le présent bulletin annule et remplace le Bulletin d'interprétation IT-147 du 8 février 1974. Les révisions apportées sont désignées par des traits verticaix.

- En général, le Règlement 1100(1)y) a l'effet suivant: en présumant qu'aucune disposition n'a lieu, un contribuable peut déduire jusqu'à 50% du coût en capital des biens de la catégorie 29 dans l'année d'acquisition et le solde au cours d'une année subséquente quelconque. Cependant, consultez également les numeros 2 et 3 ci-dessous.
- 2. Lorsque le Règlement 1100(15) (biens locatifs) s'applique, un contribuable ne peut nécessairement déduire le montant maximum permis dans d'autres cas en vertu du Règlement 1100(1)y).
- 3. Lorsqu'il existe un roulement des biens de la catégorie 29, en vertu de certaines dispositions de la Loi, comme les paragraphes 85(1), 85(2), 87(1) ou 88(1), le contribuable qui acquiert le bien par roulement peut ne pas pouvoir déduire un montant aussi élevé du coût en capital dans l'année où il acquiert le bien que celui qu'aurait pu déduire le propriétaire initial, s'il n'y avait pas eu de roulement. Par exemple, supposons qu'une fusion a eu lieu en vertu du paragraphe 87(1) où la fraction non amortie du coût en capital de la catégorie 29 de la corporation remplacée était de \$500 et le coût en capital de \$1,000. En vertu du sous-alinéa 87(2)d)(i), le coût en capital présumé des biens de la nouvelle corporation est de \$1,000. S'il n'existe aucune autre transaction touchant la catégorie 29 dans l'année, la déduction maximale à laquelle a droit la nouvelle corporation en vertu du Règlement 1100(1)y) serait de \$250 (soit 50% du moindre de \$1,000 ou de \$500) plutôt que le solde de \$500 qui aurait pu être déduit par la corporation remplacée,

Biens admissibles

- 4. Pour que les biens puissent être compris dans la catégorie 29, le contribuable doit les acquérir ou achever leur fabrication après le 8 mai 1972. Ils doivent également être acquis ou fabriqués dans le but
 - a) d'être utilisés directement ou indirectement par le contribuable au Canada principalement pour la fabrication ou la transformation de marchandises en vue de la vente ou de la location, ou
 - b) d'être loués par certaines corporations (voir le numéro 15 ci-dessous) à un locataire, lorsqu'elles peuvent raisonnablement s'attendre à ce qu'il les utilise directement ou

IT-147R

primarily in the manufacturing or processing by him of goods for sale or lease.

Where the property is leased, the lessee must not have commenced to use the property before May 9, 1972.

- 5. The property described in 4 above must be
 - (a) property (other than railway rolling stock or radiocommunication equipment) that would otherwise be included in class 8.
 - (b) an oil or water storage tank,
 - (c) a powered industrial lift truck.
 - (d) electrical-generating equipment described in class 9,
 - (e) portable tool described at paragraph (b) of class 10, or
 - (f) general-purpose electronic data processing equipment and systems software described at paragraph (fa) of class 10.
- 6. Prior to May 26, 1976, property which had been used before it was acquired by the taxpayer was not eligible for the accelerated write-off unless it was acquired from a person with whom the taxpayer was dealing at arm's length and was acquired for use in different premises from those in which it previously had been used. However, property previously included in class 29 by the vendor was eligible for inclusion in class 29 by the purchaser provided that the other requirements of class 29 were met.
- 7. The requirement in 6 above was revoked effective after May 25, 1976. Therefore, subject to the provisions of Regulation 1102(14) (see 8 below), effective May 26, 1976, it may have been necessary to transfer to class 29 property held on that date that was included in a class other than class 29 before that date solely because it did not meet this requirement. The rules applicable on a transfer of property between two classes are outlined in Interpretation Bulletin IT—190.
- 8. Prior to May 26, 1976, Regulation 1102(14) applied in the case of amalgamations under section 87 to preserve the class of property owned by a predecessor corporation. Effective after May 25, 1976, Regulation 1102(14) was extended, and Regulation 1102(14.1) (which applies only to property acquired after May 25, 1976) was added, to preserve the class in certain other rollovers (in addition to amalgamations), certain non-arm's-length and other transactions as specified therein. For example, where Regulation 1102(14) applies, property that otherwise would qualify for class 29 of the person acquiring it will be deemed to be class 8 property if, immediately before it was acquired, it belonged to class 8 of the person from whom it was acquired.

indirectement au Canada principalement pour la fabrication ou la transformation par lui de marchandises en vue de la vente ou de la location.

Lorsque les biens sont loués, le locataire ne doit pas avoir commencé à utiliser les biens avant le 9 mai 1972.

- 5. Les biens mentionnés au numéro 4 ci-dessus doivent être a) des biens (autres que du matériel roulant de chemins de fer ou du matériel de communication par radio) qui, autrement, seraient compris dans la catégorie 8.
 - b) un réservoir à pétrole ou à eau.
 - c) un chariot élévateur à fourche industrielle actionné par un moteur.
 - d) du matériel électrogène désigné dans la catégorie 9,
 - e) un outil portatif mentionné à l'alinéa b) de la catégorie
 - f) du matériel de traitement électronique des données de tout usage et un logiciel de systèmes mentionnés à l'alinéa (fa) de la catégorie 10.
- 6. Avant le 26 mai 1976, les biens qui avaient été utilisés avant d'être acquis par le contribuable n'étaient pas admissibles à l'amortissement accéléré à moins qu'ils n'aient été acquis d'une personne avec laquelle le contribuable traitait sans lien de dépendance et pour être utilisés dans des locaux différents de ceux où ils étaient précédemment utilisés. Toutefois, les biens compris auparavant dans la catégorie 29 par le vendeur étaient inclus dans cette catégorie par l'acheteur pourvu que les autres conditions touchant la catégorie 29 étaient respectées.
- 7. La condition mentionnée au numéro 6 ci-dessus a été révoquée à partir du 25 mai 1976. Ainsi, conformément aux dispositions du Règlement 1102(14) (voir le numéro 8 ci-dessous), à partir du 26 mai 1976, il peut être nécessaire de transférer à la catégorie 29 les biens détenus à cette date et qui étaient inclus dans une catégorie autre que la catégorie 29 avant cette date seulement parce qu'ils ne satisfaisaient pas à cette condition. Les règles qui s'appliquent à un transfert de biens entre deux catégories sont exposées dans le Bulletin d'interprétation IT-190.
- 8. Avant le 26 mai 1976, le Règlement 1102(14) s'appliquait dans le cas des fusions effectuées en vertu de l'article 87 dans le but de préserver la catégorie des biens détenus par une corporation remplacée. À partir du 25 mai 1976, l'application du Règlement 1102(14) a été élargie et le Règlement 1102(14.1) (qui s'applique seulement aux biens acquis après le 25 mai 1976) a été rajouté afin de préserver la catégorie dans le cas de certains roulements (en plus des fusions), certaines transactions avec lien de dépendance et d'autres transactions qui y sont précisées. Par exemple, lorsque le Règlement 1102(14) s'applique, les biens qui dans d'autres cas seraient admis dans la catégorie 29 de la personne qui les a acquis seront réputés des biens de la catégorie 8 si, juste avant qu'ils aient été acquis, ils appartenaient à la catégorie 8 de la personne de qui ils ont été acquis.

IT-147R 3

Meaning of Terms

- 9. The term "to be used (to use) directly or indirectly" in paragraph (a) of class 29 refers to assets which are acquired for the purpose of being an integral and essential part of the taxpayer's (or lessee's) manufacturing or processing activities as well as any ancillary equipment, such as furniture and fixtures, repair and maintenance equipment and fire extinguishing equipment, which is acquired for use in those activities. Although such equipment is generally located in the manufacturing or processing plant, it may also qualify if located elsewhere. Furniture and equipment acquired for use by the taxpayer (or lessee) primarily in activities such as selling, distribution, and administration, which are not manufacturing or processing, are not eligible for the accelerated write-off. The Department considers that direct or indirect use of a computer in manufacturing or processing includes direct manufacturing and processing applications, and ancillary activities such as maintaining inventory records, production scheduling, engineering design, and production control, but does not include the maintenance of financial and accounting information such as accounts receivable and payable records, general ledger accounts, payroll records, customer lists, and sales invoices and analysis.
- 10. Where a taxpayer has included a property in class 29, the Department will accept that the property has been manufactured or acquired by the taxpayer for the purpose outlined in 4 above where it is actually used for that purpose after manufacture or acquisition or after leasing, as the case may be, even where there is a reasonable delay before the property is put into use. Also, the Department will generally accept the taxpayer's contention that the property was manufactured or acquired for use as described in 4 above where the property has not been put to any use for an extended period of time after manufacture or acquisition and where he can show sound business reasons as to why it is not being used as originally intended (e.g., if it would be economically unsound to carry out the original intention because of unforeseen or changed circumstances).
- 11. The term "primarily" means "principally" or "chiefly". In establishing whether an asset is used primarily in manufacturing or processing activities, the determining factor is the proportion of time that it is used in these activities, Property which is used more than 50% of the time in manufacturing or processing activities will qualify for inclusion in class 29.
- 12. The manufacturing or processing activities referred to in 4(a) above must be carried out on goods for sale or lease. The manufacturer or processor of the goods need not necessarily be the vendor of the goods. However, equipment used primarily in manufacturing or processing of goods which are not for sale or lease does not qualify for inclusion in class 29.

Sens des termes

- 9. L'expression «être utilisés (utiliser) directement ou indirectement» dans l'alinéa a) de la catégorie 29 a trait aux biens qui ont été acquis dans le but de former une partie intégrante ou essentielle des opérations de fabrication et de transformation du contribuable (ou du locataire), ainsi qu'à tout matériel auxiliaire comme les meubles et les installations fixes, le matériel de réparation et d'entretien et les extincteurs d'incendie qui sont acquis pour être utilisés dans ces opérations. Ouoique ce matériel soit généralement dans l'usine de fabrication ou de transformation, il peut être admissible même s'il se trouve ailleurs. Les meubles et le matériel acquis afin d'être utilisés par le contribuable (ou le locataire) surtout dans des opérations comme la vente, la distribution et l'administration, qui ne sont pas des opérations de fabrication ou de transformation, ne peuvent faire l'objet d'un amortissement accéléré. Le Ministère estime que l'utilisation directe ou indirecte d'un ordinateur dans la fabrication ou la transformation comprend les applications directes de fabrication et de transformation et les opérations auxiliaires comme la tenue des dossiers d'inventaire, les prévisions de la production, les études d'ingénierie et le contrôle de la production, mais ne comprend pas la tenue de renseignements financiers et comptables comme les registres des comptes à recevoir et à payer, les comptes du grand-livre général, les registres de paye, les listes des clients et l'analyse et les factures de vente.
- 10. Lorsqu'un contribuable a inclus un bien dans la catégorie 29, le Ministère acceptera le fait que le bien a été fabriqué ou acquis par le contribuable aux fins décrites au numéro 4 ci-dessus s'il est utilisé en réalité à cette fin après avoir été fabriqué ou acquis ou après la location, quelque soit le cas, même s'il existe un retard acceptable avant que le bien soit utilisé. De plus, le Ministère acceptera en général l'affirmation du contribuable selon laquelle le bien a été fabriqué ou acquis aux fins décrites au numéro 4 ci-dessus, lorsque le bien n'a pas du tout été utilisé pendant une période de temps plus longue que prévue après qu'il ait été fabriqué ou acquis et lorsque le contribuable peut donner de bonnes raisons au point de vue commercial pour lesquelles il n'a pas été utilisé comme prévu (par exemple, si son utilisation prévue avait nui au point de vue économique à cause de circonstances inattendues ou modifiées).
- 11. Le mot «principalement» signifie «surtout» ou «avant tout». Le facteur qui détermine si un bien est utilisé principalement pour la fabrication ou la transformation est la fraction de temps pendant laquelle le bien est utilisé pour la fabrication et la transformation. Les biens qui sont utilisés plus de 50% du temps pour la fabrication ou la transformation peuvent être compris dans la catégorie 29.
- 12. Les opérations de fabrication ou de transformation mentionnées au numéro 4a) ci-dessus doivent s'effectuer sur des marchandises à vendre ou à louer. Il n'est pas nécessaire que le fabricant ou le transformateur des marchandises en soit le vendeur. Toutefois, le matériel utilisé surtout pour la fabrication ou la transformation de marchandises qui ne sont pas à vendre ou à louer ne peut pas être compris dans la catégorie 29.

- 13. In cases where it may be difficult to determine the amount of time that equipment is used in the manufacturing or processing of goods for sale or lease and those not for sale or lease, the Department will accept any reasonable method of determining the primary use of the equipment. For example, where equipment is used in two operations, an analysis of gross revenue from each operation may be helpful in determining the primary use of that equipment.
- 14. Regulation 1104(9) provides that for purposes of class 29 of Schedule B "manufacturing or processing" does not include farming, fishing, logging, construction, and specified resource activities. Interpretation Bulletin IT—145, "Canadian Manufacturing and Processing Profits Reduced Rate of Corporate Tax", gives the Department's view of the meaning of some of the specifically excluded activities as well as comments on various activities which the Department considers "manufacturing or processing" within the ordinary meaning of the term.

Persons Eligible

15. All categories of taxpayers (including individuals) are eligible to claim the accelerated write-off under class 29 on assets which they manufacture or acquire for use in manufacturing or processing of goods for sale or lease. Where property, expected to be used as described in 4(b) above, is manufactured or acquired by a corporation which is leasing that property to other taxpayers, the corporation's principal business must be

- (a) leasing property,
- (b) manufacturing property that it sells or leases,
- (c) lending money,
- (d) purchasing conditional sale contracts, accounts receivable, bills of sale, chattel mortgages, bills of exchange or other obligations representing part or all of the sale price of merchandise or services, or
- (e) selling or servicing a type of property that it also leases (effective after May 25, 1976), or any combination of these businesses, to qualify.
- 16. Prior to May 26, 1976, a taxpayer whose principal business was manufacturing property that he sold or leased could not include in class 29 any property that was acquired but not manufactured by him and that was to be leased by him to another. This provision (paragraph (d) of class 29) was revoked effective after May 25, 1976. This is similar to the situation outlined in 7 above and, subject to Regulation 1102(14) (see 8 above), may have required property of another class to be transferred to class 29.

- 13. Lorsqu'il est difficile d'établir la fraction de temps pendant laquelle le matériel est utilisé pour la fabrication ou la transformation de marchandises à vendre ou à louer et pour la fabrication ou la transformation de marchandises qui ne sont ni à vendre ni à louer, le Ministère acceptera toute méthode raisonnable pour déterminer l'utilisation principale du matériel. Par exemple, lorsque le matériel est utilisé dans deux opérations, une analyse du revenu brut tiré de chaque opération peut être utile pour déterminer son utilisation principale.
- 14. Le Règlement 1104(9) prévoit qu'aux fins de la catégorie 29 de l'annexe B, la «fabrication ou la transformation» ne comprend pas l'exploitation agricole, la pêche, l'exploitation forestière, la construction ni les activités minières spécifiées. Le Bulletin d'interprétation IT-145, «Bénéfices de fabrication et de transformation au Canada Taux réduit de l'impôt sur les corporations» expose les vues du Ministère quant au sens de certaines de ces activités explicitement exclues, ainsi que ses observations sur diverses activités qu'il considère comme des opérations de «fabrication ou de transformation» au sens habituel de cette expression.

Personnes admissibles

- 15. Toutes les catégories de contribuables (y compris les particuliers) sont admis à déduire l'amortissement accéléré en vertu de la catégorie 29 sur les biens qu'ils fabriquent ou acquièrent et qu'ils utilisent dans la fabrication et la transformation de marchandises à vendre ou à louer. Lorsque des biens, qui vraisemblablement seront utilisés comme il est prévu à l'alinéa 4b) ci-dessus, sont fabriqués ou acquis par une corporation qui les loue à d'autres contribuables, l'entreprise principale de cette corporation doit consister à
 - a) louer des biens,
 - b) fabriquer des biens qu'elle vend ou loue,
 - c) prêter de l'argent,
 - d) acheter des contrats de vente conditionnelle, des comptes à recevoir, des contrats de vente, des hypothèques sur des biens meubles (chattel mortgages), des lettres de change ou d'autres titres représentant en partie ou en totalité le prix de vente de marchandises ou de services, ou e) vendre ou remettre en état un genre de biens qui peut être également loué (à partir du 25 mai 1976),

ou une combinaison quelconque de ces entreprises, pour être admissible.

16. Avant le 26 mai 1976, un contribuable dont l'activité principale était la fabrication de biens qu'il vendait ou louait, ne pouvait pas inclure dans la catégorie 29 un bien qui était acquis mais non fabriqué par lui et qu'il devait louer à une autre personne. Cette disposition (alinéa d) de la catégorie 29) a été révoquée à partir du 25 mai 1976. Cette mesure est semblable à celle qui est exposée au numéro 7 ci-dessus et, sous réserve du Règlement 1102(14) (voir le numéro 8 ci-dessus), peut avoir exigé qu'un bien d'une autre catégorie soit transféré à la catégorie 29.

IT-147R 5

- 17. In determining the nature of a taxpayer's principal business, the following factors will be considered:
 - (a) the number of employees engaged in each branch or phase of a company's operations;
 - (b) the amount of gross revenue from each phase of operations; and
 - (c) the amount of capital employed in each phase of operations.

Ordinarily the above factors will be considered in relation only to a specific year, but where a company's normal activities have ceased or substantially decreased, the Department may consider the pattern of operations over several years to decide whether there has been only a temporary break in the normal activities of the company or an actual change in the principal business.

17. Pour déterminer la nature de l'entreprise principale d'un contribuable, il faut tenir compte des facteurs suivants:

- a) le nombre d'employés engagés dans chaque service ou phase des opérations d'une compagnie;
- b) le montant du revenu brut tiré de chaque phase des opérations; et
- c) le montant du capital engagé dans chacune des phases des opérations.

Habituellement on tiendra compte des facteurs précités à l'égard d'une année particulière seulement, mais lorsque les activités habituelles d'une compagnie ont cessé ou diminué considérablement, le Ministère peut considérer l'évolution des opérations pendant plusieurs années pour décider s'il y a eu un arrêt temporaire des activités habituelles de la compagnie ou un changement réel de son entreprise principale.











Revenue Canada Taxation

Revenu Canada Impôt

INTERPRETATION BULLETIN BULLETIN D'INTERPRÉTATION

SUBJECT:

INCOME TAX ACT

Capital Cost Allowance - Accelerated Write-Off of Manufacturing and Processing Machinery and Equipment

IT-147R3 DATE: September 14, 1992 REFERENCE: Paragraph 20(1)(a) of the Income Tax Act subsections 1100(3),1100(15), 1102(14), 1102(14.1), 1103(2d), 1103(2e) and 1104(9) and paragraphs 1100(1)(ta), (ze) and (zf) of the Income Tax Regulations, and Classes 29, 39 and 40 of Schedule II to the Regulations)

OBJET:

LOI DE L'IMPÔT SUR LE REVENU

Déduction pour amortissement - Amortissement accéléré des machines et du matériel de fabrication et de transformation

RENYOL

IT-147R3 DATE: le 14 septembre 1992 D'alinéa 20(1)a) de la Loi de l'impôt sur le revenu (aussi les paragraphes 1100(3), 1100(15), 1102(14), 1102(14.1), 1103(2d), 1103(2e) et 1104(9) et les alinéas 1100(1)ta), ze) et zf) du Règlement de l'impôt sur le revenu, et les catégories 29, 39 et 40 de l'annexe II du Règlement)

Application

This bulletin cancels and replaces Interpretation Bulletin IT-147R2, dated June 19, 1985. Current revisions are designated by vertical lines.

Summary

This bulletin discusses manufacturing and processing machinery and equipment eligible to be included in Class 29 of Schedule II, if acquired before 1988, and in either Class 39 or Class 40, if acquired after 1987. The bulletin also explains the method of calculating the maximum capital cost allowance available under the appropriate class, the requirements that must be met for property to be included in these classes, and the conditions that must be met to be eligible to claim capital cost allowance under Classes 29, 39 or 40. These classes provide write-offs at a higher rate and in a shorter time period than would otherwise be available. In addition, the bulletin explains the meaning of terms such as "primarily", "used directly or indirectly", "principal business" and "the activities of manufacturing goods for sale or lease". Subject to transitional rules, Class 29 includes only property acquired before 1988. Classes 39 and 40 have been established to contain property acquired after 1987, which would formerly have been included in Class 29. Capital cost allowance rates for Classes 39 and 40 are subject to a phased-in annual reduction from 40 per cent in 1988 to 25 per cent after 1990 for Class 39, and from 40 per cent in 1988 to 30 per cent after 1989 for Class 40. Subsection 1103(2e) of the Regulations provides that all property in Class 40 is transferred to Class 10 at the beginning of the taxpayer's first taxation year commencing after 1989, effectively eliminating Class 40 at that time.

When a Class 39 or Class 40 property has been acquired in a taxation year, and a similar property included in Class 29 has been disposed of in that year, subsection 1103(2d) of the Regulations permits a taxpayer to elect to have transferred the Class 29

Application

Ce bulletin annule et remplace le Bulletin d'interprétation IT-147R2 du 19 juin 1985. Les dernières révisions sont indiquées par des traits verticaux.

Résumé

Ce bulletin traite des machines et du matériel de fabrication et de transformation qui peuvent faire partie de la catégorie 29 de l'annexe II, si le matériel a été acquis avant 1988, ou de la catégorie 39 ou 40, si le matériel a été acquis après 1987. Le bulletin explique aussi la méthode de calcul de la déduction maximale pour amortissement selon la catégorie appropriée, les conditions d'inclusion des biens dans ces catégories et les conditions d'admissibilité à la déduction pour amortissement en vertu de la catégorie 29, 39 ou 40. Ces catégories prévoient un amortissement à un taux supérieur et dans une période plus brève que celle qui est prévue normalement. De plus, le bulletin traite de la signification des expressions «surtout», «utiliser directement ou indirectement», «entreprise principale» et «activités de fabrication de marchandises en vue de la vente ou de la location». Sous réserve des règles transitoires, la catégorie 29 ne comprend que des biens acquis avant 1988. Les catégories 39 et 40 ont été créées pour les biens acquis après 1987 qui auraient auparavant été compris dans la catégorie 29. Les taux de déduction pour amortissement pour les catégories 39 et 40 sont sujets à une réduction annuelle graduelle qui les ramènera de 40 pour 100 en 1988 à 25 pour 100 après 1990 pour la catégorie 39, et de 40 pour 100 en 1988 à 30 pour 100 après 1989 pour la catégorie 40. Le paragraphe 1103(2e) du Règlement prévoit que tous les biens de la catégorie 40 seront transférés à la catégorie 10 au début de la première année d'imposition du contribuable commencant après 1989, ce qui élimine effectivement la catégorie 40 à ce moment-là.

Lorsqu'un bien de la catégorie 39 ou 40 a été acquis au cours d'une année d'imposition et qu'un bien semblable compris dans la catégorie 29 a été cédé au cours de cette même année, un contribuable peut choisir de transférer à la nouvelle catégorie les biens de la catégorie 29 avant



property to the new class before its disposition. This bulletin explains the election and its consequences.

Discussion and Interpretation

- 1. Class 29 provides for a capital cost allowance rate of 50 per cent on a straight line basis. The introduction of Classes 39 and 40 (calculated on a declining balance) effectively reduces the capital cost allowance available on Class 29 property. Subject to transitional rules described below, property acquired after 1987, which would have been included in Class 29 if acquired before 1988, will be included either in Class 39 or in Class 40. Class 39 will contain all such property except powered industrial lift trucks, portable tools described in paragraph (b) of Class 10, and property described in paragraph (f) of Class 10 that is general-purpose electronic data processing equipment and related systems software. The property so excluded from Class 39 will, when acquired before 1990, be included in Class 40 and when acquired after 1989 be included in class 10. Subsection 1103(2e) of the Regulations provides that all property in Class 40 is transferred to Class 10 immediately after the beginning of the first taxation year commencing after 1989, effectively eliminating this Class at that time.
- 2. Capital cost allowance for 1988, 1989 and 1990 years for Class 40 is calculated under paragraph 1100(1)(zf) on the declining balance, and the rate is 40 per cent for 1988, 35 per cent for 1989 and 30 per cent for 1990. These same rates apply to Class 39 under paragraph 1100(1)(ze) for the years 1988 to 1990, but after 1990 the rate drops to 25 per cent and remains at that level. If the taxpayer's fiscal period (taxation year) does not coincide with the calendar year, the relevant annual rates of capital cost allowance are prorated based on the number of days in the taxation year that are in each calendar year.

Note: Under amendments proposed in the Federal Budget of February 25, 1992, the capital cost allowance rate for eligible manufacturing and processing machinery and equipment acquired after February 25, 1992 will be increased from 25 per cent to 30 per cent.

Property Eligible for Accelerated Write-off

3. For property to be eligible for inclusion in Class 39 or Class 40 (or Class 29 for acquisitions prior to 1988), the taxpayer must acquire or manufacture the property to be

leur disposition, en vertu du paragraphe 1103(2d) du Règlement. Le bulletin explique le choix et ses conséquences.

Discussion et interprétation

- 1. La catégorie 29 prévoit un taux de déduction pour amortissement de 50 pour 100, selon la méthode de l'amortissement linéaire. La création des catégories 39 et 40 réduit effectivement la déduction pour amortissement (qui est calculée selon la méthode de l'amortissement dégressif) disponible pour les biens de la catégorie 29. Sous réserve des règles transitoires décrites plus loin, les biens acquis après 1987, qui auraient été compris dans la catégorie 29 s'ils avaient été acquis avant 1988, sont compris dans la catégorie 39 ou dans la catégorie 40. La catégorie 39 comprend tous ces biens, sauf les chariots élévateurs à fourche industriels actionnés par un moteur, les outils portatifs décrits à l'alinéa b) de la catégorie 10 de même que le matériel électronique universel de traitement de l'information et un logiciel de systèmes connexe décrits à l'alinéa f) de la catégorie 10. Les biens ainsi exclus de la catégorie 39 sont compris dans la catégorie 40 s'ils ont été acquis avant 1990 et dans la catégorie 10, s'ils ont été acquis après 1989. Le paragraphe 1103(2e) du Règlement prévoit que tous les biens de la catégorie 40 seront transférés à la catégorie 10 immédiatement avant le début de la première année d'imposition commencant après 1989, ce qui élimine effectivement cette catégorie à ce moment-là.
- 2. La déduction pour amortissement pour les années 1988, 1989 et 1990 pour la catégorie 40 se calcule, selon l'alinéa 1100(1)zf) du Règlement, sur le solde dégressif, et le taux est de 40 pour 100 pour 1988, 35 pour 100 pour 1989 et 30 pour 100 pour 1990. Ces mêmes taux s'appliquent à la catégorie 39, selon l'alinéa 1100(1)ze) du Règlement, pour les années 1988 à 1990, mais le taux tombe à 25 pour 100 après 1990 et demeure à ce niveau. Si l'exercice financier (l'année d'imposition) du contribuable ne coïncide pas avec l'année civile, les taux annuels pertinents de déduction pour amortissement font alors l'objet d'une répartition proportionnelle fondée sur le nombre de jours de l'année d'imposition qui tombent dans chaque année civile.

Note: En vertu des modifications proposées dans le budget fédéral du 25 février 1992, le taux de la déduction pour amortissement des machines et du matériel de fabrication et de transformation admissibles qui s'appliquera aux achats effectués après le 25 février 1992 sera porté de 25 à 30 pour 100.

Biens admissibles à l'amortissement accéléré

3. Pour que des biens puissent faire partie de la catégorie 39 ou de la catégorie 40 (ou de la catégorie 29 pour les biens acquis avant 1988), le contribuable doit avoir acquis ou fabriqué les biens :

- (a) used directly or indirectly by the taxpayer in Canada primarily in the manufacturing or processing of goods for sale or lease, or
- (b) leased by certain corporations (see 15 below) to a lessee who can reasonably be expected to use, directly or indirectly, the property in Canada primarily in the manufacturing or processing of goods for sale or lease.
- 4. The property described in 3 above must be
 - (a) property that would otherwise be included in Class 8 (such as factory machinery and equipment), other than radiocommunication equipment or railway rolling stock,
 - (b) an oil or water storage tank,
 - (c) a powered industrial lift truck,
 - (d) electrical generating equipment described in Class 9,
 - (e) a portable tool described in paragraph (b) of Class 10, or
 - (f) general-purpose electronic data processing equipment and systems software described in paragraph (f) of Class 10.

Any property described above that is acquired after 1987 will be included in Class 39 or 40, or Class 10 as discussed in 1 and 2 above.

- 5. When a taxpayer acquires a property, subsection 1102(14) of the Regulations generally requires the taxpayer to place the property in the same prescribed class or separate prescribed class as that of the vendor of the property provided
 - (a) the property is acquired by the taxpayer after June 17, 1987 in the course of a qualifying butterfly reorganization, as described in paragraph 55(3)(b), or
 - (b) the taxpayer and the vendor were not dealing at arm's length (otherwise than by a paragraph 251(5)(b) right for acquisitions after December 15, 1987) at the time the property was acquired.

Where subsection 1102(14) of the Regulations applies, property that otherwise would qualify for Class 29, of the taxpayer acquiring it, is deemed to be Class 8 property if, immediately before it was acquired, it belonged to Class 8 of the person from whom it was acquired. Anti-avoidance rules for subsection 1102(14) of the Regulations are provided in subsection 1102(20).

- a) pour les utiliser lui-même directement ou indirectement au Canada surtout pour la fabrication ou la transformation de marchandises en vue de la vente ou de la location:
- b) pour que certaines corporations les louent (voir le numéro 15 ci-dessous) à un locataire qui peut vraisemblablement s'attendre à utiliser directement ou indirectement ces biens au Canada principalement pour la fabrication ou la transformation de marchandises en vue de la vente ou de la location.
- 4. Les biens décrits au numéro 3 ci-dessus doivent être :
 - a) des biens qui seraient autrement compris dans la catégorie 8 (comme des machines ou du matériel d'usine), autres que de l'équipement de radiocommunication ou du matériel roulant de chemin de fer:
 - b) un réservoir à pétrole ou à eau;
 - c) un chariot élévateur à fourche industriel actionné par un moteur;
 - d) du matériel générateur électrique décrit à la catégorie 9:
 - e) un outil portatif décrit à l'alinéa b) de la catégorie 10;
 - f) du matériel électronique universel de traitement de l'information et un logiciel de systèmes décrits à l'alinéa f) de la catégorie 10.

Tous les biens décrits ci-dessus qui sont acquis après 1987 sont compris dans la catégorie 39 ou 40 ou dans la catégorie 10, comme il est mentionné aux numéros 1 et 2 ci-dessus.

- 5. Lorsqu'un contribuable acquiert un bien, celui-ci doit, en vertu du paragraphe 1102(14) du Règlement, mettre le bien dans la même catégorie prescrite ou dans la même catégorie prescrite distincte que celle du vendeur du bien pourvu que :
 - a) le contribuable ait acquis le bien après le 17 juin 1987 dans le cadre d'une réorganisation papillon admissible décrite à l'alinéa 55(3)b);
 - b) le contribuable et le vendeur aient entre eux un lien de dépendance (autrement que par un droit d'acquisition après le 15 décembre 1987 en vertu de l'alinéa 251(5)b)) au moment de l'acquisition du bien.

Lorsque le paragraphe 1102(14) du Règlement s'applique, les biens du contribuable qui les acquiert qui pourraient autrement faire partie de la catégorie 29 sont réputés être des biens de la catégorie 8 si, immédiatement avant leur acquisition, ils appartenaient à la catégorie 8 de la personne de qui ces biens ont été acquis. Le paragraphe 1102(20) du Règlement prévoit des dispositions anti-évitement pour le paragraphe 1102(14).

- 6. For acquisitions before June 18, 1987, subsection 1102(14) of the Regulations provides that when a property is acquired by a taxpayer from a person
 - (a) in a transaction for which an election was made under subsection 85(1) or (2), 97(2) or 98(3), or section 115.1 (for taxation years beginning after 1984),
 - (b) in a transaction to which subsection 85(5.1) or 98(5) applies,
 - (c) by virtue of an amalgamation (within the meaning assigned by subsection 87(1)),
 - (d) as the result of the winding-up of a Canadian corporation under subsection 88(1),
 - (e) with whom the taxpayer was not dealing at arm's length at the time the property was acquired, or
 - (f) for rent or lease to the person from whom the property was acquired or to another person who, at the time the property was acquired, was not dealing at arm's length with the person from whom the property was acquired,

and that property was property of a prescribed class or separate prescribed class of the person from whom it was acquired, the property was deemed to be property of the same prescribed class or separate prescribed class of the taxpayer.

7. Subsection 1102(14.1) of the Regulations provides that when a taxpayer has acquired property of a class (say Class 29) that had been previously owned before May 26, 1976 by either the taxpayer or a person with whom the taxpayer did not deal at arm's length at the time of the acquisition, and at the time that it was previously owned it was property of a different class (say Class 8), the property is deemed to be property of the original class (i.e. Class 8). The above rule is subject to the exception, generally applicable to acquisitions after December 15, 1987, that the non-arm's length relationship was not solely as a result of a right referred to in paragraph 251(5)(b) of the Act. Unlike subsection 1102(14) of the Regulations, subsection 1102(14.1) only applies to property previously owned before May 26, 1976.

Election to Transfer Property

8. Subsection 1103(2d) of the Regulations provides for an election to allow taxpayers to transfer property from one class (the old class) to another (the new class). The election may be useful when, in a taxation year, a class 29 property has been disposed of and before the end of that taxation year a new Class 39 (or Class 40) property has been acquired. The effect of the election is that the old property is

- 6. Pour les biens acquis avant le 18 juin 1987, le paragraphe 1102(14) du Règlement prévoit que, lorsqu'un contribuable acquiert un bien d'une personne :
 - a) dans le cadre d'une opération à l'égard de laquelle le choix prévu à l'article 115.1 (pour les années d'imposition commençant après 1984), ou au paragraphe 85(1) ou (2), 97(2) ou 98(3) avait été exercé:
 - b) dans le cadre d'une transaction à l'égard de laquelle le paragraphe 85(5.1) ou 98(5) s'applique;
 - c) en vertu d'une fusion (au sens donné au paragraphe 87(1));
 - d) à la suite de la liquidation d'une corporation canadienne en vertu du paragraphe 88(1);
 - e) avec laquelle le contribuable avait un lien de dépendance à la date de l'acquisition du bien;
 - f) pour que ce bien soit loué ou loué à bail à la personne de qui le bien avait été acquis ou à une autre personne qui, à la date de l'acquisition du bien, avait un lien de dépendance avec la personne de qui le bien a été acquis,

et que ce bien était un bien d'une catégorie prescrite ou d'une catégorie prescrite distincte de la personne de qui ce bien a été acquis, le bien est réputé être un bien de la même catégorie prescrite ou de la même catégorie prescrite distincte pour le contribuable.

7. Dans le cas où un contribuable a acquis un bien d'une catégorie (supposons la catégorie 29) qui, avant le 26 mai 1976, appartenait soit au contribuable soit à une personne avec laquelle le contribuable avait un lien de dépendance à la date de l'acquisition, et que le bien était d'une catégorie différente (supposons la catégorie 8) au moment où il appartenait au contribuable ou à l'autre personne, le bien est alors réputé être un bien de la catégorie initiale (c.-à-d. la catégorie 8), en vertu du paragraphe 1102(14.1) du Règlement. Il peut y avoir une exception à la règle qui précède, généralement dans le cas des biens acquis après le 15 décembre 1987, si la relation de dépendance n'était pas uniquement le fait d'un droit, auquel il est fait référence à l'alinéa 251(5)b) de la Loi. Contrairement au paragraphe 1102(14) du Règlement, le paragraphe 1102(14.1) ne s'applique qu'aux biens qui étaient détenus avant le 26 mai 1976.

Choix de transférer des biens

8. Le paragraphe 1103(2d) du Règlement prévoit un choix permettant aux contribuables de transférer des biens d'une catégorie (l'ancienne catégorie) à une autre catégorie (la nouvelle catégorie). Le choix peut être utile lorsque, dans une année d'imposition, un bien de la catégorie 29 est cédé et qu'avant la fin de cette même année d'imposition un nouveau bien de la catégorie 39 (ou de la catégorie 40) est acquis. En conséquence de ce

transferred to the new class before the disposition of the property. This election may allow a taxpayer

- (a) to defer a recapture of capital cost allowance, or
- (b) to increase the amount of capital cost allowance available in the year when subsection 1100(2) (the half-year rule) would otherwise have restricted the amount claimed (see the current version of IT-285, Capital Cost Allowance General Comments, for an explanation of the half-year rule).

The election is made by letter in the tax return for the year of disposition. It must be made by the deadline for filing returns under section 150 of the Act.

Meaning of Terms

- 9. The term to be used (to use) directly or indirectly in 3 above refers to property acquired by the taxpayer for the purpose of being an integral and essential part of the taxpayer's or lessee's manufacturing or processing activities, as well as any ancillary equipment such as furniture and fixtures, repair and maintenance equipment and fire extinguishing equipment, which is acquired for use in those activities. Although such equipment is generally located in the manufacturing or processing plant, it may also qualify if located elsewhere. Furniture and equipment acquired by the taxpayer for use by the taxpayer or lessee primarily in activities such as selling, distribution, and administration, which are not manufacturing or processing, are not eligible for the accelerated write-off. Direct or indirect use of a computer in manufacturing or processing is considered to include direct manufacturing and processing applications, and ancillary activities such as maintaining inventory records, production scheduling, engineering design, and production control, but does not include the maintenance of financial and accounting information such as accounts receivable and payable records, general ledger accounts, payroll records, customer lists, and sales invoices and analy-
- 10. When a taxpayer includes a property in Class 29, 39 or 40, the property will be accepted as having been manufactured or acquired by the taxpayer for the purpose outlined in 3 above if it is actually used for that purpose after manufacture, acquisition or

choix, l'ancien bien est transféré à la nouvelle catégorie avant sa disposition. L'exercice de ce choix peut permettre au contribuable :

- a) de reporter une récupération de la déduction pour amortissement;
- b) d'accroître le montant de la déduction pour amortissement qui est disponible au cours de l'année, alors que le paragraphe 1100(2) du Règlement (la règle de la demi-année) aurait autrement contribué à restreindre le montant pouvant être déduit. (Pour une explication de la règle de la demi-année, veuillez consulter la dernière version du IT-285, Déduction pour amortissement Généralités.)

Un choix peut être exercé au moyen d'une lettre qui doit être annexée à la déclaration de revenus pour l'année de la disposition. Il doit être exercé au plus tard à la date limite de production des déclarations, selon l'article 150 de la Loi.

Sens des expressions

- 9. L'expression pour les utiliser (s'attendre à les utiliser) directement ou indirectement, au numéro 3 ci-dessus, fait référence aux biens qu'un contribuable acquiert comme partie intégrante et essentielle de ses activités de fabrication ou de transformation ou de celles du locataire, ainsi qu'à tout matériel auxiliaire qui est acquis afin d'être utilisé dans ces activités. Le matériel auxiliaire comprend, entre autres, les meubles et les appareils, le matériel de réparation et d'entretien et les extincteurs d'incendie. Bien que l'on trouve ce matériel généralement dans l'usine de fabrication ou de transformation, il peut être considéré comme «admissible» même s'il se trouve ailleurs. Les meubles et le matériel que le contribuable acquiert pour les utiliser, ou pour que le locataire les utilise, surtout aux fins d'activités comme la vente, la distribution et l'admi- nistration, et qui ne sont pas destinés aux activités de fabrication ou de transformation, ne donnent pas droit à l'amortissement accéléré. On considère que l'utilisation directe ou indirecte d'un ordinateur dans la fabrication ou dans la transformation comprend les applications directes de fabrication et de transformation de même que les activités auxiliaires. Ces activités sont, entre autres, la tenue des dossiers d'inventaire, l'ordonnancement de la production, les études d'ingénierie et le contrôle de la production. L'utilisation directe ou indirecte d'un ordinateur ne comprend pas la tenue de renseignements financiers et comptables, comme les registres de comptes clients et fournisseurs, les comptes du grand livre général, les registres de paye, les listes de clients ainsi que les factures et analyses de
- 10. Lorsqu'un contribuable inclut un bien dans la catégorie 29, 39 ou 40, on reconnaîtra qu'il a fabriqué ou acquis le bien aux fins décrites au numéro 3 ci-dessus si le bien est effectivement utilisé à ces fins après sa fabrication, son acquisition ou sa location, selon le cas. Il faut

after leasing, as the case may be, and provided there has not been an unreasonable delay before the property is put into use. Also, it will generally be accepted that the property was manufactured or acquired for use as described in 3 above if the property was not put to any use for an extended period of time after manufacture or acquisition, and if there are sound business reasons as to why it is not being used as originally intended (e.g. if it would be economically unsound to carry out the original intention because of unforeseen or changed circumstances).

- 11. The term "primarily" means "principally" or "chiefly". In establishing whether or not a particular property is used primarily in manufacturing or processing activities, generally the determining factor is the proportion of time that it is used in these activities. Property which is used more than 50 per cent of the time in manufacturing or processing activities will qualify to be included in Class 29, 39 or 40, as the case may be.
- 12. The manufacturing or processing activities referred to in 3 above must be carried out on goods for sale or lease, however, the manufacturer or processor of the goods does not necessarily have to be the vendor of the goods.
- 13. In some cases, it may be difficult to determine the amount of time that a particular piece of equipment is used in the manufacturing or processing of those goods that are for sale or lease, and those that are not for sale or lease. In such circumstances, any reasonable method of determining the primary use of the equipment will be accepted. For example, when equipment is used in two operations, an analysis of gross revenue from each operation may be helpful in determining the primary use of that equipment.
- 14. Subsection 1104(9) of the Regulations provides that for purposes of Classes 29 and 39, "manufacturing or processing" does not include farming, fishing, logging, construction, and specified resource activities. The current version of IT-145, Canadian Manufacturing and Processing Profits Reduced Rate of Corporate Tax, outlines some of the specifically excluded activities as well as explains various activities which are considered to be "manufacturing or processing" within the ordinary meaning of the term.

également qu'il n'y ait pas eu de retard inacceptable avant que le bien ne soit mis en service. De même, on acceptera généralement le fait que le bien a été fabriqué ou acquis aux fins décrites au numéro 3 ci-dessus si le bien n'a pas été mis en service pendant une période de temps prolongée après sa fabrication ou son acquisition et si le contribuable peut donner de bonnes raisons commerciales justifiant qu'il n'utilise pas le bien selon son intention initiale (p. ex., dans le cas où il ne serait pas rentable de donner suite à l'intention initiale en raison de circonstances inattendues ou différentes).

- 11. Le terme «surtout» signifie «principalement» ou «avant tout». Le facteur qui détermine généralement si un bien donné est utilisé surtout dans le cadre d'activités de fabrication ou de transformation est la fraction du temps pendant laquelle il est utilisé dans le cadre de ces activités. Les biens qui sont utilisés pendant plus de la moitié du temps dans le cadre d'activités de fabrication ou de transformation peuvent faire partie de la catégorie 29, 39 ou 40, selon le cas.
- 12. Les activités de fabrication ou de transformation mentionnées au numéro 3 ci-dessus doivent être effectuées relativement à des marchandises destinées à la vente ou à la location. Toutefois, il n'est pas nécessaire que le fabricant ou le transformateur des marchandises en soit le vendeur.
- 13. Dans certains cas, il peut être difficile d'établir le temps d'utilisation d'un élément de matériel donné dans la fabrication ou la transformation des marchandises destinées à la vente ou à la location et de celles qui ne sont pas destinées à la vente ou à la location. Dans ces circonstances, on acceptera toute méthode raisonnable servant à déterminer l'utilisation principale du matériel. Par exemple, lorsque le matériel est utilisé dans deux opérations, une analyse des recettes brutes tirées de chacune de ces opérations peut aider à établir l'utilisation principale de ce matériel.
- 14. Le paragraphe 1104(9) du Règlement prévoit que, aux fins des catégories 29 et 39, «la fabrication ou la transformation» ne comprend pas l'exploitation agricole ou la pêche, l'exploitation forestière, la construction ni certaines activités précises d'exploitation des ressources. La dernière version du IT-145, Bénéfices de fabrication et de transformation au Canada Taux réduit de l'impôt sur les corporations, expose en termes généraux certaines activités spécifiquement exclues. Il fournit, de plus, une description des diverses activités considérées comme faisant partie du domaine de la «fabrication ou transformation», au sens propre du terme.

Persons Eligible for Accelerated Write-off

- 15. All taxpayers are eligible to claim the accelerated write-off under Class 29, 39 or 40 on property which they manufacture or acquire for use by them in Canada primarily in manufacturing or processing of goods for sale or lease. When property is manufactured or acquired by a corporation that is leasing that property in the ordinary course of carrying on business in Canada to other taxpayers who are expected to use it as described in 3(b) above, in order for the property to qualify to be included in Class 29, 39 or 40, the corporation's principal business must be
 - (a) leasing property,
 - (b) manufacturing property that it sells or leases,
 - (c) lending money,
 - (d) purchasing conditional sale contracts, accounts receivable, bills of sale, chattel mortgages, bills of exchange or other obligations representing part or all of the sale price of merchandise or services, or
 - (e) selling or servicing a type of property that it also leases,

or any combination of these businesses.

- 16. In determining the nature of a taxpayer's principal business, the following factors will be considered:
 - (a) the number of employees engaged in each branch or phase of a company's operations;
 - (b) the amount of gross revenue from each phase of operations; and
 - (c) the amount of capital employed in each phase of operations.

Ordinarily, the above factors will be considered in relation only to a specific year. However, when a company's normal activities have ceased or substantially decreased, the pattern of operations over several years may be considered in deciding whether there has been only a temporary break in the normal activities of the company or an actual change in the principal business.

Other Issues

17. Generally, for acquisitions before 1988, paragraph 1100(1)(ta) of the Regulations provided that the maximum capital cost allowance that may be claimed was 25 per cent of the capital cost in the year of acquisition, 50 per cent in the next following year, and 25 per cent in the third year. In addition to the percentage of capital cost allowed in the second and third year, the taxpayer may claim, for those

Personnes admissibles à l'amortissement accéléré

- 15. Tous les contribuables ont le droit de demander l'amortissement accéléré en vertu de la catégorie 29, 39 ou 40 à l'égard des biens qu'ils fabriquent ou acquièrent pour les utiliser au Canada principalement dans la fabrication ou la transformation de marchandises destinées à la vente ou à la location. Lorsqu'une corporation fabrique ou acquiert des biens et que, dans le cours habituel de l'exploitation d'une entreprise au Canada, elle les donne en location à d'autres contribuables qui les utiliseront vraisemblablement de la manière décrite au point 3b) ci-dessus, de sorte que ces biens puissent faire partie de la catégorie 29, 39 ou 40, l'entreprise principale de la corporation doit consister en :
 - a) la location de biens;
 - b) la fabrication des biens qu'elle vend ou loue;
 - c) le prêt d'argent;
 - d) l'achat des contrats de vente conditionnelle, des comptes clients, des contrats de vente, des hypothèques mobilières, des lettres de change ou d'autres titres représentant en partie ou en totalité le prix de vente des marchandises ou des services;
 - e) la vente ou l'entretien d'un type de biens qu'elle loue également.

Elle peut également consister en une combinaison quelconque de ces entreprises.

- 16. Pour établir la nature de l'entreprise principale d'un contribuable, on tiendra compte des facteurs suivants :
 - a) du nombre d'employés travaillant dans chaque succursale ou à chaque phase des opérations de l'entreprise;
 - b) du montant des recettes brutes tirées de chaque phase des opérations;
 - c) du montant du capital investi dans chaque phase des opérations.

En règle générale, on tiendra compte de ces facteurs à l'égard d'une année particulière seulement. Toutefois, lorsque les activités normales d'une entreprise ont cessé ou ont diminué de façon considérable, on pourra tenir compte du profil des opérations portant sur plusieurs années pour pouvoir décider s'il y a eu interruption temporaire des activités normales de l'entreprise ou s'il y a eu un changement effectif de l'entreprise principale.

Autres questions

17. De façon générale, pour les biens acquis avant 1988, l'alinéa 1100(1)ta) du Règlement prévoyait que la déduction maximale pour amortissement pouvant être demandée était de 25 pour 100 du coût en capital pour l'année d'acquisition, de 50 pour 100 pour l'année suivante et de 25 pour 100 pour la troisième année. En plus du pourcentage d'amortissement pouvant être accordé la deuxième et la troisième année, le contribuable peut

years, any unused portion from the preceding years. Any undepreciated capital cost for such property remaining after 1987 can continue to be claimed in this manner. As required by subsection 1100(3), when a taxation year is less than 12 months, the amount deductible under paragraph 1100(1)(ta) cannot exceed the proportion of the maximum amount otherwise allowable that the number of days in the taxation year is of 365. The treatment of property acquired after 1987 is set out in 1 and 2 above. In some circumstances, subsection 1100(15) may restrict the maximum capital cost allowance otherwise determined under paragraph 1100(1)(ta). For a discussion of subsection 1100(15) see the current version of IT-443 and Special Release, Leasing Property - Capital Cost Allowance Restrictions.

aussi demander, pour ces mêmes années, toute fraction inutilisée d'une année précédente. On peut continuer de déduire de cette manière toute fraction non amortie du coût en capital qui reste après 1987 à l'égard de ces biens. Comme l'exige le paragraphe 1100(3) du Règlement lorsqu'une année d'imposition compte moins de douze mois, le montant déductible en vertu de l'alinéa 1100(1)ta) ne peut dépasser la fraction du montant maximal autrement admissible que représente le nombre de jours de l'année d'imposition par rapport à 365. La facon de traiter les biens acquis après 1987 est expliquée aux numéros 1 et 2 ci-dessus. Dans certains cas, la déduction maximale pour amortissement autrement déterminée en vertu du paragraphe 1100(1)ta) peut être réduite en vertu du paragraphe 1100(15) du Règlement. Pour plus de renseignements sur le paragraphe 1100(15) du Règlement, veuillez vous reporter à la dernière version du IT-443 et du Communiqué spécial, Biens donnés en location à bail - Restrictions de la déduction pour amortissement.

INTERPRETATION

BULLETIN

SUBJECT: INCOME TAX ACT

Recreational Properties and Club Dues

REFERENCE: Paragraph 18(1)(1) (also subsection 13(7) and

Regulations 1102(1)(f) and 1102(17))

DATE: November 22, 1976

OBJET: LOI DE L'IMPÔT SUR LE REVENU Riens récréatifs et cotisations d'un club

DATE: le 22 novembre 1976 NODE SÉRIE: IT-148R

RENVOI: Alinéa 18(1) (aussi paragraphe 13(7) et Règlements 1102(1)(1)(1)(1)(17))

This bulletin replaces and cancels Interpretation Bulletin No. IT-148 dated February 8, 1974

Recreational Properties

SERIAL NO. IT-148R

- 1. Subparagraph 18(1)(1)(i) provides that in computing a taxpayer's income from a business or property, no deduction may be made for any outlay or expense made or incurred by the taxpayer after 1971 for the use or maintenance of a vacht, camp, lodge or golf course or facility, unless the taxpayer made or incurred the outlay or expense in the ordinary course of his business of providing the property for hire or reward. The subparagraph is not restricted to a taxpayer who is the owner of a property described therein but also applies to a taxpayer who rents such a property from the owner and, in either case, the use of the property may be by the taxpayer himself or by his employees or customers.
- 2. The word "facility", as used in subparagraph 18(1)(1)(i), refers solely to a golf course and is intended to extend the words "golf course" to include any amenities provided by a golf club, such as a health club, swimming pool, curling rink or tennis courts.
- 3. The words "camp" and "lodge", as used in subparagraph 18(1)(1)(i) are not considered to embrace a small cottage or other similar dwelling which is designed primarily for the restricted use of a single family. A reasonable proportion of the taxes, insurance and other like expenses incurred in the maintenance of such a cottage may be claimed as a deduction in computing income where the taxpayer is carrying on a business, or is an employed commission salesman who is required to supply his own office space, provided a portion of the cottage is used solely for such income-earning activities.
- 4. Any property that forms part of the inventory of a taxpayer is not subject to the rule in subparagraph 18(1)(1)(i). For example, if a taxpayer's business involves the purchase or manufacture of yachts for sale, the maintenance costs of such yachts are not disallowed by subparagraph 18(1)(1)(i). A boat that is designed ex-

Le présent bulletin remplacé et annule le Bulletin d'interprétation IT-148 du 8 février 1974.

Biens récréatifs

- 1. Le sous-alinéa 18(1)1)(i) prévoit que dans le calcul du revenu qu'un contribuable tire d'une entreprise ou d'un bien. on ne peut déduire un débours ou une dépense faite ou engagée par le contribuable après 1971 pour l'usage ou l'entretien d'un bateau de plaisance, d'un chalet, d'un pavillon. d'un terrain de golf ou d'une installation, à moins que le contribuable n'ait fait ou engagé le débours ou la dépense dans le cours normal des affaires de son entreprise, laquelle consiste à fournir ce bien moyennant un loyer ou une récompense. Le sous-alinéa ne s'applique pas seulement à un contribuable qui est propriétaire d'un bien décrit à cet égard, mais aussi au contribuable qui loue ce bien du propriétaire et, dans les deux cas. l'utilisation du bien peut être faite par le contribuable lui-même ou par ses employés ou clients.
- 2. Le terme "installation" mentionnée au sous-alinéa 18(1)l)(i) se rapporte uniquement à un terrain de golf et est désigné pour étendre le sens des mots "terrains de golf" qui comprennent toutes les commodités fournies par un club de golf, telles qu'un centre de culture physique, une piscine, un terrain de curling ou des terrains de tennis.
- 3. Les termes "chalet" et "pavillon" utilisés au sous-alinéa 18(1)I)(i) ne comprennent pas une petite maison de campagne ou autre habitation semblable qui est conçue principalement pour ne servir qu'à une famille. Une partie raisonnable des taxes, des assurances et des autres dépenses du genre engagées pour entretenir cette maison de campagne peut être déduite dans le calcul du revenu lorsque le contribuable exploite une entreprise ou est un vendeur à commission considéré comme un employé qui doit fournir son propre bureau, à condition qu'une partie de la maison de campagne soit utilisée uniquement pour des activités exercées en vue de tirer un revenu.
- 4. Tout bien qui fait partie de l'inventaire d'un contribuable n'est pas assujetti à la règle du sous-alinéa 18(1)l)(i). Par exemple, si un contribuable exploite une entreprise qui s'occupe de l'achat et de la fabrication de bateaux de plaisance pour ensuite les vendre, les frais d'entretien de ces bateaux de plaisance ne sont pas refusés en vertu du sous-alinéa 18(1)l)(i).

IT--148R

clusively for work purposes, such as a tug-boat, is not considered to come within the intended meaning of the word "yacht" in subparagraph 18(1)(1)(i). On the other hand, any ship that is designed primarily for pleasure must be viewed as a yacht for purposes of subparagraph 18(1)(1)(i) even though it is used in the taxpayer's business.

- 5. The disallowance of outlays or expenses for the maintenance of a recreational property described in paragraph 1 above does not extend to such costs incurred by a taxpayer whose ordinary business consists of or includes the renting of that property. Where this is the case but, at times, the property is used for some other purpose, such as business entertaining or personal enjoyment, a reasonable proportion of the maintenance expenses must be attributed to that other use and not claimed as a deduction in computing income.
- 6. Where the ordinary business of a taxpayer does not consist of or include the renting of the recreational property, any incidental rents that may be received therefrom may be offset against the non-allowable maintenance expenses of the property.
- 7. In regard to capital cost allowances that may be claimed on properties described in paragraph 1 above that are owned by a taxpayer, a distinction must be drawn between such properties acquired by the taxpayer before January 1, 1975, and those acquired at a later date. For properties acquired before January 1, 1975, neither subparagraph 18(1)(1)(i) of the Act nor the Income Tax Regulations prohibit a deduction for capital cost allowance if the property was acquired to produce income from a business of any kind. For example, if a taxpayer owns a fishing lodge and can show that he uses it to entertain customers or potential customers and the property was acquired by him before January 1, 1975, he is entitled to claim capital cost allowance on the property although prohibited by subparagraph 18(1)(1)(i) from deducting any of its maintenance costs. Where the property is used partly for a business purpose and partly for a non-business purpose, the capital cost must be apportioned in accordance with the extent of the two uses, as provided in subsection 13(7).
- 8. Where a property described in paragraph 1 was acquired by a taxpayer on or after January 1, 1975, Income Tax Regulation 1102(1)(f) prohibits a deduction for capital cost allowance if any part of the maintenance costs of the property are non-allowable by virtue of subparagraph 18(1)(1)(i) of the Act. In accordance with Income Tax Regulation 1102(17), a property is not to be viewed as having been acquired on or after January 1, 1975 if the taxpayer was obligated to acquire it under the terms of an agreement in writing entered into before November 13, 1974, or it was a property that was under construction on November 13, 1974, or the construction

Un bateau qui est conçu exclusivement à des fins de travail, comme un remorqueur par exemple, n'entre pas dans la catégorie des bateaux de plaisance décrits au sous-alinéa 18(1)1)(i). Par contre, toute embarcation qui est d'abord conçue pour être utilisée à des fins récréatives doit être considérée comme un bateau de plaisance aux fins du sous-alinéa 18(1)1)(i) même si elle sert aux fins de l'entreprise du contribuable.

- 5. Le rejet de débours ou de dépenses engagées pour l'entretien d'un bien récréatif décrit au numéro 1 ci-dessus ne s'applique pas aux frais engagés par un contribuable dont les affaires courantes consistent à louer ce bien ou comprennent la location de ce bien. Dans ce cas, mais aussi lorsque parfois le bien est utilisé à d'autres fins comme à des fins de représentation commerciale ou de divertissement personnel, un partie raisonnable des frais d'entretien doit être attribuée à cet autre usage et ne doit pas être déduite dans le calcul du revenu.
- 6. Lorsque les affaires courantes d'un contribuable ne consistent pas à louer un bien récréatif ni ne comprennent la location d'un tel bien, tous les loyers accessoires pouvant être tirés de cette location peuvent être déduits des frais d'entretien non admissibles du bien,
- 7. En ce qui concerne les déductions pour amortissement qui peuvent être demandées pour des biens décrits au numéro 1 ci-dessus et appartenant à un contribuable, il faut faire une distinction entre les biens acquis par le contribuable avant le 1er janvier 1975 et les biens acquis à une date ultérieure. Pour les biens acquis avant le 1er janvier 1975, ni le sous-alinéa 18(1)l)(i) de la Loi ni les Règlements de l'impôt sur le revenu n'interdisent une déduction pour amortissement si le bien a été acquis pour tirer un revenu d'une entreprise quelconque. Par exemple, si un contribuable possède un pavillon de pêche et qu'il puisse prouver qu'il s'en sert pour recevoir des clients ou des clients éventuels et s'il a acquis le bien avant le 1er janvier 1975, il a le droit de réclamer la déduction pour amortissement à l'égard du bien, même si le sous-alinéa 18(1)1)(i) lui interdit de déduire quelque frais d'entretien que ce soit. Lorsque le bien est utilisé en partie à de telles fins commerciales et en partie à des fins non commerciales, le coût en capital doit être réparti en fonction de ces deux fins, comme le prévoit le paragraphe 13(7).
- 8. Lorsqu'un bien décrit au numéro 1 a été acquis par un contribuable le ou après le 1et janvier 1975, le Règlement 1102(1)f) de l'impôt sur le revenu interdit une déduction pour amortissement si une partie des frais d'entretien du bien ne sont pas admissibles aux termes du sous-alinéa 18(1)l(i) de la Loi. Conformément au Règlement 1102(17) de l'impôt sur le revenu, un bien n'est pas considéré avoir été acquis le ou après le 1et janvier 1975 si le contribuable a dû acquérir ce bien en vertu d'une entente écrite conclue avant le 13 novembre 1974, ou si c'était un bien qui était en construction le 13 novembre 1974, ou dont la construction avait été commencée plus tard mais aux termes d'une entente écrite conclue avant le 13

IT-148R

of which commenced later but under an agreement in writing entered into before November 13, 1974, and the construction was completed substantially in accordance with plans and specifications agreed to by the taxpayer before November 13, 1974.

The determination of whether or not capital cost allowance is deductible on property acquired on or after January 1, 1975, pursuant to paragraph 1102(1)(f) of the Income Tax Regulations, is not based on the purpose for which the property was acquired but, rather, on the use to which it was put. Consequently, capital cost allowance would be deductible for a particular taxation year if the sole business purpose to which such property was put was the renting of the property as part of the taxpayer's ordinary business. On the other hand, capital cost allowance would not be deductible for a taxation year if, in that year, the property was used at any time for any other business purpose. Where the sole business use of a property is the renting of it but it is also used by the taxpayer for a non-business purpose, an apportionment of the capital cost is required in accordance with subsection 13(7).

Club Dues

- 10. Subparagraph 18(1)(1)(ii) prohibits the deduction of any expense incurred by the taxpayer after 1971 in respect of membership dues (whether initiation fees or otherwise) which entitle the taxpayer, his employees or anyone else to use the facilities of any club the main purpose of which is to provide dining, recreational or sporting facilities for its members.
- 11. Club dues disallowed as an expense to an employer are not necessarily considered a taxable benefit to the employee on whose behalf they were paid. Where it is clearly to the employer's advantage for an employee to be a member of a club, the employee is not considered to have received a taxable benefit. On the other hand, where the club membership is in the nature of a fringe benefit with little or no advantage to the employer's business, then the cost of membership is considered to be a taxable benefit to the employee and included in his income.

novembre 1974, et dont la construction était terminée en grande partie d'après les plans et devis acceptés par le contribuable avant le 13 novembre 1974.

9. La décision à savoir s'il est possible de faire une déduction pour amortissement à l'égard d'un bien acquis le ou après le 1er janvier 1975, en vertu de l'alinéa 1102(1)f) des Règlements de l'impôt sur le revenu, n'est pas fondée sur le but de l'acquisition du bien, mais plutôt sur l'utilisation éventuelle de ce bien. Par conséquent, la déduction pour amortissement est acceptable pour une année d'imposition donnée si la seule fin commerciale à laquelle ce bien a servi était sa location dans le cas des affaires courantes du contribuable. Par contre, la déduction pour amortissement n'est pas admissible pour une année d'imposition si, au cours de cette année-là, le bien a été utilisé à un moment quelconque pour toute autre fin commerciale. Lorsque la location d'un bien constitue la seule fin commerciale à laquelle il est utilisé, mais que le contribuable utilise aussi ce bien à des fins non commerciales, le paragraphe 13(7) exige que le contribuable fasse une répartition du coût en capital de ce bien.

Cotisations d'un club

- 10. Le sous-alinéa 18(1)l)(ii) interdit la déduction de toute dépense engagée par le contribuable, après 1971, à titre de cotisation (droits d'adhésion ou autres) qui autorise le contribuable, ses employés ou toute autre personne à se servir des installations d'une association quelconque dont l'objet principal consiste à fournir à ses membres l'occasion de se restaurer ou de se livrer à des activités récréatives ou sportives.
- 11. Les cotisations d'un club refusées à titre de dépenses engagées par un employeur ne sont pas nécessairement considérées comme un avantage imposable de l'employé pour lequel elles ont été payées. S'îl est évident qu'il est à l'avantage d'un employeur qu'un employé soit membre d'un club, l'employé n'est pas considéré avoir reçu un avantage imposable. Par contre, lorsque l'adhésion au club est un avantage social qui est peu ou aucunement avantageux pour les affaires de l'employeur, les cotisations sont considérées comme un avantage imposable de l'employé et sont comprises dans son revenu.



INTERPRETATION

BULLETIN

D'INTERPRÉTATION

SUBJECT: INCOME TAX ACT

Recreational Properties and Club Dues

OBJET: LOI DE L'IMPÔT SUR LE REVENU Biens récréatifs et contisations à un club

NO: IT-148R2

DATE: June 2, 1981

REFERENCE: Paragraph 18(1)(1) (also subsection 13(7) and Regulations 1102(1)(f) and 1102(17))

No: IT-148R2 DATE: le 2 juin 1981

RENVOI: Alinéa 18(1)I) (aussi le paragraphe 13(7) et les Règlements 1102(1)f) et 1102(17))

SEP 3 1/ 1449

Le présent bulletin annule et remplace le Bulletin d'interprétation IT-148R du 22 novembre 1976. Des traits verticaux indiquent les révisions.

This bulletin replaces and cancels Interpretation Bulletin IT-148R dated November 22, 1976. Current revisions are designated by vertical lines.

Recreational Properties

- 1. Subparagraph 18(1)(1)(i) provides that in computing a taxpayer's income from a business or property, no deduction may be made for any outlay or expense made or incurred by the taxpayer after 1971 for the use or maintenance of a yacht, camp, lodge or golf course or facility, unless the taxpayer made or incurred the outlay or expense in the ordinary course of his business of providing the property for hire or reward. The subparagraph is not restricted to a taxpayer who is the owner of a property described therein but also applies to a taxpayer who rents such a property from the owner and, in either case, the use of the property may be by the taxpayer himself or by his employees or customers.
- 2. The word "facility", as used in subparagraph 18(1)(1)(i), refers solely to a golf course and is intended to extend the words "golf course" to include any amenities provided by a golf club, such as a health club, swimming pool, curling rink or tennis courts.
- 3. The words "camp" and "lodge", as used in subparagraph 18(1)(1)(i) are not considered to embrace a small cottage or other similar dwelling which is designed primarily for the restricted use of a single family. A reasonable proportion of the taxes, insurance and other like expenses incurred in the maintenance of such a cottage may be claimed as a deduction in computing income where the taxpayer is carrying on a business, or is an employed commission salesman who is required to supply his own office space, provided a portion of the cottage is used solely for such income-earning activities.
- 4. Whether or not a particular vessel is a "yacht" for purposes of subparagraph 18(1)(l)(i) will normally depend on the use to which it is put. It is the Department's view that paragraph 18(1)(l) would not have application to deny an outlay or expense in connection with a vessel

Biens récréatifs

- 1. Le sous-alinéa 18(1)l)(i) prévoit que dans le calcul du revenu qu'un contribuable tire d'une entreprise ou d'un bien, on ne peut déduire un débours ou une dépense faite ou engagée par le contribuable après 1971 pour l'usage ou l'entretien d'un bateau de plaisance, d'un chalet, d'un pavillon, d'un terrain de golf ou d'une installation, à moins que le contribuable n'ait fait ou engagé le débours ou la dépense dans le cours normal des affaires de son entreprise, laquelle consiste à fournir ce bien moyennant un loyer ou une récompense. Le sous-alinéa ne s'applique pas seulement à un contribuable qui est propriétaire d'un bien décrit à cet égard, mais aussi au contribuable qui loue ce bien du propriétaire et, dans les deux cas, l'utilisation du bien peut être faite par le contribuable lui-même ou par ses employés ou clients.
- 2. Le terme «installation» mentionnée au sous-alinéa 18(1)l)(i) se rapport uniquement à un terrain de golf et est désigné pour étendre le sens des mots «terrains de golf» à toutes les commodités fournies par un club de golf, telles qu'un centre de culture physique, une piscine, un terrain de curling ou des terrains de tennis.
- 3. Les termes «chalet» et «pavillon» utilisés au sous-alinéa 18(1)l)(i) ne comprennent pas une petite maison de compagne ou une autre habitation semblable qui est conçue principalement pour ne servir qu'à une famille. Une partie raisonnable des taxes, des assurances et des autres dépenses du genre engagées pour entretenir cette maison de campagne peut être déduite dans le calcul du revenu lorsque le contribuable exploite une entreprise ou est un vendeur à commission considéré comme un employé qui doit fournir son propre bureau, à condition qu'une partie de la maison de campagne soit utilisée uniquement pour des activités exercées en vue de tirer un revenu.
- 4. Le fait qu'une embarcation donnée soit un «bateau de plaisance» aux fins du sous-alinéa 18(1)l)(i) dépend normalement de l'utilisation qu'on en fait. Selon le Ministère, l'alinéa 18(1)l) ne pourrait s'appliquer pour refuser un débours ou une dépense relative à une embarcation essentielle à l'exploitation

2 IT-148R2

essential to the business operations, all or substantially all the use of which is for business purposes. In this respect business purposes does not include the entertainment or recreation of clients, suppliers, shareholders or employees.

- 5. Any property that forms part of the inventory of a taxpayer is not subject to the rule in subparagraph 18(1)(1)(i). For example, if a taxpayer's business involves the purchase or manufacture of yachts for sale, the maintenance costs of such yachts are not disallowed by subparagraph 18(1)(1)(i).
- 6. The disallowance of outlays or expenses for the maintenance of a recreational property described in 1 above does not extend to such costs incurred by a taxpayer whose ordinary business consists of or includes the renting of that property. Where this is the case but, at times, the property is used for some other purpose, such as business entertaining or personal enjoyment, a reasonable proportion of the maintenance expenses must be attributed to that other use and not claimed as a deduction in computing income.
- 7. Where the ordinary business of a taxpayer does not consist of or include the renting of the recreational property, any incidental rents that may be received therefrom may be offset against the non-allowable maintenance expenses of the property.
- 8. In regard to capital cost allowances that may be claimed on properties described in 1 above that are owned by a taxpayer, a distinction must be drawn between such properties acquired by the taxpayer before January 1, 1975, and those acquired at a later date. For properties acquired before January 1, 1975, neither subparagraph 18(1)(1)(i) of the Act nor the Income Tax Regulations prohibit a deduction for capital cost allowance if the property was acquired to produce income from a business of any kind. For example, if a taxpayer owns a fishing lodge and can show that he uses it to entertain customers or potential customers and the property was acquired by him before January 1, 1975, he is entitled to claim capital cost allowance on the property although prohibited by subparagraph 18(1)(1)(i) from deducting any of its maintenance costs. Where the property is used partly for a business purpose and partly for a non-business purpose, the capital cost must be apportioned in accordance with the extent of the two uses, as provided in subsection 13(7).
- 9. Where a property described in 1 above was acquired by a taxpayer on or after January 1, 1975, Income Tax Regulation 1102(1)(f) prohibits a deduction for capital cost allowance if any part of the maintenance costs of the property are non-allowable by virtue of subparagraph 18(1)(1)(i) of the Act. In accordance with Income Tax Regulation 1102(17), a property is not to be viewed as having been acquired on or after January 1, 1975 if the

- de l'entreprise et utilisée uniquement ou presque uniquement aux fins de l'entreprise. À cet égard, «aux fins de l'entreprise» ne comprend pas le divertissement ou la récréation des clients, des fournisseurs, des actionnaires ou des employés.
- 5. Tout bien qui fait partie de l'inventaire d'un contribuable n'est pas assujetti à la règle du sous-alinéa 18(1)l)(i). Par exemple, si un contribuable exploite une entreprise qui s'occupe de l'achat et de la fabrication de bateaux de plaisance pour ensuite les vendre, les frais d'entretien de ces bateaux de plaisance ne sont pas refusés en vertu du sous-alinéa 18(1)(l)(i).
- 6. Le rejet de débours ou de dépenses engagés pour l'entretien d'un bien récréatif décrit au numéro 1 ci-dessus ne s'applique pas aux frais engagés par un contribuable dont les affaires courantes consistent à louer ce bien ou comprennent la location de ce bien. Dans ce cas, mais aussi lorsque parfois le bien est utilisé à d'autres fins, comme à des fins de représentation commerciale ou de divertissement personnel, un partie raisonnable des frais d'entretien doit être attribuée à cet autre usage et ne doit pas être déduite dans le calcul du revenu.
- 7. Lorsque les affaires courantes d'un contribuable ne consistent pas à louer un bien récréatif ni ne comprennent la location d'un tel bien, tous les loyers accessoires pouvant être tirés de cette location peuvent être déduits des frais d'entretien non admissibles du bien.
- 8. En ce qui concerne les déductions pour amortissement qui peuvent être demandées pour des biens décrits au numéro 1 ci-dessus et appartenant à un contribuable, il faut faire une distinction entre les biens acquis par le contribuable avant le 1er janvier 1975 et les biens acquis à une date ultérieure. Pour les biens acquis avant le 1er janvier 1975, ni le sous-alinéa 18(1)l)(i) de la Loi ni les Règlements de l'impôt sur le revenu n'interdisent une déduction pour amortissement si le bien a été acquis pour tirer un revenu d'une entreprise quelconque. Par exemple, si un contribuable possède un pavillon de pêche et qu'il peut prouver qu'il s'en sert pour recevoir des clients ou des clients éventuels et s'il a acquis le bien avant le 1er janvier 1975, il a le droit de réclamer la déduction pour amortissement à l'égard du bien, même si le sous-alinéa 18(1)l)(i) lui interdit de déduire quelque frais d'entretien que ce soit. Lorsque le bien est utilisé en partie à de telles fins commerciales et en partie à des fins non commerciales, le coût en capital doit être réparti en fonction de ces deux fins, comme le prévoit le paragraphe 13(7).
- 9. Lorsqu'un bien décrit au numéro 1 a été acquis par un contribuable le ou après le 1er janvier 1975, le Règlement 1102(1)f) de l'impôt sur le revenu interdit une déduction pour amortissement si une partie des frais d'entretien du bien ne sont pas admissibles aux termes du sous-alinéa 18(1)l)(i) de la Loi. Conformément au Règlement 1102(17) de l'impôt sur le revenu, un bien n'est pas considéré avoir été acquis le ou après le 1er janvier 1975 si le contribuable a dû acquérir ce bien en vertu

IT-148R2

taxpayer was obligated to acquire it under the terms of an agreement in writing entered into before November 13, 1974, or it was a property that was under construction on November 13, 1974, or the construction of which commenced later but under an agreement in writing entered into before November 13, 1974, and the construction was completed substantially in accordance with plans and specifications agreed to by the taxpayer before November 13, 1974.

10. The determination of whether or not capital cost allowance is deductible on property acquired on or after January 1, 1975, pursuant to paragraph 1102(1)(f) of the Income Tax Regulations, is not based on the purpose for which the property was acquired but, rather, on the use to which it was put. Consequently, capital cost allowance would be deductible for a particular taxation year if the sole business purpose to which such property was put was the renting of the property as part of the taxpayer's ordinary business. On the other hand, capital cost allowance would not be deductible for a taxation year if, in that year, the property was used at any time for any other business purpose. Where the sole business use of a property is the renting of it but it is also used by the taxpayer for a non-business purpose, an apportionment of the capital cost is required in accordance with subsection 13(7).

Club Dues

- 11. Subparagraph 18(1)(1)(ii) prohibits the deduction of any expense incurred by the taxpayer after 1971 in respect of membership dues (whether initiation fees or otherwise) which entitle the taxpayer, his employees or anyone else to use the facilities of any club the main purpose of which is to provide dining, recreational or sporting facilities for its members.
- 12. Club dues disallowed as an expense to an employer are not necessarily considered a taxable benefit to the employee on whose behalf they were paid. Where it is clearly to the employer's advantage for an employee to be a member of a club, the employee is not considered to have received a taxable benefit. On the other hand, where the club membership is in the nature of a fringe benefit with little or no advantage to the employer's business, then the cost of membership is considered to be a taxable benefit to the employee and included in his income.

d'une entente écrite conclue avant le 13 novembre 1974, ou si c'était un bien qui était en construction le 13 novembre 1974, ou dont la construction avait été commencée plus tard mais aux termes d'une entente écrite conclue avant le 13 novembre 1974, et dont la construction était terminée en grande partie d'après les plans et devis acceptés par le contribuable avant le 13 novembre 1974.

3

10. La décision à savoir s'il est possible de faire une déduction pour amortissement à l'égard d'un bien acquis le ou après le 1er janvier 1975, en vertu de l'alinéa 1102(1)f) des Règlements de l'impôt sur le revenu, n'est pas fondée sur le but de l'acquisition du bien, mais plutôt sur l'utilisation éventuelle de ce bien. Par conséquent, la déduction pour amortissement est acceptable pour une année d'imposition donnée si la seule fin commerciale à la laquelle ce bien a servi était sa location dans le cadre des affaires courantes du contribuable. Par contre, la déduction pour amortissement n'est pas admissible pour une année d'imposition si, au cours de cette année-là, le bien a été utilisé à un moment quelconque pour tout autre fin commerciale. Lorsque la location d'un bien constitue la seule fin commerciale à laquelle il est utilisé, mais que le contribuable utilise aussi ce bien à des fins non commerciales, le paragraphe 13(7) exige que le contribuable fasse une répartition du coût en capital de ce bien.

Cotisations à un club

- 11. Le sous-alinéa 18(1)l)(ii) interdit la déduction de toute dépense engagée par le contribuable, après 1971, à titre de cotisation (droits d'adhésion ou autres) qui autorise le contribuable, ses employés ou toute autre personne à se servir des installations d'une association quelconque dont l'objet principal consiste à fournir à ses membres l'occasion de se restaurer ou de se livrer à des activités récréatives ou sportives.
- 12. Les cotisations à un club refusées à titre de dépenses engagées par un employeur ne sont pas nécessairement considérées comme un avantage imposable de l'employé pour lequel elles ont été payées. S'il est évident qu'il est à l'avantage d'un employeur qu'un employé soit membre d'un club, l'employé n'est pas considéré avoir reçu un avantage imposable. Par contre, lorsque l'adhésion au club est un avantage social qui est peu ou aucunement avantageux pour les affaires de l'employeur, les cotisations sont considérées comme un avantage imposable de l'employé et sont comprises dans son revenu.



INTERPRETATION

BULLETIN

D'INTERPRÉTATION

SUBJECT:

INCOME TAX ACT Winding-up Dividend OBJET:

RENVOI:

LOI DE L'IMPÔT SUR LE REVENU Dividende de liquidation Government Publications

SERIAL NO:

IT-149R DATE: February 3, 1975

Paragraph 88(2)(b) (also section 83 and sub-

section 133(7.1))

NODE SÉRIE: IT-149R DATE: le 3 février 1975

Alinéa 88(2)b) (aussi article 83 et paragraphe 133(71))

This Bulletin replaces and cancels Interpretation Bulletin IT-149 dated February 12, 1974

- 1. Where a Canadian corporation has been wound up after 1971, and at a particular time in the course of winding-up, all or substantially all of the property owned by the corporation immediately before that time was distributed to its shareholders, subsection 88(2) provides special rules to facilitate the distribution of the special surplus accounts accumulated by the corporation up to and including the time of the final distribution of property on the winding-up. After May 6, 1974, subsection 88(2) does not apply to the winding-up of a subsidiary corporation within the meaning of subsection 88(1).
- 2. Subsection 88(2) does not require that there be a single distribution of property on winding-up. However, where there is a series of distributions in the course of winding-up, subsection 88(2) applies to only the last such distribution and all or substantially all of the property owned immediately beforehand must be distributed at that time. Generally the only property owned by the corporation after the final distribution will be cash or other liquid assets to be used for the payment of taxes and the remaining costs of liquidation. Where, after the payment of taxes and liquidation costs, a relatively small amount of property remains in the corporation, the Department will not consider that subsection 88(2) applies to the distribution of this remaining property.
- 3. To achieve the purpose of subsection 88(2), timing is of particular importance. The points in time specified and their significance are as follows:
 - (a) "A particular time in the course of winding-up" is that point
 - (i) when the final distribution of property is made:
 - (ii) when the corporation is deemed to have paid and the shareholders to have received a dividend by virtue of subsection 84(2), (or paragraph 88(1)(e) prior to May 7, 1974), and for the purpose of paragraph 88(2)(b) that dividend is referred to as the "winding-up dividend"; and

Ce bulletin annule et remplace le Bulletin d'interprétation IT-149 du 12 février 1974

- 1. Lorsqu'une corporation canadienne a été liquidée après 1971 et qu'à une date donnée au cours de la liquidation tous ou presque tous les biens appartenant à la corporation juste avant cette date ont été distribués aux actionnaires de la corporation, le paragra ne 88(2) prévoit des règles spéciales pour faciliter la distributifié des komptes spéciaux de surplus accumulés par la corporation jusqu'à la date (incluse) de la distribution definitive des piens lors de la liquidation. Après le 6 mai 1974, de paragraphe 88(2) ne s'applique pas à la liquidation d'une filiale, au sens que donné a cette expression le paragraphe 88(1).
- 2. Le paragraphe 88(2) n'exige pas qu'il n'y ait qu'une seule distribution de biens lors de la liquidation. Néanmoins, s'il y a une série de distribution au cours de la liquidation, le paragraphe 88(2) ne s'applique qu'à la dernière d'entre elles et tous ou presque tous les biens détenus juste avant doivent être distribués à cette date. En général, les seuls biens détenus par la corporation après la distribution définitive seront des avoirs en espèces ou autres liquidités destinées au paiement des impôts et au reste des frais de liquidation. Si, après le paiement des impôts et des frais de liquidation, il ne reste dans la corporation qu'un nombre relativement réduit de biens, le Ministère ne tiendra pas le paragraphe 88(2) comme étant applicable à la distribution des biens restants.
- 3. Aux fins du paragraphe 88(2), le facteur temps joue un grand rôle. Les dates spécifiées et leur importance respective sont les suivantes:
 - a) "Une date donnée au cours de la liquidation" est le moment où:
 - (i) l'attribution définitive des biens est effectuée:
 - (ii) la corporation est réputée avoir payé un dividende et où les actionnaires sont réputés avoir reçu ce dividende en vertu du paragraphe 84(2) (ou de l'alinéa 88(1)e) (avant le 7 mai 1974). De plus, aux fins de l'alinéa 88(2)b), ce dividende est appelé "dividende de liquidation" et

- (iii) when or before which an election is required under section 83 (or subsection 133(7.1)) to pay tax-free dividends.
- (b) The "time of computation" of the corporation's 1971 capital surplus on hand, paid-up capital deficiency, capital dividend account and capital gains dividend account is immediately before the time mentioned in (a) above.
- (c) "Immediately before the time of computation" is when the taxation year is deemed to have ended and a new taxation year to have commenced making possible the computation of the full amount of the capital gains dividend account including any amount arising on the final winding-up distribution.
- (d) "Immediately before the end of the taxation year" (the year deemed to have ended in (c) above) is when the property distributed at the particular time noted in (a) above is deemed to have been disposed of by the corporation. This permits the surplus arising on the distribution to accumulate in the accounts prior to the end of that taxation year.
- 4. Paragraph 88(2)(b) provides that for the purpose of an election to pay tax-free dividends under section 83 of the Act or a capital gains dividend of a non-resident-owned investment corporation under subsection 133(7.1), the winding-up dividend is considered to be separate dividends calculated as follows:
 - (a) For an election under subsection 83(2) (or 133(7.1)), the portion of the winding-up dividend that does not exceed the balance of the capital dividend account (or capital gains dividend account) immediately before the dividend is deemed to have been paid, is deemed to be a separate dividend. Where the winding-up dividend exceeds the balance of the capital dividend account (or capital gains dividend account) the separate dividend is always equal to that balance and therefore an election (if any) under subsection 83(2) (or 133(7.1)) must be in respect of that entire balance.
 - (b) For an election under subsection 83(1), the portion of winding-up dividend that exceeds the separate dividend as determined in (a) above, on which an election has been made under subsection 83(2) (or 133(7.1)), is deemed to be a separate dividend to the extent that it does not exceed the aggregate of the corporation's tax-paid undistributed surplus on hand and its 1971 capital surplus on hand.
 - (c) The portion of the winding-up dividend that exceeds the separate dividends (see (a) and (b) above) on which elections have been made under subsections 83(2) (or 133(7.1)) and 83(1) is deemed to be a separate dividend that is a taxable dividend.

Each shareholder is deemed to have received separate dividends, determined as above in proportion to the number of shares held.

- (iii) ou bien avant lequel il faut faire un choix prévu à l'article 83 (ou au paragraphe 133(7.1)) pour payer des dividendes exonérés d'impôt.
- b) la "date du calcul" du surplus de capital en main de la corporation en 1971, de l'insuffisance de son capital versé, de son compte de dividendes en capital et de son compte de dividendes sur les gains en capital précède immédiatement la date mentionnée en a) ci-dessus.
- c) "Immédiatement avant la date du calcul" est le moment où l'année d'imposition est réputée être terminée et une nouvelle année d'imposition avoir commencé, ce qui permet de calculer le montant total du compte de dividendes en capital, y compris tout montant résultant de l'attribution définitive relative à la liquidation.
- d) "Immédiatement avant la fin de l'année d'imposition" (l'année réputée se terminer en c) ci-dessus) est le moment où les biens distribués à la date donnée mentionnée en a) ci-dessus sont réputés avoir fait l'objet d'une disposition par la corporation. Le surplus provenant de l'attribution peut ainsi s'accumuler dans les comptes avant la fin de cette année d'imposition.
- 4. L'alinéa 88(2)b) prévoit qu'aux fins d'un choix effectué pour payer des dividendes exonérés d'impôt conformément à l'article 83 de la Loi ou un dividende sur les gains en capital d'une corporation de placement appartenant à des non-résidents conformément au paragraphe 133(7.1), les dividendes de liquidation sont réputés être des dividendes distincts qui se calculent comme suit:
 - a) Dans le cas d'un choix prévu au paragraphe 83(2) (ou 133(7.1)), la fraction du dividende de liquidation, qui n'excède pas le solde du compte de dividendes en capital (ou du compte de dividendes sur les gains en capital) juste avant la date où le dividende est réputé avoir été payé, est réputée être un dividende distinct. Lorsque le dividende de liquidation excède le solde du compte de dividendes en capital (ou du compte de dividendes sur les gains en capital), le dividende distinct est toujours égal à ce solde et un choix (s'il y a choix) prévu au paragraphe 83(2) (ou 133(7.1)) doit donc porter sur ce solde global.
 - b) Dans le cas d'un choix prévu au paragraphe 83(1), la fraction du dividende de liquidation excédant le dividende distinct déterminé en a) ci-dessus, qui a fait l'objet d'un choix prévu au paragraphe 83(2) (ou 133(7.1)), est réputée être un dividende distinct dans la mesure où elle n'excède pas le total du surplus en main, non réparti et libéré d'impôt, de la corporation et de son surplus de capital en main en 1971.
 - c) La fraction du dividende de liquidation qui excède les dividendes distincts (voir a) et b) ci-dessus) qui ont fait l'objet de choix prévus aux paragraphes 83(2) (ou 133(7.1)) et 83(1), est réputée être un dividende distinct imposable.

Chaque actionnaire est réputé avoir reçu des dividendes distincts, déterminés comme il est indiqué ci-dessus, en proportion du nombre des actions qu'il détenait.

IT-149R

3

- 5. The amounts that are deemed to be separate dividends depend on the balance, as finally assessed by the Department, of the capital dividend account (or capital gains dividend account), the tax-paid undistributed surplus on hand and the 1971 capital surplus on hand immediately before the winding-up dividend is deemed to have been paid. Where the balances of these surplus accounts as assessed differ from the amounts computed by the corporation at the time of the elections under section 83 (or subsection 133(7.1)) in respect of those separate dividends, the amount of each separate dividend and the related election will be adjusted to reflect the balances assessed. However, the corporation remains responsible for computing the surplus accounts as accurately as possible in light of all the facts available at the time of the election.
- 5. Les montants qui sont réputés être des dividendes distincts dépendent du solde (sur lequel le Ministère établit finalement la cotisation) du compte de dividendes en capital (ou du compte de dividendes sur les gains en capital), du surplus en main, non réparti et libéré d'impôt, et du surplus de capital en main en 1971 juste avant la date où le dividende de liquidation est réputé avoir été payé. Lorsque les soldes de ces comptes de surplus sur lesquels sont établies les cotisations diffèrent des montants calculés par la corporation au moment d'effectuer les choix prévus à l'article 83 (ou paragraphe 133(7.1)) à l'égard de ces dividendes distincts, le montant de chaque dividende distinct, ainsi que le choix y afférent, seront rajustés de façon à correspondre aux soldes sur lesquels sont établies les cotisations. La corporation reste, néanmoins, tenue de calculer les comptes de surplus de la façon la plus précise possible, en tenant compte des faits connus à la date du choix.



INTERPRETATION

BULLETIN

D'INTERPRÉTATION

SUBJECT:

INCOME TAX ACT Winding-up Dividend

Dividende de liquidation

NO: IT-149R2 DATE: November 15, 1979

REFERENCE: Subsection 88(2) (also subsections 83(2) and 133(7.1))

NO: IT-149R2 DATE: le 15 novembre 1979

Paragraphe 88(2) (aussi les paragraphes 83(2) et 133(7-1))

This Bulletin replaces and cancels Interpretation Bulletin IT-149R dated February 3, 1975. Current revisions are designated by vertical lines.

- 1. Where a Canadian corporation other than a subsidiary within the meaning of subsection 88(1) has been wound up after December 31, 1978, and at a particular time in the course of winding-up, all or substantially all of the property owned by the corporation immediately before that time was distributed to its shareholders, subsection 88(2) provides special rules to facilitate the distribution of the capital dividend account, capital gains dividend account and the pre-1972 capital surplus on hand accumulated by the corporation up to and including the time of the final distribution of property on the winding-up.
- 2. Subsection 88(2) does not require that there be a single distribution of property on winding-up. However, where there is a series of distributions in the course of winding-up, subsection 88(2) usually applies to the last such distribution, when it can be said that all or substantially all of the property owned immediately beforehand has been distributed to the shareholders. Generally, the only property owned by the corporation after this final distribution will be cash or other liquid assets to be used for the payment of taxes and any remaining costs of liquidation. Where, after the payment of these taxes and liquidation costs, a relatively small amount of property remains in the corporation for distribution to shareholders, the Department will consider both this distribution and the previous distribution as qualifying under subsection 88(2).
- 3. To achieve the purpose of subsection 88(2), timing is of particular importance. The points in time specified and their significance are as follows:
 - (a) "A particular time in the course of winding-up" is that point
 - (i) when the final distribution of property is made;
 - (ii) when, by virtue of subsection 84(2), the corporation is deemed to have paid and the shareholders to have received a dividend referred to in paragraph 88(2)(b) as the "winding-up dividend;" and

Le présent bulletin annule et remplace le Bulletin d'interprétation IT-149R du 3 février 1975. Les révisions courantes sont indiquées par des traits verticaux.

- 1. Lorsqu'une corporation canadienne, à l'exclusion d'une filiale au sens du paragraphe 88(1), a été liquidée après le 31 décembre 1978 et, qu'à une date donnée au cours de la liquidation, la totalité ou la presque totalité des biens appartenant à la corporation immédiatement avant cette date ont été distribués aux actionnaires de la corporation, le paragraphe 88(2) prévoit des règles spéciales pour faciliter la distribution du compte de dividendes en capital, du compte de dividendes sur les gains en capital et du surplus de capital en main avant 1972 accumulés par la corporation jusqu'à la date (incluse) de la distribution définitive des biens lors de la liquidation.
- 2. Le paragraphe 88(2) n'exige pas qu'il n'y ait qu'une seule distribution de biens lors de la liquidation. Néanmoins, s'il y a une série de distributions au cours de la liquidation, le paragraphe 88(2) s'applique habituellement à la dernière d'entre elles quand on peut dire que la totalité ou la presque totalité des biens détenus juste avant ont été distribués aux actionnaires. En général, les seuls biens détenus par la corporation après la distribution définitive seront des avoirs en espèces ou autres liquidités destinés au paiement des impôts et aux frais de liquidation, il ne reste dans la corporation qu'un nombre relativement réduit de biens devant être distribués aux actionnaires, le Ministère tiendra cette distribution et la distribution précédente comme étant visées par le paragraphe 88(2).
- 3. Aux fins du paragraphe 88(2), le facteur temps joue un grand rôle. Les dates spécifiées et leur importance respective sont les suivantes:
 - a) «Une date donnée au cours de la liquidation» est le moment où:
 - (i) la distribution définitive des biens est effectuée:
 - (ii) la corporation, en vertu du paragraphe 84(2), est réputée avoir versé un dividende et où les actionnaires sont réputés avoir reçu ce dividende appelé aux fins de l'alinéa 88(2)b) «dividende de liquidation» et

- (iii) when or before which an election is required under subsection 83(2) (or 133(7.1)) to pay tax-free dividends.
- (b) The "time of computation" of the corporation's capital dividend account, capital gains dividend account and pre-1972 capital surplus on hand is immediately before the time mentioned in (a) above.
- (c) "Immediately before the time of computation" is when the taxation year is deemed to have ended and a new taxation year to have commenced. In conjunction with subparagraph 88(2)(a)(v), this "time of computation" ensures that the capital dividend account, the capital gains dividend account and the pre-1972 capital surplus on hand include any amounts arising on or prior to the final winding-up distribution.
- (d) "Immediately before the end of the taxation year" (the year deemed to have ended in (c) above) is when the property distributed at the particular time noted in (a) above is deemed to have been disposed of by the corporation. This permits the capital gains or pre-1972 capital surplus arising on the distribution to accumulate in the accounts prior to the end of that taxation year.
- 4. Paragraph 88(2)(b) provides that for the purpose of an election to pay a capital dividend under subsection 83(2) of the Act or a capital gains dividend of a non-resident-owned investment corporation under subsection 133(7.1), the winding-up dividend is considered to be separate dividends calculated as follows:
 - (a) For an election under subsection 83(2) (or 133(7.1)), the portion of the winding-up dividend that does not exceed the balance of the capital dividend account (or capital gains dividend account) immediately before the dividend is deemed to have been paid, is deemed to be a separate dividend. Where the winding-up dividend exceeds the balance of the capital dividend account (or capital gains dividend account) the separate dividend is always equal to that balance and therefore an election (if any) under subsection 83(2) (or 133(7.1)) must be in respect of that entire balance.
 - (b) The portion of the winding-up dividend that exceeds the balance of the corporation's capital dividend account (or the capital gains dividend account), as determined in (a) above, up to the corporation's pre-1972 capital surplus on hand, is deemed not to be a dividend. This amount is included in the proceeds of the disposition of the shares by reason of subparagraph 54(h)(ix).
 - (c) The portion of the winding-up dividend that exceeds the aggregate of the separate dividend in (a) and the amount in (b) above is deemed to be a separate dividend that is a taxable dividend.

Each shareholder is deemed to have received separate dividends, determined as in (a) and (c), above in proportion to the number of shares held.

- (iii) il faut, au plus tard, faire un choix prévu au paragraphe 83(2) (ou 133(7.1)) pour verser des dividendes exonérés d'impôt.
- b) la «date du calcul» du compte de dividendes en capital, du compte de dividendes sur les gains en capital et du surplus de capital en main avant 1972 de la corporation précède immédiatement la date mentionnée en a) ci-dessus.
- c) «Immédiatement avant la date du calcul» est le moment où l'année d'imposition est réputée être terminée et une nouvelle année d'imposition avoir commencé. En ce qui a trait au sous-alinéa 88(2)a)(v), cette «date du calcul» garantit que le compte de dividendes en capital, le compte de dividendes sur les gains en capital et le surplus de capital en main avant 1972 comprennent tout montant existant avant la distribution définitive lors de la liquidation ou qui en résulte.
- d) «Immédiatement avant la fin de l'année d'imposition» (l'année réputée être terminée selon c) ci-dessus) est le moment où les biens distribués à la date donnée mentionnée en a) ci-dessus sont réputés avoir fait l'objet d'une disposition par la corporation. Les gains en capital et le surplus en capital avant 1972 provenant de la distribution peuvent ainsi s'accumuler dans les comptes avant la fin de cette année d'imposition.
- 4. L'alinéa 88(2)b) prévoit qu'aux fins d'un choix effectué pour verser un dividende en capital en vertu du paragraphe 83(2) de la Loi ou un dividende sur les gains en capital d'une corporation de placement appartenant à des non-résidents conformément au paragraphe 133(7.1), les dividendes de liquidation sont réputés être des dividendes distincts qui se calculent comme suit:
 - a) Dans le cas d'un choix prévu au paragraphe 83(2) (ou 133(7.1)), la fraction du dividende de liquidation qui n'excède pas le solde du compte de dividendes en capital (ou du compte de dividendes sur les gains en capital) juste avant la date où le dividende est réputé avoir été versé, est réputée être un dividende distinct. Lorsque le dividende de liquidation excède le solde du compte de dividendes en capital (ou du compte de dividendes sur les gains en capital), le dividende distinct est toujours égal à ce solde et un choix (s'il y a choix) prévu au paragraphe 83(2) (ou 133(7.1)) doit donc porter sur ce solde global.
 - b) La fraction du dividende de liquidation en sus du solde du compte de dividendes en capital (ou du compte de dividendes sur les gains en capital) de la corporation, calculée en a) ci-dessus, jusqu'à concurrence du surplus de capital en main avant 1972 est réputée ne pas être un dividende. Ce montant est compris dans le produit de la disposition des actions en vertu du sous-alinéa 54h)(ix).
 - c) La fraction du dividende de liquidation en sus de la somme du dividende distinct en a) et du montant en b) ci-dessus est réputée être un dividende distinct imposable.

Chaque actionnaire est réputé avoir reçu des dividendes distincts, déterminés comme il est indiqué en a) et c) ci-dessus, en proportion du nombre des actions qu'il détenait.

IT-149R2

- 5. The amounts that are deemed to be separate dividends and the amount deemed not to be a dividend depend on the balance, as finally assessed by the Department, of the capital dividend account (or capital gains dividend account), and the pre-1972 capital surplus on hand immediately before the winding-up dividend is deemed to have been paid. Where the balance of these accounts as assessed differ from the amounts computed by the corporation at the time of the elections under subsection 83(2) (or subsection 133(7.1)) in respect of those separate dividends, the amount of each separate dividend and the related election will be adjusted to reflect the balances assessed. However, the corporation remains responsible for computing these accounts as accurately as possible in light of all the facts available at the time of the election.
- 5. Les montants qui sont réputés être des dividendes distincts et le montant qui est réputé ne pas être un dividende dépendent du solde, comme il a été établi par le Ministère, du compte de dividendes en capital (ou du compte de dividendes sur les gains en capital) et du surplus de capital en main avant 1972 juste avant la date où le dividende de liquidation est réputé avoir été versé. Lorsque les soldes de ces comptes diffèrent des montants calculés par la corporation au moment d'effectuer les choix prévus au paragraphe 83(2) (ou paragraphe 133(7.1)) à l'égard de ces dividendes distincts, le montant de chaque dividende distinct, ainsi que le choix y afférent, seront rajustés de façon à correspondre aux soldes établis. La corporation reste néanmoins tenue de calculer ces comptes de la façon la plus précise possible, en tenant compte de tous les faits connus à la date du choix.



Publication

INTERPRETATION

BULLETIN

D'INTERPRÉTATION

SUBJECT:

INCOME TAX ACT Winding-up Dividend

OBJET:

LOI DE L'IMPÔT SUR LE REVENU Dividende de liquidation

NO. IT-149R3

DATE: July 22, 1985

REFERENCE: Subsection 88(2) (also subsections 8

@A / 83(2.1) and 133(7.1))

- I51

This bulletin replaces and cancels Interpretation Bulletin IT-149R2 dated November 15, 1979. Current revisions are designated by vertical lines. Proposals contained in the Notice of Ways and Means Motion of May 23, 1985 are not considered in this release.

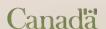
- 1. Where a Canadian corporation, other than a subsidiary to which the rules of subsection 88(1) have applied on its winding-up, has been wound up after December 31, 1978, and at a particular time in the course of winding-up all or substantially all of the property owned by the corporation immediately before that time was distributed to its shareholders, subsection 88(2) provides special rules to facilitate the distribution of the capital dividend account, capital gains dividend account, the pre-1972 capital surplus on hand and, after June 28, 1982, the life insurance capital dividend account (see IT-66R5), all as accumulated by the corporation up to and including the time of the final distribution of property on the winding-up.
- 2. Subsection 88(2) does not require that there be a single distribution of property on winding-up. However, where there is a series of distributions in the course of winding-up, subsection 88(2) usually applies to the last such distribution, when it can be said that all or substantially all of the property owned immediately beforehand has been distributed to the shareholders. Generally, the only property owned by the corporation after this final distribution will be cash or other liquid assets to be used for the payment of taxes and any remaining costs of liquidation. Where, after the payment of these taxes and liquidation costs, a relatively small amount of property remains in the corporation for distribution to shareholders, the Department will consider that both this distribution and the previous distribution qualify under subsection 88(2).
- 3. To achieve the purpose of subsection 88(2), timing is of particular importance. The points in time specified and their significance are as follows:
 - (a) "A particular time in the course of winding-up" is that point
 - (i) when the final distribution of property is made,
 - (ii) when, by virtue of subsection 84(2), the corporation is deemed to have paid and

No 17-19R3 DATE: le 22 juillet 1985
RENVOI: Paragraphe 88(2) (aussi les paragraphes 83(2), 83(2.1)

SEP 13 1985

Le présent bulletin annule et remplace le Bulletin d'interprétation IT-149R2 du 15 novembre 1979. Les révisions sont indiquées par un trait vertical. La présente version ne tient pas compte des propositions contenues dans l'Avis de motions des voies et moyens du 23 mai 1985.

- 1. Lorsqu'une corporation canadienne, à l'exclusion d'une filiale à laquelle les règles du paragraphe 88(1) s'appliquaient à sa liquidation, a été liquidée après le 31 décembre 1978 et que, à une date donnée au cours de la liquidation, la totalité ou la presque totalité des biens appartenant à la corporation immédiatement avant cette date ont été distribués aux actionnaires de la corporation, le paragraphe 88(2) prévoit des règles spéciales pour faciliter la distribution du compte de dividendes en capital, du compte de dividendes sur les gains en capital, du surplus de capital en main avant 1972 et, après le 28 juin 1982, du compte de dividendes en capital d'assurance-vie (voir le Bulletin d'interprétation IT-66R5), tels qu'accumulés par la corporation jusqu'à la date (inclusivement) de la distribution définitive des biens lors de la liquidation.
- 2. Le paragraphe 88(2) n'exige pas qu'il y ait une seule distribution de biens lors de la liquidation. Néanmoins, s'il y a une série de distributions au cours de la liquidation, le paragraphe 88(2) s'applique habituellement à la dernière d'entre elles, quand on peut dire que la totalité ou la presque-totalité des biens détenus juste avant ont été distribués aux actionnaires. En général, les seuls biens détenus par la corporation après la distribution définitive seront des avoirs en espèces ou d'autres liquidités destinés au paiement des impôts et aux frais de liquidation qui restent. Si, après le paiement des impôts et des frais de liquidation, il ne reste dans la corporation qu'un nombre relativement réduit de biens devant être distribués aux actionnaires, le Ministère considérera que cette distribution et la distribution précédente sont visées par le paragraphe 88(2).
- 3. Aux fins du paragraphe 88(2), le facteur temps joue un grand rôle. Les dates données et leur importance respective sont les suivantes:
 - a) «Une date donnée au cours de la liquidation» est le moment où:
 - (i) la distribution définitive des biens est effectuée;
 - (ii) la corporation, en vertu du paragraphe 84(2), est réputée avoir versé un dividende et les action-



- the shareholders to have received a dividend referred to in paragraph 88(2)(b) as the "winding-up dividend", and
- (iii) when an election is required under subsections 83(2), 83(2.1) or 133(7.1) to pay tax-free dividends.
- (b) The "time of computation" of the corporation's capital dividend account, capital gains dividend account, and pre-1972 capital surplus on hand is immediately before the time mentioned in (a) above.
- (c) "Immediately before the time of computation" is when the taxation year is deemed to have ended and a new taxation year to have commenced. In conjunction with subparagraph 88(2)(a)(v), this "time of computation" ensures that the capital dividend account, the capital gains dividend account and the pre-1972 capital surplus on hand include any amounts arising on or prior to the final winding-up distribution
- (d) "Immediately before the end of the taxation year" (the year deemed to have ended in (c) above) is when the property distributed at the particular time noted in (a) above is deemed to have been disposed of by the corporation. This permits the capital gains or pre-1972 capital surplus arising on the distribution to accumulate in the accounts prior to the end of that taxation year.
- 4. Paragraph 88(2)(b) provides that for the purpose of an election to pay a capital dividend under subsection 83(2) of the Act, or a capital gains dividend of a non-resident-owned investment corporation under subsection 133(7.1) or a life insurance capital dividend under subsection 83(2.1), portions of the winding-up dividend are considered to be separate dividends calculated as follows:
 - (a) For an election under subsection 83(2) (or 133(7.1)), the portion of the winding-up dividend that does not exceed the balance of the capital dividend account (or capital gains dividend account) immediately before the dividend is deemed to have been paid, is deemed to be a separate dividend. Where the winding-up dividend exceeds the balance of the capital dividend account (or capital gains dividend account) the separate dividend is always equal to that balance and therefore an election (if any) under subsection 83(2) (or 133(7.1)) must be in respect of that entire balance.
 - (b) The portion of the winding-up dividend (as a result of a winding-up ending after June 28, 1982) that exceeds the amount elected under subsection 83(2) or 133(7.1) as determined in (a) above, up to the amount of the corporation's life insurance capital dividend account is also deemed to be a separate dividend and, providing an election is made pursuant to subsection 83(2.1) in respect of the full amount, is a non-taxable dividend.

- naires sont réputés avoir reçu ce dividende appelé aux fins de l'alinéa 88(2)b) un «dividende de liquidation»; et
- (iii) il faut faire un choix prévu aux paragraphes 83(2), 83(2.1) ou 133(7.1) pour verser des dividendes exonérés d'impôt.
- b) La «date du calcul» du compte de dividendes en capital, du compte de dividendes sur les gains en capital et du surplus de capital en main avant 1972 de la corporation précède immédiatement la date mentionnée en a) ci-dessus.
- c) «Immédiatement avant la date du calcul» est le moment où l'année d'imposition est réputée être terminée et une nouvelle année d'imposition avoir commencé. En ce qui a trait au sous-alinéa 88(2)a)(v), cette «date du calcul» garantit que le compte de dividendes en capital, le compte de dividendes sur les gains en capital et le surplus de capital en main avant 1972 comprennent tout montant existant au moment de la distribution définitive de la liquidation ou avant
- d) «Immédiatement avant la fin de l'année d'imposition» (l'année réputée être terminée selon c) ci-dessus) est le moment où les biens distribués à la date donnée mentionnée en a) ci-dessus sont réputés avoir fait l'objet d'une disposition par la corporation. Les gains en capital et le surplus en capital avant 1972 provenant de la distribution peuvent ainsi s'accumuler dans les comptes avant la fin de cette année d'imposition.
- 4. L'alinéa 88(2)b) prévoit que, aux fins d'un choix fait pour verser un dividende en capital en vertu du paragraphe 83(2) de la Loi, un dividende sur les gains en capital d'une corporation de placement appartenant à des non-résidents conformément au paragraphe 133(7.1) ou un dividende en capital d'assurance-vie en vertu du paragraphe 83(2.1), les fractions du dividende de liquidation sont réputées être des dividendes distincts qui se calculent comme suit:
 - a) Dans le cas d'un choix prévu au paragraphe 83(2) (ou 133(7.1)), la fraction du dividende de liquidation qui n'excède pas le solde du compte de dividendes en capital (ou du compte de dividendes sur les gains en capital), juste avant la date où le dividende est réputé avoir été versé, est réputée être un dividende distinct. Lorsque le dividende de liquidation excède le solde du compte de dividendes en capital (ou du compte de dividendes sur les gains en capital), le dividende distinct est toujours égal à ce solde, et un choix (s'il y a lieu) prévu au paragraphe 83(2) (ou 133(7.1)) doit donc porter sur ce solde global.
 - b) La fraction du dividende de liquidation (résultant d'une liquidation prenant fin après le 28 juin 1982) qui excède le montant ayant fait l'objet d'un choix en vertu du paragraphe 83(2) ou 133(7.1), telle que déterminée en a) ci-dessus, jusqu'à concurrence du montant du compte de dividendes en capital d'assurance-vie de la corporation est également réputée être un dividende distinct et, pourvu qu'un choix ait été fait en vertu du paragraphe 83(2.1) à l'égard de la totalité du montant, est un dividende non imposable.

IT-149R3

- (c) The portion of the winding-up dividend that exceeds the amount of the dividends, if any, elected under subsections 83(2), 83(2.1) and 133(7.1) as determined in (a) and (b) above, up to the corporation's pre-1972 capital surplus on hand is deemed not to be a dividend. This amount is included in the proceeds of the disposition of the shares by reason of subparagraph 54(h)(ix).
- (d) The portion of the winding-up dividend that exceeds the aggregate of the separate dividends in (a) (where an election is made) and (b) and the amount in (c) above is deemed to be a separate dividend that is a taxable dividend.

Each shareholder is deemed to have received separate dividends, determined as in (a), (b), and (d) above in proportion to the number of shares held.

5. The amounts that are deemed to be separate dividends and the amount deemed not to be a dividend depend on the balance, as finally assessed by the Department, of the capital dividend account (or capital gains dividend account), the life insurance capital dividend account and the pre-1972 capital surplus on hand immediately before the winding-up dividend is deemed to have been paid. Where the balance of these accounts as assessed differ from the amounts computed by the corporation at the time of the elections under subsection 83(2) and 83(2.1) (or subsection 133(7.1)) in respect of those separate dividends, the amount of each separate dividend and the related election will be adjusted to reflect the balances assessed. However, the corporation remains responsible for computing these accounts as accurately as possible in light of all the facts available at the time of the election.

c) La fraction du dividende de liquidation qui excède le montant des dividendes, s'il y a lieu, ayant fait l'objet d'un choix en vertu des paragraphes 83(2), 83(2.1) et 133(7.1), telle que déterminée en a) et b) ci-dessus, jusqu'à concurrence du surplus de capital en main de la corporation avant 1972 est réputée ne pas être un dividende. Ce montant est compris dans le produit de la disposition des actions en vertu du sous-alinéa 54h)(ix).

3

d) La fraction du dividende de liquidation qui excède la somme des dividendes distincts en a) (lorsqu'un choix est fait) et b) et du montant en c) ci-dessus est réputée être un dividende distinct imposable.

Chaque actionnaire est réputé avoir reçu des dividendes distincts, déterminés comme il est indiqué en a), b) et d) ci-dessus, en proportion du nombre d'actions qu'il détenait.

5. Les montants qui sont réputés être des dividendes distincts et le montant qui est réputé ne pas être un dividende dépendent du solde, comme il a été établi par le Ministère, du compte de dividendes en capital (ou du compte de dividendes sur les gains en capital), du compte de dividendes en capital d'assurance-vie et du surplus de capital en main avant 1972, juste avant la date où le dividende de liquidation est réputé avoir été versé. Lorsque les soldes de ces comptes diffèrent des montants calculés par la corporation au moment de faire les choix prévus aux paragraphes 83(2) et 83(2.1) (ou au paragraphe 133(7.1)) à l'égard de ces dividendes distincts, le montant de chaque dividende distinct, ainsi que le choix y afférent, seront rajustés de façon à correspondre aux soldes établis. La corporation reste néanmoins tenue de calculer ces comptes de la façon la plus précise possible, en tenant compte de tous les faits connus à la date du choix.



INTERPRETATION BULLETIN BULLETIN D'INTERPRÉTATION

SUBJECT:

INCOME TAX ACT Winding-up Dividend

NO:

IT-149R4 DATE: June 28, 1991 REFERENCE: Subsection 88(2) (also subsections 83(2), 84(2), 133(7.1), paragraph 148(9)(a) and subparagraphs 54(h)(ix), 89(1)(b)(iv) and (v))

NK68

LOI DE L'IMPÔT SUR LE REVENU OBJET: Dividende de liquidation

RENVOI

IT-149R4 DATE: le 28 juin 1991

Le paragraphe 88(2) (aussi les paragraphes 83(2), 84(2) et 133(7.1); l'alinéa 148(9)a) et les sous-alinéas

54h)(ix), 89(1)b)(iv) et (v))

Application

This bulletin replaces and cancels Interpretation Bulletin IT-149R3 dated July 22, 1985. Current revisions are designated by vertical lines.

Summary

This bulletin discusses the "winding-up dividend" that results when certain Canadian corporations are wound up. It also discusses how the Act establishes the portion of the amount, received by the shareholders in a winding-up, that is taxable in their hands. Essentially, the law provides that any amount received in excess of paid-up capital is deemed to be a dividend. However, depending on the type of corporation, this winding-up dividend can be broken into separate amounts arising from

- (a) the capital dividend account,
- (b) the capital gains dividend account,
- (c) the pre-1972 capital surplus on hand, and
- (d) after June 28, 1982 and before May 24, 1985, the life insurance capital dividend account.

Any excess, after distributing the above amounts, is a taxable dividend.

Discussion and Interpretation

Distributions on Winding-up

Subsection 88(2) provides special rules to facilitate the distribution of property on the winding-up (see 3) below) of a Canadian corporation to which subsection 88(1) does not apply. For subsection 88(2) to apply in the course of the winding-up of such a corporation, all or substantially all of the property owned by the corporation must be distributed to its shareholders. It does not require that there be a single distribution of property on windingup. However, where there is a series of distributions in the course of winding-up, subsection 88(2) usually applies to the last such distribution, when it can be said that all or substantially all of the property owned immediately beforehand has been distributed to the shareholders. Generally, the only property owned by the corporation after this final distribution will be cash or

Application

Ce bulletin annule et remplace le Bulletin d'interprétation IT-149R3 du 22 juillet 1985. Les dernières révisions sont indiquées par des traits verticaux.

Résumé

Ce bulletin traite du «dividende de liquidation» qui survient lorsque certaines corporations canadiennes sont liquidées. Il traite aussi de la manière dont la Loi établit le montant imposable dans les mains des actionnaires lorsqu'une somme est reçue au moment d'une liquidation. Essentiellement, la Loi stipule que tout montant reçu qui est supérieur au capital versé est réputé être un dividende. Toutefois, selon le type de corporation, ce dividende de liquidation peut être composé de différents montants provenant :

- a) du compte de dividende en capital;
- b) du compte de dividendes sur les gains en capital;
- c) du surplus de capital en main avant 1972;
- d) après le 28 juin 1982 et avant le 24 mai 1985, du compte de dividende en capital d'assurance-vie.

Tout excédant, après avoir distribué les montants mentionnés ci-dessus, est un dividende imposable.

Discussion et interprétation

Distributions lors de la liquidation

Le paragraphe 88(2) fournit des règles spéciales afin de faciliter la distribution de biens (voir le numéro 3 ci-dessous) au moment de la liquidation d'une corporation canadienne à laquelle le paragraphe 88(1) ne s'applique pas. Pour que le paragraphe 88(2) s'applique au moment de la liquidation d'une corporation de ce genre, la totalité ou la presque totalité des biens que la corporation possède doit être distribuée à ses actionnaires. Il n'est pas nécessaire qu'il n'y ait qu'une seule distribution lors de la liquidation. Néanmoins, s'il y a une série de distributions au cours de la liquidation, le paragraphe 88(2) s'applique habituellement à la dernière d'entre elles, quand on peut dire que la totalité ou la presque totalité des biens détenus juste avant a été distribuée aux actionnaires. En règle générale, les seuls biens que la corporation possède après la distribution définitive sont des avoirs en espèces ou



other liquid assets to be used for the payment of taxes and any remaining costs of liquidation. If a relatively small amount of property remains in the corporation for distribution to the shareholders after the payment of these taxes and liquidation costs, both this distribution and the previous distribution will qualify under subsection 88(2).

Timing of Distributions

- 2. To achieve the purpose of subsection 88(2), timing is of particular importance. The points in time specified and their significance are as follows:
 - (a) "A particular time in the course of winding-up" is that point
 - (i) when the final distribution of property is made.
 - (ii) when, by virtue of subsection 84(2), the corporation is deemed to have paid and the shareholders are deemed to have received a dividend referred to in paragraph 88(2)(b) as the "winding-up dividend", and
 - (iii) when an election is required under subsection 83(2), 133(7.1), or 83(2.1) as it read with respect to dividends paid after June 28, 1982 and before May 24, 1985, to pay tax-free dividends.
 - (b) The "time of computation" of the corporation's capital dividend account, capital gains dividend account and pre-1972 capital surplus on hand is immediately before the time mentioned in (a) above.
 - (c) "Immediately before the time of computation" is when the taxation year of the corporation is deemed to have ended and a new taxation year to have commenced. In conjunction with subparagraph 88(2)(a)(iv), this "time of computation" ensures that the capital dividend account, the capital gains dividend account and the pre-1972 capital surplus on hand include any amount arising on or prior to the final winding-up distribution.
 - (d) "Immediately before the end of the taxation year" (the year deemed to have ended in (c) above) is when the property distributed at the particular time noted in (a) above is deemed to have been disposed of by the corporation. This permits the capital gains and other amounts arising on the distribution to be reflected in the accounts prior to the end of that taxation year.

Calculation of Separate Dividends

- 3. Paragraph 88(2)(b) provides that for the purpose of an election to pay
 - (a) a capital dividend under subsection 83(2),
 - (b) a capital gains dividend of a non-residentowned investment corporation under subsection 133(7.1), or

d'autres liquidités destinés au paiement des impôts et aux frais de liquidation qui restent. Si, après le paiement des impôts et des frais de liquidation, la corporation ne possède qu'un nombre relativement réduit de biens devant être distribués aux actionnaires, cette distribution et la distribution précédente seront visées par le paragraphe 88(2).

Choix du moment pour effectuer des distributions

- 2. Aux fins du paragraphe 88(2), le facteur temps joue un rôle important. Voici les dates données et leur importance.
 - a) «Une date donnée au cours de la liquidation» est le moment :
 - (i) où la distribution définitive des biens est effectuée:
 - (ii) où la corporation, en vertu du paragraphe 84(2), est réputée avoir versé un dividende et les actionnaires sont réputés avoir reçu ce dividende, dividende appelé aux fins de l'alinéa 88(2)b) un «dividende de liquidation»;
 - (iii) où il faut faire un choix prévu au paragraphe 83(2) ou 133(7.1), ou au paragraphe 83(2.1) tel qu'il s'applique aux dividendes versés après le 28 juin 1982 et avant le 24 mai 1985, pour verser des dividendes libres d'impôt.
 - b) La «date du calcul» du compte de dividende en capital, du compte de dividendes sur les gains en capital et du surplus de capital en main avant 1972 de la corporation précède immédiatement la date mentionnée au point a) ci-dessus.
 - c) «Immédiatement avant la date du calcul» représente le moment où l'année d'imposition de la corporation est réputée être terminée et une nouvelle année d'imposition est réputée avoir commencé. Concurremment avec le sous-alinéa 88(2)a)(iv), cette «date du calcul» garantit que le compte de dividende en capital, le compte de dividendes sur les gains en capital et le surplus de capital en main avant 1972 comprennent tout montant existant au moment de la distribution définitive de la liquidation ou avant.
 - d) «Immédiatement avant la fin de l'année d'imposition» (l'année réputée être terminée selon le point c) cidessus) représente le moment où les biens distribués à la date donnée mentionnée au point a) ci-dessus sont réputés avoir fait l'objet d'une disposition par la corporation. Les gains en capital et les autres montants découlant de la distribution peuvent ainsi figurer dans les comptes avant la fin de cette année d'imposition.

Calcul des dividendes distincts

- 3. L'alinéa 88(2)b) prévoit que, aux fins d'un choix fait pour verser :
 - a) un dividende en capital en vertu du paragraphe 83(2);
 - b) un dividende sur les gains en capital d'une corporation de placement appartenant à des non-résidents conformément au paragraphe 133(7.1);

(c) after June 28, 1982 and before May 24, 1985, a life insurance capital dividend under subsection 83(2.1), as it read for that period,

portions of the winding-up dividend are considered to be separate dividends. These separate dividends are calculated as follows:

- (d) For an election under subsection 83(2) (or subsection 133(7.1)), a separate dividend is deemed to be paid equal to the portion of the winding-up dividend that does not exceed the balance of the capital dividend account (or capital gains dividend account) immediately before such dividend is deemed to have been paid. Where the winding-up dividend exceeds the balance of the capital dividend account (or capital gains dividend account), the separate dividend is always equal to that balance and therefore an election (if any) under subsection 83(2) (or 133(7.1)) must be in respect of that balance.
- (e) With respect to a winding-up ending after June 28, 1982 and before May 24, 1985, the portion of the winding-up dividend that exceeds the amount elected under subsection 83(2) or 133(7.1) as determined in (d) above, up to the amount of the corporation's life insurance capital dividend account, is also deemed to be a separate dividend. Provided an election in respect of the full amount was made under subsection 83(2.1) as it read for that period, such separate dividend is a non-taxable dividend.
- (f) The portion of the winding-up dividend that exceeds the amount of the dividends elected under subsection 83(2), 133(7.1) or, after June 28, 1982 and before May 24, 1985, subsection 83(2.1) as determined in (d) and (e) above, up to the corporation's pre-1972 capital surplus on hand is deemed not to be a dividend. This portion is included under subparagraph 54(h)(ix) in the proceeds of the disposition of the shares.
- (g) The portion of the winding-up dividend that exceeds the aggregate of
 - (i) the separate dividend in (d) above (where an election is made),
 - (ii) the separate dividend in (e) above, and
 - (iii) the portion in (f) above

is deemed to be a separate dividend that is a taxable dividend.

Each shareholder is deemed to have received separate dividends, determined as in (d), (e), and (g) above in proportion to the number of shares held.

c) après le 28 juin 1982 et avant le 24 mai 1985, un dividende en capital d'assurance-vie en vertu du paragraphe 83(2.1), tel qu'il s'applique à cette période,

les fractions du dividende de liquidation sont réputées être des dividendes distincts. Ces dividendes distincts se calculent comme suit :

- d) Dans le cas d'un choix prévu au paragraphe 83(2) (ou au paragraphe 133(7.1)), un dividende distinct est réputé être versé s'il représente la fraction du dividende de liquidation qui n'excède pas le solde du compte de dividende en capital (ou du compte de dividendes sur les gains en capital) juste avant la date où le dividende est réputé avoir été versé. Lorsque le dividende de liquidation excède le solde du compte de dividende en capital (ou du compte de dividendes sur les gains en capital), le dividende distinct est toujours égal à ce solde et un choix (s'il y a lieu) prévu au paragraphe 83(2) (ou 133(7.1)) doit donc porter sur ce solde.
- e) Dans le cas d'une liquidation se terminant après le 28 juin 1982 et avant le 24 mai 1985, la fraction du dividende de liquidation qui excède le montant ayant fait l'objet d'un choix en vertu du paragraphe 83(2) ou 133(7.1), telle qu'elle est déterminée au point d) cidessus, jusqu'à concurrence du montant du compte de dividende en capital d'assurance-vie de la corporation, est également réputée être un dividende distinct. Ce dividende distinct est non imposable, pourvu qu'un choix portant sur le solde global ait été fait conformément au paragraphe 83(2.1) tel qu'il s'applique à cette période.
- f) La fraction du dividende de liquidation qui excède le montant des dividendes ayant fait l'objet d'un choix en vertu du paragraphe 83(2) ou 133(7.1), ou du paragraphe 83(2.1) après le 28 juin 1982 et avant le 24 mai 1985, telle qu'elle est déterminée aux points d) et e) ci-dessus, jusqu'à concurrence du surplus de capital en main de la corporation avant 1972, est réputée ne pas être un dividende. Cette fraction est comprise dans le produit de la disposition des actions conformément au sous-alinéa 54h)(ix).
- g) La fraction du dividende de liquidation qui excède la somme :
 - (i) du dividende distinct au point d) ci-dessus (lorsqu'un choix est fait);
 - (ii) du dividende distinct au point e) ci-dessus;
- (iii) de la fraction au point f) ci-dessus est réputée être un dividende distinct imposable.

Chaque actionnaire est réputé avoir reçu des dividendes distincts, comme il est déterminé aux points d), e) et g) cidessus, en proportion du nombre d'actions qu'il détenait. The separate components of the winding-up dividend, as discussed in (d) to (g) above, can be illustrated in the following table:

	PRIVATE CORPORATION	NON-RESIDENT OWNED INVESTMENT CORP.	PUBLIC CORPORATION
W I N D I N G U P D I V I D E N D	(d), (e) 88(2)(b)(i) CAPITAL DIVIDEND OR LIFE INSURANCE CAPITAL DIVIDEND	(d) 133(7.1) CAPITAL GAIN DIVIDEND	
	(f) 88(2)(b)(ii) PRE-1972 CSOH	(f) 88(2)(b)(ii) PRE-1972 CSOH	(f) 88(2)(b)(ii) PRE-1972 CSOH
	(g) 88(2)(b)(iii) TAXABLE DIVIDEND	(g) 88(2)(b)(iii) TAXABLE DIVIDEND	(g) 88(2)(b)(iii) TAXABLE DIVIDEND

Les différentes composantes d'un dividende de liquidation, telles qu'elles ont été mentionnées aux points d) à g) cidessus, sont illustrées dans le tableau suivant :

	CORPORATION PRIVÉE	CORPORATION DE PLACEMENT APPARTENANT À DES NON-RÉSIDENTS	CORPORATION PUBLIQUE
	d), e)	d)	
D I L V I I Q D U E I	88(2)b)(i) DIVIDENDE EN CAPITAL OU DIVIDENDE EN CAPITAL D'ASSURANCE- VIE	133(7.1) DIVIDENDE SUR LES GAINS EN CAPITAL	
N D D A	f)	f)	f)
E T I D O E N	88(2)b)(ii) SURPLUS DE CAPITAL EN MAIN AVANT 1972	88(2)b)(ii) SURPLUS DE CAPITAL EN MAIN AVANT 1972	88(2)b)(ii) SURPLUS DE CAPITAL EN MAIN AVANT 1972
	g)	g)	g)
	88(2)b)(iii) DIVIDENDE IMPOSABLE	88(2)b)(iii) DIVIDENDE IMPOSABLE	88(2)b)(iii) DIVIDENDE IMPOSABLE

The example below illustrates the above allocation and ordering of the winding-up dividend for a private corpo-

L'exemple ci-dessous illustre l'attribution et l'ordre dans lequel un dividende de liquidation doit être calculé dans le 600,000

ration. The following facts are assumed regarding the wind-up of a private corporation:

Proceeds available on winding-up	\$5,000,000
Paid-up capital of shares	1,000,000
Balance in capital dividend account	1,300,000
Balance in pre-1972 capital surplus	
on hand	600,000

The application of paragraph 88(2)(b) is as follows:

	1 1	1 0	,I.	() (-	,		
	eeds on wind					\$5,000	,000
less:	paid-up cap	ital – p	aragr	aph 89	(1)(c)	1,000	,000
Wind	ling-up divid	lend -	parag	raph 84	(2)(b)	4,000	,000
less:	capital divid	dend ac	coun	t			
	(election ma	ade)					
	subparagrap	oh 88(2)(b)(i)		1,300	,000
						2,700	,000
less:	pre-1972 ca	pital su	ırplus	on har	nd		

Taxable dividend – subparagraph 88(2)(b)(iii) \$:

subparagraph 88(2)(b)(ii)

88(2)(b)(iii) <u>\$2,100,000</u>

Assessment of Amounts

- 4. The amounts that are deemed to be separate dividends and the amount deemed not to be a dividend depend on the balance, as finally assessed by the Department, of
 - (a) the capital dividend account (or capital gains dividend account),
 - (b) the pre-1972 capital surplus on hand, and
 - (c) after June 28, 1982 and before May 24, 1985, the life insurance capital dividend account,

immediately before the winding-up dividend is deemed to have been paid. Where balances of these accounts as assessed differ from the amounts computed by the corporation at the time of the elections under subsection 83(2), 83(2.1) (as it read at that time), or subsection 133(7.1) in respect of those separate dividends, the amount of each separate dividend and the related election will be adjusted to reflect the balances assessed. However, the corporation remains responsible for computing these accounts as accurately as possible in light of all the facts available at the time of the election.

Note: If draft legislation released by the Minister of Finance on February 18, 1991 is enacted into law as proposed, the provisions of subsection 88(2) will apply to the capital gains dividend account of investment corporations as described in paragraph 131(6)(b). It is proposed that for windings-up commencing after 1988, subsection 88(2) will apply to the capital gains dividend account of investment corporations in the same manner as it currently applies to the capital dividend account of private corporations and the capital gains dividend account of non-resident-owned investment corporations.

cas d'une corporation privée. Les données suivantes sont réputées provenir de la liquidation d'une corporation privée.

Produit disponible lors de la liquidation	5	000	000 3	\$
Capital versé des actions	1	000	000	
Solde du compte de dividende en capital	1	300	000	
Solde du surplus de capital en main				
avant 1972		600	000	

L'application de l'alinéa 88(2)b) se fait comme suit :

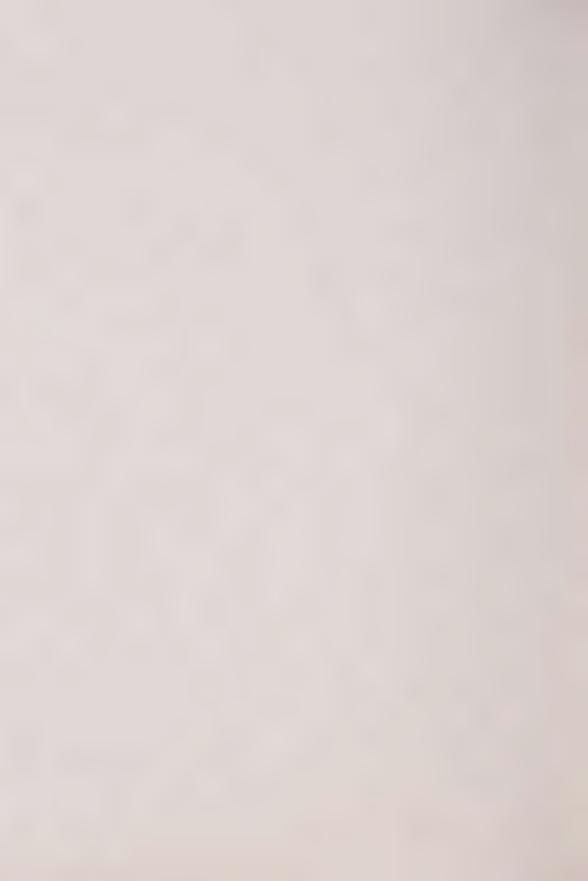
Produit lors de la liquidation	5 000 000 \$
Moins: capital versé – alinéa 89(1)c)	1 000 000
Dividende de liquidation – alinéa 84(2)b)	4 000 000
Moins : compte de dividende en capital	
(choix effectué) – sous-alinéa	
88(2)b)(i)	1 300 000 2 700 000
Moins: surplus de capital en main avant 1972	
sous-alinéa 88(2)b)(ii)	600 000
Dividende imposable – sous-alinéa	
88(2)b)(iii)	2 100 000 \$

Établissement des montants

- 4. Les montants qui sont réputés être des dividendes distincts et le montant qui est réputé ne pas être un dividende dépendent du solde, comme il a été établi par le Ministère,
 - a) du compte de dividende en capital (ou du compte de dividendes sur les gains en capital),
 - b) du surplus de capital en main avant 1972 et.
 - c) après le 28 juin 1982 et avant le 24 mai 1985, du compte de dividende en capital d'assurance-vie,

juste avant la date où le dividende de liquidation est réputé avoir été versé. Lorsque les soldes de ces comptes diffèrent des montants calculés par la corporation au moment de faire les choix prévus aux paragraphes 83(2), 83(2.1) (tel qu'il s'appliquait à cette période) ou 133(7.1) à l'égard de ces dividendes distincts, le montant de chaque dividende distinct, ainsi que le choix correspondant, sera rajusté de façon à correspondre aux soldes établis. La corporation reste néanmoins tenue de calculer ces comptes de la façon la plus précise possible, en tenant compte de tous les faits connus à la date du choix.

Note: Si l'avant-projet de loi publié par le ministre des Finances le 18 février 1991 devient force de loi tel qu'il est proposé, les dispositions du paragraphe 88(2) s'appliqueront au compte de dividendes sur les gains en capital des corporations de placement tel qu'il est décrit à l'alinéa 131(6)b). Il est proposé, dans le cas de liquidations commençant après 1988, d'étendre l'application des règles actuellement prévues au paragraphe 88(2) au compte de dividendes sur les gains en capital des corporations de placement de la même manière qu'elles s'appliquent au compte de dividende en capital des corporations privées et au compte de dividendes sur les gains en capital des corporations de placement appartenant à des non-résidents.







Publications

BULLETIN

D'INTERPRÉTATION

SUBJECT IN

INCOME TAX ACT

INTERPRETATION

Acquisition from a Non-Resident of Certain Property on Death or Mortgage Foreclosure or by Virtue of a Deemed Disposition

NO. IT-150R2

DATE: January 9, 1985

REFERENCE: Section 116 (also paragraph 115(1)(b))

NR68

OBJET: LOI DE L'IMPÔT SUR LE REVENU

Acquisition de certains biens appartenant à un non-résident, par suite d'un décès ou d'une forclusion d'hypothèque ou en vertu d'une disposition de biens réputée.

Nº IT-150R2

DATE: le 9 janvier 1985

RENVOI: Article 116 (aussi alinéa 115(1)b))



This bulletin cancels and replaces Interpretation Bulletin IT-150R dated October 14, 1975.

- 1. Section 116 provides procedures for making payments on account of tax relating to the actual or proposed disposition by non-residents of taxable Canadian property, property described in paragraphs 59(2)(a), (c) or (d) and life insurance policies in Canada, other than "excluded property" as described in subsection 116(6).
- 2. Section 116 does not have application to property that is transferred or distributed on or after death and as a consequence thereof.
- 3. The Department considers that the liability for tax under subsection 116(5) or (5.3) does not extend to a mortgagee who acquired a property by foreclosure, unless the transactions of mortgage and foreclosure were used as a device to sell that property. It should be noted, however, that even where subsections 116(5) and (5.3) are not applicable to the purchaser, the non-resident vendor may obtain a certificate under subsections 116(2), (4) or (5.2).
- 4. Notwithstanding the comments in 2 and 3 above concerning section 116, the transfer of any taxable Canadian property, a life insurance policy in Canada or property described in paragraphs 59(2)(a), (c) or (d) by reason of death or mortgage foreclosure is nevertheless a transaction on which the non-resident decedent or mortgagor may be liable for tax by virtue of section 115.
- 5. The provisions of section 116 may apply to other deemed dispositions provided that there is a deemed amount payable by the person acquiring the property in the case of subsection 116(5.3), a deemed receipt of proceeds of disposition in the case of subsections 116(1), (2), (3), (4) and (5.2), and a deemed cost of acquisition in the case of subsection 116(5). The provisions of subsection 116(5.1) may also intervene to supply or alter these figures in non-arm's length transactions including inter vivos gifts.

Ce bulletin annule et remplace le Bulletin d'interprétation IT-150R du 14 octobre 1975.

- 1. L'article 116 prévoit les procédures de paiements au titre de l'impôt que doit suivre un non-résident lorsqu'il dispose ou se propose de disposer de biens canadiens imposables, de biens visés aux alinéas 59(2)a), c) ou d) ou de polices d'assurance-vie au Canada, autres que des «biens exclus» visés au paragraphe 116(6).
- 2. L'article 116 ne s'applique pas à un bien qui a été cédé ou partagé le jour du décès ou après cette date ou par suite de ce décès.
- 3. Le Ministère estime que l'assujettissement à l'impôt prévu au paragraphe 116(5) ou (5.3) ne s'étend pas à un créancier hypothécaire qui a acquis un bien par forclusion, à moins que les opérations d'hypothèque et de forclusion n'aient servi de moyen de vendre ce bien. À noter toutefois, que même lorsque les paragraphes 116(5) et (5.3) ne s'appliquent pas à l'acheteur, le vendeur non résidant peut obtenir un certificat en vertu des paragraphes 116(2), (4) ou (5.2).
- 4. Nonobstant les commentaires susmentionnés aux numéros 2 et 3 concernant l'article 116, le transfert de n'importe quel bien canadien imposable, d'une police d'assurance-vie au Canada ou d'un bien visé par les alinéas 59(2)a), c) ou d) par suite d'un décès ou d'une forclusion d'hypothèque est néanmoins, en vertu de l'article 115, une opération qui peut être imposable pour la personne décédée ou le débiteur hypothécaire non résidant
- 5. Les dispositions de l'article 116 peuvent s'appliquer à d'autres dispositions de biens réputées à condition qu'il y ait une somme réputée payable par la personne qui acquiert les biens dans le cas du paragraphe 116(5.3), un produit réputé de la disposition dans le cas des paragraphes 116(1), (2), (3), (4) et (5.2) et un coût d'acquisition réputé dans le cas du paragraphe 116(5). Les dispositions du paragraphe 116(5.1) peuvent être appliquées pour suppléer ou modifier ces montants dans le cas des transactions comportant un lien de dépendance, notamment les dons entre vifs.



JEGISKYAJEGIAK SALSKEJASKE